ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS273/R
7 mars 2005

(05-0810)

Original: anglais

CORÉE – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES NAVIRES DE COMMERCE (WT/DS273)

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. PROCÉDURE DE COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS PRÉVUE À L'ANNEXE V DE L'*ACCORD SMC* 2
D. PROCÉDURES ADDITIONNELLES POUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS 3
E. LA PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL 3
II. ASPECTS FACTUELS 3
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 4
A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 4
B. CORÉE 4
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 4
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 5
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 5
A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES FORMULÉES PAR LA CORÉE DANS SA LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT 5
B. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES DE LA CORÉE CONCERNANT CERTAINS PARAGRAPHES PRÉCIS DU RAPPORT INTÉRIMAIRE 6
VII. CONSTATATIONS 10
A. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DEMANDÉES PAR LA CORÉE 10
1. Demande du 29 août 2003 en vue de la suspension de la procédure de collecte de renseignements au titre de l'Annexe V 10
2. Autres décisions préliminaires demandées par la Corée le 29 août 2003 11
3. Exclusion de certains renseignements obtenus au titre de l'Annexe V 22
4. Préjudice causé à la demande de décision préliminaire précédente de la Corée 24
5. Retrait de l'allégation au titre de l'article 5 a) 24
6. Empêchement de hausses de prix et dépression des prix/article 6.3 c) 25
a) Exclusion de l'allégation concernant une sous-cotation des prix 25
b) Portée de l'allégation concernant un préjudice grave 25
7. Contenu du dossier 25
8. Pertinence de la demande de décisions préliminaires présentée par la Corée le 29 août 2003 26

B. SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES ALLÉGUÉES 26
1. Régime juridique de la KEXIM 26
a) Le régime juridique de la KEXIM prévoit-il des contributions financières? 27
i) Arguments des parties 27
ii) Évaluation par le Groupe spécial 27
b) La KEXIM est-elle un organisme public? 29
i) Arguments des parties 29
ii) Évaluation par le Groupe spécial 32
c) Subventionnement 35
i) Application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif 35
Arguments des parties 35
Évaluation par le Groupe spécial 36
ii) Avantage 38
Clause de non-concurrence 38
Absence d'obligation de prendre en compte les conditions du marché 40
Financement par les pouvoirs publics 40
Taux d'ajustement en fonction du marché 41
KEXIM On-Line Road Show 43
Maintien de la compétitivité au niveau international 44
Conclusion 46
d) Subordination aux exportations 46
i) Arguments des parties 46
ii) Évaluation par le Groupe spécial 46
e) Conclusion 46
2. Programme APRG 47
a) Arguments des parties 47
b) Évaluation par le Groupe spécial 47
3. Programme PSL 49
a) Arguments des parties 49
b) Évaluation par le Groupe spécial 50
4. Transactions APRG individuelles 51
a) Questions horizontales 51
i) Désignation d'un fournisseur étranger d'APRG par l'acheteur 51
ii) Point de repère du marché étranger 52
iii) Marges pour risque pays 53
iv) Point de repère du marché national 55

v) *Marge pour risque de crédit* *55*
vi) *Subventions antérieures* *56*
vii) *Déductions défavorables* *56*
b) Questions concernant des transactions spécifiques 57
i) *Daewoo* *57*
ii) *Samho/Halla* *60*
iii) *STX/Daedong* *61*
iv) *Hanjin* *62*
v) *Samsung* *63*
c) Subordination aux exportations 63
i) *Arguments des parties* *63*
ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *64*
d) Spécificité 64
e) Moyen de défense au titre du point j) 64
i) *Une interprétation a contrario est-elle admissible?* *64*
ii) *Si une interprétation a contrario du point j) était admissible, quelles conditions devraient être remplies?* *69*
iii) *Les conditions pertinentes pour l'application du point j) comme moyen de défense affirmatif sont-elles remplies?* *70*
Les APRG constituent-elles des garanties du crédit à l'exportation? 70
Les APRG constituent-elles des garanties contre la hausse du coût du produit exporté? 72
f) Conclusion 72
5. Transactions PSL individuelles 73
a) Autres points de repère proposés par la Corée 73
i) *Obligations de société émises par les chantiers navals* *73*
DHI/DSME 74
Samho 74
STX/Daedong 75
Hyundai/Mipo 75
HHI 76
Conclusion 76
ii) *Autres points de repère proposés par la Corée* *76*
iii) *Conclusion* *77*
b) Le point de repère du marché proposé par les CE 77
i) *Différences alléguées dans les méthodes de notation* *77*
ii) *Utilisation des cours des obligations indexées* *81*
iii) *Choix de la durée dans les données de l'indice de la KSDA* *82*

iv) *Gestion des risques dans le processus de versement des PSL* *83*
v) *Admissibilité de certains arguments et données des CE* *84*
vi) *Conclusion* *85*
c) Application du point de repère du marché des CE aux transactions PSL individuelles de la KEXIM 85
i) *DSME* *85*
ii) *Samho/Halla* *87*
iii) *STX/Daedong* *88*
iv) *Hyundai/MIPO* *88*
v) *Hanjin* *89*
vi) *Hyundai Heavy Industries* *89*
d) Subordination aux exportations 89
i) *Arguments des parties* *89*
ii) *Évaluation par le Groupe spécial* *89*
e) Spécificité 90
f) Moyen de défense au titre du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative* 90
i) *Une interprétation a contrario du premier paragraphe du point k) est-elle admissible?* *90*
ii) *Si une interprétation a contrario du premier paragraphe du point k) était admissible, quelles seraient les conditions à remplir?* *92*
iii) *Les conditions pertinentes sont-elles remplies?* *92*
g) Conclusion 95
6. Conclusion 96
C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES 96
1. Opérations de restructuration de la dette 97
a) Examen factuel 97
i) *Renégociation de la dette de Daewoo* *97*
ii) *Réorganisation de Halla* *97*
iii) *Daedong* *98*
b) Questions relatives aux contributions financières 99
i) *Organismes publics* *99*
KAMCO 100
KDB 100
IBK 100
Banque de Corée et KDIC 100

ii) Action de charger ou d'ordonner à l'égard d'organismes privés? *101*
Arguments des parties 101
Évaluation par le Groupe spécial 102
- Accès aux fonds publics 107
- Accord sur la restructuration des entreprises 109
- Décret n° 408 du Premier Ministre 110
- Déclaration de la Banque Kookmin 111
- Accord de décembre 1998/garantie contre les pertes 112
- La liquidation comme source de capitaux 113
- Appartenance aux pouvoirs publics 114
- Conclusion 114
iii) Transfert de valeur pécuniaire *114*
Arguments des parties 114
Évaluation par le Groupe spécial 115
iv) Contribution financière à soi-même *116*
Arguments des parties 116
Évaluation par le Groupe spécial 117
v) Contributions financières "d'"organismes publics *118*
vi) Conclusion *119*
c) Questions relatives à l'avantage 119
i) Participation des créanciers aux opérations de restructuration *119*
ii) Renégociation de la dette de Daewoo *121*
Rapport Anjin 121
- Rapport commandé par DHI et la KDB 122
- Délai pour l'examen 123
- Ajustement pour tenir compte des actionnaires existants 125
- Effet de protection fiscale 126
- Taux de croissance perpétuelle 128
- Ratio de couverture de l'intérêt 129
- Exigibilités non comptabilisées 129
- Sommes à recevoir des sociétés affiliées à Daewoo 130
- Conclusion 131
Annulation/rééchelonnement de la dette 131
Conversion de dettes en prises de participation 132
Conclusion 133
iii) Réorganisation de Halla *133*
Détermination de Rothschild – Décision de restructurer 133
Conditions de la restructuration 134
iv) Réorganisation de Daedong *135*

2. Avantages fiscaux accordés à Daewoo 136
a) Arguments des parties 136
b) Évaluation par le Groupe spécial 137
3. Spécificité 138
4. Conclusion 138
D. PRÉJUDICE GRAVE 138
1. Renseignements au titre de l'Annexe V 138
2. Résumé de l'allégation 139
3. Portée de l'allégation 140
4. Cadre juridique 140
a) Article 5 c) – Préjudice grave 140
b) Article 6.3 c) 141
5. Sens de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix 143
6. Existence d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix 144
7. Le concept de "produit similaire" s'applique-t-il en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix? 144
a) Arguments des parties 144
b) Évaluation par le Groupe spécial 146
8. "Le même marché" peut-il être le marché mondial? 151
a) Arguments des parties 151
b) Évaluation par le Groupe spécial 152
9. "Notable" 152
a) Arguments des parties 152
b) Évaluation par le Groupe spécial 153
10. "Un préjudice grave *peut* apparaître" 154
a) Arguments des parties 154
b) Évaluation par le Groupe spécial 155
i) Le texte 156
ii) Précédentes procédures de règlement des différends 158
iii) Historique des négociations 161
11. Lien de causalité 163
a) Principaux arguments des parties 163
b) Évaluation par le Groupe spécial 165

12. Résumé des allégations des CE et approche générale du Groupe spécial 167
a) Principaux arguments et approche générale des CE 168
b) Principaux contre-arguments de la Corée 172
13. Analyse par produit 174
a) Arguments des parties 174
i) Transporteurs de GNL 174
ii) Transporteurs de produits/produits chimiques 178
iii) Porte-conteneurs 180
b) Évaluation par le Groupe spécial 182
i) Transporteurs de GNL 185
ii) Transporteurs de produits/produits chimiques 185
iii) Porte-conteneurs 186
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 187

PIÈCES JOINTES

Pièce jointe n° 1 – Procédure au titre de l'Annexe V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires – Rapport du représentant désigné par l'Organe de règlement des différends au Groupe spécial Page 189

Pièce jointe n° 2 – Procédures pour la protection des renseignements commerciaux confidentiels Page 197

Pièce jointe n° 3 – Liste de certains APRG et PSL concernant des ventes de transporteurs de GNL, de transporteurs de produits/produits chimiques et de porte-conteneurs Page 202

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

Contenu		Page
Annexe A-1	Première communication écrite des Communautés européennes	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite de la Corée	A-11

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DÉCLARATION ORALE DES PARTIES – PREMIÈRE RÉUNION

Contenu		Page
Annexe B-1	Déclaration orale des Communautés européennes	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale de la Corée	B-12

ANNEXE C

COMMUNICATIONS ÉCRITES ET DÉCLARATIONS ORALES DES TIERCES PARTIES

Contenu		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la communication écrite de la Chine	C-2
Annexe C-2	Déclaration orale de la Chine	C-5
Annexe C-3	Résumé analytique de la communication écrite du Japon	C-8
Annexe C-4	Déclaration orale du Japon	C-10
Annexe C-5	Réponses du Japon aux questions des Communautés européennes et de la Corée	C-13
Annexe C-6	Communication écrite de la Norvège	C-21
Annexe C-7	Déclaration orale de la Norvège	C-29
Annexe C-8	Réponses de la Norvège aux questions posées par les Communautés européennes et la Corée	C-33
Annexe C-9	Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis	C-35
Annexe C-10	Déclaration orale des États-Unis	C-40
Annexe C-11	Réponses des États-Unis aux questions posées par les parties (première réunion)	C-43
Annexe C-12	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial (deuxième réunion)	C-46

ANNEXE D

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Contenu		Page
Annexe D-1	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial	D-2
Annexe D-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par la Corée	D-49
Annexe D-3	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial	D-57
Annexe D-4	Réponses de la Corée aux questions posées par les Communautés européennes	D-107
Annexe D-5	Observations de la Corée au sujet des réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial	D-120

ANNEXE E

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

Contenu		Page
Annexe E-1	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	E-2
Annexe E-2	Deuxième communication écrite de la Corée	E-10

ANNEXE F

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DÉCLARATION ORALE DES PARTIES – DEUXIÈME RÉUNION

Contenu		Page
Annexe F-1	Déclaration orale des Communautés européennes	F-2
Annexe F-2	Déclaration orale de la Corée	F-13

ANNEXE G

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION ET OBSERVATIONS

Contenu		Page
Annexe G-1	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial (2 juillet 2004)	G-2
Annexe G-2	Observations des Communautés européennes sur les nouveaux renseignements factuels communiqués par la Corée (9 juillet 2004)	G-49
Annexe G-3	Réponses des Communautés européennes aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial (16 juillet 2004)	G-70
Annexe G-4	Réponses et observations de la Corée au sujet des questions posées par les Communautés européennes et par le Groupe spécial (2 juillet 2004)	G-82
Annexe G-5	Réponses de la Corée aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial et observations sur certaines questions complémentaires adressées aux Communautés européennes (9 juillet 2004)	G-168
Annexe G-6	Observations de la Corée concernant les réponses des Communautés européennes aux questions supplémentaires (23 juillet 2004)	G-209

ANNEXE H

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Contenu		Page
Annexe H	Demande d'établissement d'un groupe spécial – Document WT/DS273/2	H-2

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs, Deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)*"), WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:XI, 5481
Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs - Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)* "), WT/DS46/RW, adopté le 4 août 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS46/AB/RW, DSR 2000:IX, 4093
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils - Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*"), WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000, DSR 2000:IX, 4299
Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux* ("*Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*"), WT/DS222/R, adopté le 19 février 2002
CE – Exportations de sucre (Australie)	Rapport du Groupe spécial du GATT *Communautés européennes - Restitutions à l'exportation de sucre – Plainte de l'Australie*, adopté le 6 novembre 1979, IBDD, S26/317
CE – Exportations de sucre (Brésil)	Rapport du Groupe spécial du GATT *Communautés européennes - Restitutions à l'exportation de sucre – Plainte du Brésil*, adopté le 10 novembre 1980, IBDD, S27/74
CEE – Subventions pour la farine de froment	Rapport du Groupe spécial du GATT *Communauté économique européenne - Subventions à l'exportation de farine de froment* ("*CEE – Subventions pour la farine de froment*"), 21 mars 1983, non adopté, SCM/42
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits* ("*États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*"), WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* ("*États-Unis – Coton upland*"), WT/DS267/R, 8 septembre 2004
États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien	Rapport du Groupe spécial du GATT *Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège* ("*États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*"), adopté le 28 avril 1994, IBDD, S41/2/662
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, DSR 2000:III, 1619
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis - Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*"), WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Restrictions à l'exportation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions* ("*États-Unis – Restrictions à l'exportation*"), WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001, DSR 2001:XI, 5767
États-Unis – Plomb et bismuth II	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni* ("*États-Unis – Plomb et bismuth II*"), WT/DS138/R et Corr.2, adopté le 7 juin 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS138/AB/R, DSR 2000:VI, 2623
États-Unis – Plomb et bismuth II	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni* ("*États-Unis – Plomb et bismuth II*"), WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000, DSR 2000:V, 2595
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Indonésie – Automobiles*"), WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:VI, 2201
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1.1 Le 21 octobre 2002, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec la Corée conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ("le *Mémorandum d'accord*"), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("le *GATT de 1994*"), et aux articles 4, 7 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'*Accord SMC*") au sujet de mesures affectant le commerce des navires de commerce.[1]

1.2 Les Communautés européennes et la Corée ont tenu les consultations demandées les 22 novembre et 13 décembre 2002, et le 7 mai 2003, mais ne sont pas parvenues à une solution mutuellement satisfaisante de la question.

1.3 Le 11 juin 2003, les Communautés européennes ont demandé l'établissement d'un groupe spécial pour examiner la question.[2]

1.4 Le 10 juillet 2003, les Communautés européennes ont demandé que la demande mentionnée plus haut soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends ("l'ORD") qui devait avoir lieu le 21 juillet 2003. Les Communautés européennes ont demandé en outre que, à la même réunion, l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'*Accord SMC* conformément au paragraphe 2 de ladite annexe.

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.5 À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et conformément à la demande présentée par les Communautés européennes dans le document WT/DS273/2.

1.6 À cette réunion, les parties au différend sont également convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les Communautés européennes dans le document WT/DS273/2, la question portée devant l'ORD par les Communautés européennes dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.7 Le 11 août 2003, les Communautés européennes ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du *Mémorandum d'accord*. Ce paragraphe est ainsi libellé:

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties

[1] WT/DS273/1.
[2] WT/DS273/2.

> au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

1.8 En conséquence, le 20 août 2003, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

> Président: M. Said El-Naggar
>
> Membres: M. Gilles Gauthier
> Mme Ana Novik Assael

1.9 La Chine, les États-Unis, le Japon, le Mexique, la Norvège et le Taipei chinois ont réservé leurs droits de tierces parties.[3]

1.10 Le 11 avril 2004, M. El-Naggar, Président du Groupe spécial, est décédé. Le 6 mai 2004, les parties ont conjointement demandé au Directeur général de désigner un nouveau Président. Le 11 mai 2004, le Directeur général a nommé M. Julio Lacarte-Muró nouveau Président du Groupe spécial.[4]

C. PROCÉDURE DE COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS PRÉVUE À L'ANNEXE V DE L'*ACCORD SMC*

1.11 Dans la communication du 10 juillet 2003 que les Communautés européennes ont adressée à l'ORD pour lui demander d'engager la procédure de collecte de renseignements prévue à l'Annexe V de l'*Accord SMC*, elles ont déclaré qu'afin de faciliter la tâche de l'ORD consistant à désigner son représentant conformément au paragraphe 4 de l'Annexe V, elles avaient proposé des noms et procédé à des consultations avec la Corée. Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles n'étaient pas parvenues à un accord avec la Corée sur ce sujet et qu'elles avaient donc demandé que l'ORD désigne un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements.[5] À sa réunion du 21 juillet 2003, l'ORD a désigné M. András Szepesi comme son représentant à cette fin.

1.12 La date du 21 juillet 2003 a été considérée par les parties comme étant la date à laquelle la question a été "portée devant l'ORD" au sens du paragraphe 5 de l'Annexe V, de sorte que le délai de 60 jours prévu dans ce paragraphe pour l'achèvement du processus de collecte de renseignements devait prendre fin le 19 septembre 2003. Les parties étaient convenues que la première communication de la partie plaignante serait communiquée six semaines après l'achèvement de la procédure au titre de l'Annexe V et la première communication de la partie défenderesse six semaines plus tard, de manière à ce que tous les renseignements recueillis dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V puissent être utilisés pour préparer ces communications. Le Groupe spécial a établi son calendrier en conséquence.

1.13 À un moment ultérieur du délai de 60 jours, la date du 19 septembre 2003 a été modifiée, avec l'accord des parties, afin de leur donner plus de temps pour traduire certains documents volumineux dans l'une des trois langues de travail de l'OMC. La nouvelle date limite fixée pour l'achèvement de la procédure au titre de l'Annexe V était le 10 novembre 2003. Le Groupe spécial a été immédiatement informé de ces modifications et des raisons qui les avaient motivées. Il a révisé son calendrier en conséquence.

---

[3] WT/DS274/6.
[4] WT/DS273/7.
[5] WT/DS273/3.

1.14 Le 10 novembre 2003, le représentant désigné a communiqué son rapport au Groupe spécial. Ce rapport est reproduit dans la pièce jointe n° 1.

D. PROCÉDURES ADDITIONNELLES POUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

1.15 Comme il est indiqué dans le rapport du représentant désigné, le Groupe spécial, à la demande des parties, a adopté des procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux confidentiels. Ces procédures ("les procédures RCC") sont exposées dans la pièce jointe n° 2.

E. LA PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL

1.16 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 9 et 10 mars 2004 et les 17 et 18 juin 2004. Il s'est réuni avec les tierces parties le 9 mars 2004.

1.17 Le Groupe spécial a présenté son rapport intérimaire aux parties le 24 novembre 2004. Il a présenté son rapport final aux parties le 22 décembre 2004.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne les mesures ci-après, dont les Communautés européennes allèguent qu'elles constituent des subventions prohibées et/ou des subventions pouvant donner lieu à une action au sens des Parties II et III de l'*Accord SMC*:

- La Loi portant établissement de la Banque coréenne d'export-import ("KEXIM"), tous décrets d'application et autres règlements dont il est allégué qu'ils permettent spécifiquement à la KEXIM d'accorder aux exportateurs coréens de biens d'équipement un financement à des taux préférentiels.

- Les programmes de prêts avant expédition ("PSL") et de garanties de restitution des paiements anticipés ("APRG") établis par la KEXIM.

- L'octroi à titre individuel, par la KEXIM, de prêts avant expédition et de garanties de restitution des paiements anticipés aux chantiers navals coréens, y compris Samho Heavy Industries ("Samho-HI" ou "SHI"), Daedong Shipbuilding Co. ("Daedong"), Daewoo Heavy Industry ("DHI"), Daewoo Shipbuilding and Marine Engineering ("Daewoo-SME", ou "DSME"), Hyundai Heavy Industries ("Hyundai-HI" ou "HHI"), Hyundai Mipo ("MIPO"), Samsung Heavy Industries ("Samsung") et Hanjin Heavy Industries & Construction Co. ("Hanjin").

- Les mesures de restructuration des entreprises, y compris sous la forme d'annulations et d'allègements de dettes, de bonifications d'intérêts et de conversions de dettes en prises de participation, concernant Daewoo-SME, Samho-HI et Daedong.

- La Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux ("la Loi STTCL"), et plus particulièrement le programme d'imposition spéciale des apports en nature (article 38) et d'imposition spéciale des cessions d'actifs (article 45-2).

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

3.1 Les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial constate que la Corée a accordé des subventions incompatibles avec ses obligations au titre de l'*Accord SMC*, parce que:

- "La Corée, par le biais de la Loi KEXIM, du Décret KEXIM et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt, accorde des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC";

- "La Corée, par l'établissement et le maintien des programmes APRG et de prêts avant expédition, accorde des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC";

- "La Corée, par l'octroi à titre individuel d'APRG et de prêts avant expédition, a accordé des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC";

- "La Corée, en accordant des subventions à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong au moyen i) de programmes de renégociation de la dette et de restructuration; ii) d'avantages fiscaux consentis à Daewoo-HI/ Daewoo-SME; et iii) de l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition, a causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC."

3.2 Les Communautés européennes considèrent que les violations susmentionnées de l'*Accord SMC* ont annulé et compromis les avantages résultant pour elles de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("*Accord sur l'OMC*") et demandent en conséquence que le Groupe spécial recommande que la Corée retire ces subventions ou élimine les effets défavorables des subventions pouvant donner lieu à une action conformément aux articles 4.7 et 7.8 de l'*Accord SMC*.

B. CORÉE

3.3 La Corée a demandé au Groupe spécial de rendre un certain nombre de décisions préliminaires. Le raisonnement et les conclusions du Groupe spécial en ce qui concerne les demandes de décisions préliminaires de la Corée sont exposés dans la section VII.A, *infra*.

3.4 La Corée demande aussi au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations des Communautés européennes.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans les communications qu'elles ont présentées au Groupe spécial. Les résumés analytiques des communications des parties sont joints en tant qu'annexes au présent rapport (voir la liste des annexes, page ix), et font partie intégrante du présent rapport.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, à savoir la Chine, les États-Unis, le Japon, la Norvège et le Taipei chinois, sont exposés dans les communications qu'elles ont présentées au Groupe spécial et sont joints au présent rapport en tant qu'annexes (voir la liste des annexes, page ix) et font partie intégrante du présent rapport. Le Mexique n'a pas présenté de communication au Groupe spécial.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 24 novembre 2004, nous avons remis le rapport intérimaire aux parties. La Corée a demandé par écrit un réexamen intérimaire de certains aspects du rapport intérimaire. Les CE n'ont pas demandé de réexamen intérimaire. Elles ont présenté des observations écrites concernant la demande de la Corée. Aucune partie n'a demandé de réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.2 La communication de la Corée concernant le réexamen intérimaire comprenait deux parties, une lettre d'accompagnement contenant des observations générales et une annexe contenant des observations spécifiques sur certains paragraphes précis du rapport intérimaire. Nous traitons ces deux parties des observations de la Corée séparément, dans la section VI.A et la section VI.B respectivement.

6.3 Nous avons aussi apporté certaines modifications et corrections de forme au rapport.

A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES FORMULÉES PAR LA CORÉE DANS SA LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

6.4 La lettre d'accompagnement de la communication de la Corée demandant le réexamen de certains aspects du rapport intérimaire du Groupe spécial fait état de "certaines réserves concernant certaines questions de procédure et certains aspects de l'analyse des subventions prohibées faite par le Groupe spécial". Nous relevons cependant en premier lieu que ces observations sont très générales et ne contiennent aucune référence spécifique à des sections ou des paragraphes particuliers du rapport intérimaire et qu'elles n'indiquent aucune modification que la Corée nous demande d'apporter au rapport. Nous doutons donc que ces observations répondent à la prescription énoncée à l'article 15:2 voulant qu'une demande de réexamen intérimaire formulée par une partie indique des "aspects précis" du rapport. En tout état de cause, comme nous le disons ci-dessous, nous n'estimons pas nécessaire d'apporter des modifications au rapport sur la base des observations figurant dans la lettre d'accompagnement de la Corée.

6.5 La Corée déclare que le Groupe spécial a mal attribué la charge de la preuve "à certains endroits", la faisant passer des CE à la Corée, mais n'indique aucun endroit particulier où cette mauvaise attribution alléguée s'est produite. Nous estimons que la charge de la preuve a été attribuée de façon appropriée aux deux parties tout au long du différend. La Corée fait aussi valoir que les CE ont été autorisées à présenter de nouveaux renseignements factuels à un stade avancé de la procédure, non à titre de réfutation mais pour appuyer des arguments entièrement nouveaux. Nous ne pensons pas que la Corée, contrairement à ce qu'elle donne à entendre, a été privée de ses droits à une procédure régulière car nous rappelons qu'à divers stades de la procédure, nous avons demandé certains renseignements aux deux parties, que chaque partie a demandé à l'autre certains renseignements et qu'après chacune de ces communications, chaque partie s'est vu ménager toute possibilité de présenter des observations sur les nouveaux renseignements factuels communiqués par l'autre partie. En ce qui concerne l'objection générale de la Corée relative aux points de repère proposés par les CE pour les transactions APRG et l'analyse de la marge pour risque pays que nous avons faite, nous estimons que nos constatations expliquent de façon adéquate l'approche et le

raisonnement globaux que nous avons suivis.[6] Quant au fait que la Corée, d'une façon générale, n'approuve pas notre approche concernant la définition d'un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1), telle que nous l'avons exposée dans nos constatations, nous estimons que l'approche de la Corée confond les notions de contribution financière et d'avantage. En ce qui concerne les subventions pouvant donner lieu à une action, la Corée conteste certaines de nos conclusions mais ne donne aucune précision. Enfin, en ce qui concerne la déclaration de la Corée selon laquelle les CE "ont été autorisées, sans que cela ne suscite de remarques, à faire un usage manifestement abusif de la procédure prévue à l'Annexe V", nous rappelons que la Corée avait initialement soulevé cette question dans sa première communication écrite et que nous nous sommes prononcés à ce sujet le 12 mars 2004.[7]

B. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES DE LA CORÉE CONCERNANT CERTAINS PARAGRAPHES PRÉCIS DU RAPPORT INTÉRIMAIRE

Note de bas de page 75 (note de bas de page 77 du rapport final)

6.6 La Corée demande que nous remplacions la référence à la "pièce n° 21 des CE" par une référence à la "pièce n° 26 des CE". Nous avons apporté la modification demandée par la Corée.

Paragraphes 7.136 et 7.137

6.7 La Corée fait valoir que les pièces n° 58 et 59 de la Corée ont été fournies en réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, qui demandait "un exemple (avec pièces justificatives) de deux cas dans lesquels différents chantiers navals coréens n'avaient pas pu choisir eux-mêmes le fournisseur d'APRG". Elle affirme que le Groupe spécial n'avait pas demandé à la Corée de réfuter les propositions des CE concernant les APRG utilisées comme points de repère. La Corée suppose que le Groupe spécial a adopté cette approche parce qu'il examinait la question d'un point de vue systémique général. Elle affirme que si elle montrait que des questions se posaient au sujet du choix de la source des APRG, il incomberait aux CE de montrer qui avait fait ce choix et d'établir que les points de repère qu'elles proposaient étaient appropriés. La Corée affirme que si le Groupe spécial lui demandait de réfuter les exemples spécifiques proposés par les CE, il n'aurait pas dû demander des exemples d'une façon qui indiquait à la Corée qu'il se plaçait dans une perspective générale. La Corée soutient qu'en agissant ainsi, le Groupe spécial l'avait empêché de présenter des éléments de preuve qu'elle aurait peut-être pu produire pour réfuter des cas spécifiques plutôt que de fournir simplement les exemples qu'il avait demandés.

6.8 La Corée conteste aussi la déclaration du Groupe spécial selon laquelle les exemples figurant dans la pièce n° 83 de la Corée se rapportent à "des APRG fournies à des chantiers navals qui ne sont pas visés par les allégations des CE concernant des subventions à l'exportation prohibées". Elle affirme que la portée des allégations des CE n'était pas limitée. Elle soutient que les renseignements figurant dans la pièce n° 83 de la Corée sont donc pertinents et probants et répondent directement à la question n° 69 du Groupe spécial.

6.9 Les CE soutiennent que les observations de la Corée sont fondées sur l'opinion erronée selon laquelle la Corée avait besoin de réfuter les éléments de preuve spécifiques présentés par les Communautés européennes uniquement quand le Groupe spécial lui "demandait" expressément de le faire et que, en conséquence, le Groupe spécial avait "empêché [la Corée] de présenter des éléments

[6] Dans la section VI.B *infra*, nous examinons les observations détaillées spécifiques de la Corée (figurant dans l'annexe d'une partie de sa communication concernant le réexamen intérimaire) se rapportant à des aspects précis de paragraphes particuliers de notre rapport relatifs à certains points de repères.

[7] Le texte de notre décision est reproduit intégralement au paragraphe 7.5.

de preuve qu'elle aurait peut-être pu produire pour réfuter des cas spécifiques plutôt que de fournir simplement les exemples qu'il avait demandés".

6.10 En ce qui concerne la pièce n° 83 de la Corée, les CE affirment que la Corée présente ou comprend de façon erronée le raisonnement du Groupe spécial. Elles font valoir que le Groupe spécial traite dans cette partie du rapport la plainte des CE selon laquelle des transactions APRG individuelles constituaient des subventions à l'exportation. Les CE affirment que le fait que le Groupe spécial a accepté la recevabilité de leur allégation en soi à l'encontre des régimes de subventions à l'exportation de la KEXIM n'est pas pertinent. Elles estiment que le Groupe spécial pourrait tenir compte de l'observation de la Corée et éviter d'autres malentendus du même type au sujet de cette question en modifiant l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.137 de la façon suivante:

> Les éléments de preuve figurant dans la pièce n° 83 de la Corée se rapportent à des APRG fournies à des chantiers navals qui ne sont pas visés par ~~les~~ **ces** allégations ~~des CE~~ concernant des subventions à l'exportation prohibées.

6.11 Premièrement, nous relevons que le paragraphe 213 de la première communication écrite de la Corée indique ce qui suit:

> Les chantiers navals ne choisissent *pas toujours* le fournisseur d'APRG en lui-même. *Parfois*, ils sont contraints de faire appel aux établissements financiers, nationaux ou étrangers, désignés par les propriétaires de navires pour émettre les APRG, que les taux de primes perçus par ces établissements soient supérieurs ou non à ceux qui sont proposés par d'autres établissements financiers. (pas d'italique dans l'original)

6.12 La propre communication de la Corée indique donc clairement que celle-ci n'abordait pas la question dans une "perspective générale". Au lieu de cela, la Corée a fait valoir que les fournisseurs d'APRG étaient "parfois" désignés par les acheteurs. L'argument de la Corée ne pouvait donc pas servir de moyen de défense ou de réponse générale à opposer aux points de repère proposés par les CE. En fait, il incombait à la Corée, en tant que partie alléguant un fait, de prouver que les fournisseurs des APRG spécifiques indiquées par les CE étaient désignés par les acheteurs des navires en question.

6.13 Deuxièmement, il incombait à la Corée de décider de la façon dont elle souhaitait répondre aux allégations, arguments et éléments de preuve des CE. Il n'appartenait pas au Groupe spécial de donner des instructions à la Corée à cet égard. Le Groupe spécial n'a pas non plus "empêché" la Corée de présenter les éléments de preuve de son choix. La Corée a eu de nombreuses occasions de produire tous les éléments de preuve qu'elle souhaitait en réponse aux allégations, arguments et éléments de preuve présentés par les CE. Le Groupe spécial a adressé la question n° 69 à la Corée afin de préciser l'argument de la Corée au sujet de la désignation par les acheteurs. Il ne l'a pas fait afin de montrer à la Corée la façon dont elle devait répondre aux allégations, arguments et éléments de preuve présentés par les CE. Le fait que le Groupe spécial a formulé la question n° 69 d'une manière particulière n'empêchait pas la Corée de décider par elle-même de la façon dont elle souhaitait répondre aux allégations, arguments et éléments de preuve présentés par les CE.

6.14 En ce qui concerne la pièce n° 83 de la Corée, nous faisons observer que nos constatations concernant des transactions APRG individuelles étaient nécessairement limitées aux transactions spécifiquement indiquées par les CE. Nous n'avions aucune base nous permettant de formuler des constatations relatives à d'autres transactions APRG individuelles pour lesquelles les CE n'avaient communiqué aucun élément de preuve. Nous avons apporté la modification suggérée par les CE afin de clarifier cette question.

Paragraphe 7.167

6.15 La Corée affirme que la valeur du Yangdo Dambo est égale à (au moins) 50 pour cent de la valeur d'un nantissement matériel tel que des obligations publiques. Elle soutient que cela montrait clairement qu'il existait des différences entre les différents types de nantissement et que la valeur de nantissement du Yangdo Dambo dépassait celle des dépôts en espèces effectués pour les APRG étrangères et dont la couverture représentait de 10 à 30 pour cent du montant couvert par les APRG.

6.16 Les CE affirment que le paragraphe 7.169 et la note de bas de page 95 du rapport intérimaire répondent à cette observation de la Corée.

6.17 Nous maintenons l'opinion que nous avons exprimée dans la note de bas de page 95, selon laquelle "à un moment donné, la valeur d'une proportion plus petite du crédit couverte par une forme de nantissement plus forte égalera, voire dépassera, la valeur d'une proportion plus élevée du crédit couverte par une forme de nantissement plus faible". Nous rappelons aussi notre déclaration figurant au paragraphe 7.167 selon laquelle, pour que l'argument de la Corée soit retenu, "il faudrait que la Corée démontre que la valeur de nantissement du Yangdo Dambo dépasse celle des dépôts en espèces". La Corée ne l'a pas montré puisqu'elle n'a pas établi la valeur de nantissement des dépôts en espèces, c'est-à-dire qu'elle n'a pas établi la mesure dans laquelle la marge pour risque de crédit a été ajustée afin de tenir compte de la valeur des dépôts en espèces de 10 à 30 pour cent.

Paragraphe 7.234

6.18 La Corée affirme que, contrairement à ce qu'a constaté le Groupe spécial au paragraphe 7.234, elle a bien fourni des renseignements suffisants pour réfuter l'argument des CE concernant la garantie **[RCC: omis dans la version publique]**. Elle fait référence à cet égard à sa réponse à la question n° 17 des CE, lue à la lumière des renseignements fournis dans la pièce n° 118 des CE.

6.19 Les CE affirment que les éléments de preuve mentionnés par la Corée ne sont pas suffisants pour réfuter leur argument.

6.20 La réponse de la Corée à la question n° 17 des CE fait référence à une "garantie de paiement". Elle n'indique pas la valeur de cette garantie. Elle n'indique pas non plus les conditions dont la garantie est assortie. Ces renseignements ne figurent pas non plus dans la pièce n° 118 des CE. En conséquence, il n'existe aucune base justifiant que nous modifiions notre constatation énoncée au paragraphe 7.234.

Paragraphe 7.237

6.21 La Corée affirme qu'il y a une différence de valeur entre les types de nantissement mentionnés au paragraphe 7.237 (c'est-à-dire l'usine et les Yangdo Dambo). Elle affirme que la valeur de l'usine est plus élevée que celle des Yangdo Dambo.

6.22 L'observation de la Corée ne répond pas à la question soulevée au paragraphe 7.237 du rapport intérimaire. Il n'est pas nié au paragraphe 7.237 que les différents types de nantissement puissent avoir des valeurs différentes. Au lieu de cela, nous indiquons que nous n'avons aucun renseignement sur ce que peuvent être ces valeurs. L'observation de la Corée ne répond pas à cette question car elle n'indique aucun élément de preuve communiqué pendant la procédure du Groupe spécial au sujet des valeurs des types de nantissement en cause. En tout état de cause, nous faisons observer que le paragraphe 7.237 donne aussi des raisons supplémentaires (sans rapport avec la valeur des nantissements pertinents) de rejeter les données concernant les obligations de STX/Daedong présentées par la Corée.

Paragraphe 7.240

6.23 La Corée affirme qu'elle a fourni des renseignements concernant les taux d'intérêt des obligations de Hyundai/Mipo au paragraphe 238 de sa première communication écrite.

6.24 Nous n'en disconvenons pas. Toutefois, l'observation de la Corée ne répond pas aux questions soulevées au paragraphe 7.240 du rapport intérimaire. En particulier, l'observation de la Corée n'indique pas d'élément de preuve versé au dossier montrant si les obligations pertinentes étaient ou non garanties ou nanties.

Paragraphe 7.243

6.25 La Corée affirme que la référence au "nantissement" figurant dans la pièce n° 22 de la Corée était erronée. Elle indique des éléments de preuve versés au dossier montrant que les obligations de HHI n'étaient pas nanties.

6.26 Les CE ne répondent pas à l'observation de la Corée. En l'absence de toute objection de la part des CE et sur la base de l'explication fournie par la Corée, nous modifierons le paragraphe 7.243 du rapport afin d'éliminer les références à la question du nantissement. Toutefois, nous notons que le paragraphe 7.243 mentionnera encore le fait que les taux des obligations ne peuvent pas être utilisés comme points de repère du marché en raison de différences d'échéance.

Note de bas de page 154 (note de bas de page 156 du rapport final)

6.27 La Corée affirme que le Groupe spécial n'a pas reconnu que les garanties à responsabilité conjointe et solidaire avaient certaines valeurs. Elle affirme que le fait que les garanties à responsabilité conjointe et solidaire ont certaines valeurs ressort clairement des paragraphes 15 et 16 de la pièce n° 90 de la Corée.

6.28 Le Groupe spécial n'a pas dit que les garanties à responsabilité conjointe et solidaire n'avaient aucune valeur. En fait, dans la note de bas de page 154, le Groupe spécial a cité la déclaration explicite de la Corée selon laquelle la KEXIM traitait ces garanties comme si elles n'avaient aucune valeur. La Corée ne l'a pas nié. Nous avons aussi déclaré qu'[e]n tout état de cause, puisque la Corée n'[avait] pas quantifié la valeur alléguée de ce nantissement, nous n'av[ions] aucune base nous permettant de procéder à un quelconque ajustement". Cette déclaration reste valable puisque la Corée n'a pas indiqué d'élément de preuve concernant la valeur des garanties à responsabilité conjointe et solidaire en cause. Les paragraphes 15 et 16 de la pièce n° 90 de la Corée n'indiquent pas la valeur de telles garanties.

Note de bas de page 174 (note de bas de page 176 du rapport final)

6.29 Nous avons corrigé une erreur matérielle indiquée par la Corée.

Paragraphes 7.290 et 7.291

6.30 La Corée affirme qu'elle a bien établi que la valeur du nantissement était prise en compte dans les calculs des taux d'intérêt de la KEXIM. Elle affirme aussi qu'elle a indiqué l'Appendice 1 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM comme étant le texte réglementaire prévoyant l'application de différentes marges pour risque de crédit, selon les types de sûreté fournis.

6.31 Nous relevons que l'Appendice 1 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM ne contient aucune référence à **[RCC: omis dans la version publique]**. La Corée n'a présenté aucun autre élément de preuve concernant le montant d'un quelconque ajustement des taux d'intérêt effectué

pour tenir compte d'un tel nantissement. En conséquence, il n'est pas nécessaire que nous modifiions notre déclaration (paragraphe 7.292) selon laquelle "[m]ême si un ajustement supplémentaire était nécessaire, le Groupe spécial n'aurait donc aucune base pour déterminer quel devrait être exactement cet ajustement".

Note de bas de page 182 (note de bas de page 184 du rapport final)

6.32 La Corée affirme que les références à "Samho" devraient être remplacées par des références à "STX/Daedong".

6.33 Nous contestons l'observation de la Corée, étant donné que la note de bas de page porte sur le traitement, par les CE, des PSL accordés à Samho et cités dans la figure 17 de la première communication écrite des CE. C'est ce à quoi la Corée fait référence au paragraphe 235 de sa première communication écrite. Nous avons légèrement modifié la note de bas de page 184 du rapport final pour clarifier ce point.

VII. CONSTATATIONS

A. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DEMANDÉES PAR LA CORÉE

1. Demande du 29 août 2003 en vue de la suspension de la procédure de collecte de renseignements au titre de l'Annexe V

7.1 Le 29 août 2003, la Corée a demandé la suspension de la procédure de collecte de renseignements au titre de l'Annexe V. Le 3 septembre 2003, le Groupe spécial a adressé la communication suivante aux parties au sujet de cette question:

> Je vous écris au sujet de la demande de décisions préliminaires présentée par la Corée et datée du 29 août 2003. Cette lettre ne concerne que la demande de la Corée concernant la suspension ou l'adaptation de la procédure au titre de l'Annexe V en attendant que soient rendues les décisions préliminaires demandées par la Corée. Elle ne concerne pas le fond de l'une quelconque des décisions préliminaires demandées.
>
> Dans la section II.D de sa demande, la Corée estime que la procédure au titre de l'Annexe V devrait être immédiatement suspendue jusqu'à ce que le Groupe spécial ait rendu des décisions préliminaires sur les questions qu'elle a soulevées dans sa demande. À titre subsidiaire, la Corée demande (section I, paragraphe 6) que les réponses aux questionnaires du facilitateur soient uniquement communiquées au Groupe spécial (par l'intermédiaire du facilitateur) et non aux parties, jusqu'à ce que le Groupe spécial ait eu la possibilité de formuler les décisions préliminaires qu'elle a demandées. Dans leurs observations datées du 2 septembre 2003, les Communautés européennes estiment que rien ne justifie une suspension ou une interruption d'une autre manière de la procédure au titre de l'Annexe V.
>
> Premièrement, le Groupe spécial fait observer que, conformément au paragraphe 2 de l'Annexe V, la procédure au titre de l'Annexe V dans la présente affaire a été engagée par l'Organe de règlement des différends (l'"ORD"). Aucune disposition de l'Annexe V n'envisage la suspension de cette procédure, que ce soit par l'ORD lui-même ou par tout autre organe. En l'absence d'une quelconque disposition autorisant explicitement le Groupe spécial à suspendre une procédure engagée par l'ORD, le Groupe spécial n'est pas habilité à donner suite à la demande de suspension de la procédure au titre de l'Annexe V présentée par la Corée.

Deuxièmement, nous interprétons le paragraphe 4 de l'Annexe V comme signifiant que la procédure prévue à ladite annexe relève de l'autorité du facilitateur. À la lumière du paragraphe 4, nous ne voyons aucune possibilité d'intervention du Groupe spécial dans des questions de procédure concernant l'Annexe V. Nous faisons en outre observer que la Corée a déjà demandé au facilitateur de suspendre ou d'adapter la procédure au titre de l'Annexe V dans le troisième paragraphe d'une lettre datée du 8 août 2003, et que la demande de la Corée a été rejetée par le facilitateur dans une lettre adressée aux parties et datée du 11 août 2003.

Pour les raisons exposées ci-dessus, nous rejetons la demande de la Corée tendant à ce que le Groupe spécial suspende ou adapte la procédure au titre de l'Annexe V.

2. Autres décisions préliminaires demandées par la Corée le 29 août 2003

7.2 Le 19 septembre 2003, le Groupe spécial a adressé aux parties la communication ci-après concernant les autres questions préliminaires soulevées par la Corée:

1. Le 29 août 2003, la Corée a présenté une demande concernant un certain nombre de décisions préliminaires que le Groupe spécial est invité à rendre. À la demande du Groupe spécial, les Communautés européennes ont présenté des observations sur la demande de la Corée, les 2 et 5 septembre 2003.

2. L'une des décisions préliminaires demandées par la Corée concernait la suspension de la procédure de collecte de renseignements au titre de l'Annexe V. Le Groupe spécial a adressé aux parties une communication sur ce sujet le 3 septembre 2003. La présente communication traite des autres décisions préliminaires demandées par la Corée, concernant la portée des allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, la conformité de cette demande avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et un certain nombre de questions que la Corée a qualifiées comme étant, par nature, des questions de fond.

A. PORTÉE DES ALLÉGATIONS CONCERNANT LA KEXIM FIGURANT DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

1. Arguments de la Corée

3. La Corée estime que les Communautés européennes ont tenté d'étendre la portée de ces procédures de règlement des différends au-delà des mesures spécifiées dans la demande de consultations et au-delà de la portée des consultations tenues entre les parties, d'une manière contraire aux articles 4.2, 4.4, 7.2 et 7.4 de l'Accord SMC et aux articles 4 et 6:2 du Mémorandum d'accord.

4. Premièrement, la Corée affirme que la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes est excessivement large puisqu'elle inclut la Loi KEXIM elle-même, comme étant applicable à tous les biens d'équipement, et le financement préférentiel d'une manière générale, outre les APRG et les financements avant expédition pour les navires de commerce, qui d'après la Corée n'avaient jamais été inclus dans la "question" évoquée dans la demande de consultations présentée par les Communautés européennes.

5. Deuxièmement, la Corée allègue que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes est excessivement large parce qu'elle inclut des allégations relatives à un préjudice grave en ce qui concerne l'aide

accordée par la KEXIM au titre des programmes APRG et PSL. La Corée affirme qu'aucune aide de la KEXIM ne figurait dans l'allégation concernant un préjudice grave formulée dans la demande de consultations et que l'aide au titre des APRG et des PSL n'était citée qu'en relation avec l'allégation concernant des subventions prohibées. La Corée estime en outre que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes est excessivement large parce qu'elle cite comme fondement juridique à la fois l'article 3 et l'article 5 de l'Accord SMC pour les mêmes mesures, c'est-à-dire les mesures de restructuration des entreprises, les avantages fiscaux et les programmes de la KEXIM. La Corée affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial aurait dû uniquement contester les mesures de la KEXIM en tant que subventions prohibées au titre de l'article 3 et les subventions à la restructuration d'entreprises et les programmes fiscaux en tant que subventions pouvant donner lieu à une action au titre de l'article 5. D'après la Corée, il est juridiquement et factuellement impossible de contester les mêmes mesures comme étant des subventions à la fois prohibées et pouvant donner lieu à une action.

6. Troisièmement, la Corée affirme que la Loi KEXIM et les décrets et règlements d'application mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne constituent pas en eux-mêmes et à eux seuls la base d'une quelconque allégation, puisqu'ils ne prescrivent pas l'octroi de subventions à l'exportation.

7. En ce qui concerne ce qui précède, la Corée demande au Groupe spécial de rendre les décisions préliminaires suivantes:

- "les programmes non spécifiés de la KEXIM concernant les biens d'équipement en général ne sont pas légitimement portés devant le Groupe spécial conformément aux articles 4.2, 4.4, 7.2 et 7.4 de l'Accord SMC ainsi qu'aux articles 4 et 6:2 du Mémorandum d'accord";

- "seuls les APRG et les prêts avant expédition de la KEXIM pour les navires de commerce en tant que subventions prohibées et les subventions à la restructuration d'entreprises et subventions fiscales en tant que subventions pouvant donner lieu à une action sont légitimement portés devant le Groupe spécial"; et

- "la Loi KEXIM et ses décrets et règlements d'application ne prescrivent pas l'adoption de subventions prohibées et pouvant donner lieu à une action et ne peuvent pas être contestés en tant que tels; seules les mesures d'application spécifiées pour les navires de commerce sont les mesures en cause".

2. Arguments des Communautés européennes

8. Les Communautés européennes font observer que toutes les mesures de la KEXIM visées par leur demande d'établissement d'un groupe spécial ont fait l'objet de consultations. Elles affirment que du fait que la Loi KEXIM "en tant que telle" est applicable à tous les biens d'équipement, elle vise par conséquent davantage que les seuls navires de commerce. Les Communautés européennes affirment que la référence aux biens d'équipement autres que les navires de commerce n'intervient qu'en ce qui concerne la contestation en soi de la Loi KEXIM en tant que subvention prohibée. En ce qui concerne la portée de leurs allégations concernant un préjudice

grave, les Communautés européennes font observer que les subventions de la KEXIM ont été incluses dans cette allégation au cours des consultations. Elles estiment que les objections de la Corée concernant la nature impérative des instruments juridiques de la KEXIM et le fait qu'elles invoquent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à la fois l'article 3 et l'article 5 de l'Accord SMC en tant que bases juridiques concomitantes ou subsidiaires, portent, par nature, sur le fond, et devraient être traitées à la lumière des communications présentées aux réunions de fond du Groupe spécial.

3. Évaluation par le Groupe spécial

9. Nous commençons notre examen de ces questions en notant que les articles 4.2, 4.4, 7.2 et 7.4 de l'Accord SMC sont indiqués comme "règles et procédures spéciales ou additionnelles" dans l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord. Si possible, ces dispositions devraient donc être lues de manière à compléter les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, y compris l'article 4.2 à 4.7.[8] En ce qui concerne la relation entre ces dispositions de l'Accord SMC et celles du Mémorandum d'accord, nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial *Canada – Aéronefs* selon laquelle:

> "À notre avis, le seul cas où le mandat d'un groupe spécial n'établirait pas le domaine de compétence de celui-ci serait si, à la lumière de l'article 4.1 à 4.4 de l'Accord SMC appliqué conjointement à l'article 4:2 à 4:7 du Mémorandum d'accord, il était constaté que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante portait sur un "différend" n'ayant pas fait l'objet de la demande de consultations. L'article 4.4 de l'Accord SMC permet à un Membre de porter une "question" devant l'ORD si "aucune solution mutuellement convenue" n'est intervenue durant les consultations. À notre sens, cette disposition complète l'article 4:7 du Mémorandum d'accord, qui permet à un Membre de porter une "question" devant l'ORD si "les consultations n'aboutissent pas à un règlement du différend". Lues conjointement, ces dispositions empêchent un Membre de demander l'établissement d'un groupe spécial pour un "différend" pour lequel aucune consultation n'a été demandée. À notre avis, cette façon de procéder a pour objet de garantir une procédure régulière tout en reconnaissant que la "question" pour laquelle des consultations sont demandées n'est pas nécessairement identique à la "question" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il se peut que les deux "questions" ne soient pas identiques car, comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *Inde – Brevets*, "les allégations qui sont formulées et les faits qui sont établis pendant les consultations influent beaucoup sur la teneur et la portée de la procédure de groupe spécial ultérieure."*[9] (* notes de bas de page omises)

---

[8] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment I*"), WT/DS60/AB/R adopté le 25 novembre 1998, DSR 1998:IX, 3767, paragraphes 64 à 66.

[9] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS/70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS70/AB/R, DSR 1999:IV, 1443, paragraphe 9.12.

Ce principe a été réaffirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*.[10]

10. Nous ne considérons pas que la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial doive être identique à la portée de la demande de consultations. En fait, la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial est subordonnée à la portée des consultations qui ont effectivement eu lieu entre les parties et ne peut pas la dépasser. Pour autant que la demande d'établissement d'un groupe spécial concerne un différend au sujet duquel des consultations ont été demandées, il n'est pas nécessaire que la question[11] indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial soit identique à la question au sujet de laquelle les consultations ont été demandées. Sous réserve de nos observations ci-après concernant les allégations formulées par les Communautés européennes à l'encontre des instruments juridiques de la KEXIM "en tant que tels", la demande d'établissement d'un groupe spécial et la demande de consultations ont clairement trait au même différend, c'est-à-dire la question de savoir si oui ou non les mesures coréennes affectant le commerce des navires de commerce sont prohibées par les dispositions de l'Accord SMC et/ou donnent lieu à des effets défavorables aux termes de cet accord. Ainsi, pour traiter les objections de la Corée sur la portée des allégations concernant la KEXIM figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous devons examiner si la portée de cette demande dépassait ou non la portée des consultations qui ont effectivement eu lieu entre les parties.

11. En ce qui concerne la question de savoir si les Communautés européennes étaient ou non en droit d'inclure l'intégralité de la "Loi portant établissement de la Banque coréenne d'export-import ("KEXIM"), [et de] tous décrets d'application et autres règlements" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, nous notons que l'exposé des éléments de preuve disponibles joint à la demande de consultations présentée par les Communautés européennes mentionnait expressément "la Loi KEXIM et son Décret d'application". Nous notons en outre que le 15 novembre 2002, les Communautés européennes ont communiqué à la Corée un certain nombre de questions concernant la Loi KEXIM et son application.[12] Cet élément de preuve suffit à lui seul pour nous permettre de conclure que les parties ont tenu des consultations sur l'intégralité de la Loi KEXIM, y compris tous décrets d'application et autres règlements, et que les Communautés européennes étaient donc en droit d'inclure ces mesures dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

12. S'agissant de la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes incluait à bon droit les mesures susmentionnées dans la mesure où elles s'appliquent aux exportateurs coréens de "biens d'équipement" en général, et non aux navires de commerce en particulier, nous notons que les questions indiquées au paragraphe précédent n'étaient pas limitées aux mesures de la KEXIM dans la mesure où elles s'appliquaient uniquement aux navires de commerce. Les questions portaient sur les mesures de la KEXIM en général. En outre, nous notons l'argument des Communautés européennes selon lequel, parce que

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/AB/R adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1161, paragraphe 132.

[11] Nous rappelons que le mot "question" a été défini par l'Organe d'appel dans l'affaire *Guatemala – Ciment I* comme signifiant les mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la plainte (WT/DS60/AB/R, paragraphe 72). En conséquence, il n'est pas nécessaire que les mesures et les allégations juridiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial soient identiques aux mesures et aux allégations juridiques indiquées dans la demande de consultations.

[12] Voir, par exemple, les questions n° 2, 3, 8, 9, 10, 11 et 12.

la Loi KEXIM "en tant que telle" est applicable à tous les biens d'équipement, elle vise en conséquence davantage que les seuls navires de commerce. Dans la mesure où une allégation est formulée à l'encontre de la Loi KEXIM "en tant que telle" et dans la mesure où la Loi KEXIM ne fait pas la différence entre l'aide en ce qui concerne les navires de commerce et l'aide pour les biens d'équipement d'une manière plus générale, la Loi KEXIM dans son ensemble est visée par l'examen. En conséquence, nous ne voyons pas de raison actuellement de restreindre nos constatations à la Loi KEXIM "en tant que telle", uniquement comme étant applicable aux navires de commerce.[13]

13. En ce qui concerne l'inclusion dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes des allégations relatives à un préjudice grave/au titre de l'article 5 pour ce qui est de l'aide accordée dans le cadre des programmes APRG et PSL de la KEXIM, et l'inclusion des allégations relatives à des subventions à l'exportation prohibées/au titre de l'article 3 pour ce qui est de l'aide à la restructuration et des programmes fiscaux, nous rappelons qu'à condition que la demande d'établissement d'un groupe spécial concerne un différend au sujet duquel des consultations ont été demandées, il n'est pas nécessaire que la question indiquée dans la demande d'établissement soit identique à la question au sujet de laquelle les consultations ont été demandées. Puisque des consultations ont eu lieu au sujet de toutes les mesures susmentionnées, dans le contexte d'un différend concernant l'application à ces mesures de certaines disciplines au titre de l'Accord SMC, nous considérons que les Communautés européennes étaient en droit de formuler leur demande d'établissement d'un groupe spécial sur la base d'une combinaison quelconque de ces mesures et dispositions juridiques. En outre, nous notons que dans une lettre adressée à la Corée et datée du 3 avril 2003, les Communautés européennes ont évoqué la nécessité de "clarifier ... les effets des mesures de financement et de restructuration de la KEXIM sur le marché de la construction navale". Six questions étaient jointes à cette lettre sous l'intitulé "Incidence des programmes de la KEXIM sur le marché". À notre avis, cette lettre constitue un élément de preuve factuel suffisant pour permettre de conclure que les questions concernant le préjudice grave causé selon les allégations par les programmes de la KEXIM ont fait l'objet de consultations et ont donc été à bon droit incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

14. La question soulevée par la Corée de savoir si oui ou non la contestation des programmes de la KEXIM et des subventions à la restructuration des entreprises et subventions fiscales au titre à la fois de l'article 3 et de l'article 5 de l'Accord SMC en tant que subventions prohibées et pouvant donner lieu à une action est juridiquement et factuellement impossible est, par nature, une question de fond. Nous n'examinerons donc cette question qu'à la lumière des communications présentées par les parties et les tierces parties aux réunions de fond du Groupe spécial.

15. Nous considérons aussi que l'argument de la Corée selon lequel les instruments juridiques de la KEXIM ne prescrivent pas l'octroi de subventions à l'exportation est également, par nature, une question de fond, puisqu'il met en cause la substance même de ces instruments juridiques. Par conséquent, là encore, il est uniquement approprié que nous examinions cette question à la lumière des

[13] En revanche, pour ce qui est des allégations des Communautés européennes concernant l'application effective de la Loi KEXIM et des programmes qui en relèvent, il est clair que la demande d'établissement du groupe spécial a uniquement trait au financement au titre des programmes APRG et PSL et seulement en ce qui concerne les navires de commerce.

communications présentées par les parties et les tierces parties aux réunions de fond du Groupe spécial.

16. Pour les raisons exposées plus haut, nous ne pouvons pas donner suite à la demande de la Corée visant des décisions préliminaires selon lesquelles i) "les programmes non spécifiés de la KEXIM concernant les biens d'équipement en général ne sont pas légitimement portés devant le Groupe spécial conformément aux articles 4.2, 4.4, 7.2 et 7.4 de l'Accord SMC ainsi qu'aux articles 4 et 6:2 du Mémorandum d'accord"; et ii) "seuls les APRG et les prêts avant expédition de la KEXIM pour les navires de commerce en tant que subventions prohibées et les subventions à la restructuration d'entreprises et subventions fiscales en tant que subventions pouvant donner lieu à une action sont légitimement portés devant le Groupe spécial".

B. CONFORMITÉ DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

1. Arguments de la Corée

17. La Corée estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord car elle ne définit pas d'une manière suffisante les mesures spécifiques en cause ni ne contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème.

18. Premièrement, la Corée affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas satisfait au critère de clarté prescrit à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elle n'a pas choisi entre les allégations concernant des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action en ce qui concerne les mêmes mesures. D'après la Corée, les Communautés européennes n'auraient pas dû alléguer que les mêmes mesures sont soit des subventions prohibées soit des subventions pouvant donner lieu à une action.

19. Deuxièmement, la Corée affirme que les allégations des Communautés européennes sont, d'une façon inadmissible, vagues et contradictoires parce que les Communautés européennes n'ont pas spécifié i) la gamme de produits visés et le marché géographique correspondant à leurs allégations concernant un préjudice grave et un dommage et ii) lesquelles des circonstances indiquant qu'il y a préjudice grave aux termes de l'article 6.3 de l'Accord SMC existent, selon leurs allégations, en raison des subventions de la Corée.

20. La Corée estime que le fait que les Communautés européennes n'ont pas spécifié le fondement juridique de leurs allégations constitue une violation de ses droits en tant que défendeurs.

21. La Corée demande au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires selon lesquelles:

- "la demande d'établissement du Groupe spécial constitue une violation de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et des dispositions correspondantes de l'Accord SMC à plusieurs (…) égards car elle ne définit pas d'une manière suffisante les mesures spécifiques en cause ni ne contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte,

qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème, en particulier en qui concerne l'absence du fondement juridique spécifique invoqué et l'absence d'une indication claire de la portée géographique et la gamme de produits visés par les mesures contestées"; et

- "en ne spécifiant pas les alinéas invoqués en ce qui concerne l'article 6:3, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes est, à cet égard, incompatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et ces allégations sont donc irrecevables, ou du moins les alinéas a), b) et d) de l'article 6:3 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial".

2. Arguments des Communautés européennes

22. Les Communautés européennes estiment que leur demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elle expose clairement les dispositions et paragraphes spécifiques qui constituent le fondement juridique de la plainte. Elles affirment aussi que l'argument de la Corée selon lequel une subvention ne peut pas être simultanément considérée comme une subvention pouvant donner lieu à une action et une subvention prohibée, et son affirmation concernant la relation entre les subventions pouvant donner lieu à une action et les subventions prohibées, est une question de fond et ne peut pas faire l'objet d'une décision préliminaire.

23. En ce qui concerne la gamme de produits visés par leurs allégations, les Communautés européennes estiment qu'elles n'ont jamais exprimé une quelconque intention d'élaborer une allégation concernant un préjudice grave en dehors du secteur de la construction navale. Quant à l'argument de la Corée selon lequel la demande d'établissement d'un groupe spécial est vague en ce qui concerne le "marché" en cause en l'espèce, les Communautés européennes affirment qu'elles ont clairement indiqué qu'elles mettaient l'accent sur un marché mondial ou global. Les Communautés européennes affirment qu'en invoquant l'article 6.5 de l'Accord SMC et en énumérant les effets défavorables visés à l'article 6.3 c), leur demande d'établissement d'un groupe spécial a clairement indiqué quelle disposition particulière de l'article 6.3 constituait le fondement de cette allégation. En outre, par cette référence à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, et par la référence, de ce fait, aux effets négatifs d'une subvention "sur le même marché", les Communautés européennes affirment que leur demande d'établissement d'un groupe spécial indiquait clairement qu'elle ne visait pas un marché géographique ou national particulier mais le marché global sur lequel les constructeurs navals des Communautés européennes et de la Corée se faisaient concurrence.

24. Les Communautés européennes contestent qu'il ait été porté atteinte au droit de la Corée de se défendre.

3. Évaluation par le Groupe spécial

25. La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial (…) indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du

> fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

26. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes déclarent que les mesures pertinentes:

> contreviennent aux obligations de la Corée au titre de l'*Accord SMC*, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, les dispositions suivantes:
>
> - L'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, la Loi KEXIM, les garanties de restitution des paiements anticipés et les prêts avant expédition accordés par la KEXIM ainsi que les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* et sont *de jure* ou *de facto* subordonnés aux exportations.
>
> - L'article 5 a) de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, les subventions KEXIM, les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux susmentionnés sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* et causent un dommage à la branche de production communautaire.
>
> - L'article 5 c) de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, les subventions KEXIM, les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux susmentionnés sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* et causent un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes, en particulier parce qu'ils se traduisent par une sous-cotation notable des prix ou qu'ils ont pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 et 6.5 de l'*Accord SMC*.

27. Nous notons la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* selon laquelle:

> "Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de clarté dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Dans une telle

> situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2."[14]

28. Nous examinons tout d'abord l'affirmation de la Corée selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elles n'ont pas choisi entre les allégations concernant des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action en ce qui concerne les mesures en cause. Étant donné qu'elle considère qu'il est "juridiquement et factuellement impossible" qu'une mesure donnée soit à la fois une subvention prohibée et une subvention pouvant donner lieu à une action, la Corée pense apparemment que les Communautés européennes indiquent les dispositions en cause à titre d'allégations subsidiaires. La Corée semble ensuite laisser entendre qu'il est inadmissible de formuler des allégations subsidiaires dans un différend à l'OMC. À notre avis, la question de savoir s'il est admissible de formuler des allégations subsidiaires porte sur le fond et il n'est ni nécessaire ni approprié de la traiter à ce stade. Nous noterions en tant que question factuelle, toutefois, que le fait de citer de multiples dispositions au sujet d'une mesure donnée, à la fois comme allégations complémentaires et comme allégations subsidiaires, est très courant dans le cadre du règlement des différends à l'OMC.[15]

29. Laissant de côté la question de fond et pour revenir aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, nous ne pouvons que conclure que si une partie plaignante souhaite présenter des allégations concernant une mesure donnée au titre de dispositions multiples, que ce soit à titre complémentaire ou subsidiaire, non seulement elle est *autorisée* par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord à se référer à toutes ces dispositions dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais encore elle est *tenue* de le faire. À cet égard, nous constatons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes satisfait à cette prescription, car elle indique très clairement quelles dispositions sont en cause, à savoir les articles 3.1 a), 3.2, 5 a) et 5 c) de l'Accord SMC, et expose explicitement l'opinion des Communautés européennes selon laquelle, conformément à ces dispositions, les mesures pertinentes sont des subventions spécifiques qui sont subordonnées aux exportations et qui causent un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes. Il n'y a donc aucun doute pour ce qui est de savoir quelles dispositions sont citées par les Communautés européennes au sujet de quelles mesures et sur quelle base. Quant aux questions de fond, y compris le point de savoir s'il est possible de démontrer que les mesures pertinentes pourraient constituer tout à la fois des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action, elles devraient être traitées uniquement à la lumière des communications présentées par les parties et les tierces parties aux réunions de fond du Groupe spécial.

30. Pour ce qui est de savoir quel alinéa de l'article 6.3 constitue le fondement de l'allégation des Communautés européennes concernant un préjudice grave, la Corée demande au Groupe spécial de décider que "du moins les alinéas a), b) et d) de l'article 6.3 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial". À cet égard, les

---

[14] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 3, paragraphe 124.

[15] Voir par exemple l'affaire *Canada – Produits laitiers* (WT/DS103/R-WT/DS113/R), dans laquelle des allégations subsidiaires ont été formulées au sujet des mesures en cause, et l'affaire *Indonésie – Automobiles* (WT/DS54/R-WT/DS55/R-WT/DS59/R-WT/DS64/R), dans laquelle des allégations complémentaires ont été formulées au sujet des mesures en cause.

Communautés européennes ont affirmé que "l'allégation [était] en fait axée sur l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, comme le démontr[ait] l'inclusion de l'article 6.5 (qui faisait spécifiquement référence à l'article 6.3 c)) dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, [et] dans la référence au fait que les éléments mentionnés "se traduis[aient] par une sous-cotation notable des prix ou ... [avaient] pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 et 6.5 de l'*Accord SMC*".[16] Eu égard à cette déclaration et au passage cité de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous ne jugeons pas nécessaire, à ce stade, de rendre la décision demandée par la Corée sur ce point.

31. En ce qui concerne la gamme de produits visés, nous croyons comprendre que la Corée fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes n'est pas suffisamment claire aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord parce qu'elle ne spécifie pas que les allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action (préjudice grave et dommage) portent uniquement sur les navires de commerce et, qu'en outre, en tout état de cause, cette référence est excessivement large. À cet égard, nous notons tout d'abord l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "leurs allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à action portent sur les navires de commerce".[17] Puisque les Communautés européennes ont utilisé l'intitulé "Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, il ne fait aucun doute pour nous que cette demande était suffisamment spécifique aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans la mesure où elle s'applique aux mesures affectant le commerce des "navires de commerce". Comme les Communautés européennes ont indiqué qu'il n'y aurait pas d'allégation concernant des subventions pouvant donner lieu à une action au sujet de produits autres que les navires de commerce, il est tout simplement inutile que nous examinions si oui ou non la demande d'établissement d'un groupe spécial était suffisamment spécifique en ce qui concerne d'autres produits. En outre, nous constatons que la référence aux "navires de commerce" telle qu'elle est utilisée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est une spécification suffisamment précise de la gamme de produits visés par ces allégations pour satisfaire au critère énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[18]

32. La Corée affirme aussi que le fait que les Communautés européennes n'ont pas spécifié un marché géographique dans leurs allégations concernant un préjudice grave et un dommage est incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En ce qui concerne les allégations concernant un préjudice grave, nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial dit explicitement que les éléments mentionnés "se traduisent par une sous-cotation notable des prix ou … ont pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 et 6.5 de l'Accord SMC". Comme indiqué ci-dessus, il est très clair pour le Groupe spécial, comme cela devrait l'être pour les parties, que la disposition spécifique en cause est l'article 6.3 c), qui

[16] Communication des Communautés européennes du 5 septembre 2003, paragraphe 41.

[17] *Id.*, paragraphe 42. Voir aussi le paragraphe 33.

[18] Ici, en tout état de cause, nous notons que les Communautés européennes ont clarifié, au paragraphe 43 de leur communication du 5 septembre 2003, que leurs allégations concernant les subventions pouvant donner lieu à une action ne portaient que sur certains types de navires de commerce. Nous n'aurions donc pas attendu des Communautés européennes qu'elles nous communiquent des arguments concernant d'autres types de navires dans le contexte de ces allégations.

mentionne "le même marché", c'est-à-dire un marché où les producteurs de navires de commerce de la Corée et des Communautés européennes se font concurrence et où les effets défavorables allégués des subventions sur les prix ou les ventes devront être démontrés. Cela étant, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire de donner davantage de précisions sur le marché géographique dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, en ce qui concerne les allégations concernant un préjudice grave. Quant aux allégations concernant un dommage, il ressort clairement du texte de l'article 5 a), qui est la disposition citée, que le dommage allégué est causé à la "branche de production nationale" de la partie plaignante, ce qui s'ajoute au fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait explicitement référence au dommage causé à la "branche de production communautaire". Au vu de ce qui précède, nous constatons qu'une simple citation de la disposition est suffisante. En résumé, nous rappelons que l'obligation prévue à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est de "cont[enir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte" et nous estimons que cette prescription ne va pas jusqu'à exiger qu'il y ait davantage de précisions, au-delà de ce qui est implicite ou explicite dans les dispositions citées en l'espèce, sur le lieu géographique des effets défavorables allégués.

33. Pour les raisons exposées plus haut, nous nous abstenons de décider que "la demande d'établissement du Groupe spécial constitue une violation de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et des dispositions correspondantes de l'Accord SMC à plusieurs [ ] égards car elle ne définit pas d'une manière suffisante les mesures spécifiques en cause ni ne contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème, en particulier en ce qui concerne l'absence du fondement juridique spécifique invoqué et l'absence d'une indication claire de la portée géographique et la gamme de produits visés par les mesures contestées".

34. La Corée a affirmé que le fait que les Communautés européennes n'ont pas spécifié le fondement juridique de leurs allégations constituait une violation de son droit en tant que défendeur. Étant donné que nous ne constatons pas que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, nous n'avons pas à examiner si oui ou non la violation alléguée de cette disposition a porté atteinte au droit de la Corée en tant que défendeur.

C. OBJECTIONS QUE LA CORÉE DÉCRIT COMME ÉTANT, PAR NATURE, DE FOND

35. Dans sa demande de décisions préliminaires, la Corée a aussi soulevé un certain nombre de questions qu'elle qualifie expressément d'objections "de fond". En particulier, elle estime que dans le contexte des navires et du commerce des navires de commerce, une allégation concernant un préjudice grave ne peut pas être formulée dans le contexte d'un "marché mondial" au titre de l'Accord SMC, et que les Communautés européennes ne peuvent pas être autorisées dans le contexte de la présente affaire et de leur demande d'établissement d'un groupe spécial à invoquer à la fois l'article 3 et l'article 5 de l'Accord SMC en tant que fondements juridiques concomitants ou subsidiaires pour leurs allégations à l'encontre des mêmes mesures de la Corée. Comme il l'a déjà fait observer, le Groupe spécial ne juge pas approprié d'examiner des questions de fond avant d'avoir reçu les communications présentées par les parties et les tierces parties à ses réunions de fond. Nous nous abstenons donc de rendre toute décision préliminaire concernant ces questions que la Corée décrit comme étant, par nature, de fond.

3. Exclusion de certains renseignements obtenus au titre de l'Annexe V

7.3 Au paragraphe 68 de sa première communication écrite, la Corée affirme que les CE ont fait un usage abusif de la procédure prévue à l'Annexe V en s'en servant pour obtenir des renseignements pour des allégations (Partie II) au sujet desquelles cette procédure ne s'applique pas. En particulier, la Corée affirme que les CE ont utilisé la procédure au titre de l'Annexe V (réservée pour les allégations au titre de la Partie III) pour obtenir des renseignements concernant des secteurs autres que la construction navale, alors même que leurs allégations au titre de la Partie III se limitaient au secteur de la construction navale. La Corée affirme que les CE ont agi ainsi pour obtenir des renseignements à l'appui de leurs allégations au titre de la Partie II, qui vont effectivement au-delà du secteur de la construction navale mais qui n'entrent pas dans le champ du processus au titre de l'Annexe V.

7.4 La Corée estime que le Groupe spécial devrait exclure de son examen au titre de la Partie II de l'*Accord SMC* tout élément de preuve ou renseignement obtenu dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V. Elle estime aussi que le Groupe spécial pourrait décider d'exclure tout élément de preuve obtenu dans le contexte du processus prévu à l'Annexe V des éléments de preuve qu'il examine pour prendre sa décision au sujet des allégations des CE au titre aussi bien de la Partie II que de la Partie III de l'*Accord SMC*.[19]

7.5 Le 12 mars 2004, le Groupe spécial a rendu la décision suivante au sujet de cette question:

> 1. La Corée affirme que les CE ont fait un usage abusif de la procédure prévue à l'Annexe V en s'en servant pour obtenir des renseignements pour des allégations (Partie II) au sujet desquelles cette procédure ne s'applique pas. En particulier, la Corée affirme que les CE ont utilisé la procédure au titre de l'Annexe V (dont elle allègue qu'elle est réservée pour les allégations au titre de la Partie III) pour obtenir des renseignements concernant des secteurs autres que la construction navale, alors même que leurs allégations au titre de la Partie III se limitaient au secteur de la construction navale. La Corée affirme que les CE ont agi ainsi pour obtenir des renseignements à l'appui de leurs allégations au titre de la Partie II, qui vont effectivement au-delà du secteur de la construction navale mais qui, de l'avis de la Corée, n'entrent pas dans le champ du processus au titre de l'Annexe V.
>
> 2. La Corée estime que le Groupe spécial devrait exclure de son examen au titre de la Partie II de l'*Accord SMC* tout élément de preuve ou renseignement obtenu dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V. Elle estime aussi que le Groupe spécial pourrait décider d'exclure tout élément de preuve obtenu dans le contexte du processus prévu à l'Annexe V des éléments de preuve qu'il examine pour prendre sa décision au sujet des allégations des CE au titre aussi bien de la Partie II que de la Partie III de l'*Accord SMC*.
>
> 3. Nous notons que les renseignements au centre de l'exception préliminaire de la Corée ont trait aux transactions APRG et PSL individuelles indiquées aux paragraphes 170 et 172 de la première communication écrite des CE. En demandant à la Corée des renseignements sur des transactions APRG et PSL spécifiques, le facilitateur a rigoureusement limité la portée de la demande aux transactions APRG et PSL concernant les "entreprises (participant (directement ou indirectement) au commerce des navires de commerce)". Conformément à cette demande, les

[19] La Corée affirme également (au paragraphe 74 de sa première communication écrite) que l'absence alléguée d'éléments de preuve *prima facie* des CE avant l'introduction de leur plainte peut être incompatible avec l'article 3:7 du *Mémorandum d'accord*. Comme la Corée ne demande pas au Groupe spécial de se prononcer sur cette question, nous n'avons pas besoin de l'examiner plus avant.

renseignements sur des transactions spécifiques communiqués par la Corée n'allaient pas au-delà du secteur des navires de commerce. En conséquence, les renseignements sur les transactions spécifiques en cause ne vont pas au-delà du secteur des navires de commerce. En outre, les renseignements pertinents concernent l'existence d'un subventionnement et ont été invoqués par les CE en ce qui concerne leurs allégations au titre de la Partie III. Nous notons qu'au paragraphe 2 de l'Annexe V, il est considéré que la collecte de tels renseignements est nécessaire "pour établir l'existence et le montant du subventionnement". En outre, il est indiqué au paragraphe 5 de l'Annexe V que le rapport communiqué au Groupe spécial par le représentant désigné devrait comprendre "des données concernant le montant de la subvention en question". À notre avis, par conséquent, les renseignements invoqués par les CE pour étayer leurs allégations au titre de la Partie III concernant l'existence d'un subventionnement ont été dûment collectés dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V. Les CE n'ont donc pas fait un usage abusif de la procédure au titre de l'Annexe V pour chercher à obtenir ces renseignements.

4. Nous devons maintenant examiner si les CE étaient ou non en droit d'utiliser ces renseignements dans le but additionnel d'étayer leurs allégations au titre de la Partie II. En particulier, il s'agit de savoir si des renseignements dûment collectés dans le cadre du mécanisme visé à l'Annexe V au sujet de l'existence du subventionnement allégué, que les CE ont invoqués à bon droit pour étayer les allégations concernant un préjudice grave qu'elles formulaient au titre de la Partie III à l'encontre de certaines subventions alléguées, pouvaient aussi être utilisés dans le contexte des allégations au titre de la Partie II concernant les mêmes subventions alléguées.

5. Dans le contexte des allégations présentées par les CE au titre de la Partie III, nous devons déterminer si les transactions APRG et PSL pertinentes constituent ou non des subventions. Ce faisant, nous sommes tenus par les dispositions de l'article premier de l'*Accord SMC*. Aux paragraphes 170 et 172 de leur première communication écrite, les CE nous demandent d'effectuer la même analyse du subventionnement[20] en ce qui concerne les mêmes mesures dans le contexte de leurs allégations au titre de la Partie II. Nous ne voyons rien dans l'Annexe V qui nous obligerait à ne pas tenir compte de notre analyse du subventionnement au titre de la Partie III lorsque nous examinons les allégations des CE au titre de la Partie II qui se rapportent à des allégations portant sur le même subventionnement en ce qui concerne les mêmes mesures. Nous ne voyons pas non plus de disposition dans l'*Accord SMC* qui nous obligerait à effectuer cette analyse plus d'une fois pour une quelconque mesure donnée dont il est allégué qu'elle est une subvention.

6. En tout état de cause, même s'il ne nous était pas possible de faire fond sur les renseignements pertinents obtenus au titre de l'Annexe V pour déterminer l'existence d'un subventionnement dans le contexte des allégations des CE au titre de la Partie II, à tout le moins toute constatation de l'existence d'un subventionnement en ce qui concerne les allégations des CE au titre de la Partie III nous obligerait à "demander" ces mêmes renseignements (c'est-à-dire concernant les mêmes subventions alléguées) à la Corée au titre de l'article 13:1 du *Mémorandum d'accord*. En d'autres termes, les mêmes renseignements seraient de toute façon présentés au Groupe spécial, mais

[20] Les allégations au titre de l'article 3.1 a) font nécessairement intervenir une analyse additionnelle de la subordination aux exportations. Nous notons que l'allégation des CE concernant la subordination aux exportations ne se fonde pas sur les renseignements obtenus au titre de l'Annexe V qui sont présentés aux paragraphes 170 et 172 de la première communication écrite des CE.

seulement à un stade bien ultérieur de la procédure, une fois que le Groupe spécial aurait formulé des constatations sur l'existence d'un subventionnement en ce qui concerne les allégations des CE au titre de la Partie III. Nous rappelons qu'aucun texte ne nous oblige à décider que les renseignements pertinents obtenus au titre de l'Annexe V ne sont pas directement recevables en ce qui concerne les allégations de CE au titre de la Partie II. Nous ne voyons donc aucune raison de décider que les renseignements pertinents ne devraient être versés au dossier qu'indirectement, et à un stade bien ultérieur de la procédure, par le biais de l'article 13:1 du *Mémorandum d'accord*.

7. Pour les raisons exposées plus haut, nous nous abstenons de décider que les CE étaient privées de la possibilité d'utiliser des renseignements qui avaient été dûment collectés dans le cadre du mécanisme visé à l'Annexe V au sujet de l'existence du subventionnement allégué et qu'elles avaient invoqués à bon droit en relation avec les allégations concernant un préjudice grave qu'elles formulaient au titre de la Partie III à l'encontre de certaines subventions alléguées, pour étayer des allégations additionnelles au titre de la Partie II concernant les mêmes subventions alléguées.

4. Préjudice causé à la demande de décision préliminaire précédente de la Corée

7.6 Au paragraphe 76 de sa première communication écrite, la Corée fait observer qu'"il semblerait raisonnable que le Groupe spécial réexamine" sa décision préliminaire du 19 septembre 2003 concernant l'ambiguïté inadmissible alléguée des allégations des CE relatives à un préjudice grave. Elle laisse entendre qu'un réexamen de la décision serait nécessaire sous réserve de deux conditions, à savoir: 1) que la déclaration des CE (figurant dans leur communication du 5 septembre 2003) selon laquelle elles n'ont "jamais" voulu faire porter leurs allégations relatives à un préjudice grave sur une gamme de produits plus large que les navires de commerce est inexacte; et 2) que cela peut avoir eu une incidence sur la décision du Groupe spécial de rejeter la demande de décision préliminaire de la Corée sur ce point.

7.7 Bien que la Corée ne le dise pas explicitement, nous croyons comprendre qu'elle se réfère à la décision préliminaire du Groupe spécial concernant la conformité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. La décision pertinente se trouve au paragraphe 31 de la communication susmentionnée datée du 19 septembre 2003. Il ressort clairement du texte de cette communication que la décision du Groupe spécial ne se fondait pas sur la déclaration des CE selon laquelle celles-ci n'avaient "jamais" voulu faire porter leurs allégations concernant un préjudice grave sur une gamme de produits plus large que les navires de commerce. Le Groupe spécial a seulement tenu compte de l'affirmation des CE selon laquelle "leur allégation concernant des subventions pouvant donner lieu à une action port[ait] sur les navires de commerce". En d'autres termes, le Groupe spécial s'est concentré sur ce qui figurait dans l'allégation des CE concernant un préjudice grave et non sur la question de savoir si oui ou non les CE avaient jamais exprimé l'intention d'élaborer une allégation concernant un préjudice grave en dehors du secteur de la construction navale. Comme la deuxième condition indiquée par la Corée n'est pas remplie, le Groupe spécial n'a pas besoin de réexaminer sa décision précédente.

5. Retrait de l'allégation au titre de l'article 5 a)

7.8 La Corée affirme que les CE n'ont pas maintenu leur allégation au titre de l'article 5 a) de l'*Accord SMC* et qu'elles n'ont établi *prima facie* l'existence d'aucun dommage allégué dans leur première communication. La Corée demande donc que le Groupe spécial constate formellement que cette allégation a été effectivement retirée.

7.9 Cette question est traitée par le Groupe spécial au paragraphe 7.521 *infra*.

6. Empêchement de hausses de prix et dépression des prix/article 6.3 c)

a) Exclusion de l'allégation concernant une sous-cotation des prix

7.10 La Corée fait observer que l'allégation des CE au titre de l'article 6.3 c) repose uniquement sur l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix et non sur la sous-cotation des prix. Elle estime que les CE n'ont pas maintenu leur allégation concernant la sous-cotation des prix et qu'elles n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une quelconque sous-cotation des prix en ce sens dans leur première communication. La Corée demande donc que le Groupe spécial constate formellement que cette allégation a été effectivement retirée.

7.11 Cette question est traitée par le Groupe spécial au paragraphe 7.521 *infra*.

b) Portée de l'allégation concernant un préjudice grave

7.12 La Corée affirme que la gamme de produits visés par les allégations des CE concernant un préjudice grave doivent se limiter aux navires de commerce conformément à la dernière affirmation des CE en date du 5 septembre.

7.13 Nous croyons comprendre que l'affirmation de la Corée concernant la portée de l'allégation des CE relative à un préjudice grave a trait à la demande initiale de décision préliminaire présentée par la Corée en relation avec l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*. La Corée semble demander au Groupe spécial (bien qu'il n'y ait pas de demande explicite) de décider que la portée des allégations des CE concernant un préjudice grave se limite aux navires de commerce.

7.14 Au paragraphe 31 de la communication susmentionnée du 19 septembre 2003, le Groupe spécial a dit, entre autres choses, ce qui suit:

> Comme les Communautés européennes ont indiqué qu'il n'y aurait pas d'allégation concernant des subventions pouvant donner lieu à une action au sujet de produits autres que les navires de commerce, il est tout simplement inutile que nous examinions si oui ou non la demande d'établissement d'un groupe spécial était suffisamment spécifique en ce qui concerne d'autres produits.

7.15 Il est donc clair que le Groupe spécial a déjà indiqué son interprétation selon laquelle la portée de l'allégation des CE concernant un préjudice grave se limite aux navires de commerce.

7. Contenu du dossier

7.16 Au paragraphe 82 de sa première communication écrite, la Corée conteste l'argument des CE selon lequel les réponses fournies dans le contexte du processus au titre de l'Annexe V devraient être considérées comme constituant le "dossier" sur la base duquel le Groupe spécial devrait tirer ses conclusions dans la présente affaire.

7.17 Comme la Corée n'a pas demandé de décision préliminaire à ce sujet, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner plus avant la question.

8. Pertinence de la demande de décisions préliminaires présentée par la Corée le 29 août 2003

7.18 Au paragraphe 84 de sa première communication écrite, la Corée fait observer qu'un certain nombre de questions soulevées dans sa demande de décisions préliminaires du 29 août 2003 reste applicable. À notre avis, ces questions ont déjà été traitées dans nos communications datées du 19 septembre 2003 et du 12 mars 2004. Nous n'estimons donc pas nécessaire de revenir sur les points soulevés dans la communication de la Corée du 29 août 2003.

B. SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES ALLÉGUÉES

7.19 Les CE allèguent que la Corée a accordé et continue d'accorder à son secteur de la construction navale des subventions à l'exportation prohibées, d'une manière contraire à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

7.20 Premièrement, les CE allèguent que ces subventions ont été et sont accordées conformément à la Loi sur la Banque coréenne d'export–import ("KEXIM"), au Décret KEXIM, aux Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM (le "régime juridique de la KEXIM"). Elles affirment que ces mesures "en tant que telles" (c'est-à-dire par leur existence même, quelle que soit leur application dans un cas donné) constituent une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

7.21 Deuxièmement, les CE allèguent que la Corée accorde et a accordé des subventions à l'exportation prohibées conformément aux programmes de garanties de restitution de paiements anticipés ("APRG") et de prêts avant expédition ("PSL") de la KEXIM. Là encore, les CE allèguent que ces mesures "en tant que telles" constituent une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

7.22 Troisièmement, les CE allèguent que les APRG et PSL individuels (c'est-à-dire l'application des programmes APRG et PSL dans des cas individuels) constituent une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

1. Régime juridique de la KEXIM

7.23 Avant d'examiner la substance des allégations des CE, nous faisons observer qu'une mesure doit généralement être considérée comme une subvention à l'exportation prohibée si elle est une subvention (suivant la définition figurant à l'article premier de l'*Accord SMC*) qui est "subordonnée[ ] ... aux résultats à l'exportation" (au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*). Alors que dans leurs allégations, les CE ne soulèvent pas beaucoup de questions concernant la notion de subordination aux exportations, les parties ont présenté des arguments très développés sur le point de savoir si les mesures en cause constituent ou non des subventions. Une subvention existe s'il y a une "contribution financière" des pouvoirs publics ou d'un organisme public (ou d'un organisme privé ayant reçu une charge ou un ordre de la part des pouvoirs publics) qui confère un "avantage".

7.24 Nous commencerons notre analyse de l'allégation formulée par les CE à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en déterminant si les mesures prises au titre de ce régime constituent des contributions financières, et si la KEXIM est un organisme public. Dans l'affirmative, nous déterminerons alors si le régime juridique de la KEXIM confère ou non un avantage. Nous examinerons ensuite si les mesures prises dans le cadre de ce régime sont ou non subordonnées aux résultats à l'exportation.

a) Le régime juridique de la KEXIM prévoit-il des contributions financières?

i) Arguments des parties

7.25 Les CE estiment que la Loi KEXIM prévoit des transferts directs de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Elles affirment que l'article 18 de la Loi KEXIM prévoit des prêts et garanties de prêt, entre autres types de financement. Elles déclarent que les prêts et garanties de prêt sont indiqués comme types de transferts directs de fonds à l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*.

7.26 La Corée estime que le régime juridique de la KEXIM ne prévoit pas de "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC* parce que la KEXIM n'exerce pas une "pratique des pouvoirs publics". La Corée affirme que même si un organisme est un organisme public, celui-ci n'effectue pas de contribution financière s'il ne participe pas à une "pratique des pouvoirs publics". Elle déclare que l'expression "pratique des pouvoirs publics" signifie l'exercice d'un pouvoir gouvernemental, à savoir le pouvoir de réglementer et de prélever des impôts. Selon la Corée, cela est confirmé par le contexte de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC*, qui dispose qu'il y a "pratique des pouvoirs publics" uniquement lorsqu'un organisme exécute une fonction "qui [est] normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" et que "la pratique suivie ne diff[ère] pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics". La Corée fait valoir que le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a examiné l'historique de la négociation de l'expression "qui sont normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" figurant à l'article 1.1 a) 1 iv) de l'*Accord SMC* et a conclu que cette expression "se référait d'une façon générale à la délégation à des parties privées des fonctions particulières des pouvoirs publics consistant à percevoir des impôts et à affecter les recettes fiscales, et non aux interventions en général des pouvoirs publics sur le marché ou à leurs effets".[21]

7.27 La Corée affirme que la KEXIM a été créée dans le but spécifique de répondre à des besoins de caractère industriel ou commercial, c'est-à-dire pour des activités consistant à offrir des facilités de financement sur des marchés où elle fait concurrence à d'autres opérateurs publics ou privés sur la base de principes du marché. La Corée fait valoir qu'en offrant des facilités de financement telles que les APRG ou PSL, la KEXIM opère comme une banque classique, en exécutant des fonctions qui sont normalement exécutées par des banques, et non par des pouvoirs publics.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.28 Nous n'acceptons pas l'argument de la Corée selon lequel il y a uniquement "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) si les pouvoirs publics ou l'organisme public pertinents exercent une "pratique des pouvoirs publics" telle que la réglementation ou l'imposition. D'après la partie pertinente de l'article 1.1 a) 1), l'expression "pouvoirs publics" désigne à la fois les "pouvoirs publics" et un "organisme public". Étant donné que l'expression "pratique des pouvoirs publics" figurant à l'article 1.1 a) 1) i) désigne en conséquence la pratique aussi bien des pouvoirs publics que d'organismes publics, la pratique en cause ne doit pas nécessairement être purement "gouvernementale" au sens étroit proposé par la Corée. À cet égard, nous estimons que le concept de "contribution financière" s'entend au sens large de façon à viser les actions des pouvoirs publics et des organismes publics qui pourraient comprendre un subventionnement. La question de savoir si l'action des pouvoirs publics ou de l'organisme public donne lieu en fait à un subventionnement dépendra du point de savoir si elle donne lieu à un "avantage". Étant donné que le concept d'"avantage" sert de filtre pour passer au crible le comportement commercial, il n'est pas nécessaire d'introduire un tel filtre dans le concept de "contribution financière".

[21] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.72.

7.29 À notre avis, l'expression "pratique des pouvoirs publics" figurant à l'article 1.1 a) 1) i) est simplement une construction grammaticale, ou suite de mots, qui a été choisie parce que l'alinéa i) de l'article 1.1 a) 1) ne pouvait pas avoir été rédigé sous forme directe.[22] En tant que telle, elle désigne les cas ("la pratique") dans lesquels les pouvoirs publics ou des organismes publics effectuent des transferts directs ou des transferts directs potentiels de fonds. L'expression "pratique des pouvoirs publics" est donc employée pour indiquer l'auteur de l'action, et non la nature de l'action. La "pratique des pouvoirs publics" s'entend donc de tous les actes des pouvoirs publics ou d'organismes publics, qu'ils comportent ou non l'exercice d'un pouvoir de réglementer ou de prélever des impôts. Si l'expression "pratique des pouvoirs publics" jouait le rôle de filtre avancé par la Corée, elle aurait vraisemblablement aussi été incluse dans les alinéas ii) et iii) de l'article 1.1 a) 1). En particulier, nous nous serions attendus à la trouver à l'alinéa iii), de façon que seule la fourniture de biens et de services dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir de réglementer ou de prélever des impôts soit visée par cette disposition.[23] Or l'alinéa iii) n'est pas rédigé de cette manière.

7.30 Nous notons l'argument de la Corée selon lequel l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC* fait référence à des fonctions "qui sont normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" et à "la pratique suivie [qui] ne diff[ère] pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics". Nous notons que ce libellé a été examiné par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. Ce groupe spécial s'est référé au rapport du Groupe d'experts du calcul du montant des subventions, lequel faisait référence à un rapport d'un groupe spécial de 1960.[24] Comme lui, nous "jugeons aussi très significative l'interprétation du Groupe d'experts selon laquelle, quand le Groupe spécial de 1960 se référait à une "pratique ... [qui] ne différ[ait] nullement de celle qui [était] normalement appliquée par les gouvernements", il se référait d'une façon générale à la *délégation* à des parties privées des fonctions particulières des pouvoirs publics consistant à percevoir des impôts et à affecter les recettes fiscales, ...".[25] Le Groupe spécial note que la référence à des fonctions qui sont "normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" est textuellement le pendant de la référence à la "pratique normale des pouvoirs publics". En conséquence, il estime qu'il faudrait aussi comprendre la référence à des fonctions qui sont "normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" comme signifiant des fonctions d'imposition et d'affectation des recettes fiscales. Ainsi, on peut dire qu'une fonction est "normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]" si cette fonction implique le prélèvement d'impôts ou l'affectation de recettes fiscales. En conséquence, étant donné que les prêts et garanties de prêts impliquent l'affectation de recettes fiscales, ils peuvent être considérés comme des fonctions qui sont "normalement ... [du] ressort [des pouvoirs publics]", qu'ils soient fournis ou non dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir de réglementer ou de prélever des impôts.[26]

---

[22] Il est grammaticalement inconcevable que l'alinéa i) puisse avoir été rédigé pour se lire "des pouvoirs publics effectuent un transfert direct de fonds ou un transfert direct potentiel de fonds", car il est absurde de dire que des pouvoirs publics effectuent concrètement un transfert direct, potentiel ou hypothétique, de fonds.

[23] Nous notons aussi qu'aucun rapport des groupes spéciaux antérieurs ou de l'Organe d'appel n'a laissé entendre, au sujet de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*, que la portée de cette disposition (ou des parties de cette disposition) se limitait aux mesures prises par les pouvoirs publics ou un organisme public dans le cadre de l'exercice d'un pouvoir de réglementer ou de prélever des impôts.

[24] Voir MTN.GNG/NG10/W/4, "Subventions et mesures compensatoires – Note du Secrétariat", 28 avril 1987, section 4.1.A.

[25] *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.72.

[26] Nous notons aussi que la Corée souscrit (voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 163) à la déclaration du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, selon laquelle "la différence entre les alinéas i) à iii) d'une part et l'alinéa iv) d'autre part, a trait à l'identité de l'acteur et non à la nature de l'action". Comme nous avons déjà conclu que le texte de l'alinéa i) ne se limitait pas à l'exercice d'un pouvoir de réglementer ou de prélever des impôts, la déclaration reproduite ci-dessus donne à penser qu'il doit aussi en aller de même de l'alinéa iv) (car la seule différence entre les alinéas i) à iii) et iv) est l'auteur, et non la nature de l'action). La Corée ne peut donc pas invoquer l'alinéa iv) pour limiter le champ des actions visées par l'alinéa i).

7.31 À la lumière de ce qui précède, et étant donné que la Corée ne conteste pas l'assertion des CE selon laquelle les prêts et garanties de prêts relèvent du champ d'application de l'article 1.1 a) 1) i), nous constatons que le régime juridique de la KEXIM prévoit des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*.

b) La KEXIM est-elle un organisme public?

i) Arguments des parties

7.32 Les CE estiment que la KEXIM est un organisme public parce que i) elle a été créée et exerce ses activités sur la base d'une loi publique qui permet aux pouvoirs publics coréens de contrôler sa prise de décision, ii) elle poursuit un objectif de politique publique, et iii) elle tire avantage de l'accès aux ressources de l'État.

7.33 En ce qui concerne le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur la prise de décision, les CE font observer qu'en décembre 2002, la KEXIM était détenue à raison de 51,6 pour cent par les pouvoirs publics coréens, de 42,8 pour cent par la Banque de Corée, et de 5,6 pour cent par la Banque coréenne de développement (la "KDB"), le capital de ces deux banques étant entièrement souscrit par les pouvoirs publics coréens. Les CE affirment aussi que les personnes occupant les postes clés de la direction de la KEXIM sont désignées et révoquées par les pouvoirs publics coréens, et que les activités ainsi que le budget de la banque sont soumis à l'approbation et au contrôle des pouvoirs publics. Elles disent aussi que les programmes d'activités annuels de la KEXIM sont élaborés sous le contrôle des pouvoirs publics.

7.34 En ce qui concerne l'objectif de politique publique, les CE affirment que, conformément à l'article premier de la Loi KEXIM, la KEXIM a été créée pour réaliser l'objectif public de promouvoir "le bon développement de l'économie nationale et la coopération économique avec les pays étrangers".[27] Selon elles, la KEXIM reconnaît elle-même qu'elle est un organisme public qui agit dans l'intérêt du pays en servant d'"organisme officiel de crédit à l'exportation fournissant une gamme complète de crédits à l'exportation et de financement de projets en faveur des exportateurs et investisseurs coréens" et en favorisant "le développement de l'économie nationale et [en] renfor[çant] la coopération économique avec des entreprises étrangères en jouant le rôle de catalyseur financier".[28] Les CE notent aussi que dans ses rapports annuels, la KEXIM se présente spécifiquement comme étant "un établissement financier spécial des pouvoirs publics"[29] et un "agent des pouvoirs publics".[30] De même, les CE affirment que la KEXIM se décrit sur son site Web comme étant un "établissement financier spécial des pouvoirs publics sous l'autorité tutélaire du MOFE [c'est-à-dire du Ministère des finances et de l'économie]"[31], et "un établissement des pouvoirs publics [qui] appuie les politiques des pouvoirs publics concernant le commerce international et l'investissement à l'étranger".[32] Selon les CE, d'autres éléments de la documentation de la KEXIM confirment que la KEXIM "est un établissement financier spécial des pouvoirs publics dont l'objectif est de promouvoir le

[27] Voir la pièce n° 10 des CE.
[28] *Voir* KEXIM 2002 Annual Report, "Profile" (pièce n° 14 des CE).
[29] KEXIM Annual Report 2000, "Profile" (pièce n° 15 des CE).
[30] KEXIM 2002 Annual Report, page 35 (pièce n° 14 des CE); KEXIM 2000 Annual Report, page 31 (pièce n° 15 des CE); KEXIM 2001 Annual Report, page 32 (pièce n° 16 des CE).
[31] KEXIM "On-line Road Show" <http://www.koreaexim.go.kr/web/eng/index.jsp>, page 2 (pièce n° 17 des CE).
[32] *Voir* "The Bank in Outline".
<http://www.koreaexim.go.kr/web/eng/about/M01/m1_01.html> (vu le 21 novembre 2002) (pièce n° 18 des CE).

développement de l'économie coréenne et la coopération économique avec les pays étrangers ... [et d'] élargir les activités de financement appropriées conformément aux politiques des pouvoirs publics".[33]

7.35 Quant à l'accès aux ressources de l'État, les CE font observer que les pouvoirs publics coréens sont tenus de garantir toute perte nette subie par la KEXIM. À cet égard, elles affirment que les pouvoirs publics coréens, et les banques détenues par eux, ont injecté plus de 1 600 milliards de won entre 1998 et 1999 dans la KEXIM, et un montant supplémentaire d'au moins 270 milliards de won depuis janvier 2000. Elles affirment qu'une garantie de pertes illimitée et des apports massifs de capitaux constituent les éléments de preuve indiquant l'influence et le contrôle des pouvoirs publics sur la KEXIM.

7.36 À titre subsidiaire, les CE estiment que la KEXIM est un organisme privé que les pouvoirs publics coréens ont "chargé" d'agir ou auquel ils ont "ordonné" d'agir au sens de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC*.

7.37 La Corée affirme que la KEXIM n'est pas un organisme public car c'est un organisme qui exerce une activité équivalente à celle d'un opérateur privé. La Corée estime qu'une organisation est un organisme public uniquement lorsqu'elle agit à titre officiel ou s'acquitte de fonctions gouvernementales. Elle estime que le terme "public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC* devrait être défini comme signifiant "[a]cting in an official capacity on behalf of the people as a whole; as a public prosecutor" (qui agit à titre officiel au nom de la population dans son ensemble; en qualité de ministère public).[34]

7.38 Selon la Corée, la poursuite d'un objectif de politique publique ne confère pas à un organisme le statut d'organisme public lorsque celui-ci a été créé dans le but spécifique de répondre à des besoins de caractère industriel ou commercial par la fourniture de biens ou de services sur des marchés qui sont ouverts à d'autres opérateurs publics ou privés dans des conditions de pleine concurrence. La Corée estime qu'un objectif général de politique publique se traduisant par des priorités sectorielles est une caractéristique de nombreuses sociétés en mains privées, en particulier dans le secteur financier. À titre d'exemple, elle affirme que les activités des fonds d'investissement sont limitées dans de nombreux pays, que le prêt hypothécaire est souvent une activité spécialisée distincte, et qu'il est souvent prescrit que les activités de banque d'affaires soient juridiquement distinctes de celles de banque de détail. La Corée affirme qu'il s'agit de cibler le savoir-faire, de protéger les consommateurs (les sociétés comme les particuliers), et de préserver l'intégrité des marchés financiers globaux contre les erreurs commises par des établissements financiers qui s'aventurent dans des domaines spécialisés dans lesquels ils n'ont pas suffisamment de compétence.

7.39 La Corée se réfère, pour étayer sa position, aux articles sur la responsabilité des États de la Commission du droit international. Selon elle, l'article 5 des articles sur la responsabilité des États[35] prévoit une analyse en deux étapes qui permet de clarifier la question de savoir si une entité est un organisme public. Premièrement, elle estime que, conformément à l'article 5, l'entité sera un organisme public si elle est "habilitée par le droit de … [l']État à exercer des prérogatives de puissance publique". La Corée affirme qu'il s'agit d'un critère simple et logique, fondé sur la substance de ce qu'une entité est tenue de faire et non sur des questions de forme telles que le point de savoir si une loi est une "loi publique" ou non. En ce qui concerne la deuxième étape, la Corée estime

[33] *Voir* Brief Guide to Korea Eximbank (mars 2000), page 1 (pièce n° 19 des CE).
[34] Webster's New Twentieth Century Dictionary, deuxième édition intégrale, page 1456.
[35] L'article 5 des articles sur la responsabilité des États dispose ce qui suit:

> "Le comportement d'une personne ou entité qui n'est pas un organe de l'État au titre de l'article 4, mais qui est habilitée par le droit de cet État à exercer des prérogatives de puissance publique, pour autant que, en l'espèce, cette personne ou entité agisse en cette qualité, est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international."

que les actes en question seront considérés comme étant des actes de l'État uniquement si ces entités agissent en vertu de ce pouvoir en l'espèce. Ainsi, la Corée affirme qu'il n'y a pas de raison de considérer qu'une entité est un organisme public à toutes fins utiles du simple fait qu'elle pourrait avoir reçu le pouvoir d'agir pour l'État pour certaines questions. Elle affirme qu'il faut encore déterminer que les actes en question ont été accomplis en vertu de l'octroi spécifique d'un pouvoir gouvernemental. Selon elle, si un financement est offert dans le cadre d'un programme commercial par une entité paraétatique, il est présumé non gouvernemental et ne devrait donc pas être considéré comme une contribution financière.

7.40 La Corée estime que la KEXIM, lorsqu'elle accorde des facilités de financement, n'agit pas à titre officiel ni gouvernemental. Elle affirme que la KEXIM n'a aucun pouvoir de réglementer, et que les fabricants et emprunteurs sont libres de solliciter un financement auprès d'autres établissements financiers. Selon elle, le rôle joué par la KEXIM dans ses activités de financement est le même que celui d'autres établissements financiers offrant un financement privé. La Corée fait valoir que, même si la KEXIM a peut-être été établie dans l'intérêt général du public pour promouvoir la croissance de l'économie nationale[36], elle fournit des services financiers sur des marchés qui sont ouverts à d'autres opérateurs publics ou privés dans des conditions de pleine concurrence conformément à l'article 18 de la Loi KEXIM.

7.41 En outre, la Corée affirme que l'article 26 de la Loi KEXIM dispose que la KEXIM doit pouvoir, par ses activités, couvrir ses dépenses et commissions de façon à inclure un élément bénéfice. En ce qui concerne les garanties telles que les APRG, la Corée fait valoir que cela signifie que les taux de prime doivent couvrir les frais et pertes de gestion à long terme des programmes.[37] Selon elle, Selon la Corée, même si un organisme dispose de ressources publiques, cela ne signifie pas nécessairement que l'organisme qui les reçoit est un organisme public. La Corée affirme qu'au contraire, il se pourrait bien que l'octroi de ressources publiques constitue simplement une subvention à cet organisme, qui reste un organisme privé. Elle affirme que les pouvoirs publics coréens ont injecté des capitaux dans la KEXIM non pour couvrir les pertes de la banque, mais pour éviter des notes de crédit négatives et maintenir un bon ratio de fonds propres suivant les prescriptions de la Banque des règlements internationaux (BRI). La Corée rejette l'argument des CE selon lequel la KEXIM n'est pas tenue de rembourser les apports de capitaux effectués par les pouvoirs publics coréens, même pendant les années bénéficiaires, car l'article 36 2) de la Loi KEXIM prévoit le versement de dividendes aux actionnaires de la banque, y compris les pouvoirs publics coréens, même si une partie des bénéfices ira d'abord à des actionnaires privilégiés (autres que les pouvoirs publics coréens). La Corée affirme que ce traitement préférentiel avait pour objet de contribuer à inciter les établissements financiers commerciaux et d'autres entités à participer aux apports de capitaux à la KEXIM.

7.42 En ce qui concerne le contrôle exercé par les pouvoirs publics, la Corée fait valoir que les opérations quotidiennes de la KEXIM relèvent de la responsabilité ultime du Conseil d'administration, et sont donc décidées par lui, sans aucune forme de contrôle de la part des pouvoirs publics. Elle affirme que même si la KEXIM doit présenter au Ministère des finances et de l'économie, pour

[36] La Corée affirme que, entre autres choses, la KEXIM a été créée pour fournir des liquidités supplémentaires. Selon elle, c'est un fait très courant dans les pays en développement (dont elle faisait partie au moment de la création de la KEXIM), car les marchés financiers sont peu développés et le financement pour les entreprises commerciales peut être limité d'une manière qui n'est pas toujours bien comprise des Membres ayant des marchés financiers liquides et hautement développés.

[37] La Corée affirme que l'article 26 n'a jamais été appliqué dans la pratique. Selon elle, cet article a été énoncé eu égard au concept d'"alignement" qui figure dans l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et, en tout état de cause, cela relève d'un comportement commercial normal de vendre occasionnellement des biens ou services en dessous du coût pour soutenir la concurrence de façon à renforcer la position concurrentielle de l'entreprise et, en conséquence, la rentabilité d'une manière générale.

approbation, ses programmes d'activités annuels, qui comprennent les calendriers/plans établis sous forme d'orientations générales pour l'administration des prêts ainsi que les besoins de financement à ce titre, ces programmes d'activités annuels ne concernent pas les modalités ou conditions prescrites pour les APRG, et les pouvoirs publics n'exigent pas non plus que ces modalités ou conditions pour les APRG y soient incluses.

7.43 La Corée se réfère aussi au paragraphe 5 c) i) de l'*Annexe sur les services financiers de l'AGCS*, qui dispose que l'expression "entité publique" ne comprend pas une "entité principalement engagée dans la fourniture de services financiers à des conditions commerciales". Elle fait valoir que cette définition constitue le contexte pour l'interprétation de l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 de l'*Accord SMC* dans la présente affaire, puisque la KEXIM est engagée dans la fourniture de services financiers. Selon la Corée, étant donné qu'il est démontré que la KEXIM est une entité principalement engagée dans la fourniture de services financiers à des conditions commerciales, il ressort de l'*Annexe sur les services financiers de l'AGCS* que la KEXIM ne devrait pas être considérée comme un "organisme public".

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.44 En affirmant qu'une entité ne constituera pas un "organisme public" si elle est engagée (à titre non officiel) dans des activités sur le marché à des conditions commerciales, la Corée fait valoir pour l'essentiel que nous devrions appliquer le critère de l'"avantage" (selon lequel une "contribution financière" ne confère un "avantage" que si elle a été mise à disposition à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire aurait pu obtenir sur le marché).[38] L'Organe d'appel a décidé dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, que "les questions – et les définitions respectives – de "contribution financière" et d'"avantage" … [étaient] deux éléments juridiques distincts".[39] De même, nous estimons que les concepts d'"organisme public" et d'"avantage" devraient aussi être considérés comme des éléments juridiques distincts. Ainsi, la question de savoir si une entité est un organisme public ne devrait pas dépendre de l'examen du point de savoir si cette entité agit conformément à des principes commerciaux. C'est plutôt le fait qu'une contribution financière est accordée par un organisme public (ou conformément à la charge ou l'ordre donné par un organisme public) qui donne lieu à la possibilité que la contribution financière puisse être accordée à des conditions inférieures au marché afin de favoriser des objectifs de politique publique.

7.45 Nous ne pouvons pas accepter l'approche de la Corée car cela signifierait qu'à des moments différents, une même entité financière pourrait être à la fois un organisme public et un organisme privé, selon la manière dont elle se comporte sur le marché. Ainsi, un jour, l'entité pourrait fournir un financement aux conditions du marché et constituer une entité "privée", alors que le lendemain, elle pourrait accorder des dons en espèces et constituer alors un organisme "public". Cela ferait dépendre la détermination du caractère "privé"/"public" d'un organisme entièrement de l'existence d'un avantage, alors que l'article 1.1 de l'*Accord SMC* fait clairement référence à un "organisme public" et à un "avantage" comme étant des concepts distincts.

7.46 La Corée conteste l'idée que ses arguments ne font pas dûment la distinction entre les concepts d'organisme public et d'avantage. Elle affirme que la question du prêt sur une base commerciale est d'emblée, une question générale. Selon elle, en conséquence, s'il y a une pratique générale de prêt sur une base commerciale, alors l'entité n'est pas un organisme public. Nous croyons

[38] La Corée fait aussi valoir que la KEXIM n'est pas un organisme public car elle fournit des services financiers sur des marchés qui sont ouverts à d'autres opérateurs publics ou privés dans des conditions de pleine concurrence. Nous ne pouvons pas accepter cet argument, cependant, car il équivaut à affirmer que l'*Accord SMC* ne s'applique que lorsque les pouvoirs publics ou des organismes publics sont des fournisseurs monopolistiques.

[39] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 157.

comprendre que la Corée veut dire qu'il s'agirait d'évaluer si une entité accordait ou non des prêts sur une base commerciale d'une manière générale, et non d'effectuer le type d'analyse par transaction qui pourrait être requis pour déterminer l'existence d'un "avantage". Nous ne sommes pas convaincus par cet argument, car il soulève immédiatement la question de savoir comment on déterminerait si une entité était engagée ou non dans une "pratique générale de prêt sur une base commerciale".[40] Cela serait-il uniquement le cas si le prêt total était effectué à 100 pour cent sur une base commerciale, ou un pourcentage de 80 pour cent suffirait-il? Et comment déterminerait-on que le prêt a été effectué sur une "base commerciale" sans examiner les types de facteurs envisagés dans une analyse de l'"avantage"? À notre avis, c'est précisément en raison de l'incertitude qui entoure ces questions qu'il importe de maintenir une distinction claire entre les concepts d'avantage et de contribution financière/d'organisme public.

7.47 Nous avons les mêmes préoccupations quant à l'invocation par la Corée du paragraphe 5 c) i) de l'*Annexe sur les services financiers de l'AGCS*.[41] Concrètement, la Corée, de nouveau, ne fait pas de distinction entre les concepts d'"organisme public" et d'"avantage". En définissant l'expression "organisme public" sur la base du point de savoir si une entité opère ou non à des conditions commerciales, la Corée introduit des considérations relatives à l'avantage dans l'analyse du statut privé/public d'une entité. En outre, nous doutons que l'*Annexe sur les services financiers de l'AGCS* soit pertinente pour une interprétation de l'article 1.1 a) 1 de l'*Accord SMC*.[42]

7.48 La Corée invoque aussi le passage d'une définition d'un dictionnaire où un "organisme public" est assimilé à une entité agissant à "titre officiel". Or il n'est pas clair pour nous qu'une entité cessera d'agir à titre officiel simplement parce qu'elle intervient sur le marché sur la base de principes commerciaux, si cette intervention est régie en définitive par l'obligation de l'entité de poursuivre un objectif de politique publique. Par exemple, un agent de police qui surveille un match de football dans le cadre de ses fonctions ne cesse pas d'agir à titre officiel simplement parce que le club de football local est tenu de rémunérer au prix du marché ce service.

7.49 L'*Accord SMC* envisage une approche plus directe, fondée sur une distinction claire entre organisme public et organisme privé. Sur la base de cette distinction claire, on peut établir avec une relative certitude si une entité est ou non un organisme public dont les contributions financières relèvent du champ d'application de l'*Accord SMC*. C'est seulement ensuite que l'on a besoin d'aborder la question plus complexe de savoir si un avantage est conféré ou non (sur la base d'un point de repère du marché). L'approche de la Corée brouillerait la distinction claire entre organisme public et organisme privé, et introduirait des considérations complexes concernant l'avantage dans le processus de filtrage initial.

---

[40] Voir la déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond avec les parties, paragraphe 45.

[41] Le passage pertinent du paragraphe 5 c) dispose ce qui suit:

> "L'expression "entité publique" s'entend:
>
> i) de pouvoirs publics, d'une banque centrale ou d'une autorité monétaire d'un Membre, ou d'une entité détenue ou contrôlée par un Membre, qui sont principalement engagés dans l'exécution de fonctions gouvernementales ou d'activités à des fins gouvernementales, à l'exclusion de toute entité principalement engagée dans la fourniture de services financiers à des conditions commerciales".

[42] En tout état de cause, cette disposition semble indiquer qu'une "entité principalement engagée dans la fourniture de services financiers à des conditions commerciales" pourrait être considérée comme une "entité publique" sans la précision figurant dans le dernier membre de phrase de cette disposition ("à l'exclusion de …"). Si cela n'était pas possible, cette précision ne serait pas nécessaire. Cela pourrait affaiblir l'argument de la Corée selon lequel une entité publique agissant à des conditions commerciales ne pourrait pas être considérée comme un "organisme public".

7.50 À notre avis, une entité constituera un "organisme public" si elle est contrôlée par les pouvoirs publics (ou par d'autres organismes publics). Si une entité est contrôlée par les pouvoirs publics (ou par d'autres organismes publics), alors toute action de cette entité est imputable aux pouvoirs publics[43], et devrait donc relever du champ d'application de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*. Nous estimons que la KEXIM est un "organisme public" car elle est contrôlée par les pouvoirs publics coréens. La preuve en est essentiellement le fait que la KEXIM appartient à 100 pour cent aux pouvoirs publics coréens ou à d'autres organismes publics.[44] Un élément de preuve donnant à penser que les pouvoirs publics contrôlent la KEXIM est aussi le fait que les activités de la KEXIM sont placées sous l'autorité d'un Président (article 9 1) de la Loi KEXIM) nommé et révoqué par le Président de la République de Corée (article 11 1) de la Loi KEXIM) et que le Président de la KEXIM est assisté par un Vice-Président et des directeurs exécutifs (article 9 2) et 3) de la Loi KEXIM) qui sont nommés et révoqués par le Ministre des finances et de l'économie, sur recommandation du Président de la KEXIM (article 11 2) de la Loi KEXIM). Les pouvoirs publics exercent aussi leur contrôle par le biais de l'approbation par le Ministre des programmes d'activités annuels de la KEXIM (article 21 de la Loi KEXIM).

7.51 Bien que le Président de la KEXIM dispose d'une certaine marge d'action pour modifier le programme d'activités conformément aux résolutions adoptées par le Conseil d'administration, les circonstances dans lesquelles il peut le faire sont énumérées de manière exhaustive dans le programme d'activités, et sont donc soumises au contrôle des pouvoirs publics. En outre, nous rappelons que le Président de la KEXIM est nommé par les pouvoirs publics.

7.52 Les programmes d'activités contiennent des directives détaillées sur la répartition des fonds de la KEXIM entre différentes activités de financement puis entre différents secteurs. Ainsi, ils indiquent généralement trois types d'"offre de financement" qui doivent être proposés par la KEXIM et précisent le pourcentage du financement total auquel chaque type d'"offre de financement" devrait correspondre. En outre, ils vont jusqu'à préciser la part de chaque type spécifique d'"offre de financement" qui devrait être consacrée à des activités et des secteurs industriels spécifiquement identifiés.

7.53 La Corée affirme que le programme d'activités ne concerne pas les conditions ou modalités prescrites pour les APRG et PSL. Cela est peut-être vrai mais les pouvoirs publics coréens n'en exercent pas moins un contrôle étendu sur les paramètres à l'intérieur desquels la KEXIM doit opérer. Ainsi, si le programme d'activités devait obliger la KEXIM à cesser d'accorder un financement au secteur de la construction navale, il apparaîtrait qu'elle serait tenue de le faire, même si ce secteur était le plus rentable de ceux dans lesquels elle exerce ses activités. La faculté que les pouvoirs publics ont de donner de telles instructions est établie en vertu de certaines "directives de base" énoncées dans les programmes d'activités.[45] Par exemple, d'après les "directives de base" du programme d'activités de 1999 la KEXIM était tenue de "faciliter l'exportation de biens d'équipement tels que les navires, les installations industrielles, les machines, etc., qui crée d'importantes recettes nettes à l'exportation et un effet d'intégration amont-aval dans les branches de production".[46] Ces "directives de base" ont forcément une incidence sur les activités quotidiennes de la KEXIM car elles précisent les domaines

[43] Cette approche est compatible avec le fait que l'article 1.1 a) 1) dispose que tant les pouvoirs publics que les organismes publics sont désignés par l'expression "pouvoirs publics".

[44] Les organismes publics pertinents sont la KDB et la Banque de Corée. Nous constatons ci-après (paragraphe 7.172 *infra*) que la KDB est un organisme public. La Corée a reconnu, en réponse à la question n° 76 du Groupe spécial, que la Banque de Corée était un organisme public.

[45] D'après les programmes d'activités précédents, la KEXIM "s'efforcera d'exécuter" les "directives de base" spécifiées. L'obligation pour la KEXIM de "s'efforcer" d'exécuter les "directives de base" spécifiées a été encore renforcée dans le programme d'activités de 2003, qui prévoyait que la KEXIM "réalisera[it] le programme d'activités de 2003 conformément aux directives de base ci-après" (voir la pièce n° 95 des CE).

[46] KEXIM 1999 Operation Program, pièce n° 95 des CE.

sur lesquels la KEXIM devrait axer ses activités (indépendamment de considérations purement commerciales).

7.54 Nous estimons que le caractère "public" de la KEXIM est aussi confirmé par le fait que la banque se perçoit elle-même comme étant un "établissement financier spécial des pouvoirs publics". En outre, nous notons que la Corée décrit la KEXIM comme étant un "export credit agency" (organisme de crédit à l'exportation) (voir la réponse de la Corée à la question n° 52 du Groupe spécial). Cette expression est généralement réservée aux organismes publics de crédit à l'exportation, et non aux fournisseurs privés de financement ou d'assurance à l'exportation. Étant donné que le terme "agency" laisse entendre un rapport entre un mandataire et un mandant, on pourrait raisonnablement supposer que les pouvoirs publics coréens sont le mandant pertinent au nom duquel la KEXIM agit en tant que mandataire.

7.55 Les CE se réfèrent aussi à l'objectif de politique publique de la KEXIM pour étayer leur argument selon lequel la KEXIM est un organisme public. Bien qu'un objectif de politique publique ou le fait d'être créé par le biais d'une loi publique puissent aussi indiquer la nature publique d'une entité, il peut arriver que cela ne soit pas toujours le cas. Par exemple, le fait qu'un mécène privé peut poursuivre des objectifs de politique publique ne devrait probablement pas être une raison de considérer cette personne comme un "organisme public". En outre, la privatisation d'une société peut se faire par le biais d'une loi publique. Dans tous les cas, cependant, nous estimons que le statut public peut être déterminé sur la base du contrôle exercé par les pouvoirs publics (ou un autre organisme public).

7.56 Comme nous constatons que la KEXIM est un "organisme public", il n'est pas nécessaire d'examiner l'argument subsidiaire des CE selon lequel la KEXIM est un organisme privé ayant reçu une charge ou un ordre des pouvoirs publics.

c) Subventionnement

7.57 L'allégation des CE selon laquelle le régime juridique de la KEXIM confère un avantage est fondée sur un certain nombre de dispositions de ce régime. Nous examinerons ci-après les arguments des parties concernant ces dispositions. Avant de le faire, cependant, nous devons d'abord décider d'appliquer ou non ce qui est connu comme la distinction traditionnelle impératif/facultatif dans l'examen des dispositions du régime juridique de la KEXIM en cause.

i) Application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif

Arguments des parties

7.58 D'après la distinction traditionnelle impératif/facultatif, seules les mesures qui prescrivent un comportement incompatible avec les règles de l'OMC pourraient être condamnées en tant que telles (c'est-à-dire telles qu'elles sont libellées, et non telles qu'elles sont appliquées dans des cas particuliers). Suivant cette distinction traditionnelle, par conséquent, le régime juridique de la KEXIM pourrait uniquement être contesté en tant que tel s'il prescrivait, entre autres choses, un subventionnement. Les CE estiment que cette distinction traditionnelle n'est plus applicable, et allèguent que son application a été exclue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*. D'après les CE, par conséquent, il n'est plus nécessaire qu'une législation prescrive le subventionnement des exportations pour être condamnée au titre de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Les CE affirment qu'il suffit qu'une législation prévoie spécifiquement le subventionnement des exportations pour qu'elle soit condamnée. Elles font aussi valoir que l'article 3.2 de l'*Accord SMC* confirme que les Membres ne peuvent pas maintenir le pouvoir discrétionnaire d'accorder des subventions à l'exportation. Elles invoquent le rapport du

Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* pour étayer l'argument selon lequel un cadre juridique qui prévoit l'octroi de subventions à l'exportation futures peut être visé par une contestation "en tant que tel".

7.59 La Corée fait valoir que la distinction traditionnelle impératif/facultatif reste applicable et qu'elle n'a pas été infirmée par l'Organe d'appel.

Évaluation par le Groupe spécial

7.60 Il n'y a pas désaccord entre les parties sur le fait que la distinction traditionnelle impératif/facultatif a été appliquée par les groupes spéciaux chargés du règlement des différends aussi bien du GATT que de l'OMC. Le seul point de désaccord est la question de savoir si cette distinction continue de s'appliquer. Étant donné que l'analyse des CE est fondée sur l'affirmation selon laquelle "[l']Organe d'appel a récemment enterré, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction (Japon)*, la notion selon laquelle des mesures non impératives ne pouvaient pas faire l'objet d'une procédure de règlement des différends"[47], nous chercherons surtout à savoir si oui ou non l'Organe d'appel dans ladite affaire s'est réellement prononcé contre le maintien en application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif.

7.61 À cette fin, nous examinerons d'abord la manière dont l'Organe d'appel a traité cette question dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, qui est antérieure. L'Organe d'appel a analysé comme suit l'application par le Groupe spécial de la distinction traditionnelle impératif/facultatif:

> 259. … [le Groupe spécial] s'est fondé … sur des décisions antérieures portant sur la question d'une législation qui confère un pouvoir discrétionnaire à l'exécutif du gouvernement d'un Membre. Comme le Groupe spécial l'a fait observer à juste titre, dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*, nous avons déclaré qu'il fallait faire une distinction entre une législation qui rend obligatoires un comportement incompatible avec les règles de l'OMC et une législation qui confère un pouvoir exécutif qui peut être exercé de façon discrétionnaire. Dans cette affaire, nous avons cité en l'approuvant la déclaration ci-après du Groupe spécial *États-Unis - Tabac*:
>
> > ... Des groupes spéciaux avaient toujours jugé qu'une législation qui rendait obligatoires des mesures incompatibles avec l'Accord général pouvait être contestée en tant que telle, mais qu'une législation qui donnait seulement à *l'exécutif* d'une partie contractante la faculté d'agir de façon incompatible avec l'Accord général ne pouvait pas en soi être contestée; seule l'application effective de cette législation de façon incompatible avec l'Accord général pouvait être contestée.
>
> Ainsi, lorsqu'un pouvoir discrétionnaire est conféré à l'exécutif d'un Membre de l'OMC, on ne peut pas supposer que ce Membre va manquer de bonne foi à ses obligations au regard de l'*Accord sur l'OMC*. En s'appuyant sur ces décisions et en les interprétant correctement, le Groupe spécial a conclu que l'on ne pouvait pas supposer que l'OFAC exercerait son pouvoir exécutif discrétionnaire de manière incompatible avec les obligations des États-Unis au regard de l'*Accord sur l'OMC*. Nous partageons également cette opinion.[48]

[47] Première communication écrite des CE, paragraphe 73.

[48] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 259 (notes de bas de page omises).

7.62 Bien que l'Organe d'appel ait ensuite infirmé l'application par le Groupe spécial de la distinction traditionnelle impératif/facultatif aux faits de ladite affaire, le passage reproduit ci-dessus nous indique clairement qu'il ne rejetait pas le recours à la distinction traditionnelle impératif/facultatif en soi. Au contraire, l'Organe d'appel a explicitement constaté que "lorsqu'un pouvoir discrétionnaire [était] conféré à l'exécutif d'un Membre de l'OMC on ne [pouvait] pas supposer que ce Membre [allait] manquer de bonne foi à ses obligations au regard de l'*Accord sur l'OMC*". C'est ce qui est généralement considéré comme la raison d'être même de la distinction traditionnelle impératif/facultatif.

7.63 Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a examiné deux questions. Premièrement, il a examiné si certains types de mesures ne pouvaient pas, en tant que telles, être visées par la procédure de règlement des différends. Deuxièmement, il a examiné si la mesure en cause dans ladite affaire pouvait être incompatible avec l'*Accord antidumping*. L'Organe d'appel a traité la première question comme une question juridictionnelle. Ainsi, après avoir constaté qu'il n'y avait "aucune raison de conclure qu'en principe des mesures non impératives ne [pouvaient] pas être contestées "en tant que telles""[49], il a déclaré que les groupes spéciaux n'étaient pas "obligés, à titre de question juridictionnelle préliminaire, d'examiner si la mesure contestée [était] impérative".[50] Cependant, cela ne veut pas dire que l'Organe d'appel excluait l'application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif, car il a ensuite reconnu que cette distinction pourrait être pertinente dans le cadre de la deuxième question, c'est-à-dire l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si la mesure en cause était incompatible avec des obligations particulières.[51] Examinant cette deuxième question, l'Organe d'appel a "[mis] en garde contre l'application de … [la] distinction [traditionnelle impératif/facultatif] de façon mécanique".[52] En particulier, il a reproché au Groupe spécial d'avoir suivi une "approche étroite" et de ne pas avoir pris en considération d'autres indications quant au point de savoir si oui ou non la mesure en cause était "contraignante[ ]"[53] ou de "nature normative".[54] L'emploi de ces termes nous incite à penser que l'Organe d'appel a, en fin de compte, réglé l'affaire sur la base du point de savoir si la mesure en cause était ou non impérative (c'est-à-dire "contraignante" ou de nature "normative"). En outre, nous notons que l'Organe d'appel a déclaré qu'il n'"entrepren[ait pas] un examen détaillé de cette distinction". L'Organe d'appel ayant explicitement appliqué la distinction traditionnelle impératif/facultatif dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, nous ne voyons pas comment on pourrait comprendre qu'il a exclu le maintien en application de cette distinction dans une affaire ultérieure dans laquelle il ne faisait même pas un "examen détaillé" de la distinction.

7.64 Les CE font aussi valoir que l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* empêche un Membre de maintenir le pouvoir discrétionnaire d'accorder des subventions à l'exportation. Nous notons, cependant, qu'une telle approche serait incompatible avec le principe – confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits* – selon lequel "lorsqu'un pouvoir discrétionnaire est conféré à l'exécutif d'un Membre de l'OMC, on ne peut pas supposer que ce Membre va manquer de bonne foi à ses obligations au regard de l'*Accord sur l'OMC*".[55]

[49] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 88.
[50] *Ibid.*, paragraphe 89.
[51] *Ibid.*, paragraphe 89.
[52] *Ibid.*, paragraphe 93.
[53] *Ibid.*, paragraphe 97.
[54] *Ibid.*, paragraphe 98.
[55] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 259.

7.65 Les CE ont aussi invoqué la déclaration ci-après du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* pour faire valoir que des mesures qui prévoient l'octroi de subventions à l'exportation futures peuvent être visées par une contestation "en tant que tel":

> le fonctionnement efficace de l'Accord SMC exige qu'une partie soit en mesure d'une manière ou d'une autre d'obtenir une discipline à titre prospectif concernant l'octroi de subventions dans les cas où il peut être démontré à l'avance, *sur la base du cadre juridique régissant l'octroi de ces subventions*, qu'elles seraient incompatibles avec l'article 3 de l'Accord SMC.[56] (pas d'italique dans l'original)

7.66 Nous estimons que, contrairement à l'argument des CE, cette affirmation étaye en fait l'application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif, car elle se rapporte aux circonstances dans lesquelles on peut établir à l'avance qu'une disposition ou une mesure "seraient" incompatibles avec l'article 3 de l'*Accord SMC*. Le mot "seraient" (par opposition à "pourraient") laisse entendre, selon nous, un degré de certitude qui ne peut être trouvé que dans des dispositions impératives (par opposition à facultatives).

7.67 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'argument des CE selon lequel l'Organe d'appel s'est prononcé contre l'application de la distinction traditionnelle impératif/facultatif dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*. Nous nous prononcerons donc sur les allégations "en tant que tel" des CE sur la base de la question de savoir si la mesure en cause prescrit ou non l'octroi de subventions (à l'exportation).

ii) Avantage

7.68 Les arguments pertinents des parties en ce qui concerne la question de savoir si le régime juridique de la KEXIM prescrit des subventions (à l'exportation) portent sur la clause de non-concurrence de la Loi KEXIM, l'absence alléguée de toute obligation pour la KEXIM de prendre en compte les conditions du marché, l'accès à un financement des pouvoirs publics, le taux d'ajustement en fonction du marché, la disposition de la Loi KEXIM relative à la compétitivité au niveau international, et la documentation de la KEXIM.

Clause de non-concurrence

7.69 L'article 24 de la Loi KEXIM dispose ce qui suit:

> [la KEXIM] ne fera pas concurrence aux autres établissements financiers dans l'exercice des activités prévues à l'article 18.

7.70 Le passage pertinent de l'article 25 2) de la Loi KEXIM dispose ce qui suit:

> [la KEXIM] peut prêter des fonds, escompter des traites ou des effets de commerce, ou garantir des obligations au titre du paragraphe 1) de l'article 18 uniquement lorsque le délai de remboursement, de paiement ou d'exécution est de six (6) mois ou plus mais de vingt-cinq (25) ans ou moins.

- Arguments des parties

7.71 Les CE affirment que la clause de non-concurrence signifie qu'il a été spécifiquement ordonné à la KEXIM d'exercer des fonctions et de fournir un financement dans des situations dans lesquelles

[56] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 7.2, note de bas de page 187.

aucune banque commerciale n'agirait, et donc de mettre à disposition des prêts et garanties dans des circonstances financières qui ne bénéficieraient pas du soutien du marché.

7.72 La Corée déclare qu'en fait, la KEXIM est autorisée à faire concurrence aux établissements financiers commerciaux, comme le confirme une modification antérieure de l'article 18 de la Loi KEXIM, à la suite de laquelle l'obligation pour la KEXIM de ne pas s'engager dans des activités "qui peuvent normalement être menées par d'autres établissements financiers" a été supprimée. La Corée affirme que la KEXIM est actuellement "en concurrence avec les banques commerciales dans tous les secteurs des services financiers, à l'exception des crédits à l'exportation à long terme assortis de modalités de remboursement différé qui sont régis par l'Arrangement de l'OCDE".[57] Elle fait valoir que cela est compatible avec l'article 25 2) de la Loi KEXIM, suivant lequel l'échéance des prêts de la banque devrait se situer entre six mois et 25 ans, soit une échéance proposée par les établissements commerciaux. La Corée fait valoir que l'article 24 "doit être lu conjointement"[58] avec l'article 25 2) pour que l'on puisse mesurer la portée limitée de cette prohibition. Elle déclare aussi que l'article 24 aurait dû être abrogé et qu'en fait "la KEXIM envisageait de proposer que l'article 24 … soit abrogé ou modifié".[59]

- Évaluation par le Groupe spécial

7.73 Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Corée concernant l'interaction alléguée entre les articles 24 et 25 2) de la Loi KEXIM. Premièrement, nous notons qu'il n'y a pas de renvoi croisé entre ces dispositions. Deuxièmement, le fait que les limites imposées au titre de l'article 25 2) sur l'échéance du financement de la KEXIM coïncide avec l'échéance du financement offert par les établissements commerciaux ne signifie pas nécessairement que la KEXIM fait concurrence à ces établissements, car il lui est toujours possible de se conformer à ces deux dispositions et d'offrir un financement pour une durée variant entre six mois et 25 ans, pour laquelle il n'y a pas de concurrence de la part des établissements financiers commerciaux.

7.74 En outre, même si la Corée a peut-être raison de dire que la KEXIM fait effectivement concurrence aux établissements financiers privés dans la pratique, nous notons que l'argument des CE concernant l'article 24 est formulé dans le contexte d'une allégation "en tant que tel" à l'encontre de la Loi KEXIM. Ainsi, parce que l'article 24 continue d'imposer à la KEXIM l'obligation juridique de ne pas faire concurrence à d'autres établissements financiers, le fait que l'article 24 peut ne pas être respecté dans la pratique n'est pas pertinent. L'allégation "en tant que tel" des CE concerne le régime juridique de la KEXIM tel qu'il est énoncé, et non tel qu'il est appliqué dans la pratique.

7.75 Cela dit, nous ne sommes pas convaincus que le libellé de l'article 24 de la Loi KEXIM soit suffisamment clair pour permettre de conclure qu'il oblige nécessairement la KEXIM à conférer un avantage, c'est-à-dire à offrir des modalités qui sont plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. En particulier, la clause de non-concurrence signifie-t-elle que la KEXIM est uniquement tenue d'accorder un financement lorsque les opérateurs du marché ne sont pas en mesure de le faire? Ou signifie-t-elle que la KEXIM n'est pas autorisée à s'adjuger des transactions aux dépens des opérateurs du marché? Nous estimons que les termes de l'article 24 sont beaucoup trop imprécis pour permettre de tirer la conclusion spécifique selon laquelle il fait obligation à la KEXIM d'agir d'une manière inférieure au marché.

[57] Voir la deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 99.
[58] Voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 120.
[59] Voir la réponse de la Corée à la question n° 53 du Groupe spécial.

Absence d'obligation de prendre en compte les conditions du marché

- Arguments des parties

7.76 Les CE allèguent que le régime juridique de la KEXIM confère un "avantage" en tant que tel car la Loi KEXIM n'impose à la banque aucune obligation de prendre en compte les conditions du marché lorsqu'elle verse des fonds.

7.77 La Corée déclare que la KEXIM est tenue de mener ses activités compte tenu du marché. En particulier, elle affirme que le régime juridique de la KEXIM fait obligation à la banque d'évaluer de façon appropriée les risques de crédit liés à l'emprunteur, d'appliquer des taux d'intérêt ou des primes de garantie correspondant à la cote de crédit de l'emprunteur/du demandeur, de prendre en compte la situation du marché quand elle fixe les taux d'intérêt/primes, de gérer convenablement les risques associés à ses transactions, et d'assurer une gestion saine.[60]

- Évaluation par le Groupe spécial

7.78 Nous n'estimons pas qu'il puisse être constaté qu'un instrument juridique prescrit un subventionnement du simple fait qu'il ne prohibe le subventionnement ni n'exige que les conditions du marché soient prises en compte. Le fait qu'un instrument juridique ne dit rien sur le subventionnement ne devrait pas amener à conclure que le pouvoir discrétionnaire qui en résulte sera nécessairement exercé d'une manière qui aboutit au subventionnement. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, "lorsqu'un pouvoir discrétionnaire est conféré à l'exécutif d'un Membre de l'OMC, on ne peut pas supposer que ce Membre va manquer de bonne foi à ses obligations au regard de l'Accord sur l'OMC".[61]

Financement par les pouvoirs publics

- Arguments des parties

7.79 Les CE affirment que la KEXIM n'a pas besoin d'agir suivant les conditions du marché ou en tenant dûment compte du risque, car les pouvoirs publics coréens lui fournissent des fonds pour ainsi dire illimités. À cet égard, les CE notent que l'article 19 de la Loi KEXIM dispose que la KEXIM "peut emprunter des fonds aux pouvoirs publics [et à] la Banque de Corée …". Elles font aussi valoir que l'article 36 2) de la Loi KEXIM montre que la KEXIM n'est pas tenue de rembourser … les apports de capitaux effectués par les pouvoirs publics coréens, même pendant les années au cours desquelles elle réalise un bénéfice. À cet égard, les CE notent que l'article 36 2) dispose que la KEXIM distribuera ses bénéfices "sur une base préférentielle" "aux bailleurs de fonds autres que les pouvoirs publics". Selon les CE, c'est un autre élément qui permet de penser que la KEXIM n'a pas besoin d'agir de la même manière qu'une banque commerciale, car elle a accès aux fonds d'un actionnaire important qui ne demande pas à être traité de la même manière que des actionnaires opérant conformément à des considérations commerciales. Les CE estiment que la KEXIM reçoit en conséquence une subvention qu'elle peut transmettre à ses clients.

7.80 Les CE affirment en outre que l'article 37 de la Loi KEXIM prévoit que toute perte nette subie par la banque qui ne peut pas être couverte par ses réserves le sera par les fonds des pouvoirs publics coréens. Elles font valoir que la KEXIM n'a donc pas besoin d'agir de la même manière qu'une banque commerciale, car elle ne court aucun risque d'insolvabilité. Selon les CE, la conjugaison a) de la garantie prévue à l'article 37 selon laquelle les pouvoirs publics "fourniront les fonds nécessaires …

[60] Voir la réponse de la Corée à la question n° 103 du Groupe spécial.

[61] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 259.

[pour couvrir une telle perte nette]" et b) du fait que les pouvoirs publics sont spécifiquement exclus, aux termes de l'article 36 2), des bailleurs de fonds qui profiteront des bénéfices nets de la KEXIM, montre clairement que la KEXIM n'a pas besoin d'agir suivant les conditions du marché. Les CE reconnaissent que la KEXIM doit d'abord s'efforcer de couvrir ses pertes nettes au moyen de ses réserves, mais font valoir qu'en raison de la garantie de pertes offerte en dernier ressort par les pouvoirs publics, elle est moins incitée à maintenir des réserves suffisantes et peut agir autrement que ne le ferait un organisme soumis au jeu des forces du marché.

7.81 La Corée affirme que rien ne permet d'inférer logiquement des articles 19, 36 2) et 37 de la Loi KEXIM que la banque n'a pas besoin d'agir suivant les conditions du marché ou en tenant dûment compte du risque. Elle fait valoir que même si ces dispositions montrent que les pouvoirs publics peuvent apporter des fonds, cela n'est pas la même chose que dire que les facilités de financement de la KEXIM n'ont pas besoin d'être conçues en fonction du marché. Selon la Corée, la KEXIM est explicitement tenue par la loi d'opérer compte tenu du marché.

7.82 La Corée affirme que les apports de capitaux des pouvoirs publics à la KEXIM étaient nécessaires pour permettre à la banque de maintenir une bonne cote de crédit ainsi qu'un bon ratio de solvabilité d'après la définition de la Banque des règlements internationaux (BRI). Elle affirme aussi que l'article 36 de la Loi KEXIM avait pour objet d'encourager d'autres entités à participer aux apports de capitaux à la KEXIM. La Corée affirme qu'il n'est pas rare dans les sociétés privées que les gros actionnaires reçoivent moins de dividendes et assument davantage de risques que d'autres actionnaires moins importants.

7.83 La Corée estime que la source des fonds de la KEXIM n'est pas juridiquement pertinente, car le critère juridique concernant le subventionnement est l'"avantage" conféré au bénéficiaire et non le coût encouru par les pouvoirs publics. Elle estime que quelle que soit la source des fonds de la KEXIM, rien n'indique en particulier que l'un quelconque de ces fonds soit utilisé pour des prêts ou garanties qui confèrent un avantage à leur bénéficiaire ou qui étaient censés le faire.

- Évaluation par le Groupe spécial

7.84 Étant donné qu'il est maintenant bien établi que le critère juridique concernant l'"avantage" est l'avantage conféré au bénéficiaire, et non le coût encouru par le gouvernement, la source des fonds de la KEXIM n'est pas pertinente pour la question de savoir si le régime juridique de la KEXIM prescrit ou non un subventionnement (à l'exportation). Le fait que la KEXIM peut recevoir un financement subventionné des pouvoirs publics ne signifie pas qu'elle fournira inévitablement un financement subventionné à ses clients. Il se peut qu'au contraire, la KEXIM applique les taux du marché et accroisse sa marge bénéficiaire.

7.85 En outre, les articles 19, 36 2) et 37 de la Loi KEXIM sont invoqués par les CE à l'appui de l'argument selon lequel la KEXIM "n'a pas besoin" d'agir suivant les principes du marché. Or les CE n'ont ni fait valoir ni démontré que ces dispositions empêchaient la KEXIM d'agir suivant les principes du marché. En d'autres termes, les CE n'ont pas fait valoir que ces dispositions prescrivaient un subventionnement.

Taux d'ajustement en fonction du marché

- Arguments des parties

7.86 Selon les CE, les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM indiquent clairement que les conditions du marché ne sont pas prises en compte même dans les situations dans lesquelles la KEXIM a spécifiquement déterminé que ses taux seraient meilleurs que ceux qui étaient disponibles sur le marché. D'après les CE, les articles 17 2) et 25 6) de ces Lignes directrices empêchent

explicitement, dans certaines situations, que les taux d'intérêt de la KEXIM soient entièrement ajustés en fonction du marché même s'il a été déterminé que ces taux étaient inférieurs à ceux qui étaient disponibles sur le marché. De l'avis des CE, les Lignes directrices de la KEXIM établissent un plafond explicite pour le "taux d'ajustement en fonction du marché" qui serait sinon applicable pour harmoniser les taux de la KEXIM avec ceux du marché.

7.87 Les CE notent que d'après une nouvelle traduction des articles 17 2) et 25 6) des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM, récemment communiquée par la Corée **[RCC: omis dans la version publique]**.[62] Selon les CE, il ressort de la traduction modifiée communiquée par la Corée que le taux d'ajustement en fonction du marché est uniquement un ajustement à la baisse. Les CE font valoir que si le taux d'ajustement en fonction du marché peut uniquement être utilisé pour ajuster à la baisse le taux fondé sur les coûts, cette disposition aboutira souvent à des taux d'intérêt qui sont inférieurs au taux du marché. Elles affirment qu'en tout état de cause, ces dispositions, par leur libellé, ne garantissent pas que la KEXIM fournisse des prêts aux taux du marché, car le taux d'ajustement en fonction du marché est un ajustement du taux fondé sur les coûts qui prend en compte non seulement les offres plus basses des autres banques mais aussi "la relation d'affaires avec l'emprunteur et les caractéristiques distinctives des transactions, etc.".[63]

7.88 La Corée estime que le taux d'ajustement en fonction du marché prévu aux articles 17 2) et 25 6) des Lignes directrices sur les taux d'intérêt est appliqué suivant les principes du marché pour prendre en compte les taux d'intérêt des PSL et les primes APRG proposées par d'autres établissements financiers, les antécédents du demandeur et sa relation avec la KEXIM ainsi que d'autres considérations y compris les détails du projet concerné.

7.89 La Corée affirme qu'un "taux du marché" existe sous forme de "fourchette" ou de "bande", et non d'un taux unique. Elle explique que le taux d'ajustement en fonction du marché est l'une des marges (réductions ou primes) qui doivent être appliquées, à la hausse ou à la baisse, au taux de base, en sus d'autres marges telles que la "marge pour risque de crédit" et la "couverture cible". Selon la Corée, ce taux d'ajustement en fonction du marché peut être appliqué par les directeurs des prêts de la KEXIM pour déterminer les taux pour un demandeur spécifique dans une transaction spécifique. La Corée affirme que les facteurs ci-après doivent être pris en compte pour déterminer si et dans quelle mesure ce taux d'ajustement en fonction du marché doit être appliqué: les primes APRG proposées par d'autres établissements financiers, les antécédents du demandeur et sa relation avec la KEXIM, et d'autres considérations y compris les détails du projet concerné.

7.90 La Corée estime aussi que, même si le taux d'ajustement en fonction du marché permet aux directeurs des prêts de la KEXIM de réagir au marché, il leur est cependant interdit, lorsqu'ils appliquent ce taux pour ajuster "à la baisse" une commission APRG, de le faire au-delà d'une certaine limite **[RCC: omis dans la version publique]**. Par contre, il n'y a pas de limite lorsque le directeur des prêts applique le taux pour un ajustement à la hausse. La Corée affirme qu'ainsi, le taux d'ajustement en fonction du marché est un "plancher" et non un "plafond". Elle estime que le taux d'ajustement en fonction du marché n'a pas pour effet de faire fixer le taux de commission final au-dessous des taux du marché.

- Évaluation par le Groupe spécial

7.91 D'après la Corée, l'article 17 des Lignes directrices modifiées sur les taux d'intérêt et les commissions de la KEXIM dispose ce qui suit:

---

[62] Réponses de la Corée aux questions du Groupe spécial, 22 mars 2004, question n° 57, citant la pièce n° 56 de la Corée.

[63] Article 17 2) des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM, pièce n° 13 des CE.

[RCC: omis dans la version publique.]

7.92 D'après la Corée, l'article 25 des Lignes directrices modifiées sur les taux d'intérêt et les commissions de la KEXIM dispose ce qui suit:

[RCC: omis dans la version publique.]

[...]

[RCC: omis dans la version publique.]

7.93 La traduction ci-dessus des articles 17 et 25 a été jointe à la réponse de la Corée à la question n° 57 du Groupe spécial, et modifie la traduction initialement communiquée par la Corée au cours de la présente procédure. Les CE n'ont pas contesté l'exactitude de la traduction modifiée.

7.94 Nous ne jugeons pas correct l'argument des CE selon lequel les articles 17 2) (taux d'ajustement en fonction du marché pour les taux d'intérêt des prêts) et 25 6) (taux d'ajustement en fonction du marché pour les primes de garantie) ne permettent qu'un ajustement à la baisse. À notre avis, le fait que ces dispositions ne font pas explicitement référence à des ajustements à la hausse ne veut pas dire qu'elles devraient être interprétées comme signifiant que des ajustements à la hausse sont exclus. En effet, nous notons que la Corée a présenté des éléments de preuve concernant des situations dans lesquelles des ajustements à la hausse ont été effectués dans la pratique (voir la réponse de la Corée à la question n° 58 du Groupe spécial). En outre, nous notons que les articles 17 2) et 25 6) n'imposent pas de limite sur le montant de l'ajustement à la hausse. La possibilité d'un ajustement à la hausse et l'absence de limite quant au montant d'un tel ajustement signifient que la KEXIM n'est pas automatiquement obligée d'accorder un financement inférieur au marché.

7.95 En outre, nous notons l'argument des CE selon lequel les dispositions concernant l'ajustement en fonction du marché mentionnées plus haut ne "garantissent" pas que la KEXIM fournira des services aux taux du marché. Comme il est dit plus haut, nous n'estimons pas que l'absence d'obligation pour la KEXIM d'appliquer les taux du marché permette de constater que le régime juridique de la KEXIM prescrit des taux inférieurs à ceux du marché et donc un subventionnement. Nous rappelons aussi que dans l'affaire *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, l'Organe d'appel a exprimé des réserves au sujet de l'application d'un critère "garantir" en notant qu'il "serait très difficile, sinon impossible, de respecter" un tel critère.[64] Nous rappelons aussi que le Groupe spécial a uniquement appliqué le critère "garantir" parce que celui-ci avait été proposé par les parties dans ladite affaire.[65]

7.96 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons les arguments des CE concernant les articles 17 2) et 25 6) des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM.

KEXIM On-Line Road Show

- Arguments des parties

7.97 Les CE estiment que la KEXIM a elle-même reconnu que son rôle était de fournir des contributions financières aux exportateurs coréens dans des cas et à des conditions qui ne seraient pas acceptés par les banques commerciales. À cet égard, les CE notent que d'après le document intitulé "On-Line Road Show" 2003 de la KEXIM, l'une des missions fondamentales de la KEXIM est d'exercer "un rôle et une fonction complémentaires mais pionniers pour l'économie nationale, que les

[64] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphe 38.
[65] Voir le rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphe 5.66.

banques commerciales pourraient difficilement assumer".[66] Les CE affirment que la KEXIM a donc reconnu que son rôle était de fournir des contributions financières aux exportateurs coréens dans des cas et à des conditions qui ne seraient pas acceptés par les banques commerciales.

7.98 La Corée affirme que le document "On-Line Road Show" contient une description du rôle et de la fonction spécialisés exercés par la KEXIM en tant qu'organisme de crédit à l'exportation. Elle déclare que les organismes de crédit à l'exportation, tels que la KEXIM, fournissent généralement un financement spécialisé lié au commerce qui comporte des prêts à long terme liés à des projets (par exemple des prêts à l'exportation à moyen et à long terme), des modalités de remboursement spéciales (remboursements différés ou spécialement structurés) ou des méthodes spéciales de nantissement. Elle estime qu'il importe de se souvenir du contexte dans lequel la KEXIM a été créée, à savoir que la Corée était un pays en développement où les marchés financiers étaient insuffisamment formés, entre autres choses. Selon elle, il est tout à fait courant dans ces situations que des banques spécialisées soient mises en place pour apporter ce savoir-faire pionnier. La Corée estime que le document "On-Line Road Show" est dénué de pertinence pour la question d'un financement par la KEXIM inférieur au marché.

- Évaluation par le Groupe spécial

7.99 Nous notons que les CE se réfèrent au document "On-Line Road Show" comme élément de preuve montrant que "la KEXIM a reconnu que son rôle était de fournir des contributions financières aux exportateurs coréens dans des cas et à des conditions qui ne seraient pas acceptés par les banques commerciales".[67] Ce document décrit la pratique alléguée de la KEXIM et non les obligations juridiques de la banque dans le cadre de son régime juridique. Étant donné que le document "On-Line Road Show" concerne la pratique, et non le régime juridique de la KEXIM en soi, il n'a pas d'incidence sur nos constatations concernant l'allégation des CE à l'encontre du régime juridique de la KEXIM "en tant que tel".

Maintien de la compétitivité au niveau international

- Arguments des parties

7.100 Les CE affirment que l'article 26 de la Loi KEXIM montre que la KEXIM attache plus d'importance à la "compétitivité au niveau international" des entreprises coréennes à vocation exportatrice qu'à sa propre situation financière, une situation qui lui permet d'être mieux à même d'accorder un soutien à des conditions meilleures que celles qui sont disponibles sur le marché.

7.101 L'article 26 dispose ce qui suit:

> Sauf lorsque cela est inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter les exportations, ou pour promouvoir l'investissement à l'étranger ou l'exploitation à l'étranger de ressources naturelles, les taux d'intérêt, les taux d'escompte et les taux de commission applicables aux prêts, escomptes et garanties ... seront fixés de façon à couvrir les dépenses d'exploitation, les commissions pour la réalisation d'opérations déléguées, les intérêts sur les fonds empruntés, et l'amortissement d'actifs qui sont à la charge [de la KEXIM].

7.102 Les CE affirment que même si l'article 26 de la Loi KEXIM dispose que les taux d'intérêt et les commissions appliqués pour les prêts et garanties doivent être fixés de façon à couvrir les frais d'exploitation de la KEXIM, il n'y aucune prescription obligeant la KEXIM à établir des taux qui

[66] Pièce n° 17 des CE.
[67] Première communication écrite des CE, paragraphe 128.

soient conformes à ceux du marché. Les CE notent que l'article 26 permet à la KEXIM d'éviter l'obligation de couvrir ses frais d'exploitation lorsque cela est "inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter les exportations ...".

7.103 La Corée estime que l'article 26 n'a pas d'autre but que d'assurer que tous les taux et commissions couvrent "au moins" les coûts lorsque la KEXIM fournit un financement. Elle affirme que l'article 26 n'interdit pas à la KEXIM de faire des bénéfices et, au contraire, l'oblige effectivement à mener des activités rentables. Elle fait valoir que d'autres dispositions pertinentes du Décret KEXIM, telles que l'article 17-3 à 17-13 (qui énonce les paramètres d'une gestion saine et rentable de la KEXIM), imposent aussi effectivement à la KEXIM l'obligation d'exercer ses activités dans un but lucratif. La Corée affirme en outre que, d'après les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM, les taux d'intérêt et les commissions de la banque sont toujours alignés sur les taux du marché.

7.104 La Corée dit que le membre de phrase "inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter les exportations" a été inclus dans l'article 26 de la Loi KEXIM pour donner à la KEXIM la possibilité de fournir un financement à des niveaux inférieurs aux coûts dans des situations exceptionnelles où elle doit faire face à une rude concurrence d'établissements financiers étrangers, en matière de "taux", comme dans le contexte de l'"alignement" en vertu de l'*Arrangement de l'OCDE*. La Corée dit que, du fait que l'"alignement" serait exceptionnel, l'article 26 emploie le terme "inévitable", qui signifie que dans des circonstances normales ou ordinaires, cette exception ne doit pas s'appliquer. Elle note que cette "exception" au titre de l'article 26 n'a jamais été appliquée en pratique jusqu'à présent. Elle affirme en outre que la KEXIM a interprété ce mécanisme d'alignement d'une manière tellement restrictive qu'il ne peut s'appliquer que pour l'alignement de la "prime pour risque pays", et non du taux d'intérêt total appliqué par les organismes de crédit à l'exportation concurrents. La Corée estime aussi que même si les taux d'intérêt de la KEXIM avaient été, dans des circonstances exceptionnelles, inférieurs aux dépenses d'exploitation de la banque (ce qui, selon la Corée, n'a jamais été le cas), cela n'a rien à voir avec la constatation de l'existence d'un avantage ou d'une subvention. Selon la Corée, pour autant que l'article 26 autorise la KEXIM à s'aligner sur les faibles taux d'intérêt pratiqués par d'autres organismes de crédit à l'exportation concurrents, la KEXIM finira toujours par appliquer le point de repère du marché (c'est-à-dire les conditions en vigueur sur le marché), que son taux soit ou non inférieur ou supérieur à ses dépenses d'exploitation.

7.105 Les CE notent l'argument de la Corée selon lequel cette disposition permet à la KEXIM de fournir un financement à un taux inférieur au coût lorsqu'elle recourt à l'"alignement" en vertu de l'*Arrangement de l'OCDE*. Cependant, les CE considèrent que cette explication ne justifie pas la disposition. Premièrement, elles affirment qu'il n'y a strictement aucune mention dans cette disposition ni de l'*Arrangement de l'OCDE* ni de l'"alignement". Même si l'article 43 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM fait bien référence à l'alignement, les CE estiment que rien dans ces Lignes directrices n'indique que cet article devrait être lu conjointement avec l'article 26 de la Loi KEXIM. Deuxièmement, les CE notent que le Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs* a conclu que l'"alignement" dans le cadre de l'*Arrangement de l'OCDE* ne constituait pas un moyen de défense affirmatif valable pour des mesures qui étaient contraires au libellé de l'*Accord SMC*.[68]

- Évaluation par le Groupe spécial

7.106 Laissant de côté la question de savoir si l'"alignement" dans le cadre de l'*Arrangement de l'OCDE* est ou non conforme à l'*Accord SMC*, nous noterions simplement que les CE appliquent à

[68] Les CE se réfèrent à cet égard au rapport du Groupe spécial *Canada – Crédits et garanties pour les aéronefs*, paragraphe 7.180.

nouveau le critère juridique incorrect en maintenant leurs arguments concernant l'article 26 de la Loi KEXIM. Premièrement, les CE déclarent qu'il n'y a aucune prescription selon laquelle les taux de la KEXIM doivent s'accorder avec ceux du marché. Or, comme il est indiqué plus haut, le fait qu'il n'y a pas de prescription imposant d'agir en fonction des conditions du marché ne signifie pas *ipso facto* qu'il est exigé, ou prescrit, que la KEXIM consente des conditions inférieures au marché. Deuxièmement, les CE affirment que l'article 26 autorise la KEXIM à éviter l'obligation de couvrir ses frais d'exploitation dans certaines circonstances, et accroît sa capacité d'accorder un soutien à des conditions meilleures que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. Or, à nouveau, les CE ne font pas valoir que l'article 26 exige que la KEXIM fournisse un financement inférieur au marché. Donner à un organisme public la capacité juridique et financière de subventionner n'est pas la même chose que l'obliger à le faire.

Conclusion

7.107 Pour les raisons exposées ci-dessus, les CE n'ont pas établi *prima facie* que le régime juridique de la KEXIM prescrit un subventionnement. Bien que certaines dispositions du régime juridique de la KEXIM pourraient indiquer qu'il a été conçu comme un moyen d'accorder des subventions, une conclusion selon laquelle ce régime *pourrait* être appliqué d'une manière qui confère un avantage ne serait pas une base suffisante pour conclure que le régime en tant que tel est une législation impérative susceptible d'être incompatible avec l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[69]

d) Subordination aux exportations

i) Arguments des parties

7.108 Les CE estiment que, conformément à l'article 18 de la Loi KEXIM, les contributions financières de la KEXIM sont accordées "afin de faciliter les exportations de produits" et sont donc subordonnées aux exportations au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

7.109 La Corée n'a pas pris position sur la question de savoir si le régime juridique de la KEXIM est ou non subordonné aux exportations.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.110 À la lumière de notre constatation selon laquelle les CE n'ont pas établi *prima facie* que le régime juridique de la KEXIM prescrit un subventionnement, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer si oui ou non ce régime est alors "subordonné[ ] ... aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

e) Conclusion

7.111 Étant donné que nous avons constaté que les CE n'avaient pas établi *prima facie* que le régime juridique de la KEXIM prescrivait un subventionnement, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle le régime juridique de la KEXIM "en tant que tel" est incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

[69] Nous notons qu'une approche semblable a été adoptée par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs, deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS46/RW/2, adopté le 23 août 2001, paragraphe 5.43, DSR 2001:XI, 5481.

2. Programme APRG

7.112 Une APRG donne aux acheteurs étrangers la garantie qu'ils obtiendront le remboursement de tout paiement anticipé versé à un exportateur, y compris tous intérêts acquis sur les paiements anticipés, en cas de défaut de la société coréenne dans le cadre du contrat d'exportation pertinent. En contrepartie, l'exportateur coréen verse une prime consistant en 1) un taux de base minimal, et 2) des marges additionnelles (par exemple marges pour risque de crédit et pour risque de marché).

a) Arguments des parties

7.113 Les CE affirment que le programme APRG de la KEXIM "en tant que tel" prévoit l'octroi de subventions qui sont subordonnées aux exportations, d'une manière contraire à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Elles déclarent que le programme APRG prévoit des contributions financières car i) la KEXIM est un organisme public, et ii) les APRG constituent un "transfert direct potentiel de fonds" selon l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Elles disent que le programme APRG confère un avantage car, bien que la KEXIM prélève une prime lors de l'octroi d'APRG, cette prime ne prend pas en compte le degré de solvabilité, ou l'absence de solvabilité, des exportateurs coréens. Selon les CE, la KEXIM émet des garanties sans prendre dûment en considération les risques que comporte la transaction - dans de nombreux cas, en accordant des garanties à des sociétés aux prises avec des difficultés financières qui n'auraient pas été en mesure d'obtenir une garantie auprès d'une banque commerciale. Les CE disent que le programme APRG est *de jure* subordonné aux exportations car les APRG de la KEXIM sont fournies dans le but spécifique de garantir les acomptes versés pour des marchandises coréennes destinées à l'exportation.

7.114 La Corée affirme que la description de la mesure donnée par les CE est incomplète et insuffisante pour étayer leur allégation concernant le programme APRG de la KEXIM. Selon elle, alors qu'il y a une définition de ce que les garanties appelées APRG impliquent pour les fabricants des biens d'équipement et leurs acheteurs, les CE n'indiquent pas ce qui constitue précisément le soi-disant "programme APRG". La Corée estime que la mesure en cause est donc non définie et qu'elle ne peut pas en tant que telle faire l'objet d'une analyse factuelle ou juridique détaillée.

7.115 La Corée nie aussi que le programme APRG constitue une subvention à l'exportation prohibée. Elle affirme que ce programme ne constitue pas une contribution financière visée par l'*Accord SMC* car la KEXIM n'est pas un "organisme public". Elle nie aussi que le programme APRG confère un "avantage". La Corée affirme que les CE doivent fournir un point de repère qui permettrait de dire si le programme APRG "en tant que tel" aboutit à des taux de prime qui confèrent un avantage. Elle estime que les CE ne se sont pas acquittées de cette tâche, car elles font uniquement référence à certaines APRG individuelles accordées à des chantiers navals considérés isolément et non aux conditions de base du programme en tant que tel, quel que soit le secteur d'activité. À titre subsidiaire, la Corée estime que le programme APRG bénéficie de la clause de refuge au titre du point j) de la *Liste exemplative de subventions à l'exportation.*

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.116 Nous examinerons d'abord les arguments de la Corée concernant l'indication de la mesure. Nous examinerons ensuite la substance de l'allégation formulée par les CE à l'encontre du programme APRG.

7.117 En ce qui concerne l'indication de la mesure en cause, le Groupe spécial a demandé aux CE de préciser dans quelle mesure leur allégation à l'encontre du programme APRG différait de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM. En réponse à la question n° 138 du Groupe spécial, les CE ont déclaré que les programmes APRG et PSL étaient liés au régime juridique de la KEXIM, en ce sens qu'ils étaient une conséquence de ce régime. Selon les CE, les programmes

APRG et PSL sont aussi distincts du régime juridique de la KEXIM car, bien que ce régime prévoie la fourniture par la KEXIM de services financiers, ces services ne doivent pas nécessairement être les programmes APRG et PSL, du fait que la KEXIM pourrait apporter une aide financière aux exportateurs sous d'autres formes.

7.118 En outre, dans leur première communication écrite, les CE ont déclaré que le programme APRG avait été mis en place immédiatement après la création de la KEXIM, et qu'il avait été administré depuis lors conformément à l'article 18 de la Loi KEXIM.[70] Les CE estiment aussi que la KEXIM est autorisée à émettre des "garanties de bonne exécution en relation avec les contrats d'exportation" conformément à l'article 23 1) du Manuel d'exploitation de la KEXIM.[71]

7.119 À notre avis, les CE ont fait assez pour identifier un programme APRG "en tant que tel". Nous estimons que le fondement juridique de ce programme est énoncé à l'article 18 de la Loi KEXIM et à l'article 23 1) du Manuel d'exploitation de la KEXIM. Nous effectuerons notre analyse du subventionnement et de la subordination aux exportations sur la base de ces dispositions.

7.120 Nous rappelons qu'une mesure est uniquement une subvention visée par l'*Accord SMC* si elle est une "contribution financière" des pouvoirs publics ou d'un organisme public qui confère un "avantage". Nous avons déjà constaté que la KEXIM était un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*.[72] En ce qui concerne l'élément "contribution financière", nous acceptons l'argument des CE selon lequel le programme APRG, conformément à l'article 23 1) du Manuel d'exploitation de la KEXIM, prévoit un "transfert direct potentiel de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Nous constatons en conséquence que le programme APRG constitue une "contribution financière" visée par l'*Accord SMC*.

7.121 Quant à la question de savoir si le programme APRG "en tant que tel" confère un "avantage", cependant, nous rappelons que nous appliquons l'approche impératif/facultatif traditionnelle. La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si le programme APRG prescrit ou non l'octroi d'un avantage en exigeant la fourniture d'APRG à des conditions plus favorables que celles que les chantiers navals coréens pourraient obtenir sur le marché. Nous n'estimons pas que les CE aient établi des éléments *prima facie* à cet effet.[73] Tant l'article 18 de la Loi KEXIM que l'article 23 1) du Manuel d'exploitation de la KEXIM ne mentionnent même pas les conditions auxquelles la KEXIM offrira des APRG, et encore moins n'imposent des garanties inférieures au marché. Les CE n'ont indiqué aucune autre disposition régissant les conditions des APRG.[74] En conséquence, nous rejetons

[70] Voir les réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V (version non confidentielle), réponse n° 1.2 26), pages 14 et 15 (pièce n° 39 des CE).

[71] Voir KEXIM Operating Manual, réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V, pièce jointe n° 1.1 9) (pièce n° 58 des CE).

[72] Voir le paragraphe 7.50 *supra*.

[73] Nous notons que les CE ont fait valoir que la KEXIM n'avait pas appliqué de marge pour risque de crédit avant le 12 mars 1998. Étant donné que les dispositions relatives au risque de crédit ont été adoptées après cette date, l'absence de toute obligation d'imposer des marges pour risque de crédit dans le programme APRG antérieur au 12 mars 1998 n'est pas pertinente pour notre analyse des allégations formulées par les CE à l'encontre (de la version actuelle) du programme APRG "en tant que tel".

[74] Bien que les CE aient présenté des éléments de preuve concernant la pratique de la KEXIM pour ce qui est de la fourniture des garanties APRG (voir les paragraphes 146 à 148 de la première communication écrite des CE), ces éléments de preuve concernant la pratique ne sont pas pertinents pour notre analyse de l'allégation formulée par les CE à l'encontre du programme APRG "en tant que tel". Le Groupe spécial ne savait pas très bien, dans un premier temps, si les CE avaient présenté ces éléments de preuve concernant la pratique relevant du programme APRG pour étayer leur allégation à l'encontre de ce programme "en tant que tel", mais les CE ont confirmé dans leur réponse à la question n° 8 du Groupe spécial qu'à leur avis, les pratiques "constitu[aient] ... en propre des violations distinctes". En outre, en réponse à la question n° 138 du Groupe spécial, les CE ont dit que "les transactions individuelles concernant les subventions à l'exportation ... constitu[aient] … des violations distinctes, quoique liées".

l'allégation des CE selon laquelle le programme APRG "en tant que tel" constitue une subvention. Pour cette raison, nous n'avons besoin d'examiner ni l'allégation des CE selon laquelle le programme APRG est *de jure* subordonné aux exportations, ni l'invocation par la Corée du point j) de la *Liste exemplative*.

3. Programme PSL

7.122 Les PSL sont des prêts consentis à des sociétés coréennes en relation avec des contrats d'exportation en vue d'aider les exportateurs coréens à financer la production.

a) Arguments des parties

7.123 Les CE affirment que le programme PSL de la KEXIM, "en tant que tel", prévoit l'octroi de subventions qui sont subordonnées aux exportations, d'une manière contraire à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Elles disent que le programme PSL prévoit des contributions financières visées par l'*Accord SMC* car i) la KEXIM est un organisme public, et ii) les PSL constituent un "transfert direct de fonds" selon l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Les CE estiment que le programme PSL confère un avantage car les PSL sont accordés à des taux d'intérêt préférentiels qui placent les exportateurs coréens dans une situation plus avantageuse que s'ils devaient obtenir ce financement aux conditions du marché. Les CE font observer que le site Web de la KEXIM décrit le programme PSL comme visant "à encourager l'exportation de biens d'équipement tels que ... les navires ... en prévoyant des crédits plus importants et des délais de remboursement plus longs que ceux que les fournisseurs ou les banques commerciales consentiraient".[75] Selon les CE, cela montre que le but même des prêts avant expédition de la KEXIM est de fournir un financement aux constructeurs navals à des conditions meilleures que celles que ces derniers pourraient obtenir sur le marché. Les CE estiment que le programme PSL est *de jure* subordonné aux exportations car les PSL de la KEXIM sont accordés dans le but spécifique de garantir les acomptes versés pour des marchandises coréennes destinées à l'exportation.

7.124 La Corée dit que les CE n'ont pas indiqué ce que constituait précisément le soi-disant "programme de prêts avant expédition de la KEXIM". Elle estime, en conséquence, que la mesure en cause est non définie et ne peut pas "en tant que telle" faire l'objet d'une analyse factuelle ou juridique détaillée. Elle affirme en outre que les CE ne s'appuient sur rien d'autre que des déclarations générales - non étayées par des éléments de preuve ou, dans certains cas, purement et simplement inexactes - en ce qui concerne le point de repère sur la base duquel elles allèguent que le programme de prêts avant expédition confère un avantage. Selon la Corée, les CE n'ont pas établi *prima facie* que le programme PSL "en tant que tel" constituait une subvention. D'après elle, comme les taux d'intérêt pour les prêts avant expédition relevant du programme de la KEXIM sont déterminés compte tenu de taux de base correspondant aux taux du marché, de la cote de crédit du fabricant des biens d'équipement couverts par le prêt avant expédition et du nantissement fourni par le bénéficiaire du prêt, le programme de prêts avant expédition "en tant que tel" ne confère pas un avantage. En ce qui concerne le passage du site Web de la KEXIM mentionné plus haut, la Corée estime que le fait d'accorder un délai plus long que celui qui est généralement offert ne signifie pas que les taux sont inférieurs à ceux du marché, car il s'agit de savoir comment ces taux sont ajustés pour tenir compte de conditions différentes. Selon elle, le montant d'un crédit peut nécessiter ou ne pas nécessiter des taux différents; cela dépend de facteurs sans rapport avec le seul montant. À titre subsidiaire, la Corée estime que le programme PSL bénéficie de la clause de refuge conformément au premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative.*

[75] Voir Description of Services and Products, "Project Related Guarantee" <http://www.koreaexim.go.kr/web/eng/products/M03/s3_02.html> (pièce n° 26 des CE).

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.125 Nous rappelons que les CE ont répondu à la question n° 138 du Groupe spécial concernant l'indication du programme PSL, comme il est exposé au paragraphe 7.117 ci-dessus. Nous notons aussi que les CE ont déclaré que le programme PSL avait été mis en place immédiatement après la création de la KEXIM et qu'il avait été administré depuis lors conformément à l'article 18 de la Loi KEXIM.[76] Les CE ont aussi fait valoir que la KEXIM était autorisée à consentir des "prêts à l'exportation avant la livraison qui [étaient] accordés jusqu'à la date de livraison des biens et/ou services exportés concernés" conformément à l'article 11 4) du Manuel d'exploitation de la KEXIM.[77] À la lumière de ces considérations, nous constatons que les CE ont fait assez pour identifier un programme PSL "en tant que tel". Nous considérons que le fondement juridique de ce programme est énoncé à l'article 18 de la Loi KEXIM et à l'article 11 4) du Manuel d'exploitation de la KEXIM. Nous effectuerons notre analyse sur la base de ces dispositions.

7.126 En ce qui concerne l'existence d'une "contribution financière" visée par l'*Accord SMC*, nous avons déjà constaté que la KEXIM était un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*. Nous acceptons en outre l'argument des CE selon lequel le programme PSL, conformément à l'article 11 du Manuel d'exploitation de la KEXIM, prévoit un "transfert direct de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Nous constatons en conséquence que le programme PSL constitue une "contribution financière" visée par l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*.

7.127 Quant au point de savoir si le programme PSL confère un "avantage" et constitue en conséquence une subvention, la question dont nous sommes saisis est de savoir si le programme PSL prescrit ou non l'octroi d'un avantage en exigeant la fourniture de PSL à des conditions plus favorables que celles que les chantiers navals coréens pourraient obtenir sur le marché. Nous n'estimons pas que les CE aient établi des éléments *prima facie* à cet effet.[78] Tant l'article 18 de la KEXIM que l'article 11 4) du Manuel d'exploitation de la KEXIM ne mentionnent même pas les conditions auxquelles la KEXIM offrira des PSL, et encore moins n'imposent des prêts inférieurs au marché. Les CE n'ont indiqué aucune autre disposition régissant les conditions des PSL.[79]

7.128 En ce qui concerne le document figurant sur le site Web de la KEXIM, nous notons qu'il a été présenté par les CE à l'appui d'un argument concernant le "but"[80] du programme PSL. Nous rappelons, toutefois, que la question à laquelle nous devons répondre est de savoir si le programme PSL oblige ou non la KEXIM à octroyer des subventions à l'exportation prohibées. L'intention qui

[76] Voir les réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V (version non confidentielle), réponse n° 1.2 26), pages 14 et 15 (pièce n° 39 des CE).

[77] Voir KEXIM Operating Manual, pièce n° 58 des CE.

[78] Nous notons que les CE ont fait valoir au sujet tant du programme APRG que du programme PSL que la KEXIM n'avait pas appliqué de marge pour risque de crédit avant le 12 mars 1998. Étant donné que les dispositions relatives au risque de crédit ont été adoptées après cette date, l'absence de toute obligation d'imposer des marges pour risque de crédit dans les programmes antérieurs au 12 mars 1998 n'est pas pertinente pour notre analyse des allégations formulées par les CE à l'encontre des programmes APRG et PSL "en tant que tels".

[79] Bien que les CE aient présenté des éléments de preuve concernant la pratique de la KEXIM pour ce qui est de l'octroi de PSL (voir le paragraphe 161 de la première communication écrite des CE), ces éléments de preuve concernant la pratique ne sont pas pertinents pour notre analyse de l'allégation formulée par les CE à l'encontre du programme PSL "en tant que tel". Le Groupe spécial ne savait pas très bien, dans un premier temps, si les CE avaient présenté ces éléments de preuve concernant la pratique relevant du programme PSL pour étayer leur allégation à l'encontre de ce programme "en tant que tel", mais les CE ont confirmé dans leur réponse à la question n° 8 du Groupe spécial qu'à leur avis, les pratiques "constitu[aient] ... en propre des violations distinctes". En outre, en réponse à la question n° 138 du Groupe spécial, les CE ont dit que "les transactions individuelles concernant les subventions à l'exportation ... constitu[aient] ... des violations distinctes, quoique liées".

[80] Voir la première communication écrite des CE, paragraphe 159.

sous-tend le programme PSL n'est pas pertinente pour cette question. À cet égard, nous souscrivons à l'affirmation ci-après du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)*:

> À notre avis, une conclusion établissant que le PROEX III *pourrait* être appliqué d'une manière qui confère un avantage, ou même qu'il a été conçu pour être appliqué de cette manière, et qu'il *le serait très certainement*, ne constituerait pas une base suffisante pour conclure que ce programme en tant que tel est une législation impérative susceptible d'être incompatible avec l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[81]

7.129 À la lumière de ce qui précède, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle le programme PSL constitue une subvention. Pour cette raison, nous n'avons besoin d'examiner ni l'allégation des CE selon laquelle le programme PSL "en tant que tel" est *de jure* subordonné aux exportations, ni l'invocation par la Corée du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*.

4. Transactions APRG individuelles

7.130 Les CE ont indiqué un certain nombre d'APRG de la KEXIM dont elles allèguent qu'elles sont des subventions à l'exportation prohibées. Elles font valoir que ces APRG ont été accordées à des conditions plus favorables que celles que les bénéficiaires auraient pu obtenir sur le marché. Cet argument est fondé sur une comparaison entre les conditions des APRG de la KEXIM et celles des APRG de certaines autres banques nationales et des banques étrangères.

7.131 La Corée conteste que les APRG indiquées par les CE constituent des subventions à l'exportation prohibées. À titre subsidiaire, elle affirme que les APRG de la KEXIM bénéficient d'une clause de refuge qui ressort d'une lecture *a contrario* du point j) de la *Liste exemplative*. Les CE estiment que la Corée ne peut pas faire valoir un moyen de défense au titre du point j).

7.132 Les arguments des parties soulèvent un certain nombre de questions horizontales, qui portent pour la plupart sur les points de repère du marché proposés par les CE. Nous examinerons ces questions horizontales avant de passer aux arguments des parties concernant des transactions spécifiques. Au cas où nous constaterions que l'une quelconque des transactions APRG pertinentes est incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, nous examinerons la possibilité de présenter un moyen de défense au titre du point j) de la *Liste exemplative*.

a) Questions horizontales

7.133 Les parties ont présenté des arguments concernant les questions horizontales suivantes: désignation d'un fournisseur étranger spécifique d'APRG par l'acheteur du navire, utilisation de points de repère étrangers, marges pour risque pays, utilisation de points de repère nationaux, marge pour risque de crédit, subventions antérieures, et déductions défavorables.

i) Désignation d'un fournisseur étranger d'APRG par l'acheteur

7.134 La Corée affirme que certains chantiers navals n'ont pas toujours la possibilité de choisir l'établissement financier qui fournirait les APRG pour ses clients, puisque certains acheteurs exigent des chantiers navals coréens qu'ils se procurent des APRG auprès de banques étrangères désignées. Elle a communiqué des éléments de preuve concernant un certain nombre de cas de désignation en ce sens. Les CE n'ont pas répondu à l'argument de la Corée.

[81] *Brésil – Aéronefs, deuxième recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, paragraphe 5.43. (italique dans l'original)

7.135 Selon nous, le fait qu'un acheteur désigne la source auprès de laquelle un chantier naval doit se procurer une APRG établit *prima facie* que cette APRG ne devrait pas être traitée comme un point de repère du marché. En pareil cas, la désignation du fournisseur d'APRG par l'acheteur signifie qu'il y a un risque que l'APRG ne soit pas négociée dans des conditions de pleine concurrence puisque le chantier naval est un acheteur captif. Le chantier naval pourrait donc payer un taux plus élevé qu'il ne le ferait s'il avait la possibilité de s'adresser à d'autres fournisseurs et d'en comparer les offres.

7.136 La Corée a communiqué des éléments de preuve relatifs à une transaction (pièce n° 59 de la Corée) montrant que l'acheteur, **[RCC: omis dans la version publique]** a désigné **[RCC: omis dans la version publique]** comme fournisseur de deux APRG qui sont proposées par les CE comme points de repère du marché pour l'évaluation des conditions auxquelles les APRG de la KEXIM ont été fournies en ce qui concerne Daedong. Pour les raisons exposées au paragraphe précédent, et étant donné l'absence de réfutation par les CE, nous n'admettons pas que ces deux APRG, datées du 7 juillet 1999, soient utilisées comme points de repère du marché. Cela dit, nous notons qu'il reste néanmoins une APRG **[RCC: omis dans la version publique]** (accordée aux mêmes conditions et au sujet de laquelle la Corée n'a pas produit d'élément de preuve montrant une désignation par l'acheteur) pour servir de point de repère du marché.

7.137 La Corée a présenté également, dans ses pièces n° 58 et 83, d'autres éléments de preuve au sujet de fournisseurs étrangers d'APRG, qui sont toutefois moins probants. La pièce n° 58 de la Corée a trait à une transaction APRG qui n'est pas proposée par les CE comme point de repère du marché. Les éléments de preuve figurant dans la pièce n° 83 de la Corée se rapportent à des APRG fournies à des chantiers navals qui ne sont pas visés par ces allégations concernant des subventions à l'exportation prohibées. Les éléments de preuve figurant dans ces pièces ne sont donc pas directement pertinents pour nos constatations.

ii) Point de repère du marché étranger

7.138 Au début de la procédure, le Groupe spécial avait l'impression que la Corée faisait valoir, en droit, que les APRG fournies par les banques étrangères ne pouvaient pas faire partie du "marché" avec lequel les APRG fournies par la KEXIM pourraient être comparées. Pendant la deuxième réunion de fond, cependant, la Corée a indiqué ce qui suit:

> "le Groupe spécial voudra peut-être faire comme le demandent les CE et décider que les prêteurs étrangers peuvent faire partie du marché, mais cette décision serait complètement à côté de la question du choix d'un point de repère approprié. Les CE citent le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux* pour étayer leur position, mais cela ne sert qu'à illustrer l'argument fictif qu'elles avancent".[82]

7.139 Compte tenu de cette déclaration, nous n'estimons pas que la Corée conteste, en droit, que des points de repère du marché étrangers pourraient être utilisés.[83] Au lieu de cela, nous croyons comprendre qu'elle fait valoir, en fait, que les points de repère du marché étrangers invoqués par les CE ne sont pas représentatifs des activités APRG sur le marché coréen puisque les fournisseurs

[82] Deuxième déclaration orale de la Corée, paragraphe 77.

[83] Nous estimons donc que tout argument éventuel présenté par la Corée selon lequel les APRG fournies par des banques étrangères ne pourraient pas faire partie du "marché" auquel les APRG de la KEXIM pourraient être comparées est un "argument fictif" que nous n'avons pas besoin d'examiner.

étrangers d'APRG ne sont intervenus dans ce domaine qu'à titre exceptionnel et qu'ils avaient une moins bonne connaissance de ces transactions.[84]

7.140 En réponse, les CE estiment qu'il n'y a aucune raison de penser que les établissements étrangers sont moins capables d'évaluer la solvabilité d'un chantier naval ou sa capacité technique d'exécuter le projet de construction jusqu'à la livraison. En réponse à la question n° 10 des CE, la Corée a indiqué que son argument "repos[ait] sur des discussions avec les chantiers navals et la KEXIM. La Corée [avait] demandé aux chantiers navals et à la KEXIM une documentation complémentaire que les pouvoirs publics coréens communiquer[aient] dès qu'ils l'aur[aient] reçue".

7.141 Nous n'estimons pas qu'une vague référence à l'opinion des chantiers navals et de la KEXIM soit suffisante pour que l'on rejette les points de repère du marché étrangers proposés par les CE. Nous notons également qu'en dépit de la réponse de la Corée à la question n° 10 des CE, aucune documentation confirmant l'opinion alléguée des chantiers navals et de la KEXIM n'a été communiquée au cours des étapes ultérieures de la procédure du Groupe spécial. En l'absence d'arguments plus solides de la Corée en ce qui concerne les défauts allégués de l'évaluation de la solvabilité des chantiers navals par les banques étrangères, nous ne sommes pas convaincus par son argument selon lequel les points de repère étrangers ne sont pas appropriés parce que ces banques n'étaient pas au fait des opérations APRG. Selon nous, pour autant que les conditions d'une APRG soient négociées dans des conditions de libre concurrence et à la juste valeur marchande, le fait que le fournisseur n'effectue qu'un nombre limité de transactions ne devrait pas être déterminant, et ne devrait pas empêcher que ces transactions servent de points de repère du marché.

iii) Marges pour risque pays

7.142 La Corée a présenté des éléments de preuve indiquant qu'au moins une banque étrangère proposée par les CE comme point de repère du marché incluait une marge pour risque pays de 0,6 pour cent dans les taux APRG qu'elle appliquait aux chantiers navals coréens. Elle fait observer que toutes les autres banques étrangères auraient fait de même. Elle estime que cela signifie que les taux APRG du marché étrangers ne peuvent pas être comparés aux taux des APRG de la KEXIM sans avoir été ajustés pour tenir compte du risque pays.

7.143 Les CE ne contestent pas que les fournisseurs d'APRG étrangers auraient inclus une marge pour risque pays. Cependant, elles estiment que les banques coréennes auraient également dû inclure la même marge, puisque les APRG étaient fournies dans une monnaie étrangère (à savoir le dollar EU). Elles font valoir que le risque lié à la fourniture à une entreprise coréenne d'une APRG libellée dans une monnaie étrangère, comme c'est le cas pour la plupart des APRG, est le même indépendamment du lieu d'implantation de la banque. Elles notent à cet égard que d'après le *Comptroller's Handbook on Country Risk Management* (Manuel du contrôleur sur la gestion du risque pays) établi par le Contrôleur de la monnaie des États-Unis, "[l]e risque pays n'est pas nécessairement limité aux risques que comportent pour une banque des contreparties domiciliées à l'étranger".[85]

7.144 Les CE affirment qu'une prime pays relative à la Corée doit être prise en compte chaque fois qu'il existe un risque devise, indépendamment de la question de savoir si c'est une banque nationale ou une banque étrangère qui émet les APRG. Elles affirment que la KEXIM a fixé des taux inférieurs

[84] Eu égard au paragraphe 79 de la deuxième déclaration orale de la Corée, on pourrait également comprendre que la Corée fait valoir que tous les points de repère étrangers sont sujets à caution car les banques étrangères ont accordé des APRG uniquement lorsqu'elles étaient désignées par l'acheteur. Cependant, comme la Corée a soulevé ces deux questions séparément dans sa communication précédente, nous continuerons de les traiter séparément dans les présentes constatations. La question de la désignation par l'acheteur est traitée aux paragraphes 7.134 à 7.137 *supra*.

[85] Pièce n° 148 des CE, page 9.

à ceux du marché parce qu'elle n'a pas pris en compte ce risque devise. Selon les CE, le risque pays lié à la Corée doit être pris en compte dans le prix, à titre de majoration pour couvrir le risque de transfert du fait que l'entreprise doit trouver les devises dans le cas où les pouvoirs publics veulent conserver les devises "fortes", et à titre de majoration du fait que la banque doit obtenir un refinancement dans la monnaie étrangère (en cas de défaillance du chantier naval).

7.145 La Corée fait observer que les banques coréennes nationales, par définition, ne peuvent pas faire face au risque lié à leur propre pays. Elle affirme que, pour les banques coréennes, les risques découlant d'événements dans leur propre pays ne relèvent plus du "risque pays". Elle affirme que le *Manuel du contrôleur* ne laisse pas entendre que le risque pays peut s'appliquer à "toute" contrepartie nationale qui intervient dans "une transaction à l'exportation". Au contraire, le manuel lui-même indique que le risque pays peut être exceptionnellement appliqué à des transactions avec des contreparties nationales dans des circonstances très limitées, par exemple lorsque l'activité d'un emprunteur national dépend fortement des activités associées à ce pays étranger particulier au sujet duquel le risque pays est estimé. La Corée affirme que cette explication est compréhensible parce que, dans des situations où l'activité d'un emprunteur (ou d'un garant) dépend fortement de transactions associées à un pays étranger spécifique, les événements dans ce pays étranger affecteront directement et notablement les risques de crédit généraux de l'emprunteur (ou du garant), qui à leur tour affecteront notablement et directement la solvabilité de l'emprunteur (ou du garant). Selon la Corée, ce n'est que dans ces circonstances spécifiques qu'il serait raisonnable de tenir compte du risque pays lié à ce pays étranger spécifique pour évaluer la solvabilité de cet emprunteur (ou de ce garant).

7.146 La Corée dit qu'aucun chantier naval coréen ne traite exclusivement avec un pays étranger spécifique d'une manière telle que les événements dans ce pays étranger affecteraient notablement et directement sa solvabilité. Elle affirme aussi que parmi les acheteurs de navires coréens, la majorité absolue provient des pays de l'OCDE à haut revenu, par exemple les CE, la Norvège, les États-Unis et le Japon. Elle fait observer qu'aucun établissement financier étranger n'appliquerait le risque pays en ce qui concerne des contreparties de ces pays puisqu'elles n'ont aucun risque pays.

7.147 La Corée fait valoir qu'en outre, même si un chantier naval coréen était exposé au risque pays lié à un pays étranger particulier en ayant des "créances à l'exportation" importantes sur des acheteurs dans ce pays étranger, le risque pays qu'il supporte est le risque pays lié à ce pays "étranger" particulier et non le risque pays associé à la "Corée". En d'autres termes, dans ce cas, n'importe quelle banque coréenne fournissant des APRG à ce chantier naval coréen appliquerait le risque pays lié audit pays "étranger" et non le risque pays "coréen".

7.148 La Corée affirme également que le risque pays coréen se rapporte à la capacité de la Corée d'honorer ses engagements financiers "extérieurs". Elle affirme donc que les banques nationales coréennes ne peuvent pas faire face à des "risques Corée" semblables à ceux auxquels sont exposées les banques étrangères. Elle estime également que, compte tenu de la définition du risque pays, les facteurs risque pays tels le risque d'expropriation d'actifs et le risque de manipulation monétaire doivent être compris comme étant ceux qui sont de nature à affecter assez directement les obligations financières extérieures de la Corée. Elle affirme que, par nature, ces risques ne pourraient pas être semblables aux risques auxquels sont exposées les banques nationales coréennes.

7.149 La Corée reconnaît que, pendant la période de la crise financière, les banques coréennes ont dû faire face à des risques de crédit qui étaient généralement plus grands dans tout le pays, mais déclare que ces risques étaient différents des "facteurs risque pays" auxquels étaient exposées les banques étrangères. Elle fait observer que ces risques accrus pendant la crise ont été pris en considération par les banques coréennes (comme par les banques étrangères) en tant que "risque de crédit général" des chantiers navals coréens.

7.150 Même si la Corée a apporté des éléments de preuve indiquant que les banques étrangères ont inclus des marges pour risque pays lorsqu'elles ont fourni des APRG aux chantiers navals coréens[86], nous considérons que les CE ont établi que les fournisseurs nationaux d'APRG auraient également inclus au moins quelque chose d'équivalent à une marge pour risque pays. Une marge pour risque pays est généralement appliquée chaque fois qu'un établissement financier s'expose à un risque international. C'est ce qui se produit lorsqu'il y a un risque devise. Il existe un risque devise pour les établissements, nationaux ou étrangers, qui fournissent des APRG aux chantiers navals coréens, car celles-ci sont libellées en devises (à savoir en dollars EU).

7.151 De surcroît, nous notons qu'une APRG garantit le remboursement des paiements anticipés en cas de défaillance du chantier naval. Le risque de défaillance du chantier naval est lié à la situation économique générale en Corée et ferait donc partie de l'évaluation du risque pays. Ce risque s'applique à la fois aux banques nationales et aux banques étrangères.

7.152 Pour ces raisons, nous partons de l'idée que les taux APRG offerts par les banques coréennes prennent également en compte une marge pour risque pays, ou quelque chose d'équivalent.

iv) Point de repère du marché national

7.153 La Corée rejette aussi l'idée de prendre certaines banques nationales coréennes comme point de repère du marché. Elle affirme que les taux nationaux ne devraient être pris en compte (pour fixer un point de repère du marché approprié) que s'ils correspondent à un nombre de transactions statistiquement représentatif. Par conséquent, les taux perçus par des entités nationales qui n'ont fourni des APRG que rarement ou exceptionnellement ne devraient pas entrer en ligne de compte.

7.154 Les CE affirment que ces banques nationales n'ont fourni des APRG qu'exceptionnellement parce qu'elles ne pouvaient pas concurrencer les conditions avantageuses offertes par la KEXIM.

7.155 À notre avis, le caractère exceptionnel de n'importe quelle APRG (nationale ou étrangère) du marché ne devrait pas empêcher son utilisation comme point de repère du marché approprié pour la détermination de l'existence d'un "avantage". Pour autant qu'elle ait été négociée sur une base commerciale par un opérateur du marché, et qu'elle soit comparable en ce qui concerne la durée, etc., toute APRG devrait constituer un point de repère du marché admissible. La Corée n'a pas communiqué d'élément de preuve montrant que cela n'était pas le cas pour les APRG nationales utilisées par les CE comme points de repère du marché.

v) Marge pour risque de crédit

7.156 Les CE allèguent que les APRG émises par la KEXIM avant le 12 mars 1998 ont conféré un avantage parce que les conditions n'incluaient aucune marge pour risque de crédit.

7.157 Dans la pièce jointe n° 6 annexée à sa première communication écrite, la Corée indique que "jusqu'en mars 1998, la KEXIM ne prenait pas en considération les risques de crédit pour ses transactions APRG". Il n'y a donc pas de désaccord entre les parties au sujet de l'élément factuel de l'allégation des CE. Au sujet de la question juridique de savoir si l'absence de marges pour risque de crédit confère ou non un "avantage", nous considérons que les opérateurs du marché, par nécessité, tiendraient compte du risque de crédit et que le fait que la KEXIM n'a pas inclus une marge pour risque de crédit aurait pour conséquence que les APRG sont offertes à des conditions plus favorables que celles qui sont proposées sur le marché. À cet égard, nous notons qu'à la page 62 de sa première communication écrite, la Corée a indiqué (en ce qui concerne les PSL, mais le même principe s'appliquerait pour les APRG) que "le chapitre 2 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt

[86] Voir les pièces n° 86a et 86b de la Corée.

cont[enait] des critères détaillés pour déterminer les taux d'intérêt, y compris les taux de base et les marges, en imposant en particulier de prendre en compte une marge pour risque de crédit de la même façon que le ferait un établissement financier privé". (non souligné dans l'original, note de bas de page omise) Cela donnerait à penser que la Corée admet que le fait de ne pas appliquer une marge pour risque de crédit est incompatible avec un comportement commercial (c'est-à-dire le comportement d'un établissement financier privé). Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que les APRG ci-après antérieures au 12 mars 1998 confèrent un "avantage" du fait que la KEXIM n'a pas inclus une marque pour risque de crédit:

[RCC: omis dans la version publique.]

vi) Subventions antérieures

7.158 La Corée estime qu'une subvention alléguée peut être contestée uniquement si elle confère un avantage au moment où la procédure de règlement du différend est engagée. Selon elle, l'article 1.1 a) 1) et 2), l'article 3 et l'article 4 ne s'appliquent pas aux subventions qui ont été accordées dans le passé et qui ne sont pas maintenues actuellement.

7.159 Les CE font observer qu'il n'existe à l'OMC aucune règle prévoyant qu'une violation est pardonnée dès lors qu'elle appartient au passé. Selon elles, la Corée confond la question de savoir si une subvention a été accordée avec les principes en matière de droits compensateurs, lesquels permettent seulement de neutraliser un avantage actuel.

7.160 Malgré son argument susmentionné, la Corée a indiqué, en réponse à la question n° 108 du Groupe spécial, qu'elle "ne présent[ait] pas d'argument général selon lequel les CE ne [pouvaient] pas en principe contester des subventions antérieures alléguées". Compte tenu de sa réponse, nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur la question de savoir si les CE sont ou ne sont pas en droit de contester des subventions "antérieures".[87]

vii) Déductions défavorables

7.161 Les CE demandent que des déductions défavorables soient tirées du fait allégué que la Corée n'a pas communiqué de renseignements au sujet des APRG émises par des entités indépendantes après le 28 mai 2001. Elles demandent que le Groupe spécial constate, conformément au paragraphe 7 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*, que ces banques soit ont cessé d'émettre des APRG parce qu'elles ont déterminé qu'elles ne pouvaient pas concurrencer les primes peu élevées de la KEXIM, soit ont continué à émettre des APRG assorties de primes comparativement plus élevées que celles de la KEXIM.

7.162 Nous notons que les CE ont demandé qu'une déduction défavorable soit tirée sur la base du paragraphe 7 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*. La Corée fait valoir que des déductions défavorables ne peuvent pas être tirées sur la base de cette disposition dans le contexte d'allégations présentées au titre de la Partie II de l'*Accord SMC*. Nous ne jugeons pas nécessaire de trancher cette question de droit puisqu'en tout état de cause, il est bien établi que les groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le cadre de l'OMC ont le pouvoir supplétif[88] de tirer des déductions défavorables en dehors des circonstances énoncées dans l'Annexe V. Par conséquent, même si cette disposition ne s'applique pas en ce qui concerne les allégations au titre de la Partie II, notre pouvoir supplétif de tirer des déductions défavorables demeure.

[87] Nous notons que la Corée a exprimé des préoccupations au sujet de la valeur probante des subventions "antérieures". Dans la mesure où cette question est pertinente pour ce qui est des allégations des CE au titre de la Partie III, elle est traitée dans la section VII.D *infra*.

[88] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 198.

7.163 En fait, nous estimons cependant que les CE n'ont pas établi qu'une déduction défavorable serait justifiée. La demande des CE est fondée sur le fait allégué que la Corée n'a pas communiqué de renseignements au sujet des APRG fournies par des banques privées à Daewoo-SME/Daewoo-HI après le 28 mai 2001, à Samho-HI/Halla-HI après le 1er décembre 2000, et à STX/Daedong après le 14 septembre 1999. Les CE demandent au Groupe spécial d'inférer (du fait que la Corée n'a pas fourni les renseignements pertinents) que ces APRG étaient émises à des taux plus élevés que les taux appliqués par la KEXIM. Toutefois, elles n'ont pas communiqué d'élément de preuve indiquant que ces APRG ont été effectivement accordées aux chantiers navals concernés après les dates spécifiées par elles, tandis que la Corée estime avoir fourni tous les renseignements relatifs aux APRG dans ses réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V. En l'absence de tout élément de preuve concernant l'existence des APRG alléguées, rien ne nous permet de tirer une déduction quelconque au sujet des conditions auxquelles ces APRG alléguées ont été émises.[89]

b) Questions concernant des transactions spécifiques

i) Daewoo

7.164 Les CE ont proposé un certain nombre de points de repère du marché pour faire valoir que certaines APRG[90] accordées par la KEXIM à DHI ou DSME étaient inférieures aux taux du marché. En particulier, elles ont comparé certaines APRG fournies par la KEXIM en 1998, 2000 et 2001 avec un certain nombre d'APRG fournies par **[RCC: omis dans la version publique]** durant cette période.

7.165 La Corée rejette les points de repère du marché proposés par les CE et estime que les taux appliqués aux APRG de la KEXIM devraient être comparés avec ceux des APRG fournies à ces sociétés par la KDB. Elle rejette l'utilisation des APRG **[RCC: omis dans la version publique]** choisies comme points de repère par les CE, parce que, selon elle, ces APRG ne comportaient pas un nantissement de même valeur que celui qui était prévu pour les APRG pertinentes de la KEXIM, à savoir le Yangdo Dambo.[91]

7.166 En réponse, les CE font observer (sur la base des renseignements communiqués par la Corée dans sa réponse à leur question n° 14) que les APRG émises par **[RCC: omis dans la version publique]** étaient garanties par des dépôts en espèces, dont elles allèguent qu'ils sont une forme de nantissement plus solide que le Yangdo Dambo.

7.167 Les renseignements communiqués par la Corée confirment l'argument des CE selon lequel les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** étaient nanties par des dépôts en espèces.[92] Les CE ont donné une explication convaincante corroborant leur argument selon lequel les dépôts en espèces constituent une forme de nantissement plus solide que le Yangdo Dambo. Elles affirment que le Yangdo Dambo "couvre [ ] un large éventail selon la situation financière du chantier naval, la qualité de son travail, sa réputation quant à la ponctualité des livraisons, la progression de la construction du

[89] Nous notons que les CE ont aussi admis la possibilité qu'il n'y ait pas eu d'APRG ultérieures mais ont néanmoins demandé au Groupe spécial d'inférer que les APRG avaient cessé car les fournisseurs du marché n'étaient pas en mesure de concurrencer les conditions offertes par la KEXIM. Or, si les APRG n'existaient pas, il n'y a aucune base permettant de tirer des déductions défavorables. En particulier, rien ne nous permet de constater que la Corée n'a pas fourni de renseignements concernant des APRG qui n'existaient pas.

[90] Voir la figure 11 de la première communication écrite des CE.

[91] La Corée décrit le Yangdo Dambo comme étant "une sûreté (y compris sur la coque et les matériaux utilisés par les chantiers navals) constituée par le transfert d'un titre/droit de propriété sur un bien au créancier. Ce transfert s'effectue sur la base d'un accord prévoyant que le créancier peut soit garantir ses créances par la vente ou la prise en charge de la propriété définitive du bien en cas de défaillance du débiteur, soit restituer le titre/droit de propriété sur le bien au débiteur lorsque celui-ci règle entièrement la créance" (voir le paragraphe 215 de la première communication écrite de la Corée).

[92] Voir, par exemple, la réponse de la Corée à la question n° 14 des CE.

navire, le prix de vente du navire par rapport à son coût de production, les spécifications techniques de l'acheteur et la facilité avec laquelle celles-ci seront respectées".[93] Elles indiquent également qu'"[i]l n'est pas inhabituel, par exemple, que le prix final payé par l'acheteur dépende d'un certain nombre de caractéristiques techniques du navire comme sa vitesse, par exemple. En pareil cas, la valeur finale du navire ne sera connue qu'à la fin du processus de production. La valeur de ce nantissement dépend donc pour beaucoup de la qualité du chantier naval".[94] La valeur du Yangdo Dambo est donc tributaire d'un certain nombre de variables, alors que la valeur d'un dépôt en espèces est évidente. La Corée n'a pas réfuté les arguments des CE. Au lieu de cela, elle affirme que les dépôts en espèces effectués pour les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** couvraient seulement une petite partie de la garantie par rapport à la couverture de 100 pour cent que représente le Yangdo Dambo fourni pour les APRG de la KEXIM. Pour que cet argument soit retenu, il faudrait que la Corée démontre que la valeur de nantissement du Yangdo Dambo dépasse celle des dépôts en espèces. Nous considérons qu'elle ne l'a pas fait, puisqu'elle n'a pas essayé de le faire.[95] Nous estimons que cette démonstration est particulièrement nécessaire puisque la Corée n'a pas contesté l'affirmation des CE selon laquelle les "dépôts en espèces [ ] sont l'une des formes de nantissement les plus solides, comparés au Yangdo Dambo".[96]

7.168 Nous ne pensons pas que les CE auraient pu faire davantage pour prouver leur argument selon lequel le nantissement **[RCC: omis dans la version publique]** équivalait à celui du Yangdo Dambo pour la KEXIM. Les CE étaient tributaires de la Corée pour les renseignements concernant la valeur des dépôts en espèces **[RCC: omis dans la version publique]**. Elles l'étaient également pour les renseignements concernant la valeur du Yangdo Dambo exigé par la KEXIM. Or, dans sa réponse à la question n° 67 du Groupe spécial (au sujet de l'une des transactions de **[RCC: omis dans la version publique]**), la Corée a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de fournir les feuilles de calcul ou d'autres documents concernant la prise en compte du nantissement par la KEXIM. Elle n'a pu fournir que des renseignements très élémentaires sur le Yangdo Dambo en cause.[97] Étant donné le nombre de variables qui déterminent la valeur de nantissement du Yangdo Dambo, ces renseignements limités ne sont pas suffisants pour permettre de conclure que la valeur du Yangdo Dambo dépasse celle des dépôts en espèces pertinents.

7.169 En outre, bien qu'elle tente d'invoquer la valeur limitée des dépôts en espèces effectués pour les APRG **[RCC: omis dans la version publique]**, la Corée n'a pas établi avec précision le champ couvert par ces dépôts en espèces. Ainsi, dans la note 155 de sa première communication écrite, elle a présenté le nantissement pour les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** comme étant "un gage par dépôts bancaires représentant entre 20 et 30 pour cent des paiements anticipés". Ensuite, en réponse à la question n° 14 des CE, elle a indiqué que les dépôts en espèces pour les quatre APRG

---

[93] Voir la pièce n° 118 des CE, page 16.

[94] Voir la pièce n° 118 des CE, page 4.

[95] Au paragraphe 81 de sa deuxième déclaration orale, la Corée a indiqué que "[l]a force d'un type de nantissement est pertinente, mais ne constitue pas une base de comparaison particulièrement utile si le nantissement ne couvre qu'une petite partie du crédit". Nous n'estimons pas que cette assertion réfute l'allégation des CE car, à un moment donné, la valeur d'une proportion plus petite du crédit couverte par une forme de nantissement plus forte égalera, voire dépassera, la valeur d'une proportion plus élevée du crédit couverte par une forme de nantissement plus faible.

[96] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 100.

[97] Dans la pièce n° 57 de la Corée, il est fait état des "sûretés" comme suit:

"[Sur crédit: 100 pour cent]

- Yangdo Dambo pour les matériaux de construction navale et les navires en construction
- Yangdo Dambo pour les demandes portant sur le paiement du prix du navire
- Assurance contre les pertes pour les navires construits pour le compte de la KEXIM en tant que bénéficiaire."

Ce sont les seuls renseignements communiqués par la Corée en ce qui concerne la valeur du nantissement en cause.

[RCC: omis dans la version publique] représentaient respectivement 10, 12, 20 et 20 pour cent, tandis que le dépôt en espèces pour l'APRG **[RCC: omis dans la version publique]** était de 30 pour cent. En tant que partie cherchant à invoquer la couverture limitée alléguée des dépôts en espèces pertinents, la Corée aurait dû à tout le moins indiquer clairement quelle était cette couverture limitée alléguée. De plus, elle n'a pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de ses indications concernant la couverture des dépôts en espèces **[RCC: omis dans la version publique]**. Cette confirmation par des éléments de preuve est particulièrement nécessaire dans la présente affaire, étant donné les différences entre les indications de la Corée concernant les dépôts en espèces en cause.

7.170 Compte tenu de ce qui précède, rien ne nous permet d'accepter l'argument de la Corée selon lequel les points de repère du marché **[RCC: omis dans la version publique]** proposés par les CE devraient être rejetés car les nantissements pertinents n'étaient pas comparables. En l'absence d'argument additionnel de la Corée, nous considérons que les APRG de la KEXIM de 1998, 2000 et 2001 indiquées dans la figure 11 de la première communication écrite des CE devraient être comparées à ces points de repère pour la détermination du point de savoir si oui ou non elles ont été fournies à des conditions plus favorables que celles qui étaient disponibles sur le marché. Étant donné que les taux de prime de la KEXIM étaient moins élevés que les points de repère du marché proposés par les CE, nous constatons que les APRG de la KEXIM de 1998, 2000 et 2001 indiquées dans la figure 11 de la première communication écrite des CE ont conféré un avantage et constituent, par conséquent, des subventions.

7.171 Les CE ont également proposé de prendre des APRG offertes par **[RCC: omis dans la version publique]** comme points de repère du marché pour la comparaison avec les APRG fournies par la KEXIM à Daewoo en 1997. Il n'est pas nécessaire que nous examinions l'argument des CE car nous avons déjà constaté que les APRG de la KEXIM antérieures à mars 1998 constituaient des subventions du fait que les conditions n'incluaient pas de marge pour risque de crédit.[98]

7.172 Nous rappelons que la Corée a proposé de prendre comme points de repère du marché certaines APRG fournies par la KDB à Daewoo. Sa proposition était fondée sur l'argument selon lequel la KDB n'est pas un organisme public. Nous contestons cependant cet argument. À notre avis, la KDB est un organisme public car elle est soumise au contrôle des pouvoirs publics, qui tient au fait qu'elle est détenue à 100 pour cent par les pouvoirs publics coréens.[99] Le contrôle des pouvoirs publics est aussi attesté par le fait que les pouvoirs publics coréens "nomment le Gouverneur, le Vice-Gouverneur, les directeurs et les commissaires aux comptes de la KDB …, approuvent son programme d'activités annuel …, et exercent leur surveillance sur ses opérations ...".[100] Puisque la KDB est un organisme public, il y a un risque que ses taux APRG soient fondés sur des principes de

[98] Par souci d'exhaustivité, toutefois, nous notons que la réponse de la Corée à la question n° 14 indiquait qu'aucun nantissement n'avait été demandé pour les APRG [**RCC: omis dans la version publique**] et [**RCC: omis dans la version publique**] invoquées par les CE. La Corée affirme que ces APRG ne peuvent donc pas être valablement comparées avec celles de la KEXIM, qui étaient nanties. En l'absence de tout argument des CE indiquant que les APRG [**RCC: omis dans la version publique**] et [**RCC: omis dans la version publique**] étaient nanties, ou que celles de la KEXIM ne l'étaient pas, rien ne nous permet de constater que les APRG [**RCC: omis dans la version publique**] et [**RCC: omis dans la version publique**] peuvent être valablement comparées avec les APRG pertinentes de la KEXIM.

[99] Voir la pièce jointe n° 3 annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

[100] Voir les réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V (version non confidentielle), réponse 2.4 29), page 45 (citant les articles 12, 21 et 47 de la Loi de la Corée sur le développement) (citations omises) (pièce n° 50 des CE).

politique publique et non sur des principes commerciaux.[101] Par conséquent, les taux APRG de la KDB ne constituent pas un point de repère du marché approprié.

ii) Samho/Halla

7.173 Les CE ont proposé un certain nombre de points de repère du marché pour faire valoir que certaines APRG fournies par la KEXIM à Samho/Halla en 2000 étaient inférieures aux taux du marché. Les APRG de la KEXIM pertinentes sont indiquées dans la figure 12 de la première communication écrite des CE. La Corée affirme que les APRG de la KEXIM ne sont pas comparables aux points de repère du marché proposés par les CE, car ces derniers n'étaient pas des instruments nantis alors que les premières étaient fournies sur la base du Yangdo Dambo. Elle estime qu'il faudrait plutôt comparer les APRG de la KEXIM avec un certain nombre d'APRG fournies par la KDB.[102] Elle affirme également que les APRG de la KEXIM indiquées par les CE n'étaient pas fournies à Samho/Halla.

7.174 En ce qui concerne la suggestion de la Corée au sujet des APRG de la KDB, nous rappelons notre constatation selon laquelle la KDB est un organisme public. Les taux de la KDB ne peuvent donc pas servir de point de repère du marché.

7.175 En ce qui concerne l'argument de la Corée relatif au nantissement, les CE se réfèrent à leur traduction d'un document communiqué par la Corée pendant la procédure au titre de l'Annexe V et affirment que les APRG de la KEXIM étaient émises "sur crédit" et donc sans nantissement.[103] Dans sa première communication écrite, toutefois, la Corée a indiqué que les APRG de la KEXIM étaient toujours fournies contre des "biens immobiliers (terrain, bâtiments, usines dans leur ensemble), des biens meubles, des sûretés (c'est-à-dire "Yangdo Dambo" [...] sur des éléments importants comme la coque d'un navire) et des garanties".[104] En réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, elle a montré que les transactions APRG de la KEXIM qu'elle présentait comme étant effectuées "sur crédit" comportaient en réalité la constitution d'un nantissement comme le Yangdo Dambo.[105] Il n'y a donc aucune raison de douter que les APRG de la KEXIM fournies à Samho/Halla et présentées comme étant "sur crédit" aient été effectivement nanties. Les CE n'ayant pas démontré que les points de repère du marché qu'elles proposaient étaient également des instruments nantis, nous ne pouvons pas accepter qu'ils soient utilisés pour la comparaison avec des APRG de la KEXIM nanties. Nous rejetons donc l'allégation des CE à l'encontre des APRG de la KEXIM indiquées dans la figure 12 de leur première communication écrite.

7.176 En réponse à un argument de la Corée selon lequel certaines des APRG de la KEXIM incluses dans la figure 12 de la première communication écrite des CE ne concernaient pas Samho, les CE ont procédé à une analyse additionnelle de l'avantage pour d'autres APRG de la KEXIM fournies à Samho/Halla.[106] Cependant, leur analyse modifiée repose sur les mêmes points de repère du marché proposés, que nous ne pouvons pas (comme nous l'avons expliqué plus haut) comparer avec des APRG nanties de la KEXIM. Les CE ne nous ayant pas donné de raison de mettre en doute

[101] Sinon, les taux appliqués par un organisme public pourraient être utilisés pour montrer que ceux qu'applique un autre organisme public ne confèrent pas un "avantage", bien qu'il y ait un risque que les taux des deux entités soient inférieurs à ceux du marché. C'est naturellement la raison pour laquelle l'article premier de l'*Accord SMC* inclut dans le champ d'application des disciplines de l'Accord les contributions financières des organismes publics.

[102] Voir la réponse de la Corée à la question n° 71 du Groupe spécial.

[103] Voir le paragraphe 100 de la deuxième communication écrite des CE, note 117.

[104] Voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 188. Voir aussi le paragraphe 215 de cette communication.

[105] Voir la pièce n° 57 de la Corée, section "II. Items relating to the resolution", où diverses sûretés sont mentionnées à propos d'une transaction décrite comme étant "sur crédit: 100 pour cent".

[106] Voir le paragraphe 36 de la deuxième déclaration orale des CE.

l'affirmation de la Corée selon laquelle toutes les APRG de la KEXIM étaient nanties, nous rejetons leur analyse modifiée en ce qui concerne les APRG additionnelles[107] de la KEXIM qu'elles ont indiquées. Nous rejetons donc leur allégation à l'encontre de ces APRG additionnelles de la KEXIM fournies à Samho/Halla.

iii) STX/Daedong

7.177 Les CE estiment que deux APRG de la KEXIM émises en faveur de STX/Daedong en 1999 (voir la figure 13 de la première communication écrite des CE) constituent des subventions à l'exportation prohibées. Elles allèguent que les conditions des APRG de la KEXIM étaient plus favorables que celles de trois APRG fournies à STX/Daedong par **[RCC: omis dans la version publique]** en 1999. La Corée est opposée à toute comparaison avec les APRG fournies par **[RCC: omis dans la version publique]**. Elle affirme que ces APRG n'étaient pas nanties, alors que celles de la KEXIM l'étaient. Elle fait observer qu'il faudrait plutôt comparer les APRG de la KEXIM avec les APRG fournies par la Korea Exchange Bank ("KEB") en 2001 et la KDB en 2002.

7.178 Nous rappelons que nous avons déjà rejeté l'utilisation de deux des trois APRG **[RCC: omis dans la version publique**].[108] Nous examinerons donc l'allégation des CE compte tenu des conditions et modalités de l'APRG **[RCC: omis dans la version publique]** restante. Au sujet de la comparabilité sur la base de la constitution d'un nantissement, nous rappelons l'argument de la Corée selon lequel toutes les APRG de la KEXIM étaient nanties. Ces APRG devraient donc être comparées avec des instruments nantis servant de points de repère du marché. À cet égard, nous notons que l'APRG **[RCC: omis dans la version publique]** restante était nantie "par des dépôts en espèces couvrant 5 pour cent du montant des paiements anticipés et par une assurance-garantie à l'exportation".[109] Étant donné que la Corée n'a pas fait valoir que ce nantissement n'était comparable à aucun des nantissements exigés pour les APRG de la KEXIM pertinentes, nous jugeons approprié de comparer les deux APRG de la KEXIM de 1999 avec l'unique APRG **[RCC: omis dans la version publique]** fournie à STX/Daedong en 1999. Sur la base de cette comparaison, nous constatons que les APRG de la KEXIM étaient inférieures au marché et qu'elles ont donc conféré un avantage.

7.179 Nous rappelons que la Corée a fait valoir que les conditions des APRG de la KEXIM devraient être comparées avec celles de certaines APRG fournies par la KDB et la KEB. À cet égard, nous rappelons notre constatation selon laquelle la KDB est un organisme public. Par conséquent, les APRG de la KDB ne constituent pas un point de repère du marché fiable permettant d'évaluer l'existence d'un avantage. Pour ce qui est de la KEB, nous notons que la Corée a tenté d'invoquer les taux APRG offerts par la KEB en 2001, alors que les APRG de la KEXIM en cause datent de 1999. Étant donné l'absence de toute corrélation temporelle entre les APRG de la KEXIM contestées par les CE et les APRG de la KEB indiquées par la Corée, et notre préférence pour les taux appliqués par des entités n'appartenant pas aux pouvoirs publics, nous ne jugeons pas approprié de prendre les APRG de la KEB comme point de repère du marché pour déterminer si les APRG de la KEXIM ont conféré ou non un avantage. Nous notons également l'argument des CE selon lequel la KEB n'est pas un point de repère du marché fiable parce qu'il y avait action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs public**s**[110] et appartenance aux pouvoirs publics.[111] Nous ne sommes pas convaincus par l'argument des CE relatif à l'action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics car les seuls éléments de preuve qu'elles ont donnés au sujet du rôle allégué des pouvoirs publics concernent la participation de la KEB à la renégociation de la dette de Daewoo, et n'ont rien à voir avec la fourniture d'APRG par la KEB à Samho/Halla. En ce qui concerne l'appartenance aux pouvoirs publics, les CE affirment que

[107] Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 36 de la deuxième déclaration orale des CE.
[108] Voir le paragraphe 7.136 *supra*.
[109] Voir la réponse de la Corée à la question n° 14 des CE.
[110] Voir la réponse des CE à la question n° 171 du Groupe spécial.
[111] Voir le paragraphe 103 de la deuxième communication écrite des CE.

les pouvoirs publics coréens ont une participation minoritaire dans la KEB. Pour choisir un point de repère du marché approprié, nous jugeons préférable de choisir, lorsque c'est possible, des entités sans aucun rapport d'appartenance aux pouvoirs publics. L'absence d'appartenance aux pouvoirs publics exclut généralement la possibilité que les taux aient été fixés sur la base de principes de politique publique et non de principes commerciaux.

7.180 Compte tenu de ce qui précède, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation formulée par les CE à l'encontre des APRG de la KEXIM indiquées dans la figure 13 de leur première communication écrite.

iv) Hanjin

7.181 Les CE allèguent que deux APRG fournies par la KEXIM à Hanjin en 2002 constituent des subventions parce qu'elles étaient assorties de conditions plus favorables que celles des deux APRG fournies par **[RCC: omis dans la version publique]** à Hanjin pendant la même année. Les APRG pertinentes sont indiquées dans la figure 14 de la première communication écrite des CE.

7.182 La Corée conteste la comparaison proposée par les CE en raison des différences concernant le nantissement. Elle estime qu'il faudrait plutôt comparer les APRG de la KEXIM pertinentes avec certaines APRG fournies par **[RCC: omis dans la version publique]**, la KEB, la KDB et **[RCC: omis dans la version publique**] en 1997.[112]

7.183 Dans sa réponse à la question n° 71, la Corée fait observer qu'aucune sûreté n'avait été déposée pour les APRG **[RCC: omis dans la version publique]**, alors qu'un Yangdo Dambo était fourni pour les APRG de la KEXIM pertinentes. Elle estime que ces différences concernant le nantissement empêchent toute comparaison entre les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** et celles de la KEXIM en cause. Les CE estiment que l'argument de la Corée selon lequel les deux APRG émises par **[RCC: omis dans la version publique]** n'étaient pas nanties est incompatible avec l'affirmation faite par la Corée lors du processus au titre de l'Annexe V[113] selon laquelle "[t]outes les APRG" qu'elle indiquait, y compris par conséquent celles qui provenaient de **[RCC: omis dans la version publique]**, "étaient assorties d'un nantissement *Yangdo Dambo*".

7.184 Malgré son affirmation contradictoire lors du processus au titre de l'Annexe V, la Corée a présenté des éléments de preuve documentaire[114] pendant la présente procédure qui montrent que les deux APRG **[RCC: omis dans la version publique]** en cause n'étaient pas nanties. Les CE n'ont pas contesté que les APRG de la KEXIM en cause, par contre, étaient nanties. Étant donné ces différences en ce qui concerne le nantissement, et le fait que les CE ne nous ont donné aucune base permettant d'effectuer des ajustements pour tenir compte de ces différences, nous ne pouvons pas déterminer l'existence d'un avantage sur la base d'une comparaison entre les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** et celles de la KEXIM. Nous ne pouvons donc pas accepter que les APRG **[RCC: omis dans la version publique]** soient prises comme point de repère du marché, et nous rejetons en conséquence l'allégation des CE à l'encontre des APRG de Hanjin.

7.185 À la lumière de la constatation qui précède, il n'est pas strictement nécessaire que nous examinions les points de repère de **[RCC: omis dans la version publique]**, la KEB, la KDB et **[RCC: omis dans la version publique]** proposés par la Corée. Nous le ferons, néanmoins, par souci d'exhaustivité. Nous avons déjà indiqué que les APRG de la KDB ne constitueraient pas un point de

[112] Voir le paragraphe 223 de la première communication écrite de la Corée, qui mentionne d'autres APRG nationales n'émanant pas de la KEXIM et indiquées dans la pièce n° 16 de la Corée.

[113] Voir les renseignements communiqués au titre de l'Annexe V dans la pièce n° 24 des CE.

[114] Voir la pièce n° 88 de la Corée, qui indique clairement qu'aucune sûreté n'était fournie en ce qui concerne les projets APRG N-120 et N-121.

repère du marché approprié, puisque la KDB est un "organisme public". Bien que les CE ne fassent pas valoir que **[RCC: omis dans la version publique]**, la KEB et **[RCC: omis dans la version publique]** sont des organismes publics, elles affirment que celles-ci font l'objet d'une action de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics.[115] Nous devons rejeter cet argument car les CE n'ont communiqué aucun élément de preuve indiquant que ces entités avaient été chargées d'accorder des APRG à Hanjin ou qu'il leur avait été ordonné de le faire. Les seuls éléments de preuve de l'action alléguée de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics à l'égard de ces entités ont trait à leur participation à certaines des opérations de restructuration en cause dans cette procédure. Néanmoins, nous notons que les autres APRG proposées par la Corée comme points de repère du marché se rapportent toutes à 1997, alors que les APRG de la KEXIM contestées par les CE se rapportent à 2002. Étant donné l'absence de corrélation temporelle entre ces APRG, les APRG de **[RCC: omis dans la version publique]**, la KDB, la KEB et **[RCC: omis dans la version publique]** ne constituent pas des points de repère du marché appropriés pour l'évaluation des APRG de la KEXIM en cause.

v) Samsung

7.186 S'agissant de Samsung, les CE contestent quatre APRG de la KEXIM qui ont été toutes émises en 1997. Elles allèguent que ces APRG ont conféré un avantage car elles étaient émises à des conditions plus favorables que celles des APRG de 1997 fournies par **[RCC: omis dans la version publique]** et **[RCC: omis dans la version publique]**. Les APRG pertinentes sont indiquées dans la figure 15 de la première communication écrite des CE.

7.187 Nous rappelons que nous avons déjà constaté que les APRG fournies par la KEXIM à Samsung avant mars 1998 constituaient des subventions du fait que leurs conditions n'incluaient aucune marge pour risque de crédit. C'est pourquoi nous n'avons pas besoin d'examiner les arguments additionnels des parties en ce qui concerne la comparabilité de ces APRG avec les APRG proposées comme point de repère du marché par les CE.

7.188 Par souci d'exhaustivité, nous notons l'argument de la Corée relatif à l'utilisation des APRG de la KDB comme point de repère du marché. Nous rappelons que la KDB est un organisme public.[116] En tant qu'organisme public, la KDB ne constitue pas un point de repère du marché aux fins de l'évaluation du point de savoir si les APRG de la KEXIM pertinentes ont ou n'ont pas conféré un avantage.

c) Subordination aux exportations

i) Arguments des parties

7.189 Les CE estiment que les APRG sont fournies dans le but spécifique de garantir les acomptes versés pour des marchandises coréennes destinées à l'exportation. Elles affirment que toute transaction financée au moyen du programme APRG de la KEXIM doit, par définition, être une transaction à l'exportation et que les APRG fournies au titre de ce programme sont expressément subordonnées aux exportations au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

7.190 Quand le Groupe spécial lui a demandé (question n° 48) si elle contestait l'allégation des CE selon laquelle les PSL et les APRG relevant du régime juridique de la KEXIM étaient subordonnés aux résultats à l'exportation, la Corée a répondu qu'elle "n'a[vait] pas pris position sur le point de savoir si [les PSL et les APRG étaient] subordonnés aux résultats à l'exportation". En réponse à une

[115] Voir la réponse des CE à la question n° 171 du Groupe spécial.
[116] Voir le paragraphe 7.172, *supra*.

question orale du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, elle a dit qu'elle ne contestait pas l'allégation des CE concernant la subordination aux exportations.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.191 Nous constatons que les CE ont établi *prima facie* que les APRG de la KEXIM étaient subordonnées aux résultats à l'exportation. Compte tenu de la décision de la Corée de ne pas contester les arguments des CE concernant cette question, nous constatons que les APRG de la KEXIM sont "subordonnées … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

d) Spécificité

7.192 Conformément à l'article 1.2 de l'*Accord SMC*, les disciplines de l'Accord ne s'appliquent qu'aux subventions qui sont "spécifiques" au sens de l'article 2. L'article 2.3 de l'Accord dispose que "[t]oute subvention relevant des dispositions de l'article 3 sera réputée être spécifique". Étant donné que les subventions subordonnées aux exportations relèvent des dispositions de l'article 3 (paragraphe 1 a)), elles sont "spécifiques". Conformément à l'article 2.3, en conséquence, nous concluons que les APRG dont nous avons constaté qu'elles étaient des subventions à l'exportation sont "spécifiques".

e) Moyen de défense au titre du point j)

7.193 À la lumière de nos constatations selon lesquelles certaines APRG constituent des subventions, et selon lesquelles ces subventions sont subordonnées aux résultats à l'exportation, nous serons tenus de constater que ces APRG sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, à moins que nous ne reconnaissions le bien-fondé de l'allégation de la Corée selon laquelle elles bénéficient d'une clause de refuge au titre du point j) de la *Liste exemplative*.

7.194 La Corée estime qu'il faudrait interpréter le point j) de telle manière qu'il soit constaté que des programmes de garantie du crédit à l'exportation, ou des programmes de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, qui prévoient des taux de primes couvrant, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes, ne constituent pas des subventions à l'exportation. En d'autres termes, elle invoque une interprétation *a contrario* du point j). L'invocation du point j) par la Corée soulève un certain nombre de questions. Premièrement, une interprétation *a contrario* du point j) est-elle admissible? Deuxièmement, dans l'affirmative, quelles sont les conditions pertinentes qui doivent être remplies? Troisièmement, ces conditions sont-elles remplies en l'espèce?

i) Une interprétation a contrario est-elle admissible?

7.195 Nous notons que, dans l'affaire *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, il était demandé au Groupe spécial d'examiner si l'un des points de la *Liste exemplative* pouvait ou non être interprété *a contrario*. Ce faisant, ce Groupe spécial a fait observer que la note de bas de page 5[117] de l'*Accord SMC*

[117] L'*Accord SMC* contient aussi une disposition régissant les rapports entre certains éléments de la *Liste exemplative* et l'article premier de l'Accord. La note de bas de page 1 de l'*Accord* dispose que "[c]onformément aux dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 (note relative à l'article XVI) et aux dispositions des Annexes I à III du présent accord, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention". La note de bas de page 1 indique par conséquent dans quels cas certaines mesures ne constitueront pas une subvention, tandis que la note de bas de page 5 vise les situations dans lesquelles certaines mesures ne constitueront pas des subventions à l'exportation prohibées. La note de bas de page 1 n'est pas applicable à la situation à l'examen, car la Corée n'a pas allégué que les APRG (ou les PSL) étaient liées à l'exonération de droits ou taxes en faveur d'un produit exporté.

constituait une base textuelle explicite pour déterminer si et dans quelles conditions la *Liste exemplative* pouvait être utilisée pour démontrer qu'une mesure n'était pas une subvention à l'exportation prohibée.[118] Il a relevé que la note de bas de page 5 prévoyait que "[l]es mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne ser[aient] pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord". Le Groupe spécial a fait observer que, dans son sens ordinaire, la note de bas de page 5 visait des situations dans lesquelles une mesure était désignée comme ne constituant *pas* une subvention à l'exportation. Il a donc examiné si la disposition de la *Liste exemplative* en cause renfermait ou non une déclaration affirmative indiquant qu'une mesure n'était *pas* une subvention à l'exportation, ou qu'une mesure ne remplissant pas les conditions prévues par cette disposition n'était *pas* prohibée et relevait donc de la note de bas de page 5.[119] Enfin, il a noté qu'une interprétation large de la note de bas de page 5 pourrait placer les pays en développement Membres en situation de désavantage structurel permanent sur le plan des conditions du crédit à l'exportation, résultat qu'il a considéré comme incompatible avec l'un des objets et des buts de l'*Accord sur l'OMC*.[120]

7.196 Nous estimons que le raisonnement[121] exprimé par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs - Article 21:5* est convaincant, et nous jugeons approprié de nous en inspirer dans la présente procédure. Nous sommes naturellement conscients du fait que ce Groupe spécial examinait le point de savoir si le premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative* pouvait ou non être interprété *a contrario*. Cependant, son raisonnement se fondait en premier lieu sur une interprétation de la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* et ne se limitait pas au texte du point k) pris isolément. En outre, les préoccupations du Groupe spécial concernant la discrimination structurelle à l'encontre des pays en développement Membres étaient explicitement fondées sur des considérations relatives au point j). Par conséquent, il n'y a aucune raison que son raisonnement ne doive pas s'appliquer aussi en ce qui concerne les dispositions restantes de la *Liste exemplative*, y compris le point j).

7.197 La Corée fait valoir que nous ne devrions pas suivre le raisonnement du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* parce qu'il a été infirmé par l'Organe d'appel. En particulier, elle se fonde sur la déclaration ci-après de l'Organe d'appel dans ladite procédure: "[s]i le Brésil avait démontré que les versements effectués au titre du PROEX révisé ne "[servaient] [pas] à assurer un avantage important sur le plan des conditions du crédit à l'exportation", et que ces versements constituaient la "prise en charge" par le Brésil de "tout ou partie des frais supportés par des exportateurs ou des organismes financiers pour se procurer du crédit", nous aurions été alors disposés à constater que les versements effectués au titre du PROEX révisé étaient justifiés au titre du point k) de la *Liste exemplative*".[122] Cependant, nous n'admettons pas l'idée que cela équivaut à l'infirmation des constatations du Groupe spécial ou à une constatation juridique de l'Organe d'appel selon laquelle une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) est admissible. La raison en est que l'Organe d'appel a déclaré explicitement ce qui suit: "Lorsque nous faisons cette observation, nous tenons à souligner que nous n'interprétons pas la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*, et nous n'émettons pas une opinion sur la portée de la note de bas de page 5, ni sur le sens de tout autre point de la Liste exemplative." Compte tenu de cette clarification de l'Organe d'appel, nous considérons que rien dans sa déclaration ne nous empêcherait de nous inspirer du raisonnement susmentionné du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*.

7.198 Par conséquent, afin de déterminer si le point j) de la *Liste exemplative* peut ou non être interprété *a contrario*, nous examinerons s'il relève ou non de la note de bas de page 5 de l'*Accord*

---

[118] Voir le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphes 6.33 et 6.34.
[119] Voir *ibid.*, paragraphes 6.36 et 6.37.
[120] Voir *ibid.*, paragraphes 6.46 à 6.66.
[121] Nous incorporons donc le raisonnement exposé aux paragraphes 6.33 à 6.41 du rapport de ce groupe spécial dans nos constatations.
[122] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphe 80.

SMC. Autrement dit, nous examinerons si le point j) renferme une déclaration affirmative indiquant qu'une mesure n'est *pas* une subvention à l'exportation, ou qu'une mesure ne remplissant pas les conditions prévues dans ce paragraphe n'est *pas* prohibée. Le point j) ne renferme pas une telle déclaration affirmative. Il décrit simplement certaines circonstances dans lesquelles des programmes donnés constitueront des subventions à l'exportation. Puisque le point j), par conséquent, ne relève pas de la note de bas de page 5, il ne représente pas une base permettant de constater que des mesures ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées.

7.199 Bien que les CE rejettent l'application du point j) en se fondant sur les faits de l'espèce, elles estiment qu'en droit, le point j) pourrait être interprété comme renfermant une clause conditionnelle, et "désignant" ainsi des garanties du crédit à l'exportation comme ne constituant pas des subventions à l'exportation dans la mesure où les taux de primes couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes. Comme il est indiqué plus haut, cependant, nous estimons que le point j) ne désigne pas de mesures comme ne constituant pas des subventions à l'exportation. Le libellé du point j) mentionne simplement des garanties du crédit à l'exportation, etc. à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion. Il ne contient pas de référence explicite à des garanties du crédit à l'exportation, etc., qui sont suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion. Rien ne permet donc d'alléguer que le point j) incorpore d'une certaine manière une clause conditionnelle qui fait qu'il relève de la note de bas de page 5.

7.200 La Corée conteste l'interprétation et l'application de la note de bas de page 5 par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, que nous reprenons ici. Elle estime que cette application est trop étroite. Elle fait valoir que l'historique de la négociation de la note de bas de page 5 montre que les rédacteurs entendaient élargir, et non restreindre, la portée de cette note. À cet égard, elle formule le même argument que celui qu'avaient avancé les États-Unis dans l'affaire *Brésil – Aéronefs - Article 21:5*. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* a exposé et rejeté cet argument comme suit:

> Les États-Unis avancent des arguments fondés sur l'historique de la négociation de la note de bas de page 5 à l'appui de leur interprétation générale de cette note comme s'appliquant au premier paragraphe du point k). À cet égard, ils font observer que dans un projet de texte du Président concernant l'*Accord SMC* connu sous le nom de *Cartland III*, la note de bas de page 5 disposait ce qui suit:
>
> "Les mesures *expressément* désignées dans la Liste exemplative comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de la présente disposition ni d'aucune autre disposition du présent accord." (pas d'italique dans l'original)
>
> Comme les États-Unis l'ont fait observer à juste titre, un nouveau projet de texte du Président (appelé "Cartland IV") a été publié quelques jours plus tard. Dans ce nouveau texte, le terme "expressément" a été retiré de la note de bas de page, qui a pris sa forme actuelle. De l'avis des États-Unis, cette modification prouve que les rédacteurs "entendaient élargir, et non restreindre", la portée de la note de bas de page 5, et qu'"ils n'envisageaient pas le type d'interprétation étroite de la note de bas de page 5 avancé par le Canada et les CE".
>
> Nous pensons comme les États-Unis que la suppression du terme "expressément" semble avoir élargi la portée de la note de bas de page 5 dans le projet *Cartland IV* par rapport à ce qu'elle était dans *Cartland III*. Nous ne sommes toutefois pas d'accord pour dire qu'elle a servi à élargir ladite note dans la mesure indiquée par les États-Unis. Comme nous l'avons dit plus haut, la Liste exemplative contient - et

> contenait déjà au moment de *Cartland III et IV* - un certain nombre de dispositions incluant des déclarations affirmatives qui, de manière plausible, constituent une autorisation d'utiliser certaines mesures. Le libellé de *Cartland III* ("expressément désignées") aurait pu empêcher d'affirmer que la note de bas de page 5 s'appliquait à n'importe laquelle de ces dispositions, et il se peut que le but de la modification ait été de rectifier cette situation. Si par contre l'intention des rédacteurs lorsqu'ils ont modifié la note de bas de page 5 était d'étendre la portée de cette note pour englober les situations dans lesquelles la Liste exemplative désignait simplement des choses qui *étaient* des subventions à l'exportation, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils modifient la structure de la deuxième partie de la note et pas simplement suppriment le mot "expressément". À tout le moins, nous concluons que les incidences de l'historique de la négociation auxquelles se réfèrent les États-Unis sont peu concluantes et ne peuvent pas nous conduire à faire abstraction du sens ordinaire de la note de bas de page.
>
> Naturellement, on pourrait faire valoir que, sur la base d'un argument *a contrario*, la Liste exemplative autorise les subventions à l'exportation admises *même lorsque ces subventions ne relèvent pas de la note de bas de page 5*. Cependant, comme nous l'avons déjà indiqué, les rédacteurs nous ont donné une disposition textuelle spécifique qui résout la question lorsque la Liste exemplative peut être utilisée pour démontrer qu'une mesure n'est pas une subvention à l'exportation prohibée. Le fait que cette note de bas de page a été ajustée à une occasion au moins donne à penser que les rédacteurs ont examiné cette question et y ont apporté la réponse. Si nous devions conclure que la Liste exemplative par déduction a donné lieu à des mesures "autorisées" en plus de celles qui sont permises par la note de bas de page, nous remettrions sérieusement en question la raison d'être de la note de bas de page 5.[123]

7.201 Nous estimons que le raisonnement du Groupe spécial est convaincant. C'est pourquoi, et compte tenu du fait que la Corée n'a pas tenté de le réfuter, nous ne voyons aucune raison de ne pas nous en inspirer en l'espèce. Bien que la Corée note que l'Organe d'appel n'a pas exprimé d'opinion sur le raisonnement suivi par le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*[124], ce fait ne rend nullement ce raisonnement moins convaincant selon nous. Sur la base de ce raisonnement, nous rejetons l'argument de la Corée relatif à l'historique de la négociation de la note de bas de page 5.

7.202 La Corée fait également valoir que le seul objet du point j) est d'indiquer quand il n'existe pas de subventions à l'exportation.[125] Elle estime que ne pas permettre une lecture *a contrario* du point j) et du premier paragraphe du point k) viderait ces dispositions de leur sens, car une partie plaignante ne les invoquerait jamais pour démontrer l'existence d'une subvention à l'exportation. Selon la Corée, cela tient au fait qu'en invoquant ces dispositions, une partie plaignante serait tenue de démontrer davantage de faits que ne l'exigerait la disposition juridique fondamentale énoncée à l'article 3. En particulier, elle fait valoir que, puisque l'on pourrait établir l'existence d'une violation de l'article 3.1 a) simplement en montrant qu'il y a subordination aux exportations, un plaignant n'aurait jamais recours au point j) pour démontrer l'existence d'un subventionnement des exportations car cela l'obligerait à démontrer aussi que les taux de primes sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais au titre de la gestion du programme pertinent (autrement dit que les conditions énoncées au point j) sont remplies).

---

[123] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphes 6.39 à 6.41. (notes de bas de page omises)

[124] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 253.

[125] Communication présentée à titre de réfutation par la Corée, paragraphe 103.

7.203 Nous ne pouvons pas admettre l'argument de la Corée selon lequel le seul objet du point j) est d'indiquer quand il n'existe pas de subventions à l'exportation. Pour admettre cet argument il faudrait donner au point j) un sens exactement contraire à celui de ses termes mêmes: tel qu'il est libellé, le point j) définit certaines circonstances dans lesquelles des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation. Il ne vise tout simplement pas les programmes de garantie à l'exportation qui couvrent bien, à longue échéance, leurs frais et leurs pertes de gestion. En effet, à quoi cela servirait-il d'inclure les notes de bas de page 1 et 5 dans l'*Accord SMC* pour clarifier les rapports entre les articles 1er et 3 de l'Accord, d'une part, et la *Liste exemplative*, d'autre part, si l'on pouvait en fin de compte ignorer ces notes et donner à la *Liste exemplative* un sens qui est exactement contraire à celui de ses termes mêmes?

7.204 Quant à l'argument de la Corée selon lequel une partie plaignante n'utiliserait jamais le point j) pour établir l'existence d'une subvention à l'exportation prohibée, nous ne sommes pas d'accord. Comme le prévoit le point j), si une partie plaignante établit que le programme de garantie à l'exportation d'un autre Membre ne couvre pas globalement, à longue échéance, ses frais et pertes au titre de la gestion, cela suffit pour qu'il soit constaté que le programme dans son ensemble constitue une subvention à l'exportation prohibée. Étant donné le caractère *per se* des points énoncés dans la *Liste exemplative*, aucune autre analyse distincte du programme au titre des articles 1er et 3 ne serait nécessaire.[126] En outre, en faisant valoir que tout ce qu'une partie aurait besoin de faire pour présenter une allégation au titre de l'article 3.1 a) serait d'établir l'existence d'une subordination aux exportations, la Corée oublie qu'il est nécessaire, conformément à l'article 3.1 a), de démontrer l'existence d'un subventionnement. Un plaignant ne peut donc pas établir l'existence d'une violation de l'article 3.1 a) simplement en montrant qu'il y a subordination aux exportations; il doit également démontrer l'existence d'un subventionnement, et donc d'un avantage, sur la base de l'article 1.1 de l'*Accord SMC*.

7.205 Par ailleurs, nous rappelons que le raisonnement du Groupe spécial *Brésil - Aéronefs - Article 21:5* était fondé explicitement sur les désavantages structurels qui découleraient pour les pays en développement Membres d'une interprétation *a contrario* du point j). Le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> 6.59 La même situation existe en ce qui concerne le point j) de la Liste exemplative. Le Brésil fait valoir que son interprétation du premier paragraphe du point k) est nécessaire pour lui permettre d'égaler les conditions du crédit à l'exportation offertes par les pays développés Membres via les garanties de crédits à l'exportation. Si la note de bas de page 5 est interprétée de manière large comme englobant le premier paragraphe du point k), toutefois, on peut présumer qu'elle s'applique aussi au point j) et donc "autorise" les garanties de crédits à l'exportation à des taux de primes suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, même si les garanties constituaient une subvention subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a). Comme le Canada le fait observer, toutefois, dans le cas d'une garantie des pouvoirs publics, la banque prêteuse établit les conditions de financement en fonction du risque encouru par le gouvernement qui se porte garant, et non par l'emprunteur. Les pays développés présentent généralement un risque de défaillance plus faible que les pays en développement, et un pays en développement peut même souvent être perçu comme présentant un risque plus élevé que l'emprunteur à qui une garantie pourrait être accordée. Par voie de conséquence, si les pays en développement en théorie pouvaient utiliser n'importe quel "refuge" au titre du point j) pour accorder des garanties de prêts aux mêmes taux de primes que les pays développés, l'effet des

[126] Cela tient peut-être au contexte historique de la *Liste exemplative*, à savoir que celle-ci a été rédigée en premier lieu, avant l'introduction de la définition d'une "subvention" dans l'*Accord SMC*.

> garanties accordées par les pays en développement Membres sur le taux d'intérêt des crédits à l'exportation garantis serait minime voire inexistant dans la plupart des cas. En d'autres termes, une interprétation large de la note de bas de page 5, en ce qui concerne le point j), permettrait aux pays développés de soutenir des crédits à l'exportation à des taux d'intérêt qui seraient systématiquement inférieurs à ceux des crédits à l'exportation soutenus par les pays en développement.
>
> 6.60 Si, en revanche, nous interprétons la note de bas de page 5 conformément à son sens ordinaire, et concluons qu'elle ne s'applique pas à des points tels que le premier paragraphe du point k) et le point j), alors tous les Membres de l'OMC sont soumis à un ensemble de règles commun pour ce qui est des pratiques en matière de crédit à l'exportation. *Premièrement*, ils peuvent garantir que ces pratiques ne confèrent pas un avantage au sens de l'article premier et ne sont donc pas des subventions. Étant donné que l'existence d'un avantage est déterminée sur la base de l'existence d'un avantage pour un bénéficiaire, et indépendamment de la question de savoir s'il y a un coût pour les pouvoirs publics, tous les Membres se font concurrence dans des conditions d'égalité pour ce qui est de cette évaluation, c'est-à-dire qu'une mesure qui constitue une subvention à l'exportation lorsqu'elle est accordée par le Brésil constituera *ipso facto* une subvention lorsqu'elle est accordée par le Canada et vice versa.[127]

7.206 Nous partageons les préoccupations de ce groupe spécial en ce qui concerne les désavantages structurels qui découleraient pour les pays en développement Membres d'une interprétation *a contrario* du point j). Comme ce groupe spécial l'a indiqué, une interprétation conduisant à ces désavantages structurels "serait en contradiction avec l'un des objets et buts de l'*Accord sur l'OMC* en général et de l'*Accord SMC* en particulier".[128]

7.207 À la lumière de ce qui précède, nous constatons qu'une interprétation *a contrario* du point j) n'est pas admissible. À proprement parler, il n'est donc pas nécessaire que nous poursuivions notre analyse des deux questions restantes indiquées plus haut. Nous le ferons, toutefois, par souci d'exhaustivité.

ii) Si une interprétation a contrario du point j) était admissible, quelles conditions devraient être remplies?

7.208 À supposer pour les besoins de l'argumentation que le point j) puisse servir de moyen de défense affirmatif (ce que, comme nous l'avons indiqué, nous contestons), il devrait être démontré que le programme APRG constitue un programme de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, ou un programme d'assurance ou de garantie contre la hausse du coût des produits exportés, ou un programme contre les risques de change, appliquant des taux de primes qui sont suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ce programme.

---

[127] Voir le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphes 6.59 et 6.60. (notes de bas de page omises)

[128] *Ibid.*, paragraphe 6.47. Ce groupe spécial a noté qu'il était reconnu dans le préambule de l'*Accord sur l'OMC* "qu'il [était] nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique". Il a également noté ce qui suit: "Cet objectif prioritaire de l'*Accord sur l'OMC* se reflète largement dans l'*Accord SMC*. L'article 27 de ce dernier reconnaît que "les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres" et prévoit un traitement spécial et différencié substantiel en faveur des pays en développement, y compris en ce qui concerne les subventions à l'exportation." (*ibid.*, note 49)

iii) Les conditions pertinentes pour l'application du point j) comme moyen de défense affirmatif sont-elles remplies?

7.209 En tant que partie qui souhaite invoquer le point j) comme moyen de défense affirmatif, la Corée doit assumer la charge de la preuve et établir que les conditions pertinentes ont été remplies. La Corée estime que les APRG de la KEXIM sont des garanties du crédit à l'exportation ou, à tout le moins, des garanties contre la hausse du coût des produits exportés. Elle estime aussi que le programme APRG couvre, à longue échéance, ses frais de gestion, comme l'atteste sa rentabilité entre 1997 et 2002.

7.210 Les CE contestent l'affirmation de la Corée selon laquelle les APRG sont des garanties du crédit à l'exportation ou des garanties contre la hausse du coût des produits exportés. Elles affirment que les garanties du crédit à l'exportation sont fournies à des banques ou aux exportateurs pour des crédits qu'ils ont consentis à des clients étrangers, tandis que les APRG consistent en des garanties fournies aux clients étrangers pour les sommes qu'ils ont versées aux constructeurs navals. Elles affirment également que les APRG protègent contre les dépenses totales de l'exportateur ou les risques de crédit assumés par l'acheteur, et non contre la hausse du coût du produit exporté. Elles font valoir que la large interprétation donnée par la Corée autoriserait l'octroi de toute subvention à l'exportateur ou à des produits exportés qui est présentée comme un "programme de garantie" régi par le point j) puisque toute subvention en ce sens tendrait à réduire le coût de fabrication des produits exportés pour l'exportateur ou celui de l'achat des produits exportés pour l'acheteur.

7.211 Les CE affirment ensuite que lorsqu'elle accorde des APRG et des prêts avant expédition, la KEXIM assume un risque lié à la cote de crédit des exportateurs nationaux. Elles font observer que le financement du crédit à l'exportation visé au point j) concerne le risque international. Selon elles, la véritable raison d'être de ces dispositions est que les banques nationales n'ont en général pas les moyens d'évaluer les risques à l'étranger d'un acheteur potentiel d'un produit d'exportation (ni de recouvrer les fonds à l'étranger).

7.212 Les CE ne contestent pas l'affirmation de la Corée relative à la rentabilité à longue échéance du programme APRG.

Les APRG constituent-elles des garanties du crédit à l'exportation?

7.213 D'un point de vue purement textuel, fondé entièrement sur le sens ordinaire des mots, nous considérons qu'un instrument ne peut être désigné comme étant une "garantie du crédit à l'exportation" que s'il garantit un crédit à l'exportation. Un instrument garantira un crédit à l'exportation s'il couvre la défaillance de l'emprunteur en ce qui concerne un crédit à l'exportation accordé à cet emprunteur.

7.214 La Corée n'a pas fait valoir explicitement que les APRG garantissent des crédits à l'exportation. En fait, elle a cherché à établir un lien entre les APRG et les crédits à l'exportation en faisant valoir ce qui suit: "Les APRG sont émises pour protéger le propriétaire du navire contre une défaillance contractuelle du constructeur naval. Il n'est pas contesté que les exportateurs coréens exportant des biens d'équipement qui remplissent les conditions requises pour bénéficier de prêts au titre des politiques de la KEXIM en matière de prêts à l'exportation sont aussi admissibles au bénéfice des APRG. Il y a donc un rapport étroit entre le financement du prêt/crédit à l'exportation et les APRG, même s'il n'y a pas une coïncidence complète."[129] Par conséquent, bien que la Corée ne fasse pas valoir que les APRG garantissent des crédits à l'exportation (elle affirme au contraire que les APRG sont une garantie contre une défaillance contractuelle du constructeur naval), elle fait valoir

[129] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 263.

qu'il y a un rapport suffisamment étroit entre les crédits accordés aux exportateurs[130] et les APRG pour que ces dernières soient traitées comme des garanties du crédit à l'exportation. Nous notons toutefois qu'il n'y a pas de rapport direct entre les APRG et les prêts aux exportateurs, puisqu'il peut fort bien y avoir des cas dans lesquels des APRG sont émises alors qu'aucun prêt de la KEXIM (ou, du moins en théorie, aucun prêt du tout) n'est accordé aux exportateurs.

7.215 En réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, la Corée a indiqué que "[l]e fait que des APRG [pouvaient] être accordées lorsque des crédits à l'exportation au sens strict ne l['étaient] pas n'empêch[ait] pas les APRG de pouvoir être considérées comme des garanties du crédit à l'exportation parce qu'elles constitu[aient] néanmoins une garantie accessoire à une transaction à l'exportation, analogue à une garantie de crédit qui couvr[ait] une défaillance de l'emprunteur". Si nous comprenons correctement, la Corée cherche à démontrer l'existence d'un lien plus étroit entre les APRG et les prêts accordés aux exportateurs en traitant les paiements anticipés des acheteurs comme des prêts aux exportateurs, et les APRG comme des garanties de ces prêts. Nous ne pouvons pas admettre cet argument. Premièrement, nous ne voyons aucune raison de traiter un paiement anticipé comme un prêt au constructeur naval. Recevoir et effectuer un paiement anticipé n'est pas la même chose que d'accepter et d'offrir un prêt. Un prêt doit être remboursé, tandis qu'un paiement anticipé est versé pour une marchandise ou un service qui doivent être fournis. Au demeurant, en faisant valoir simplement que l'APRG est "analogue" à une garantie de prêt, la Corée donne à penser qu'elle-même n'est pas d'avis que le paiement anticipé constitue un prêt.[131] Deuxièmement, même si le paiement anticipé était traité comme un prêt, le simple fait qu'une garantie est émise pour un prêt dans le contexte d'une transaction à l'exportation (ou comme élément "accessoire" de cette transaction) ne fait pas nécessairement de cette garantie une garantie du crédit à l'exportation. Un instrument ne constituera une garantie du crédit à l'exportation que s'il garantit un "crédit à l'exportation". La Corée n'a ni fait valoir ni démontré que les paiements anticipés garantis par les APRG constituaient des "crédits à l'exportation".[132]

7.216 La Corée fait valoir que les organismes de crédit à l'exportation d'autres Membres fournissent aussi des APRG. Nous croyons comprendre qu'elle fait valoir que, du fait que des APRG sont offertes par des organismes de crédit à l'exportation d'autres Membres, elles devraient être traitées comme des garanties du crédit à l'exportation. La Corée affirme également à la note 34 des réponses qu'elle a données aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion que "si l'interprétation étroite et simpliste des CE était correcte, un certain nombre d'États membres des CE seraient *prima facie* en situation de violation de la Partie II de l'*Accord SMC* car leurs programmes ne relèveraient pas des paramètres de l'*Arrangement de l'OCDE* et ne seraient protégés par aucune clause de refuge". La conformité des pratiques d'autres Membres avec la Partie II de l'*Accord SMC* n'est pas en cause dans la présente procédure. En conséquence, pour régler le présent différend, nous ne tenons pas compte des pratiques d'autres Membres, ni des incidences que nos constatations pourraient avoir sur les pratiques de ces Membres.

---

[130] Aux fins de l'espèce, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer si un prêt accordé à un exportateur constitue ou non un crédit à l'exportation.

[131] Comme nous l'indiquons ci-après, la Corée traite effectivement le paiement anticipé couvert par l'APRG comme un fonds de roulement sans intérêts pour le chantier naval et donc pas comme un prêt.

[132] La Corée présente, au paragraphe 262 de sa première communication écrite, un argument qui ne s'applique que "[s]i un crédit en faveur du chantier naval peut être considéré comme un crédit à l'exportation". Nous ne traitons pas cette affirmation hypothétique comme un argument selon lequel les paiements anticipés constituent bien des crédits à l'exportation. En tout état de cause, même si cela pouvait être interprété comme un argument de la Corée selon lequel les paiements anticipés constituent des "crédits à l'exportation", nous constatons ci-après que les prêts aux exportateurs ne constituent pas des crédits à l'exportation. Par conséquent, même si les paiements anticipés pouvaient être traités comme des prêts aux exportateurs, ils ne seraient pas des "crédits à l'exportation".

7.217 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les APRG de la KEXIM ne constituent pas des garanties du crédit à l'exportation au sens du point j) de la *Liste exemplative*.

Les APRG constituent-elles des garanties contre la hausse du coût du produit exporté?

7.218 En ce qui concerne la question de la garantie contre les hausses de coût, la Corée affirme (en réponse à la question n° 60 du Groupe spécial) qu'une APRG garantit contre une hausse du coût lié aux fonds de roulement nécessaires pour produire le navire, parce que le fait que le propriétaire du navire effectue un paiement anticipé (garanti par l'APRG) réduit le montant que le chantier naval doit emprunter pour financer le coût de la production du navire (autrement dit, le paiement anticipé sert de fonds de roulement sans intérêts).

7.219 Les CE font valoir que le point j) ne s'applique pas aux garanties contre la hausse des coûts encourus par les exportateurs en général mais seulement aux garanties contre la hausse du "coût des produits exportés".

7.220 Nous notons que le point j) s'applique aux programmes de garantie contre la hausse du coût des "produits exportés". Le fait qu'un chantier naval ait accès à des fonds de roulement sans intérêts (à concurrence des paiements anticipés garantis par les APRG) n'a pas d'incidence sur le point de savoir si le coût (total) du navire augmentera ou non. Il ne constitue ni la garantie, pour le constructeur naval, que le coût de production du navire n'augmentera pas, ni la garantie, pour l'acheteur, que le prix du navire n'augmentera pas.[133] Indépendamment du paiement anticipé, le coût du navire pourrait toujours augmenter. Les APRG ne donnent pas la garantie que d'autres coûts et, donc le coût (total) du produit exporté, n'augmenteront pas. Par conséquent, rien ne nous permet de constater que les APRG constituent "des programmes de garantie contre la hausse du coût des produits exportés" au sens du point j) de la *Liste exemplative*.

7.221 Bien que les constatations qui précèdent indiquent que le point j) ne pourrait pas servir de moyen de défense affirmatif en l'espèce, par souci d'exhaustivité, nous traiterons la question du caractère suffisant des taux de prime APRG. À cet égard, nous notons que les CE n'ont pas contesté l'affirmation de la Corée selon laquelle les primes APRG sont suffisantes pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion du programme. Nous estimons par conséquent que la Corée a établi *prima facie* que cette condition était remplie.

7.222 À la lumière de nos constatations selon lesquelles le point j) ne peut pas être interprété *a contrario*, et les APRG ne sont ni des garanties du crédit à l'exportation ni des garanties contre la hausse du coût des produits exportés, nous constatons que la Corée n'a pas démontré que le point j) était applicable en tant que moyen de défense affirmatif pour les APRG individuelles dont il a été constaté qu'elles constituaient une violation de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.[134]

f) Conclusion

7.223 Pour conclure en ce qui concerne les transactions APRG individuelles contestées par les CE, nous constatons que les APRG de la KEXIM ci-après constituent des subventions à l'exportation prohibées contraires à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*:

---

[133] Les parties ont formulé un certain nombre d'arguments portant sur le point de savoir si "le coût des produits exportés" s'entendait du coût de production ou du prix. Nous ne jugeons pas nécessaire de trancher cette question pour décider si les APRG constituent des garanties contre la hausse du coût des produits exportés.

[134] Compte tenu de cette constatation, nous n'avons pas besoin d'examiner l'argument des CE selon lequel toute clause de refuge au titre du point j) de la *Liste exemplative* pourrait uniquement servir de moyen de défense pour le programme APRG en soi, mais non pour les transactions APRG individuelles relevant de ce programme (voir la réponse des CE à la question n° 169 du Groupe spécial).

[RCC: omis dans la version publique.]

5. Transactions PSL individuelles

7.224 Les CE allèguent qu'un certain nombre de PSL de la KEXIM individuels constituent des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. L'allégation des CE se fonde sur une comparaison des conditions des PSL individuels avec un point de repère du marché construit principalement à partir d'un indice des cours des obligations de société.

7.225 La Corée a formulé un certain nombre d'arguments concernant le point de repère du marché proposé par les CE. Elle a aussi proposé d'autres points de repère du marché de son côté. En particulier, elle estime que les conditions des PSL de la KEXIM devraient être comparées avec celles d'autres instruments de financement utilisés par les chantiers navals pertinents, y compris les obligations de société émises par ces chantiers navals. À titre subsidiaire, la Corée estime que les transactions PSL individuelles bénéficient du refuge prévu au premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*. Nous examinerons les arguments des parties concernant les autres points de repère du marché proposés par la Corée avant de traiter les questions se rapportant au point de repère du marché proposé par les CE. Ce n'est qu'ensuite que nous procéderons à l'examen des transactions individuelles indiquées par les CE dans leur allégation. Au cas où nous reconnaîtrions le bien-fondé de l'une quelconque des allégations des CE à l'encontre de transactions individuelles, nous examinerions alors la question de l'invocation par la Corée du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*.

a) Autres points de repère proposés par la Corée

i) Obligations de société émises par les chantiers navals

7.226 La Corée note que les CE ont proposé un point de repère du marché construit à partir d'un indice des taux des obligations de société. La Corée estime que, si un point de repère du marché doit se fonder sur des obligations de société, il devrait au moins se fonder sur les obligations émises par les différents chantiers navals en cause. En conséquence, la Corée a présenté des données concernant les obligations émises par DHI/DSME, Samho, STX/Daedong, Hyundai Mipo et HHI.

7.227 Les CE affirment que les obligations effectivement émises par les chantiers navals ne sont pas des points de repère du marché appropriés. Elles estiment que nombre des obligations émises étaient garanties et que la Corée n'a pas donné de précisions concernant les conditions auxquelles ces garanties étaient accordées. Les CE se plaignent aussi que la Corée a souvent omis d'indiquer l'identité du garant.[135]

7.228 Pour déterminer si oui ou non il est approprié d'utiliser les données concernant les obligations de société communiquées par la Corée en tant que point de repère du marché, nous examinerons les éléments de preuve fournis par la Corée pour chaque chantier naval séparément.

[135] Les CE ont aussi fait valoir que la Corée n'avait pas communiqué de renseignements sur les taux de rendement en ce qui concernait les obligations émises au-dessous du pair. Cependant, une partie de ces renseignements a finalement été communiquée par la Corée (voir, par exemple, la pièce n° 68 de la Corée). Les CE ont en outre fait valoir que, comme les données présentées par la Corée correspondaient à un récapitulatif trimestriel de l'encours des emprunts, elles ne reflétaient pas les taux d'intérêt à une date donnée quelconque et pouvaient se rapporter à des obligations émises des mois ou des années avant le trimestre pendant lequel elles avaient été communiquées. Compte tenu de notre décision de rejeter les données pour d'autres raisons, nous n'estimons pas nécessaire de traiter cet argument.

DHI/DSME

7.229 Dans sa réponse à la question n° 17 des CE, la Corée a fourni un tableau contenant des renseignements pour six obligations émises par DHI/DSME en 1997 et 1998.[136] Le tableau indique "N/A" dans la colonne " collateral/guarantee" (nantissement/garantie). On ne sait pas bien si la Corée voulait dire "not applicable" (non applicable) ou "not available" (non disponible). Les CE font valoir qu'au moins trois de ces obligations étaient garanties.[137] Bien que la Corée n'ait pas contesté cette affirmation, elle n'a pas fourni de renseignements concernant les conditions auxquelles ces garanties étaient offertes. Sans ces renseignements, nous ne pouvons pas utiliser les données relatives aux obligations présentées par la Corée comme point de repère du marché. En particulier, nous n'avons aucun moyen de nous assurer que les données relatives aux obligations de société fournies par la Corée et les taux PSL sont directement comparables. Nous ne pouvons pas non plus effectuer d'ajustements pour tenir compte d'éventuelles différences au niveau des garanties ou du nantissement. En outre, les renseignements présentés par les CE indiquent aussi que le garant pour au moins l'une de ces obligations était la KDB, dont nous avons déjà été constaté qu'elle était un organisme public.[138] Cela confirme notre décision de ne pas établir un point de repère du marché sur la base de ces données, puisqu'il y a un risque que les obligations de société garanties par des organismes publics ne soient pas un indicateur fiable des taux du marché.

7.230 La Corée a aussi communiqué des données relatives aux obligations de société pour 1999 et 2000.[139] Les données comprennent des soldes trimestriels, avec des taux d'intérêt moyen. Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si oui ou non de tels renseignements constituent une base appropriée pour un point de repère du marché.[140] Nous considérons cependant que nous n'avons pas à traiter cette question car la Corée n'a de toute façon pas fourni de précisions concernant un nantissement ou des garanties quelconques accordés en rapport avec ces obligations, même si la pièce n° 129 des CE montre que nombre des obligations de DHI/DSME ont été émises contre des garanties. Là encore, l'absence de renseignements de ce type nous empêche d'utiliser ces données comme point de repère du marché.

7.231 Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas en mesure d'utiliser les données communiquées par la Corée pour les obligations émises par DHI/DSME comme point de repère du marché fiable.

Samho

7.232 La Corée a fourni des renseignements sur les obligations émises par Samho au paragraphe 233 de sa première communication écrite, et dans sa réponse à la question n° 17 des CE.

7.233 Les CE allèguent que les obligations ne peuvent pas être utilisées comme point de repère du marché fiable parce qu'elles étaient garanties par **[RRC: omis dans la version publique]**, reflétant ainsi la cote de crédit de **[RRC: omis dans la version publique]** et non de Samho.

7.234 La Corée n'a pas réfuté l'argument des CE concernant la garantie **[RRC: omis dans la version publique]**, et n'a pas non plus fourni de renseignements sur les conditions dont cette garantie était assortie. Nous ne pouvons donc pas déterminer ce qu'aurait été le taux des obligations sans la garantie. En outre, la Corée a communiqué des données concernant des obligations à deux ans, qui ne

[136] Voir la pièce n° 68 de la Corée.
[137] Voir la pièce n° 129 des CE.
[138] Voir le paragraphe 7.172, *supra*.
[139] Voir la pièce n° 18 de la Corée.
[140] Les CE allèguent aussi que ces obligations ont été affectées par la restructuration, ce qui constitue une raison de plus pour ne pas les utiliser comme point de repère du marché (paragraphe 132 de la deuxième communication écrite des CE). La Corée n'a pas contesté cet argument.

peuvent pas être facilement comparées avec les taux des PSL à six mois. Dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure d'utiliser les données relatives aux obligations de Samho présentées par la Corée comme base pour établir un point de repère du marché par rapport auquel les PSL de la KEXIM pourraient être jugés.

STX/Daedong

7.235 La Corée a fourni des renseignements concernant les obligations émises par STX/Daedong au paragraphe 236 de sa première communication écrite, et dans sa réponse à la question n° 17 des CE. Elle affirme que les obligations de STX/Daedong constituent des points de repère du marché particulièrement appropriés car elles étaient nanties et pouvaient donc être facilement comparées avec les PSL nantis.

7.236 Les CE font observer que, d'après les renseignements communiqués par la Corée, les obligations de STX/Daedong étaient libellées en yen. Elles estiment qu'il est incorrect de comparer les taux d'intérêt d'obligations de société libellés en yen japonais avec les taux PSL libellés en won coréens, car les taux d'intérêt peuvent varier beaucoup en fonction de la monnaie sous-jacente. Les CE affirment aussi que le nantissement qui garantissait les obligations de STX/Daedong était l'usine dans sa totalité, alors que l'usine n'était pas utilisée comme nantissement pour les PSL.

7.237 Nous notons que la Corée n'a pas réfuté les arguments des CE à l'encontre de l'utilisation des données relatives aux obligations de STX/Daedong comme point de repère du marché. Nous convenons avec les CE que les taux en yen pour les obligations de société ne peuvent pas être directement comparés avec les taux des PSL libellés en won. En outre, en l'absence de renseignements additionnels de la Corée concernant la valeur du nantissement à la base des obligations de STX/Daedong (c'est-à-dire l'usine) et des PSL (c'est-à-dire les Yangdo Dambo), respectivement, nous ne pouvons pas assurer que la comparaison entre les taux de l'obligation de société et les taux du PSL ne sera pas affectée par des différences dans la valeur du nantissement pertinent. En outre, nous notons que la Corée a communiqué des données concernant des obligations à trois ans, qui ne peuvent pas être facilement comparées avec les taux des PSL à six mois. Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure d'utiliser les données concernant les obligations de STX/Daedong présentées par la Corée comme base pour établir un point de repère du marché par rapport auquel les PSL accordés à STX/Daedong pourraient être jugés.

Hyundai/Mipo

7.238 La Corée a fourni des renseignements sur les obligations émises par Hyundai/Mipo au paragraphe 238 de sa première communication écrite.

7.239 Les CE estiment que les données de la Corée ne devraient pas être utilisées comme point de repère du marché parce que la Corée n'a pas fourni d'éléments de preuve à l'appui sous forme de pièces ou autre. Elles font aussi valoir que même si le Groupe spécial considérait le point de repère proposé par la Corée comme étant pertinent, les taux des obligations de société proposés par la Corée sont généralement plus élevés que les taux des prêts avant expédition accordés par la KEXIM à Hyundai-MIPO.

7.240 Tout d'abord, nous notons que la Corée n'a pas fourni de renseignements détaillés sur les taux des obligations de Mipo. Par exemple, elle n'a donné aucun des renseignements plus détaillés (concernant les taux moyens trimestriels) qu'elle avait fournis pour les autres chantiers navals dans les pièces n° 18 à 21 de la Corée. En outre, nous notons que la Corée n'a pas indiqué au Groupe spécial si les obligations de Mipo étaient garanties ou nanties. Pour ces raisons, nous ne considérons pas approprié d'établir un point de repère du marché sur la base des renseignements concernant les obligations de société présentées par la Corée.

HHI

7.241 La Corée a fourni des renseignements concernant les obligations émises par HHI au paragraphe 240 de sa première communication écrite.

7.242 Les CE affirment que les taux des PSL accordés à HHI sont inférieurs aux taux des obligations de HHI communiqués par la Corée.

7.243 Nous notons que la Corée a communiqué des données sur des obligations à trois ans, qu'il ne serait pas approprié de comparer avec des taux de PSL à six mois (sans apporter d'ajustement). Pour cette raison, nous ne sommes pas en mesure d'établir un point de repère du marché sur la base des données concernant les obligations de HHI communiquées par la Corée.

Conclusion

7.244 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure d'établir un point de repère du marché sur la base des données communiquées par la Corée au sujet des obligations de société émises par les chantiers navals en cause.

ii) Autres points de repère proposés par la Corée

7.245 La Corée estime que les transactions PSL individuelles peuvent être examinées à la lumière des lettres de crédit à paiement différé, prêts par découvert, obligations de société, effets commerciaux, prêts pour équipements et emprunts à court terme contractés/émis par les différents chantiers navals en cause.

7.246 Les CE affirment que les autres sources de financement mentionnées par la Corée ne devraient pas être utilisées comme point de repère du marché car les CE ne connaissent pas les conditions et le nantissement dont ces financements étaient assortis.

7.247 À notre avis, la Corée n'a pas fourni suffisamment de renseignements pour que nous utilisions les autres instruments mentionnés plus haut comme repère du marché fiable. À l'exception des prêts pour équipements, le seul renseignement communiqué par la Corée au sujet des prescriptions en matière de nantissement est que cela "dépend de la solidité financière de l'emprunteur".[141] S'agissant des prêts pour équipements, la Corée dit qu'un nantissement est nécessaire sous forme de "biens immobiliers, [de l']usine dans sa totalité"[142], mais ne donne aucune indication quant à l'incidence de ce nantissement sur les marges de ces prêts. Par conséquent, nous ne disposons pas de renseignements suffisants pour être certains que les prêts pour équipements et les PSL de la KEXIM sont comparables sur la base du nantissement (ni de renseignements suffisants pour effectuer les ajustements qui pourraient être nécessaires). Les renseignements fournis en ce qui concerne les conditions/échéances de ces divers instruments sont de même insuffisants. Les seuls renseignements concrets sur les conditions ont trait aux lettres de crédit à paiement différé.[143] Pour les autres instruments, la Corée se contente d'indiquer les conditions qui sont "normalement" ou approximativement ("à peu près") applicables.[144] Nous n'avons donc aucun moyen de nous assurer que ces autres instruments et les PSL de la KEXIM sont directement comparables en termes de durée (ni de renseignements suffisants pour effectuer les ajustements qui pourraient être nécessaires). En outre, comme la Corée n'a pas indiqué l'identité des émetteurs des instruments susmentionnés, nous ne pouvons pas établir si oui ou non ils représentent les taux du marché (par opposition à un organisme public). En outre, nous notons que la

[141] Voir le paragraphe 226 de la première communication écrite de la Corée.
[142] Voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 226.
[143] *Ibid*.
[144] *Ibid.*

Corée a communiqué des données concernant des lettres de crédit à paiement différé émis en dollars EU pour Hanjin.[145] Nous ne jugeons pas approprié de comparer les conditions dont sont assortis des instruments libellés en des monnaies différentes.

iii) Conclusion

7.248 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure d'établir un point de repère du marché sur la base des autres instruments mentionnés plus haut.

b) Le point de repère du marché proposé par les CE

7.249 L'allégation des CE se fonde sur une comparaison des conditions des PSL individuels avec un point de repère du marché construit essentiellement à partir d'un indice des cours des obligations de société.[146] Pour les chantiers navals auxquels les agences de notation accordent une note BBB ou supérieure (c'est-à-dire de la catégorie "investissement"), les CE comparent en général les taux effectifs des PSL de la KEXIM avec un point de repère du marché construit à partir de l'indice général des cours des obligations de société à six mois de l'Association des courtiers en valeurs de Corée ("KSDA"), avec quelques ajustements pour tenir compte des différences de durée et de nantissement. Pour chaque chantier naval classé dans la catégorie "investissement", les CE identifient une note attribuée par une agence de notation et appliquent les cours de l'indice de la KSDA pour les obligations de société ayant la même note. Pour les chantiers navals non classés dans la catégorie "investissement", auxquels les agences de notation ont attribué des notes inférieures à BBB, les CE comparent les taux effectifs des PSL avec des taux construits sur la base des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM elle-même (en utilisant en général les marges de la KEXIM pour la notation pertinente de la KEXIM), là encore avec quelques ajustements pour tenir compte des différences de durée et de nantissement.

7.250 La Corée conteste le point de repère du marché proposé par les CE. Ses objections ont trait aux différences alléguées dans les méthodes de notation de la KEXIM/des banques privées et des agences de notation des obligations de société, l'utilisation des cours des obligations indexées, le choix de la durée sur laquelle portent les données de l'indice de la KSDA, la gestion des risques dans le processus de versement des PSL et l'admissibilité de certains arguments/données des CE.

i) Différences alléguées dans les méthodes de notation

7.251 La Corée estime que la méthode utilisée par les CE pour les transactions de la catégorie "investissement" est viciée car les notes de crédit attribuées par la KEXIM à un constructeur naval donné ne peuvent pas être systématiquement alignées sur les notes attribuées au même constructeur naval par des agences de notation des obligations de société. La Corée affirme que la notation des obligations de société et la notation du crédit par la KEXIM se fondent sur des niveaux différents de risque de crédit sous-jacent.[147] En particulier, la Corée fait valoir que la notation de base pour une obligation non garantie est la même que la note correspondant à la société émettrice, alors que la note de crédit attribuée par la KEXIM se fonde sur une "notation de la facilité", qui inclut non seulement le risque de crédit de la société qui emprunte mais aussi des facteurs de réduction du risque liés à la structure de la facilité concernée, y compris le nantissement. Eu égard à la notation de la facilité, la Corée fait valoir que le taux de défaut pour la note d'un crédit bancaire (tel que les PSL de la KEXIM) est moindre que pour la note d'une obligation de société correspondante. D'après la Corée, pour la même société, la note de l'obligation doit être supérieure à la note du crédit bancaire pour que le risque soit équivalent. La Corée estime que les banques analysent trois éléments lorsqu'elles

[145] Voir la pièce n° 21 de la Corée.
[146] La dernière version de l'analyse des CE est présentée dans la pièce n° 10 des CE.
[147] Voir la pièce n° 91 de la Corée.

attribuent des notes de crédit: la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et la perte attendue. La Corée déclare, sur la base d'un document de la KEXIM[148], que la perte en cas de défaut "est l'élément essentiel qui distingue les obligations de société des prêts bancaires, car la notation des obligations de société en Corée, qui vise en général des obligations de premier rang non garanties à longue échéance, ne tient pas compte [de la perte en cas de défaut]". La Corée affirme qu'il y a donc une différence importante quant à la perte attendue entre les notes des prêts bancaires et les notes des obligations de société, de sorte que les rendements des obligations de société devraient être plus élevés que ceux des prêts bancaires pour la même entité.

7.252 La Corée fait aussi valoir qu'il y a une différence fondamentale entre les méthodes de notation des banques et celles des agences de notation. Elle dit que les banques utilisent en général une approche du "point temporel", suivant laquelle la durée de validité d'une évaluation des risques est généralement d'un an à compter de la date de l'évaluation. La Corée dit que les banques privées analysent donc le risque dans la "situation actuelle". Elle affirme que les agences de notation, par contre, notent les obligations de société en utilisant une approche "cyclique" qui couvre toute la durée jusqu'à l'échéance et qui tient compte de la situation projetée de l'émetteur de l'obligation au cours de la partie la plus défavorable projetée du cycle économique ou industriel pendant cette période. La Corée estime donc que la notation des agences de notation serait plus pessimiste que celle des banques.

7.253 Les CE estiment que les notes attribuées aux obligations de société par les agences de notation sont comparables aux notes de crédit attribuées par la KEXIM. En ce qui concerne DSME, les CE relèvent que la plupart des obligations de DSME émises entre 1997 et 1999 étaient garanties/nanties. Elles font valoir que la notation des obligations tenait compte de la garantie, tout comme les notations de la KEXIM tenaient compte du nantissement pour les PSL.

7.254 Les CE affirment également que le risque de crédit afférent aux titres de la catégorie "investissement" et aux placements privés notés BB est comparable au risque de crédit d'une dette publique ayant la même note. Elles font valoir qu'en cas de discordance, la note la plus pessimiste est en général celle qui a la meilleure capacité de prédiction. Les CE font valoir qu'il devrait au moins y avoir une corrélation entre les notes des obligations de société et les notes de la KEXIM pour les notations supérieures ou égales à BB. Elles affirment que la notation du crédit évalue le risque en fonction de la capacité de remboursement du débiteur, compte tenu de tous les nantissements possibles. Elles estiment donc qu'un prêt privé (comme un PSL) et une obligation ayant la même note correspondront à la même capacité de remboursement du débiteur et au même risque de crédit et devraient donc être rémunérés par le même taux d'intérêt.

7.255 En ce qui concerne les méthodes de notation, les CE affirment que la définition que donne Standard & Poor's d'une notation ne fait pas référence à des projections fondées sur le scénario le plus défavorable. Au contraire, elle fait référence à la solvabilité du débiteur et à des garanties. En outre, les CE disent qu'aux fins de sa notation, la KEXIM doit analyser davantage que la "situation actuelle", sinon, elle n'aurait pas continué à accorder des PSL à DSME alors que celle-ci était en faillite.

7.256 En ce qui concerne la pertinence des garanties pour la détermination de l'exposition au risque de crédit, la Corée déclare que la plupart des obligations émises en Corée ne sont pas nanties et que les taux des obligations de la KSDA cités par les CE sont aussi hors nantissement. Elle fait aussi observer que les CE ont déclaré que les obligations de DSME étaient nanties, tout comme les PSL de la KEXIM, et demande pourquoi les obligations de DSME n'auraient pas pu être utilisées comme point de repère.

[148] Incompatibility of Bank Rating Systems and Agency Rating systems, KEXIM, juillet 2004, page 3, pièce n° 143 de la Corée.

7.257 En ce qui concerne l'argument des CE selon lequel le risque de crédit est comparable pour les tires de la catégorie "investissement", les prêts privés notés BB et la dette publique, la Corée fait observer que la source sur laquelle se fondent les CE mentionne en fait des "taux d'incidence ou de défaut moins bons" pour les placements publics et une "gravité des pertes ... moindre sur les placements privés". La Corée note aussi que la source indique en outre que les placements privés "présentent de meilleurs antécédents en ce qui concerne l'incidence, la gravité et les pertes économiques" que les émissions publiques. La Corée affirme que la source des CE confirme donc sa position concernant l'exposition plus faible au risque des placements privés par rapport aux placements publics ayant la même notation.

7.258 En examinant l'argument de la Corée, nous sommes frappés par la déclaration de la KEXIM selon laquelle la perte en cas de défaut "est l'élément essentiel qui distingue les obligations de société des prêts bancaires, car la notation des obligations de société en Corée, qui vise en général des **obligations de premier rang non garanties à longue échéance**, ne tient pas compte [de la perte en cas de défaut]".[149] La KEXIM déclare que les pertes en cas de défaut dépendent en partie des conditions de la facilité de prêt et des mesures de protection, y compris "le **nantissement**, les exigences concernant la marge de nantissement, ... et d'autres mesures de soutien y compris **les garanties et les assurances**".[150]

7.259 Nous notons également que la Corée invoque un document de Moody's, où il est dit ce qui suit:

> "Moody attribue normalement aux prêts bancaires des notes qui varient entre l'équivalent de la notation "senior implied" pour un emprunteur donné et trois catégories de notation plus détaillées, supérieures à "senior implied". La différence de notation entre les prêts bancaires d'une entreprise et les autres titres de créance ne reflète pas une probabilité de défaut plus grande ou moindre. En réalité, elle prend en compte le fait que la valeur de recouvrement attendue est plus élevée pour les prêts bancaires que pour les obligations du même emprunteur **en raison de la structure du prêt et de la sûreté**."[151]

7.260 Dans la mesure où il y a discordance entre les méthodes de notation des banques privées et des agences de notation, les passages ci-dessus extraits des documents de la KEXIM et de Moody's présentés par la Corée indiquent que ces discordances sont en grande partie dues à des différences de nantissement/garantie (en ce sens que les prêts bancaires tels que les PSL de la KEXIM sont normalement garantis/nantis, alors que les obligations de société ne le sont pas) et de durée (en ce sens que les obligations de société ont en général une durée plus longue que les prêts bancaires privés tels que les PSL de la KEXIM).[152,153] Nous examinerons donc la mesure dans laquelle les différences

---

[149] Incompatibility of Bank Rating Systems and Agency Rating systems, KEXIM, juillet 2004, page 3, pièce n° 143 de la Corée, pas de caractère gras dans l'original.

[150] *Ibid.*, page 3, pas de caractère gras dans l'original.

[151] A Sense of Security, Moody's Investors Service, octobre 1997, pièce n° 143 de la Corée, pas de caractère gras dans l'original.

[152] Notre interprétation selon laquelle la préoccupation de la Corée porte essentiellement sur des questions de nantissement et de durée est confirmée par le paragraphe 236 de la première communication écrite de la Corée, où celle-ci déclarait que les obligations de société et les PSL n'étaient pas directement comparables "à cause, en particulier, de la différence de nantissement et de durée". Bien que cette déclaration ait été faite au début de la procédure du Groupe spécial, elle n'a jamais été désavouée par la Corée et devrait donc éclairer les arguments ultérieurs de la Corée.

[153] Le fait que le point de repère du marché proposé par les CE peut nécessiter des ajustements pour tenir compte de différences de nantissement et de durée ne rend pas *ipso facto* ce point de repère inutilisable. En effet, même les autres points de repère proposés par la Corée auraient nécessité des ajustements semblables. Comme il est indiqué au paragraphe 230 de la première communication écrite de la Corée, DSME "a utilisé

de nantissement et de durée sont prises en compte dans le point de repère du marché proposé par les CE.

7.261 Bien que l'indice des obligations de la KSDA se fonde sur des obligations non garanties, alors que les PSL de la KEXIM sont nantis, le point de repère du marché proposé par les CE comporte le même ajustement pour le nantissement/les garanties que celui que la KEXIM a effectué pour les PSL (c'est-à-dire une réduction de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la marge pour risque de crédit).[154] Pour l'essentiel, par conséquent, nous considérons que toute discordance dans les notations due à des différences de nantissement entre les obligations de société et les PSL de la KEXIM est corrigée de manière appropriée.

7.262 En ce qui concerne la durée, nous notons que les CE ont inclus des données sur les cours des obligations à six mois dans leur point de repère proposé. Comme la Corée allègue que "la durée des PSL n'est en général pas inférieure à six mois"[155], les discordances alléguées dans les méthodes de notation dues à des différences de durée ne devraient pas avoir lieu lorsque l'on compare les conditions des PSL de la KEXIM avec les taux de l'indice des obligations de la KSDA.

7.263 Quoi qu'il en soit, nous notons la déclaration de Moody's selon laquelle les prêts bancaires peuvent parfois être notés au même niveau que d'autres titres de créance.[156] Cela donnerait à penser que, dans certains cas, les notations attribuées aux prêts bancaires et aux autres titres de créance peuvent être comparées directement, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer des ajustements pour tenir compte du nantissement ou de la durée. Compte tenu du fait que les ajustements peuvent ne pas être nécessaires dans tous les cas, et étant donné l'approche en matière de nantissement et de durée suivie pour le point de repère du marché proposé par les CE, nous considérons que les éventuelles discordances entre les méthodes de notation des agences de notation et celles des banques privées sont corrigées de manière satisfaisante dans le point de repère du marché proposé par les CE.

7.264 La Corée a aussi fait valoir qu'il y a une différence fondamentale entre les méthodes de notation des banques et celles des agences de notation. Elle soutient que les banques utilisent en général une approche "du point temporel" alors que les agences de notation utilisent une approche "cyclique"/fondée sur le scénario le plus défavorable. La Corée a présenté un extrait de l'article susmentionné de Moody's, qui compare les notations en fonction du point temporel et en fonction du cycle. Bien que la Corée se fonde sur cet article pour faire valoir qu'il y a une différence

---

différents types de financement et en raison des différences entre les conditions, il est difficile de comparer directement le taux d'intérêt des prêts avant expédition et les taux d'intérêt des autres mécanismes de financement". Bien entendu, le fait qu'une comparaison est difficile ne signifie pas qu'elle ne devrait pas être effectuée.

[154] Au cours de la procédure du Groupe spécial, la Corée a contesté la manière dont les CE avaient ajusté les données de la KSDA concernant les taux d'intérêt pour prendre en compte la valeur du Yangdo Dambo servant de nantissement aux PSL de la KEXIM (voir la pièce n° 90 de la Corée, paragraphes 6 à 9). Les CE ont allégué qu'elles avaient répondu à la préoccupation de la Corée dans les nouveaux calculs présentés dans leur pièce jointe n° 10 (voir les paragraphes 40 et 41 des réponses des CE aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond). Comme il n'y a pas eu d'autre référence à la manière dont les CE avaient traité cet ajustement dans les observations de la Corée concernant la pièce jointe n° 10 des CE (voir la page 23 des réponses de la Corée du 9 juillet 2004 aux questions complémentaires du Groupe spécial), nous considérons qu'il n'y a plus de divergences entre les parties au sujet de ce point. La Corée s'est également plainte que les CE n'avaient pas tenu compte de la valeur de nantissement des garanties à responsabilité conjointe et solidaire. Comme la Corée a déclaré dans sa pièce n° 90 que **[RCC: omis dans la version publique]**, nous ne voyons pas pourquoi les CE ne feraient pas de même pour construire leur point de repère du marché. En tout état de cause, puisque la Corée n'a pas quantifié la valeur alléguée de ce nantissement, nous n'avons aucune base nous permettant de procéder à un quelconque ajustement.

[155] Voir la réponse de la Corée à la question n° 12 des CE. Le tableau figurant au paragraphe 226 de la première communication écrite de la Corée indique que la durée des PSL est "d'environ six mois (moyenne)".

[156] Voir le paragraphe 7.259, *supra*.

fondamentale entre les méthodes de notation des banques et celles des agences de notation, nous relevons qu'il est aussi dit dans cet article que "[l]es agences et les banques tiennent compte les unes et les autres des mêmes facteurs de risque".[157] En outre, nous faisons observer que la définition des notations de Standard & Poor's présentée par les CE ne contient aucune référence ni à des méthodes de notation "cycliques" ni à des méthodes fondées sur le scénario le plus défavorable. Au lieu de cela, il est dit dans cette définition qu'une notation "est un **avis actuel** sur la solvabilité d'un débiteur".[158] Nous considérons que cela est compatible avec l'approche du point temporel suivie par la KEXIM, qui (d'après la Corée) "porte essentiellement sur la "**situation actuelle**" de l'emprunteur".[159] Eu égard aux éléments de preuve dont nous disposons, nous ne sommes donc pas convaincus par l'argument de la Corée selon lequel il y a des différences fondamentales entre les méthodes de notation des banques et celles des agences de notation.

7.265 En outre, nous notons que la KEXIM a introduit son système de notation du crédit en avril 2001.[160] Entre mars 1998 et avril 2001, la KEXIM a appliqué les notes des agences de notation. Cela nous amène à formuler deux observations. Premièrement, un grand nombre des PSL individuels contestés par les CE relevaient du régime de notation des obligations de société qu'appliquait la KEXIM avant avril 2001. Par conséquent, les questions susmentionnées soulevées par la Corée ne s'appliquent pas en ce qui concerne ces transactions. Deuxièmement, le fait que la KEXIM elle-même a utilisé les notations des agences jusqu'en avril 2001 nous donne à penser que les méthodes de notation des agences de notation et des banques privées ne sont pas incompatibles (en particulier lorsque des ajustements sont effectués pour tenir compte des éventuelles différences de nantissement et de durée).

7.266 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous n'admettons pas les arguments de la Corée selon lesquels les différences fondamentales alléguées entre les méthodes de notation des banques et celles des agences de notation empêchent l'utilisation du point de repère du marché proposé par les CE.

ii) Utilisation des cours des obligations indexées

7.267 Dans sa réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, la Corée estime que les données de la KSDA sur les obligations de société présentées par les CE ne constituent pas un point de repère du marché approprié parce qu'il s'agit d'un indice hypothétique des cours des obligations. D'après la Corée, les taux des obligations de société indiqués par les CE sont les taux que la KSDA annonce pour la construction d'indices généraux. La Corée affirme que, pour permettre à la KSDA d'afficher quotidiennement les taux de rendement des obligations de société, les courtiers en valeurs de dix maisons de titres désignées par la KSDA communiquent à cette dernière des taux de rendement quotidiens qui ne sont pas fondés sur les statistiques des rendements réels, mais sur leurs propres projections effectuées compte tenu de la situation du marché à la date considérée. La Corée affirme que la KSDA se contente d'établir une moyenne à partir de ces taux projetés et de l'afficher, de sorte que les taux de la KSDA doivent aussi être des taux projetés/hypothétiques. Elle fait aussi observer que les taux de la KSDA sont des indices généraux qui ne tiennent pas compte des différences entre les secteurs industriels, ni des différences quant à la santé financière des émetteurs respectifs (par exemple le point de savoir si la société est une filiale d'un chaebol) des obligations de société effectives qui se négocient sur le marché. La Corée affirme que, considérées individuellement, les sociétés, même lorsqu'elles ont la même cote de crédit, peuvent être perçues et traitées différemment

[157] A Sense of Security, Moody's Investors Service, octobre 1997, pièce n° 143 de la Corée, page 911.
[158] *Ibid.*, page 13, pas de caractère gras dans l'original.
[159] Incompatibility of Bank Rating Systems and Agency Rating systems, KEXIM, juillet 2004, pièce n° 143 de la Corée, page 5, pas de caractère gras dans l'original.
[160] Voir la pièce jointe n° 6 annexée à la première communication écrite de la Corée. Bien que cette pièce jointe porte sur les notations concernant les APRG, la Corée fait valoir qu'il en va de même pour les PSL (voir le paragraphe 196 de la première communication écrite de la Corée).

sur le marché en fonction de divers facteurs. D'après la Corée, par conséquent, les taux de rendement effectifs des obligations de sociétés émettrices ayant la même cote de crédit peuvent présenter des différences substantielles. La Corée estime qu'il y a donc nécessairement des différences ou des écarts entre les taux de la KSDA et les taux effectifs des obligations des différentes sociétés. Selon elle, par conséquent, le tableau des obligations de la KSDA n'est qu'un indice qui montre la situation du marché à une date spécifique. La Corée fait observer qu'il ne reflète pas les situations spécifiques en ce qui concerne le secteur industriel, les émetteurs et les préférences sur le marché et qu'il ne peut en aucun cas être un "prix" auquel une obligation spécifique peut être achetée.

7.268 Les CE estiment que le tableau des obligations de la KSDA n'est pas fondé sur des taux hypothétiques ou projetés mais constitue un point de repère du marché fiable pour l'évaluation des taux d'intérêt applicables aux prêts. Les CE affirment que, selon la définition donnée par Bloomberg de l'indice de la KSDA des obligations de société, "la KSDA recueille tous les jours les cours établis pour chaque secteur par dix grandes banques d'affaires, pour des durées allant de trois mois à cinq ans. Les indices sont calculés quotidiennement et rééquilibrés toutes les semaines. Tous ces changements sont actualisées sur une base hebdomadaire dans les composants de l'indice, de manière à faire apparaître tous les nouveaux titres sous-jacents pour chaque secteur. La KSDA actualise les changements de notation tous les mois. ... Le tableau des obligations de la KSDA est l'évaluation au prix du marché acceptée pour le marché intérieur".[161] Les CE estiment, en résumé, que le tableau des obligations de la KSDA est l'évaluation au prix du marché acceptée, c'est-à-dire qu'il reflète le cours actuel des obligations sur le marché, puisque les cours des obligations et les rendements sont actualisés quotidiennement sur la base de données recueillies auprès d'un grand nombre de maisons de titres locales représentatives.

7.269 Nous devons établir un point de repère du marché pour nous prononcer sur les allégations dont nous sommes saisis. Nous rappelons que la Corée n'a pas communiqué de renseignements suffisants pour nous permettre d'utiliser l'un quelconque des autres points de repère du marché qu'elle a proposés. Dans ces conditions, et vu l'absence de tout point de repère acceptable fondé sur des données spécifiques aux différents chantiers navals, nous sommes disposés à utiliser les données de l'indice de la KSDA, à condition que celles-ci ne donnent pas lieu à des résultats manifestement inexacts. À cet égard, nous notons que l'indice de la KSDA se fonde sur des données communiquées par un certain nombre d'opérateurs du marché et qu'il est mis à jour quotidiennement. Nous notons en outre que la Corée elle-même a reconnu que l'indice de la KSDA "p[ouvait] être un indicateur préliminaire qu'un investisseur p[ouvait] utiliser comme première référence avant d'étudier le marché de manière plus approfondie".[162] Nous ne pensons pas que l'utilisation de l'indice de la KSDA donnerait lieu en soi à des résultats manifestement inexacts. En outre, comme des ajustements appropriés sont effectués pour tenir compte de facteurs tels que le nantissement, nous considérons que l'indice de la KSDA constitue nécessairement plus qu'un simple "indicateur préliminaire" pour devenir un indicateur fiable des conditions auxquelles le marché aurait proposé des PSL aux chantiers navals.

iii) Choix de la durée dans les données de l'indice de la KSDA

7.270 Au départ, les CE ont construit leur point de repère du marché sur la base de données de la KSDA concernant des obligations de société à trois ans. Pour répondre aux arguments de la Corée selon lesquels les PSL avaient une durée de six mois, les CE ont ensuite utilisé les données de l'indice de la KSDA à un an, rapportées à six mois. En réponse à des observations additionnelles de la Corée, les CE ont construit leur point de repère du marché proposé essentiellement sur la base des données de

[161] Voir la pièce n° 118 des CE, page 9.
[162] Observation de la Corée du 9 juillet 2004 relative à la pièce n° 148 des CE en ce qui concerne le tableau des obligations de la KSDA, voir l'annexe G-5.

l'indice de la KSDA à six mois.[163] Dans leur pièce jointe n° 10, cependant, les CE ont déclaré qu'elles avaient continué d'utiliser les données de l'indice de la KSDA à un an dans les cas "où le taux de base appliqué par la KEXIM [était] supérieur à six mois"[164], c'est-à-dire dans les cas où la KEXIM avait utilisé des taux de base à un an ou un an et demi.

7.271 Dans ses observations concernant la pièce jointe n° 10 des CE, la Corée s'est plainte en ces termes:

> les CE commencent maintenant tout à coup à alléguer qu'un point de repère assorti d'une durée d'un an devrait être utilisé dans certains cas. À l'appui de cette thèse, les CE allèguent que les taux de base pour certains types de PSL sont **[RCC: omis dans la version publique]**. C'est un non-sens. Comme cela a été établi et jusqu'à présent allégué par les CE elles-mêmes, un point de repère approprié doit être une facilité accordée selon des modalités et des conditions semblables. Ces modalités doivent être évaluées en fonction de la durée et non de l'appellation des taux de base.[165]

7.272 En l'absence de toute explication de la Corée sur la raison pour laquelle la KEXIM a choisi d'utiliser des taux de base à un an (ou plus) pour certains PSL mais des taux de base à six mois pour d'autres, nous considérons approprié de construire un point de repère du marché en utilisant les données de la KSDA à six mois pour l'examen des PSL émis à partir de taux de base à six mois, et en utilisant les données de la KSDA à un an pour l'examen des PSL émis à partir de taux de base à un an (ou plus). De cette manière, les données sous-jacentes au point de repère du marché sont alignées sur les données sous-jacentes aux PSL de la KEXIM. En outre, nous notons que, même si les CE ont adopté la même approche en ce qui concerne le point de repère du marché qu'elles avaient précédemment proposé sur la base des données de la KSDA à un an[166], la Corée n'avait pas contesté cette approche à ce stade antérieur de la procédure du Groupe spécial.[167] L'objection de la Corée souffre donc d'une absence de conviction. Pour toutes ces raisons, nous considérons que les CE étaient en droit d'utiliser les données de l'indice de la KSDA à un an dans les cas où le taux de base de la KEXIM dépassait six mois.

iv) Gestion des risques dans le processus de versement des PSL

7.273 La Corée estime que la KEXIM jouit d'une plus grande marge de manœuvre en ce qui concerne la gestion des risques que les détenteurs d'obligations de société. En particulier, elle affirme que, du fait que les PSL sont versés en tranches correspondant au progrès de la construction des navires, la KEXIM est en mesure de suivre et d'analyser en permanence toute évolution de la gestion et de la situation financière des chantiers navals. Elle affirme que la KEXIM peut aussi mettre immédiatement fin au versement des tranches restantes et prendre des dispositions pour recouvrer rapidement l'encours des prêts en mobilisant les nantissements ou d'une autre manière.

7.274 Les CE concèdent que l'argument de la Corée concernant la gestion des risques est dans une certaine mesure valable mais seulement si la KEXIM ajuste effectivement la marge pour risque de crédit une fois qu'un chantier naval a été rétrogradé dans l'évaluation de sa situation financière. Elles estiment que ce n'est pas le cas, comme en témoigne le fait que la KEXIM n'a pas ajusté ses marges pour risque de crédit malgré des changements dans la cote de crédit de certains chantiers navals. Les

---

[163] La Corée a formulé un certain nombre d'arguments concernant le fait que les CE avaient précédemment utilisé des données relatives à des obligations de société ayant une durée supérieure à six mois. Comme les CE ont finalement utilisé un point de repère construit essentiellement à partir de données concernant des titres à six mois, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner tous ces arguments dans nos constatations.

[164] Pièce jointe n° 10 des CE, page 1.

[165] Observation de la Corée du 9 juillet relative à la pièce n° 10 des CE, voir l'annexe G-5.

[166] Voir la pièce n° 125 des CE, colonne 8 "AD duration".

[167] En particulier, il n'y a aucune référence à cette question dans les pièces n° 90 à 102 de la Corée.

CE affirment en outre que même si la KEXIM suivait réellement et gérait cette situation, l'incidence sur la marge de crédit à l'émission du prêt serait très limitée.

7.275 En ce qui concerne la possibilité de mettre fin aux versements, les CE affirment que la Corée n'a présenté aucun élément de preuve montrant que la KEXIM ait jamais cessé de verser les tranches restantes lorsque la situation du crédit s'est détériorée. Elles estiment également que, comme les marges de la KEXIM tenaient déjà compte de l'existence des nantissements par un ajustement à la baisse de la marge pour risque de crédit (sans nantissement), il n'y a pas de raison pour que le mécanisme de versement visé plus haut pour les PSL atténue davantage le risque encouru par la KEXIM. Les CE affirment en outre que l'argument de la Corée est vicié puisque, dans le cas de Yangdo Dambo, le nantissement est censé augmenter en valeur à mesure que le montant total versé s'accroît. Or les CE disent que le fait de mettre fin aux versements n'augmentera pas la valeur de ce qui sera recouvré. Elles font valoir que c'est le contraire qui se produira car le navire ne sera pas terminé et il sera plus difficile à vendre.

7.276 Nous considérons que les CE ont effectivement réfuté l'argument de la Corée selon lequel la KEXIM a une plus grande capacité de gérer les risques dans le processus de versement des PSL. En outre, nous notons que la Corée n'a pas quantifié l'incidence de cette plus grande capacité alléguée de la KEXIM de gérer les risques. Nous considérons que cela est particulièrement important eu égard à l'affirmation des CE selon laquelle toute incidence sur la marge pour risque de crédit à l'émission du crédit serait très limitée.[168] En l'absence de toute quantification par la Corée, rien ne nous permet de rejeter l'affirmation des CE selon laquelle l'incidence serait très limitée. Pour ces raisons, nous ne considérons pas que cela soit une base appropriée pour rejeter le point de repère du marché proposé par les CE.

v) Admissibilité de certains arguments et données des CE

7.277 Au paragraphe 88 de sa deuxième déclaration orale, la Corée allègue que le Groupe spécial devrait écarter et rejeter les paragraphes 113 à 121 de la deuxième communication écrite des CE. La Corée fait valoir que cette partie de la communication des CE se compose de renseignements visant à étayer des éléments *prima facie* et non d'éléments de preuve fournis à titre de réfutation.

7.278 Nous supposons que l'observation de la Corée se fonde sur le paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial, aux termes duquel:

> Les parties présenteront au Groupe spécial tous les éléments de preuve factuels au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront accordées sur exposé de raisons valables. En pareils cas, l'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra.

7.279 Aux paragraphes 113 à 121 de leur deuxième communication écrite, les CE répondent aux arguments formulés par la Corée (dans sa première communication écrite et pendant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties) au sujet du point de repère du marché qu'elles ont proposé dans leur première communication écrite. Nous estimons que les renseignements factuels figurant dans ces paragraphes constituent en soi, "les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations" au sens du paragraphe 12 de nos procédures de travail. Pour cette raison, nous nous abstenons d'écarter ou de rejeter ces éléments de preuve comme la Corée nous l'a demandé.

---

[168] Voir le paragraphe 7.274, *supra*.

vi) Conclusion

7.280 Compte tenu de ce qui précède, nous rejetons les objections de la Corée concernant le point de repère du marché proposé par les CE. Nous considérons donc qu'il est approprié d'appliquer ce point de repère pour déterminer si les transactions PSL individuelles en cause confèrent un "avantage" et constituent en conséquence des subventions.

c) Application du point de repère du marché des CE aux transactions PSL individuelles de la KEXIM

7.281 Les CE ont comparé un certain nombre de PSL de la KEXIM avec leur point de repère du marché. Les PSL ont été accordés par la KEXIM à DSME, Samho/Halla, STX/Daedong, Hyundai/MIPO et HHI. Les CE allèguent que la majorité de ces PSL ont conféré un avantage au chantier naval concerné. La Corée a soulevé un certain nombre de questions concernant la comparaison spécifique par chantier naval réalisée par les CE. Nous examinons ces questions ci-après.[169]

i) DSME

7.282 En se fondant sur leur pièce jointe n° 10, les CE estiment qu'un certain nombre de PSL accordés par la KEXIM à DSME ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions. En appliquant leur point de repère du marché, cependant, les CE n'ont pas utilisé la note de crédit attribuée par la KEXIM à DSME **[RCC: omis dans la version publique]** pour déterminer la marge pour risque de crédit appliquée par la KEXIM à certains PSL accordés en 2000 et 2001.[170] Au lieu de cela, elles ont utilisé une note SM de la KEXIM. Les CE ont fait observer que les agences de notation avaient attribué une note "C" à DSME au cours de cette période. Elles affirment qu'une note C d'une agence de notation équivaut à une note SM de la KEXIM (et non à la note **[RCC: omis dans la version publique]** utilisée par la KEXIM). Les CE font valoir que les notes attribuées par les agences de notation constituent un point de repère plus approprié que les notations de la KEXIM. D'après les CE, toute discordance dans les notes de crédit indique une différence inexpliquée entre les notes de attribuées par la KEXIM et celles des agences privées.

7.283 La Corée estime que les CE auraient dû appliquer la marge pour risque de crédit de la KEXIM pour les notes **[RCC: omis dans la version publique]** de la KEXIM. Outre qu'elle fait valoir que les notes attribuées par les agences de notation ne peuvent pas être directement comparées aux notes de la KEXIM, la Corée conteste qu'une note "C" attribuée par une agence de notation soit équivalente à une note "SM" de la KEXIM.

7.284 Nous notons que, d'après la pièce n° 92 de la Corée, la KEXIM a attribué une note **[RCC: omis dans la version publique]** à DHI/DSME en avril 2001 (lorsqu'elle a introduit son propre système de notation du crédit). Dans sa pièce n° 99, la Corée propose d'appliquer cette note **[RCC: omis dans la version publique]** pour tous les PSL accordés à compter de juin 1999. D'après la pièce n° 92 de la Corée, cependant, les agences de notation ont attribué à DHI/DSME une note BB+ en

[169] À ce stade, nos constatations se limitent aux arguments des parties concernant l'existence d'un avantage. Elles ne portent pas sur les questions relatives au montant de l'avantage allégué (telles que, par exemple, l'argument de la Corée concernant la durée effective de certains PSL (voir, entre autres, le paragraphe 283 de la deuxième communication écrite de la Corée)).

[170] Nous notons que les CE ont utilisé les marges pour risque de crédit effectives de la KEXIM lorsque la notation d'un chantier naval était inférieure à la catégorie "investissement", car il n'y avait pas de données de l'indice de la KSDA disponibles pour ces notations (voir le paragraphe 7.249, *supra*).

mai 1999, mais ont ramené leur note à C en août 1999.[171] Cela tiendrait au fait que la situation financière de DHI/DSME s'est dégradée dans le courant de 1999. En revanche, la Corée prétend appliquer la même note attribuée par la KEXIM en juin 1999, jusqu'en août 1999 et en 2000. Compte tenu de la dégradation de la situation financière de DHI, nous ne pouvons pas accepter l'idée qu'en suivant une approche de la notation du crédit fondée sur le marché, on aurait appliqué la même note à DHI/DSME pendant toute cette période.[172] Pour cette raison, nous avons de sérieux doutes quant à la fiabilité (en termes de compatibilité avec le marché) de la note **[RCC: omis dans la version publique]** attribuée par la KEXIM à DHI/DSME pendant cette période. Dans ces conditions, nous considérons que le point de départ pour l'ajustement de la marge pour risque de crédit dans le point de repère du marché des CE devrait être la note C appliquée par les agences de notation.

7.285 Pour ce qui est d'établir l'équivalent KEXIM d'une note C attribuée par une agence de notation, nous relevons que le tableau 1 de la pièce n° 148 des CE[173] indique qu'une marge pour risque de crédit **[RCC: omis dans la version publique]** de la KEXIM équivaut à une marge pour risque de crédit BBB ou BB d'une agence. Elle n'équivaut pas à une marge C. Bien que la Corée estime que le tableau 1 de la pièce n° 148 des CE porte uniquement sur la chronologie des changements introduits par la KEXIM dans son système de notation[174], nous considérons néanmoins qu'il indique que la KEXIM elle-même pensait qu'une note **[RCC: omis dans la version publique]** équivalait approximativement à une note BBB ou BB d'une agence de notation, par opposition à une note C. Cela est confirmé par la définition que la KEXIM elle-même donne d'une note **[RCC: omis dans la version publique]**, qui s'applique dans les cas où **[RCC: omis dans la version publique]**.[175] Par contre, un débiteur noté C n'a "pas de capacité libératoire"[176], c'est-à-dire qu'il n'a pas la capacité de se libérer de ses obligations financières. Il y a donc une différence fondamentale entre une note **[RCC: omis dans la version publique]** de la KEXIM et une note C attribuée par une agence de notation (pour ce qui est de la capacité de se libérer de ses obligations). À notre avis, une comparaison des définitions pertinentes montre qu'il est approprié de comparer une note C d'une agence avec une note SM de la KEXIM, puisqu'un débiteur noté SM est de la même manière "exposé au risque de non-paiement".[177]

7.286 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous constatons que la marge pour risque de crédit **[RCC: omis dans la version publique]** de la KEXIM ne devrait pas être utilisée dans le point de repère du marché en ce qui concerne les PSL accordés à DHI/DSME au cours de la période pendant laquelle les agences de notation ont appliqué une note C à DHI/DSME. Nous considérons qu'il est approprié d'appliquer plutôt la marge pour risque de crédit SM de la KEXIM à ces transactions.

7.287 Pour ces raisons, nous approuvons la comparaison faite par les CE dans leur pièce jointe n° 10 au sujet des PSL accordés par la KEXIM à DSME. Étant donné que cette comparaison démontre que ces PSL sont accordés à des conditions plus favorables que celles que peut obtenir DSME sur le marché, nous constatons que ces PSL de la KEXIM confèrent un avantage et constituent en conséquence des subventions.

---

[171] Cela est confirmé au paragraphe 338 de la première communication écrite de la Corée où il est indiqué qu'"à partir de 1999, la cote de crédit au niveau international des sociétés du groupe Daewoo, y compris DHI, a commencé à faiblir".

[172] En réponse à la question n° 114 du Groupe spécial, la Corée fait observer que la KEXIM a relevé la note de DHI/DSME après la renégociation de la dette. Cela est vrai, mais cela ne signifie pas que la note P5 attribuée par la KEXIM au cours de la renégociation soit juste ou conforme aux principes du marché.

[173] Voir la page 7.

[174] Voir l'observation, du 9 juillet 2004, de la Corée concernant la réponse des CE à la question complémentaire n° 136 du Groupe spécial.

[175] Réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V, réponse 1.1(24)-2, pièce n° 131 des CE.

[176] Moody's affiliate, Korea Investor Services, Bond ratings definitions, pièce n° 9 des CE.

[177] Réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V, réponse 1.1(24)-2, pièce n° 131 des CE.

ii) Samho/Halla

7.288 Sur la base de la comparaison présentée dans leur pièce jointe n° 10, les CE estiment qu'un certain nombre de PSL accordés par la KEXIM à Samho/Halla ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions. La Corée estime que les CE n'ont pas ajusté leur analyse de ces PSL pour tenir compte du fait qu'ils étaient **[RCC: omis dans la version publique]**.

7.289 Les CE font observer que la Corée n'a jamais fourni d'éléments de preuve étayés de l'existence et des nantissements et qu'elle a dit dans sa réponse au Groupe spécial[178] que "la KEXIM n'a pas pour politique de tenir et de garder les feuilles de calcul ou documents similaires"[179] nécessaires à l'examen des nantissements. D'après les CE, il n'y a donc aucun motif valable de considérer **[RCC: omis dans la version publique]**. Les CE affirment que, sur la base des meilleurs renseignements disponibles, elles ont appliqué la même règle que pour l'ajustement Yangdo Dambo, c'est-à-dire une marge pour risque de crédit de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent.

7.290 Pour l'examen de cette question, nous considérons que c'est à la Corée, en tant que partie cherchant à établir un fait, que devrait incomber la charge de prouver que la KEXIM a appliqué pour les transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]** une marge pour risque de crédit inférieure à celle qui est applicable aux transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]**. Nous ne considérons pas que la Corée se soit acquittée de cette charge.

7.291 Premièrement, la Corée n'a cité aucune disposition des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM concernant cette question. Deuxièmement, rien dans le libellé des autres documents présentés par la Corée n'indique qu'un ajustement supplémentaire de la marge pour risque de crédit ait été effectué pour les transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]** par rapport aux transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]**.

7.292 La Corée affirme que "la pièce n° 60 de la Corée montre clairement qu'en ce qui concerne **[RCC: omis dans la version publique]**. Cependant, s'il est peut-être exact que **[RCC: omis dans la version publique]**, la pièce n° 60 de la Corée n'indique pas comment, si tant est que cela soit le cas[180], la KEXIM a tenu compte de la valeur de **[RCC: omis dans la version publique]** dans son calcul du taux d'intérêt. De fait, la réponse de la Corée à la question n° 72 du Groupe spécial[181] – dans le contexte de laquelle la pièce n° 60 de la Corée a été fournie – indiquait que "la KEXIM n'a[vait] pas pour pratique de conserver et de tenir à jour les feuilles de calcul et autres documents analogues". Même si un ajustement supplémentaire était nécessaire, le Groupe spécial n'aurait donc aucune base pour déterminer quel devrait être exactement cet ajustement.

7.293 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous considérons que les CE étaient en droit d'effectuer le même ajustement de la marge pour risque de crédit pour les transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]** et pour les transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]**.

---

[178] Voir la réponse de la Corée à la question n° 72 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

[179] Voir la réponse de la Corée à la question n° 67 du Groupe spécial.

[180] Nous notons à cet égard que la KEXIM ne procède pas à un ajustement supplémentaire de la marge pour risque de crédit en ce qui concerne les transactions indiquées comme étant **[RCC: omis dans la version publique]** (la Corée a déclaré dans sa pièce n° 90 que **[RCC: omis dans la version publique]**). Il n'y a aucun élément de preuve qui donnerait à penser que la KEXIM applique une approche différente en ce qui concerne **[RCC: omis dans la version publique]**.

[181] Dans laquelle le Groupe spécial demandait, entre autres choses, "les feuilles de calcul et autres documents indiquant les calculs du taux d'intérêt et des autres conditions, y compris la prise en compte du nantissement" qui se rapportent à l'examen/l'autorisation d'un PSL particulier accordé à Samho.

7.294 Nous approuvons donc la partie de l'analyse présentée dans la pièce jointe n° 10 des CE concernant les PSL accordés par la KEXIM à Samho/Halla. Comme cette comparaison démontre que ces PSL sont accordés à des conditions plus favorables que celles que peut obtenir Samho/Halla sur le marché, nous constatons que ces PSL de la KEXIM ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions.

iii) STX/Daedong

7.295 En se fondant sur la comparaison présentée dans leur pièce jointe n° 10, les CE estiment qu'un certain nombre de PSL accordés par la KEXIM à STX/Daedong ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions.

7.296 La Corée reproche aux CE d'avoir appliqué des données de l'indice de la KSDA correspondant à des sociétés notées BBB-. Elle fait observer que la KEXIM a attribué à STX une note **[RCC: omis dans la version publique]** pendant la période pertinente, et fait valoir qu'une note P3 de la KEXIM équivaut à une note A- attribuée par une agence de notation. La Corée affirme donc que les CE auraient dû inclure dans leur point de repère des données de l'indice de la KSDA correspondant à des sociétés notées A-.

7.297 Les CE font observer que la note BBB- qu'elles ont utilisée pour leur analyse concernant STX/Daedong est la note communiquée par les sociétés privées de notation du crédit. Elles affirment que ces notations sont plus exactes que les notations internes de la KEXIM.

7.298 Conformément à la méthode qu'elles ont utilisée pour les chantiers navals relevant de la catégorie "investissement", les CE ont analysé les PSL accordés à STX/Daedong sur la base des notes des agences de notation et des cours pertinents de l'indice de la KSDA. Étant donné que nous avons rejeté les arguments de la Corée à l'encontre de l'utilisation des notes des agences de notation, et en l'absence de nouveaux arguments de la Corée concernant les notes attribuées par les agences à STX/Daedong en particulier, nous ne voyons pas pourquoi les CE ne se fonderaient pas sur ces notations.[182]

7.299 Nous approuvons donc la partie de l'analyse présentée dans la pièce jointe n° 10 des CE concernant les PSL accordés par la KEXIM à STX/Daedong. Comme cette comparaison démontre que ces PSL sont accordés à des conditions plus favorables que celles que STX/Daedong peut obtenir sur le marché, nous constatons que ces PSL accordés par la KEXIM ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions.

iv) Hyundai/MIPO

7.300 La Corée n'a formulée aucune objection concernant une transaction spécifique pour ce qui est de l'analyse par les CE des PSL accordés par la KEXIM à Hyundai/Mipo. Nous approuvons donc l'analyse par les CE de ces PSL, présentée dans leur pièce jointe n° 10, et constatons que ces PSL - autres que les projets 000056P et 000116P[183] - sont accordés à des conditions plus favorables que

[182] Bien que nous notions (en rapport avec le paragraphe 235 de la première communication écrite de la Corée, qui concerne le traitement, par les CE, des PSL accordés à Samho) que la note A- d'une agence a été appliquée par les CE en ce qui concerne Samho, alors que ce chantier était noté **[RCC: omis dans la version publique]** par la KEXIM, cela ne signifie pas nécessairement que les CE considèrent qu'une note P3 de la KEXIM équivaut à une note A- d'une agence. Cela veut simplement dire que Samho était notée A- par les agences de notation et **[RCC: omis dans la version publique]** par la KEXIM à ce moment-là. En suivant leur méthode, les CE auraient appliqué une note BBB+ si les agences avaient ainsi noté Samho à ce moment-là, même si la note **[RCC: omis dans la version publique]** de la KEXIM n'avait pas changé. Il n'y a donc pas de relation méthodologique entre la notation des agences et celle de la KEXIM dans ce cas particulier.

[183] Les CE ont calculé des marges d'avantage négatives en ce qui concerne ces transactions.

celles que peut obtenir MIPO sur le marché. Ces PSL (autres que les projets 000056P et 000116P) ont en conséquence conféré un avantage et constituent des subventions.

v) Hanjin

7.301 La Corée n'a formulé aucune objection concernant une transaction spécifique pour ce qui est de l'analyse par les CE des PSL accordés par la KEXIM à Hanjin. Nous approuvons donc l'analyse par les CE de ces PSL, présentée dans leur pièce jointe n° 10, et constatons que les projets 000108P, 000109P, 000130P, 000131P, 000132P, 010005P et 010073P ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions.

vi) Hyundai Heavy Industries

7.302 Au cours de la procédure du Groupe spécial, la Corée s'est plainte que les CE n'avaient pas appliqué les marges pour risque de crédit appropriées en ce qui concerne certains PSL accordés par la KEXIM à HHI. Elle a affirmé que les marges pour risque de crédit présentées dans la première communication écrite des CE pour HHI étaient des taux provisoires sans nantissement qui avaient été par la suite réduits lorsque Hyundai avait fourni un nantissement.

7.303 Comme les CE ont confirmé dans leur réponse à la question n° 137 qu'elles avaient appliqué la marge pour risque de crédit réduite pour les PSL pertinents accordés à HHI, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'examiner cette question plus avant.

7.304 En l'absence de toute objection additionnelle de la Corée concernant une transaction spécifique, nous approuvons l'analyse par les CE des PSL accordés par la KEXIM à HHI qui est présentée dans la pièce jointe n° 10 des CE. Nous constatons donc que les projets 010019P, 010020P, 010021P, 010022P, 010023P, 010080P, 010081P, 010082P, 010083P, 010084P, 010154P, 010152P, 010153P, 010155P, 010157P, 010156P, 024838P, 024840P, 024842P, 024849P et 024852P ont conféré un avantage et constituent en conséquence des subventions.

d) Subordination aux exportations

i) Arguments des parties

7.305 Les CE estiment que les PSL sont accordés dans le but spécifique d'aider les sociétés coréennes à produire des marchandises destinées à l'exportation. Les CE affirment que les PSL de la KEXIM sont de ce fait subordonnés aux exportations au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

7.306 Lorsque le Groupe spécial lui a demandé (question n° 48) si elle contestait l'allégation des CE selon laquelle les PSL et les APRG relevant du régime juridique de la KEXIM étaient subordonnés aux résultats à l'exportation, la Corée a répondu qu'elle "n'a[vait] pas pris position sur le point de savoir si [les PSL et les APRG] [étaient] subordonnés aux résultats à l'exportation". En réponse à une question orale du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, la Corée a déclaré qu'elle ne contestait pas l'allégation des CE concernant la subordination aux exportations.

ii) Évaluation par le Groupe spécial

7.307 Nous constatons que les CE ont établi *prima facie* que les PSL de la KEXIM étaient subordonnés aux résultats à l'exportation. Compte tenu de la décision de la Corée de ne pas contester les arguments des CE concernant cette question, nous constatons que les PSL de la KEXIM sont "subordonné[ ]s … aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

e) Spécificité

7.308 Conformément à l'article 1.2, les disciplines de l'*Accord SMC* s'appliquent uniquement aux subventions qui sont "spécifiques" au sens de l'article 2 dudit accord. L'article 2.3 de l'*Accord SMC* dispose que "[t]oute subvention relevant des dispositions de l'article 3 sera réputée être spécifique". Étant donné que les subventions subordonnées aux exportations relèvent des dispositions de l'article 3 (paragraphe 1 a)), elles sont "spécifiques". Conformément à l'article 2.3, en conséquence, nous concluons que les PSL dont nous avons constaté qu'ils étaient des subventions à l'exportation sont "spécifiques".

f) Moyen de défense au titre du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*

7.309 À la lumière de nos constatations selon lesquelles certains PSL constituent des subventions et selon lesquelles ces subventions sont subordonnées aux résultats à l'exportation, nous serons tenus de constater que ces PSL sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* à moins que nous ne reconnaissions le bien-fondé de l'allégation de la Corée selon laquelle ils bénéficient de la clause de refuge prévue au premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*. Comme c'était le cas lorsque la Corée a précédemment invoqué le point j) de la *Liste exemplative* en tant que moyen de défense en ce qui concerne certaines transactions APRG individuelles, le moyen de défense de la Corée pose la question de savoir si oui ou non le premier paragraphe du point k) peut être interprété *a contrario* et, dans l'affirmative, si oui ou non les conditions pertinentes sont remplies dans la présente affaire.

i) Une interprétation a contrario du premier paragraphe du point k) est-elle admissible?

7.310 Nous avons déjà déterminé qu'une interprétation *a contrario* du point j) n'était pas admissible. Nous ne voyons pas pourquoi nous ne devrions pas parvenir à la même conclusion en ce qui concerne le premier paragraphe du point k). Puisque le premier paragraphe du point k) ne renferme aucune déclaration affirmative indiquant qu'une mesure n'est pas une subvention à l'exportation, ou qu'une mesure ne remplissant pas les conditions prévues par ce paragraphe n'est pas prohibée, nous considérons qu'il ne relève pas de la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*. Nous faisons observer que cette constatation est compatible avec le rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, auquel nous souscrivons. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que le premier paragraphe du point k) ne peut pas être interprété *a contrario*.

7.311 Pour l'essentiel, la Corée formule les mêmes arguments concernant l'interprétation *a contrario* du point k), premier paragraphe, que pour le point j).[184] Il n'est donc pas nécessaire que nous répétions notre analyse de ces arguments à ce stade. La Corée a aussi fait valoir que le fait de ne pas autoriser une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) rendrait la clause de l'"avantage important" sans effet. Cet argument a été avancé par le Brésil et par les États-Unis dans l'affaire *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5* a exposé et rejeté cet argument comme suit:

> Le Brésil, et les États-Unis en tant que tierce partie, soutiennent qu'une constatation selon laquelle le premier paragraphe du point k) ne peut pas être utilisé *a contrario* pour autoriser les crédits à l'exportation et les prises en charge et versements y relatifs qui ne servent *pas* à assurer un avantage important rendrait la clause de l'"avantage important" sans effet. Nous ne sommes pas d'accord. À notre avis, le principal rôle de la Liste exemplative est de donner des indications quant à la question de savoir quand des mesures ne sont *pas* des subventions à l'exportation prohibées – bien que la

[184] Les CE estiment que le premier paragraphe du point k) – contrairement au point j) (voir le paragraphe 7.199, *supra*) – ne peut pas être interprété *a contrario*.

note de bas de page 5 permette de l'utiliser à cette fin dans certains cas – mais plutôt de préciser que certaines mesures *sont* des subventions à l'exportation prohibées. Ainsi, il serait possible de démontrer qu'une mesure relève d'un point de la Liste exemplative et qu'elle est donc prohibée sans être tenu de démontrer que l'article 3, et donc l'article premier, sont respectés. Pour emprunter une notion au domaine du droit de la concurrence, on pourrait considérer la Liste exemplative comme quelque chose d'analogue à une liste de violations en soi. Vue sous cet angle, la clause de l'avantage important n'est pas "sans effet", en ce sens qu'elle n'est pas rendue redondante ou inutile, par une constatation selon laquelle le premier paragraphe du point k) ne peut pas être utilisé *a contrario* pour établir qu'une mesure est autorisée. Au contraire, l'avantage important continue néanmoins de jouer un rôle important en restreignant la gamme des mesures qui autrement seraient soumises à la condition de violation "en soi" définie au premier paragraphe du point k), comme cela est indiqué ci-après.

Examinons tout d'abord la première situation envisagée par le premier paragraphe du point k), l'octroi par les pouvoirs publics de crédits à l'exportation à des taux inférieurs aux coûts des capitaux. On peut généralement supposer que dans de telles circonstances, il y aura un avantage pour le bénéficiaire et donc une subvention. Ce n'est toutefois pas toujours le cas. Chaque fois que le coût des capitaux pour les pouvoirs publics est supérieur à ce qu'il est pour l'emprunteur, un prêt consenti à un coût inférieur au coût des capitaux pour les pouvoirs publics peut toutefois ne pas conférer un avantage au bénéficiaire. Par exemple, le Brésil fait valoir dans le présent différend que le coût des capitaux est pour lui supérieur à 13 pour cent. En revanche, il est probable qu'un grand nombre d'acheteurs d'exportations brésiliennes pourraient obtenir un financement privé du crédit à l'exportation ne bénéficiant pas d'une intervention des pouvoirs publics quelle qu'elle soit, à un taux d'intérêt sensiblement inférieur à 13 pour cent. Ainsi, le financement direct par le Brésil dans ces circonstances pourrait fort bien comporter un coût pour les pouvoirs publics mais ne procurer aucun avantage, important ou pas, au bénéficiaire. Dans ces circonstances, et faute de la clause de l'avantage important, il serait interdit au Brésil de fournir des crédits à l'exportation à un taux d'intérêt inférieur à 13 pour cent, même si les crédits à l'exportation ne procuraient aucun avantage quel qu'il soit. Le rôle de la clause de l'avantage important dans cette situation est de restreindre la portée de la prohibition en soi en pareils cas.

Une situation similaire pourrait survenir en cas de versements relevant du premier paragraphe du point k). Sans la clause de l'avantage important, un plaignant pourrait démontrer l'existence d'une subvention prohibée simplement en démontrant l'existence d'un versement ou prise en charge au sens du point k). Toutefois, le coût des capitaux pour un organisme financier dans un pays en développement peut fort bien être plus élevé que pour les organismes financiers des pays développés, et la première peut donc se trouver dans l'incapacité d'accorder des crédits à l'exportation à des conditions compétitives par rapport à celles que proposent les secondes. Une prise en charge qui permettrait à un organisme financier brésilien d'accorder des crédits à l'exportation à un client étranger exactement aux mêmes conditions que celles que ce client aurait pu obtenir sur les marchés financiers internationaux pourrait, en l'absence de la clause de l'avantage important, constituer une subvention à l'exportation prohibée, même si l'emprunteur – et par voie de conséquence l'exportateur – n'était pas mieux loti qu'il ne l'aurait été sans la prise en charge. La clause de l'avantage important restreint la portée de la violation "en soi" définie au premier paragraphe du point k) et évite ce résultat.

> Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que la clause de l'"avantage important" ne serait pas rendue "sans effet" par une constatation selon laquelle le premier paragraphe du point k) ne peut pas servir de base pour établir qu'une mesure est "autorisée".[185]

7.312 Nous estimons que ce raisonnement est convaincant. Nous notons aussi que la Corée n'a pas tenté de le réfuter. Dans ces conditions, nous nous laisserons guider par ce raisonnement et, sur cette base, nous rejetons l'argument de la Corée selon lequel le fait de ne pas autoriser une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) viderait de son sens la clause de l'avantage important figurant dans cette disposition.

7.313 Ayant constaté qu'une interprétation *a contrario* du premier paragraphe du point k) n'était pas admissible, nous n'avons pas besoin, à proprement parler, d'examiner les questions additionnelles indiquées ci-dessus. Par souci d'exhaustivité, toutefois, nous le ferons.

ii) Si une interprétation a contrario du premier paragraphe du point k) était admissible, quelles seraient les conditions à remplir?

7.314 À supposer pour les besoins de l'argumentation que le premier paragraphe du point k) puisse servir de moyen de défense affirmatif dans la présente affaire (ce que, comme nous l'avons indiqué, nous contestons), il faudrait démontrer que les PSL constituent des "crédits à l'exportation", et qu'ils sont accordés à des taux supérieurs à ceux que les pouvoirs publics en question ont effectivement dû payer pour les fonds ou, si les taux sont inférieurs au coût, à des taux qui ne procurent pas néanmoins un avantage important s'agissant des conditions du crédit à l'exportation.

iii) Les conditions pertinentes sont-elles remplies?

7.315 En tant que partie qui souhaite invoquer le premier paragraphe du point k) comme moyen de défense affirmatif, la Corée doit assurer la charge de la preuve et établir que les conditions pertinentes ont été remplies. La Corée estime que les PSL constituent des crédits à l'exportation et qu'ils "sont accordés à des taux nettement plus élevés que ceux que les pouvoirs publics doivent payer pour les fonds ainsi employés".[186] Elle estime aussi que les PSL ne confèrent pas un avantage important.

7.316 Les CE estiment que les PSL ne sont pas des crédits à l'exportation puisqu'ils ne sont pas accordés à l'acheteur étranger. Elles fondent leur argument sur la définition ci-après figurant dans le Manuel sur les crédits à l'exportation de l'*Organisation de coopération et de développement économiques* ("*OCDE*"):

> On peut dire en gros qu'un crédit à l'exportation se présente sous la forme d'un mécanisme d'assurance, de garantie ou de financement qui permet à un acheteur étranger de biens et/ou de services exportés de différer son paiement pendant un certain temps. ... Les crédits à l'exportation peuvent prendre forme de "crédits fournisseurs" consentis par l'exportateur ou de "crédits acheteurs", auquel cas c'est la banque ou un autre établissement financier de l'exportateur qui prête à l'acheteur (ou à sa banque).

7.317 Compte tenu de leur argument selon lequel les PSL ne sont pas des crédits à l'exportation au sens du premier paragraphe du point k), les CE n'entrent pas en matière au sujet des affirmations de la Corée selon lesquelles les PSL "sont accordés à des taux nettement plus élevés que ceux que les

---

[185] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs – Article 21:5*, paragraphes 6.42 à 6.45. (notes de bas de page omises)

[186] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 277.

pouvoirs publics doivent payer pour les fonds ainsi employés"[187] et selon lesquelles les PSL ne confèrent pas un avantage important.

7.318 La Corée affirme que la définition que donnent les CE du "crédit à l'exportation" est excessivement étroite. Elle se fonde sur une large interprétation de la notion de "crédit à l'exportation". La Corée estime que cette interprétation est justifiée par la définition ci-après figurant sur le site Web de l'*OCDE*:

> De manière générale, il y a crédit à l'exportation chaque fois qu'un acheteur étranger de produits ou de services exportés est autorisé à différer son paiement. Les crédits à l'exportation sont généralement classés en crédits à court terme (remboursables dans un délai habituellement inférieur à deux ans), à moyen terme (de deux à cinq ans le plus souvent) et à long terme (plus de cinq ans). Les crédits à l'exportation peuvent revêtir la forme de "crédits fournisseurs" ou de "crédits acheteurs". Les "crédits fournisseurs" sont octroyés directement par un exportateur à un acheteur étranger. Les "crédits acheteurs" sont octroyés par la banque ou un autre établissement financier d'un exportateur en tant que prêts à l'acheteur (ou à sa banque). Les pays membres de l'OCDE peuvent accorder un soutien public aux deux types de transactions par le biais de leurs organismes de crédit à l'exportation, à condition que ce soutien soit conforme à l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.[188]

7.319 La Corée invoque aussi le paragraphe 3 de l'*Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation de navires*, qui se lit comme suit:

> Le taux d'intérêt minimum s'appliquera également aux crédits accordés avec le soutien des gouvernements participant à l'Arrangement, dans le pays du constructeur, à celui-ci ou à toute autre tierce partie, afin de permettre d'accorder des crédits à l'armateur ou à toute autre tierce partie dans le pays de l'armateur, que ce soutien officiel soit accordé à la totalité du crédit ou seulement à une partie de celui-ci.

7.320 La Corée affirme que l'approche des CE donne la primauté à l'*OCDE* par rapport à l'OMC.[189] Les CE considèrent que la définition des "crédits à l'exportation" donnée par l'*OCDE* correspond au sens généralement accepté de cette expression dans les milieux pertinents, que l'expression "crédit … à l'exportation" qui figure au deuxième paragraphe du point k) a le sens qui lui est donné dans l'*Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* ("*Arrangement de l'OCDE*") et qu'en raison de l'étroit parallélisme existant entre le premier et le deuxième paragraphe, il doit être présumé, en l'absence de toute indication contraire, que l'expression a le même sens à la fois dans le premier et dans le deuxième paragraphe.

7.321 Nous ne pensons pas que la référence au "crédit à l'exportation" dans le premier paragraphe du point k) doive nécessairement être définie de la même façon que la référence au "crédit officiel à l'exportation" dans le deuxième paragraphe de ce point. Cependant, nous notons que les deux parties ont mentionné les sources de l'*OCDE* pour étayer leur définition respective de l'expression "crédit à l'exportation". En conséquence, nous tiendrons compte des sources de l'*OCDE* pour l'évaluation du sens de l'expression "crédit à l'exportation" figurant au premier paragraphe du point k).

7.322 La question fondamentale soulevée par les parties dans leurs arguments est de savoir si un prêt constituera un "crédit à l'exportation" uniquement s'il est accordé à l'acheteur étranger, ou si

---

[187] *Ibid.*, paragraphe 277.
[188] *Ibid.*, paragraphe 272.
[189] Réponse de la Corée à la question n° 168 du Groupe spécial.

l'expression "crédit à l'exportation" inclut également les prêts accordés aux exportateurs. Les CE estiment que les prêts aux exportateurs ne sont pas des "crédits à l'exportation". La Corée invoque le paragraphe 3 de l'Accord sectoriel pour faire valoir que les prêts aux constructeurs navals peuvent aussi être traités comme des "crédits à l'exportation". À défaut, la Corée affirme que les PSL sont des "crédits à l'exportation" parce qu'ils sont "étroitement liés" aux crédits fournisseurs accordés par le chantier naval à son client. Le "crédit fournisseur" pertinent est le montant au paiement que le chantier naval permet à l'acheteur étranger de "différer" jusqu'à la fin du contrat. La Corée établit un lien entre le PSL et le paiement "différé" en faisant valoir que plus le versement à la fin du contrat est important, plus le chantier naval a besoin de crédit sous forme de prêts avant expédition.

7.323 Pour traiter cette question, nous notons que les deux parties ont invoqué des définitions de l'*OCDE* qui montrent que l'*OCDE* considère uniquement les prêts aux acheteurs étrangers (et non aux exportateurs) comme des "crédits à l'exportation". Même dans la définition du site Web de l'*OCDE* invoquée par la Corée il est dit que "[l]es crédits à l'exportation peuvent prendre la forme de "crédits fournisseurs" ou de "crédits acheteurs". Les "crédits fournisseurs" sont accordés directement par un exportateur **à un acheteur étranger**. Les "crédits acheteurs" sont accordés par la banque ou un autre établissement financier d'un exportateur en tant que prêts **à l'acheteur** (ou à sa banque)". (pas de caractère gras dans l'original) Bien que la Corée invoque le paragraphe 3 de l'Accord sectoriel, nous notons tout d'abord que le paragraphe 2 dudit Accord indique aussi que les "crédits à l'exportation" sont des prêts à l'acheteur étranger. Ainsi, le paragraphe 2 fait référence au crédit "bénéficiant d'un soutien public et accordé par le constructeur **à l'acheteur** (cas d'une transaction avec crédit fournisseur) ou par une banque ou par une autre partie tierce du pays du constructeur **à l'acheteur** ou à une autre partie tierce du pays de l'acheteur". (pas de caractère gras dans l'original) Le texte de l'*OCDE* présenté par les deux parties indique donc que l'expression "crédit à l'exportation" a trait aux crédits accordés à des acheteurs étrangers.

7.324 Le paragraphe 3 de l'Accord sectoriel indique que le taux d'intérêt minimum de l'*Arrangement de l'OCDE* s'appliquera également aux crédits officiels accordés "au constructeur", mais c'est uniquement dans la mesure où ce crédit au constructeur "perme[t] d'accorder des crédits à l'armateur ou à toute autre tierce partie dans le pays de l'armateur". Par conséquent, un crédit isolé au constructeur ne serait pas traité comme un "crédit à l'exportation", même au titre du paragraphe 3 de l'Accord sectoriel. Le paragraphe 3 étaye donc la thèse selon laquelle les crédits aux chantiers navals ne constituent pas en eux-mêmes et à eux seuls des "crédits à l'exportation".

7.325 La Corée estime que, même si les prêts aux exportateurs ne constituent pas des "crédits à l'exportation", les PSL constituent des "crédits à l'exportation" parce qu'ils sont "étroitement liés" aux crédits fournisseurs accordés à l'acheteur étranger sous forme de contrats avec versements concentrés à la fin. À cet égard, nous croyons savoir que la Corée fait valoir que le montant à payer à la fin du contrat est effectivement un crédit à l'exportation accordé par le chantier naval/fournisseur à l'acheteur étranger. Nous croyons savoir aussi que la Corée fait valoir que les PSL sont aussi, par conséquent, des crédits à l'exportation parce qu'ils sont "étroitement liés" à ce crédit à l'exportation car plus le montant du PSL est élevé, plus le montant du versement qui peut être reporté à la fin du contrat est important et, par conséquent, plus le montant du "crédit à l'exportation" est important".[190]

7.326 Nous ne trouvons pas l'argument de la Corée convaincant. Premièrement, nous ne considérons pas que le fait qu'un chantier naval accepte qu'un certain montant ne doive être versé qu'à l'achèvement du contrat devrait être considéré comme un prêt, ou un crédit, à l'acheteur, puisque rien

[190] Comme pour les APRG, la Corée fait aussi valoir qu'un certain nombre d'organismes de crédit à l'exportation offrent des instruments analogues aux PSL (voir la réponse de la Corée à la question n° 168 du Groupe spécial). Nous restons d'avis que nos constatations devraient se fonder sur notre interprétation des dispositions pertinentes de l'*Accord SMC* et non sur les pratiques des autres Membres (voir le paragraphe 7.216, *supra*).

n'est prêté ni crédité à l'acheteur étranger pendant la période précédant l'achèvement du contrat. Deuxièmement, il n'y a pas de lien direct entre le PSL et les conditions de paiement, en particulier du fait que différentes parties interviennent dans chaque transaction individuelle. Troisièmement, même si le "délai" de paiement accordé jusqu'à l'achèvement du contrat avait bien le même effet qu'un prêt, il ne prévoit pas que le paiement sera différé. Comme il est indiqué ci-dessus, les définitions de l'*OCDE* pour les crédits à l'exportation que les parties ont invoquées font référence à un arrangement qui permet à l'acheteur étranger de "différer le paiement". À notre avis, cette référence à une action de diffère signifie que le paiement est différé au-delà de l'expédition, alors qu'un délai de paiement résultant de l'octroi d'un PSL ne va pas au-delà de l'achèvement du contrat.

7.327 D'après la Corée, le plus grand membre de l'*OCDE*, c'est-à-dire les États-Unis, a proposé d'interpréter les définitions d'une manière plus cohérente d'un point de vue économique comme incluant des garanties fournies aussi bien au vendeur qu'à l'acheteur. À cet égard, la Corée fait valoir que les États-Unis ont proposé que les disciplines concernant les crédits à l'exportation visées à l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* s'appliquent à "toute autre forme d'intervention, directe ou indirecte, des fournisseurs de soutien public".[191] Nous ne partageons pas l'interprétation que donne la Corée de la position des États-Unis. Premièrement, les États-Unis se réfèrent à l'intervention des "fournisseurs de soutien public". En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis ont fait observer que la définition du "soutien public" dans l'*Arrangement de l'OCDE* se limitait au soutien accordé "pour l'exportation" et de ce fait "exclurait un financement accordé à l'*exportateur* avant l'exportation, tel que le programme PSL".[192] Deuxièmement, les États-Unis ont explicitement fait valoir devant le Groupe spécial que les APRG n'étaient pas des garanties du crédit à l'exportation. En conséquence, nous rejetons l'argument de la Corée concernant la proposition des États-Unis relative à l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

7.328 Compte tenu de ce qui précède, et eu égard en particulier au fait que les PSL sont des crédits accordés aux constructeurs navals, et non aux acheteurs étrangers, nous constatons que les PSL ne sont pas des "crédits à l'exportation" au sens du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*. Ainsi, même si les CE n'avaient pas contesté l'affirmation de la Corée selon laquelle les PSL couvrent les coûts et ne confèrent pas un avantage important, les PSL ne rempliraient pas les conditions requises pour une quelconque application *a contrario* du premier paragraphe du point k).

7.329 Pour ces raisons, nous constatons que les PSL mentionnés plus haut ne bénéficient d'aucune clause de refuge au titre du premier paragraphe du point k) de la *Liste exemplative*. Premièrement, nous constatons qu'une lecture *a contrario* de cette disposition n'est pas admissible. Deuxièmement, nous constatons que, même si une telle lecture était admissible, certaines des conditions pertinentes n'auraient pas été remplies par les PSL en cause. En conséquence, nous constatons que les PSL mentionnés plus haut constituent des subventions à l'exportation prohibées, en violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

g) Conclusion

7.330 Pour conclure en ce qui concerne les transactions PSL individuelles contestées par les CE, nous constatons que les PSL accordés à DSME, Samho/Halla, STX/Daedong et Hyundai/MIPO (à l'exception des projets 000056P et 000116P), indiqués dans la pièce jointe n° 10 des CE, ainsi que les PSL 000108P, 000109P, 000130P, 000131P, 000132P, 010005P et 010073P accordés à Hanjin, et les

[191] La Corée se réfère au document exposant la position des États-Unis sur les disciplines concernant les crédits à l'exportation, dont elle allègue qu'il a été présenté au début de février 2003 à l'OMC en relation avec l'article 10:2 de l'*Accord sur l'agriculture* de l'OMC (voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 275).

[192] Réponse des États-Unis à une question du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 5, italique dans l'original.

PSL 010019P, 010020P, 010021P, 010022P, 010023P, 010080P, 010081P, 010082P, 010083P, 010084P, 010154P, 010152P, 010153P, 010155P, 010157P, 010156P, 024838P, 024840P, 024842P, 024849P et 024852P accordés à HHI, constituent des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

6. Conclusion

7.331 Pour les raisons exposées plus haut, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle le régime juridique de la KEXIM, le programme APRG et le programme PSL , "en tant que tels", constituent une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation des CE selon laquelle les APRG individuelles de la KEXIM indiquées au paragraphe 7.223 *supra* constituent des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*. Nous constatons en outre que les PSL de la KEXIM indiqués au paragraphe 7.330 *supra* constituent des subventions à l'exportation prohibées, contraires à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

7.332 Les CE ont contesté au titre de l'article 5 de l'*Accord SMC* un certain nombre de subventions pouvant donner lieu à une action alléguées. Pour qu'une plainte au titre de l'article 5 aboutisse, il doit être démontré que la mesure visée est une subvention, qu'elle est spécifique et qu'elle cause des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre.

7.333 Pour l'essentiel, ces allégations des CE portent sur les opérations de restructuration de Daewoo, de Halla et de Daedong. Ces allégations visent également un avantage fiscal dont il est allégué qu'il a été accordé à DSME et à DHIM, ainsi que les transactions APRG et PSL individuelles examinées ci-dessus.

7.334 S'agissant des allégations présentées par les CE au titre de l'article 5 au sujet de ces transactions, nous rappelons que la Corée a fait valoir qu'il était "juridiquement et factuellement impossible" qu'une mesure donnée soit à la fois une subvention prohibée et une subvention pouvant donner lieu à une action. Nous n'acceptons pas l'argument juridique de la Corée car rien dans l'*Accord SMC* n'empêche que des allégations soient présentées au titre à la fois de la Partie II et de la Partie III au sujet des mêmes mesures. Ainsi, pour autant qu'un Membre plaignant puisse démontrer qu'une mesure est une subvention à l'exportation prohibée qui cause des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre, nous ne voyons pas pourquoi des constatations simultanées ne pourraient pas être formulées au titre à la fois de l'article 3 et de l'article 5 de l'*Accord SMC* au sujet de cette mesure. En ce qui concerne le présent différend, nous procéderons dans la section VII.D, *infra*, à l'analyse factuelle de la question de savoir si les transactions APRG et PSL individuelles dont nous avons constaté qu'elles étaient des subventions à l'exportation prohibées causent un préjudice grave aux intérêts des CE.

7.335 Nous procéderons d'abord à un examen factuel des trois opérations de restructuration de la dette en cause dans la présente procédure. Nous examinerons ensuite les arguments des parties concernant le point de savoir si ces opérations de restructuration constituent ou non des "contributions financières" "des pouvoirs publics ou [d'un] organisme public" qui confèrent un "avantage" au sens de l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. Nous examinerons ensuite les arguments des parties concernant l'avantage fiscal dont il est allégué qu'il a été accordé à DSME et DHIM. Au cas où nous constaterions que l'une quelconque de ces mesures est une subvention, nous examinerons si elle est "spécifique" ou non. Si l'une quelconque de ces mesures est une subvention spécifique, nous examinerons alors si elle a causé des effets défavorables pour les intérêts des CE. Nous effectuerons la même analyse pour les transactions APRG et PSL indiquées au paragraphe 7.331 *supra*, dont nous avons déjà constaté qu'elles constituaient des subventions spécifiques.

1. Opérations de restructuration de la dette

a) Examen factuel

i) Renégociation de la dette de Daewoo

7.336 Daewoo Heavy Industry, ou DHI, a été restructurée en 1999 dans le cadre de la procédure de renégociation de la dette énoncée dans l'accord sur la restructuration des entreprises ("CRA"), après l'échec d'une tentative de renégociation volontaire de la dette en 1998. Comme nous le verrons plus en détail *infra*, le CRA, qui a été signé par plus de 200 banques privées, définissait certaines conditions et procédures relatives à la restructuration des entreprises. Les parties ont des vues divergentes sur le point de savoir si le CRA faisait obligation aux banques de participer à ces opérations de restructuration. Les créanciers de Daewoo ont adopté un plan de renégociation de la dette après qu'Anjin, un cabinet d'experts-comptables, avait indiqué que la valeur d'exploitation de Daewoo dépassait sa valeur de liquidation. Le plan de renégociation de la dette comportait trois éléments: la création, par cession d'actifs de DHI, de deux nouvelles sociétés, DSME (construction navale) et DHIM (machines); la conversion de la dette en prises de participation; et le rééchelonnement de la dette.

7.337 DSME et DHIM ont été créées à la suite de la cession d'actifs de DHI le 23 octobre 2000. Chacune des nouvelles entreprises a reçu une partie des actifs et du capital social de DHI, tandis que DHI a conservé une grande partie de sa dette. L'actif, le passif et le capital social des nouvelles sociétés opérationnelles ont été déterminés sur la base de leur capacité de rembourser les dettes.

7.338 Le 14 décembre 2000, une grande partie de la dette encore détenue par DSME a été convertie par les créanciers en prises de participation dans la société nouvellement établie. Les conditions des conversions de dettes en prises de participation variaient selon les activités de la société et le type de créance en cause (à savoir dette garantie ou non garantie).

7.339 Les charges au titre de la dette de Daewoo-SME ont également été rééchelonnées. Le rééchelonnement de la dette a revêtu trois formes: report de l'échéance pour le remboursement du principal; réduction des taux d'intérêt; et conversion des prêts à court terme en prêts à moyen et à long terme.

ii) Réorganisation de Halla

7.340 Le plan de réorganisation de SHI/Halla a été élaboré par les créanciers en vertu de la Loi sur la réorganisation d'entreprises, après la confirmation par un tribunal du rapport établi par Rothschild, une société de conseil engagée par Halla, selon lequel la valeur d'exploitation de Halla dépassait sa valeur de liquidation. Le plan de réorganisation (fondé sur une proposition de Rothschild) comprenait quatre éléments: i) annulation de la dette; ii) conversion de la dette en prises de participation; iii) annulation des intérêts; iv) conversion de la dette à court terme.

7.341 Dans le cadre du plan de réorganisation, les actifs de Halla ont été transférés à une nouvelle société, RHHI. Les dettes de Halla ont été en partie remboursées au moyen du produit de la vente en question, et les dettes restantes de Halla ont été prises en charge par RHHI. Toutes les actions de RHHI étaient détenues par une seule personne, mais elles ont été annulées par la suite.[193]

[193] La Corée affirme qu'au titre de l'article 221 4) de la Loi sur la réorganisation d'entreprises, au moins les deux tiers des actions détenues par l'actionnaire qui a influencé les administrateurs dans la mauvaise gestion d'une société en faillite seront annulés. En l'espèce, le curateur désigné par le tribunal a proposé que toutes les

7.342 RHHI a ensuite émis 20 000 000 de nouvelles actions en faveur de ses créanciers dans le cadre d'une conversion de la dette en prises de participation pour un montant de 100 milliards de won. En même temps, RHHI a changé de nom pour devenir Samho Heavy Industries ("Samho"). Samho a bénéficié d'une bonification d'intérêts sur la dette restante (les intérêts accumulés ont été annulés).

7.343 Samho a ensuite conclu un accord de tutelle avec Hyundai-HI, au titre duquel Hyundai-HI a été chargée de la gestion de Samho. Lorsque Hyundai-HI a conclu l'accord de tutelle, elle a également passé un accord d'option d'achat avec les actionnaires de Samho, en vertu duquel elle obtenait une option d'achat sur les actions de Samho à un prix spécifié durant les cinq années suivantes. Le prix de l'option d'achat correspondait à la valeur nominale des actions visées (à savoir **[RCC: omis dans la version publique]**). Toutefois, si la valeur d'inventaire nette par action de Samho, à la date où l'option d'achat était exercée, dépassait la valeur nominale des actions visées, **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la différence seraient ajoutés au prix d'achat. Conformément à l'accord, Hyundai-HI a exercé son option d'achat le 30 avril 2002. La valeur d'inventaire nette par action étant **[RCC: omis dans la version publique]** à cette date, Hyundai a exercé son option d'achat au prix de **[RCC: omis dans la version publique]**, selon les termes de l'accord. Hyundai détenait alors **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent des actions de Samho, qui a changé de nom pour devenir Hyundai Samho Heavy Industries ou Samho-HI. Samho a ensuite augmenté son capital de **[RCC: omis dans la version publique]**, réduisant la participation de Hyundai à **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent.

iii) Daedong

7.344 Daedong a été réorganisée en vertu de la Loi sur la réorganisation d'entreprises, après que le tribunal avait établi que sa valeur d'exploitation dépassait sa valeur de liquidation. Le plan de réorganisation comprenait trois éléments: i) restructuration de la dette/exonération d'intérêts; ii) participation au capital; et iii) émission d'obligations.

7.345 En août 2000, conformément au plan de réorganisation de l'entreprise, toutes les actions appartenant à l'actionnaire majoritaire d'alors ont été frappées d'extinction[194] et les actions détenues par les actionnaires restants ont été consolidées au taux de **[RCC: omis dans la version publique]**. Daedong a ensuite commencé à chercher un investisseur externe avec l'aide de KPMG Financial Services Inc. ("KPMG"), son conseiller financier. KPMG a reçu des offres définitives de cinq investisseurs. Elle a déterminé que l'offre de STX était la plus avantageuse pour Daedong et a recommandé le 22 août 2001 que le droit de première négociation soit accordé à STX. En conséquence, le 27 août 2001, le Tribunal de district de Séoul a choisi STX Co. comme partie de première négociation conformément à la recommandation de KPMG.

7.346 Le 22 août 2001, STX a présenté une proposition préliminaire dont les principales clauses étaient les suivantes: i) elle souscrirait et acquerrait des actions ordinaires (nouvelles actions) correspondant à environ **[RCC: omis dans la version publique]**; ii) elle souscrirait et acquerrait des obligations assorties de bons de souscription correspondant à 20 milliards de won et exercerait immédiatement son droit de souscription pour acquérir de nouvelles actions; et iii) elle achèterait des obligations additionnelles assorties de bons de souscription une fois le plan de réorganisation modifié.

7.347 Le 24 septembre 2001, STX a présenté une proposition définitive dont les clauses étaient presque identiques à celles de la première proposition. Daedong a accepté la proposition de STX. Le 28 septembre 2001, Daedong et STX ont conclu un accord de souscription pour l'acquisition de nouvelles actions et obligations assorties de bons de souscription. Le 24 octobre 2001, STX a payé

---

actions de la personne en question soient annulées (voir la réponse de la Corée à la question n° 38 posée par les CE après la première réunion de fond).

[194] *Ibid*.

[RCC: omis dans la version publique] et a ensuite immédiatement exercé son droit de souscription, ce qui a porté à **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent sa participation dans Daedong.

7.348 Après avoir acquis les actions de Daedong de la manière décrite ci-dessus, STX a acquis des obligations additionnelles émises par Daedong pour un montant de **[RCC: omis dans la version publique]**. Cela signifie qu'elle a injecté au total **[RCC: omis dans la version publique]** dans le capital de Daedong. Avec ces fonds, Daedong a procédé au remboursement anticipé de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de ses engagements (soit **[RCC: omis dans la version publique]**), ne laissant qu'un encours de **[RCC: omis dans la version publique]** (constitué de **[RCC: omis dans la version publique]** pour les prêts garantis et de **[RCC: omis dans la version publique]** pour les prêts non garantis). Le 1er janvier 2002, Daedong a pris une nouvelle raison sociale, STX Shipbuilding Co., Ltd. ("STX Shipbuilding"), qui est sa raison sociale actuelle.

7.349 STX a procédé à une vente partielle des actions de STX Shipbuilding qu'elle détenait en deux occasions (la première dans le cadre d'une offre publique et la seconde en vue d'un placement privé), conservant **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent des actions de STX Shipbuilding. En outre, STX Shipbuilding a fait inscrire ses actions à la cote de la bourse coréenne en septembre 2003.

b) Questions relatives aux contributions financières

7.350 Les CE estiment que les opérations de restructuration constituent des "contributions financières" d'organismes publics créanciers et d'organismes privés créanciers à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens. La Corée nie que l'un quelconque des créanciers participant aux opérations de restructuration soit un organisme public.[195] Elle nie également que les pouvoirs publics coréens aient chargé les (organismes privés) créanciers de participer à la renégociation de la dette ou qu'ils leur aient ordonné de le faire. En outre, la Corée estime que les opérations de restructuration n'ont comporté aucun transfert de valeur pécuniaire et qu'en tout état de cause, on ne pourrait pas à bon droit constater que les créanciers ont fait des "contributions financières" à des sociétés sur lesquelles ils avaient acquis des droits de propriété. La Corée estime aussi qu'il n'y a eu aucune "contribution financière" "d'"organismes publics, en ce sens que les décisions ont été prises en vertu du pouvoir exercé par le conseil des créanciers ou les tribunaux au titre des dispositions législatives pertinentes.

i) Organismes publics

7.351 Les CE allèguent que les créanciers participant aux opérations pertinentes de restructuration et de renégociation de la dette indiqués ci-après sont des "organismes publics" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*: Société coréenne de gestion d'actifs ("KAMCO"), Société coréenne d'assurance-dépôts ("KDIC"), Banque de Corée, KDB, Banque industrielle de Corée ("IBK") et KEXIM.

7.352 Nous rappelons[196] que nous considérons qu'une entité est un "organisme public" si elle est sous contrôle des pouvoirs publics.

---

[195] La Corée réitère aussi son argument (formulé ci-dessus dans le contexte du régime juridique de la KEXIM) selon lequel un transfert de fonds par un organisme public ou privé à l'égard duquel il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics constituera une "contribution financière" uniquement s'il comporte une "pratique des pouvoirs publics" ou une fonction qui serait "normalement de leur ressort", "la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics". Comme nous avons déjà rejeté cet argument (voir les paragraphes 7.28 à 7.31 *supra*), nous n'avons pas besoin de l'examiner à nouveau à ce stade.

[196] Voir le paragraphe 7.50 *supra*. Comme nous avons déjà examiné les arguments des parties concernant cette question, nous n'avons pas besoin de les réexaminer à ce stade.

KAMCO

7.353 Nous constatons que la KAMCO est un organisme public. Premièrement, la KAMCO est détenue à 100 pour cent par l'État, situation qui est très pertinente et souvent déterminante pour la question du contrôle exercé par les pouvoirs publics. Nous constatons qu'un autre élément de preuve indiquant le contrôle exercé par les pouvoirs publics sur la KAMCO est le fait que les membres du Comité de gestion désignés par les pouvoirs publics sont chargés, entre autres choses, d'élaborer la politique opérationnelle et le plan d'exploitation de la KAMCO et de prendre en charge les actifs non productifs (article 14 de la Loi KAMCO).

7.354 Même si nous constatons en conséquence que la KAMCO est un "organisme public", nous prenons note de l'argument de la Corée selon lequel la KAMCO n'est devenue un créancier de Daewoo (du fait qu'elle avait acquis des prêts improductifs d'autres créanciers) que vers le milieu du processus de renégociation de la dette, alors que le plan de renégociation avait déjà été adopté par les établissements financiers créanciers précédents. Nous croyons comprendre que la Corée fait valoir que la KAMCO n'a donc pas effectivement participé à la renégociation de la dette. Dans sa réponse à la question n° 25 posée dans le cadre du processus au titre de l'Annexe V, la Corée a cependant dit que les créanciers "[étaient] convenus d'autoriser les détenteurs du prêt du 19 juillet (y compris la KAMCO, qui avait racheté des prêts d'autres établissements financiers créanciers) à participer à la conversion de dettes en prises de participation". Compte tenu de la déclaration de la Corée selon laquelle la KAMCO a participé à la conversion de dettes en prises de participation prévue dans le cadre de la renégociation de la dette de Daewoo, nous ne voyons aucune raison de constater que la KAMCO n'a pas participé à la renégociation de la dette en question.

KDB

7.355 Nous avons déjà constaté, au paragraphe 7.172 *supra*, que la KDB était un organisme public.

IBK

7.356 Nous constatons que l'IBK est un "organisme public". Nous accordons ici une importance particulière au fait que l'IBK est presque totalement (95 pour cent) détenue par l'État[197], fait très pertinent, voire probablement déterminant, pour la question du contrôle exercé par les pouvoirs publics sur l'IBK. En outre, nous notons qu'aux termes de l'article 35 de la Loi IBK, tant le plan d'activité que le manuel des opérations de l'IBK doivent être approuvés par un ministre du gouvernement coréen, le manuel des opérations devant lui-même contenir des dispositions détaillées concernant les opérations de l'IBK, y compris "la méthode de prêt, les taux d'intérêt, les conditions de prêt, les moyens de recouvrement du principal et des intérêts, et le montant maximal des prêts ainsi que les garanties de paiement pour toute personne".[198]

Banque de Corée et KDIC

7.357 La Corée estime que la Banque de Corée et la KDIC n'ont participé à aucune des trois opérations de restructuration en cause dans la présente procédure. Les CE n'ont pas répondu à cet argument. En ce qui concerne la renégociation de la dette de Daewoo, nous notons que la pièce jointe n° 3 annexée à l'annexe 1 des réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond comprend une liste des créanciers de DHI. Cela semblerait confirmer

[197] En 2003, l'IBK appartenait à raison de 51 pour cent aux pouvoirs publics coréens, de 15,2 pour cent à la KEXIM, de 15,6 pour cent à la KIS (elle-même appartenant pour 12,08 pour cent aux pouvoirs publics coréens et pour 86,61 pour cent à la KDIC), et de 12,53 pour cent à la KDB (voir les réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V (RCC), réponse 2.1 1), page 23, pièce n° 39 des CE).

[198] Pièce n° 52 des CE.

l'argument de la Corée selon lequel la Banque de Corée et la KDIC n'ont pas participé à la renégociation de la dette de Daewoo. Compte tenu de ce qui précède et en l'absence de toute réfutation de l'argument de la Corée selon lequel la Banque de Corée et la KDIC n'ont pas participé aux deux opérations de restructuration restantes, nous constatons que la Banque de Corée et la KDIC n'ont participé à aucune des opérations de restructuration en cause dans la présente procédure. C'est pourquoi il ne nous est pas nécessaire de déterminer si la Banque de Corée et la KDIC sont des "organismes publics".

ii) Action de charger ou d'ordonner à l'égard d'organismes privés?

Arguments des parties

7.358 Les CE estiment qu'un certain nombre d'établissements financiers privés participant en tant que créanciers à la restructuration des sociétés de construction navale étaient soumis à l'influence des pouvoirs publics à un degré si élevé qu'il y a eu à leur égard action de "charge[r]" ou d'"ordonne[r]" de la part des pouvoirs publics coréens au sens de l'article 1.1 a) 1) iv). Les CE affirment que la participation de ces établissements au processus de restructuration devrait donc être traitée comme une contribution financière des pouvoirs publics coréens.

7.359 Les CE font valoir que les pouvoirs publics coréens et leurs organismes publics ont mis à profit leurs rôles multiples en tant que décideur/stratège, législateur, organe exécutif, organe de réglementation, actionnaire/propriétaire, bailleur de fonds, garant et prêteur pour faire en sorte que les établissements financiers commerciaux agissent de manière à soutenir le secteur coréen de la construction navale en vertu de la charge et de l'ordre donnés par les pouvoirs publics coréens. Les CE estiment qu'au moment où les établissements financiers commerciaux ont été appelés à prendre des décisions en matière de restructuration, ils étaient eux-mêmes financièrement faibles (en partie à cause de leur exposition aux risques du secteur de la construction navale) et en cours de restructuration, essentiellement tributaires des pouvoirs publics coréens et de leurs institutions ainsi que d'organismes publics associés pour leurs futures liquidités. Selon les CE, le fait que les pouvoirs publics coréens et les six organismes publics agissant conformément à la politique des pouvoirs publics avaient injecté des sommes substantielles dans les établissements financiers privés (à un moment où ces derniers étaient eux-mêmes aux prises avec de considérables difficultés financières) a persuadé ces établissements de participer aux programmes de restructuration des entreprises du secteur de la construction navale.

7.360 La Corée estime que les CE n'ont pas fourni d'éléments de preuve *prima facie* établissant l'existence d'une action d'ordonner ou de charger, puisqu'elles n'ont même pas indiqué quels établissements financiers commerciaux étaient concernés. La Corée affirme que la démonstration de l'action d'ordonner ou de charger est une détermination qui doit être établie séparément pour chaque organisme privé. Elle affirme aussi que les CE doivent prouver l'action de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics pour chacune des trois procédures de restructuration qu'elles contestent, au lieu de formuler des allégations concernant la structure générale du marché financier.

7.361 Par ailleurs, la Corée fait observer que les pouvoirs publics coréens ne peuvent pas ordonner aux banques privées d'accorder une contribution financière ni les charger de le faire sans un mandat explicite et positif à cet effet. Elle note à cet égard que le Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation* a conclu que "le sens ordinaire des mots "chargent" et "ordonnent" exige[ait] une action explicite et positive de délégation ou de commandement".[199] Même si les CE affirment que rien ne permet d'exiger "une action explicite et positive de délégation ou de commandement", la Corée fait valoir qu'une telle exigence est nécessaire pour préserver l'équilibre des droits et obligations découlant de l'*Accord SMC*. Selon la Corée, le fait d'autoriser des contestations sur la base d'éléments de preuve

[199] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.44.

circonstanciels vagues ne correspondant pas à une action explicite et positive nuirait probablement aux intérêts du Membre dont il est allégué qu'il a accordé des subventions.

7.362 La Corée fait observer que les pouvoirs publics coréens sont simplement intervenus sur le marché, après avoir consulté le FMI, pour stabiliser le marché financier global. Elle se fonde sur les constatations ci-après du Groupe spécial susmentionné pour faire valoir qu'il y a une différence entre une intervention des pouvoirs publics et une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics:

> L'action des pouvoirs publics consistant à charger ou à ordonner est donc très différente de la situation dans laquelle ils interviennent sur le marché d'une façon quelconque, ce qui peut avoir ou non des résultats particuliers simplement en fonction des circonstances factuelles données existant sur le marché et de l'exercice de leur liberté de décision par les agents présents sur ce marché.[200]

7.363 La Corée note que son accord avec le FMI prévoyait, entre autres choses, qu'elle s'abstiendrait de recourir à une action d'ordonner de la part des pouvoirs publics.[201] Elle estime que les établissements financiers privés ont participé au processus de restructuration dans leur propre intérêt commercial, étant donné surtout qu'ils recevraient des injections de capitaux de la part des pouvoirs publics uniquement à condition de réaliser certains objectifs relatifs à la solidité financière.

7.364 Selon les CE, rien dans l'*Accord SMC* ne permet au Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation* d'exiger que l'"*élément* action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement"[202], soit une action formelle des pouvoirs publics. Les CE affirment que si le Groupe spécial devait interpréter ces termes comme exigeant qu'il soit démontré que les pouvoirs publics ont adressé un commandement formel ou officiel à l'entité privée, cela ouvrirait une faille car les pouvoirs publics peuvent recourir à des formes d'influence moins formelles - mais pas moins efficaces - pour accorder leurs subventions. Selon les CE, l'analyse de la question de savoir si une contribution financière accordée par un organisme privé peut être imputée aux pouvoirs publics doit être effectuée au cas par cas, compte tenu de tous les éléments pertinents influant sur la prise de décisions de l'organisme privé qui semble indiquer une intervention des pouvoirs publics.

Évaluation par le Groupe spécial

7.365 Les parties sont en désaccord sur les circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête pourrait déterminer à juste titre qu'il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics à l'égard d'un organisme privé au sens de l'article 1.1 a) 1) iv). La Corée estime qu'une autorité doit démontrer l'existence d'une action explicite et positive des pouvoirs publics visant une partie particulière pour qu'elle accomplisse une tâche ou une mission particulière. Les CE considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'avoir la preuve expresse de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner organisme privé par organisme privé, transaction par transaction, faisant valoir que

---

[200] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.31.

[201] À cet égard, la Corée note que les lettres d'intention signées avec le FMI prévoyaient que les procédures spécifiques de renégociation de la dette appliquées à des entreprises particulières devaient être mises en œuvre sur une base "volontaire (c'est-à-dire sans ordre des pouvoirs publics)" et "compte tenu du marché". Pièce jointe annexée à la lettre d'intention du 2 mai 1998 (section intitulée "Corporate Governance and Restructuring"), pièce n° 23 de la Corée. Le Groupe spécial note que la lettre d'intention présentée en tant que pièce n° 102 des CE indique aussi que la Corée "ferait en sorte que la restructuration de la dette des entreprises ait lieu compte tenu du marché, dans le cadre de renégociations volontaires de la dette entre les entreprises et leurs créanciers".

[202] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.29. (pas d'italique dans l'original)

l'existence d'une action de charger ou d'ordonner peut être établie sur la base d'éléments de preuve plus larges.

7.366 Nous rappelons qu'il est reconnu à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* que les questions d'interprétation soulevées dans le cadre du règlement des différends à l'OMC doivent être résolues par l'application des règles coutumières d'interprétation du droit international public. Il est largement admis que les principes codifiés dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "*Convention de Vienne*") constituent de telles règles coutumières.[203] Ainsi, la tâche qui consiste à interpréter l'article 1.1 a) 1) iv), une disposition conventionnelle, doit commencer par les termes spécifiques de l'article. L'article 1.1 a) 1) iv) dispose qu'une contribution financière d'un organisme privé est visée par l'*Accord SMC* lorsque:

> les pouvoirs publics font des versements à un mécanisme de financement, ou chargent un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux alinéas i) à iii) qui sont normalement de leur ressort, ou lui ordonnent de le faire, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics.

7.367 Nous notons que le texte de l'article 1.1 a) 1) iv) a été interprété par le Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*. Le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> 8.28 Le sens du mot "entrust" ("charger"), donné par les dictionnaires, est notamment de "donner (à une personne, etc.) la responsabilité d'accomplir une tâche … confier … *à* une personne le soin d'exécuter (une tâche) …". Le mot "direct" ("ordonner") est défini notamment comme signifiant "donner des instructions impératives à; donner ordre (à une personne) *de faire* … exiger l'exécution de". À cet égard, nous jugeons significatif le fait que quand le mot "direct" est suivi de "to" et d'un infinitif (c'est-à-dire d'un verbe), le dictionnaire indique comme sens "donner l'ordre ou le commandement formel de", étant donné que c'est précisément la construction qui est utilisée à l'alinéa iv) ("… entrusts or directs a private *body to carry out* …").
>
> 8.29 Il résulte du sens ordinaire des deux mots "charger" et "ordonner" que l'action des pouvoirs publics doit comporter une notion de délégation (dans le cas de l'action de charger) ou de commandement (dans le cas de l'action d'ordonner). Selon nous, l'action de charger comme celle d'ordonner comportent donc nécessairement les trois éléments suivants: i) une action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement; ii) visant une partie particulière; et iii) dont l'objet est une tâche ou une mission particulière. En d'autres termes, le sens ordinaire des verbes "charger" et "ordonner" comprend ces éléments – *quelque chose* est nécessairement délégué, et nécessairement délégué *à quelqu'un* et, de la même façon, *quelqu'un* a nécessairement reçu un commandement, et a nécessairement reçu le commandement *de faire quelque chose*. Nous ne croyons donc pas que l'on puisse dire qu'il y ait soit action de charger, soit action d'ordonner à moins que chacun de ces trois éléments ne soit présent.
>
> 8.30 Cela dit, c'est clairement le premier élément – une action explicite et positive de délégation ou de commandement – qui est déterminant. Les deuxième et troisième éléments – visant une partie particulière et concernant une tâche particulière – sont

[203] La partie pertinente de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit: "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

> des *aspects* du premier. Toute évaluation de la question de savoir s'il y a eu délégation ou commandement se ferait nécessairement compte tenu de ce qui a été délégué ou commandé et compte tenu de la personne à qui cela a été délégué ou commandé. Les deuxième et troisième éléments, en tant qu'aspects du premier élément et découlant de celui-ci, viennent étayer notre opinion selon laquelle l'action doit être un acte explicite et positif de délégation ou de commandement. Nous relevons à cet égard que les mots "entrusts or directs" figurant à l'alinéa iv) de la version anglaise sont suivis des termes "a private body to carry out ..." ("un organisme privé d'exécuter ..."), qui sont analogues à ceux que nous avons utilisés pour décrire les deuxième et troisième éléments de la définition de l'action de charger ou d'ordonner. Ainsi, ces termes figurant à l'alinéa iv) confirment notre opinion quant à la condition selon laquelle il doit y avoir une action explicite et positive.[204]

7.368 Comme le Groupe spécial l'a noté dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, le sens du mot "entrust" (charger) donné par les dictionnaires est notamment le suivant: "give (a person, etc.) the responsibility for a task ... Commit the ... execution of (a task) *to* a person ... " (donner (à une personne, etc.) la responsabilité d'accomplir une tâche ... Confier ... *à* une personne le soin d'exécuter (une tâche) ...).[205] Le mot "direct" (ordonner) est défini notamment comme suit: "[g]ive authoritative instructions to; order (a person) *to do* ... order the performance of" (donner des instructions impératives à; donner ordre (à une personne) *de faire* ... exiger l'exécution de).[206] Nous pensons, comme le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, qu'"[i]l résulte du sens ordinaire des deux mots "charger" et "ordonner" que l'action des pouvoirs publics doit comporter une notion de délégation (dans le cas de l'action de charger) ou de commandement (dans le cas de l'action d'ordonner)".

7.369 Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a également constaté que "l'action de charger comme celle d'ordonner comport[aient] donc nécessairement les trois éléments suivants: i) une action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement; ii) visant une partie particulière; et iii) dont l'objet est une tâche ou une mission particulière".[207] Les parties sont en désaccord en ce qui concerne cet aspect des constatations du Groupe spécial. La Corée s'appuie sur cette constatation pour faire valoir qu'il ne peut y avoir de constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner en l'absence d'un acte explicite par lequel une tâche ou une mission particulière est déléguée à une personne spécifique, ou par lequel une personne spécifique se voit commander d'accomplir une tâche ou une mission particulière. Les CE contestent la nécessité que l'acte de délégation ou de commandement soit explicite ou vise une personne spécifique.

7.370 S'agissant du premier élément identifié par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, nous convenons que la délégation ou le commandement que l'on déduit des termes "entrustment" (action de charger) et "direction" (action d'ordonner) doit revêtir la forme d'un acte positif. La responsabilité d'un Membre devrait être engagée sur ses actes, en tant que tels, plutôt que sur les réactions face à ces actes ou sur leurs conséquences, puisque les réactions ou conséquences alléguées peuvent simplement être le résultat du hasard ou de la chance.[208] Cela dit, nous ne voyons rien dans le libellé de l'article 1.1 a) 1) iv) qui exigerait que l'acte de délégation ou de commandement soit "explicite". Bien que les faits propres à l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* aient pu

---

[204] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphes 8.28 à 8.30. (notes de bas de page omises)

[205] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, Vol. 1, 1993, Clarendon Press, Oxford.

[206] *Id.*

[207] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.29.

[208] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, "nous ne voyons pas comment la réaction d'entités privées face à une mesure donnée des pouvoirs publics peut servir de base pour établir le respect par un Membre des obligations conventionnelles qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC" (voir le rapport sur l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.34).

conduire ce Groupe spécial à employer le terme "explicite", rien de tel n'est précisé dans le libellé de l'article 1.1 a) 1) iv). À notre avis, l'acte positif de délégation ou de commandement pourrait être explicite ou implicite, formel ou informel.[209]

7.371 Quant à la question de savoir si l'acte de délégation ou de commandement doit ou non viser une personne spécifique, nous pensons comme le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* que, des trois éléments identifiés dans l'extrait ci-dessus, c'est le premier, à savoir une action positive de délégation ou de commandement, qui est déterminant. Comme le Groupe spécial l'a noté, les deuxième et troisième éléments – visant une partie particulière et concernant une tâche particulière – sont des aspects du premier en ce sens qu'une évaluation de la question de savoir s'il y a eu délégation ou commandement impliquerait nécessairement un examen permettant de déterminer à la fois qui a été chargé d'agir ou à qui l'on a ordonné d'agir, d'après les allégations, et quelle est l'action ou la tâche en question.

7.372 Puisque les deuxième et troisième éléments identifiés par le Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation* sont des aspects du premier élément, nous considérons que la façon dont le destinataire et l'objet de l'acte de délégation ou de commandement sont décrits, ou le niveau de détail de cette description dépendra de la forme que revêtira l'acte de délégation ou de commandement. Ainsi, bien qu'on puisse s'attendre à un degré élevé de spécificité en ce qui concerne les actes de délégation ou de commandement explicites ou formels[210], il n'en va pas nécessairement de même en ce qui concerne les actes implicites ou informels. À notre avis, le fait que le destinataire et l'objet de l'acte de délégation ou de commandement soient décrits avec moins de détails n'exclut pas, en droit, une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner. Bien plutôt, cela soulève des questions en matière de preuve. Le fait qu'un acte de délégation ou de commandement vise spécifiquement un organisme privé particulier peut faciliter la tâche, pour ce qui est des éléments de preuve, à un Membre ou à l'autorité chargée de l'enquête qui veut établir l'existence d'une action de charger ou d'ordonner, mais le fait qu'un acte de délégation ou de commandement ne vise pas spécifiquement un organisme privé particulier ne signifie pas nécessairement qu'une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner concernant cet organisme privé soit exclue. Il signifie simplement qu'en matière de preuve, il sera plus difficile pour un Membre ou pour l'autorité chargée de l'enquête de démontrer correctement que cette partie privée a fait l'objet d'une action de charger ou d'ordonner. De même, le fait qu'un acte de délégation ou de commandement ne spécifie pas en détail ce qui doit être fait n'exclut pas nécessairement une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner. Il rend simplement les choses plus difficiles pour un plaignant ou l'autorité chargée de l'enquête qui veut démontrer correctement qu'une transaction entreprise par un organisme privé a fait l'objet d'une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics. Ainsi, bien que le sens courant de l'expression "action de charger ou d'ordonner" exige que quelque chose soit délégué à quelqu'un ou que quelqu'un se voie commander de faire quelque chose, le sens courant de ces termes n'exige pas que ce quelqu'un ou ce quelque chose soit nécessairement spécifié en détail. Cela dit, les éléments de preuve indiquant l'existence d'une action de charger ou d'ordonner doivent être, dans tous les cas, probants et déterminants. Ainsi, quelle que soit la nature ou la forme des actes positifs de délégation ou de commandement en cause, les éléments de preuve doivent démontrer que chaque entité privée qui, d'après les allégations, accorde une contribution financière ou

[209] En effet, le fait d'exiger une "action explicite et positive de délégation ou de commandement" réduirait l'utilité de l'article 1.1 a) 1) iv). Cette disposition sert de fourre-tout, de façon que l'action indirecte des pouvoirs publics ne sorte pas du champ d'application de l'*Accord SMC*. Nous ne sommes pas disposés à donner de l'article 1.1 a) 1) iv) une lecture qui inclurait des termes permettant aux pouvoirs publics de contourner les disciplines de l'OMC en matière de subventions par une telle action indirecte.

[210] Bien entendu, les actes explicites et formels de délégation ou de commandement pourraient également être rédigés en des termes très généraux et viser un groupe défini largement.

participe à une contribution financière a été chargée ou s'est vu ordonner de le faire par les pouvoirs publics.[211]

7.373 Pour l'essentiel, les CE ne s'appuient sur aucun acte explicite positif de délégation ou de commandement de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne les trois opérations de restructuration en cause dans la présente procédure. Bien plutôt, leurs arguments se fondent largement sur des actes implicites et informels de délégation ou de commandement allégués. C'est pourquoi la plupart des éléments de preuve sur lesquels se sont appuyées les CE sont de nature circonstancielle. Il n'y a aucune raison de ne pas faire reposer un cas d'action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics sur des éléments de preuve circonstanciels, pour autant que ces éléments de preuve soient probants et déterminants, en ce sens qu'ils démontrent que chacun des créanciers privés participant aux opérations de restructuration a été chargé ou s'est vu ordonner de le faire. Ainsi, les CE prétendent fonder leur allégation sur les facteurs ci-après:

- le fait que les pouvoirs publics coréens ont obligé les établissements financiers commerciaux à participer au processus de restructuration en décrétant qu'il n'y aurait pas d'accès à des fonds publics pour les banques "dont la FSC n'aura[it] pas attesté qu'elles s'acquitt[aient] de leur rôle dans le processus de restructuration des entreprises"[212] ou qu'elles "progress[aient] suffisamment dans la mise en œuvre d'une solide restructuration de la dette des entreprises"[213];

- le fait que les pouvoirs publics coréens ont contrôlé la renégociation de la dette de DHI/DSME au niveau du CRA;

- la promulgation du Décret n° 408 du Premier Ministre;

- le fait que l'un des créanciers de Daewoo, la Banque Kookmin, a reconnu que l'intervention des pouvoirs publics avait influé sur sa politique commerciale;

- le fait que les pouvoirs publics coréens ont garanti les créanciers contre les pertes encourues lors des opérations de restructuration en cause;

- le fait même que les créanciers en manque de capitaux ont restructuré, au lieu de liquider, les sociétés en cause; et

- le fait que nombre des créanciers nationaux appartenaient, en partie ou en totalité, aux pouvoirs publics coréens.

7.374 Même si le recours à ces éléments de preuve circonstanciels peut rendre, en fait, plus difficile pour les CE la tâche d'établir *prima facie* qu'il existe une action de charger ou d'ordonner, il n'exclut pas, en droit, l'allégation des CE. Pour autant, dans l'examen des éléments de preuve des CE, nous conviendrions avec le Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, que:

> L'action des pouvoirs publics consistant à charger ou à ordonner est donc très différente de la situation dans laquelle ils interviennent sur le marché d'une façon quelconque, ce qui peut avoir ou non des résultats particuliers simplement en fonction

[211] Quelle que soit la nature ou la forme des actes positifs de délégation ou de commandement, et quel que soit le type des éléments de preuve utilisés, il doit toujours y avoir une détermination établissant que chaque entité privée en cause a fait l'objet d'une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

[212] Pièce n° 36 des CE.

[213] Pièce n° 102 des CE.

> des circonstances factuelles données existant sur le marché et de l'exercice de leur liberté de décision par les agents présents sur ce marché.[214]

7.375 Les allégations des CE au titre de l'article 1.1 a) 1) iv) étant fondées sur des éléments de preuve circonstanciels, nous sommes d'avis qu'il est particulièrement important de ne pas confondre la notion d'action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics, d'une part, et la notion d'intervention des pouvoirs publics sur le marché, d'autre part. En gardant cela présent à l'esprit, nous examinerons maintenant les éléments de preuve circonstanciels invoqués par les CE.

- Accès aux fonds publics

7.376 Les CE estiment que les pouvoirs publics coréens ont pu charger les banques privées coréennes de participer aux opérations de restructuration ou leur ordonner de le faire car elles étaient financièrement faibles et essentiellement tributaires des capitaux publics. Les CE allèguent que les pouvoirs publics coréens ont pu obliger les établissements financiers à participer aux opérations de restructuration des entreprises en imposant des conditions sur leur accès aux fonds publics. En particulier, les CE estiment que, selon les lettres d'intention présentées au FMI, il n'y aurait pas d'accès à des fonds publics pour les banques "dont la FSC n'aura[it] pas attesté qu'elles s'acquitt[ai]ent de leur rôle dans le processus de restructuration des entreprises"[215], ou qu'elles "progress[aient] suffisamment dans la mise en œuvre d'une solide restructuration de la dette des entreprises".[216] Les CE affirment aussi que les banques qui recevaient des fonds publics se trouvaient limitées quant à la manière dont elles pouvaient exercer leur indépendance en participant à une restructuration. Selon les CE, l'article 18 de la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics oblige les banques à conclure avec les sociétés qu'elles souhaitent soutenir des accords écrits dont les dispositions détaillées sont énoncées dans un décret présidentiel. Les CE font en outre valoir qu'il est interdit aux banques de fournir des fonds si les accords ne sont pas mis en œuvre ou s'il est peu probable qu'ils soient mis en œuvre.

7.377 Les CE font également observer qu'il aurait été impensable que Daehan Investment Trust et Seoul Guarantee Insurance Co. ne participent pas à la restructuration de Daewoo après avoir été informées qu'elles seraient en droit de recevoir des fonds publics pour des montants substantiels. Les CE invoquent à l'appui un communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie qui, selon leurs allégations, "annonc[e] que Daehan Investment Trust Co. recevrait des fonds publics pour un montant de 1 000 milliards de won et que Seoul Guarantee Insurance Co. recevrait des fonds publics pour garantir l'obligation Daewoo".[217]

7.378 Selon la Corée, la certification par la FSC dont il est question dans la lettre d'intention n'a jamais été mise en œuvre. La Corée estime aussi que la description de la *Loi spéciale sur la gestion des fonds publics* donnée par les CE est fallacieuse. En réponse à la question n° 118 du Groupe spécial, elle fait observer que l'article 18 n'est pas applicable dans le contexte des opérations de restructuration en cause dans la présente procédure. Selon elle, l'article 18 s'applique à telle ou telle activité de prêt d'une banque financée par des fonds publics. Ainsi, la restriction s'applique uniquement quand un établissement financier financé par des fonds publics décide d'accorder un nouveau prêt à une société en difficulté dans le cadre d'une transaction entre cette banque particulière et ladite société en tant qu'emprunteur. Selon la Corée, par conséquent, l'"accord de restructuration" mentionné à l'article 18 désigne un accord (normalement appelé "mémorandum d'accord") entre la banque prêteuse et la société emprunteuse, selon lequel l'emprunteur en difficulté accepte

---

[214] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.31.
[215] Pièce n° 36 des CE.
[216] Pièce n° 102 des CE.
[217] Communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie, "Financial Market Stabilization Package Related to Daewoo Group Workout Plan", 4 novembre 1999, pièce n° 60 des CE.

d'entreprendre des actions de sa propre initiative, par exemple se débarrasser d'actifs ou d'activités inutiles ou réduire les coûts de main-d'œuvre, afin de se montrer plus responsable en ce qui concerne le nouvel emprunt. La Corée affirme que les dispositions de l'article 18 ne s'appliquent pas aux cas dans lesquels les banques financées par des fonds publics participent à une procédure de renégociation de la dette ou d'administration judiciaire en tant que membre du conseil des créanciers ou d'un autre groupe de parties intéressées.

7.379 Premièrement, nous notons que les CE n'ont pas contesté l'argument de la Corée selon lequel la certification par la FSC dont il est question dans la lettre d'intention n'a jamais été mise en œuvre. En outre, nous notons que les lettres d'intention prévoyaient que les procédures spécifiques de renégociation de la dette appliquées à des entreprises particulières devaient être mises en œuvre sur une base "volontaire (c'est-à-dire sans ordre des pouvoirs publics)" et "compte tenu du marché".[218] Pour ces raisons, nous ne pouvons pas accepter les lettres d'intention comme éléments de preuve montrant que les pouvoirs publics coréens ont obligé les banques à participer aux opérations de restructuration des entreprises.[219]

7.380 Deuxièmement, nous ne sommes pas convaincus que la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics soit pertinente pour la présente procédure. Au vu de l'explication donnée par la Corée et en l'absence de réfutation de la part des CE, nous ne pensons pas que les opérations de restructuration à l'examen soient les "opération[s] de restructuration" dont il est fait mention à l'article 18 de la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics.[220]

7.381 Troisièmement, nous notons que le communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie invoqué par les CE au sujet de Korea Investment Trust Co. et de Daehan Investment Trust Co. contient également une déclaration du Président de la FSC selon laquelle "l'injection de crédits budgétaires dans ces deux sociétés d'investissement n'est pas directement liée aux effets commerciaux de Daewoo, mais elle est une mesure indispensable pour résoudre des problèmes financiers qui se sont aggravés au fil des années dans ces deux sociétés".[221] Étant donné que le même document, en conséquence, à la fois sert de base à l'argument des CE concernant l'accès de ces sociétés à des fonds publics et réfute cet argument, nous ne pouvons tirer de ce document aucune conclusion quant aux conditions dans lesquelles ces sociétés ont pu accéder aux fonds publics.

7.382 À la lumière de ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus par l'argument des CE selon lequel les restrictions imposées sur l'accès des créanciers aux fonds publics ont donné aux pouvoirs publics coréens un moyen de pression suffisant pour charger les créanciers de participer à la renégociation de la dette de Daewoo ou pour leur ordonner de le faire.

---

[218] Pièce jointe annexée à la lettre d'intention du 2 mai 1998 (section intitulée "Corporate Governance and Restructuring"), pièce n° 23 de la Corée. La lettre d'intention présentée en tant que pièce n° 102 des CE indique aussi que la Corée "ferait en sorte que la restructuration de la dette des entreprises ait lieu compte tenu du marché, dans le cadre de renégociations volontaires de la dette entre les entreprises et leurs créanciers".

[219] Nous notons que la Corée n'a pas cherché à utiliser les divers accords qu'elle a conclus avec le FMI comme moyen de défense général dans la présente procédure (voir le paragraphe 46 de la première communication écrite de la Corée).

[220] L'article 18 1) de la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics dispose que "[s]i un établissement financier qui a reçu des fonds publics conformément aux dispositions de l'article 17 1) a l'intention d'accorder de nouveaux fonds à une société en difficulté conformément aux prescriptions du Décret présidentiel, il conclura un accord écrit avec cette société, qui énoncera le consentement des personnes concernées par la restructuration de cette société et d'autres questions conformément aux prescriptions du Décret présidentiel".

[221] Communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie, "Financial Market Stabilization Package Related to Daewoo Group Workout Plan", 4 novembre 1999, pièce n° 60 des CE.

- Accord sur la restructuration des entreprises

7.383 Les CE affirment que les pouvoirs publics coréens ont contrôlé la renégociation de la dette de Daewoo au niveau du CRA. Selon elles, au milieu de 1998, les pouvoirs publics coréens ont obligé l'ensemble des banques et des établissements financiers à signer le CRA, aux termes duquel ceux-ci se sont explicitement engagés, entre autres choses, à restructurer (au lieu de liquider) des entreprises en convertissant les dettes en prises de participation et à prendre d'autres mesures, s'exposant eux-mêmes à des sanctions en cas d'infraction à l'accord. Les CE affirment que les banques ont, pour l'essentiel, renoncé à leur droit d'agir en tant qu'entités entièrement indépendantes lorsqu'elles ont signé le CRA.

7.384 La Corée fait observer que le CRA est simplement un accord-cadre qui ne posait en lui-même aucune question de fond sujette à controverse. Selon elle, le CRA était un accord volontaire et ne prescrivait en aucun cas aux banques d'accepter un plan de restructuration particulier contre les principes du marché. Au contraire, le CRA offrait une structure pour la renégociation de la dette une fois que les établissements financiers créanciers avaient décidé que la renégociation de la dette d'une société donnée était préférable à la liquidation. La Corée rejette l'argument des CE selon lequel le CRA a été prescrit par les pouvoirs publics parce qu'il a été mis en œuvre rapidement. Selon elle, la rapidité de l'action, en particulier en période de crise financière où tout évolue vite, ne prouve rien du tout en ce qui concerne l'indépendance.

7.385 Les CE disent que l'affirmation de la Corée selon laquelle le CRA a été négocié et signé volontairement est contestable. Elles affirment que le CRA n'a été expliqué qu'à 28 établissements financiers en juin 1998, et a été signé par 210 établissements financiers seulement six jours plus tard. Selon les CE, il est difficile de croire que 210 établissements ont volontairement négocié et accepté un document aussi important en moins d'une semaine sans aucune intervention des pouvoirs publics. La Corée conteste l'affirmation des CE selon laquelle le CRA a été créé sur une période aussi courte, indiquant qu'une équipe spéciale travaillait sur cette question depuis avril 1998.

7.386 Nous croyons comprendre que l'argument des CE vise la structure et les dispositions de base du CRA en soi, et non l'application du CRA en ce qui concerne la renégociation de la dette de Daewoo en particulier. Les CE invoquent les articles 1er, 2 et 20 du CRA pour étayer leur argument. S'agissant de l'article premier, nous notons qu'il indique que l'objectif du CRA est "de promouvoir les programmes de renégociation de la dette des sociétés ... et d'améliorer l'intégrité financière des établissements financiers créanciers par une promotion efficace et active des programmes de renégociation de la dette". Nous n'interprétons pas cette disposition comme étant une obligation pour les signataires de participer aux opérations de restructuration. Par exemple, si les créanciers déterminent que la valeur de liquidation d'une société dépasse sa valeur d'exploitation, rien dans l'article premier du CRA n'exige qu'ils restructurent néanmoins (au lieu de liquider) l'entreprise en question. Le CRA signifie simplement que si la restructuration doit avoir lieu, les dispositions de l'accord seront d'application. L'article 2 contient simplement des définitions et n'impose donc aux signataires aucune obligation de fond de participer aux opérations de restructuration. L'article 20 prévoit l'imposition de sanctions si les établissements financiers ne respectent pas les arrangements de restructuration qui ont été négociés dans le cadre du CRA. L'article 20 n'impose pas de sanctions aux créanciers qui s'opposent à une restructuration. Des sanctions ne sont pas non plus imposées si les créanciers décident collectivement de liquider une entreprise au lieu de la restructurer. En conséquence, nous ne sommes pas d'avis que les articles 1er, 2 et 20 du CRA étayent une constatation selon laquelle le CRA en soi oblige les créanciers à participer aux opérations de restructuration, ni qu'ils constituent par ailleurs des éléments de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne la renégociation de la dette de Daewoo.[222]

[222] Notre conclusion est en outre étayée par l'article 10 du CRA, qui dispose que les créanciers mécontents peuvent recourir à une médiation.

7.387 Pour ce qui est de la rapidité avec laquelle les banques ont signé le CRA, nous notons[223] que les travaux concernant l'accord ont débuté en avril 1998, et que le concept fondamental et la structure du CRA en tant qu'accord-cadre pour la renégociation de la dette ont été expliqués à 28 banques et établissements financiers. En outre, entre le 19 et le 24 juin 1998, il y a eu un processus de présentation d'observations et de négociation entre les établissements financiers par le biais de leurs associations professionnelles. Nous notons également que, même si le CRA devait prendre effet le 25 juin 1998, il est resté ouvert à la signature après cette date. Dans ces circonstances et compte tenu en particulier de la participation des banques à l'élaboration du CRA, nous ne voyons rien de fâcheux dans le fait qu'un grand nombre de banques ont été en mesure de signer le CRA dans la semaine qui a suivi son entrée en vigueur.

7.388 À la lumière de ce qui précède, nous rejetons l'argument des CE selon lequel le CRA constitue un élément de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner.

- Décret n° 408 du Premier Ministre

7.389 Les CE estiment que le contrôle des pouvoirs publics coréens sur les banques privées est démontré par le Décret n° 408 du Premier Ministre. Elles affirment que, bien que l'article 6 de ce décret semble garantir l'indépendance des banques dans lesquelles les pouvoirs publics coréens ont une participation, l'article 5 exige spécifiquement que ces banques coopèrent avec les pouvoirs publics coréens "aux fins de la stabilité du marché financier" et "pour atteindre les objectifs de la politique financière". Les CE disent qu'il est même précisé que des instructions peuvent être données oralement ou par téléphone.

7.390 La Corée fait observer qu'il incombe aux pouvoirs publics, dans toute juridiction, d'adopter et de mettre en œuvre la politique financière et d'assurer la stabilité du marché financier. Elle affirme que les établissements financiers sont généralement soumis à l'obligation légale de se conformer aux ordres ou demandes légitimes des pouvoirs publics lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre cette politique financière afin de stabiliser le marché financier. La Corée fait observer que l'article 5 du Décret du Premier Ministre prévoit uniquement les procédures que les pouvoirs publics coréens peuvent suivre pour mettre en œuvre cette politique gouvernementale légitime. Elle estime que le Décret du Premier Ministre prouve le contraire de ce que les CE prétendent prouver en y faisant référence, puisque le Décret avait pour objet de garantir l'indépendance des banques dans lesquelles les pouvoirs publics coréens ont une participation. La Corée affirme qu'en fait le Décret du Premier Ministre mettait en œuvre l'engagement pris par les pouvoirs publics coréens à l'égard du FMI, à savoir que:

> Pendant la période transitoire [c'est-à-dire dans l'attente de la reprivatisation des banques commerciales détenues par l'État], les banques seront administrées sur une base entièrement commerciale et les pouvoirs publics n'interviendront pas dans la gestion quotidienne des banques.[224]

7.391 Nous croyons comprendre que l'argument des CE concernant le Décret n° 408 du Premier Ministre est que le Décret donne aux pouvoirs publics coréens un "contrôle" sur les banques privées, c'est-à-dire qu'en vertu du Décret, les pouvoirs publics coréens ont la faculté de charger les banques de participer à la restructuration des entreprises ou de leur ordonner de le faire. Nous ne voyons cependant rien dans le Décret qui donne à penser qu'il a quoi que ce soit à voir avec une telle faculté des pouvoirs publics d'obliger les banques à participer à la restructuration des entreprises. En fait, le

[223] Voir la réponse de la Corée à la question n° 120 du Groupe spécial. Les CE n'ont pas formulé d'observations sur les nouveaux renseignements factuels présentés par la Corée en réponse à cette question.

[224] Annexe de la lettre d'intention du 13 novembre 1998 adressée par la Corée au FMI, pièce n° 117 des CE.

Décret semble axé sur des mesures visant à assurer la stabilité du marché financier en tant que tel.[225] Nous notons que l'article premier du Décret n° 408 du Premier Ministre dispose qu'il a pour objet de "faire en sorte que les pouvoirs publics appliquent des modalités objectives et transparentes pour *établir la politique financière ou assurer la surveillance des établissements financiers*, et d'exclure une intervention externe inéquitable dans la gestion des établissements financiers, etc., afin que les établissements financiers, etc. puissent exercer leurs activités de façon plus indépendante et en assumant davantage de responsabilités" (pas d'italique dans l'original). Nous notons en outre que l'article 5.1 du Décret dispose que "[s]i les organismes de surveillance financière demandent la coopération ou l'aide des établissements financiers, etc., *aux fins de la stabilité du marché financier*, etc. (à l'exclusion d'une demande de données en relation avec des activités de gestion ordinaires), une telle demande sera faite par écrit ou lors d'une réunion". (pas d'italique dans l'original) Alors que l'article 5.2 dispose que dans les cas d'urgence, une telle demande peut être faite oralement ou par téléphone, il dispose aussi que "[d]ans ce cas, les organismes de surveillance financière notifieront par écrit et sans retard la demande aux établissements financiers pertinents, etc.". Par conséquent, aux termes du Décret, les pouvoirs publics coréens semblent bien avoir la faculté, dans certaines circonstances, d'obliger les banques privées à mener certaines actions relatives au maintien de la stabilité des marchés financiers. Les CE n'ont toutefois fourni aucun élément de preuve montrant que la "stabilité des marchés financiers" englobe la restructuration des entreprises ou qu'elle y soit liée.

7.392 En tout état de cause, nous soulignons que la question de l'action de charger ou d'ordonner est sans rapport avec la faculté des pouvoirs publics, dans l'abstrait, d'ordonner à des agents économiques d'accomplir certaines tâches ou fonctions. Elle a par contre un rapport avec le point de savoir si les pouvoirs publics en question ont *exercé* une telle faculté dans une situation donnée faisant l'objet d'un différend. À cet égard, nous notons que les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que le Décret n° 408 du Premier Ministre ait jamais été invoqué ou utilisé par les pouvoirs publics coréens dans le contexte d'une restructuration quelconque.

7.393 Pour ces raisons, nous ne jugeons pas convaincante l'utilisation par les CE du Décret n° 408 du Premier Ministre comme élément de preuve montrant qu'il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens à l'égard des créanciers privés en ce qui concerne les opérations de restructuration en cause dans la présente procédure.

- Déclaration de la Banque Kookmin

7.394 Les CE font observer que l'un des créanciers participant à la renégociation de la dette de Daewoo, la Banque Kookmin, a publiquement déclaré que les pouvoirs publics coréens avaient bel et bien obligé les banques à accepter des mesures de restructuration qui n'étaient pas conformes à leur propre politique en matière de révision du crédit. À l'appui, les CE font référence à la déclaration ci-après faite par Kookmin le 18 juin 2002 en relation avec un projet d'offre de vente d'actions à la Bourse de New York:

> Les pouvoirs publics coréens favorisent l'octroi de prêts à certains types d'emprunteurs au titre de leur politique, que nous pouvons nous sentir obligés de suivre. Les pouvoirs publics coréens ont favorisé, et, au titre de leur politique, peuvent continuer à essayer de favoriser l'octroi de prêts à certains types d'emprunteurs. D'une manière générale, ils l'ont fait en demandant aux banques de participer à des programmes de redressement pour des entreprises débitrices en difficulté et en identifiant les secteurs de l'économie qu'ils souhaitent favoriser ainsi qu'en mettant des prêts bonifiés à la disposition des banques et des établissements financiers qui prêtent aux emprunteurs dans ces secteurs. … la politique des pouvoirs

[225] Nous pouvons difficilement imaginer un pays qui n'a pas un cadre législatif ou réglementaire permettant aux pouvoirs publics d'intervenir sur le marché afin de maintenir la stabilité financière.

> publics peut influer sur nous pour que nous prêtions à certains secteurs ou selon des modalités que nous n'appliquerions pas si cette politique n'existait pas.[226]

7.395 La Corée fait observer que les CE ont omis le passage ci-après de la déclaration susmentionnée de Kookmin:

> De cette manière, les pouvoirs publics ont favorisé l'octroi de prêts hypothécaires bonifiés et l'octroi de prêts aux entreprises spécialisées dans la technologie. Nous escomptons que tous les prêts accordés au titre de la politique des pouvoirs publics seront examinés conformément à notre politique en matière de révision du crédit.

7.396 Selon la Corée, le texte omis montre clairement que la déclaration de Kookmin a été en réalité effectuée en ce qui concerne le fait que les pouvoirs publics coréens favorisent les prêts hypothécaires bonifiés et l'octroi de crédit aux entreprises spécialisées dans la technologie, et non au sujet du secteur de la construction navale. La Corée a aussi présenté une lettre des juristes de Kookmin expliquant que la déclaration reproduite ci-dessus "n'indique pas, ni n'est censée impliquer, que les pouvoirs publics coréens exercent un contrôle sur le secteur bancaire d'une manière générale ou sur les décisions des banques en matière de crédit d'une manière générale ou s'agissant d'emprunteurs particuliers tels que Hynix".

7.397 Compte tenu de cette partie de la déclaration de Kookmin omise par les CE, nous acceptons l'argument de la Corée selon lequel elle a été en réalité effectuée en ce qui concerne le fait que les pouvoirs publics coréens favorisent les prêts hypothécaires bonifiés et l'octroi de crédit aux entreprises spécialisées dans la technologie, et non au sujet du secteur de la construction navale. La déclaration ne fournit donc aucun élément de preuve montrant que Kookmin a été chargée de participer à la restructuration des chantiers navals ou qu'il lui a été ordonné de le faire. Nous notons en tout cas que la déclaration fait référence au fait que les pouvoirs publics coréens "demandent" aux banques de participer à des programmes de redressement pour des entreprises débitrices en difficulté. En l'absence de tout autre élément probant, nous ne pensons pas qu'une "demande" des pouvoirs publics doive être traitée comme un élément de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner, vu qu'elle ne comporte pas les éléments délégation ou commandement requis. Comme nous n'estimons pas que la déclaration de Kookmin constitue un élément de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne les opérations de restructuration en cause dans la présente procédure, nous n'avons pas besoin d'examiner la lettre d'explication établie par les juristes de Kookmin.

- Accord de décembre 1998/garantie contre les pertes

7.398 Les CE estiment que les pouvoirs publics coréens ont en outre établi leur capacité de charger les établissements financiers de participer aux opérations de restructuration des entreprises ou de leur ordonner de le faire, en offrant des garanties contre les pertes découlant de ces renégociations de la dette. Les CE notent à cet égard que l'accord de décembre 1998 visant la restructuration des cinq principaux *chaebols* ("accord de décembre 1998") dispose que les pouvoirs publics "surveilleront la mise en œuvre du plan de restructuration convenu pour ce qui est de préserver la solidité des établissements financiers" et "appuieront les efforts de restructuration du secteur des entreprises et des établissements financiers".[227]

7.399 La Corée fait observer que l'accord pertinent ne s'appliquait pas aux opérations de restructuration en cause dans la présente procédure, et qu'il était sans rapport avec le CRA.

---

[226] Brochure de la Banque Kookmin, page 22 (pièce n° 100 des CE).
[227] Accord de décembre 1998, articles 18 et 20 (pièce n° 40 des CE).

7.400 Nous ne pensons pas que l'accord de décembre 1998 ait une incidence quelconque sur les allégations concernant l'action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne les opérations de restructuration en cause dans la présente procédure, puisqu'il ne leur était pas applicable. L'accord de décembre prévoyait une autorestructuration des cinq principaux chaebols – y compris Daewoo – dans le cadre, entre autres choses, des plans d'amélioration de la structure financière[228], pendant qu'ils étaient encore solvables. Aucune autorestructuration en ce sens ne relève de notre examen dans la présente procédure. Par contre, la présente procédure vise les opérations de restructuration requises par les créanciers dans le cadre du CRA et des procédures de réorganisation des entreprises. En conséquence, l'accord de décembre 1998 est dénué de pertinence pour la question de savoir si oui ou non les pouvoirs publics coréens ont chargé les créanciers de participer aux opérations de restructuration de Daewoo, de Halla et de Daedong ou s'ils leur ont ordonné de le faire.

7.401 Les CE font observer qu'un accord antérieur à l'accord de décembre 1998 a été conclu entre les cinq principaux chaebols et le Président de la Corée en janvier 1998. Elles demandent qu'une déduction défavorable soit tirée au titre du paragraphe 7 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*, en raison du fait que la Corée n'a pas fourni une copie de l'accord de janvier 1998 dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V. La Corée fait observer qu'elle n'a pas fourni une copie de l'accord de janvier 1998 car cet accord n'a rien à voir avec la restructuration des entreprises insolvables. Elle affirme que l'accord de janvier 1998 a cessé de s'appliquer à Daewoo après que cette société était devenue insolvable et avait engagé la procédure de renégociation de la dette. Les CE allèguent que l'accord de janvier 1998 a été conclu entre les cinq principaux chaebols et le Président de la Corée. La seule restructuration en cause dans la présente procédure concernant un chaebol est la renégociation de la dette de Daewoo, qui date de 2000. Comme l'accord de décembre 1998 n'est pas pertinent pour notre examen de la renégociation de la dette de Daewoo, nous ne voyons pas en quoi une version antérieure de cet accord pourrait avoir une plus grande force probante, étant donné surtout qu'elle a été conclue plus de deux ans avant la renégociation de la dette de Daewoo. Par ailleurs, nous notons que les CE affirment que l'accord de janvier 1998 "montre le degré d'intervention des [pouvoirs publics coréens] dans le secteur des entreprises".[229] Toutefois, l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur des entreprises n'équivaut pas nécessairement à une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne une restructuration particulière. Pour ces raisons, nous nous abstenons de considérer le fait que la Corée n'a pas fourni le texte de l'accord de janvier 1998 dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V comme une "non-coopération" au sens du paragraphe 7 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*. Nous rejetons en conséquence la demande des CE tendant à ce qu'une déduction défavorable soit tirée au titre de cette disposition.

- La liquidation comme source de capitaux

7.402 Les CE affirment que la preuve de l'action de charger ou d'ordonner se trouve dans le fait que, dans les conditions normales du marché, le besoin de capitaux des établissements financiers aurait conduit ceux-ci à rechercher tous les moyens d'accroître leurs entrées de fonds, notamment en liquidant - au lieu de restructurer - les emprunteurs en difficulté. En conséquence, les CE estiment que le fait même que ces établissements financiers ont participé à la restructuration est un élément de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

7.403 Nous ne pouvons pas accepter cet argument car la question de savoir si des considérations commerciales auraient incité ou non les créanciers à liquider, au lieu de restructurer, Daewoo, Halla ou Daedong est plus directement liée à la question de l'"avantage".[230]

---

[228] Voir la section 2 10) de l'accord de décembre 1998, pièce n° 40 des CE.

[229] Voir la première communication écrite des CE, note 31.

[230] Comme nous constatons ci-après que les CE n'ont pas établi que les considérations commerciales auraient imposé une liquidation au lieu d'une restructuration, il n'y aurait pas de base factuelle pour l'argument

- Appartenance aux pouvoirs publics

7.404 Les CE allèguent qu'un autre élément de preuve indiquant une action de charger ou d'ordonner se trouve dans le fait que nombre de créanciers nationaux participant aux opérations de restructuration appartenaient en partie ou en totalité aux pouvoirs publics coréens.

7.405 La Corée fait observer que l'appartenance aux pouvoirs publics n'est pas la même chose qu'une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

7.406 Nous ne sommes pas disposés à admettre qu'un certain degré d'appartenance aux pouvoirs publics constitue, à lui seul, la preuve d'une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.[231] Bien que la participation des pouvoirs publics au capital d'une entité puisse accroître leur capacité de charger cette entité d'agir ou de lui ordonner de le faire, il doit toujours y avoir un élément de preuve indiquant un acte positif de délégation ou de commandement positif avant qu'une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner puisse être formulée.[232]

- Conclusion

7.407 À la lumière de ce qui précède, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle des créanciers privés ont été chargés de participer aux trois opérations de restructuration en cause dans la présente procédure ou qu'il leur a été ordonné de le faire. Même si les CE peuvent avoir fourni des éléments de preuve montrant une intervention générale des pouvoirs publics coréens sur le marché des services financiers, nous n'estimons pas que les éléments de preuve circonstanciels invoqués par les CE indiquent un quelconque acte positif de délégation ou de commandement en ce qui concerne les trois opérations de restructuration en cause. De la même manière, même si les pouvoirs publics coréens avaient la faculté et la possibilité de charger des créanciers privés de participer aux opérations de restructuration ou de leur ordonner de le faire, les CE n'ont pas démontré que les pouvoirs publics coréens ont exercé cette faculté.

iii) Transfert de valeur pécuniaire

Arguments des parties

7.408 La Corée estime que les conversions de dettes en prises de participation, les réductions du taux d'intérêt, les annulations d'intérêts et les reports d'intérêts en cause dans la présente procédure ne constituaient pas des "contributions financières" car il n'y a pas eu de transfert de valeur pécuniaire en faveur des sociétés faisant l'objet d'une renégociation de la dette ou d'une réorganisation, mais un accroissement de la valeur de recouvrement pour les établissements financiers participant à ces transactions. La Corée affirme qu'au début des procédures de renégociation de la dette ou de réorganisation des entreprises, Halla et Daedong ont fait faillite et Daewoo était également insolvable,

---

des CE même s'il était considéré comme un élément de preuve potentiel quant à une action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

[231] Nous notons que l'appartenance aux pouvoirs publics paraîtrait plus directement pertinente, tout d'abord, pour l'application de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*, c'est-à-dire pour le point de savoir si l'entité en question est ou n'est pas un "organisme public", plutôt que pour l'action de charger ou d'ordonner. Autrement dit, le degré d'appartenance aux pouvoirs publics serait-il suffisant pour conférer à ces derniers un contrôle tel que l'entité pertinente soit un organisme public? Nous rappelons ici que les CE n'ont pas allégué que l'un quelconque des créanciers nationaux autres que la KAMCO, la KDIC, la Banque de Corée, la KDB, l'IBK, et la KEXIM était un organisme public.

[232] Par ailleurs, nous notons que selon la pièce jointe n° 3 annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, un grand nombre des créanciers privés participant aux opérations de restructuration en cause n'étaient pas détenus, à quelque degré que ce soit, par les pouvoirs publics coréens. La base factuelle de l'argument des CE est donc, dans une certaine mesure, fragilisée.

ce qui réduisait la valeur réelle des crédits accordés par les établissements financiers au niveau de la valeur de liquidation de ces entreprises en crise. La Corée estime que, dans ce contexte, les établissements financiers créanciers n'ont rien abandonné qui ait de la valeur, mais ont procédé aux conversions de dettes en prises de participation et aux autres opérations de restructuration de la dette comme moyen de préserver la valeur d'exploitation qui était déterminée comme étant supérieure à la valeur de liquidation.

7.409 Les CE affirment que, du point de vue du bailleur de fonds comme de celui du bénéficiaire, une conversion de dettes en prises de participation est une contribution financière. Premièrement, elle comprend l'élément annulation de la dette, car le créancier ne peut plus exiger le paiement des intérêts ou le remboursement du principal de la dette une fois celle-ci convertie en prises de participation. Deuxièmement, elle exige aussi que l'ancien créancier achète des actions de la société. Ces deux aspects constituent l'un et l'autre, de façon indépendante, des contributions financières pour le bénéficiaire.

7.410 Les CE estiment aussi que la Corée confond contribution financière et avantage lorsqu'elle fait valoir que les conversions de dettes en prises de participation et d'autres opérations de restructuration de la dette ne peuvent pas constituer une contribution financière car les créanciers ont accepté ces mesures "comme moyen de préserver la valeur d'exploitation qui était déterminée comme étant supérieure à la valeur de liquidation".[233] Selon les CE, la question de savoir si les créanciers ont reçu quelque chose en échange de leur contribution financière, comme la préservation de la valeur d'exploitation, est une question relative à l'avantage, et non à la contribution financière.

Évaluation par le Groupe spécial

7.411 Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Corée selon lesquels les conversions de dettes en prises de participation ainsi que les réductions et reports d'intérêts ne sont pas des contributions financières. Tout d'abord, nous rappelons qu'il y a une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC* s'il y a un "transfert direct de fonds", et que les dons, prêts et participations au capital social ne sont énumérés que comme trois exemples possibles de tels transferts. Ainsi, nous estimons que l'article 1.1 a) 1) identifie dans les alinéas respectifs les types d'instruments ou de transactions qui pourraient être considérés comme étant des "contributions financières". Bien entendu, ces instruments seraient visés par l'Accord uniquement s'ils émanaient "des pouvoirs publics ou [d'un] organisme public", et ils seraient des subventions visées par l'Accord uniquement si, à la fois, ils conféraient un avantage et étaient spécifiques. Par conséquent, la notion de contribution financière n'est qu'un élément dans un ensemble d'éléments cumulatifs et indépendants qui doivent tous être présents pour qu'une mesure soit régie par l'*Accord SMC*.

7.412 Nous estimons que les exemples énumérés à l'article 1.1 a) 1) i) sont éclairants en ce qui concerne la portée de l'expression "transfert direct de fonds". Surtout, considérant le "moyen d'échange" dans les exemples indiqués, nous notons que tous les exemples visent des transferts d'argent ("fonds"), par opposition aux transferts en nature (de biens ou de services, au sens de l'article 1.1 a) 1) iii)). Le fait que les types de transferts directs de fonds énumérés (dons, prêts et participations au capital social) ne sont indiqués qu'à titre d'exemples montre clairement qu'il peut très bien exister d'autres types d'instruments qui constitueraient également des transferts directs de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i).

7.413 Passant aux cas particuliers des transactions faisant partie de la restructuration, nous constatons qu'elles sont toutes de la même nature que celles qui sont explicitement énumérées à l'article 1.1 a) 1) i). Premièrement, nous notons que les réductions et reports d'intérêts sont analogues à de nouveaux prêts car ils font intervenir une renégociation/prolongation de la durée du prêt initial.

[233] Première communication écrite de la Corée, 2 février 2004, paragraphe 318.

Nous ne voyons pas pourquoi les prêts constitueraient des contributions financières alors que les réductions et reports d'intérêts n'en seraient pas. En outre, nous pensons que l'annulation des intérêts/de la dette est comparable à un don en espèces, car les fonds qui étaient précédemment accordés sous forme de prêt, contre intérêt, sont maintenant accordés gratuitement, en raison de la suppression de l'obligation de remboursement. Toutes ces transactions constituent donc des transferts directs de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. S'agissant des conversions de dettes en prises de participation, nous notons que la participation au capital social est explicitement mentionnée comme un type de transfert direct de fonds à l'article 1.1 a) 1) i). Comme nous avons également constaté que l'annulation de la dette constituait un transfert direct de fonds, nous ne voyons pas pourquoi la conjugaison de la participation au capital social et de l'annulation de la dette devrait être exclue du champ d'application de cette disposition. La raison pour laquelle les créanciers acceptent de telles transactions (c'est-à-dire que ce soit ou non pour préserver la valeur d'exploitation) n'est pas pertinente pour le point de savoir si les transactions constituent ou non des contributions financières. En fait, elle est liée à la question de l'avantage (pour ce qui est de savoir si des créanciers agissant selon les principes du marché auraient ou non effectué ces transactions aux mêmes conditions).

iv) Contribution financière à soi-même

Arguments des parties

7.414 La Corée estime que les diverses opérations de restructuration de la dette contestées par les CE ne sont pas des "contributions financières" car elles comportent des transactions entre des entreprises et les propriétaires de ces entreprises. Elle estime que l'on ne peut pas faire une "contribution financière" à soi-même. Elle fait valoir que, pour qu'une "contribution financière" existe, il doit y avoir au moins deux entités identifiables distinctes. Selon la Corée, les CE n'ont pas identifié quelle partie avait reçu la contribution financière alléguée car, lorsque les établissements financiers qui étaient les créanciers des trois chantiers navals coréens ont procédé à une annulation de la dette ou à une autre opération de rééchelonnement, ils avaient déjà acquis la propriété ou pris le contrôle des entreprises visées, ou du moins le faisaient simultanément. Ainsi, ils ont annulé la dette des entreprises qu'ils détenaient ou contrôlaient, et les bénéficiaires de cette annulation de la dette étaient les établissements financiers eux-mêmes.

7.415 La Corée affirme que son argument est fondé sur la jurisprudence de l'OMC, qui indique que "toute analyse de la question de savoir s'il existe[ ] un avantage devrait être centrée sur les "personnes morales ou physiques" au lieu d'être centrée sur les activités de production".[234] Elle estime que cette jurisprudence concernant l'existence d'un avantage a aussi des conséquences s'agissant de la définition et du bénéficiaire d'une "contribution financière", en ce sens que si l'on examine les actifs de façon à remonter jusqu'aux propriétaires effectifs pour déterminer s'il y a un avantage, on devrait le faire aussi pour déterminer s'il y a une contribution financière. Selon la Corée, cela signifie que si le propriétaire et celui qui accorde la contribution sont la même "personne", la question se pose de savoir s'il y a vraiment eu une contribution financière quelconque.

7.416 Les CE (et les États-Unis) estiment que l'argument de la Corée est incorrect, car si les rédacteurs de l'*Accord SMC* avaient envisagé de permettre que la propriété d'une société constitue une exemption des disciplines relatives aux subventions, ils n'auraient pas indiqué la participation au capital social comme exemple de forme de contribution financière à l'article 1.1 a) 1) i). Selon les CE et les États-Unis, l'argument de la Corée est donc en contradiction avec le texte de l'*Accord SMC*.

[234] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 110.

7.417 Les CE font aussi valoir que l'article 14 a) de l'*Accord SMC* constitue le contexte pertinent puisqu'il permet à une autorité qui examine la possibilité d'imposer des droits compensateurs de constater l'existence d'un avantage conféré aux bénéficiaires sur la base d'"une prise de participation des pouvoirs publics au capital social". Selon les CE, si l'action simultanée de transférer des fonds et de participer au capital social d'une entreprise empêche une constatation de l'existence d'une contribution financière, l'article 14 a) n'aurait pas été inclus dans l'*Accord SMC*.

7.418 La Corée contre ces arguments en faisant la distinction entre les conversions de dettes en prises de participation et la participation au capital social/prise de participation des pouvoirs publics au capital social. Ainsi, en réponse aux arguments des CE et des États-Unis selon lesquels la participation d'entités publiques au capital social peut constituer des contributions financières, la Corée affirme[235] que les "participations au capital social sont juridiquement distinctes des conversions de dettes en prises de participation" et qu'"[i]l n'y a aucun lien logique entre les conversions de dettes en prises de participation et l'expression "participation au capital social"". En particulier, la Corée affirme[236] que les participations au capital social dissimulent souvent des subventions directes destinées à couvrir des pertes d'exploitation, en ce sens que les prétendus appels de fonds n'étaient généralement que de simples subterfuges mis en évidence par le peu d'empressement des actionnaires minoritaires à y répondre. Selon la Corée, la question qui se pose dans une conversion de dettes en prises de participation effectuée dans une situation d'insolvabilité est différente. Dans de tels cas, lorsque la société est insolvable et, par conséquent, entre les mains des créanciers, la conversion traduit un changement dans la forme de l'instrument financier. La Corée affirme qu'en l'espèce, les établissements financiers créanciers ne détenaient pas des liquidités qu'ils pouvaient investir dans une gamme d'instruments financiers; ils détenaient des titres de créance et la question qui se posait était de savoir ce qu'ils pourraient en faire pour en maximiser le rendement.

Évaluation par le Groupe spécial

7.419 Nous ne souscrivons pas à l'argument de la Corée selon lequel la conversion de dettes en prises de participation devrait être traitée comme une transaction effectuée avec soi-même. À l'évidence, les créanciers et la société débitrice sont des entités juridiques distinctes. Dans une situation d'insolvabilité, les créanciers peuvent décider d'acquérir la propriété de la société afin de maximiser le rendement de leurs titres de créance (ou de minimiser leurs pertes). Une façon de le faire est la conversion de dettes en prises de participation. Une telle transaction entre des entités juridiques distinctes aboutit à un changement de propriété de la société débitrice, et la question soumise au Groupe spécial est de savoir si le changement de propriété de certains chantiers navals coréens a conféré des subventions. La Corée invoque la jurisprudence de l'OMC[237] concernant les changements de propriété dans le contexte des privatisations pour faire valoir qu'une contribution financière, comme un avantage, doit être conférée à une personne morale ou physique, et non à des activités de production/actifs. Nous ne sommes pas convaincus cependant que cette jurisprudence soit pertinente vu qu'il ne s'agit pas en l'espèce d'une affaire relative à la privatisation. Dans les affaires relatives à la privatisation en question, la subvention alléguée a eu lieu avant la privatisation, et la question était de savoir si l'avantage découlant de ces subventions antérieures était éteint avec le changement de propriété. Dans lesdites affaires, le changement de propriété avait lieu dans des conditions de libre concurrence et à la juste valeur marchande. En l'espèce, toutefois, le changement de propriété est la subvention alléguée. Quoi qu'il en soit, même la jurisprudence de l'Organe d'appel en matière de privatisation invoquée par la Corée a précisé qu'une distinction pouvait être faite entre une société et ses propriétaires dans certains cas, de sorte qu'il peut être constaté que les propriétaires

[235] Voir la réponse de la Corée à la question n° 22 des CE.
[236] Voir la réponse de la Corée à la question n° 46 du Groupe spécial.
[237] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sur les affaires *États-Unis – Plomb et bismuth I*, *États-Unis – Plomb et bismuth II* et *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*.

d'une entreprise confèrent un avantage à cette société.[238] Cela étant le cas, nous ne voyons pas pourquoi les propriétaires d'une société ne pourraient pas aussi accorder une "contribution financière" à cette société.[239]

7.420 En outre, nous estimons que tant les arguments des CE et que ceux des États-Unis concernant les articles 1.1 a) 1) i) et 14 a) de l'*Accord SMC* sont convaincants. En particulier, le fait que les participations au capital social sont explicitement désignées comme étant des "contributions financières" nous laisse penser que l'*Accord SMC* n'exclut pas la possibilité que le propriétaire d'une société accorde une "contribution financière" à cette société. Les participations au capital social et les conversions de dettes en prises de participation ont le même effet, en ce sens que le capital change de mains en échange d'une contrepartie dans les deux cas (et qu'il y a subventionnement si le montant de la contrepartie est inférieur à ce que le marché aurait proposé). De même, la conversion de dettes en prises de participation comprend un élément participation au capital social. En conséquence, nous sommes d'avis que les références aux participations au capital social aux articles 1.1 a) 1) i) et 14 a) de l'*Accord SMC* fournissent une base contextuelle solide permettant de rejeter l'argument de la Corée selon lequel il n'y a pas de contribution financière car on ne peut pas faire une contribution financière à soi-même.

7.421 La Corée répond en tentant de faire la distinction entre les participations au capital social et les conversions de dettes en prises de participation. La distinction faite par la Corée repose cependant sur l'hypothèse selon laquelle les "participations au capital social" sont nécessairement des subventions, et les conversions de dettes en prises de participation n'en sont nécessairement pas (puisque, selon la Corée, elles impliquent une maximisation du rendement). Or cette approche préjuge la question de fond soumise au Groupe spécial (à savoir y a-t-il eu subventionnement?) et néglige le fait qu'un intervenant sur le marché peut prendre une participation au capital social aux conditions du marché (auquel cas il n'y aurait pas de subvention).

7.422 De surcroît, l'argument de la Corée signifierait qu'un don en espèces accordé par les pouvoirs publics à une société appartenant à l'État ne constituerait pas une contribution financière (et ne pourrait donc jamais être une subvention). Un tel résultat serait absurde. En fait, lorsque l'attention de la Corée a été appelée sur ce point dans la question n° 46 du Groupe spécial, la Corée n'a pas vraiment répondu à la question. Au lieu de traiter la question des dons en espèces des pouvoirs publics (qui était l'objet de la question du Groupe spécial), la Corée est de nouveau revenue sur la distinction alléguée entre les participations au capital social et les conversions de dettes en prises de participation. Pourtant, s'il est vrai que l'on ne peut pas faire une contribution financière à soi-même, cela devrait s'appliquer dans tous les cas, y compris aux dons en espèces.

7.423 À la lumière de ce qui précède, nous rejetons l'argument de la Corée selon lequel les propriétaires d'une société ne peuvent pas, en droit, faire une contribution financière à cette société.

v) Contributions financières "d'"organismes publics

7.424 S'agissant de la renégociation de la dette de Daewoo, la Corée affirme qu'il n'y a pas eu de contributions financières "de" tels ou tels organismes publics ou organismes privés à l'égard desquels il y a eu, selon les allégations, action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens car les contributions financières ont été faites en vertu du pouvoir exercé par le conseil des créanciers ou des groupes de parties intéressées. Pour ce qui est de la réorganisation de Halla et de Daedong, la

[238] Voir le rapport sur l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 118.

[239] L'injection de fonds par des pouvoirs publics dans le capital social d'une entreprise appartenant à l'État ou l'injection de nouveaux capitaux par une société holding dans une de ses filiales sont des exemples de cas où le propriétaire d'une entreprise accorde une contribution financière à cette entreprise.

Corée estime qu'il n'y a pas eu de contributions financières "d'"organismes publics ou organismes privés à l'égard desquels il y a eu, selon les allégations, action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens puisque la réorganisation de Halla a été effectuée légalement en vertu d'une décision judiciaire approuvant le plan de réorganisation de l'entreprise, et non sur l'approbation de tels ou tels créanciers.

7.425 Nous ne pouvons pas accepter l'argument de la Corée car les entités participant à une contribution financière doivent assumer la responsabilité de cette participation. Par conséquent, dans la mesure où un organisme public participe à un prêt consenti par un conseil de créanciers, la partie du prêt imputable à l'organisme public peut être traitée comme une contribution financière individuelle de cet organisme public qui relève de l'article 1.1 a) de l'*Accord SMC*. Sinon, les disciplines de l'*Accord SMC* pourraient aisément être contournées par des groupes d'organismes publics décidant collectivement, ou avec l'approbation d'un tribunal, d'accorder des contributions financières.

vi) Conclusion

7.426 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous concluons que la KAMCO, la KDIC, la Banque de Corée, la KDB, l'IBK et la KEXIM sont des "organismes publics" et que leur participation aux opérations de restructuration de Daewoo, de Halla et de Daedong constitue une "contribution financière" visée par l'*Accord SMC*. Nous constatons en outre que les créanciers privés participant aux opérations de restructuration n'ont pas été chargés ni n'ont reçu l'ordre de le faire, de sorte que leur participation ne constitue pas une "contribution financière" visée par l'*Accord SMC*.

c) Questions relatives à l'avantage

7.427 Nous rappelons qu'une "contribution financière" constitue une subvention uniquement si elle confère un "avantage". Il est maintenant bien établi que l'existence d'un "avantage" est déterminée par référence au marché. Ainsi, il y aura un "avantage" si une contribution financière est offerte à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire pourrait obtenir sur le marché. Les arguments des parties concernant l'"avantage" visent principalement l'identification des points de repère du marché appropriés en fonction desquels il convient de juger le comportement des créanciers participant aux opérations de restructuration. Les parties présentent ensuite des arguments spécifiques concernant chacune des opérations de restructuration en cause.

7.428 Notre approche de la question de l'avantage dans le contexte des opérations de restructuration consiste à demander si les CE ont démontré que chacune des opérations de restructuration était déraisonnable sur le plan commercial. Dans ce contexte, les parties ont avancé des arguments horizontaux généraux pour ce qui est de la participation des créanciers nationaux aux opérations de restructuration par opposition à celle des créanciers étrangers, ainsi que des arguments par entreprise quant aux décisions de restructurer chacune des entreprises et aux conditions des opérations de restructuration telles qu'elles ont été mises en œuvre. Nous examinerons tous ces éléments de preuve dans leur totalité en ce qui concerne chaque opération de restructuration, en abordant d'abord la question horizontale générale de la participation des créanciers, puis les arguments par entreprise et les éléments de preuve se rapportant aux opérations de restructuration individuelles.

i) Participation des créanciers aux opérations de restructuration

7.429 Les CE affirment que l'évaluation du caractère raisonnable sur le plan commercial des opérations de restructuration devrait se fonder sur le comportement des créanciers/investisseurs étrangers car c'étaient les seuls créanciers/investisseurs agissant hors de la sphère d'influence des pouvoirs publics coréens. Elles affirment que la décision des créanciers/investisseurs étrangers de ne pas participer aux opérations de restructuration pertinentes démontre que ces opérations de restructuration n'ont pas été menées selon des considérations commerciales.

7.430 La Corée estime que la non-participation des créanciers étrangers aux opérations de restructuration ne constitue pas un point de repère approprié car la subvention alléguée a été accordée par les établissements financiers nationaux. Elle affirme que la conformité des opérations de restructuration aux principes du marché était assurée par la détermination, dans chaque cas, du fait que la valeur d'exploitation de la société restructurée dépassait sa valeur de liquidation.

7.431 Nous croyons comprendre que les CE font valoir au premier chef que les créanciers/investisseurs privés nationaux ont participé aux opérations de restructuration à la suite de l'action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics, et non eu égard à des principes commerciaux. Or, comme il est exposé plus haut, nous avons rejeté l'allégation des CE selon laquelle il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne la participation des créanciers privés nationaux aux opérations de restructuration.

7.432 Nous avons approfondi cette question avec les CE dans notre question n° 149:

> Si le Groupe spécial devait rejeter l'allégation des CE selon laquelle il y a eu, de la part des pouvoirs publics, action de charger et d'ordonner à l'égard de créanciers privés, cela signifierait-il que ces créanciers privés constituent un point de repère du marché fiable s'agissant de déterminer si les opérations de restructuration en cause ont ou non conféré un avantage? Veuillez expliquer. Les CE ont-elles traité cette question dans leurs communications précédentes, écrites et orales, au Groupe spécial? Dans l'affirmative, veuillez indiquer précisément où elles l'ont fait.

7.433 En réponse, les CE ont dit ce qui suit:

> L'extraordinaire influence des pouvoirs publics sur les actions des créanciers privés (même si le Groupe spécial devait constater qu'elle n'équivaut pas à une action de charger ou d'ordonner) suscite certainement de forts doutes quant à leur capacité d'agir en fonction de considérations commerciales (comme cela est requis pour un point de repère valable). Ainsi, le Groupe spécial serait néanmoins tenu de chercher ailleurs un point de repère du marché – qui proviendrait soit des investisseurs étrangers, soit des investisseurs externes, soit d'une autre source fiable.

7.434 Nous notons qu'il pourrait bien entendu exister des circonstances dans lesquelles les pouvoirs publics influent sur le marché au point de le fausser, de sorte que les entités privées n'agissent plus selon des principes purement commerciaux.[240] Toutefois, dans l'affaire dont nous sommes saisis, les éléments de preuve concernant les raisons et la signification de la différence de comportement entre les créanciers nationaux et les créanciers étrangers sont contrastés. Nous notons que certains créanciers ont effectivement participé à la restructuration alors que d'autres ont choisi de ne pas le faire. Nous notons qu'il y a eu une certaine fuite généralisée de capitaux étrangers de la Corée pendant la crise financière qui dénotait la circonspection des investisseurs devant la situation globale, et qu'aucune partie n'a fourni de renseignements sur la question de savoir si les décisions des créanciers étrangers de ne pas investir dans les entreprises de construction navale restructurées étaient uniquement dues à cette circonspection générale ou traduisaient aussi des préoccupations plus spécifiques de ces créanciers quant aux perspectives des différentes entreprises.

7.435 Nous aborderons ensuite les éléments de preuve et arguments relatifs à chacune des opérations de restructuration en cause.

---

[240] À vrai dire, une considération analogue a influencé les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 103.

ii) Renégociation de la dette de Daewoo

Rapport Anjin

7.436 En réponse à l'argument des CE selon lequel les créanciers de Daewoo n'ont pas agi selon des considérations commerciales, la Corée fait observer que les créanciers de Daewoo ont agi sur la base d'un rapport établi par Anjin indiquant que la valeur d'exploitation de Daewoo dépassait sa valeur de liquidation. Même si les CE admettent qu'une analyse correcte de la valeur d'exploitation aurait pu constituer une base permettant d'établir que la décision de restructurer Daewoo avait été prise compte tenu du marché[241], elles doutent que le rapport soit effectivement l'analyse correcte en question et affirment en outre que le rapport Anjin de 1999 ne démontre pas si les différents éléments de la renégociation de la dette étaient fondés ou non sur les principes du marché.

7.437 Nous sommes d'avis que les éléments de preuve et arguments concernant le rapport Anjin sont très pertinents pour la question du caractère raisonnable, sur le plan commercial, de la décision de restructurer Daewoo. À cet égard, nous examinerons d'abord la conclusion du rapport Anjin selon laquelle la valeur d'exploitation de Daewoo dépassait sa valeur de liquidation, et nous passerons ensuite aux différents éléments de la renégociation de la dette. S'agissant du rapport, nous examinons la question de savoir si un acteur commercial raisonnable aurait pu s'appuyer sur le rapport pour décider qu'une restructuration était plus judicieuse, sur le plan économique, qu'une liquidation. Ici, notre première réaction est que le rapport semble à première vue crédible et de bonne foi. Il avait été élaboré au moment et dans le contexte de la décision de restructurer Daewoo ou non, et même l'expert consultant des CE, Price Waterhouse Coopers ("PWC")[242], a indiqué, comme observation générale, que le rapport était bon étant donné le délai dont Anjin avait disposé pour l'établir.[243]

7.438 La Corée a initialement présenté une argumentation détaillée concernant le rapport Anjin en réponse à l'argument des CE selon lequel des investisseurs commerciaux indépendants n'auraient pas restructuré Daewoo, mais auraient opté pour la liquidation. Selon la Corée, le rapport Anjin de 1999 était un document détaillé et complet fondé sur une analyse approfondie et il fournissait aux créanciers des renseignements fiables pour prendre une décision concernant la restructuration de DHI. La Corée affirme que le rapport Anjin montre que, lorsqu'il a fait son évaluation, Anjin a examiné soigneusement toutes les données et les circonstances pertinentes relatives à l'économie, au secteur de la construction navale et aux différents constructeurs navals de la Corée, ainsi que les plans d'activité de DHI, pour donner une évaluation objective et indépendante de la situation réelle de DHI et des diverses options dont disposaient les établissements financiers créanciers. La Corée estime qu'en conséquence, les banques créancières ont agi prudemment lorsqu'elles ont pris la décision de restructurer DHI, compte tenu des constatations et des recommandations figurant dans le rapport.

7.439 Les CE contestent l'intégrité et l'exactitude, quant au fond, de la conclusion d'Anjin selon laquelle la valeur d'exploitation de Daewoo dépassait sa valeur de liquidation. Elles font observer que le rapport Anjin 1) a été commandé par Daewoo-HI et son principal créancier, la KDB, un organisme public; 2) n'aurait pas pu être examiné de façon détaillée avant le premier vote des créanciers sur le plan de renégociation de la dette; et 3) en tout état de cause, ne démontrait pas correctement que la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation. Les CE affirment que le rapport Anjin était "arrêté d'avance"[244], et que des créanciers prudents n'auraient accepté aucune solution autre qu'une liquidation sans exiger une analyse bien plus approfondie. Faisant référence à une série

[241] Voir, en particulier, la réponse des CE à la question n° 23 du Groupe spécial.

[242] Price Waterhouse Coopers a été engagé par les CE comme expert consultant aux fins du présent différend. Les CE ont présenté un certain nombre de critiques formulées par PWC concernant divers aspects du rapport Anjin. (Pièces n° 112, 118, 133, 145 et 148 des CE).

[243] Pièce n° 112 des CE, page 3.

[244] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphe 83.

d'erreurs/de lacunes alléguées identifiées par PWC dans le contexte du présent différend, les CE affirment ce qui suit: le rapport Anjin ne constituait pas une base appropriée permettant à des créanciers obéissant aux lois du marché de décider de restructurer DHI car il ne faisait pas d'ajustement pour prendre en compte les actionnaires existants et partait donc de l'hypothèse que tous les avantages de la restructuration iraient aux créanciers; il comptait en double les avantages de la protection fiscale; il ne prévoyait pas un investissement suffisant pour maintenir la valeur résiduelle; il appliquait une marge de résultat d'exploitation (recettes avant intérêts et impôts - "EBIT") excessivement élevée pour Daewoo dans les projections de la valeur d'exploitation; il reposait sur l'hypothèse d'un taux de croissance perpétuelle trop optimiste dans les projections de la valeur d'exploitation; il appliquait des ratios de couverture de l'intérêt incorrects; il ne tenait pas compte des exigibilités non comptabilisées; et il ne faisait aucun ajustement pour tenir compte des sommes à verser et à recevoir en relation avec cinq sociétés affiliées. Les CE estiment que si le rapport Anjin n'avait pas comporté ces erreurs et s'il avait appliqué un taux de croissance perpétuelle inférieur à 2 pour cent et un taux d'actualisation supérieur à 12 pour cent, il aurait été constaté que la valeur de liquidation dépassait la valeur d'exploitation. Nous examinerons chacune des questions soulevées par les CE.[245]

- Rapport commandé par DHI et la KDB

7.440 Nous croyons comprendre que les CE font valoir que le rapport Anjin n'aurait pas dû être utilisé par les créanciers de DHI car il avait été commandé par DHI et la KDB, un organisme public, qui ont l'une et l'autre intérêt à ce que DHI soit la restructurée et non liquidée.

7.441 La Corée fait observer qu'Anjin a été engagé par la KDB, au nom de tous les créanciers. Elle affirme que DHI était certes mentionnée dans le contrat d'engagement, mais c'était uniquement parce que DHI était chargée de payer les honoraires d'Anjin.

7.442 **[RCC: omis dans la version publique.]** [246]

7.443 Les CE n'ont pas contesté ces déclarations d'Anjin. En particulier, elles n'ont pas contesté que suivant une pratique courante, les entreprises faisant l'objet d'une curatelle/renégociation de la dette payaient les honoraires des conseillers professionnels. Elles n'ont pas non plus contesté que DHI "n'était pas en mesure de recevoir d'Anjin des rapports et/ou des versions mises à jour de ces rapports". Nous notons également que la lettre d'accompagnement du rapport Anjin était adressée exclusivement à la KDB, et non à DHI.[247] Comme nous n'avons pas de raison de penser que DHI était en mesure d'influer sur le fond du rapport Anjin, il n'y a pas de raison de discréditer le rapport Anjin simplement parce que les honoraires d'Anjin étaient payés par DHI.

7.444 De même, nous ne pensons pas que l'intégrité du rapport soit *ipso facto* compromise du fait qu'il a été commandé par un organisme public. C'est d'autant plus vrai que la KDB était le créancier chef de file, chargé de commander un rapport au nom de tous les créanciers. Comme les CE n'ont pas contesté l'affirmation de la Corée selon laquelle la KDB avait commandé le rapport au nom de tous les autres créanciers, et en l'absence de toute allégation concernant une influence indue exercée par

[245] La Corée estime que, puisque la critique formulée par les CE au sujet du rapport Anjin est une partie essentielle de leur argumentation affirmative, elle aurait dû être, eu égard aux procédures de travail et aux considérations fondamentales concernant la régularité de la procédure, présentée à un stade antérieur de la présente procédure. Nous notons cependant que la critique des CE au sujet du rapport Anjin est devenue nécessaire uniquement après que la Corée a cherché à se défendre sur la base de ce rapport, ce qu'elle a fait dans sa première communication écrite. Nous ne voyons donc aucune objection à ce que les CE présentent une critique du rapport Anjin dans sa deuxième communication écrite.

[246] Voir la pièce n° 78 de la Corée.

[247] Voir la traduction en anglais de la pièce jointe n° 3.1 17) fournie par la Corée dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V.

la KDB sur Anjin, nous ne sommes pas disposés à refuser de reconnaître l'intégrité du rapport Anjin simplement au motif qu'il a été commandé par la KDB (agissant au nom de tous les autres créanciers). En résumé, bien que la question soulevée par les CE ne soit pas dénuée de pertinence, nous ne constatons pas que les éléments de preuve qui nous sont présentés à ce sujet sont suffisants pour entamer la crédibilité des conclusions du rapport.

- Délai pour l'examen

7.445 Les CE font observer que le rapport Anjin n'a pas été communiqué aux créanciers dans un délai suffisant pour permettre un examen détaillé avant le premier vote sur le plan de renégociation de la dette. En particulier, elles relèvent que le rapport Anjin a été communiqué aux créanciers le même jour où ils ont voté pour la première fois à son sujet et que toutes les décisions importantes concernant la restructuration ont été prises deux jours plus tard seulement.

7.446 La Corée dit qu'Anjin a effectivement commencé le processus de diligence raisonnable concernant DHI le **[RCC: omis dans la version publique]** lorsque l'engagement de la procédure de renégociation de la dette de DHI a été annoncé par les établissements financiers créanciers. Anjin a présenté son rapport au titre de la diligence raisonnable concernant DHI et ses filiales étrangères le 23 octobre 1999[248] puis une version résumée du rapport sur la renégociation de la dette aux établissements financiers créanciers le 30 octobre 1999 (pièce n° 64 de la Corée). La Corée affirme que ces rapports confirmaient que la valeur d'exploitation de Daewoo était supérieure à la valeur de liquidation et recommandaient que les établissements financiers créanciers procèdent à une renégociation de la dette et non à une liquidation. Elle indique que, sur la base de ces rapports, la KDB, en tant que banque chef de file, a élaboré un plan de renégociation de la dette et l'a présenté à la troisième réunion du Conseil des établissements financiers créanciers ("CCFI") tenue le 24 novembre 1999. La Corée affirme que le rapport complet d'Anjin sur la renégociation de la dette a été présenté à la KDB le 24 novembre 1999. En conséquence, selon la Corée, les créanciers étaient bien renseignés avant les troisième et quatrième réunions du CCFI, tenues les 24 et 26 novembre 1999 respectivement.

7.447 Les CE allèguent qu'il y a des incohérences dans la chronologie de ce rapport présenté dernièrement. Elles affirment qu'Anjin a été chargé d'établir le rapport le 7 octobre 1999[249], ce qui laisse seulement trois semaines pour accomplir la tâche gigantesque que représente l'évaluation des affaires financières de Daewoo. Vu qu'Anjin a aussi été chargé d'établir un rapport au titre de la diligence raisonnable sur les actifs de Daewoo-HI qui devait être achevé avant qu'une analyse de la renégociation de la dette puisse commencer, et que ce rapport a été présenté le 23 octobre 1999[250], les CE affirment que le temps restant pour l'élaboration du rapport résumé sur la renégociation de la dette était effectivement d'une semaine seulement (23 au 30 octobre). En outre, les CE affirment que la Corée a fait état d'un rapport précédent de la KDB présenté aux créanciers. Elles demandent au Groupe spécial de tirer des déductions défavorables à l'encontre de la Corée, vu que la Corée n'a pas révélé l'existence de ce rapport de la KDB à un stade antérieur de la procédure. Elles affirment également que la Corée a dit qu'Anjin avait commencé à travailler sur le rapport au titre de la diligence raisonnable et le rapport sur la renégociation de la dette le **[RCC: omis dans la version publique]**, le lendemain du jour où le groupe Daewoo avait demandé une renégociation de la dette[251], bien qu'Anjin n'ait été désigné comme conseiller financier que le 8 septembre 1999.[252] Les CE notent aussi la référence de la Corée au rapport résumé du 30 octobre 1999 d'Anjin sur la renégociation de la dette. Elles demandent au Groupe spécial de tirer des déductions défavorables du fait que la Corée n'a

[248] *Voir* la réponse donnée par la Corée au titre de l'Annexe V, pièces jointes n° 3.1 17)-2 et 3.
[249] Pièce n° 64 de la Corée, page 110.
[250] Réponses de la Corée aux questions du Groupe spécial, 22 mars 2004, question n° 78.
[251] Réponses de la Corée aux questions du Groupe spécial, 22 mars 2004, question n° 78, note 4.
[252] Première communication écrite de la Corée, 2 février 2004, paragraphe 341.

pas communiqué aux CE une version anglaise dudit rapport résumé dans le délai imparti pour les réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

7.448 La Corée se réfère à la demande des CE visant à ce que des déductions défavorables soient tirées à son encontre pour ne pas avoir fourni le "rapport KDB" au Groupe spécial. Elle affirme qu'il n'y avait pas de "rapport KDB" et nie avoir mentionné qu'il y en avait un. Elle affirme avoir simplement dit que la KDB avait proposé un plan de renégociation de la dette de DHI et que cette proposition était fondée sur le rapport Anjin. La Corée dit qu'elle a divulgué aux CE les renseignements pertinents sur le plan de renégociation de la dette proposé par la KDB, au cours d'une procédure antérieure au titre du Règlement des CE concernant les obstacles au commerce.

7.449 S'agissant de la chronologie, nous ne pensons pas que le fait que le plan de renégociation de la dette proposé par la KDB a été présenté aux créanciers à la quatrième réunion du CCFI (le 26 novembre 1999) signifie que les créanciers n'ont pas eu la possibilité raisonnable d'examiner ce plan (avant de l'adopter au cours de la même réunion) puisque le plan de renégociation de la dette proposé par la KDB était fondé sur le plan Anjin de renégociation de la dette présenté aux créanciers à la troisième réunion du CCFI (le 24 novembre 1999).[253] En effet, la KDB a élaboré son plan de renégociation de la dette en réponse à l'opposition des créanciers au plan Anjin de renégociation de la dette. Nous ne pensons pas non plus que les créanciers n'aient pas eu suffisamment de temps pour examiner le plan de renégociation de la dette (précédent) proposé par Anjin car, bien qu'Anjin l'ait présenté à la troisième réunion du CCFI le 24 novembre 1999, il avait présenté son rapport au titre de la diligence raisonnable (concluant que la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation) aux créanciers le 23 octobre 1999[254], et un rapport résumé sur la renégociation de la dette aux créanciers le 30 octobre 1999. Dans des affaires concernant la restructuration proposée de sociétés insolvables, il faut s'attendre à ce que les décisions soient prises sans tarder. Dans de telles circonstances, les parties peuvent devoir agir plus rapidement qu'elles ne souhaiteraient le faire sinon. Comme l'a noté le spécialiste des questions bancaires auquel la Corée a fait appel, "[i]l est essentiel dans des circonstances comme celles-ci que les décisions en matière de réorganisation et de restructuration soient prises aussi rapidement que possible. Non seulement, cela permet de maintenir la direction, la confiance dans l'administration, le moral et la motivation dans l'entreprise, mais encore cela rétablit rapidement la confiance parmi les clients de l'entreprise".[255] Nous notons également qu'Anjin lui-même agissait selon le "principe de la célérité".[256] Compte tenu de ces considérations, même si les créanciers de DHI ont pu avoir l'impression d'être bien en peine d'examiner le rapport Anjin et les diverses proposition de plan de renégociation de la dette dans le délai qui leur était imparti, nous ne pensons pas que ce délai ait été court au point de ne pas leur donner suffisamment de temps pour procéder à un examen adéquat, fondé sur le marché, des documents pertinents.[257]

---

[253] Nous reconnaissons que la description des faits donnée par la Corée peut susciter une certaine confusion, en particulier du fait que la Corée dit que la KDB a présenté sa proposition de plan de renégociation de la dette à la troisième réunion du CCFI. Or d'après la première communication écrite de la Corée, nous croyons comprendre que la KDB n'a présenté sa proposition de plan de renégociation de la dette qu'à la quatrième réunion du CCFI et qu'Anjin était l'auteur de la proposition de plan de renégociation de la dette présentée à la troisième réunion du CCFI.

[254] Voir la réponse donnée par la Corée au titre de l'Annexe V, pièces jointes n° 3.1 17)-2 et 3.

[255] Voir la pièce n° 105 de la Corée, page 3.

[256] Voir la page 89 du rapport Anjin, section 2.2.1.

[257] Les CE affirment qu'il y a une anomalie du fait que la Corée indique qu'Anjin a commencé ses travaux au titre de la diligence raisonnable le 26 août 1999 alors que le contrat d'engagement n'a été conclu que le 7 octobre 1999. Comme nous n'avons aucune raison de mettre en doute l'affirmation de la Corée selon laquelle une telle procédure est une pratique normale, nous ne jugeons pas cette situation anormale. Au contraire, elle donne à penser qu'Anjin était conscient de la nécessité d'achever ses travaux dans les plus brefs délais.

7.450 Nous estimons que la demande de déductions défavorables présentée par les CE au sujet du "rapport KDB" est dénuée de fondement, car rien dans le dossier ne donne à penser qu'un tel rapport ait jamais existé. En particulier, la Corée n'a jamais fait mention d'un tel rapport. Elle a simplement fait référence à un plan de renégociation de la dette proposé par la KDB (le 26 novembre 1999) sur la base d'un rapport sur la renégociation de la dette élaboré par Anjin (présenté sous sa forme définitive le 24 novembre 1999).

7.451 S'agissant de la demande de déductions défavorables présentée par les CE au sujet du rapport résumé du 30 octobre 1999 sur la renégociation de la dette relevant d'un stade antérieur de la présente procédure, nous ne voyons pas pourquoi, après avoir présenté une version anglaise du rapport intégral d'Anjin sur la renégociation de la dette dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V[258], la Corée aurait dû aussi présenter une version anglaise du rapport résumé. Nous notons que la question n° 3.1.3 17) posée au titre de l'Annexe V demandait simplement une copie du "rapport intégral et de toutes les annexes", de sorte que nous n'estimons pas que la Corée ait été tenue de fournir une copie du rapport résumé dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V. Quant au point de savoir si, en tout état de cause, la Corée aurait dû ou non présenter une version anglaise du rapport résumé d'Anjin à un stade antérieur de la procédure du Groupe spécial, nous considérons qu'il est approprié que la Corée a présenté le rapport résumé uniquement lorsqu'elle a voulu l'invoquer pour répondre à une question du Groupe spécial (elle-même suscitée par les arguments des CE). Étant donné que le rapport n'avait pas encore été traduit en anglais, nous jugeons raisonnable le fait que la Corée n'aurait pas pu communiquer une version anglaise de ce rapport au Groupe spécial avant un certain temps suivant la date limite fixée pour la réponse à la question du Groupe spécial. Pour ces raisons, nous rejetons la demande de déductions défavorables présentée par les CE.

- Ajustement pour tenir compte des actionnaires existants

7.452 Les CE estiment que lorsqu'il a comparé la valeur actuelle des flux de liquidités découlant d'un maintien en activité avec la valeur de liquidation, Anjin aurait dû tenir compte, dans son analyse, du fait que la valeur actuelle des flux de liquidités découlant d'un maintien en activité aurait dû être partagée avec les actionnaires et que les établissements financiers prêteurs n'obtiendraient qu'environ **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de ces flux de liquidités.

7.453 La Corée fait observer que les CE confondent deux phases distinctes du rapport Anjin. Dans la phase 1, Anjin a estimé la valeur de liquidation et la valeur d'exploitation de DHI, et a comparé l'une et l'autre pour déterminer laquelle était la plus élevée. Ensuite, après avoir confirmé que la valeur d'exploitation dépassait la valeur de liquidation, Anjin est passé à la phase 2, qui comportait une analyse de trois scénarios de restructuration différents. Selon la Corée, Anjin n'a donc examiné que les effets ou conséquences de la restructuration dans le contexte de la phase 2. La Corée estime que les CE cherchent à introduire des questions relatives aux effets de la restructuration (phase 2) dans l'analyse de la phase 1 du rapport Anjin. En particulier, elle fait valoir que, comme DHI était insolvable en 1999, la valeur comptable ajustée de DHI au 31 juillet 1999 était de **[RCC: omis dans la version publique]**. En conséquence, les établissements financiers créanciers détenaient des créances sur DHI qui étaient prioritaires par rapport à celles des actionnaires, tant dans le scénario de la liquidation que dans celui du maintien en activité. Comme cette analyse a été effectuée dans le cadre de la phase 1, il n'était pas nécessaire pour Anjin d'examiner quelle valeur aurait pu revenir aux actionnaires dans l'un quelconque des trois scénarios de restructuration. Ainsi, il n'était pas erroné d'imputer **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la valeur de DHI aux établissements financiers créanciers avant tout scénario de restructuration. La Corée affirme qu'une imputation

[258] Voir la pièce jointe n° 3.1 17) annexée à la réponse donnée par la Corée au titre de l'Annexe V. Cette pièce jointe comprend aussi une lettre de couverture datée du 24 novembre 1999 et adressée par Anjin à la KDB.

partielle d'une valeur **[RCC: omis dans la version publique]** aux actionnaires a néanmoins été effectuée dans le cadre de la phase 2.

7.454 Les CE ne répondent pas à cet argument de la Corée et il nous semble plausible qu'une valeur de zéro pourrait être imputée aux actionnaires dans le contexte de la détermination de la question de savoir s'il fallait ou non restructurer une entreprise insolvable.

- Effet de protection fiscale

7.455 Les CE allèguent une erreur concernant le double comptage allégué d'un effet de protection fiscale.

7.456 La Corée admet qu'Anjin a effectivement, de façon erronée, compté en double les effets de protection fiscale et impute cette erreur à une erreur de lien entre les feuilles de calcul électroniques. Elle estime cependant que la correction de cette erreur ne rendrait pas la valeur de liquidation supérieure à la valeur d'exploitation et que, cela ne change donc rien à la conclusion fondamentale de la phase 1 du rapport.

7.457 Les parties étant d'accord sur le fond de l'allégation des CE, il ne nous est pas nécessaire d'examiner cette question plus avant. Nous notons toutefois que les CE n'ont pas contesté l'affirmation de la Corée selon laquelle cette erreur à elle seule ne porterait pas atteinte à la conclusion d'Anjin selon laquelle la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation.

- Montants des investissements utilisés pour calculer la valeur résiduelle de DHI

7.458 Les CE critiquent le rapport Anjin au motif que, dans ce rapport, la valeur résiduelle de DHI était calculée sur la base de l'hypothèse selon laquelle les montants des investissements seraient toujours inférieurs à celui de l'amortissement. Selon les CE, dans le calcul d'une valeur résiduelle, l'investissement devrait être au moins égal à l'amortissement (et supérieur lorsque l'inflation est positive). Les CE affirment que, lorsque la valeur d'une entreprise est calculée sur la base de flux de liquidités perpétuels, les investissements devraient être fixés à un niveau supérieur à celui de l'amortissement pour prendre en compte l'incidence de l'inflation: les charges au titre de l'amortissement sont fixes pendant la période d'amortissement alors que les investissements de renouvellement deviennent de plus en plus onéreux avec le temps.

7.459 La Corée répond qu'en fait le montant de l'investissement utilisé par Anjin dans le calcul de la valeur résiduelle n'était pas inférieur au montant de l'amortissement. En particulier, en 1998, DHI a réévalué ses actifs corporels immobilisés (terrains, installations et équipements) conformément à la Loi coréenne sur la réévaluation des actifs. Cette réévaluation a accru la valeur des actifs corporels amortissables sans augmenter les sorties de liquidités de la société et a également accru le montant de l'amortissement à partir de l'année 1998. Selon la Corée, si cet amortissement additionnel découlant de la réévaluation, qui n'a pas eu d'incidence sur le flux de liquidités, était exclu du calcul, les montants des investissements et de l'amortissement utilisés dans le calcul de la valeur résiduelle seraient presque identiques. En outre, la Corée affirme que DHI a présenté à Anjin un plan d'activité qui reposait sur l'hypothèse selon laquelle un montant substantiel des dépenses d'équipement était traité comme des dépenses de maintenance et de réparation, et non comme des dépenses d'équipement, compte tenu de la nature de l'entreprise, qui est celle d'une industrie lourde nécessitant de gros investissements en début d'activité.

7.460 Les CE répondent que, même si les actifs ont été réévalués par le passé, il serait nécessaire, à un moment donné dans le futur, d'investir pour remplacer des actifs existants et ces investissements devraient être alignés sur l'amortissement pour le calcul de la valeur résiduelle. La Corée soutient que les investissements nécessaires pour remplacer les actifs existants seraient affectés par la valeur

marchande, le taux de change et l'inflation au moment du remplacement. Selon elle, les réévaluations de 1998 et les prévisions effectuées par Anjin étaient affectées par la dépréciation du won par rapport au dollar EU, de sorte que le montant en won à dépenser à l'avenir pour le remplacement serait inférieur à la valeur nominale des actifs existants.

7.461 Nous prenons note de l'observation des CE selon laquelle, d'une manière générale, dans le calcul de la valeur résiduelle, les montants projetés pour les investissements futurs seront normalement supérieurs aux montants de l'amortissement, étant donné, entre autres choses, les effets de l'inflation. Cependant, nous prenons note aussi des observations formulées par la Corée, y compris en ce qui concerne les effets de la réévaluation des actifs et de la dépréciation du won, auxquelles les CE n'ont pas répondu. Sur la base de cet échange de vues, nous n'estimons pas que les CE aient établi que le niveau inférieur des investissements projetés par rapport à celui de l'amortissement projeté constituait une erreur du rapport Anjin.

- Marge EBIT

7.462 Les CE critiquent en outre le calcul de la valeur résiduelle de DHI effectué par Anjin en raison de l'utilisation d'un ratio perpétuel des recettes avant intérêts et impôts ("EBIT") qu'elles jugent trop élevé. Elles doutent qu'une marge EBIT de plus de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent, niveau le plus élevé de la période de prévision, soit une marge viable à long terme.

7.463 La Corée répond que, pour ses prévisions concernant les futurs résultats de DHI, Anjin a présumé que les activités de DHI se stabiliseraient à partir de 2003, après un redressement graduel à partir des faibles niveaux enregistrés pendant les deux ou trois premières années de la période de prévision. Elle dit que, s'agissant des ratios EBIT estimés pour DHI, Anjin a examiné les marges EBIT des principaux concurrents coréens de DHI enregistrées en 1997, en 1998 et au cours du premier semestre de 1999. Ces sociétés avaient obtenu des marges EBIT moyennes supérieures au niveau prévu pour DHI. Selon la Corée, l'analyse d'Anjin et le plan d'activité de DHI étayaient la prévision selon laquelle DHI obtiendrait des niveaux de résultats comparables à ceux de ses principaux concurrents coréens.

7.464 Les CE notent que les marges EBIT très élevées observées pour les principaux concurrents coréens de DHI qui avaient servi de base pour les prévisions ayant trait à DHI étaient fondées sur une période très courte, et que ces niveaux étaient probablement dus au fait que les constructeurs navals coréens vendaient les navires en dollars et achetaient les intrants en won, et que le won était alors soumis à de fortes pressions. Les CE font valoir que selon la pratique normale, les valeurs résiduelles devraient être calculées lorsque la période correspondant à l'avantage compétitif a pris fin et que le marché est en équilibre. Pour les CE, il n'est pas évident qu'une marge EBIT supérieure à **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent représente l'"équilibre perpétuel", compte tenu de la marge EBIT avant et après la période présentée par Anjin et pour d'autres sociétés asiatiques actives dans le secteur (les CE présentent des statistiques concernant les sociétés coréennes Samsung, Hyundai et Hanjin, et les sociétés japonaises Mitsubishi HI, Kawasaki HI et Hitachi HI, pour la période 1994-2002).

7.465 La Corée répond que l'effet du taux de change sur la marge EBIT estimée était limité – les taux de change ont régulièrement baissé alors que les marges EBIT moyennes ont augmenté entre la fin de 1997 et le milieu de 1999. La Corée conteste aussi la pertinence des marges EBIT des sociétés japonaises citées par les CE, car le fait que ces marges étaient substantiellement inférieures à celles des chantiers navals coréens donne à penser que les structures des coûts et des bénéfices des deux groupes d'entreprises n'étaient pas comparables.

7.466 Les CE répondent à l'argument de la Corée pour ce qui est des taux de change en affirmant que l'effet de la dépréciation du won en 1997 sur les marges EBIT aurait pu être bien plus

considérable que la Corée ne l'affirme. En particulier, elles font valoir que la dépréciation du won, à elle seule, aurait pu créer une marge EBIT de 34 pour cent pour les contrats libellés en dollars EU d'un an ou plus signés avant la crise financière de 1997. Les CE font valoir qu'ainsi, la dépréciation du won aurait pu expliquer les marges EBIT élevées réalisées par les constructeurs navals coréens pendant la période 1997-1999.

7.467 La Corée conteste l'estimation de l'effet de la dépréciation du won donnée par les CE en faisant valoir, premièrement, que les CE supposent que les coûts seraient entièrement calculés en won et les recettes entièrement calculées en dollars, alors que les constructeurs navals encourent des coûts dans les deux monnaies. Elle fait aussi valoir que bien que la dépréciation de la monnaie n'ait commencé qu'à la fin de 1997, les marges EBIT des constructeurs navals coréens avaient déjà atteint des niveaux élevés au cours de l'année en question, de sorte que la dépréciation n'aurait pas pu les affecter autrement que de façon minime. La Corée fait valoir que, par ailleurs, les marges EBIT prévues appliquées pour DHI étaient inférieures à celles qui ont été effectivement réalisées par les autres grands chantiers navals coréens.

7.468 Nous prenons note du fait que, comme les CE le font observer, les marges EBIT des autres constructeurs navals coréens dont Anjin s'est servi comme point de départ pour ses prévisions concernant la marge EBIT de DHI étaient relativement élevées pendant la période examinée par Anjin. Pour nous cependant, ce fait à lui seul ne signifie pas que ces marges étaient incorrectes ou non représentatives, étant donné en particulier que la marge EBIT utilisée par Anjin dans les prévisions concernant DHI était en tout cas inférieure à celle des sociétés coréennes prises comme points de comparaison. Bien qu'elles avancent un certain nombre de théories et d'options possibles qui, si elles étaient correctes, aboutiraient à une marge EBIT prévue inférieure pour DHI, les CE n'ont pas démontré que l'une quelconque d'entre elles était indiscutablement la meilleure, ni que la prévision d'Anjin était à l'évidence erronée.

- Taux de croissance perpétuelle

7.469 Les CE reprochent à Anjin d'avoir appliqué un taux de croissance perpétuelle de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent pour les flux de liquidités postérieurs à 2004, alors qu'en 2002, les analystes de Nomura et de Credit Suisse First Boston appliquaient des taux de croissance perpétuelle de 2,0 et zéro pour cent respectivement. Les CE estiment qu'en période de croissance économique lente, Anjin n'aurait pas dû utiliser des taux de croissance supérieurs d'au moins 50 pour cent à ceux qui étaient appliqués par le marché au cours d'une période de plus forte croissance économique.

7.470 La Corée estime qu'il était approprié qu'Anjin applique un taux de croissance perpétuelle de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent puisque c'était le taux prévu par Wharton Econometric Forecasting Associates ("WEFA") pour 2005. Elle note qu'Anjin a retenu le taux de croissance global de WEFA, même si des taux de croissance plus élevés étaient prévus pour le secteur de la construction navale. La Corée affirme aussi que les prévisions de Nomura et de Credit Suisse First Boston pour 2002 n'étaient pas disponibles en 1999 et ne pouvaient donc pas être prises en compte par Anjin.

7.471 Nous ne voyons aucune raison de penser qu'Anjin a fait erreur en appliquant le taux de croissance économique mondiale prévu par WEFA, car nous ne voyons aucun élément de preuve montrant que les taux de WEFA sont d'une façon quelconque peu satisfaisants ou peu fiables. En outre, nous notons que les CE font référence à des prévisions concernant la croissance du marché établies en 2002, soit trois ans après les prévisions établies et utilisées par Anjin. Étant donné que les conditions économiques ont tendance à changer rapidement sur des périodes relativement courtes, nous doutons que ces taux de croissance puissent être directement comparés.

- Ratio de couverture de l'intérêt

7.472 Les CE critiquent le rapport Anjin au motif que le ratio de couverture de l'intérêt indiqué dans le rapport, **[RCC: omis dans la version publique]**, était comparable à celui des entreprises autres que de la catégorie "investissement" (c'est-à-dire les entreprises notées B et CCC).

7.473 La Corée fait observer que le ratio de couverture de l'intérêt mentionné dans le rapport Anjin en ce qui concerne DHI était un ratio présumé, utilisé uniquement pour déterminer l'ampleur de la restructuration de la dette, et qu'il n'était directement lié à aucune cote de crédit comme le laisse entendre PWC. La Corée fait en outre valoir qu'en fait, les ratios de couverture de l'intérêt de DSME et de DHIM dépassaient de toute façon le ratio présumé utilisé dans le rapport.

7.474 Nous croyons comprendre que les CE font valoir que DHI n'aurait pas dû être restructurée car le ratio de couverture de l'intérêt utilisé dans le rapport Anjin indiquait que DHI et les sociétés qui ont été créées ultérieurement par la cession de ses actifs appartenaient à une catégorie inférieure à la catégorie "investissement".[259] Nous prenons cependant acte de l'explication de la Corée selon laquelle le ratio de **[RCC: omis dans la version publique]** a servi à calculer l'ampleur de la restructuration de la dette et n'est pas directement lié à une cote de crédit, ce que les CE reconnaissent.[260] De plus, il est incontestable que DHI était insolvable et par conséquent classée dans une catégorie inférieure à la catégorie "investissement", au moment de l'établissement du rapport Anjin, mais il c'est une question distincte de celle de savoir s'il était déraisonnable, d'un point de vue économique, de restructurer cette entreprise.

- Exigibilités non comptabilisées

7.475 Les CE reprochent à Anjin de ne pas avoir pris en compte les commissions dues par DHI à Daewoo London. Elles affirment que ces exigibilités auraient dû être prises en compte par Anjin puisque leur omission a eu pour effet de gonfler la valeur d'exploitation par rapport à la valeur de liquidation. Selon les CE, si une créance d'un montant de X won avait été comptabilisée pour DSME, la valeur calculée dans le scénario du maintien en activité aurait pris en compte le paiement futur de cette créance de X won et aurait donc été inférieure à la valeur présentée dans le rapport Anjin. Les CE affirment que par contre, la valeur applicable dans le scénario de la liquidation n'aurait pas été modifiée du même montant car la majeure partie des actifs avait été fournie comme nantissement de prêts. Ainsi, l'addition d'une nouvelle créance aurait eu une incidence bien plus faible sur la valeur applicable dans le scénario de la liquidation (de fait, si 100 pour cent des actifs avaient été fournis en tant que nantissement, l'incidence sur la valeur de liquidation aurait été nulle).

7.476 La Corée estime qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser ces exigibilités car elles n'avaient pas été confirmées par Daewoo London. De surcroît, Anjin était d'avis qu'elles n'auraient rien changé à l'analyse car elles auraient la même incidence dans le scénario de la liquidation et dans celui du maintien en activité. En outre, la Corée affirme que les exigibilités n'auraient eu aucune incidence sur la valeur d'exploitation des deux sociétés issues de la cession d'actifs, puisque seuls l'actif et le passif directement liés aux activités d'exploitation leur étaient imputés.

---

[259] Notre interprétation est fondée sur la page 5 de la pièce n° 145 des CE, où PWC indiquait ce qui suit: "[c]e que nous voulions mettre en évidence, c'était qu'au moment de la restructuration et pendant les trois premières années de la période de prévision, les ratios financiers ... devraient être du même ordre que les ratios des entreprises des États-Unis classées dans une catégorie inférieure à la catégorie "investissement"…". (souligné dans l'original)

[260] Les CE reconnaissent aussi que les résultats effectifs de DSME ont été meilleurs que prévu. "Nous croyons comprendre que le ratio de couverture de l'intérêt a servi à évaluer l'ampleur de la restructuration de la dette et nous comprenons que les résultats effectifs de DSME ont été meilleurs que prévu." Pièce n° 145 des CE, page 5.

7.477 Nous convenons avec la Corée qu'Anjin n'était pas tenu de prendre en compte les exigibilités pertinentes encourues à l'égard de Daewoo London, car celles-ci n'étaient pas confirmées au moment de l'établissement du rapport. Nous notons aussi que les CE ne contestent pas[261] la déclaration de la Corée selon laquelle ces exigibilités n'auraient de toute façon pas été imputées à DSME.

- Sommes à recevoir des sociétés affiliées à Daewoo

7.478 Les CE notent que les sommes à recevoir que DHI pouvait attendre de certaines sociétés affiliées à Daewoo n'étaient pas incluses dans la valeur d'exploitation parce que, selon le rapport Anjin, "les enquêtes au titre de la diligence raisonnable concernant les filiales n'étaient pas achevées".[262]

7.479 La Corée fait observer que les sommes à recevoir pertinentes étaient incluses dans le cadre de la phase 1 de l'analyse d'Anjin, mais qu'il leur a été imputé une valeur de **[RCC: omis dans la version publique]** lorsque Anjin a calculé les valeurs de liquidation et d'exploitation car, au moment de l'évaluation, les sociétés affiliées à Daewoo faisaient l'objet d'un examen au titre de la diligence raisonnable effectué par d'autres cabinets d'experts-comptables. La Corée estime que le montant exact indiqué pour les sommes à recevoir des sociétés affiliées à Daewoo n'affecte pas la comparaison, dans le cadre de la phase 1, de la valeur de liquidation avec la valeur d'exploitation, puisque de toute façon le même montant serait utilisé tant pour la valeur de liquidation que pour la valeur d'exploitation dans la phase 1. La Corée fait observer que le montant recouvrable des sommes à recevoir des sociétés affiliées a été évalué à 30 pour cent de ces sommes dans la phase 2 et a été inclus à la fois dans le scénario de la liquidation et dans celui du maintien en activité relevant de la phase 2. Encore une fois, la Corée estime que le montant exact de la valeur comptabilisée au titre des sommes à recevoir des sociétés affiliées importe peu en réalité, pour autant que le même montant soit comptabilisé tant pour la valeur de liquidation que pour la valeur d'exploitation.

7.480 Les CE n'ont formulé aucun argument qui nous incite à mettre en doute l'affirmation de la Corée selon laquelle le montant exact des sommes à recevoir des sociétés affiliées n'aurait eu aucune incidence sur les analyses d'Anjin pour les phases 1 et 2, pour autant que le même montant soit inclus dans les valeurs de liquidation et d'exploitation utilisées pour les phases 1 et 2 respectivement. En particulier, nous notons que les CE n'ont pas contesté l'argument de la Corée dans leurs observations concernant cette question qui figurent dans la pièce n° 158 des CE.

7.481 Dans la pièce n° 158 des CE, les CE affirment par contre que le taux de récupération de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent sur les actifs de DHI était presque identique au taux de récupération de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent sur les actifs de DSME/DHIM. Elles font observer que cela ne semble pas correspondre à l'objectif de la restructuration. La Corée estime que dans la décision de restructurer ou non une société, ce qui importe c'est de savoir si la valeur d'exploitation dépasse la valeur de liquidation. Elle affirme que les taux de récupération sur les différentes branches d'activité dans le cas d'une liquidation ne sont tout simplement pas pertinents pour la décision de procéder ou non à une restructuration.

7.482 Nous notons que le tableau 3 figurant à la page 11 de la pièce n° 158 des CE démontre que le taux de récupération pour DSME/DHIM dans le cas d'une liquidation ne serait que légèrement supérieur au taux de récupération pour DHI dans le cas d'une liquidation, mais nous ne voyons pas l'intérêt que cela présente pour le cas d'espèce puisque cela est dénué de pertinence pour le point de savoir si la valeur d'exploitation de DHI dépasse ou non sa valeur de liquidation (phase 1 du rapport Anjin). Une fois qu'il a été déterminé que la valeur d'exploitation de DHI dépassait effectivement sa

[261] Les observations des CE concernant la pièce n° 141 de la Corée ne portent pas sur cette question (voir la pièce n° 158 des CE, page 3).

[262] Voir la pièce n° 145 des CE, page 6.

valeur de liquidation, la question pertinente est de savoir lequel des scénarios de restructuration offrirait le taux de rendement le plus élevé aux créanciers (phase 2 du rapport Anjin). À nouveau, le tableau 3 est dénué de pertinence pour cette question puisqu'il est fondé sur les taux de récupération des actifs dans le cadre d'une liquidation, alors que la phase 2 du rapport Anjin vise les effets des différents scénarios de restructuration.

- Conclusion

7.483 Nous rappelons que les CE ont attiré l'attention sur la décision des créanciers étrangers de ne pas participer à la restructuration, ainsi que sur certaines lacunes ou failles alléguées du rapport Anjin, pour étayer leur argument selon lequel la décision de restructurer Daewoo n'était pas fondée sur les conditions du marché. Comme précédemment, nous abordons la question de l'avantage découlant de la restructuration de Daewoo en examinant si les CE ont démontré que la décision de restructurer Daewoo était déraisonnable sur le plan commercial. Ainsi qu'il est exposé plus haut, les éléments de preuve concernant les raisons de la différence de comportement entre les créanciers nationaux et les créanciers étrangers sont contrastés. En outre, bien que les CE aient soulevé un certain nombre de questions et exprimé des doutes au sujet du rapport Anjin, nous n'estimons pas qu'elles aient démontré que l'une quelconque des failles alléguées constituait sans équivoque une erreur ou une distorsion telle que la conclusion selon laquelle la valeur d'exploitation de Daewoo dépassait sa valeur de liquidation était manifestement incorrecte ou partiale et que la décision de procéder à une restructuration était clairement déraisonnable sur le plan commercial. Certes, un autre analyste réalisant la même tâche aurait pu recourir à des hypothèses plus proches de celles qui sont privilégiées par les CE, mais cela ne veut pas dire qu'il puisse être démontré que les hypothèses utilisées par Anjin sont incorrectes. Nous ne sommes donc pas d'avis que les CE aient établi que la décision de restructurer DHI, au lieu de la liquider, était déraisonnable sur le plan commercial.

7.484 Nous rappelons que les CE ont également fait valoir que les conditions de la restructuration de DHI n'étaient pas celles du marché. Nous abordons maintenant cette question.

Annulation/rééchelonnement de la dette

7.485 Les CE font valoir que l'annulation/le rééchelonnement de la dette de DSME constitue une subvention. Les CE n'ayant pas formulé d'argument concernant les conditions auxquelles la dette de DSME a été annulée/rééchelonnée, nous croyons comprendre que leur allégation vise uniquement le fait que l'annulation/le rééchelonnement a effectivement eu lieu. Autrement dit, les CE allèguent que l'annulation/le rééchelonnement en tant que telle/tel confère un avantage et constitue par conséquent une subvention car les opérateurs du marché - comme cela a été le cas avec les créanciers étrangers - n'y auraient pas participé.

7.486 La Corée estime que l'annulation/le rééchelonnement de la dette ne constituait pas une subvention car cette opération était fondée sur le rapport Anjin et donc compatible avec les principes du marché.

7.487 Quant à la question de savoir si des opérateurs du marché auraient participé à l'annulation/au rééchelonnement de la dette, nous rappelons que les CE ont invoqué la décision des créanciers étrangers de ne pas participer. Comme il a été dit plus haut, bien que ce point soit assurément pertinent, nous ne le jugeons pas déterminant pour cette question. Comme l'essence même de la restructuration est l'annulation et le rééchelonnement de la dette, nous ne partageons pas l'opinion des CE selon laquelle le fait que ces opérations d'annulation et de rééchelonnement ont eu lieu, en tant que tel, conférait un avantage. L'existence d'un avantage devrait être déterminée sur la base des modalités et conditions particulières de l'annulation/du rééchelonnement, au sujet desquelles les CE n'ont présenté aucun élément de preuve ou argument. Nous n'estimons donc pas que les CE aient établi que

l'annulation/le rééchelonnement de la dette était déraisonnable sur le plan commercial dans les circonstances existant au moment de la restructuration.

Conversion de dettes en prises de participation

7.488 Les CE estiment que la conversion de dettes en prises de participation constitue une subvention car elle n'a pas été effectuée selon les principes du marché. En particulier, elles estiment que les créanciers de DSME ont surpayé les actions lors de la conversion de dettes en prises de participation, soit **[RCC: omis dans la version publique]** millions de trop d'après la comparaison entre la valeur de l'action acquittée au moment de la conversion et sa valeur lorsqu'elle a été négociée publiquement pour la première fois plusieurs mois plus tard. Les CE affirment que le prix de l'action tel qu'il est évalué à la bourse, qui est ce qui se rapproche le plus d'un marché libre et non faussé, est le seul point de repère disponible, même si elles reconnaissent qu'il s'agit d'un point de repère imparfait (et en deçà de la réalité). Les CE affirment également que deux mois après la cession d'actifs, un investisseur australien a proposé d'acheter Daewoo-SME pour ce qu'il pensait être le prix du marché, sur la base de la valeur boursière effective des actions à ce moment-là, qui était inférieure au prix convenu dans le cadre de la conversion de dettes en prises de participation.

7.489 La Corée estime que la conversion de dettes en prises de participation n'aurait pas pu aboutir à un avantage car les créanciers ont simplement échangé leurs créances contre des prises de participation et n'auraient donc pas pu surpayer les actions. Elle affirme que la conversion de dettes en prises de participation a été effectuée sur la base de la détermination, en fonction du marché, de la valeur comptable de DSME effectuée par Anjin. La Corée rejette la comparaison *a posteriori* faite par les CE entre les conditions de la conversion de dettes en prises de participation et le prix auquel les actions de DSME ont été négociées publiquement par la suite. Elle affirme que le prix des actions de DSME a dépassé les conditions de la conversion de dettes en prises de participation peu de temps après que ces actions avaient été négociées publiquement et que l'investisseur australien mentionné par les CE a offert un prix plus élevé que celui qui avait été payé par les créanciers de DSME dans le cadre de la conversion de dettes en prises de participation.

7.490 En principe, nous acceptons l'argument des CE selon lequel un avantage pourrait être conféré par le biais d'une conversion de dettes en prises de participation si les créanciers échangent trop de créances contre les prises de participation. Bien que la Corée fasse valoir que les créanciers n'avaient pas pu surpayer les actions puisqu'il n'y avait pas plus que ce qu'ils auraient pu exiger, nous estimons qu'ils pouvaient les avoir surpayées en échangeant trop de créances contre un montant déterminé d'actions. Cela pourrait se produire si les actions étaient surestimées, ce qui est précisément ce que les CE allèguent en l'espèce.

7.491 En ce qui concerne le fond de l'allégation des CE, nous estimons que les conditions de la conversion de dettes en prises de participation ne devraient pas être analysées *a posteriori*, sur la base du prix auquel les actions de DSME ont été négociées publiquement ou du prix offert par les acheteurs potentiels de DSME. En revanche, les conditions de la conversion de dettes en prises de participation devraient être évaluées à la lumière des faits dont les créanciers avaient connaissance au moment où ils ont pris une décision à cet égard. C'est parce que les faits peuvent évoluer avec le temps, au point que la valeur attribuée par le marché aux actions de DSME un jour donné ne sera pas nécessairement la même un autre jour. À vrai dire, même les CE sembleraient accepter cette approche puisqu'elles ont dit ce qui suit à la première réunion de fond tenue avec les parties:

> Par ailleurs, la Corée ne peut pas invoquer en sa faveur le fait que la valeur de l'action des chantiers restructurés a augmenté avec le temps. Comme les États-Unis le font également observer, une analyse *a posteriori* n'est pas de mise. La seule question pertinente est de savoir si un créancier/investisseur privé aurait accepté les mesures de

> restructuration sur la base des renseignements dont il disposait *au moment de la restructuration*.[263] (italique dans l'original)

7.492 Nous notons que les CE n'ont présenté aucun argument à l'encontre des conditions de la conversion de dettes en prises de participation fondées sur les renseignements dont disposaient les créanciers de DSME au moment où ils ont décidé d'y participer. Bien que les CE aient fait valoir que des opérateurs du marché auraient liquidé DHI au lieu de participer à la conversion de dettes en prises de participation, cet argument s'appuie sur le point de repère du marché lié aux créanciers étrangers que les CE ont proposé et que nous avons déjà rejeté. En l'absence d'arguments pertinents de la part des CE, nous rejetons l'allégation formulée par les CE à l'encontre de la restructuration de DSME sous forme de conversion de dettes en prises de participation.

Conclusion

7.493 Nous avons constaté que les divers instruments utilisés dans la restructuration de DHI étaient des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Nous avons aussi constaté que certains créanciers de DHI, au moment de l'insolvabilité et de la restructuration de la société, étaient des organismes publics, mais que les CE n'avaient pas établi que les créanciers privés avaient été chargés de faire des contributions financières à DHI en participant à la restructuration ou s'étaient vu ordonner de le faire par les pouvoirs publics. Pour ce qui est de savoir si les contributions financières des organismes publics ont conféré un avantage, nous avons fondé notre analyse sur la question de savoir si les CE ont démontré que la décision de restructurer DHI au lieu de la liquider et/ou les conditions de la restructuration de DHI étaient déraisonnables du point de vue commercial. À cet égard, nous notons que lorsqu'une entreprise est insolvable, un créancier agissant sur une base raisonnable du point de vue commercial cherchera à minimiser ses pertes/maximiser ce qu'il peut recouvrer.

7.494 En ce qui concerne les arguments des CE pertinents pour le caractère raisonnable sur le plan commercial de la décision de restructurer au lieu de liquider DHI, nous avons constaté que si l'absence de participation des créanciers étrangers à la restructuration était pertinente, elle n'était pas déterminante, étant donné les éléments de preuve contrastés relatifs aux raisons de cette absence et à sa signification. Nous avons en outre constaté que les CE, tout en relevant un certain nombre d'aspects pertinents concernant la crédibilité et la validité de l'analyse et des conclusions figurant dans le rapport Anjin, n'avaient pas démontré que l'un quelconque de ces aspects pris individuellement ou tous ces aspects pris collectivement représentaient une erreur manifeste au point qu'aucun investisseur commercial raisonnable n'aurait fait fond sur le rapport pour prendre la décision de restructurer DHI. Enfin, nous avons constaté que les CE n'avaient pas démontré que les conditions de la restructuration, en particulier, l'annulation et la restructuration de la dette, ainsi que les conversions de dettes en prises de participation, étaient déraisonnables sur le plan commercial.

7.495 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que les CE n'ont pas démontré l'existence d'un avantage en ce qui concerne la restructuration de DHI et qu'elles n'ont donc pas démontré que la restructuration comportait une subvention. En conséquence, nous rejetons cette allégation des CE.

iii) Réorganisation de Halla

Détermination de Rothschild – Décision de restructurer

7.496 En réponse à l'argument des CE fondé sur la non-participation des créanciers étrangers à la restructuration de Halla et selon lequel les créanciers de Halla n'ont pas agi selon des considérations

[263] Déclaration orale des CE, paragraphe 85, page 21.

commerciales, la Corée estime que la réorganisation a été effectuée compte tenu du marché car elle était fondée sur un rapport établi par Rothschild, une société de conseil engagée par Halla, selon lequel la valeur d'exploitation de Halla dépassait sa valeur de liquidation. La Corée fait aussi valoir que de toute façon tout avantage découlant de la restructuration a été frappé d'extinction lorsque HHI a acquis Samho dans des conditions de libre concurrence et à la juste valeur marchande.

7.497 Nous rappelons que notre approche pour ce qui est de déterminer si les opérations de restructuration ont conféré des avantages consiste à demander si les CE ont démontré que les décisions de restructurer, et les conditions des opérations de restructuration, étaient déraisonnables sur le plan commercial. Sur le premier point, la Corée invoque la détermination de Rothschild selon laquelle la valeur d'exploitation de HHI dépassait sa valeur de liquidation, et nous notons que les CE n'ont pas contesté cette détermination.[264] En conséquence, nous n'estimons pas que les CE aient démontré que cette détermination était déraisonnable sur le plan commercial.

Conditions de la restructuration

7.498 Quant au deuxième point, bien que les CE prétendent contester les conditions de la restructuration de Halla, elles invoquent exclusivement la non-participation d'investisseurs externes étrangers pour étayer cet argument et ne formulent aucun argument détaillé au sujet des conditions de l'annulation de la dette, de la conversion de la dette en prises de participation, de l'annulation des intérêts et de la conversion de la dette à court terme. Par exemple, les CE ne laissent pas entendre que la valeur des actions appliquée dans la conversion de la dette en prises de participation était excessive, comme elles l'allèguent pour la renégociation de la dette de Daewoo. En l'absence d'arguments détaillés en ce sens, nous n'estimons pas qu'une simple référence à la non-participation d'investisseurs étrangers soit suffisante pour établir que les conditions de la restructuration étaient déraisonnables sur le plan commercial, en particulier eu égard à notre constatation exposée ci-dessus selon laquelle les éléments de preuve sont contrastés en ce qui concerne les raisons et la signification de cette non-participation.

7.499 Nous prenons note du moyen de défense de la Corée selon lequel tout "avantage" découlant de la réorganisation de Halla a été frappé d'extinction lorsque HHI a acquis des actions de Samho dans des conditions de libre concurrence et à la juste valeur marchande. En réponse[265], les CE affirment que l'acquisition de Samho par HHI n'a pas eu lieu dans des conditions de libre concurrence et à la juste valeur marchande car HHI a sous-payé les actions de Samho. À la lumière de la constatation que nous avons formulée au paragraphe précédent, à savoir que les CE n'ont pas démontré qu'il y avait eu un avantage, nous n'avons pas besoin d'examiner les arguments des parties relatifs au moyen de défense de la Corée.

[264] Dans leur réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, les CE se plaignent que la Corée n'ait pas fourni une analyse complète des valeurs d'exploitation/de liquidation pour tous les membres du groupe Halla. Cependant, comme Halla-HI était la seule société faisant partie de ce groupe à être restructurée (les autres ont été liquidées), nous estimons que seule l'analyse des valeurs d'exploitation/de liquidation effectuée pour Halla-HI est pertinente pour la présente procédure.

[265] Le paragraphe 54 de la deuxième déclaration orale des CE indique clairement que l'argument des CE a été formulé en réponse à l'argument subsidiaire de la Corée concernant l'"extinction": "le fait que l'achat de Samho par Hyundai-HI a eu lieu à une valeur inférieure à la juste valeur marchande signifie qu'il n'a pas frappé d'extinction les avantages découlant des subventions". Cette déclaration montre aussi clairement que les CE se préoccupaient davantage des "subventions" découlant de transactions antérieures que des conditions de l'acquisition de Samho par HHI en soi. En outre, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE fait uniquement référence aux "subventions à la restructuration d'entreprises sous la forme d'annulations et d'allégements de dettes, de bonifications d'intérêts et de conversions de dettes en prises de participation". Elle ne mentionne pas les subventions résultant de l'acquisition pure et simple d'actions.

7.500 Nous avons constaté que les divers instruments utilisés dans la restructuration de Halla étaient des contributions financières au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*. Nous avons aussi constaté que certains créanciers de Halla, au moment de la restructuration de la société, étaient des organismes publics, mais que les CE n'avaient pas établi que les créanciers privés avaient été chargés de faire des contributions financières à Halla en participant à la restructuration ou s'étaient vu ordonner de le faire par les pouvoirs publics. Pour ce qui est de savoir si les contributions financières des organismes publics ont conféré un avantage, nous avons constaté que les CE n'ont pas démontré que la décision de restructurer Halla au lieu de la liquider et/ou les conditions de la restructuration de Halla étaient déraisonnables sur le plan commercial.

7.501 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que les CE n'ont pas démontré l'existence d'un avantage en ce qui concerne la restructuration de Halla et qu'elles n'ont donc pas démontré que la restructuration comportait une subvention. En conséquence, nous rejetons cette allégation des CE.

iv) Réorganisation de Daedong

7.502 En réponse à l'allégation des CE selon laquelle le plan de réorganisation de Daedong[266] n'était pas fondé sur le marché car les créanciers l'ont approuvé bien que Daedong ne soit pas solvable, la Corée affirme que les créanciers ont participé sur la base d'une détermination selon laquelle la valeur d'exploitation de Daedong dépassait sa valeur de liquidation.

7.503 Nous rappelons que notre approche en ce qui concerne les opérations de restructuration consiste à demander si les CE ont démontré qu'elles étaient déraisonnables sur le plan commercial. Ici, nous notons en premier lieu que les CE n'ont pas fait valoir que la détermination selon laquelle la valeur d'exploitation de Daedong dépassait sa valeur de liquidation n'était pas correcte. Nous estimons par conséquent que les CE n'ont pas établi que cette détermination était déraisonnable sur le plan commercial.

7.504 S'agissant des conditions de la restructuration, bien que les CE prétendent contester les conditions de la restructuration de la dette et de l'exonération d'intérêts concernant Daedong, elles invoquent exclusivement la non-participation d'investisseurs étrangers, comme elles l'ont fait également dans le cas de la restructuration de Halla. Elles ne formulent aucun argument détaillé concernant les conditions de la restructuration de la dette ou de l'exonération d'intérêts. Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées ci-dessus en ce qui concerne Halla, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle la restructuration de Daedong comportait une subvention.

---

[266] Nous notons que le plan de réorganisation adopté par les créanciers prévoyait trois éléments: i) restructuration de la dette/exonération d'intérêts; ii) participation au capital; et iii) émission d'obligations de la société. Si les créanciers ont déterminé les conditions de la restructuration de la dette/de l'exonération d'intérêts lorsqu'ils ont adopté le plan de réorganisation, ils n'ont pas déterminé les conditions de la participation au capital et de l'émission d'obligations. Ces conditions ont été arrêtées après l'adoption du plan de réorganisation, selon les conseils de KPMG et par voie de négociation avec les nouveaux bailleurs de fonds et l'acquéreur des obligations, c'est-à-dire STX. L'allégation des CE à l'encontre du plan de réorganisation de Daedong ne vise donc pas les conditions dans auxquelles STX a acquis les actions et obligations pertinentes. Elle se limite aux conditions de la restructuration de la dette/de l'exonération d'intérêts, ainsi qu'à la décision de rechercher une participation au capital et d'émettre des obligations. Nous sommes d'avis que les conditions de l'acquisition des actions et obligations ne sont pertinentes pour la présente procédure que dans la mesure où la Corée les invoque comme moyen de défense pour faire valoir que les transactions portant sur les actions et obligations ont frappé d'extinction tout avantage conféré par la restructuration de la dette/l'exonération d'intérêts. En conséquence, nous n'examinerons les conditions de l'acquisition des actions et obligations que dans la mesure où nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation formulée par les CE à l'encontre de la restructuration de la dette/de l'exonération d'intérêts.

2. Avantages fiscaux accordés à Daewoo

a) Arguments des parties

7.505 Les CE allèguent que la renégociation de la dette de Daewoo prévoyait des subventions sous forme d'avantages fiscaux. Elles ont initialement allégué que les avantages fiscaux étaient accordés en vertu de diverses dispositions de la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux ("Loi STTCL") et de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés ("Loi CTA"). Dans sa communication présentée à titre de réfutation, toutefois, les CE font observer que leur "allégation centrale" portait sur un avantage fiscal de 236 milliards de won accordé au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL et de l'article 46 de la Loi CTA. Les CE disent que l'article 45-2 de la Loi STTCL étendait l'application des incitations fiscales prévues à l'article 46 de la Loi CTA aux cessions d'actifs effectuées dans le cadre d'un programme de renégociation de la dette approuvé le 31 décembre 2000 ou avant cette date. Les CE estiment que l'exonération prévue à l'article 45-2 constitue une contribution financière car "des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues" au sens de l'article 1.1 a) 1) ii). Elles font valoir que l'Organe d'appel a interprété l'expression "recettes publiques normalement exigibles" dans l'affaire *États-Unis – FSC*, dans laquelle il était d'avis que le terme "normalement" se référait à un "point de référence normatif" établi par les règles en matière d'imposition appliquées par le Membre en question.[267] Les CE affirment que Daewoo-HI/Daewoo-SME auraient normalement été tenues de payer des impôts additionnels (en l'absence de la Loi STTCL) et que c'est le point de repère normatif par rapport auquel l'abandon de recettes devrait être évalué. Les CE font valoir que le fait que l'exemption fiscale n'était pas "normale" est démontré par le fait que l'article 45-2 ne s'appliquait pas aux opérations de restructuration avant le 21 octobre 2000 ou après le 31 décembre 2000.

7.506 Les CE font également observer que le rapport Anjin n'analysait pas les conséquences fiscales du plan de restructuration. Selon elles, ce fait soit s'ajoute aux failles du rapport Anjin qu'elles ont déjà recensées et réduit encore la valeur d'exploitation de DHI, soit il montre que toute la restructuration était arrangée depuis le départ, Anjin étant au courant de l'exemption fiscale avant qu'elle ne soit adoptée.

7.507 La Corée nie que la renégociation de la dette ait donné lieu à une subvention au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL. Selon elle, l'article 45-2 de la Loi STTCL dispose que si une société nationale se scinde conformément à un plan de renégociation de la dette, les dispositions de l'article 46 1) de la Loi CTA sont applicables. L'article 46 1) dispose à son tour que si une société créée par cession d'actifs procède à une évaluation des actifs qu'elle détient de la société initiale, un montant équivalent aux gains découlant de l'évaluation peut être traité comme des pertes aux fins du calcul du revenu imposable pour l'exercice au cours duquel la cession d'actifs a lieu. La Corée souligne que l'article 46 de la Loi CTA prescrit un traitement fiscal spécifique pour le "gain" ou le "bénéfice" réalisé pour la société essaimée à la suite de l'"évaluation" des actifs effectuée au cours de la cession d'actifs. Elle estime que, dans le cas de la cession d'actifs de DHI, il n'y a pas eu de gains ni de bénéfices découlant de l'évaluation parce que les actifs de DHI ont été simplement imputés à la "valeur comptable" aux deux sociétés essaimées et à ce qui restait de DHI. La Corée affirme qu'étant donné que les actifs étaient simplement transmis d'une entité à une autre, il n'y a eu ni événement imposable ni abandon de recettes publiques normalement exigibles. Elle estime par conséquent que l'article 45-2 n'a pas conféré d'avantage.

7.508 La Corée affirme qu'il est possible que DHI ait bénéficié d'une exemption fiscale au titre de l'article 99 de la Loi CTA, mais que les CE n'ont pas présenté d'allégation concernant cette disposition. Elle note aussi qu'il n'était pas nécessaire de prendre en compte dans le rapport Anjin une

[267] Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – FSC*, paragraphe 90.

exemption fiscale quelconque au titre de l'article 99 de la Loi CTA vu que cette exemption n'aurait pas affecté la valeur d'exploitation de DHI.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.509 Nous notons que l'"objet principal"[268] de l'allégation des CE concernant l'exemption fiscale est l'avantage dont il est allégué qu'il revient aux sociétés issues de la cession d'actifs, DSME et DHIM, au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL et de l'article 46 de la Loi CTA. Les CE disent que l'article 45-2 de la Loi STTCL étendait l'application des incitations fiscales prévues à l'article 46 de la Loi CTA aux cessions d'actifs effectuées dans le cadre d'une renégociation de la dette. Elles indiquent que si une société nouvellement essaimée acquiert les actifs d'une ancienne société, l'article 46 dispose qu'un montant équivalant au gain découlant du transfert de ces actifs peut être traité comme une dépense dans les comptes de la nouvelle société, ce qui diminue le revenu imposable de cette dernière. Les parties conviennent par conséquent que l'article 45-2 de la Loi STTCL et l'article 46 de la Loi CTA prévoient des exemptions fiscales pour les entités essaimées si celles-ci obtiennent un "gain" du transfert d'actifs de l'entreprise initiale.

7.510 Dans le contexte de la restructuration de Daewoo, le bilan de la cession d'actifs figurant à l'Appendice 10 du rapport Anjin indique la même valeur totale des actifs avant et après la cession. Cela démontre que les actifs ont été répartis à la valeur comptable entre DHI et les deux sociétés essaimées. Comme le transfert d'actifs s'est effectué à la valeur comptable, il n'en a résulté aucun "gain" pour DSME ou DHIM. Il n'y avait donc pas de base pour une exemption fiscale au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL et de l'article 46 de la Loi CTA. Les CE invoquent un article de presse[269] pour faire valoir qu'une exemption fiscale a été accordée au titre de ces dispositions. Même si cet article de presse avait été suffisant pour établir *prima facie* qu'une exemption fiscale avait été accordée au titre de ces dispositions, les faits indiqués ci-dessus réfuteraient cette allégation *prima facie*. En l'absence d'éléments de preuve plus convaincants de la part des CE, nous rejetons par conséquent l'allégation des CE concernant l'article 45-2 de la Loi STTCL et l'article 46 de la Loi CTA.[270]

7.511 Dans sa réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, la Corée a présenté des renseignements donnant à penser que DHI peut avoir bénéficié d'une exemption fiscale au titre de l'article 90 de la Loi CTA. Toutefois, nous notons qu'il n'est pas fait mention de cette disposition dans

[268] Voir la réponse des CE à la question n° 141 du Groupe spécial.

[269] Voir la pièce n° 136 des CE.

[270] Même si la première communication écrite des CE fait également référence à l'article 38 de la Loi STTCL, l'analyse juridique des CE n'énonce aucune base pour une allégation concernant cette disposition. Dans la mesure où les CE présentent une allégation quelconque concernant l'article 38, nous constatons donc qu'elles n'ont pas établi d'éléments *prima facie* pour étayer cette allégation. En outre, nous prenons note de l'argument des CE selon lequel les questions fiscales n'ont pas été dûment prises en compte par Anjin dans l'établissement de la valeur d'exploitation de DHI. Premièrement, nous notons que les CE n'ont pas dûment établi qu'il y avait des questions fiscales à prendre en compte. En particulier, les CE n'ont démontré l'existence d'aucun avantage fiscal au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL et de l'article 46 de la Loi CTA. En ce qui concerne l'éventuel avantage fiscal au titre de l'article 90 de la Loi CTA, nous notons l'explication de la Corée selon laquelle tout avantage fiscal en ce sens bénéficierait à DHI, et non à DSME et/ou DHIM. Vu que la valeur d'exploitation de DHI a été calculée à partir des flux de liquidités estimés de DSME et de DHIM, qu'il n'a pas été démontré que ces flux de liquidités ont été affectés par un avantage fiscal au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL ou de l'article 46 de la Loi CTA et qu'ils ne bénéficieraient d'aucun avantage fiscal (pour DHI) au titre de l'article 90 de la Loi CTA, nous ne pensons pas que la valeur d'exploitation de DHI serait affectée par un quelconque avantage fiscal accordé à DHI au titre de cette dernière disposition.

la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.[271] Notre mandat ne vise donc aucune allégation concernant l'article 90 de la Loi CTA.

3. Spécificité

7.512 Aux termes de l'article 1.2 de l'*Accord SMC*, une subvention n'est assujettie aux disciplines de l'*Accord SMC* que si elle est "spécifique" au regard de l'article 2 de l'Accord. Ainsi, nous ne pouvons reconnaître le bien-fondé des allégations des CE concernant des subventions pouvant donner lieu à une action que si nous constatons que les transactions pertinentes sont des subventions et que ces subventions sont spécifiques.

7.513 Nous ne jugeons nécessaire d'examiner la question de la spécificité que pour les mesures dont nous avons constaté qu'elles constituaient des subventions. Comme nous avons rejeté les allégations des CE concernant un subventionnement pour les trois opérations de restructuration d'entreprise et l'avantage fiscal allégué concernant DHI, nous n'avons pas besoin d'examiner s'il y a spécificité au sens de l'article 2 de l'*Accord SMC*.

7.514 Nous rappelons que nous avons déjà constaté que les transactions APRG et PSL individuelles indiquées au paragraphe 7.331 *supra* étaient des subventions spécifiques.[272] Nous avons formulé cette constatation dans le contexte des allégations des CE concernant des subventions à l'exportation prohibées, sur la base de l'article 2.3 de l'*Accord SMC*. La Corée fait valoir que ces subventions ne sont pas spécifiques aux fins des allégations des CE concernant des subventions pouvant donner lieu à une action, puisque les CE n'ont fait valoir aucune spécificité autre que celle qui est visée à l'article 2.3 de l'*Accord SMC*. La Corée affirme que ces subventions ne peuvent donc pas donner lieu à une action. À notre avis cependant, l'effet de l'article 2.3 n'est pas limité aux allégations concernant des subventions à l'exportation prohibées. Nous estimons au contraire que l'article 2.3 est applicable en ce qui concerne la totalité de l'*Accord SMC*. Par conséquent, une subvention qui est spécifique au regard de l'article 2.3 (par suite de la subordination aux exportations) est spécifique tant aux fins des allégations au titre de la Partie II (subvention à l'exportation prohibée) qu'aux fins des allégations au titre de la Partie III (subvention pouvant donner lieu à une action).

4. Conclusion

7.515 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous rejetons les allégations des CE selon lesquelles la restructuration de Daewoo, de Halla et de Daedong comportait une subvention. Nous rejetons également l'allégation des CE selon laquelle Daewoo a reçu des subventions par le biais d'avantages fiscaux au titre de l'article 45-2 de la Loi STTCL et de l'article 46 de la Loi CTA. Nous rappelons que nous avons reconnu le bien-fondé des allégations des CE concernant des subventions prohibées en ce qui concerne certains APRG et PSL individuels.

D. PRÉJUDICE GRAVE

1. Renseignements au titre de l'Annexe V

7.516 Comme cela a été indiqué plus haut, les CE ont invoqué le processus prévu à l'Annexe V de l'*Accord SMC* dans le présent différend. Au cours de la procédure, les deux parties ont présenté une

[271] La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial indique que [l]a Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux, et plus particulièrement le programme d'imposition spéciale des apports en nature (article 38) et d'imposition spéciale des cessions d'actifs (article 45-2), établit deux programmes fiscaux applicables uniquement aux entreprises en cours de restructuration et dans le cadre desquels des avantages fiscaux sont accordés à Daewoo; l'avantage combiné de ces programmes est estimé à 78 milliards de won" (WT/DS/273/2).

[272] Voir les paragraphes 7.192 et 7.308, *supra*.

abondante documentation pour répondre à leurs questions respectives. Nous nous en sommes remis aux parties pour porter à notre attention les éléments de cette documentation que chacune considère pertinents pour sa thèse. En d'autres termes, nous n'avons pas réalisé nous-mêmes notre propre examen de cette documentation car, si nous l'avions fait, nous aurions couru le risque très considérable de plaider la cause de l'une ou l'autre partie à sa place, ce qu'évidemment nous ne devons pas faire.

2. Résumé de l'allégation

7.517 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial[273], les Communautés européennes formulent des allégations de préjudice grave dû à une sous-cotation des prix, un empêchement de hausses de prix, une dépression des prix et des ventes perdues. Au cours du différend, les CE ont indiqué qu'elles ne maintenaient leur allégation de préjudice grave que sur la base de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.[274] Ainsi, si les CE fournissent certains éléments de preuve empiriques concernant des cas où elles allèguent que les chantiers coréens ont fait perdre des ventes aux chantiers navals des CE, elles ont explicitement confirmé qu'elles avaient produit ces éléments de preuve pour illustrer les niveaux d'empêchement de hausses de prix et de dépression des prix dont elles allèguent qu'ils ont été causés par la concurrence des chantiers coréens subventionnés.[275]

7.518 Les CE ont aussi précisé que leur allégation d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix concernait essentiellement trois types particuliers de navires de commerce: les porte-conteneurs, les transporteurs de produits/produits chimiques (c'est-à-dire des navires qui peuvent être utilisés pour transporter soit des produits pétroliers soit des produits chimiques, et non des navires exclusivement réservés au transport des uns ou des autres), et les transporteurs de gaz naturel liquéfié ou "transporteurs de GNL".[276] Les CE ont présenté certains renseignements et arguments se rapportant au marché mondial de la construction de navires de commerce en général, mais déclarent qu'à leur avis, le Groupe spécial devrait évaluer l'existence et la cause de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix pour chacun des trois types de navires séparément, plutôt qu'essayer de les évaluer collectivement.[277]

7.519 À cet égard, pour répondre à une question orale posée à la deuxième réunion, les CE ont indiqué qu'elles demandaient au Groupe spécial de formuler trois constatations séparées en matière de préjudice grave, une pour chacun des trois types de navires. Toutefois, dans la version écrite de leur réponse à cette question, les CE ont indiqué l'inverse, déclarant que le préjudice grave était causé aux intérêts d'un Membre de l'OMC et qu'il n'y avait donc pas lieu de formuler trois constatations séparées en matière de préjudice grave.[278] Les CE ont expliqué que tout comme l'existence d'un préjudice grave pouvait être constatée sur la base de diverses combinaisons de l'article 6 a) à d), elle pouvait également être fondée "sur des constatations multiples d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix sur le marché global (bien que dans trois sous-marchés différents de navires de commerce)".[279] D'après les CE, les subventions en cause ont été accordées à des chantiers navals qui produisent des navires de commerce variés, de sorte que la même subvention a causé un empêchement de hausses de prix et/ou une dépression des prix sur les trois marchés de produits en cause. Néanmoins, les CE font valoir que la constatation en matière de préjudice grave devrait se

[273] WT/DS273/2.
[274] Première déclaration orale des CE, paragraphe 97.
[275] Réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphe 152.
[276] Première communication écrite des CE, paragraphe 417; première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 101; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 275.
[277] Première communication écrite des CE, paragraphe 455.
[278] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, paragraphe 120.
[279] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, paragraphe 121.

fonder sur l'existence d'un empêchement de hausses de prix et/ou d'une dépression des prix sur les trois "marchés de produits", dont chacun est un "marché géographique global".[280]

7.520 En ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, les CE font valoir que, premièrement, les subventions alléguées ont permis aux chantiers navals coréens de réduire leurs prix ou de les maintenir à un niveau stable, malgré de fortes augmentations de la demande et des coûts de production qui auraient autrement entraîné des hausses de prix.[281] Deuxièmement, les CE font valoir que le marché pour chacun des trois types de navires est global[282] et que la Corée exerce au plan global une influence déterminante sur les prix.[283] C'est ainsi que la pression sur les prix causée par les subventions a déterminé les niveaux des prix mondiaux pour les trois types de navires visés par l'allégation des CE, ce qui a fait que les chantiers navals des CE soit ont renoncé à soumissionner (étant donné le coût élevé afférent à l'établissement et à la présentation des soumissions); soit ont vu rejeter les soumissions qu'ils ont effectivement présentées, par suite de leur incapacité de s'aligner sur le niveau des prix coréens/mondiaux; soit encore ont tiré moins de recettes et de bénéfices qu'ils n'auraient dû le faire sur les contrats qu'ils ont remportés, par suite de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix mondiaux.

3. Portée de l'allégation

7.521 Nous notons que les allégations d'effets défavorables (au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*) dont nous sommes saisis sont considérablement plus étroites que ne l'avaient indiqué les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. En particulier, la portée de l'allégation de préjudice grave a été réduite pour exclure la sous-cotation des prix et les ventes perdues, et l'allégation se fonde donc exclusivement sur l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. En outre, les CE n'ont pas maintenu leur allégation de dommage causé au secteur national de la construction navale des CE qui était mentionné dans la demande d'établissement. Ainsi, au titre de la Partie III de l'*Accord SMC*, la seule allégation dont nous soyons saisis est l'allégation de préjudice grave fondée sur un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix.

4. Cadre juridique

7.522 Avant d'examiner en détail les allégations et arguments dont nous sommes saisis dans le présent différend, nous examinons tout d'abord le cadre juridique qui doit être appliqué pour déterminer si une subvention a causé un préjudice grave aux intérêts d'un Membre.

a) Article 5 c) – Préjudice grave

7.523 Au titre de l'*Accord SMC*, le fondement juridique de toutes les allégations d'effets défavorables relevant de la Partie III de l'*Accord* est l'article 5, qui recense trois types possibles d'effets défavorables: a) causer un dommage à une branche de production nationale d'un autre Membre; b) annuler ou compromettre des avantages d'un autre Membre, en particulier les avantages résultant de consolidations en vertu de l'article II du *GATT de 1994*; et c) causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre. Étant donné que l'allégation d'effets défavorables des CE porte exclusivement sur le préjudice grave (fondé sur un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix), la partie pertinente de l'article 5 est l'article 5 c), qui est ainsi libellé:

---

[280] *Id.*

[281] Première communication écrite des CE, paragraphes 446 à 455, pour tous les types de navires; *ibid.*, paragraphes 430 à 434 et 458, pour les transporteurs de GNL; *ibid.*, paragraphes 460 à 463, pour les porte-conteneurs; *ibid.*, paragraphes 469 à 473, pour les transporteurs de produits et de produits chimiques.

[282] Première communication écrite des CE, paragraphe 424.

[283] Première communication écrite des CE, paragraphes 433 et 447, pour les transporteurs de GNL; *ibid.*, paragraphe 460, pour les porte-conteneurs; *ibid.*, paragraphe 470, pour les transporteurs de produits et de produits chimiques.

"Aucun Membre ne devrait causer, en recourant à l'une quelconque des subventions visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier, d'effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres, c'est-à-dire:

...

c) causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre.[13]

_____

[13] L'expression "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 et s'entend également de la menace d'un préjudice grave."

7.524 Il ressort clairement du texte de l'article 5 c) que, en premier lieu, l'existence d'une subvention spécifique (c'est-à-dire une subvention visée aux paragraphes 1 et 2 de l'article premier de l'*Accord SMC*) doit être constatée. Nos constatations concernant les allégations de subventionnement formulées par les CE figurent à la section VII, *supra*.

b) Article 6.3 c)

7.525 L'article 6 fournit certaines indications spécifiques concernant l'établissement de l'existence d'un "préjudice grave" au sens de l'article 5 c). La disposition particulière citée par les CE dans leur allégation est l'article 6.3, et plus spécifiquement l'article 6.3 c), qui est libellé comme suit:

"6.3 Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après:

...

c) la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable."

7.526 L'empêchement notable de hausses de prix ou la dépression notable des prix est la base particulière du préjudice grave causé, selon les allégations des CE, aux intérêts de celles-ci par suite des subventions accordées aux constructeurs navals coréens. Si l'article 6.3 c) est aussi la disposition pertinente en ce qui concerne un préjudice grave fondé sur une sous-cotation des prix et des ventes perdues, ces parties de cette disposition ne relèvent pas de notre examen, du fait que la portée de l'allégation des CE a été réduite.

7.527 Le texte de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, considéré dans son ensemble, recense un certain nombre d'éléments distincts, au sujet desquels les parties ont longuement débattu. Les éléments qui ont été abordés dans les arguments des parties sont les suivants:

- empêchement de hausses de prix ou dépression des prix;
- caractère notable (l'empêchement de hausses de prix ou la dépression de prix doit être "notable");

- lien de causalité – "la subvention … a pour effet", entre autres choses, d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix;

- produit similaire – La principale question liminaire soulevée par les parties au présent différend en ce qui concerne cet élément est de savoir si le concept de produit similaire s'applique dans les cas d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix;

- même marché – L'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix causés par la subvention doivent se produire "sur le même marché"; et

- préjudice grave – L'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix causés par une subvention constituent-ils en eux-mêmes un préjudice grave? Dans la négative, que faut-il établir de plus?

7.528 Les parties ont soulevé deux grandes séries de questions en ce qui concerne l'analyse ou le cadre juridiques à appliquer pour les allégations de préjudice grave découlant d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix: premièrement, comment et sur quelle base l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix ou d'une dépression notable des prix en tant qu'effet d'une subvention est-elle établie? Deuxièmement, si l'existence d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix résultant d'une subvention est établie, cela constitue-t-il en soi un "préjudice grave" au sens de l'article 5 c) et, dans la négative, que faut-il établir d'autre?

7.529 Nous commençons par le texte des dispositions pertinentes pour relever toute indication que celles-ci pourraient contenir en ce qui concerne ces deux grandes séries de questions. S'agissant d'établir l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix ou d'une dépression notable des prix résultant d'une subvention, l'article 5 c) contient uniquement l'expression "causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre", tandis que la note de bas de page 13 y relative indique que cette expression est utilisée avec le même sens qu'à l'article XVI:1 du *GATT de 1994* et s'entend également de la menace d'un préjudice grave. Ni la disposition ni la note de bas de page y relative, cependant, ne définissent ou ne développent cette expression, de manière générale ou en tant qu'elle s'applique spécifiquement à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.

7.530 Passant ensuite à l'article 6.3, nous notons que cet article lui-même parle simplement "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix [...] dans une mesure notable", sans autre précision, et que c'est la seule disposition de l'article 6 traitant spécifiquement de l'empêchement de hausses des prix/la dépression des prix. Les autres parties de l'article 6 traitent soit de certains aspects du préjudice grave en général, soit d'autres fondements spécifiques d'un préjudice grave. Par exemple, l'article 6.5 contient des indications spécifiques concernant l'établissement de l'existence d'une sous-cotation des prix au sens de l'article 6.3 c) (qui ne relève évidemment pas de notre examen).

7.531 En ce qui concerne la deuxième grande série de questions, la Corée met l'accent sur le mot "peut" dans le texte introductif de l'article 6.3, à savoir qu'"[u]n préjudice grave ... *peut* apparaître" dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations énumérées aux alinéas a) à d). En se fondant sur le mot "peut", la Corée fait valoir que l'existence de l'une ou plusieurs des situations énumérées est une condition nécessaire mais non suffisante pour motiver une constatation de préjudice grave, en ce sens qu'un préjudice grave est quelque chose qui doit être causé par l'une des situations énoncées aux alinéas a) à d). Les CE ne partagent pas cet avis, affirmant que les situations visées aux alinéas a) à d) (c'est-à-dire y compris un empêchement notable de hausses de prix ou une dépression notable des prix résultant d'une subvention) constituent en elles-mêmes un préjudice grave.

7.532 Les deux parties ont présenté une argumentation juridique détaillée concernant l'analyse qui doit être réalisée pour déterminer si les subventions ont causé un empêchement de hausses de prix et/ou une dépression des prix, et concernant le sens de l'expression "préjudice grave". Elles appliquent ensuite leurs interprétations juridiques respectives à la situation de fait. Nous adoptons une approche semblable, c'est-à-dire que nous commençons par examiner le cadre analytique que nous devons appliquer et par parvenir à une conclusion à ce sujet, puis nous appliquons ce cadre aux faits et arguments tels qu'ils nous ont été présentés par les parties.

5. Sens de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix

7.533 Nous commençons notre examen du cadre analytique juridique par les expressions "empêcher des hausses de prix" et "déprimer les prix" elles-mêmes. Nous notons que si l'Accord ne contient aucune définition ou autre indication en matière d'interprétation, ces concepts semblent plus ou moins compréhensibles en eux-mêmes et les parties ne semblent pas être en désaccord en ce qui concerne leur sens. En particulier, les deux parties utilisent l'expression "empêcher des hausses de prix" pour évoquer une situation où les prix n'ont pas augmenté alors qu'ils l'auraient fait autrement, ou ont augmenté moins qu'ils ne l'auraient fait autrement. Toutes deux utilisent l'expression "déprimer les prix" pour évoquer une situation où les prix baissent alors qu'ils auraient dû rester stables ou augmenter.[284] En particulier, les CE déclarent que la définition que donne le dictionnaire de "depression" (dépression) est "the action of pressing down; the fact or condition of being pressed down" (l'action de déprimer; le fait ou l'état consistant à être maintenu vers le bas), de sorte que la dépression des prix fait référence à une situation où les prix sont entraînés vers le bas; et que la définition que donne le dictionnaire des mots "suppress" (empêcher) est "prevent or inhibit (an action of phenomenon)" (entraver ou bloquer (une action ou un phénomène)), ce qui signifie que, pour qu'il y ait empêchement de hausses de prix, il faut montrer que les hausses de prix ont été bloquées. La Corée partage cet avis et, de fait, cite les CE en ce qui concerne le sens de l'expression "empêcher des hausses de prix".[285]

7.534 Selon cette interprétation, à titre de question liminaire, l'*existence* de hausses de prix plus faibles que prévu, ou de réductions des prix, devrait être établie en fait, en tant que l'une des conditions nécessaires pour prouver une allégation de préjudice grave fondé sur un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix causés par des subventions. Nous soulignons ici, toutefois, que les tendances de prix elles-mêmes ne constitueraient pas un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix: comme cela est indiqué *infra*, nous considérons ces expressions comme contenant implicitement une certaine notion intrinsèque de causalité.

7.535 Une question apparentée consiste à savoir les prix pratiqués par *qui* il faut examiner pour déterminer s'il y a empêchement de hausses de prix ou dépression des prix. Pour la Corée, un préjudice grave causé à un Membre du fait d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix doit essentiellement être lié aux prix du produit en question pratiqués par ce Membre. Les CE déclarent que les prix coréens ont été déprimés ou que leur hausse a été empêchée par les subventions, que cela à son tour a eu pour effet d'empêcher les hausses de prix *mondiaux* ou de déprimer les prix *mondiaux* des navires et les prix des chantiers navals des CE. Pour les CE, l'empêchement de hausses de prix mondiaux ou la dépression des prix mondiaux est "l'élément

[284] Ces concepts sont aussi bien connus dans le domaine des mesures correctives commerciales. Dans le contexte des mesures antidumping et des mesures compensatoires, par exemple l'empêchement de hausses de prix est décrit comme une situation où "les hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites" sont empêchées "dans une mesure notable".

[285] Au paragraphe 522 de sa première communication, la Corée, citant la communication des CE, déclare ce qui suit: "… un empêchement de hausses de prix peut être défini comme le fait d'empêcher des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites".

critique".[286] Nous interprétons cela comme signifiant que, pour les CE, l'empêchement de hausses de prix *mondiaux* ou la dépression des prix *mondiaux* d'un produit pour lequel les CE sont en concurrence constituent ou causent en eux-mêmes un préjudice grave aux intérêts des CE. Sur ce point, les parties semblent convenir que les prix pratiqués par la partie qui accorde la subvention sont entre autres aussi pertinents.

6. Existence d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix

7.536 Il peut être relativement simple d'établir, en tant que question factuelle liminaire, que le prix d'un produit particulier a diminué. De même, il peut être relativement simple d'établir que le prix d'un produit a été stable ou n'a augmenté que légèrement. Théoriquement, cependant, il sera probablement plus difficile de montrer que les prix n'auraient pas dû diminuer ou auraient dû augmenter plus qu'ils ne l'ont fait.

7.537 En particulier, l'existence d'une tendance des prix stable ou à la baisse, à elle seule, ne constituerait pas une base suffisante pour conclure que les prix ont été "déprimés" ou que leur hausse a été "empêchée". Pour parvenir à une telle conclusion, il faudrait examiner les *causes* de ces tendances observées. En d'autres termes, la dépression des prix ne correspond pas simplement à une diminution des prix mais à une situation où les prix ont été "entraînés vers le bas" *par quelque chose*. L'empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été bloqués *par quelque chose*. Autrement dit, pour constater l'existence d'un "empêchement de hausses de prix" ou d'une "dépression des prix" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, il faut non seulement, en tant que condition préalable, qu'il y ait une tendance des prix stabilisée ou à la baisse, mais aussi que cette tendance soit le résultat d'un facteur exogène, à savoir la ou les subventions en question. Ainsi, l'analyse que semble appeler l'Accord (en vertu des concepts d'empêchement de hausses de prix et de dépression des prix eux-mêmes) concerne ce que les variations des prix des navires pertinents *auraient été* sans les subventions en cause (c'est-à-dire "en l'absence de") ces subventions.[287]

7. Le concept de "produit similaire" s'applique-t-il en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix?

a) Arguments des parties

7.538 Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si le concept de "produit similaire" s'applique dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Pour les CE, il ressort clairement du texte de l'article 6.3 c) que ce concept ne s'applique pas dans ce contexte, et les CE s'abstiennent donc de définir tous "produits similaires" au sens où cette expression est utilisée dans l'*Accord SMC*. Les CE indiquent néanmoins que leurs allégations d'effets défavorables concernent les trois types de navires indiqués (transporteurs de GNL, transporteurs de produits/produits chimiques et porte-conteneurs), catégories qui selon elles sont "analogues" à des produits similaires. La Corée est d'avis contraire, faisant valoir que le concept de produit similaire s'applique bien et que les CE, en ne traitant pas la question ou en ne définissant pas les "produits similaires", ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir *prima facie* l'existence d'un préjudice grave. En outre, pour la Corée, même si les CE avaient fait valoir que les catégories de produits qu'elles indiquent étaient des produits similaires, ces catégories seraient trop larges pour correspondre à la définition que donne l'Accord du produit similaire.

[286] Réponse des CE à la question n° 35 du Groupe spécial.

[287] Nous notons que le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a appliqué une analyse "en l'absence de" analogue lors de son examen des allégations de détournement d'importations ou d'entrave aux importations. Nous en discutons *infra* dans le contexte du lien de causalité.

7.539 Les CE invoquent le fait qu'à l'article 6.3 c), l'expression "produit similaire" apparaît seulement en rapport avec la sous-cotation des prix et non avec l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix ou les ventes perdues. Pour les CE, cette différence textuelle doit avoir un sens, et en particulier peut être expliquée en faisant appel à la logique économique, à savoir que des produits qui ne sont pas identiques mais qui sont pour l'essentiel semblables et en concurrence les uns avec les autres, peuvent avoir une incidence sur leurs prix respectifs et en ont effectivement une.[288] Les CE font valoir qu'en ne faisant pas référence au produit similaire dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, les négociateurs ont laissé une certaine souplesse quant à la façon de déterminer le "même marché" où se produisent les effets sur les prix (expression qui pour les CE a une connotation à la fois liée aux produits et géographique). C'est-à-dire que, selon les CE, l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* permet d'adapter au cas par cas les critères appropriés pour tenir compte de l'évolution des prix sur le marché du produit et le marché géographique pertinent touché par le subventionnement. Pour les CE, c'est précisément parce que le produit similaire est défini de façon très étroite dans l'*Accord SMC* que les négociateurs ont choisi de l'omettre en tant qu'élément requis pour l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.

7.540 La Corée ne partage pas cet avis, faisant valoir que le produit similaire est un élément strictement requis pour l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix (comme il l'est explicitement pour la sous-cotation des prix), et reprochant aux CE de n'avoir pas tenu compte de cet élément requis. En particulier, la Corée fait valoir qu'en s'abstenant de définir un produit similaire ou de présenter des éléments de preuve à ce sujet, les CE ont omis l'un des éléments clés nécessaires de l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix et n'ont de ce fait pas établi *prima facie* l'existence d'un préjudice grave. La Corée fait valoir que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de préjudice grave formulée par les CE pour cette raison.

7.541 En ce qui concerne le texte en cause, la Corée fait valoir que la raison pour laquelle les mots "produit similaire" ne sont pas répétés dans la deuxième partie de l'article 6.3 c) (la partie qui traite de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix et des ventes perdues), alors que les mots "même marché" y sont répétés, est que la répétition des premiers serait "superflue" tandis que la répétition des seconds ne l'est pas. En d'autres termes, les marchés géographiques auxquels les alinéas de l'article 6.3 font référence varient d'un alinéa à l'autre tandis que l'expression "produit similaire" garde le même sens tout au long de l'article 6.3. La Corée fait ensuite valoir que si le concept de "produit similaire" ne s'appliquait pas en ce qui concerne l'empêchement de hausse de prix/la dépression des prix, cela signifierait qu'un "critère nouveau et non défini" avait été introduit par les négociateurs pour l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, mais sans libellé exprès à cet effet, thèse que la Corée ne juge pas crédible.

7.542 Pour la Corée, le concept de produit similaire est l'un des piliers de l'*Accord SMC* et de l'*Accord sur l'OMC* dans son ensemble. Ne pas l'appliquer exigerait, d'après la Corée, une série d'analyses séparées et distinctes du lien de causalité dans le cadre des différents alinéas de l'article 6.3, sur la base non seulement des différentes subventions alléguées mais aussi en ce qui concerne chaque élément de causalité (c'est-à-dire le produit similaire dans certains cas et "quelque chose d'autre de spécial" pour l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix).

[288] De fait, les CE font valoir en tant que point théorique, sans toutefois que cela serve de base à leur allégation, que les prix de tous les types de navires sont suffisamment interdépendants, du fait en particulier que la plupart des chantiers navals sont dans une large mesure capables de produire un vaste éventail de types différents de navires, pour qu'un changement du prix d'un type de navires quelconque se répercute sur les prix de *tous* les autres types de navires. Réponses des CE à la question n° 29 c) du Groupe spécial.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.543 L'argument de la Corée selon lequel le "produit similaire" est un élément requis pour l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix semble présupposer, en premier lieu, l'indication d'un "produit subventionné" auquel, selon la Corée, le produit faisant l'objet du différend doit être "similaire". En particulier, la question soulevée par l'argument de la Corée est de savoir si les effets défavorables pour les intérêts des CE sur le plan de l'empêchement de hausses de prix/ la dépression des prix doivent concerner un produit qui est "similaire" à un "produit subventionné" indiqué.

7.544 Nous notons que l'Accord contient une définition détaillée du "produit similaire", dans la note de bas de page 46 relative à l'article 15.1. Nous notons en outre que cette définition s'applique à l'*Accord SMC* dans son intégralité, comme l'indique l'expression introductive de la définition ("[d]ans le présent accord"):

> "Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entend d'un produit *identique*, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne soit pas semblable à tous égards, présente des *caractéristiques ressemblant étroitement* à celles du produit considéré." (pas d'italique dans l'original)

Ainsi, si le concept de produit similaire s'applique effectivement en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, il aurait le sens indiqué dans la note de bas de page 46.[289]

7.545 Nous commençons notre examen par le texte pertinent de l'*Accord SMC*, dont nous notons qu'il est quelque peu ambigu quant à l'applicabilité du "produit similaire" dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. En particulier, dans l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, qui couvre la sous-cotation des prix, l'empêchement de hausses de prix, la dépression des prix et les ventes perdues, l'expression "produit similaire" apparaît explicitement *uniquement* en liaison avec la sous-cotation des prix. Nous rappelons que la disposition dans son intégralité dispose ce qui suit:

---

[289] Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, pour interpréter l'expression "produit similaire" dans les allégations de préjudice grave soumises à son examen (qui ne comprenaient pas l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix), a constaté que la définition figurant dans la note de bas de page 46, y compris l'expression "caractéristiques ressemblant étroitement", était très étroite et se fondait principalement sur les caractéristiques physiques du produit. Le Groupe spécial a ensuite mené une analyse détaillée des caractéristiques physiques des modèles de voitures particuliers sur le segment du marché qu'il examinait comme constituant la catégorie possible de "produits similaires". En se fondant sur cette approche, il a exclu en tant que "produit similaire" une voiture plus grande et plus puissante sur un segment du marché voisin de celui de la voiture subventionnée. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a reconnu qu'il ne serait pas possible de limiter le produit similaire à des voitures strictement identiques, mais a aussi reconnu qu'il serait dénué de sens et non conforme à la définition figurant dans la note de bas de page 46 de l'Accord SMC, de définir le produit similaire comme étant "toutes les voitures de tourisme". Au lieu de cela, il a considéré que le produit similaire était le segment du marché, tel qu'il avait été défini par une société d'analyse commerciale renommée à laquelle il était souvent fait appel, dans lequel la voiture nationale indonésienne subventionnée était classée. Les segments du marché indiqués par la société d'analyse commerciale, quoique englobant sans aucun doute des voitures non identiques, étaient néanmoins très étroitement définis, sur le plan de la taille et d'autres caractéristiques physiques de base, ainsi que d'autres indicateurs, tels que le prix et les perceptions des consommateurs, que le Groupe spécial considérait comme principalement fondées sur les caractéristiques physiques. La similitude physique des voitures à l'intérieur du segment considéré comme pertinent par le Groupe spécial, et la dissimilitude entre ces voitures et les voitures des autres segments, ont été examinées et confirmées par le Groupe spécial après analyse plus approfondie d'un certain nombre de caractéristiques *physiques* clés.

> "la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable".

7.546 Ainsi, l'article 6.3 c) fait référence à "une sous-cotation notable du prix" du produit subventionné par rapport à un "*produit similaire*" d'un autre Membre sur le même marché. Par contre, la disposition fait ensuite référence à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix et les ventes perdues, répétant l'expression "sur le même marché", mais sans mentionner le "produit similaire". La question est donc de savoir si l'absence de référence au "produit similaire" dans le contexte spécifique de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix signifie que le produit similaire n'est *pas* un élément requis pour l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. La réponse à cette question semblerait avoir certaines incidences pour l'analyse qui doit être réalisée.

7.547 Pour évaluer la question juridique de l'applicabilité du produit similaire en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, nous notons tout d'abord l'absence à l'article 6.3 c) d'une référence explicite au produit similaire en liaison avec l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Ainsi, le texte tel qu'il est libellé n'impose pas explicitement de prescription en matière de produit similaire. La question qui se pose à nous est manifestement de savoir si ce texte contient néanmoins une référence implicite au produit similaire, comme le fait valoir la Corée, ou si l'absence de référence explicite signifie que le produit similaire n'est pas un élément requis pour l'analyse.

7.548 En ce qui concerne le texte, nous jugeons important le fait que l'expression "le même marché" est utilisée deux fois à l'article 6.3 c), y compris en liaison avec l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, tandis que l'expression "produit similaire" n'apparaît qu'une fois, et pas en liaison avec l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Selon nous, la répétition de l'expression "même marché" donne fortement à penser que le texte répéterait aussi l'expression "produit similaire" si cette expression était censée s'appliquer dans ce contexte.

7.549 En ce qui concerne le contexte pertinent, le contexte immédiat se compose des autres alinéas de l'article 6.3, qui tous précisent spécifiquement de façon impérative les produits particuliers qui sont visés. L'article 6.3 a) et 6.3 b) fait référence au "produit similaire" et l'article 6.3 d) mentionne "un produit primaire ou un produit de base ... particulier". Nous considérons ces références à un produit, défini de manière différente, partout ailleurs dans l'article 6.3 comme un élément contextuel à l'appui de la thèse selon laquelle le produit similaire n'est pas un élément juridiquement requis en ce qui concerne l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. En d'autres termes, nous inférons du texte que dans les cas où il était prévu qu'un concept en matière de produits visés s'applique, cela était dit explicitement. À cet égard, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Corée selon lequel il aurait été redondant de répéter la référence à un "produit similaire" à l'article 6.3 c) alors que la répétition existante de l'expression "le même marché" n'est pas redondante. S'il est vrai, comme le fait valoir la Corée, que les "marchés" mentionnés ailleurs à l'article 6.3 varient d'un alinéa à l'autre ("marché du Membre qui accorde la subvention", "marché d'un pays tiers", "marché mondial"), ce n'est manifestement pas le cas *à l'intérieur* de l'article 6.3 c), qui mentionne deux fois "le même marché". Quel que soit le sens de l'expression "le même marché", ce sens doit être le même aux deux endroits.

7.550 La Corée désigne l'article 15 de l'*Accord SMC*, qui a trait aux mesures compensatoires, comme contexte pertinent étayant l'applicabilité du "produit similaire" en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Si le passage pertinent de l'article 15.2 est libellé d'une manière très semblable à l'article 6.3 c), nous ne considérons pas que cela soit en soi déterminant pour la question. Premièrement, une mesure compensatoire et le préjudice grave

concernent des situations qui sont très différentes: un dommage important causé à une branche de production nationale particulière produisant un "produit similaire" particulier, d'une part, et des effets défavorables sous forme de préjudice grave pour les "intérêts" d'un Membre, d'autre part. En outre, contrairement à l'article 6.3 c), l'article 15 indique de manière *explicite* que, dans le contexte des mesures compensatoires, l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix visé doit concerner le "produit similaire".[290]

7.551 Nous jugeons aussi pertinent l'historique de la négociation de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*. Durant le Cycle d'Uruguay, le premier projet de texte de cette disposition établissait un lien entre la notion de sous-cotation des prix et les notions d'empêchement de hausses de prix, de dépression des prix et de ventes perdues, de la manière suivante:

> "il y a sous-cotation importante du prix des produits subventionnés par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre signataire sur le même marché, ce qui a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes;"[291]

En d'autres termes, d'après cette première version du texte, une constatation de l'existence d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix ne pouvait résulter que d'une sous-cotation importante du prix des produits subventionnés par rapport au prix du produit similaire. Si ce libellé avait été retenu, le lien de causalité entre la sous-cotation du prix d'un produit similaire et l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix en résultant aurait signifié que l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix auraient aussi dû concerner le produit similaire.

7.552 Toutefois, le libellé original cité ci-dessus n'a pas été retenu dans le texte final et le changement important incorporé dans ce texte final est que l'empêchement de hausses de prix, la dépression des prix et les ventes perdues, qui étaient auparavant des conséquences "en aval" de la sous-cotation des prix, sont devenues des fondements distincts, indépendants, d'un préjudice grave. À cet égard, nous estimons particulièrement important le fait que lorsque ces notions ont été dissociées, l'expression "le même marché", qui n'apparaissait qu'une fois dans la version originale, après la sous-cotation du prix, a été répétée de manière à l'introduire aussi explicitement en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix, la dépression des prix et les ventes perdues dans la version finale. Aucun changement de ce type n'a été apporté en ce qui concerne l'expression "produit similaire", qui, aussi bien dans la version originale que dans la version finale de la disposition, n'apparaît qu'une fois, dans le contexte spécifique de la sous-cotation du prix.

7.553 Sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons que le "produit similaire" tel qu'il est défini dans la note de bas de page 46 relative à l'article 15 de l'*Accord SMC* n'est pas un élément juridiquement requis pour des allégations d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix au titre de l'article 6.3 c).

7.554 Nous examinons maintenant les conséquences de cette conclusion pour le type d'analyse qui doit être menée dans des affaires concernant un empêchement de hausses de prix/une dépression des

---

[290] En particulier, l'article 15.1 prescrit un examen, entre autres choses, de "l'effet des importations subventionnées *sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur*", tandis que l'article 15.2 précise, en ce qui concerne l'effet des importations subventionnées sur les prix (c'est-à-dire l'analyse prescrite par l'article 15.1), que les autorités examineront *si les importations subventionnées ont pour effet* de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Si l'on rapproche ces deux dispositions, on constate que l'analyse semble donc consister à examiner si "les importations subventionnées" ont eu pour effet d'empêcher dans une mesure notable des hausses des prix du "produit similaire national" ou de déprimer ces prix dans une mesure notable.

[291] MTN/GNG/NG10/W/38.

prix. Nous rappelons ici que la Corée fait valoir que si le "produit similaire" n'était pas un élément requis, cela affaiblirait les disciplines en matière de subventions. Nous ne jugeons pas cet argument convaincant pour les raisons qui suivent.

7.555 En particulier, nous examinons tout d'abord ce que serait le rôle du concept de "produit similaire", s'il était applicable, dans une analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Nous notons ici que le "produit similaire", tel qu'il a été évoqué dans les divers alinéas de l'article 6.3, est le produit d'un Membre plaignant qui est "similaire" au produit subventionné. En d'autres termes, le concept de "produit similaire" présuppose qu'un "produit subventionné" a été indiqué. En outre, lorsque le "produit similaire" est évoqué à l'article 6.3, c'est dans le contexte d'une comparaison à faire entre le produit subventionné, d'une part, et le produit similaire, d'autre part. Ainsi, au titre de la première partie de l'alinéa c) de l'article 6.3 (sous-cotation du prix), la question qui se pose est de savoir si la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix du produit similaire du Membre plaignant. De même, au titre des alinéas a) et b), la question qui se pose est de savoir si la subvention a pour effet de détourner ou d'entraver les importations ou les exportations du produit similaire du Membre plaignant. Pour déterminer s'il y a détournement ou entrave, une analyse et une comparaison des niveaux et des tendances relatifs du volume et de la part de marché du produit subventionné et du produit similaire du Membre plaignant doivent à leur tour être faites.[292]

7.556 Par conséquent, si le concept de "produit similaire" s'appliquait en ce qui concerne l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, cela semblerait laisser entendre qu'il serait nécessaire d'indiquer et de définir, en premier lieu, un "produit subventionné", car ce n'est qu'à ce moment-là que le produit qui est "similaire" au produit subventionné pourrait être indiqué. À son tour, dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, la raison logique d'indiquer un produit qui est "similaire" au "produit subventionné" semblerait être que les niveaux et les tendances de leurs prix respectifs pourraient être comparés. C'est-à-dire que si le concept de produit similaire s'appliquait, son principal objectif analytique serait, semble-t-il, d'assurer une telle comparaison entre les prix dans tous les cas.

7.557 La principale conséquence de notre conclusion selon laquelle le concept de "produit similaire" ne s'applique pas en ce qui concerne l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix semblerait ainsi être qu'une telle comparaison structurée entre les prix ne serait pas *requise* conformément à l'*Accord SMC*. En d'autres termes, étant donné que le texte pertinent dit que "la subvention ... a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ... dans une mesure notable", la question analytique fondamentale serait de savoir comment démontrer un tel lien de causalité entre la ou les subventions en question, d'une part, et les variations des prix du produit qui intéresse le Membre plaignant sur le marché pertinent, d'autre part. À notre avis, cela signifie que l'analyse serait largement axée sur les niveaux et les tendances du prix du produit en question, dans son ensemble, sur le marché pertinent (c'est-à-dire "le même marché"), dans son ensemble, et les diverses raisons les sous-tendant. S'agissant du présent différend, cela signifie que nous ne sommes pas tenus de fonder notre évaluation de l'allégation d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix formulée par les CE sur une comparaison produit par produit des niveaux et des tendances des prix des produits coréens subventionnés indiqués et des produits similaires correspondants des chantiers navals des CE.[293]

---

[292] L'article 6.4 de l'Accord SMC donne des indications quant à la manière de procéder à cette analyse comparative.

[293] Nous rappelons ici que la Corée considère que les CE n'ont pas le droit d'avancer des arguments selon lesquels les prix coréens sont inférieurs à ceux des CE pour des navires particuliers car, de l'avis de la Corée, ces arguments constituent en fait un retour à l'allégation de sous-cotation des prix, que les CE ont abandonnée.

7.558 Nous devons souligner, toutefois, que cela ne signifie pas que les considérations liées au produit soient dénuées de pertinence pour notre analyse. Au contraire, nous considérons que le produit est une partie nécessaire et en fait incontournable d'une analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Pour parler simplement, un prix doit toujours se rapporter à une chose particulière, que la partie plaignante doit indiquer. Nous rappelons ici que les CE ont allégué que les subventions accordées aux chantiers navals coréens avaient eu pour effet d'empêcher des hausses de prix et de déprimer les prix de trois catégories spécifiées de navires présentant un intérêt pour les CE, et nous demandent de mener notre analyse concernant chacune de ces catégories séparément.

7.559 Pour ce qui est de la largeur ou de l'étroitesse de la description du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix, et de la relation entre les niveaux et les tendances des prix et la subvention en question, nous notons qu'évidemment, dans tout différend porté devant l'OMC, c'est toujours à la partie plaignante de déterminer la base et la nature de sa propre plainte. Ainsi, une partie plaignante est libre d'*alléguer* qu'une subvention donnée accordée par un autre Membre a causé un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix au détriment des intérêts du plaignant. Les prix en question devront bien sûr être indiqués comme étant les prix d'un ou de plusieurs produits en particulier, présentant un intérêt pour le plaignant, sur un marché spécifié. Il incombera ensuite au plaignant de démontrer l'existence d'un lien de causalité entre la subvention et les effets particuliers qu'il allègue sur les prix (c'est-à-dire en ce qui concerne le ou les produits particuliers, quelle qu'en soit la définition, présentant un intérêt pour lui).[294] En d'autres termes, nous estimons que la question du produit relève en dernière analyse de la démonstration de l'existence d'un lien de causalité, sur la base des faits qui peuvent être pertinents pour l'affaire considérée.

7.560 À cet égard, nous souhaiterions faire observer que la nature de la démonstration que le plaignant devra faire pour établir l'existence d'un lien de causalité dans n'importe quelle affaire donnée, et la difficulté de cette démonstration, dépendront d'un certain nombre de facteurs et des circonstances factuelles, y compris, mais pas seulement, la largeur de la description du produit visé par la plainte. Ces facteurs pourraient inclure, entre autres choses, la nature de la subvention, la manière dont la subvention fonctionne, la mesure dans laquelle la subvention est accordée en ce qui concerne un ou des produits particuliers, les conditions sur le marché, la distance théorique entre les activités du bénéficiaire de la subvention et les produits au sujet desquels il est allégué qu'il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix.[295] Quelle que soit la situation factuelle dans une affaire donnée, il incombera au plaignant de fournir des éléments de preuve factuels spécifiques démontrant de manière affirmative l'existence du lien de causalité allégué, et la difficulté afférente à cette charge et les manières de s'en acquitter peuvent beaucoup varier d'une affaire à l'autre.[296] Dans

[294] Étant donné qu'à notre avis, le produit est un élément faisant partie inhérente du prix, nous n'estimons pas nécessaire d'interpréter l'expression "le même marché" dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix comme combinant à la fois un élément géographique et un élément lié au produit, ainsi que le font valoir les CE.

[295] Évidemment, des facteurs de ce type seraient vraisemblablement pertinents dans tous les types d'affaires concernant un préjudice grave.

[296] Par exemple, dans une affaire concernant un empêchement notable allégué de hausses de prix ou une dépression notable alléguée des prix pour un type donné de produit étroitement défini, dus à un subventionnement accordé spécifiquement pour un produit physiquement identique produit par un autre Membre, les questions liées à la définition du produit n'auraient vraisemblablement qu'une importance mineure, si tant est qu'elles en aient une, s'agissant des éléments de preuve nécessaires pour démontrer l'existence d'un lien de causalité. La situation serait vraisemblablement tout à fait différente dans le cas où la subvention alléguée concernerait un intrant, alors que l'empêchement notable de hausses de prix ou la dépression notable des prix seraient allégués en ce qui concerne un produit d'aval du plaignant, ou dans le cas où il serait allégué qu'une subvention accordée pour un produit cause un empêchement notable de hausses de prix ou une dépression notable des prix en ce qui concerne un produit totalement sans rapport. Il est évident que, dans ces

tous les cas, si le plaignant ne s'acquitte pas de cette charge de la preuve, son allégation de préjudice grave sera sans fondement. Nous notons que nous sommes saisis dans la présente affaire de questions liées à la définition du produit en tant qu'elles se rapportent au lien de causalité et ces questions sont traitées dans notre analyse figurant dans la section VII.D.12 et 13, *infra*.

8. "Le même marché" peut-il être le marché mondial?

7.561 L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* dispose que l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix doivent avoir lieu sur le "même marché". Les parties ont des avis divergents quant au champ du marché géographique sur lequel un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix peuvent être constatés et, en particulier, sur le point de savoir si l'expression "le même marché" peut désigner le marché mondial dans son ensemble.

a) Arguments des parties

7.562 En ce qui concerne le champ possible du "marché" géographique pertinent, les CE font valoir que rien dans l'article 6.3 c) n'empêcherait de définir le marché "mondial" comme étant le "même marché" aux fins d'une analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. À cet égard, les CE citent la déclaration que nous avons faite lorsque nous avons refusé de rendre une décision préliminaire à ce sujet, selon laquelle "le même marché" est "un marché où les producteurs de navires de commerce de la Corée et des Communautés européennes se font concurrence et où les effets défavorables allégués des subventions sur les prix ou les ventes devront être démontrés". Les CE font valoir en particulier que contrairement à l'article 6.3 a) et 6.3 b), qui renvoie explicitement aux marchés nationaux uniquement, l'article 6.3 c) ne définit pas le champ géographique du "même marché". Les CE notent aussi qu'il existe un précédent permettant une constatation fondée sur un marché mondial, à savoir le différend *CE – Exportations de sucre (Brésil)* porté devant le GATT, dans le cadre duquel le Groupe spécial a constaté l'existence d'un préjudice grave fondé sur un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix sur le marché *mondial*.[297]

7.563 Dans sa demande de décisions préliminaires, la Corée a contesté l'idée que "le même marché" puisse être le marché mondial et a depuis réitéré cette objection. Elle fait valoir que "le même marché" peut désigner seulement un marché national et non le marché mondial. Elle se réfère à l'article 6.3 d), qui mentionne effectivement le "marché mondial", comme étant, par inférence négative, un élément contextuel à l'appui de cet argument (c'est-à-dire que les négociateurs auraient explicitement mentionné le marché mondial à l'article 6.3 c), comme ils l'ont fait à l'article 6.3 d), s'ils avaient voulu qu'il puisse être utilisé à cet endroit comme le marché de référence). La Corée fait en outre valoir, à titre de contexte, que lorsque le mot "marché" est utilisé à l'article 6.3 a) et 6.3 b), il s'agit d'un marché national, et qu'il n'y a aucune raison d'interpréter différemment le même mot, "marché", à l'article 6.3 c). D'après la Corée, les expressions "du Membre qui accorde la subvention" à l'article 6.3 a) et "un pays tiers" à l'article 6.3 b) ne servent qu'à indiquer de "quel" marché national il s'agit. Pour la Corée, le mot "marché" lui-même signifie "marché national". Les États-Unis s'accordent avec la Corée sur ce point et contestent l'hypothèse de base des CE, faisant valoir que quel que soit le produit en cause, un acheteur a toujours la possibilité de l'importer d'un certain nombre de pays mais que cela ne change pas le champ du marché où la vente a lieu.

---

deux derniers cas, les questions de définition du produit créeraient un obstacle important, sinon insurmontable, s'agissant des éléments de preuve relatifs au lien de causalité.

[297] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 350, *citant* le rapport du Groupe spécial *CE – Exportations de sucre (Brésil)*, paragraphes 4.28 et 4.29.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.564 Nous notons en premier lieu que l'article 6.3 c) n'impose aucune limitation géographique au concept du "même marché". Nous ne trouvons aucune base dans le texte permettant d'interpréter ce mot comme renvoyant exclusivement aux "marchés nationaux". Nous ne sommes pas non plus convaincus que les références explicites à des marchés nationaux particuliers à l'article 6.3 a) et 6.3 b) et la référence explicite au "marché mondial" à l'article 6.3 d) signifient, par déduction, que l'expression "le même marché" figurant à l'article 6.3 c) puisse uniquement désigner un marché national. De fait, chacune de ces autres dispositions désigne un "marché" particulier qui est pertinent pour elle, qu'il s'agisse d'un marché national ou du marché mondial. Par contre, nous constatons que l'absence de tout qualificatif géographique concernant "le même marché" indique que l'article 6.3 c) laisse la possibilité de définir "le même marché" largement ou étroitement selon les faits de la cause. C'est-à-dire que nous considérons l'absence de termes qualifiant l'expression "le même marché" à l'article 6.3 c) comme ouvrant (au moins) toutes les possibilités mentionnées dans les autres alinéas de l'article 6.3 (les marchés nationaux du Membre qui accorde la subvention, du Membre plaignant ou d'un pays tiers et le marché mondial), ce qui permet de définir le marché particulier en fonction des caractéristiques propres à chaque affaire.[298] Étant donné les références très spécifiques et soigneusement libellées à des marchés géographiques particuliers dans les autres alinéas de l'article 6.3, nous n'estimons pas plausible que l'absence d'une telle référence à l'article 6.3 c) résulte d'une inattention des rédacteurs ou ait été censée donner à entendre que le marché en question ne pouvait être qu'un marché national.

7.565 Notre avis est compatible avec l'approche adoptée dans les deux différends sur le *sucre* portés devant le GATT[299] et dans le différend *États-Unis – Coton upland*, dans chacun desquels un préjudice grave a été constaté sur la base d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix sur le marché mondial.

7.566 Pour résumer, nous réaffirmons ce que nous avons dit dans notre décision du 19 septembre 2003 concernant certaines demandes de décisions préliminaires, à savoir que, quelle que soit la définition retenue, pour être "le même marché", le marché en question doit être un marché où les CE et la Corée se font concurrence pour la vente de navires de commerce de types particuliers (paragraphe 32). À cet égard, il semblerait que les CE aient d'abord à justifier la délimitation du champ géographique à l'intérieur duquel elles allèguent que les branches de production communautaire et coréenne se font concurrence en ce qui concerne chacun des trois types de navires de commerce, plutôt qu'à prouver nécessairement, en général, que le marché global des navires de commerce est un marché mondial. Les renseignements factuels et les arguments des parties présentés sur ce point sont examinés à la section VII.D.12, *infra*.

9. "Notable"

a) Arguments des parties

7.567 Le texte de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* mentionne un préjudice grave fondé sur un empêchement "notable" des hausses de prix/une dépression "notable" des prix. Spécifiquement, l'article 6.3 c) dispose qu'un préjudice grave peut apparaître lorsque la subvention a pour effet, entre autres choses, d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure "notable". Les opinions des parties diffèrent quant à la manière dont ce terme devrait être interprété.

[298] Nous souhaitons souligner que nous n'avons pas à exprimer d'avis ici sur la possibilité que soient définis des marchés géographiques d'un champ différent, par exemple des marchés régionaux comprenant plus d'un marché national, et que nous ne le faisons pas.

[299] *CE - Exportations de sucre (Brésil)*, paragraphe V.f) et *CE - Exportations de sucre (Australie)*, paragraphe 4.9.

7.568 Les CE font valoir que le terme "notable" dans l'expression "empêcher des hausses de prix ou déprimer les prix dans une mesure notable" signifie que "les plaignants doivent uniquement montrer que l'effet sur les prix est suffisamment important pour affecter de façon tangible les fournisseurs qui font concurrence aux producteurs des produits subventionnés". En formulant cet argument, les CE se fondent explicitement sur l'analyse qu'a donnée de ce terme le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*. En outre, les CE font valoir que cette interprétation est compatible avec l'objet et le but de la Partie III de l'*Accord SMC*, en ce sens que le degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix doit être "important" ou "lourd de conséquence" pour être capable de "porter gravement préjudice" aux intérêts d'un autre Membre.

7.569 La Corée rejette l'argument des CE concernant le sens du mot "notable" figurant à l'article 6.3 c). Pour la Corée, il doit d'abord y avoir une évaluation des niveaux des prix des produits similaires, c'est-à-dire une mesure des tendances des prix pour des types de navires "similaires" spécifiques, puis une détermination du point de savoir si tout empêchement de hausses de prix ou toute dépression des prix qui peut exister est "notable". De l'avis de la Corée, le caractère notable doit être évalué au cas par cas, compte tenu des caractéristiques spécifiques des produits et du marché considérés. La Corée estime que le critère à appliquer dans cette évaluation au cas par cas doit être "strict et élevé", car une constatation de l'existence d'un préjudice grave a trait à l'effet d'un empêchement de hausses de prix et d'une dépression des prix sur le secteur de la construction navale des CE ainsi que sur "les intérêts des CE en général". En outre, la Corée fait valoir que comme une constatation de l'existence d'un préjudice grave peut être fondée sur un facteur unique (empêchement de hausses de prix/dépression des prix), par opposition aux facteurs multiples (c'est-à-dire les indicateurs de l'existence d'un dommage, tels que la production, l'emploi, etc.) qui interviennent dans une analyse concernant le dommage (l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix n'étant, selon la Corée, que l'un de ces facteurs), il doit y avoir un degré plus élevé d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix pour une constatation de l'existence d'un préjudice grave que ce qui serait requis pour une constatation de l'existence d'un dommage. Autrement, d'après la Corée, il serait plus facile de prouver l'existence d'un préjudice grave que d'un dommage.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.570 Nous notons que l'Accord ne fournit aucune indication sur le sens du mot "notable" dans le contexte de l'article 6.3 c) et nous notons en outre qu'aucune autre disposition de l'article 6 ne contient ce terme. Le sens ordinaire du mot "notable" nous semble relativement simple, c'est-à-dire que quelque chose qui est "notable" est important ou lourd de conséquence.[300] Un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix qui est "notable" serait donc "important" ou "lourd de conséquence". En d'autres termes, un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix qui n'est pas important ou qui n'est pas lourd de conséquence ne serait pas "notable" au sens de l'article 6.3 c).

7.571 De précédents groupes spéciaux qui ont examiné cette question ont adopté une approche semblable. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* (qui était saisi d'une allégation de sous-cotation des prix et non d'une allégation d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix) a constaté que "l'inclusion de ce qualificatif dans l'article 6.3 c) avait vraisemblablement pour objet de faire en sorte que des marges de sous-cotation trop modestes pour pouvoir affecter de façon tangible les fournisseurs ... ne soient pas considérées comme donnant lieu à un préjudice grave".[301] Ainsi, le Groupe spécial a interprété le mot "notable" comme un concept *de minimis* visant à écarter les effets sur les prix très modestes, sans importance, qui pourraient être causés par des subventions

[300] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), définit le mot "substantial" (notable) comme signifiant "important, notable; consequential" (important, digne d'être noté; lourd de conséquence).

[301] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.254.

mais qui n'auraient aucune incidence réelle sur le marché. Le Groupe spécial *États-Unis - Coton upland*, lorsqu'il a examiné l'allégation d'empêchement de hausses de prix dont il était saisi, a noté de même que le libellé de l'Accord indiquait clairement que c'était l'empêchement de hausses de prix lui-même qui devait être "notable", auquel cas il était utile d'examiner le degré d'empêchement de hausses de prix dans le contexte des prix qui avaient été affectés.[302] Ainsi, l'approche adoptée par le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland* était globalement compatible avec celle qu'avait adoptée le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*. Nous l'approuvons et estimons que seul un empêchement de hausses des prix ou une dépression des prix ayant une *ampleur* ou un degré suffisants, dans le contexte du produit particulier en cause, pour pouvoir affecter de manière tangible les fournisseurs, devrait être constaté comme étant "notable" au sens de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

10. "Un préjudice grave *peut* apparaître"

a) Arguments des parties

7.572 La Corée fait valoir, en se fondant sur le mot "peut" figurant dans le texte introductif de l'article 6.3, qu'une analyse en deux temps est nécessaire pour établir l'existence d'un préjudice grave, c'est-à-dire que les situations énumérées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 sont des conditions préalables nécessaires pour constater l'existence d'un préjudice grave mais qu'elles ne constituent pas en elles-mêmes un préjudice grave. La Corée soutient que le préjudice grave est un concept séparé, distinct, qui doit être le *résultat* des situations visées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3.

7.573 Quant à la nature du "préjudice grave", la Corée fait valoir que celui-ci est semblable à un "dommage important" mais plus fort que ce dernier. Pour démontrer l'existence d'un préjudice grave, les CE doivent par conséquent démontrer l'existence des éléments énoncés aux articles 11 à 15 de l'*Accord SMC*, c'est-à-dire qu'elles doivent mener une analyse concernant le dommage pour la branche de production communautaire du type de celle qui est requise pour une enquête en matière de droits compensateurs mais avec un critère de tort plus élevé que le "dommage important", à savoir une dégradation générale notable du secteur de la construction navale des CE (c'est-à-dire le même critère que pour une mesure de sauvegarde).[303] La Corée fait en outre valoir que, comme le préjudice grave est causé "aux intérêts d'un autre Membre", les CE doivent aussi montrer que la survie économique du secteur de la construction navale est "vitale" pour leurs intérêts généraux.

7.574 En revanche, les CE font valoir que l'article 6 énonce un régime autonome définissant la notion de préjudice grave, dans lequel l'article 6.1 établissait une présomption (désormais venue à expiration) de l'existence d'un préjudice grave dans certaines situations, l'article 6.7 exclut l'existence d'un préjudice grave dans certaines situations et l'article 6.3 *permet* une constatation de l'existence d'un préjudice grave dans les cas où l'un ou plusieurs des alinéas a) à d) s'appliquent. En d'autres termes, pour les CE, le terme "peut" connote une permission. Les CE mettent aussi l'accent sur la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c), qui indique que l'expression "préjudice grave" a le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994, et font observer que les constatations de l'existence d'un préjudice grave formulées par les groupes spéciaux *Sucre* et *Indonésie – Automobiles* se fondaient uniquement sur la dépression des prix et la sous-cotation du

[302] *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1328.

[303] Cet argument est étroitement lié à l'argument de la Corée concernant le lien de causalité. Dans ce contexte, la Corée fait valoir ce qui suit:

> "il est possible de considérer aussi bien le critère de causalité que le critère de dommage aux fins des enquêtes en matière de droits compensateurs comme des critères moins stricts englobés dans les critères des articles 5 et 6. Ainsi, apporter la preuve de l'existence des éléments constitutifs du dommage et du lien de causalité au sens de la Partie V pourrait être considéré comme des éléments nécessaires, mais pas suffisants pour démontrer l'existence d'un préjudice grave au sens des articles 5 et 6". (Réponse de la Corée à la question n° 90 du Groupe spécial)

prix, respectivement. Ainsi, pour les CE, les situations visées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 constituent en elles-mêmes un préjudice grave.[304]

7.575 Parmi les tierces parties, les États-Unis, tout en convenant avec la Corée que l'existence d'un préjudice grave est une prescription distincte à laquelle il doit être satisfait (et invoquant, comme la Corée, le mot "peut" pour étayer cet avis), n'estiment pas, contrairement à la Corée, que les dispositions des articles 11 à 15 de l'*Accord SMC* sont pertinentes en ce qui concerne le préjudice grave. Pour les États-Unis, les prescriptions pertinentes sont celles qui figurent aux articles 5 et 6. Les États-Unis font valoir que le mot "peut" a pour rôle de faire en sorte que l'existence d'un préjudice grave ne soit pas automatiquement constatée dans tous les cas où un subventionnement donne lieu à des effets sur le marché, aussi minimes soient-ils.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.576 Nous considérons que la question fondamentale que soulève cet aspect de l'argument de la Corée est de savoir si, pour démontrer l'existence d'un préjudice grave, l'*Accord SMC* exige des éléments additionnels outre ceux qui sont énoncés à l'article 6, tels qu'un dommage à la branche de production nationale et/ou l'importance de cette branche de production pour les intérêts généraux de la partie plaignante. À cet égard, nous ne voyons aucun élément textuel ni contextuel étayant l'argument de la Corée selon lequel une constatation de l'existence d'un préjudice grave nécessite que soit établie l'existence de quelque chose comme un "dommage grave" à la branche de production nationale du Membre plaignant, ou l'importance relative de la branche de production pour ce Membre, et nous notons que la Corée n'en propose aucun. En fait, toute l'argumentation de la Corée en ce sens est fondée sur l'hypothèse que le mot "grave" connote quelque chose de plus fort que le mot "important", qu'un dommage important correspond à un critère moins strict qu'englobent les critères des articles 5 et 6 et qu'un préjudice"grave" ne peut pas être plus facile à prouver qu'un dommage "important". À titre préliminaire, étant donné que le mot "important" n'apparaît pas dans les dispositions relatives au préjudice grave de *l'Accord SMC*, nous ne voyons pas en quoi il est pertinent de juxtaposer les termes comme le fait la Corée. Nous ne pensons pas non plus que l'absence de prescription imposant une analyse du type de celle qui concerne le dommage dans le contexte des allégations de préjudice grave ferait qu'il serait nécessairement plus facile de prouver l'existence d'un préjudice grave que d'un dommage important. Nous considérons plutôt qu'il s'agit là de deux concepts distincts.

7.577 Nous rappelons que l'article 5 de l'*Accord SMC*, disposition générale de l'*Accord SMC* qui couvre toutes les formes d'"effets défavorables" aux fins des disciplines multilatérales sur les subventions de la Partie III de l'Accord, distingue clairement la notion de "dommage à une branche de production nationale d'un autre Membre", figurant à l'article 5 a), de celle de "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre", figurant à l'article 5 c). Étant donné cette différenciation explicite dans cette seule disposition de l'*Accord SMC* entre "un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre", d'une part, et "un dommage à une branche de production nationale d'un autre Membre", d'autre part, nous ne pensons pas que le premier soit simplement une forme plus forte du second. Si le préjudice grave avait été censé désigner ou englober un dommage à une branche de production particulière ou exiger que l'existence d'un dommage de ce type soit démontrée, une telle distinction aurait été inutile et, en outre, les négociateurs l'auraient indiqué explicitement, comme ils l'ont fait dans le contexte des mesures compensatoires.[305] Nous ne sommes pas non plus convaincus que l'expression "dommage grave" dans l'Accord sur les sauvegardes éclaire le sens de l'expression "préjudice grave" dans l'*Accord SMC*. Si l'adjectif "grave" apparaît aux deux endroits, il s'agit de deux accords distincts qui

[304] Voir la réponse des CE à la question n° 101 du Groupe spécial.

[305] Par exemple, à l'article 11.2 de l'Accord SMC, qui dispose que les demandes doivent comprendre des renseignements sur les "facteurs pertinents qui influent sur la situation de [la] branche [de production nationale], tels que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 2 et 4 de l'article 15".

ne contiennent aucun renvoi l'un à l'autre. Nous ne voyons aucune base qui permette de les assimiler comme le suggère la Corée.

7.578 En résumé, nous considérons qu'un préjudice grave est un concept complètement différent de celui du dommage. Plutôt que d'avoir trait à la situation d'une branche de production nationale particulière sur le territoire d'un Membre (l'objet de l'analyse concernant le dommage), le préjudice grave, à notre avis, a trait en premier lieu aux effets négatifs causés aux *intérêts commerciaux* d'un Membre en ce qui concerne un produit par le subventionnement d'un autre Membre. L'article 6.3 le démontre en prévoyant que les "effets défavorables" reconnus des subventions sur ces intérêts comprennent, dans le contexte d'un préjudice grave, une diminution du volume des importations ou des exportations ou de la part de marché en ce qui concerne un produit donné (détournement ou entrave, plus qu'une part équitable) et des effets défavorables sur les prix (supposant une perte des recettes/revenus commerciaux liés au produit) ou une combinaison de ces effets, sur des marchés diversement définis.

7.579 Bien sûr, les effets négatifs de ce type sur les intérêts commerciaux d'un Membre en ce qui concerne un produit auraient aussi tendance à se répercuter sur les résultats de la branche de production nationale produisant ce produit. À cet égard, nous ne voulons pas donner à entendre que les effets particuliers sur une branche de production donnée (par exemple l'emploi, la rentabilité, etc.) ne pourraient pas être examinés dans le contexte du préjudice grave.[306] En effet, il est probable que des situations telles que celles qui sont visées à l'article 6 de l'*Accord SMC* pourraient se manifester par une incidence sur la situation de la branche de production en question, ce qui pourrait constituer des renseignements pertinents dans une affaire donnée. À cet égard, nous notons que dans le présent différend, les CE ont présenté certains renseignements concernant la situation de son secteur de la construction navale. Ce que nous voulons plutôt dire, c'est que nous ne pensons pas que l'établissement de l'existence de quelque chose de semblable à un dommage grave, au sens de l'Accord sur les sauvegardes, pour la branche de production produisant le produit en question soit un élément *requis* pour une constatation de l'existence d'un préjudice grave.

7.580 Nous trouvons des éléments étayant unanimement et largement cette opinion dans le texte des dispositions pertinentes de l'*Accord SMC*, dans de précédentes procédures de règlement de différends concernant un préjudice grave et dans l'historique des négociations pertinent.

i) Le texte

7.581 En premier lieu, nous notons le renvoi explicite à l'article 5 c) dans le texte introductif de l'article 6.3: "Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5." Le libellé même de ce renvoi donne fortement à penser que les situations énumérées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 *sont* un préjudice grave "au sens du paragraphe c) de l'article 5".

7.582 Deuxièmement, en ce qui concerne l'article 6.3, qui est la disposition spécifique en cause, si le mot "peut" n'apparaissait pas dans le texte introductif de cette disposition, la conséquence en serait qu'un préjudice grave découlerait inévitablement de tout effet sur les prix ou le volume énoncé aux alinéas a) à d) de l'article 6.3, sans qu'il soit nécessaire d'approfondir la question. Cela étant, nous considérons que le mot "peut" dans le texte introductif est un renvoi général aux autres prescriptions spécifiques énoncées ailleurs dans l'article 6 pour l'établissement de l'existence d'un préjudice grave sur la base des effets sur les prix et/ou sur le volume mentionnés aux alinéas a) à d) de l'article 6.3. En particulier, l'article 6.4 établit des prescriptions positives spécifiques à respecter pour que l'existence d'un détournement d'exportations ou d'une entrave à des exportations puisse être constatée, tandis que l'article 6.7 indique les situations particulières dans lesquelles "*il n'y aura pas*

[306] Nous faisons observer que le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland* (au paragraphe 7.1392 et dans la note de bas de page 1493) a adopté un point de vue semblable.

détournement ni entrave causant un préjudice grave". (pas d'italique dans l'original) L'article 6.5 établit les règles méthodologiques relatives à la sous-cotation du prix qui doivent être respectées avant que toute constatation de l'existence d'un préjudice grave fondé sur une sous-cotation du prix puisse être formulée. De même, nous considérons que le mot "peut" est un renvoi au mot "notable" figurant à l'article 6.3 c), ayant pour effet d'exclure des constatations de l'existence d'un préjudice grave dans les cas où l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix résultant d'une subvention n'est pas important ni lourd de conséquence.

7.583 Une autre disposition qui à notre avis éclaire la nature du "préjudice grave" est l'article 6.2, qui établit la base permettant de réfuter la présomption de préjudice grave, maintenant venue à expiration, figurant à l'article 6.1. En particulier, l'article 6.1 indiquait quatre cas de subventionnement qui étaient "réputés" ou présumés donner lieu à un préjudice grave.[307] En fait, cette disposition faisait passer du plaignant à la partie accordant la subvention la charge de la preuve concernant le point de savoir si les subventions en question causaient un préjudice grave. Les quatre cas qui donnaient lieu à cette présomption étaient les suivants: subventionnement d'un produit dépassant 5 pour cent *ad valorem*; subventions destinées à couvrir les pertes d'exploitation d'une branche de production; subvention destinée à couvrir les pertes d'exploitation d'une entreprise particulière, sauf certaines exceptions; et annulation directe d'une dette. Ainsi, un plaignant aurait eu, en premier lieu, simplement à démontrer l'existence de l'un quelconque de ces types de subventionnement pour obtenir une présomption selon laquelle ses intérêts avaient subi un préjudice grave du fait de ce subventionnement. Toutefois, l'article 6.2 disposait que la partie accordant la subvention pouvait réfuter la présomption (en ce sens que "l'existence d'un préjudice grave ne sera pas constatée") en démontrant que la subvention en question n'avait entraîné *aucun* des effets énumérés à l'article 6.3 (détournement ou entrave, sous-cotation du prix, empêchement de hausses de prix/dépression des prix, ventes perdues). Nous considérons donc que l'article 6.2 définit par implication les cas énumérés à l'article 6.3 comme étant en eux-mêmes un préjudice grave.

7.584 Cette interprétation est aussi étayée par l'article 27.8, qui dispose qu'il ne pourra y avoir aucune présomption de l'existence d'un préjudice grave au sens de l'article 6.1 en ce qui concerne des pays en développement Membres et qu'au lieu de cela, un tel préjudice grave devra avoir été démontré par "des éléments de preuve positifs, *conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 8 de l'article 6*". Le membre de phrase "conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 8 de l'article 6" renforce encore l'idée que ces dispositions indiquent tant les situations constituant un préjudice grave que les éléments de preuve pertinents pour établir l'existence d'un préjudice grave.

7.585 Les dispositions de l'*Accord SMC* régissant les renseignements factuels pertinents pour les différends concernant un préjudice grave (article 6.6 et Annexe V – "Procédures à suivre pour la collecte de renseignements concernant le préjudice grave") soulignent que c'est l'effet commercial, en tant que tel, causé à un Membre en ce qui concerne un produit, par le subventionnement accordé par un autre Membre, qui constitue l'essence du "préjudice grave". L'article 6.6 dispose que tout Membre sur le marché duquel il est allégué qu'un préjudice grave est apparu mettra à disposition "tous renseignements qui pourront être obtenus en ce qui concerne les *modifications des parts du marché* détenues par les parties au différend ainsi que les *prix des produits* en cause". (pas d'italique dans l'original) Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 5 de l'Annexe V précise que les renseignements à recueillir dans le cadre du processus prévu à l'Annexe V:

> "devraient comprendre, entre autres choses, des données concernant le montant de la subvention en question (et, dans les cas où cela sera approprié, la valeur des ventes totales des entreprises subventionnées), les prix du produit subventionné, les prix du produit non subventionné, les prix pratiqués par les autres fournisseurs du marché, les

[307] L'article 6.1 est venu à expiration le 31 décembre 1999 conformément à l'article 31 de l'*Accord SMC*.

> changements dans l'offre du produit subventionné sur le marché en question et les changements dans les parts du marché. Ils devraient aussi comprendre les éléments de preuve présentés à titre de réfutation ...".

7.586 Les dispositions concernant la réfutation d'un préjudice grave sont aussi pertinentes ici. Comme cela a été indiqué, il était possible de réfuter la présomption concernant l'existence d'un préjudice grave qui existait précédemment au titre de l'article 6.1 en démontrant que la subvention "n'a[vait pas] eu" pour effet de détourner ou d'entraver les importations ou les exportations au sens des alinéas a) ou b) de l'article 6.3, ou d'entraîner une sous-cotation du prix, d'empêcher des hausses de prix, de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes au sens de l'alinéa c) de l'article 6.3 ou de faire accroître la part du marché mondial pour un produit primaire ou un produit de base au sens de l'alinéa d) de l'article 6.3. De même, les situations énumérées à l'article 6.7 comme permettant de réfuter une constatation de détournement ou d'entrave concernent toutes d'autres raisons (y compris, par exemple, une prohibition ou une restriction appliquée aux exportations et des cas de force majeure affectant la production, les qualités, les quantités ou les prix du produit disponible pour l'exportation) à l'origine de la diminution du volume global et/ou de la part de marché du Membre plaignant *en ce qui concerne le produit en cause*, c'est-à-dire des changements dans les flux commerciaux.

7.587 En bref, aucun des renseignements mentionnés dans l'Accord comme étant requis/pertinents pour l'établissement ou la réfutation de l'existence d'un préjudice grave ne porte sur les types d'indicateurs d'un "dommage" à la branche de production nationale qui seraient pertinents pour une constatation de l'existence d'un dommage grave et qui, d'après la Corée, doivent être examinés. Les renseignements requis concernent plutôt le commerce (volumes et/ou prix) du produit en cause sur des marchés particuliers. Nous en concluons qu'un préjudice grave aux intérêts d'un Membre, au sens de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*, consiste dans les effets défavorables sur le commerce de ce Membre pour un produit particulier sur un marché spécifié, découlant du subventionnement accordé par un autre Membre. En d'autres termes, les situations énumérées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 constituent en elles-mêmes un préjudice grave.

ii) Précédentes procédures de règlement des différends

7.588 Cet avis est pleinement compatible avec l'approche adoptée dans tous les précédents différends concernant un préjudice grave. À cet égard, nous considérons que la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c) est particulièrement pertinente:

> "L'expression "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 et s'entend également de la menace d'un préjudice grave."

7.589 Cette note de bas de page a deux effets. Premièrement, elle indique clairement que la notion de préjudice grave inclut la menace d'un préjudice grave (de même que le terme "dommage" dans l'*Accord SMC* inclut "une menace de dommage important"). Deuxièmement, elle indique explicitement que le sens de l'expression "préjudice grave" dans l'Accord issu du Cycle d'Uruguay est le même qu'à l'article XVI:1 du *GATT de 1994*. En examinant le texte de l'article XVI:1 du GATT de 1994, nous observons qu'il ne contient aucune définition du préjudice grave. Au lieu de cela, il prévoit un droit de consultation, en vue de limiter le subventionnement "dans tous les cas où il sera établi qu'une ... subvention cause ou menace de causer un *préjudice grave* aux intérêts d'une autre partie contractante" et "a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit [du territoire du Membre qui accorde une subvention] ou de réduire les importations de ce produit" sur son territoire.

7.590 Si le texte de l'article XVI:1 ne contient pas de définition ni d'indication quant au sens de l'expression "préjudice grave", il y a eu deux affaires concernant un préjudice grave fondées sur

l'article XVI:1 du GATT de 1947. Les deux affaires concernaient des subventions accordées par les CE (sous forme de restitutions à l'exportation) pour le sucre, et les fondements des allégations de préjudice grave comprenaient dans les deux cas l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Ainsi, dans la mesure où ces affaires ont éclairci le sens de l'expression "préjudice grave" figurant à l'article XVI:1 du GATT, nous considérons qu'en vertu de la note de bas de page 13, ce sens s'applique dans l'*Accord SMC*.

7.591 Dans l'affaire *CE – Exportations de sucre (Australie)*[308], le Groupe spécial a constaté que les subventions en cause avaient augmenté à une époque où les cours mondiaux du sucre étaient en forte baisse et qu'il n'y avait pas de limite effective aux montants disponibles en tant que restitutions pour le sucre (c'est-à-dire que les restitutions n'étaient pas plafonnées). Par conséquent, le Groupe spécial a conclu que le système de restitutions avait contribué à déprimer les cours mondiaux du sucre, causant indirectement un préjudice grave à l'Australie au sens de l'article XVI:1. En d'autres termes, l'allégation de l'Australie portait sur un préjudice grave causé à ses intérêts du fait des restitutions à l'exportation de sucre des CE, et malgré l'absence de toute définition de ce concept, le Groupe spécial a constaté que la dépression des prix en elle-même avait causé un préjudice grave aux intérêts de l'Australie. Le Groupe spécial a en outre constaté que le programme communautaire de restitutions à l'exportation ne comportait pas de limitations préétablies quant à la production, au prix ou aux montants des restitutions et constituait donc une source permanente d'incertitude sur les marchés mondiaux du sucre qui elle-même constituait une menace (supplémentaire) de préjudice grave au sens de l'article XVI:1.

7.592 Le Groupe spécial saisi de l'affaire *CE – Exportations de sucre (Brésil)* l'année suivante[309] a abouti à des constatations de l'existence d'un préjudice grave très semblables. Premièrement, le Groupe spécial a formulé une constatation positive de l'existence d'un préjudice grave effectif au sens de l'article XVI:1, sur la même base que dans le différend soumis par l'Australie (c'est-à-dire sur la base d'une dépression des cours mondiaux du sucre due en partie aux subventions communautaires). Le Groupe spécial a aussi constaté l'existence d'une menace de préjudice grave pour le Brésil, au motif que le système de restitutions à l'exportation ne comportait pas de limitations efficaces préétablies ou opérationnelles quant à la production, au prix ou aux montants des restitutions à l'exportation. Cela signifiait pour le Groupe spécial que le système de restitutions n'empêcherait pas les CE d'obtenir plus qu'une part équitable du commerce mondial du sucre et que le système constituait donc une source permanente d'incertitude sur les marchés mondiaux du sucre, ce qui en soi constituait une menace supplémentaire de préjudice grave au sens de l'article XVI:1.

7.593 Il est clair que dans ces deux affaires, les groupes spéciaux ont fondé leurs déterminations positives de l'existence d'un préjudice grave sur une conception du préjudice grave qui vise pour l'essentiel l'effet des subventions sur les marchés et sur le commerce, en ce qui concerne le produit, plutôt que de traiter ces effets simplement comme des éléments intermédiaires conduisant à un concept séparé et distinct du préjudice grave. En d'autres termes, il a été constaté que l'existence d'une dépression des prix sur le marché mondial du sucre, à laquelle les restitutions des CE pour le sucre contribuaient, constituait en soi un préjudice grave, au sens de l'article XVI:1, pour les intérêts de l'Australie et du Brésil. En outre, il a aussi été constaté que l'incertitude permanente créée sur les marchés mondiaux du sucre par le système de restitutions à l'exportation et la possibilité que les CE obtiennent "plus qu'une part équitable du commerce mondial" en raison de l'application du système constituaient en soi des menaces de préjudice grave au sens de l'article XVI:1. De plus, bien que l'Australie et le Brésil ne soient ni l'un ni l'autre parvenus à faire admettre leurs allégations de préjudice grave fondé sur un détournement de leurs exportations de sucre ou une entrave à ces exportations, la raison pour laquelle ces allégations n'ont pas abouti était que les faits n'avaient pas

[308] *CE – Exportations de sucre (Australie)*.
[309] *CE – Exportations de sucre (Brésil)*.

démontré qu'un tel détournement ou qu'une telle entrave avait eu lieu.[310] En d'autres termes, la notion de détournement ou d'entrave constituant potentiellement en soi un préjudice grave semble avoir été acceptée par les groupes spéciaux mais les éléments de preuve factuels n'ont pas démontré la présence de ces éléments, dans ces affaires particulières.[311]

7.594 Nous notons ici que, comme les affaires *Sucre* étaient fondées sur l'article XVI:1 du GATT, la question du mot "peut" qui se pose à nous ici n'y était pas abordée car ce mot n'apparaît pas à l'article XVI:1. On pourrait donc faire valoir que ces constatations ne sont pas directement pertinentes pour la question dont nous sommes saisis, c'est-à-dire les conséquences du mot "peut" pour le sens de l'expression "préjudice grave".

7.595 Nous rappelons que dans les deux affaires concernant un préjudice grave fondées sur l'*Accord SMC* examinées à ce jour, l'approche adoptée a été compatible avec celle qui avait été adoptée dans les affaires précédant le Cycle d'Uruguay. Les deux groupes spéciaux ont estimé, implicitement ou explicitement, qu'un préjudice grave concernait les effets des subventions sur le commerce d'un pays plaignant pour un produit donné en tant que tel, c'est-à-dire les volumes et les prix de ces échanges, sur des marchés diversement définis. Aucun n'a examiné la situation spécifique de la branche de production nationale produisant le produit en cause ni les effets sur cette branche, ni les autres situations consécutives aux effets sur le commerce, par exemple l'importance de la branche de production productrice pour les "intérêts" généraux de la partie plaignante.

7.596 Dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, la question du sens du mot "peut" ne s'est pas posée. Ce groupe spécial a traité les situations énumérées aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 comme constituant en elles-mêmes un préjudice grave. Pour les allégations de détournement/entrave, la question que le Groupe spécial a traitée était de savoir si "les subventions ... [avaient] eu pour effet de détourner les exportations ... du marché indonésien ou d'entraver ces exportations".[312] Le Groupe spécial a conclu par la négative en ce qui concerne ces allégations. Pour ce qui est de l'allégation de sous-cotation du prix, la question que le Groupe spécial a traitée était de savoir "si un préjudice grave [avait] été provoqué par une sous-cotation du prix".[313] Le Groupe spécial est parvenu à une constatation négative en ce qui concerne l'allégation des États-Unis mais positive en ce qui concerne l'allégation des CE. En particulier, le Groupe spécial a tout d'abord constaté qu'il y avait sous-cotation du prix, puis a constaté que la sous-cotation avait une ampleur telle qu'elle était "notable" et enfin que "la subvention se tradui[sait]" par la sous-cotation du prix. (Sur ce dernier point, le Groupe spécial a noté que l'Indonésie avait admis que la sous-cotation du prix dont l'existence avait été constatée était imputable au premier chef à la subvention en question.) En se fondant sur tous ces éléments, le Groupe spécial a conclu que les subventions avaient pour effet de causer un préjudice grave par le biais d'une sous-cotation notable du prix par rapport aux prix des produits similaires originaires des CE sur le marché indonésien.[314] En d'autres termes, l'établissement de tous les éléments visés dans la partie pertinente de l'article 6.3 a été jugé suffisant par ce groupe spécial pour permettre une constatation de l'existence d'un préjudice grave. Le Groupe spécial n'a pas constaté que d'autres éléments étaient requis au-delà de ceux qui étaient explicitement mentionnés dans les dispositions pertinentes de l'Accord.

---

[310] *CE – Exportations de sucre (Australie)*, paragraphe 4.26; *CE – Exportations de sucre (Brésil)*, paragraphes 4.14 et 4.15.

[311] Répondant à une question concernant l'importance des affaires *Sucre* pour le sens de l'expression "préjudice grave", la Corée a tenté de les distinguer au motif qu'elles concernaient des subventions à l'exportation, qui relevaient de l'article XVI:3. Voir la réponse de la Corée à la question n° 89 c) du Groupe spécial. Nous notons que, si les subventions en cause étaient des subventions à l'exportation, les allégations de préjudice grave étaient fondées sur l'article XVI:1 et ont été examinées à la lumière de cet article.

[312] *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.207.

[313] *Ibid.*, paragraphe 14.238.

[314] *Ibid.*, paragraphes 14.255 et 14.256.

7.597 Le Groupe spécial *États-Unis - Coton upland* a adopté une approche semblable, déclarant ce qui suit:

> "l'examen au titre de l'article 6.3 c) est [...] déterminant pour une constatation de préjudice grave au titre de l'article 5 c). En d'autres termes, une conclusion positive selon laquelle la situation fondée sur les effets mentionnée à l'article 6.3 c) existe constitue une base suffisante pour une conclusion positive établissant qu'un "préjudice grave" existe aux fins de l'article 5 c) de l'Accord SMC."[315]

iii) Historique des négociations

7.598 Nous examinons donc les origines de l'expression "un préjudice grave peut apparaître" ("serious prejudice may arise"), pour voir si l'historique jette une lumière nouvelle sur la question. Nous rappelons que cette expression est apparue pour la première fois dans le prédécesseur de l'*Accord SMC*, le *Code des subventions* issu du Tokyo Round (l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ou "*Code des subventions*").

7.599 Les règles du *Code des subventions* concernant le préjudice sérieux ("serious prejudice") étaient énoncées dans l'article 8:3 et 8:4. L'article 8:3 était le pendant de l'article 5 de l'*Accord SMC*, contenant les règles fondamentales sur les effets défavorables, y compris le préjudice sérieux. L'article 8:3 était ainsi libellé:

> "3. Les signataires sont convenus […] de s'efforcer d'éviter que le recours à une subvention n'ait pour effet:
>
> a) de causer un préjudice à une branche de production nationale d'un autre signataire, [note de bas de page omise]
>
> b) d'annuler ou de compromettre les avantages résultant directement ou indirectement de l'Accord général pour un autre signataire, [note de bas de page omise] ou
>
> c) de causer un préjudice sérieux aux intérêts d'un autre signataire.[25]
>
> ---
>
> [25] L'expression "préjudice sérieux aux intérêts d'un autre signataire" est utilisée dans le présent accord avec le même sens qu'à l'article XVI, paragraphe 1, de l'Accord général, et s'entend également de la menace d'un préjudice sérieux."

7.600 L'article 8:4 du Code, qui fournissait certaines indications pour interpréter l'article 8:3, contenait l'expression "may arise" ("peuvent résulter") dans son texte introductif, c'est-à-dire le même libellé que celui que nous examinons dans le contexte de l'article 6.3 de l'*Accord SMC*. L'article 8:4 était libellé comme suit:

> "4. Les effets défavorables sur les intérêts d'un autre signataire qui devront être établis pour démontrer qu'un avantage est annulé ou compromis ou qu'il est causé un préjudice sérieux *peuvent résulter*
>
> a) des effets exercés par les importations subventionnées sur le marché intérieur du signataire importateur,

---

[315] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1390.

b) des effets par lesquels une subvention détourne les importations de produits similaires du marché du pays qui accorde la subvention ou entrave ces importations, ou

c) des effets par lesquels des exportations subventionnées détournent du marché d'un pays tiers les exportations de produits similaires d'un autre signataire." (pas d'italique dans l'original, notes de bas de page omises)

7.601 La construction du texte introductif de l'article 8:4 du *Code des subventions* diffère de celle de l'article 6.3 de l'*Accord SMC* mais, dans la version anglaise, l'expression "may arise" apparaît dans les deux cas. Il est clair pour nous que le rôle de cette expression dans le contexte de l'article 8:4 du *Code des subventions* était d'indiquer que la liste figurant aux alinéas a) à c) était exemplative et non exhaustive. En d'autres termes, cette liste se compose d'exemples de situations qui constituaient un préjudice sérieux (et/ou l'annulation ou la réduction d'avantages), le mot "peuvent" laissant ouverte la possibilité que d'autres situations aussi donnent lieu à un préjudice sérieux ou constituent un préjudice sérieux. Cette opinion est étayée par le fait que les situations énumérées incluent certaines mais pas la totalité des situations qui avaient été précédemment examinées par des groupes spéciaux du GATT de 1947 concernant un préjudice sérieux. Par exemple, l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix ne figurent pas à l'article 8:4. Ils restent néanmoins une base valable pour les allégations de préjudice grave, comme le confirme le fait que tous deux sont explicitement mentionnés à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.[316]

7.602 À cet égard, nous estimons que la note de bas de page 25 relative à l'article 8:3 c) du *Code des subventions* est particulièrement importante et faisons observer qu'elle est pratiquement identique à la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c) de l'*Accord SMC*. Le *Code des subventions* issu du Tokyo Round était le premier accord séparé interprétant l'article XVI du GATT et nous pensons que la note de bas de page 25 relative à l'article 8:3 c) doit signifier, entre autres choses (comme nous l'avons indiqué ci-dessus en ce qui concerne la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c)), que les interprétations de l'expression "préjudice sérieux" qui avaient précédemment été élaborées dans des différends fondés sur l'article XVI:1 du GATT de 1947, restaient valables dans le cadre du *Code des subventions*. En d'autres termes, l'objectif de la note de bas de page était de préserver et d'incorporer dans le *Code des subventions* le *statu quo ante* concernant un préjudice grave fondé sur l'article XVI:1 du GATT, y compris en particulier la jurisprudence en découlant. Nous considérons donc ces notes de bas de page comme établissant une chaîne ininterrompue se traduisant par sens constant de l'expression "serious prejudice", depuis l'article XVI:1 du GATT de 1947, en passant par le *Code des subventions* issu du Tokyo Round jusqu'à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et la Partie III de l'*Accord SMC*. Le fait que l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, sur lesquels reposent deux constatations de l'existence d'un préjudice grave au titre de l'article XVI:1, n'étaient pas mentionnés dans l'article 8:4 du *Code des subventions*, alors qu'ils sont maintenant explicitement inclus à l'article 6.3 de l'*Accord SMC*, en est la confirmation.

7.603 Nous estimons important le fait que, dans la version anglaise, l'expression "serious prejudice may arise" dans le texte introductif de l'article 6.3 de l'*Accord SMC* semble avoir été directement transposée du *Code des subventions* du Tokyo Round. En particulier, cette expression figurait dans le texte introductif de toutes les versions du texte de négociation de ce qui est maintenant l'article 6.3 de l'*Accord SMC* (c'est-à-dire dans les textes dits "Cartland", MTN/GNG/NG10/W/38 et révisions). Nous n'estimons pas plausible qu'on ait voulu que cette expression directement transposée du Code

[316] Pour l'allégation de préjudice sérieux formulée dans le cadre de l'affaire *CE – Farine de froment* introduite au titre du *Code des subventions* du Tokyo Round, le Groupe spécial a adopté une approche semblable à celle des groupes spéciaux *Sucre* en ce sens qu'il a examiné (sans se prononcer cependant) l'allégation fondée sur les effets défavorables allégués sur le commerce, en tant que tels. La question du sens de l'expression "peuvent résulter" ne s'était pas posée.

prenne un sens entièrement nouveau ne reposant sur aucune base explicite ou implicite dans l'*Accord SMC*. Là encore, si l'intention avait été d'introduire des prescriptions de fond nouvelles et additionnelles, comme celles qu'indique la Corée, nous jugeons inconcevable qu'un écart aussi important par rapport à toute la pratique antérieure concernant le préjudice grave n'ait pas été indiqué explicitement.

11. Lien de causalité

7.604 En ce qui concerne le lien de causalité, l'article 6.3 c) dispose dans sa partie pertinente que "la subvention … a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix … sur le même marché dans une mesure notable". En d'autres termes, il faut qu'il y ait un lien de causalité entre la *subvention* et l'empêchement notable de hausses de prix ou la dépression notable des prix. La question qui se pose à nous est de savoir comment établir l'existence d'un tel lien.

a) Principaux arguments des parties

7.605 Un argument liminaire avancé par les CE en ce qui concerne le lien de causalité est que dès lors que la subvention est *une* cause d'empêchement notable de hausses de prix, de dépression notable des prix ou de ventes perdues notables, les termes de l'article 6.3 c) sont respectés. Autrement dit, selon les CE, le texte ne prescrit pas que les subventions soient la seule cause mais permet plutôt une constatation positive dans les cas où des subventions sont l'une des multiples causes d'un préjudice grave. À l'appui de cette thèse, les CE citent l'article 15 de l'*Accord SMC* ainsi que le Groupe spécial du Tokyo Round *États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*.

7.606 Quant à l'essence du lien de causalité, les CE font valoir que, étant donné la similitude des termes employés à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* d'une part, et à l'article 15.5 et 15.2 de l'*Accord SMC* d'autre part, l'analyse du lien de causalité devrait être axée sur l'incidence qu'a "le produit subventionné" sur l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix. Pour ce qui est du type de subvention qui peut potentiellement causer un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix, les CE font valoir que l'article 6.3 c) n'est pas limité aux subventions qui sont liées à des produits ou transactions particuliers mais couvre également les subventions non liées qui profitent à l'ensemble des ventes ou de la production d'une entreprise. Ces dernières subventions, y compris les "subventions de survie" telles que les annulations de dettes, incitations fiscales, injections de capitaux, ou prêts et garanties, ont pour effet de maintenir ou d'accroître la capacité et de réduire le total des coûts de l'entreprise et "peuvent être attribuées au prorata" pour des produits ou transactions individuels. Étant donné la fongibilité de l'argent, les CE font valoir que ces diminutions des coûts permettront des réductions des prix sur tous les produits de l'entreprise bénéficiaire et que ces réductions des prix permises par les subventions peuvent en dernière analyse se traduire par un empêchement notable de hausses de prix ou une dépression notable des prix. Les CE soutiennent toutefois qu'elles ne sont pas juridiquement tenues de quantifier le montant du subventionnement.

7.607 La Corée conteste le critère "*une* cause" avancé par les CE car, selon elle, que d'autres facteurs soient présents ou non, le subventionnement indépendamment de ces autres facteurs doit lui-même causer un préjudice grave. Pour la Corée, l'analyse du lien de causalité exige donc une quantification du montant ou du degré du subventionnement, qui devrait ensuite être comparé au degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix qui existe éventuellement, pour déterminer si l'existence d'un lien de causalité peut être démontrée. En outre, la Corée soutient que d'autres facteurs de causalité, tels que des différences de productivité, des différences dans les coûts de production et le besoin de restructuration, devraient être examinés.

7.608 Répondant à une question du Groupe spécial concernant le type d'analyse qui serait nécessaire pour déterminer les effets du subventionnement indépendamment de tout autre facteur, la Corée

expose un processus d'analyse détaillé en plusieurs étapes, qui peut être résumé comme suit.[317] Premièrement, la subvention doit être quantifiée en ce qui concerne chaque producteur subventionné. Deuxièmement, l'effet de la subvention sur les prix du constructeur naval subventionné ("la marge due à l'effet de la subvention") doit être quantifié, par une estimation du coût non subventionné du produit et une comparaison entre ce dernier et le prix du producteur pour le produit. Troisièmement, une "marge de l'empêchement de hausses de prix et de la dépression des prix" doit être quantifiée, c'est-à-dire la marge correspondant à l'empêchement de hausses de prix du produit similaire du Membre plaignant ou à la dépression des prix de ces produits. Dans cette étape, la Corée fait valoir que les effets de tous les autres facteurs sur les prix (y compris les réductions des coûts, la concurrence d'autres sources non subventionnées, etc.) doivent aussi être identifiés et éliminés. Au cours de son argumentation, la Corée souligne à plusieurs reprises que comme les CE ont abandonné leur *allégation* initiale de préjudice grave fondé sur une sous-cotation du prix, elles n'ont maintenant juridiquement pas le droit d'avancer un quelconque *argument* fondé sur une sous-cotation du prix ou y faisant référence.

7.609 La Corée fait en outre valoir que comme les articles 5 et 7.8 de l'*Accord SMC* mentionnent tous deux les effets défavorables de "l'une quelconque des subventions" ou d'"une subvention" et que l'article 6.3 de l'*Accord SMC* évoque en plusieurs endroits "la subvention", le Membre plaignant doit prouver l'effet de chaque subvention alléguée individuellement, plutôt que l'effet combiné de toutes les subventions alléguées. En outre, la Corée fait valoir à cet égard qu'au stade de la mise en œuvre d'une procédure de règlement de différend, le retrait d'une subvention peut être suffisant pour éliminer les effets défavorables du subventionnement, mais qu'il n'y aurait aucun moyen de le savoir si une évaluation distincte des effets n'était pas faite pour chaque subvention. Néanmoins, la Corée affirme qu'après avoir évalué chaque subvention individuellement, il serait encore possible de les grouper pour l'"évaluation finale du lien de causalité".

7.610 L'opinion de la Chine en tant que tierce partie est semblable à celle de la Corée, en ce sens que la Chine fait valoir que pour constater l'existence d'un lien de causalité entre une subvention et un empêchement notable de hausses de prix ou une dépression notable des prix, il devrait être constaté que la subvention, indépendamment des autres facteurs, et par le biais de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix du produit subventionné, cause un empêchement notable de hausses de prix ou une dépression notable du prix du produit similaire de la partie plaignante sur le même marché. La Chine fait aussi valoir que le degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix devrait être comparé avec l'ampleur du subventionnement, pour déterminer si l'existence d'un lien de causalité peut être établie.

7.611 Les États-Unis, en tant que tierce partie, contestent la base (mais pas nécessairement la conclusion) de l'argument des CE, déclarant que les CE centrent à tort leur attention sur les dispositions de l'*Accord SMC* relatives aux mesures compensatoires en tant qu'appui contextuel pour comprendre le lien de causalité alors que, d'après les États-Unis, le critère de causalité pour les mesures compensatoires est tout a fait différent de ce qu'il est pour le préjudice grave. En particulier, les États-Unis insistent sur le fait qu'en ce qui concerne les mesures compensatoires, il faut démontrer que "les *importations subventionnées* causent, par les effets des subventions" (au sens des effets des importations subventionnées sur le marché intérieur) "un dommage". Par contre, disent les États-Unis, l'article 6.3 exige qu'il soit démontré que l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix est "l'effet de la *subvention*". (pas d'italique dans l'original)

[317] Réponse de la Corée à la question n° 91 du Groupe spécial. Dans sa réponse, la Corée note ses préoccupations quant au déplacement de la charge de la preuve et rappelle qu'un groupe spécial ne doit pas plaider la cause d'une partie plaignante. C'est pourquoi elle réserve ses droits de manière à ce que sa réponse ne puisse pas être interprétée comme signifiant qu'elle accepte d'assumer une charge qui incombe au plaignant.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.612 Comme cela a été indiqué *supra*, nous pensons que le texte de l'article 6.3 c) sous-entend une approche "en l'absence de" du lien de causalité en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. Un empêchement de hausses de prix correspond à une situation où les prix ont été entravés par quelque chose et la dépression des prix à une situation où les prix ont été entraînés vers le bas par quelque chose. La question à laquelle il faut donc répondre est de savoir si ce "quelque chose" est le subventionnement. Envisager une situation hypothétique, c'est-à-dire essayer de déterminer ce que les prix auraient été en l'absence de la subvention, nous semble être la manière la plus logique et la plus directe de répondre à cette question.

7.613 L'approche "en l'absence de" est compatible avec l'approche adoptée dans les affaires *Indonésie – Automobiles* et *États-Unis – Coton upland*, les deux précédents différends concernant un préjudice grave au titre de l'article 6.3 de l'*Accord SMC*. De fait, le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a explicitement adopté cette approche pour traiter les allégations de détournement d'importations/d'entrave à des importations. (Il n'y avait pas d'allégation d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix dans ce différend.)[318] Le Groupe spécial a formulé une constatation négative de l'existence d'un détournement, faisant observer que les plaignants n'avaient pas démontré qu'*en l'absence de* la subvention, ils auraient pu escompter prendre une part proportionnelle d'un marché en expansion. Le Groupe spécial a aussi formulé une constatation négative de l'existence d'une entrave, disant spécifiquement que les plaignants n'avaient pas démontré qu'en l'absence des subventions, leurs ventes et/ou leurs parts de marché auraient augmenté, ou auraient augmenté plus qu'elles ne l'ont effectivement fait.

7.614 Le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland* n'a pas mentionné d'analyse "en l'absence de" en tant que telle mais a appliqué un cadre semblable. En particulier, il a constaté que l'accroissement de la production et de l'offre de coton upland arrivant sur les marchés mondiaux avait un effet sur les cours mondiaux et a en outre constaté qu'un certain nombre des subventions en cause étaient directement liées aux cours mondiaux, ce qui isolait les producteurs des États-Unis des faibles cours mondiaux et stimulait une production qui autrement (en d'autres termes, *en l'absence* des subventions) n'aurait pas été rentable.

7.615 En appliquant un tel cadre au présent différend, la question à laquelle il faut répondre en ce qui concerne le lien positif entre les subventions et les prix est, dans le cas de la dépression alléguée des prix, de savoir si, en l'absence des subventions, les prix des navires n'auraient pas diminué ou auraient diminué moins qu'ils ne l'ont effectivement fait. Pour l'empêchement de hausses de prix, la question serait de savoir si, en l'absence des subventions, les prix des navires auraient augmenté, ou auraient augmenté plus qu'ils ne l'ont effectivement fait. Un tel cadre suppose aussi qu'on analyse les différents facteurs contribuant à la situation particulière du marché faisant l'objet de la plainte, c'est-à-dire les facteurs du côté de l'offre et de la demande, les coûts de production, l'efficacité relative, etc.

7.616 En menant cette analyse "en l'absence de", nous serons bien sûr attentifs à la nature des subventions dont il est allégué qu'elles causent un empêchement de hausses de prix et une dépression des prix, c'est-à-dire les transactions APRG et PSL individuelles, en particulier dans la perspective de leurs effets allégués sur les niveaux généraux des prix des navires en cause. Cela dit, et bien que nous

[318] Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a aussi traité une allégation de sous-cotation du prix, concernant une situation sans doute assez unique: le Groupe spécial a constaté que les renseignements fournis par l'Indonésie au titre du processus prévu à l'Annexe V concédaient en fait que les subventions, accordées sous forme d'exonérations de taxes et de droits pour certaines transactions, réduisaient le prix de l'automobile indonésienne subventionnée d'un montant suffisamment important pour représenter la totalité ou presque de la sous-cotation du prix dont l'existence avait été constatée.

ayons bien sûr examiné les transactions APRG et PSL individuellement pour déterminer si elles comportent un subventionnement, nous ne pensons pas, contrairement à la Corée, que nous sommes juridiquement tenus de déterminer séparément le degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix pouvant être causé par chacune de ces subventions individuellement. Nous ne sommes pas convaincus que l'utilisation du singulier dans les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* ("l'une quelconque des subventions", "une subvention", "la subvention", etc.) constitue ou crée une prescription juridique de ce type et nous rappelons ici que l'opposé était vrai dans le cadre de l'article 6.1 a) et de l'Annexe IV. Conformément à ces dispositions, pour déterminer le subventionnement *ad valorem* d'un produit, les subventions accordées au titre de différents programmes devaient être totalisées. Toute réfutation, au titre de l'article 6.2 de l'*Accord SMC*, d'une présomption de préjudice grave découlant de ces subventions aurait vraisemblablement aussi pu être présentée en ce qui concerne les effets des subventions totalisées. Enfin, nous considérons que la préoccupation de la Corée concernant la manière d'"éliminer les effets défavorables" en fin de compte ne relève pas d'une évaluation de la question de savoir s'il y a des effets défavorables découlant des subventions mais plutôt de la question de savoir comment mettre en œuvre une recommandation tendant en fin de compte à ce que ces effets soient éliminés.

7.617 Nous examinons ensuite la question de la non-imputation, en particulier la question de savoir s'il convient de faire une analyse aux fins de la non-imputation (c'est-à-dire une analyse visant à faire en sorte que les effets défavorables causés par d'autres facteurs ne soient pas imputés aux subventions et comment mener cette analyse). Nous notons ici que contrairement aux dispositions relatives aux mesures compensatoires, les articles 5 et 6 de l'*Accord SMC* ne contiennent aucun libellé spécifique se rapportant à la non-imputation et nous rappelons aussi que dans les affaires *Sucre*, aucune analyse de ce type n'a été menée. Les groupes spéciaux dans ces affaires ont au lieu de cela constaté l'existence d'un préjudice grave au motif que les restitutions à l'exportation des CE avaient *contribué* à déprimer les cours mondiaux du sucre, et constituaient en outre une source permanente d'instabilité sur les marchés mondiaux. Le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, tout en notant la distinction entre les dispositions relatives aux mesures compensatoires et les dispositions relatives au préjudice grave en général, ainsi que l'absence de prescription explicite concernant la non-imputation dans ces dernières en particulier, a néanmoins analysé d'autres facteurs de causalité possibles, en vue de déterminer si ces facteurs "aurai[ent] pour effet d'atténuer [le] lien de causalité ou de rendre non "notable" l'effet de la subvention".

7.618 Nous considérons que l'approche adoptée par le Groupe spécial *États-Unis – Coton upland* est logique et appropriée. Pour mener notre analyse du lien de causalité, nous garderons nous aussi à l'esprit la nécessité de tenir compte des effets de facteurs identifiés autres que les subventions, pour déterminer si ces facteurs atténueraient tout lien de causalité positif dont nous pourrions constater l'existence ou rendraient non notable tout effet d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix découlant de la subvention dont nous pourrions constater l'existence.

7.619 Nous souhaitons souligner qu'il ressort clairement des considérations qui précèdent qu'il n'existe pas d'approche unique permettant de déterminer l'existence d'un lien de causalité pour toutes les allégations de préjudice grave. Chaque affaire présente une combinaison unique de types de subventions, de produits, de marchés et de formes de préjudice grave, qui agissent ensemble d'une façon unique. L'analyse du lien de causalité doit donc nécessairement être faite au cas par cas, et adaptée à la situation particulière présente dans chaque différend. La variété considérable des approches adoptées par les précédents groupes spéciaux ne fait que traduire cette réalité.

7.620 À cet égard, nous n'acceptons pas l'argument de la Corée selon lequel les CE n'ont juridiquement pas le droit de se référer à la sous-cotation du prix pour appuyer leurs allégations d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix. La Corée a certainement raison de dire que les CE n'ont pas maintenu leur allégation de sous-cotation du prix mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et nous ne menons en conséquence aucune analyse ni ne

formulons aucune conclusion en ce qui concerne la sous-cotation du prix en tant que telle, au sens de l'article 6.3 c) et 6.5 de l'*Accord SMC*. Cela n'a toutefois rien à voir avec les types d'arguments et d'éléments de preuve que les CE peuvent présenter pour étayer leurs allégations. Nous ne voyons rien dans l'Accord sur l'OMC qui permette de proscrire certains types d'arguments qu'une partie peut avancer; toute partie à un différend est en droit de présenter tous les *arguments* qu'elle souhaite pour appuyer sa plainte ou sa défense. Que ces arguments soient convaincants ou pertinents ou non est une autre question.

7.621 Nous estimons tout à fait plausible et potentiellement très pertinent qu'une partie plaignante alléguant qu'il y a empêchement de hausses de prix ou dépression des prix puisse dans son argumentation comparer les tendances *et* les niveaux des prix du produit subventionné avec les tendances et des niveaux des prix de ses propres produits. Cela dit, nous ne pensons pas que les niveaux relatifs des prix du produit subventionné et du produit de la partie plaignante soient en tout état de cause déterminants pour une allégation d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix.

12. Résumé des allégations des CE et approche générale du Groupe spécial

7.622 Ayant exposé le cadre juridique et analytique que nous appliquerons, nous examinons maintenant dans le détail l'allégation des CE. Comme cela a été indiqué plus haut, les CE allèguent qu'il y a eu empêchement de hausses de prix/dépression des prix en ce qui concerne trois catégories de navires: les transporteurs de GNL, les porte-conteneurs et les transporteurs de produits/produits chimiques. Nous résumerons tout d'abord l'approche fondamentale adoptée par les CE pour présenter leurs allégations de préjudice grave, ainsi que l'approche fondamentale adoptée par la Corée dans ses contre-arguments. Nous entreprendrons ensuite un examen par catégorie de produits des arguments des parties concernant les allégations d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix formulées par les CE. Enfin, nous présenterons notre évaluation de ces allégations, en nous fondant sur les subventions dont nous aurons constaté l'existence (celles qui concernent certains APRG et PSL).

7.623 En ce qui concerne notre présentation des arguments des parties, nous rappelons que nous avons rejeté les allégations de subventionnement formulées par les CE à propos de la restructuration de Daewoo, STX/Daedong et Samho/Halla. Nous avons reconnu le bien-fondé des allégations des CE selon lesquelles certains APRG et PSL individuels sont des subventions à l'exportation prohibées. Les CE allèguent que les APRG et PSL subventionnés ont causé un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix en ce qui concerne les trois catégories de navires en cause dans le présent différend, et leurs arguments à cet égard sont étroitement liés à leurs arguments concernant les subventions à la restructuration alléguées. Même si nous limitons notre analyse des allégations de préjudice grave formulées par les CE aux APRG et PSL subventionnés pertinents, nous résumons, pour faciliter la compréhension, les arguments des CE et de la Corée concernant un préjudice grave tels qu'elles les ont présentés. Ainsi, dans la mesure où les arguments des parties concernant un préjudice grave en rapport avec les APRG et PSL sont liés à leurs arguments concernant la restructuration, ces derniers sont inclus dans le résumé des arguments ci-après.

7.624 Nous rappelons que les CE ont initialement indiqué qu'elles souhaitaient que nous formulions en ce qui concerne l'existence d'un préjudice grave des constatations séparées pour chaque catégorie de produits (transporteurs de GNL, transporteurs de produits/produits chimiques et porte-conteneurs), mais ont ensuite changé d'avis, faisant valoir qu'alors que nous devrions analyser l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix séparément pour chaque catégorie, nous devrions parvenir à une seule constatation de l'existence d'un préjudice grave.[319] Selon les CE, que nous constations qu'il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix en ce qui concerne une, deux ou les trois

[319] Voir le paragraphe 7.519, *supra*.

catégories de produits, notre conclusion finale serait la même, c'est-à-dire qu'un préjudice grave est causé aux intérêts des CE. Ayant examiné attentivement cette question, nous concluons que nous devrions formuler des constatations séparées de l'existence d'un préjudice grave pour chaque catégorie de produits. Nous considérons que cela est nécessaire pour des raisons de cohérence analytique, c'est-à-dire que la portée de nos conclusions finales concernant le préjudice grave sera compatible avec la portée de notre analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.

a) Principaux arguments et approche générale des CE

7.625 En ce qui concerne l'existence d'un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix, nous rappelons que l'allégation des CE se situe au niveau des prix *mondiaux* pour chacun des trois types de navires. Les CE font valoir que chacun de ces types de navires (comme en fait les navires de commerce en général) est en concurrence et est vendu sur un marché global. Les CE expliquent que par marché mondial, ou marché global, elles veulent dire que les navires sont par nature extrêmement mobiles (et leur transport représente un coût négligeable comparé à leur valeur); que les navires n'ont normalement pas besoin d'être importés, c'est-à-dire dédouanés ou assujettis à des droits; que les réglementations et les normes sont généralement harmonisées ou internationales – et l'existence de "registres de libre immatriculation" et de pavillons de complaisance rend inapplicable toute tentative visant à imposer des taxes et des réglementations nationales sensiblement différentes; que les constructeurs navals opèrent à grande échelle et exercent leurs activités partout sur le "marché global"; et que les propriétaires de navires sont aussi de grandes entreprises et sont établis sur de nombreux territoires différents. Les CE présentent un certain nombre de documents qui décrivent la construction navale de cette manière.[320]

7.626 Les CE font valoir que les prix mondiaux des transporteurs de GNL ont été déprimés et que leur hausse a été empêchée par les subventions coréennes et que la hausse des prix mondiaux des porte-conteneurs et des transporteurs de produits/produits chimiques a été empêchée. En tant qu'éléments de preuve indiquant que ces prix auraient dû augmenter, ou augmenter davantage, les CE présentent des renseignements montrant une progression des niveaux des commandes au plan mondial pour chaque type de navire ainsi que des augmentations des taux de fret qui, avec les coûts, sont les principaux éléments qui, selon les CE, déterminent les prix des navires. En tant qu'éléments de preuve indiquant que les prix coréens sont inférieurs à ce qu'ils devraient être, les CE présentent des indices des prix coréens comparés aux coûts coréens estimés pour chaque type de navire. Enfin, les CE présentent des statistiques sur les nombres de commandes par pays constructeur et par chantier naval, en tant qu'éléments de preuve indiquant que les chantiers navals coréens ont une part de marché suffisante pour exercer une influence déterminante sur les prix sur le marché de chaque type de navire.

7.627 En ce qui concerne plus spécifiquement les coûts coréens, les CE font valoir que les prix des navires doivent suivre les tendances des coûts et doivent tenir compte de facteurs de hausse des coûts dus à l'intervalle de plusieurs années qui s'écoule normalement entre le moment où une commande est passée et la livraison du navire. Les CE font valoir que l'écart entre les prix et les coûts des chantiers navals coréens s'est creusé durant la période qui a suivi la restructuration, même après ajustement pour tenir compte de tous avantages comparatifs des chantiers coréens. Le coût de la dette en particulier n'a pas été pris en compte par les chantiers coréens, étant donné que la restructuration (dont les CE allèguent qu'elle a été subventionnée) a effacé la dette des chantiers restructurés. Sans la restructuration, la structure de coûts élevés et la lourde charge de la dette des chantiers navals coréens auraient obligé certains d'entre eux à cesser leur activité, réduisant la capacité coréenne. Au lieu de cela, la restructuration a permis non seulement le maintien de cette capacité mais aussi une politique de prix agressive grâce à l'élimination du coût de la dette pour les entreprises. Les CE, tout en faisant

[320] Voir la première communication écrite des CE, paragraphes 426 et 427, et les pièces n° 1 et n° 2 des CE. Voir aussi la réponse des CE à la question n° 37 a) du Groupe spécial.

valoir qu'elles ne sont pas juridiquement tenues de le faire, présentent des calculs sur le montant estimé des subventions par transaction. En se fondant sur ces calculs, elles font valoir que les niveaux actuels des prix en vigueur pour les navires en cause seraient inférieurs au seuil de rentabilité des producteurs coréens si leurs dettes n'avaient pas été annulées, c'est-à-dire s'ils avaient dû faire face aux coûts du service de la dette.

7.628 Les CE présentent aussi des calculs visant à estimer le degré de subventionnement de certains APRG et PSL. En ce qui concerne ces instruments, les CE font valoir que les APRG et les PSL ont contribué à renflouer les chantiers navals et à leur permettre d'appliquer un programme de ventes agressif: les APRG et les PSL ont eu une incidence allant au-delà de marges particulières d'avantage sur les transactions individuelles, en ce sens qu'ils ont permis aux entreprises de remplir leurs carnets de commandes. Lors du processus de restructuration, cela à son tour a rendu les chantiers en question plus intéressants en tant qu'"entreprises en activité" qu'en tant qu'installations devant être fermées. En ce qui concerne les chantiers non restructurés, les CE font valoir que les APRG et les PSL leur ont permis de soutenir la concurrence aux nouveaux niveaux des prix, qui étaient plus bas. Ainsi, les CE définissent principalement les effets des APRG et des PSL en termes d'effets généraux sur l'aptitude des chantiers navals intéressés à faire face à la concurrence, s'ajoutant aux effets de la restructuration, plutôt que d'aborder la question par une analyse de chaque transaction subventionnée, ou de l'aborder dans son ensemble, isolément des subventions à la restructuration alléguées. Cela dit, les CE déclarent aussi que l'avantage *ad valorem* découlant du financement subventionné atteignait 2 pour cent, ce qui selon elles a eu un effet direct sur ces transactions sur le plan des prix et a beaucoup contribué à l'obtention des commandes.[321]

7.629 En ce qui concerne les prix, les CE présentent certaines données composites censées représenter les niveaux et les tendances des prix *mondiaux*, mais ne présentent pas de série chronologique spécifique sur les prix des chantiers navals communautaires. Elles l'expliquent en disant que, par suite de la faiblesse des prix mondiaux en vigueur, les chantiers navals des CE ont beaucoup de mal à remporter des marchés et dans bien des cas, ont même renoncé à soumissionner (processus très coûteux) à cause des prix mondiaux déprimés et dont la hausse est empêchée. En d'autres termes, pour les CE, l'empêchement de hausses des prix *mondiaux*/la dépression des prix *mondiaux* constitue un préjudice grave pour les intérêts *des CE*, parce que, du fait de la nature globale du marché des navires, tous les chantiers navals doivent s'aligner sur le niveau des prix mondiaux en vigueur pour vendre. Les CE présentent des exemples spécifiques de soumissions individuelles dont elles soutiennent qu'elles ont été rejetées au profit des produits concurrents à faible prix de la Corée en tant qu'éléments de preuve indiquant les niveaux de prix bas et en baisse auxquels doivent faire face les chantiers navals des CE.

7.630 Les CE expliquent que leur "intérêt" dans les trois types de navires est particulièrement évident du côté de l'offre en ce sens que les chantiers des CE sont capables de produire toute la gamme des tailles et des types particuliers de navires dans chaque catégorie et souhaitent le faire, comme en témoignent les tentatives qu'ils font pour remporter des marchés et les renseignements figurant sur les sites Web des chantiers navals des CE qui citent ces types de navires comme entrant dans la gamme de leurs produits. Les CE font valoir que dans la perspective d'un chantier naval, les navires sont dans une large mesure fongibles, étant faits d'une série de panneaux d'acier à souder ensemble et de composantes et de pièces à assembler et à installer. Par conséquent, du côté de l'offre, les produits sont peu différenciés. Les CE fournissent également des renseignements montrant la

[321] À cet égard, en réponse à notre question, les CE ont confirmé, en ce qui concerne les subventions alléguées au titre des APRG et des PSL, que nous interprétons correctement leur principal argument selon lequel "ces instruments ont contribué à "sauv[er] [les] chantiers navals de la liquidation", en renforçant l'intérêt qu'il y a à les maintenir en activité par rapport à leur fermeture", tout en disant aussi que "l'incidence des APRG et des PSL [individuels] peut être effectivement très importante (jusqu'à 2 pour cent du prix de la transaction)" (réponse des CE à la question n° 40 du Groupe spécial).

participation des chantiers navals communautaires en ce qui concerne différentes fourchettes de taille pour chaque type de navire, en tant qu'élément de preuve indiquant que les activités de la branche de production des CE portent sur tous les types de navires en cause.

7.631 Quant à la fixation des prix des navires de tailles et de caractéristiques différentes au sein de chaque catégorie, les CE font valoir que du côté de la demande, les possibilités de substitution sont considérables. Par exemple, un propriétaire de porte-conteneurs peut, d'un point de vue technique, exploiter indifféremment une gamme de navires petits ou grands sur un itinéraire donné parce que ces navires remplissent la même fonction de base. Pour cette raison, les CE déclarent que la décision d'exploiter tel ou tel navire sur un trajet donné est dictée par les coûts d'exploitation fondés sur le volume du fret et non par des différences fonctionnelles fondamentales entre des navires de tailles différentes. En conséquence, les CE font valoir que les prix correspondant aux différentes tailles d'un type de navire donné, par exemple les porte-conteneurs, ont tendance à évoluer parallèlement. Du côté de l'offre, comme il a déjà été indiqué, les CE font valoir que dans la perspective du chantier naval, il n'y a que peu ou pas de différences techniques à l'intérieur des catégories de navires (ou même entre elles). La combinaison de ces facteurs du côté de l'offre et de la demande fait qu'une variation du prix d'un modèle particulier de navire dans une catégorie entraînera des variations proportionnelles des prix de tous les autres modèles de cette catégorie.

7.632 D'une manière générale, les CE font valoir que le facteur essentiel qui a conduit au préjudice grave allégué a été l'aide à la restructuration, que les CE qualifient de "subventions de survie", complétée par les subventions au titre des APRG et des PSL, qui ont aussi contribué au maintien en activité des chantiers. En particulier, les CE font valoir que les subventions alléguées ont permis de maintenir, à des conditions autres que celles du marché, la capacité coréenne qui n'aurait pas pu l'être autrement et ont aussi réduit les coûts des producteurs subventionnés, leur permettant de vendre à des prix qui auraient été impossibles en l'absence des subventions. D'après les CE, la principale raison de la faiblesse des prix sur le marché mondial est la surcapacité subventionnée en Corée. Les CE affirment que les trois chantiers restructurés représentent plus de la moitié de la surcapacité globale totale, qui est estimée à 20 pour cent. Pour les CE, il n'est pas réaliste de dire comme le fait la Corée que cette capacité aurait continué d'être exploitée même sans la restructuration car les autres chantiers coréens n'auraient pas pu acheter ces chantiers ni leurs actifs puisqu'ils étaient eux-mêmes dans une situation financière difficile. Aucun acheteur étranger n'avait non plus exprimé le moindre intérêt pour l'achat des chantiers ou de leurs actifs.

7.633 Les CE déclarent, citant les affaires *Sucre* et *Indonésie – Automobiles* examinées dans le cadre du GATT de 1947, que la corrélation dans le temps entre une subvention alléguée et ses effets est très importante pour établir l'existence d'un lien de causalité. À cet égard, elles font valoir qu'il y a une évidente coïncidence temporelle entre les subventions à la restructuration alléguées en cause et leurs effets sur les prix. D'après les CE, les subventions ont été massives, ont servi à maintenir la capacité et ont en fin de compte fait baisser les prix. Dans le cas des transporteurs de GNL, par exemple, les prix mondiaux ont diminué lorsque Daewoo est entrée sur le marché en 1999, date à laquelle celle-ci savait qu'elle serait restructurée.

7.634 Les CE font valoir que la nature des subventions et la nature du préjudice grave allégué devraient aussi être prises en considération par le Groupe spécial lorsqu'il étudie la méthode à utiliser pour déterminer l'existence d'un lien de causalité. En particulier, les CE déclarent que leur allégation est une allégation générale d'empêchement de hausses de prix et de dépression de prix résultant entre autres choses d'aides à la restructuration comportant l'annulation directe d'une dette à l'égard des pouvoirs publics et de subventions de la KEXIM.[322] Au sujet de l'annulation d'une dette à l'égard des pouvoirs publics, les CE font valoir que l'article 6.1 de l'*Accord SMC* reconnaît qu'il s'agit d'une forme particulièrement flagrante de subventionnement.

[322] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 295.

7.635 En ce qui concerne l'influence déterminante sur les prix exercée par les chantiers navals coréens, les CE se réfèrent aux statistiques des carnets de commande des différents chantiers navals en janvier 2004, telles qu'elles ont été communiquées par le Lloyd's Register, pour trois catégories de navires.[323] D'après les CE, ces statistiques montrent que les parts de marché mondial détenues par la Corée pour chaque type de navire sont très importantes. Les données auxquelles se réfèrent les CE sont reproduites ci-après[324]:

Porte-conteneurs:	HHI, 24,3 pour cent; Samho-Halla, 8,1 pour cent; Daewoo, 5,3 pour cent; total Corée, 65,7 pour cent.
Transporteurs de produits[325]:	STX-Daedong, 14,5 pour cent; HHI, 5,6 pour cent; Daewoo, 3,1 pour cent; total Corée, 58,9 pour cent.
Transporteurs de GNL:	Daewoo, 29,3 pour cent; Samsung, 18,1 pour cent; HHI, 11,5 pour cent; total Corée, 58,9 pour cent.

D'après les CE, il est clair qu'avec des parts de marché de cette ampleur, la branche de production coréenne a la possibilité de fixer le niveau des prix mondiaux pour les trois types de navires, et c'est en fait ce qui, de l'avis des CE, se produit. En ce qui concerne le fait que dans certains cas, les chantiers coréens ayant les parts de marché les plus importantes n'ont pas été restructurés (c'est-à-dire qu'il n'est pas allégué qu'ils ont reçu de subventions par le biais de la restructuration), les CE font valoir que la restructuration a visé l'ensemble de la branche de production coréenne, de sorte que les chantiers restructurés, même lorsqu'ils n'avaient pas de part de marché prédominante, ont eu une influence déterminante sur les prix, entraînant à la baisse les prix de tous les chantiers coréens, qui à leur tour ont tiré vers le bas les prix mondiaux. Premièrement, les CE font valoir que les trois chantiers navals restructurés représentent environ le tiers des commandes de la Corée dans son ensemble et 12 pour cent des commandes mondiales. Ce qui est plus important du point de vue de l'effet sur les prix, d'après les CE, c'est le comportement lié à une concentration de la capacité qui s'accompagne d'une concurrence intense entre un nombre limité d'entreprises opérant dans les secteurs du marché où la concurrence est la plus forte, entraînant un empêchement de hausses de prix. Les CE indiquent en outre que les chantiers restructurés "apparaissent régulièrement parmi le noyau réduit de chantiers navals dont la capacité détermine les prix dans de nombreux secteurs".[326] Les CE affirment que les faibles prix offerts par les chantiers navals subventionnés contraignent les chantiers navals coréens concurrents à s'aligner sur ces bas prix, sans tenir compte des conséquences économiques à long terme qui peuvent ne pas se manifester avant plusieurs années. Sinon, ces chantiers navals concurrents ne pourront pas obtenir le volume élevé de commandes nécessaire pour financer leurs installations, le service de leur dette et une main-d'œuvre nombreuse.[327] Les CE font en outre valoir que le financement subventionné de la KEXIM a contribué à permettre aux chantiers non restructurés de suivre la tendance des prix déterminée par les chantiers restructurés.[328]

[323] Les CE indiquent que les données détaillées du Lloyd's Register sont reproduites dans la pièce jointe n° 2 des CE annexée à leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

[324] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 371 à 374.

[325] Nous notons que d'après la pièce jointe n° 2 des CE, les données concernant les transporteurs de produits incluent les transporteurs de produits/produits chimiques mais ne s'y limitent pas.

[326] Pièce jointe n° 2 des CE, page 4.

[327] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 308.

[328] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 270.

7.636 Compte tenu des arguments qui précèdent, nous comprenons l'allégation fondamentale de préjudice grave formulée par les CE de la manière suivante: les subventions à la restructuration ont permis de maintenir une énorme capacité non rentable sur le marché et ont fortement réduit le coût d'exploitation de cette capacité, en particulier en déchargeant les entreprises du fardeau du service de la dette. L'annulation de la dette a permis aux chantiers restructurés d'avoir une politique de prix agressive afin d'utiliser leur capacité excédentaire, ce qui a à son tour incité les autres chantiers coréens (non structurés) à réduire leurs prix. Les APRG et les PSL ont aussi joué un rôle en maintenant une capacité coréenne excédentaire sur le marché par le biais d'une amélioration de la santé financière des chantiers navals menacés de fermeture et en finançant des réductions de prix appliquées par les chantiers navals aussi bien restructurés que non restructurés. Les parts de marché et la capacité importantes des constructeurs navals coréens n'ont pas laissé aux constructeurs navals dans le reste du monde d'autre possibilité que de suivre la tendance à la baisse des prix déterminée par les constructeurs coréens. Pour les CE, cela signifie que, du fait que les niveaux des prix sont déprimés et que leur hausse a été empêchée, les chantiers navals communautaires soit perdent les marchés pour lesquels ils soumissionnent par suite de leur incapacité de s'aligner sur le niveau des prix fixés par les concurrents coréens, soit s'abstiennent de soumissionner, sachant qu'en tout état de cause ils ne pourront pas être compétitifs au niveau des prix en vigueur. La dépression des prix mondiaux et l'empêchement de hausses des prix mondiaux portent donc gravement préjudice aux intérêts des CE.

b) Principaux contre-arguments de la Corée

7.637 La Corée conteste tout d'abord la qualification de "global" appliquée par les CE au secteur et au marché de la construction navale. Elle fait valoir que certains marchés sont réservés aux producteurs nationaux (citant les transporteurs de GNL et le marché du cabotage aux États-Unis, à titre d'exemples précis). Elle fait en outre valoir, comme cela a été indiqué ci-dessus, que l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix doivent être établis en ce qui concerne un ou plusieurs marchés nationaux particuliers. La Corée semble donner à entendre que, par conséquent, une argumentation fondée sur un marché mondial doit être rejetée pour cette seule raison.

7.638 La Corée fait en outre valoir que les renseignements sur les prix présentés par les CE sont tout simplement établis sur une base trop large pour être significatifs. En particulier, elle fait valoir que les renseignements devraient être présentés sur la base du "produit similaire" et suggère un certain nombre de critères détaillés pour différencier les produits similaires au sein de chaque catégorie de navires. Au minimum, les prix devraient être ventilés par fourchettes de tailles à l'intérieur de chaque catégorie, ce qui, lorsque c'est fait, indique des variations de prix considérables, les prix augmentant pour certaines fourchettes de tailles dans une catégorie donnée, diminuant pour certaines et restant stables pour certaines.

7.639 La Corée s'élève vivement contre la manière dont les CE qualifient leurs intérêts dans le secteur de la construction navale. Selon la Corée, les chantiers communautaires ne sont tout simplement en concurrence frontale avec les chantiers coréens dans aucune des trois catégories. Elle estime plutôt que les chantiers des CE se spécialisent dans des tailles de navires plus petites que les chantiers coréens et dans de nombreux cas ne peuvent pas soumissionner pour les grands navires à cause de contraintes dues à la taille et par manque de spécialisation et de savoir-faire, qui sont d'importants facteurs déterminant les capacités effectives d'un chantier de construire des navires particuliers. La Corée note et critique le fait que les CE n'ont donné qu'une réponse partielle à la demande du Groupe spécial qui souhaitait obtenir des renseignements sur les capacités et la production antérieure des CE chantier par chantier. Pour la Corée, cela confirme que les CE ne sont pas en mesure de démontrer que les chantiers communautaires et coréens sont en concurrence directe.

7.640 En ce qui concerne les éléments déterminants des prix des navires, la Corée fait valoir qu'il n'y a pas de corrélation antérieure avec le niveau des commandes. En outre, d'après la Corée, la tonne brute compensée, qui est l'unité de mesure utilisée par les CE pour montrer la tendance des commandes, est trompeuse. Si on utilisait plutôt les années de travail ou le nombre de navires, la Corée fait valoir que la tendance serait fluctuante plutôt que fortement à la hausse comme l'allèguent les CE. La Corée conteste aussi que les taux de fret soient un élément déterminant des prix des navires, faisant valoir qu'actuellement, le marché des navires est un marché favorable à l'acheteur malgré les augmentations des taux de fret.

7.641 Au sujet des coûts, la Corée fait valoir que ses chantiers navals bénéficient d'avantages importants pour ce qui est des matériaux (y compris les intrants d'origine intérieure, dont l'importance est de plus en plus grande) et des salaires, et du fait de la dépréciation du won qui favorise les exportations, ainsi que d'une productivité et d'économies d'échelle découlant de l'expérience qu'a la Corée de la production en série.

7.642 En ce qui concerne l'argument des CE selon lequel les chantiers restructurés ont entraîné vers le bas les prix de tous les autres chantiers coréens, la Corée pose la question suivante "Pourquoi […] s'arrêter aux chantiers coréens? Si les subventions coréennes ont déclenché une guerre des prix, pourquoi ne pas aussi accuser les chantiers navals japonais ou chinois ou n'importe quels autres chantiers navals?"[329] D'après la Corée, les CE allèguent que les subventions qui auraient été accordées à Daewoo, Halla et Daedong ont stimulé une concurrence par les prix entre les constructeurs navals coréens et que, de ce fait, les prix pratiqués par les autres constructeurs navals coréens ont aussi causé un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix. De l'avis de la Corée, c'est "très excessif". La Corée dit que l'article 6.3 c) exige que la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix soit l'effet de *la* subvention et que le libellé de cette disposition ne permet pas de penser qu'il serait suffisant que les prix des constructeurs navals non subventionnés aient causé la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix.

7.643 La Corée fait valoir que l'analyse de la capacité "en l'absence de" proposée par les CE est loin de répondre au critère prescrit à l'article 6.3. Au contraire, selon la Corée, l'*Accord SMC* exige explicitement que les CE démontrent que la subvention a eu pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable, ce qui a ensuite causé un préjudice grave. Pour la Corée, cela exige des CE qu'elles présentent des éléments de preuve factuels concernant les effets de la subvention plutôt que d'essayer d'établir l'existence d'un préjudice grave par le biais d'une conjecture fondée sur une analyse "en l'absence de". En outre, et en tout état de cause, la Corée fait valoir que la capacité en question aurait continué d'être exploitée. Elle soutient tout d'abord que la restructuration était le comportement le plus "axé sur le marché" compte tenu des circonstances qui existaient à l'époque. Deuxièmement, même si les entreprises avaient été liquidées plutôt que restructurées, "liquidation" ne veut pas dire "dissolution" des entreprises insolvables. Au contraire, pour recouvrer la "valeur de liquidation" des entreprises insolvables, les créanciers, normalement, réorganisent et vendent les installations de production à des acheteurs qui les utilisent pour ce à quoi elles étaient initialement destinées. Par conséquent, contrairement à ce qu'allèguent les CE, la capacité de construction navale des trois constructeurs aurait continué d'être exploitée bien que peut-être avec un propriétaire différent.

7.644 La Corée affirme que les CE n'ont pas montré l'effet de la subvention sur l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix allégués, qui selon elle exige une quantification de la subvention par rapport au montant de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix allégués. À cet égard, la Corée fait valoir qu'une analyse très détaillée subvention par subvention, produit similaire par produit similaire, serait nécessaire pour déterminer ce qui aurait été pour chaque navire le niveau théorique du prix sans les subventions alléguées, et après avoir neutralisé l'effet de

[329] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 261.

tous les autres facteurs ayant une incidence sur les prix, par comparaison avec le prix effectif observé. Ainsi, la Corée rejette la notion selon laquelle il y a du côté de la demande substituabilité des différents navires à l'intérieur de chaque catégorie de navires, donnant lieu à des incidences réciproques sur les prix. Elle rejette aussi l'argument d'une fongibilité générale des navires du côté de l'offre, faisant valoir que les chantiers des CE en particulier ont d'importantes contraintes dues à l'insuffisance de leurs installations et de leur expérience, qui limitent leur participation à la construction de toute la gamme de tailles et de types de navires. Quant à l'effet des subventions plus généralement sur les prix, la Corée estime, comme les CE, que seuls les chantiers navals ayant une part de marché suffisante pour un produit similaire donné pourraient influer sur les niveaux des prix en vigueur mais elle conteste que l'un quelconque des chantiers coréens dont il est allégué qu'ils sont subventionnés détienne une telle part.

7.645 Enfin, la Corée fait valoir que les CE n'ont pas montré en quoi la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix allégués ont porté gravement préjudice aux intérêts des CE, y compris aux constructeurs navals produisant les trois types de navires. Comme cela a été indiqué ci-dessus, la Corée considère que l'existence d'un "préjudice grave" est une prescription distincte de l'existence d'un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix.

13. Analyse par produit

7.646 Nous passons maintenant à l'examen de l'allégation des CE concernant une dépression des prix en relation avec les transporteurs de GNL. À cet égard, comme il a été indiqué, bien que nous présentions les arguments des parties s'agissant aussi bien de la restructuration que des APRG et PSL, notre analyse des effets défavorables allégués se limitera aux APRG et aux PSL, puisque nous avons rejeté les allégations des CE concernant un subventionnement en relation avec la restructuration.

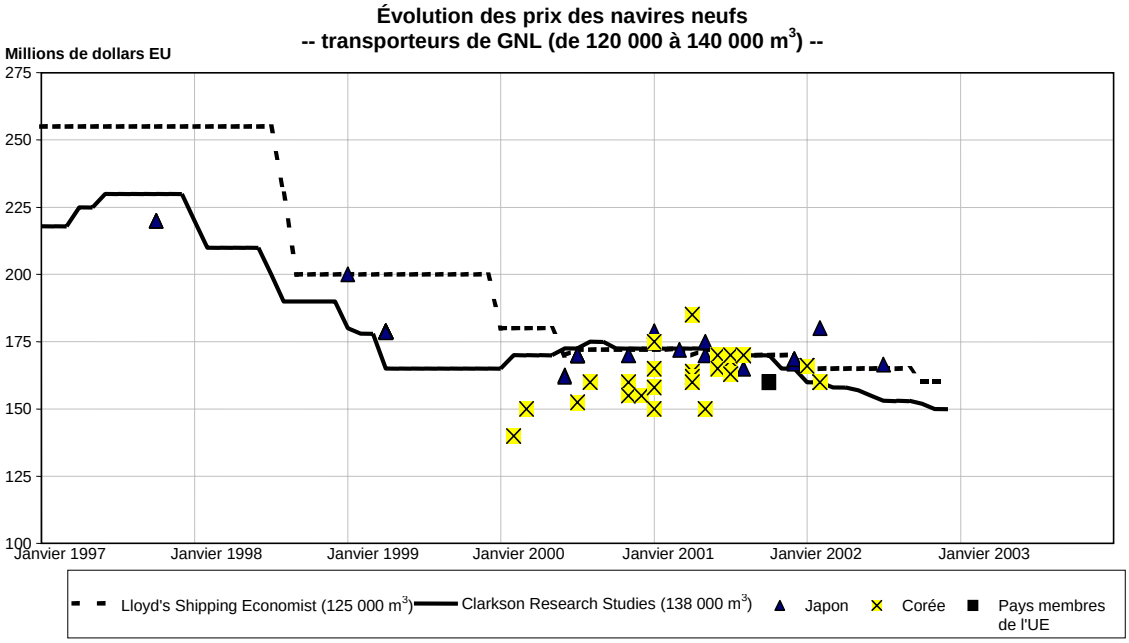
a) Arguments des parties

i) Transporteurs de GNL

7.647 Les CE font valoir que les prix mondiaux des transporteurs de GNL ont fortement chuté entre 1997 et 2000, puis se sont stabilisés pendant près de deux ans avant de continuer à baisser malgré une augmentation notable du nombre des transporteurs de GNL commandés. Pour étayer cette description des prix des transporteurs de GNL, elles présentent la figure 30 intitulée "Évolution des prix des navires neufs" pour les transporteurs de GNL entre 1997 et 2002. Le graphique est reproduit ci-après. Comme cela est indiqué, le graphique contenu dans la figure 30 est constitué de deux courbes représentant les tendances des prix, ainsi que de points correspondant aux prix des navires japonais, coréens et des CE, pour la période allant de janvier 1997 à décembre 2002. En réponse à une question du Groupe spécial, les CE précisent que ce graphique a été publié par le Lloyd's Register of Shipping. Nous notons que la même figure apparaît également en tant que figure D dans le document de l'*OCDE* C/WP/SG(2003)10.[330]

[330] Pièce n° 157 des CE.

Figure 30[331]



7.648 Les CE présentent également un tableau indiquant le nombre total de transporteurs de GNL commandés chaque année entre 1997 et 2002. Ce tableau est reproduit ci-dessous. Il montre, selon les CE, que le nombre de transporteurs de GNL commandés a augmenté pendant la période indiquée. L'argument des CE est que les prix mondiaux des transporteurs de GNL ont baissé, alors qu'ils auraient dû augmenter étant donné l'augmentation substantielle des commandes. La Corée ne conteste ni l'exactitude du graphique des prix ni celle des renseignements concernant le niveau des commandes.

Figure 31

Nombre de navires commandés

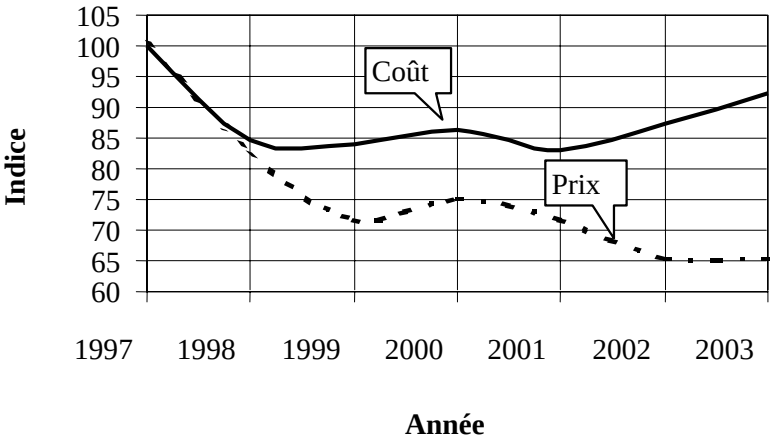
Nombre de navires commandés[332]	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**
Nombre total de navires	**9**	**2**	**5**	**17**	**30**	**23**

7.649 Les CE complètent cet argument avec les indices des prix et des coûts pour les transporteurs de GNL coréens présentés dans la figure 38 reproduite ci-dessous. Selon elles, les coûts de production des transporteurs de GNL en Corée se sont accrus depuis 2001, tandis que les prix ont baissé. En outre, elles font valoir que les taux de fret ont aussi augmenté au même moment. Elles font valoir que, par conséquent, les principaux facteurs de détermination du prix des transporteurs de GNL – demande, coûts et taux de fret – enregistraient tous une progression, alors que les prix diminuaient. Les CE font valoir que cette situation, en particulier la baisse "spectaculaire" du prix des transporteurs de GNL entre 1997 et 2000, a coïncidé avec la restructuration de la branche de production en Corée.

[331] Source: Lloyds's Register of Shipping.
[332] *Ibid.*

Figure 38

Indices des coûts et des prix pour les transporteurs de GNL en Corée[333]



7.650 La Corée rejette les arguments des CE concernant les transporteurs de GNL pour un certain nombre de raisons. Premièrement, elle déclare que la coïncidence temporelle apparente entre la diminution des prix et la première vente coréenne de transporteur de GNL sur le marché mondial est une illusion, car les prix ont baissé avant que la première commande étrangère concernant un transporteur de GNL ait jamais été passée auprès d'un chantier naval coréen. De plus, elle fait valoir que ces diminutions de prix ont commencé avant la restructuration de la branche de production. Sur ces points, les CE répondent que, même si les prix ont commencé à baisser avant que les chantiers coréens ne soient entrés sur le marché, cela ne veut pas dire que la Corée n'était pas responsable des baisses de prix qui ont eu lieu par la suite. De plus, elles indiquent que l'offre de prix de Daewoo pour le projet **[RCC: omis dans la version publique]** reflétait l'effet des subventions alléguées, car Daewoo savait, au moment où elle a présenté avec succès sa soumission, qu'elle recevrait des subventions.[334]

7.651 La Corée conteste également les causes des baisses de prix telles qu'elles sont présentées par les CE. Elle signale en particulier les changements de spécifications relatives à la taille des navires en faveur de navires plus gros que ceux qui sont produits en Europe, l'évolution des transporteurs de GNL qui, de produit spécialisé deviennent un produit de plus en plus normalisé, les pressions sur les prix exercées par les propriétaires, les améliorations technologiques, ainsi que la surcapacité de la branche de production. À cet égard, la Corée conteste aussi l'affirmation des CE selon laquelle les coûts de production augmentent en Corée. Elle dit qu'au contraire, le secteur coréen de la construction navale bénéficie d'avantages notables sur le plan des coûts par rapport aux chantiers navals européens, grâce à des coûts de matériaux et coûts salariaux moins élevés, à une plus grande productivité et à l'incidence de la dépréciation du won par rapport au dollar qui, parallèlement à l'appréciation de l'euro, a affecté la compétitivité des chantiers européens. Elle dit que chaque composant des coûts coréens a fléchi davantage et plus rapidement que les prix des navires neufs. La Corée fait valoir qu'à l'heure actuelle, le marché des transporteurs de GNL est un marché favorable à l'acheteur.

[333] Source: FMI.

[334] Deuxième communication des CE, paragraphe 368: "... les subventions à la restructuration ont commencé à causer une dépression des prix et un empêchement de hausses de prix dès l'instant où les chantiers navals ont su qu'ils pouvaient escompter tirer avantage des programmes de restructuration".

7.652 En outre, de l'avis de la Corée, les CE doivent démontrer que le fait que les chantiers navals tiraient avantage des subventions alléguées a entraîné les baisses de prix des transporteurs de GNL. En d'autres termes, la Corée dit qu'il ne suffit pas de faire référence à la branche de production coréenne dans son ensemble.

7.653 Sur ce dernier point, les CE répondent en partie que, du fait que la branche de production coréenne est hautement compétitive, les autres chantiers coréens ont dû suivre l'exemple de Daewoo en réduisant les prix des transporteurs de GNL. Elles disent que ces autres chantiers ont reçu des APRG et des PSL, qui compensaient partiellement le coût des réductions de prix (jusqu'à 2 pour cent du prix de vente d'un navire). Par conséquent, selon les CE, les subventions à la restructuration alléguées (associées au financement subventionné de la KEXIM) qui étaient accordées à Daewoo ont permis à cette dernière de fixer les prix pour la branche de production coréenne dans son ensemble, le financement subventionné de la KEXIM accordé aux chantiers non restructurés aidant ceux-ci à aligner leurs prix sur ceux de Daewoo. À son tour, le niveau peu élevé du prix coréen subventionné a entraîné à la baisse les prix mondiaux des transporteurs de GNL.

7.654 S'agissant de l'influence déterminante sur les prix exercée par Daewoo et, plus généralement, par la Corée, les CE font valoir que les prix bas traduisent la nécessité pour Daewoo d'utiliser pleinement sa capacité, laquelle serait sortie du marché s'il n'y avait pas eu de restructuration. Elles font valoir qu'en outre, la restructuration a beaucoup réduit les coûts de Daewoo en éliminant une dette qui, sinon, aurait dû être amortie sur chaque navire vendu et, par conséquent, répercutée sur les prix des navires. La Corée réplique que même si Daewoo avait été liquidée et non restructurée, sa capacité serait restée opérationnelle car il s'agissait d'installations modernes qui auraient trouvé acquéreur.

7.655 Les CE appellent également l'attention sur des statistiques comparant les parts de la Corée et des CE du marché mondial des transporteurs de GNL. Selon les renseignements détaillés sur les commandes se rapportant aux différents chantiers navals communiqués par les CE, en janvier 2004, Daewoo était le premier producteur mondial de transporteurs de GNL avec 29,3 pour cent du marché mesuré en tonnes brutes compensées, suivie par Samsung avec 18,1 pour cent. HHI venait ensuite avec une part de 11,5 pour cent. Les CE font valoir que, par conséquent, la branche de production coréenne représente 58,9 pour cent des commandes totales en cours pour les transporteurs de GNL.

7.656 La Corée objecte qu'il n'est pas possible de déterminer l'existence d'une influence déterminante sur les prix à partir des parts de marché pour les transporteurs de GNL. En particulier, elle fait valoir que sa part du marché des transporteurs de GNL a beaucoup fluctué, de zéro à 73 pour cent depuis qu'elle a commencé à vendre des transporteurs de GNL. Elle dit qu'il est donc impossible de tirer des conclusions quelconques quant à une influence déterminante sur les prix à partir de ces parts de marché.

7.657 Enfin, les CE présentent un certain nombre d'exemples de transactions relatives à des transporteurs de GNL pour illustrer leurs arguments concernant une dépression des prix. Les CE disent que dans ces transactions, les chantiers navals des CE ont présenté des soumissions contre les chantiers coréens et ont perdu, à l'issue d'un processus d'adjudication au cours duquel les prix d'offre coréens ont été progressivement réduits. Selon les CE, les chantiers communautaires se sont finalement trouvés dans l'incapacité de réduire suffisamment leurs prix pour remporter les commandes. En ce qui concerne cet argument des CE, la Corée conteste tout d'abord ce qu'elle estime être une tentative des CE de réintroduire l'allégation concernant une sous-cotation des prix qu'elles avaient abandonnée. Elle fait valoir également qu'il n'y a pas de lien entre la restructuration et la fixation des prix des transporteurs de GNL par les chantiers coréens, parce que c'est un chantier non restructuré qui avait obtenu la première commande provenant de l'étranger, que la première offre de Daewoo concernant un transporteur de GNL avait été faite avant la restructuration de la société, et que les chantiers non restructurés offraient des prix analogues à peu près à la même époque.

ii) Transporteurs de produits/produits chimiques

7.658 S'agissant des transporteurs de produits/produits chimiques, les CE présentent dans la figure 42, reproduite ci-dessous, un tableau indiquant les parts de marché, mesurées d'après les nouvelles commandes, pour la période 1993-2002.

Figure 42

Parts de marché dans le secteur des transporteurs de produits et de produits chimiques pour la période 1993-2002

	Moyenne 1993/1997	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**Moyenne 1998/2002**
UE	19%	12%	22%	11%	21%	22%	10%	3%	3%	7%	3%	5%
Corée du Sud	19%	6%	16%	30%	12%	28%	46%	44%	51%	39%	35%	42%

Source: Lloyd's Register of Shipping.

7.659 Selon les CE, ce tableau montre qu'à partir de 1998, année qui a suivi immédiatement la dévaluation du won, les chantiers coréens ont gagné des parts de marché importantes et ont pris la tête dans ce secteur. Elles font valoir que, dans les années qui ont suivi, les chantiers coréens ont consolidé leur position en pratiquant une politique de bas prix inconsidérée, nonobstant le redressement du won et l'accroissement des coûts de production.

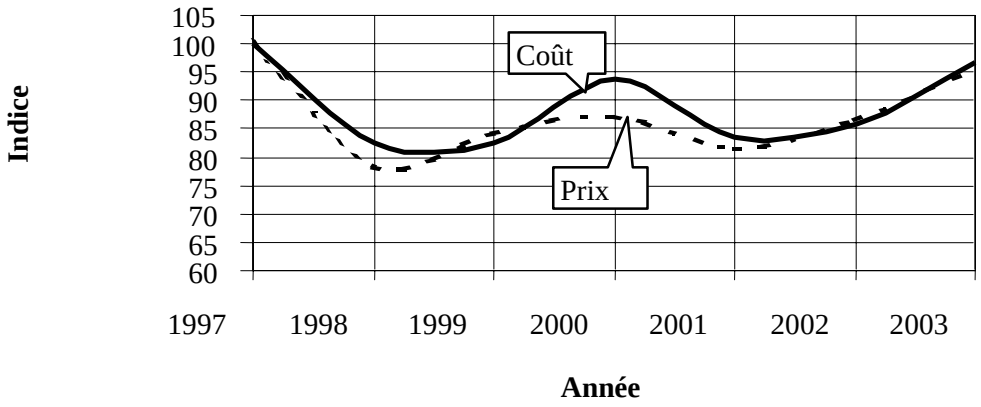
7.660 La Corée rejette les données des CE concernant les parts de marché, en disant que ces données ne corroborent pas l'allégation selon laquelle elle exerce une influence déterminante en matière de prix et de volume pour ce qui est des transporteurs de produits et de produits chimiques, d'abord parce que des données relatives aux parts de marché n'étayent pas automatiquement une conclusion concernant une influence déterminante sur les prix. En outre, elle signale que les données figurant dans le tableau des parts de marché présenté par les CE correspondent aux transporteurs de produits et de produits chimiques, dont les CE ont admis qu'ils appartenaient à des catégories de produit différentes. Selon la Corée, la FMI, consultant des CE, a admis que la participation de la branche de production des CE se limitait aux chimiquiers et que la Chine exerçait une influence déterminante sur les prix des chimiquiers depuis 2001.

7.661 Les CE présentent également dans la figure 43, reproduite ci-dessous, un graphique comparant les indices des prix et des coûts pour certains transporteurs de produits et de produits chimiques construits en Corée.[335]

[335] Selon les CE, la taille des navires indiquée (autour de 47 000 tpl) est représentative de la classe construite en grand nombre en Corée et correspond aussi à une classe de navires qui présenterait un grand intérêt pour les chantiers navals des CE si le prix n'était pas aussi bas.

Figure 43[336]

Indices des coûts et des prix pour les mini-transporteurs de produits et de produits chimiques en Corée



7.662 Selon les CE, la conjugaison d'une demande croissante, dont témoignent le volume important de commandes de nouveaux navires et la hausse des taux de fret, et de l'accroissement des coûts pour les chantiers navals coréens aurait dû faire monter le prix des navires ou le faire monter plus fortement que cela n'a été le cas. La Corée fait valoir, s'agissant des coûts, que sa branche de production bénéficie d'avantages notables sur le plan des coûts par rapport aux chantiers navals européens, grâce à des coûts de matériaux et coûts salariaux moins élevés, à une plus grande productivité et à l'incidence de la dépréciation du won par rapport au dollar qui, parallèlement à l'appréciation de l'euro, a affecté la compétitivité des chantiers européens. Elle dit que chaque composant des coûts coréens a fléchi davantage et plus rapidement que les prix des navires neufs. En ce qui concerne les taux de fret, la Corée fait valoir que les renseignements communiqués par les CE, qui contiennent un seul tableau concernant l'indice de fret, ne sont pas informatifs. Elle fait valoir que les taux de fret peuvent varier selon les segments de navires et qu'ils devraient être différenciés sur cette base.

7.663 Les CE affirment que l'empêchement de hausses de prix dont elles se plaignent est étroitement lié à l'influence déterminante sur les prix qu'exercent les chantiers navals coréens depuis 1999.[337] Elles indiquent que les prix coréens constituent le point de départ pour la négociation des ventes dans le secteur de la construction navale et sont si bas que, souvent, les courtiers ne demandent même pas aux producteurs des CE de soumissionner pour les contrats, parce qu'ils savent que les chantiers navals communautaires ne pourront pas aligner leurs prix sur les prix coréens, à moins de vendre substantiellement à perte.

7.664 À cet égard, les Communautés européennes donnent quelques exemples de ventes qui, selon leurs allégations, ont été perdues par leurs chantiers navals au profit des chantiers navals coréens dans le secteur des transporteurs de produits et de produits chimiques. Elles précisent qu'elles ne formulent pas une allégation concernant des ventes perdues mais présentent ces exemples pour montrer l'influence déterminante sur les prix exercée par les chantiers navals coréens dans ce secteur, qui a eu pour effet d'empêcher la hausse des prix.

7.665 Les CE affirment que cette influence déterminante sur les prix aide le secteur coréen de la construction navale à utiliser la capacité excédentaire mise en service au milieu des années 90.[338]

[336] Source: FMI.
[337] Mécanisme d'examen des politiques commerciales de l'OMC, 2000 (pièce n° 82 des CE).
[338] FMI Background Report, page 23 (pièce n° 1 des CE).

Selon elles, les subventions alléguées, à savoir l'aide à la restructuration et les subventions à l'exportation ainsi que les avantages fiscaux, ont permis de conserver des installations inutiles, ce qui a entraîné une baisse notable des prix, les chantiers coréens étant prêts à vendre à n'importe quel prix au-dessus du coût de production variable.

7.666 La Corée nie que les chantiers navals coréens exercent une influence déterminante sur les prix des transporteurs de produits et de produits chimiques, d'après le rapport du consultant des CE, et fait valoir que dans certains cas, les prix européens sont plus bas. Elle déclare qu'en outre les exemples de ventes perdues alléguées par les CE ne sont pas pertinents, entre autres choses parce que, dans quelques cas, les chantiers navals coréens impliqués ne figuraient pas parmi les chantiers restructurés et du fait qu'il existe des limitations techniques concernant certains des chantiers européens impliqués.

iii) Porte-conteneurs

7.667 Les CE présentent dans la figure 39, reproduite ci-dessous, un tableau indiquant les parts de marché, mesurées d'après les nouvelles commandes, dans le secteur des porte-conteneurs pour la période 1993-2002.

Figure 39

Parts de marché dans le secteur des porte-conteneurs pour la période 1993-2002

	Moyenne 1993/1997	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**Moyenne 1998/2002**
UE	23%	34%	22%	26%	13%	23%	15%	13%	12%	20%	10%	14%
Corée du Sud	27%	31%	26%	34%	27%	14%	45%	62%	52%	32%	52%	48%

Source: Lloyd's Register of Shipping.

7.668 Selon les CE, ce tableau indique qu'à partir de 1998, année qui a suivi immédiatement la dévaluation du won, les chantiers coréens ont gagné des parts de marché importantes et sont devenus une source d'influence déterminante en matière de prix et de volume dans ce secteur. Cependant, malgré le redressement du won et l'accroissement des coûts de production, les prix coréens ont continué à baisser par la suite, ce qui a permis aux chantiers coréens de consolider leur influence déterminante sur les prix et leur domination du marché dans ce secteur.

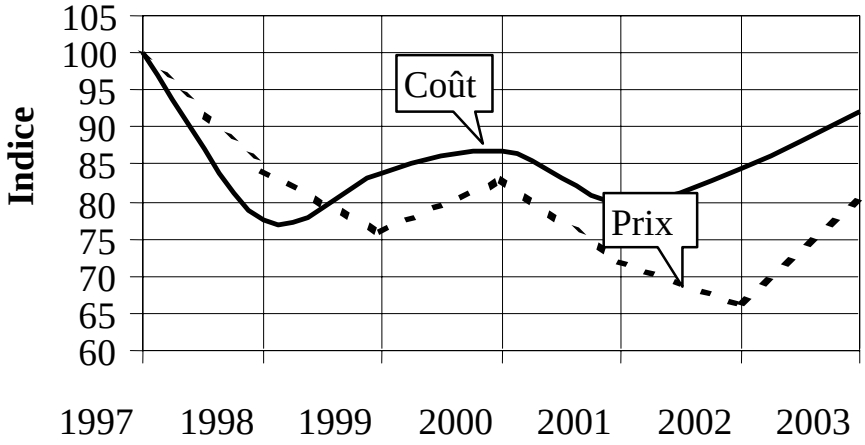
7.669 La Corée n'est pas d'accord et fait valoir que les données relatives aux parts de marché présentées par les CE n'étayent pas leur allégation selon laquelle elle est devenue une source d'influence déterminante en matière de prix et de volume et que les prix coréens ont continué à baisser par la suite. Selon elle, tout d'abord, des données relatives aux parts de marché n'étayent pas automatiquement une conclusion concernant une influence déterminante sur les prix. De plus, elle fait valoir que l'on ne peut pas regrouper tous les porte-conteneurs comme dans le tableau relatif aux parts de marché, parce que les porte-conteneurs ne constituent pas un "produit similaire" unique. En fait, ils présentent des différences techniques notables qui sont liées à l'utilisation à laquelle ils sont destinés et sont perçus en tant que tels. Selon la Corée, le propre consultant des CE, la FMI, a explicitement admis que, s'agissant des porte-conteneurs, les chantiers navals coréens et ceux des Communautés européennes se faisaient uniquement concurrence pour les porte-conteneurs de collecte, pour lesquels l'influence déterminante sur les prix était exercée, toujours selon ce consultant, par la Corée du Sud et la Chine mais avec une forte concurrence de la Pologne, de Singapour et de Taiwan. La Corée fait valoir que les activités des Communautés européennes portent sur certaines

tailles de la catégorie des porte-conteneurs de collecte et que les chantiers navals des CE ont diminué leurs prix bien avant l'apparition des navires coréens de même taille sur le marché.

7.670 Les CE présentent également dans la figure 40, reproduite ci-dessous, un graphique comparant les indices des prix et des coût pour les porte-conteneurs de 3 500 evp en Corée.[339]

Figure 40 - Porte-conteneurs

Indices des coûts et des prix pour les porte-conteneurs de 3 500 evp en Corée (en dollars EU)[340]



7.671 Les CE font valoir que le graphique montre (en dollars EU) que les prix des porte-conteneurs, ainsi que le coût encouru pour les produire, ont baissé brusquement à partir de 1997 jusqu'au milieu de l'année 1998. Depuis la fin de 1998, le prix a poursuivi sa tendance générale à la baisse alors que les coûts ont augmenté. Les CE font valoir que la capacité des chantiers navals coréens de baisser leurs prix malgré l'accroissement des coûts de production est imputable aux subventions au secteur de la construction navale alléguées.

7.672 L'argument de la Corée relatif aux coûts est que la Corée bénéficie d'avantages notables sur le plan des coûts par rapport aux chantiers navals européens, grâce à des coûts de matériaux et coûts salariaux moins élevés, à une plus grande productivité et à l'incidence de la dépréciation du won par rapport au dollar qui, parallèlement à l'appréciation de l'euro, a affecté la compétitivité des chantiers européens. La Corée dit que chaque composant des coûts coréens a fléchi davantage et plus rapidement que les prix des navires neufs. En ce qui concerne les taux de fret, elle fait valoir que les renseignements communiqués par les CE, qui contiennent un seul tableau concernant l'indice de fret, ne sont pas informatifs. Elle fait valoir que les taux de fret peuvent varier selon les segments de navires et qu'ils devraient être différenciés sur cette base.

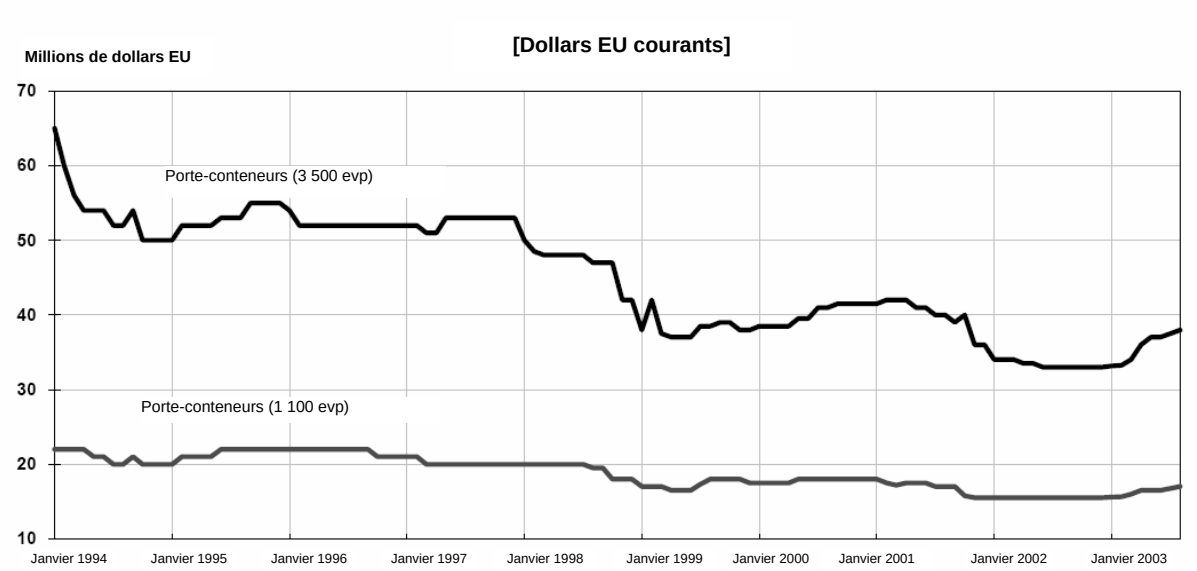
[339] Les CE notent que l'abréviation "evp" signifie "équivalent 20 pieds", c'est-à-dire l'unité de mesure clé de la capacité de chargement d'un porte-conteneurs.

[340] Selon les CE, il s'agit de la classe de porte-conteneurs type pour laquelle il existe une forte concurrence entre la Corée et les Communautés européennes. Depuis 1997, des commandes ont été remportées par Daewoo, Halla, Hyundai Heavy, Samho et Samsung en Corée, et par Volkswerft, HDW, et Odense dans les Communautés européennes.

7.673 Selon les CE, il est reconnu que la Corée exerce une influence déterminante sur les prix mondiaux: la tendance à la baisse des prix pratiqués par les chantiers navals coréens a entraîné aussi la baisse des prix du marché mondial. Les CE présentent un graphique sur l'indice des prix (figure 41, reproduite ci-dessous) pour étayer leur argument concernant la baisse des prix des porte-conteneurs sur le marché mondial. Ce graphique concerne les porte-conteneurs de 3 500 evp et 1 100 evp. Selon les CE, la concurrence entre les chantiers coréens et ceux des CE est particulièrement forte dans le segment des porte-conteneurs de 3 500 evp, tandis que dans le segment des porte-conteneurs plus petits, les chantiers coréens sont moins actifs, ce qui explique que la baisse des prix est moins prononcée pour cette dernière classe de porte-conteneurs.

Figure 41

Prix des porte-conteneurs sur le marché mondial



Note: 1. En septembre 2003.
2. Les données sur les prix sont fondées sur l'hypothèse "European spec", le règlement s'effectuant en quatre versements: 10/10/10/70% sur la base des "first class competitive yard" (les chantiers les plus compétitifs).

Source: Clarkson Research Studies.

7.674 La Corée réplique en présentant son propre graphique montrant les prix des porte-conteneurs de collecte et, sur cette base, elle fait valoir que les chantiers navals des CE ont déprimé les prix des porte-conteneurs de collecte bien avant l'apparition des navires coréens de même taille sur le marché.

7.675 Les CE présentent également l'exemple de la vente d'un porte-conteneurs perdue, selon leurs allégations, au profit d'un chantier naval coréen pour montrer l'empêchement de hausses de prix par les chantiers navals coréens dans le secteur des porte-conteneurs. Selon les CE, les prix coréens constituent le point de départ des négociations sur les prix et aucun chantier naval soucieux de faire des bénéfices ne peut s'aligner sur ces niveaux inférieurs aux coûts. La Corée conteste la pertinence de cet exemple, en faisant valoir que cette unique commande ne constitue même pas un élément de preuve *prima facie* montrant l'existence d'un empêchement notable de hausses de prix, surtout lorsqu'il n'est pas démontré qu'elle est l'effet d'une subvention existante quelconque.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.676 Nous rappelons nos constatations selon lesquelles les CE n'ont pas démontré que la restructuration de la branche de production avait conféré des subventions à certains chantiers navals coréens. Nous avons aussi constaté que le régime juridique de la KEXIM en tant que tel, ainsi que les

programmes APRG et PSL en tant que tels, ne constituaient pas des subventions à l'exportation prohibées. Nous avons toutefois constaté qu'un certain nombre d'APRG et de PSL individuels conféraient bien des subventions. Certaines de ces transactions individuelles concernent les trois types de navires que nous examinons (les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs), et certaines de ces transactions se rapportent à d'autres types de navires (par exemple les transporteurs de pétrole brut, les vraquiers, et les navires rouliers).

7.677 Ainsi, la plupart des subventions alléguées dont les CE soutiennent qu'elles causent des effets défavorables ne peuvent pas, en fait, être prises en considération dans notre analyse de l'existence d'un préjudice grave. La question à laquelle nous devons répondre s'agissant de l'allégation des CE concernant un préjudice grave est donc de savoir si les CE ont établi que le nombre relativement limité d'APRG et de PSL dont nous *avons* constaté qu'ils conféraient des subventions a, en lui-même, causé une dépression notable des prix pour les transporteurs de GNL et un empêchement notable de hausses de prix pour les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs. Si nous appliquons le cadre analytique que nous avons exposé ci-dessus, la question que nous devons examiner est de savoir si les CE ont établi qu'en l'absence de ces APRG et ces PSL subventionnés, les prix en vigueur sur le marché pour ces navires auraient été notablement plus élevés qu'ils ne l'étaient en fait.

7.678 Nous rappelons ici que l'allégation des CE relative à l'existence d'un préjudice grave en ce qui concerne les APRG et les PSL repose principalement sur l'idée que ce financement a complété les effets de dépression des prix et d'empêchement de hausses de prix dus à la restructuration subventionnée, selon les allégations, de la branche de production. Ainsi, les CE allèguent certains effets de ces facilités de financement dans leur ensemble, sur le secteur coréen de la construction navale dans son ensemble, dans le contexte plus large de la restructuration de la branche de production dont elles ont allégué qu'elle conférait des subventions. L'allégation des CE concernant les APRG et PSL individuels n'est donc pas fondée sur une analyse des transactions subventionnées relatives aux transporteurs de GNL, aux transporteurs de produits/produits chimiques et aux porte-conteneurs par rapport aux prix en vigueur sur le marché pour ces catégories de navires.[341] Bien que les CE affirment que les APRG et PSL subventionnés individuels ont joué un rôle en déterminant quel chantier naval obtenait un contrat particulier et que l'effet des transactions subventionnées individuelles sur les prix était pas moins de 2 pour cent *ad valorem*, elles estiment que le principal effet du financement subventionné sur les prix était plus généralisé, c'est-à-dire que cela a aidé les chantiers restructurés à maintenir en service une capacité excédentaire, laquelle, à son tour, a déprimé les niveaux globaux des prix et les a empêchés d'augmenter pour les trois catégories de navires, et que cela a aussi, d'une manière générale, contribué à permettre aux chantiers non restructurés d'aligner leurs prix sur ceux des chantiers restructurés.[342] Les CE ne font donc pas de distinction, aux fins de

[341] Nous rappelons la déclaration des CE selon laquelle leur allégation est "une allégation globale concernant une dépression des prix et un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial qui résultent, entre autres choses, d'aides à la restructuration comportant l'annulation directe de créances détenues par les pouvoirs publics, ainsi que de subventions de la KEXIM".

[342] Les CE indiquent à cet égard qu'il est évident que l'accès aux prêts avant expédition et aux APRG à un moment où les créanciers privés soit n'auraient pas accordé ces facilités soit, s'ils l'avaient fait, auraient appliqué des taux ou commissions plus élevés sur la base des conditions du marché, a permis d'améliorer les flux de liquidités et la rentabilité des chantiers navals. Elles citent comme suit le rapport annuel de la KEXIM pour 1998 à l'appui de cet argument: "[La KEXIM] en sa qualité d'organisme de crédit à l'exportation, a mené une opération de sauvetage, accordant des prêts d'urgence aux exportateurs et importateurs coréens au début de la crise, *alors que le secteur bancaire de la Corée était quasiment paralysé*". Elles citent également la déclaration du Président de la KEXIM contenue dans le Rapport annuel pour 1999: "[La KEXIM] a contribué à la reprise économique en offrant un ensemble de programmes de financement aux exportateurs ... *qui avaient des difficultés à obtenir un financement lié au commerce suffisant auprès d'établissements financiers commerciaux*, du fait du plan de restructuration lancé par les pouvoirs publics dans le secteur financier et celui des entreprises." Enfin, elles font valoir que, grâce au financement de la KEXIM, les chantiers navals qui ont

leurs allégations concernant l'existence d'un préjudice grave, entre les APRG et PSL subventionnés individuels qui se rapportent aux types de navires visés par ces allégations (transporteurs de GNL, transporteurs de produits/de produits chimiques et porte-conteneurs) et ceux qui se rapportent aux types de navires non visés par ces allégations (par exemple les pétroliers, les vraquiers, les navires rouliers, etc.).

7.679 Pour traiter les allégations des CE concernant les APRG et PSL dont nous avons constaté qu'ils étaient subventionnés, nous devons d'abord examiner lesquelles de ces transactions subventionnées sont pertinentes. En particulier, nous devons décider s'il faut inclure dans les subventions dont nous examinons les effets ou d'en exclure les APRG et PSL se rapportant à des types de navires autres que les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs. Nous croyons comprendre que la raison pour laquelle les CE les ont incluses était que la possibilité de bénéficier des APRG et PSL subventionnés, d'une manière générale, a eu une incidence sur la question de savoir quel chantier naval obtenait une vente et sur la solidité financière globale des chantiers navals. Certes, cet argument fondé sur tous les APRG et PSL subventionnés aurait pu être plausible dans le contexte d'une constatation positive de l'existence de larges subventions à la restructuration, mais il nous reste maintenant un nombre relativement limité de transactions subventionnées individuelles portant sur un éventail de types de navires dont certains ne sont pas visés par l'allégation des CE concernant un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix. Les CE n'ont pas présenté d'élément de preuve ni d'argument tendant à démontrer que le financement subventionné des ventes de types de navires non visés par leur allégation (comme les vraquiers) avait eu une incidence identifiable sur la fixation du prix de l'un quelconque des types de navires visés par leurs allégations relatives à l'existence d'un préjudice grave. En l'absence de tout élément de preuve ou argument en ce sens, nous ne voyons rien qui permette de prendre en compte dans notre analyse le financement subventionné des types de navires autres que les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs. En fait, nous estimons que nous devrions inclure dans notre analyse uniquement les APRG et PSL subventionnés dont nous savons qu'ils concernent des transporteurs de GNL, des transporteurs de produits/produits chimiques et des porte-conteneurs. Ces APRG et PSL sont énumérés dans la pièce jointe n° 3.[343]

7.680 Par ailleurs, nous rappelons que les CE ont présenté leur argumentation relative à l'existence d'un préjudice grave et nous ont demandé d'effectuer notre analyse séparément, pour chacune des trois catégories de navires, et nous procéderons sur cette base en examinant, pour chaque catégorie de navires, les éventuels effets du financement subventionné sur les prix des navires de cette catégorie. En particulier, nous examinerons tout d'abord si les éléments de preuve et les arguments présentés par les CE démontrent l'existence d'une relation tangible entre les APRG subventionnées concernant les transporteurs de GNL et le prix en vigueur pour les transporteurs de GNL; entre les APRG et PSL subventionnés concernant les transporteurs de produits/produits chimiques et le prix en vigueur pour les transporteurs de produits/produits chimiques; et entre les APRG et PSL subventionnés concernant les porte-conteneurs et le prix en vigueur pour les porte-conteneurs. Autrement dit, nous rechercherons des éléments de preuve indiquant l'existence d'une relation entre les transactions subventionnées pour un type de navire donné, d'une part, et le prix en vigueur sur le marché pour ce type de navire, d'autre part. Si nous constatons qu'il existe des éléments de preuve indiquant une telle

---

été restructurés par la suite ont reçu des commandes qui ont rempli leurs carnets de commandes, ce qui a permis d'établir des projections de vente optimistes aux fins de la détermination de la valeur d'exploitation.

[343] Il existe un certain nombre d'APRG et de PSL dont nous avons constaté qu'ils étaient subventionnés mais pour lesquels nous n'avons pas de renseignements concernant le type de navire en cause, bien que nous ayons demandé ces renseignements aux CE et qu'elles n'aient pas indiqué qu'ils n'étaient pas disponibles. (*Voir* la question n° 139 posée aux CE par le Groupe spécial et la réponse qu'elles ont donnée.) Néanmoins, même si nous devions supposer que toutes ces transactions non identifiées concernaient soit des transporteurs de GNL, soit des transporteurs de produits/produits chimiques, soit encore des porte-conteneurs, cela ne changerait ni notre analyse ni nos conclusions.

relation, nous examinerons alors plus en détail, pour chaque catégorie de produit, les questions relatives aux définitions de produit, aux marchés géographiques, à la chronologie du subventionnement, à l'évolution des prix, aux éléments de preuve se rapportant aux coûts, etc., qu'il serait nécessaire de considérer pour une analyse complète des allégations concernant l'existence d'un préjudice grave.

i) Transporteurs de GNL

7.681 Des APRG dont nous avons constaté qu'elles étaient subventionnées, trois concernent des transporteurs de GNL. Ces APRG ont été contractées entre 2000 et 2001 et sont venues à expiration entre 2002 et 2004. Nous estimons que les avantages découlant de ces subventions varient de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la valeur des navires en cause. Aucun des PSL dont nous avons constaté qu'ils étaient subventionnés ne concerne des transporteurs de GNL. Pour replacer cela dans son contexte, les CE ont communiqué des données indiquant qu'en janvier 2004, il y avait 62 commandes de transporteurs de GNL dans le monde, dont 37 passées auprès des chantiers coréens.[344]

7.682 Bien que les montants estimés de l'avantage soient relativement peu élevés, nous ne doutons pas que même ces modestes subventions ont pu jouer un rôle dans l'obtention des ventes en cause. En particulier, nous pensons qu'il est tout à fait possible qu'elles se soient traduites par des réductions de prix équivalentes dans ces transactions spécifiques. Cela dit, il est loin d'être évident pour nous qu'une réduction de prix de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent dans trois transactions sur un nombre total beaucoup plus élevé constituerait ou entraînerait une "dépression notable des prix" pour les transporteurs de GNL dans leur ensemble.

7.683 Nous soulignons à nouveau ici que, s'agissant de cette allégation relative à une dépression des prix, les questions sur lesquelles il convient d'axer notre analyse sont le niveau global des prix en vigueur pour la catégorie de produits dans son ensemble et le lien éventuel entre les transactions APRG subventionnées pour les transporteurs de GNL et ce niveau de prix. En fait, l'allégation des CE est fondée sur les effets globaux sur les prix pour cette catégorie de produits et les CE nous demandent de nous prononcer sur leur allégation sur cette base. Bien que nous admettions certainement la possibilité que le financement subventionné ait influencé les prix dans les trois transactions individuelles, nous ne trouvons rien dans les éléments de preuve et les arguments qui nous ont été présentés qui démontrerait que l'effet cumulé des transactions subventionnées est une dépression notable des prix pour la catégorie des transporteurs de GNL tout entière.

7.684 En conséquence, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle les APRG subventionnées ont causé un préjudice grave aux intérêts des CE en provoquant une dépression notable des prix en ce qui concerne les transporteurs de GNL.

7.685 Étant donné ce qui précède, nous n'avons pas besoin d'examiner les arguments détaillés des parties concernant les définitions de produit, les marchés géographiques, la chronologie, etc., qui ont été avancés au sujet des transporteurs de GNL.

ii) Transporteurs de produits/produits chimiques

7.686 Des APRG dont nous avons constaté qu'elles étaient subventionnées, deux concernent des transporteurs de produits/produits chimiques. Ces APRG ont été contractées en 1999 et sont venues à expiration en 2001. Nous estimons que les avantages découlant de ces subventions varient de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la valeur des navires en cause. Des PSL dont nous

[344] Pièce jointe n° 6 des CE annexée aux réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

avons constaté qu'ils étaient subventionnés, 24 concernent des transporteurs de produits/produits chimiques. Ces PSL ont été contractés entre 2001 et 2002 et sont venus à expiration entre 2001 et 2003. Nous estimons que les avantages découlant de ces subventions varient de **[RCC: omis dans la version publique]** points de pourcentage de l'intérêt sur les prêts en cause. (Il n'y a pas de données disponibles concernant ces montants de subvention recalculés sur une base *ad valorem*.) Les données présentées par les CE montrent qu'en janvier 2004, il y avait 370 commandes de navires citernes (y compris, mais non exclusivement, des transporteurs de produits/produits chimiques) dans le monde, dont 218 passées auprès des chantiers coréens.[345]

7.687 Bien que les montants estimés de l'avantage soient relativement peu élevés, nous ne doutons pas que même ces modestes subventions ont pu jouer un rôle dans l'obtention des ventes en cause. En particulier, nous pensons qu'il est tout à fait possible qu'elles se soient traduites par des réductions de prix équivalentes dans ces transactions spécifiques. Cela dit, il est loin d'être évident pour nous qu'une réduction de prix de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent[346] dans un nombre relativement limité de transactions sur un total beaucoup plus élevé constituerait ou entraînerait un "empêchement notable de hausses de prix" pour les transporteurs de produits/produits chimiques dans leur ensemble.

7.688 Nous soulignons à nouveau ici que, s'agissant de cette allégation relative à un empêchement de hausses de prix, les questions sur lesquelles il convient d'axer notre analyse sont le niveau global des prix en vigueur pour la catégorie de produits dans son ensemble et le lien possible entre les transactions APRG et PSL subventionnées pour les transporteurs de produits/produits chimiques et ce niveau de prix. En fait, l'allégation des CE est fondée sur les effets globaux sur les prix pour cette catégorie de produits et les CE nous demandent de nous prononcer sur leur allégation sur cette base. Bien que nous admettions certainement la possibilité que le financement subventionné ait influencé les prix dans les transactions individuelles, nous ne trouvons rien dans les éléments de preuve et les arguments qui nous ont été présentés qui démontrerait que l'effet cumulé des transactions subventionnées est un empêchement notable de hausses de prix pour la catégorie des transporteurs de produits/produits chimiques tout entière.

7.689 En conséquence, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle les APRG et PSL subventionnés ont causé un préjudice grave aux intérêts des CE par le biais d'un empêchement de hausses de prix en ce qui concerne les transporteurs de produits/produits chimiques.

7.690 Étant donné ce qui précède, nous n'avons pas besoin d'examiner les arguments détaillés des parties concernant les définitions de produit, les marchés géographiques, la chronologie, etc., qui ont été avancés au sujet des transporteurs de produits/produits chimiques.

iii) Porte-conteneurs

7.691 Des APRG dont nous avons constaté qu'elles étaient subventionnées, huit concernent des porte-conteneurs. Ces APRG ont été contractées entre 1997 et 2001 et sont venues à expiration entre 1998 et 2003. Nous estimons que les avantages découlant de ces subventions varient de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent de la valeur des navires en cause. Des PSL dont nous avons constaté qu'ils étaient subventionnés, 21 concernent des porte-conteneurs. Ces PSL ont été contractés entre 2001 et 2002 et sont venus à expiration entre 2001 et 2003. Nous estimons que les avantages découlant de ces subventions varient de **[RCC: omis dans la version publique]** points de pourcentage de l'intérêt sur les prêts en cause. (Il n'y a pas de données disponibles concernant ces

[345] *Id.*

[346] Du fait que les chiffres cités sont des points de pourcentage d'intérêt et non des montants *ad valorem*, ils surestimeraient l'incidence *ad valorem* possible des subventions en cause, dans la mesure où le financement en question portait sur moins de 100 pour cent de la valeur du contrat.

montants de subvention recalculés sur une base *ad valorem*.) Les données communiquées par les CE montrent qu'en janvier 2004, il y avait 502 commandes de porte-conteneurs dans le monde, dont 276 passées auprès des chantiers coréens.

7.692 Bien que les montants estimés de l'avantage soient relativement peu élevés, nous ne doutons pas que même ces modestes subventions ont pu jouer un rôle dans l'obtention des ventes en cause. En particulier, nous pensons qu'il est tout à fait possible qu'elles se soient traduites par des réductions de prix équivalentes dans ces transactions. Cela dit, il est loin d'être évident pour nous qu'une réduction de prix de **[RCC: omis dans la version publique]** pour cent[347] dans un petit nombre de transactions sur un total beaucoup plus élevé constituerait ou entraînerait un "empêchement notable de hausses de prix" pour les porte-conteneurs dans leur ensemble.

7.693 Nous soulignons à nouveau ici que, s'agissant de cette allégation relative à un empêchement de hausses de prix, les questions sur lesquelles il convient d'axer notre analyse sont le niveau global des prix en vigueur pour la catégorie de produits dans son ensemble et le lien possible entre les transactions APRG et PSL subventionnées pour les porte-conteneurs et ce niveau de prix. En fait, l'allégation des CE est fondée sur les effets globaux sur les prix pour cette catégorie de produits et les CE nous demandent de nous prononcer sur leur allégation sur cette base. Bien que nous admettions certainement la possibilité que le financement subventionné ait influencé les prix dans les transactions individuelles, nous ne trouvons rien dans les éléments de preuve et les arguments qui nous ont été présentés qui démontrerait que l'effet cumulé des transactions subventionnées est un empêchement notable de hausses de prix pour la catégorie des porte-conteneurs tout entière.

7.694 En conséquence, nous rejetons l'allégation des CE selon laquelle les APRG et PSL subventionnés ont causé un préjudice grave aux intérêts des CE en provoquant un empêchement notable de hausses de prix en ce qui concerne les porte-conteneurs.

7.695 Étant donné ce qui précède, nous n'avons pas besoin d'examiner les arguments détaillés des parties concernant les définitions de produit, les marchés géographiques, la chronologie, etc., qui ont été avancés au sujet des porte-conteneurs.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation des CE selon laquelle la Corée a accordé des subventions à l'exportation prohibées sous la forme des transactions APRG individuelles de la KEXIM indiquées au paragraphe 7.223 *supra*, et des transactions PSL individuelles de la KEXIM indiquées au paragraphe 7.330 *supra*, d'une manière contraire à l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

8.2 Par contre, nous rejetons les allégations des CE selon lesquelles la Corée agit en violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* du fait que les subventions à l'exportation prohibées ont été et sont accordées conformément au régime juridique de la KEXIM "en tant que tel" et aux programmes APRG et PSL de la KEXIM "en tant que tels".

8.3 Nous rejetons également l'allégation des CE selon laquelle la Corée, en accordant des subventions à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong au moyen i) de programmes de renégociation de la dette et de restructuration; ii) d'avantages fiscaux consentis à Daewoo-HI/Daewoo-SME; et iii) de l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition, a

[347] Du fait que la tranche supérieure de cette fourchette correspond à des points de pourcentage d'intérêt et non à un montant *ad valorem*, elle surestimerait l'incidence *ad valorem* possible des subventions en cause, dans la mesure où le financement en question portait sur moins de 100 pour cent de la valeur du contrat.

causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

8.4 Conformément à l'article 4.7 de l'*Accord SMC*, nous sommes tenus de recommander que la Corée retire sans retard les subventions APRG et PSL individuelles susmentionnées.

8.5 L'article 4.7 dispose en outre que "le groupe spécial spécifiera dans sa recommandation le délai dans lequel la mesure doit être retirée". Compte tenu des procédures qui peuvent être nécessaires à la mise en œuvre de notre recommandation, d'une part, et de la prescription selon laquelle la Corée doit retirer "sans retard" ses subventions, d'autre part, nous recommandons que la Corée retire les subventions APRG et PSL individuelles dans un délai de 90 jours.

PIÈCE JOINTE N° 1

CORÉE – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES NAVIRES DE COMMERCE (DS273)

Procédure au titre de l'Annexe V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Rapport du représentant désigné par l'Organe de règlement des différends au Groupe spécial

A. CONTEXTE

1. Le 21 juillet 2003, un groupe spécial a été établi à la demande des Communautés européennes au sujet de la question mentionnée ci-dessus. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial[1], les Communautés européennes ont allégué, entre autres choses, l'existence d'un préjudice grave au sens de l'article 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") et, dans ce contexte, ont demandé que soit engagée la procédure à suivre pour la collecte de renseignements concernant le préjudice grave prévue à l'Annexe V dudit accord.

2. Comme il est prévu au paragraphe 4 de l'Annexe V, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a désigné un représentant, M. András Szepesi, chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements. Le représentant désigné a été nommé par l'ORD le 21 juillet 2003, c'est-à-dire la date à laquelle le Groupe spécial a été établi. Cette date a aussi été considérée par les parties comme étant la date à laquelle la question a été "portée devant l'ORD" au sens du paragraphe 5 de l'Annexe V. Cela signifiait que le délai de 60 jours établi dans ce paragraphe pour l'achèvement du processus de collecte de renseignements prendrait fin le 19 septembre 2003.

3. Peu après l'établissement du Groupe spécial, le représentant désigné s'est réuni avec les parties (les Communautés européennes et la Corée) pour déterminer un calendrier et des procédures de travail concernant la procédure au titre de l'Annexe V. En outre, pendant toute la durée du processus de collecte de renseignements, il est resté à la disposition des parties. Comme cela est mentionné ci-dessous, il a été à plusieurs reprises prié par l'une des parties ou les deux de les aider en leur donnant des indications ou, le cas échéant, en se prononçant sur différents aspects procéduraux intervenant dans le processus.

B. PROCÉDURES DE TRAVAIL ET CALENDRIER

4. Il a été reconnu que l'Annexe V ne décrivait pas tous les aspects des procédures à suivre pour la collecte de renseignements concernant le préjudice grave. Le paragraphe 2 de l'Annexe V envisage clairement la possibilité que les parties à un différend se posent mutuellement des questions. En outre, toutefois, le représentant désigné a pour tâche d'assurer la collecte en temps utile des renseignements nécessaires pour que l'examen multilatéral ultérieur du différend puisse avoir lieu rapidement, et le paragraphe 5 contient une liste non exhaustive de ces types de renseignements.

5. Compte tenu de ces dispositions de l'Annexe V, et à la suite de consultations tenues avec les parties au cours d'une réunion d'organisation qui a eu lieu le 23 juillet 2003, le représentant désigné a adopté une procédure dont la première étape était la communication des questions posées par les parties au représentant désigné. La deuxième étape du processus était l'élaboration d'un questionnaire par le représentant désigné et son envoi aux parties et aux pays tiers Membres. Ce questionnaire

[1] Document WT/DS273/2.

devait être fondé sur les questions posées par les parties mais ces questions pouvaient être modifiées, supprimées ou complétées par le représentant désigné. En réponse à des observations formulées par la Corée, le représentant désigné a accepté de mettre une version préliminaire de son questionnaire à la disposition des parties pour leur permettre de formuler des observations et de recenser d'éventuelles lacunes dans les questions. Dans le cadre de la troisième étape, chaque partie et pays tiers Membre devait présenter ses réponses aux questions qui lui avaient été posées. La quatrième et dernière étape consistait en un court intervalle permettant la communication de toutes questions complémentaires (concernant l'éclaircissement des réponses reçues lors de l'étape précédente) et des réponses à ces questions.

6. Le calendrier prévu pour ce processus était le suivant:

1er août 2003	Les parties communiquent au représentant désigné les questions à poser à l'autre partie et aux pays tiers Membres
11 août 2003	Le représentant désigné transmet les questionnaires aux parties et aux pays tiers Membres
8 septembre 2003	Date limite pour les réponses aux questionnaires
15 septembre 2003	Présentation par les parties des questions complémentaires (concernant l'éclaircissement des réponses reçues jusqu'au 8 septembre)
18 septembre 2003	Date limite pour les réponses aux questions complémentaires
19 septembre 2003	Fin du délai de 60 jours/Rapport du représentant désigné au Groupe spécial

7. À un stade avancé du délai de 60 jours, en fait quelques jours seulement avant qu'il ne prenne fin, le calendrier ci-dessus a dû être modifié, avec l'accord des parties, à cause du délai supplémentaire dont les parties ont eu besoin pour faire traduire certains documents volumineux dans l'une des trois langues de travail de l'OMC. La nouvelle date pour l'achèvement de la procédure au titre de l'Annexe V a été fixée au 10 novembre 2003. Le Groupe spécial a été immédiatement informé de ces modifications et de leurs causes.

C. QUESTIONS DE PROCÉDURE

8. Un certain nombre de questions de procédure se sont posées durant le processus de collecte de renseignements au titre de l'Annexe V. Ces questions concernaient l'adoption et l'application de procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux/strictement confidentiels, l'accès des tierces parties aux renseignements, le calendrier pour la présentation des questions, la portée et l'examen des questions, une demande de suspension de la procédure au titre de l'Annexe V et la traduction des documents dans une langue de travail de l'OMC.

1. Adoption et application de procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux/strictement confidentiels

9. Le 22 juillet 2003, la Corée a demandé au représentant désigné d'adopter des procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux/strictement confidentiels ("RC/SC"). Les Communautés européennes ont reconnu à la réunion d'organisation du 23 juillet que de telles procédures additionnelles étaient nécessaires. Chaque partie a soumis des projets de procédures additionnelles.

10. Au cours d'une réunion tenue le 13 août, le représentant désigné a fait observer que bien qu'il soit favorable à l'utilisation de procédures additionnelles pour la protection des RC/SC, les parties avaient proposé des procédures concernant aussi bien le processus au titre de l'Annexe V que la procédure du Groupe spécial. S'il jugeait cette approche tout à fait compréhensible et justifiée, il était tenu d'indiquer que seul le Groupe spécial avait le pouvoir d'adopter des procédures régissant tant le processus au titre de l'Annexe V que la procédure du Groupe spécial. En conséquence, les parties avaient demandé au représentant désigné de transmettre au Groupe spécial leurs communications concernant les RC/SC. Le représentant désigné s'est conformé à cette demande. Le Groupe spécial a adopté des procédures pour la protection des RCC le 4 septembre 2003.

11. Par la suite, dans une lettre datée du 15 septembre 2003, les Communautés européennes ont affirmé qu'en fournissant les renseignements, la Corée n'avait pas fait preuve de retenue dans la désignation des RCC. Elles ont prié le représentant désigné d'intervenir de la façon prévue au paragraphe 20 des procédures pour la protection des RCC. Dans une lettre datée du 16 septembre, la Corée a affirmé qu'elle avait agi de bonne foi et conformément à la définition des RCC fournie dans les procédures pour la protection des RCC, en désignant comme RCC des renseignements qui "par ailleurs [n'étaient] pas disponibles dans le domaine public".

12. Dans une lettre datée du 16 septembre, le représentant désigné a fait observer que la plupart des questions posées à la Corée visaient à obtenir des renseignements d'un caractère commercialement sensible et que les Communautés européennes n'avaient pas fait valoir que ces renseignements se trouvaient déjà dans le domaine public. Il s'est donc abstenu de constater que la Corée n'avait pas fait preuve de retenue en désignant comme RCC une grande partie de sa réponse au questionnaire et s'est abstenu d'intervenir conformément au paragraphe 20 des procédures additionnelles pour la protection des RCC.

2. Accès des tierces parties/pays tiers Membres aux renseignements

13. Les Communautés européennes ont demandé au représentant désigné de mettre les renseignements recueillis dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V, y compris les RC/SC, à la disposition des tierces parties ou, au minimum, des pays tiers Membres participant au processus au titre de l'Annexe V. La Corée a affirmé qu'il n'y avait aucune base permettant de le faire. À la suite d'un avis préliminaire en ce sens émis le 24 juillet 2003, le représentant désigné a informé le 4 septembre les parties que, selon lui, les renseignements recueillis dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V ne devaient pas nécessairement être mis à la disposition des tierces parties. Conformément à l'article 10:3 du Mémorandum d'accord, les tierces parties étaient en droit de recevoir toutes les communications présentées par les parties au Groupe spécial jusqu'à la première réunion du Groupe spécial. Puisque les renseignements fournis dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V ne constituaient pas une communication présentée au Groupe spécial, ces renseignements ne relevaient pas du champ d'application de l'article 10:3. Le représentant désigné ne voyait aucune base dans le Mémorandum d'accord ou l'Annexe V permettant de traiter les pays tiers Membres (qui étaient aussi des tierces parties) différemment.

3. Calendrier pour la présentation des questions

14. Dans une lettre datée du 22 juillet 2003, la Corée a demandé au représentant désigné de mettre en œuvre un processus de présentation de questions échelonnée, en vertu duquel les Communautés européennes devraient soumettre leurs questions au représentant désigné sept jours avant la Corée.

15. Dans une communication datée du 24 juillet, et en se fondant sur les observations formulées par la Corée à la réunion d'organisation, le représentant désigné a déclaré qu'il comprenait la demande de la Corée comme étant essentiellement motivée par la crainte que les Communautés européennes ne

posent des questions à des pays tiers Membres autres que ceux qui avaient été indiqués dans la communication des Communautés européennes du 10 juillet 2003 (WT/DS273/3), c'est-à-dire la Chine et le Japon. Le représentant désigné a expliqué que la communication des Communautés européennes du 10 juillet permettait de supposer que celles-ci n'adresseraient des questions qu'à ces deux pays tiers Membres. Il a indiqué qu'il examinerait attentivement la question de savoir s'il serait ou non approprié d'inclure des questions adressées par les Communautés européennes à d'autres pays tiers Membres dans son questionnaire. En conséquence, le représentant désigné a conclu qu'il n'était pas nécessaire de mettre en œuvre un processus de présentation de questions échelonnée. À la lumière d'une nouvelle communication de la Corée du 25 juillet, le représentant désigné a informé les parties le 28 juillet qu'il leur donnerait brièvement la possibilité de commenter son projet de questionnaire pour s'assurer qu'aucune question n'avait été négligée.

4. Examen et portée des questions

16. Le 22 juillet 2003, la Corée a demandé à examiner les questions présentées par les Communautés européennes pour déterminer si elles indiquaient ou non de façon adéquate la nature de leurs allégations de préjudice grave et pour lui permettre de s'assurer que la portée des questions des Communautés européennes était dûment limitée aux points nécessaires pour établir le bien-fondé de leurs allégations.

17. Le 24 juillet, le représentant désigné a déclaré que l'Annexe V comportait des indications utiles pour déterminer les renseignements qui seraient les plus pertinents pour les allégations de préjudice grave en cause dans le présent différend. Il a fait observer toutefois qu'il revenait en dernière analyse à chaque partie de décider de la manière dont elle répondrait aux questions qui lui étaient posées. Comme le paragraphe 8 de l'Annexe V laissait entendre qu'en certaines circonstances, des questions déraisonnables pourraient être posées, le représentant désigné a conclu que l'Annexe V ne prescrivait aucune étape formelle prévoyant une évaluation *ex ante* du caractère raisonnable des questions. (Un projet de questionnaire avait été communiqué aux parties simplement pour leur permettre d'indiquer toutes questions que le représentant désigné aurait pu négliger.) Il a fait observer toutefois que chaque partie serait libre d'inclure des observations sur le caractère raisonnable des questions lorsqu'elle formulerait ses réponses.

18. Le 5 août, la Corée a néanmoins présenté un certain nombre d'observations concernant les questions proposées par les Communautés européennes le 1er août (dont les Communautés européennes avaient directement transmis une copie à la Corée à la même date). Les Communautés européennes étaient invitées à répondre au plus tard le 6 août. Comme aucun examen *ex ante* des questions proposées n'était envisagé, le représentant désigné n'a pas répondu aux observations formulées par les parties.

19. Indépendamment de ces observations, et conformément à sa prérogative exposée au paragraphe 5 ci-dessus, le représentant désigné a cependant modifié ou supprimé un certain nombre de questions présentées par les Communautés européennes, pour faire en sorte que ces questions ne dépassent pas la portée de la procédure prévue à l'Annexe V. Ces modifications/suppressions répondaient d'ailleurs aussi à certaines préoccupations exprimées par la Corée. Dans une lettre datée du 8 août 2003, les Communautés européennes ont commenté la portée du projet de questionnaire adressé par le représentant désigné à la Corée. Les Communautés européennes ont affirmé que, bien que le représentant désigné ait limité les questions posées à la Corée en ce qui concerne la Loi KEXIM et les programmes de la KEXIM à celles qui avaient trait au commerce des navires de commerce, l'allégation de préjudice grave en rapport avec la Loi KEXIM et les programmes de la KEXIM ne se limitait pas aux exportateurs intervenant dans le commerce de ces produits ou au secteur de la construction navale.

20. Le 11 août 2003, le représentant désigné a affirmé qu'il jugeait approprié d'axer principalement les questions sur les points en rapport avec le commerce des navires de commerce compte tenu de la portée de la demande de consultations (WT/DS273/1) et de la demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS273/2) présentées par les Communautés européennes.

5. Demande de suspension de la procédure au titre de l'Annexe V

21. Dans la logique de ses communications mentionnées ci-dessus, la Corée a exprimé le 8 août 2003 ses préoccupations concernant la portée de certaines questions figurant dans le projet de questionnaire du représentant désigné et a proposé que la procédure au titre de l'Annexe V soit suspendue en attendant que le Groupe spécial ait réglé les questions juridiques se rapportant à la portée des questions. Sinon, elle a proposé que la procédure au titre de l'Annexe V se poursuive mais que les réponses au questionnaire fournies par les parties et les pays tiers Membres ne soient communiquées qu'au représentant désigné (qui transmettrait à son tour les renseignements au Groupe spécial, mais pas aux parties).

22. Le 11 août 2003, le représentant désigné a déclaré qu'il entendait achever la procédure au titre de l'Annexe V conformément au mandat que lui avait confié l'ORD. Il s'est donc abstenu d'adopter l'une ou l'autre des options proposées par la Corée. Il a ajouté qu'il était chargé "d'assurer la collecte en temps utile des renseignements nécessaires pour que l'examen multilatéral ultérieur du différend puisse avoir lieu rapidement". Il a déclaré que ce mandat exigeait nécessairement qu'il exerce un pouvoir discrétionnaire et qu'il l'avait fait en incluant des questions permettant de recueillir des renseignements sur tous les points qui lui semblaient se rapporter aux parties du différend relevant du champ d'application de l'Annexe V. Il a affirmé qu'il incombait ensuite à la Corée de déterminer la mesure dans laquelle elle était disposée à répondre à ces questions.

6. Traduction dans une langue de travail de l'OMC

23. Dans le cadre de la procédure de collecte de renseignements, le 8 septembre, les deux parties ont présenté des documents rédigés dans une langue autre qu'une langue de travail de l'OMC. En particulier, près de la moitié de toutes les annexes présentées par la Corée étaient entièrement ou en partie rédigées en coréen. Dans des lettres datées du 8 et du 16 septembre 2003, la Corée a affirmé qu'elle n'était pas tenue de fournir tous les renseignements dans une langue de travail de l'OMC. Elle a toutefois admis que le représentant désigné ou le Groupe spécial pourrait lui enjoindre d'entreprendre la traduction nécessaire. Le 15 septembre, les Communautés européennes ont affirmé que fournir un document non rédigé dans une langue de l'OMC revenait à ne pas fournir ce document, c'est-à-dire à ne pas coopérer.

24. Le 15 septembre 2003, le représentant désigné a informé les parties que, selon lui, puisque la procédure prévue à l'Annexe V était une règle ou une procédure spéciale ou additionnelle au sens de l'article 1:2 du Mémorandum d'accord, elle faisait formellement partie de la procédure de règlement des différends de l'OMC. Il a donc conclu que la procédure prévue à l'Annexe V devait être conduite dans l'une des trois langues de travail de l'OMC.

25. Avec le consentement des parties, le représentant désigné, dans une communication datée du 17 septembre 2003, a prolongé le délai prévu pour l'achèvement de la procédure au titre de l'Annexe V afin de laisser le temps de traduire certains documents dans l'une des langues de travail de l'OMC. Un délai supplémentaire a aussi été accordé pour permettre des questions et réponses complémentaires concernant ces documents. Le calendrier modifié établi par le représentant désigné fait l'objet de la pièce jointe n° I.

26. La prolongation du délai a évidemment fait que le processus de collecte de renseignements n'a pas pu être achevé dans le délai indiqué au paragraphe 5 de l'Annexe V de l'Accord SMC, ce qui a

nécessairement eu une incidence sur le calendrier établi par le Groupe spécial. Cependant, non seulement l'Annexe V ne fournit aucune indication sur laquelle il aurait été possible de se fonder pour régler les problèmes rencontrés, mais la prolongation était la seule option viable permettant de faire en sorte que les renseignements obtenus répondent aux prescriptions spécifiées, en particulier aux paragraphes 2 et 5 de l'Annexe V, et soient d'une utilité immédiate pour les parties et le Groupe spécial. En outre, le délai a été prolongé avec le consentement des parties, qui ont coopéré pour respecter le calendrier modifié. Qui plus est, le Groupe spécial a été immédiatement informé de ces faits nouveaux et n'a élevé aucune objection.

D. RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS

27. Des questionnaires ont été envoyés aux parties et à deux pays tiers Membres (la Chine et le Japon). Une grande quantité de renseignements a été communiquée en réponse à ces questionnaires. Les questionnaires, les réponses aux questionnaires, les questions complémentaires et les réponses aux questions complémentaires font l'objet des annexes I à IV du présent rapport. Ces annexes sont organisées comme suit:

Annexe I-A	Questionnaire adressé aux Communautés européennes
Annexe I-B	Réponses des Communautés européennes au questionnaire
Annexe I-C	Questions complémentaires posées aux Communautés européennes
Annexe I-D	Réponses des Communautés européennes aux questions complémentaires
Annexe II-A	Questionnaire adressé à la Corée
Annexe II-B	Réponses de la Corée au questionnaire
Annexe II-C	Questions complémentaires posées à la Corée
Annexe II-D	Réponses de la Corée aux questions complémentaires
Annexe III-A	Questionnaire adressé à la Chine
Annexe III-B	Réponses de la Chine au questionnaire
Annexe IV-A	Questionnaire adressé au Japon
Annexe IV-B	Réponses du Japon au questionnaire

PIÈCE JOINTE N° I

CORÉE – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES NAVIRES DE COMMERCE (DS273)

CALENDRIER MODIFIÉ POUR L'ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE AU TITRE DE L'ANNEXE V

Calendrier pour la présentation des traductions de documents, des questions complémentaires et des réponses

15 septembre 2003	Date limite pour les questions complémentaires sur les renseignements présentés le 8 septembre 2003.
16 septembre 2003	Fourniture par la Corée de certains documents manquants.
18 septembre 2003, fermeture des bureaux[1]	Date et heure limites pour les réponses aux questions complémentaires du 15 septembre.
22 septembre 2003, 10 heures	Date et heure limites pour les questions complémentaires des CE concernant les documents manquants fournis par la Corée le 16 septembre.
26 septembre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les réponses de la Corée aux questions complémentaires des CE du 22 septembre concernant les documents manquants fournis le 16 septembre 2003.
2 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour la présentation par les CE de la traduction des documents des CE indiqués dans leur lettre datée du 15 septembre 2003. Date et heure limites pour la présentation par la Corée de la traduction des documents mentionnés dans la pièce jointe n° 1 annexée à la lettre de la Corée du 16 septembre 2003 comme nécessitant un délai de deux semaines pour la traduction.
6 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les questions complémentaires concernant les documents nouvellement traduits présentés le 2 octobre 2003.
10 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les réponses aux questions complémentaires du 6 octobre 2003.
16 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour la présentation par la Corée de la traduction des documents mentionnés dans la pièce jointe n° 1 annexée à la lettre de la Corée du 16 septembre 2003 comme nécessitant un délai de quatre semaines pour la traduction.

[1] L'heure de "fermeture des bureaux" est 17h.30.

20 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les questions complémentaires concernant les documents nouvellement traduits présentés le 16 octobre 2003.
24 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les réponses aux questions complémentaires du 20 octobre 2003.
30 octobre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour la présentation par la Corée de la traduction des documents mentionnés dans la pièce jointe n° 1 annexée à la lettre de la Corée du 16 septembre 2003 comme nécessitant un délai de six semaines pour la traduction.
3 novembre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les questions complémentaires concernant les documents nouvellement traduits présentés le 30 octobre 2003.
7 novembre 2003, fermeture des bureaux	Date et heure limites pour les réponses aux questions complémentaires du 3 novembre 2003.
10 novembre 2003	Présentation au Groupe spécial du rapport du représentant désigné.

PIÈCE JOINTE N° 2

CORÉE – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES NAVIVRES DE COMMERCE (DS273)

PROCÉDURES POUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

Les procédures ci-après s'appliquent à tous les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) communiqués au cours de la procédure au titre de l'Annexe V et de la procédure du Groupe spécial. Elles ne s'appliqueront pas au traitement par une partie de ses propres RCC.

I. DÉFINITIONS

1. Les termes "personne habilitée" s'entendent:

   i) de représentants ou de conseillers extérieurs d'une partie, ou d'employés du Secrétariat, lorsqu'ils sont désignés conformément aux dispositions de l'article V des présentes procédures;

   ii) du facilitateur;

   iii) des membres du Groupe spécial; et

   iv) de membres du GEP ou d'experts désignés par le Groupe spécial qui, de l'avis de ce dernier, ont besoin d'avoir accès aux RCC.

2. Les termes **"renseignements commerciaux confidentiels"** s'entendent des renseignements qui ont été désignés comme renseignements commerciaux confidentiels par la partie qui les communique, et qui, par ailleurs, ne sont pas disponibles dans le domaine public.

3. Les termes **"achèvement de la procédure du Groupe spécial"** s'entendent des cas suivants:

   i) conformément à l'article 16:4 du Mémorandum d'accord, le rapport du Groupe spécial est adopté par l'ORD ou l'ORD décide par consensus de ne pas adopter le rapport;

   ii) conformément aux articles 16:4 et 17:14 du Mémorandum d'accord, le rapport du Groupe spécial est adopté (avec modification, le cas échéant) avec le rapport de l'Organe d'appel; ou

   iii) conformément à l'article 12:12 du Mémorandum d'accord, le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial devient caduc.

4. Les termes **"désignés comme renseignements commerciaux confidentiels"** s'entendent:

   i) de renseignements sous forme imprimée, lorsqu'ont été apposés clairement la mention "RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS" et le nom de la partie qui a communiqué le document;

   ii) de renseignements codés binaire, lorsqu'a été apposée clairement la mention "RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS" sur une étiquette figurant sur le support d'enregistrement et qu'est indiquée clairement la mention

"RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS" dans les fichiers codés binaire; et

iii) de renseignements communiqués oralement, que l'intervenant a déclaré être des "renseignements commerciaux confidentiels" avant de les divulguer.

5. Les termes **"employé du Secrétariat"** s'entendent d'une personne employée ou nommée par le Secrétariat qui a été autorisée par ce dernier à s'occuper du différend, y compris les traducteurs et interprètes et les personnes chargées de rédiger le procès-verbal des réunions du Groupe spécial.

6. Le terme **"facilitateur"** s'entend du représentant de l'ORD désigné conformément au paragraphe 5 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*.

7. Les termes **"conseiller extérieur"** s'entendent d'un conseil juridique ou de tout autre conseiller d'une partie, qui a été autorisé par celle-ci à agir en son nom dans le cadre du différend et dont l'autorisation a été notifiée au Président du Groupe spécial et à l'autre partie; toutefois, cette définition n'inclura en aucune circonstance un employé, dirigeant ou agent (autre que le conseil juridique extérieur qui a représenté le constructeur naval à l'occasion de la procédure de règlement du différend de l'OMC) d'une société privée fabriquant des navires de commerce.

8. Les termes "**membre du Groupe spécial"** s'entendent d'une personne faisant partie du Groupe spécial.

9. Le terme **"partie"** s'entend d'une partie au différend.

10. Les termes **"membre du GEP"** s'entendent d'une personne faisant partie du Groupe d'experts permanent établi conformément à l'article 24 de l'Accord SMC, et à laquelle il a été demandé de prêter assistance au Groupe spécial conformément à l'article 4.5 de l'Accord SMC.

11. Le terme **"représentant"** s'entend d'un employé d'une partie ou d'une tierce partie.

12. Les termes **"lieu sûr"** s'entendent d'un réceptacle fermé à clé auquel seuls les personnes habilitées ou les représentants désignés des tierces parties ont accès.

13. Les termes **"tierce partie"** s'entendent d'un Membre ayant informé l'ORD de son intérêt dans le différend conformément à l'article 10 du Mémorandum d'accord.

II. ACCÈS AUX RCC ET UTILISATION ET DIVULGATION DES RCC

14. Accès des parties aux RCC:

a) Seules les personnes habilitées pourront avoir accès aux RCC communiqués conformément aux présentes procédures.

b) Les documents ou autres enregistrements contenant des RCC communiqués conformément aux présentes procédures ne seront pas reproduits en un nombre d'exemplaires excédant les besoins des personnes habilitées. Toutes les copies des RCC seront numérotées par ordre séquentiel. On évitera dans la mesure du possible de faire des copies électroniques.

15. Utilisation et divulgation des RCC par les parties et le Groupe spécial:

a) Les personnes habilitées n'utiliseront les RCC qu'aux fins de la procédure au titre de l'Annexe V, de la procédure du Groupe spécial et de l'éventuelle procédure ultérieure d'examen en appel, à l'exclusion de toute autre fin.

b) Aucune personne habilitée ne divulguera les RCC ou ne permettra qu'ils soient divulgués à quiconque hormis une autre personne habilitée ou un représentant désigné d'une tierce partie.

c) Le Groupe spécial ne divulguera pas de RCC dans son rapport, mais pourra faire des déclarations ou tirer des conclusions fondées sur les informations tirées des RCC.

16. Accès des tierces parties aux RCC

a) Seuls les représentants désignés des tierces parties pourront avoir accès aux RCC, et uniquement à ceux qui figurent dans les communications présentées par les parties au différend à la première réunion du Groupe spécial, et seulement aux fins d'établir leurs communications et déclarations orales en tant que tierces parties. Les tierces parties communiqueront le nom du ou des représentants désignés aux parties et au Groupe spécial avant la première communication de la partie plaignante. Les dispositions prévues à la section IV des présentes procédures s'appliqueront *mutatis mutandis* en ce qui concerne les tierces parties.

b) Les communications présentées par les parties au différend à la première réunion du Groupe spécial et contenant des RCC ne seront pas reproduites en un nombre d'exemplaires excédant les besoins des représentants désignés. Toutes les copies de ces communications seront numérotées par ordre séquentiel. On évitera dans la mesure du possible de faire des copies électroniques.

c) Aucun représentant désigné ne divulguera les RCC ou ne permettra qu'ils soient divulgués à quiconque hormis une personne habilitée ou un autre représentant désigné.

III. CONSERVATION

17. Les personnes habilitées et les représentants désignés des tierces parties conserveront en lieu sûr tous les documents ou autres enregistrements contenant des RCC lorsqu'ils ne seront pas utilisés par une personne habilitée ou un représentant désigné.

IV. DÉSIGNATION DES PERSONNES HABILITÉES

18. Chaque partie communiquera à l'autre partie, au facilitateur et au Groupe spécial une liste des noms et titres de ses représentants et conseillers extérieurs qui ont besoin d'avoir accès aux RCC présentés par l'autre partie et qu'elle souhaite voir désignés comme personnes habilitées. Chaque partie limitera autant que possible le nombre des personnes inscrites sur sa liste, compte tenu de ses structures administratives et politiques. Le Directeur général, ou la personne qu'il aura désignée, communiqueront de la même manière aux parties, au facilitateur et au Groupe spécial une liste des employés du Secrétariat qui ont besoin d'avoir accès aux RCC dans le cadre du différend. Les parties ou le Directeur général, ou la personne qu'il aura désignée, pourront à tout moment proposer des modifications de leurs listes.

19. À moins qu'une partie ne s'oppose à la désignation d'un conseiller extérieur de l'autre partie inscrit sur les listes présentées conformément au paragraphe 18, le Groupe spécial désignera ces personnes comme étant des personnes habilitées. Si une partie s'oppose à la désignation d'un

conseiller extérieur d'une partie inscrit sur les listes présentées, le Groupe spécial se prononcera rapidement sur cette objection. Les motifs possibles d'objection à la désignation d'une personne habilitée comprennent les conflits d'intérêts. Si le Groupe spécial rejette l'objection, aucun RCC de la partie s'étant opposée à la désignation ne pourra être divulgué à la personne faisant l'objet de l'objection avant que cette partie ait eu une possibilité raisonnable de retirer le RCC. Si cette partie décide de retirer un quelconque RCC, le facilitateur, le Groupe spécial et l'autre partie restitueront rapidement les documents ou autres enregistrements correspondants contenant le RCC en question à la partie l'ayant présenté.

V. PRÉSENTATION DES RCC PAR UNE PARTIE

20. Sous réserve des dispositions du paragraphe 21 et conformément à la définition figurant au paragraphe 4, chaque partie pourra indiquer quels seront les renseignements, figurant dans ses réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V de l'*Accord SMC* (ci-après dénommées "réponses au titre de l'Annexe V") et/ou dans ses communications, qui seront traités comme des RCC. Chaque partie devra agir de bonne foi et faire preuve de la plus grande retenue pour ce qui est de désigner des renseignements comme RCC. Le facilitateur et le Groupe spécial auront le droit d'intervenir, de quelque manière qu'ils jugent appropriée, s'ils estiment qu'il n'est pas fait preuve de retenue dans la désignation des RCC.

21. Dans la mesure du possible, les RCC devraient être présentés dans une pièce ou une annexe d'une réponse à une question au titre de l'Annexe V, ou d'une communication. L'ensemble ou d'importantes parties d'une réponse à une question au titre de l'Annexe V ou d'une communication ne pourront en aucune circonstance être désignés comme étant des RCC.

22. Une partie ou une tierce partie qui souhaite communiquer des RCC au cours d'une réunion du Groupe spécial, ou y faire référence, devra en informer le Groupe spécial au préalable. Le Groupe spécial exclura de la réunion les personnes qui ne sont pas des personnes habilitées ou des représentants désignés d'une tierce partie, pour la durée de la communication et de l'examen des RCC.

23. Lorsqu'une communication d'une partie inclut des RCC présentés initialement par une autre partie, la communication précisera qu'il s'agit de RCC d'une autre partie.

VI. RESPONSABILITÉ DE L'APPLICATION DES PROCÉDURES

24. Il incombe à chaque partie et tierce partie de faire en sorte que ses personnes habilitées et représentants désignés respectent les présentes procédures pour protéger les RCC présentés par une/une autre partie. Le Secrétariat prendra les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les autres personnes habilitées soient conscientes de leurs obligations au titre des présentes procédures.

VII. PROCÉDURES ADDITIONNELLES OU DE REMPLACEMENT

25. À la demande d'une partie, le Groupe spécial pourra appliquer toutes autres procédures qu'il juge nécessaires pour mieux protéger la confidentialité des RCC.

26. Le Groupe spécial pourra, avec le consentement des parties, déroger à toute partie des présentes procédures.

VIII. RESTITUTION OU DESTRUCTION

27. À l'achèvement de la procédure du Groupe spécial, dans le délai fixé par le Groupe spécial, le Groupe spécial et les parties restitueront les documents ou autres enregistrements contenant des RCC. Sinon, les parties pourront attester par écrit au Groupe spécial que les documents ou autres

enregistrements seront détruits compte tenu des obligations en matière de tenue des dossiers qu'ont les parties en vertu de leur législation intérieure. Dans ce dernier cas, les parties attesteront aussi par écrit, en temps opportun, que les documents ou enregistrements contenant des RCC ont été détruits. À l'achèvement de la réunion avec les tierces parties, ces dernières restitueront tous documents ou autres enregistrements contenant des RCC. Le Secrétariat pourra garder une copie des documents ou autres enregistrements contenant des RCC pour les archives de l'OMC.

28. Si le rapport du Groupe spécial fait l'objet d'un appel, le Secrétariat transmettra à l'Organe d'appel tous documents ou autres enregistrements contenant des RCC en tant que partie intégrante du dossier relatif à la procédure du Groupe spécial. Le Secrétariat transmettra ces renseignements à l'Organe d'appel séparément du reste du dossier, chaque fois qu'il sera raisonnablement possible de le faire.

CONTIENT DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

PIÈCE JOINTE N° 3

Liste de certains APRG et PSL concernant des ventes de transporteurs de GNL, de transporteurs de produits/produits chimiques et de porte-conteneurs

	Description	Date de commencement	Date d'expiration	Montant estimé de la subvention
PORTE-CONTENEURS				
PSL				
[RCC: omis dans la version publique]				
APRG				
[RCC: omis dans la version publique]				
TRANSPORTEURS DE GNL				
PSL – NÉANT				
APRG				
[RCC: omis dans la version publique]				
TRANSPORTEURS DE PRODUITS/PRODUITS CHIMIQUES				
PSL				
[RCC: omis dans la version publique]				
APRG				
[RCC: omis dans la version publique]				

Source: Pièces jointes n° 10, n° 11 et n° 12 des CE.

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

Contenu		Page
Annexe A-1	Première communication écrite des Communautés européennes	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite de la Corée	A-11

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(22 décembre 2003)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION A-3

II. CONTEXTE FACTUEL A-3

III. HISTORIQUE DU DIFFÉREND A-3

IV. ALLÉGATIONS JURIDIQUES A-4

A. INTRODUCTION A-4

B. CHARGE DE LA PREUVE, MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES ET DÉDUCTIONS DÉFAVORABLES A-4

C. SUBVENTIONS PROHIBÉES A-5

1. La Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt, en tant que tels, constituent une violation de l'article 3 de l'Accord SMC A-6

2. Les programmes de garanties de restitution de paiements anticipés et de prêts avant expédition de la KEXIM constituent des mesures sous forme d'une "pratique" suivie par la KEXIM conformément à la Loi KEXIM A-7

3. Octrois spécifiques de subventions prohibées A-8

D. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION A-8

V. CONCLUSION A-10

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes souhaitent que le Groupe spécial rende une décision recommandant que la Corée retire les subventions massives qu'elle accorde aux chantiers navals coréens, élimine les effets défavorables de ces subventions, et abroge ou modifie les mesures qui constituent des violations *de jure* de l'*Accord SMC*. L'octroi de ces subventions aux chantiers navals coréens depuis le 1er janvier 1997 jusqu'à ce jour, ainsi que la promulgation et le maintien de ces mesures, constituent une violation de multiples dispositions de l'*Accord SMC*.

2. Ce qui est en cause dans le présent différend ce sont les subventions que les pouvoirs publics coréens accordent aux secteurs coréens de la construction de navires de commerce depuis le 1er janvier 1997. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes:

- premièrement, récapitulent le contexte factuel pertinent (Partie II);
- deuxièmement, décrivent brièvement la procédure ayant abouti à la procédure du présent Groupe spécial (Partie III); puis
- démontrent que les pouvoirs publics coréens ont accordé, et continuent d'accorder, à la fois des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action, contrairement à leurs obligations au titre de l'Accord SMC (Partie IV).

II. CONTEXTE FACTUEL

3. La communication contient des renseignements généraux sur le "secteur de la construction de navires de commerce", y compris la nature du marché de la construction navale, les types de navires faisant l'objet du différend et les principaux intervenants en Corée et dans les CE. Elle fait aussi l'historique de l'intervention des pouvoirs publics coréens dans l'économie.

III. HISTORIQUE DU DIFFÉREND

4. Les Communautés européennes ont demandé le 21 octobre 2002 l'ouverture de consultations avec la Corée afin d'examiner les subventions accordées aux constructeurs navals coréens qui constituent un manquement aux obligations de la Corée au titre de l'*Accord SMC*.

5. Les Communautés européennes et la Corée ont tenu trois consultations les 22 novembre 2002, 13 décembre 2002 et 7 mai 2003. Le 11 juin 2003, les Communautés européennes ont demandé l'établissement immédiat d'un groupe spécial.

6. Le 21 juillet 2003, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi le Groupe spécial en le dotant du mandat type. Le 10 juillet 2003, les Communautés européennes ont demandé que l'ORD engage les procédures à suivre pour la collecte de renseignements concernant le préjudice grave, qui sont énoncées à l'Annexe V de l'*Accord SMC*. Il a été mis fin à la procédure au titre de l'Annexe V le 10 novembre.

7. Des procédures spéciales s'appliquent pour la protection des "renseignements commerciaux confidentiels" ("RCC") dans la présente procédure. Les Communautés européennes n'acceptent pas toutes les allégations de la Corée concernant le caractère confidentiel des renseignements mais se sont efforcées de le respecter dans la communication en accompagnant ces renseignements de la mention "[**RCC**]". Tous les renseignements de caractère confidentiel ont été omis du présent résumé analytique.

IV. ALLÉGATIONS JURIDIQUES

A. INTRODUCTION

8. Les Communautés européennes démontrent dans leur communication que la Corée accorde à son secteur de la construction de navires de commerce des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action. Elles:

- traitent d'abord les questions générales se rapportant à la charge de la preuve, aux meilleurs renseignements disponibles et aux déductions défavorables (section B),

- passent ensuite à l'examen de la question des subventions prohibées (section C); et

- traitent en dernier lieu la question des subventions pouvant donner lieu à une action (section D).

B. CHARGE DE LA PREUVE, MEILLEURS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES ET DÉDUCTIONS DÉFAVORABLES

9. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *CE – Hormones*, le principe général applicable pour le règlement des différends à l'OMC est que la charge de la preuve incombe initialement à la partie plaignante, qui doit établir des éléments *prima facie*. Selon une autre règle également bien établie pour le règlement des différends à l'OMC, "il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve".[1]

10. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a rappelé dans l'affaire *Japon – Pommes*, le principe selon lequel le plaignant doit établir *prima facie* l'incompatibilité avec une disposition d'un accord visé n'oblige pas le plaignant à apporter la preuve de chaque fait qu'il affirme.[2] Lorsqu'une partie défenderesse conteste l'adéquation ou la pertinence des données de fait présentées par la partie plaignante, la charge d'établir ces faits peut incomber à la partie défenderesse.

11. En particulier, l'Annexe V de l'*Accord SMC* énonce certaines règles spéciales visant à prendre en compte les problèmes particuliers posés par l'établissement des faits en pareil cas. Ces règles disposent en particulier ce qui suit:

- Les renseignements fournis dans le cadre de la procédure énoncée à l'Annexe V constituent "le dossier" sur la base duquel le Groupe spécial tranchera l'affaire.[3]

- En l'absence de coopération de la part du Membre qui accorde la subvention ou de tout pays tiers Membre, le Membre plaignant est habilité à présenter sa thèse en se fondant sur les éléments de preuve dont il dispose.[4]

- Le Groupe spécial peut alors "compléter le dossier selon qu'il sera nécessaire en se fondant sur les meilleurs renseignements disponibles par ailleurs"[5] et peut demander pour compléter le dossier les renseignements additionnels "qu'il jugera essentiels pour arriver à régler convenablement le différend et qui n'auront pas été demandés ou collectés de manière adéquate au cours de ce processus".[6] Toutefois, ce faisant, le Groupe spécial "ne devrait ...

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 15.
[2] Rapport de l'Organe d'appel, *Japon – Pommes*, paragraphe 157.
[3] *Accord SMC*, Annexe V, paragraphes 6 et 9.
[4] *Ibid*., paragraphe 6.
[5] *Ibid*.
[6] *Ibid*., paragraphe 9.

pas demander de renseignements additionnels pour compléter le dossier dans les cas où ces renseignements renforceraient la position d'une partie donnée et où l'absence de ces renseignements dans le dossier est le résultat d'une non-coopération déraisonnable de ladite partie au processus de collecte de renseignements".[7]

- Le Groupe spécial a pour instruction expresse de tirer des déductions défavorables des cas de non-coopération.[8]

12. L'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *Canada – Aéronefs* que la faculté de tirer des déductions défavorables de cas de non-coopération était en fait un principe général de l'*Accord SMC* qui était également applicable dans le cas des subventions prohibées.[9]

13. Les Communautés européennes ont fait preuve de modération en demandant au Groupe spécial de fonder ses constatations sur les meilleurs renseignements disponibles par ailleurs ou de tirer des déductions défavorables conformément aux paragraphes 6 à 8 de l'Annexe V de l'*Accord SMC*. La question de savoir s'il sera nécessaire que le Groupe spécial tire d'autres déductions défavorables, utilise les meilleurs renseignements disponibles par ailleurs, ou demande d'autres renseignements en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de demander des avis et des renseignements techniques à des personnes ou à des organismes pertinents tels que l'OCDE, dépendra de la position que prendra la Corée au sujet de l'argumentation présentée par les Communautés européennes.

C. SUBVENTIONS PROHIBÉES

14. Les Communautés européennes formulent trois allégations distinctes selon lesquelles les mesures coréennes constituent des subventions prohibées au regard de la Partie II de l'*Accord SMC*, à savoir:

a) le régime établi par la Loi sur la Banque coréenne d'export-import ("Loi KEXIM"), le Décret d'application relatif à la Banque coréenne d'export-import ("Décret KEXIM"), et les Lignes directrices sur les intérêts et les commissions ("Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM").

b) La pratique suivie par la KEXIM, en application de la Loi KEXIM, du Décret, et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt, qui consiste à octroyer des subventions à l'exportation par le biais de ses programmes de garanties de restitution de paiements anticipés ("APRG") et de financement de prêts avant expédition.

c) Des octrois spécifiques d'APRG et de prêts avant expédition aux sociétés coréennes de construction navale par la KEXIM.

15. Les Communautés européennes montrent que tout ce qui précède constitue des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*. La définition d'une subvention donnée à l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC* englobe les contributions financières faites par "tout organisme public". Les Communautés européennes démontrent que la KEXIM est un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*.

[7] *Accord SMC*, Annexe V, paragraphe 9.
[8] *Ibid*., paragraphe 7.
[9] Rapport de l'Organe d'appel, *Canada – Aéronefs*, paragraphe 202 (note de bas de page omise).

1. La Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt, en tant que tels, constituent une violation de l'article 3 de l'*Accord SMC*

16. Les Communautés européennes expliquent en premier lieu que le fait que le régime établi par la Loi et le Décret KEXIM ne *prescrit* pas expressément l'octroi de subventions à l'exportation incompatibles avec les règles de l'OMC ne modifie pas le fait que le régime, en tant que tel, est contraire aux prescriptions de l'*Accord SMC* et de l'article 3.1 a) dudit accord.

17. L'Organe d'appel a récemment enterré, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction (Japon)*, la notion selon laquelle des mesures non impératives ne pouvaient pas faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. Dans ladite affaire, l'Organe d'appel a examiné le fondement allégué de cette doctrine et a infirmé le raisonnement fait par le Groupe spécial en question sur cette base, en déclarant ce qui suit:

> Nous ne voyons donc aucune raison de conclure qu'en principe des mesures non impératives ne peuvent pas être contestées "en tant que telles".[10]

18. S'il se peut que le caractère impératif ou facultatif d'une mesure soit pertinent pour l'évaluation de la compatibilité avec certaines obligations de l'OMC, l'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *États-Unis – Article 211* que l'évaluation de la compatibilité d'une mesure ne pouvait pas s'achever sur la conclusion selon laquelle il s'agissait d'une mesure facultative.[11] La portée des obligations dans le cadre de l'OMC, et la possibilité de les invoquer à l'encontre de mesures maintenues par les Membres, doivent être déterminées sur la base du sens ordinaire du texte des dispositions pertinentes de l'OMC, interprétées à la lumière de leur objet et de leur but.

19. Rien dans le libellé de l'article 3.1 de l'*Accord SMC* ne donne à penser qu'un Membre puisse avoir la faculté discrétionnaire d'accorder des subventions à l'exportation. De fait, l'article 3.2 de l'*Accord SMC* le dit clairement puisqu'il dispose que les Membres "n'accorde[ront] ni ne maintien[dront] les subventions visées" à l'article 3.1 (c'est-à-dire les subventions prohibées).

20. La Loi KEXIM, le Décret et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt prévoient l'octroi de subventions à l'exportation prohibées. Ils a) établissent que l'un des principaux objectifs opérationnels de la KEXIM est de promouvoir les exportations coréennes par l'octroi de prêts et de garanties; b) interdisent à la KEXIM d'entrer en concurrence avec d'autres établissements financiers; et c) permettent à la KEXIM d'accorder des prêts et des garanties sans tenir compte du risque financier, et pour des montants illimités. Par conséquent, ce régime juridique est incompatible, en tant que tel, avec l'article 3 de l'*Accord SMC*.

21. Le cadre juridique de la KEXIM, y compris la Loi KEXIM, en prévoyant l'octroi de prêts et de garanties de prêt pour des montants qui ne sont pas limités en fonction de la situation financière de l'emprunteur, et à des conditions plus avantageuses que celles qui seraient offertes par le marché, confère un "avantage" aux exportateurs. Le cadre juridique de la KEXIM, y compris la Loi KEXIM, prévoit l'octroi de subventions qui sont *de jure* subordonnées aux résultats à l'exportation. Aux termes de l'article 18 de la Loi, les prêts et les garanties sont accordés, textuellement "afin de faciliter les exportations de produits". Ainsi, d'après le texte même de la loi, les subventions, sous forme de prêts et de garanties, sont *de jure* subordonnées aux exportations au sens de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*. En tant que subventions prohibées au titre de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, les subventions accordées par la KEXIM dans le cadre juridique de la KEXIM sont "réputée[s] être spécifique[s]" au regard de l'article 2.3 de l'*Accord SMC*.

---

[10] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Réexamen à l'extinction (Japon)*, paragraphe 88.

[11] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Article 211, Loi générale portant ouverture de crédits*, paragraphe 260.

22. Les Communautés européennes font aussi observer que les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM prescrivent, en fait, spécifiquement l'octroi d'une subvention à des taux inférieurs à ceux du marché dans certaines circonstances.

2. Les programmes de garanties de restitution de paiements anticipés et de prêts avant expédition de la KEXIM constituent des mesures sous forme d'une "pratique" suivie par la KEXIM conformément à la Loi KEXIM

23. La KEXIM administre le **programme de garanties de restitution des paiements anticipés** conformément à la Loi KEXIM. Dans le cadre de ce programme, la KEXIM garantit qu'un acheteur étranger obtiendra la restitution, à 100 pour cent, de tous paiements anticipés versés à un exportateur coréen, y compris les intérêts accumulés sur ces paiements anticipés, si l'exportateur ne s'acquitte pas de ses obligations dans le cadre du contrat pertinent. Le montant de l'APRG, également appelée caution de paiement anticipé, est déterminé par le montant total des paiements anticipés effectivement versés à l'exportateur coréen, majoré des intérêts accumulés sur les paiements anticipés qui seraient exigibles en cas de défaut.

24. Les garanties de la KEXIM confèrent un "avantage" aux exportateurs coréens en apportant un appui financier à des conditions plus avantageuses que celles qu'ils pourraient autrement obtenir sur le marché financier coréen. Même si la KEXIM facture à chaque exportateur une certaine commission (c'est-à-dire une prime) lorsqu'elle octroie des APRG, la prime ne correspond pas au degré de solvabilité des exportateurs coréens. La KEXIM émet des garanties sans prendre dûment en considération le risque que comporte la transaction – accordant dans de nombreux cas des garanties à des sociétés en proie à des difficultés financières qui n'auraient pas pu obtenir une garantie auprès d'une banque commerciale.

25. Il ressort des éléments de preuve que très peu de banques commerciales ont accordé des APRG à des chantiers navals coréens au moment de la crise financière de 1997, et qu'elles sont un petit nombre à s'être engagées depuis lors sur le marché des APRG. Le programme APRG, établi par la KEXIM conformément à la Loi KEXIM, prévoit l'octroi de subventions à l'exportation prohibées suivant la définition figurant dans la Partie II de l'*Accord SMC*. Les garanties de la KEXIM i) répondent à la définition d'une "subvention" d'après l'article 1.1, ii) sont expressément subordonnées aux résultats à l'exportation, en violation de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, et iii) constituent des subventions spécifiques d'après l'article 2.3 de l'*Accord SMC*.

26. Le **programme de prêts avant expédition** de la KEXIM prévoit l'octroi à des sociétés coréennes de prêts liés à des contrats d'exportation, afin d'aider les exportateurs coréens à financer la production.

27. Les prêts avant expédition de la KEXIM confèrent un "avantage" aux exportateurs coréens au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC* parce que, grâce aux taux d'intérêt préférentiels consentis par la KEXIM, les exportateurs coréens sont placés dans une situation plus avantageuse que s'ils devaient obtenir ce financement aux conditions du marché.

28. Le programme de prêts avant expédition, établi par la KEXIM conformément à la Loi KEXIM, prévoit l'octroi de subventions à l'exportation prohibée suivant la définition figurant dans la Partie II de l'*Accord SMC*. Ces garanties de la KEXIM i) répondent à la définition d'une "subvention" d'après l'article 1.1, ii) sont expressément subordonnées aux résultats à l'exportation, en violation de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*, et iii) constituent des subventions spécifiques d'après l'article 2.3 de l'*Accord SMC*.

3. Octrois spécifiques de subventions prohibées

29. Comme il est indiqué de manière détaillée dans la communication, la KEXIM a facturé des primes qui sont bien en deçà des taux qui auraient été appliqués par des banques commerciales. Ces transactions individuelles ne sont pas simplement des éléments de preuve relatifs aux "pratiques" de la KEXIM en matière d'APRG et de prêts avant expédition, mais sont aussi en elles-mêmes susceptibles d'être contestées. Les Communautés européennes contestent donc aussi, comme étant incompatibles avec l'*Accord SMC*, de nombreuses transactions individuelles dans lesquelles la KEXIM a accordé à des sociétés coréennes de construction navale des APRG et des prêts avant expédition à des taux préférentiels nettement inférieurs aux taux qu'elles auraient pu obtenir à des conditions commerciales.

D. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

30. Les Communautés européennes démontrent dans leur communication que les subventions accordées par la Corée à son secteur de la construction navale causent un préjudice grave au secteur de la construction navale des CE. Ces subventions sont accordées dans le cadre du processus de restructuration du secteur coréen de la construction navale depuis 1997. Elles se présentent sous forme d'annulations de dettes, de conversions de dettes en actifs à des conditions autres que celles du marché, d'avantages fiscaux, ainsi que d'APRG et de prêts avant expédition accordés par la KEXIM.

31. Les Communautés européennes présentent d'abord des éléments de preuve montrant que les pouvoirs publics coréens ont fourni des "contributions financières" sous forme d'annulations de dettes, de conversions de dettes en actifs à des conditions autres que celles du marché, et d'avantages fiscaux qui confèrent un "avantage", et qui sont "spécifiques" à certaines entreprises au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC*. Les Communautés européennes montrent ensuite que les subventions, conjuguées aux subventions de la KEXIM décrites dans la section IV.C et qui sont accordées directement ou indirectement par les pouvoirs publics coréens, constituent des subventions pouvant donner lieu à une action qui enfreignent les articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC* en causant un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes.

32. Les pouvoirs publics coréens ont une longue tradition d'intervention dans le secteur financier et les activités des entreprises du pays, orientant les pratiques en matière de prêt des établissements financiers en vue de promouvoir les activités d'exportation de certains *chaebols*. Comme il est décrit dans la section II (Contexte factuel), chaque fois que ces *chaebols* ont traversé une crise financière, les pouvoirs publics sont intervenus pour les sauver par le biais de montages financiers favorables provenant de banques contrôlées par l'État ou de banques privées agissant sur instruction des pouvoirs publics. Ce mode d'intervention de l'État a de nouveau été appliqué durant la crise financière qui a débuté en 1997. Les pouvoirs publics coréens ont joué un rôle central dans le processus de renégociation de la dette; ils sont intervenus par l'entremise d'un certain nombre d'organismes publics exécutant les politiques de l'État; et ils ont chargé les établissements financiers commerciaux, et leur ont ordonné, de soutenir le secteur coréen de la construction navale à un moment de graves turbulences financières.

33. En fait, le gouvernement coréen a dirigé le processus de renégociation de la dette par le biais, entre autres choses, a) de la participation, en tant que créanciers, d'organismes publics agissant conformément à la politique de l'État; b) de la participation directe ou indirecte de la Korea Depository Insurance Company au capital de nombreux établissements financiers créanciers des *chaebols* en difficulté; c) de l'acquisition par la Korea Asset Management Corporation des prêts improductifs auprès des établissements financiers créanciers; et d) de la pression exercée par les pouvoirs publics sur d'autres créanciers – dont beaucoup risquaient eux-mêmes la faillite – pour qu'ils se conforment aux directives de l'État.

34. Les organismes publics agissant conformément à la politique de l'État ont joué un rôle de premier plan au conseil des créanciers des sociétés de construction navale. En même temps, ils ont

fait pression sur d'autres créanciers "privés" qui n'avaient pas de liens institutionnels avec les pouvoirs publics coréens ou qui ne poursuivaient pas les objectifs de la politique de l'État.

35. Il est démontré dans la communication que six établissements financiers (la Société coréenne de gestion d'actifs, la Société coréenne d'assurance-dépôts, la Banque de Corée, la Banque coréenne de développement, la Banque industrielle de Corée et la KEXIM) qui ont participé au processus de renégociation de la dette en tant que créanciers des chantiers navals sont des organismes publics au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*. Les avantages qu'ils ont consentis dans le cadre du processus de renégociation de la dette aux chantiers navals coréens doivent donc nécessairement être imputés aux pouvoirs publics coréens.

36. Au cas où le Groupe spécial adopterait une interprétation différente et plus étroite de cette expression, les Communautés européennes considèrent que ces établissements sont, en tout état de cause, des organismes privés qui sont "chargés" par les pouvoirs publics coréens ou auxquels ces derniers ont "ordonné" d'intervenir au sens de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC*.

37. Outre ce qui précède, les établissements financiers commerciaux qui étaient les créanciers des *chaebols* ont également apporté une assistance financière à ceux-ci comme ils en ont été chargés par les pouvoirs publics coréens ou en ont reçu l'ordre. Dans leur communication, les Communautés européennes exposent le mode d'intervention général des pouvoirs publics coréens dans la prise de décisions des établissements financiers commerciaux qui étaient les créanciers des trois chantiers navals dans le cadre du processus de restructuration.

38. Les pouvoirs publics coréens et leurs organismes publics ont mis à profit leurs rôles multiples en tant que décideur/stratège, législateur, organe exécutif, organe de réglementation, actionnaire/propriétaire, bailleur de fonds, garant et prêteur pour faire en sorte que les établissements financiers commerciaux agissent de manière à soutenir le secteur coréen de la construction navale.

39. Les Communautés européennes démontrent que les pouvoirs publics coréens ont accordé à **Daewoo-HI/Daewoo-SME** des subventions pouvant donner lieu à une action qui comportent les éléments suivants: le plan de renégociation de la dette, qui prévoit plusieurs mesures différentes mises en œuvre entre août 1999 et décembre 2000; l'octroi d'avantages fiscaux à Daewoo-HI/Daewoo-SME en vertu de la Loi coréenne sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux; et l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition. Les Communautés européennes démontrent également que les pouvoirs publics coréens ont accordé à **Samho-HI/Halla-HI** des subventions pouvant donner lieu à une action qui consistent en un programme de réorganisation de l'entreprise comportant plusieurs éléments différents et l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition. Enfin, les Communautés européennes démontrent que les pouvoirs publics coréens ont accordé à **STX/Daedong** des subventions pouvant donner lieu à une action qui consistent en un programme de réorganisation de l'entreprise comportant plusieurs éléments différents et l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition.

40. Ayant établi l'existence des subventions, les Communautés européennes démontrent qu'il s'agit de subventions pouvant donner lieu à une action au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*. En ayant recours au subventionnement du secteur de la construction navale, la Corée a causé un préjudice grave sous la forme de l'empêchement des hausses des prix ou de la dépression des prix des navires des CE dans le monde entier, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

41. Les allégations des Communautés européennes portent sur un certain nombre d'éléments juridiques distincts, dont chacun est établi dans la communication. Premièrement, les Communautés européennes démontrent que trois types de navires produits dans les Communautés et en Corée – porte-conteneurs, transporteurs de produits et de produits chimiques et transporteurs de GNL – sont en concurrence pour le même produit et les mêmes marchés géographiques.

42. Deuxièmement, les Communautés européennes expliquent que les subventions coréennes à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong ont pour effet de déprimer les prix et d'empêcher les hausses de prix pour le secteur européen de la construction navale. Afin d'établir le lien de causalité entre les subventions et cette dépression des prix, ainsi que cet empêchement de hausses de prix, les Communautés européennes démontrent a) que les subventions ont artificiellement maintenu des installations de construction navale qui n'auraient pas été maintenues dans les conditions du marché et ont renforcé de façon importante la puissance financière de Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong et libéré des ressources financières pouvant être utilisées par ces sociétés; b) que la nécessité d'utiliser cette capacité et le bas niveau des coûts ont eu pour effet d'abaisser les prix de soumission pour les navires produits par les chantiers navals; et c) que, du fait de l'influence déterminante de la Corée sur les prix, ces prix plus bas ont déprimé les prix des produits affectés et les ont empêchés de monter.

43. Troisièmement, les Communautés européennes montrent que l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix sur le marché mondial des navires, et sur des marchés nationaux ou régionaux donnés, a été "notable". Quatrièmement, les Communautés européennes démontrent que l'empêchement notable des hausses de prix ou la dépression notable des prix ont été d'une nature et d'une ampleur telles qu'ils constituent un "préjudice grave", et qu'ils ont donc causé des "effets défavorables" pour les intérêts des Communautés européennes.

V. CONCLUSION

44. Pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial constate que la Corée a accordé des subventions incompatibles avec ses obligations au titre de l'*Accord SMC*, parce que:

- La Corée, par le biais de la Loi KEXIM, du Décret KEXIM et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt, accorde des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*;

- La Corée, par l'établissement et le maintien des programmes APRG et de prêts avant expédition, accorde des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*;

- La Corée, par l'octroi à titre individuel d'APRG et de prêts avant expédition, a accordé des subventions prohibées, incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'*Accord SMC*;

- La Corée, en accordant des subventions à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong au moyen i) de programmes de renégociation de la dette et de restructuration; ii) d'avantages fiscaux consentis à Daewoo-HI/Daewoo-SME; et iii) de l'octroi par la KEXIM d'APRG et de prêts avant expédition, a causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

45. Les Communautés européennes considèrent que les violations susmentionnées de l'*Accord SMC* ont annulé et compromis les avantages résultant pour elles de l'Accord sur l'OMC et demandent en conséquence que le Groupe spécial recommande que la Corée retire ses subventions ou élimine les effets défavorables des subventions pouvant donner lieu à une action conformément aux articles 4.7 et 7.8 de l'*Accord SMC*.

ANNEXE A-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CORÉE

(9 février 2004)

I. APERÇU GÉNÉRAL ET QUESTIONS INITIALES

1. Aperçu général des déficiences des éléments de preuve et des omissions juridiques de la première communication des CE – Les Communautés européennes (CE) n'ont pas établi *prima facie* le bien-fondé de leurs allégations selon lesquelles la Corée a accordé des subventions à l'exportation prohibées au regard de la Partie II de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"), et des subventions pouvant donner lieu à une action incompatibles avec la Partie III de cet accord. Les CE ont fondamentalement mal compris les prescriptions qui leur font obligation de prouver leur argumentation au moyen de faits établis et prouvés et, au lieu de cela, ont formulé de simples affirmations sans prouver les faits qui en établiraient le bien-fondé.

2. Après avoir refusé de prouver, comme elles en ont l'obligation, les faits qu'elles affirment, les CE allèguent ensuite qu'il appartient à la Corée, en tant que défendeur, de réfuter les affirmations des CE tout en étant obligée de prouver, ce faisant, tous les faits qu'elle affirme. Il s'agit là d'une profonde erreur d'interprétation de la décision rendue dans l'affaire *Japon – Pommes* qui faisait uniquement la distinction entre prouver des faits et établir le bien-fondé d'allégations. L'Organe d'appel a clairement indiqué la nature du processus en deux étapes qui consiste à démontrer l'existence d'éléments *prima facie* et n'a en aucune manière dispensé les plaignants de la charge de prouver leur argumentation au moyen de faits démontrés et établis, comme le prescrivent l'Accord de l'OMC et les principes généraux du droit international.

3. Hormis de simples affirmations, les seuls "éléments de preuve" qu'apportent les CE à l'appui de leur allégation relative à des subventions prohibées proviennent d'un recours indu au processus prévu à l'Annexe V de l'Accord SMC qui est explicitement limité à la collecte de renseignements concernant les cas de préjudice grave visés à la Partie III dudit accord. Les CE tentent ensuite de demander indûment que des déductions défavorables soient tirées à l'encontre de la Corée au motif que celle-ci n'a pas, selon les allégations, fourni certains éléments de preuve visés à l'Annexe V en ce qui concerne les subventions à l'exportation.

4. La première communication des CE ne présente aucun élément de preuve et n'aborde même pas des éléments cruciaux pour ce qui est d'établir que des effets défavorables, au sens de la Partie III de l'Accord SMC, ont été causés par le subventionnement allégué de la Corée. Les CE n'établissent pas qu'il y ait eu ne serait-ce qu'une contribution financière dans le cadre du processus de restructuration qui a eu lieu pour trois chantiers navals coréens, c'est-à-dire Daewoo, Halla et Daedong. Une contribution financière implique l'existence de deux participants à un transfert allégué quelconque, mais les transactions indiquées par les CE ne satisfont pas à ces critères. En outre, les CE n'ont indiqué aucun bénéficiaire actuel des avantages dont il est allégué qu'ils ont existé en rapport avec ces transferts. Enfin, les allégations des CE concernant le processus de restructuration se fondent sur une interprétation de l'Accord SMC qui exigerait que les sociétés insolvables soient liquidées et qu'elles disparaissent du marché. Il n'y a rien dans l'Accord de l'OMC qui autorise une telle interprétation, dont l'adoption et les atteintes qui en résulteraient pour les législations sur l'insolvabilité de tous les Membres auraient des effets dévastateurs sur les économies de marché du monde.

5. Le fait que les CE n'ont pas indiqué le "produit similaire" est un vice rédhibitoire dès lors qu'il s'agit pour un plaignant d'établir *prima facie* l'existence d'un préjudice grave au titre de la Partie III. Après avoir suggéré d'utiliser les critères pour la détermination des "produits similaires" provenant de la jurisprudence relative à l'article III du GATT de 1994, les CE n'ont pas indiqué le produit similaire sur la base d'arguments ou d'éléments de preuve conformes à ces critères. L'indication du "produit similaire" est un élément fondamental de toute détermination en fonction d'effets sur le commerce sans laquelle, en droit, il n'est pas possible d'ouvrir une enquête en matière de droits compensateurs au titre de la Partie V de l'Accord SMC.

6. Les CE n'établissent pas, et *a fortiori* ne prouvent pas, l'existence du "préjudice grave" qu'elles ont subi ni en ce qui concerne la (les) branche(s) produisant le(s) produit(s) similaire(s) non identifié(s) ni pour ce qui est de leurs intérêts plus larges. Dans la mesure où elles indiquent bien un critère, elles tentent d'appliquer le critère, moins rigoureux, de dommage *important* au lieu de celui de préjudice *grave*.

7. Les CE n'ont établi l'existence d'aucun lien de causalité entre les subventions alléguées elles-mêmes et le préjudice grave dont elles font état, comme le prescrit l'article 6.3 c) de l'Accord SMC. Elles ont indûment tenté d'invoquer un lien entre les produits et le préjudice grave allégué. Même ainsi, elles ne font pas la distinction avec les produits fabriqués par les chantiers navals coréens qui n'ont pas fait l'objet de restructuration.

8. Contrairement à la prescription de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, qui dispose que le lien de causalité doit exister en raison des effets de la subvention elle-même, les CE ne présentent aucun élément de preuve pour établir que le préjudice grave allégué n'a pas été causé par des facteurs autres que les subventions alléguées tels que la concurrence exercée par les chantiers navals du Japon ou d'autres pays ou l'effet du caractère fermé du marché japonais, qu'elles reconnaissent. En outre, le troisième rapport de la Commission des CE sur la construction navale dans le monde indique que le subventionnement massif par les CE de leurs chantiers navals pendant des décennies est un facteur du manque de compétitivité des chantiers des CE. Les CE ne traitent pas non plus d'autres questions telles que la forte appréciation de l'euro, entre autres choses.

9. Les CE ne s'efforcent pas de calculer le niveau du subventionnement allégué et se contentent de donner quelques chiffres non étayés et dénués d'explication en ce qui concerne les subventions à la restructuration alléguées. Elles revendiquent en outre le droit de présenter certaines études économétriques ou autres au cas où le Groupe spécial ou la Corée contesteraient leurs affirmations. Les CE ne comprennent pas que cet aspect et d'autres éléments pour ce qui est de prouver leur argumentation ne leur confèrent pas des droits supplémentaires mais constituent au contraire des obligations dont elles ne se sont pas acquittées.

10. L'article 13 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") confère au Groupe spécial certains pouvoirs d'investigation mais l'Organe d'appel a clairement indiqué que la manière dont ceux-ci pouvaient être exercés était assujettie à des limites. Dans l'affaire *Japon - Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source pertinente qu'il choisit, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord ... pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties, **mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante**."[1]

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129. (pas de caractère gras dans l'original)

11. Demandes de décision préliminaire – La Corée a demandé certains éclaircissements sur des questions qui n'avaient pas été abordées dans les décisions préliminaires du Groupe spécial.[2] Spécifiquement, elle a demandé qu'il soit précisé que le différend se limite effectivement aux navires de commerce et que la seule allégation au titre de l'article 6.3 porte sur le paragraphe c) de l'article 6.3. Elle a également demandé que le Groupe spécial décide que le différend se limite à l'article 5 c) car il n'y a aucun argument ni même la moindre mention de l'article 5 a) dans la première communication des CE. La Corée a aussi demandé que le Groupe spécial décide que la sous-cotation des prix visée à l'article 6.3 c) et 6.5 n'est plus en cause dans le différend, cette question n'étant pas traitée dans la première communication des CE.

12. La Corée a réitéré sa demande tendant à ce que le Groupe spécial examine la question posée par le fait que les CE fondent leurs allégations à la fois sur la Partie II et la Partie III de l'Accord SMC au sujet des mêmes subventions à l'exportation alléguées. À la différence de toutes les autres dispositions de l'Accord de l'OMC, dans le cas des différends relevant de la Partie III de l'Accord SMC, l'existence d'effets défavorables doit être démontrée. Par conséquent, le fait de fonder deux allégations distinctes sur les deux Parties à la fois au sujet des mêmes subventions peut entraîner un double comptage. Cela pourrait conduire à attribuer le préjudice à des subventions pouvant donner lieu à une action qui ne sont pas dommageables, sur la base de l'effet conjugué de ces subventions et des subventions à l'exportation auxquelles il a déjà été remédié par ailleurs.

13. La Corée a demandé au Groupe spécial d'examiner les affirmations fallacieuses que les CE lui avaient présentées au sujet de la demande de décision préliminaire de la Corée et d'examiner les autres éléments de preuve montrant qu'il y a eu recours abusif au processus prévu à l'Annexe V. La Corée a noté que les CE avaient demandé au facilitateur le 8 août 2003 de recueillir des éléments de preuve sur tous les produits fabriqués par les sociétés qui recevaient un soutien de la KEXIM car cela était censé faire partie des allégations des CE concernant un préjudice grave. Le 5 septembre 2003, les CE ont déclaré au Groupe spécial qu'elles n'avaient "jamais" formulé d'allégation concernant un préjudice grave, sauf en ce qui concerne les navires de commerce. Cette affirmation erronée a été faite en vue d'éviter que le différend ne soit rejeté au motif que les produits similaires visés par l'allégation concernant les effets défavorables n'avaient pas été indiqués.

14. En outre, les éléments de preuve présentés dans la première communication des CE démontrent que les CE ont indûment utilisé le processus prévu à l'Annexe V pour recueillir des éléments de preuve à l'appui d'une allégation concernant des subventions à l'exportation qu'elles ne pouvaient pas étayer. Cela est confirmé par le fait que la demande de déductions défavorables des CE concernant les allégations au titre de la Partie II est présentée au titre de l'Annexe V, alors que l'Annexe V se limite expressément aux cas de préjudice grave. La Corée avait fait part de ses préoccupations concernant, à plusieurs égards, la portée excessive des demandes de renseignements présentées au titre de l'Annexe V, y compris le fait que les CE y avaient recours pour leurs allégations relatives à des subventions à l'exportation. Les CE ont nié avoir recours à ce processus pour quoi que ce soit d'autre que les aspects de leurs allégations relatifs aux effets défavorables en ce qui concerne les subventions à l'exportation alléguées. Cette erreur a été montrée dans la première communication des CE.

15. Afin de protéger ses droits et de préserver l'intégrité du processus de règlement des différends, la Corée a demandé au Groupe spécial de prendre des décisions appropriées en réponse à ces abus.

[2] La Corée a incorporé par référence sa demande de décision préliminaire parce que cette demande comportait un certain nombre de questions dont le Groupe spécial a décidé de reporter l'examen à une date ultérieure.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES

16. Les CE ont allégué que la Loi KEXIM et les programmes de garanties de restitution de paiements anticipés ("APRG") et de prêts avant expédition "en tant que tels" constituaient une violation des dispositions de la Partie II de l'Accord SMC. Pour prouver cette allégation, les CE doivent établir que la loi et les programmes tels qu'ils sont énoncés constituent des violations de l'Accord SMC. Il ne suffit pas de faire valoir qu'ils *peuvent* être interprétés et appliqués d'une telle manière. Une constatation selon laquelle la simple possibilité d'appliquer une loi d'une manière incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC rend cette loi en soi illégale obligerait tous les Membres de l'OMC à revoir et à modifier intensivement toutes leurs lois et réglementations, ce qui porterait gravement atteinte aux droits souverains de ces Membres. Outre qu'il est impossible dans la pratique de le faire, il s'agirait d'un changement majeur dans la jurisprudence du GATT et de l'OMC et qui ne serait pas conforme aux termes de l'Accord.

17. Les CE n'ont même pas indiqué correctement sur quelle mesure portaient leurs allégations selon lesquelles les programmes APRG et de prêts avant expédition étaient incompatibles avec la Partie II de l'Accord SMC. Ce ne sont pas des mesures assorties de paramètres identifiables que l'on peut mettre en évidence et dont on peut dire qu'il s'agit d'une action obligatoire qui pourrait être incompatible avec l'Accord SMC. En fait, ces deux programmes représentent l'application de la Loi KEXIM et des politiques relatives à la KEXIM qui obligent aussi celle-ci à accorder des facilités de financement compte tenu du marché. Le reste du différend en ce qui concerne les allégations des CE au titre de la Partie II de l'Accord SMC montre qu'il ne peut y avoir de violation "en tant que telle" car il s'agit de savoir, sur la base de nombreux faits, si, par exemple, un avantage a été conféré par des pouvoirs publics ou par un organisme public par le biais d'une pratique des pouvoirs publics. En outre, même s'il y avait une violation *prima facie* de l'article 3 de l'Accord SMC, il serait néanmoins possible dans le cas présent de recourir à la protection prévue aux points j) et k) de l'Annexe I, la "Liste exemplative". Il ne peut donc pas y avoir de violation en ce qui concerne la Loi KEXIM ou les programmes APRG et de prêts avant expédition en tant que tels.

18. La KEXIM ne fait pas partie des pouvoirs publics coréens ni n'est un "organisme public" aux fins de l'article premier de l'Accord SMC. Le simple fait d'appartenir à l'État ne suffit pas à prouver qu'il s'agit d'un "organisme public". Pour convaincre, les CE doivent démontrer que la KEXIM joue un rôle réglementaire ou fiscal ou exerce une fonction analogue. La Loi KEXIM définit une orientation et des paramètres de politique générale dans le cadre desquels la KEXIM exerce ses activités, mais rien de plus. Les pouvoirs publics coréens n'interviennent pas dans les opérations quotidiennes de la KEXIM. Le fait est que la KEXIM est tenue d'agir et a agi d'une manière commerciale et fondée sur le marché. Elle est tenue de réaliser des bénéfices et en a réalisé sur ses opérations de prêt du fait que le crédit est octroyé sur une base commerciale.

19. Les CE n'ont pas non plus démontré qu'un avantage ait été conféré à l'un quelconque des constructeurs navals qu'elles indiquent. Les CE ont proposé comme taux du marché des points de repère inappropriés en ignorant les différences substantielles entre les modalités des prêts et garanties de la KEXIM et les points de repère proposés s'agissant de facteurs tels que les nantissements, la durée des prêts ou des garanties ou les résultats antérieurs de l'emprunteur ou du bénéficiaire de la subvention.

20. La manière dont les primes et les taux d'intérêt de la KEXIM ont été établis à partir d'un taux de base du marché indiqué, majoré de marges (compte tenu aussi de la solvabilité de l'emprunteur ou du bénéficiaire de la subvention), montre que la KEXIM suivait les principes du marché dans les programmes APRG et de prêts avant expédition. Cela est confirmé si l'on compare ces taux de prime et d'intérêt aux points de repère comparables du marché les plus proches comme le Groupe spécial et l'Organe d'appel l'ont envisagé dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. La Corée note également que les CE n'ont pas démontré l'existence d'une contribution financière actuelle ou d'un avantage actuel, comme le prescrit l'article 1.1 de l'Accord SMC. Les "éléments de preuve" offerts par les CE se rapportent

principalement à la période de crise financière durant laquelle il était difficile d'identifier des points de repère du marché pour des facilités de financement identiques. Plus récemment, comme les marchés financiers se sont stabilisés, la réapparition de points de repère du marché identifiables pour des facilités identiques montre que les programmes de prêts et de garanties de la KEXIM sont fondés sur le marché.

21. Selon l'Organe d'appel, le point k) de la Liste exemplative figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC prévoit, suivant un raisonnement *a contrario*, que des crédits à l'exportation octroyés par des pouvoirs publics qui couvrent le coût de l'emprunt pour ces derniers bénéficient de la protection découlant des dispositions de la Partie II de l'Accord SMC. Les prêts avant expédition sont consentis à des taux supérieurs au coût de l'emprunt pour les pouvoirs publics et sont donc des mesures qui relèveraient de cette disposition qui assure la protection. Selon le même raisonnement *a contrario*, les garanties et programmes visés par le point j) bénéficieraient aussi de la protection si les primes prélevées suffisaient à couvrir les dépenses et pertes d'exploitation à long terme des programmes. Les APRG sont des mesures qui relèveraient de cette protection étant donné que la KEXIM a toujours réalisé un bénéfice sur ce programme.

II. Allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action

22. Restructuration – Les pouvoirs publics coréens ont pris des mesures conformément à un accord conclu avec le FMI pour soutenir son secteur financier durant la crise financière asiatique qui avait débuté en 1997. D'après cet accord, la Corée exigerait des banques en difficulté qu'elles réorganisent leurs prêts selon les principes du marché. La Corée a été tenue de démanteler le système de financement imbriqué qui l'avait rendue vulnérable lorsque la contagion financière s'était propagée à partir d'autres pays de la région. Il a également été reconnu que de nombreuses sociétés commerciales étaient insolvables et devraient faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans le cadre de laquelle des changements seraient apportés à leur fonctionnement et à la structure de leurs dettes en vue de leur redressement.

23. Le FMI a demandé que ces procédures soient engagées eu égard aux principes du marché et que seules les sociétés qui pouvaient démontrer que leur valeur d'exploitation était supérieure à leur valeur de liquidation totale soient restructurées.

24. Les CE ont adopté à tort la position selon laquelle la seule solution fondée sur le marché était de démanteler l'entreprise et d'en distribuer les actifs. En dépit des efforts déployés par la Commission des CE pour convaincre le FMI de se rallier à leur position, le FMI a maintenu sa position selon laquelle la Corée avait fondé les opérations de restructuration sur les principes du marché et avait appliqué avec succès l'accord à cet égard. Les observateurs, y compris certains auteurs d'articles pour la Banque mondiale, s'accordent à reconnaître que la Corée a appliqué des procédures de restructuration économiquement efficaces et transparentes.

25. Les CE n'ont pas été en mesure de démontrer que le processus de restructuration avait entraîné l'octroi de subventions aux trois chantiers navals qu'elles ont indiqués. Tout d'abord, les CE n'ont pas établi qu'il y ait eu une intervention quelconque des pouvoirs publics dans le processus de restructuration par l'entremise soit de l'État soit des banques en tant qu'organismes publics. Les CE ont commis de nombreuses erreurs factuelles concernant la portée du rôle des banques d'État. En outre, les CE n'ont pas établi que ces banques agissaient en jouant le rôle des pouvoirs publics. Au contraire, les éléments de preuve montrent que celles-ci agissaient selon les principes normaux du marché et au mieux de leurs intérêts afin de maximiser le recouvrement de leurs créances grâce au processus de restructuration et qu'elles agissaient donc d'une manière pleinement compatible avec l'action de toute banque privée.

26. Le simple fait d'appartenir à l'État et d'avoir des paramètres de politique générale pour les activités de prêt ne transforme pas une banque en un organisme public. Il est courant dans les pays en

développement que des liquidités soient injectées dans le système financier par l'entremise des banques d'État. Il n'est pas rare, même dans les pays développés, que différents types d'établissements de prêt soient dotés par la loi de statuts différents qui limitent leurs opérations à certains secteurs. Cela est encore plus important dans les pays en développement où il peut y avoir une pénurie de personnel qualifié et de capitaux. Les CE doivent montrer davantage que le simple fait d'appartenir à l'État et les paramètres de politique générale pour les activités. Elles ne le font pas et, au lieu de cela, ne proposent que des affirmations et des allégations non étayées par les faits.

27. En outre, les CE n'ont pas montré que les pouvoirs publics coréens aient ordonné à des banques privées quelconques ou les aient chargées d'apporter des "contributions financières" au sens de l'article 1.1 a) 1) aux trois constructeurs navals coréens. Les mesures prises par les pouvoirs publics coréens durant la crise financière asiatique pour stabiliser l'ensemble de son marché financier ne constituent pas des éléments de preuve indiquant qu'il y ait eu une action d'ordonner ou de charger en ce qui concerne les trois opérations de restructuration en question. Ces mesures générales visant à éviter une catastrophe financière nationale ne peuvent pas être considérées comme constituant le type et le degré d'"action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement" selon la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. Tous les établissements financiers privés ont agi au mieux de leurs propres intérêts commerciaux pour maximiser le recouvrement de l'encours de leurs créances auprès des sociétés insolvables.

28. Les CE n'ont pas démontré que les mesures sur lesquelles elles fondent leurs allégations aient impliqué en quoi que ce soit des "contributions financières". Dans tous les cas de restructuration de prêts et de conversion de dettes en prises de participation, il n'y avait qu'une seule partie concernée, à savoir le groupe de créanciers, car les créanciers sont devenus les actionnaires des nouvelles sociétés. La notion de contribution financière implique intrinsèquement que quelque chose doit être transféré d'une entité à une autre. Une entité ne peut pas "contribuer" quelque chose à elle-même.

29. L'Organe d'appel a indiqué clairement que la notion de contribution financière conférant un avantage impliquait aussi intrinsèquement l'existence d'un bénéficiaire. En l'espèce, les CE n'ont pas même indiqué de tels bénéficiaires allégués ni traité cette question. L'Organe d'appel a décidé à deux reprises[3] (à la demande des CE) que les bénéficiaires devaient bénéficier actuellement des contributions financières alléguées. Les CE ont complètement omis d'indiquer des bénéficiaires actuels quelconques des contributions financières alléguées.

30. Même si l'on considérait qu'il y a eu des contributions financières et des bénéficiaires, les CE n'ont pas montré en quoi ces personnes ont bénéficié de ces mesures. Comme il a été dit plus haut, le principal argument des CE est que les lois du marché exigeraient que les sociétés en question soient liquidées et qu'elles sortent du marché. Une position aussi extrémiste n'est étayée ni par le texte de l'Accord ni par la logique.

31. Dans chacun des trois cas de restructuration d'entreprises indiqués par les CE, des consultants extérieurs ou le tribunal des faillites – agissant en toute objectivité et sans aucune influence des pouvoirs publics – ont déterminé que les trois sociétés en question avaient des valeurs d'exploitation positives, c'est-à-dire supérieures à leur valeur de liquidation et de dissolution.

32. Dans le cas de Daewoo, un plan privé de renégociation de la dette a été exécuté d'après l'approche dite "approche de Londres" mise au point au Royaume-Uni durant la période de difficultés financières dans ce pays. L'approche de Londres a été proposée afin d'établir des paramètres fondés sur le marché pour des opérations de renégociation de la dette plus rapides que les procédures judiciaires. Les renégociations de dettes étaient volontaires et devaient avoir l'approbation d'une majorité qualifiée des créanciers. En ce qui concerne Hall et Daedong, des procédures judiciaires ont

[3] *États-Unis – Plomb et bismuth II* et *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des CE*.

été suivies dans lesquelles les créanciers ont conservé un rôle dans l'évaluation et l'adoption par scrutin des mesures de restructuration, les tribunaux supervisant les opérations et donnant leur approbation finale. Dans tous les trois cas considérés, les parts détenues par les actionnaires originels ont cessé d'exister en majeure partie ou en totalité. Les créanciers ont assumé le contrôle des sociétés, les droits de propriété étant fondés sur l'ancienneté et le volume des prêts en question.

33. Au sujet d'un cas de restructuration, les CE citent, comme point de repère opposé, un petit nombre de banques étrangères qui avaient des créances modestes dans la société restructurée, et tentent d'alléguer que la restructuration n'a pas été effectuée selon les principes du marché. Ces banques étrangères exerçaient leurs activités dans des circonstances entièrement différentes de celles des banques coréennes et il est à prévoir que des banques ayant des perspectives différentes négocient de façon quelque peu différente. En outre, si l'on prend en compte toutes les circonstances, les résultats sont pour l'essentiel analogues. Dans deux cas de réorganisation supervisée par un tribunal, les CE proposent un critère "investisseur/prêteur extérieur", ce qui ne peut être, toutefois, un point de repère approprié quant au comportement commercial des créanciers d'alors, qui devaient recouvrer leurs créances improductives auprès des sociétés insolvables afin de préserver leurs propres cotes de crédit et de se conformer aux prescriptions de la BRI. Toutes les opérations de restructuration ont été effectuées suivant des modalités fondées sur le marché dans le cadre desquelles tous les établissements financiers qui étaient alors les créanciers des sociétés insolvables se sont efforcés de maximiser le rendement financier de l'encours de leurs prêts.

34. Subventions fiscales alléguées – Les CE ont allégué que certaines dispositions fiscales qui s'appliquaient dans le cas de la réorganisation de Daewoo Heavy Industries ("DHI") constituaient des subventions. Or les faits montrent que DHI n'a pas fait usage de certaines des dispositions alléguées. Quant aux autres, les CE n'ont pas montré qu'il y a spécificité. Il s'agit de dispositions fiscales régissant les sociétés qui sont disponibles d'une manière générale et qui figurent dans la plupart des régimes fiscaux modernes. Les cessions d'actifs qui n'impliquent pas un changement de propriété ne sont généralement pas imposables. Les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant que les dispositions fiscales en question relèvent du type décrit à l'article 1.1 a) 1) ii) de l'Accord SMC.

35. Préjudice grave – Les CE n'ont fourni aucun élément de preuve ou argument concernant l'existence d'un préjudice grave. Elles ont tenté d'invoquer les critères du dommage provenant des enquêtes en matière de droits compensateurs bien qu'il ressorte clairement du libellé et de la structure de l'article 5 de l'Accord SMC qu'il existe une distinction. Elles ont ignoré les constatations de l'Organe d'appel selon lesquelles le terme "grave" dénote un degré de dommage beaucoup plus élevé que le terme "important".[4] Les CE tirent de la Partie V de l'Accord SMC des conclusions quant à ce qui est prescrit dans le cas d'un préjudice grave. Or elles ne comprennent pas que la Partie V contient simplement des indications sur ce qui doit être inclus dans l'évaluation mais que cela ne suffit pas pour que l'existence d'un préjudice grave soit constatée. Les CE doivent aller au-delà des éléments prescrits dans une enquête en matière de droits compensateurs pour établir l'existence d'un préjudice grave causé par les subventions alléguées.

36. Marché géographique et définitions de l'expression "produit similaire" – Les CE n'ont pas correctement défini les marchés géographiques. Elles allèguent qu'il y a un marché mondial, mais cela n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 6.3 c) selon lesquelles les marchés des États membres doivent être indiqués. Lorsque les rédacteurs de l'Accord ont jugé approprié de parler de marchés mondiaux, ils l'ont indiqué explicitement, comme à l'article 6.3 d). En outre, les CE n'expliquent pas les implications des affirmations qu'elles formulent par ailleurs et selon lesquelles le marché japonais est fermé aux navires construits à l'étranger ou la segmentation du marché a peut-être été causée par des facteurs tels que la Loi Jones des États-Unis.

[4] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 124 et suivants.

37. Comme il a été indiqué plus haut, les CE n'ont même pas indiqué les "produits similaires" dont elles considèrent qu'ils font l'objet du différend. Elles se réfèrent à certains endroits à un "marché" de produit unique, ce qui implique un produit similaire unique pour tous les navires de commerce. Ailleurs, elles mentionnent trois catégories générales de produits. Cependant, bien que les CE aient elles-mêmes laissé entendre que l'on pouvait trouver des indications dans la jurisprudence relative à l'article III du GATT de 1994, elles n'apportent aucun des éléments de preuve qui sont examinés dans des affaires de ce genre. Il n'y a aucune analyse des caractéristiques physiques comparatives. Il n'y a aucune analyse ni étude du marché concernant les élasticités croisées de la demande ou d'autres mesures permettant de démontrer la compétitivité des produits. La communication des CE ne contient aucun élément de preuve concernant les préférences des consommateurs ou les utilisations finales. Les CE ne fournissent aucun élément de preuve quant à la question de savoir s'il convient d'inclure dans un même groupe les petits porte-conteneurs de collecte et les grands porte-conteneurs post-Panamax. Elles n'apportent pas non plus d'éléments de preuve pour ce qui est de savoir s'il y a une relation de concurrence ou une absence de concurrence entre les transporteurs de GNL et les transporteurs de produits chimiques. Le caractère vague et la vacuité de l'exposé des CE à cet égard ressortent clairement de la manière dont elles regroupent les transporteurs de produits avec les porte-conteneurs à un endroit pour ensuite les ranger ailleurs dans la même catégorie que les transporteurs de produits chimiques. Rien n'est dit sur le point de savoir s'il y a des utilisations finales communes, des caractéristiques physiques communes ou une quelconque élasticité croisée de la demande. Il n'est tout simplement pas possible de poursuivre l'examen de l'affaire en l'absence d'élément de preuve et d'argumentation de la part du plaignant sur ce point crucial.

38. Faute de preuve de l'existence de catégories de produits similaires, une autorité nationale chargée de l'enquête ne serait même pas autorisée à ouvrir une enquête en matière de droits compensateurs conformément aux dispositions de la Partie V de l'Accord SMC. Il est encore plus important dans une affaire telle que le présent différend, où il n'y a pas d'autorité chargée de l'enquête, que la partie plaignante prouve, comme elle en a l'obligation, des éléments *prima facie*. Un plaignant doit établir les éléments fondamentaux de son argumentation dès la première étape du processus, faute de quoi toute la procédure elle-même risque de devenir un simulacre de procédure régulière. Il est impossible au défendeur de présenter sa réponse ou au Groupe spécial d'évaluer une affaire lorsque des éléments fondamentaux de l'argumentation du plaignant font défaut.

39. Situation de la (des) branche(s) de production – Les CE n'ont présenté que des allégations les plus sommaires en ce qui concerne la situation de leur(s) branche(s) de production. Quelques allégations générales sont formulées mais on ne trouve aucun élément de preuve concret montrant que leur(s) branche(s) de production subit (subissent) le moindre préjudice grave, et encore moins qu'un préjudice grave est causé par les subventions coréennes alléguées. Le ou les secteurs de la construction navale des CE sont peut-être en parfaite santé financière et économique d'une manière générale. Aucun élément de preuve à l'effet contraire n'est fourni. De fait, dans la mesure où il y a un élément de preuve quelconque, celui-ci vient de la Corée qui a relevé que la Commission des CE avait reconnu dans son troisième rapport sur la situation de la construction navale dans le monde que le subventionnement massif octroyé pendant des décennies par les États membres des CE à leur(s) secteur(s) de la construction navale avait été contre-productif et entraîné une absence d'ajustement normal à l'évolution de la technologie et du marché.

40. Lien de causalité – Les CE n'établissent pas que les subventions alléguées elles-mêmes ont causé un préjudice grave. Elles ont tenté de fonder toute leur argumentation concernant le lien de causalité sur la dépression des prix des transporteurs de GNL et sur l'empêchement de hausses de prix d'autres produits. Elles ont retiré leurs affirmations concernant la sous-cotation des prix et les ventes perdues.

41. Les CE n'ont pas établi que tout empêchement de hausses de prix ou toute dépression des prix qui existe sur un (des) marché(s) de produits quelconque(s) était "notable", comme le prescrit le texte de l'Accord. Les allégations concernant l'empêchement de hausses de prix reposent sur des

affirmations relatives aux hausses des taux de fret, du coût de production ou de la demande. Non seulement les CE ignorent d'autres facteurs importants qui sont présents sur le marché tels que l'efficience, l'évolution de la demande et les changements technologiques mais encore elles fondent leurs allégations sur des données factuelles de caractère général sans faire de distinction selon les types de navires alors que le marché a évolué différemment selon le type de navire concerné. Les CE notent les effets des fluctuations monétaires et formulent des allégations fondées sur la hausse relative du won. Pour autant, elles ignorent la hausse encore plus spectaculaire de l'euro aussi bien par rapport au dollar que par rapport au won.

42. Le propre expert des CE en matière de construction navale a conclu que les navires des CE et les navires coréens se faisaient uniquement concurrence dans deux segments limités de produits, à savoir les porte-conteneurs de collecte et les petits transporteurs de produits chimiques, et il a affirmé clairement que ces segments se caractérisaient par la présence notable de chantiers navals d'autres pays actifs dans la construction navale qui influencent les prix. Il est donc impossible d'imputer la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix à tous les navires coréens indistinctement ou même aux porte-conteneurs de collecte ou petits transporteurs de produits chimiques coréens. Les CE ont ignoré la réalité du marché de la construction navale, à savoir le fait que les navires sont de plus en plus assimilables à des produits de base avec une diminution correspondante des prix qui s'est amorcée au début des années 90 bien avant que l'une quelconque des subventions alléguées à la restructuration des entreprises n'ait été octroyée.

43. En affirmant l'existence d'un lien de causalité, les CE ne font pas la distinction entre les navires produits par les trois entités issues de la restructuration et les navires produits par les autres chantiers navals coréens qui n'ont pas fait l'objet de ce processus. Cela est d'autant plus étrange que les CE attachent beaucoup d'importance aux calculs de coût. Il semble que les CE cherchent en quelque sorte à introduire par des voies détournées l'argument antidumping selon lequel les constructeurs navals coréens vendent à des prix inférieurs aux coûts et doivent donc être subventionnés. Les éléments de preuve présentés par les CE au sujet des coûts sont profondément erronés et très artificiels. Ils ne seraient pas convaincants dans une affaire antidumping, et on ne voit pas quel est leur rôle dans une affaire concernant un préjudice grave. De surcroît, l'absence de distinction entre les chantiers restructurés et les autres montre bien que cette approche est sans valeur. Si les chantiers coréens fonctionnent sur la base des mêmes coûts, comme les CE le laissent entendre, cela prouve l'absence d'effet des subventions alléguées elles-mêmes si les chantiers n'ayant pas été restructurés et ceux qui l'ont été effectuent leurs ventes sur la même base. Au demeurant, l'exemple de la vente perdue allégué par les CE concernait un chantier qui n'avait pas été soumis à restructuration.

44. En outre, les CE ne communiquent aucun calcul concernant les niveaux de subventionnement. Elles formulent de simples affirmations à la fin de leur communication au sujet des subventions à la restructuration alléguées mais ne donnent aucune indication confirmant les niveaux de subventionnement qu'elles affirment. En fait, les calculs de base ne sont même pas communiqués, de sorte que ni la Corée ni le Groupe spécial ne sont en mesure de voir quels sont les éléments qui ont servi à calculer les chiffres avancés. Les CE ne communiquent pas le moindre calcul concernant les subventions fiscales ou les subventions à l'exportation alléguées. Sans ces calculs et de solides éléments de preuve à l'appui, l'argumentation des CE est nécessairement vouée à l'échec.

45. Les CE revendiquent le droit de présenter ultérieurement certains arguments économiques si quelqu'un conteste leurs affirmations péremptoires. Or il n'y a aucun droit dont on puisse se prévaloir à cet égard; bien au contraire, les CE avaient **l'obligation** de prouver le bien-fondé de leur argumentation en présentant dans leur première communication des faits établis et des arguments suffisants. La Corée rappelle que l'Organe d'appel a spécifiquement donné pour instruction aux groupes spéciaux de ne pas plaider la cause de la partie plaignante.

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DÉCLARATION ORALE DES PARTIES – PREMIÈRE RÉUNION

Contenu		Page
Annexe B-1	Déclaration orale des Communautés européennes	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale de la Corée	B-12

ANNEXE B-1

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(18 mars 2004)

I. INTRODUCTION

1. Dans leur déclaration orale, les CE traitent tout d'abord une série d'obstacles d'ordre procédural et autres que la Corée cherche à ériger afin de faire obstruction au règlement de la présente affaire. Elles formulent ensuite des observations sur un certain nombre d'autres questions tout en réservant la réfutation détaillée des nombreux arguments de la Corée pour la communication présentée à titre de réfutation.

II. OBSTACLES ÉRIGÉS PAR LA CORÉE

A. CHARGE DE LA PREUVE

2. Les CE admettent entièrement que c'est à elles qu'il incombe de présenter des éléments *prima facie*. Elles sont parties du principe qu'il n'est pas nécessaire d'énoncer ce qui va de soi. Il n'est nécessaire de fournir des preuves en ce sens que dans la mesure où la Corée conteste, par des arguments étayés, ce qui est clair selon nous.

3. Par exemple, les CE considèrent qu'il suffit d'indiquer simplement que les transporteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) des CE et de la Corée se font concurrence sur le même marché. En fait, la Corée admet même qu'il s'agit d'*un produit*, de sorte qu'il est oiseux pour les CE de prouver que les transporteurs de GNL coréens sont en concurrence avec ceux qui sont fabriqués par les CE sur le même marché. Comme nous l'expliquerons ultérieurement, nous rejetons l'idée qu'il existe une prescription imposant d'établir l'existence d'une "similarité"; toutefois, dès lors qu'il existe un produit tel qu'un transporter de GNL, les transporteurs de GNL en provenance des Membres sont forcément "similaires" les uns aux autres. Il s'agit d'un même produit. Dans la mesure où la Corée élève maintenant des objections à propos d'autres déclarations de fait, par exemple, les définitions d'autres types de navire, les CE y répondront plus en détail ci-dessous ainsi que dans les communications qu'elles présenteront à titre de réfutation.

4. En outre, une fois que le plaignant a établi *prima facie* le bien-fondé d'une allégation et que le défendeur cherche à réfuter celle-ci en affirmant un fait supplémentaire, il appartient à la partie qui affirme ce fait de l'étayer. Afin d'illustrer ce qui précède en donnant un autre exemple, les CE ont fourni des éléments de preuve *prima facie* montrant que les aides à la restructuration et autres subventions étaient une cause contribuant à la dépression des prix sur le marché des transporteurs de GNL. Si la Corée souhaite réfuter cet argument en avançant d'autres facteurs susceptibles d'avoir causé une chute des prix, elle doit en apporter la preuve.

5. Les CE n'admettent pas qu'il y ait une quelconque doctrine du "fruit de l'arbre vénéneux" selon laquelle elles ne peuvent en tout cas pas (ou du moins pas en ce qui concerne les allégations de subventions à l'exportation) s'appuyer sur les éléments de preuve recueillis lors de la procédure prévue à l'Annexe V car ceux-ci n'ont pas été, selon les allégations, demandés à bon droit. Comme l'Organe d'appel l'a précisé dans de nombreuses affaires, les deux parties ont le devoir de collaborer à l'établissement des faits. Cela est particulièrement vrai dans les affaires mettant en cause des subventions qui impliquent souvent des faits économiques complexes auxquels la partie plaignante n'a

peut-être pas aisément accès. Il convient en outre de noter que les groupes spéciaux peuvent demander au défendeur des renseignements sur des subventions à l'exportation en vertu de l'article 13 du *Mémorandum d'accord*. La procédure de collecte de données de fait visée à l'Annexe V de l'*Accord SMC* a simplement pour effet de faire intervenir plus tôt la fourniture des éléments de preuve, avant l'échange des communications par les parties, au lieu de collecter les mêmes renseignements auprès du défendeur à un stade ultérieur du processus du groupe spécial.

B. SUBVENTION À L'EXPORTATION ET QUI PEUT DONNER LIEU À UNE ACTION – ACCENT MIS SUR LES SUBVENTIONS ET LES EFFETS ACTUELS

6. Il n'existe à l'OMC aucune règle prévoyant qu'une violation est pardonnée dès lors qu'elle appartient au passé. Les obligations sont rédigées au présent pour indiquer qu'elles sont censées s'appliquer en tout temps, dans le passé, dans le présent et à l'avenir!

7. Certes, il n'est peut-être pas toujours possible de remédier à des manquements passé aux obligations dans le cadre de l'OMC. Cependant, le Groupe spécial n'est pas dans la présente procédure tenu par son mandat de spécifier quelle action la Corée peut devoir mener pour se mettre en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

C. ORGANISME PUBLIC ET "CHARGÉ ET AUQUEL IL A ÉTÉ ORDONNÉ DE"

8. Rien dans l'article premier de l'*Accord SMC* ne limite les types d'éléments de preuve qui peuvent être utilisés pour démontrer qu'une subvention, c'est-à-dire un transfert de ressources économiques, peut être reliée aux pouvoirs publics. Sinon, il serait facile de le contourner. Au contraire, l'article premier de l'*Accord SMC* se fonde sur une certaine expérience des pratiques suivies par les pouvoirs publics pour l'octroi de subventions. Ainsi, les pouvoirs publics agissent souvent par l'entremise d'organismes publics ou d'organismes privés qui ne font pas formellement partie du gouvernement. Au lieu d'exiger que chaque transfert de ressources soit relié aux pouvoirs publics par un élément de preuve, l'article premier de l'*Accord SMC* présume qu'une somme d'argent qui est distribuée par un organisme public, ou par un organisme privé qui constitue un mécanisme de financement, peut toujours être reliée aux pouvoirs publics.

9. Ainsi, les notions d'"organisme public" et d'"organisme privé" ont pour but de présumer l'existence d'un lien avec les pouvoirs publics dans certaines situations et d'éviter ce faisant le contournement. Toute contribution financière octroyée par un organisme public est nécessairement imputée à l'État. De même, un avantage conféré par un mécanisme de financement auquel contribuent les pouvoirs publics est juridiquement imputé aux pouvoirs publics.

10. La Corée ne peut pas invoquer la décision du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* pour étayer son opinion selon laquelle il doit y avoir la preuve d'une action explicite se rapportant à une transaction spécifique. L'affaire en question portait sur une intervention de caractère général des pouvoirs publics sur le marché – restrictions à l'exportation applicables à un certain produit, par opposition à une action spécifique des pouvoirs publics dans une situation spécifique.

11. L'emploi des mots "mécanisme de financement", "chargent" et "ordonnent" à l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC* indique que les pouvoirs publics peuvent recourir à de nombreux instruments différents pour faire en sorte qu'un organisme privé transfère des ressources. Ces mots ne doivent pas être interprétés de façon étroite et isolément les uns des autres. Ils visent à inclure la totalité des nombreux moyens différents par lesquels les pouvoirs publics peuvent influencer le comportement d'un organisme privé. En conséquence, les groupes spéciaux ont pour tâche, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, de déterminer les motivations de l'organisme privé lorsque celui-ci transfère des ressources. Si ces motivations peuvent être reliées à l'action des pouvoirs publics sur la base de tous les éléments de preuve pertinents – même si ceux-ci sont circonstanciels, voire émanent de sources secondaires – cela est suffisant.

D. ALLÉGATION DE LA CORÉE SELON LAQUELLE LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION SONT EXEMPTÉES DES DISCIPLINES APPLICABLES AUX SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

12. Les articles 3 et 5 de l'*Accord SMC* proscrivent différentes formes de comportement des pouvoirs publics. La prohibition absolue des subventions à l'exportation énoncée à l'article 3 de l'*Accord SMC* vise toute subvention qui est subordonnée aux exportations indépendamment de son effet affectif sur le commerce. L'obligation de ne pas causer d'effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre en recourant à une subvention quelconque (que celle-ci soit ou non subordonnée aux exportations) exige que l'on établisse l'existence de certains effets bien définis sur le commerce. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a déjà reconnu qu'il était possible de procéder à l'évaluation cumulative de différents types de subvention.

13. L'argument de la Corée selon lequel une double violation donnerait lieu à une double réparation est sans fondement. Supposons que la Corée met en œuvre une constatation défavorable du Groupe spécial selon laquelle les prêts avant expédition de la KEXIM constituent des subventions prohibées en décidant qu'ils pourront aussi être accordés pour des ventes à des acheteurs nationaux. En pareil cas, la subvention ne serait plus *de jure* subordonnée aux exportations. Elle n'en demeure pas moins une subvention conférant un avantage à la production de navires et continue de contribuer à l'existence d'un préjudice grave. La question de savoir si un Membre a mis toutes ses subventions en conformité avec l'article 3 ou l'article 5 de l'*Accord SMC* peut soulever des questions nouvelles et difficiles. Cependant, ces questions doivent être traitées pendant la phase de mise en œuvre et ne sont pas pertinentes pour le point de savoir, d'abord, s'il y a eu violation des règles de l'OMC.

III. PLAINTE CONCERNANT UNE SUBVENTION À L'EXPORTATION

A. LES TROIS NIVEAUX DE LA PLAINTE DES CE

1. Les transactions individuelles comportant une subvention à l'exportation

14. Les CE ont indiqué dans leur première communication écrite plus de 200 cas individuels dans lesquels la KEXIM avait octroyé une subvention pour l'exportation d'un navire. La Corée fait valoir que seules des subventions existant actuellement peuvent être mises en cause.

15. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les CE ne considèrent pas qu'une violation est pardonnée dès lors qu'elle appartient au passé. Les CE ont donc droit à une constatation selon laquelle les 200 subventions à l'exportation de la KEXIM spécifiquement indiquées sont contraires à l'*Accord SMC*.

2. Les programmes de prêts avant expédition et programmes APRG

16. Cependant, la suppression (ou l'expiration) de ces subventions à l'exportation spécifiques ne résoudra pas le problème fondamental, à savoir que la KEXIM continuera d'octroyer des subventions à l'exportation en faveur des exportations futures de navires coréens.

17. C'est pourquoi les CE ont aussi mis en cause les subventions à un deuxième niveau – celui des **programmes** APRG et de prêts avant expédition.

18. La Corée admet que "jusqu'en mars 1998 la KEXIM ne prenait pas en considération les risques de crédit pour ses transactions APRG" et que, par la suite, elle n'a que progressivement mis en place une politique en matière de risque de crédit.

19. Là encore, les CE considèrent qu'elles ont droit à une constatation selon laquelle les programmes APRG et de prêts avant expédition étaient incompatibles avec l'*Accord SMC*. La

question de savoir s'ils le sont toujours aujourd'hui relève de la phase de mise en œuvre de la présente procédure.

3. Le cadre statutaire

20. Les arguments de la Corée montrent la nécessité de traiter les causes fondamentales du subventionnement à l'exportation en Corée et non seulement les transactions ou programmes spécifiques de subventions à l'exportation - qui peuvent être aisément modifiés à l'avenir de manière à éviter les défauts constatés tout en continuant de subventionner les exportations.

21. C'est pourquoi les CE ont également formulé leur plainte pour subvention à l'exportation à un troisième niveau – celui des règles qui régissent le fonctionnement de la KEXIM et qui lui donnent effectivement pour instruction de subventionner les exportations et les moyens de le faire, à savoir la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM. Les CE ont montré que la KEXIM avait été créée en vue de promouvoir les exportations coréennes, qu'elle recevait d'importantes injections de capitaux de la part des pouvoirs publics coréens, qu'elle n'était pas tenue de verser de dividendes à ces derniers, qu'elle bénéficiait d'une garantie illimitée de l'État pour ses exigibilités et ses déficits, et qu'il lui était interdit de faire concurrence aux banques commerciales. Cela aboutit inévitablement à un subventionnement des exportations et par conséquent, selon les CE, les dispositions contestées de la Loi KEXIM, du Décret KEXIM et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM sont incompatibles avec l'article 3 de l'*Accord SMC*.

22. Le principal argument avancé par la Corée dans sa réponse consiste à invoquer la soi-disant "doctrine de la distinction impératif/facultatif", en se fondant sur le fait que, selon la Corée, aucune de ces dispositions ne prescrit spécifiquement l'octroi de subventions à l'exportation.

23. L'Organe d'appel a mis en garde contre l'application mécanique de cette doctrine et a aussi indiqué clairement que l'analyse d'une mesure ne pouvait pas s'achever sur la conclusion que cette mesure était en un certain sens "facultative". Il faut poursuivre l'analyse afin de savoir si les dispositions considérées ont les effets prohibés.

24. Une autre raison majeure pour laquelle la doctrine de la distinction impératif/facultatif ne peut pas être considérée comme une règle mécanique tient au fait que les mesures étatiques sont toujours, par définition, impératives en un certain sens et comportent très souvent un certain élément de pouvoir discrétionnaire. Il existe toujours quelques exceptions possibles à toute règle impérative.

25. Les dispositions de l'OMC se présentent sous de nombreux formes et formats différents. Certaines sont axées sur les résultats (par exemple le "traitement non moins favorable") tandis que d'autres sont axées sur les régimes (par exemple celles qui concernent les enquêtes, la transparence et les régimes nationaux). Il y a clairement infraction à une disposition qui interdit aux Membres de maintenir des dispositifs ou des programmes correspondant à une certaine description si un tel programme existe, même s'il n'est peut-être pas appliqué.

26. Comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite, l'article 3, et en particulier l'article 3.2, de l'*Accord SMC* a pour objet d'empêcher le maintien de régimes de subventions subordonnées aux exportations, ainsi que l'octroi de subventions à l'exportation individuelles.

27. En tout état de cause, les CE n'admettent pas que les programmes APRG et de prêts avant expédition ne sont pas "impératifs" quel qu'en soit le sens pertinent. Tout d'abord, la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt sont impératifs pour la KEXIM. Il est "prescrit" à celle-ci d'utiliser les ressources de l'État mises à sa disposition pour s'acquitter des fonctions qui lui sont attribuées dans les instruments qui la régissent. Ces fonctions comprennent la promotion des exportations et la fourniture d'une assistance financière aux exportateurs lorsque

celle-ci n'est pas disponible auprès de sources privées – ou n'est pas disponible de façon suffisante ou à des conditions aussi avantageuses.

28. Même s'il n'est nulle part indiqué expressément que la KEXIM doit accorder des prêts ou des garanties, nous ne pensons pas que les hauts dirigeants de la KEXIM conserveraient longtemps leurs postes s'ils devaient faire fi des objectifs statutaires de la KEXIM, et soit laisser sans emploi les ressources qui leur sont confiées, soit les utiliser pour soutenir les importations ou bien le commerce intérieur. En fait, il en irait aussi certainement de même si la KEXIM devait utiliser ses ressources publiques en faisant fi de l'injonction énoncée à l'article 24 de la Loi KEXIM et faire concurrence aux banques commerciales.

29. En conséquence, les CE estiment que le cadre statutaire de la KEXIM prévoit spécifiquement l'octroi de subventions à l'exportation – et en fait, à toutes fins pratiques, **prescrit** effectivement une telle action. C'est le but même de la KEXIM de venir en aide aux exportations.

B. LES CONSÉQUENCES D'UNE CONSTATATION SELON LAQUELLE L'ARTICLE 3 DE L'*ACCORD SCM* NE S'APPLIQUE PAS AUX MESURES "FACULTATIVES"

30. La position de la Corée permettrait à un Membre de l'OMC à vocation exportatrice de mettre en place un dispositif grâce auquel le Ministre chargé de la promotion des exportations pourrait octroyer toute somme qu'il considérerait nécessaire pour faire en sorte qu'un exportateur coréen emporte un marché face à la concurrence étrangère, lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt du pays. Puisque l'octroi de la subvention ne serait pas "impératif" pour le ministre, le dispositif ne constituerait pas, selon la Corée, une violation de l'*Accord SMC*. Ainsi, les Membres de l'OMC seraient obligés d'engager une action à l'encontre de chaque subvention individuelle une fois celle-ci accordée, pour n'obtenir ensuite qu'une victoire à la Pyrrhus. Le dispositif lui-même n'aurait pas besoin d'être modifié, selon la Corée, parce qu'il demeurerait non impératif.

C. ARGUMENTS REPOSANT SUR LA NOTION DE REFUGE

31. Les prêts avant expédition et les APRG ne relèvent pas du champ d'application du premier paragraphe du point k) (dans le cas des prêts avant expédition) ou du point j) (dans le cas des APRG) de l'Annexe I de l'*Accord SMC*.

1. Prêts avant expédition

32. La Corée cherche à faire passer les crédits accordés aux exportateurs pour des crédits à l'exportation au sens du point k). Il existe une distinction claire et importante entre ces deux notions.

33. Un crédit à l'exportation est accordé à des *acheteurs*, et non pas à des exportateurs, *pour une durée qui va au-delà de la date de la livraison*. L'OCDE, par exemple, définit comme suit cette notion:

> On peut dire en gros qu'un crédit à l'exportation se présente sous la forme d'un mécanisme d'assurance, de garantie ou de financement qui permet à un acheteur étranger de biens et/ou de services exportés de différer son paiement pendant un certain temps. ... Les crédits à l'exportation peuvent prendre forme de crédits fournisseurs consentis par l'exportateur ou de crédits acheteurs, auquel cas c'est la banque de l'exportateur qui prête à l'acheteur (ou à sa banque).

34. D'ailleurs, le fait que les crédits à l'exportation peuvent uniquement prendre la forme de "crédits fournisseurs" ou de "crédits acheteurs", suivant la définition exposée plus haut, **est** "l'interprétation commune" de tous les pays de l'OCDE actifs dans la construction navale – y compris la Corée. Cette notion a été jugée si évidente que lors des dernières discussions sur un texte révisé de

l'"Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation de navires", les parties sont convenues d'inclure une référence spécifique dans le texte.

35. Cette interprétation de la signification des crédits à l'exportation est également implicite dans la jurisprudence de l'OMC concernant l'applicabilité du point k) de la Liste exemplative.

36. Les prêts avant expédition de la Corée sont, par contre, des prêts à la production consentis à des fabricants qui exposent certains biens d'équipement en provenance de la Corée indépendamment de tout crédit octroyé à l'acheteur (lequel peut tout ignorer de ce prêt à l'exportateur). En outre, la durée du prêt est étroitement liée à la date de livraison (d'où l'expression "prêts *avant expédition*"). Cela ne correspond pas aux caractéristiques des crédits à l'exportation, lesquels sont des prêts consentis, directement ou indirectement, à des acheteurs, pour une durée allant au-delà de la date de livraison. Le point k) n'est tout simplement pas applicable aux prêts avant expédition de la Corée.

2. APRG

37. De même, les APRG ne sont ni des garanties du crédit à l'exportation ni, comme la Corée le fait valoir à titre subsidiaire, des programmes de garantie contre les hausses des coûts. Les APRG sont, en fait, les garanties des crédits accordés à des fabricants exportateurs de la Corée.

38. Les garanties du crédit à l'exportation sont celles qui sont fournies à une *banque* ou à *l'exportateur* afin de garantir que l'acheteur étranger remboursera le crédit à l'exportation qui lui a été octroyé. Par contre, les APRG sont mises à la disposition des *acheteurs* étrangers afin de garantir le remboursement des sommes acquittées préalablement à la livraison d'un bien d'équipement, en cas de défaut de la part du fabricant exportateur.

39. La Corée cherche à faire fond, à titre subsidiaire, sur un autre élément du point j) et à présenter les APRG comme un programme de garantie contre les hausses du coût des produits exportés.

40. Le point j) est libellé de manière à viser les programmes de garantie ***contre*** les hausses du coût des produits exportés. C'est la hausse du coût du *produit* exporté qui doit être couverte, et non les *dépenses* totales de l'exportateur ni les risques de crédit assumés par l'acheteur.

41. La large interprétation donnée par le Corée autoriserait l'octroi de toute subvention à l'exportateur ou à des produits exportés qui est présentée comme un "programme de garantie" régi par le point j) puisque toute subvention en ce sens tendra à réduire le coût de fabrication des produits exportés pour l'exportateur ou celui de l'achat des produits exportés pour l'acheteur.

IV. PLAINTE POUR SUBVENTION POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

A. SUBVENTIONS AU SENS DE L'ARTICLE PREMIER DE L'ACCORD SMC

1. Contribution financière

42. Le gouvernement coréen a contrôlé la renégociation de la dette de Daewoo même au niveau de l'*accord sur la restructuration des entreprises*. Par cet accord, les banques nationales ont, pour l'essentiel, renoncé à leur droit d'agir en toute indépendance en participant à la renégociation de la dette comme solution pour la faillite et en s'exposant eux-mêmes à des sanctions en cas d'infraction à l'accord. Le fait que l'*accord sur la restructuration des entreprises* a été négocié et signé en l'espace d'une semaine montre que les établissements financiers ne l'ont pas fait *volontairement*.

43. Les CE ont fourni des éléments de preuve généraux puissants en ce qui concerne la manière dont les pouvoirs publics coréens ont influencé la prise de décisions des banques privées sous la

forme de la brochure de la Banque Kookmin. En outre, des organismes publics tels que la KEXIM, la Banque coréenne de développement et la KAMCO étaient les principaux ou gros créanciers de chacun des chantiers navals. Sans l'exercice de leurs droits de vote, aucune des mesures de restructuration n'aurait recueilli l'approbation nécessaire.

2. Points de repère concernant les avantages

44. Les créanciers étrangers constituent le seul point de repère du marché effectif. La seule différence fondamentale entre les créanciers nationaux et les créanciers étrangers dans la présente affaire tient au fait que les créanciers étrangers "ont agi en toute indépendance et dans leur propre intérêt". Leur comportement sert de point de départ pour examiner si la faculté discrétionnaire des créanciers coréens dans la procédure de renégociation de la dette était assujettie à l'intérêt qu'avaient les pouvoirs publics de venir en aide aux entreprises.

45. La Corée ne peut pas réfuter les éléments de preuve concernant le subventionnement en alléguant que la renégociation de la dette dont étaient convenus les créanciers coréens se fondait sur les résultats d'une évaluation effectuée par des conseillers financiers professionnels (Arthur Andersen) et sur leurs conclusions selon lesquelles la valeur d'exploitation de la société débitrice était supérieure à la valeur de liquidation, de sorte que cette société était viable. Les CE contestent le rapport d'Arthur Andersen pour plusieurs motifs qui montrent que la décision de restructurer Daewoo au lieu de la liquider était arrêtée d'avance et que le rapport d'Arthur Andersen n'a fait que l'entériner d'office, et qu'il n'était certainement pas un élément de preuve indiquant que des créanciers agissant dans les conditions du marché auraient opté pour la restructuration.

B. PRÉJUDICE GRAVE

1. Sur le même marché

46. À la différence des dispositions de l'article 6.3 a) et b) et 6.3 d) de l'*Accord SMC*, l'article 6.3 c) ne comporte aucune qualification géographique. Sur le marché de la construction navale, les frontières nationales n'ont guère d'incidence sur les transactions car les navires ne sont pas "importés" mais peuvent être immatriculés sur le registre maritime de n'importe quel pays et opérer depuis n'importe quel pays du monde.

47. L'idée qu'un marché mondial est le marché pertinent pour ce qui est de déterminer la dépression des prix a déjà été reconnue par le Groupe spécial du GATT *CE – Sucre (Brésil)* au regard de l'article XVI:I du GATT de 1947. En tout état de cause, même selon la propre opinion de la Corée, le Groupe spécial aurait besoin d'examiner la plainte des CE, parce que le marché mondial peut être considéré comme la somme des marchés nationaux pertinents sur lesquels les produits se font concurrence. L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* n'empêche pas les Membres d'invoquer une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix sur plusieurs marchés "nationaux" – voire sur tous ces marchés.

2. Pas de critère "produit similaire" formel

48. Les CE contestent l'argument de la Corée selon lequel l'allégation concernant l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* nécessite une analyse formelle des "produits similaires". Tout d'abord, l'expression "produit similaire" employée à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne se réfère sémantiquement qu'à la "sous-cotation". Tout ce que prescrit l'article 6.3 c) c'est que les subventions aient pour effet "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ... *sur le même marché*".

49. Les navires sont construits selon les spécifications données par les acheteurs individuels, et il est peu probable que deux navires soient jamais exactement "similaires". À cet égard, le marché des

navires est très différent de celui des automobiles, par exemple, où les acheteurs individuels ne déterminent pas eux-mêmes les dimensions, la forme et la conception de leurs véhicules.

50. L'expression "même marché" qui figure à l'article 6.3 c) n'a pas encore été définie dans le cadre du règlement des différends. Étant donné que la définition du marché doit permettre au Groupe spécial d'évaluer l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix, l'existence d'une élasticité croisée des prix devrait jouer un rôle important dans la définition du marché pertinent. La Corée elle-même reconnaît dans le contexte de la discussion sur la dépression des prix que les prix des navires sont, bien entendu, profondément influencés par l'interaction de l'offre et de la demande.

51. Ainsi, le marché doit être déterminé d'une manière qui permette de prendre en considération aussi bien l'offre que la demande. L'approche de la Corée qui consiste à examiner uniquement si, du point de vue du propriétaire du navire, des produits sont "similaires" ne permet pas de comprendre correctement le fonctionnement du marché. Le marché pertinent devrait également être déterminé du point de vue des producteurs, c'est-à-dire les chantiers navals.

52. Les CE ont identifié trois marchés distincts pour lesquels il y a lieu d'analyser l'évolution des prix. Ce sont les marchés des transporteurs de GNL, des porte-conteneurs, et des transporteurs de produits et de produits chimiques, ainsi que les CE l'ont clairement indiqué dans leur première communication écrite. La Corée ne conteste pas que les transporteurs de GNL soient un produit pertinent pour lequel il existe un prix et un marché.

53. Les contours du marché des porte-conteneurs et des transporteurs de produits et de produits chimiques – comme tout autre marché – sont déterminés par le comportement des participants, à savoir les acheteurs d'une part et les vendeurs d'autre part. Du point de vue des **propriétaires de navires**, c'est-à-dire du côté de la demande, les distinctions entre les marchés sont déterminées par des considérations concernant le marché des frets. Ainsi, bien qu'il soit pratiquement impossible (ou, plutôt, économiquement aberrant) de remplacer un type de navire spécialisé par un autre type de navire spécialisé dans les principales liaisons commerciales (par exemple remplacer un transporteur de GNL par un porte-conteneurs), il n'existe pas de division aussi claire *à l'intérieur* des catégories de types de navires spécialisés (par exemple les porte-conteneurs).

54. Bien que l'on puisse établir d'autres distinctions selon la taille des navires, il n'existe pas de règle rigoureuse pour de telles distinctions, et les subdivisions varient selon la personne qui les établit et le but poursuivi. En outre, tout au moins sur les routes secondaires, il y a chevauchement et différentes dimensions de navires d'un type donné sont généralement interchangeables.

55. Du point de vue du **constructeur de navires**, c'est-à-dire du côté de l'offre, il y a encore plus de possibilités de substitution entre les produits. Pour le constructeur, un navire est un assemblage de panneaux d'acier dans lequel sont installés des machines, des tuyaux, des câbles, des espaces d'habitation, et ainsi de suite; la fonction finale du navire n'ayant guère d'importance. Pour lui, un navire-citerne, un vraquier et un porte-conteneurs sont en gros des produits semblables, même si l'agencement et les proportions des parties qui sont assemblées diffèrent pour chaque produit. Alors que les constructeurs navals cherchent à améliorer l'efficience économique en construisant des produits semblables, très peu de chantiers navals se spécialisent dans un seul type de produit.

3. Pas d'obligation de quantifier

56. Il n'y a aucune obligation de quantifier les effets des subventions à moins qu'un plaignant ne souhaite invoquer l'article 6.1 a) de l'*Accord SMC* conjointement avec l'Annexe IV, qui n'est plus en vigueur. L'existence de présomption purement qualitatives à l'article 6 1) b) à d) de l'*Accord SMC* corrobore le fait qu'une allégation concernant des effets défavorables peut être formulée sans calcul quantitatif.

4. L'existence d'une subvention pouvant donner lieu à une action doit être démontrée subvention par subvention

57. Il n'y a aucune obligation d'établir, navire par navire, l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix. L'article 6.3 c) se réfère en termes généraux à l'effet d'une subvention sur les prix sur un marché. Un prix sur le marché correspond généralement à la moyenne de nombreuses ventes de nombreux produits. Si les choses se passaient comme la Corée le souhaite, il serait superflu de se référer à la dépression des prix ou à l'empêchement de hausses de prix puisque dans tous les cas relevant de l'article 6.3 c) il faudrait prouver la perte de ventes en ce qui concerne un navire particulier.

5. Prescription additionnelle concernant le préjudice grave?

58. Les CE considèrent qu'en vertu de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*, un plaignant doit démontrer:

1) qu'il y a dépression des prix ou empêchement de hausses de prix,

2) que cette dépression des prix ou cet empêchement de hausses de prix est notable, et

3) que les subventions sont *une* cause de la dépression notable des prix ou de l'empêchement notable des hausses de prix;

puis

4) *ipso facto* que les subventions ont pour effet de causer un préjudice grave aux intérêts des CE.

59. Il n'est pas nécessaire de montrer que les subventions sont la cause exclusive de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix. Une cause est suffisante. En fait, de précédents rapports de groupes spéciaux du GATT faisaient référence aux subventions comme cause "contributive" ou "amplifiante".

60. La Corée elle-même reconnaît qu'"aucun autre facteur en ce sens n'est présent" et que la surcapacité empêche les hausses de prix. Les CE ont montré que la préservation de la capacité des chantiers restructurés a eu pour effet d'empêcher les hausses de prix dans la branche de production coréenne en général, puis dans le reste du monde. De plus, la capacité des trois chantiers navals est substantielle.

61. Rien dans le texte de l'Accord ne permet d'exiger, comme la Corée le laisse entendre, une démonstration distincte de l'existence du "préjudice grave". Le but de l'article 6 de l'*Accord SMC* est de donner une définition du préjudice grave. Sur le plan du contexte, la structure de l'article 6 étaye l'idée que la seule condition requise est de montrer qu'un des éléments visés à l'article 6.3 est établi. Ainsi, l'article 6.1 énonce une présomption de préjudice dans les cas flagrants, qui ne pourrait être réfutée conformément à l'article 6.2 que par la démonstration de l'absence de préjudice grave suivant la description donnée à l'alinéa 3. Il s'ensuit que, chaque fois que l'un des éléments visés à l'article 6.3 est établi, un préjudice grave existe, sauf s'il existe une des circonstances prévues à l'article 6.7 de sorte qu'"[i]l n'y aura pas" préjudice grave.

62. L'argument de la Corée selon lequel il devait exister un élément supplémentaire quelconque de dommage est contraire au principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile parce que cela rendrait superflue la définition autonome du préjudice grave figurant à l'article 6.3 c). Toutefois, les Communautés européennes souhaiteraient souligner que leur branche de production subit un dommage grave en raison des effets de dépression des prix et d'empêchement de hausses de prix qu'exercent les subventions coréennes sur la construction navale.

ANNEXE B-2

DÉCLARATION ORALE DE LA CORÉE

(18 mars 2004)

I. INTRODUCTION ET APERÇU GÉNÉRAL

1. La Corée souhaite remercier le Groupe spécial, le Facilitateur et le Secrétariat des efforts qu'ils ont déployés pour régler un certain nombre de questions difficiles.

2. Avant de traiter de manière plus approfondie les questions juridiques et factuelles dont le Groupe spécial est saisi, la Corée souhaite rappeler quelques aspects plus généraux de l'historique du présent différend, y compris la crise financière qui a déferlé sur la Corée depuis l'Asie du Sud-Est ainsi que la manière dont les CE ont géré leur secteur de la construction navale pendant des décennies.

3. Le secteur européen de la construction navale bénéficie depuis plusieurs dizaines d'années d'un subventionnement massif, en particulier de subventions d'exploitation directes ayant pour objet de conférer un avantage concurrentiel ciblé et spécifique. Il y a aussi eu de bonnes doses de subventionnement à l'exportation que même la Commission a dû restreindre (mais assurément sans y mettre fin). Ce sont des subventions régionales, des subventions à la recherche-développement (y compris un nouveau programme prévoyant des subventions à la R-D de 25 pour cent), des subventions à la restructuration (entièrement incompatibles avec les arguments avancés par les CE devant le présent Groupe spécial), des subventions aux exportations effectuées au titre de l'aide liée, etc. Le montant du subventionnement accordé au secteur de la construction navale des CE est énorme. En fait, il est tellement énorme qu'il donne un sens nouveau à l'expression "monnaies flottantes".

4. Les montants considérables de ces subventions ont soulagé à court terme et maintenu en activité de petits chantiers non rentables qui n'avaient pas été suffisamment encouragés à croître, à apprendre et à se développer par eux-mêmes. En fait, dans leur troisième Rapport sur la construction navale dans le monde, les CE ont reconnu que dans l'ensemble, les subventions, c'est-à-dire l'aide à l'exploitation, ont permis aux chantiers de ne pas subir toute la rigueur du marché. Dans ce rapport, la Commission a aussi indiqué que l'aide de l'État devait être réorientée pour promouvoir et soutenir les efforts visant à améliorer la compétitivité, et en particulier à combler le retard par rapport aux concurrents d'Extrême-Orient.

5. Contrastant fortement avec la politique industrielle des CE, caractérisée par un subventionnement généreux, la Corée a dû faire face, très simplement, à une crise financière de vaste portée qui menaçait de détruire la totalité du secteur financier coréen et d'entraîner dans sa chute le reste de l'économie. Les apports de capitaux qui constituaient le fondement de la croissance économique de la Corée pendant les dernières décennies étaient axés sur des emprunts à court terme (le plus souvent libellés en dollars des États-Unis) qui avaient été libéralisés. Le gouvernement avait maintenu les limitations pour les emprunts à moyen et à long terme. En raison des restrictions frappant les emprunts des sociétés à l'étranger, la plupart des emprunts étaient effectués par les banques. Bien entendu, de nombreux aspects de cette situation sont tout à fait caractéristiques des pays qui se développent rapidement. Très peu de pays peuvent se permettre d'emprunter dans leur propre monnaie. Toutefois, à mesure que la contagion financière se propageait au-delà de l'Asie du Sud-Est, les fonds se sont raréfiés indépendamment de l'état de santé fondamentale de l'économie. La dépréciation rapide de la monnaie a exacerbé les problèmes de liquidités.

6. Le résultat a été un resserrement classique du crédit de sorte que les fonds nécessaires à la reconduction des prêts ont fait défaut. Les banques, confrontées elles-mêmes à des problèmes de liquidités de plus en plus graves, ont commencé à demander le remboursement de leurs prêts. Des entreprises parfaitement viables sont devenues insolvables à court terme. Dans cette situation, le gouvernement coréen s'est adressé au FMI pour obtenir des fonds en vue de renflouer le secteur financier. À l'issue d'âpres négociations, un accord a été conclu entre le gouvernement coréen et le FMI et un financement intérimaire a été fourni. À son tour, le gouvernement coréen a utilisé ces fonds pour fournir des liquidités aux banques. Ces apports de fonds étaient assujettis à des conditions, mais c'étaient des conditions qui renforçaient le marché. Les banques devaient réduire l'encours de leur créances douteuses. Elles devaient se conformer aux normes de la BRI. Elles devaient faire en sorte que toutes les opérations de restructuration et de renégociation de la dette soient effectuées conformément aux principes du marché, y compris en maximisant le rendement de leurs créances.

7. De l'avis du FMI, la Corée a mis en œuvre avec un grand succès cette approche fondée sur le marché. Comme la Corée l'a fait observer dans sa première communication, en réponse à plusieurs demandes de la Commission des CE, le FMI a spécifiquement déclaré qu'il était très satisfait que la Corée entreprenait ce processus douloureux sur la base des principes du marché. La Corée ne fait pas valoir que le présent Groupe spécial soit en quelque sorte forclos à poursuivre son examen du fait de la position du FMI. Il s'agit simplement de faire observer que les vues du FMI à cet égard constituent d'importants éléments de preuve factuels concernant l'approche fondée sur le marché suivie par la Corée pour la restructuration, qui devront être pris en considération lorsque le Groupe spécial appréciera les faits de la cause.

8. Pour ce qui est de l'approche des CE dans le présent différend, au lieu d'utiliser leur première communication pour définir le cadre du différend et d'avancer tous les faits et preuves nécessaires pour étayer *prima facie* leur argumentation, les CE ont choisi de simplement déverser entre les mains du Groupe spécial des milliers de pages de renseignements (renseignements communiqués par la Corée, il faut le préciser) et de lui demander de plaider leur cause à leur place. Selon les CE, elles n'ont besoin de rien faire de plus que formuler de simples affirmations.

9. De toute évidence, l'approche des CE n'est compatible ni avec la jurisprudence relative au règlement des différends à l'OMC ni avec les règles les plus fondamentales de la régularité de la procédure qui est requise en vertu des principes généraux du droit international. En ce qui concerne les devoirs du Groupe spécial, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, a confirmé très clairement une jurisprudence de longue date. Le groupe spécial doit utiliser son pouvoir de recueillir des renseignements pour mieux comprendre les arguments des parties, et non pour plaider la cause de la partie plaignante à sa place.

10. La charge n'incombe pas non plus à la Corée à cet égard. La Corée est désignée en vertu de l'Accord comme étant le "défendeur" en l'espèce. Cela signifie, et c'est logique, que la Corée a l'obligation de répondre aux arguments des CE et de réfuter leurs positions, *de réagir* une fois que les CE ont établi des éléments *prima facie* sur la base d'arguments étayés et de faits prouvés.

11. Comme la Corée l'a noté dans sa première communication, le processus au titre de l'Annexe V a comporté de graves abus de la part des CE. Les CE ont fait des déclarations fallacieuses au Facilitateur ainsi qu'au Groupe spécial au sujet de l'éventail des produits visés. À cet égard, le processus au titre de l'Annexe V a été manifestement utilisé de manière indue pour justifier une recherche aléatoire des faits en vue d'étayer des allégations sans fondement concernant des subventions à l'exportation. Cela est irréfutable. Les déclarations contradictoires des CE figurent dans le dossier. En outre, les "éléments de preuve" que les CE ont apportés à l'appui de leurs allégations concernant des subventions à l'exportation proviennent clairement du processus au titre de l'Annexe V. Pour aggraver encore les choses, les CE ont ensuite eu la présomption d'exiger que des déductions défavorables soient tirées en vertu des règles de l'Annexe V pour des allégations formulées au titre de la Partie II de l'Accord SMC. L'Annexe V est conçue, de par son libellé, comme un

processus se rapportant au préjudice grave. Aucun autre Membre ne l'a jamais invoquée pour essayer de recueillir des éléments de preuve concernant des subventions à l'exportation ou pour alléguer l'existence d'un fondement juridique en vue de déductions défavorables et elle n'aurait pas dû être invoquée de cette manière en l'espèce. Ce sont là des questions sérieuses que le Groupe spécial devra traiter.

12. Les deux séries distinctes d'allégations formulées par les CE au titre des Parties II et III de l'Accord SMC en ce qui concerne les mêmes subventions alléguées constituent une question unique pour le Groupe spécial parce que la non-prise en considération de cet aspect de l'affaire pourrait entraîner un double comptage des subventions d'une manière telle qu'il pourrait en résulter des constatations inéquitables et des mesures correctives disproportionnées. Spécifiquement, les CE ont formulé des allégations concernant les programmes de la KEXIM en invoquant à la fois la Partie II et la Partie III de l'Accord SMC. Ces séries d'allégations soulèvent de graves questions quant à la manière d'évaluer les violations alléguées et d'y remédier. Du fait du chevauchement des plaintes concernant le subventionnement des exportations et les effets sur le commerce pour ce qui est des mêmes subventions alléguées, le risque existe qu'il soit constaté que des effets défavorables ont été causés par une combinaison de subventions à l'exportation et de subventions non liées aux exportations alors que ces dernières à elles seules n'auraient pas donné lieu à une constatation positive. Cela serait inéquitable dans une situation où les subventions à l'exportation feraient séparément l'objet de mesures correctives au titre de la Partie II et ne devraient donc pas être incluses dans la détermination du point de savoir si une deuxième mesure corrective est appropriée. Cela reviendrait à un double comptage et serait aussi inapproprié dans ce contexte que les problèmes de parallélisme le sont, comme il a été constaté, dans les affaires concernant des sauvegardes. Par conséquent, s'il est vrai que des allégations multiples sont parfois formulées au titre de dispositions multiples de l'OMC, aucune autre disposition de l'OMC n'est analogue à la Partie III de l'Accord SMC. Des circonstances uniques exigent des solutions uniques.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS PROHIBÉES

13. Avant toutes choses, les CE doivent établir que la banque KEXIM est un "organisme public". Il n'existe pas dans l'Accord SMC de définition précise de ce qu'il faut entendre par l'expression "organisme public". Il s'agit d'une évaluation au cas par cas qui doit être établie par un plaignant de façon à convaincre le Groupe spécial.

14. Les CE font observer que la KEXIM appartient à l'État. Il est vrai que le capital de la KEXIM est détenu en majorité par les pouvoirs publics. Mais c'est un fait bien établi que la propriété n'est pas à elle seule un élément suffisant. Les CE signalent aussi que l'objectif de la KEXIM est défini par une politique des pouvoirs publics. Certes, les activités de la KEXIM sont axées sur le secteur des exportations, mais des établissements en mains privées peuvent aussi avoir des statuts sectoriels. De nombreux pays connaissent bien cette situation dans leurs propres systèmes bancaires. Ces établissements n'en sont pas pour autant des organismes publics. Il faut quelque chose de plus.

15. Il semble clair que ce quelque chose de plus est la question de savoir si l'entité considérée s'acquitte ou non d'une fonction qui est par nature "gouvernementale". Il s'agit le plus souvent de fonctions réglementaires et fiscales. À l'inverse, des entités qui fonctionnent sur une base commerciale dans l'exercice de leurs activités normales ne sont pas considérées comme "gouvernementales", comme il est indiqué à l'article premier de l'AGCS.

16. Les CE ont affirmé que la Loi KEXIM et les programmes APRG et de prêts avant expédition étaient incompatibles "en tant que tels" avec les prescriptions de la Partie II de l'Accord SMC. Pour parvenir à cette conclusion, les CE s'appuient sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction*. Or, la question qui se posait dans ladite affaire était de savoir si une mesure qui n'était pas juridiquement contraignante pouvait être contestée, et non de savoir si une mesure facultative pouvait être contestée "en tant que telle". En d'autres termes, il s'agissait d'une

question préliminaire relative à la compétence pour ce qui est de savoir s'il y avait une affaire pouvant être jugée; il ne s'agissait pas de savoir si la mesure était impérative ou facultative. Il n'y avait assurément rien dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction* qui donne à penser que l'Organe d'appel entendait infirmer des aspects substantiels de la jurisprudence du GATT et de l'OMC concernant la distinction entre dispositions facultatives et impératives.

17. La Corée souhaite également relever que les programmes APRG et de prêts avant expédition sont des types d'activités de prêt; il n'y a aucune règle écrite sous-jacente à contester. Il s'agit de simples pratiques. C'est le type de question dont l'Organe d'appel était saisi dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction*. Quant à la question de savoir si les CE sont juridiquement autorisées à formuler une allégation à l'encontre de ces pratiques, la Corée répondrait par l'affirmative, pour autant bien sûr que les CE présentent des faits et des arguments prouvés pour établir des éléments *prima facie*. Cependant, faire valoir que deux "programmes" qui ne sont en réalité rien d'autre que des types de pratiques en matière de prêt peuvent être contestés "en tant que tels" comme établissant l'existence de subventions à l'exportation prohibées n'a simplement aucun sens.

18. La Loi KEXIM porte autorisation d'un vaste éventail d'activités financières liées au secteur de l'exportation. Elle fait aussi obligation à la KEXIM d'agir sur une base commerciale pour maximiser les rendements et, en effet, les éléments de preuve montrent que la KEXIM a toujours fonctionné en faisant des bénéfices. La KEXIM est tenue de fixer ses taux de base en fonction des conditions du marché. Les marges pour risque de crédit doivent être prises en compte; un nantissement est donc exigé. La KEXIM emprunte des fonds auprès de nombreuses sources, généralement sur les marchés internationaux. Et, contrairement à ce qu'affirment les CE, elle fait bien concurrence aux autres établissements. Cette obligation apparaît clairement si l'on examine l'ensemble de la Loi KEXIM et non seulement le fragment cité par les CE. Surtout, cela ressort très clairement des faits consignés dans le dossier.

19. Ce que l'on appelle "taux d'ajustement en fonction du marché" dans les programmes APRG et de prêts avant expédition n'impose pas de taux inférieurs à ceux du marché comme l'affirment les CE. En fait, le taux d'ajustement en fonction du marché n'est pas pertinent pour la détermination du taux de base qui est *établi* à partir du coût des fonds pour déterminer le taux de prêt ou de garantie. En réalité, le taux d'ajustement en fonction du marché est un facteur qui limite la mesure dans laquelle un ajustement *à la baisse* peut être effectué de façon discrétionnaire par l'organisme de prêt. Comme c'est normalement le cas dans toute transaction bancaire, les employés de banque chargés d'accorder les prêts et les garanties ont un certain pouvoir discrétionnaire qu'ils peuvent exercer lorsqu'ils font les offres finales pour conclure des contrats. Ils le font généralement compte tenu des pressions de la concurrence, des antécédents du client en matière de paiements, etc. Le "taux d'ajustement en fonction du marché" a pour objet de limiter la faculté des employés de banque responsables du portefeuille en question d'ajuster trop à la baisse les taux qu'ils fixent.

20. En ce qui concerne la question de l'existence d'avantages conférés aux bénéficiaires des APRG et des prêts avant expédition, il appartient aux CE, en tant que plaignant, de démontrer que ces programmes ont été appliqués d'une manière plus favorable pour les bénéficiaires que ce qui était disponible sur le marché. Les CE ne se sont pas acquittées de cette charge. En fait, là encore, nous ne voyons qu'une analyse des plus sommaire de la question. Les CE ont mentionné à l'appui de leurs allégations les taux APRG appliqués par quelques banques non coréennes il y a plusieurs années. Cependant cela a peu à voir avec l'établissement d'un point de repère du marché légitime. Ces APRG représentaient un échantillon statistiquement non pertinent. En outre, les APRG sont un domaine hautement technique et spécialisé et les taux de garantie peuvent être influencés par l'évaluation des résultats passés du client et de ses résultats probables à l'avenir. Cela peut être très difficile à évaluer pour une banque qui intervient en amateur et à distance sur le marché. En outre, les CE négligent les caractéristiques substantiellement différentes de ces APRG. Les APRG accordées par la KEXIM étaient toujours assorties d'un nantissement substantiel, y compris le mécanisme dit Yangdo-Dambo qui établit des sûretés importantes sur la coque et les matériels. Par contre, certaines APRG émises à

l'étranger ne comportaient de sûretés sur certains comptes bancaires que pour une proportion mineure de la garantie.

21. Il y a également lieu de noter que les APRG dont il est allégué qu'elles sont inférieures au marché avaient été émises durant la période de la crise financière asiatique. Toutefois, comme il a été indiqué dès le début, il s'agissait d'une période difficile durant laquelle il était difficile d'obtenir financement et garantie quels qu'ils soient. La principale préoccupation des banques coréennes était de respecter et de maintenir les normes de la BRI et l'émission d'APRG était peu conciliable avec le maintien des taux de la BRI.

22. En choisissant des obligations de sociétés comme point de repère pour la comparaison avec un prêt avant expédition, les CE saisissent pour ainsi dire le premier argument venu. Les obligations de sociétés auxquelles elles se réfèrent étaient assorties de durées différentes de celles des programmes auxquels elles les comparent. Ces obligations étaient généralement émises pour trois ans. À l'opposé, les programmes de prêts avant expédition portaient sur des périodes plus brèves, généralement inférieures à six mois. Les CE ne font aucun effort pour ajuster ces différences de durée, ce qui est la question la plus fondamentale en matière de prêts, ou pour déterminer de quelle manière la crise financière a influé sur ces différences. Un examen des taux effectifs applicables des obligations des sociétés, comme la Corée l'a démontré dans sa première communication, montre que dans chaque cas, le taux effectif de l'obligation était très nettement inférieur au taux hypothétique des CE.

23. En outre, les CE passent également sous silence le fait que les prêts avant expédition étaient toujours assortis d'autres assurances. D'une manière générale, les sûretés étaient offertes sous la forme de Yangdo-Dambo ainsi que d'autres garanties des sociétés et de sûretés de divers types. Les CE comparent ces prêts avec les obligations de sociétés pour lesquelles un nantissement n'était normalement pas constitué. La question des sûretés et garanties est un autre facteur déterminant majeur des taux d'intérêt appliqués. Parmi les constructeurs navals coréens, Daedong a proposé un nantissement pour ses obligations, mais les taux effectifs des obligations Daedong étaient très nettement inférieurs aux taux hypothétiques avancés par les CE.

24. Enfin, l'autre principal facteur qui détermine les taux appliqués pour des programmes de ce type est le bilan en matière de remboursement des sociétés considérées. Il s'agit ici de pratiques bancaires pointues et hautement techniques et, parce qu'elles sont liées aux résultats passés des sociétés et à des analyses minutieuses du marché, ce n'est pas quelque chose auquel les banques peuvent aisément participer en dehors des domaines qui leur sont familiers. Les CE n'en ont pas tenu compte. Ainsi, nous pouvons voir que les soi-disant points de repère proposés par les CE pour la détermination de l'existence d'un avantage n'ont rien à voir avec les trois éléments les plus importants qui influent sur les taux d'intérêt.

25. La Corée est confiante que le Groupe spécial conviendra que les CE n'ont pas établi le bien-fondé de leur argumentation en ce qui concerne la question des subventions à l'exportation alléguées. Néanmoins, eu égard là encore à la nécessité de présenter des arguments sur toutes les questions, la Corée note à titre subsidiaire qu'il est clair que la clause dite de refuge prévue aux points j) et k) de l'Annexe I de l'Accord SMC s'applique aux programmes APRG et de prêts avant expédition, respectivement.

26. En ce qui concerne les APRG, la Corée note que la garantie du crédit à l'exportation visé au point j) fait référence à l'assistance en faveur de l'exportation d'un produit et non à celui qui reçoit la garantie. En fait, le membre de phrase "contre la hausse du coût des produits exportés" laisse présumer qu'il peut s'agir de l'exportateur et non de l'acheteur. Les coûts intéressent les exportateurs tandis que les prix intéressent les acheteurs. Comme la Corée l'a démontré, le programme APRG a toujours été rentable; il a certainement couvert ses frais de gestion à long terme.

27. Les prêts avant expédition devraient être considérés comme des crédits à l'exportation au sens du point k); là encore, il n'y a rien dans le libellé qui indique qui doit recevoir le crédit ou le prêt. En outre, le programme de prêts avant expédition prévoyait l'octroi de crédits à des taux supérieurs au coût des fonds assumé par la KEXIM.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

28. Dans le système de règlement des différends à l'OMC aucune affaire n'est davantage axée sur les faits qu'une affaire concernant un préjudice grave et introduite conformément à la Partie III de l'Accord SMC. En pareil cas, il appartient entièrement au plaignant d'établir l'équivalent d'un dossier administratif en matière de droits compensateurs qui doit servir de base à la décision. Il s'agit certes d'une très lourde charge. Et cette charge n'incombe ni au Groupe spécial ni à la Corée. Ce n'est que lorsque les CE se seront acquittées de la charge de la preuve qui leur incombe que la Corée sera tenue, en tant que défendeur, de réfuter ces arguments et de contester les faits présentés à l'appui. Dans le présent différend, les CE sont très loin d'avoir fait ce qu'il faudrait pour s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe. Il y a dans leur argumentation des éléments majeurs et très fondamentaux qui n'ont pas été traités.

29. Les manquements des CE à cet égard sont manifestes et multiples. Dans leur première communication, les CE n'ont pas indiqué les contributions financières auxquelles elles se référaient exactement en ce qui concerne les trois sociétés insolvables, à savoir Daewoo Heavy Industries (DHI), Halla et Daedong. En fait, dans leur exposé confus, les CE ne font même pas la distinction entre les trois sociétés et celles qui leur ont succédé et s'y réfèrent par des noms composés séparés par des barres obliques. L'une des principales raisons de cette tentative de brouiller les identités tient au fait que les CE n'ont pas établi exactement qui selon elles recevait les avantages allégués résultant des opérations de restructuration. En fait, les CE n'ont pas établi que quiconque ait jamais reçu le moindre avantage de quoi que ce soit.

30. En ce qui concerne les soi-disant subventions à la restructuration, aucun ordre n'a été donné par les pouvoirs publics dans ces affaires. L'économie coréenne risquait de tomber en chute libre et il lui a fallu lancer un appel au FMI. Dans le cadre du renflouement effectué par le FMI, les opérations de restructuration devaient être fondées sur le marché. En fait, toutes les banques concernées ont négocié âprement en vue de maximiser leurs propres bénéfices. Cela était prescrit aussi bien par les plans financiers que par les programmes de restructuration des entreprises et c'est en cela que consistait l'intervention des pouvoirs publics coréens. Les CE ne peuvent certainement pas soutenir qu'un programme de restructuration faisant obligation aux banques d'agir conformément aux principes du marché et de maximiser leurs bénéfices constitue en quelque sorte une intervention indue des pouvoirs publics.

31. Quelques banques d'État ont participé aux opérations de restructuration. Il s'agissait toutefois de banques opérant exclusivement selon des conditions commerciales; leur participation n'était liée à aucune fonction gouvernementale. Il convient également de noter que chaque banque est quelque peu différente même si les CE ont choisi de tout mettre dans le même sac. En fait, il semble que les CE veuillent amalgamer toutes les entités de l'économie coréenne tout entière en une seule grande entité gouvernementale. Outre qu'elle est un cliché usé et malencontreux, cette manière de voir n'a assurément aucun fondement dans la réalité de la situation actuelle ni dans celle qui existait au moment de la crise financière.

32. Les CE n'ont tout simplement présenté aucun élément de preuve montrant que ces opérations de restructuration n'ont pas eu lieu aux conditions du marché. Au lieu de cela, elles laissent entendre que le "marché" exigeait que ces sociétés soient dissoutes et cessent d'exister. Un peu de prudence dans la terminologie s'impose ici car une procédure de "liquidation" aboutit souvent à une situation dans laquelle les sociétés apparaissent simplement sous une autre forme et continuent d'exercer les

mêmes activités. Par exemple, International Steel Group, le deuxième fabricant d'acier des États-Unis, est composé de plusieurs sociétés sidérurgiques en faillite qui ont été "liquidées". C'est un aspect fondamental d'une économie de marché qui veut qu'il y ait un moyen quelconque de régler le problème des sociétés en proie à des difficultés financières autre que leur dissolution. Il n'y a certainement aucune économie de marché dans le monde qui fonctionne sans un mécanisme quelconque pour restructurer les sociétés dans cette situation. D'ailleurs, même les autorités françaises procèdent à la restructuration du groupe Alstom et lui apportent un soutien financier avec l'approbation de la Commission européenne, malgré les doutes exprimés par les auditeurs externes, Ernst & Young et Deloitte Touche Tohmatsu, quant à la valeur d'exploitation du groupe. Cela dit, il n'existe en fait aucune norme unique par rapport à laquelle les opérations de restructuration doivent être mesurées. C'est aussi le cas à l'intérieur des CE elles-mêmes.

33. La Corée a mis en place des mécanismes d'insolvabilité que les observateurs jugent équitables et transparents et qui comportent des éléments des procédures prévues au chapitre 11 du Code des États-Unis, conjugués à une approche s'inspirant davantage du droit civil allemand. Étant donné qu'il est difficile d'établir une norme unique par rapport à laquelle on pourrait évaluer les cas coréens, on voit peut-être mieux pourquoi les CE demandent instamment au Groupe spécial d'adopter un critère qui n'est appliqué dans strictement aucun pays du monde, à savoir la dissolution des sociétés insolvables et leur sortie du marché. Mais ce critère n'en est absolument pas un.

34. Dans les trois cas sur lesquels porte le présent différend, il ressortait de l'évaluation du marché que les créanciers obtiendraient un rendement plus élevé si les actifs continuaient d'être employés. Que le processus intervienne sous supervision judiciaire ou dans le cadre d'un accord privé comme dans le cas de l'approche dite "approche de Londres", il n'y a aucune différence. Car cela aussi dépend du jeu normal du marché. Les créanciers décident quelle est la voie à suivre pour maximiser leurs bénéfices. Toutes les voies sont possibles et elles ne sont pas limitées. Les créanciers décident laquelle est la meilleure pour eux financièrement et suivent cette voie.

35. En outre, dans le contexte de ces opérations de restructuration, les CE n'ont même pas indiqué de "contribution financière". Les principaux transferts indiqués par les CE qui pourraient peut-être constituer une contribution financière sont les conversions de dettes en actifs. Or il est difficile de voir comment celles-ci pourraient être des contributions financières émanant des pouvoirs publics. Ces transactions consistaient uniquement en l'échange, par des créanciers, d'un instrument financier (dette) contre un autre de valeur rigoureusement égale (nouvelle prise de participation).

36. Enfin, les CE n'ont jamais non plus indiqué qui étaient les bénéficiaires allégués de ces contributions financières supposées. Eu égard au succès remporté par les CE dans deux différends qui étaient axés sur cette question même de l'identification des bénéficiaires actuels, leur silence est remarquable. Les CE ont fait valoir avec succès que "dans le cas d'une aliénation d'entreprise (y compris la privatisation), le Membre procédant à l'enquête a[vait] l'obligation d'examiner (de réexaminer) les conditions d'application de l'Accord SMC".[1] Il est remarquable que les CE l'ignorent, mais cela n'est pas surprenant. Le fait est que les CE ne peuvent indiquer aucun bénéficiaire actuel des subventions alléguées. Les dettes relevaient de la responsabilité des précédents actionnaires. Or ces actionnaires ont été pour ainsi dire éliminés.

37. Dans le cas de DSME et de Samho Heavy Industry, les nouveaux propriétaires étaient les créanciers qui avaient vu leurs prêts perdre beaucoup de leur valeur et qui étaient réduits à préserver au maximum de ce qu'ils pouvaient tirer des sociétés insolvables. Les nouveaux propriétaires cherchaient simplement à obtenir le meilleur rendement de leurs nouvelles actions. Dans le cas de STX Shipbuilding Co., Ltd., un acheteur qui ne faisait pas partie des créanciers (STX) a racheté

[1] Deuxième communication écrite des CE au Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, paragraphe 108.

pratiquement tout le capital de l'ancienne société Daedong et les produits de cette opération de rachat ont été versés aux créanciers de Daedong. Il est à supposer que ce simple ensemble de faits est la raison pour laquelle les CE tentent de dissimuler l'absence de bénéficiaires actuels en brouillant l'identité des trois sociétés et en se référant constamment à celles-ci par des noms composés et réunis par des barres obliques. Cependant, cette tentative de brouiller les identités ne fait que montrer que les CE mettent l'accent sur les actifs, et non sur les personnes morales ou physiques. Or, comme il ressort aussi clairement des affaires dans lesquelles les CE ont eu gain de cause, l'Organe d'appel a constaté que "toute analyse de la question de savoir s'il existait un "avantage" devrait être centrée sur les "personnes morales ou physiques" au lieu d'être centrée sur les activités de production".[2]

38. Il serait peut-être utile à ce stade de formuler quelques observations au sujet des différentes opérations de restructuration. Dans le cas de Daewoo Heavy Industries (DHI), la renégociation de la dette s'est faite sur la base de l'approche de Londres. Ce choix a été fait par les créanciers après une étude et une évaluation effectuées par la filiale coréenne d'Arthur Andersen. L'étude d'Arthur Andersen a montré que la valeur d'exploitation de DHI – et en particulier du groupe de construction navale, qui est devenu ultérieurement DSME – était notablement supérieure à la valeur de la société si elle était liquidée et dissoute. Il s'agissait d'une évaluation entièrement objective; il n'y avait rien qui incite Arthur Andersen à choisir une voie plutôt qu'une autre et une très forte pression avait été exercée sur elle pour qu'elle fasse connaître en toute honnêteté ses vues quant aux meilleurs moyens de maximiser les rendements pour les créanciers.[3] Curieusement, les CE font également valoir que les créanciers coréens ont obtenu moins qu'ils n'auraient dû par rapport à certains créanciers étrangers. Il semblerait toutefois que ce que les créanciers ont obtenu n'était ni excessif ni trop faible; c'était ce que le marché a déterminé qu'il devrait être.

39. En ce qui concerne ces créanciers étrangers, il importe de rappeler qu'ils détenaient des créances négligeables, pour ainsi dire *de minimis*. En outre, la base retenue par les CE pour évaluer les rendements ne rend pas compte de toute la situation. Les créanciers étrangers ont en grande partie réalisé leurs créances. Les créanciers nationaux sont demeurés impliqués par le biais d'une restructuration de la dette qui a donné de bons résultats à plus long terme. Les créanciers étrangers ont aussi obtenu un certain nombre de bons de souscription leur permettant de participer dans une moindre mesure à tous gains réalisés ultérieurement sur les marchés boursiers. Ainsi, le petit groupe de créanciers étrangers a choisi de recevoir, par rapport aux créanciers nationaux, davantage dans l'immédiat et moins sous forme d'une participation à long terme. Ce comportement est parfaitement rationnel étant donné que la situation était différente pour les deux groupes. En outre, il n'y a simplement aucun élément de preuve montrant que ces conditions étaient autre chose que le résultat de dures négociations entres toutes les parties concernées.

40. Le règlement final est intervenu à l'issue d'une longue série de réunions des créanciers. Le premier plan de renégociation de la dette de DHI a été bloqué par quelques débiteurs minoritaires, ce qui montre bien une fois encore, comme on l'a fait observer plus haut, le pouvoir détenu par de petits groupes résolus dans un tel processus. Il faut aussi relever qu'il est factuellement inexact de dire que la KAMCO a exercé une influence notable dans la détermination du règlement final car elle a participé à la conversion de dette en actifs de DSME à un stade ultérieur de la procédure, après que le plan et les modalités de base de la restructuration avaient déjà été définis par les autres créanciers.

41. Halla a choisi une voie quelque peu différente pour sa restructuration. Elle s'est déclarée en faillite et a dû se soumettre à une procédure de restructuration judiciaire au titre de la Loi sur la réorganisation des entreprises. Le curateur désigné par le tribunal a établi un plan de réorganisation reposant sur l'évaluation faite par un conseiller financier. Ce conseiller, Rothschilds, a estimé que la

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, paragraphe 110.

[3] Voir le rapport d'Arthur Andersen, page 3, paragraphe 2, et l'annexe 1 du rapport qui expose le but de l'évaluation.

valeur des actifs en cas de maintien en activité était supérieure à la valeur qui aurait été retirée de la liquidation et de la dissolution de la société. Il a recommandé que la valeur d'exploitation soit préservée au moyen du transfert de tous les actifs à une société qui serait nouvellement créée. Cette solution a été approuvée par le tribunal et les parts détenues par les actionnaires précédents ont été frappées d'extinction. Conformément au plan de réorganisation, les actifs de Halla ont été transférés à une société nouvellement créée, RHHI, et l'entité a pris le nouveau nom de Samho Heavy Industries. La gestion de la société a été confiée par contrat à Hyundai. Celle-ci a aussi reçu une option d'achat établie à la valeur nominale des nouvelles actions. Lorsqu'elle a effectivement exercé cette option et a acheté toutes les actions de Samho, la valeur nominale était supérieure à la valeur nette des actifs de sorte que Hyundai a acquitté le montant plus élevé correspondant à la valeur nominale. La nouvelle entité n'est plus Samho mais Hyundai Samho Heavy Industries, Co., Ltd.

42. Daedong a également fait l'objet d'une procédure de réorganisation judiciaire. Dans son cas, le tribunal a déterminé, sur la base du rapport d'évaluation d'un conseiller financier, que la valeur d'exploitation était supérieure à la valeur de liquidation et de dissolution. Le tribunal a déclaré éteintes les parts détenues par le précédent actionnaire majoritaire et a réduit de 80 pour cent la participation des autres actionnaires. Il a ensuite approuvé la désignation par Daedong d'un conseiller externe, KPMG, chargé de trouver un acheteur pour la société. KPMG a envoyé une note d'information à 13 acheteurs potentiels, y compris des investisseurs étrangers. Six d'entre eux ont ensuite été désignés comme investisseurs potentiels. En fin de compte, l'adjudicataire a été la société STX. Lors de ventes ultérieures sur le marché libre, STX a réduit sa participation, qui est passée de 97 pour cent à 54 pour cent à la fin de 2003.

43. Les CE n'ont pas non plus établi que l'une quelconque des subventions alléguées était spécifique aux bénéficiaires. Tous les créanciers qui le souhaitaient pouvaient pleinement participer à la renégociation de la dette des entreprises. Les créanciers de DHI ont adopté cette approche, mais de nombreux autres créanciers impliqués dans la restructuration de toutes sortes de sociétés dans toutes sortes de secteurs l'ont aussi fait. Si les créanciers ne la jugeaient pas appropriée, ils pouvaient aussi recourir aux procédures judiciaires. Les deux autres chantiers navals, Halla et Daedong, ont eu recours à ce processus en vertu de la Loi sur la réorganisation des entreprises. Des milliers d'autres sociétés ont fait de même, là encore dans toutes sortes de secteurs.

44. En ce qui concerne les dispositions fiscales, les CE ne semblent pas avoir pleinement compris les faits. Elles n'ont pas non plus montré en quoi les dispositions fiscales ont fait en sorte que "des recettes publiques qui étaient par ailleurs exigibles", aient été abandonnées ou n'aient pas été recouvrées. Il est donc pratiquement impossible pour la Corée de répondre spécifiquement aux allégations formulées par les CE au sujet de ces questions fiscales. En outre, il n'y a simplement rien dans les dispositions fiscales en question qui soit spécifique à DSME. Ce sont des dispositions fiscales tout à fait courantes qui sont généralement disponibles dans la plupart des Membres de l'OMC.

45. Alors qu'il est parfaitement clair qu'il n'y a pas d'élément de preuve montrant l'existence d'une subvention dans l'une quelconque des opérations de restructuration, il demeure nécessaire pour la Corée de souligner que les CE n'ont pas établi l'existence d'un préjudice grave ni d'un lien de causalité même si le Groupe spécial devait constater que des subventions ont existé. L'aspect le plus élémentaire de la démonstration de l'existence d'un préjudice grave et d'un lien de causalité consiste à indiquer le "produit similaire", faute de quoi il ne peut y avoir de discussion véritable sur quoi que ce soit d'autre. Il est littéralement impossible d'examiner la situation de la ou des branches de production des CE si celles-ci ne sont pas définies. On ne peut pas essayer d'évaluer l'incidence des subventions alléguées à moins de savoir quels sont les produits similaires auxquels elles sont associées et donc de pouvoir mesurer leur incidence sur le marché des produits similaires. Or les CE ont complètement omis d'indiquer les "produits similaires".

46. Il est assez frappant de voir que les CE ont proposé de recourir à une analyse analogue à celle qui relève de l'article III du GATT afin d'établir les catégories de produits similaires, sans fournir pour autant une quelconque analyse en ce sens. Au lieu de cela, nous voyons des propositions qui changeaient constamment au sujet de quelque chose que les CE indiquaient comme étant le "marché", qu'il faut vraisemblablement distinguer des "produits similaires". Mais même ainsi, aucun élément de preuve à l'appui n'a été fourni pour l'une quelconque de ces catégories potentielles de produits similaires. Aucune étude de marché; aucune description des caractéristiques physiques comparées; aucun fait concernant les utilisations finales ou les perceptions des consommateurs. Il n'y a tout simplement rien.

47. Les CE ne traitent pas la question de savoir quels sont les intérêts des CE qui ont subi un préjudice grave et comment cela aurait pu se produire. Aucun élément de preuve n'est fourni quant à la situation de la branche de production ou des "branches de production" des CE, puisque nous ne savons pas si les allégations des CE portent sur une ou plusieurs branches de production. Il semble clair d'après la structure des articles 5 et 6 que pour établir l'existence d'effets défavorables, il faut montrer, comme il est requis, qu'il y a un lien de causalité avec le préjudice grave subi par la (les) branche(s) de production spécifique(s) des CE qui produit (produisent) le(s) produit(s) similaire(s), mais il faut aussi quelque chose de plus. Il y avait vraisemblablement une raison pour laquelle le mot "intérêts" a été choisi à la place du mot "dommage" et cela implique clairement quelque chose de plus que simplement le tort dont il est allégué qu'il a été causé à la (aux) branche(s) de production spécifique(s) car les "intérêts" d'un Membre sont nécessairement plus vastes que cela. Mais, une fois de plus, les CE n'ont pas présenté le moindre argument ou élément de preuve.

48. Les CE n'ont pas non plus fourni d'élément de preuve concernant le niveau du subventionnement allégué. Tout à fait à la fin de leur communication, elles ont mentionné quelques chiffres dont elles allèguent qu'ils pourraient représenter le niveau de subventionnement. Ces chiffres ne sont pas ventilés par programme; aucun calcul n'est présenté à l'appui; et aucun élément de preuve n'est fourni quant à la manière dont ces chiffres ont été calculés. Au lieu de cela, nous voyons à nouveau les CE dire avec insistance qu'elles se réservent le droit de présenter une étude économique quelconque au cas où soit la Corée soit le Groupe spécial contesterait leurs affirmations non étayées. Bien entendu, les CE n'ont aucun droit de la sorte; elles ont plutôt l'**obligation** de présenter des éléments de preuve et des arguments à l'appui.

49. Faute de savoir quel est le niveau des subventions alléguées, il est impossible de formuler un argument concernant le lien de causalité pour ce qui est de la question du préjudice grave. Peut-être sans que cela soit surprenant, les CE ne formulent strictement aucun argument concernant le lien de causalité sinon pour donner à entendre que même un subventionnement ayant un effet apparemment infinitésimal correspondrait au libellé de l'Accord. L'un des problèmes qui se posent ici est que les CE ont amalgamé les deux étapes de l'analyse en une seule. La première étape consiste à déterminer si la subvention a pour effet de causer, par exemple, une sous-cotation notable des prix. Puis, dans une deuxième étape, si la subvention a bien pour effet de le faire, l'article 6.3 prévoit qu'une telle sous-cotation des prix peut être l'un de plusieurs facteurs susceptibles de causer un préjudice aux intérêts du Membre plaignant. En réalité, les CE ne font pas qu'amalgamer les deux étapes, elles les ignorent même complètement et tentent de soutenir que les produits ont causé un préjudice grave indépendamment des effets des subventions eux-mêmes et indépendamment de la solidité du lien de causalité. Il est en fait difficile de voir quel rapport il peut bien y avoir entre les arguments des CE et le libellé de l'Accord.

50. Il importe de rappeler que le plus grand constructeur naval en Corée est de loin Hyundai et qu'il n'est pas visé par ces allégations. Il en existe aussi de nombreux autres. Les sociétés restructurées représentent une part minoritaire de la production et le Groupe spécial ne devrait pas accepter les allégations des CE fondées sur les pratiques de la "branche de production coréenne". Les CE doivent différencier les composantes de la branche de production coréenne auxquelles elles se réfèrent afin d'établir le lien de causalité requis. De vagues références à la "branche de production

coréenne" sont dénuées de toute signification faute de faire la distinction à la fois entre les produits similaires et entre les sociétés.

51. À cet égard, il importe de noter que la plus forte croissance de la "branche de production coréenne" – quel que soit le sens exact de cette expression – est intervenue avant le subventionnement allégué. Autrement dit, les facteurs qui déterminent le marché sont clairement visibles durant une période pour laquelle les CE n'allèguent pas qu'il y a eu subventionnement. Bien entendu, il existe également d'autres facteurs en jeu tels qu'un fort ralentissement de l'économie mondiale, la montée en puissance d'autres concurrents nouveaux, comme la Chine, et les pratiques suivies par des concurrents de longue date tels que le Japon, mais il y a cette anomalie importante et qui existe depuis le début, qu'il faut aborder. Les CE ont la branche de production la plus fortement subventionnée au moyen de pratiques qui se sont poursuivies pendant des décennies et la Commission des CE a reconnu que ces subventions empêchaient les chantiers navals des CE de s'ajuster au marché, et de prendre en compte les changements intervenus dans la demande des consommateurs, la technologie et la concurrence.

52. Il faut aussi se demander pourquoi les CE ont restreint leurs allégations pour en exclure la sous-cotation des prix et ont tenté d'invoquer un certain mécanisme du marché indéfini qui aurait pu causer l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix qu'elles allèguent. La raison en est double. Premièrement, les éléments de preuve sont faibles en ce qui concerne les comparaisons de prix et l'établissement d'un lien de causalité compte tenu des navires coréens. Ils sont inexistants s'agissant de l'effet de la subvention. Deuxièmement, l'examen du libellé de l'article 6.5 montre que, entre autres éléments, il y est fait référence à une comparaison des prix du produit subventionné avec les prix "d'un produit similaire non subventionné" (dont il est, bien sûr, aussi question à l'article 6.4). Les CE ne peuvent pas démontrer que leurs navires ne sont pas subventionnés parce que ce sont en réalité les navires les plus subventionnés dans le monde.

53. Ce qui est absolument crucial en l'espèce c'est que le Groupe spécial ne permette pas aux CE de fonder leur argumentation sur la sous-cotation des prix tout en éludant les prescriptions de l'article 6.5. Les CE ne peuvent pas, en droit, être autorisées à agir de la sorte. Ainsi, à chaque étape du présent processus, le Groupe spécial doit exiger que les CE indiquent exactement ce qu'est le mécanisme du marché – *à l'exclusion* des allégations concernant une sous-cotation des prix – auquel est imputable le préjudice grave qu'elles allèguent.

IV. CONCLUSION

54. En conclusion, le Groupe spécial est donc saisi d'un différend dans lequel le plaignant n'a pas été en mesure de prouver les faits ni de formuler les arguments requis pour établir *prima facie* le bien-fondé d'une quelconque allégation. Les CE n'ont cessé de restreindre leurs allégations pour éviter les questions qu'elles ne peuvent pas prouver, mais ce qui reste est fondé sur des conjectures, des insinuations et des observations très générales qui ressemblent davantage à un article de journal qu'à des communications suffisantes pour permettre au plaignant de s'acquitter de la charge de la preuve, laquelle est substantielle dans le présent différend.

ANNEXE C

COMMUNICATIONS ÉCRITES ET DÉCLARATIONS ORALES DES TIERCES PARTIES

Contenu		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la communication écrite de la Chine	C-2
Annexe C-2	Déclaration orale de la Chine	C-5
Annexe C-3	Résumé analytique de la communication écrite du Japon	C-8
Annexe C-4	Déclaration orale du Japon	C-10
Annexe C-5	Réponses du Japon aux questions des Communautés européennes et de la Corée	C-13
Annexe C-6	Communication écrite de la Norvège	C-21
Annexe C-7	Déclaration orale de la Norvège	C-29
Annexe C-8	Réponses de la Norvège aux questions posées par les Communautés européennes et la Corée	C-33
Annexe C-9	Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis	C-35
Annexe C-10	Déclaration orale des États-Unis	C-40
Annexe C-11	Réponses des États-Unis aux questions posées par les parties (première réunion)	C-43
Annexe C-12	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial (deuxième réunion)	C-46

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE

(16 février 2004)

1. INTRODUCTION

1.1 Dans sa communication en tant que tierce partie, la Chine met l'accent sur les points essentiels suivants:

1) Distinction impératif/facultatif dans le contexte de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*;

2) Établissement de l'existence d'un avantage;

3) Analyse du lien de causalité dans le contexte de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC*.

2. LA LÉGISLATION NON IMPÉRATIVE DANS LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD SMC

2.1 D'après le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301*, la nature impérative/facultative d'une loi n'est pas le seul élément permettant de déterminer si elle peut constituer une violation d'un accord de l'OMC. Une telle détermination dépend avant tout des obligations particulières imposées par l'accord de l'OMC en cause. L'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction* a déclaré que "l'importance de la "distinction impératif/facultatif" p[ouvait] varier d'un cas à l'autre".

2.2 Les groupes spéciaux dans le cadre de précédentes procédures ont déjà statué que la distinction impératif/facultatif serait appliquée dans le contexte de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et que pour établir qu'une loi constituait en tant que telle une violation de l'article 3 de l'*Accord SMC*, cette loi devait interdire l'octroi de subventions prohibées qui étaient incompatibles avec l'article 3.

2.3 La Chine est d'avis que la distinction impératif/facultatif devrait être appliquée dans le contexte de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* et que, par conséquent, une législation non impérative ne peut pas en soi constituer une violation de ces dispositions.

3. ÉTABLISSEMENT DE L'EXISTENCE D'UN AVANTAGE

3.1 Il a été décidé par le Groupe spécial et confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs* que, pour établir l'existence d'un avantage, l'accent devait être mis sur le bénéficiaire de la subvention plutôt que sur l'autorité accordant la subvention.

3.2 La Chine remarque que pour établir l'existence d'un avantage conféré respectivement par le cadre juridique de la KEXIM et par le plan de renégociation de la dette de Daewoo-HI/Daewoo-SME, les Communautés européennes mettent surtout l'accent sur les autorités concernées qui accordent la subvention et ne se conforment donc pas à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Par conséquent, les éléments de preuve et les arguments présentés par les Communautés européennes dans leur communication ne prouvent pas de manière convaincante qu'il y a un avantage dans chacun de ces cas.

3.3 Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'interprétation de l'Organe d'appel est qu'une contribution financière ne confère un avantage que si elle est accordée à des conditions qui sont plus favorables que celles qui peuvent être obtenues sur le marché. De l'avis de la Chine, lorsqu'on réalise une telle comparaison avec les conditions commerciales, tous les facteurs pertinents qui ont une incidence sur la comparaison doivent être pris en considération de manière correcte et exhaustive. La Chine est confortée dans son opinion par l'article 14 de l'*Accord SMC* et par une déclaration du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*.

3.4 De l'avis de la Chine, les Communautés européennes ne tiennent pas compte de certains facteurs pertinents lorsqu'elles évaluent la question de savoir si le cadre juridique de la KEXIM et le programme de renégociation de la dette appliqué à Daewoo-HI confèrent un avantage. Dans le premier cas, les Communautés européennes ne tiennent pas compte de la raison sous-jacente pour laquelle les autres banques commerciales n'accordent pas des prêts ou des garanties similaires à celles qu'accorde la KEXIM. Dans le deuxième cas, elles prennent l'action des établissements financiers étrangers comme point de repère sans tenir compte des facteurs qui pourraient affecter la comparabilité d'un tel "point de repère".

4. ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ DANS LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 6.3 C) DE L'ACCORD SMC

4.1 La Chine est d'avis que le membre de phrase "la subvention [...] a pour effet" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* exige que la subvention, *indépendamment des autres facteurs*, ait causé un empêchement de hausses de prix notable ou une dépression des prix notable. À cet égard, la Chine partage l'opinion de la Corée.

4.2 La Chine pense que les Communautés européennes ne tiennent pas compte de manière correcte du sens implicite de l'article 15.5 de l'*Accord SMC* et du rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*, de sorte qu'il n'y a pas évaluation de l'effet de la subvention indépendamment des autres facteurs ayant une incidence sur le prix des navires de commerce.

4.3 La Chine est d'avis que pour établir un lien de causalité entre la subvention et l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix du produit similaire sur le même marché, deux liens de causalité interdépendants devraient être établis: premièrement, à *cause* de la subvention, l'entreprise susmentionnée empêche les hausses de prix ou déprime les prix de son propre produit; deuxièmement, ce prix du produit déprimé ou dont la hausse est empêchée *cause* l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix du produit similaire sur le même marché. L'établissement de ces deux liens de causalité appelle une évaluation de trois facteurs: 1) l'ampleur de la subvention; 2) l'effet de la subvention sur le prix du produit fourni par le bénéficiaire de la subvention; 3) l'effet d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix du produit du bénéficiaire sur les prix du produit similaire sur le même marché. La Chine considère que ces trois facteurs devraient être collectivement et tour à tour pris en considération dans l'analyse du lien de causalité.

4.4 De l'avis de la Chine, le mot "notable" utilisé à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* appelle un examen quantitatif dans le cadre de l'analyse du lien de causalité. Il faudrait montrer que la subvention cause un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable* du produit du bénéficiaire et cause par conséquent un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable* du produit similaire sur le même marché. La Chine estime que le critère de "notable" devrait être pris en considération et respecté tout au long du processus d'analyse du lien de causalité.

4.5 La Chine estime que les Communautés européennes, sans présenter aucun chiffre effectif à l'appui de leur argument concernant l'effet quantitatif des mesures de subventionnement en cause, n'ont pas établi que la subvention causait un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable*.

5. CONCLUSION

5.1 En conclusion, la Chine est d'avis que

1) Une législation non impérative ne peut pas, en tant que telle, constituer une violation de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

2) Pour établir l'existence d'un avantage, l'accent devrait être mis sur le bénéficiaire de l'avantage et il faudrait tenir compte de manière correcte et exhaustive de tous les facteurs pertinents qui ont une incidence sur la comparaison avec les conditions commerciales.

3) L'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* exige que pour constater un lien de causalité entre la subvention et l'empêchement de hausses de prix notable ou la dépression des prix notable du produit similaire, il faudrait établir que la subvention, indépendamment d'autres facteurs, et par le biais de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix du produit du bénéficiaire de la subvention, cause un empêchement de hausses de prix notable ou une dépression des prix notable du produit similaire sur le même marché; le mot "notable" devrait être pris en considération tout au long du processus d'analyse du lien de causalité.

ANNEXE C-2

DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE

(9 mars 2004)

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, je suis très honoré de comparaître aujourd'hui devant vous pour présenter les vues de la Chine dans cette procédure. Je souhaiterais mettre en lumière certains aspects des questions abordées dans notre communication écrite.

I. LA LÉGISLATION NON IMPÉRATIVE DANS LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD SMC

2. L'une des questions clés dans le présent différend est de savoir si une législation non impérative peut en tant que telle constituer une violation de l'article 3 de l'*Accord SMC*. Dans sa communication écrite, la Chine soutient que la distinction impératif/facultatif devrait être appliquée dans le contexte de l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* et que, par conséquent, une législation non impérative ne peut pas en soi constituer une violation de ces dispositions.

3. Premièrement, le Groupe spécial *États-Unis – Article 301* a déclaré que le caractère impératif/facultatif d'une loi n'est pas le seul élément permettant de déterminer si elle peut constituer une violation d'un accord de l'OMC. Ce Groupe spécial a estimé que le point le plus important à examiner devrait être les obligations précises figurant dans la disposition en cause particulière de l'OMC. L'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction* était aussi d'avis que "l'importance de la "distinction impératif/facultatif" p[ouvait] varier d'un cas à l'autre".

4. Deuxièmement, des précédents à l'OMC montrent que, pour établir qu'une loi en tant que telle constitue une violation de l'article 3 de l'*Accord SMC*, cette loi doit prescrire l'octroi de subventions prohibées qui sont incompatibles avec l'article 3.

5. Troisièmement, la Chine n'est pas d'accord avec les Communautés européennes pour dire que le mot "seront" à l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* devrait être compris comme interdisant qu'une loi non impérative prévoie l'octroi d'une subvention à l'exportation. L'Organe d'appel *États-Unis – Article 211* a estimé qu'on ne pouvait supposer qu'un Membre de l'OMC allait manquer de bonne foi à ses obligations au regard de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, il n'est peut-être pas juste de supposer que la KEXIM agira, dans le cadre du régime juridique de la Loi KEXIM, d'une manière incompatible avec l'Accord SMC. En outre, la Chine pense que dans le cas d'une législation non impérative où l'octroi d'une subvention à l'exportation et sa subordination à l'exportation peuvent encore dépendre de l'exercice du pouvoir discrétionnaire dont jouissent les pouvoirs publics, il n'est pas raisonnable de parvenir à la conclusion que la loi constitue en soi une subvention à l'exportation et devrait de ce fait être prohibée.

6. La Chine n'est pas non plus d'accord avec les Communautés européennes pour dire que les termes "ne maintiendra" utilisés à l'article 3.2 de l'*Accord SMC* devraient être interprétés comme signifiant "préviendra". Les Communautés européennes estiment aussi que le sens ordinaire de "maintenir" est faire que quelque chose continue. Logiquement, le mot "maintenir" ne renvoie qu'à des choses existantes tandis que "prévenir" est utilisé pour parler de quelque chose qui n'existe pas mais qui pourrait se produire à l'avenir. Par conséquent, le fait d'interpréter "ne maintiendra" comme

signifiant "préviendra" élargirait l'obligation imposée par l'*Accord SMC* et n'est donc pas conforme à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

II. ÉTABLISSEMENT DE L'EXISTENCE D'UN AVANTAGE

7. La deuxième question essentielle que la Chine souhaiterait aborder est celle de l'établissement de l'existence d'un avantage. Dans le présent différend, les Communautés européennes contestent certaines mesures de la Corée comme constituant une subvention à l'exportation et une subvention pouvant donner lieu à une action. Pour démontrer l'existence d'une subvention, l'élément avantage est très important.

8. À cet égard, la Chine fait d'abord observer que, pour établir l'existence d'un avantage, l'accent devrait être mis sur le bénéficiaire d'une subvention plutôt que sur l'autorité accordant la subvention. Cet argument a été défendu par le Groupe spécial et confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs.*

9. La Chine remarque que pour établir l'existence d'un avantage conféré respectivement par le cadre juridique de la KEXIM et par le plan de renégociation de la dette de Daewoo-HI/Daewoo-SME, les Communautés européennes mettent surtout l'accent sur les autorités concernées qui accordent la subvention et ne se conforment donc pas à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*. Pour cette raison, la Chine pense que les éléments de preuve et les arguments présentés par les Communautés européennes dans leur communication ne prouvent pas de manière convaincante qu'il y a un avantage dans chaque cas.

10. Deuxièmement, la Chine estime que, pour faire une comparaison entre les conditions auxquelles est faite la contribution financière en faveur du bénéficiaire et celles qui peuvent être obtenues sur le marché, tous les facteurs pertinents qui ont une incidence sur la comparaison doivent être pris en considération de manière correcte et exhaustive. La Chine est confortée dans son opinion par l'article 14 de l'*Accord SMC* et par une déclaration du Groupe spécial *Canada – Aéronefs.*

11. De l'avis de la Chine, les Communautés européennes semblent négliger certains facteurs pertinents lorsqu'elles évaluent la question de savoir si le cadre juridique de la KEXIM ou le programme de renégociation de la dette appliqué à Daewoo-HI confèrent un avantage. Dans le premier cas, les Communautés européennes ne tiennent pas compte de la raison sous-jacente pour laquelle les autres banques commerciales n'accordent pas des prêts ou des garanties similaires à celles qu'accorde la KEXIM. Dans le deuxième cas, elles prennent l'action des institutions financières étrangères comme point de repère sans tenir compte des facteurs qui pourraient affecter la comparabilité d'un tel "point de repère".

III. ANALYSE DU LIEN DE CAUSALITÉ DANS LE CONTEXTE DE L'ARTICLE 6.3 C) DE L'ACCORD SMC

12. La troisième question clé que la Chine souhaiterait mettre en relief est l'analyse du lien de causalité dans le contexte de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC.*

13. Premièrement, la Chine estime que le membre de phrase "la subvention [...] a pour effet" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* exige que la subvention, *indépendamment des autres facteurs*, ait causé un empêchement de hausses de prix notable ou une dépression des prix notable. À cet égard, la Chine partage l'opinion de la Corée.

14. La Chine pense que les Communautés européennes ne tiennent pas compte de manière correcte et appropriée du sens implicite de l'article 15.5 de l'*Accord SMC* et du rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*, de sorte qu'il n'y a pas

évaluation de l'effet de la subvention indépendamment des autres facteurs ayant une incidence sur le prix des navires de commerce.

15. Deuxièmement, la Chine fait aussi observer que, pour établir un lien de causalité entre la subvention et l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix du produit similaire sur le même marché, deux liens de causalité interdépendants devraient être établis: premièrement, à *cause* de la subvention, l'entreprise subventionnée empêche les hausses de prix ou déprime les prix de son propre produit; deuxièmement, ce prix du produit déprimé ou dont la hausse est empêchée *cause* l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix du produit similaire sur le même marché.

16. La Chine pense que ces deux liens de causalité interdépendants relient trois facteurs qui devraient être pris en considération dans l'analyse du lien de causalité: 1) l'ampleur de la subvention; 2) l'effet de la subvention sur le prix du produit fourni par le bénéficiaire de la subvention; 3) l'effet d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix du produit du bénéficiaire sur les prix du produit similaire sur le même marché. La Chine estime que ces facteurs devraient être collectivement et tour à tour pris en considération dans l'analyse du lien de causalité.

17. Troisièmement, de l'avis de la Chine, le mot "notable" utilisé à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* appelle un examen quantitatif dans le cadre de l'analyse du lien de causalité. Il faudrait montrer que la subvention cause un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable* du produit du bénéficiaire et cause par conséquent un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable* du produit similaire sur le même marché. La Chine estime que le critère de "notable" devrait être pris en considération et respecté tout au long du processus d'analyse du lien de causalité. De l'avis de la Chine, les Communautés européennes, dans leur première communication écrite, semblent ne pas avoir présenté de chiffres effectifs à l'appui de leur argument concernant l'effet quantitatif des mesures de subventionnement en cause, et n'ont de ce fait pas établi que la subvention causait un empêchement de hausses de prix *notable* ou une dépression des prix *notable*.

IV. CONCLUSION

18. Cela conclut ma présentation. Je vous remercie une fois encore de m'avoir donné la possibilité d'exprimer les vues de la Chine.

ANNEXE C-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON

(9 février 2004)

1. Dans la présente communication de tierce partie, le Japon formule des observations sur certains aspects de la présente affaire. Pour plus de commodité, il reprend ici les abréviations utilisées dans la première communication des CE.

2. Premièrement, le Japon aimerait souligner que, comme le font valoir les CE, le marché de la construction des navires de commerce est généralement considéré comme un marché mondial. Les propriétaires de navires peuvent pour ainsi dire faire inscrire leurs bâtiments sur le registre maritime de n'importe quel pays, et aussi les exploiter n'importe où dans le monde et non uniquement dans le pays d'immatriculation. Les frontières et les lois nationales n'ont guère d'effet sur les activités de construction navale, et l'incidence des obstacles tarifaires et non tarifaires traditionnels est aussi limitée. Ce caractère "mondial" du marché de la construction navale rend inopérantes les lois antidumping et en matière de droits compensateurs traditionnelles.

3. Le Japon a donc un grand intérêt dans cette affaire car celle-ci porte sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, les subventions dans le secteur de la construction navale peuvent être efficacement contrôlées dans le cadre de l'Accord de l'OMC.

4. Deuxièmement, s'agissant des allégations des CE selon lesquelles certaines lois et réglementations coréennes et certains programmes financiers de la KEXIM constituent, *en tant que tels*, une violation de l'Accord SMC, le Japon souhaiterait demander instamment au présent Groupe spécial d'expliciter de manière appropriée les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction (Japon)* sur la question de la doctrine de la législation impérative, et de déterminer dûment jusqu'à quel point ces décisions sont applicables à la présente affaire.

5. Troisièmement, selon le Japon, l'ensemble des faits allégués par les CE indique que les sociétés coréennes de construction navale étaient subventionnées par les contributions financières fournies par leurs créanciers, les banques coréennes, dans le cadre de leurs programmes de restructuration, et par les avantages fiscaux accordés en relation avec les programmes de restructuration et les programmes de crédit à l'exportation exécutés par la KEXIM pour les sociétés de construction navale. Compte tenu des faits allégués par les CE, la position du Japon est qu'il devrait être constaté que la KAMCO, la KDIC, la Banque de Corée, la KDB, l'IBK et la KEXIM sont des "organismes publics", comme les CE l'allèguent. En conséquence, la contribution financière fournie par ces établissements peut être considérée comme une "subvention" aux termes de l'Accord SMC. Le Japon estime aussi que l'ensemble des faits allégués par les CE indique que les pouvoirs publics coréens ont accordé une subvention au secteur de la construction navale du pays en ordonnant à des banques coréennes non publiques d'apporter des contributions à la branche de production ou en les chargeant de le faire. Le Japon convient avec les CE que la partie plaignante n'a pas à produire un ordre formel ou officiel des pouvoirs publics pour prouver l'existence d'une "action d'ordonner ou de charger".

6. En outre, étant donné les faits allégués par les CE, en particulier le fait que les pouvoirs publics coréens contrôlent solidement les banques créancières des sociétés coréennes de construction navale, le Japon juge plausible l'argument des CE selon lequel les contributions financières (par exemple, l'annulation de la dette et des intérêts et la conversion de dettes en prises de participation) qui ont été faites dans leurs programmes de restructuration par les banques créancières des sociétés coréennes de construction navale ont conféré un avantage auxdites sociétés.

7. Le Japon considère qu'il importe de savoir si le Groupe spécial souscrit ou non à l'argument des CE selon lequel le champ du "marché" pertinent ne devrait pas être limité géographiquement aux termes de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC. En outre, le Japon se réfère à l'argument des CE selon lequel le marché des navires de commerce est effectivement un marché mondial, comme il est indiqué ci-dessus, et selon lequel "toute évaluation d'un empêchement de hausses de prix, d'une dépression des prix ou de pertes de ventes perdues doit être effectuée compte tenu du marché mondial".

8. Le Japon sait aussi que malgré l'accroissement de la demande, le prix des navires de commerce après 2000 est resté bas ou a même diminué. Cela semble corroborer l'argument des CE selon lequel la subvention fournie par les pouvoirs publics coréens au secteur de la construction navale du pays a entraîné un "préjudice grave" pour les intérêts des CE.

9. Selon le Japon, le secteur japonais de la construction navale a également été lésé par les subventions en cause. En outre, le Japon voudrait faire remarquer que, durant la période 1997-2001, les constructeurs navals japonais ont subi un certain nombre de pertes de ventes pour des transporteurs de GNL, en concurrence avec des offres faites par des constructeurs navals coréens à des prix qui étaient de 10 à 27 pour cent inférieurs. Pendant la même période, il a été signalé que les constructeurs navals japonais ont aussi subi des pertes de ventes pour certains porte-conteneurs parce que les prix offerts par les concurrents coréens étaient de 15 à 17 pour cent moins élevés.

10. Enfin, le Japon reconnaît comme les CE qu'il n'y aurait plus de surcapacité dans la construction navale mondiale si les pouvoirs publics coréens n'avaient pas subventionné le secteur de la construction navale du pays. Le Japon estime qu'il est raisonnable de considérer que la subvention accordée au secteur coréen de la construction navale, associée à la surcapacité maintenue du fait de la subvention, a causé un empêchement de hausses de prix et une dépression des prix sur le marché mondial de la construction navale.

11. Comme il est indiqué dans ce qui précède, le Japon appuie la position des CE en ce qui concerne leur allégation selon laquelle elles ont subi un préjudice grave du fait des subventions accordées aux sociétés coréennes de construction navale.

ANNEXE C-4

DÉCLARATION ORALE DU JAPON

(9 mars 2004)

1. Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, je vous remercie, au nom du gouvernement japonais, de l'attention que vous accordez à cette question. Le Japon s'est associé à la présente procédure en tant que tierce partie compte tenu de l'intérêt commercial substantiel qu'il porte à l'affaire dont est saisi le Groupe spécial. Nous nous concentrerons sur quatre points présentés par d'autres parties au sujet des allégations des CE concernant la subvention pouvant donner lieu à une action accordée au secteur de la construction navale coréen.

2. Le Japon souhaiterait aborder les quatre points suivants:

a) Premièrement, le Japon soulignera que la procédure dans la présente affaire devrait se dérouler compte dûment tenu de la nature du marché de la construction navale mondialisé.

b) Deuxièmement, le Japon démontrera que la Corée subdivise à tort le marché de la construction navale en accordant une importance excessive aux différences de taille des navires de commerce et en sous-estimant le fait que les utilisations finales pour ces navires sont exactement les mêmes.

c) Troisièmement, le Japon démontrera que les CE ne font pas valoir que l'annulation de la dette accordée dans les procédures de faillite est une subvention illégale en faveur des entreprises en faillite.

d) Quatrièmement, le Japon réfutera l'allégation apparente de la Corée selon laquelle le secteur de la construction navale japonais est responsable du dommage allégué au secteur de la construction navale communautaire.

Je développerai maintenant chacun de ces points.

3. Premièrement, comme indiqué dans sa communication en tant que tierce partie, le Japon souligne que le marché de la construction navale est effectivement mondialisé. Nous devons garder ce fait à l'esprit pour aborder le présent différend comme il convient. La nature mondialisée du marché rend pratiquement vide de sens le droit qu'ont les Membres au titre de l'article VI du GATT de prendre des mesures antidumping ou des mesures compensatoires afin de protéger les secteurs nationaux de la construction navale contre les exportations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées des concurrents étrangers. Le Japon demande instamment au Groupe spécial de garder cela à l'esprit lorsqu'il examine les allégations des CE.

4. En outre, le Japon s'inscrit en faux contre l'argument de la Corée selon lequel le Groupe spécial devrait examiner si les subventions concernées causent un "préjudice grave" au secteur communautaire en se fondant sur les marchés nationaux plutôt que sur le marché unique mondialisé. Dans le secteur de la construction navale, les frontières et les lois nationales n'ont guère d'incidence sur les transactions. En ignorant cette réalité du marché de la construction navale, aucune analyse ne pourrait déboucher sur un résultat satisfaisant dans le présent différend.

5. En outre, dans la note de bas de page 272 de sa première communication, la Corée mentionne un document des CE dans lequel elles font valoir que le marché japonais est isolé. De l'avis du Japon, cette déclaration devrait tout simplement être ignorée en tant qu'illustration du préjugé de longue date concernant le marché japonais. Qui plus est, elle est d'autant plus fausse que le marché est véritablement mondialisé. Comme le Japon l'a indiqué à plusieurs reprises, les frontières et les lois nationales n'ont guère d'incidence sur les transactions dans le secteur de la construction navale. Par conséquent, il n'y a pratiquement rien sur le marché qui empêche les effets d'une subvention en faveur d'un secteur de la construction navale d'un pays donné de se répercuter à l'échelon mondial. Ainsi, en examinant les mesures de subventionnement en cause, le Japon estime qu'il serait déraisonnable de conclure que ces mesures n'ont pas eu d'effets négatifs manifestes sur les concurrents des constructeurs navals coréens qui reçoivent des subventions pouvant donner lieu à une action.

6. Deuxièmement, le Japon estime que la Corée subdivise aussi à tort le marché de la construction navale en termes de produits. Dans son analyse du "produit similaire", la Corée accorde une importance excessive aux différences de taille des navires de commerce, tout en sous-estimant indûment l'importance du fait que les utilisations finales sont exactement les mêmes. Dès lors que l'utilisation finale des deux produits est semblable, ils sont normalement considérés comme se faisant concurrence. En outre, on considère généralement sur le marché de la construction navale qu'une offre plus basse pour un type de navire aura un effet immédiat sur le prix du marché de n'importe quel autre type de navire. Les facteurs de coût sont en général communs à la plupart des types de navires, sinon tous et, de ce point de vue, les compagnies de transport maritime considèrent habituellement que lorsqu'un constructeur naval offre un prix inférieur pour un type de navire, il peut aussi offrir un prix inférieur pour tous les autres types de navires. En appliquant ce raisonnement, les sociétés de transport maritime demandent alors de plus en plus un rabais sur tous les types de navire par rapport à tous les autres constructeurs navals de sorte qu'un prix faible prévaut sur tout le marché pour tous les types de navires.

7. Troisièmement, le Japon ne voit pas la pertinence de l'argument de la Corée selon lequel l'annulation de la dette accordée dans les procédures de faillite ne doit pas être considérée comme une subvention illégale en faveur des entreprises en faillite. Selon nous, les CE ne font pas valoir que l'annulation de la dette accordée par les banques à certains constructeurs navals coréens dans le cadre de leurs procédures de restructuration confère en soi illégalement un avantage au titre de l'Accord sur les subventions. Le Japon comprend plutôt que l'argument des CE fait intervenir trois étapes: premièrement, les banques nationales qui étaient sous contrôle des pouvoirs publics coréens ont accepté d'annuler la dette des entreprises de construction navale coréennes à des conditions plus favorables que les banques étrangères qui n'étaient pas sous contrôle des pouvoirs publics coréens; deuxièmement, ces banques étrangères devraient être réputées se comporter conformément aux conditions du marché; et il en résulte en troisième lieu que l'annulation de la dette accordée par les banques nationales a conféré un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord sur les subventions. L'argument de la Corée en ce qui concerne cette question donne une idée fausse de l'allégation des CE.

8. De l'avis du Japon, ce point soulève aussi des questions concernant le contre-argument de la Corée au sujet de la spécificité. Le cadre statutaire régissant la restructuration d'entreprise peut en général être applicable à toute entreprise. Outre l'accessibilité limitée de ce cadre, toutefois, le Japon souhaiterait rappeler au Groupe spécial la manière dont les CE définissent les mesures de "subventionnement". La question est de savoir si certaines banques nationales ont accepté d'annuler la dette des producteurs navals coréens à des conditions plus favorables que celles du marché, parce que les pouvoirs publics coréens les avaient chargées ou leur avait ordonné de le faire. Là encore, nous croyons comprendre que les CE ne contestent pas le cadre de la restructuration d'entreprise en soi.

9. Quatrièmement, le Japon souhaiterait signaler que, dans sa première communication, la Corée tente de faire passer la responsabilité du dommage allégué du secteur de la construction navale communautaire au secteur japonais. Cette allégation est une tentative supplémentaire de détourner l'attention du Groupe spécial du sujet principal de la présente affaire. Selon nous, le point principal n'est pas de savoir si la subvention en faveur du secteur de la construction navale coréen a causé la baisse des prix des navires de commerce entre 1997 et 1999, mais de savoir si cette subvention a causé l'empêchement de hausses de prix après la baisse et, plus précisément, de savoir si la subvention a fait que le prix du marché est resté à son faible niveau entre 2000 et 2003 malgré l'augmentation de la demande et des coûts. Nous notons que la Corée elle-même fait valoir que c'est la situation actuelle qui importe. En outre, l'allégation de la Corée concernant le secteur japonais n'est pas fiable. La complexité du véritable mécanisme du marché exige l'analyse d'un grand nombre de transactions et de facteurs pertinents tels que le processus de négociation, pour déterminer l'identité du ou des participants au marché qui ont causé un effet sur les prix du marché. Par conséquent, le Japon est d'avis que l'analyse des CE qui renvoie à de nombreuses transactions est plus plausible que la réfutation de la Corée. En fait, comme indiqué dans notre première communication en tant que tierce partie, le secteur japonais a aussi subi les répercussions négatives de la politique de prix agressive des constructeurs navals coréens. En outre, le Japon note que la part de marché ne détermine pas nécessairement qui a une influence déterminante sur les prix. Des entreprises fortement subventionnées peuvent dominer la concurrence par les prix, en particulier lorsqu'elles ont une capacité de production considérable.

10. Je vous remercie.

ANNEXE C-5

RÉPONSES DU JAPON AUX QUESTIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LA CORÉE

(22 mars 2004)

Questions des Communautés européennes

Question n° 1

Le Japon considère au paragraphe 10 de sa communication en tant que tierce partie que, sur la base des faits allégués par les CE, il devrait être constaté que la KAMCO, la KDIC, la Banque de Corée, la KDB, la FFIK et la KEXIM sont des "organismes publics". De l'avis du Japon, quels facteurs le Groupe spécial devrait-il prendre en considération pour déterminer si une entité est un "organisme public"?

Réponse

1. Le Japon est d'avis qu'il n'y a aucun facteur prépondérant unique; une évaluation complète et au cas par cas de tous les facteurs pertinents peut garantir une détermination correcte du point de savoir si un établissement est un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions. Les facteurs pertinents comprennent, mais non exclusivement, les points de savoir si l'établissement poursuit un objectif de politique publique et lequel, si et dans quelle mesure les pouvoirs publics contrôlent la désignation des membres de la direction ou le budget, si et dans quelle mesure les pouvoirs publics détiennent des parts dans cet établissement, et si et dans quelle mesure les pouvoirs publics exercent un pouvoir de surveillance sur la planification opérationnelle.

Question n° 2

Le Japon considère au paragraphe 12 de sa communication de tierce partie que les faits allégués par les CE indiquent que les pouvoirs publics coréens ont ordonné aux banques coréennes non publiques de faire des contributions à la branche de production ou les ont chargées de le faire. Le Japon admet-il aussi par conséquent que des éléments de preuve circonstanciels et secondaires sont suffisants pour prouver au cas par cas l'existence d'une action de charger et d'ordonner?

Réponse

2. Premièrement, comme il est indiqué au paragraphe 13 de sa communication de tierce partie, le Japon convient avec les CE que la partie plaignante n'a pas à produire un ordre formel ou officiel des pouvoirs publics pour prouver l'existence d'une "action d'ordonner ou de charger". Deuxièmement, il voudrait faire remarquer qu'aucune disposition de l'Accord sur les subventions ni de l'Accord sur l'OMC n'indique que des éléments de preuve circonstanciels et secondaires sont irrecevables en tant que preuve d'une "action d'ordonner et de charger".

Question n° 3

De l'avis du Japon, dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix allégués au titre de l'article 6.3 c), quel est le champ géographique de l'expression "sur le même marché"? Veuillez indiquer le champ géographique du marché des transporteurs de GNL, des transporteurs de produits et de produits chimiques et des porte-conteneurs.

Réponse

3. Le Japon estime que le "même marché" visé à l'article 6.3 c) de l'Accord sur les subventions devrait s'entendre, en ce qui concerne le secteur de la construction navale, du marché mondial unique pour un même type de navire de commerce. Il est généralement admis que le marché de la construction navale est mondialisé. Selon le Japon, cette reconnaissance se fonde sur les deux caractéristiques suivantes du marché:

4. Premièrement, les propriétaires de navire peuvent pour ainsi dire faire inscrire leurs bâtiments sur le registre maritime de n'importe quel pays, et aussi les exploiter pour le transport n'importe où dans le monde et non uniquement dans le pays d'immatriculation. Les éléments géographiques n'ont donc guère d'importance, en particulier pour les navires de commerce qui sont exploités et, par conséquent, se font concurrence sur les marchés étrangers des transports.

5. Deuxièmement, nous observons que les propriétaires de navire n'ont pas de préférence particulière en ce qui concerne la nationalité des constructeurs navals. Les propriétaires de navires japonais peuvent se procurer des bâtiments à l'étranger, et les constructeurs navals japonais peuvent exporter un certain nombre de bâtiments à l'étranger. Comme il est indiqué dans la pièce n° 1 du Japon jointe en annexe, les constructeurs japonais, européens et coréens se font concurrence sur le marché des transporteurs de GNL depuis le milieu des années 90, au moment où les constructeurs coréens ne faisaient qu'arriver sur ce marché. Pour les transporteurs de produits et les porte-conteneurs, comme il est indiqué dans la pièce n° 2 du Japon également jointe en annexe, un certain nombre de constructeurs, y compris japonais, européens, coréens et chinois, se font concurrence depuis le début des années 90.

Question n° 4

Le Japon considère au paragraphe 18 de sa communication de tierce partie que, malgré l'accroissement de la demande, le prix des navires de commerce après 2000 est resté bas ou a même diminué. Quels éléments de preuve le Japon a-t-il concernant les tendances de prix sur le marché mondial de la construction navale? Ces tendances reflètent-t-elle la demande et l'offre de navires?

Réponse

6. Voir le graphique figurant dans la pièce n° 3 du Japon, qui indique la relation entre le prix des navires de commerce et le montant cumulé du carnet de commandes. Ce graphique a été établi par l'OCDE.

7. Ce graphique montre que le prix et le montant cumulé du carnet de commandes étaient corrélés l'un avec l'autre jusqu'en 1996, lorsque les constructeurs navals coréens ont augmenté massivement leur capacité de production, créant ainsi une surcapacité sur le marché de la construction navale et assistant, de surcroît, à une baisse notable des prix. Depuis lors, aucune corrélation en ce sens n'a pu être constatée; en fait, malgré l'accroissement du volume cumulé du carnet de commandes, le prix des navires de commerce est resté bas ou a même fléchi. Selon le Japon, la subvention accordée à certains constructeurs navals coréens a empêché les mécanismes du marché de

traiter ce problème de surcapacité en maintenant en activité les sociétés qui étaient au bord de la faillite à la suite de la politique agressive d'augmentation de la capacité mentionnée plus haut et de la baisse des prix qui en a résulté. Ces sociétés auraient probablement été éliminées du marché en l'absence de la subvention en cause.

Question n° 5

Selon le Japon, le secteur japonais de la construction navale a également été lésé par les subventions en cause. Pourquoi le secteur japonais de la construction navale n'a-t-il pas pu aligner ses prix sur les prix coréens pour les transporteurs de GNL et les porte-conteneurs? Une telle situation existait-elle avant 1997?

Réponse

8. Comme il est indiqué au paragraphe 18 de la communication du Japon en tant que tierce partie, les prix offerts par les concurrents coréens étaient de 15 à 17 pour cent inférieurs à ceux qui étaient proposés par les constructeurs navals japonais. Ces prix étaient beaucoup plus bas que ce que la situation du marché avant 1997 laissait prévoir aux constructeurs japonais, et ceux-ci n'ont donc pas pu s'aligner sur les pratiques en matière de prix des concurrents coréens.

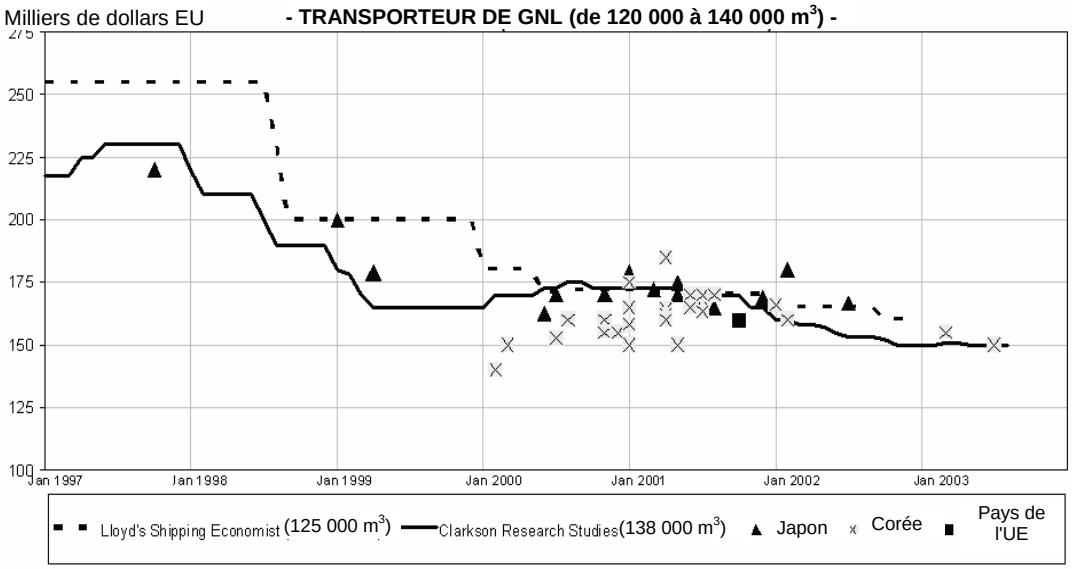
Question n° 6

Au paragraphe 16 de sa communication de tierce partie, le Japon souscrit à l'argument des CE selon lequel la subvention fournie par les pouvoirs publics coréens au secteur de la construction navale du pays a entraîné un "préjudice grave" pour les intérêts des CE. Le Japon convient-il par conséquent qu'il n'y avait pas d'autres facteurs pertinents qui interféraient avec le lien de causalité entre les subventions coréennes et la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix?

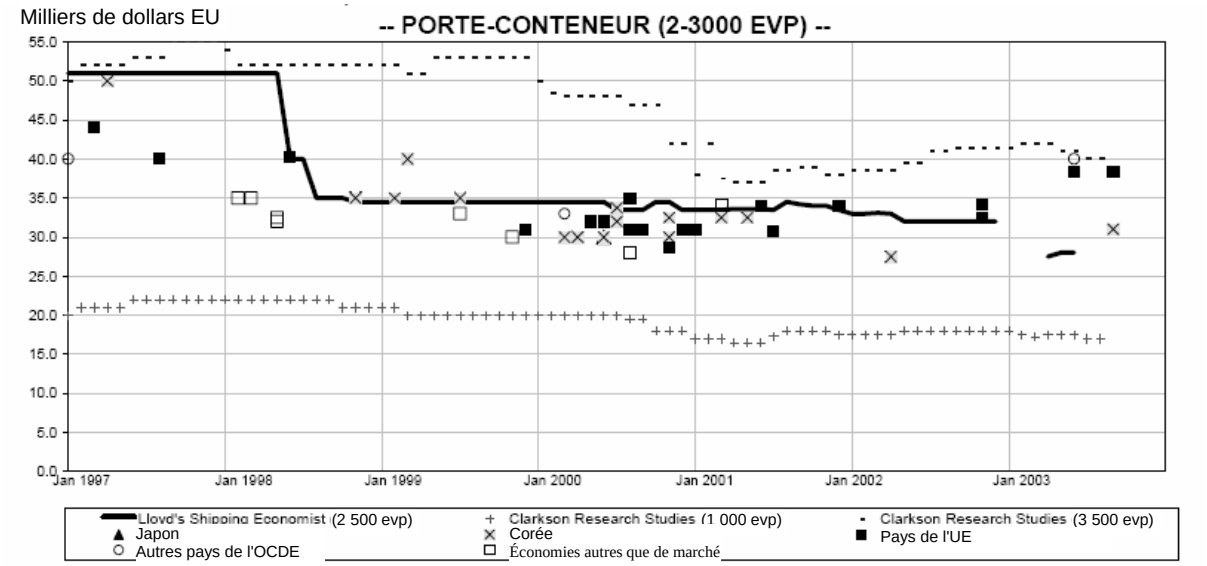
Réponse

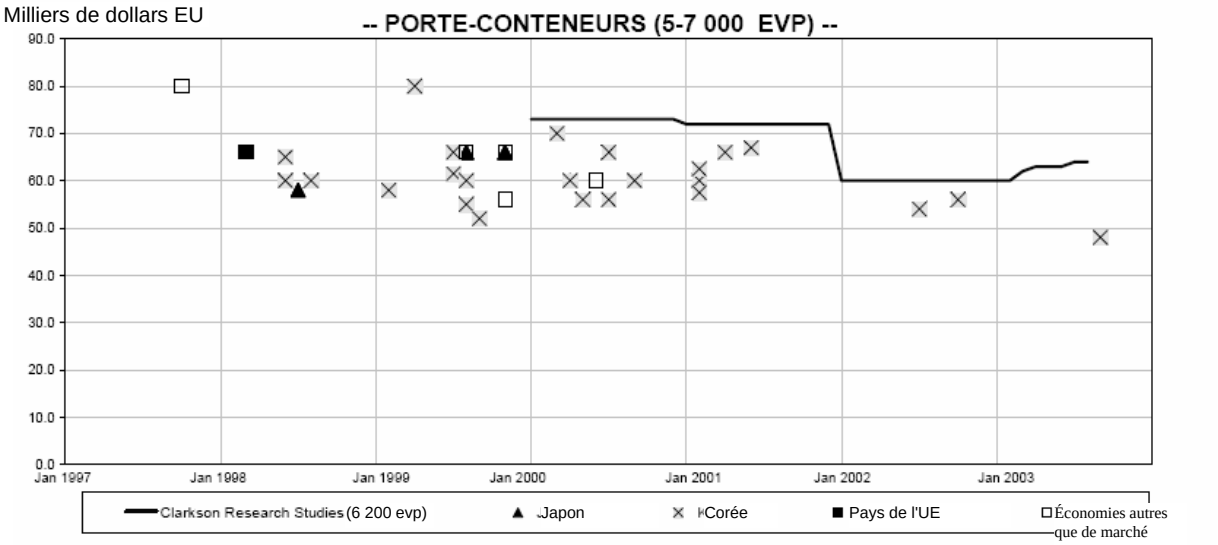
9. Voir la réponse à la question n° 4 des CE. Selon le Japon, la subvention accordée à certains constructeurs navals coréens a maintenu la surcapacité sur le marché de la construction navale et, par conséquent, est la cause principale de la faiblesse persistance des prix malgré l'accroissement de la demande après 2000, autrement dit de l'empêchement de hausses de prix.

Pièce n° 1 du Japon

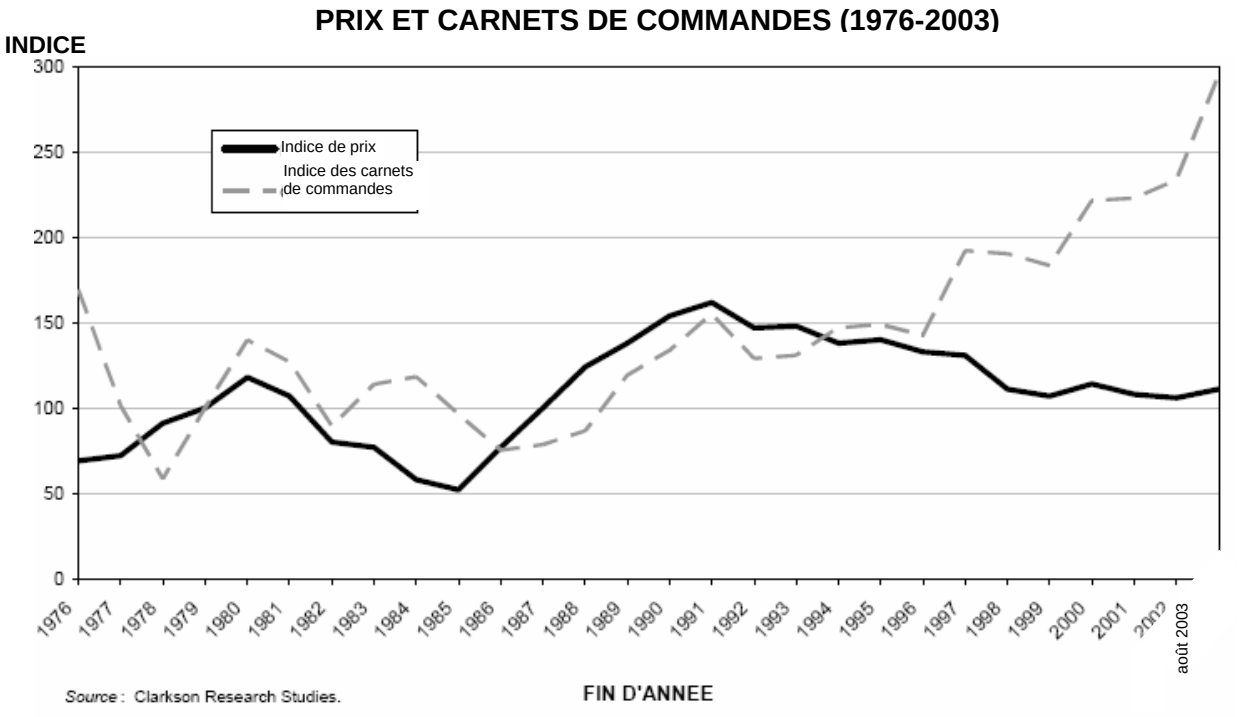


Pièce n° 2 du Japon





Pièce n° 3 du Japon



Questions de la Corée

Question n° 1

Les CE ont indiqué dans le sixième rapport de la Commission au Conseil sur la situation de la construction navale dans le monde[1] que les nouvelles commandes au Japon provenaient de la demande intérieure et que "[c]es commandes passées par des armateurs japonais [étaient] pratiquement hors de portée des chantiers navals d'autres pays et constitu[aient] de ce fait un marché captif pour les chantiers japonais".

Des constructeurs étrangers ont-ils participé aux appels d'offres d'armateurs japonais pour la construction de transporteurs de GNL ou d'autres navires? Dans la négative, en quoi cela affecte-t-il la définition du marché géographique et l'analyse du lien de causalité présentées par les CE dans leur première communication?

Réponse

1. C'est simplement un autre exemple du préjugé persistant concernant le marché japonais. Il est erroné de considérer que le marché japonais est un marché captif pour les chantiers japonais. Premièrement, rien n'empêche au Japon les constructeurs navals étrangers de participer aux appels d'offres lancés par les armateurs japonais. En outre, il n'existe pas d'obstacle commercial (*de jure* ou *de facto*) à l'encontre des importations de navires de commerce au Japon.

2. Deuxièmement, en réalité, les armateurs japonais peuvent se procurer des navires de commerce à l'étranger. Par exemple, les données recueillies par Clarkson indiquent que, même eu égard uniquement au stock de commandes en cours des constructeurs navals coréens, pour ce qui est des transporteurs de GNL, au moins Mitsui O.S.K. Lines, Nippon Yusen et Kawasaki Kisen ont passé plusieurs commandes au total; s'agissant des porte-conteneurs, Nippon Yusen et Kawasaki Kisen ont passé plus de dix commandes au total.

3. Une fois encore, nous voudrions rappeler qu'il est largement admis que le marché de la construction navale est mondialisé. Les propriétaires de navires peuvent pour ainsi dire faire inscrire leurs bâtiments sur le registre maritime de n'importe quel pays, et aussi les exploiter pour le transport n'importe où dans le monde et non uniquement dans le pays d'immatriculation. Par conséquent, le marché de la construction navale n'est pas divisé géographiquement.

Question n° 2

Le Japon allègue que les prix des navires coréens étaient inférieurs à ceux des navires japonais (paragraphe 18 de la communication écrite du Japon) mais les CE n'ont pas formulé d'allégation concernant une sous-cotation des prix. Quelle est, alors, la pertinence de l'allégation du Japon?

Réponse

4. Le Japon a donné des exemples d'offres de constructeurs navals coréens faites à des prix inférieurs pour étayer l'argument des CE concernant la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix causés par les subventions accordées aux constructeurs navals coréens. Nous croyons comprendre que les constructeurs navals coréens ont offert et continuent d'offrir des prix inférieurs à ceux des constructeurs japonais et d'autres concurrents, c'est-à-dire qu'il y a sous-cotation des prix,

[1] COM(2002)622 final, 13 novembre 2002, Section 2.2.3, page 8. Voir aussi le septième rapport de la Commission au Conseil sur la situation de la construction navale dans le monde, COM(2003)232 final, 6 mai 2003, Section 2.1.1, page 5.

entraînant une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix sur le marché mondial de la construction navale.

Question n° 3:

Le Japon peut-il fournir les critères sur la base desquels il proposerait de déterminer le produit similaire pour les navires qui font l'objet du présent différend?

Réponse

5. Le Japon estime que le type de navire (par exemple transporteurs de GNL, transporteurs de produits et porte-conteneurs) constitue un facteur prépondérant pour déterminer le champ de l'expression "produit similaire" pour les navires de commerce. L'expression "produit similaire", au regard de l'article III du GATT ou d'autres dispositions de l'OMC, a été interprétée, au cas par cas, comme incluant, par exemple, i) les propriétés du produit, ii) les utilisations finales, iii) les préférences des consommateurs et, dans une moindre mesure, iv) la classification tarifaire des produits visés. Comme le Japon l'a indiqué à la séance avec les tierces parties, il est évident que le type des navires est étroitement lié à leur utilisation finale; les mêmes types de navires se font concurrence sur les marchés étrangers des transports.

Question n° 4:

Le Japon considère-t-il que pour qu'il soit démontré que la subvention visée a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable, la subvention doit être quantifiée? Dans l'affirmative, quelle est la base d'une telle quantification?

Réponse

6. Il serait plus facile, en effet, d'évaluer avec précision si une subvention visée a causé une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix si le montant de la subvention était quantifié. Cependant, même si ce montant n'est pas quantifié, le Japon pense qu'il est toujours possible de constater l'existence d'un tel lien de causalité entre une subvention et une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix. Supposons, par exemple que, comme les CE l'allèguent dans le présent différend, il soit possible que certains producteurs soient éliminés du marché en l'absence de la subvention visée et que, par conséquent, le problème persistant de la surcapacité cesse d'exister. Dans cette situation, étant donné que le prix du marché reste bas également malgré l'accroissement de la demande, il est raisonnable de penser que l'accroissement de la demande aurait dû faire monter le prix du marché en l'absence de la subvention. En d'autres termes, la subvention a causé un empêchement de hausses de prix.

ANNEXE C-6

COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NORVÈGE

(9 février 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. INTRODUCTION C-22

1. Observations liminaires C-22

2. Questions d'interprétation générales concernant l'article premier de l'Accord SMC C-23

a) Une contribution financière C-23
b) Un organisme public C-23
c) Un avantage est ainsi conféré C-25
d) Conclusion C-25

B. SUBVENTIONS PROHIBÉES C-26

3. Les APRG et les prêts avant expédition constituent une subvention qui est "spécifique" au sens de l'article 2.3 ..... C-26

4. Les APRG et les prêts avant expédition constituent une subvention qui est "subordonnée aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) C-26

5. Conclusion concernant les subventions prohibées C-26

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION C-26

1. Même marché C-27

2. Comparaison avec un "produit similaire" ou un autre produit C-27

D. REMARQUES FINALES C-28

A. INTRODUCTION

1. La présente affaire concerne la question de savoir si les règles énoncées dans la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt portant création de la Banque coréenne d'export-import (ci-après dénommée "KEXIM"), et les règles relatives à certains des programmes mis en œuvre par la KEXIM constituent un manquement aux obligations de la Corée au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "Accord SMC").

2. La plainte a été introduite par les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE"), lesquelles demandent au Groupe spécial de constater que la Corée a octroyé des subventions qui sont incompatibles avec ses obligations au titre de l'Accord SMC, pour les raisons suivantes:

- par le biais de la Loi KEXIM, du Décret KEXIM et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt, la Corée accorde des subventions prohibées qui sont incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC;

- par l'établissement et le maintien des programmes de garanties de restitution de paiements anticipés (ci-après dénommés "APRG") et de prêts avant expédition, la Corée accorde des subventions prohibées qui sont incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC;

- par l'octroi à titre individuel d'APRG et de prêts avant expédition, la Corée accorde des subventions prohibées qui sont incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC;

- en accordant des subventions à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong au moyen i) de programmes de renégociation de la dette et de restructuration; ii) d'avantages fiscaux consentis à Daewoo-HI/Daewoo-SME; et iii) d'APRG et de prêts avant expédition de la KEXIM, la Corée a causé un préjudice grave aux intérêts des CE, en violation des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC.

3. La Norvège a des intérêts systémiques concernant l'interprétation et l'application de l'Accord SMC et a donc réservé son droit de participer en tant que tierce partie au présent différend. Elle ne traitera pas toutes les questions qui sont soulevées dans les communications des deux parties au différend, mais mettra l'accent sur certaines questions de droit et d'interprétation du droit qui sont importantes pour elle.

1. Observations liminaires

4. La Norvège est partie du fait que l'existence d'établissements nationaux de garantie et les garanties et prêts fournis par ces établissements ne constituent pas nécessairement des éléments *prima facie* montrant qu'il y a subventionnement prohibé ou pouvant donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC. La plupart des pays disposent de tels établissements et arrangements dans le domaine de la construction navale.

5. Cependant, la Norvège est d'avis que les services fournis par ces établissements devraient être offerts aux conditions du marché. Le prix des services proposés ne devrait pas comporter d'éléments de subventionnement. Dès lors que les prix des services fournis ne correspondent pas aux conditions du marché, cela peut montrer *prima facie* qu'il existe un subventionnement prohibé ou pouvant donner lieu à une action, pour autant que les conditions pertinentes énoncées aux articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* soient remplies. Il convient de tenir dûment compte à cet égard des réserves énoncées aux paragraphes "j" et "k" de l'Annexe I de l'*Accord SMC*, selon lesquelles les pratiques suivies par ces établissements ne sont pas toutes considérées comme des subventions à l'exportation prohibées. De l'avis de la Norvège, les règles régissant les programmes de garanties de restitution de paiements anticipés (ci-après dénommés "APRG") et de prêts avant expédition (administrés par la KEXIM)

telles qu'elles sont énoncées dans la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM sembleraient aller au-delà de ce qui constitue la pratique normale du marché. De ce fait, il se peut qu'en octroyant des prêts au titre de ces programmes la KEXIM ait agi en violation de l'*Accord SMC*. La question de savoir si, et dans quelle mesure, il y a subventionnement à l'égard d'un navire ou d'un contrat particulier dépendra des particularités de chaque cas.

2. Questions d'interprétation générales concernant l'article premier de l'Accord SMC

6. L'évaluation du point de savoir s'il y a en l'espèce des subventions pouvant donner lieu à une action ou des subventions prohibées soulève certaines questions d'interprétation relatives à l'article premier de l'Accord SMC. Elles ont trait en particulier au point de savoir si la KEXIM répond à la définition d'un "organisme public", s'il y a "une contribution financière" et si "un avantage est ainsi conféré".

a) Une contribution financière

7. Il ne semble pas contesté que des prêts et des dons aient été fournis par la KEXIM et qu'ils puissent constituer une "contribution financière" au sens de l'article 1.1 a) 1) i). L'argument avancé par la Corée[1] est axé sur les mots "pratique des pouvoirs publics" figurant à l'article 1.1 a) 1), dont il est allégué qu'ils restreignent le champ des transferts pouvant être considérés comme une subvention.

8. La Norvège estime difficile de suivre l'argumentation de la Corée, puisque cette dernière paraît employer l'expression "pratique des pouvoirs publics" pour désigner quelque chose de différent de la "pratique d'un organisme public". L'article 1.1 a) 1) définit l'expression "pouvoirs publics" comme incluant les "organismes publics" dans tout l'Accord SMC. L'établissement d'une distinction fondée sur l'argument selon lequel l'expression "pouvoirs publics" dans cet alinéa doit s'entendre comme une référence à certaines fonctions qui sont normalement du ressort des pouvoirs publics (par exemple le pouvoir de réglementer ou l'imposition) va à l'encontre de la définition générale des mots "pouvoirs publics" figurant à l'article 1.1 a) 1) et ne devrait pas être admis.

b) Un organisme public

9. L'expression "organisme public", qui apparaît à l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*, n'est pas définie dans l'Accord.

10. Toutefois, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) contient deux définitions qui sont intéressantes ici. Premièrement, la définition de l'expression "mesures des Membres" (c'est-à-dire des pouvoirs publics des Membres) inclut les gouvernements et administrations centraux, régionaux ou locaux, et aussi "des organismes non gouvernementaux lorsqu'ils exercent des pouvoirs délégués par des gouvernements ou administrations centraux, régionaux ou locaux" (article I:3 a) ii) de l'AGCS). Deuxièmement, au paragraphe 5 c) de l'Annexe sur les services financiers de l'AGCS, l'expression "entité publique" est définie comme s'entendant:

> de pouvoirs publics, d'une banque centrale ou d'une autorité monétaire d'un Membre, ou d'une entité détenue ou contrôlée par un Membre, qui sont principalement engagés dans l'exécution de fonctions gouvernementales ou d'activités à des fins gouvernementales, à l'exclusion de toute entité principalement engagée dans la fourniture de services financiers à des conditions commerciales; ou d'une entité privée, s'acquittant de fonctions dont s'acquitte normalement une banque centrale ou une autorité monétaire, lorsqu'elle exerce ces fonctions. (non souligné dans l'original)

[1] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 161 à 165.

11. En outre, au paragraphe 6 de l'Annexe 1 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'institution du gouvernement central est définie comme étant "le gouvernement central, ses ministères ou ses services et tout autre organisme soumis au contrôle du gouvernement central pour ce qui est de l'activité dont il est question". (non souligné dans l'original) La Norvège reconnaît certes qu'aucune définition ne contient les mots précis "organisme public", et qu'il ne peut y avoir de transposition directe d'un accord à l'autre, mais les définitions figurant dans ces accords paraissent pertinentes pour la définition de l'expression "organisme public" telle qu'elle est utilisée dans l'Accord SMC.

12. Il semblerait d'après ce qui précède que le fait d'être "détenu" par les pouvoirs publics, ou "contrôlé" par eux, s'agissant de l'activité en question est une composante nécessaire de la définition d'un "organisme public". Cependant, la propriété en elle-même ne suffit pas, puisque nombre d'entreprises d'État ne sont pas considérées comme des organismes publics simplement du fait de leur régime de propriété.

13. Le second élément que l'on peut inférer de ce qui précède, à savoir que l'"organisme" (afin d'être un "organisme public") doit exécuter des fonctions gouvernementales ou des activités à des fins gouvernementales, est plus difficile à évaluer. Ce qui doit être considéré comme des fonctions gouvernementales ou des activités à des fins gouvernementales dépend pour beaucoup de l'organisation de l'État et de la mesure dans laquelle ses dirigeants politiques ont décidé que certaines fonctions ou certains services doivent être, directement ou indirectement, assurés par les pouvoirs publics. Il existe à cet égard de grandes divergences entre les Membres de l'OMC. Les statuts de l'organisme, son financement, et le point de savoir si les pouvoirs publics ont garanti que l'organisme ne pourra pas faire l'objet d'une liquidation, sont tous des éléments pouvant indiquer que l'organisme en question est un "organisme public".

14. Il convient également de noter que les "programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation" sont visés explicitement dans la "liste exemplative de subventions à l'exportation" figurant à l'Annexe I de l'Accord SMC. Cela indique que, lorsque des organismes contrôlés par les pouvoirs publics fournissent de telles garanties ou assurances, il sera normalement considéré que cela entre dans la définition d'une subvention.

15. La Norvège estime que les éléments ci-après constituent des éléments de preuve convaincants pour l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si la KEXIM doit être considérée comme un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les sauvegardes:

- Selon l'article premier de la Loi KEXIM, la KEXIM a pour tâche de "promouvoir le bon développement de l'économie nationale et la coopération économique avec les pays étrangers".

- Dans le rapport annuel 2002 de la KEXIM, la KEXIM est décrite comme étant "un organisme officiel de crédit à l'exportation fournissant une gamme complète de crédits à l'exportation et de financement de projets en faveur des exportateurs et investisseurs coréens", et qui favorise le "développement de l'économie nationale et renforce la coopération économique avec des entreprises étrangères en jouant le rôle de catalyseur financier".[2]

- Depuis décembre 2002, la KEXIM est détenue par les pouvoirs publics coréens, la Banque de Corée et la Banque coréenne de développement.[3] Ces deux derniers organismes sont des organismes publics.

[2] Voir la pièce n° 14 des CE.
[3] Voir le rapport annuel 2002 de la KEXIM, page 34 (pièce n° 14 des CE).

- Un certain nombre d'autres articles de la Loi KEXIM confirment que la KEXIM est un "organisme public" au sens de l'article 1.1.1 a) 1) de l'Accord SMC (voir en particulier l'article 37 de la loi), "toute perte nette subie par la Banque d'export-import au cours de l'exercice financier sera couverte par les réserves de la banque. Si ces dernières sont insuffisantes pour couvrir la perte nette, les pouvoirs publics fourniront les fonds nécessaires à cette fin".[4]

- Voir également les articles 36 2), 11, 21, 32 et 33 de la Loi KEXIM, qui montrent très clairement que la KEXIM est un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) de l'Accord SMC.

c) Un avantage est ainsi conféré

16. En outre, l'article 1.1 b) de l'Accord SMC prescrit qu'un "avantage" doit être conféré. Ce terme n'est pas défini dans l'Accord SMC mais la jurisprudence de l'OMC l'a interprété dans un certain nombre d'affaires. Dans le rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*, il a été défini de la manière suivante:

> [U]ne contribution financière ne confère un "benefit", c'est-à-dire un avantage, que si elle est fournie à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché.[5] (non souligné dans l'original)

17. L'Organe d'appel a confirmé cette interprétation.[6]

18. L'article 26 de la Loi KEXIM dispose clairement que "*sauf lorsque cela est inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter les exportations*, … les taux d'intérêt, les taux d'escompte et les taux des commissions applicables aux prêts et aux garanties accordés au titre des paragraphes 1) et 2) de l'article 18 seront fixés de façon à couvrir les dépenses de gestion …".

19. Selon la Norvège, le libellé de l'article 26 implique que les pouvoirs publics coréens chargent *de facto* la KEXIM d'offrir, pour les prêts avant expédition et les primes perçues sur les APRG, des taux d'intérêt inférieurs au taux du marché si une telle pratique est nécessaire pour garantir des contrats d'exportation des entreprises coréennes. La Loi KEXIM permet donc un financement "à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché" et peut de ce fait conférer un "avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*.

20. La Norvège n'examinera pas en détail la question de savoir si les conditions auxquelles les programmes de la KEXIM en question sont accordés sont plus avantageuses que celles que les bénéficiaires auraient trouvées sur le marché. C'est aux parties au différend qu'il incombe d'en débattre. La Norvège souhaite toutefois faire remarquer que, si tel est le cas, cela pourra donc constituer un élément *prima facie* montrant qu'il y a un "avantage".

d) Conclusion

21. Sur la base de ce qui précède, la Norvège estime que nous avons affaire à une "*contribution financière*" d'un "*organisme public*", qui peut conférer un "*avantage*" et donc constituer une "*subvention*" au sens de l'article premier de l'Accord SMC.

---

[4] Voir la Loi KEXIM (pièce n° 10 des CE).

[5] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*, paragraphe 9.112, mais aussi *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 7.24 et *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 6.66.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 154 et 157.

B. SUBVENTIONS PROHIBÉES

3. Les APRG et les prêts avant expédition constituent une subvention qui est "spécifique" au sens de l'article 2.3

22. Selon l'article 2.3 de l'Accord SMC, toute subvention relevant des dispositions de l'article 3 sera réputée être spécifique.

4. Les APRG et les prêts avant expédition constituent une subvention qui est "subordonnée aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a)

23. Selon l'article 3.1, pour qu'une subvention soit prohibée, elle doit être subordonnée soit a) aux résultats à l'exportation, soit b) à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. De l'avis de la Norvège, les APRG sont subordonnés aux résultats à l'exportation.

24. Le libellé de la Loi KEXIM montre clairement que le but des programmes de la KEXIM est de faciliter l'exportation. Par exemple, l'article 18 de la Loi dispose que les prêts sont accordés "pour promouvoir l'exportation de produits". Le libellé de la Loi ne laisse aucun doute quant au fait que les programmes représentent une subvention dont le but est de promouvoir l'exportation de produits coréens. La subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation et est donc une subvention prohibée au sens de l'article 3.1 a).

5. Conclusion concernant les subventions prohibées

25. D'après les données de fait présentées par les CE au sujet des dons spécifiques (paragraphes 166 à 182), ces dons sont accordés à des conditions plus avantageuses que celles que le bénéficiaire aurait trouvées sur le marché. Au vu de ces constatations, la Norvège est d'avis que le Groupe spécial devrait constater que les dons spécifiques accordés au titre des programmes APRG et de prêts avant expédition sont incompatibles avec l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

26. Dans la partie IV.D de leur première communication écrite, les CE démontrent que la Corée a accordé des subventions, selon la définition figurant dans la Partie I de l'Accord SMC, à Daewoo-SME/Daewoo-HI, Samho-HI/Halla-HI et STX/Daedong, et que ces subventions étaient spécifiques. Elles font également valoir que les subventions fournies par la Corée sont des subventions pouvant donner lieu à une action au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC.

27. La Norvège ne traitera à cet égard que certaines questions d'interprétation découlant de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC.

28. L'article 6.3 c) dispose ce qui suit:

> "la subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou a pour effet *d'empêcher des hausses de prix* ou *de déprimer les prix* ou *de faire perdre des ventes* sur le même marché *dans une mesure notable*". (pas d'italique et non souligné dans l'original)

29. Les CE allèguent seulement l'existence d'un "empêchement de hausses de prix" et d'une "dépression des prix", non d'une "sous-cotation du prix". La question de l'interprétation ne se pose donc qu'à propos de la deuxième possibilité prévue à l'article 6.3 c), c'est-à-dire pour ce qui est "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable".

30. En conséquence, la Norvège présente les arguments ci-après en ce qui concerne l'interprétation de la définition juridique 1) de l'expression "même marché" telle qu'elle est utilisée à l'article 6.3 c) dans le contexte du secteur de la construction de navires, et 2) de la manière dont une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix se rapporte à un "produit similaire" ou une autre comparaison entre les produits.

1. Même marché

31. Un marché géographique, au sens ordinaire de ces termes, peut désigner un marché de n'importe quelle taille, de dimension nationale, régionale, ou même globale. À la différence de l'article 6.3 a) et 6.3 b), qui limite géographiquement le terme "marché" (c'est-à-dire aux marchés nationaux), l'article 6.3 c) ne comporte aucune limitation en ce sens. Si les négociateurs avaient voulu limiter le terme marché figurant à l'article 6.3 c) aux marchés nationaux, ils auraient pu le faire en employant un libellé similaire à celui de l'article 6.3 a) et 6.3 b).

32. L'expression "même marché" n'a pas été définie dans la jurisprudence. La Norvège estime que l'expression "même marché" figurant à l'article 6.3 c) ne devrait pas être interprétée étroitement comme désignant le marché national du Membre, mais qu'il faut prendre dûment en compte les caractéristiques particulières du secteur de la construction navale.

33. Dans le cas des navires de commerce, il est largement admis que le marché est global. Dans ses observations adressées à l'OCDE au sujet des mesures possibles utilisées pour réglementer le "dumping" dû aux prix bas pratiqués par les constructeurs navals, l'Association des constructeurs navals coréens a noté ce qui suit: "[l]'existence dans ce secteur d'un marché global unique totalement intégré, où les constructeurs se font concurrence sans restriction d'accès au marché, d'acheteurs ou de mouvements des navires. Sur le marché de la construction navale mondiale, on ne constate aucune distinction par marchés nationaux".[7]

34. Le fait que le marché des navires de commerce est global n'a pas besoin d'être expliqué; les navires peuvent naviguer n'importe où, appartenir à n'importe qui, et être immatriculés dans n'importe quel endroit du monde, quels que soient la nationalité du propriétaire et le siège de son activité. Cette tendance existe depuis de nombreuses années, en particulier depuis les années 70, marquées par l'augmentation du nombre des "registres d'immatriculation internationaux". Les propriétaires de navires eux-mêmes n'opèrent pas dans le cadre de frontières géographiques lorsqu'ils commandent de nouveaux bâtiments. La seule "frontière" existant dans le monde de la construction navale, qui compte partout des entreprises employant des technologies de pointe, est en réalité le prix. Dans ce secteur hautement compétitif, les subventions sous toutes leurs formes peuvent avoir une incidence majeure et orienter le marché vers un pays particulier.

35. Au vu de ce qui précède, la Norvège estime que la seule interprétation valable de l'expression "même marché" dans ce contexte particulier est l'idée d'un marché global sans aucune frontière nationale.

2. Comparaison avec un "produit similaire" ou un autre produit

36. L'article 6.3 c) fait référence à un "produit similaire" en ce qui concerne la "sous-cotation du prix", mais ne fait pas directement référence à un "produit similaire" en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix, la dépression des prix ou les pertes de vente sur le même marché.

[7] Groupe de travail sur la construction navale du Conseil de l'OCDE, Consultation avec la profession sur l'instauration de conditions normales de concurrence dans l'industrie mondiale de la construction navale, contribution de l'Association des constructeurs navals coréens, C/WP6(2002)3/ADD1/REV2.

37. Il est clair, cependant, qu'il ne peut y avoir empêchement de hausses de prix, dépression des prix ou pertes de vente que si les produits sont en concurrence pour les mêmes contrats. L'expression "produit similaire" doit donc s'entendre comme faisant référence non seulement à la "sous-cotation du prix" dans la première possibilité prévue à l'article 6.3 c), mais aussi à l'empêchement de hausses de prix, la dépression des prix et les pertes de vente visées dans la deuxième possibilité. En outre, s'agissant des navires, il faut prendre dûment en considération les nombreuses sous-catégories de navires (par exemple Aframax, Panamax, Suezmax) qui ne se font pas concurrence.

D. REMARQUES FINALES

38. La Norvège a l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre en considération les arguments exposés ci-dessous lorsqu'il formulera ses constatations et ses recommandations en l'espèce.

ANNEXE C-7

DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE

(9 mars 2004)

Monsieur le Président
Madame et Messieurs les membres du Groupe spécial,
Mesdames et Messieurs,

Introduction

1. Tout d'abord, je voudrais vous remercier de m'avoir donné cette occasion de présenter les vues de la Norvège sur certains aspects de la présente affaire sans aucunement faire état de renseignements commerciaux confidentiels. Dans sa communication en tant que tierce partie, la Norvège a abordé certaines questions d'interprétation du droit qu'elle considère comme ayant une importance cruciale pour le règlement de l'affaire. Je ne répéterai pas ici tous ces arguments, mais me concentrerai sur certains aspects juridiques des prêts avant expédition de la KEXIM.

2. Je commencerai par des observations sur la question de savoir si les prêts dont il s'agit peuvent bénéficier d'un refuge fondé sur le point k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. Je me demanderai ensuite si ces prêts peuvent être considérés comme des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) lu conjointement avec l'article premier de l'Accord et, à cet égard, je me bornerai à examiner la prescription selon laquelle un avantage doit être conféré.

3. Je formulerai aussi des observations sur l'examen du point de savoir si les prêts sont des subventions pouvant donner lieu à une action conformément à l'article 5 c) lu conjointement avec l'article 6.3 c). À cet égard, je me limiterai à quelques remarques sur l'interprétation de l'expression "même marché" en ce qui concerne les navires de commerce.

L'interprétation du point k) de l'Annexe I

4. Dans sa première communication écrite, la Corée déclare que ses prêts avant expédition sont exclus du champ d'application de l'article 3 de l'Accord SMC parce qu'ils sont visés par l'exception énoncée au point k) de l'Annexe I de cet accord.[1]

5. Conformément au second paragraphe du point k), une pratique suivie en matière de crédit à l'exportation ne devrait pas être considérée comme une subvention à l'exportation prohibée si 1) le Membre qui suit cette pratique est partie à un engagement international en matière de crédits officiels à l'exportation auquel au moins 12 Membres sont parties et 2) la pratique est conforme aux dispositions de l'engagement en question.

[1] Voir la première communication écrite de la Corée, paragraphes 269 à 277.

6. La Corée est, comme plus de 12 autres Membres[2], partie à un engagement international conclu sous les auspices de l'OCDE, l'"Accord consensuel"[3], satisfaisant ainsi au premier critère. Reste donc à savoir si les prêts contestés sont visés par les dispositions de cet accord et conformes à celui-ci.

7. L'article 5 de l'Accord consensuel concernant le champ d'application de cet accord indique clairement que "[l']Arrangement s'applique à tout le soutien public accordé par un gouvernement ou au nom d'un gouvernement pour l'exportation de biens et/ou de services "assortis" d'un délai de remboursement d'**au moins deux ans**".

8. À l'alinéa ii) du paragraphe 277 de sa première communication écrite, la Corée dit que les prêts avant expédition sont accordés pour la durée habituelle de 90 à 180 jours. Les prêts ont donc un délai de remboursement plus court que celui prescrit et, par conséquent, n'entrent pas dans le champ d'application de l'Accord consensuel.

9. En conclusion, la Corée ne peut pas alléguer un refuge au regard de l'exception énoncée au point k) de l'Annexe I pour les prêts avant expédition accordés par la KEXIM, ce qui signifie que les prêts doivent être évalués en appliquant la règle générale de l'article 3 de l'Accord SMC relative aux subventions prohibées.

Article 1.1 b) – Ce qui constitue un "avantage"

10. Comme je l'ai déjà dit, l'article 3 fait référence à l'article premier, qui définit le terme "subvention" aux fins de l'Accord SMC. Je voudrais maintenant examiner ce qui constitue un "avantage" conformément à l'article 1.1 b). Le terme "avantage" n'est pas défini dans l'Accord SMC mais a été interprété par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans un certain nombre d'affaires. Selon l'affaire *Canada - Aéronefs*[4] "un avantage est conféré ... lorsqu'une contribution financière est fournie à des conditions plus favorables que celles que le bénéficiaire trouverait sur le marché".

11. L'article 26 de la Loi KEXIM dispose que "sauf lorsque cela est inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter [...] exportations, ... les taux d'intérêt, les taux d'escompte et les taux des commissions applicables aux prêts et aux garanties accordés au titre des paragraphes 1) et 2) de l'article 18 seront fixés de façon à couvrir les dépenses d'exploitation ...".

12. De l'avis de la Norvège, le libellé de l'article 26 de la Loi KEXIM implique que les pouvoirs publics coréens chargent *de facto* la KEXIM d'offrir des taux d'intérêt plus bas sur les prêts avant expédition si cette pratique est nécessaire pour garantir des contrats d'exportation aux sociétés coréennes.

13. Je ne chercherai pas à déterminer si, grâce aux taux d'intérêt consentis par la KEXIM, les exportateurs coréens sont placés dans une situation plus avantageuse que s'ils devaient obtenir ce financement aux conditions du marché. Toutefois, si les exportateurs coréens bénéficient de cette situation avantageuse, nous nous trouvons confrontés à des éléments indiquant *prima facie* un "avantage".

[2] L'Arrangement de l'OCDE relatif aux crédits à l'exportation a actuellement 23 participants (en comptant les États membres de l'UE) qui sont tous Membres de l'OMC.

[3] Arrangement sur les Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public du 11 février 2004 TD/PG(2003)24.

[4] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*, paragraphe 9.112, et rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 154 et 157.

La notion de "même marché" à l'article 6.3 c)

14. Je passe maintenant à l'interprétation de la notion de "même marché" figurant à l'article 6.3 c), qui a une incidence sur la question de savoir si les prêts sont des "subventions pouvant donner lieu à une action" au sens de l'article 5 c) de l'Accord SMC.

15. Selon la Norvège, l'article 6.3 c) offre deux manières possibles d'établir l'existence d'un préjudice grave au sens de l'article 5 c): 1) la subvention a pour effet une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché *ou* 2) elle a pour effet soit d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix, soit de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable.

16. La Norvège croit comprendre que les CE allèguent en l'espèce qu'elle a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable. Toutefois, pour déterminer si tel est le cas, il faut prendre en considération aussi bien le marché géographique que le marché de produit en question.

Marché géographique

17. Je commencerai par quelques observations concernant le marché géographique: au sens ordinaire de l'expression, le marché géographique peut être un marché de toute taille, avec des dimensions nationales, régionales, voire globales. Contrairement à l'article 6.3 a) et 6.3 b), qui impose des limitations géographiques au terme "marché" (à savoir les marchés nationaux), l'article 6.3 c) ne comporte aucune limite de ce type. Si les négociateurs de l'Accord SMC avaient voulu, à l'article 6.3 c), limiter le terme "marché" aux marchés nationaux, ils auraient pu le faire aisément en employant des termes analogues à ceux qui figurent à l'article 6.3 a) et 6.3 b).

18. L'expression "même marché" n'a pas été définie par la jurisprudence. La Norvège estime que l'étendue du marché géographique varie en fonction des caractéristiques des produits en question.

19. Dans le cas des navires de commerce, il est largement reconnu que le marché est global. Dans ses observations à l'OCDE concernant les mesures susceptibles d'être prises pour réglementer le "dumping" pratiqué par les constructeurs navals par de faibles prix, l'Association des constructeurs navals coréens a fait observer qu'il n'y a dans ce secteur qu'"un marché global unique totalement intégré, où les constructeurs se font concurrence sans restriction d'accès au marché, d'acheteurs ou de mouvements des navires. Sur le marché de la construction navale mondiale on ne constate aucune distinction par marchés nationaux".

20. Cela a été confirmé la semaine dernière par le Groupe spécial de négociation d'un nouvel Accord sur la construction navale de l'OCDE. Les participants, y compris la délégation coréenne, se sont accordés à considérer qu'il n'y a qu'un marché unique totalement intégré pour les navires de commerce - le marché global.

21. À cet égard, on peut donner plusieurs exemples du fait que les chantiers norvégiens sont en concurrence avec les constructeurs navals du monde entier, y compris les chantiers coréens, entre autres choses en ce qui concerne les contrats relatifs aux transporteurs de produits et de produits chimiques. Cela corrobore l'idée que, dans le domaine des navires de commerce, il n'y a qu'une seule interprétation valable de l'expression "même marché" figurant à l'article 6.3 c), où elle désigne un marché global.

Marché de produit

22. Je terminerai par quelques remarques relatives à la détermination du "marché de produit". Cette expression doit être définie au cas par cas. La Norvège est d'avis qu'il faut prendre en

considération les caractéristiques particulières du secteur dont il s'agit – à savoir la construction de navires de commerce. Dans ce secteur, il existe de grandes possibilités de substituer un produit à un autre, de nombreux chantiers étant capables, dans le monde entier, de construire différents types de navires.

Cela dit, la Norvège voudrait remercier le Groupe spécial de lui avoir offert cette occasion de formuler des observations sur certaines questions que soulève l'affaire à l'examen et elle espère que ces remarques pourront être utiles.

Merci de votre attention.

ANNEXE C-8

RÉPONSES DE LA NORVÈGE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LA CORÉE

(22 avril 2004)

Questions posées par les Communautés européennes

Question n° 1

Selon la Norvège, les APRG et les PSL mis à disposition par la KEXIM sont-ils accordés à des conditions plus favorables que celles qui autrement sont offertes sur le marché?

Réponse

En tant que tierce partie, la Norvège n'a pas cherché à déterminer si, grâce aux taux d'intérêt réels consentis par la KEXIM, les exportateurs coréens sont placés dans une situation plus avantageuse que s'ils devaient obtenir ce financement sur le marché. Toutefois, si tel est le cas, comme l'ont dit les Communautés européennes, un "avantage" est conféré.

En outre, comme elle l'a expliqué aussi bien dans sa communication écrite que dans sa déclaration orale, la Norvège estime que le libellé de l'article 26 de la Loi KEXIM implique que le gouvernement coréen charge *de facto* la KEXIM d'offrir des taux d'intérêt plus bas sur les prêts avant expédition que ceux qui pourraient autrement être obtenus sur le marché – à condition que cette pratique soit nécessaire pour garantir des contrats d'exportation aux constructeurs navals coréens.

Question n° 2

Selon la Norvège, l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix allégués au titre de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC obligent-ils le plaignant à effectuer une analyse du "produit similaire"?

Réponse

En tant que tierce partie, la Norvège n'a effectué aucun examen concret de la question soulevée.

Question n° 3

Selon la Norvège, dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix allégués au titre de l'article 6.3 c), quel est le champ géographique de l'expression "sur le même marché"? Veuillez indiquer le champ géographique du marché des transporteurs de GNL, des transporteurs de produits et de produits chimiques et des porte-conteneurs.

Réponse

Concernant le champ géographique du "même marché" mentionné à l'article 6.3 c), la Norvège estime que la formulation de cette disposition – contrairement à celle de l'article 6.3 a) et 6.3 b) qui impose des limites géographiques au terme "marché" – ne comporte aucune limitation. Nous estimons que les négociateurs de l'Accord ont considéré que le champ devrait être défini en fonction des caractéristiques du marché et du produit en question. En d'autres termes, ce champ peut varier et être national, régional ou même global suivant le produit dont il s'agit.

Le champ géographique du marché des transporteurs de GNL, des transporteurs de produits et de produits chimiques et des porte-conteneurs est global étant donné que de nombreux chantiers du monde entier sont à même de construire ces types de navires qui opèrent au niveau international. Cela signifie qu'un acheteur des navires de commerce en question peut, en général, s'adresser à des chantiers du monde entier et choisir celui qui est à même de fournir au meilleur prix un navire conforme aux spécifications.

Questions posées par la Corée

Question n° 8

Dans l'évaluation visant à établir si un "organisme public" existe, la Norvège propose de prendre en compte le point de savoir si l'organisme en question doit exercer des fonctions des pouvoirs publics ou des activités de service public. Quelles sont, selon la Norvège, les fonctions des pouvoirs publics ou les activités de service public?

Réponse

En tant que tierce partie, la Norvège, comme elle l'a dit dans sa communication écrite, se limite à faire observer qu'il est difficile de procéder à une évaluation générale de ce qui constitue des fonctions des pouvoirs publics ou des activités de service public, ces fonctions ou activités dépendant largement de l'organisation de l'État et de la mesure dans laquelle ses dirigeants politiques ont décidé que certaines fonctions doivent être exercées par les pouvoirs publics, directement ou indirectement. Cela peut varier d'un pays Membre à l'autre car il y a à ce sujet de grandes divergences entre les Membres de l'OMC.

Question n° 9

La Norvège considère-t-elle que le marché des États-Unis est libre, c'est-à-dire que tous les constructeurs navals, quelle que soit leur origine, peuvent participer aux procédures d'adjudication et aux processus de vente pour les navires de commerce en question? La Norvège estime-t-elle que le fait qu'un marché national est libre ou non est pertinent pour l'évaluation des effets défavorables sur le commerce et pour la définition du marché géographique?

Réponse

La Norvège, en tant que tierce partie, ne voit pas pourquoi il serait nécessaire de formuler des observations sur telle ou telle restriction commerciale susceptible d'exister au niveau national et s'abstiendra de tout commentaire à ce sujet. Toutefois, les restrictions de cet ordre qui existeraient ne peuvent rien changer au fait que l'ensemble du marché des navires de commerce est dans les échanges internationaux un marché global et intégré comme la Norvège l'a expliqué dans sa communication et sa déclaration orale.

ANNEXE C-9

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

(12 février 2004)

I. INTRODUCTION

1. Bien que le présent différend soulève un grand nombre de questions qui ont une importance systémique pour le fonctionnement de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("l'Accord SMC"), le fait d'indiquer dûment le(s) "produit(s) similaire(s)" est l'une des conditions préalables fondamentales de l'établissement d'éléments *prima facie* montrant qu'il existe un préjudice grave aux termes de l'article 6.3. Si le Groupe spécial devait convenir avec la Corée que les CE n'ont pas dûment indiqué le(s) produit(s) similaire(s), il serait approprié qu'il rejette sur cette base les allégations des CE concernant les subventions pouvant donner lieu à une action et qu'il s'abstienne de formuler des constatations en ce qui concerne les autres questions soulevées en l'espèce.

II. QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2. Les États-Unis contestent l'exactitude de la qualification du rapport *Japon – Pommes* faite par les CE, étant donné que l'Organe d'appel a indiqué au paragraphe 157 qu'"il incomb[ait] à la Partie qui affirm[ait] un fait d'en apporter la preuve". De plus, si les CE affirment que l'Annexe V libère d'une certaine manière le plaignant de la charge de la preuve, alors elles font erreur. Rien dans l'Annexe V en particulier ni dans l'Accord SMC en général n'étaye une telle affirmation.

3. Si les CE affirment qu'un groupe spécial peut uniquement examiner les renseignements collectés au moyen du processus visé à l'Annexe V, alors elles font erreur. D'après l'article 6.8 de l'Accord SMC, le "dossier" comprend, mais non exclusivement, les renseignements obtenus dans le cadre du processus visé à l'Annexe V.[1] De surcroît, un plaignant ne peut invoquer l'Annexe V pour étayer une allégation concernant une subvention prohibée au titre de la Partie II, parce que l'Annexe V ne s'applique pas à la Partie II.

4. Les CE font valoir à tort qu'une législation qui autorise, mais ne prescrit pas, l'octroi de subventions à l'exportation, est incompatible "en tant que telle" avec l'Accord SMC. Il est bien établi dans la pratique antérieure du GATT et de l'OMC en matière de règlement des différends que la législation d'un Membre n'est incompatible d'une manière générale avec les obligations de ce Membre dans le cadre de l'OMC que si cette législation *prescrit* une action incompatible avec ces obligations ou interdit une action compatible avec elles. Les CE invoquent à tort le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301*. Même à supposer pour les besoins de l'argumentation que l'analyse du Groupe spécial dans ledit différend soit correcte, les CE n'ont pas expliqué en quoi l'article 3 de l'Accord SMC équivalait à l'article 23 du Mémorandum d'accord – la disposition en cause dans l'affaire *États-Unis – Article 301*.

[1] Les États-Unis ne savent pas très bien ce que les CE entendent par "dossier". Il n'existe pas de "dossier" formel aux fins de la présente procédure de règlement des différends. Vraisemblablement, les CE veulent faire référence à l'ensemble des éléments de preuve et des renseignements communiqués au Groupe spécial, ou obtenus par celui-ci.

5. Contrairement à ce qu'affirment les CE, l'application de la distinction impératif/facultatif à l'article 3.2 ne vide pas de son sens le mot "maintiendra". Par ailleurs, la brève analyse effectuée par les CE du rapport de l'Organe d'appel dans le différend *Japon – Réexamen à l'extinction* est de nature à induire en erreur, parce que l'Organe d'appel a fait la distinction entre la question de savoir si un instrument est une mesure et la question séparée de savoir si l'instrument, s'il est une mesure, prescrit la violation d'une quelconque obligation dans le cadre de l'OMC s'agissant de la distinction impératif/facultatif.[2]

III. QUESTIONS RELATIVES À L'IDENTIFICATION ET L'ÉVALUATION DES SUBVENTIONS

6. Les États-Unis ne contestent pas la conclusion des CE selon laquelle la KEXIM et les cinq autres établissements financiers coréens analysés par les CE sont des "organismes publics". Cependant, les critères pris en considération par les CE ne devraient pas être considérés comme constituant le critère *exclusif* pour déterminer si un établissement est un "organisme public" aux fins de l'article 1.1 a) 1). Les États-Unis demandent instamment au Groupe spécial de limiter toute constatation sur cette question aux faits de l'espèce. S'agissant des arguments de la Corée concernant le concept d'"organisme public", le texte de l'Accord SMC ne corrobore en rien l'idée qu'un organisme public cesse de l'être s'il exécute une fonction qui est aussi exécutée par des organismes privés.

7. S'agissant de l'allégation des CE selon laquelle les pouvoirs publics coréens ont ordonné à des établissements financiers privés de fournir des subventions aux chantiers navals, les États-Unis souscrivent dans l'ensemble à l'analyse par les CE des mots "chargent … ou … ordonnent". La Corée affirme que les CE doivent montrer par des documents l'existence d'une action explicite et positive des pouvoirs publics déléguant à chacun de ces établissements la responsabilité des actions constituant un subventionnement. La Corée n'a cité aucun énoncé figurant dans l'Accord SMC pour étayer son affirmation, et il n'en existe pas.[3]

8. En ce qui concerne l'existence d'un "avantage", rien ne permet de formuler une présomption générale selon laquelle un classement superficiel des banques en catégories "étrangères" ou "nationales" est suffisant dans tous les cas pour dire quels établissements constituent un repère du "marché" approprié. Il faut nécessairement se fonder sur les faits, en particulier dans une affaire comme celle-ci où il y a une allégation selon laquelle les pouvoirs publics ont chargé des banques privées de fournir des subventions ou leur ont ordonné de le faire.

9. La Corée affirme à tort que, dès lors qu'une banque créancière devient propriétaire d'une société, elle n'est plus susceptible de faire une contribution financière à cette société, par exemple au moyen d'une conversion de dette en prises de participation ou d'une annulation de dette. Si les rédacteurs de l'Accord SMC avaient envisagé de permettre que la propriété d'une société constitue une exemption des disciplines relatives aux subventions, ils n'auraient pas indiqué la participation au capital social comme exemple de forme de contribution financière à l'article 1.1 a) 1) i).

10. S'agissant des affirmations de la Corée concernant le FMI et la Banque mondiale, il n'est dit nulle par dans l'Accord SMC qu'une subvention prohibée ou une subvention pouvant donner lieu à une action cesse d'être prohibée ou de pouvoir donner lieu à une action si elle a en quelque sorte la bénédiction du FMI ou de la Banque mondiale. En outre, la Corée affirme à tort que les activités de la

[2] Les États-Unis demandent également que si, au cours de la présente procédure, les CE devaient maintenir leur allégation au titre de l'article 5 a) de l'Accord SMC, les États-Unis et les autres tierces parties se voient ménager la possibilité de formuler des observations au sujet des arguments des parties concernant l'article 5 a).

[3] Les États-Unis contestent aussi les affirmations de la Corée selon lesquelles une observation "officieuse" et des éléments de preuve circonstanciels ne peuvent pas être utilisés pour démontrer qu'il y a eu action de "charger" ou d'"ordonner" de la part des pouvoirs publics.

KEXIM ne constituent pas une "pratique des pouvoirs publics" au sens de l'article 1.1 a) 1) i). La promotion des exportations au moyen d'un soutien financier est une fonction très courante des pouvoirs publics, et les prêts avant expédition et les APRG sont précisément les types de transaction au moyen desquels les pouvoirs publics peuvent fournir une subvention aux exportateurs.

11. La Corée affirme à tort que, parce que DSME a enregistré de bons résultats après sa cession d'actifs, les créanciers de Daewoo ont nécessairement pris la bonne décision et ont agi d'une manière axée sur le marché. Pour évaluer si une contribution financière confère un avantage, il faudrait mettre l'accent sur les indicateurs économiques et d'autres renseignements dont le fournisseur de la contribution financière aurait pu disposer au moment de prendre la décision de fournir cette contribution. La Corée affirme aussi à tort à divers endroits de sa communication que le fait que les sociétés en question aient fait l'objet des procédures d'insolvabilité établies signifie automatiquement qu'aucune subvention n'aurait pu être fournie.

IV. QUESTIONS CONCERNANT LE PRÉJUDICE GRAVE

12. Les États-Unis contestent l'affirmation de la Corée selon laquelle des subventions à l'exportation ne peuvent pas être incluses dans une affaire concernant un préjudice grave. Rien dans le texte de l'Accord SMC n'étaye cette thèse, et l'article 13 c) ii) de l'Accord sur l'agriculture indique clairement que les subventions prohibées peuvent faire l'objet d'une affaire concernant un préjudice grave. Dans la mesure où la Corée fait valoir qu'une subvention à l'exportation ne peut pas *simultanément* faire l'objet à la fois d'une allégation concernant une subvention prohibée et d'une allégation concernant un préjudice grave, les États-Unis expriment aussi leur désaccord. Ici aussi, la Corée ne cite rien du texte de l'Accord SMC pour étayer cette thèse. Au lieu de cela, elle affirme simplement qu'une action au titre à la fois des articles 4 et 7 de l'Accord SMC aboutit à une sorte de "double comptage" inéquitable. Cependant, la présence d'allégations concernant à la fois des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action au sujet de la même subvention peut avoir une incidence sur les constatations du Groupe spécial. Parce que le Groupe spécial est chargé de faire des constatations pour favoriser le règlement rapide des différends, il voudrait peut-être envisager de formuler des constatations distinctes au sujet des allégations concernant un préjudice grave; c'est-à-dire une série de constatations qui s'applique à la totalité des subventions dont il a constaté qu'elles sont spécifiques – y compris les subventions dont il a constaté qu'elles sont prohibées – et une autre série de constatations qui s'applique uniquement aux subventions dont il constate qu'elles sont spécifiques, mais non prohibées.

13. Les États-Unis conviennent avec la Corée que l'existence d'un "préjudice grave" est une prescription distincte à laquelle il doit être satisfait. Ainsi, une constatation selon laquelle il existe une des conditions décrites aux alinéas a) à d) de l'article 6.3 ne signifie pas nécessairement qu'un "préjudice grave" existe. Cette conclusion découle de l'emploi du membre de phrase "peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après" dans le *texte introductif* de l'article 6.3. Les États-Unis contestent l'affirmation de la Corée selon laquelle le critère de la preuve pour le "préjudice grave" est bien plus exigeant que le critère pour le "dommage important". Les critères sont différents, mais on ne peut pas dire que l'un est nécessairement plus rigoureux que l'autre, parce que "préjudice grave [causé] aux intérêts d'un autre Membre" et "dommage causé à une branche de production nationale" ne sont pas la même chose. Les États-Unis contestent également l'affirmation de la Corée selon laquelle, pour démontrer l'existence d'un préjudice grave, les CE doivent démontrer les éléments énoncés aux articles 11 à 15 de l'Accord SMC. Bien au contraire, les éléments que les CE doivent établir sont énoncés aux articles 5 et 6.

14. Les CE font valoir à tort que le membre de phrase "sur le même marché" figurant à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC peut désigner le "marché mondial". Aux alinéas a) à c) de l'article 6.3, les rédacteurs ont probablement voulu désigner par "marché" le marché national, et le libellé limitatif des alinéas a) et b) n'était pas destiné à établir une distinction entre les marchés nationaux et un "marché mondial", mais au contraire une distinction entre des marchés nationaux

particuliers. Interpréter le terme "marché", tel qu'il est utilisé à l'article 6.3 c), comme incluant le marché mondial rendrait inopérant le mot "même" dans l'expression "le même marché", parce que des produits subventionnés et non subventionnés pourraient toujours être réputés se trouver sur le même "marché mondial". Enfin, les CE n'expliquent nullement leur affirmation selon laquelle si l'expression "sur le même marché" n'incluait pas un "marché mondial", les Membres ne pourraient pas "contester les subventions relatives aux nombreux produits qui font l'objet d'un commerce sur les marchés mondiaux tels que les aéronefs et les navires".

15. Se référant à l'expression "meaningfully affected" (affecté de façon tangible) employée par le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, les CE affirment que la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix qu'elles allèguent est "notable" parce que des chantiers des CE ont dû fermer ou ont perdu des parts de marché du fait des subventions coréennes. En particulier, les CE font valoir que la surcapacité dans le secteur de la construction navale a entraîné une concurrence excessive au niveau des prix pour l'obtention de commandes. La Corée conteste l'approche des CE. Sans partager toutes les conclusions tirées par la Corée, les États-Unis sont effectivement d'avis que l'approche des CE est incorrecte.

16. L'article 6.3 c) dispose que "la subvention … a pour effet" "d'empêcher des hausses de prix … dans une mesure notable" mais le terme "notable" n'est pas défini. Les CE font valoir que le Groupe spécial devrait appliquer le critère employé dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*. Dans ce rapport, le groupe spécial a écrit que le mot "notable" avait été inclus dans le libellé relatif à la sous-cotation des prix "vraisemblablement" pour faire en sorte que ce libellé ne vise pas "des marges de sous-cotation trop modestes pour pouvoir affecter de façon tangible les fournisseurs du produit importé". Il est difficile cependant d'attribuer beaucoup d'importance à cette constatation du groupe spécial, étant donné que 1) le groupe spécial n'a pas procédé à une analyse textuelle de la disposition, et 2) il a lui-même expliqué qu'il formulait une hypothèse quant au sens de la disposition. Le groupe spécial a ensuite constaté, pour l'essentiel, qu'un prix qui était de 33,77 pour cent inférieur représentait une sous-cotation "notable" du prix selon n'importe quelle définition.

17. Une analyse textuelle de l'article 6.3 c) commencerait, comme toujours, par le sens ordinaire du libellé. Le sens ordinaire du mot "notable" est "important, appréciable; conséquent", ce qui laisse entendre que l'empêchement de hausses de prix doit atteindre un niveau auquel il est important, appréciable et conséquent pour être incompatible avec l'article 6.3 c). Les États-Unis font en outre observer que le terme "notable" modifie l'expression "d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix"; par conséquent, c'est l'effet sur les *prix* qui doit être "notable" et non l'effet direct sur les *producteurs*, comme le font valoir les CE. En déplaçant l'analyse vers l'effet sur les producteurs, les CE amalgament indûment les prescriptions distinctes relatives à l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix dans une mesure "notable" et celles qui se rapportent au "préjudice grave".

18. Les États-Unis expriment deux préoccupations en ce qui concerne les arguments présentés à la fois par les CE et la Corée au sujet de la question du lien de causalité et de la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix.

19. S'agissant des arguments des CE, il apparaît que les CE supposent que le membre de phrase "la subvention a pour effet de"/"la subvention se traduit par" – utilisé systématiquement à l'article 6.3 – est identique à l'expression "les effets des importations subventionnées", utilisée systématiquement dans la Partie V de l'Accord SMC.[4] Les États-Unis ne contestent pas nécessairement la conclusion finale des CE selon laquelle il n'est pas nécessaire de montrer que les subventions sont la cause exclusive des effets indiqués à l'article 6.3, mais cette conclusion ne peut pas se fonder sur une similitude supposée du libellé de l'article 6.3 et de celui des dispositions figurant dans la Partie V de l'Accord SMC. À cet égard, les États-Unis font observer qu'au titre de la Partie V de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête est censée évaluer "les effets" ou "l'incidence des importations

[4] *Voir, par exemple,* l'Accord SMC, article 15.1 et 15.2.

subventionnées" sur les prix intérieurs et la branche de production nationale, et non "l'effet de la subvention", qui est ce à quoi se réfère l'article 6 de l'Accord SMC.[5]

V. CONCLUSION

20. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur avoir donné la possibilité de présenter des observations sur les questions soulevées dans la présente procédure et espèrent que leurs observations se révéleront utiles.

[5] *Comparer* l'article 15.1, 15.2, 15.3 et 15.4 de l'Accord SMC *avec* l'article 6.3 du même accord. En effet, l'article 15 ne se réfère aux "effets des subventions" – par opposition aux "effets des importations subventionnées" – qu'à un seul endroit, la première phrase de l'article 15.5. Même là, toutefois, les négociateurs de l'Accord ont ajouté une note de bas de page indiquant spécifiquement que l'autorité chargée de l'enquête devait évaluer les "effets des subventions" comme indiqués à l'article 15.5 en effectuant l'analyse décrite à l'article 15.2 et 15.4. Article 15.5, note de bas de page 47. L'article 15.2 et l'article 15.4 indiquent tous deux clairement qu'une analyse du dommage important doit être axée sur les "effets" ou l'"incidence" des "importations subventionnées" sur la branche de production et ses prix, non sur les "effets de la subvention" elle-même. *Id.*

ANNEXE C-10

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

(9 mars 2004)

Introduction

1. Monsieur le Président, Madame et Messieurs les membres du Groupe spécial, j'ai le privilège de prendre la parole devant vous pour présenter les vues des États-Unis dans le présent différend. J'ai aujourd'hui l'intention d'examiner certaines questions qui n'ont pas été abordées dans la communication écrite des États-Unis. Ces questions sont celles du financement par la KEXIM et des changements de propriété.

Financement par la KEXIM

2. S'agissant tout d'abord du financement par la KEXIM, les États-Unis ne souscrivent pas à l'affirmation de la Corée selon laquelle les garanties de restitution de paiements anticipés (APRG) et les prêts avant expédition sont protégés, respectivement, par les points j) et k) de l'Annexe I à l'Accord SMC.[1]

APRG

3. En ce qui concerne l'APRG, le point j) de l'Annexe I vise les programmes d'assurance ou de garantie se rapportant aux aspects suivants: 1) crédit à l'exportation; 2) hausse du coût des produits exportés et 3) risques de change. L'APRG n'entre dans aucune de ces trois catégories de programmes.

4. L'APRG n'implique pas la garantie d'un crédit à l'exportation. Les programmes de garantie du crédit à l'exportation consistent généralement en un engagement de dépenses conditionnel pris par un organisme de crédit à l'exportation de payer un prêteur privé en cas de défaut de paiement de l'acheteur étranger. Par contre, l'APRG n'a pas trait à l'octroi d'un crédit. Au lieu de cela, elle consiste en une garantie de l'obligation pour l'exportateur de rembourser les sommes payées au comptant par l'acheteur étranger si l'opération de vente est interrompue. Le versement comptant est l'élément d'une opération de vente à l'exportation qui ne donne pas lieu à un crédit.

5. En outre, l'APRG ne répond pas aux hausses du prix du produit exporté ou aux risques de change. Elle ne porte, en fait, que sur l'obligation pour l'exportateur de rembourser l'acompte si l'opération de vente est interrompue. Toutefois, rien ne donne à entendre que la garantie ne s'applique qu'aux contrats de vente à l'exportation qui ont été résiliés en raison de la hausse du coût du produit exporté ou des fluctuations du taux de change.

Prêts avant expédition

6. Pour ce qui est, maintenant, des prêts avant expédition de la KEXIM, les CE affirment qu'ils sont offerts aux exportateurs, aux fabricants et aux fournisseurs de matières premières coréens.[2] Pourtant, ils ne semblent pas relever du point k) parce qu'ils ne sont ni un "crédit à l'exportation", ni la

[1] Communication de la Corée, sections V.5 et V.6.
[2] Communication des CE, paragraphe 155.

"prise en charge de tout ou partie des frais supportés par des exportateurs ou des organismes financiers pour se procurer du crédit".

7. Premièrement, ces prêts n'entrent pas dans le cadre de la description du "crédit à l'exportation" figurant sur le site Web de l'OCDE qui est citée par la Corée et indique qu'"un crédit à l'exportation est accordé chaque fois qu'un acheteur étranger de produits ou de services exportés est autorisé à *différer le paiement*".[3] La description de l'OCDE mentionne deux types de crédit à l'exportation: le "crédit fournisseur" et le "crédit acheteur". Le "crédit fournisseur" est octroyé directement par un exportateur à un acheteur étranger. Le "crédit acheteur " est octroyé par la banque d'un exportateur ou un autre établissement financier en tant que prêt à l'acheteur (ou à sa banque). Les deux types de crédit sont octroyés à l'acheteur ou à sa banque. Par contre, les prêts avant expédition de la KEXIM sont accordés non à l'acheteur mais à l'exportateur. Si ce crédit peut être subordonné aux exportations en ce sens qu'il ne serait pas accordé par la KEXIM en l'absence de l'exportation envisagée, il n'est pas un crédit à l'exportation en ce sens qu'il ne finance pas l'exportation effective.

8. Deuxièmement, les prêts avant expédition ne semblent pas impliquer la "prise en charge de tout ou partie des frais supportés par des exportateurs ou des organismes financiers pour se procurer du crédit". Si les prêts sont accordés à des exportateurs, rien n'indique qu'ils aient un lien quelconque avec des "frais supportés ... pour se procurer du crédit."

Existence d'un "avantage"

9. Avant de laisser la question du financement par la KEXIM, les États-Unis voudraient formuler des observations sur un argument avancé par la Norvège dans sa communication de tierce partie. Ils croient comprendre qu'elle fait valoir que l'article 26 de la Loi KEXIM autorise celle-ci à accorder parfois des prêts à des taux inférieurs à leur coût lorsque des considérations de "compétitivité internationale" l'imposent. Selon la Norvège, cela prouve que le financement par la KEXIM permet *de facto* de conférer un avantage.[4] Toutefois, cette déclaration implique que le financement par la KEXIM ne confère pas un avantage dans la situation non exceptionnelle où l'article 26 lui prescrit de couvrir ses dépenses d'exploitation.

10. À supposer qu'ils aient bien compris l'argument de la Norvège, les États-Unis ne souscrivent pas au critère qu'elle suggère. L'Organe d'appel a indiqué précédemment que "le marché constitue une bonne base de comparaison lorsqu'on détermine si un "avantage" a été conféré ...".[5] Les acteurs du marché cherchent à faire des bénéfices et non à couvrir simplement leurs frais. Par conséquent, même dans des situations non exceptionnelles, le financement par la KEXIM confère un avantage parce que l'article 26 lui prescrit, en tant qu'obligation générale, de prêter au prix coûtant.

Changements de propriété

11. Nous allons maintenant aborder brièvement la seconde question que nous souhaitons traiter dans la déclaration que nous faisons cet après-midi. À divers endroits de sa première communication, la Corée fait valoir que les CE n'ont pas pris en compte les effets des changements de propriété sur l'existence et le montant du subventionnement.[6] En ce qui concerne cet argument, les États-Unis font simplement observer que l'Organe d'appel a constaté que dans certaines circonstances, la privatisation d'une société détenue ou contrôlée par l'État peut avoir un effet sur certains types d'avantages conférés

[3] Communication de la Corée, paragraphe 266 (pas d'italique dans l'original).
[4] Communication de tierce partie de la Norvège, paragraphes 18 et 19.
[5] *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 20 août 1999, paragraphe 157.
[6] *Voir* la communication de la Corée, paragraphes 27 à 30 (Introduction), 374 et 375, 441 et 449.

par une subvention dont la société avait bénéficié avant sa privatisation.[7] Selon l'Organe d'appel, l'effet précis dépend de la nature de l'opération de privatisation et peut aller jusqu'à l'extinction complète des subventions accordées antérieurement. Cependant, une analyse des faits et des circonstances se rapportant à l'opération de privatisation est essentielle pour déterminer si certains avantages conférés par une subvention ont en fait été annulés.

Conclusion

12. M. le Président, je conclurai ainsi la déclaration des États-Unis en tant que tierce partie. Merci de votre attention.

[7] *Voir États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, rapport de l'Organe d'appel adopté le 8 janvier 2003.

ANNEXE C-11

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES PARTIES (PREMIÈRE RÉUNION)

(22 mars 2004)

QUESTIONS POSÉES PAR LA CORÉE

5. La Corée a présenté les vues du FMI comme élément de preuve à examiner par le Groupe spécial. Les États-Unis considèrent-ils que ces vues sont dénuées de pertinence en droit ou en fait? Dans l'affirmative, sur quelle base?

1. En tant qu'affirmation générale, les vues du FMI pourraient être pertinentes en ce qui concerne la question de savoir s'il y a une "contribution financière". Le FMI serait particulièrement bien placé pour évaluer l'étendue de l'intervention du gouvernement coréen dans le sauvetage d'entreprises coréennes en difficulté.

6. S'agissant de la dernière phrase du paragraphe 10 de leur déclaration orale, les États-Unis font-ils maintenant valoir que l'"avantage" est déterminé par le coût pour les pouvoirs publics?

2. Non, les États-Unis ne font pas valoir qu'un critère de coût pour les pouvoirs publics devrait être appliqué pour déterminer l'existence d'un "avantage". Au contraire, comme le montrent bien les paragraphes 9 et 10 de leur déclaration orale, les États-Unis contestaient le bien-fondé de la position prise par la Norvège en semblant suggérer qu'un critère de coût pour les pouvoirs publics soit appliqué à l'analyse des subventions accordées par la KEXIM. En fait, dans la dernière phrase du paragraphe 10, les États-Unis ont fait observer qu'il y aurait un avantage, même dans les situations non exceptionnelles où il a été prescrit à la KEXIM de prêter au prix coûtant. Une telle affirmation n'est guère compatible avec le critère de coût pour les pouvoirs publics.

3. Pour éviter toute confusion sur ce point, les États-Unis voudraient ajouter que les organismes de crédits commerciaux ne prêtent normalement pas au prix coûtant parce qu'ils doivent chercher à faire des bénéfices. C'est pourquoi le financement au prix coûtant par la KEXIM dans des situations "non exceptionnelles" se traduirait presque certainement par un avantage conféré dans une perspective d'"avantage pour le bénéficiaire". L'avantage serait encore plus grand dans les situations "exceptionnelles" où la KEXIM prête à un taux inférieur au coût des fonds.

Si la détermination de l'existence d'un "avantage" est fondée sur un point de repère du marché, quelle est la pertinence juridique du coût?

4. Si un point de repère du marché est utilisé pour déterminer l'existence d'un avantage, c'est ce qu'un organisme de crédit commercial fait payer à un emprunteur pour le financer qui devrait être pertinent et non les coûts supportés par cet organisme. Une approche centrée sur ce que l'organisme de crédit fait payer (ou sur ce que l'emprunteur paie) est la caractéristique essentielle de la perspective de l'avantage pour le bénéficiaire.

La déclaration des États-Unis au paragraphe 10 s'applique-t-elle à la question de l'"avantage" ou à celle de l'"organisme public"?

5. La déclaration des États-Unis s'applique à la question de l'"avantage". Il n'est pas possible de maintenir sérieusement que la KEXIM n'est pas un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

7. Dans l'un ou l'autre cas, si le véritable élément de preuve montre que la KEXIM faisait des bénéfices, cela modifierait-il les vues des États-Unis exprimées au paragraphe 10?

6. Non. Comme les États-Unis l'ont fait observer plus haut dans leur réponse à la question n° 6, la perspective de l'"avantage pour le bénéficiaire" doit être appliquée au financement par la KEXIM. Cette perspective exige, quant à elle, que ce financement soit comparé à un point de repère fondé sur le marché, c'est-à-dire à un financement commercial comparable. Les éléments de preuve qui tendent à montrer que la KEXIM a fait des bénéfices seraient dénués de pertinence pour ce processus parce qu'ils ne prouveraient pas que la KEXIM appliquait les taux du marché.

7. Supposons par exemple: a) que 5 pour cent soit un taux qui couvre les coûts pour la KEXIM et lui permet de faire des bénéfices; b) que 7 pour cent soit le taux perçu par la KEXIM; et c) que 10 pour cent soit le taux du marché. Dans ce scénario, la KEXIM ferait des bénéfices mais procurerait pourtant un avantage parce qu'elle prêterait à des taux inférieurs à ceux du marché.

QUESTIONS POSÉES PAR LES CE

1. Les États-Unis estiment-ils qu'un "organisme public" ne devrait, dans le contexte de l'article 1.1 a) 1), être considéré comme un organisme public que lorsque, comme le soutient la Corée, il "agit dans le cadre de ses fonctions officielles pour le compte de la population dans son ensemble"?

8. Non.

2. Les États-Unis estiment-ils que, pour qu'il y ait eu action de charger ou d'ordonner à l'égard d'un "organisme privé" dans le contexte de l'article 1.1 a) 1) iv), un ordre explicite et positif doit avoir été donné par les pouvoirs publics à cet organisme?

9. L'expression "ordre explicite et positif" semble fondée sur des remarques incidentes figurant dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001. On ne trouve pas cette expression dans l'Accord SMC lui-même. Les États-Unis n'ont jamais été certains de ce que le Groupe spécial entendait par "explicite et positif" mais, dans la mesure où cette expression est considérée comme appelant une action d'ordonner sous la forme d'un ordre écrit des pouvoirs publics adressé à un organisme privé, les États-Unis ne sont pas d'accord.

3. Les États-Unis estiment-ils, comme l'affirme la Corée, qu'il est impossible de faire parvenir une subvention par l'intermédiaire d'un créancier qui détient une participation dans l'entreprise bénéficiant de l'avantage?

10. Non.

4. Les États-Unis estiment-ils que les mesures prises par les pouvoirs publics avec l'assentiment du FMI ou de la Banque mondiale sont exemptées des disciplines de l'Accord SMC?

11. Non.

5. Selon les États-Unis, lorsqu'un groupe spécial détermine si un créancier a agi conformément aux incitations du marché dans le contexte d'une procédure de faillite, devrait-il prendre en considération les résultats ultérieurs de l'entreprise ou seulement les renseignements qui étaient disponibles au moment de la procédure de faillite?

12. Un groupe spécial qui examine un différend au titre de la Partie III de l'Accord SMC (ou une autorité chargée de l'enquête dans une procédure en matière de droits compensateurs au titre de la Partie V) doit se mettre à la place du créancier au moment de la décision d'investissement. Étant donné que ce créancier n'aurait pas connaissance des résultats futurs de l'entreprise, le groupe spécial/l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas prendre en considération ces renseignements.

6. Les États-Unis pourraient-ils donner des précisions sur leur propre expérience concernant l'ordre donné par les pouvoirs publics coréens d'accorder un crédit à des sociétés coréennes et en particulier sur leurs vues relatives au comportement soi-disant axé sur le marché de la KEXIM?

13. Pour la réponse à cette question, les États-Unis renvoient les CE aux déterminations en matière de droits compensateurs du Département du commerce des États-Unis dans des cas concernant des produits provenant de Corée. Plus précisément, on peut se renseigner sur le traitement par le Département de programmes coréens particuliers de subventions à <www.ia.ita.doc.gov/esel/eselframes.html>.

ANNEXE C-12

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL (DEUXIÈME RÉUNION)

(2 juillet 2004)

Question:

Les parties ne sont pas du même avis sur le point de savoir si les APRG et les PSL sont ou non des garanties du crédit à l'exportation et des crédits à l'exportation, respectivement. Les CE soutiennent qu'ils n'en sont pas, alors que la Corée affirme qu'ils en sont. Votre organisme de crédit à l'exportation considérerait-il les APRG comme des garanties du crédit à l'exportation et les PSL comme des crédits à l'exportation? Veuillez expliquer et fournir des documents pertinents.

1. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur donner la possibilité de répondre à cette question. Pour situer leur réponse dans un contexte, ils font observer que la Banque Export - Import des États-Unis (Ex-Im) est le principal organisme de crédit à l'exportation du pays.

Garanties de restitution de paiements anticipés (APRG)

2. Les États-Unis croient comprendre que dans le cadre du programme APRG, la Banque coréenne d'export-import ("KEXIM") émet pour les acheteurs étrangers des garanties aux termes desquelles les exportateurs coréens restituent tous les versements comptants effectués par les acheteurs s'il est mis fin à la transaction de vente avant l'exportation. Comme il est indiqué au paragraphe 4 de la déclaration orale des États-Unis (9 mars 2004), l'APRG est une garantie émise en relation avec une exportation proposée (et qui peut, par conséquent, être subordonnée à l'exportation aux fins de l'article 3.1 a) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*), mais ce n'est pas une garantie d'un *crédit* à l'exportation. Un crédit à l'exportation consiste généralement en un prêt à l'acheteur étranger. Si le prêt est accordé par le vendeur ou par une banque privée, l'organisme de crédit à l'exportation peut offrir au prêteur une garantie contre une défaillance de l'acheteur concernant le remboursement. Une telle transaction serait une garantie du crédit à l'exportation.

3. Le paragraphe 9 b) de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (l'*Arrangement*) dispose ce qui suit: "Pour [l']acompte, le soutien public ne peut être accordé que sous forme d'assurance ou de garantie contre les risques habituels de fabrication."[1] La Banque Ex-Im ne considère pas les APRG comme entrant dans cette définition. Sa pratique en ce qui concerne les risques d'interruption du contrat est d'offrir à la partie assurée (l'exportateur des États-Unis ou le prêteur agissant au nom de ce dernier) une garantie contre les risques d'annulation du contrat par l'acheteur étranger, non pour l'acheteur étranger. Par ailleurs, la Banque Ex-Im n'a pas connaissance de quelque autre organisme de crédit à l'exportation qui offrirait à l'acheteur étranger le type de couverture que la Corée fournit au titre du programme APRG.

[1] Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, TD/PG(2004)12, 11 juin 2004.

Prêts avant expédition (PSL)

4. Les États-Unis croient comprendre que dans le cadre du programme PSL, la KEXIM fournit des prêts avant expédition aux exportateurs coréens. Les prêts avant expédition ne sont pas des crédits à l'exportation. Les crédits à l'exportation sont généralement des prêts aux acheteurs étrangers. Bien que l'*Arrangement* de l'OCDE ne définisse pas les "crédits à l'exportation", sa section 5 (Champ d'application) dispose ce qui suit:

> L'Arrangement s'applique à tout le soutien public accordé par un gouvernement ou au nom d'un gouvernement pour l'exportation de biens et/ou de services, y compris les opérations de crédit-bail assorties d'un délai de remboursement d'au moins deux ans.
>
> a) Le soutien financier peut être accordé sous différentes formes:
>
> 1) Garantie ou assurance des crédits à l'exportation (garantie pure),
>
> 2) Soutien financier public:
>
> - crédit/financement direct et refinancement, ou
>
> - soutien de taux d'intérêt.
>
> 3) Toute combinaison des formes ci-dessus.

5. La définition du "soutien public" donnée par l'*Arrangement* est limitée au soutien accordé "pour l'exportation" de biens et/ou de services. Cette définition exclurait un financement accordé à l'*exportateur* avant l'exportation, tel que le programme PSL. Cette interprétation est renforcée par le texte figurant sur le site Web de l'OCDE, "Crédits à l'exportation, À propos de", qui indique ce qui suit:

> Les États consentent des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public par l'intermédiaire d'organismes de crédit à l'exportation en vue d'aider les exportateurs nationaux à soutenir la concurrence des autres pays sur les marchés étrangers. Les organismes de crédit à l'exportation accordent des crédits à des *acheteurs étrangers* soit directement, soit par l'intermédiaire d'institutions financières privées dont ils assurent ou garantissent les opérations. Ces organismes peuvent être des institutions publiques ou des sociétés privées agissant pour le compte de l'État.[2]

Le programme PSL prévoit l'octroi aux exportateurs coréens de crédits qui peuvent être subordonnés à l'exportation aux fins de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, mais ces crédits ne sont pas des crédits à l'exportation au sens de l'*Arrangement* de l'OCDE.

6. La Banque Ex-Im des États-Unis propose un Programme de garantie de fonds de roulement, au titre duquel elle offre une garantie à l'entité commerciale qui fournit à l'exportateur des États-Unis des fonds de roulement liés à l'exportation. Si l'exportateur des États-Unis manque à ses obligations concernant son emprunt auprès de la banque commerciale, la Banque Ex-Im effectue le paiement sur la garantie et se retourne contre lui pour recouvrer sa créance. Parce que sa garantie couvre le risque de l'exportateur des États-Unis et non celui de l'acheteur étranger, la Banque Ex-Im ne considère pas que ce programme est un crédit à l'exportation au sens de l'*Arrangement* de l'OCDE.

[2] http://www.oecd.org/about/0,2337,fr_2649_34169_1_1_1_1_37431,00.html. Vu le 30 juin 2004 (pas d'italique dans l'original).

ANNEXE D

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Contenu		Page
Annexe D-1	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial	D-2
Annexe D-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par la Corée	D-49
Annexe D-3	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial	D-57
Annexe D-4	Réponses de la Corée aux questions posées par les Communautés européennes	D-107
Annexe D-5	Observations de la Corée au sujet des réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial	D-120

ANNEXE D-1

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(22 mars 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. QUESTIONS AUX CE D-4

1. Question n° 1 ..... D-4
2. Question n° 2 ..... D-4
3. Question n° 3 ..... D-5
4. Question n° 4 ..... D-5
5. Question n° 5 ..... D-6
6. Question n° 6 ..... D-6
7. Question n° 7 ..... D-6
8. Question n° 8 ..... D-7
9. Question n° 9 ..... D-8
10. Question n° 10 ..... D-9
11. Question n° 11 ..... D-9
12. Question n° 12 ..... D-9
13. Question n° 13 ..... D-10
14. Question n° 14 ..... D-11
15. Question n° 15 ..... D-13
16. Question n° 16 ..... D-13
17. Question n° 17 ..... D-13
18. Question n° 18 ..... D-16
19. Question n° 19 ..... D-18
20. Question n° 20 ..... D-18
21 Question n° 21 ..... D-19
22. Question n° 22 ..... D-20
23. Question n° 23 ..... D-21
24. Question n° 24 ..... D-22
25. Question n° 25 ..... D-23
26. Question n° 26 ..... D-23
27. Question n° 27 ..... D-24
28. Question n° 28 ..... D-26
29. Question n° 29 ..... D-26
30. Question n° 30 ..... D-28
31. Question n° 31 ..... D-29
32. Question n° 32 ..... D-29
33. Question n° 33 ..... D-31
34. Question n° 34 ..... D-32
35. Question n° 35 ..... D-33

36. Question n° 36 ..... D-34
37. Question n° 37 ..... D-34
38. Question n° 38 ..... D-37
39. Question n° 39 ..... D-37
40. Question n° 40 ..... D-38
41. Question n° 41 ..... D-39
42. Question n° 42 ..... D-40
43. Question n° 43 ..... D-40
44. Question n° 44 ..... D-40
45. Question n° 45 ..... D-41

B. QUESTIONS AUX DEUX PARTIES D-42

95. Question n° 95 ..... D-42
96. Question n° 96 ..... D-42
97. Question n° 97 ..... D-43
98. Question n° 98 ..... D-44
99. Question n° 99 ..... D-44
100. Question n° 100 ..... D-45
101. Question n° 101 ..... D-46
102. Question n° 102 ..... D-47

LISTE DES PIÈCES JOINTES D-48

LISTE DES PIÈCES D-48

A. QUESTIONS AUX CE

1. Question n° 1

Qu'est-ce qui fait d'une entité un organisme public? Le pouvoir de réglementer et de prélever des impôts est-il une condition nécessaire et suffisante pour qu'une entité ait le statut d'organisme public?

Réponse

1. Le but de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC* qui dispose que des contributions financières peuvent être faites par "tout organisme public" ainsi que par "les pouvoirs publics" est de prendre en compte toute utilisation de ressources publiques visant à influencer les décisions des entreprises dans la poursuite d'un objectif de politique publique. En conséquence, les CE considèrent que les facteurs suivants sont pertinents pour évaluer si une entité est un organisme public:

- Le point de savoir si l'entité est contrôlée par les pouvoirs publics, soit sous forme de participation au capital soit en vertu d'une législation portant création de l'organisme.
- Le point de savoir si l'entité poursuit des objectifs de politique publique.
- Le point de savoir si l'entité a accès à des ressources publiques, soit grâce à l'utilisation de capitaux sur lesquels elle n'est pas tenue de garantir un rendement commercial, soit grâce à une garantie des pouvoirs publics couvrant ses dettes ou ses pertes.

2. Dans ce cas, le Groupe spécial n'a pas besoin de décider s'il est suffisant que l'une de ces conditions soit remplie ou si toutes doivent être remplies cumulativement pour faire d'une entité un "organisme public". Toutes les entités dont les CE ont allégué en l'espèce qu'elles sont des entités publiques sont établies et contrôlées par les pouvoirs publics au moyen d'une législation qui définit des objectifs de politique publique et donne à ces organismes accès à des ressources publiques.

3. Le pouvoir de réglementer et le pouvoir de prélever des impôts sont des attributs essentiels de la puissance publique. Ainsi, une entité qui partage ces pouvoirs peut être considérée comme faisant partie des pouvoirs publics. Ces pouvoirs peuvent donc être considérés comme des conditions suffisantes pour faire d'une entité un élément des pouvoirs publics. Ces pouvoirs ne sont cependant pas des conditions nécessaires pour qu'une entité soit un organisme public.

2. Question n° 2

Le paragraphe 83 de la première communication écrite des CE indique dans quel but des contestations prospectives visant une législation impérative sont autorisées. Quel serait le but de contestations prospectives visant des instruments juridiques non impératifs? De quoi les Membres se protégeraient-ils en formulant une contestation prospective à l'encontre d'une loi d'un autre Membre qui autorise, sans l'exiger, l'octroi de subventions à l'exportation prohibées?

Réponse

4. Le pouvoir d'un gouvernement d'accorder des subventions autorise évidemment l'octroi d'une subvention à l'exportation prohibée. Mais ce serait indûment présumer la mauvaise foi que de supposer que cette faculté serait utilisée de cette manière.

5. Cependant, une loi qui donne pour objectif ou instruction exprès à un organisme public de promouvoir les exportations ou de faciliter un financement subventionné des exportateurs et comporte

une interdiction de concurrencer les banques concurrentes fait plus que simplement autoriser l'octroi d'une subvention à l'exportation − elle *envisage spécifiquement* l'octroi de subventions à l'exportation. Ce n'est pas présumer indûment la mauvaise foi que de supposer que les organismes publics feront ce pour quoi ils ont été créés et ce qu'ils ont pour instruction de faire.

3. Question n° 3

Veuillez commenter le paragraphe 119 de la première communication écrite de la Corée, au sujet de l'interprétation du mot "maintiendra" figurant à l'article 3.2 de l'Accord SMC.

4. Question n° 4

Sur quelle base l'article 3.2 est-il interprété de façon à prohiber une législation prévoyant une faculté discrétionnaire d'accorder des subventions à l'exportation prohibées?

Réponse (aux questions n° 3 et 4)

6. Les CE reconnaissent que le mot "maintiendra" implique continuation plutôt que prévention mais estiment que cet argument est à côté de la question.

7. Les CE considèrent que le mot "maintiendra" qui figure à l'article 3.2 signifie que la prohibition des subventions à l'exportation s'applique non seulement aux subventions accordées individuellement mais aussi aux plans (ou aux programmes, pour employer le terme qui est utilisé dans l'*Accord SMC*) en vertu desquels elles sont accordées. Les subventions individuelles sont accordées, pas maintenues. Les plans ou programmes de subventionnement sont maintenus, pas accordés.

8. Le fait que les plans ou programmes sont visés par la prohibition des aides à l'exportation est confirmé par les autres dispositions de l'*Accord SMC*. Par exemple, l'article 28.1 se réfère aux:

> programmes de subventions qui auront été mis en place sur le territoire de tout Membre avant la date à laquelle ce Membre aura signé l'Accord sur l'OMC et qui seront incompatibles avec les dispositions du présent Accord …

9. Et, plus significatif encore, les paragraphes 2 et 3 de l'article 29 se réfèrent tous deux aux "programmes de subventions relevant de l'article 3".

10. De même, au point j) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant à l'Annexe I de l'*Accord SMC*, sont réputés constituer une subvention à l'exportation prohibée par l'article 3.1 les "*programmes* de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, [les] *programmes* d'assurance ou de garantie". Le sens ordinaire du mot "programme" est: "A plan or outline of (esp. intended) activities; *transf.* a planned series of activities" (un plan ou un schéma d'activités) (spécialement conçu); ou encore, une série planifiée d'activités ou d'événements).[1]

11. Cette définition n'implique pas que les actes programmés soient "impératifs", seulement qu'ils soient planifiés ou prévus. En conséquence, l'interdiction des programmes de subventions à l'exportation s'applique non seulement aux mesures qui imposent "impérativement" l'octroi d'aides, mais aussi aux mesures qui planifient ou prévoient, ou, selon l'expression des CE, envisagent spécifiquement l'octroi de subventions individuelles à l'exportation.

[1] Shorter Oxford English Dictionary (4ème édition, 1993), page 2371.

5. Question n° 5

Quelles étaient les cotes de crédit, établies par l'agence Korean Investor Services, de chaque chantier naval coréen dont il est allégué qu'il a reçu des subventions, pour chacune des années de 1997 à 2003 inclus?

Réponse

12. Les CE ne connaissent pas les cotes de crédit attribuées à ces sociétés par Korean Investors Services mais présument que ces cotes de crédit sont analogues à celles communiquées par la Corée dans la pièce jointe n° 1.1 (24)-1 de ses réponses à l'Annexe V.[2] En fait, comme l'a dit la Corée, avant l'adoption du nouveau système de crédit par la KEXIM, la KEXIM comparait les cotes de crédit attribuées par diverses sociétés spécialisées dans l'information sur le crédit, y compris les Korean Investor Services (pièce jointe n° 1.1 (24) des réponses de la Corée à l'Annexe V). Cependant, les cotes de crédit n'ont été communiquées que pour chacune des années de la période 1997-2002. L'année 2003 ne figure pas.

6. Question n° 6

Les CE sont-elles d'avis que les mesures de financement/garantie appliquées dans le cadre du régime juridique de la KEXIM seraient nécessairement incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC? Veuillez expliquer.

Réponse

13. Les CE estiment qu'il est possible que les mesures prises par la KEXIM (soit un programme de subventions soit l'octroi d'une subvention individuelle) ne soient pas incompatibles avec les articles 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

14. La question dont le Groupe spécial est saisi est cependant de savoir si les quelque 200 subventions individuelles, les programmes effectifs de prêts avant expédition et les programmes APRG décrits dans la première communication écrite des CE, et le régime juridique de la KEXIM lui-même, sont incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*.

15. Les CE ne croient pas qu'un régime juridique tel que celui de la KEXIM ne sera incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC* que s'il est absolument inévitable ou certain ou "impératif" (au sens où la Corée emploie ce terme) qu'il aboutira dans tous les cas à des programmes de subventions à l'exportation ou à l'octroi de subventions individuelles à l'exportation. Pour les raisons expliquées plus haut, il est suffisant que cela soit l'intention ou le but de la mesure.

7. Question n° 7

Le rapport annuel 2002 de la KEXIM (pièce n° 14 des CE) contient un chapitre intitulé "Bank Operations" (opérations bancaires). Il est fait état dans ce chapitre d'un fléchissement des transactions de crédit à l'exportation de la KEXIM. Il y est dit que "[d]es exportateurs coréens importants étaient peu enclins à recourir aux prêts bancaires et préféraient plutôt lever des fonds directement sur les marchés, ce qui était possible grâce au succès de la restructuration de leurs entreprises". Cela signifie-t-il que les conditions des crédits à l'exportation de la KEXIM sont moins intéressantes pour les exportateurs coréens que celles d'autres sources de financement concurrentes? Veuillez expliquer.

[2] Pièce n° 30 des CE.

Réponse

16. Le rapport annuel 2002 de la KEXIM emploie l'expression "crédits à l'exportation" pour des prêts accordés à des exportateurs − comme le montre la référence aux exportateurs coréens en tant que bénéficiaires de ces prêts. Les prêts accordés à des acheteurs étrangers − pour lesquels l'expression "crédit à l'exportation" est habituellement réservée − sont appelés "prêts directs" dans le rapport annuel[3] et, dans la même section à laquelle il est fait référence par le Groupe spécial, la Corée révèle qu'elle a accordé le premier véritable crédit à l'exportation de son histoire en 2002.

17. Bien que le volume de ces prêts aux exportateurs ait accusé une diminution en 2002, ils représentaient encore 89,2 pour cent des décaissements de la KEXIM. (La même section du rapport explique que ces prêts ont diminué, tombant de 95 pour cent à 89,2 pour cent en 2002.)

18. Ainsi, bien qu'il soit peut-être vrai que les principaux bénéficiaires de ces prêts − les constructeurs navals coréens − aient été en mesure, grâce à des injections de capitaux ou de capitaux d'emprunt subventionnés ou grâce à un accès amélioré à des financements provenant du marché obligataire privé, de réduire le recours aux prêts à court terme avant expédition accordés par la KEXIM, il n'en est pas moins clair que le montant des prêts accordés aux exportateurs était encore très élevé en 2002 − 7 473 milliards de wons coréens.

19. La déclaration ne démontre donc pas que les prêts à l'exportation de la KEXIM sont moins intéressants pour les exportateurs coréens que les conditions applicables à d'autres financements. Elle donne seulement à penser que la marge de l'avantage résultant du recours aux prêts à l'exportation de la KEXIM s'est peut-être réduite du fait que d'autres sources de financement deviennent plus faciles. Le volume élevé des prêts à l'exportation de la KEXIM montre que ces prêts sont encore offerts à des taux très attrayants.

20. Ce qui ressort clairement de la déclaration susmentionnée, c'est qu'elle constitue de la part de la KEXIM un aveu dans lequel elle reconnaît que les entreprises étaient auparavant incapables d'obtenir des financements à des conditions aussi favorables que celles qu'il était possible d'obtenir de la KEXIM.

8. Question n° 8

Au paragraphe 122 de la première communication écrite des CE, il est dit que le régime juridique de la KEXIM, tel qu'il est "confirmé par la pratique de la KEXIM" prévoit l'octroi de subventions. Les CE contestent-elles la "pratique de la KEXIM" ainsi que le régime juridique de la KEXIM en tant que tel, ou s'appuient-elles sur les éléments de preuve concernant la "pratique de la KEXIM" pour étayer leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Dans le deuxième cas, veuillez expliquer en quoi les éléments de preuve concernant la "pratique de la KEXIM" sont pertinents pour l'évaluation par le Groupe spécial de la question de savoir si le régime juridique de la KEXIM en tant que tel est, ou n'est pas, conforme à l'Accord SMC.

Réponse

21. La position des CE est que le régime juridique de la KEXIM est incompatible avec l'article 3 de l'*Accord SMC* parce qu'il *envisage spécifiquement* l'octroi de subventions à l'exportation. Les CE considèrent que cette conclusion découle principalement des considérations suivantes:

- Les objectifs statutaires de la KEXIM consistant à promouvoir le développement économique et à financer les exportations − article premier de la loi KEXIM.

[3] Page 2 du rapport annuel de la KEXIM (pièce n° 54 des CE).

- Les contributions financières accordées par la KEXIM, conformément à l'article 18 de la loi KEXIM, le sont "aux fins de faciliter les exportations de produits", et sont, en conséquence, subordonnées aux exportations au sens de l'article 3.1 b) de l'*Accord SMC*.

- Le montant énorme des nouveaux capitaux (plus de 1,9 trillion de wons coréens entre 1998 et 2003) fourni gratuitement par les pouvoirs publics coréens.[4] L'article 37 de la loi KEXIM dispose que celle-ci ne doit pas verser de dividendes aux pouvoirs publics coréens.

- La loi KEXIM, y compris ses articles 19, 36 2) et 37, garantit que la KEXIM n'a pas besoin d'agir conformément aux conditions du marché ou en ayant dûment égard au risque et assure à la KEXIM des fonds pratiquement illimités en provenance de Corée.

- La loi KEXIM n'impose à la KEXIM aucune condition l'obligeant à tenir compte des conditions du marché lorsqu'elle débourse des fonds. Au lieu de cela, l'article 24 de la loi KEXIM interdit à cette dernière de concurrencer d'autres établissements financiers, lui procurant ainsi un avantage qui n'existe pas sur le marché.

- L'article 26 de la loi KEXIM dispose que les taux d'intérêt ne doivent *pas* être fixés de manière "à couvrir les coûts d'exploitation, les commissions afférentes à la conduite d'opérations déléguées, les intérêts sur les fonds empruntés, et la dépréciation des actifs" lorsque cela est "*inévitable pour maintenir la compétitivité internationale afin de faciliter l'exportation*". Cela démontre que la KEXIM accorde davantage de valeur à la "compétitivité internationale" des branches de production coréennes tournées vers l'exportation qu'à sa propre situation financière, ce qui met la KEXIM mieux à même de fournir un soutien assorti de conditions plus favorables que celles disponibles sur le marché.

- **[RCC: omis dans la version publique.]**

22. La pratique de la KEXIM consistant à accorder des prêts avant expédition et des APRG à des taux subventionnés confirme le bien-fondé de cette interprétation du régime juridique de la KEXIM.

23. Ces pratiques constituent cependant en propre des violations distinctes, même si ces violations sont liées à la violation inhérente au régime juridique de la KEXIM en ce sens que les premières sont la conséquence − ainsi qu'une confirmation − de la seconde.

9. Question n° 9

En quoi l'allégation des CE à l'encontre du "programme APRG" en tant que tel diffère-t-elle de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Le "programme APRG" n'est-il pas fondé sur le régime juridique de la KEXIM? Est-il concevable d'évaluer l'un séparément de l'autre?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 8 ci-dessus.

[4] Réponse de la Corée aux questions de l'Annexe V, pièce jointe n° 1.1 (11) (RCC).

10. Question n° 10

Le document Internet cité dans la note de bas de page 109 de votre communication est-il la seule base sur laquelle vous vous fondez pour affirmer que les PSL ne sont pas des crédits à l'exportation?

Réponse

24. La définition des "crédits à l'exportation" donnée par l'OCDE correspond au sens généralement accepté de l'expression, comme le montrent les documents cités dans les paragraphes 57 à 59 de la déclaration orale des CE.

25. De plus, il ressort clairement de la référence à l'Arrangement de l'OCDE, au deuxième paragraphe du point k), que l'expression "crédit à l'exportation" figurant au deuxième paragraphe a le sens qui lui est donné dans l'Arrangement de l'OCDE.

26. Étant donné l'étroit parallélisme existant entre le premier et le deuxième paragraphe, il y a lieu de présumer, en l'absence de toute indication contraire, que l'expression a le même sens à la fois au premier et au deuxième paragraphes.

11. Question n° 11

En quoi l'allégation des CE à l'encontre du "programme PSL" en tant que tel diffère-t-elle de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Le "programme PSL" n'est-il pas fondé sur le régime juridique de la KEXIM?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 8 ci-dessus.

12. Question n° 12

Les activités de la KEXIM sous forme d'APRG ou de PSL constituent-elles une "pratique des pouvoirs publics" au sens de l'article premier de l'Accord SMC? Veuillez expliquer.

Réponse

27. Oui, les programmes APRG et les programmes de prêts avant expédition de la KEXIM constituent une "pratique des pouvoirs publics" au sens de l'article premier de l'*Accord SMC*.

28. L'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC* stipule que le premier élément d'une subvention est:

> Une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre (dénommés dans le présent Accord "Les pouvoirs publics").

29. Il indique donc clairement que chaque fois que les mots "pouvoirs publics" apparaissent dans l'Accord, ils signifient pouvoirs publics ou organisme public.

30. Le premier exemple de contribution financière qui est mentionné est le suivant:

> i) Une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple, sous la forme de dons, prêts et participation au capital social) ou des

> transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt).

31. Cette disposition couvre donc les prêts et les garanties accordés par les pouvoirs publics (au sens strict) et les prêts et les garanties accordés par les organismes publics.

32. "Pratique" est définie par l'Oxford English Dictionary comme signifiant "usual or customary action or performance" ([une] action ou [un] comportement habituel ou ordinaire)[5]. Parce que la KEXIM est un organisme public sa pratique (c'est-à-dire "[son] action ou [son] comportement habituel ou ordinaire) doit être considérée comme une "pratique des pouvoirs publics", parce que la KEXIM est un organisme public ses pratiques en matière de prêts et de garanties sont des contributions financières. La Corée commet une erreur fondamentale dans les paragraphes 161 à 163 de sa première communication écrite quand elle définit la "pratique des pouvoirs publics" sans mentionner le fait que les pouvoirs publics sont définis à la fois en tant que pouvoirs publics et qu'organisme public. Par exemple, elle dit que "même si un organisme est un organisme public, il ne fait pas de contribution financière s'il n'est pas impliqué dans une pratique des pouvoirs publics"[6]. La Corée oublie que les pouvoirs publics tels que définis à l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SCM* englobent aussi tout organisme public.

13. Question n° 13

Dans la note 163 de sa première communication écrite, la Corée affirme qu'"aucune allégation n'a été formulée au sujet de l'octroi d'APRG par la KEXIM à Hyundai et Hyundai Mipo". Cependant, à la première audience, les CE ont déclaré qu'elles contestaient les APRG accordées en relation avec les transactions de Hyundai concernant des navires de commerce. Veuillez confirmer la position des CE à cet égard.

Réponse

33. La note 163 de la première communication écrite de la Corée est incorrecte.

34. Tout d'abord, les APRG dont il est indiqué à la figure 12 de la première communication écrite des CE qu'elles ont pour bénéficiaire la société Samho HI/Halla HI étaient encore en vigueur lorsque Hyundai a pris le contrôle complet de cette entité.

35. D'une manière plus générale, cependant, les CE ont expliqué, au paragraphe 173 de leur première communication écrite, que "d'autres chantiers navals coréens … ont payé des primes nettement inférieures pour les APRG accordées par la KEXIM que pour des APRG analogues".

36. Il est vrai que dans cette section les Communautés européennes n'ont fourni des détails que pour les APRG accordées à Hanjin et Samsung, mais c'était évidemment à titre d'exemple. (Dans le cas des prêts avant expédition, les exemples comprenaient Hyundai Mipo et Hyundai HI mais pas Samsung.) Contrairement à ce qui est suggéré par la Corée dans sa note de bas de page 163, il n'y a pas d'implication selon laquelle Hyundai Mipo et Hyundai HI n'ont pas bénéficié d'APRG à des taux subventionnés. C'est aussi ce qui ressort clairement de la conclusion du paragraphe 182, où les CE ont dit qu'elles avaient "donné des détails sur les attributions spécifiques d'APRG et de prêts avant expédition dont elles ont connaissance".

37. L'allégation des CE à l'encontre des programmes de prêts avant expédition et d'APRG en tant que tels n'est pas, de par sa nature, limitée à ces chantiers navals mais concernent les programmes.

---

[5] Shorter Oxford English Dictionary (4ème édition, 1993), page 2371.
[6] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 161.

38. Cependant, les CE ne demandent pas au Groupe spécial de décider que toute APRG spécifique accordée à Hyundai Mipo et Hyundai HI (à part les APRG accordées à Samho qui étaient en vigueur quand cette entreprise est devenue partie de Hyundai HI) sont des subventions à l'exportation prohibées.

39. Bien que Hyundai et Hyundai Mipo aient reçu des APRG provenant presque exclusivement de la KEXIM, les CE ne peuvent pas établir en quoi consiste l'avantage étant donné que les informations nécessaires leur font défaut.

14. Question n° 14

En ce qui concerne votre argument exposé au paragraphe 239 de votre première communication écrite, selon lequel le gouvernement coréen garantira les pertes subies par les établissements financiers privés participant au processus de restructuration des chaebols, veuillez indiquer avec précision quelles dispositions du Plan de restructuration des chaebols prévoient explicitement de telles garanties.

Réponse

40. L'Accord concernant la restructuration des cinq principaux chaebols de décembre 1998[7] se réfère au point 18 en vertu duquel le gouvernement coréen

> soutient la solidité des établissements financiers lors de la mise en œuvre du plan de restructuration convenu.

41. Même si l'Accord n'emploie pas le terme "garantie", le libellé utilisé dans les notes d'orientation en constituait effectivement une. Une interprétation normale de la fourniture d'une provision par une banque signifie que le processus de restructuration pourra se poursuivre sans être limité par les contraintes résultant de pertes financières éventuelles.[8]

42. Dans d'autres cas, le gouvernement coréen a été encore plus explicite. Par exemple, au sujet des sociétés d'investissement qui détenaient des obligations de Daewoo (et qui étaient des créancières de DHI), le Ministère des finances a promis qu'il "injecterait des fonds publics" dans des fonds de stabilisation du marché afin d'acheter des montants illimités d'obligations de la société aux fonds d'investissement qui étaient exposés au Groupe Daewoo démantelé. En particulier, le Ministère des finances a dit que:

> Dans l'intention de stabiliser les taux d'intérêt, les pouvoirs publics injecteront d'ici le 15 octobre sur le marché financier 20 trillions de wons dans des fonds de stabilisation du marché obligataire. Les fonds seront utilisés pour racheter les obligations de la société que les fonds d'investissement, qui sont exposés au Groupe Daewoo démantelé, pourraient vendre afin de se procurer les ressources nécessaires pour faire face à d'éventuels rachats massifs de la part de leurs déposants. Si besoin est, le

[7] Pièce n° 40 des CE.

[8] L'Accord concernant la restructuration des cinq principaux chaebols de décembre 1998 a été précédé d'un accord **conclu en janvier 1998 et suivi d'un troisième accord en août 1999**.

Les CE ne peuvent pas communiquer la teneur de ces accords étant donné que le gouvernement coréen a refusé d'en communiquer un exemplaire aux Communautés européennes, dans le cadre de la procédure visée à l'Annexe V, en alléguant que "*la question [était] dénuée de pertinence*". Cependant, les Communautés européennes considèrent que ce document est tout à fait pertinent au regard du présent différend parce qu'il montre le degré d'intervention du gouvernement de la Corée dans le secteur privé. Les Communautés européennes demandent donc au Groupe spécial de déduire des inférences défavorables du refus de la Corée de communiquer un exemplaire de l'Accord de janvier.

> gouvernement augmentera également le volume des fonds afin d'acheter aux sociétés d'investissement des montants illimités d'obligations de la société.
>
> Si les sociétés d'investissement sont confrontées à des pénuries de liquidité, les pouvoirs publics injecteront des fonds publics dans ces sociétés afin de garantir les paiements à effectuer à leurs investisseurs.[9]

43. De surcroît, la Corée a expliqué en détail le plan d'action massif adopté par le gouvernement de la Corée afin d'aider les établissements financiers,

> y compris la restructuration et la recapitalisation des établissements financiers sur la base de mesures d'assainissement solides ou de fermetures si nécessaire et au moyen de fusions, y compris avec des établissements financiers étrangers si besoin est, ainsi qu'en accélérant les prêts improductifs.[10]

44. En fait, le gouvernement coréen a injecté dans les établissements financiers plus de **[RCC: omis dans la version publique]**.

45. Ainsi, les établissements financiers dépendaient du gouvernement de la Corée pour leur liquidité et/ou leur survie.

46. Au demeurant, le gouvernement de la Corée a subordonné l'accès à cette aide à la liquidité à un certain nombre de conditions dont la plus importante était la participation des banques à la restructuration des entreprises. Ces conditions étaient clairement énoncées dans les déclarations de politique adressées par la Corée au FMI. Par exemple, la lettre d'intentions du 24 septembre 1998 disait ce qui suit:

> Le gouvernement confirme que les fonds publics ne seront utilisés que: ... lorsque la banque est engagée dans un processus adéquat en mettant en œuvre une saine restructuration de la dette de l'entreprise …[11]

47. Cette condition a été encore affinée dans la lettre d'intentions du 13 novembre 1998 où il était clairement indiqué qu'il n'y aurait pas de rachat de créances douteuses, pas d'injections de capitaux par la KAMCO en faveur des banques qui ne souhaitent pas participer à la restructuration des firmes en difficulté.

> Pour que les banques soient plus fortement incitées à participer pleinement au processus de restructuration des entreprises, il n'y aura pas d'accès à des fonds publics, que ce soit sous forme de rachats par la KAMCO ou d'injections de capitaux ou par d'autres moyens, pour les banques dont la FSC n'aura pas attesté qu'elles s'acquittent de leur rôle dans le processus de restructuration du secteur des entreprises.[12]

48. La condition ci-dessus figurait au moins jusqu'en juillet 2000 dans toutes les notes de politique adressées par la Corée au FMI. Ainsi, la Corée garantissait effectivement que seuls les établissements financiers qui participaient à l'effort de restructuration auraient accès à des fonds publics.

---

[9] Communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie, publié sur le site Internet du Ministère le 6 octobre 2000 (pièce n° 101 des CE).

[10] Pièce jointe n° 5 de la première communication écrite de la Corée.

[11] Lettre d'intentions de la Corée au FMI en date du 24 septembre 1998 (pièce n° 102 des CE).

[12] Pièce n° 36 des CE.

15. Question n° 15

Veuillez communiquer au Groupe spécial une estimation de l'ampleur du montant total du subventionnement résultant des mesures indiquées dans vos allégations au titre de l'article 5 c), en expliquant et en montrant comment cette estimation a été calculée. Veuillez mettre cette estimation en rapport avec le degré d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix allégué par les CE.

Réponse

49. Les CE présentent dans la **Pièce jointe n° 1** annexée à la présente communication une estimation de l'ampleur du montant du subventionnement résultant des mesures indiquées dans les allégations des CE au titre de l'article 5 c). Les CE présentent également dans la **Pièce jointe n° 2** une estimation de la dépression des prix et de l'empêchement de hausses de prix, ainsi que d'autres données pertinentes établies par les consultants des CE, First Marine International LTD.

50. Cependant, les CE maintiennent qu'elles n'ont aucune obligation de quantifier pour toutes les allégations de préjudice grave le montant du subventionnement et le rapport de ce montant avec la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix… **[Texte à ajouter]**

16. Question n° 16

Dans leur communication de tierce partie dans l'affaire États-Unis – Restrictions à l'exportation, les CE ont fait valoir qu'il n'y avait pas action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics lorsque la liberté d'action était "limitée" mais non "entravée", c'est-à-dire lorsque "le producteur [pouvait] quand même faire des choix". Les CE estiment-elles que la liberté d'action des établissements financiers privés participant au processus de restructuration était i) "limitée" ou ii) "entravée"? Ces sociétés ont-elles pu faire des choix au sujet de leur participation au processus de restructuration? Veuillez expliquer.

Réponse

51. L'affaire *États-Unis − Restrictions à l'exportation* avait trait à une situation assez particulière. Elle concernait la position plutôt confuse adoptée par les États-Unis dans leur pratique en matière de droits compensateurs selon laquelle les restrictions à l'exportation constituent une action consistant à charger des organismes privés ou à leur ordonner de vendre davantage de marchandises sur le marché intérieur qu'ils ne le feraient autrement. Le Groupe spécial examinait donc dans cette affaire une situation très différente de celle qui se présente dans l'affaire à l'examen qui ne concerne pas une mesure législative générale mais des mesures spécifiques adoptées au sujet de pratiques des banques. De toute évidence, des opérateurs qui ne peuvent pas exporter ne sont pas chargés ou n'ont pas reçu l'ordre de vendre davantage sur le marché intérieur. Ils peuvent simplement ne pas produire ce qu'ils auraient exporté si la possibilité leur en avait été donnée.

52. Les CE voudraient aborder l'application de l'article premier de l'*Accord SMC* à la présente affaire en interprétant les termes de cette disposition conformément à leur sens ordinaire et à la lumière de leur contexte et de leur objet plutôt qu'en interprétant les termes utilisés pour décrire la manière dont la disposition pourrait s'appliquer dans une affaire très différente.

17. Question n° 17

Faites-vous valoir au paragraphe 73 de votre déclaration orale que les banques qui ont participé à l'Accord sur la restructuration des entreprises se sont de ce fait et d'emblée juridiquement engagées à suivre l'ordre donné par les pouvoirs publics? Un ou des engagements en ce sens de la part des banques ont-ils affecté toutes les opérations de

restructuration mentionnées dans votre plainte? Veuillez donner des précisions et des éléments de preuve spécifique.

Réponse

53. Oui, en vertu de l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA), les banques se sont expressément engagées juridiquement à

- Restructurer (par opposition à liquider) au moyen de conversions de créances en prises de participation et d'autres mesures énumérées dans l'Accord.[13]
- Certaines procédures, c'est-à-dire que les banques chefs de file présideront les réunions, influençant ainsi le processus, le vote majoritaire.[14]
- Accorder des délais plus courts pour la prise des décisions.[15]

54. La Corée elle-même admet dans sa première communication écrite qu'en concluant cet accord les banques nationales ont limité leurs possibilités d'adopter un comportement "*indépendant et dans leur propre intérêt*", contrairement aux banques (étrangères) qui n'ont pas signé l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA).[16]

55. En conséquence, l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA) constituait déjà, d'une manière générale, une entrave au pouvoir discrétionnaire des différentes banques privées de décider comment exercer leurs droits de créanciers, par exemple dans la restructuration de Daewoo.

56. En outre, la signature par les banques, sous la pression des pouvoirs publics, de l'Accord sur la restructuration des entreprises ne devrait pas être considérée isolément. L'Accord sur la restructuration des cinq principaux chaebols de décembre 1998[17] (également prévu initialement pour Daewoo) reflète la politique du gouvernement coréen consistant à résoudre la crise des entreprises **au moyen de conversions de dettes en prises de participation**.

57. En vertu de l'*Accord sur la restructuration des cinq principaux chaebols de décembre 1998* les principaux établissements financiers[18] ont accepté, d'un commun accord avec le gouvernement coréen, d'appuyer la restructuration des cinq principaux chaebols au moyen plus particulièrement de conversions de dettes en prises de participation.

58. Le point 17 de l'Accord sur la restructuration des cinq principaux chaebols de décembre 1998 dispose

> 17) Les banques créancières seront responsables au premier chef de l'examen et du suivi de la mise en œuvre. De même, les banques créancières exécuteront les engagements concernant l'appui à fournir à la restructuration, par exemple les conversions de dettes en prises de participation.

[13] Voir les articles 1er et 2.2 de l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA) (pièce n° 42 des CE).
[14] Voir l'article 15.2 de l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA).
[15] Quatre à six mois, voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 302.
[16] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 355.
[17] Pièce n° 40 des CE.
[18] L'Accord a été signé par la Korea Development Bank, la Commercial Bank of Korea, la Korea First Bank, Hanil Bank et la Korea Exchange Bank.

59. Cependant, comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur première communication écrite et dans leur déclaration orale, le pouvoir discrétionnaire des banques coréennes a été ensuite entravé par un certain nombre de mesures associant "la carotte et le bâton".[19]

60. Les CE, dans leur communication orale, ont déjà présenté des éléments de preuve émanant de banques privées montrant comment les pouvoirs publics étaient prêts à user de leur influence auprès des banques privées pour privilégier certains secteurs[20]:

> "En invitant les banques à participer à des programmes de mesures correctives en faveur d'emprunteurs du secteur privé en difficulté, et
>
> En spécifiant les secteurs de l'économie qu'il souhaite promouvoir et
>
> En mettant des prêts à faible taux d'intérêt à la disposition des banques et des établissements financiers qui prêtent à des emprunteurs dans ces secteurs.
>
> … la politique des pouvoirs publics peut nous amener à prêter à certains secteurs ou selon des modalités auxquelles nous n'aurions pas autrement recours en l'absence de la politique des pouvoirs publics."[21]

61. De plus, les CE ont noté, lors de la première réunion de fond avec les parties, que ces banques avaient à l'époque de la restructuration un besoin immédiat de capitaux pour assurer leur survie. On aurait donc pu s'attendre à ce qu'elles recherchent tous les moyens d'accroître leurs entrées de fonds, y compris en liquidant les emprunteurs en difficultés. Cela était encore plus vrai pour les banques qui détenaient des crédits garantis.

62. Selon des considérations normales de marché, cette circonstance aurait fait basculer la décision des banques en faveur de la liquidation par opposition à la restructuration. Les obligations et les actions n'ont pas la même valeur. Une obligation est censée être remboursée intégralement plus les intérêts, tandis que le rendement des actions et leur valeur sont extrêmement volatils. Une obligation nécessite que le paiement des intérêts et le remboursement s'effectuent à un moment déterminé dans le temps. La conversion en prises de participation exonère le débiteur de ces contraintes. Quant à savoir si la valeur des actions augmentera et si les dividendes seront encaissés, le risque est entièrement supporté par le détenteur des actifs. Le rendement est volatil et incertain.

63. Ainsi, dans la perspective de la banque créancière, les conversions de dettes en prises de participation, non seulement ne génèrent aucun capital pour la banque, mais réduisent encore davantage les rentrées de capitaux étant donné que les dettes n'ont plus besoin d'être remboursées; ces conversions sont donc plutôt un luxe dont bénéficient des banques en pleine santé qui peuvent se permettre d'attendre et de voir si la conversion leur procurera finalement un avantage quelconque dans l'avenir.

64. Les banques coréennes qui ont participé à la restructuration des chantiers navals se trouvaient exactement dans cette pénible situation. Un examen attentif de la situation de chacun des créanciers de DHI révèle que les créanciers connaissaient presque tous à l'époque de sérieuses difficultés financières qui ont amené les pouvoirs publics à intervenir. Selon le type d'établissement financier concerné et selon ses besoins particuliers, cette intervention a pris de nombreuses formes, telles que:

---

[19] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 231 à 243.
[20] Déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 75.
[21] Brochure de la Kookmin Bank, page 22, (pièce n° 100 des CE).

- injections de capitaux (qui ont dans la plupart des cas amené les pouvoirs publics coréens à obtenir d'importantes participations − atteignant 100 pour cent dans certains cas),

- certitude de pouvoir compter sur l'intervention des pouvoirs publics en cas de problèmes de liquidité, ou

- apport pur et simple de fonds publics.

65. En plus des mesures personnalisées susmentionnées, tous les créanciers de DHI ont bénéficié de l'aide du gouvernement coréen par l'intermédiaire de la KAMCO, c'est-à-dire des rachats de leurs créances improductives par la KAMCO, qui a ainsi obtenu 26 pour cent des actions de DSME après la conversion des dettes en prises de participation.

66. Les CE communiquent séparément une **pièce jointe n° 3** qui montre de quelle manière chaque créancier de DHI a reçu l'aide du gouvernement coréen.

67. Dans ces circonstances, où la survie des établissements financiers susmentionnés dépendait du gouvernement coréen, on voit bien mal dans quelle mesure ces établissements auraient pu défendre des vues qui s'écartaient de celles du gouvernement coréen au sujet de la restructuration.

68. Finalement, les banques qui avaient reçu des fonds publics se trouvaient limitées quant à la manière dont elles pouvaient exercer leur indépendance en participant à une restructuration. L'article 18 de la *Loi spéciale sur la gestion des fonds publics*[22] oblige les banques à conclure avec les sociétés qu'elles souhaitent soutenir des accords écrits dont les dispositions détaillées sont énoncées dans un décret présidentiel.[23] De plus, il est interdit aux banques de fournir des fonds si les accords ne sont pas mis en œuvre ou s'il est probable qu'ils ne soient pas mis en œuvre.

69. Bref, en signant l'Accord sur la restructuration des entreprises, les banques avaient déjà renoncé à la possibilité de choisir entre la liquidation et la restructuration au moyen de conversions de dettes en prises de participation. Leur pouvoir discrétionnaire de décider comment et quand fournir des fonds aux entreprises a ensuite été encore entravé par les autres mesures décrites plus haut, qui prises ensemble apportent une démonstration claire de l'intervention des pouvoirs publics dans les décisions des banques en matière de financement.

70. Étant donné que le cadre de l'Accord sur la restructuration des entreprises n'a été mis en place qu'au premier semestre de 1998, il était trop tard pour qu'il puisse être utilisé par **Halla** et **Daedong** qui étaient en difficulté dès 1997 et qui ont été obligées de suivre le cadre alors existant (procédure de réorganisation de l'entreprise sous la supervision des tribunaux). Daedong a demandé l'application de cette procédure le 10 février 1997 et Halla le 6 décembre 1997. Cependant, cela ne change pas leur situation, ainsi qu'il est expliqué plus haut et dans la réponse à la question n° 21.

18. Question n° 18

En quoi la conversion de la dette de Daewoo en prises de participation constitue-t-elle une contribution financière d'un organisme public, et à qui un avantage en résultant éventuellement a-t-il été conféré? Y a-t-il des éléments de preuve montrant que des dettes ont fait l'objet de conversion à une valeur inférieure à la juste valeur marchande, ou que des actifs ont été obtenus à un prix supérieur à leur valeur marchande?

[22] Loi spéciale sur la gestion des fonds publics (pièce n° 103 des CE).

[23] Au cours du processus visé à l'Annexe V, la Corée a refusé de communiquer le décret présidentiel en disant qu'aucun exemplaire d'une traduction du décret n'était disponible; voir la réponse de la Corée aux questions supplémentaires des CE du 20 octobre 2003 à la section "pièce jointe n° 2.1 6)", pages 7 et 8.

Réponse

71. La conversion de la dette de Daewoo en prises de participation constituait une contribution financière parce qu'elle impliquait une annulation de dettes et une conversion des dettes en prises de participation et par conséquent des transferts directs de fonds sous forme de dons ou de participation au capital social, au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*.

72. Comme il a été expliqué dans les réponses aux questions 14 et 17 ci-dessus, les créanciers qui ont pris les décisions concernant la conversion de la dette en prises de participation étaient des organismes publics ou des organismes privés que les pouvoirs publics avaient chargés de le faire ou auxquels les pouvoirs publics avaient ordonné de le faire, au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*. Ainsi, la conversion de dettes en prises de participation constitue une contribution financière.

73. L'avantage résultant de cette subvention à la création a été conféré à la société restructurée, Daewoo.

74. Au sujet de son montant, il est important de noter que dans la perspective du bénéficiaire, c'est-à-dire la société Daewoo restructurée, une conversion de dettes en prises de participation n'est pas simplement une réorganisation du bilan ne comportant pas d'apport d'argent frais.

75. Premièrement, les obligations et les actions n'ont pas la même valeur, une obligation est censée être remboursée intégralement plus les intérêts, tandis que le rendement des actions et leur valeur sont extrêmement volatils. Ainsi, d'un point de vue formaliste, une conversion de dettes en prises de participation pourrait être en soi considérée comme conférant un avantage, en particulier si le bénéficiaire est une société insolvable ou se trouve dans une situation financière si précaire qu'aucun investisseur privé n'aurait participé à une telle opération. Une obligation nécessite que le paiement des intérêts et le remboursement s'effectuent à un moment déterminé dans le temps. La conversion en prises de participation libère le débiteur de ses contraintes. Quant à savoir si la valeur des actions augmentera et si les dividendes seront encaissés, le risque est entièrement supporté par le détenteur des actions. Le rendement est volatil et incertain. Cela dit, il est difficile de généraliser dans ce domaine, car les faits varieront dans chaque cas particulier. L'existence d'une subvention et le montant de l'avantage dépendront des circonstances de chaque cas.

76. L'*Accord SMC* n'est pas rédigé en termes de flux monétaires. L'article premier concerne l'existence d'une contribution financière en cas de certaines *actions* conduites par des pouvoirs publics, ou par des organismes privés agissant sur leur ordre. L'existence d'un avantage est déterminée par rapport à ce qui aurait pu être obtenu par le bénéficiaire sur le marché dans une transaction de pleine concurrence. Le montant de l'avantage doit également être évalué sur cette base, comme il est indiqué à l'article 14 de l'*Accord SMC*.

77. Comme le montrent les calculs figurant dans la **pièce jointe n° 1** annexée aux présentes réponses, les créanciers de Daewoo ont surpayé les actions lors de la conversion de dettes en prises de participation du 14 décembre 2000, soit 649 089 millions de wons coréens de trop par rapport au cours de l'action lorsqu'elle a été négociée publiquement pour la première fois le 2 février 2001.[24]

78. Cependant, les CE tiennent à préciser que le calcul de l'avantage résultant de la conversion de dettes en prises de participation implique que le plan de restructuration lui-même ait reposé sur une base de marché. Or, les CE affirment, et elles développeront plus avant cet argument, que le marché, comme le montre le comportement des créanciers étrangers, n'aurait en aucune manière accepté le plan de restructuration, y compris la conversion des dettes en prises de participation, et que le montant de l'avantage en résultant pour Daewoo est en conséquence nettement plus élevé. (Voir la réponse à la question n° 15 et la pièce n° 112 des CE.)

[24] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 258 et 284.

19. Question n° 19

Veuillez commenter le paragraphe 56 de la déclaration orale de la Corée, au sujet de l'incidence des changements de propriété sur l'analyse de l'avantage.

Réponse

79. L'argument de la Corée, si les CE le comprennent correctement, est que les chantiers restructurés n'ont pas reçu d'avantage parce que le processus de restructuration comportait des changements de propriété. Cependant, la référence aux affaires de privatisation est tout à fait à côté de la question. La raison d'être fondamentale des affaires de privatisation, c'est qu'il ne peut pas être présumé qu'une entreprise privatisée continue de bénéficier des contributions financières fournies à une entité étatique précédemment détentrice des actifs lorsque la vente a été effectuée dans des conditions de pleine concurrence et sur la base de la valeur du marché. Dans un tel cas, ce n'est plus à l'entreprise privatisée, mais à l'ancien propriétaire des actifs qu'est acquis l'avantage, et si cet ancien propriétaire est l'État lui-même, la subvention est effectivement retirée.

80. La situation est très différente dans l'affaire dont le Groupe spécial est saisi. Le changement de propriété **et** la subvention constituent une seule et même mesure et c'est la société successeur qui est l'unique bénéficiaire de l'avantage; la société prédécesseur ne reçoit jamais d'avantage. Au demeurant, le changement de propriété ne s'est pas opéré dans des conditions de pleine concurrence et fait en réalité partie de la mesure qui constitue la subvention.

20. Question n° 20

Les CE affirment (au paragraphe 281 de leur première communication écrite) que la KAMCO a acquis des créances non garanties détenues par des créanciers étrangers de DHI à des conditions plus favorables que celles qui étaient offertes aux créanciers nationaux. En quoi cela est-il pertinent pour l'examen par le Groupe spécial de la question de savoir s'il y a eu ou non une contribution financière et un avantage accordés à la société restructurée?

Réponse

81. Au cours de la période allant d'août 1999 à juin 2000, la KAMCO a racheté pour **[RCC: omis dans la version publique]** de prêts improductifs de DHI[25] à des établissements financiers dont **[RCC: omis dans la version publique]** était liée à Daewoo-SME[26] et est devenue un créancier de DAEWOO-SME, détenant **[RCC: omis dans la version publique]** des actions après la conversion.[27]

82. La KAMCO a racheté des prêts improductifs à des taux de **[RCC: omis dans la version publique]** aux créanciers étrangers et **[RCC: omis dans la version publique]** aux créanciers coréens de Daewoo-HI. Le rachat au rabais par la KAMCO de prêts non garantis est une contribution financière, dans le sens d'un don à DSME ou d'une injection de capitaux dans DSME.

83. Le rachat par la KAMCO prouve que les créanciers étrangers agissant indépendamment et en fonction du marché n'approuvaient pas la restructuration. Comme la Corée l'a dit au paragraphe 356 de sa première communication écrite, les créanciers étrangers auraient pu faire obstacle à la

[25] Réponse de la Corée aux questions de l'Annexe V (version contenant des renseignements commerciaux confidentiels) (pièce n° 39 des CE), réponse à la question 30, page 80.

[26] Réponse de la Corée aux questions de l'Annexe V (version contenant des renseignements commerciaux confidentiels) (pièce n° 39 des CE), réponse à la question 36, page 52.

[27] Pièce jointe n° 3.1 (13) des réponses de la Corée aux questions de l'Annexe V (version contenant des renseignements commerciaux confidentiels).

liquidation. Le rachat à un taux plus élevé peut être considéré comme une preuve que c'était là un moyen de se débarrasser des créanciers étrangers en les "achetant".

84. Même d'après le rapport d'Arthur Andersen, la valeur totale recouvrable alléguée par rapport aux créances exigibles détenues par les créanciers n'était que de:

- **[RCC: omis dans la version publique]** dans le scénario basé sur la valeur de liquidation
- **[RCC: omis dans la version publique]** dans le scénario basé sur la "valeur d'exploitation".[28]

85. Le rachat par la KAMCO de plus de **[RCC: omis dans la version publique]** de dettes improductives de DHI[29] constituait un avantage pour la Daewoo Shipbuilding Company restructurée, parce que:

- il a assaini le bilan des créanciers de DHI qui n'auraient pas pu sans cela accepter de procéder à une conversion de dettes en prises de participation étant donné leur situation précaire[30];
- il a permis à un organisme public (la KAMCO) d'échanger des dettes pour un montant s'élevant à **[RCC: omis dans la version publique]** du capital de DSME; et
- il a permis de laisser entre les mains de la KAMCO un volume important de dettes de DHI qui sont restées oisives jusqu'à ce que ces créances soient revendues au lieu de rester entre les mains de créanciers qui auraient usé de tous les moyens juridiques disponibles pour obtenir le remboursement, y compris par la liquidation des emprunteurs en difficulté.

86. En somme, ces contributions financières n'ont pas été fournies directement à Daewoo mais lui ont apporté un avantage en facilitant sa restructuration et en lui permettant de refaire surface avec un bilan plus sain que ce n'aurait été autrement le cas.

21. Question n° 21

Au paragraphe 296 de sa communication, la Corée défend son action en matière de restructuration dans le contexte à la fois des procédures de renégociation de la dette et de la réorganisation des entreprises au motif que ces mesures étaient subordonnées à la majorité des voix des créanciers nantis et non nantis; dans le cas des réorganisations d'entreprises, la Corée fait valoir en outre que celles-ci étaient effectuées par voie de décision judiciaire. Veuillez commenter.

Réponse

87. En ce qui concerne la restructuration de DHI, les CE ont expliqué plus haut (réponse à la question n° 17) comment les décisions des créanciers ont été influencées par le gouvernement coréen.

88. Au sujet de la procédure supervisée par les tribunaux, les CE voudraient faire observer que le tribunal se borne à examiner si un certain nombre de conditions sont remplies pour l'ouverture de la procédure de restructuration, l'approbation du plan de restructuration et la clôture de la procédure de

[28] La valeur totale recouvrable déclarée par la Corée au paragraphe 348 de sa première communication écrite.

[29] Réponse de la Corée aux questions de l'Annexe V (pièce n° 39 des CE) (RCC), question 30, page 80.

[30] Voir la réponse à la question 17 ci-dessus.

restructuration. L'une de ces conditions est que les créanciers aient accepté le plan de restructuration avec une majorité des deux tiers (pour les créanciers nantis) et des trois quarts (pour les créanciers non nantis) respectivement.[31] Ainsi, ce sont les créanciers qui exercent le pouvoir discrétionnaire. Sans leur accord, le tribunal ne peut pas prendre de décision.

89. Ainsi, le fait que la restructuration de ces entreprises a été supervisée par le tribunal ne signifie pas qu'il n'y a pas de subvention puisque le rôle du tribunal était simplement de veiller à ce que les créanciers se soient conformés aux procédures appropriées. Nulle part il n'est suggéré dans les renseignements communiqués que le tribunal est intervenu dans le processus décisionnel ou qu'il a substitué son opinion à celle des créanciers. Au contraire, la Corée a dit à maintes reprises que les créanciers prenaient leurs décisions dans ces affaires sur la base de leurs propres intérêts.

90. De plus, le fait qu'il a été procédé aux restructurations de Hallal/Samho et de Daedong conformément à un cadre juridique existant (à la différence des renégociations qui sont de nature parajuridique) n'empêche pas de constater qu'une subvention pourrait avoir été accordée. Si une telle opinion devait prévaloir, cela empêcherait l'application de l'*Accord SMC* à toute procédure de restructuration/de faillite - résultat qui n'était certainement prévu ni par l'esprit ni par la lettre de cet Accord de l'OMC.

22. Question n° 22

Veuillez développer votre argument concernant la spécificité alléguée de la restructuration des entreprises, dont il est question aux paragraphes 87 à 89 de votre déclaration orale. Plus précisément, hormis les questions de la contribution financière et de l'avantage, sur quelle base se fonde votre allégation selon laquelle la restructuration était spécifique? Faites-vous valoir qu'il y a spécificité *de jure* ou *de facto* à cet égard

Réponse

91. Les subventions à la restructuration d'entreprise sont spécifiques en vertu de l'article 2 a) et b) de l'*Accord SMC* parce que ce sont des mesures individuelles qui ne s'appliquent qu'au chantier restructuré et qu'elles ne sont généralement pas, en soi, accessibles à toutes les entreprises. L'accès aux subventions à la restructuration d'entreprise est limité par la loi à des entreprises individuelles, parce qu'elle bénéficie d'une manière sélective à certaines entreprises, par opposition à une mesure générale de politique économique, telle que la réduction des impôts sur les sociétés.

92. Plus spécifiquement, le montant de l'avantage accordé à, par exemple, Daewoo, ne résulte *pas* d'une application automatique de critères objectifs au sens de l'article 2 b) et de la note de bas de page 2 de l'*Accord SMC*. La partie pertinente de ces dispositions dispose que:

> Pour déterminer si une subvention, telle qu'elle est définie au paragraphe 1 de l'article premier, est spécifique à une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production (dénommés dans le présent accord "certaines entreprises") relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention, les principes suivants seront d'application:
>
> a) Dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention, il y aura spécificité.
>
> b) Dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, subordonne à des critères ou conditions

[31] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 302.

> objectifs le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci, il n'y aura pas spécificité à condition que le droit de bénéficier de la subvention soit automatique et que lesdits critères ou conditions soient observés strictement. Les critères ou conditions doivent être clairement énoncés dans la législation, la réglementation ou autre document officiel, de manière à pouvoir être vérifiés.
>
> [2] L'expression "critères ou conditions objectifs" telle qu'elle est utilisée ici s'entend de critères ou conditions neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres, et qui sont de caractère économique et d'application horizontale, par exemple nombre de salariés ou taille de l'entreprise.

93. L'avantage résultant d'une décision de restructuration, par exemple l'avantage dans le cas de Daewoo, n'est nulle part décrit comme un "critère objectif" de la manière prescrite par l'article 2 b) de l'*Accord SMC* et par la note de bas de page 2. En particulier, le *montant spécifique* de la subvention n'est généralement pas décrit et les critères d'admissibilité ne sont pas automatiquement appliqués à toutes les autres firmes qui demandent une procédure de restructuration. Aucune mesure législative, ni aucune autre mesure adoptée en Corée, ni, en particulier, l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA) ne dispose que toutes les sociétés en difficulté sont i) restructurées comme l'est Daewoo et ii) reçoivent le même *montant spécifique* d'avantage résultant de l'annulation des dettes, des bonifications d'intérêts, du rééchelonnement de la dette et finalement de la conversion des dettes en prises de participation, dont a bénéficié Daewoo. Au contraire, les règles régissant les procédures de renégociation et la restructuration sont uniquement des règles de procédure et laissent aux créanciers le pouvoir discrétionnaire de décider, dans chaque cas individuel, s'il y a lieu de restructurer et comment restructurer.

94. Le caractère individuel, par exemple, des mesures de restructuration de Daewoo est en outre corroboré par le fait qu'en tout état de cause les critères d'admissibilité concernant les renégociations n'ont pas été strictement appliqués. Le premier "critère éliminatoire"[32] en vertu duquel un requérant "peut se voir opposer une fin de non recevoir" est le suivant:

> Une société dont l'encours de la dette dépasse d'une manière notable les recettes provenant de ses ventes et la rentabilité de sa principale activité.

95. Il ressort clairement du rapport d'Arthur Andersen que c'était loin d'être le cas pour DHI.

[RCC: omis dans la version publique]

96. En fait, la Corée a reconnu dans les réponses aux questions de l'Annexe V que ce critère n'était pas rempli et a en outre admis que les critères d'admissibilité n'étaient pas strictement appliqués mais sont plutôt "des facteurs à prendre en compte pour déterminer si des entreprises peuvent être écartées comme candidates à une renégociation. Aucun de ces facteurs n'est décisif considéré isolément".[33]

23. Question n° 23

Êtes-vous d'avis, comme le dit la Corée, que toutes les sociétés insolvables devraient être liquidées et dissoutes, et non restructurées? Dans la négative, quel critère devrait déterminer la question de savoir s'il faut maintenir en activité une société insolvable? Dans ce contexte, quel poids ou quelle importance faudrait-il donner à une analyse ou évaluation relative au maintien en activité?

---

[32] Première communication écrite de la Corée, pièce jointe n° 8, page 2, dernier paragraphe et page 3.
[33] Réponse de la Corée à la question (RCC) 3.1.2.11 au titre de l'Annexe V, page 69.

Réponse

97. Non, les CE reconnaissent pleinement que la législation des faillites est un élément nécessaire d'une économie de marché et qu'une procédure de faillite convenablement conduite ne donnerait normalement pas lieu à une subvention. Cependant, lorsque l'issue d'une procédure de faillite ou d'une restructuration d'entreprise est déterminée par des organismes publics - ou par des organismes privés agissant sous leur direction - et aboutit à un résultat plus avantageux pour l'entreprise que ce qui aurait été obtenu si les créanciers avaient agi conformément aux principes de marché, tous les éléments constitutifs d'une subvention sont présents. Il n'y a dans l'*Accord SMC* aucune base permettant de faire de l'insolvabilité un moyen d'échapper aux disciplines en matière de subventions.

98. Les critères pertinents pour décider de maintenir une entreprise insolvable en activité sont les suivants:

- Le point de savoir si un créancier/un investisseur se trouvant dans des circonstances semblables, étant donné l'évolution probable du marché et la position de l'entreprise, aurait agi de la même manière, c'est-à-dire aurait accepté d'annuler ou de rééchelonner les dettes. En ce qui concerne une conversion de dettes en prises de participation, il faudrait examiner si un investisseur privé rationnel opérant dans une économie de marché aurait acheté les actifs au prix prévu dans le plan de restructuration.

- Le point de savoir s'il existe un plan de restructuration qui restaure la viabilité à long terme de la firme dans un délai raisonnable et sur la base d'hypothèses réalistes quant aux conditions d'exploitation futures. Le plan de restructuration devrait aussi décrire les circonstances qui sont à l'origine des difficultés de la société, offrant ainsi une base pour évaluer si les mesures proposées sont appropriées.

- Le point de savoir si le bénéficiaire est capable d'apporter avec ses propres ressources une contribution notable au plan de restructuration, y compris en vendant des actifs qui ne sont pas essentiels pour la survie de la firme, ou au moyen d'un financement extérieur aux conditions du marché. Une telle contribution est un signe que le marché a confiance dans la faisabilité du retour à la viabilité.

99. En ce qui concerne les éléments de preuve, les CE considèrent que l'indice primordial est le comportement des autres créanciers effectifs qui n'étaient pas influencés par les pouvoirs publics (en l'espèce les créanciers étrangers). Par ailleurs, la capacité d'une entreprise d'obtenir des crédits ou d'attirer des investissements provenant du marché est hautement pertinente. L'existence d'une analyse au maintien en activité peut être un indice donnant à penser qu'un créancier privé hypothétique aurait agi de la même manière, à condition que cette analyse comporte les éléments ci-dessus et qu'elle ait été communiquée aux créanciers avec un délai suffisant pour qu'ils puissent se prononcer en connaissance de cause.

24. Question n° 24

Lorsqu'une entité des pouvoirs publics est le créancier d'une société insolvable en cours de restructuration, la restructuration entraînera-t-elle toujours une subvention? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Réponse

100. La restructuration entraînera toujours une contribution financière lorsqu'elle comporte une annulation de la dette, un rééchelonnement des dettes ou une conversion des dettes en prises de participation. Cependant, une telle contribution financière ne se traduirait pas toujours

nécessairement par un avantage et, en conséquence, par une subvention. L'existence d'un avantage dépend du point de savoir si le créancier public a agi comme un créancier privé l'aurait fait sur la base des éléments décrits dans la réponse à la question n° 23.

25. Question n° 25

À votre avis, le concept de "produit similaire" s'applique-t-il en ce qui concerne les allégations relatives à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix? Veuillez expliquer votre opinion, y compris le fondement textuel et tous autres éléments que vous jugez pertinents.

Réponse

101. La partie pertinente de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* ne fait pas référence au "produit similaire" en ce qui concerne la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix. Les CE considèrent que l'intention de l'Accord est donc de laisser place à la souplesse pour la détermination du "même marché" sur lequel se produisent les effets de prix.

102. Ainsi, l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* prévoit une adaptation des critères appropriés pour tenir compte de l'évolution des prix sur le marché du produit et le marché géographique pertinent affectée par le subventionnement en appliquant une approche cas par cas.

26. Question n° 26

Vous avez fait valoir qu'une approche fondée sur une "segmentation en fonction du produit" devrait s'appliquer en l'espèce. Sur quel point, le cas échéant, ce concept diffère-t-il de la notion de "produit similaire" telle qu'elle est définie dans la note de bas de page 46 de l'Accord SMC?

Réponse

103. Les CE ont pris note avec approbation de la déclaration du Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles* selon laquelle une approche fondée sur la segmentation du marché est compatible avec les critères applicables à une analyse de produits similaires au titre de l'*Accord SMC* (à la différence d'une analyse de produits similaires au titre de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, comme l'a fait valoir la Corée).

104. La partie pertinente de la note de bas de page 46 de l'*Accord SMC* dispose ce qui suit:

> Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

105. Les produits appartenant à un seul segment du marché auront généralement des caractéristiques se ressemblant étroitement parce que les acheteurs et les vendeurs considèreront que les utilisations finales des produits sont les mêmes ou sont semblables. Il y aura donc une forte corrélation entre les prix des produits ayant la même utilisation finale. En conséquence, les variations des prix d'un producteur affecteront les prix des autres producteurs de ce produit. En général, l'objectif des analyses de produits similaires est d'évaluer avec précision les effets d'une subvention accordée aux producteurs d'un produit sur les prix des produits fabriqués par d'autres producteurs. Ainsi, *en pratique,* une analyse de la segmentation du marché implique des questions analogues à celles qui se posent dans une analyse de produits similaires au titre de l'*Accord SMC*.

27. Question n° 27

La Corée fait valoir qu'il y a une très grande variation ou diversité des produits à l'intérieur de chaque segment de produits que vous proposez, à savoir que ces segments de produits sont trop grands et devraient être décomposés, par exemple, au moins en différents groupes en fonction de la taille. Veuillez commenter la diversité des produits à l'intérieur de chacun des segments de produits que vous proposez, et, dans ce contexte, veuillez répondre spécifiquement aux arguments de la Corée sur ce point.

Réponse

106. La Corée se contente de contester d'une manière générale les trois segments du marché identifiés par les Communautés européennes (transporteurs de GNL, porte-conteneurs et transporteurs de produits)[34] sans présenter aucun argument étayé expliquant pourquoi ces segments ne seraient pas corrects. Tout au plus, la Corée affirme que ces segments du marché devraient être ventilés davantage en fonction des différences de taille à l'intérieur de ces catégories de navires.[35]

107. Comme il a été déjà expliqué dans notre déclaration orale, il n'y a pas de classifications types des navires. La difficulté inhérente à la classification des navires tient au fait qu'il s'agit de produits sur mesure et construits sur commande et qu'ils présentent en conséquence une variété considérable de spécifications techniques.

108. Au sein du Groupe de travail de l'OCDE sur la construction navale, il n'y a même pas de consensus sur le point de savoir s'il y a

> *Un* marché unique pour *tous* les types de navires ou un certain nombre de segments de marché basés sur les *principaux types de navires* (c'est-à-dire un marché pour les pétroliers, un marché pour les navires de croisière, etc.). Dans la définition du marché du produit, l'opinion commune des experts est qu'aussi bien la substituabilité de la demande que la substituabilité de l'offre devraient être prises en considération.[36]

109. Curieusement, la Corée soutient dans cette instance que "le niveau de substituabilité de l'offre est si élevé qu'il fait de la construction navale un marché unique pour tous les types de navires" et a invoqué "la capacité des constructeurs navals à passer facilement de la production d'un type de navire à un autre comme un élément fortement probant du haut degré de substituabilité" de l'offre alors que les CE soutenaient avec d'autres pays que "le marché de la construction navale [est] fragmenté en segments selon le type de navire …".

110. Aux fins du présent différend dans le cadre de l'OMC, qui nécessite une identification des marchés sur lesquels les effets des subventions peuvent se faire sentir, les CE ont expliqué dans leur déclaration orale pourquoi il devait être tenu compte à la fois de la perspective de l'armateur (volet de la demande) et de la perspective du constructeur naval (volet de l'offre).

111. Les CE soutiennent que tous les analystes dans cette branche de production font la distinction entre les principaux types de navires, et que les chantiers navals coréens font de même sur les pages de leurs sites Internet consacrées à leurs produits.[37] Cela justifie l'utilisation des principaux types

---

[34] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 417, 418. Voir aussi la déclaration orale, paragraphes 101 à 110.

[35] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 514.

[36] Groupe de travail du Conseil de l'OCDE sur la construction navale, rapport du Président de la réunion du Groupe d'experts informel tenue les 1er et 2 mars 2004 (C/WP6/SNG(2004)5, (pièce n° 104 des CE) (pas d'italique dans l'original).

[37] Voir dans la pièce jointe n° 4 la liste des produits mentionnés sur les sites Internet des producteurs coréens et des producteurs des CE.

proposés par les Communautés européennes pour la définition du marché aux fins du présent différend, à savoir le marché des transporteurs de GNL, des porte-conteneurs et des transporteurs de produits/de produits chimiques.

112. Cependant, contrairement à ce que fait valoir la Corée, il n'y a aucune base pour une segmentation plus poussée des marchés pertinents en fonction de la taille. Premièrement, il n'y a pas de taille standard en fonction de laquelle les navires de ces principaux types pourraient être utilement répartis entre des catégories distinctes. En fait, curieusement, la Corée elle-même se réfère, même dans sa première communication écrite, à différentes fourchettes de tailles. Ainsi, par exemple, au paragraphe 19 de sa première communication écrite, elle se réfère au "marché des porte-conteneurs de 1999 EVP au maximum et au marché des porte-conteneurs de 2 000 à 3 999 EVP", tout en mentionnant ensuite favorablement, au paragraphe 515 de sa première communication écrite, les catégories de navires utilisées dans une analyse de la First Marine International LTD relative aux "porte-conteneurs de collecte (d'une capacité allant jusqu'à 3 500 EVP environ)".

113. Une segmentation plus poussée des principaux types en fonction de la taille ne répond pas au problème posé qui est que les navires sont destinés aux mêmes utilisations finales et sont donc substituables du point de vue de l'armateur. Les Communautés européennes renvoient aux figures 2.2 et 3.2 de la pièce jointe n° 2. On y trouve un histogramme de la fréquence de toutes les commandes de transporteurs de produits et de porte-conteneurs passées entre 1997 et 2002 (établi sur la base des données du Lloyd's Register), réparties en fonction du tonnage de port en lourd.

114. Si la figure 2.2 fait apparaître certains maxima pour les transporteurs de produits, ces fourchettes de taille, par exemple entre 32 000 tpl et 40 000 tpl, ne peuvent pas être considérées comme des normes dimensionnelles strictes pouvant servir de ligne de démarcation pour la substituabilité ou les utilisations finales. Ainsi, un transporteur de produits de 31 000 tpl est tout à fait substituable à un pétrolier de 32 000 tpl, du point de vue des utilisations finales. Pour ce qui est des navires porte-conteneurs, les choses sont encore plus claires parce qu'aucun maximum n'apparaît clairement sur la figure 3.2, et toute subdivision fondée sur la taille serait donc arbitraire.

115. Cependant, comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur déclaration orale, dans la perspective des armateurs la taille peut *limiter* la substituabilité intégrale; aussi bien pour les porte-conteneurs que pour les transporteurs de produits il y a d'importants chevauchements entre les utilisations finales des navires de toutes tailles.[38] En fait, il n'y a pas de marché, par exemple, pour un transport de conteneurs par le canal de Panama ou le canal de Suez ou entre les grands ports d'éclatement et les ports plus petits. Les entreprises de transport maritime exploitent des réseaux de routes maritimes et échangent les navires en fonction de routes qui sont constamment adaptées aux besoins du marché.

116. En tout état de cause, dans la perspective du constructeur de navires, la distinction entre types de navires est encore moins importante car la technologie de production est en grande partie la même pour tous les navires de commerce et en particulier pour les principaux types identifiés par les Communautés européennes. On ne peut en aucune circonstance dire que la taille joue un rôle important dans la perspective des constructeurs de navires.[39]

117. Bref, la segmentation du marché proposée par les CE est justifiée, aussi bien dans la perspective de la demande que dans la perspective de l'offre.

[38] Déclaration orale des Communautés européennes lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphes 105 à 107.

[39] Déclaration orale des communautés européennes lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphes 108 et 109.

28. Question n° 28

Veuillez commenter la déclaration de la Corée, qui affirme que "les constructeurs navals coréens et ceux des CE ont opéré et continuent d'opérer dans des segments totalement différents du marché de la construction navale, que les segments dans lesquels il peut exister une certaine concurrence sont marginaux et que la demande dans ces segments a donné des signes de fléchissement" (paragraphe 19 de la première communication écrite de la Corée).

Réponse

118. Au paragraphe 19 de sa communication, la Corée présente un instantané et tente de minimiser la *participation* ou les *opérations* effectives des chantiers navals des CE sur les trois marchés dans certaines fourchettes de taille sélectionnées. Cependant, aux fins d'une allégation concernant la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix, le point de savoir si les producteurs des CE et les producteurs coréens "opèrent" effectivement sur le même marché ou "participent" effectivement au même marché, n'est pas pertinent, comme l'a fait valoir la Corée. Ce qui est requis, c'est que les producteurs des CE entrent en concurrence pour tous les produits et soient capables de les construire.

119. À cet égard, il est important de rappeler que la concurrence entre les chantiers navals commence au stade du soumissionnement à un marché. Les soumissions comportent des spécifications techniques et une offre de prix. Elles comportent en outre fréquemment un volet financement et entraînent des coûts substantiels pour le chantier qui soumissionne. En conséquence, l'absence de commande n'est pas l'indice d'une absence de concurrence sur le marché. Les chantiers navals des CE ont une grande expérience de tous les segments concurrentiels du marché et cherchent activement des occasions d'obtenir des commandes dans tous les secteurs.

120. La liste des catégories de produits standards disponible sur leurs sites Internet peut en apporter une première preuve.[40]

121. Au demeurant, la Corée elle-même reconnaît que les chantiers navals des CE et les chantiers navals coréens sont en concurrence sur les mêmes segments du marché et l'indique clairement dans la requête qu'elle a récemment adressée au Groupe spécial dans l'affaire DS 301, le 6 février 2004, dans laquelle la Corée considère que

> les mesures susmentionnées prises par les CE et ses États Membres constituent une infraction aux obligations des CE et de leurs États Membres au titre des dispositions suivantes: article I:1 et III:4 du GATT de 1994 parce que la réglementation TDM et les mesures d'application des États Membres comportant l'octroi de subventions allemandes, danoises, néerlandaises, françaises et espagnoles à des chantiers navals sur des bases spécifiques en fonction des navires et en rapport avec les produits, modifient d'une manière défavorable les conditions de la concurrence entre les navires de commerce coréens et les navires similaires construits dans les pays tiers *et entre les navires de commerce coréens et les navires similaires construits dans les CE, respectivement*.

29. Question n° 29

Vous faites valoir qu'il y a trois "segments" du marché pertinents pour votre allégation concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix: transporteurs de GNL, transporteurs de produits/produits chimiques, et porte-conteneurs.

[40] Voir la pièce jointe n° 4.

a) Cela implique-t-il qu'à votre avis, il faudrait constater séparément en ce qui concerne chacun de ces segments qu'il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix?

Réponse

122. Oui.

b) Dans l'affirmative, quelle est la pertinence des figures 33 à 36 figurant dans votre communication? Plus précisément, veuillez expliquer quelles conclusions concernant les tendances des prix et des coûts pour les types de navires particuliers mentionnés dans votre allégation peuvent être dégagées de ces graphiques, qui semblent représenter des moyennes pour tous les navires de tous les types.

Réponse

123. Les paragraphes 443 à 453 de notre première communication écrite et les figures 33 à 36 traitent de l'empêchement de hausses de prix à un niveau agrégé avant d'examiner l'évolution des prix/des coûts dans les trois segments particuliers. Les principes sous-jacents sont les mêmes, qu'ils soient envisagés à un niveau agrégé ou spécifiquement pour les trois segments du marché, comme il est expliqué plus en détail dans les paragraphes qui précèdent. Les prix des navires neufs se sont déconnectés des principaux déterminants économiques, à savoir le volume des commandes (c'est-à-dire de la demande), les taux de fret et les coûts de production.

124. Les CE notent également que les principaux consultants du secteur de la construction navale tiennent à jour un indice composite des prix des navires neufs, parallèlement à leurs données plus spécifiques relatives aux prix de types particuliers de navires. De même, l'OCDE publie régulièrement sa propre analyse des prix des navires neufs qui comporte un indice composite des prix assorti d'un profil temporel.

c) Acceptez-vous l'argument du Japon selon lequel un prix peu élevé pour une transaction individuelle exercera une pression à la baisse sur tous les types de navires, qu'ils soient substituables ou non? Dans l'affirmative, pourquoi? La baisse du prix d'un navire d'un certain type, par exemple un porte-conteneurs, entraîne-t-elle la baisse du prix d'un navire d'un autre type, par exemple un pétrolier ou un paquebot? N'est-il pas plus défendable de faire valoir que la baisse du prix d'un navire entraîne la baisse du prix d'un autre navire destiné à la même utilisation finale?

Réponse

125. Oui, nous sommes d'accord. Comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 30 ci-dessous, l'utilisation finale du navire est dans une large mesure dénuée de pertinence pour le constructeur naval, exactement comme l'utilisation finale d'un bâtiment est en grande partie secondaire pour l'activité d'une entreprise de construction. Dans la construction navale, c'est une pratique courante, de la part des chantiers navals, de recentrer leur activité en passant d'un segment du marché à un autre pour répondre aux évolutions du marché. En raison de cette aptitude au changement, ou même de cette nécessité du changement, ce serait une erreur de croire que les chantiers navals ne sont affectés que s'ils entrent directement en concurrence pour les types de navires au sujet desquels ont été formulées des accusations concernant un empêchement de hausses de prix.

126. C'est pourquoi, en fait, une baisse des prix d'un type de navire donné ira toujours de pair avec des variations des prix pour un autre type de navire. La corrélation entre les variations des prix sera cependant plus forte pour les navires destinés à la même utilisation finale.

30. Question n° 30

D'une manière générale, jusqu'à quel point un chantier naval typique a-t-il la flexibilité de produire la totalité des types de navires ou un large éventail de ces types? Quelles sont les contraintes matérielles et autres qui affectent la gamme de produits potentielle d'un chantier naval quelconque? Jusqu'à quel point l'expérience préalable est-elle importante pour le coût de production du chantier naval et sa capacité de construire un type de navire donné? Eu égard à ces considérations, veuillez décrire les capacités et expériences de chaque chantier naval des CE qui produit ou est capable de produire certains ou la totalité des types de navires de commerce mentionnés dans votre allégation relative au préjudice grave.

Réponse

127. Tous les chantiers navals ne sont finalement limités que par la taille. Du point de vue d'un constructeur naval, il y a dans les limites de cette contrainte liée à la taille un large degré de souplesse en ce qui concerne la substitution entre produits.

128. Aux yeux d'un constructeur naval, un navire est un assemblage de panneaux d'acier, à l'intérieur duquel sont installés des machines, des tuyaux, des câbles, des locaux à usage d'habitation, et ainsi de suite, et la fonction finale du navire est en grande partie dénuée de pertinence. Aux yeux d'un constructeur naval, un pétrolier, un transporteur de vrac sec et un porte-conteneurs sont en grande partie des produits semblables, quand bien même la disposition et les proportions des éléments assemblés diffèrent selon le produit. Alors que les constructeurs navals cherchent à améliorer l'efficience économique en construisant en série des produits semblables, très peu de chantiers navals se spécialisent dans un seul type de produit, bien qu'il y en ait des exemples. Ainsi, par exemple, Hyundai Heavy Industries, a actuellement dans le même chantier naval, des commandes portant sur des pétroliers de différentes tailles, pour des porte-conteneurs de différentes tailles, pour des transporteurs de GPL, des transporteurs de vrac sèche et des transporteurs de GNL. De même, Daewoo construit actuellement des pétroliers, des transporteurs de GNL, des transporteurs de GPL, des transporteurs de véhicules automobiles et des porte-conteneurs, pratiquement dans les mêmes installations. La plupart des chantiers navals prennent des commandes de cette manière, en construisant un large éventail de types de navires.

129. La comparaison à cet égard la plus appropriée est une comparaison entre la construction navale et le secteur de la construction où une entreprise de construction sera capable de construire un large éventail de types de bâtiments et où l'utilisation finale est de peu de pertinence pour le processus de construction. Les caractéristiques des produits intermédiaires produits par le chantier naval et à partir desquels les navires seront assemblés seront essentiellement semblables pour les différents types de navires et les processus d'assemblage et d'équipement seront eux aussi plus ou moins semblables, quand bien même les produits finals ainsi assemblés auront des fonctions très différentes dans le transport maritime.

130. L'expérience antérieure spécifique est d'un intérêt limité pour la plupart des types de navires. Font exception les transporteurs de GNL et les navires de croisière pour lesquels les coûts à l'entrée sont élevés et pour lesquels un volume considérable de travaux de développement sera nécessaire pour prendre pied sur le marché.

131. Les chantiers navals pertinents de l'UE sont trop nombreux pour qu'il soit possible de donner une réponse spécifique à la dernière partie de cette question. Des transporteurs de GNL sont en commande dans des chantiers navals qui ont de l'expérience dans ce secteur en France (Chantiers de

l'Atlantique) et en Espagne (Izar), et des chantiers navals finlandais ayant également une bonne expérience de la construction de transporteurs de GNL sont de sérieux concurrents sur ce marché, bien qu'ils n'aient pas encore obtenu de commande. Des porte-conteneurs sont en construction partout en Europe dans toutes les gammes de tailles, les chantiers navals allemands et danois se concentrant en particulier sur les plus grand gabarits. De même, dans toute l'UE, le secteur de la construction navale a une grande expérience en ce qui concerne les transporteurs de produits, mais peu de commandes ont été remportées par des chantiers européens face à la concurrence des bas prix ces dernières années.

31. Question n° 31

La concurrence "frontale" est-elle une condition préalable nécessaire à toute constatation de l'existence d'un préjudice grave fondée sur l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix? Dans la négative, pour quelle raison? Si tel est le cas, comment peut-on observer une telle concurrence frontale en ce qui concerne différents types de navires? Veuillez fournir ou mentionner tout élément de preuve pertinent pour illustrer votre réponse.

Réponse

132. S'il y a dans le secteur de la construction navale de l'UE de nombreux exemples de marchés perdus à la suite d'une concurrence frontale avec les chantiers navals coréens en cause, cela ne constitue pas une condition préalable nécessaire pour constater l'existence d'un préjudice grave fondé sur la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix.

133. Comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 29, il suffit d'établir que les producteurs de la partie plaignante et de la partie défenderesse sont en concurrence sur les segments du marché faisant l'objet de l'allégation concernant l'existence d'un préjudice grave. La capacité et la volonté de produire des navires de toute sorte ou de toute taille constituent le facteur décisif et ne devraient pas être confondues avec les succès réels régulièrement enregistrés dans l'obtention de commandes spécifiques sur le marché. Ainsi, la présence réaliste d'un chantier (en termes d'installations, de technologie et de créneaux disponibles) sur un segment donné du marché est suffisante pour déterminer les mécanismes du marché. En général, les courtiers devraient être en mesure d'indiquer nommément les chantiers qui ont été invités à faire une offre de prix. Le fait que les courtiers considèrent un chantier comme un soumissionnaire potentiel constituerait la preuve de la présence sur le marché, indépendamment du point de savoir si le chantier a été récemment actif sur ce segment du marché ou non.

134. Finalement, les chantiers navals cesseront de soumissionner pour obtenir des commandes s'ils savent qu'ils sont incapables de les remporter, en raison du coût si élevé du soumissionnement. Ce retrait d'un chantier naval est l'expression ultime d'un préjudice grave imputable à l'empêchement de hausses de prix et à la dépression des prix, mais ce n'est pas une analyse des contrats perdus à la suite d'une concurrence frontale qui permettra de le constater.

32. Question n° 32

Veuillez indiquer, en termes aussi précis que possible, les produits, à l'intérieur de chacun des segments de produits que vous proposez, pour lesquels les chantiers navals européens et coréens se font le plus directement concurrence. Veuillez décrire la nature de la concurrence entre les navires européens et coréens pour chacun de ces types.

Réponse

135. Les CE renvoient à la **pièce jointe n° 6** qui décrit les carnets de commande et les parts de marché pour les trois segments de produits.

a) Transporteurs de produits[41]

136. Sur ce marché, on peut distinguer trois fourchettes de sous-types au-dessus de 20 000 tpl: handysize, handymax et panamax. La situation pour ces trois types de navires ressort de la figure 2.2 de la **pièce jointe n° 2** sur lequel on observe des maxima pour les fourchettes de tailles suivantes:

- *de 32 000 à 40 000 tpl (Handysize)*
- *de 44 000 à 51 000 tpl (Handymax)*
- *de 69 000 à 76 000 tpl (Panamax).*

137. En ce qui concerne la nature de la concurrence entre navires européens et coréens dans le segment des transporteurs de produits, les CE se réfèrent aux renseignements complémentaires communiqués dans la **pièce jointe n° 6**. La Corée a une position dominante dans chacun des trois secteurs, alors que les chantiers navals de l'UE ont perdu pratiquement toute leur part du marché face aux bas prix. Il y a quatre navires Handysize actuellement en commande en Italie et un en Espagne. Aucun navire des deux types de plus grande taille n'est en commande dans l'UE. Dans le passé, c'était là un important secteur du marché pour les chantiers navals de l'UE, qui affichaient dans ce domaine un remarquable palmarès.

b) Transporteurs de GNL

138. S'il y a, techniquement parlant, deux variantes de transporteur de GNL, le type sphérique et le type à membranes, la taille des navires, au moins jusqu'à présent, était relativement uniforme (et il n'y a pas de différence entre ces deux variantes du point de vue de l'utilisation). C'est ce qui ressort de la figure 1.2 de la pièce jointe n° 2 qui présente un histogramme de la fréquence de toutes les commandes de transporteurs de GNL passées entre 1997 et 2002 (sur la base des données du Lloyd's Register), réparties en fonction du tonnage de port en lourd. Un très petit nombre de navires ont été construits en dehors de cette fourchette de taille (quatre ont été commandés en dehors de cette fourchette de taille sur un total de 86 commandes de transporteurs de GNL passées entre 1997 et 2002), mais la majorité des navires se situe dans une fourchette relativement étroite allant d'environ 140 000 à 150 000 m^3 de capacité de charge.

139. En ce qui concerne la nature de la concurrence à l'intérieur de ce segment, les CE se réfèrent à la **pièce jointe n° 6**. La Corée occupe une position dominante, avec près de 60 pour cent de part de marché, et les chantiers navals de l'UE n'ont que des chances très limitées de remporter des commandes. Il y a actuellement trois navires en commande en France, deux en Espagne, avec une part de marché totale de 7,3 pour cent.[42] L'aptitude à produire ce type de navires est une caractéristique spécifique de bon nombre des chantiers navals de l'UE. Le fait que les constructeurs navals européens n'ont pas réussi à s'assurer une part appréciable du marché dans ce secteur face à des prix très bas, et malgré de gros efforts de développement des produits et de réduction des coûts, a été la source d'une déception considérable.

[41] Comme il a été expliqué au paragraphe 103 de la déclaration orale des Communautés européennes, l'allégation qui a trait aux transporteurs de produits/de produits chimiques ne couvre pas les purs chimiquiers. En conséquence, dans la suite du présent document, les CE se réfèreront à ce segment du marché collectivement, qui sera désigné par l'expression "marché des transporteurs de produits".

[42] (Note: le navire de très petite taille en commande aux Pays-Bas est une variante inhabituelle pour ce type de navire et n'est pas pris en compte dans le marché général des gros transporteurs de GNL d'environ 150 000 m^3 de capacité.)

c) Porte-conteneurs

140. Le marché des porte-conteneurs est moins clairement divisé en sous-classes en fonction de la taille que ce n'est le cas des autres types de navires en cause, comme le montre la figure 3.2 de la pièce jointe n° 2 qui présente un histogramme de la fréquence de toutes les commandes de porte-conteneurs passées entre 1997 et 2002 (sur la base des données du Lloyd's Register), réparties par EVP.

141. Au-dessus de la fourchette de taille correspondant aux navires de collecte (environ de 500 à 3 500 EVP), des maxima apparaissent pour:

- *les navires Panamax (entre environ 4 000 et 5 000 EVP)*
- *les navires Post-Panamax (au-dessus d'environ 5 000 EVP).*

142. La nature de la concurrence est décrite dans la **pièce jointe n° 6**. La Corée reçoit environ les trois quarts des commandes aussi bien pour les Panamax que pour les Post-Panamax. Les chantiers navals de l'UE ont perdu toute leur part du secteur des navires Post-Panamax et conservent moins de 1 pour cent du secteur des navires Panamax. Cela malgré des efforts de commercialisation considérables dans ces secteurs et un solide palmarès sur le plan de la production. Dans le secteur des navires de collecte, la Corée a la plus forte part de marché mais sans position dominante. Les chantiers navals de l'UE conservent environ un quart des commandes, qui vont essentiellement à des chantiers allemands. Le Danemark et les Pays-Bas participent à ce secteur mais seulement dans une mesure limitée.

33. Question n° 33

Veuillez fournir les données qui sont à la base de vos estimations concernant la part de marché des CE en 2002, mentionnées au paragraphe 15 de votre communication (à savoir 17 pour cent du tonnage mondial en TBC, et un tiers de la valeur du commerce mondial des navires). Combien de navires, et de quels types, ces chiffres représentent-ils?

Réponse

143. Les renseignements concernant la part de marché sont basés sur les données du Lloyd's Register ou proviennent de l'OCDE.[43] L'OCDE n'indique pas le nombre de navires et n'utilise comme référence que le tonnage en TBC.

144. Les données économiques et les données relatives à l'emploi pour le secteur de la construction navale des CE figurent dans le rapport annuel 2002 de l'AWES (Association des constructeurs et réparateurs navals européens).[44] L'AWES compte également parmi ses membres la Norvège, la Pologne, la Roumanie et la Croatie. Les chiffres relatifs à ces pays n'ont pas été inclus dans les totaux des CE.

145. En termes de production (navires livrés en 2002), les pays de l'AWES, non compris la Norvège, la Pologne, la Roumanie et la Croatie, avaient une production s'élevant à 289 navires. Dans ses statistiques, l'AWES ne donne pas de ventilation par pays et par type de navire. La liste suivante englobe donc tous les pays de l'AWES (425 navires au total):

[43] Document de l'OCDE C/WP6/SG(2003) 3 "Situation de la construction navale dans le monde en 2002" (pièce n°105 des CE).

[44] AWES − Rapport annuel 2002-2003 (pièce n° 106 des CE).

Navires livrés en 2002, par type de navire:

Pétroliers	4
Transporteurs de produits/de produits chimiques	22
Vraquiers	3
Cargos	46
Porte-conteneurs	66
Rouliers	8
Transporteurs de véhicules automobiles	9
Transporteurs de GPL	1
Transbordeurs	27
Navires à passagers	28
Navires de pêche	66
Autres	145

34. Question n° 34

D'une manière générale, veuillez décrire la nature précise de l'analyse qui, selon vous, est nécessaire pour établir l'existence d'un préjudice grave dû à l'empêchement de hausses de prix ou à la dépression des prix, y compris les points suivants:

a) Doit-il être démontré (du moins entre autres choses) que les prix des produits de la partie plaignante ont été déprimés ou leur hausse empêchée, ou l'analyse est-elle plutôt axée sur les prix du produit de la partie dont il est allégué qu'elle accorde une subvention? Ou les deux séries de prix sont-elles l'une et l'autre pertinentes?

Réponse

146. Les CE estiment qu'il y a un préjudice grave sous forme de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix lorsque les prix sont déprimés ou que la hausse des prix est empêchée sur tout marché sur lequel les produits du Membre plaignant sont en concurrence avec ceux du Membre qui accorde la subvention. Comme il a été noté plus haut, cette concurrence peut être "frontale" ou se traduire simplement par la possibilité d'être en mesure de soumissionner à des marchés pour la construction des mêmes navires. La dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix sur un marché peut ainsi amener les fournisseurs du Membre plaignant à ne pas engager des dépenses considérables pour soumissionner à une adjudication à des prix déprimés ou dont la hausse est empêchée.

147. En d'autres mots, la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix traduit une situation de l'ensemble du marché. (D'un autre côté, établir l'existence d'une sous-cotation peut nécessiter des éléments de preuve concernant les ventes effectivement réalisées par les fournisseurs respectifs.)

148. Étant donné que le marché des navires est un marché mondial, la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix ne se limite pas à une seule région. Au contraire, tous les prix offerts n'importe où dans le monde peuvent entraîner une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix partout sur le marché mondial.

b) Comment, le cas échéant, ces deux séries de prix devraient être juxtaposées l'une à l'autre ou mises en relation l'une avec l'autre?

Réponse

149. Comme indiqué plus haut, la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix doit être établi sur un marché où les produits du Membre plaignant sont en concurrence avec ceux du Membre qui accorde la subvention. Étant donné que, de l'avis des CE, ce marché est le marché mondial, il suffit de montrer qu'il y a dépression des prix ou empêchement de hausses de prix pour un prix quelconque. Les CE ont démontré à l'aide de leurs graphiques l'existence de la dépression des prix/de l'empêchement de hausses de prix dans le cas des constructeurs navals coréens (les prix ne suivent pas l'évolution des coûts) ainsi que des prix partout dans le monde (les prix ne répondent pas à l'augmentation de la demande). Étant donné que les constructeurs navals coréens exercent une influence déterminante sur les prix, la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix en Corée est particulièrement important. Elle affecte, autrement dit elle déprime les prix/empêche les hausses de prix de tous les constructeurs navals dans le monde entier.

c) Jusqu'à quel point les produits de la partie plaignante et ceux de la partie dont il est allégué qu'elle accorde une subvention doivent-ils être semblables?

Réponse

150. Il faut seulement qu'ils soient suffisamment semblables pour que les variations du prix de l'un affectent le prix de l'autre.

35. Question n° 35

La nature de votre argument fondamental concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix dans la présente affaire, en particulier pour ce qui est du rôle et de la signification des prix des navires coréens, n'apparaît pas tout à fait clairement. Veuillez formuler des observations sur les points suivants:

a) Votre argument concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix consiste-il à dire que les prix coréens ont fléchi, ou n'ont pas augmenté, malgré divers facteurs qui auraient dû entraîner leur hausse, et que cette situation (ces tendances des prix coréens) constitue elle-même l'"empêchement de hausses de prix" ou la "dépression des prix" dont il est question à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC?

b) Ou faites-vous valoir que les prix coréens ont causé la baisse des prix des chantiers navals des CE ou ont empêché ces prix d'augmenter?

c) Ou faites-vous plutôt valoir que les prix coréens ont soit causé le fléchissement des "prix mondiaux" des navires, soit empêché ces prix d'augmenter, et que ces tendances des prix mondiaux constituent l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix dont il est question à l'article 6.3 c)?

d) En quoi les exemples présentés comme des "ventes perdues" dans votre première communication concernent et étayent-ils spécifiquement vos allégations relatives à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix?

Réponse

151. Tous les phénomènes décrits sous a), b) et c) se sont produits. L'élément critique est probablement le phénomène décrit au point c). Il a été causé par le phénomène décrit au point a) et a eu pour conséquence le phénomène décrit au point b).

152. Les ventes perdues d) ont été mentionnées uniquement à titre d'exemple pour montrer l'effet réel des prix coréens sur les prix des CE.

36. Question n° 36

À supposer qu'il existe un marché mondial qui permet la concurrence entre tous les fournisseurs pour la vente d'un navire donné, êtes-vous d'avis que si l'adjudicataire est, par exemple, un chantier naval finlandais, allemand ou japonais, le prix moins élevé de la soumission retenue s'explique par un avantage compétitif naturel (à savoir un coût moins élevé ou une plus grande productivité), tandis que si le soumissionnaire retenu est un chantier naval coréen, vous excluez une telle possibilité? Veuillez expliquer.

Réponse

153. Les CE admettent que différents chantiers navals ont des avantages compétitifs différents, et cela également à l'intérieur d'un pays ou d'une région spécifique où existe un secteur de la construction navale. Cependant, en excluant systématiquement certains facteurs de coût tels que le service de la dette ou l'inflation, les chantiers navals coréens sont capables de proposer des prix sur lesquels aucun concurrent ne peut s'aligner. Les coûts de la construction navale sont tout à fait transparents et il est possible de faire des hypothèses raisonnables au sujet des principaux coûts et de la rentabilité des chantiers.

154. Il faudrait se souvenir que les coûts de production réels n'apparaissent que des années après le soumissionnement et la passation du marché relatif au navire. Des chantiers navals peuvent faire des offres déraisonnables sans avoir immédiatement besoin d'une subvention. Les CE allèguent que les subventions coréennes ont permis à certains chantiers de rester sur le marché et d'exercer une influence déterminante sur les prix en fixant des prix artificiellement bas qui sont ensuite devenus le nouveau point de repère.

155. De surcroît, le Japon dans sa communication de tierce partie indique clairement[45] que "les constructeurs navals japonais ont enregistré un certain nombre de ventes perdues concernant des transporteurs de GNL en concurrence avec des offres faites par des constructeurs navals coréens à des prix qui étaient de 10 à 27 pour cent inférieurs ... Les constructeurs navals japonais ont également signalé des ventes perdues concernant certains porte-conteneurs, parce que les prix offerts par les concurrents coréens étaient de 15 à 17 pour cent inférieurs". Le Japon indique clairement que pour certains types de navire, seuls les chantiers navals coréens faisaient des offres très basses qui empêchaient les autres concurrents de remporter les adjudications.

156. Les CE voudraient cependant rappeler qu'elles n'allèguent pas l'existence d'un préjudice résultant de cas spécifiques de ventes perdues. Leur plainte concerne plutôt le fait que les prix ont été déprimés ou les hausses de prix empêchées dans une mesure notable et que cela est dû au subventionnement d'un certain nombre de chantiers coréens.

37. Question n° 37

Vous faites valoir que l'expression "sur le même marché" désigne tout marché sur lequel il existe une concurrence entre l'entité accordant la subvention et la partie plaignante, et que dans le cas des navires, qui ne sont pas importés au sens véritable du terme, le seul marché pertinent en ce sens est le marché mondial. En ce qui concerne "le même marché", vous citez aussi, en l'approuvant, au paragraphe 392, l'affirmation du Groupe spécial dans sa réponse du 19 septembre 2003 à la demande de décision préliminaire présentée par la Corée, selon laquelle "le même marché" est "un marché où les producteurs de navires de commerce de la Corée et

[45] Voir la communication de tierce partie du Japon, paragraphe 18.

des Communautés européennes se font concurrence et où les effets défavorables allégués des subventions sur les prix ou les ventes devront être démontrés".

a) Qu'est-ce qui distingue, à votre avis, un "marché global" d'un groupe de marchés nationaux ou peut-être régionaux, et en quoi une analyse de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix pour un "marché global" différerait-elle d'une analyse correspondante pour un marché national ou régional? Veuillez répondre à l'argument des États-Unis selon lequel l'acquéreur de tout produit a toujours le choix de l'importer d'un certain nombre de pays, sans que cela change le champ du marché où la vente a lieu.

Réponse

157. Les marchés nationaux ou régionaux sont souvent distincts parce que les acheteurs ne sont pas entièrement libres d'acheter n'importe où ils le souhaitent et les vendeurs ne sont pas entièrement en mesure de vendre n'importe où ils le souhaitent dans les mêmes conditions, en raison de l'existence de droits de douane, de régimes réglementaires différents ou simplement des coûts à supporter pour acheter ou vendre loin de son pays. Aucune de ces restrictions ne s'applique sur le marché de la construction navale. Par exemple:

- les navires sont par nature extrêmement mobiles (et leur transport représente un coût négligeable comparé à leur valeur);
- normalement les navires n'ont pas besoin d'être importés, c'est-à-dire dédouanés ou assujettis à des droits;
- les réglementations et les normes sont généralement harmonisées ou internationales – et l'existence de "registres de libre immatriculation" et de pavillons de complaisance rend inapplicable toute tentative d'imposer des taxes et des réglementations nationales sensiblement différentes;
- les constructeurs navals opèrent sur une grande échelle et exercent leur activité partout sur le "marché mondial";
- les armateurs sont aussi de grandes entreprises et sont établis sur de nombreux territoires différents.

158. Contrairement à la suggestion des États-Unis, la situation est sensiblement différente pour la plupart des autres produits.

b) Les navires appartenant à chacun des "segments de produits" indiqués par les CE sont-ils achetés dans tous les régions/pays du monde?

Réponse

159. Oui. Dans les trois segments de produits indiqués par les CE, les navires sont effectivement achetés dans toutes les régions/tous les pays du monde. Ce fait est démontré par le tableau figurant dans la **pièce jointe n° 7**, qui indique le nombre de navires commandés au cours de la période allant de janvier 1997 à décembre 2002, ventilé en fonction du "pays de l'avantage économique"[46] (lorsque

[46] L'expression désigne le propriétaire qui tire un avantage de l'exploitation du navire. Le Lloyd's Register utilise maintenant l'expression "pays de l'avantage économique" pour désigner le pays le plus approprié pour la détermination de la propriété selon le critère de la propriété effective. En effet, s'il peut sembler à première vue que le propriétaire immatriculé peut être le meilleur indice pour remonter jusqu'au propriétaire du

ces renseignements sont disponibles). Le tableau indique clairement que les trois types de navires pertinents sont en fait achetés par un large éventail de pays.

c) Les chantiers navals des CE soumissionnent-ils/ont-ils soumissionné dans tous ces régions/pays pour tous ces segments de produits?

d) Les chantiers navals coréens le font-ils/l'ont-ils fait?

Réponse combinée

160. Oui. Les tableaux de la **pièce jointe n° 7** présentent séparément les commandes remportées par les chantiers navals de l'UE et celles remportées par les chantiers navals sud-coréens. Il ressort de ces tableaux que les commandes remportées par les chantiers navals de l'UE et les chantiers navals coréens ont été passées par une large gamme de pays, et qu'une proportion importante de ces pays ont acheté des navires à la fois à des chantiers de l'UE et à des chantiers coréens.

161. Il faut rappeler que dans de nombreux cas les commandes de navires sont le résultat d'une procédure d'appel d'offres en vertu de laquelle tous les pays intéressés ont toute liberté de faire une offre, quelle que soit leur nationalité. Au cas où un courtier maritime interviendrait, il pourrait orienter l'armateur dans son choix d'un chantier. À cette fin, la réputation acquise par un chantier naval pour la construction d'un type spécifique de navire et éventuellement l'existence d'un navire type reconnu peuvent jouer un rôle, mais la nationalité du chantier naval n'est pas un critère pertinent à cet égard. En fait, la plupart des principaux chantiers navals de la planète proposeront dans leur gamme de produits une conception et une qualité acceptables pour les navires pertinents.

162. En plus des tableaux susmentionnés, qui montrent que les chantiers navals de l'UE et les chantiers navals coréens sont les uns et les autres en concurrence à l'échelle mondiale, les CE ont également fourni − dans le cadre de la procédure visée à l'Annexe V − un exemple de cas dans lesquels les chantiers navals des CE ont, en diverses circonstances, fait une offre de prix pour les trois secteurs pertinents, mais la commande a été ensuite passée avec un chantier naval coréen.[47] Tel a été notamment le cas pour la plupart des commandes importantes concernant des transporteurs de GNL. Voilà qui démontre une fois de plus qu'il y a des offres émanant de chantiers navals des CE et de chantiers navals coréens pour les mêmes projets, et que tant les chantiers navals des CE que les chantiers navals coréens entrent en concurrence dans les trois secteurs pertinents.

e) Y a-t-il des contraintes techniques ou juridiques qui affectent la capacité de la branche de production des CE (ou des différents chantiers navals des CE) d'entrer en concurrence pour l'éventail complet de ces activités?

Réponse

163. En principe, non.

164. Cependant, il n'y a que six chantiers des CE qui ont l'expérience de la construction des transporteurs de GNL et trois seulement d'entre eux sont aujourd'hui des participants actifs sur ce marché qui nécessite un vaste savoir-faire et d'importants investissements dans les installations..

165. Les chantiers navals est-allemands, qui se concentrent sur les porte-conteneurs, sont encore soumis à des restrictions en termes de capacité (c'est-à-dire de production en TBC) à la suite de l'approbation de mesures antérieures d'aide à la restructuration, mais il n'y a pas d'exemple connu où

---

navire, il y a un certain nombre de complications qui rendent cette catégorie confuse: le propriétaire immatriculé peut être une société financière, une société immatriculée offshore opérant sur Internet, etc.

[47] Voir la réponse des CE à la procédure visée à l'Annexe V, annexe 7.

ces restrictions auraient empêché les chantiers de participer à des soumissions concernant des porte-conteneurs. Ces restrictions ont plutôt dissuadé les chantiers en question de chercher à obtenir des marchés portant sur des navires de croisière, étant donné que ce type de navire a une teneur en TBC nettement plus élevée que les porte-conteneurs ou que les autres navires autres que les navires à passagers.

38. Question n° 38

En faisant valoir, sur la base de l'affaire États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien et de l'article 15 de l'Accord SMC, qu'un critère "une cause" suffit pour une constatation de l'existence d'un préjudice grave, laissez-vous entendre que le critère de causalité pour le préjudice grave est le même que celui qui s'applique à une mesure compensatoire? Dans l'affirmative, quel est le fondement textuel d'un tel argument? Dans la négative, en quoi l'article 15 de l'Accord SMC ou le critère appliqué par le Groupe spécial Droits compensateurs sur le saumon sont-ils pertinents pour le présent différend? Dans le présent contexte, veuillez répondre à l'observation des États-Unis qui met l'accent sur la différence de rédaction entre l'article 6.3 c) de l'Accord SMC et l'article 15 de l'Accord SMC ("la subvention se traduit par [...]" par opposition à "les effets des importations subventionnées [...]", respectivement).

Réponse

166. Les CE ont fait référence à l'article 15 de l'*Accord SMC* pour mettre en contexte et appuyer leur argument selon lequel les subventions ne sont pas nécessairement la *seule* cause de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix, mais plutôt *une* cause. L'article 15 de l'*Accord SMC* distingue plus précisément entre les "effets des subventions" et d'autres causes possibles (15.5) par opposition à l'"effet/l'incidence des importations subventionnées" sur les prix sur le marché intérieur (15.1, 4, 6). Cela corrobore l'idée que le membre de phrase "effect of the subsidy" ("la subvention se traduit par") ne doit pas être interprété comme exigeant que les subventions soient la cause exclusive de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix, comme il a été également reconnu par les États-Unis.[48]

39. Question n° 39

Dans les figures 11 à 25 de votre première communication, vous énumérez les différents APRG et PSL accordés aux constructeurs navals coréens qui, selon votre allégation, étaient assortis de conditions inférieures à celles du marché. Affirmez-vous que les chantiers navals des CE ont fait concurrence à des chantiers navals coréens pour chacune de ces ventes? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails. Dans la négative, veuillez expliquer ce que signifient ces exemples de financement pour vos allégations concernant les effets défavorables.

Réponse

167. Les transactions énumérées sont présentées à titre d'exemple de subventions à l'exportation accordées par la KEXIM et couvrent ainsi presque tous les principaux secteurs de la construction navale, y compris des secteurs qui ne sont pas mentionnés dans la partie concernant les subventions pouvant donner lieu à une action, comme par exemple les pétroliers, les rouliers, etc.

168. Les chantiers navals des CE entrent en concurrence dans tous ces secteurs. Cependant, étant donné que les renseignements communiqués par la Corée ne l'ont été qu'en tant que renseignements commerciaux confidentiels dans le contexte du processus visé à l'Annexe V, les CE n'ont pas pu partager ces informations avec les chantiers navals de l'UE pour vérifier s'ils participaient éventuellement à l'une ou l'autre des adjudications concernant ces transactions.

[48] Communication de tierce partie des États-Unis, paragraphe 50.

40. Question n° 40

Vous ne présentez aucun argument concernant les effets des différents APRG ou PSL sur les prix des différentes transactions dans lesquelles ces instruments étaient utilisés. Au lieu de cela, vous semblez limiter votre argument concernant les effets défavorables allégués des APRG et PSL à l'observation plus générale selon laquelle ces instruments ont contribué à "sauv[er] [les] chantiers navals de la liquidation", en renforçant l'intérêt qu'il y a à les maintenir en activité par opposition à leur fermeture.

a) Est-ce une interprétation correcte de votre argument concernant les effets défavorables allégués des APRG et PSL?

Réponse

169. Oui.

170. Les CE souhaitent en fait simplement clarifier les effets défavorables allégués des programmes APRG et PSL, mais sans se limiter à des transactions spécifiques.

171. Les CE ne pensent pas que les APRG ou les PSL n'ont pas d'effet sur les prix des différentes transactions dans lesquelles ces instruments ont été utilisés. Leur effet est cependant très difficile à calculer en l'absence de détails précis sur les transactions. À cet égard, la Corée a refusé de fournir aux CE des données essentielles telles que les prix auxquels ont été conclus les marchés, les conditions de paiement ou les dates de livraison des navires (voir la réponse de la Corée en date du 10 octobre 2003, paragraphe 3).

172. Néanmoins, les CE ont présenté dans la pièce jointe n° 5, en utilisant les meilleurs renseignements disponibles, un exemple de ce que serait l'incidence d'une APRG ou d'un PSL sur deux transactions. Ces exemples montrent que l'incidence des APRG et des PSL peut être effectivement très importante (jusqu'à 2 pour cent du prix de la transaction).

173. Les CE, cependant, tiennent à souligner l'incidence que la disponibilité de ces instruments peut avoir sur le marché en général, car l'impossibilité pour un chantier naval d'offrir une APRG à un acheteur amènera la plupart du temps les acheteurs à s'adresser aux chantiers navals qui peuvent offrir une telle garantie.

174. En fait, la possibilité de recourir à une APRG est à ce point cruciale pour un chantier naval qu'Arthur Andersen, dans son examen des causes de la défaillance financière de DHI[49], a considéré le refus des banques coréennes de fournir des APRG à DHI et le relèvement des primes exigées par les banques étrangères comme une cause fondamentale de ses difficultés financières. En particulier, Arthur Andersen a expliqué que l'absence de l'offre d'APRG (ou l'offre d'APRG onéreuses) s'est traduite pour DHI par des annulations de commande ou des retards dans la passation de commandes.

175. De même, la possibilité d'offrir un PSL signifie qu'un chantier naval peut proposer à un acheteur des conditions de paiement permettant à ce dernier de concentrer ses versements en fin de contrat (ce que les acheteurs préfèrent généralement car ils ont ainsi moins de liquidité à verser d'avance pour le paiement du navire), sans avoir à se soucier du financement des coûts de construction).

b) Dans l'affirmative, quelle incidence, le cas échéant, l'aspect chronologique des différents APRG et PSL a-t-il sur l'analyse? Dans la négative, veuillez expliquer.

[49] Pièce jointe n° 64 des CE, page 40.

Réponse

176. L'impact aussi bien des APRG que des APSL se fait sentir au moment des négociations avec l'acheteur car la possibilité de recourir à ces facilités influence le choix du chantier et les conditions de paiement qu'un chantier peut offrir à l'acheteur.

Question n° 41

Veuillez répondre à l'argument de la Corée selon lequel vous alléguez qu'il y a subventionnement de certains mais non de la totalité des chantiers navals coréens, et selon lequel seuls les chantiers navals ayant reçu une subvention alléguée pourraient peut-être causer un préjudice grave alors que les renseignements que vous présentez dans le contexte du préjudice grave concernant la branche de production coréenne se rapportent à celle-ci dans son ensemble.

Réponse

177. Pour répondre à cet argument, il est nécessaire de comprendre la nature de la situation actuelle de la concurrence dans la construction navale en Corée du Sud.

178. Tous les chantiers navals se trouvent dans la nécessité de s'assurer un carnet de commandes bien garni pour financer des installations coûteuses, un endettement éventuellement considérable et un personnel nombreux. Cette nécessité est encore accrue en Corée du Sud par la recherche de volumes élevés pour tenter de contrecarrer les effets des bas prix en s'efforçant de réaliser des économies d'échelle. Pour cette raison, les chantiers navals sont contraints de chercher à s'assurer une part aussi élevée que possible des secteurs du marché qu'ils ont choisis. Étant donné que les principaux chantiers navals de Corée du Sud ciblent en gros les mêmes secteurs du marché, c'est-à-dire ceux qui présentent les plus grandes possibilités de volume associées au maximum de valeur (ou à ce qui est perçu comme tel), le résultat est une concurrence interne extrêmement vive en Corée du Sud.

179. Dans les secteurs du marché les plus fortement contestés, là où les chantiers navals considèrent qu'il y a le maximum de valeur, pas plus de quatre chantiers navals peuvent contrôler jusqu'aux trois quarts du marché. La position dominante d'un petit nombre de fournisseurs a un impact notable sur le marché et, en particulier, sur les prix. C'est la concurrence avec ces grands fournisseurs qu'un chantier naval aura en vue quand il fixera le prix d'un marché. Des statistiques détaillées des carnets de commandes sont présentées dans les pièces jointes n° 2 et n° 6. Elles montrent que la construction navale sud-coréenne occupe une position dominante dans tous les segments du marché en cause, et que les chantiers navals en cause figurent parmi les chantiers dominants dans chaque secteur.

180. Dans ces conditions de concurrence, les bas prix offerts par les chantiers navals subventionnés contraignent les concurrents à s'aligner sur ces bas prix, indépendamment des conséquences économiques à long terme. Il faudrait garder à l'esprit que les conséquences économiques de l'acceptation d'une commande se feront sentir deux ou trois ans plus tard lorsque la production aura démarré, pas au moment de la prise de commande.

181. Le déterminant ultime du prix d'un navire n'est pas "le marché" mais le contrat conclu entre le chantier naval et l'armateur. La question se pose alors: à quel prix un chantier naval peut-il se permettre d'accepter une commande? Assurément, la réponse à cette question est que cela ne peut pas être à n'importe quel prix, indépendamment de l'effet sur la rentabilité et la liquidité à long terme.

42. Question n° 42

Veuillez répondre à l'argument de la Corée selon lequel l'effet de toute subvention alléguée doit être "actuel" et donc que des subventions antérieures ne devraient pas être prises en compte sauf s'il peut être démontré qu'elles ont un tel effet actuel.

Réponse

182. Comme les CE l'ont expliqué lors de la première réunion avec le Groupe spécial, il n'y a à l'OMC aucune règle qui dispose qu'une violation est pardonnée dès lors qu'elle se situe dans le passé. Le temps grammatical utilisé dans le libellé des obligations est le présent, pour exprimer l'intention qui est qu'elles devraient être applicables à tout moment − dans le passé, dans le présent et dans le futur! Cependant, il est également clair pour les CE que le subventionnement coréen continue d'avoir des effets défavorables qui se traduisent par la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix sur le marché mondial de la construction navale. Les CE soumettent dans les **pièces jointes n° 1, 2** et **5** annexées aux présentes réponses des analyses de l'effet quantitatif des subventions et des effets de ces subventions en termes de dépression des prix/d'empêchement de hausses de prix. Elles développeront plus avant dans leur communication présentée à titre de réfutation leur explication du lien existant entre ces phénomènes, en tenant compte également des renseignements présentés par la Corée en réponse aux questions qui lui ont été posées.

43. Question n° 43

Veuillez commenter la déclaration des États-Unis selon laquelle vous vous fondez, pour affirmer que l'empêchement allégué des hausses de prix/la dépression alléguée des prix est "notable", sur le fait que les chantiers navals des CE se heurtent à de gros problèmes à la suite de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix mondiaux. Est-ce une description correcte de votre argument? Dans l'affirmative, veuillez en expliquer les fondements textuels et autres. Dans la négative, veuillez préciser sur quelle base vous affirmez que l'empêchement allégué des hausses de prix/la dépression alléguée des prix est "notable".

Réponse

183. Si les États-Unis sont corrects en disant que les chantiers navals des CE se heurtent à de gros problèmes à la suite de l'empêchement de hausses de prix et de la dépression des prix mondiaux des navires, ce n'est pas là toute la portée de l'argument des CE.

184. Les CE ont expliqué que la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix étaient notables.

185. L'adjectif "notable" ne se rapporte qu'aux expressions "empêchement de hausses de prix" et "dépression des prix" (par opposition au membre de phrase "la subvention ... a pour effet". Ainsi, il doit y avoir une baisse des prix ou une absence de hausses des prix qui est perceptible par opposition à non notable.

186. Le fait que la chute des prix a été non seulement "notable" en elle-même, mais nous a même évincées du marché, montre seulement à quel point cette chute des prix a été notable.

44. Question n° 44

Nous notons que l'article 6.3 c) dispose que l'empêchement des hausses des prix ou la dépression des prix doit être "notable" pour qu'une constatation de l'existence d'un préjudice grave puisse être établie sur cette base. Comment le Groupe spécial peut-il savoir si l'effet des subventions alléguées est notable s'il ne sait pas quel(s) prix aurai[en]t été pratiqué(s) en

l'absence de subventions? Sur quelle base le Groupe spécial peut-il formuler un jugement en ce sens? L'importance de la subvention alléguée n'est-elle pas pertinente pour cette question?

Réponse

187. Les CE présentent les **pièces jointes n° 1, 2** et **5** annexées aux présentes réponses pour fournir des bases supplémentaires permettant d'établir la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix résultant des subventions. Cependant, les CE maintiennent que le fait de quantifier l'effet des types particuliers de subventions en cause (qui comportent dans plusieurs opérations de restructuration l'annulation d'une dette à l'égard des pouvoirs publics) n'aide pas à comprendre pleinement les effets de ces subventions. L'article 6.1 d) de l'*Accord SMC* a énoncé une présomption directe de préjudice grave en cas d'annulation directe d'une dette à l'égard des pouvoirs publics *en plus* de la méthode quantitative prévue à l'article 6.1 a) de l'*Accord SMC*.

188. Les CE réaffirment que la préservation de la capacité en Corée du Sud a entraîné une très forte concurrence entre les principaux chantiers navals coréens, les chantiers navals devant offrir des prix alignés sur les bas prix pour obtenir des commandes. La simulation détaillée des coûts sur laquelle s'appuie l'allégation des CE concernant l'empêchement de hausses de prix a révélé que les chantiers navals à la recherche de forts volumes de commandes ont été ainsi amenés à ne pas tenir compte de la rentabilité future. En particulier, il a été constaté que les prix ne couvraient généralement pas l'inflation, les coûts du service de la dette et le profit. On peut présumer qu'une situation d'équilibre entre la capacité et la demande aurait placé les chantiers navals de Corée du Sud dans une position où ils auraient pu couvrir intégralement les coûts, y compris les engagements au titre de la dette et l'inflation, et réaliser un profit de 5 pour cent. Ainsi, par exemple, pour les transporteurs de GNL, on aurait pu s'attendre à un prix d'environ 168 millions de dollars. Par comparaison, le prix indiqué était de 155 millions de dollars à la fin de l'année 2003. Dans leur communication présentée à titre de réfutation, les CE s'efforceront d'aider encore davantage le Groupe spécial à se prononcer comme il est appelé à le faire, en se fondant sur ces renseignements et en tenant compte des renseignements présentés par la Corée en réponse aux questions qui lui ont été posées.

45. Question n° 45

Veuillez commenter l'argument de la Chine, exposé au paragraphe 46 de sa communication écrite, selon lequel si le montant total d'une subvention est de 10 dollars seulement, il ne peut pas être démontré avec succès que l'effet d'une telle subvention est d'empêcher dans une mesure notable la hausse du prix d'un navire valant 1 milliard de dollars ou de déprimer ce prix dans une mesure notable.

Réponse

189. La Chine lit trop de choses dans le terme "notable". Ce terme a trait exclusivement au degré de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix. Le montant de la subvention n'est pas directement pertinent à cet égard. En conséquence, le terme "notable" n'est pas le fondement d'une obligation de quantifier l'effet de la subvention et de le rattacher au degré de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix. En tout état de cause, ce qui est hypothétique est irréel, parce qu'il est peu probable qu'une subvention de 10 dollars déprime dans une mesure notable le prix de navires qui coûtent habituellement 1 milliard de dollars.

B. QUESTIONS AUX DEUX PARTIES

95. Question n° 95

L'article 11-2 des Lignes directrices sur les intérêts et les commissions (modifiées) (pièce n° 13 des CE) dispose que [RCC: omis dans la version publique].

a) Question à la Corée: Cela donne-t-il à penser que la KEXIM estime que les marchés financiers étrangers constituent un point de repère du marché approprié? Veuillez expliquer.

b) Question aux CE: Quelle incidence, le cas échéant, cette disposition a-t-elle sur l'argument des CE selon lequel la KEXIM n'est pas tenue d'agir sur la base de principes commerciaux? Veuillez expliquer

Réponse

190. Les taux d'intérêt de la KEXIM se composent d'un certain nombre d'éléments dont certains comportent un pouvoir discrétionnaire limité. L'article 11 concerne les taux de base, qui sont le point de départ pour le calcul des taux effectifs. Le principe qui ressort de l'article 11, c'est que le taux de base correspond au taux auquel la KEXIM est capable d'emprunter des fonds sur les marchés financiers ("l'obligation destinée à financer les exportations et les importations est émise à cette fin par la KEXIM") − c'est-à-dire le coût des fonds pour la KEXIM.

191. Le coût des fonds pour la KEXIM ne correspond cependant pas au taux du marché applicable à ses clients pour le type de financement qu'ils obtiennent de la KEXIM. Et la marge dont ce taux peut être ajusté à la hausse (ou à la baisse) pour tenir compte des taux réels du marché offerts par d'autres établissements financiers est limitée à 0,5 pour cent.

192. En conséquence, la disposition n'indique ni que la KEXIM est tenue d'agir ni qu'elle agit en fait **sur la base de principes commerciaux**.

96. Question n° 96

La note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* peut-elle être utilisée pour justifier une interprétation *a contrario* du point j) et du premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation? Veuillez expliquer.

Réponse

193. Non. La note de bas de page 5 doit être interprétée conformément à son libellé qui est que les mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent Accord.

194. En conséquence, seules les mesures "désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation" bénéficient de ce qu'il est convenu d'appeler un "refuge".

195. Une interprétation *a contrario* généralisée de la note de bas de page 5 serait en contradiction avec le fait qu'il s'agit d'une liste de mesures qui sont *présumées constituer* une subvention à l'exportation prohibée (indépendamment du point de savoir si oui ou non elles relèveraient d'une autre manière de l'article 3.1 a))[50], et avec le fait que cette liste n'est qu'*exemplative*.

[50] Cette interprétation a été confirmée par exemple par le Groupe spécial dans *Canada – Aéronefs régionaux*, paragraphe 7.395, où le Groupe spécial a estimé que "le point j) expose les circonstances dans

196. La Liste exemplative, par ses termes mêmes, n'est pas censée constituer une liste exhaustive de subventions à l'exportation. "Exemplatif" est défini comme "providing an illustration or example" (fournissant une illustration ou un exemple).[51] Une interprétation *a contrario* de la Liste comme "permettant" des mesures qui relèvent autrement de la définition d'une subvention à l'exportation au sens de l'article 3.1 a), équivaudrait à traiter la Liste exemplative comme une liste exhaustive de subventions à l'exportation et contredirait les termes de l'article 3.1 a) qui interdit toutes les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, *y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I.*

197. Le premier paragraphe du point k) ne "désigne" aucune mesure comme "ne constituant pas des subventions à l'exportation", et ne peut donc pas faire l'objet d'une interprétation *a contrario*. C'est particulièrement clair à la lumière du contexte constitué par le deuxième paragraphe, qui se réfère clairement aux mesures qui ne sont pas des subventions à l'exportation. Il serait bizarre qu'une disposition unique qui désigne expressément certaines mesures comme ne constituant pas des subventions à l'exportation soit interprétée *a contrario* comme désignant toutes les mesures ne relevant pas de ses termes comme ne constituant pas des subventions à l'exportation. Lorsqu'une disposition est censée être interprétée *a contrario* comme autorisant ce qui n'est pas prohibé, elle n'inclut pas d'exception expresse. En fait, lorsqu'il y a une exception expresse, on pourrait également considérer que l'exception peut être interprétée *a contrario,* ce qui rendrait entièrement caduque la distinction entre le principe et l'exception.

198. Le fait que l'accent doit être mis sur le point de savoir s'il y a une "référence" à une mesure ne constituant pas une subvention à l'exportation a été confirmé par le Groupe spécial dans *Brésil – Aéronefs*, deuxième recours au titre de l'article 21.5 ("le premier paragraphe du point k) ne "désigne" pas de mesures comme "ne constituant pas des subventions à l'exportation" au sens de la note de bas de page [5]").[52]

199. La Corée accorde un grand poids à une déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*. Quoi que l'Organe d'appel ait voulu dire dans cette déclaration, il ne s'agissait pas d'une interprétation de la note de bas de page 5 puisque l'Organe d'appel a dit "[n]ous tenons à souligner que nous n'interprétons pas la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*, et nous n'émettons pas une opinion sur la portée de la note de bas de page 5." Au demeurant, la déclaration de l'Organe d'appel était une opinion incidente parce que la constatation de l'Organe d'appel reposait sur le fait que les paiements en question étaient utilisés pour assurer un avantage important.

200. Le contexte du point j) est très différent du point k) et il semblerait possible de considérer que les mots "à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes" constituent une clause restrictive et désignent donc les garanties du crédit à l'exportation accordées à des taux de primes qui couvrent, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes, comme ne constituant pas des subventions à l'exportation.

97. <u>Question n° 97</u>

Quel est le sens de l'expression "avantage important" figurant dans le premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation?

---

lesquelles l'octroi de garanties de prêt est en soi réputé être une subvention à l'exportation" et par l'Organe d'appel dans *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 179, où l'Organe d'appel a soutenu que "[l]e premier paragraphe du point k) décrit un type de subvention qui est réputé être une subvention à l'exportation prohibée".

[51] The New Shorter Oxford English Dictionary (1993), page 1311.

[52] Aux paragraphes 5.274 et 5.275. Voir également l'opinion incidente dans le premier rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Aéronefs*, paragraphe 9.117.

Réponse

201. Les CE ne croient pas que cette question se pose en l'espèce puisque le point k) n'est pas applicable aux prêts avant expédition.

202. En tout état de cause, il est admis par la Corée que ses prêts avant expédition ne remplissent pas les conditions voulues pour être considérés comme des crédits à l'exportation en vertu du deuxième paragraphe du point k), et en conséquence les CE ne croient pas que le taux d'intérêt commercial de référence utilisé dans l'Arrangement de l'OCDE fournisse un point de repère pertinent. En fait, il n'y a pas de taux d'intérêt commercial de référence correspondant à des prêts de la durée des prêts avant expédition.

203. L'Organe d'appel dans *Brésil – Aéronefs (article 21:5)* a estimé qu'un Membre de l'OMC qui alléguait qu'il ne procurait pas un "avantage important" résultant de l'utilisation de crédits à l'exportation, devait prouver, premièrement, qu'il avait défini un "critère relatif au marché" approprié; et, deuxièmement, que les taux d'intérêt applicables étaient égaux ou supérieurs à ce critère.[53] La Corée n'a fait ni l'un ni l'autre.

98. Question n° 98

Sur le plan juridique, la définition des crédits à l'exportation utilisée par l'OCDE dans le contexte de l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation régit-elle le sens de cette expression figurant dans le premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Réponse

204. Comme il a déjà été indiqué dans la réponse à la question n° 10, les CE considèrent que la définition des "crédits à l'exportation" donnée par l'OCDE correspond au sens généralement accepté de cette expression dans les milieux pertinents, que l'expression "crédit à l'exportation" qui figure au deuxième paragraphe a le sens qui lui est donné dans l'Arrangement de l'OCDE et qu'en raison de l'étroit parallélisme existant entre le premier et le deuxième paragraphe il doit être présumé, en l'absence de toute indication contraire, que l'expression a le même sens à la fois dans le premier et dans le deuxième paragraphe.

99. Question n° 99

Pourriez-vous nous indiquer les raisons sur lesquelles se fonde votre définition des crédits à l'exportation et des garanties du crédit à l'exportation? Un crédit à l'exportation doit-il toujours être un crédit accordé à l'acheteur par l'exportateur ou un établissement financier, et une garantie du crédit à l'exportation doit-elle toujours être la garantie d'un tel crédit? Les PSL sont des prêts accordés par la KEXIM au constructeur naval, et non à l'acheteur. Les APRG sont des garanties accordées par la KEXIM à l'acheteur, non pas pour garantir un crédit octroyé à l'acheteur par l'exportateur ou un établissement financier privé, mais pour garantir qu'un paiement anticipé versé par l'acheteur à l'exportateur sera remboursé dans le cas d'un défaut contractuel. Cela exclut-il les APRG et PSL du champ des crédits à l'exportation/garanties du crédit à l'exportation?

Réponse

205. Oui, les prêts avant expédition et les APRG ne sont pas des crédits à l'exportation/des garanties du crédit à l'exportation.

[53] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs (article 21:5)*, paragraphe 69.

206. La justification ou la raison d'être des règles spéciales prévues pour les crédits à l'exportation et les garanties et l'assurance du crédit à l'exportation (y compris la justification ou la raison d'être du refuge prévu au deuxième paragraphe du point k)) est que des règles et des conventions spéciales pour cette forme de subvention à l'exportation ont été élaborées à un niveau international, en particulier à l'OCDE. Les principes qui sont appliqués sont l'harmonisation et la transparence.

207. Cette justification et cette raison d'être ne s'appliquent pas aux prêts avant expédition et aux APRG tels qu'ils ont été développés par la Corée, pour lesquels il n'y a pas de consensus international.

208. En fait, si l'intention était d'englober dans les "crédits à l'exportation" tous les types d'aide de l'État qui ont quelque pertinence pour les exportations, alors toutes les subventions à l'exportation constitueraient automatiquement des crédits à l'exportation, ce qui rendrait obsolète la distinction entre une "subvention à l'exportation" et un "crédit à l'exportation".

100. Question n° 100

Dans l'affaire Indonésie – Automobiles (le seul rapport de groupe spécial distribué à ce jour qui traite d'allégations relatives à un préjudice grave), le Groupe spécial a appliqué une approche "en l'absence de" lorsqu'il a analysé les allégations concernant le détournement d'importations ou l'entrave à des importations sur le marché indonésien. En particulier, le Groupe spécial a posé la question de savoir si, "en l'absence" des subventions, les volumes des ventes et/ou les parts de marché des parties plaignantes sur le marché indonésien soit n'auraient pas diminué, soit auraient augmenté davantage que cela n'avait été le cas effectivement.

Une approche analogue serait-elle appropriée ici? Concrètement, dans l'évaluation des allégations relatives à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, le Groupe spécial devrait-il chercher à répondre à la question de savoir si, en l'absence des subventions, les prix en question soit n'auraient pas diminué soit auraient augmenté davantage que cela n'a été le cas effectivement?

Dans l'affirmative, quels types de considération le Groupe spécial devrait-il prendre en compte pour essayer de déterminer quels mouvements des prix auraient eu lieu en l'absence des subventions alléguées? Dans la négative, pour quelles raisons, et quelle autre approche devrait être adoptée?

Réponse

209. Oui. Conformément à *CE – Sucre* et à *Indonésie – Automobiles*, le Groupe spécial devrait examiner si les subventions établies par les CE sont une cause contributive ou aggravante de la dépression notable des prix et de l'empêchement notable des hausses des prix dont la démonstration a été faite par les CE. Cela ne peut se faire qu'en suivant une approche cas par cas. Le Groupe spécial peut examiner des facteurs tels que les tendances des prix des produits au cours d'une période de temps, l'évolution des prix de différents types de navire, le comportement des prix de différents chantiers navals, l'évolution des prix par comparaison avec les coûts et l'évolution des prix par comparaison avec celle de la demande.

210. Les CE ont communiqué des données complémentaires dans la **pièce jointe n° 2** et donneront davantage de détails dans leur deuxième communication écrite à la lumière également des renseignements qui doivent être présentés par la Corée en réponse aux questions qui lui sont posées. Les CE se réfèrent également à leur réponse à la question n° 44.

101. Question n° 101

Le mot "peut" figurant dans la partie introductive de l'article 6.3 signifie-t-il que celui qui se plaint d'un "préjudice grave" doit prouver quelque chose de plus que l'existence d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix?

Dans l'affirmative, que doit prouver le plaignant outre l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, et sur quelle disposition du texte de telles prescriptions additionnelles se fondent-elles?

Dans la négative, que signifie le mot "peut"?

Réponse

211. Comme il est expliqué dans la déclaration orale des CE, il n'y a dans l'article 6.3 de l'*Accord SMC* aucune prescription imposant l'obligation de prouver quoi que ce soit au-delà de l'existence de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix. Les CE expliqueront plus en détail plus loin que le terme "may" ("peut"), dans la *partie introductive de l'article 6.3* de l'*Accord SMC* est compatible avec cette interprétation.

212. Le sens ordinaire du terme "may" ("peut") est "to express possibility, opportunity, or *permission*" ("exprimer une possibilité, une opportunité, ou une permission").[54] La structure de l'article 6 de l'*Accord SMC* confirme que le terme "may" ("peut") est employé à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* pour exprimer une "permission". Ainsi, l'article 6 énonce un régime autonome définissant la notion de préjudice grave. Si l'article 6.1 *présumait* que l'existence d'un préjudice grave est présumée dans certaines situations et si l'article 6.7 *exclut* l'existence d'un préjudice grave dans certaines situations, l'article 6.3 *permet* une constatation de l'existence d'un préjudice grave dès lors que le plaignant établit que l'un ou plusieurs des paragraphes 6.3 a) à d) s'appliquent.

213. Cette interprétation est confirmée par le contexte immédiat du terme "peut" à l'article 6.3 c), dans lequel est utilisé le membre phrase "dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs" des situations visées aux paragraphes a) à d). En conséquence, un Membre de l'OMC peut attaquer des subventions comme constituant des subventions pouvant donner lieu à une action en vertu de l'article 6.3 c) dans tous les cas où est présent l'un des effets décrits à l'article 6.3 c), par exemple une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix, respectivement.[55]

214. De surcroît, la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c) de l'*Acccord SMC* précise que l'expression "préjudice grave" est utilisée avec le même sens qu'au paragraphe 1) de l'article XVI du GATT de 1994. Des groupes spéciaux du GATT (et de l'OMC) ont déjà constaté l'existence d'un "préjudice grave" fondé uniquement sur la dépression des prix et la sous-cotation des prix, respectivement.[56]

102. Question n° 102

Dans leurs arguments concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, les CE ont mis l'accent sur les facteurs du côté de la demande. La Corée, par contre, a mis l'accent sur les facteurs du côté de l'offre. N'est-il pas plus correct de considérer ensemble les

[54] Random House Dictionary, citée dans la communication des États-Unis, paragraphe 38.

[55] Ceci est également confirmé par la version espagnole: "en cualquier caso" et française "dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après".

[56] *Restitutions à l'exportation de sucre* (page 24, paragraphe V f)*) et le Groupe spécial de l'OMC chargé de l'affaire Indonésie – Automobiles* (paragraphes 14.254 à 14.246).

deux aspects? Veuillez expliquer l'incidence d'une telle approche sur votre argument concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.

Réponse

215. Les CE ont formulé leur argument relatif à la dépression des prix et à l'empêchement de hausses de prix en tenant compte à la fois de facteurs relatifs à l'offre et à la demande parce qu'elles considèrent que les uns et les autres sont pertinents pour la détermination des marchés des produits en question et de leurs prix.

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Pièce jointe n° 1	Analyse quantitative des subventions à la restructuration
Pièce jointe n° 2	Estimation de la dépression des prix et de l'empêchement de hausses de prix, établie par First Marine International
Pièce jointe n° 3	Analyse de la situation des créances de DHI
Pièce jointe n° 4	Compilation d'une liste de produits affichée sur les sites Internet des producteurs coréens et des producteurs des CE
Pièce jointe n° 5	Effet a*d valorem* des APRG et des prêts avant expédition
Pièce jointe n° 6	Renseignements supplémentaires sur la nature de la concurrence dans la construction navale
Pièce jointe n° 7	Nombre de navires commandés par "pays de l'avantage économique"

LISTE DES PIÈCES

Pièce jointe n° 101 des CE	Communiqué de presse du Ministère des finances et de l'économie en date du 6 octobre 2000 − publié sur le site Internet du Ministère des finances et de l'économie
Pièce jointe n° 102 des CE	Lettre d'intention adressée au FMI par la Corée, en date du 24 septembre 1998
Pièce jointe n° 103 des CE	Loi spéciale sur la gestion des fonds publics
Pièce jointe n° 104 des CE	Groupe de travail du Conseil de l'OCDE sur la construction navale, rapport du Président de la réunion du Groupe d'experts informel, tenue les 1er et 2 mars 2004 (C/WP6/SNG (2004)5)
Pièce jointe n° 105 des CE	Groupe de travail du Conseil de l'OCDE sur la construction navale, situation de la construction navale dans le monde en 2002 - 4 mars 2003 (CWP6/SG (2003)3)
Pièce jointe n° 106 des CE	AWES − rapport annuel, 2002-2003
Pièce jointe n° 107 des CE	Comptes vérifiés de DHI pour 1999
Pièce jointe n° 108 des CE	Comptes vérifiés de DSME pour 2000
Pièce jointe n° 109 des CE	Comptes vérifiés de DSME pour 2001
Pièce jointe n° 110 des CE	Bilan de DHI au 30 septembre 2000
Pièce jointe n° 111 des CE	Compte de résultat de HHI pour 2002 et 2003
Pièce jointe n° 112 des CE	PriceWaterhouseCoopers', analyse du rapport d'Arthur Andersen

ANNEXE D-2

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LA CORÉE

(22 mars 2004)

Question n° 1

Les CE estiment-elles qu'une entité est un "organisme public" dans tous les cas?

Réponse

1. Oui, soit une entité est un organisme public, soit elle ne l'est pas.

Question n° 2

Toutes les entités commerciales d'État (au sens de l'article XVII du GATT de 1994) sont-elles des "organismes publics"? Pour toutes les activités?

Réponse

2. Pour les CE, il n'y a pas nécessairement de lien entre ces deux concepts. La position des CE au sujet des organismes publics est exposée dans la réponse à la question n° 1 du Groupe spécial.

Question n° 3

À propos de la question précédente, dans la négative, quels sont les critères permettant de distinguer: a) les entités commerciales d'État qui sont des "organismes publics" de celles qui n'en sont pas? b) les activités apparentées à celles d'un "organisme public" de celles qui ne le sont pas?

Réponse

3. Voir la réponse des CE à la question n° 1 du Groupe spécial.

Question n° 4

Les CE font valoir que, d'après les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, elles n'ont pas à prouver chaque fait qu'elles affirment. Peuvent-elles indiquer quels sont les faits qu'elles estiment devoir prouver et ceux qu'elles n'ont pas besoin de prouver?

Réponse

4. La question telle qu'elle est posée est trop générale. Les CE ont expliqué leur position tout récemment, aux paragraphes 9 à 15 de leur déclaration orale.

Question n° 5

Quels critères les CE proposent-elles afin de déterminer quels sont les faits qu'elles doivent prouver et ceux pour lesquels elles estiment n'avoir aucune obligation?

Réponse

5. Voir la réponse à la question n° 4 ci-dessus.

Question n° 6

Dans leur déclaration orale, les CE ont indiqué qu'il n'était "pas nécessaire de prouver ce qui [était] évident". Compte tenu du fait que dans le contexte d'un différend il est possible que les parties ou le Groupe spécial ne considèrent pas tous les mêmes questions comme étant "évidentes", veuillez indiquer les éléments de l'argumentation des CE que celles-ci jugent "évidents" et qu'elles n'ont par conséquent pas besoin de prouver.

Réponse

6. Un exemple figure au paragraphe 11 de la déclaration orale des CE.

Question n° 7

Les CE font-elles référence au même concept au paragraphe 10 de leur déclaration liminaire et au paragraphe 61 de leur première communication?

Réponse

7. Si la question fait référence au concept de "*prima facie*", les CE ont expliqué qu'elles admettent avoir la charge de présenter des éléments *prima facie*. Elles estiment qu'elles se sont acquittées de cette charge.

Question n° 8

Des éléments de preuve empiriques relatifs à l'application d'une mesure ont-ils une quelconque pertinence juridique pour ce qui est d'établir si une mesure "telle qu'elle est libellée" est incompatible avec le droit de l'OMC?

Réponse

8. La notion d'"éléments de preuve empiriques" n'est pas claire. Une pratique des pouvoirs publics peut constituer une violation distincte en elle-même et son application effective dans des cas précis peut le mettre en évidence. Voir la réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial.

Question n° 9

Si une mesure a conféré un "avantage" à un moment donné ou dans un cas particulier, mais pas dans un autre, peut-elle être considérée "telle qu'elle est libellée" comme étant incompatible avec le droit de l'OMC?

Réponse

9. Oui, par exemple, si les pouvoirs publics décident que des prêts à l'exportation doivent être accordés dans tous les cas (c'est-à-dire indépendamment de la solvabilité du bénéficiaire) à un taux

fixe de 5 pour cent par exemple, un avantage sera conféré à certains bénéficiaires mais pas nécessairement à d'autres. Une telle mesure serait, telle qu'elle est libellée, incompatible avec le droit de l'OMC.

Question n° 10

S'il est considéré qu'une mesure telle qu'elle est appliquée était incompatible avec le droit de l'OMC par le passé mais qu'il ne soit pas prouvé qu'elle soit incompatible pendant la période la plus récente, quelle serait la voie de recours au titre de l'article 4 de l'Accord SMC?

Réponse

10. La question des voies de recours est une question distincte de celle de l'existence de la violation et c'est une question sur laquelle il n'a pas été demandé au Groupe spécial de se prononcer.

Question n° 11

Veuillez indiquer et quantifier tous les ajustements que les CE ont effectués pour tenir compte de facteurs tels que les différences concernant les durées, les sûretés et les priorités de remboursement, dans leur comparaison entre les obligations de société et les prêts avant expédition.

Question n° 12

Si les CE n'ont pas effectué d'ajustements pour tenir compte de ces facteurs, veuillez expliquer le fondement juridique de la comparabilité.

Réponse aux questions n° 11 et 12

11. Les CE ont exposé leurs vues sur la comparabilité du point de repère dans leur première communication écrite; si la Corée estime que des ajustements sont nécessaires, elle devrait expliquer pourquoi et indiquer sur quelle base ils devraient être effectués.

Question n° 13

Les CE ont-elles des éléments de preuve montrant l'octroi d'APRG actuellement applicables qui, selon elles, confèrent un avantage à une personne quelconque en Corée? Dans l'affirmative, veuillez indiquer tous ces APRG.

Réponse

12. Les CE ont donné des éléments de preuve concernant les transactions subventionnées dont elles ont connaissance. Elles n'ont aucun renseignement indiquant que la KEXIM a cessé d'accorder des APRG à des taux bonifiés. Veuillez aussi vous référer à la réponse des CE à la question n° 42 du Groupe spécial.

Question n° 14

Les CE ont-elles des éléments de preuve montrant l'octroi de prêts avant expédition actuellement applicables qui, selon elles, confèrent un avantage à une personne quelconque en Corée? Dans l'affirmative, veuillez indiquer tous ces prêts avant expédition.

Réponse

13. Les CE ont donné des éléments de preuve concernant les transactions subventionnées dont elles ont connaissance. Elles n'ont aucun renseignement indiquant que la KEXIM a cessé d'accorder des prêts avant expédition à des taux bonifiés. Veuillez aussi vous référer à la réponse des CE à la question n° 42 du Groupe spécial.

Question n° 15

S'agissant de l'analyse de l'avantage, l'analyse dans un cas de conversion de dettes en prises de participation devrait-elle être menée du point de vue de l'investisseur privé ou du point de vue d'un créancier détenteur d'actifs en situation difficile?

Réponse

14. Une analyse de l'avantage est en principe menée du point de vue du bénéficiaire. Les CE ont exposé leurs vues sur la question dans leur réponse à la question n° 18 du Groupe spécial.

Question n° 16

Les CE font-elles valoir que les créanciers de Daewoo ont obtenu un rendement i) trop élevé ou ii) trop faible de leurs créances sur Daewoo?

Réponse

15. Les organismes publics et les organismes privés à l'égard desquels il y avait eu action de charger ont obtenu un rendement trop faible et n'auraient pas accepté la restructuration dans des conditions commerciales.

Question n° 17

Veuillez quantifier la surévaluation ou la sous-évaluation que vous alléguez.

Réponse

16. Voir la réponse à la question n° 15 du Groupe spécial.

Question n° 18

Dans le cas d'une société insolvable, les CE estiment-elles que tous les créanciers avaient raisonnablement la possibilité de vendre leurs créances, comme l'ont fait les prêteurs étrangers?

Réponse

17. Les CE relèvent que la KAMCO a en fait acheté les créances détenues par les créanciers étrangers séparément et à des conditions plus favorables qu'elle ne l'a fait pour celles qui étaient détenues par des créanciers coréens.

Question n° 19

Des chantiers navals des CE ont-ils soumissionné pour l'un quelconque des contrats japonais concernant des transporteurs de GNL? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les soumissionnaires et le niveau de leurs offres.

Réponse

18. Les CE ne comprennent pas en quoi cette question est pertinente étant donné qu'elles n'allèguent pas que les chantiers navals japonais sont subventionnés et causent un préjudice grave.

Question n° 20

Si les CE abandonnent l'argument présenté au sujet du marché japonais dans le sixième rapport de la Commission au Conseil sur la situation de la construction navale dans le monde[1], rejettent-elles les conclusions de la Commission qui figuraient dans ce rapport? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les faits qui ont conduit les CE à voir maintenant la situation différemment.

Réponse

19. Les rapports des CE sur la construction navale sont des analyses politiques de la situation du secteur de la construction navale dans le monde. Ce ne sont pas à proprement parler des analyses économiques. Le chapitre auquel la Corée fait référence porte sur la façon dont certaines régions ayant un secteur de construction navale ont réagi face à l'évolution du marché en 2002. En ce qui concerne le Japon, le rapport indique que les chantiers japonais sont en cours de restructuration et que des synergies en ont résulté. En particulier, la production en série de vraquiers (qui ne sont pas visés par l'allégation d'effets défavorables formulée par les CE) est mentionnée, de même que le fait que, pour ces navires, 50 pour cent des commandes au Japon sont d'origine nationale. En fait, à la fin de 2003, les chantiers coréens avaient des commandes de propriétaires japonais pour 12 porte-conteneurs, deux pétroliers et deux transporteurs de GNL.

Question n° 21

Le marché des États-Unis est-il ouvert pour tous les navires entrant dans les catégories de produits que proposent les CE?

Question n° 22

Si le marché des États-Unis n'est pas ouvert pour tous les produits, veuillez fournir des données indiquant quelle est la partie des catégories de produits pour laquelle le marché est fermé en raison de restrictions à l'importation imposées par les États-Unis, produit par produit.

Réponse aux questions n° 21 et 22

20. Oui. Seul le marché du cabotage n'est pas ouvert aux chantiers autres que ceux des États-Unis mais ce marché représente moins du tiers des commandes des propriétaires du pays, c'est-à-dire que ceux-ci passent trois fois plus de commandes à l'étranger qu'aux chantiers des États-Unis. D'après le Lloyd's Register, le total des commandes en attente aux États-Unis fin décembre 2003 représentait 0,8 million de tbc. En même temps, les commandes passées par des propriétaires des États-Unis dans le monde entier représentaient 2,7 millions de tbc. Les lois des États-Unis sur le cabotage n'ont aucune incidence sur les transporteurs de GNL et les chiffres les plus récents indiquent que la quasi-totalité du commerce maritime extérieur des États-Unis est effectué par des navires qui n'ont pas été construits aux États-Unis. Les courants de trafic sur lesquels la législation des États-Unis relative au cabotage a une incidence sont essentiellement ceux qui sont en provenance ou à destination de l'Alaska ou d'Hawaii; ils représentent donc un volume et une demande de navires limités.

[1] COM(2002)622 final, 13 novembre 2002, section 2.2.3, page 8. Voir aussi le septième rapport de la Commission au Conseil sur la situation de la construction navale dans le monde, COM(2003)232 final, 6 mai 2003, section 2.1.1, page 6.

Question n° 23

Veuillez indiquer les facteurs qui devraient être pris en considération pour définir une catégorie de produits.

Réponse

21. Il est impossible de répondre à cette question d'une façon abstraite. Toutefois, les CE ont indiqué leur position concernant les segments du marché appropriés à utiliser en l'espèce dans leur déclaration orale et dans leur réponse à la question n° 27 du Groupe spécial.

Question n° 24

Comment les CE ont-elles tenu compte des différences techniques, des conditions de paiement, des délais de livraison et des autres différences dans leur analyse du lien de causalité?

Question n° 25

Comment les CE ont-elles écarté les navires construits dans des pays autres que la Corée dans leur analyse du lien de causalité?

Réponse commune aux questions n° 24 et 25

22. Veuillez vous référer aux réponses des CE aux questions n° 34 à 39 du Groupe spécial.

Question n° 26

Comment les CE ont-elles écarté les navires coréens construits par des chantiers qui n'ont pas été restructurés?

Réponse

23. Veuillez vous référer à la réponse des CE à la question n° 41 du Groupe spécial.

Question n° 27

Quelle est la position des CE au sujet de la conclusion de leur expert, la FMI, selon laquelle les chantiers des CE et de la Corée n'entrent en concurrence que pour les porte-conteneurs de collecte et les transporteurs de produits chimiques?

Question n° 28

Quelle est la position des CE au sujet de la conclusion de la FMI selon laquelle, même pour ces segments, il est impossible de considérer que la Corée exerce une influence déterminante sur les prix puisque ces segments sont caractérisés par une concurrence importante d'autres pays pratiquant des prix peu élevés?

Réponse aux questions n° 27 et 28

24. Les CE ont expliqué, le plus récemment en réponse à la question n° 28 du Groupe spécial, que les chantiers navals des CE et de la Corée entraient en concurrence pour l'ensemble de la gamme des segments de produits faisant l'objet du présent différend. En ce qui concerne les transporteurs de

produits chimiques, les CE ont précisé à la première réunion de fond qu'ils n'étaient pas visés par leur allégation. Voir aussi la question n° 27.

Question n° 29

Dans le même ordre d'idées, quelle est la position des CE en ce qui concerne le tableau figurant à la page 4 de la première communication de la Corée indiquant que les navires des CE et de la Corée ne sont présents que dans les segments inférieurs à 100 000 tonnes brutes (avec une faible présence dans le segment compris entre 150 000 et 200 000 tonnes brutes, mais qui est caractérisé par une présence importante des chantiers japonais)?

Réponse

25. Veuillez vous référer à la déclaration orale des CE, paragraphes 109 et 110, ainsi qu'à la réponse des CE à la question n° 28 du Groupe spécial.

Question n° 30

Compte tenu de cette segmentation, veuillez expliquer comment les subventions alléguées à la restructuration des entreprises ont empêché des hausses de prix ou ont déprimé les prix dans tous les segments fondés sur la taille.

Réponse

26. Veuillez vous référer à la réponse des CE à la question n° 29 du Groupe spécial.

Question n° 31

Les transporteurs de GNL entrent-ils en concurrence avec d'autres navires?

Réponse

27. Pas directement, mais veuillez vous référer à la réponse des CE à la question n° 29 du Groupe spécial sur les relations entre les segments.

Question n° 32

Veuillez indiquer tous les chantiers navals des CE qui produisent des transporteurs de GNL ou que les CE estiment capables d'en produire.

Réponse

28. Les Chantiers de l'Atlantique (France), Izar (Espagne) et Kvaener Masa (Finlande) ont été actifs sur le marché pour ce qui est des soumissions et/ou des commandes. Tous les autres grands chantiers navals des CE seraient aussi intéressés par la construction de transporteurs de GNL si les prix n'étaient pas aussi déprimés.

Question n° 33

Veuillez confirmer que les chantiers navals des CE ont enregistré une baisse de la rentabilité en 1997 et 1998 et un accroissement de la rentabilité de 1999 jusqu'à la fin de 2001. Veuillez donner des chiffres ventilés par chantier naval et par produit et fournir des données à l'appui. Veuillez aussi fournir de telles données pour 2002 et 2003.

Réponse

29. Les chiffres relatifs à la rentabilité des chantiers navals des CE ont déjà été communiqués à la Corée dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V – voir la réponse à la question n° 4 de la Corée (et les annexes 4a et 4b jointes).

Question n° 34

Les CE estiment-elles qu'il peut exister un préjudice grave dans un chantier naval qui construit des navires pour lesquels les chantiers navals coréens n'entrent pas en concurrence? Dans l'affirmative, veuillez préciser le mécanisme du marché qui entraîne la transmission de tels effets.

Question n° 35

Dans la négative, quel niveau de chevauchement concurrentiel entre les produits coréens et les produits des chantiers navals des CE est nécessaire pour qu'une subvention cause un préjudice grave?

Réponse commune aux questions n° 34 et 35

30. Ce qu'il faut montrer, c'est que des Membres de l'OMC subissent un préjudice grave, et non des chantiers navals individuels. Pour une meilleure explication des relations entre les segments, veuillez vous référer à la réponse des CE à la question n° 29 du Groupe spécial.

Question n° 36

Veuillez expliquer en détail comment les CE mesurent la capacité dans le secteur de la construction navale.

Réponse

31. La capacité dans la construction navale est extrêmement difficile à mesurer étant donné qu'elle dépend des installations de production et de la gamme de production.

32. Pour utiliser efficacement leurs ressources techniques et humaines, les chantiers s'efforcent d'offrir un assortiment de produits. En même temps, ils s'efforcent de remplir leurs cales de construction avec des types de navires dans lesquels ils sont spécialisés. Par conséquent, la capacité de production effective dépend des commandes reçues et elle peut changer d'une année à l'autre. La capacité dans le secteur de la construction navale devrait être évaluée en fonction de la production effective ou passée (mesurée en tbc – tonnes brutes compensées), car il est extrêmement difficile de déduire un volume de production abstrait à partir de l'importance des installations de construction matérielles. Celles-ci sont généralement définies, entre autres choses, par les lignes de refendage d'acier disponibles, la superficie des bassins et le grutage, mais les mêmes installations peuvent être utilisées pour des navires simples (donnant un nombre de tbc peu élevé) ou des navires très perfectionnés (donnant un nombre de tbc élevé). Par conséquent, la mesure la plus appropriée de la capacité de production d'un chantier correspond à la production passée maximale de ses installations existantes.

ANNEXE D-3

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(22 mars 2004)

I. QUESTIONS À LA CORÉE

A. GÉNÉRALITÉS

46. Y a-t-il contribution financière si les pouvoirs publics accordent un don en espèces à une société détenue par l'État? Veuillez expliquer, eu égard à l'argument de la Corée selon lequel on ne peut pas faire de contribution financière à soi-même (paragraphe 319 de la première communication de la Corée).

D'emblée, la Corée note que, si la question de la contribution financière et la question de l'avantage sont juridiquement distinctes, bon nombre des mêmes faits et des mêmes arguments pertinents s'appliquent aux deux. À cet égard, le problème résulte des affaires de privatisation dans lesquelles les CE ont préconisé une règle absolue consistant à examiner les actifs de façon à remonter jusqu'aux propriétaires effectifs pour déterminer s'il y a un avantage. Cela signifie nécessairement que si le propriétaire et celui qui accorde la contribution sont la même "personne" la question se pose de savoir s'il y a vraiment eu une contribution financière quelconque. Il y a assurément d'intéressantes questions juridiques qui découlent du raisonnement défendu par les CE dans les affaires de privatisation. Apparemment, les CE veulent une règle qui leur soit applicable dans les situations de privatisation les concernant et une autre qui s'applique au reste du monde lorsque cela est commode pour les CE. Évidemment cela, ne peut pas être le cas; les règles de l'OMC s'appliquent à chaque Membre uniformément.

Cependant, le Groupe spécial n'est pas confronté à une question aussi fondamentale dans le présent différend. Pour ne prendre qu'un exemple, la Corée est d'avis que les soi-disant participations au capital social dans une entité détenue en majorité par les pouvoirs publics peuvent être une contribution financière. Les soi-disant "participations au capital social" dissimulent souvent des subventions directes destinées à couvrir des pertes d'exploitation. Par exemple, l'État français a pendant une longue période pris de soi-disant participations au capital social de sa société de construction de moteurs d'avion, la SNECMA. Les prétendus appels de fonds n'étaient généralement que de simples subterfuges mis en évidence par le peu d'empressement des actionnaires minoritaires à y répondre. La question qui se pose dans une conversion de dettes en prises de participation effectuée dans une situation d'insolvabilité est néanmoins différente. Dans de tels cas, lorsque la société est insolvable et, par conséquent, entre les mains des créanciers, la conversion traduit un changement dans la forme de l'instrument financier. Les établissements financiers créanciers ne détenaient pas des liquidités qu'ils pouvaient investir dans une gamme d'instruments financiers; ils détenaient des titres de créance et la question qui se posait était de savoir ce qu'ils pourraient en faire pour en maximiser le rendement. Plus précisément les créanciers détenaient des créances sur des sociétés en difficulté dans un pays confronté à une crise financière. L'étrange diversion à laquelle les CE se sont livrées lors de la première réunion de fond en se lançant dans une description élémentaire des différentes caractéristiques des deux formes d'instruments financiers était tout à fait à côté de la question.

Ainsi, il ne découle pas nécessairement de ce qui précède que tout transfert de fonds d'une entreprise détenue par les pouvoirs publics en faveur d'une société privée implique une contribution financière au sens de l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. Une fois encore, les CE n'appliquent pas les conséquences correctes de la jurisprudence de l'OMC qui indique que "toute analyse du point de savoir si un avantage devrait être axée sur "les personnes morales ou physiques" et non pas sur les opérations de production".[1] En l'espèce, l'analyse de l'avantage adoptée par l'Organe d'appel dans les affaires de privatisation a nécessairement des implications logiques pour la question de la contribution financière.

B. RÉGIME JURIDIQUE DE LA KEXIM

47. À la page 4 de la pièce jointe n° 1 de sa première communication écrite, la Corée déclare que "Les taux d'intérêt et les conditions de garantie appliqués par la KEXIM étaient fondés sur un taux de base du marché auquel différentes marges ont été ajoutées". La Corée allègue-t-elle que la KEXIM accorde un financement et des garanties à des taux supérieurs aux taux du marché?

Au préalable, il est nécessaire de clarifier ce que l'expression "le taux du marché" est censée signifier. Il n'y a pas de "taux d'intérêt du marché" ou de "prime du marché". Le taux du marché existe plutôt sous forme de certaines "fourchettes" ou "bandes" de taux d'intérêt différents ou de primes différentes. Autrement, il ne peut pas y avoir de concurrence entre les banques en termes de taux d'intérêt ou de primes. De l'avis de la Corée, la question qui se pose est donc de savoir si les taux de la KEXIM se situent à l'intérieur des fourchettes ou des bandes en vigueur sur le marché pertinent.

Ensuite, pour répondre à la question, il faut tenir compte de la structure en fonction de laquelle sont déterminés les taux d'intérêt et les primes. Comme la Corée l'a fait valoir dans sa première communication écrite et comme elle l'a dit lors de la première réunion de fond, les taux d'intérêt et les commissions de la KEXIM sont calculés en ajoutant au taux de base des marges telles que "la marge pour risque de crédit", "la couverture cible", "le taux d'ajustement en fonction du marché", etc.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, la KEXIM fixe le taux de base différemment selon que le prêt est libellé en won ou dans une monnaie étrangère, et selon que le taux d'intérêt est un taux fixe ou flottant, ainsi qu'il est stipulé dans les Lignes directrices sur les taux d'intérêt (articles 10, 11 et 11-2 pièce jointe n° 1.1(15) de l'Annexe V de la réponse de la Corée, pièce n° 13 des CE). On trouvera ci-dessous un graphique récapitulant les taux de base actuellement en vigueur pour les prêts accordés par la KEXIM.

[RCC: omis dans la version publique.]

Si les taux de base ainsi obtenus ne correspondent pas aux taux auxquels sont finalement accordés les prêts de la KEXIM, en raison des diverses marges qui y sont ajoutées, le taux de base est en lui-même conçu de manière à refléter d'une manière adéquate le niveau des taux d'intérêt pratiqué sur le marché financier à la date du prêt, ainsi que les coûts supportés par la KEXIM pour se procurer les fonds nécessaires (par exemple des emprunts à l'étranger et des émissions obligataires de la KEXIM). De plus, la pratique courante de toutes les banques commerciales coréennes consiste à utiliser le LIBOR ou les taux de rendement des certificats de dépôt comme taux de base pour leurs prêts à taux flottants (la Corée note que les prêts à taux flottants constituent la majorité absolue de la totalité des prêts accordés par la KEXIM). Compte tenu de ces faits, la structure du taux d'intérêt de la KEXIM garantit que les taux d'intérêt de la KEXIM se situent à l'intérieur de la "fourchette" ou de

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires applicables à certains produits en provenance des CE*, paragraphe 110.

la "bande" qui prévaut sur le marché pertinent. À cet égard, la Corée n'a pas allégué que les taux d'intérêt de la KEXIM étaient nécessairement supérieurs aux "taux du marché".

En ce qui concerne les commissions de garantie, jusqu'au déclenchement de la crise financière asiatique, tous les participants au marché des APRG, y compris la KEXIM, avaient appliqué des primes analogues allant de **[RCC: omis dans la version publique]**. La KEXIM offrait des primes à l'intérieur de cette fourchette, en se fondant sur son expérience passée dans ce domaine et compte tenu également de la concurrence sur le marché. Cependant, pendant la période de la crise et pendant les périodes qui l'ont immédiatement suivie, d'autres établissements financiers participaient rarement au marché. Il n'y avait donc pratiquement pas de primes comparables proposées par d'autres établissements financiers de Corée. Pendant la crise, la KEXIM a adopté pour ses commissions une structure comprenant le taux de base et la marge pour risque de crédit. Le taux de base était calculé principalement en fonction du coût historique de la fourniture de garanties, et la marge pour risque de crédit a été introduite pour prendre en compte les risques de crédit inhérents à des transactions particulières. Lorsque le marché financier s'est stabilisé après la crise (plus précisément depuis 2002), d'autres banques commerciales sont revenues sur le marché, ce qui a favorisé un retour à la concurrence sur le marché des APRG. À la suite des changements intervenus sur le marché, la KEXIM a adopté un autre facteur de marge, le "taux d'ajustement en fonction du marché", qui donne aux dirigeants de la KEXIM la souplesse nécessaire pour réagir aux mouvements des marchés et tenir compte de la relation avec la clientèle. En conséquence, la structure du taux de commission de la KEXIM garantit que les primes demandées se situent à l'intérieur de la fourchette des "primes du marché".

48. Au paragraphe 133 de sa première communication écrite, la Corée "nie que la Loi KEXIM, le Décret et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt prévoient l'octroi de subventions au sens de l'*Accord SMC*, et encore moins de subventions prohibées subordonnées aux résultats à l'exportation, au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*". La Corée conteste-t-elle l'allégation des CE selon laquelle les prêts et garanties accordés au titre du régime juridique de la KEXIM sont subordonnés aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*?

Dans le paragraphe susmentionné, la Corée entendait souligner simplement que la Loi KEXIM, le Décret et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt ne peuvent pas en tant que tels constituer des subventions au sens de l'Accord SMC, et qu'il n'était donc pas nécessaire d'examiner plus avant une éventuelle "subordination" des subventions alléguées "aux résultats à l'exportation". La Corée n'a pas pris position sur le point de savoir si de tels prêts et garanties sont subordonnés aux résultats à l'exportation.

49. Au sujet du paragraphe 158 de la première communication écrite de la Corée, veuillez fournir des éléments de preuve étayant l'argument de la Corée selon lequel le gouvernement coréen a injecté des capitaux dans la KEXIM afin d'"éviter des cotes de crédit négatives" et non pour couvrir des pertes. Si les injections de capitaux étaient faites à cette fin, quelle incidence cela aurait-il sur l'affirmation de la Corée selon laquelle les activités de la KEXIM ont toujours été rentables? En particulier, pourquoi la cote de crédit de la KEXIM aurait-elle été compromise si ses activités ont toujours été rentables?

Comme la Corée le fait valoir dans sa première communication écrite, les injections de capitaux dans la KEXIM étaient nécessaires pour maintenir une bonne cote de crédit ainsi qu'un bon ratio de solvabilité conformément à la définition de la BRI, étant donné que la KEXIM avait recours à des emprunts extérieurs pour se procurer les fonds dont elle avait besoin **[RCC: omis dans la version publique]** alors qu'au Japon ou aux États-Unis d'autres organismes de crédit à l'exportation se procurent entre 80 et 100 pour cent du total des fonds nécessaires en empruntant auprès de leurs

pouvoirs publics. Le maintien d'une cote de crédit favorable et d'un bon ratio de solvabilité conformément à la définition de la BRI était donc la condition clé des activités de la KEXIM.

Étant donné que le ratio de solvabilité de la BRI est défini comme le rapport entre le "capital social" d'une société et les "actifs pondérés en fonction des risques" auxquels la société est exposée (c'est-à-dire, comme le quotient du capital social divisé par les actifs pondérés en fonction des risques et multiplié par 100 pour cent), les bénéfices d'exploitation n'ont pas de lien direct avec le ratio de solvabilité ni d'incidence directe sur ce ratio à moins et jusqu'à ce que ces bénéfices d'exploitation soient convertis en capital social par le biais d'une "capitalisation des réserves". De plus, étant donné la taille des "actifs pondérés en fonction des risques" et du "capital social", la conversion des bénéfices d'exploitation en capital social n'a qu'un effet généralement insignifiant au regard du ratio de solvabilité de la BRI.

Lors des augmentations de capital auxquelles la KEXIM a procédé en 1998 et 1999, ses actifs pondérés en fonction des risques avaient augmenté et atteignaient un niveau substantiel parce que, entre autres choses, la majorité des prêts accordés par la KEXIM était constituée de prêts libellés en devises et les taux de change won-dollar étaient extrêmement élevés. De surcroît, la KEXIM anticipait un accroissement substantiel de la demande de prêts libellés en devises étant donné la situation du marché.

Dans ces circonstances, un recul du ratio BRI et de la cote de crédit de la KEXIM était prévisible en dépit de sa rentabilité générale. La KEXIM devait donc augmenter ses fonds propres pour soutenir ces indicateurs. À titre d'information, la Corée indique ci-dessous les modifications apportées par Standard and Poor's à la cote de crédit de la KEXIM pour les périodes pertinentes, et le bénéfice d'exploitation de la KEXIM depuis sa création.

[RCC: omis dans la version publique.]

50. La rentabilité des activités de la KEXIM exclut-elle la possibilité que la banque ait accordé des subventions?

La question de la rentabilité de la KEXIM pose en réalité deux problèmes différents.

Premièrement, la Corée n'a pas allégué que la rentabilité des activités de la KEXIM exclut nécessairement la possibilité qu'elle ait accordé des subventions. Cependant, la rentabilité générale des activités de la KEXIM constitue une réfutation directe de l'argument des CE selon lequel la KEXIM était tenue en vertu de certaines dispositions de la Loi KEXIM et des Lignes directrices s'y rapportant d'accorder des emprunts ou des garanties à des taux se traduisant par des pertes ou sans tenir compte des principes commerciaux ni des principes du marché. Le principe du marché étant de générer des profits, la Corée estime que la rentabilité continue de la KEXIM montre qu'elle a agi conformément aux principes du marché.

Deuxièmement, en réponse à l'argument soulevé par les États-Unis selon lequel les aspects liés au coût supporté par les pouvoirs publics sont déterminants pour la question de l'avantage conféré au bénéficiaire, la Corée a signalé le caractère juridiquement non pertinent du rapport coût-avantage et a poursuivi en montrant que, en pratique, la KEXIM avait toujours affiché un bénéfice, ce qui indique qu'en réalité elle ne travaille pas à un prix inférieur à ses coûts.[2]

[2] Pour clarifier la réponse à cette question, la Corée note que ces arguments sont présentés à titre subsidiaire. En se référant au coût supporté par les pouvoirs publics, la Corée n'admet pas que la KEXIM est un organisme public. La Corée tient à rappeler que cette question des arguments présentés à titre subsidiaire se pose à maintes reprises tout au long de ces réponses et la Corée demande que cette réserve soit acceptée d'une manière générale sans qu'il soit nécessaire de la répéter dans chaque cas.

51. Au sujet du paragraphe 159 de la première communication écrite de la Corée, pour quelle raison le statut conféré au gouvernement coréen est-il moins préférentiel que celui des autres actionnaires? Cela ne donne-t-il pas à penser qu'il y a une forme quelconque de relation spéciale entre la KEXIM et le gouvernement coréen?

La disposition de l'article 36 de la Loi KEXIM ne semble pas indiquer en tant que telle l'existence d'une relation spéciale quelconque entre la KEXIM et le gouvernement coréen. On obtiendrait une meilleure interprétation de cette disposition si elle était lue dans le contexte de l'article 4 de la Loi KEXIM qui énumère les entités pouvant apporter des capitaux à la KEXIM. Lorsque la Loi KEXIM a été promulguée, le 28 juillet 1969, il était admis que seul le gouvernement coréen injecterait des capitaux dans la KEXIM. Cependant, l'article 4 de la Loi KEXIM a été amendé le 24 décembre 1974 afin d'encourager les établissements financiers commerciaux et d'autres entités à participer aux apports de capitaux à la KEXIM. Afin d'inciter ces établissements financiers commerciaux et d'autres entités à investir dans la KEXIM, l'article 36 a été également amendé de manière à instituer un traitement différencié entre les actionnaires publics et les autres actionnaires non publics. Au demeurant, il n'est pas rare, dans les firmes privées, que les principaux actionnaires touchent moins de dividendes et assument moins de risques que d'autres actionnaires moins importants.

52. Au paragraphe 128 de leur communication, les CE citent le document intitulé "On-Line Road Show" de la KEXIM où celle-ci affirme qu'une partie de sa mission consiste à exercer "un rôle et une fonction complémentaires mais pionniers pour l'économie nationale, que les banques commerciales pourraient difficilement assumer". Cela n'est-il pas la preuve d'un financement inférieur au marché fourni par la KEXIM?

Le document "On-Line Road Show" a été essentiellement conçu à l'intention des investisseurs potentiels qui souscrivent aux obligations émises par la KEXIM. Dans le document On-Line Road Show susmentionné, la KEXIM tentait de décrire le rôle et la fonction spécialisés qu'elle exerce en tant qu'organisme de crédit à l'exportation. Les organismes de crédit à l'exportation comme la KEXIM fournissent généralement un financement spécialisé lié au commerce. Ce financement comporte le plus souvent des prêts à long terme liés à des projets (par exemple des prêts à l'exportation à moyen et à long terme), des modalités de remboursement spéciales (par exemple des remboursements différés ou des remboursements spécialement structurés) ou encore des méthodes spéciales de nantissement. Étant donné ces particularités et ces spécificités du financement fourni par les organismes de crédit à l'exportation, il n'est pas inexact de dire qu'il y a un rôle et une fonction "complémentaires mais pionniers" que les banques commerciales trouvent difficile d'exercer. En particulier, le financement du crédit à l'exportation à long terme sur la base de remboursements différés est un domaine dans lequel la KEXIM est seule à se spécialiser. Cependant, il est également vrai, comme la Corée l'a expliqué lors de la première réunion de fond, que les banques commerciales ont maintenant pris pied dans la plupart des secteurs de financement dans lesquels la KEXIM opère et sont désormais en concurrence avec la KEXIM selon les modalités du marché. Il importe de se souvenir du contexte dans lequel la KEXIM a été créée. La Corée était un pays en développement où les marchés financiers étaient insuffisamment formés, entre autres choses. Il est tout à fait courant, dans ces situations, que des banques spécialisées soient mises en place pour apporter ce savoir-faire pionnier. C'est donc là une question de spécialisation technique et, à mesure que l'économie coréenne mûrit et se développe, ce savoir-faire se diffuse à son tour, entraînant une dilution du "rôle pionnier".

Le document "On-Line Road Show" a été présenté dans ce contexte général. Il est simplement dénué de pertinence en ce qui concerne la question d'un financement par la KEXIM inférieur au marché.

53. Veuillez expliquer comment vous comprenez la clause de "non-concurrence" dans le cadre juridique de la KEXIM. Que signifie dans la pratique le fait de ne pas faire concurrence à des banques commerciales? Que veut dire la Corée lorsqu'elle fait valoir que la KEXIM ne fait pas concurrence à des banques commerciales? Vous semblez expliquer cette clause en termes de différence d'échéance entre les prêts de la KEXIM et les prêts commerciaux. Or les PSL sont accordés pour une durée allant de 90 à 180 jours, qui se situe exactement dans l'éventail des conditions des banques commerciales. De plus, les APRG sont accordées pour une durée non inférieure à six mois et non supérieure à 25 ans, ce qui correspond à la large fourchette à l'intérieur de laquelle les banques commerciales opèrent. Veuillez commenter.

Comme la Corée l'a dit lors de la première réunion de fond, pour interpréter correctement le sens de l'article 24 et ses liens avec l'article 25.2, il est nécessaire d'avoir une idée exacte des principaux services financiers fournis par la KEXIM. Les services financiers de la KEXIM peuvent se répartir, en gros, entre les quatre (4) domaines énumérés ci-dessous:

1) *financement des exportations*: prêts à l'exportation, prêts assortis de conditions de remboursement différé régis par l'Arrangement de l'OCDE; prêts avant expédition (qui constituent la mesure en cause);

2) *crédits à l'investissement à l'étranger*: ce sont les crédits à long terme accordés par la KEXIM en conjonction avec des investissements à l'étranger. En règle générale, ces crédits sont à échéance de deux à cinq ans;

3) *crédits à l'importation*: ce sont des crédits à long terme accordés en conjonction avec des importations de biens d'équipement; et

4) *garanties*: la KEXIM accorde des garanties de bonne exécution, des cautions de soumission, des cautions de retenue de garantie, des cautions de garantie et des APRG (qui constituent la mesure en cause).

Ces services financiers impliquent en général des financements à long terme liés à des opérations commerciales et comportent également des prêts en devises. Lors de la création de la KEXIM en 1976, les établissements financiers étaient peu nombreux à fournir ces types de services. L'objectif principal de la création de la KEXIM était donc de fournir ces types de services financiers à long terme liés à des opérations commerciales pour lesquels il n'y avait pas à l'époque de concurrence de la part des banques commerciales. C'est dans ce contexte que l'article 24 a été adopté pour décrire le caractère spécialisé des activités de la KEXIM. Mais la clause générale de "non-concurrence" de l'article 24 ne visait pas, de par sa nature, à donner une définition très précise des opérations de la KEXIM. À cet égard, l'article 25.2 décrit les services financiers de la KEXIM par référence à la durée des prêts en indiquant que l'échéance des prêts de la KEXIM devrait se situer entre six mois et 25 ans. Bien entendu, cette disposition n'avait pas pour but de donner effet à la clause de "non-concurrence" de l'article 24, étant donné que l'échéance de "six mois à 25 ans" est si large que la plupart des services de financement fournis par d'autres établissements financiers commerciaux se situeront à l'intérieur de cette échéance de "six mois à 25 ans". Toutefois, une échéance de 25 ans recouvre une période très longue pour laquelle peu de banques commerciales fournissent un financement. À cet égard, l'article 25.2 indique néanmoins le rôle spécial de la KEXIM en mettant l'accent sur le financement à très long terme, secteur dans lequel les banques commerciales n'interviennent généralement pas. En tout état de cause, il convient de noter qu'aucune de ces dispositions n'a pour but d'interdire à d'autres établissements financiers de participer aux services financiers à long terme fournis par la KEXIM pour des opérations commerciales ou d'obliger la KEXIM à se retirer du marché de ces services financiers dès lors qu'ils sont fournis par d'autres établissements financiers.

Après la création de la KEXIM, le marché financier coréen s'est développé et les établissements financiers commerciaux ont commencé à fournir les services de financement spécialisés dans lesquels la KEXIM avait exercé ses activités. Ainsi, la KEXIM est aujourd'hui en concurrence avec les banques commerciales dans tous les secteurs des services financiers, à l'exception des crédits à l'exportation à long terme assortis de modalités de remboursement différé, qui sont régis par l'Arrangement de l'OCDE. En ce qui concerne les prêts avant expédition, la KEXIM est en concurrence avec d'autres établissements financiers qui fournissent des "prêts généraux" ou d'autres prêts à court terme. En ce qui concerne les crédits à l'investissement à l'étranger, la réglementation des changes ayant été modifiée pour permettre aux banques commerciales de fournir des crédits à l'investissement à l'étranger, tous les établissements financiers ont désormais toute latitude pour accorder des crédits de ce type. En ce qui concerne les APRG, la KEXIM ne détenait qu'une petite fraction de ce marché (moins de 20 pour cent) avant la crise financière asiatique, comme l'a fait valoir la Corée.

De plus, le sens véritable de l'article 24 de la Loi KEXIM peut être clairement expliqué à la lumière des modifications apportées à l'article 18 de la Loi qui énumère directement les différents types d'opérations à effectuer par la KEXIM. Avant le 16 septembre 1998, l'article 18 stipulait que "la KEXIM peut entreprendre les opérations prescrites à [chaque alinéa de l'article 18] qui ne peuvent normalement pas être menées par d'autres établissements financiers". En d'autres termes, l'article 18 limitait clairement les opérations de la KEXIM aux services financiers qui ne pouvaient pas être fournis par d'autres établissements financiers. Cependant, en vertu de l'Amendement du 16 septembre 1998, cette clause restrictive de "non-concurrence" concernant le champ d'activité de la KEXIM a été supprimée et l'article 18 dispose désormais que la KEXIM "peut entreprendre les opérations prescrites dans les "alinéas de l'article 18"" sans limitation aucune (veuillez vous reporter aux amendements à la Loi et au Décret KEXIM, pièce jointe n° 1.1(1) à 3 de la réponse de la Corée à l'Annexe V, pièce n° 12 des CE). Cet amendement explique comment l'article 24 de la Loi KEXIM a été interprété et appliqué.

Étant donné que la situation du marché financier a changé depuis l'adoption de la Loi KEXIM, et compte tenu de l'amendement susmentionné à l'article 18, la clause de non-concurrence de l'article 24 de la Loi KEXIM aurait dû être abrogée. En fait, pour cette raison, la KEXIM envisageait de proposer que l'article 24 de la Loi KEXIM soit abrogé ou modifié. Il n'y a là rien d'inhabituel. Chaque juridiction de chaque membre de l'OMC a dans ses codes des dispositions législatives ou réglementaires périmées qui devraient être modifiées, mais parfois cela n'est pas possible en raison de programmes législatifs surchargés.

54. Au paragraphe 170, la Corée affirme que l'article 24 de la Loi KEXIM devrait être lu conjointement avec l'article 25.2 de la même loi. En l'absence de lien explicite entre ces deux dispositions, veuillez indiquer les éléments étayant cet argument (comme, par exemple, l'histoire de la négociation de l'article 24). Si l'affirmation de la Corée concernant le lien entre ces dispositions est correcte, et si l'article 25.2 énonce explicitement des restrictions concernant les conditions du financement que la KEXIM peut accorder, quel est le but de l'article 24, autrement dit, qu'ajoute-t-il à l'article 25.2?

Veuillez vous reporter aux réponses de la Corée à la question n° 53 ci-dessus.

55. En ce qui concerne l'article 26 de la Loi KEXIM, la Corée a laissé entendre lors de l'audience que cette disposition devrait être interprétée dans le contexte de la totalité de cet instrument juridique. Quelles autres dispositions de la Loi KEXIM ont une incidence sur l'interprétation de l'article 26? Veuillez expliquer.

L'article 26 n'a pas d'autre but que d'assurer que tous les taux et commissions couvrent "au moins" les coûts lorsque la KEXIM fournit un financement. Il n'interdit pas à la KEXIM de faire des bénéfices et, au contraire, il l'oblige effectivement à mener des activités rentables. En fait, la KEXIM

a réalisé depuis sa création des bénéfices d'exploitation d'un montant substantiel, comme indiqué dans la réponse à la question n° 49 ci-dessus. De plus, d'autres dispositions pertinentes du Décret KEXIM imposent effectivement à la KEXIM l'obligation d'exercer ses activités dans un but lucratif. Plus spécifiquement, l'article 17.3 à 17.13 du Décret KEXIM énonce les paramètres d'une gestion saine et rentable de la KEXIM. De plus, les Lignes directrices de la KEXIM sur les taux d'intérêt définissent le mécanisme applicable à la détermination des taux d'intérêt et des commissions, qui est structuré de telle sorte que les taux de la KEXIM soient toujours alignés sur les taux du marché (voir les chapitres 2, 3 et 4 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt).

56. L'article 26 de la Loi KEXIM dispose, en particulier, que sauf lorsqu'il est "inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international afin de faciliter [...] exportations [...]", les taux d'intérêt seront fixés de façon à couvrir, entre autres choses, les dépenses d'exploitation.

a) Quel est le sens du membre de phrase "inévitable pour maintenir la compétitivité au niveau international"?

b) Comment ce membre de phrase est-il appliqué dans la pratique? En pareil cas, lorsque le taux d'intérêt est réduit pour maintenir la compétitivité au niveau international, cela n'impliquerait-il pas que le taux final est inférieur à celui du marché?

Comme la Corée l'a noté lors de la première réunion de fond, le membre de phrase susmentionné a été inclus dans la Loi KEXIM afin de donner à la KEXIM la possibilité de fournir un financement à un niveau inférieur aux coûts dans des situations exceptionnelles où elle doit faire face à une rude concurrence d'établissements financiers étrangers en matière de "taux". Un exemple type est une situation dans laquelle la KEXIM doit recourir à l'"alignement" autorisé en vertu de l'Arrangement de l'OCDE. En vertu de l'Arrangement, lorsqu'un organisme homologue de crédit à l'exportation s'écarte des lignes directrices établies par l'Arrangement de l'OCDE, les autres organismes de crédit à l'exportation sont autorisés à abaisser leurs taux d'intérêt pour les aligner sur ceux de leurs homologues. C'est pour offrir cette possibilité que l'article 26 a été introduit dans la Loi KEXIM. Cependant, étant donné que cet "alignement" serait exceptionnel, l'article 26 emploie le terme "inévitable", qui signifie que dans des circonstances normales ou ordinaires cette exception ne doit pas s'appliquer. La Corée note que cette exception prévue en vertu de l'article 26 n'a jamais été appliquée en pratique jusqu'à présent. De plus, la KEXIM a interprété ce mécanisme d'alignement d'une manière tellement restrictive qu'il ne peut s'appliquer que pour l'alignement de … **[RCC: omis dans la version publique]**. (Voir l'article 43 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt.)

En tout état de cause, la Corée estime que la sous-question b) posée par le Groupe spécial ne semble pas pertinente en ce qui concerne la définition de la subvention ou du point de repère du marché. Étant donné que l'avantage n'est pas déterminé par référence au coût supporté par l'autorité qui accorde la subvention, mais par référence aux avantages obtenus par le bénéficiaire de la subvention, le fait que le taux d'intérêt de la KEXIM peut être dans des cas exceptionnels inférieur à ses "dépenses d'exploitation", ainsi qu'il est mentionné à l'article 26, n'a rien à voir avec la constatation de l'existence d'un "avantage" ou d'une "subvention". Au lieu de cela, pour autant que l'article 26 autorise la KEXIM à s'aligner sur les faibles taux d'intérêt pratiqués par d'autres établissements financiers concurrents, la KEXIM finira toujours par appliquer le point de repère du marché, que son taux soit ou non inférieur ou supérieur à ses "dépenses d'exploitation". En somme, l'article 26 n'implique pas que le taux final de la KEXIM est "inférieur au marché".

C. LE PROGRAMME APRG

57. Avons-nous raison de comprendre que le taux d'ajustement en fonction du marché signifie un ajustement à la hausse ou à la baisse, en direction du taux du marché, du

taux de base majoré des marges? Cela ne signifie-t-il pas que l'application d'un taux d'ajustement en fonction du marché pourrait aboutir à un taux inférieur à celui du marché? Veuillez expliquer.

Tout d'abord, comme il est expliqué dans sa réponse à la question n° 47 ci-dessus, la Corée tient à préciser que le "taux du marché" se présente sous forme de "fourchette" ou de "bande", non pas sous la forme d'un taux unique.

Le taux d'ajustement en fonction du marché est l'une des marges (ou primes) qui doit être appliquée, dans le sens de la hausse ou de la baisse, au taux de base en plus d'autres marges telles que "la marge pour risque de crédit" et "la couverture cible". **[RCC: omis dans la version publique.]**

Il est commercialement raisonnable et pleinement conforme à une orientation en fonction du marché de déterminer les taux finals en tenant compte des taux pratiqués par d'autres établissements financiers concurrents ou de permettre à un emprunteur qui a des relations de longue date avec la KEXIM et de solides antécédents d'obtenir des taux d'intérêt et/ou des commissions moins élevés. La Corée voudrait noter que l'application d'un tel taux d'ajustement en fonction du marché ou de marges analogues est une pratique commerciale à laquelle tous les autres établissements financiers commerciaux ont recours.

[RCC: omis dans la version publique.]

La Corée ne croit pas que l'application de ce taux d'ajustement en fonction du marché peut aboutir à un taux de commission final inférieur à ceux du marché. En effet, le taux de base et les marges, y compris le taux d'ajustement en fonction du marché, sont déterminés et appliqués conformément aux critères du marché et le taux final est toujours censé rester à l'intérieur de la fourchette des "taux du marché".

58. Veuillez donner des exemples d'APRG accordées par la KEXIM à des acquéreurs de navires de commerce pour lesquelles le taux d'ajustement en fonction du marché a été i) orienté à la hausse, ii) orienté à la baisse, et iii) nul/neutre. Pendant l'année 2003, quelle proportion de la totalité (c'est-à-dire pour le secteur des transports maritimes et les autres secteurs) des APRG accordées par la KEXIM comportait des taux d'ajustement en fonction du marché i) orientés à la hausse, ii) orientés à la baisse et iii) nuls/neutres?

[RCC: omis dans la version publique.]

59. Dans les transactions pour lesquelles aucun "crédit à l'exportation" n'a été accordé à l'exportateur coréen, l'argument exposé au paragraphe 263 de la première communication écrite de la Corée (selon lequel les exportateurs coréens exportant des biens d'équipement qui remplissent les conditions requises pour bénéficier de prêts au titre des politiques de la KEXIM en matière de prêts à l'exportation sont aussi admissibles au bénéfice des APRG) est-il pertinent? L'APRG constituerait-elle toujours une "garantie du crédit à l'exportation" dans ces circonstances? Veuillez expliquer.

La Corée a soulevé cette question dans le cadre de ses arguments présentés à titre subsidiaire au sujet des refuges offerts par les points j) et k) de l'Annexe I. La Corée a invoqué la similarité entre les critères d'admissibilité au bénéfice des crédits à l'exportation et des APRG comme constituant un indicateur supplémentaire à l'appui de sa conclusion selon laquelle les APRG sont des garanties du crédit à l'exportation. Le fait que des APRG peuvent être accordées lorsque des crédits à l'exportation au sens strict ne le sont pas n'empêche pas les APRG de pouvoir être considérées comme des garanties du crédit à l'exportation parce qu'elles constituent néanmoins une garantie accessoire à une transaction à l'exportation, analogue à une garantie de crédit qui couvre une défaillance de l'emprunteur. Au

demeurant, de l'avis de la Corée, les APRG constituent une garantie contre des augmentations du coût des produits exportés, au sens du point j) de l'Annexe I, pour les raisons indiquées aux paragraphes 265 à 267 de sa première communication écrite.

60. En ce qui concerne l'argument exposé au paragraphe 266 de la première communication écrite de la Corée (à savoir que les APRG constituent une sauvegarde contre les augmentations du coût de production d'un navire, en dispensant le constructeur naval de la nécessité d'emprunter des fonds de roulement), la Corée est-elle d'avis que la fourniture d'une APRG empêche toute augmentation du coût de la production d'un navire de commerce?

Non, la Corée ne soutient pas que, dans le sens le plus large, une APRG empêche "toute" augmentation des coûts. Le programme APRG est assez limité. Il s'applique uniquement au coût lié aux fonds de roulement nécessaires pour produire le navire. La référence à la garantie contre des augmentations des coûts démontre également que le point j) ne se limite pas aux garanties accordées directement aux acheteurs, car la référence aux "coûts" − qui sont plus étroitement liés aux risques supportés par le vendeur − est l'expression utilisée plutôt que la référence à une sauvegarde contre les augmentations de "prix", qui indiquerait plus clairement une focalisation sur les acheteurs.

D. PROGRAMME PSL

61. Eu égard aux paragraphes 260 et 271 de la première communication écrite de la Corée, la Corée est-elle d'avis que toute mesure officielle visant à promouvoir les exportations constitue un crédit public à l'exportation? Veuillez expliquer.

La Corée ne voulait pas dire que toute mesure officielle visant à promouvoir les exportations constitue un crédit public à l'exportation, quand elle a fait référence, au paragraphe 260 de sa première communication écrite, à la section 4 de l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les navires. Au paragraphe 259, la Corée faisait également référence à la section 3 de l'Arrangement de l'OCDE pour préciser que les crédits à l'exportation peuvent être accordés sous forme de crédits/de financements directs, de refinancement, de bonification de taux d'intérêt, de garantie ou d'assurance. La Corée invoquait néanmoins la section 4 pour appuyer son argument selon lequel le concept de "crédit à l'exportation" et de "garantie du crédit à l'exportation" ne devrait pas être interprété d'une manière indûment restrictive qui exclurait les APRG du champ d'application du point j), alors qu'il y a un étroit rapport entre ces dernières et le financement que l'armateur obtient pour la construction du navire faisant l'objet des APRG. La Corée note également que l'expression "crédit public à l'exportation" ne figure qu'au deuxième paragraphe du point k) et constitue un élément de la définition d'une exception stricte au libellé plus large du premier paragraphe du point k). Donc, quoi que ce soit qui constituerait un "crédit public à l'exportation" aux fins du deuxième paragraphe du point k) serait nécessairement inclus dans les dispositions du premier paragraphe. Les références à l'OCDE sont ici exemplatives.

62. Au sujet du paragraphe 272 de la première communication écrite de la Corée, les chantiers navals octroient-ils nécessairement des crédits aux acheteurs toutes les fois qu'ils ont recours à un PSL?

Oui, en ce sens qu'un armateur n'est jamais tenu de régler immédiatement le prix du navire, mais qu'il le règle en plusieurs versements dont la période et les montants varient en fonction des négociations entre les constructeurs navals et les armateurs. Les armateurs sont donc toujours autorisés à différer le paiement, comme il est indiqué dans la citation figurant au paragraphe 272 de la première communication écrite de la Corée. Plus important est le montant dont l'armateur est autorisé à différer le paiement pendant la construction du navire conformément aux conditions de paiement convenues, plus il est probable que le constructeur naval aura besoin d'un prêt avant expédition ou

d'une facilité de financement équivalente pour financer l'achat de matériaux et la construction du navire concerné.

63. Au paragraphe 159 de leur communication, les CE citent une déclaration de la KEXIM selon laquelle le programme PSL prévoit "des crédits plus importants et des délais de remboursement plus longs que ceux que les fournisseurs ou les banques commerciales consentiraient". Pourquoi cela ne prouve-t-il pas que les PSL sont accordés à des conditions inférieures à celles du marché?

La Corée note que la pièce n° 21 des CE mentionnée dans la note de bas de page 116 au paragraphe 159 ne contient pas le membre de phrase cité ci-dessus. De surcroît, elle ne parvient à retrouver le membre de phrase cité dans aucune des autres pièces produites par les CE. En conséquence, la Corée n'est pas en mesure de répondre à cette question pour l'instant. Elle note également qu'en tout état de cause la phrase citée ne conduit pas à la conclusion suggérée. Par exemple, le fait d'accorder un délai plus long que celui qui est généralement offert ne signifie pas que les taux sont inférieurs à ceux du marché. Cela dépend du point de savoir comment ils sont ajustés pour tenir compte de conditions différentes. Le montant d'un crédit peut nécessiter ou ne pas nécessiter des taux différents; cela dépend de facteurs sans rapport avec le seul montant. Cette partie de la déclaration semble donc absolument à côté de la question.

64. Veuillez donner les détails de deux calculs de taux de base pour deux prêts à taux fixe accordés à des chantiers navals coréens, eu égard et par référence aux éléments y relatifs qui sont mentionnés dans les Lignes directrices sur les taux d'intérêt.

Comme il a été noté dans la réponse à la question n° 47 ci-dessus, les prêts à taux d'intérêt fixes sont plutôt exceptionnels. Néanmoins, la Corée communique ci-dessous des précisions au sujet de deux prêts à taux d'intérêt fixes **[RCC: omis dans la version publique]**.

65. Au paragraphe 199 de sa première communication écrite, la Corée déclare que la durée des PSL ne dépasse normalement pas six mois. Au paragraphe 277, elle affirme que la durée habituelle des PSL varie entre 90 et 180 jours. Veuillez expliquer ces différences dans la description de la durée des PSL. Quelle est la durée type d'un PSL?

La Corée note que les deux déclarations ci-dessus décrivent le même fait d'une manière légèrement différente. En ce qui concerne l'échéance des décaissements au titre des PSL, il n'y a pas d'échéance "type" pour un PSL. **[RCC: omis dans la version publique.]**

66. Les PSL comportent-ils tous des taux flottants? En existe-t-il qui soient assortis de taux fixes?

Les PSL peuvent comporter soit des taux flottants soit des taux fixes. La Corée présente des exemples de PSL à taux fixes dans sa réponse à la question n° 64 ci-dessus.

E. TRANSACTIONS APRG INDIVIDUELLES

67. Veuillez communiquer les documents internes concernant l'examen/l'autorisation par la KEXIM de l'APRG octroyée le [RCC: omis dans la version publique]. Veuillez inclure en particulier les feuilles de calcul et autres documents indiquant les calculs du taux d'intérêt et des autres conditions, y compris la prise en compte du nantissement, qui se rapportent à l'examen/l'autorisation par la KEXIM de cette APRG.

La Corée communique dans la pièce jointe n° 57 de la Corée les procès-verbaux pertinents de la réunion du Conseil d'administration et les documents connexes autorisant la transaction APRG en

question. La Corée note que la KEXIM n'a pas pour pratique de conserver et de tenir à jour les feuilles de calcul et les documents analogues. La Corée ne peut donc pas fournir ces documents.

[RCC: omis dans la version publique.]

68. Au sujet du paragraphe 207 de la première communication écrite de la Corée, veuillez expliquer sur quelle base la Corée affirme que les CE "ont confirmé" que le marché offrant au bénéficiaire d'autres solutions possibles devait être limité au marché intérieur.

La déclaration de la Corée figurant au paragraphe 207 de sa première communication écrite, à laquelle il est fait référence au paragraphe 145 de la première communication écrite des CE dans lequel les CE ont dit que les APRG de la KEXIM conféraient un avantage aux exportateurs coréens "en fournissant un soutien financier à des conditions plus avantageuses que celles qu'ils pourraient autrement obtenir sur le marché financier coréen".

69. Au sujet du paragraphe 213 de la première communication écrite de la Corée, veuillez donner un exemple (avec pièces justificatives) de deux cas dans lesquels différents chantiers navals coréens n'ont pas pu choisir eux-mêmes le fournisseur d'APRG. Veuillez aussi fournir les pièces justificatives pour le cas mentionné à la note 161 de la première communication écrite de la Corée.

[RCC: omis dans la version publique.]

70. En ce qui concerne la dernière phrase de la citation figurant dans la note 157 de la première communication écrite de la Corée, est-ce uniquement lorsqu'un nantissement "matériel" est fourni que "la cote de crédit de l'emprunteur n'influencera pas la détermination de la marge"? Veuillez expliquer.

L'Appendice 1 des lignes directrices sur les taux d'intérêt prévoit l'application de marges différentes pour risque de crédit selon le type des intérêts de sécurité couverts. D'après cet appendice, **[RCC: omis dans la version publique]**.

71. En ce qui concerne les deuxièmes phrases des paragraphes 218 et 221 de la première communication écrite de la Corée, et la troisième phrase du paragraphe 223, veuillez préciser quelles APRG, et accordées par quels établissements financiers nationaux, constitueraient de l'avis de la Corée un point de repère du marché plus approprié, et veuillez en donner les détails.

Premièrement, la Corée souligne une fois de plus que c'est aux CE qu'incombe la charge de la preuve quant à l'établissement des points de repère du marché appropriés, ce qu'elles n'ont pas fait jusqu'à présent, et qu'elles n'ont donc pas établi *prima facie* l'existence de subventions à l'exportation. Cependant, afin de montrer que les CE ont en fait choisi et fourni des données trompeuses, la Corée communique ci-dessous certains taux APRG appliqués par d'autres établissements financiers qui peuvent être comparés aux taux appliqués par la KEXIM à un moment comparable.

[RCC: omis dans la version publique.]

F. TRANSACTIONS PSL INDIVIDUELLES

72. Veuillez communiquer les documents internes concernant l'examen/l'autorisation par la KEXIM du PSL [RCC: omis dans la version publique]. Veuillez inclure en particulier les feuilles de calcul et autres documents indiquant les calculs du taux d'intérêt et des

autres conditions, y compris la prise en compte du nantissement, qui se rapportent à l'examen/l'autorisation par la KEXIM de ce PSL.

La Corée présente dans la pièce n° 60 de la Corée les comptes rendus pertinents de la réunion du Conseil d'administration et les documents connexes autorisant la transaction PSL concernée. La Corée note que la KEXIM n'a pas pour pratique de conserver et de tenir à jour les feuilles de calcul et autres documents analogues. La Corée n'est donc pas en mesure de fournir de tels documents.

73. Au sujet des paragraphes 233 et 240 de la première communication écrite de la Corée, veuillez expliquer précisément en quoi la constitution d'un nantissement et la différence de durée des PSL pertinents expliquaient la différence entre les taux appliqués pour les obligations de ces sociétés et les taux des PSL de la KEXIM, qui atteignaient parfois [RCC: omis dans la version publique]. Veuillez commenter, à cet égard, l'Appendice 1 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM.

En premier lieu, la Corée note que les taux des obligations de société mentionnés par les CE sont des taux hypothétiques et ne peuvent donc pas constituer des points de repère aux fins de comparaison avec les PSL. Les taux des obligations de société mentionnés par les CE sont les taux annoncés par l'Association des courtiers en valeurs de Corée ("KSDA") pour la construction d'indices généraux. Plus précisément, pour permettre à la KSDA d'afficher quotidiennement les taux de rendement des obligations de société, les courtiers en valeurs de dix maisons de titres désignées par la KSDA communiquent à cette dernière des taux de rendement quotidiens qui n'ont pas pour base les statistiques des rendements réels, mais reposent sur leurs propres projections effectuées compte tenu des conditions du marché à la date considérée. À son tour, la KSDA calcule simplement une moyenne de ces taux et l'affiche. Les taux de la KSDA sont donc nécessairement, eux aussi, des taux hypothétiques. Les taux de la KSDA ne reflètent pas la différence entre les secteurs industriels auxquels la société émettrice appartient, les différences tenant à la santé financière des émetteurs respectifs (par exemple le point de savoir si la société est une filiale d'un chaebol) et, ce qui est le plus important, les conditions et modalités spécifiques (échéances et nantissements en particulier) dont sont assorties les véritables obligations de société qui se négocient sur le marché. Différentes sociétés, quand bien même elles auraient la même cote de crédit, peuvent être perçues et traitées différemment par le marché en fonction de divers facteurs. En conséquence, les taux de rendement réels des obligations de sociétés émettrices ayant la même cote de crédit peuvent présenter des différences substantielles. Compte tenu de toutes ces considérations, il y a nécessairement des différences ou des écarts entre les taux de la KSDA et les taux réels des obligations de différentes sociétés. C'est pourquoi, d'emblée, la Corée doute que les taux de la KSDA puissent eux-mêmes constituer des points de repère appropriés pour les PSL, pour ne rien dire des différences tenant aux conditions et modalités (échéances et nantissements en particulier).

En outre, la Corée note que la constitution d'un nantissement influe d'une manière substantielle sur l'application des marges pour risque de crédit, comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 70 ci-dessus, ce qui induit à son tour des différences substantielles entre les taux d'intérêt finals. **[RCC: omis dans la version publique.]**

De surcroît, comme le graphique ci-joint (pièce n° 62 de la Corée) le montre clairement, les taux d'intérêt étaient généralement plus élevés sur les prêts à échéance longue que sur les prêts à échéance courte. De même, les marges pour risque de crédit appliquées par la KEXIM étaient plus élevées pour les prêts assortis d'une échéance supérieure à un an que pour les prêts à échéance d'un an ou moins (voir l'Appendice 1 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt). Ainsi, il est clair que des échéances différentes influent elles aussi sur le taux d'intérêt global bien que l'ampleur de ces différences ait variée de temps à autre.

74. Au sujet du paragraphe 241 de la première communication écrite de la Corée, veuillez fournir une copie de l'Accord pertinent entre la KEXIM et Hyundai Heavy Industries.

La Corée communique ci-joint en tant que pièce n° 63 de la Corée le document de la KEXIM approuvant cette transaction.

75. Au sujet des paragraphes 272 et 273 de la première communication écrite de la Corée, les conditions auxquelles les PSL sont accordés varient-elles en fonction du montant, de la durée ou des conditions de tout crédit accordé par l'exportateur coréen à ses clients? Veuillez expliquer et communiquer, s'il y a lieu, les pièces justificatives.

Si le délai de paiement convenu entre l'exportateur coréen et son client prévoit des paiements concentrés en fin de contrat, autrement dit, si la plus grande partie du prix d'achat est réglée à un stade plus tardif au cours de la fabrication du produit concerné et après sa livraison, cela signifie que le constructeur naval doit couvrir son coût de production en se procurant son propre financement (des PSL, par exemple), et non pas au moyen d'un paiement anticipé effectué par l'acheteur du navire (c'est-à-dire de versements encaissés avant la livraison du navire concerné). En conséquence, au moins le "montant" des PSL variera en fonction du "montant" et de la "durée" du crédit fourni par le constructeur naval à son client. Cela influencera la prime à terme demandée par la KEXIM quand elle accordera le PSL.

Cependant, la Corée n'a aucun document qui fasse apparaître un lien évident entre les modalités des PSL et les modalités des crédits fournisseurs accordés aux acheteurs de navires.

G. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

76. La Corée accepte-t-elle l'argument des CE selon lequel la Korea Depository Insurance Corporation et la Banque de Corée constituent des organismes "publics" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*? Veuillez répondre par oui ou par non, et donner les raisons. Si c'est oui, quelles caractéristiques ces entités ont-elles que la KEXIM n'a pas? Ces entités ont-elles le pouvoir de réglementer et/ou de prélever des impôts?

a) Oui, la Corée reconnaît qu'au moins la Banque de Corée constitue un organisme "public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Il est expliqué plus loin que la Banque de Corée possède les pouvoirs essentiels qui caractérisent l'exercice de l'"autorité" publique, c'est-à-dire le pouvoir de "réglementer", d'"interdire", de "superviser" ou de "contrôler". De plus, la Banque de Corée n'est pas habilitée à offrir des biens ou des services selon des modalités commerciales sur des marchés qui sont ouverts aux opérateurs privés. La KEXIM (et KDB et IBK non plus) ne possède pas ces pouvoirs et caractéristiques.

Les principaux pouvoirs et caractéristiques de la Banque de Corée sont notamment les suivants:

- en tant que banque centrale de la République de Corée, émettre la monnaie ayant cours légal en Corée;
- définir et appliquer la politique monétaire et la politique du crédit, en contrôlant le volume et la circulation de la monnaie et en stabilisant les prix;
- faire fonction de "banque des banques" en recevant des dépôts des banques et des autres établissements financiers et en leur accordant des crédits afin d'assurer le fonctionnement et la sécurité systémiques du marché financier coréen;

- faire fonction de banque de l'État en encaissant et décaissant le produit de l'impôt et autres recettes publiques et en assurant la garde des valeurs mobilières détenues par l'État;

- assurer la gestion et la direction du système national de règlement des paiements;

- détenir et gérer les avoirs de l'État libellés en devises et donner des conseils aux pouvoirs publics sur leurs politiques de change;

- assurer la stabilité et la solidité du système financier national en analysant et en inspectant les opérations des banques;

- entreprendre des inspections et des recherches sur la situation et l'évolution générale de l'économie nationale et publier divers rapports statistiques sur l'économie nationale;

- représenter le gouvernement coréen dans toute affaire, négociation et transaction avec les organismes monétaires ou financiers internationaux dont la République de Corée est membre;

- dans l'exercice de ces pouvoirs, la Banque de Corée peut exercer le pouvoir d'ordonner à d'autres banques et établissements financiers de communiquer les documents et renseignements nécessaires;

- le Gouverneur, le Vice-Gouverneur, le Commissaire aux comptes et les employés de la Banque de Corée sont considérés comme des "fonctionnaires publics" aux fins de l'application de la législation pénale et des dispositions pénales d'autres lois;

- il est en principe interdit à la Banque de Corée d'exercer, directement ou indirectement, une activité commerciale quelconque (génératrice de profit) et de recevoir des dépôts de personnes et de sociétés autres que les pouvoirs publics, les organismes publics et les établissements financiers publics ou de prêter de l'argent auxdites personnes et sociétés.

b) Les principaux pouvoirs et caractéristiques de la KDIC sont notamment les suivants:

- la KDIC est chargée de deux fonctions principales: i) administrer le "système d'assurance des dépôts" afin de protéger les titulaires de dépôts auprès des banques et des établissements financiers en remboursant les dépôts au moyen d'un fonds d'assurance des dépôts lorsque les banques ou les établissements financiers se trouvent dans l'incapacité de restituer les dépôts aux déposants à la suite d'une faillite, etc.; ii) organiser la fusion ou le transfert des activités d'établissements financiers "en difficulté" et fournir un financement pour de tels fusions ou transferts d'activités;

- dans l'exercice de ces fonctions, la KDIC a le pouvoir i) d'exiger la remise de documents des établissements financiers visés par le système d'assurance des dépôts de la KDIC et de procéder à l'inspection de ces établissements; ii) d'engager des actions en justice contre les administrateurs, les responsables et les employés des établissements financiers "en difficulté", contre les administrateurs, les responsables, les employés et les principaux actionnaires

de la société débitrice, ou contre toute autre tierce partie dont on estime qu'elle a contribué à ce que l'établissement financier devienne un établissement "en difficulté" (collectivement les "parties responsables"); iii) d'exiger la remise de documents et d'inspecter les opérations et les actifs des parties responsables;

- quiconque s'abstient de communiquer les documents exigés ou communique de faux documents à la KDIC ou refuse, ou entrave l'inspection par la KDIC ou s'y soustrait est passible d'une peine d'emprisonnement ou d'amende;

- les administrateurs, responsables et employés de la KDIC sont considérés comme des fonctionnaires publics aux fins de l'application des dispositions pertinentes du Code pénal.

77. Si un prêt est libellé en dollars EU, n'est-il pas approprié de prendre en compte le marché des États-Unis lorsqu'il s'agit de déterminer le taux du marché en vigueur pour un tel prêt?

La KEXIM a effectué des opérations financières sur les marchés intérieurs coréens en termes de clients et d'établissements financiers concurrents. En conséquence, la KEXIM ne considère pas que le taux du marché des États-Unis soit le taux du marché applicable aux prêts de la KEXIM libellés en dollars des États-Unis. **[RCC: omis dans la version publique.]**

78. Au sujet du paragraphe 347 de la première communication écrite de la Corée, la valeur de liquidation/d'exploitation de Daewoo a-t-elle été déterminée sur la base de l'hypothèse qu'il y aurait une opération de restructuration donnée (par exemple la restructuration proposée par Arthur Andersen), ou au contraire de l'hypothèse qu'aucune restructuration n'aurait lieu? Si la valeur d'exploitation était fondée sur l'hypothèse d'un processus futur donné de renégociation de la dette ou de restructuration de l'entreprise, quelle serait la valeur de votre déclaration selon laquelle dans tous les cas de restructuration d'une entreprise de construction navale, la valeur d'exploitation était plus élevée que la valeur de liquidation? N'est-il pas vrai que suivant certaines hypothèses concernant le contenu du processus de restructuration, toute société, aussi insolvable soit-elle, pourrait se voir attribuer une valeur d'exploitation plus élevée que la valeur de liquidation?

a) Il n'est pas correct de dire que la valeur de liquidation/d'exploitation de Daewoo Heavy Industry ("DHI") a été déterminée sur la base de l'hypothèse qu'il y aurait une opération de restructuration donnée. C'est l'inverse qui est vrai. C'est-à-dire qu'Andersen a proposé la restructuration de DHI après avoir confirmé que la valeur d'exploitation de DHI était supérieure à sa valeur de liquidation. La principale mission d'Arthur Andersen consistait à l'époque à examiner au titre du processus de diligence raisonnable l'actif et le passif de DHI, à déterminer si la valeur d'exploitation était supérieure à la valeur de liquidation et, au cas où il serait constaté que la valeur d'exploitation était supérieure à la valeur de liquidation, à proposer alors un plan de restructuration faisable. Il ne pouvait donc y avoir aucune hypothèse particulière de restructuration lorsque Arthur Andersen a entrepris de déterminer la valeur de liquidation/d'exploitation de DHI.

- Ce fait peut être établi à la lumière de l'historique de l'intervention d'Arthur Andersen et de son rôle dans la restructuration de DHI. Comme il est clairement indiqué à la section 2 a) de la matrice du deuxième crédit d'ajustement structurel (CASII) de la Banque mondiale sur la restructuration des entreprises (pièce n° 30 de la Corée), le rôle du conseiller financier était

d'indiquer "*les meilleurs moyens de maximiser le rendement pour les créanciers – c'est-à-dire au moyen d'une renégociation volontaire, d'un concordat, d'une réorganisation ou d'une liquidation*", après le lancement de la procédure de négociation par le Conseil des établissements financiers créanciers (CCFI). À partir de l'évaluation d'experts effectuée par ce conseiller financier, la banque chef de file peut soit passer à la mise au point d'un plan de renégociation de la dette soit proposer que le CCFI mette fin à la procédure de renégociation engagée.[3]

- **[RCC: omis dans la version publique.]**

Ces faits montrent qu'Arthur Andersen s'est acquitté de sa mission professionnelle qui consistait à analyser "les meilleurs moyens de maximiser les rendements pour les créanciers - c'est-à-dire, au moyen d'une renégociation volontaire, d'un concordat, d'une réorganisation ou d'une liquidation", sans hypothèse préétablie quant à la renégociation.

b) Pour calculer la valeur d'exploitation de DHI, Arthur Andersen a utilisé la méthode "d'actualisation des flux financiers" qui permet de déterminer la valeur d'entreprise de la société en calculant, avec un taux d'actualisation approprié, le montant estimatif des flux de liquidité qui seront générés par la société dans l'avenir. (Voir la pièce n° 64 des CE, Arthur Andersen Corporate Workout Report on DHI, pages 103 et 104.) Conformément à la théorie moderne de la gestion financière, la méthode d'actualisation des flux financiers consiste à calculer la valeur d'entreprise (les flux de liquidité disponibles) en se fondant essentiellement sur les aspects liés à l'exploitation (c'est-à-dire l'actif d'exploitation et le passif d'exploitation). L'hypothèse qui sous-tend l'évaluation de la valeur d'entreprise par la méthode de l'actualisation des flux financiers est la continuité de l'exploitation de la société concernée, mais une "restructuration donnée (par exemple, la restructuration des dettes proposée par Arthur Andersen) n'était pas envisagée lorsqu'il a été procédé à la détermination de la valeur d'entreprise de DHI en tant que société en activité.

Avec la méthode d'évaluation fondée sur l'actualisation des flux financiers, la valeur d'exploitation d'une société peut être supérieure ou inférieure à sa valeur de liquidation, selon la rentabilité et les flux de trésorerie générés par les activités de la société. Par exemple, supposons qu'une société a un actif d'exploitation (valeur comptable) de 1 000, un passif d'exploitation (valeur comptable) de 300, des dettes portant intérêt égales à 400 et un capital social de 300, et que le taux d'actualisation (WACC) est de 10 pour cent. Et supposons également qu'en cas de liquidation, la valeur de liquidation estimée de la société est de 700. La comparaison entre la valeur d'exploitation et la valeur de liquidation de la société donne les résultats suivants:

1. Dans l'hypothèse d'un excédent annuel d'exploitation égal à 100, la valeur d'exploitation de la société serait de 100/0,1=1 000, ce qui est supérieur à la valeur de liquidation qui est égale à 700.

2. Dans l'hypothèse d'un excédent annuel d'exploitation égal à 70, la valeur d'exploitation de la société serait de 70/0,1=1 000, donc égale à la valeur de liquidation qui est de 700.

[3] Pièce jointe n° 8 de la première communication écrite de la Corée, "Description des procédures de négociation dans le cadre de l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA)".

3. Dans l'hypothèse d'un excédent annuel d'exploitation égal à 50, la valeur d'exploitation de la société serait de 50/0,1=1 000, donc inférieure à la valeur de liquidation qui est de 700.

79. Les CE déclarent, dans la note de bas de page 31 de leur communication, que la Corée a refusé de communiquer une copie de l'Accord de janvier 1998 conclu avec les cinq principaux chaebols au motif que cet accord n'était "pas pertinent". Cela est-il correct? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi cet accord n'est pas pertinent.

Il est exact que la Corée n'a pas fourni de copies des accords concernant l'autorestructuration des cinq principaux chaebols (appelé ci-après "Accords sur les cinq principaux chaebols"). La Corée estimait et continue d'estimer que les CE tentaient une fois de plus de noyer le poisson en réclamant des documents qui n'étaient pas pertinents au regard du présent différend.

Les Accords sur les cinq principaux chaebols ne sont pas pertinents au regard du présent différend parce que:

- Ces accords définissaient certains principes de la procédure dite d'"autorestructuration", qui devait être appliquée volontairement par chacun des cinq principaux chaebols *en dehors* des procédures de restructuration conduites dans le cadre de l'Accord sur la restructuration des entreprises (CRA) ou des procédures d'insolvabilité supervisées par les tribunaux. Aucune des mesures de restructuration d'entreprise en cause dans le présent différend n'a pris la forme d'une "autorestructuration" de ce type. Les CE n'ont donc aucune raison de demander le texte des Accords concernant ce type d'autorestructuration.

- Les CE ont fait valoir, dans la note de bas de page 31 de leur première communication écrite, que "cet accord est tout à fait pertinent au regard du présent différend parce qu'il montre le degré de l'intervention du gouvernement de la Corée dans le secteur privé". Les CE tentent d'induire le Groupe spécial en erreur en utilisant intentionnellement des expressions aussi vagues qu'"intervention … dans le secteur privé". Mais le rôle du gouvernement coréen s'est limité à encourager les cinq principaux chaebols à prendre de leur propre initiative des mesures visant à renforcer la transparence de leur gestion, à éliminer les garanties croisées, à améliorer les structures financières (par exemple en réduisant les coefficients d'endettement), à se débarrasser des filiales non viables et à se concentrer sur les activités de base.

- Le fait que le gouvernement coréen n'avait qu'un rôle aussi limité dans l'autorestructuration des cinq principaux chaebols était en outre clairement indiqué dans la section 3 h) de la matrice de la Banque mondiale sur la restructuration des entreprises, qui était jointe à la lettre d'intentions entre le FMI et la Corée (pièce n° 30 de la Corée). Il faudrait également noter que cette référence de la lettre d'intention à l'autorestructuration des cinq principaux chaebols était faite dans le contexte des "principes" relatifs à la restructuration des entreprises énoncés dans la lettre d'intention, à savoir que "*toute restructuration d'entreprise devrait être volontaire (c'est-à-dire qu'elle ne devrait pas être ordonnée par les pouvoirs publics) et devait être axée sur le marché …*" (voir la pièce n° 36 des CE, lettre d'intention entre le FMI et la Corée en date du 2 mai 1992, pièce jointe "Corée − mémorandum mis à jour concernant le programme économique pour le deuxième examen trimestriel, 1998"). Il est donc évident que les Accords sur les cinq principaux chaebols ne sont pas l'indication de l'intervention du gouvernement coréen dans la "restructuration des entreprises".

De surcroît, il est maintenant clair que lorsque les CE ont demandé à la Corée de communiquer l'Accord de janvier 1998, elles étaient déjà en possession de l'Accord du 7 décembre 1998 et elles savaient en quoi consistaient les Accords sur les cinq principaux chaebols (voir la pièce n° 40 des CE). Au demeurant, dans ses réponses à l'Annexe V, la Corée a fourni sur le contenu de ces accords des renseignements suffisants qui montrent clairement que lesdits accords ne sont pas pertinents au regard du présent différend. (Voir les réponses de la Corée à l'Annexe V, sections 2.2(20), (21) et (22).) À cet égard, l'allégation des CE concernant des déductions défavorables est dénuée de fondement.

Bien que les Accords sur les cinq principaux chaebols ne soient pas pertinents au regard du présent différend, la Corée communique ci-joint l'Accord de janvier 1998 en tant que pièce n° 65 de la Corée.

80. Veuillez expliquer les différents tarifs de recouvrement de créances acquittés par la KAMCO pour les créances non garanties détenues par les créanciers nationaux et étrangers de Daewoo, respectivement.

[RCC: renseignements omis dans la version publique.]

81. Vous faites valoir que la restructuration n'était pas spécifique car beaucoup de sociétés ont été restructurées pendant la même période que les constructeurs navals. Faites-vous valoir que les mesures de restructuration et les renégociations de dettes étaient essentiellement uniformisées et assujetties à des "critères ou conditions objectifs régissant l'admissibilité au bénéfice des mesures [en question] et leur montant", et que ces critères et conditions ont été "rigoureusement respectés"? Ou est-il exact que chaque opération de restructuration ou chaque renégociation ont été conçues en fonction de la société concernée? Veuillez expliquer.

Notre argument est double: premièrement, à supposer pour les besoins de l'argumentation que chacun des établissements financiers créanciers des trois constructeurs navals coréens restructurés constitue l'"autorité qui accorde la subvention, visée à l'article 2.1 a) et b) de l'*Accord SMC*, l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation conformément à laquelle agit l'autorité qui accorde la subvention (c'est-à-dire l'Accord sur la restructuration des entreprises et la loi sur la réorganisation des entreprises), ne limitait pas expressément aux constructeurs navals l'accès à une subvention alléguée. Au lieu de cela, la législation relative à la restructuration ou le programme de restructuration prévoient des ensembles harmonisés de règles et de procédures et sont applicables d'une manière générale à toutes les sociétés indépendamment de leurs secteurs industriels. En conséquence, aucune spécificité ne peut être constatée, conformément au principe énoncé à l'article 2.1 a).

Deuxièmement, nous faisons également valoir que la législation relative à la restructuration ou le programme de restructuration établissait "des critères ou conditions objectifs auxquels sont subordonnés le droit de bénéficier d'une subvention et le montant de celle-ci", et que la non-existence de la spécificité peut donc être établie en vertu de l'article 2.1 b). La note de bas de page 2 de l'*Accord SMC* mentionne "le nombre de salariés" ou "la taille de l'entreprise" comme exemples de "critères ou conditions objectifs" au sens de l'article 2.1 b). Cependant, l'expression "critères ou conditions objectifs" est définie d'une manière beaucoup plus large comme s'entendant de "critères ou conditions neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres, et qui sont de caractère économique et d'application horizontale".

L'Accord sur la restructuration de l'entreprise et la Loi sur la réorganisation de l'entreprise, qui constituent respectivement les cadres juridiques de la procédure de renégociation de la dette et de réorganisation des sociétés autorisaient les établissements financiers créanciers ou le tribunal à accorder le bénéfice de mesures de restructuration à toute entreprise qui était en situation d'insolvabilité ou connaissait des problèmes de liquidité mais dont la valeur d'exploitation était

supérieure à la valeur de liquidation. La Corée estime que le droit de bénéficier de mesures de restructuration est clairement subordonné à ces critères et que ceux-ci constituent des "critères ou conditions objectifs", tels que définis dans la note de bas de page 2 de l'Accord SMC. De plus, d'après les directives d'application de l'Accord sur la renégociation de la dette, lorsqu'une demande de renégociation est présentée par une entreprise, la banque chef de file doit constituer un comité d'examen de l'admissibilité à la procédure de renégociation, afin d'examiner si la société concernée remplit les conditions requises pour être admise au bénéfice de cette procédure. Le Comité d'examen doit étudier la situation financière du requérant et sa situation du point de vue de la gestion afin d'évaluer la viabilité de l'entreprise.

Bien que le montant de la subvention alléguée elle-même n'ait pas reçu une expression en termes numériques dans la législation sur la restructuration ou dans le programme de restructuration, la norme susmentionnée relative à la valeur d'exploitation aurait également constitué des critères ou conditions objectifs "auxquels était subordonné" le montant de la subvention alléguée, en ce sens que le montant de la subvention alléguée serait limité dans la mesure nécessaire pour que la restructuration permette de réaliser la valeur d'exploitation établie et de maximiser le rendement pour les créanciers.

H. PRÉJUDICE GRAVE

82. Veuillez commenter l'affirmation des CE selon laquelle la plainte relative à la concurrence déposée par Samsung démontre l'avantage inéquitable en matière de prix dont bénéficient les chantiers navals coréens restructurés.

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie ("MOCIE") est intervenu dans l'affaire Hamburg Süd conformément aux dispositions de la Loi sur le commerce extérieur. L'article 43 de la loi autorise le MOCIE à prendre, à l'intention des exportateurs de marchandises, une "ordonnance de coordination" portant sur les modalités de l'exportation (y compris, mais non exclusivement, les prix, les quantités et la qualité), si, entre autres choses, les exportateurs ont l'un des types de comportement suivants et s'il est jugé nécessaire de prévenir des actes qui risquent de perturber la concurrence loyale dans les exportations de marchandises ou de compromettre le crédit et la réputation de la Corée à l'étranger:

1. si un exportateur exclut d'une manière déraisonnable d'autres opérateurs des exportations de marchandises;

2. si un exportateur incite ou contraint d'une manière déraisonnable l'homologue d'un autre opérateur à refuser de traiter avec cet opérateur en ce qui concerne les exportations de marchandises; ou

3. si un exportateur entrave d'une manière déraisonnable l'activité commerciale à l'étranger d'autres opérateurs en ce qui concerne les exportations de marchandises.

Comme il ressort de la disposition ci-dessus, cette disposition est une *disposition spéciale du droit de la concurrence* qui s'applique spécifiquement aux transactions commerciales à l'exportation. Dans les juridictions de droit commun, elle est plus proche de la notion dite d'"entrave délictueuse" que du droit de la concurrence.

[RCC: omis dans la version publique.] Le MOCIE ne cherchait pas à savoir si les prix offerts par les constructeurs navals concernés étaient élevés ou bas, mais s'intéressait uniquement à la manière ou à la façon dont se déroulait la concurrence. Le MOCIE a estimé que le comportement était problématique à la lumière des dispositions de l'article 43 de la Loi sur le commerce extérieur. En conséquence, le MOCIE a rendu l'ordonnance de coordination afin de faire cesser la concurrence déraisonnable. Cette ordonnance de coordination concernait la situation exceptionnelle d'un cas

particulier dans la perspective du droit coréen de la concurrence, et ne corrobore à aucun égard l'argument des CE concernant l'existence d'un préjudice grave.

83. Les CE ont-elles raison de décrire votre argument comme consistant à dire qu'aucune violation ne peut être constatée sur la base d'une action antérieure? Veuillez expliquer votre position sur cette question, y compris en ce qui concerne tous différends antérieurs pertinents. Votre position diffère-t-elle selon qu'il s'agit de subventions dont il est allégué qu'elles sont prohibées ou de subventions dont il est allégué qu'elles peuvent donner lieu à une action?

La Corée estime que les CE n'ont pas rendu compte correctement de la position de la Corée dans les paragraphes 17 à 20 de leur déclaration orale. La Corée ne soutient pas que les subventions doivent être encore en vigueur le jour où le Groupe spécial publie son rapport ou le jour où l'ORD adopte son rapport. Cependant, lorsqu'un cadre ou un programme statutaire est contesté en tant que tel, en tant que subvention à l'exportation prohibée, un tel cadre ou programme statutaire doit encore comporter les déficiences faisant l'objet de la plainte au moment du déclenchement de la procédure de règlement des différends. Pour dire les choses simplement, les faits vont totalement à l'encontre de l'argument des CE concernant les programmes "en tant que tels".

Au demeurant, dans le présent différend, il convient de rappeler que la période examinée ne constitue pas une seule période ininterrompue. Tel n'est pas le cas comme ce le serait si le groupe spécial examinait le long passé de subventionnement de leurs chantiers navals par les CE alors que les conditions économiques sous-jacentes étaient relativement stables. En l'espèce, la première partie de la période retenue par les CE a été en Corée et dans d'autres pays d'Asie une période d'énormes turbulences financières et économiques généralisées. Il est aujourd'hui douteux qu'il soit pertinent d'examiner cette période de turbulences financières, compte tenu des mesures prises au cours d'un laps de temps raisonnable dans le passé le plus récent. Comme la Corée l'a noté, cette phase d'extrême turbulence financière fait qu'il est assurément difficile de trouver des points de repère du marché non seulement dans ce secteur mais sur tout autre aspect de l'économie coréenne au cours de cette période. La Corée est fermement convaincue que, s'il est procédé à des ajustements appropriés pour tenir compte de ces conditions, il est clair qu'il n'y a pas eu de subventionnement au cours de cette période non plus. La question n'est donc pas de savoir s'il y a un obstacle juridique qui s'oppose à l'examen de la première partie de la période, c'est une question de probité et une question de pertinence des données.

Les CE elles-mêmes mentionnent le fait qu'une évaluation du risque de crédit a été introduite dans les transactions APRG de la Corée en mars 1998. Il n'est ni raisonnable ni conforme à l'article 3.2 de l'*Accord SMC* de dire qu'une déficience éventuelle à laquelle il a été remédié quelque cinq ans environ avant le déclenchement de la procédure de règlement des différends devrait être encore contestée. En ce sens, on ne peut pas dire qu'un Membre de l'OMC "maintient" une subvention prohibée.

La Corée souhaite également porter à l'attention du Groupe spécial le fait que les CE, pour appuyer leurs arguments, se sont fondés sur des APRG et des PSL qui étaient fréquemment proposés il y a environ jusqu'à cinq ou six ans, alors que la Corée a communiqué des données beaucoup plus récentes. Ainsi:

i) pour Daewoo: les CE présentent des APRG émises entre 1997 et 2001 (figure 11 de la première communication écrite des CE) et des PSL émis entre 1999 et 2001 (figure 16 de la première communication écrite des CE);

ii) pour Halla: les CE présentent des APRG émises en 2000 (figure 12 de la première communication écrite des CE) et des PSL émis essentiellement entre 2001 et 2002,

avec deux PSL seulement émis en mai 2003 (figure 17 de la première communication écrite des CE);

iii) pour Daedong: les CE présentent des APRG émises en 1999 (figure 13 de la première communication écrite des CE) et des PSL émis en 2002 et trois seulement en mai 2003 (figure 18 de la première communication écrite des CE);

iv) pour Hanjin: les CE présentent des APRG émises en 2002 (figure 14 de la première communication écrite des CE) et des PSL émis entre 1999 et 2001 (figure 21 de la première communication écrite des CE);

v) pour Samsung: les CE présentent des APRG émises en 1997 (figure 15 de la première communication écrite des CE);

vi) pour Hyundai Mipo: les CE présentent des APRG émises entre 1997 et octobre 2002 (figure 19 de la première communication écrite des CE);

vii) pour Hyundai: les CE présentent des PSL émis entre 1999 et 2003.

Les CE ont adopté une approche sélective des APRG et des PSL et choisi pour un certain nombre de chantiers navals des APRG ou des PSL "anciens", alors que la Corée avait communiqué des données supplémentaires sur des APRG et des PSL plus récents dans l'Annexe 1.2(31)-1 et 1.2(30) des réponses communiquées par la Corée au cours du processus visé à l'Annexe V, à savoir:

i) Daewoo: des APRG émises par la KEXIM en 2002 et 2003 ont été présentées ainsi que des PSL avec des dates d'engagement en 1996, 1997 et 1998;

ii) Halla: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1997, 1998, 1999, 2002 et 2003 ont été présentées, ainsi que sur des PSL avec des dates d'engagement en 1996, 1997 et 2000;

iii) Daedong: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1998, 2000, 2001, 2002 et 2003 ont été présentées.

iv) Hanjin: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1998, 2000, 2001 et 2003 ont été présentées, ainsi que sur des PSL avec des dates d'engagement en 2002 et 2003;

v) Samsung: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 (nombreux exemples) ont été présentées, ainsi que sur des PSL avec des dates d'engagement en 1998, 2000, 2001 et 2002;

vi) Huyndai Mipo: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 ont été présentées, ainsi que sur des PSL avec des dates d'engagement en 1996 et 1998;

vii) Hyundai: des données sur des APRG émises par la KEXIM en 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 ont été présentées.

La position adoptée par les CE au paragraphe 38 de leur déclaration orale est simplement incorrecte en droit. Les groupes spéciaux ne peuvent pas statuer en se fondant sur une hypothèse postulant la mauvaise foi des Membres dans la mise en œuvre. En outre, si l'argument des CE était développé jusqu'à sa conclusion logique, on ne voit pas quelle serait l'utilité des consultations. Si un règlement est trouvé au cours des consultations, le principe est que cela évite la nécessité d'un

règlement du différend, même s'il est théoriquement concevable qu'une partie défenderesse puisse modifier une nouvelle fois son système juridique. Quelle est la différence avec la situation d'une partie défenderesse qui a elle-même remédié à une déficience de son cadre juridique ou réglementaire avant qu'il n'y ait eu même une référence quelconque à un éventuel règlement du différend? Comme la Chine l'a mentionné dans sa communication de tierce partie (paragraphe 18), le mot "maintenir" ("maintain") à l'article 3.2 de l'"*Accord SMC*", ne signifie pas "prévenir" ("prevent").

Le cas des subventions pouvant donner lieu à une action, qui font l'objet des articles 5 et 6 de l'*Accord SCM*, est assurément différent de celui des subventions prohibées. Pour dire les choses simplement, le plaignant doit démontrer l'existence d'effets défavorables sur le commerce. Ce n'est pas la même chose que de démontrer que des avantages sont annulés ou compromis, comme il est prévu ailleurs dans les Accords de l'OMC où une présomption est créée dès lors qu'une incohérence juridique est démontrée. Toute la pratique passée, sauf la plus récente, n'aura qu'une pertinence juridique et factuelle extrêmement limitée, à plus forte raison lorsqu'il y a une distinction qualitative représentée ici par la crise financière par comparaison avec la normalité retrouvée du passé récent.

Au demeurant, il est important de rappeler qu'en vertu de l'article 7.8, le remède est le retrait de la subvention ou l'élimination de ses effets défavorables sur le commerce. Les négociateurs estimaient donc que des effets défavorables sur le commerce devaient exister au moment du règlement du différend. La Corée a en outre soutenu que l'utilisation de l'indicatif présent "se traduit" à l'article 6.3 c) tranche sur le libellé de l'article 15.2 de l'*Accord SMC* où il est dit "s'il y a eu, dans les importations subventionnées, sous-cotation notable du prix … ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites". La disposition de l'article 15.2 envisage un examen portant sur une période de référence suffisamment longue pour indiquer une tendance montrant l'existence d'un préjudice causé à la branche de production nationale. Dans le cas de l'article 6.3 c), la Corée soutient que la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix doivent être démontrés pour une période relativement récente précédent l'engagement de la procédure de règlement des différends. À l'appui de cet argument, elle s'est référée à la conclusion du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* au paragraphe 543 de sa première communication écrite.

La Corée a noté que les CE, pour appuyer leur allégation concernant la dépression des prix dans le cas des transporteurs de GNL, avaient fourni un graphique indiquant l'évolution des prix des navires neufs jusqu'en janvier 2003 (figure 30). Toutefois, la Corée soutient que les CE devraient indiquer l'évolution des prix des transporteurs de GNL jusqu'en juin 2003, en tenant compte des prix communiqués par la Corée au cours du processus visé à l'Annexe V et des autres prix auxquels le public peut avoir accès depuis janvier 2003. De même, en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix, les données relatives aux prix communiquées par les CE sont celles du même graphique qui n'indique les prix que pour la période allant jusqu'à janvier 2003 et, pour les porte-conteneurs et pour les transporteurs de produits chimiques/de produits jusqu'à la fin de 2002 seulement (voir les figures 39 et 42 de la première communication écrite des CE), alors que des données relatives aux prix étaient de toute évidence à la disposition des CE dans les rapports mensuels établis par leur propre expert, la First Marine International LTD, et particulièrement pertinentes comme le montre l'Annexe 5a des réponses des CE dans le cadre du processus visé à l'Annexe V.

84. Êtes-vous d'avis que le résultat de toute restructuration est *ipso facto* un résultat axé sur le marché, ce qui rend impossible l'existence du subventionnement? Veuillez expliquer. Qu'entendez-vous lorsque vous affirmez que toute restructuration de société était "orientée en fonction du marché"? Voulez-vous dire que la valeur d'exploitation de la société était plus élevée que sa valeur de liquidation, ou entendez-vous quelque chose d'autre ou quelque chose en plus?

Lorsqu'une procédure d'insolvabilité ne peut être engagée qu'après qu'il a été confirmé que la valeur d'exploitation de la société insolvable est supérieure à la valeur de liquidation et lorsque les créanciers peuvent prendre par voie de négociations mutuelles et en se prononçant à la majorité une décision nettement orientée en fonction du marché quand ils adoptent les plans de restructuration, la Corée considère que la procédure d'insolvabilité aboutit à un résultat axé sur le marché. En particulier, dans les trois affaires en cause, chaque décision était orientée en fonction du marché en ce sens que chaque créancier a tenté de maximiser le rendement des créances qu'il détenait. Dans ces affaires, cela signifie qu'il était plus profitable de maintenir les sociétés en activité que de les fermer et de liquider les actifs. L'existence de règles en matière d'insolvabilité (réorganisation de l'entreprise ou renégociation de sa dette) est l'essence d'une économie de marché; si la restructuration s'effectue conformément aux règles applicables en matière d'insolvabilité sur la base d'une orientation en fonction du marché, alors il n'y a pas de subventionnement.

85. Vous faites valoir que le concept de "produit similaire" s'applique en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, or la partie pertinente de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC ne fait pas référence au "produit similaire". Que signifie à votre avis l'absence de référence au "produit similaire" en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix ou les ventes perdues? Faites-vous valoir qu'il s'agit d'une omission par inadvertance de la part des négociateurs? Dans l'affirmative, y a-t-il des éléments de preuve étayant cet argument? Veuillez expliquer.

La Corée estime que le libellé de l'article 6.3 c) est compatible avec une conclusion selon laquelle le concept de "produit similaire" s'applique en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix. À cet égard, l'article 6.3 c) dit qu'un préjudice grave peut apparaître dès lors que:

> La subvention se traduit par une sous-cotation notable du prix du produit subventionné par rapport au prix d'un produit similaire d'un autre Membre sur le même marché, ou a pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes sur le même marché dans une mesure notable …

Le fait que les mots "produit similaire" ne sont pas répétés dans la deuxième partie de la phrase après le coordonnant disjonctif "ou" n'est ni une omission de la part des rédacteurs ni ne devrait être interprété, de l'avis de la Corée, comme impliquant que le concept de "produit similaire" ne s'applique pas dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix. La Corée estime que, lus dans ce contexte, "produit similaire", dans la première partie de la phrase, s'applique également aux mots "d'empêcher les hausses de prix, de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes" qui figurent dans la deuxième partie de la phrase. La raison pour laquelle les mots "produit similaire" ne sont pas répétés dans la deuxième partie de la phrase, alors que les mots "sur le même marché" sont répétés, est que la répétition des premiers est superflue tandis que la répétition des seconds ne l'est pas. À cet égard, tout au long des alinéas de l'article 6.3, le traité spécifie et différencie les limites géographiques du marché auquel il est fait référence, c'est-à-dire le "marché du Membre qui accorde la subvention" à l'alinéa a), un "marché d'un pays tiers" à l'alinéa b) ou un "marché mondial" à l'alinéa d), etc. Dans le contexte des marchés géographiques contrastés qui sont juxtaposés dans les alinéas a) à c), il est donc logique que les rédacteurs aient pris soin de préciser les limites géographiques à l'intérieur desquelles les critères du préjudice grave (sous-cotation des prix, dépression des prix, etc.) devraient être examinés.

Au contraire, l'expression "produit similaire" n'est pas différenciée ou redéfinie dans chacun des alinéas a) à c) et il n'est en conséquence pas nécessaire de définir encore une fois cette expression, ou d'y faire encore une fois référence dans la deuxième partie de la phrase.

En fait, des formules comparables se rencontrent ailleurs dans les *Accords antidumping et SMC*. À cet égard, au sujet de l'analyse du dommage, l'article 3.2 de l'*Accord antidumping* dit que:

> Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. (non souligné dans l'original)

De même, l'article 15.2 de l'*Accord SMC* dispose:

> Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. (non souligné dans l'original)

Dans aucune des deux formules ci-dessus l'expression "produit similaire" n'est répétée dans la deuxième partie de la phrase après la conjonction "ou". Néanmoins, la Corée considère que l'intention des rédacteurs était clairement que la dépression des prix ou l'absence de hausses de prix dans le contexte des articles susmentionnés soient analysées par référence au "produit similaire" concerné et non pas en fonction de quelque critère nouveau non défini. Il n'y a pas de raison d'interpréter d'une manière différente l'emploi de l'expression "produit similaire" à l'article 6.3 c), et son applicabilité à l'évaluation de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix.

Comme la Corée l'a fait valoir dans sa première communication écrite, les alinéas a), b) et c) de l'article 6.3 posent le principe que le "produit similaire" et le "marché" constituent des prescriptions différentes (paragraphe 506). Pourtant, les CE voudraient que le Groupe spécial parvienne à la conclusion que les mots "sur le même marché" dans le contexte de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix englobent soudain à la fois une dimension géographique et une dimension relative au produit. Cette interprétation est illogique. Elle impliquerait que l'on lise dans le texte de l'alinéa c) de l'article 6.3 une intention totalement inexprimée et inexpliquée selon laquelle le mot "marché" n'aurait qu'une dimension géographique dans certains cas (par exemple aux alinéas a) et b)), mais que, dans le contexte de l'alinéa c), le même mot aurait à la fois une dimension relative au produit et une dimension géographique.

Au demeurant, soutenir que le concept de "produit similaire" n'est pas applicable en ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix signifierait que l'absence des mots "produit similaire" dans la deuxième partie de la phrase de l'alinéa c) devrait être interprétée comme signifiant – sans aucun terme explicite à cet effet – que l'*Accord SMC* prenait l'initiative exceptionnelle d'introduire un critère nouveau et non défini dans le contexte de l'alinéa c), en dépit du fait que le concept de "produit similaire" est un élément fondamental que l'on trouve dans tout l'*Accord SMC* et, en fait, dans tout l'*Accord relatif à l'OMC*. Si les rédacteurs avaient voulu un tel résultat, la Corée considère qu'ils auraient expressément indiqué cette intention et qu'ils auraient par ailleurs défini ou développé dans le contexte de l'évaluation de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix la dimension de l'expression "le même marché" dont il est allégué qu'elle a trait au produit. La Corée note à cet égard que la note de bas de page 46 de l'*Accord SMC* dispose que:

> Dans le présent accord, l'expression "produit similaire" ("like product") s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en

> l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

Si les rédacteurs avaient eu l'intention d'introduire une dimension spéciale relative au produit dans l'expression "le même marché" à l'article 6.3 c), on peut présumer qu'ils auraient également défini ce concept.

Pour ces raisons, en plus des arguments de la Corée présentés précédemment, la Corée considère qu'en vertu du sens ordinaire des expressions employées à l'article 6.3 c), lues dans leur contexte, le concept de "produit similaire" s'applique à l'empêchement de hausses de prix/à la dépression des prix en vertu de l'alinéa c).

Enfin, la question n'est pas ici simplement de savoir quelle étiquette appliquer. Le problème réel, c'est qu'il est impossible de procéder à un examen significatif du marché sans avoir préalablement défini ce marché. Comme il a été noté plus haut, toute la structure de l'*Accord SMC* repose sur la définition de ce marché en termes de "produit similaire" et rien n'indique qu'il y ait une exception pour ce seul et unique segment de l'article 6.3 c). Mais même si l'on devait choisir un terme différent, encore faudrait-il définir le marché. Y a-t-il une dépression notable des prix sur le marché? Mais, quel *marché* doit-on demander? Les paramètres doivent être rigoureusement définis, sinon l'on se trouve dans la situation illustrée par les arguments des CE qui se réfèrent à de vagues catégories entre lesquelles certains produits flottent au hasard, comme le montre l'exclusion inopinée de certains types de "purs" chimiquiers. L'instant d'après, les CE font leur ce qui semble être l'opinion du Japon, selon laquelle il y a une catégorie unique de produit et chaque navire affecte tous les autres d'une manière juridiquement pertinente. Ce flou fait qu'il est littéralement impossible pour la Corée de répondre et pour le Groupe spécial de rendre une détermination.

86. Pensez-vous que la note de bas de page 46 de l'Accord SMC établit une définition plus étroite de l'expression "produit similaire" que celle qui est applicable au titre des paragraphes 2 et 4 de l'article III du GATT de 1994? La similitude quant à l'utilisation finale pourrait-elle être un critère permettant de déterminer le "produit similaire" tel qu'il est défini à la note de bas de page 46? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Ainsi qu'il est expliqué plus en détail plus loin, la Corée est d'avis que l'article III constitue un cadre analytique unique pour la détermination du "produit similaire". Cependant, l'article III ne donne pas de définition unique du "produit similaire". L'expression "produit similaire", à l'article III, peut avoir un sens large dans certains cas et un sens plus restreint dans d'autres (la définition dite en accordéon). La note de bas de page 46, avec sa définition étroite axée sur les caractéristiques physiques, est analogue à l'approche restreinte prescrite par la première phrase de l'article III:2. De même que dans la première phrase de l'article III:2, l'utilisation finale peut être un critère incorporé à l'analyse du produit similaire, mais on ne peut pas se servir de l'utilisation finale pour élargir la portée du produit similaire en s'écartant du caractère restrictif de la définition qu'implique la référence aux caractéristiques physiques.

Il y a de nombreux chevauchements entre les réponses à cette question et à la question n° 87. Il importe de souligner que la Corée n'admet pas l'idée que les CE ont adopté une analyse "du segment de produit" analogue à celle suggérée par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*. Avec leurs références vagues et leurs catégories mouvantes de produits et avec l'absence totale de tout type de preuve de toute nature, les CE n'ont suivi aucune approche reconnaissable appliquée conformément à une disposition quelconque des Accords de l'OMC.

Dans *Indonésie – Automobiles*, le Groupe spécial s'est expressément référé au critère du produit similaire, tel qu'il a été développé dans la jurisprudence relative à l'article III, en citant

expressément l'analyse à laquelle l'Organe d'appel a procédé dans *Japon – Boissons alcooliques*.[4] En fait, les CE ont également entériné cette approche analytique fondée sur l'article III[5], mais elles ont ensuite complètement abandonné toute tentative d'aller plus loin dans l'analyse. Au lieu de cela, les CE ont tenté de s'arroger le droit de faire de simples assertions sur des points qu'elles considéraient subjectivement comme "évidents" et elles espèrent déplacer sur la Corée la charge de prouver la négative de leurs assertions.

À l'opposé de l'approche suivie par les CE, le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*, a ensuite abordé tous les points de la liste qu'il serait appelé à examiner, y compris les caractéristiques physiques, les perceptions des consommateurs, les utilisations finales, les différences de prix et les classifications tarifaires. Le Groupe spécial a dit qu'il estimait que, dans l'affaire spécifique dont il était saisi les caractéristiques physiques étaient particulièrement importantes, mais il ne s'est pas limité à cet élément de l'analyse du produit similaire.

L'expression "caractéristiques ressemblant étroitement" [telle qu'elle est employée dans la note de bas de page 46], dans son sens ordinaire, comprend les caractéristiques physiques, mais non exclusivement, et nous ne voyons rien dans le contexte ainsi que dans l'objet ou le but de l'Accord SMC qui nous obligerait à conclure autrement.[6]

Ainsi, il est clair que le Groupe spécial, dans *Indonésie – Automobiles*, ne tentait pas de construire une nouvelle approche analytique du concept de produit similaire en se fondant sur quelque chose d'extérieur au libellé du traité et dénommé "segmentation du produit", comme le proposent les CE. Le Groupe spécial cherchait plutôt à situer l'analyse du concept de produit similaire figurant dans la note de bas de page 46 dans le contexte analytique de l'analyse du produit similaire utilisée ailleurs dans les Accords de l'OMC, y compris à l'article III du GATT de 1994.

En se référant à l'article III, le Groupe spécial, dans *Indonésie – Automobiles*, faisait sienne la rigueur analytique de l'approche suivie à l'article III et n'aurait certainement pas approuvé la confusion et le flou de l'approche des CE. Selon les CE, il y a à certains moments une seule catégorie de produit pour tous les navires. C'était la description qui était donnée dans des parties de la première communication écrite des CE et c'était certainement sur cette base que les CE ont approuvé l'approche soutenue du Japon lors de la première réunion de fond, selon laquelle tout navire de commerce a une incidence juridiquement reconnue sur tout autre navire indépendamment de son type.[7] Cela tranche sur d'autres suggestions des CE selon lesquelles il y a trois catégories de produits plutôt qu'une. Pourtant, même avec trois catégories, les CE n'ont fourni aucune analyse rigoureuse, de quelque nature que ce soit, des paramètres de ces catégories. En fait, les paramètres sont à ce point fluides qu'ils peuvent apparemment permettre à certains types de navire de passer et repasser d'une catégorie à une autre selon les facteurs présents du côté de l'offre en ce qui concerne le plaignant, indépendamment de toute analyse de toute nature.[8]

---

[4] *Indonésie – Automobiles,* paragraphe 14.174.

[5] Première communication écrite des CE, paragraphe 39.

[6] Indonésie – Automobiles*,* paragraphe 14.173.

[7] À cet égard, la Corée voudrait appeler l'attention du Groupe spécial sur l'analyse figurant dans le rapport du Groupe spécial chargé de l'affaire Corée − Boissons alcooliques, dans lequel le Groupe spécial a noté que dans le contexte d'une analyse de la catégorie plus large, sur le point de savoir si des produits sont directement concurrents ou substituables, à un certain niveau général tous les produits et services sont en concurrence les uns avec les autres, mais que les prescriptions de l'article III signifiaient qu'une analyse plus rigoureuse et plus spécifique s'imposait. Rapport du Groupe spécial dans l'affaire Corée − Taxes sur les boissons alcooliques, paragraphes 10.39 à 10.43 (rapport du Groupe spécial approuvé sans modification par l'Organe d'appel). Si tel était le cas pour la catégorie plus large, il devrait certainement en aller de même pour la catégorie plus restreinte du produit similaire.

[8] Les CE ont dit lors de la première réunion de fond qu'un certain type de transporteur spécialisé de produits chimiques n'était plus pertinent parce que les chantiers navals des CE ne construisaient plus de tels navires. Cependant, la question de savoir si les CE fabriquent un produit particulier est dénuée de pertinence

Le point clé qu'il s'agit de comprendre à la lumière de la jurisprudence relative à l'article III, c'est que cet article définit une *approche analytique* de la détermination des catégories de produits. Cette approche analytique est essentiellement la même à l'article III:2 et à l'article III:4. Il y a trois *résultats* différents découlant de cette approche selon qu'un groupe spécial établit des constatations factuelles au titre de la première phrase de l'article III:2 concernant le produit similaire, ou de la deuxième phrase de l'article III:2, concernant les "produits directement concurrents", ou au titre de l'article III:4, "produits similaires". La *conclusion* sera donc différente selon l'ampleur des catégories sur lesquelles elle repose, mais l'*approche analytique* est fondamentalement la même.

En conséquence, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques* a constaté que la définition du "produit similaire" était une définition étroite et a utilisé une analogie avec l'accordéon pour indiquer comment l'expression pouvait avoir un sens plus ou moins restreint ou plus ou moins large selon le contexte.[9] Les produits directement concurrents sont une catégorie plus large dont les produits similaires sont essentiellement un sous-ensemble. Ce point a été formulé en termes très explicites dans l'affaire *Corée – Boissons alcooliques* dans laquelle le Groupe spécial a appliqué aux deux analyses des outils analytiques qui étaient essentiellement les mêmes et a constaté que les catégories restreintes de produits similaires n'avaient pas été établies par les plaignants.[10]

Cette approche a été confirmée dans l'affaire *CE – Amiante*, dans laquelle l'Organe d'appel a appliqué l'approche analytique à éléments multiples et a spécialement critiqué le Groupe spécial pour n'avoir examiné qu'un seul facteur dans son analyse de la similarité des produits.[11] L'Organe d'appel a ensuite appliqué les critères mais est parvenu à une conclusion fondée sur une définition plus large du produit similaire que celle qui est utilisée dans la première phrase de l'article III:2. Ce faisant, l'Organe d'appel a expressément indiqué qu'il ne s'était pas prononcé sur le point de savoir si l'analyse plus large du "produit similaire" figurant à l'article III:4 était la même que l'analyse du produit directement concurrent à la deuxième phrase de l'article III:2, mais il n'a pas exclu cette possibilité.[12] Les conclusions de l'Organe d'appel à cet égard signifient nécessairement que l'approche analytique du produit similaire et les analyses des produits directement concurrents figurant dans les différentes parties de l'article III doivent être les mêmes. La question du caractère plus ou moins restreint de la catégorie du produit devient une question d'interprétation des résultats des approches analytiques, elle n'est pas liée à des différences quelconques dans les éléments contenus dans ces approches.[13]

La note de bas de page 46 de l'Accord SMC met l'accent sur les produits identiques ou les produits présentant des caractéristiques étroitement ressemblantes. C'est là, à première vue, un critère fort d'identité physique. Le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*, a appliqué ce critère d'une manière qui l'a amené à considérer que les caractéristiques physiques pouvaient englober certains autres aspects tels que les utilisations finales, la classification tarifaire et les rapports de prix. Donc, ces autres facteurs pourraient être également pris en compte dans une analyse du produit similaire entreprise conformément à la note de bas de page 46. Le libellé de la note de bas de page 46 signifie clairement que les conclusions tirées de telles analyses doivent reposer sur des définitions de la similarité conformes à l'"accordéon" plus ou moins "resserrée".

---

quand il s'agit de répondre à la question de savoir si de tels transporteurs spécialisés de produits chimiques sont ou non similaires à d'autres transporteurs de produits chimiques, c'est-à-dire à la question de savoir s'il y a des similitudes dans les caractéristiques physiques, les utilisations finales, et les rapports de prix du côté de la demande. Les liens de causalité ne peuvent pas être analysés sans que ces paramètres soient correctement établis.

[9] Rapport de l'Organe d'appel dans *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, page 21.

[10] Rapport du Groupe spécial dans l'affaire Corée – Taxes sur les boissons alcooliques, paragraphes 10.103 et 10.104 (rapport du Groupe spécial approuvé sans modification par l'Organe d'appel).

[11] Rapport de l'Organe d'appel dans *CE – Amiante*, paragraphes 119 et 120.

[12] *Ibid*., paragraphe 99.

[13] *Ibid*., paragraphes 101 et 102.

La Corée considère que, correctement interprétée, cette approche suivie dans *Indonésie – Automobiles* se situe clairement dans le cadre de la jurisprudence qui s'est développée sur la base de l'article III qui tient compte de ces divers éléments du critère du produit similaire et/ou du produit directement concurrent. Cependant, le texte du traité indique tout à fait clairement dans la note de bas de page 46 qu'aux fins de l'Accord SMC le critère correspond à l'approche étroite adoptée par l'Organe d'appel au sujet de la première phrase de l'article III:2, et non pas aux analyses plus larges de l'article III:4 et de la deuxième phrase de l'article III:2.

En l'espèce, le problème s'est posé du fait que les CE ont tenté d'éluder entièrement la question et soutiennent que le Groupe spécial, dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, avait établi un critère entièrement nouveau de "segmentation du produit" qui n'est pas fondé sur le texte du traité et qui est manifestement plus vague, entièrement fluide et très large. Cela va à l'encontre de l'approche suivie par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel conformément à l'article III, telle qu'elle a été entérinée par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*. Il n'y a absolument aucune possibilité d'interpréter le rapport de ce groupe spécial comme impliquant un élargissement de l'interprétation du concept de produit similaire ou un relâchement de la rigueur analytique nécessaire pour définir les paramètres des catégories.

En l'absence de catégories de produits aussi rigoureusement définies, il est simplement impossible pour l'entreprise interrogée ou pour le Groupe spécial d'examiner la plainte avec une utilité quelconque et les allégations sont nécessairement irrecevables en droit. Comme la Corée − appuyée par les États-Unis − l'a fait valoir, le fait que les CE ont renoncé à définir les catégories de produits similaires (même si les CE tentent maintenant d'appliquer une étiquette différente) devrait mettre fin aux enquêtes du Groupe spécial parce que les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombe. Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans *Japon – Produits agricoles II*[14], le but des questions posées par un groupe spécial conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord est de l'aider à mieux comprendre les arguments des parties, mais pas de plaider la cause d'une partie plaignante.

87. Si le concept de "produit similaire" s'applique effectivement en ce qui concerne l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix, quelles seraient à votre avis les catégories appropriées de "produit similaire" à considérer dans le présent différend? Partagez-vous l'opinion des CE sur l'idée générale que les produits similaires pourraient être définis sur la base d'une approche fondée sur la segmentation du marché semblable à celle qui a été utilisée par le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* (même si le Groupe spécial prend note de votre désaccord quant aux segments de marché particuliers proposés par les CE)?

a) D'emblée, la Corée est dans l'obligation de noter qu'elle est profondément troublée par cette question et elle tient à réitérer sa position selon laquelle c'est aux CE de s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombe en démontrant l'existence d'un préjudice grave. Si le Groupe spécial est d'accord avec la Corée (soutenu sur ce point par les États-Unis) pour estimer que cette question nécessite une analyse fondée sur la similarité des produits, alors, l'enquête se termine. Les CE, pour reprendre le terme qu'elles ont utilisé, **"rejettent"** la pertinence du concept de produit similaire.

La Corée reconnaît que les groupes spéciaux ont un large pouvoir de poser des questions aux fins de clarifier les arguments des parties et reconnaît également qu'en posant simplement une question, le Groupe spécial ne formule pas sa position sur un point de droit. Bien entendu, la Corée fera donc de son mieux pour répondre à cette question d'une manière aussi complète que possible dans le délai imparti de dix jours. La Corée craint cependant que lorsqu'elle aura répondu à cette question, les CE tenteront indûment de déplacer sur la Corée la charge qui leur incombe de présenter des

[14] Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.

arguments. Aussi la Corée doit-elle noter, pour qu'il en soit pris acte dans le dossier, qu'elle désapprouve le fait qu'elle est invitée à faire d'entrée de jeu une présentation sur le "produit similaire" alors que les CE rejettent la pertinence de ce concept.

L'obligation de procéder à une analyse du produit similaire a été confirmée par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*, qui est justement l'affaire invoquée par les CE elles-mêmes au sujet de la définition du "produit similaire". Le Groupe spécial susmentionné a fait observer:

> Dans l'évaluation des arguments des parties, n'oublions pas que les plaignants sont tenus de démontrer par des éléments de preuve positifs l'existence d'un préjudice grave. Nous pensons donc comme l'Indonésie qu'il incombe aux plaignants de présenter des arguments et des éléments de preuve pour chaque élément de leurs allégations relatives au préjudice grave, y compris l'existence d'effets sur un "produit similaire".[15] (non souligné dans l'original)

Les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombe. Au paragraphe 393 de leur première communication écrite, elles ont dit que la référence au marché du même produit, à l'article 6.3 c), oblige à démontrer que les produits sont en concurrence, ce qui peut être fait en utilisant les facteurs pris en compte dans l'analyse du "produit similaire" développée dans la jurisprudence fondée sur l'article III du GATT de 1994. Elles proposent une approche fondée sur la "segmentation du marché" utilisée par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles* pour évaluer l'existence d'une sous-cotation des prix au sens de l'article 6.3 c). Elles ont poursuivi en disant qu'il y avait, par principe, trois produits distincts, les transporteurs de GNL, les porte-conteneurs et les transporteurs de produits/de produits chimiques, mais sans présenter aucun argument ou aucun élément de preuve quant aux raisons pour lesquelles ces produits sont des produits similaires distincts du point de vue des facteurs que même le Groupe spécial avait pris en considération dans *Indonésie – Automobiles*. La déclaration orale des CE ne contient que des références générales à l'élasticité croisée des prix et à la substituabilité du point de vue des chantiers navals et des armateurs, sans même présenter aucun élément de preuve à l'appui. Elles indiquent que les porte-conteneurs peuvent être utilisés sur une variété de routes, et que peu importe pour un constructeur naval quel navire il construit puisque chaque navire est un assemblage de produits en acier. Jusqu'à présent cependant, il n'y a aucune indication claire quant aux critères spécifiques sur la base desquels les CE considèrent qu'elles peuvent identifier les transporteurs de GNL, tous les navires porte-conteneurs et tous les transporteurs de produits/de produits chimiques comme des produits similaires distincts. En conséquence, la Corée considère que les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombe et qu'il ne peut pas être remédié à cette carence à ce stade de la procédure. Néanmoins, comme indiqué plus haut, malgré ses profondes réserves quant au bien-fondé de la demande qui lui est faite de présenter cette analyse du produit similaire, alors que les CE rejettent la pertinence juridique de ce concept, et dans un esprit de coopération, la Corée présente ci-joint d'entrée de jeu, en tant que pièce n° 66 de la Corée, les approches qu'il conviendrait de suivre, à son avis, pour définir un "produit similaire". Se faisant, la Corée réserve la totalité de ses droits.

b) En se référant expressément à l'analyse faite par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles* qui, la Corée le répète, concerne une évaluation d'une sous-cotation des prix au titre de l'article 6.3 c), les CE ont en fait admis que le concept de "produit similaire" s'applique à l'évaluation de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 6.3 c) ou fournit tout au moins des lignes directrices déterminantes aux fins de cette évaluation. Lorsque les CE font ensuite volte-face et "rejettent" la pertinence juridique du concept de "produit similaire", elles admettent qu'elles ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombe nécessairement dans le présent différend. En fait, la prétendue segmentation du marché utilisée par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*, n'est pas quelque

[15] Décision du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.169.

critère nouveau créé de toute pièce tout à fait indépendamment du traité. Si tel était le cas, il ne pourrait pas servir de référence. La segmentation du marché se situe plutôt à l'intérieur du concept de "produit similaire" tel qu'il est énoncé à l'article 6.3 c) et expliqué dans la note de bas de page 46 de l'*Accord SMC*. Définir des segments de marché n'est pas autre chose que déterminer les "contours" − pour utiliser le propre terme des CE − des produits qui peuvent être considérés comme présentant d'étroites ressemblances afin de constituer un "produit similaire". La question fondamentale est néanmoins de savoir quels critères utiliser pour déterminer les contours de ce qui est un segment du marché ou un produit similaire. À cet égard, la Corée se réfère à la déclaration suivante du Groupe spécial dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*:

> "En ce qui concerne tout d'abord l'argument des Communautés européennes selon lequel toutes les voitures de tourisme devraient être considérées comme des "produits similaires" à la Timor, nous estimons qu'une approche aussi large n'est pas appropriée dans le présent différend. Certes, il est vrai que toutes les voitures de tourisme "ont les mêmes caractéristiques physiques essentielles et sont destinées à une utilisation finale identique", mais nous convenons avec l'Indonésie que ces voitures sont des produits fortement différenciés. Les Communautés européennes n'ont pas fourni au Groupe spécial de renseignements sur l'éventail des caractéristiques physiques des voitures de tourisme, mais tous les conducteurs savent que ces véhicules peuvent être très différents les uns des autres quant à leur dimension, leur poids, la puissance de leur moteur, la technologie, et les équipements. L'importance de ces grandes différences physiques, aussi bien pour le coût de production des voitures que pour leur image dans l'esprit des consommateurs, se concrétise par de très fortes différences de prix entre les marques et les modèles. Il est évident que les différences, physiques et non physiques, entre une Rolls Royce et une Timor sont énormes, et que le degré de substituabilité entre ces deux voitures est très bas. Dans l'optique de l'Accord SMC, il est presque inconcevable qu'une subvention accordée aux Timor puisse détourner ou entraver des importations de Rolls Royce, ou que l'on puisse analyser sérieusement une sous-cotation des prix impliquant ces deux modèles. En résumé, nous n'estimons pas que l'on puisse raisonnablement considérer une Rolls Royce comme ayant des "caractéristiques ressemblant étroitement" à celles de la Timor."[16] (non souligné dans l'original)

Comme indiqué dans la réponse à la question précédente, ce sont là les critères communs également utilisés dans les analyses du "produit similaire" au titre de l'article III. C'est pourquoi, dans le présent différend, la Corée propose d'utiliser les indicateurs auxquels il est fait référence par le Groupe spécial dans *Indonésie – Automobiles*, qui coïncident avec les indicateurs fréquemment utilisés pour la définition du "produit similaire", c'est-à-dire les caractéristiques physiques, l'image dans l'esprit du client et l'utilisation finale.[17] Il n'y a pas là de différence avec la manière dont les CE elles-mêmes ont évalué le marché de la construction navale comme le montrent plusieurs déclarations faites par les CE et leur expert, la First Marine International LTD, dans divers documents. Ces déclarations ne peuvent pas être simplement écartées par les CE comme étant nécessaires "à des fins d'information uniquement pour suivre l'évolution en ce qui concerne certains sous-types caractéristiques présentant le plus grand intérêt pour les chantiers navals de l'UE" (paragraphe 106 de la déclaration orale des CE). On se référera au document figurant dans la pièce n° 1 des CE jointe à la première communication écrite des CE intitulée "Aperçu du secteur international de la construction de navires de commerce, rapport général" (mai 2003), c'est-à-dire dans un rapport de la First Marine

[16] Décision du Groupe spécial, *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.175.

[17] Dans l'affaire Indonésie – Automobiles, le Groupe spécial a considéré que toutes les voitures avaient la même utilisation finale, à savoir le transport de passagers. Ce n'est pas le cas des navires de commerce qui font l'objet du présent différend, comme indiqué sous a) ci-dessus.

International LTD daté de 2003 dans lequel il est dit au sujet des pétroliers, des vraquiers et des porte-conteneurs:

> Les trois types de navire susmentionnés constituent de loin la plus grande partie de la flotte et une proportion importante de la production de l'industrie de la construction navale. Ces principaux produits de série sont ensuite normalement subdivisés en sous-classes distinctes, comme indiqué au tableau 3.2. Les principaux types et sous-types de navire énumérés dans ce tableau correspondent à l'usage courant de l'industrie, et la terminologie employée figure dans toute documentation traitant de la flotte maritime. Le type principal de navire est défini par la fonction du navire et les sous-types sont définis sur la base des classifications dimensionnelles exigées par les exploitants du navire. Les sous-classifications ont été établies pour tenir compte des conditions économiques des principaux trafics dans chaque secteur et peuvent être en grande partie considérées comme des produits standard. Il n'y a guère de différence importante en termes opérationnels à l'intérieur d'une classe quelconque d'un sous-type, quelque puisse être le fournisseur. Il convient de noter que les classes économiques de navire représentées par les sous-types énumérés ci-dessous ne sont pas facilement substituables à d'autres types de navire. Par exemple, il peut être techniquement possible d'adapter un vraquier pour transporter des conteneurs mais en termes opérationnels cela ne serait pas faisable. De même, la substitution est rarement possible sur la base de la taille en raison des impératifs économiques du trafic. Un navire de 70 000 tpl, par exemple, n'est pas opérationnellement ou économiquement équivalent à deux navires de 35 000 tpl.

Il faudrait ajouter à cela la déclaration suivante de la First Marine International LTD relative aux porte-conteneurs qui indique en particulier que les porte-conteneurs ont différentes utilisations en fonction de leur taille:

> Il existe une large gamme de dimensions de navires sur un large éventail de routes maritimes, qui correspondent généralement à un schéma bien établi de "ports d'éclatement et de ports de collecte". Les très gros navires (dont les plus grands rivalisent aujourd'hui, du point de vue de leurs dimensions physiques, avec la catégorie des plus gros pétroliers) transportent des conteneurs sur des routes transocéaniques desservant les principaux ports d'éclatement d'Extrême-Orient, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Moyen-Orient. Des navires "de collecte" plus petits répartissent ensuite les conteneurs en les acheminant des principaux ports d'éclatement jusqu'aux ports locaux. Le chargement des conteneurs est constitué de "marchandises diverses", et peut comporter des articles aussi variés que des machines, de l'électroménager, des vêtements, du matériel électronique, etc.

88. À quels prix se rapportent les expressions "empêchement de hausses de prix" et "dépression des prix", ceux de l'entité accordant la subvention, ceux de la partie plaignante, ou les uns et les autres?

Étant donné que la question concerne le préjudice grave causé aux intérêts de la partie plaignante, l'empêchement de hausses de prix doit s'entendre des prix de la partie plaignante, sinon il ne peut pas y avoir logiquement de préjudice grave causé aux intérêts de ce Membre, comme le prescrit l'article 5 c). Cependant, la Corée voudrait rappeler que l'empêchement notable des hausses de prix ou la dépression notable des prix doivent être causés par les subventions. Les CE ont laissé de côté l'analyse du lien de causalité. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 91 ci-dessous.

89. Les groupes spéciaux chargés d'examiner dans le cadre du GATT de 1947 les affaires *CE – Sucre* introduites par l'Australie et le Brésil ont constaté que les restitutions à l'exportation des CE avaient contribué à déprimer les prix mondiaux du sucre, causant

ainsi indirectement un préjudice grave aux intérêts de l'Australie et du Brésil. En d'autres termes, dans ces affaires, le marché en question était un marché mondial, les prix en question étaient les prix du marché mondial, et la constatation de l'existence d'un préjudice grave causé aux intérêts de l'Australie et du Brésil était exclusivement fondée sur la dépression de ces prix (du marché mondial).

Vous faites valoir, par contre, que les dispositions de l'Accord SMC relatives à l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix ne prévoient ni n'autorisent une analyse fondée sur un "marché mondial". Vous faites valoir aussi que l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix ne constituent pas en soi un élément de preuve suffisant de l'existence d'un préjudice grave, et qu'une partie plaignante doit au contraire 1) présenter des éléments de preuve et une analyse établissant que sa propre branche de production nationale subit une dégradation générale notable, autrement dit quelque chose qui est semblable sinon identique à un "dommage grave" comme dans le cas d'une enquête en matière de sauvegardes, et 2) montrer également que la survie de la branche de production en question est vitale pour les intérêts globaux de la partie plaignante.

a) Y a-t-il quelque chose dans le texte de l'Accord SMC qui étaye votre position selon laquelle la branche de production nationale de la partie plaignante devrait subir l'équivalent d'un "dommage grave", alors qu'à l'article 5 de l'Accord SMC, le dommage et le préjudice grave sont traités comme deux concepts distincts?

i) Le mot "may" ("peut") tel qu'il est employé dans la partie introductive de l'article 6.3 n'est pas synonyme de "permitted" ("permis"), du moins tel que ce mot a été utilisé par les CE lors de la première réunion de fond. Si les négociateurs avaient voulu indiquer qu'un préjudice grave existerait à n'importe quel moment dès lors que l'un seulement des facteurs énumérés dans les alinéas a) à d) de l'article 6.3 était présent, ils auraient utilisé le mot "shall" (le futur de l'indicatif en français), comme cela a été fait dans bon nombre des dispositions des Accords de l'OMC. Le mot "may" ("peut") indique qu'il n'y a pas automatiquement de préjudice grave lorsqu'est constatée l'existence de l'un ou de plusieurs des facteurs visés aux alinéas a) à d) de l'article 6.3.

ii) L'emploi des mots "l'une ou plusieurs" dans la partie introductive de l'article 6.3 confirme encore une fois que l'existence d'un seul facteur ne conduit pas *ipso facto* à une constatation positive de l'existence d'un préjudice grave.

iii) L'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix sont seulement deux indicateurs de l'existence du dommage important au sujet duquel l'article 15.2 dispose qu'"aucun ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". S'il était permis au titre de l'article 6.3 de constater l'existence d'un préjudice grave en cas soit d'une dépression des prix, soit d'un empêchement de hausses de prix le critère applicable pour constater l'existence d'un préjudice grave au titre de l'article 5 c) serait nettement moins strict que le critère requis pour constater l'existence d'un dommage important au titre de l'article 5 a) et de la note de bas de page 11. Cependant, l'Organe d'appel, dans l'affaire États-Unis - Viande d'agneau, a conclu que le "terme "grave" dénote un critère beaucoup plus strict concernant le dommage que le terme "important"".[18] La différence qualitative entre "grave" et "important" ne change pas selon que le terme qualifie un "dommage" ou un "préjudice". Elle est inhérente au sens des termes considérés isolément.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 124.

b) Y a-t-il quelque chose dans le texte de l'Accord SMC qui étaye votre position selon laquelle pour qu'il y ait préjudice grave, la survie de la branche de production nationale de la partie plaignante doit être vitale pour ses intérêts globaux?

La Corée a dit qu'elle estimait que le terme "prejudice" ("préjudice") faisait partie d'une série de termes en usage à l'OMC tels que "injury" ("dommage"), "damage" ("tort") ou causant une "market disruption" ("désorganisation du marché"). La Corée notait que le membre de phrase tout entier "causer un préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre" dénote un critère qui est non seulement plus strict que le dommage important (en se fondant sur la jurisprudence considérable existant sur ce point), mais qui est aussi plus large, car les intérêts d'un Membre englobent nécessairement quelque chose de plus que la seule branche de production en cause. La branche de production nationale fait partie des intérêts du Membre mais ne peut pas être automatiquement assimilée aux intérêts plus larges d'un Membre de l'OMC. Loin de traiter cette question du "préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre", les CE tentent de présenter des arguments qui ne rempliraient même pas les conditions requises pour le *déclenchement* d'une enquête d'une autorité nationale compétente au titre de la Partie V de l'Accord SMC. Les "critères" proposés par les CE sont si peu rigoureux et si vagues qu'on peut apparemment y satisfaire en montrant une "bulle" sur un graphique.

c) Comment conciliez-vous vos arguments avec l'approche et les résultats entièrement différents des groupes spéciaux antérieurs du GATT cités ci-dessus?

Les groupes spéciaux cités qui ont été saisis des affaires portant sur le sucre ont examiné les restitutions à l'exportation des CE au titre des exportations de sucre dans le contexte de l'article XVI:1 et XVI:3 du GATT. L'article XVI:1 dispose qu'"une subvention, y compris toute forme de soutien des revenus ou des prix, qui a directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit du territoire de ladite partie contractante ou de réduire les importations de ce produit sur son territoire", fera obligatoirement l'objet d'une notification et de consultations. Le dispositif est la Partie B qui a trait aux "subventions à l'exportation" qui ne sont pas pertinentes pour l'interprétation de la Partie III de l'Accord SMC. Spécifiquement, l'article XVI:3 dispose que, en ce qui concerne les subventions à l'exportation, si un Membre accorde directement ou indirectement, sous une forme quelconque, une subvention ayant pour effet d'accroître l'exportation d'un produit primaire en provenance de son territoire, "cette subvention ne sera pas octroyée d'une façon telle que ladite partie contractante détiendrait alors plus d'une part équitable du commerce mondial dudit produit". En ce sens, pour autant qu'il y a pertinence en vertu de la Partie III de l'*Accord SMC* qui traite des subventions à l'exportation en tant que subventions pouvant donner lieu à une action, ces dispositions sont plus proches (sans être cependant les mêmes) de l'article 6.3 d) qui envisage la situation où une subvention se traduit par un accroissement de la part du marché mondial détenue par le Membre qui accorde la subvention pour un produit primaire ou un produit de base subventionné particulier, ce qui est la seule disposition de l'article 6.3 qui prévoit expressément qu'"un marché mondial" peut être pris en considération.

Les dispositions de l'article XVI:1 et XVI:3 indiquent que les obligations relatives à la notification et aux consultations doivent s'appliquer et qu'une subvention ne peut pas donner à une partie contractante plus qu'une part équitable du commerce mondial d'exportation étant donné que le mot "shall" (l'indicatif futur dans le texte français) est utilisé tout au long du texte anglais de ces dispositions. En ce sens, le libellé de la partie introductive de l'article 6.3 est différent et il n'est en conséquence pas possible de déduire des travaux des groupes spéciaux susmentionnés chargés des affaires relatives au sucre des inférences directes aux fins de son interprétation.

d) À cet égard, quelle est à votre avis la signification de la note de bas de page 13 relative à l'article 5 c) de l'Accord SMC, qui dispose que l'expression "préjudice grave" a dans l'Accord SMC le même sens qu'à l'article XVI:1 du GATT? Nous notons que l'article VI:1 du GATT de 1994 ne contient aucune référence à un

dommage causé à la branche de production nationale du plaignant. Le but de cette note de bas de page est-il d'incorporer dans l'Accord SMC les interprétations données par les groupes spéciaux antérieurs du GATT de la notion de préjudice grave? Dans la négative, quel est le but de cette note de bas de page?

Étant donné les dispositions explicites de la partie introductive de l'article 6.3, le but de la note de bas de page 13 est de préciser qu'une menace de préjudice grave, qui est expressément prévue à l'article XVI:1, relève également de l'article 5 c) de l'*Accord SMC*. De plus, cette référence peut être interprétée comme signifiant qu'une constatation de l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix n'est pas suffisante mais doit s'accompagner d'une augmentation des exportations du Membre qui accorde la subvention en provenance de son territoire ou d'une réduction des importations sur son territoire, dont il doit être démontré qu'elles sont le résultat de la subvention alléguée. Pour répondre à la fois à cette question et à la sous-question précédente, la Corée voudrait rappeler que l'Organe d'appel a expressément approuvé la déclaration suivante du Groupe spécial chargé de l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée* au sujet de la relation entre *l'Accord SMC* et l'article VI, qui s'applique également à l'article XVI, à la lumière plus particulièrement de la note de bas de page 13.

L'article VI du GATT de 1994 et l'Accord SMC représentent, pour les Membres de l'OMC, un ensemble de droits et d'obligations nouveaux et différents concernant l'utilisation de droits compensateurs. En conséquence, l'article VI et les Accords SMC respectifs imposent des obligations à un utilisateur éventuel de droits compensateurs, sous la forme de conditions qui doivent être remplies pour pouvoir imposer un droit, mais ils confèrent également le droit d'imposer un droit compensateur lorsqu'il est satisfait à ces conditions. Les Accords SMC n'imposent pas simplement des obligations fondamentales et procédurales additionnelles à un utilisateur éventuel de mesures compensatoires. En fait, les Accords SMC et l'article VI considérés ensemble définissent, clarifient et dans certains cas modifient l'ensemble global de droits et d'obligations d'un utilisateur éventuel de mesures compensatoires.[19]

Il n'y a rien dans l'article XVI qui aille à l'encontre de l'interprétation proposée des articles 5 à 7 de l'*Accord SMC*. En fait, lorsque cet article est lu conjointement avec l'article VI et la Partie V de l'*Accord SMC*, il est tout à fait évident que c'est l'approche minimaliste des CE qui est incompatible avec le contexte général du libellé du traité. L'approche des CE est vague et ne repose sur aucun critère; elle ne comporte pas d'analyse de produits similaires, pas d'examen de la situation de la branche de production du Membre plaignant, pas d'examen du champ plus large des intérêts de ce Membre et rien que l'analyse la plus minimaliste du lien de causalité, qui n'est pas conforme aux dispositions du traité. L'approche des CE rendrait les critères de la Partie II de l'*Accord SMC* et de l'article XVI concernant les marchés d'autres Membres beaucoup moins stricts que les critères requis pour l'examen des importations sur le propre marché d'un Membre conformément à l'article VI et à la Partie V de l'*Accord SMC*. Cela est à la fois absurde au regard de la logique et dénué de toute base dans le contexte plus large du libellé du traité.

90. À votre avis, le critère de causalité est-il le même pour le préjudice grave que dans une enquête en matière de droits compensateurs? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui explique alors la nette différence de rédaction entre les dispositions respectives de l'Accord SMC, ainsi que la distinction claire faite à l'article 5 de l'Accord SMC entre le dommage et le préjudice grave? Dans la négative, veuillez expliquer les différences.

[19] Rapport du Groupe spécial dans l'affaire Brésil – Noix de coco desséchée, paragraphe 246, approuvé dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire Brésil – Noix de coco desséchée, page 21.

Le critère de causalité applicable au préjudice grave et le critère de causalité applicable dans une enquête en matière de droits compensateurs sont différents. Aux termes de l'article 6.3 c), il doit être démontré que c'est spécifiquement la subvention contestée qui cause la dépression ou l'empêchement de hausses de prix faisant l'objet de l'allégation. L'article 6.3 c) dit expressément: "… la subvention se traduit … dans une mesure notable …". Il ne suffit donc pas de montrer que les produits bénéficiant de la subvention sont la cause de l'empêchement des hausses des prix ou de la dépression des prix mais il doit être démontré que la subvention considérée isolément a causé un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix dans une mesure notable. Comme il est dit dans la première communication écrite de la Corée (paragraphe 532), lorsqu'une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix suffisamment notable pour causer un préjudice grave n'est pas causé par la subvention alléguée mais par d'autres facteurs, les subventions pouvant donner lieu à une action ne peuvent pas être prohibées. Lorsque la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix est causé par la subvention alléguée et par d'autres facteurs, les subventions pouvant donner lieu à une action ne peuvent être prohibées que lorsque c'est la subvention alléguée qui a elle-même causé une dépression notable des prix ou un empêchement notable des hausses de prix indépendamment d'autres facteurs. Ici encore, une quantification de la subvention alléguée est indispensable, ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 536 de la première communication écrite de la Corée. Comme la Corée l'a noté lors de la première réunion de fond, il est possible de considérer aussi bien le critère de causalité que le critère de dommage aux fins des enquêtes en matière de droits compensateurs comme des critères moins stricts englobés dans les critères des articles 5 et 6. Ainsi, apporter la preuve de l'existence des éléments constitutifs du dommage et du lien de causalité au sens de la Partie V pourrait être considéré comme des éléments nécessaires, mais pas suffisants pour démontrer l'existence d'un préjudice grave au sens des articles 5 et 6.

91. En ce qui concerne le lien de causalité, vous faites valoir que, quels que soient les autres facteurs qui peuvent être présents sur le marché, le subventionnement indépendamment de ces autres facteurs doit lui-même causer le préjudice grave.

a) Comment une telle analyse peut-elle être effectuée?

Comme indiqué plus haut à propos de la question du "produit similaire", la Corée voudrait noter ses préoccupations quant au déplacement de la charge de la preuve. Les CE ont rejeté tout type d'approche conventionnelle du lien de causalité, pour se fonder à la place sur une approche vague, mécanique comportant un critère beaucoup moins strict que pour toute enquête ou tout différend concernant des mesures commerciales correctives au titre de l'un quelconque des Accords de l'OMC. Ainsi, si le Groupe spécial reconnaît qu'une analyse normale du lien de causalité devrait être effectuée sous une forme ou une autre, le différend devrait prendre fin à ce stade, car le plaignant a rejeté cette approche et refusé de présenter tout élément de preuve ou tout argument de cette nature.

Comme la Corée l'a noté, l'Organe d'appel a très clairement indiqué dans *Japon – Produits agricoles II,* que le Groupe spécial est investi d'un large mandat le chargeant de recueillir des renseignements afin de clarifier les arguments des parties, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante. Ici encore, reconnaissant que des questions ne sont pas l'énoncé d'une position, la Corée présente l'analyse suivante dans laquelle ses vues sont exposées. Cependant, la Corée doit une fois encore réserver tous ses droits afin que sa réponse ne puisse être interprétée comme signifiant qu'elle accepte d'assumer une charge qui incombe à la partie plaignante.

Compte tenu de ces réserves, la Corée estime que, pour établir l'existence d'un lien de causalité entre la subvention et la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix, l'analyse pourrait s'effectuer dans l'ordre suivant:

Étape I: La subvention alléguée doit être quantifiée en ce qui concerne chaque constructeur naval subventionné.

- Si le montant de la subvention alléguée est non notable, l'analyse doit s'arrêter là.

- Si le montant de la subvention alléguée est notable, le Groupe spécial devrait passer à l'étape II.

Étape II: L'effet de la subvention sur les prix du constructeur naval subventionné doit être quantifié.

- Logiquement, la chaîne de causalité devrait avoir pour point de départ l'effet de la subvention sur les prix du constructeur naval subventionné. Dans un marché concurrentiel, on présume généralement que les prix sont fixés au niveau du coût de production total, quand bien même les prix réels peuvent parfois descendre en dessous du coût de production dans le cas d'une industrie cyclique, hautement capitalistique comme la construction navale. Une subvention permettrait au constructeur naval subventionné de vendre ses produits à des prix inférieurs au niveau du prix concurrentiel soit en abaissant le coût de production soit simplement en compensant la perte résultant de ventes effectuées au-dessous du coût de production, selon la nature de la subvention en question. En conséquence, l'effet de la subvention sur les prix du constructeur naval subventionné peut être mesuré i) en commençant par déterminer le niveau du coût de production qui n'est pas affecté par la subvention (c'est-à-dire le coût unitaire réel plus le montant proportionnel de la subvention par unité de subvention ayant réduit le coût de production (ci-après dénommé "coût de production non subventionné")) puis ii) en comparant ce coût de production non subventionné avec les prix du constructeur naval subventionné.

- Si les prix du constructeur naval subventionné sont encore supérieurs au coût de production non subventionné, la subvention n'a pas affecté les prix réels du constructeur naval subventionné. La subvention n'a donc pas eu pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher les hausses de prix.

- En revanche, si les prix du constructeur naval subventionné sont inférieurs au coût de production non subventionné, la subvention a influencé dans le sens de la baisse les prix du constructeur naval subventionné, d'un montant qui est équivalent au plus petit des deux montants suivants: soit i) la différence entre les prix du constructeur naval subventionné et son coût de production non subventionné, soit ii) la marge de subvention proportionnelle incluse dans le coût de production ci-dessus (pour la commodité de l'exposé, cette différence peut être appelée "marge due à l'effet de la subvention").

- Si la "marge due à l'effet de la subvention" est non notable, il n'y a pas de lien de causalité et l'analyse de l'existence d'un préjudice grave peut se terminer.

- S'il est constaté que "la marge due à l'effet de la subvention" est notable, l'analyse devrait passer à l'étape III.

Étape III: La marge de la dépression des prix et de l'empêchement de hausses de prix doit être quantifiée.

- Il s'agit là d'un processus complexe consistant à déterminer de quelle marge en pourcentage les prix du produit similaire fabriqué par les constructeurs navals du Membre plaignant (c'est à dire les CE) ont été déprimés ou les hausses de prix de ces produits empêchées.

- À cette fin, les "produits similaires" fabriqués par les constructeurs navals du Membre plaignant doivent être préalablement identifiés.

- Ensuite, il faudrait analyser s'il y a eu une dépression notable des prix, ou un empêchement notable des hausses de prix des constructeurs navals du Membre plaignant sous l'effet de la subvention accordée aux constructeurs navals subventionnés (de la "marge due à l'effet de la subvention"). À cet égard, l'analyse du lien de causalité fait partie intégrante du processus consistant à déterminer l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable".

- Les méthodes d'analyse détaillée suggérées seront expliquées dans la sous-section d) ci-dessous. Tout élément relevant d'une concurrence loyale conduisant à une réduction du prix des produits soi-disant subventionnés (économies d'échelle, avantages de coût, etc.), doit être évalué.

- Les effets d'autres produits concurrents non subventionnés en provenance d'autres sources sur le niveau des prix doivent être pris en compte. Une allégation faisant état du maintien en service de la capacité dû à la subvention alléguée est insuffisante pour établir que la subvention a eu pour effet d'empêcher les hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable lorsqu'il y a d'autres sources importantes de produits similaires qui ne sont pas subventionnées.

- En ce qui concerne l'empêchement de hausses de prix, tous les éléments d'ordre factuel et économique, y compris les facteurs économiques pertinents pour la branche de production du Membre plaignant, qui influent sur le niveau des prix, doivent être indiqués afin d'évaluer si les prix auraient augmenté en l'absence des subventions alléguées.

En tenant compte au minimum de tous ces éléments, il convient de déterminer quels sont, pris isolément, les effets des subventions alléguées sur le niveau des prix afin d'évaluer si les subventions sont la cause spécifique de la dépression notable des prix ou de l'empêchement notable des hausses de prix. La Corée voudrait souligner que cette question peut difficilement trouver une réponse lorsqu'elle est considérée isolément des arguments du plaignant. Les CE ont expressément rejeté l'argument de la sous-cotation des prix. À cet égard, c'est au plaignant qu'il incombe de démontrer comment le mécanisme de marché transmet l'effet de la subvention alléguée sous forme de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix. Pour ce faire, les CE se sont presque exclusivement fondées sur les problèmes de capacité. Quand leurs arguments sur ce point ont été contestés, les CE ont nié qu'elles tenaient uniquement compte de la capacité et ont dit qu'une approche multidimensionnelle comportant une certaine part de sous-cotation des prix était ici nécessaire. La Corée serait prête à reconnaître la complexité et la subtilité requises, mais pour les CE cela doit se faire en excluant *expressément* la sous-cotation des prix. Ainsi, pour répondre à la question ci-dessus, la Corée note que ce ne serait pas nécessairement là le moyen exclusif de démontrer l'existence d'un lien de causalité, si l'on en venait à adopter une approche plus rationnelle reposant sur de larges bases. Il est encore possible aussi que cela soit inapplicable en l'espèce, dans la mesure où subsistent des éléments d'un argument fondé sur une sous-cotation des prix prohibée.

b) Vous laissez entendre qu'une partie de l'analyse consisterait à quantifier le montant ou le degré de subventionnement puis à le comparer au degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix qui peut exister. Veuillez clarifier cet argument. En particulier, le degré de subventionnement serait-il comparé au degré allégué d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix du produit subventionné?

Comme indiqué à la sous-section a) ci-dessus, la Corée soutient que la subvention doit être quantifiée et ajustée proportionnellement de manière à déterminer son effet possible sur le prix du produit prétendument subventionné (c'est-à-dire, la "marge due à l'effet de la subvention" qui doit être calculée à l'étape II décrite ci-dessus). Ensuite, comme il est expliqué à la sous-section d) ci-dessous, à l'étape III cette "marge due à l'effet de la subvention" sera ajoutée aux prix réels du produit subventionné pour calculer les "prix hypothétiques non subventionnés" des navires produits par le constructeur naval subventionné. Ces "prix hypothétiques non subventionnés" du constructeur naval subventionné sont nécessaires pour évaluer si les prix des constructeurs navals des CE, Membre plaignant, ont été déprimés ou les hausses de ces prix empêchées sous l'effet de la subvention.

Compte tenu de la procédure analytique décrite ci-dessus, il serait inexact de dire que le degré de subventionnement doit être nécessairement comparé au degré allégué d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix. La Corée se réfère à la section d) ci-dessous.

Une fois encore, la Corée tient à exprimer ses réserves quant à la possibilité d'un déplacement inapproprié de la charge de la preuve et voudrait également souligner les limites de la méthodologie proposée qui est élaborée en l'absence de comparaisons directes entre les prix.

c) Ou serait-il comparé au degré allégué d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix du produit de la partie plaignante? Quel est alors, le cas échéant, le lien logique entre le montant spécifique correspondant à la subvention qu'un pays donné peut accorder pour un produit donné et le degré auquel le prix du même produit fabriqué par un producteur d'un autre pays peut être affecté?

La Corée considère que l'empêchement des hausses des prix ou la dépression des prix doit être démontré en ce qui concerne les prix des produits de la partie plaignante mais que l'établissement d'un lien de causalité exige qu'il soit également procédé à une enquête sur la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix pour les produits de la partie qui accorde la subvention. Comme indiqué à la sous-section b) ci-dessus et à la sous-section d) ci-dessous, cependant, la "marge" alléguée "de l'effet dû à la subvention" ne serait pas comparée directement avec le degré allégué d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix, mais sera considérée comme un facteur crucial pour déterminer le degré de l'empêchement de hausses de prix ou le degré de la dépression des prix.

Une simple allégation, comme celle mentionnée par les CE, concernant l'existence continue de capacités due au fait que le coût du service de la dette est couvert par la subvention, est insuffisante en l'absence d'enquête sur le lien de causalité, comme indiqué sous a) ci-dessus.

La Corée voudrait une fois de plus se référer au troisième rapport de la Commission des CE sur la situation de la construction navale dans le monde, dans lequel les CE indiquent les montants massifs de subventions accordés aux chantiers navals des CE au cours des décennies. Ces subventions atteignaient aussi récemment qu'en 1988, 28 pour cent sous forme de subventions d'exploitation directes, et n'ont été ramenées progressivement qu'à "seulement" 6 pour cent à l'heure actuelle. Comme la Commission l'a noté, ce n'était là qu'une forme de subventionnement. Il y avait aussi un subventionnement des exportations, un subventionnement de la recherche-développement, un subventionnement des injections de capitaux, un subventionnement régional, un subventionnement de la recherche-développement (qui atteint aujourd'hui 25 pour cent), un subventionnement de l'aide liée, etc. Ce n'est là que l'une des anomalies de l'étroite focalisation des CE sur le maintien de la capacité. La Commission elle-même a noté que les CE avaient maintenu une capacité trop importante et n'avaient pas procédé à des ajustements suffisants du point de vue de la compétitivité en raison de ce niveau constamment élevé de subventionnement. Si l'on considère la question du maintien de la capacité, en reprenant l'argument des CE, alors le lien de causalité est à rechercher bien davantage dans les subventions accordées par les CE que dans celles de tout autre Membre.

d) Comment, concrètement, le degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix est-il quantifié et exprimé?

La Corée soutient que l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix s'entend, en ce qui concerne chaque produit similaire identifié, de la marge en pourcentage de laquelle les hausses de prix des produits du Membre plaignant ont été empêchées ou de laquelle le prix a été déprimé, sous l'effet de la subvention. Pour déterminer le degré d'empêchement de hausses de prix ou le degré de dépression des prix, le Groupe spécial devrait analyser si la subvention accordée aux constructeurs navals subventionnés a eu pour effet d'empêcher les hausses de prix ou de déprimer dans une mesure notable les prix des constructeurs navals du Membre plaignant.

Pour déterminer s'il y a une dépréciation notable des prix ou un empêchement notable des hausses de prix, la Corée estime que le Groupe spécial devrait examiner tous les facteurs qui détermineront les prix. À cet égard, la Corée considère que l'examen du Groupe spécial pourrait comporter les étapes suivantes:

Étape 1: Il convient d'identifier les prix des "produits similaires" vendus par tous les constructeurs navals dont on estime qu'ils affectent les prix des "produits similaires" des constructeurs navals des CE:

- Les prix des produits similaires des constructeurs navals non subventionnés des CE doivent être déterminés à compter de la période précédant immédiatement l'octroi de la subvention pour toute la période la plus récente précédant le déclenchement de la procédure de règlement des différends.

- Les prix hypothétiques non subventionnés des produits similaires vendus par le constructeur naval soi-disant subventionné de Corée doivent être déterminés pour la même période. Ces prix hypothétiques peuvent être déterminés en majorant les prix réels du constructeur naval soi-disant subventionné de la "marge due à l'effet de la subvention" à compter de l'octroi de la subvention alléguée.

- Les prix des produits similaires non subventionnés en provenance d'autres Membres de l'OMC doivent également être déterminés pour la période précédant immédiatement l'octroi de la subvention alléguée et pour toute la période la plus récente précédant le déclenchement de la procédure de règlement des différends.

Étape 2: Tous les facteurs dont on estime qu'ils affectent les prix des constructeurs navals non subventionnés des CE doivent être évalués au regard de leur effet possible sur ces prix.

a) Facteurs du côté de la demande et de l'offre

- Étant donné que les prix sont déterminés par l'interaction de l'offre et de la demande, les facteurs constitutifs de la demande et de l'offre, respectivement, devraient être identifiés et évalués.

- Du côté de la demande, un facteur important peut être la tendance des nouvelles commandes. Si la demande a augmenté au-delà de la capacité des constructeurs navals présents sur le marché à fournir les produits, les prix auront augmenté tandis que si la demande a diminué par rapport au potentiel de production, les prix auront baissé.

- Du côté de l'offre, un facteur important est l'évolution des principaux facteurs de coût. Les prix des navires sont sensibles aux variations des coûts. Comme la Corée l'a

démontré, la baisse des prix dont il est fait état par les CE dans leur allégation coïncide avec la baisse du prix de l'acier et d'autres facteurs de coûts, ainsi qu'avec la dévaluation du won coréen. Dans un tel cas de figure, l'analyse de causalité devrait s'arrêter là. Si le recul du coût de production n'est pas suffisant pour expliquer toute l'évolution des prix, alors l'incidence réelle de la baisse des coûts doit être quantifiée avec précision et devrait être comparée avec d'autres facteurs de causalité.

b) Incidence des prix d'autres constructeurs navals non subventionnés (qu'il s'agisse de constructeurs navals coréens ou de constructeurs navals de pays tiers)

- Si, en ce qui concerne chaque produit similaire, il y a un certain nombre de constructeurs navals non subventionnés qui disposent collectivement de parts de marché suffisantes pour pouvoir orienter ou influencer de manière substantielle la détermination des prix du marché, les prix pratiqués par ces constructeurs navals non subventionnés constitueront alors le plafond des prix qui peuvent être appliqués par les chantiers navals des CE, indépendamment de l'effet de la subvention alléguée en cause. Le lien de causalité dû à l'effet de la subvention alléguée est ainsi coupé.

c) Incidences des prix des constructeurs navals subventionnés

- En l'absence de toutes autres causes mentionnées ci-dessus dont il est raisonnable de considérer qu'elles coupent le lien de causalité entre la subvention alléguée, d'une part, et l'empêchement allégué des hausses de prix et la dépression alléguée des prix, de l'autre, le Groupe spécial peut passer à l'analyse de l'effet de la subvention alléguée.

- Premièrement, le Groupe spécial devrait examiner si le constructeur naval prétendument subventionné a la capacité d'orienter ou d'influencer de façon substantielle, en termes de part de marché ou d'une autre manière, les prix des produits similaires en vigueur sur le marché. Si la part de marché est insuffisante, ou si le constructeur naval n'a pas constamment maintenu une part de marché substantielle, il sera difficile de constater un lien de causalité en tant que tel.

- C'est seulement si le constructeur naval subventionné a maintenu une part de marché suffisante pour orienter ou influencer de façon substantielle les prix du marché que le Groupe spécial devrait passer à l'examen de l'effet de la subvention sur les prix des constructeurs navals des CE. Le Groupe spécial peut comparer les prix hypothétiques non subventionnés des constructeurs navals prétendument subventionnés ("Prix A") avec les prix réels des constructeurs navals non subventionnés des CE ("Prix B").

- Si le Prix A est supérieur au Prix B, on peut dire que le Prix B, c'est-à-dire les prix des constructeurs navals non subventionnés des CE, ont été empêchés de progresser jusqu'au niveau du Prix A. D'un autre côté, si le Prix B est égal ou inférieur au Prix A, on peut présumer que, de toute façon, indépendamment de l'effet de la subvention alléguée, les prix des constructeurs navals non subventionnés des CE auraient baissé (pas de dépression des prix) ou n'auraient pas augmenté (pas d'empêchement de hausses de prix).

- Dans un tel cas, si la différence de prix n'est pas notable, le Groupe spécial devrait constater qu'il n'y a pas d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix dans une mesure "notable". D'un autre côté, si la différence est notable et si la "marge due à l'effet de la subvention" est également notable, le Groupe spécial peut constater que la subvention a eu pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure "notable".

- Dans les cas où l'effet de la subvention ou l'effet d'autres causes n'est pas décisif ou a une force égale, alors la quantité de l'effet de la subvention devrait être comparée avec les quantités totalisées de tous les autres facteurs, afin de déterminer si "l'effet de la subvention" considéré isolément était la cause de l'empêchement notable des hausses de prix ou de la dépression notable des prix.

La Corée voudrait de nouveau noter qu'elle a répondu de son mieux à cette question, mais rappelle que les CE ont exclu la sous-cotation des prix. Les CE ayant exclu un élément aussi crucial - qui est probablement présent dans l'approche exposée ci-dessus - il est inéquitable de demander à la Corée de construire d'entrée de jeu une approche analytique pour tenir compte de l'argument biaisé des CE. Cette charge devrait incomber aux CE; ainsi, la Corée réserve tous ses droits, quand bien même elle tente de répondre autant que possible aux questions du Groupe spécial à cet égard.

92. Sur quelle base faites-vous valoir que le Membre plaignant doit prouver individuellement l'effet de l'avantage allégué provenant de chaque subvention alléguée, et non l'effet combiné des subventions alléguées? Comment concilier cela avec, par exemple, l'approche qui consiste à calculer le taux de subventionnement de 5 pour cent au titre de l'article 6.1 de l'Accord SMC, aujourd'hui venu à expiration, et au sujet de laquelle le paragraphe 6 de l'Annexe IV disposait qu'"Aux fins de la détermination du taux global de subventionnement pendant une année donnée, les subventions accordées au titre de différents programmes et par des autorités différentes sur le territoire d'un Membre ser[aient] totalisées", ce qui semblait laisser entendre que c'était l'incidence globale des subventions en question qui était pertinente pour l'existence d'un préjudice grave? Comment dans la pratique un groupe spécial pourrait-il effectuer une telle analyse séparée des effets de chaque subvention prise individuellement?

La partie introductive de l'article 5 se réfère à "l'une quelconque des subventions". En outre, l'article 7.8 dispose que dans le cas où un rapport d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel est adopté dans lequel il est déterminé qu'"une subvention" a causé des effets défavorables pour les intérêts d'un autre Membre, le Membre qui accorde cette subvention doit éliminer les effets défavorables ou retirer la subvention. L'emploi de l'expression "l'une quelconque des subventions", corroboré par les références multiples à "la subvention" figurant à l'article 6.3, confirme que les effets d'une subvention doivent être examinés séparément pour chaque subvention. À cet égard, le libellé de l'article 6.1 a) et du paragraphe 6 de l'Annexe IV diffère de celui de l'article 6.3.

L'analyse décrite dans la réponse à la question n° 91 ci-dessus devrait être effectuée pour chaque subvention individuellement.

Comme la Corée l'a noté lors de la première réunion de fond, cela ne veut pas dire qu'après que chaque subvention a été évaluée individuellement, il n'est pas possible, afin de procéder à l'évaluation finale du lien de causalité, de calculer un total général des subventions pouvant donner lieu à une action. Toutefois, si elles ne sont pas désagrégées, la possibilité d'éliminer les effets défavorables d'une manière rationnelle quelconque conformément à l'article 7.8 ne peut pas se présenter. L'article 7.8 fournit un contexte important pour l'interprétation des articles 5 et 6 et n'est pas une disposition désincarnée qui ne doit être considérée qu'isolément au cours de la mise en œuvre. Le couper ainsi de son contexte serait contraire aux dispositions de l'article 31 de la Convention de Vienne. Au contraire, l'article 7.8 offre une intéressante illustration du caractère unique d'un différend concernant les effets sur le commerce examiné conformément aux règles de l'OMC. Parce qu'aucune autre disposition n'implique une démonstration des effets défavorables sur le commerce, aucune autre disposition n'autorise à limiter la mesure corrective à l'élimination des effets défavorables sur le commerce. Ainsi, pour comprendre ce qu'il y aurait lieu de faire pour réduire ultérieurement les effets défavorables sur le commerce, un groupe spécial devrait construire son dossier en allant du bas vers le haut, élément par élément, afin d'aboutir à un tout cohérent.

93. Faites-vous valoir que, dans une affaire comportant de multiples subventions pouvant donner lieu à une action, il y aurait un double comptage des effets s'il pouvait être démontré d'une certaine manière qu'en l'absence de l'une des subventions, les autres pourraient ne pas avoir causé d'effets défavorables? Sur quelles dispositions du texte de l'Accord SMC cette approche concernant les effets défavorables est-elle fondée?

Non, il n'y a pas nécessairement double comptage en soi. En ce qui concerne la question posée par le Groupe spécial, la Corée est d'avis que dans le cas de subventions multiples pouvant donner lieu à une action, l'effet des subventions doit être totalisé afin de déterminer si, au total, elles causent des effets défavorables. Si une subvention est alors éliminée et que l'effet des subventions restantes n'est pas défavorable, aucune mesure corrective n'est alors nécessaire. Cette conclusion dérive de l'article 7.8.

La question du double comptage ne se pose que dans le cas où la même mesure fait l'objet d'une plainte simultanée au titre des Parties II et III de l'Accord SMC. La réponse à la question précédente montre pourquoi on aboutirait à un double comptage en combinant les subventions prohibées et les subventions pouvant donner lieu à une action. Aux fins de l'analyse de causalité, ajouter les subventions prohibées aux subventions pouvant donner lieu à une action reviendrait à inclure des subventions qui seront *de plein droit retirées* en vertu de l'article 4. Dès lors qu'elles seront retirées, elles ne devraient pas être considérées comme faisant partie des subventions accumulées examinées aux fins de l'analyse de causalité dans une affaire concernant les effets sur le commerce. Par exemple, si c'étaient ces subventions qui faisaient pencher la balance dans le sens d'une constatation positive, alors l'article 7 deviendrait caduc parce que les subventions prohibées doivent être retirées conformément à l'article 4. Il n'y aurait donc pas d'effets défavorables sur le commerce qu'il y aurait lieu de corriger et, par conséquent, aucune base pour la constatation initiale positive. La jurisprudence indique tout à fait clairement qu'un traité ne peut pas être interprété d'une manière qui rend une de ses parties *inutile.*

94. Veuillez donner des exemples de marchés récents concernant des porte-conteneurs, transporteurs de produits/produits chimiques, et/ou transporteurs de GNL qui ont été remportés par des chantiers navals coréens dont les CE n'allèguent pas qu'ils ont reçu des subventions, et indiquer ceux pour lesquels, à votre avis, au moins un chantier naval des CE était parmi les concurrents.

Étant donné que les chantiers navals de la Corée et de l'UE se concentrent sur des catégories de produits différentes, les chantiers coréens, qu'ils aient ou non été subventionnés selon les allégations des CE, n'ont pas été en concurrence avec des chantiers navals de l'UE sur de nombreux projets. Comme exemple récent de concurrence entre chantiers coréens et chantiers de l'UE, on pourrait citer les appels d'offres de Gaz de France (GDF) concernant un transporteur de GNL. Pour cette commande, cinq chantiers navals (Mitsui, Chantiers de l'Atlantique, Daewoo-SME, Samsung et Hanjin) ont soumissionné, et les Chantiers de l'Atlantique ont obtenu la commande, grâce aux subventions d'un montant substantiel accordées par les CE.

Pour plus de détails sur cette transaction douteuse, veuillez-vous référer aux articles parus dans la presse, qui sont présentés ci-joint en tant que pièce n° 67 de la Corée.

II. QUESTIONS AUX DEUX PARTIES

95. L'article 11-2 des Lignes directrices sur les intérêts et les commissions (modifiées) (pièce n° 13 des CE) dispose que "[RCC: omis dans la version publique].

a) <u>Question à la Corée</u>: Cela donne-t-il à penser que la KEXIM estime que les marchés financiers étrangers constituent un point de repère du marché approprié? Veuillez expliquer.

Comme indiqué dans la réponse de la Corée à la question n° 77 du Groupe spécial, la KEXIM opère principalement sur le marché financier coréen en termes de clients et d'établissements financiers concurrents. En conséquence, la Corée est d'avis que le point de repère du marché approprié pour les taux d'intérêt de la KEXIM est le marché coréen. Le fait que la KEXIM peut ajuster les taux de base d'un montant marginal, en tenant compte des tendances des marchés financiers intérieurs ou étrangers conformément à l'article 11-2, ne corrobore pas l'idée, en lui-même et à lui seul, que les taux d'intérêt globaux de la KEXIM doivent être comparables aux taux d'intérêt appliqués par les établissements financiers étrangers.

b) <u>Question aux CE</u>: Quelle incidence, le cas échéant, cette disposition a-t-elle sur l'argument des CE selon lequel la KEXIM n'est pas tenue d'agir sur la base de principes commerciaux? Veuillez expliquer.

96. La note de bas de page 5 de l'*Accord SMC* peut-elle être utilisée pour justifier une interprétation *a contrario* du point j) et du premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation? Veuillez expliquer.

Oui, de l'avis de la Corée, des "refuges", existent effectivement si l'on se fonde sur une interprétation des points j) et k) lus à la lumière de la note de bas de page 5 et du contexte plus large de l'Accord SMC. Si certains ont tenté de soutenir que les déclarations de l'Organe d'appel à cet égard dans "*Brésil – Aéronefs* *(article 21:5 – Canada)*[20] sont de simples opinions incidentes et ne signifient rien, la Corée n'est pas d'avis que les vues de l'Organe d'appel doivent être considérées avec autant de légèreté. En fait, il est clair que toute autre interprétation risque de vider de leur sens le point j) et le premier paragraphe du point k).

De l'avis de la Corée, une interprétation parfaitement harmonieuse du texte plus large du traité apparaît si l'on adopte une interprétation *a contrario* de ces dispositions. Premièrement, le libellé tant du point j) que du point k) implique que la question pertinente est de savoir si les programmes en question couvrent les frais de la gestion de ces programmes supportés par les pouvoirs publics.[21] Si certains ont dit craindre que cette interprétation ne porte, d'une certaine manière, atteinte au critère, énoncé à l'article 1.1 b), de l'avantage pour le bénéficiaire, ce n'est aucunement le cas. C'est ce qui ressort clairement du libellé de la note de bas de page 5 qui dispose que: "Les mesures désignées dans l'Annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne sont pas *prohibées* en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord." (pas d'italique dans l'original) Ce libellé peut être comparé au libellé de l'article 8.1 qui identifiait les subventions qui "seront considérées comme *ne donnant pas lieu à une action*" (pas d'italique dans l'original). Ainsi, comme on peut le voir, tout ce que fait la note de bas de page 5 c'est établir que les mesures qui ne sont pas des subventions à l'exportation en vertu de l'Annexe I ne sont pas considérées comme des subventions prohibées. Cette disposition constitue un refuge en ce qui concerne la Partie II seulement et est absolument dénuée de pertinence pour l'analyse de l'avantage.

Pour poser le problème autrement, si l'avantage pour le bénéficiaire est établi conformément à l'article 1.1 b) et qu'il est satisfait aux autres éléments des divers critères, alors il y a une subvention. La question demeure de savoir si la subvention est prohibée ou peut donner lieu à une action. Tout ce que fait la note de bas de page 5 − lue conjointement avec le libellé du point j) et du premier paragraphe du point k) − c'est établir que ces subventions ne sont pas prohibées. Elle ne dit rien sur le point de savoir si elles peuvent donner lieu à une action. Si l'intention avait été d'aller au-delà, les

[20] Rapport de l'Organe d'appel dans *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 80 et 81.
[21] *Canada – Produits laitiers (article 2:5 – Nouvelle-Zélande et États-Unis)*, paragraphe 93.

rédacteurs auraient utilisé dans la note de bas de page 5 l'expression "ne donnant pas lieu à une action" comme ils l'ont fait à l'article 8.1. Les refuges peuvent offrir un abri, mais ils ne recouvrent pas tout.

En fait, la présente affaire offre elle-même un bon exemple à cet égard. Les CE ont fait valoir que les mesures prises par la KEXIM sont à la fois des mesures prohibées et des mesures pouvant donner lieu à une action. Les refuges les mettraient à l'abri d'une attaque au titre de la Partie II, mais sont dénués de pertinence aux fins de l'analyse au titre de la Partie III. Ainsi, même après l'application du concept de refuge, les CE pourraient encore faire valoir leurs plaintes concernant les subventions alléguées de la KEXIM en invoquant la Partie III. À cet égard, il vaut la peine de rappeler que la Corée n'a pas soutenu que les CE ne peuvent pas prétendre que les mesures prises par la KEXIM sont des mesures pouvant donner lieu à une action. Plutôt, la Corée a seulement soutenu que ces mesures ne peuvent pas être considérées par le Groupe spécial à la fois comme des mesures qui sont simultanément prohibées et peuvent donner lieu à une action, parce que cela aboutirait à un double comptage dans l'examen d'un préjudice grave.

97. Quel est le sens de l'expression "avantage important" figurant dans le premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation?

L'expression "avantage important" se réfère au point de savoir si la mesure en question procure à l'exportateur un avantage quelconque par rapport à un "point de repère du marché" approprié.[22]

L'Organe d'appel a souligné dans *Brésil − Aéronefs* qu'on ne peut pas ignorer le terme "important" qui figure au paragraphe premier du point k).[23] Ce terme doit logiquement signifier quelque chose de plus que le terme avantage employé à l'article 1.1. Bien entendu, il faut faire observer que le problème de l'"avantage" conduit à poser une question sur le point de savoir par rapport à quoi l'avantage existe. S'il s'agit simplement d'un avantage par rapport à ce qui serait autrement accessible au bénéficiaire, alors cet avantage est simplement redondant, comme l'a noté l'Organe d'appel. Cela implique donc nécessairement qu'il ne peut pas s'agir d'un taux qui confère au bénéficiaire un avantage concurrentiel significatif par rapport à d'autres vendeurs, mais que ce taux doit conférer un avantage concurrentiel dans la perspective de l'acheteur.

98. Sur le plan juridique, la définition des crédits à l'exportation utilisée par l'OCDE dans le contexte de l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation régit-elle le sens de cette expression figurant dans le premier paragraphe du point k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Les expressions ne sont pas identiques. Le deuxième paragraphe du point k) prévoit une exception très spécifique à la règle énoncée dans le premier paragraphe. Cette exception s'applique effectivement à un nombre très limité de Membres qui sont aussi membres de l'OCDE et se trouvent dans des circonstances très spécifiques décrites dans le deuxième paragraphe. À cet égard, il conviendrait de noter que l'expression complète employée dans le premier paragraphe est "crédit à l'exportation", tandis que l'expression complète employée dans le deuxième paragraphe est "crédit

[22] Dans Brésil – Aéronefs, l'Organe d'appel a noté qu'une situation où le taux d'intérêt net serait supérieur au TICR pertinent offrirait un exemple d'avantage important. Cependant, le fait que le TICR ne constituait qu'un exemple et n'était pas le point de référence exclusif à utiliser pour déterminer les critères relatifs au marché a été de nouveau souligné par l'Organe d'appel dans ce différend au cours de la procédure au titre de l'article 21.5. L'Organe d'appel a noté que le TICR correspond à certaines conditions du marché dans une monnaie particulière à un moment particulier et ne correspond pas, en fait, aux taux offerts sur le marché. Ainsi, le TICR n'est pas le seul critère relatif au marché. Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada) paragraphe 64.

[23] *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 177.

officiel à l'exportation" qui renvoie aux accords très spécifiques de l'OCDE décrits plus loin dans le deuxième paragraphe. Comme c'est généralement le cas, les exceptions devraient être strictement interprétées et il n'y a par conséquent pas de raison pour que la portée de l'expression employée dans le paragraphe du dispositif soit limitée par la définition d'une exception restreinte spécifique.

Cette conclusion découle également de l'analyse présentée en réponse à la question précédente où il a été démontré que l'Organe d'appel n'a pas constaté que le libellé du premier paragraphe était limité dans sa portée par les termes de l'OCDE appliqués conformément à l'exception énoncée dans le deuxième paragraphe. Ainsi, de même que le TICR ne constitue pas, au premier paragraphe, le seul point de repère du marché pertinent pour déterminer l'existence d'un avantage important, de même, au deuxième paragraphe, la référence au "crédit officiel à l'exportation" faisant l'objet de l'Arrangement de l'OCDE ne peut pas être considérée comme déterminante pour la définition du "crédit à l'exportation" visé au premier paragraphe.

99. Pourriez-vous nous indiquer les raisons sur lesquelles se fonde votre définition des crédits à l'exportation et des garanties du crédit à l'exportation? Un crédit à l'exportation doit-il toujours être un crédit accordé à l'acheteur par l'exportateur ou un établissement financier, et une garantie du crédit à l'exportation doit-elle toujours être la garantie d'un tel crédit? Les PSL sont des prêts accordés par la KEXIM au constructeur naval, et non à l'acheteur. Les APRG sont des garanties accordées par la KEXIM à l'acheteur, non pas pour garantir un crédit octroyé à l'acheteur par l'exportateur ou un établissement financier privé, mais pour garantir qu'un paiement anticipé versé par l'acheteur à l'exportateur sera remboursé dans le cas d'un défaut contractuel. Cela exclut-il les APRG et PSL du champ des crédits à l'exportation/garanties du crédit à l'exportation?

Veuillez-vous reporter aux réponses aux questions n° 60, 97 et 98. En ce qui concerne le point j), il est clair que les définitions des termes pertinents ne devraient pas être limitées aux garanties accordées aux seuls acheteurs. La référence, dans la deuxième phrase du point j), aux garanties contre les hausses de coût implique une référence au vendeur, car c'est la partie qui supporte généralement le risque d'une hausse des coûts, tandis que l'acheteur supporte généralement le risque d'une hausse des prix. Au strict minimum, la référence aux coûts implique que les garanties en question au point j) peuvent s'appliquer aux deux extrémités de la transaction et ne se limitent pas aux seuls acheteurs.

En ce qui concerne le point k), il semblerait qu'il n'y a pas de raison de supposer que l'interdiction énoncée dans le premier paragraphe du point k) devrait être plus limitée que celle qui est énoncée au point j). Comme indiqué dans les réponses aux deux questions précédentes, la référence indirecte à l'OCDE dans l'exception restreinte et tout à fait spécifique énoncée dans le deuxième paragraphe du point k) ne peut pas logiquement être interprétée comme signifiant que les termes utilisés dans les règles positives plus larges ont le même sens restreint. La façon dont l'Organe d'appel s'est référé à l'utilisation du TICR − comme n'étant qu'un point de repère possible du marché plutôt que le point de repère exclusif − corrobore cette conclusion.

Au demeurant, l'effet économique des crédits et des garanties peut être le même selon que les garanties ou les crédits sont accordés à l'acheteur ou au vendeur. Il n'y a dans le libellé des points j) et k) rien qui implique une restriction économiquement aussi absurde qui en limiterait la portée.

100. Dans l'affaire *Indonésie – Automobiles* (le seul rapport de groupe spécial distribué à ce jour qui traite d'allégations relatives à un préjudice grave), le Groupe spécial a appliqué une approche "en l'absence de" lorsqu'il a analysé les allégations concernant le détournement d'importations ou l'entrave à des importations sur le marché indonésien. En particulier, le Groupe spécial a posé la question de savoir si, "en l'absence" des subventions, les volumes des ventes et/ou les parts de marché des parties plaignantes sur

le marché indonésien soit n'auraient pas diminué, soit auraient augmenté davantage que cela n'avait été le cas effectivement.

a) Une approche analogue serait-elle appropriée ici? Concrètement, dans l'évaluation des allégations relatives à l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix, le Groupe spécial devrait-il chercher à répondre à la question de savoir si, en l'absence des subventions, les prix en question soit n'auraient pas diminué soit auraient augmenté davantage que cela n'a été le cas effectivement?

Le Groupe spécial dans *Indonésie − Automobiles* a utilisé un critère "en l'absence de", dans une affaire concernant un détournement d'importations ou une entrave à des importations, ce critère étant particulièrement pertinent dans le cas d'une entrave. Dans le présent différend, le Groupe spécial examine ce qui s'est effectivement passé sur le marché et non que ce qui se serait passé en cas d'établissement éventuel ou d'entrée éventuelle sur le marché. La Corée hésite donc quelque peu à approuver un critère qui a été appliqué dans un contexte différent sans savoir précisément ce que le Groupe spécial a en vue dans ce contexte. La Corée estime que l'approche qu'elle a décrite dans la réponse à la question n° 91 ci-dessus est beaucoup plus nuancée qu'une approche stricte "en l'absence de", mais si c'est ce que le Groupe spécial a en vue en établissant une analogie avec ce critère (ce qui n'est pas la même chose que l'adopter tel qu'appliqué), alors l'étiquette pourrait peut-être être utilisée.

De toute évidence, aucun critère "en l'absence de" ne peut être appliqué sans que les subventions en question aient été quantifiées avec précision, et non seulement les CE ne l'ont pas fait, mais elles ont expressément refusé de le faire. Les CE ont lancé quelques chiffres globaux sans justification aucune et ont affirmé qu'elles n'avaient aucune obligation de communiquer quoi que ce soit, y compris ces assertions. Encore une fois, quelle que soit l'étiquette utilisée, la Corée estime que l'approche qu'elle suggère dans la réponse à la question n° 91 exige que ce soit spécifiquement la subvention qui a eu pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, mais elle n'exclut pas non plus une analyse du point de savoir si d'autres facteurs ont pu déprimer les prix ou empêcher des hausses de prix dans une mesure notable. Assurément, une évaluation de ces autres facteurs est en faite requise.[24] À cet égard, l'évaluation nécessitera dans une très large mesure une évaluation cas par cas. Ainsi, par exemple, lorsque des produits similaires non subventionnés détiennent une part importante du marché du produit similaire et que les prix de ces produits non subventionnés ont baissé d'une manière substantielle au cours de la période considérée sans qu'il soit possible de démontrer que ces prix ont suivi l'évolution des prix des produits soi-disant subventionnés, de l'avis de la Corée, il ne sera pas possible de conclure que la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix est le résultat spécifique de la subvention alléguée.

b) Dans l'affirmative, quels types de considération le Groupe spécial devrait-il prendre en compte pour essayer de déterminer quels mouvements des prix auraient eu lieu en l'absence des subventions alléguées? Dans la négative, pour quelles raisons, et quelle autre approche devrait être adoptée?

La Corée se réfère à l'approche qu'elle a présentée dans la réponse à la question n° 91 ci-dessus.

[24] La Corée note que les CE ont prétendu lors de la première réunion de fond que la Corée reconnaissait qu'il n'y avait pas d'autres facteurs dans l'affaire à l'examen. (Voir la déclaration orale des CE, paragraphe 120.) Un examen de la section de la première communication écrite de la Corée citée par les CE montre clairement que la Corée a utilisé à ce stade l'expression "autres facteurs" pour se référer aux autres éléments énumérés à l'article 6.3. L'utilisation du terme "facteurs" dans ce passage de la communication de la Corée n'était pas la plus appropriée, mais le contexte plus large montre clairement que la Corée n'est en aucune manière d'accord avec les CE pour estimer que d'autres facteurs commerciaux que les subventions coréennes alléguées sont, en l'espèce, pertinents. C'est tout le contraire.

101. Le mot "peut" figurant dans la partie introductive de l'article 6.3 signifie-t-il que celui qui se plaint d'un "préjudice grave" doit prouver quelque chose de plus que l'existence d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix?

a) Dans l'affirmative, que doit prouver le plaignant outre l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, et sur quelle disposition du texte de telles prescriptions additionnelles se fondent-elles?

b) Dans la négative, que signifie le mot "peut"?

L'insertion du terme "peut" ne signifie pas que quelque chose d'autre *doit* être démontré. Mais, également, elle ne signifie pas que démontrer la présence d'un élément conduit *automatiquement* à une constatation de l'existence d'un "préjudice grave," et, par implication, quelque chose de plus pourrait être nécessaire pour établir l'existence d'un préjudice grave, comme semble l'indiquer l'emploi du mot "may" ("peut") dans la partie introductive de l'article 6.3.

Comme indiqué dans la réponse de la Corée à la question n° 89 a), le mot "peut", tel qu'il est employé dans la partie introductive de l'article 6.3, n'est pas synonyme de "permis" comme les CE l'ont fait valoir lors de la première réunion de fond. De l'avis de la Corée, ce point peut être clairement établi par une simple lecture du texte de l'article 6.3, conformément au sens ordinaire des mots employés et dans leur contexte.

Le mot "may" ("peut") est défini, notamment, comme signifiant "might …" ou "possibility …"[25] ("pourrait … possibilité …"). Dans certains cas le mot peut effectivement signifier "permis" comme il est suggéré par les CE. Mais l'interprétation des CE ne s'applique pas dans le contexte de l'article 6.3. La partie introductive de l'article 6.3 dit ce qui suit:

> Un préjudice grave … peut apparaître dès lors qu'il existe l'une ou plusieurs des situations ci-après …

Si le mot "may" ("peut") est interprété dans ce contexte comme signifiant "permitted" (permis) plutôt que "might" (pourrait) ou "possible" (possible), la phrase n'a plus de sens. On ne peut pas logiquement dire qu'un préjudice grave "is "permitted to arise" (qu'il est permis qu'un préjudice grave apparaisse". Dans le contexte de la partie introductive, il semble plutôt que l'intention claire des rédacteurs ait été que le mot "may" ("peut") se lise comme signifiant "might" (pourrait) ou "possibly" (éventuellement) (par exemple, "un préjudice grave pourrait apparaître …").

On peut trouver un autre argument à l'appui de cette interprétation en comparant le mot "may" ("peut") figurant à l'article 6 3) avec le mot "shall" ("sera") employé à l'article 6.1 (venu à expiration). L'article 6.1 dispose ce qui suit:

> Un préjudice grave au sens du paragraphe c) de l'article 5 sera réputé exister …

La Corée note que dans le contexte de l'article 6.1, le mot "shall") ("sera") se réfère à la conclusion qu'un préjudice grave sera "réputé" exister ou qu'il sera "déterminé" qu'il existe un préjudice grave, dans les situations décrites dans les alinéas a) à d). En revanche, les mots "may arise" ("peut apparaître"), à l'article 6.3, ne font pas référence à une détermination. Ils se réfèrent plutôt à la possibilité qu'une situation pourrait (ou pourrait ne pas) apparaître si les circonstances décrites dans les alinéas a) à d) de cet article sont établies. Si les rédacteurs avaient voulu que le mot "may" ("peut") signifie "permitted" ("permis") dans ce contexte, il eut été plus approprié de libeller

[25] The New Shorter Oxford English Dictionary.

cette disposition en disant qu'un préjudice grave "peut être réputé exister" dans les circonstances décrites dans les alinéas a) à d).

La conclusion devrait donc être que si l'article 6.1 se réfère à des situations dans lesquelles un préjudice grave est automatiquement "réputé" exister, la partie introductive de l'article 6.3 indique clairement que celui-ci se réfère à des situations où un préjudice grave "pourrait" exister, ou par implication, pourrait ne pas exister. La partie introductive indique donc clairement qu'une constatation de l'existence d'un préjudice grave n'est pas automatique, même si l'existence d'un empêchement des hausses des prix/d'une dépression des prix est démontrée. Il faudrait également noter qu'étant donné que le mot "peut" figure dans la partie introductive de l'article 6.3, cette interprétation s'applique à tous les alinéas de l'article 6.1.

L'emploi de l'expression "l'une ou plusieurs" dans la partie introductive de l'article 6.3 confirme une nouvelle fois que l'existence d'un seul facteur n'entraîne pas *ipso facto* une constatation positive de l'existence d'un préjudice grave.

Dans ce contexte, s'agissant de savoir ce qu'il pourrait être nécessaire de prouver, hormis l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, pour établir l'existence d'un préjudice grave, la Corée voudrait tout d'abord rappeler que l'article 5 c) se réfère au préjudice grave causé aux "intérêts" d'un "Membre". Comme la Corée l'a noté, on peut présumer qu'il y avait une raison pour choisir le terme "intérêts" plutôt que le terme "dommage", et cela implique clairement quelque chose de plus que le seul "tort" allégué causé à une ou à des branche[s] de production spécifique[s], car les "intérêts" d'un Membre sont nécessairement plus larges et ne se limitent pas seulement à cet aspect. Dans ce contexte, la constatation selon laquelle des subventions ont eu pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix en ce qui concerne un produit similaire particulier peut, ou ne peut pas, atteindre à elle seule le niveau d'un tort se traduisant par un préjudice grave causé aux "intérêts" plus larges du Membre concerné. Selon cette interprétation, les CE doivent démontrer, et le Groupe spécial devrait constater, non seulement l'existence d'une dépression des prix, mais aussi que le tort causé aux intérêts des CE par les subventions faisant l'objet de la plainte a atteint le degré requis.

Les CE n'ont cependant fourni aucune base à l'appui d'une telle constatation. Les CE n'abordent pas la question de savoir quels intérêts des CE sont censés avoir subi un préjudice grave et comment cela aurait pu se produire. Aucun élément de preuve n'est fourni quant à la situation de la branche de production ou des "branches de production" des CE. Au demeurant, les CE n'ont fourni aucun élément de preuve quant au niveau du subventionnement allégué. Sans de tels éléments de preuve, il est impossible, de l'avis de la Corée, de rendre une détermination établissant que d'éventuelles subventions, même s'il est constaté qu'elles existent, ont causé aux intérêts des CE un tort atteignant le niveau requis. La Corée voudrait aussi rappeler que les CE n'ont pas établi l'existence d'un lien de causalité entre les subventions alléguées et le préjudice grave qu'elles auraient subi. La Corée considère que ce sont là quelques-uns des facteurs supplémentaires qui devraient être pris en compte pour apporter la preuve de l'existence d'un préjudice grave. La Corée estime que d'autres facteurs pourraient être pris en considération et que cette liste n'est pas nécessairement exhaustive. La Corée voudrait finalement rappeler que l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix ne sont que deux indicateurs de l'existence d'un dommage important, au sujet duquel l'article 15.2 précise "qu'un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante". Il semblerait donc que l'existence de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix, si elle n'est pas à elle seule décisive dans le contexte du critère moins strict du "dommage important", ne devrait pas non plus être déterminante au regard du seuil beaucoup plus élevé du "préjudice grave" de l'article 6.3 c).

b) La Corée renvoie à la partie a) ci-dessus de sa réponse concernant la signification du mot "peut" tel qu'il figure dans la partie introductive de l'article 6 3).

102. Dans leurs arguments concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix, les CE ont mis l'accent sur les facteurs du côté de la demande. La Corée, par contre, a mis l'accent sur les facteurs du côté de l'offre. N'est-il pas plus correct de considérer ensemble les deux aspects? Veuillez expliquer l'incidence d'une telle approche sur votre argument concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix.

La Corée n'accepte pas les prémisses de cette question. En fait, c'est le contraire qui semble être le cas. Les CE ont presque exclusivement tenu compte du volet de l'offre pour appuyer leur argument selon lequel il n'y a pas de produit similaire parce que pratiquement n'importe quel chantier peut construire n'importe quel navire (ce qui est, bien entendu, inexact). La Corée a examiné très en détail la question de la capacité parce que c'est nécessairement tout ce qui reste de l'analyse de causalité des CE dès lors qu'elles ont limité leurs allégations d'une manière aussi drastique. La Corée a souligné qu'il est extrêmement difficile de démontrer l'existence d'un lien de causalité sur une base aussi étroite, en particulier lorsqu'une grande partie de la capacité mondiale est constituée par les chantiers navals inefficients et anti-économiques des CE qui ont été maintenus en activité pendant des décennies grâce à d'énormes subventions, comme la Commission l'a reconnu dans son troisième rapport sur la construction navale dans le monde. En fait, les difficultés alléguées de la branche de production des CE font apparaître une intéressante corrélation avec la réduction forcée de ces subventions depuis le début des années 90 où les CE ont commencé à réduire les subventions d'exploitation directes à partir du niveau astronomique de 28 pour cent. Cette corrélation est beaucoup plus forte que tout lien allégué avec les événements résultant de la crise financière systémique de la fin des années 90. La Corée n'a mis l'accent sur le volet de l'offre que pour mettre en évidence l'absence de toute base probante et de tout fondement logique à l'appui de l'approche des CE.

De l'avis de la Corée, en ce qui concerne la définition du "produit similaire" utilisée dans l'*Accord SMC*, l'approche du "marché concurrentiel" utilisée par les CE sur la base de la substituabilité au niveau de l'offre n'est pas acceptable. Cependant, la Corée admet que, dans la conduite de l'analyse de causalité, tous les éléments qui contribuent à la détermination des prix des navires doivent être pris en considération, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. C'est l'objet de sa réponse à la question n° 91 a) ci-dessus, ainsi que des paragraphes 522 à 527 de sa première communication écrite. Pour évaluer le lien de causalité entre toute subvention alléguée et une dépression notable des prix ou un empêchement notable des hausses de prix, tous les facteurs du côté de l'offre et du côté de la demande devraient être pris en considération, y compris l'accroissement des commandes, le taux de fret ou les coûts de production, comme le soutiennent les CE. Cependant, ces éléments ne sont pas à eux seuls suffisants et des facteurs comme la surcapacité, le savoir-faire des constructeurs, les modalités de paiement, les créneaux disponibles, le délai de livraison et les changements intervenus dans la structure de la demande doivent aussi entrer en ligne de compte. L'évaluation du lien de causalité est axée sur les faits, doit être conduite dans une optique globale et doit s'effectuer cas par cas.

ANNEXE D-4

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(22 mars 2004)

I. QUESTIONS À LA CORÉE

1. Aux paragraphes 4 à 8 de sa déclaration orale, la Corée a évoqué à de nombreuses reprises la "contagion financière". Comment la "contagion" a-t-elle touché d'une façon différente les trois chantiers navals qui ont fait faillite et ceux qui ont survécu?

L'incidence de la "contagion financière" sur les chantiers navals coréens a varié en fonction de la situation financière ou commerciale de chaque chantier. Par exemple, Daewoo a été plus gravement touché par la contagion que les autres grands chantiers navals coréens car il détenait une part importante d'actifs qui n'étaient pas en exploitation du fait d'investissements dans d'autres entreprises affiliées au groupe Daewoo, telles que Daewoo Motor. Les difficultés qu'a rencontrées Daewoo Motor avec différents investissements, tels que son usine polonaise de construction automobile, sont bien connues.

Toutefois, la vraie raison pour laquelle la Corée a fait référence à cette contagion financière est indiquée aux paragraphes 8 et 9 de sa déclaration orale. La Corée voulait en particulier insister sur les faits suivants:

- la contagion financière a d'abord touché les banques, entraînant un grave resserrement du crédit de sorte que les fonds nécessaires à la reconduction des prêts ont fait défaut;

- le gouvernement coréen a utilisé des fonds du FMI pour fournir des liquidités aux banques;

- ces apports de fonds étaient assujettis à des conditions, qui exigeaient des banques qu'elles renforcent leur solidité financière, qu'elles réduisent l'encours de leurs créances douteuses et qu'elles respectent les ratios de la BRI; par conséquent, elles devaient faire en sorte que toutes les opérations de restructuration d'entreprises soient effectuées conformément à des principes tenant compte du marché, y compris en maximisant le rendement de leurs créances.

Ces faits en tant que tels contredisent l'allégation des CE selon laquelle les banques coréennes ont eu un comportement d'une certaine façon inacceptable pendant le processus de restructuration, en subventionnant les entreprises insolvables.

2. La Corée signale que les chantiers des CE ont récemment produit des navires plus petits que les chantiers coréens (graphiques figurant au paragraphe 10 et observations de la Corée au sujet des différentes tailles et des différents types de navires des CE et de la Corée figurant au paragraphe 13). Cela va-t-il dans le sens de l'exposé présenté par la Corée à la dernière réunion de l'OCDE, où elle a expliqué que les chantiers pouvaient facilement passer d'un navire à un autre?

À la dernière réunion de l'OCDE, début mars 2004, des experts du droit de la concurrence et des hauts fonctionnaires ont débattu de la question de savoir si un constructeur naval unique pouvait acquérir une position dominante (ou un pouvoir monopolistique) sur le marché mondial de la construction navale du point de vue du "droit de la concurrence". À cette réunion, les experts coréens ont expliqué que, pour déterminer la possibilité de "position dominante sur le marché", il fallait tout d'abord définir le "marché du produit" pertinent ainsi que le "marché géographique". Toutefois, ces discussions ont eu lieu dans un contexte très différent, qui n'avait rien à voir avec les définitions du "produit similaire" de l'OMC.

Comme le montrent les paragraphes 10 à 13 de la première communication écrite de la Corée, il existe des éléments de preuve empiriques montrant que les constructeurs navals de la Corée et ceux de l'UE opèrent dans des segments correspondant à des produits et à des tailles très différents. En conséquence, le domaine dans lequel ils entrent en concurrence est au mieux marginal. Cette divergence n'est pas passagère mais plutôt structurelle, car elle est due à l'évolution de la structure de la demande et aux différences entre les chantiers navals de la Corée et ceux de l'UE pour ce qui est de la taille des bassins, des avantages techniques et des avantages sur le plan des coûts.

3. Dans leur déclaration orale présentée aujourd'hui, les CE ont supposé un système selon lequel le Ministre de la promotion des exportations d'un Membre de l'OMC serait habilité à accorder toute somme qu'il juge nécessaire pour faire en sorte qu'un exportateur remporte un contrat contre des concurrents étrangers s'il considère que cela est dans l'intérêt national. La Corée estimerait-elle que ce système serait entièrement compatible avec l'article 3 de l'*Accord SMC*?

La Corée estime qu'un système qui permet au Ministre, sans le lui imposer, d'accorder une somme pour faire en sorte qu'un exportateur obtienne un contrat spécifique ne serait pas nécessairement incompatible avec l'article 3 de l'*Accord SMC*. Il serait encore nécessaire de déterminer si, compte tenu de la situation particulière du bénéficiaire, cette somme a été accordée sous une forme et dans des conditions qui en feraient une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*, conférant un avantage au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord.

4. La Corée estime-t-elle qu'un organisme ne peut pas être considéré comme étant un "organisme public", ou qu'un organisme des pouvoirs publics ne peut pas être considéré comme étant les "pouvoirs publics" s'il fournit des biens ou des services dans des conditions de concurrence?

La Corée soutient que la simple détention, par les pouvoirs publics, d'actions ou d'une participation majoritaire dans un organisme et la poursuite d'un objectif de politique publique ne suffisent pas pour qualifier un tel organisme de public dans les cas où il intervient sur le marché en même temps que des organismes privés, en tenant compte des lois du marché.

5. La Corée estime-t-elle que le même établissement peut être un "organisme public" pour certaines de ses activités et un "organisme privé" pour d'autres activités? Dans l'affirmative, comment cette opinion est-elle étayée par l'article 1.1 de l'Accord SMC?

Oui, la Corée soutient que cela peut être le cas. L'article 1.1 a) vise à couvrir toutes les contributions financières, qu'elles soient conférées par un organisme public conformément à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) ou par des organismes privés à qui les pouvoirs publics ont ordonné de le faire, ou qu'ils ont chargé de le faire, conformément à l'article 1.1 a) 1) iv). La jurisprudence a indiqué que les dispositions visaient à être exhaustives et que la seule différence tenait à l'auteur de la contribution financière plutôt qu'aux fonctions. Par conséquent, pour les fonctions pour lesquelles un organisme ne peut pas être considéré comme un "organisme public", il pourrait toujours être considéré comme un "organisme privé" si les pouvoirs publics lui avaient ordonné d'agir ou l'avaient chargé de le faire.

6. Selon vous, la KEXIM est-elle un "organisme spécialisé contrôlé par" les pouvoirs publics coréens au sens des points j) et k) de l'Annexe I ou un "organisme spécialisé agissant sous [l']autorité" des pouvoirs publics coréens au sens du point k)?

La KEXIM n'est ni un "organisme public" ni un organisme privé à l'égard duquel il y a eu action de "charger ou d'ordonner" de la part des pouvoirs publics coréens, au sens où ces termes sont utilisés à l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. La Corée relève que les CE n'ont formulé aucune allégation selon laquelle la Corée avait agi d'une manière incompatible avec les termes des points j) ou k) de l'Annexe I. La question de l'applicabilité de ces points ne se pose qu'en tant que refuge possible si l'on adopte la lecture *a contrario* suggérée par la note de bas de page 5 et le sens courant du libellé des points j) et k), premier paragraphe. En tant que tels, ces points constituent des moyens de défense affirmatifs que le Groupe spécial n'a besoin d'examiner que s'il a déjà abouti à des conclusions allant à l'encontre des arguments formulés par la Corée au titre de l'article 1.1. L'article 1.1 a) 1) dispose qu'aux fins "du présent accord", les pouvoirs publics et les organismes publics seront dénommés les "pouvoirs publics". Ainsi, la référence aux "pouvoirs publics" figurant aux points j) et k) viserait la KEXIM si le Groupe spécial formulait une constatation positive au sujet de la KEXIM en tant qu'organisme public.

Ainsi, la question de l'applicabilité de ces refuges ne se pose qu'en tant qu'*arguments présentés à titre subsidiaire* par la Corée, notion que les CE devraient bien connaître.

7. La Corée déclare, au paragraphe 156 de sa communication, que l'article 26 de la Loi KEXIM exige que la KEXIM mène ses activités dans le but de réaliser un bénéfice. Veuillez vous référer à l'article 26 (pièce n° 10 des CE) et expliquer où il est question de bénéfice.

Veuillez vous référer aux réponses de la Corée à la question n° 55 du Groupe spécial adressée à la Corée.

8. Au paragraphe 170 de sa communication, la Corée tente d'expliquer tant bien que mal l'article 24 de la Loi KEXIM (qui indique que la KEXIM ne doit pas entrer en concurrence avec les banques commerciales) en affirmant qu'il doit être lu conjointement avec l'article 25, paragraphe 2, de la même loi. Veuillez expliquer comment vous arrivez à cette interprétation puisqu'il n'y a pas de référence croisée entre ces articles dans le texte de la Loi.

Veuillez vous référer aux réponses de la Corée à la question n° 53 du Groupe spécial adressée à la Corée.

9. La Corée fournit, au paragraphe 172 de sa communication, une explication de la fonction du taux d'ajustement en fonction du marché prévu par les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM. Veuillez donner la source de cette interprétation.

Veuillez vous référer aux réponses de la Corée à la question n° 57 du Groupe spécial adressée à la Corée.

10. La déclaration figurant au paragraphe 184 de la communication de la Corée, selon laquelle "les établissements étrangers étaient moins bien équipés pour surveiller les nantissements offerts par les constructeurs navals et, en conséquence, ont tenu à fournir des APRG sans nantissement adéquat mais avec des taux de prime plus élevés" est-elle fondée sur des conjectures ou sur des éléments de preuve? Dans le dernier cas, quels sont ces éléments de preuve?

L'évaluation donnée par la Corée repose sur des discussions avec les chantiers navals et la KEXIM. La Corée a demandé aux chantiers navals et à la KEXIM une documentation

complémentaire que les pouvoirs publics coréens communiqueront dès qu'ils l'auront reçue. Toutefois, la Corée relève que les CE sont mieux placées pour demander des renseignements aux prêteurs étrangers que la Corée. Si les CE ont pris l'habitude de tenter de faire passer la charge de la preuve à la Corée, cela ne les dispense pas d'établir le bien-fondé de leur cause. Les faits sont simples: les fournisseurs de crédit étrangers n'ont pas demandé le même niveau de nantissement. Au-delà de cela, les motivations de ces prêteurs semblent n'avoir aucune valeur probante.

11. Quelle est la valeur du nantissement "Yangdo Dambo"[1] au début d'un projet, au moment où une APRG ou un prêt avant expédition est accordé?

[RCC: omis dans la version publique.]

12. La Corée indique au paragraphe 199 de sa communication que la durée des prêts avant expédition ne dépasse normalement pas la période qu'elle désigne comme [RCC: omis dans la version publique]. Comment cela est-il compatible avec son argument, figurant au paragraphe 170 de sa communication, selon lequel "le financement de la KEXIM peut être accordé seulement "quand la durée ... est de six mois ou plus", et avec le fait que les prêts avant expédition de la KEXIM énumérés aux paragraphes 175 à 179 de la première communication écrite des CE sont accordés pour des durées supérieures à six mois (certains pour des durées allant jusqu'à 24 mois)?

L'article 9 des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM dispose que la durée du prêt appliquée pour calculer les intérêts sur le prêt commencera à la date du versement initial et se terminera à la date du remboursement final. En d'autres termes, la durée du prêt ne commence pas avant que le prêt ne soit effectivement versé.

Dans le cas des PSL, la période comprise entre la "date de l'engagement" et la "date d'expiration" varie entre **[RCC: omis dans la version publique]**. La Corée estime qu'afin d'avoir des points de repère comparables, une telle moyenne pondérée des durées de décaissement effectif peut être considérée comme étant la durée des PSL puisque, d'après les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM, les intérêts sont calculés à partir de la date du "décaissement" effectif, plutôt qu'à partir de la date de l'"engagement".

Toutefois, aux fins de l'article 25.2 de la Loi KEXIM, la durée de "six mois" mentionnée dans cet article peut être interprétée comme désignant la durée à partir de la "date de l'engagement". En ce cas, la durée des PSL en général n'est pas inférieure à six mois.

13. Veuillez communiquer 1) le contrat de ventes et 2) le montant du prêt pour les prêts avant expédition suivants accordés à DSME:

- **Projet n° 000110 P Date de l'engagement: 12 octobre 2000**
- **Projet n° 000142 P Date de l'engagement: 21 décembre 2000**
- **Projet n° 010008 P Date de l'engagement: 8 mars 2001**

Il s'agit là d'une demande de nouveaux éléments de preuve que les CE ne sont pas habilitées juridiquement à formuler. Après la première réunion de fond, la communication de nouveaux éléments de preuve est interdite sauf à des fins de réfutation, mais non en réponse à des questions. Pour ce qui est du montant du prêt, veuillez vous référer à la réponse de la Corée à la question n° 16 des CE ci-dessous.

[1] Défini par la Corée dans sa réponse à la question supplémentaire n° 7 des CE du 10 octobre 2003.

14. La Corée fait valoir, au paragraphe 207 de sa communication, sans aucune citation ni aucun élément de preuve à l'appui, que le nantissement demandé par la KEXIM était "plus fort" que le nantissement demandé par les établissements financiers étrangers. Veuillez donner des renseignements spécifiques concernant l'évaluation du nantissement associé aux transactions des banques coréennes et étrangères énumérées aux paragraphes 170 à 173 de la première communication des CE pour justifier cette déclaration.

Les CE ont l'obligation d'établir la comparabilité des points de repère qu'elles ont proposés. En outre, la Corée n'a pas accès aux renseignements concernant l'évaluation du nantissement par les banques étrangères et les banques nationales car il s'agit par nature de renseignements exclusifs qui ne sont pas accessibles au public. Les CE sont mieux placées pour obtenir ces renseignements et il leur incombe de montrer le bien-fondé de leur thèse. Par conséquent, la Corée communique seulement les renseignements, figurant ci-dessous, indiquant si un nantissement a été fourni pour les projets énumérés par les CE et, si cela a été le cas, de quel type de nantissement il s'agissait.

[RCC: omis dans la version publique.]

15. Afin de permettre au Groupe spécial d'évaluer l'avantage conféré par les APRG de la KEXIM énumérées aux paragraphes 170 à 173, veuillez communiquer les valeurs effectives des garanties ou bien la valeur monétaire des primes des APRG.

La question des CE suppose une conclusion juridique; il n'y a pas d'"avantage". Là encore, il s'agit de nouveaux éléments de preuve que les CE s'efforcent d'obtenir à l'appui des éléments *prima facie* qu'elles ont fournis initialement. Selon le *Mémorandum d'accord* et les Procédures de travail du Groupe spécial, la période pendant laquelle les CE pouvaient tenter de le faire est terminée depuis longtemps. Les CE avaient l'obligation juridique de calculer ce qu'elles estiment être l'"avantage". Le Groupe spécial n'est pas une autorité nationale chargée des enquêtes. L'opinion de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II* montre très clairement qu'il est interdit aux groupes spéciaux de préparer l'argumentation d'un plaignant à sa place. Avec cette question, les CE reconnaissent qu'elles ne se sont pas acquittées de leur obligation de fournir des éléments *prima facie* à cet égard.

16. Pour permettre au Groupe spécial d'attribuer des valeurs effectives à l'avantage conféré par les transactions en matière de prêt avant expédition énumérées aux paragraphes 175 à 179 de la première communication des CE, veuillez indiquer la valeur effective des prêts pour les transactions qui y sont énumérées.

Veuillez vous référer aux réponses de la Corée à la question n° 15 des CE ci-dessus.

17. La Corée inclut plusieurs graphiques aux paragraphes 231, 233 et 236 de sa communication, montrant prétendument les taux d'intérêt des obligations de société, émises par DSME, Samho et STX. Pour permettre au Groupe spécial de déterminer s'il s'agit d'un point de repère du marché pertinent, veuillez fournir tous les renseignements détaillés disponibles concernant l'émission de ces obligations, y compris, mais non exclusivement, a) le point de savoir si les obligations ont été émises au-dessous du pair, au-dessus du pair ou au pair, b) la différence entre les taux d'intérêt des obligations et les rendements, c) la durée des obligations, d) les garanties des obligations par d'autres entités (y compris la KAMCO, la Seoul Guarantee Insurance, etc.), e) le point de savoir qui a garanti l'émission d'obligation, et f) le rapport entre le rendement/taux d'intérêt des obligations et la restructuration des chantiers navals. La banque garante s'était-elle engagée envers les chantiers à acheter un certain pourcentage d'obligations si elles n'avaient pas toutes été souscrites?

[RCC: omis dans la version publique]

18. La Corée indique, au paragraphe 348 de sa première communication écrite, que, d'après le rapport Arthur Andersen, le taux de recouvrement attendu, c'est-à-dire la valeur totale recouvrable par rapport aux créances exigibles détenues par les créanciers, était de:

> **[RCC: omis dans la version publique] dans le scénario fondé sur la valeur de liquidation.**
>
> **[RCC: omis dans la version publique] dans le scénario fondé sur la "valeur d'exploitation".**

Veuillez expliquer pourquoi la KAMCO a racheté des prêts improductifs à des taux de [RCC: omis dans la version publique] aux créanciers étrangers et de [RCC: omis dans la version publique] aux créanciers coréens alors que le rendement attendu selon le scénario fondé sur la valeur d'exploitation était seulement de [RCC: omis dans la version publique].

Les prix d'achat des créances improductives détenues par des créanciers nationaux et étrangers ont été déterminés par voie de négociation entre les parties en **[RCC: omis dans la version publique]**. Au moment où ces négociations ont eu lieu, la situation commerciale de DHI et l'environnement extérieur du marché de la construction navale s'étaient améliorés beaucoup plus fortement que ce qu'avait supposé Arthur Andersen quand il avait évalué DHI en août 1999.

En revanche, comme cela est indiqué dans le rapport sur la renégociation de la dette, Arthur Andersen a fait des hypothèses très prudentes concernant divers facteurs (tels que les taux de croissance) pour son évaluation, ce qui a entraîné un résultat pour la valeur totale recouvrable de **[RCC: omis dans la version publique]** dans le scénario fondé sur la "valeur d'exploitation". En d'autres termes, l'écart entre les prix peut s'expliquer par la différence de date et la différence entre la croissance supposée et la croissance effective, ainsi que par le fait que les prix d'achat de la KAMCO étaient des "prix négociés".

19. Les prêts avant expédition sont-ils effectués sous forme de versement global, c'est-à-dire versement de 100 pour cent du montant du prêt à la date de l'engagement, par opposition à l'ouverture d'une ligne de crédit?

> **Cela a-t-il été une pratique systématique depuis 1997? Dans la négative, veuillez indiquer en détail tous les changements de politique.**
>
> **[RCC: omis dans la version publique.]**

20. La Corée indique, au paragraphe 308 de sa communication, que "les articles 31 et 23 de la Loi KAMCO disposent que la KAMCO réalise des bénéfices". Veuillez indiquer le texte de ces dispositions qui, selon la Corée, justifie cette déclaration (voir la pièce n° 45 des CE).

La Corée fait référence aux dispositions des articles 31 et 32 de la Loi KAMCO et s'excuse pour l'erreur figurant dans la référence donnée au paragraphe 308 de sa communication écrite. Cependant, la Loi KAMCO prévoit effectivement la réalisation de bénéfices par le biais des commissions et des marges sur les ventes qu'elle perçoit quand elle fournit ses services et de ses recettes d'exploitation (article 31); elle prévoit aussi le versement de dividendes après constitution de réserves (article 32).

21. Veuillez indiquer la base sur laquelle s'appuie la Corée pour affirmer dans sa communication (paragraphe 323) que des "éléments de preuve circonstanciels" ne peuvent pas être utilisés pour démontrer qu'il y a eu action de charger ou d'ordonner à l'égard d'un organisme privé au sens de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord SMC.

Le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* a indiqué ce qui suit:

> Il résulte du sens ordinaire des deux mots "charger" et "ordonner" que l'action des pouvoirs publics doit comporter une notion de délégation (dans le cas de l'action de charger) ou de commandement (dans le cas de l'action d'ordonner). Selon nous, l'action de charger comme celle d'ordonner comportent donc nécessairement les trois éléments suivants: i) une action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement; ii) visant une partie particulière; et iii) dont l'objet est une tâche ou une mission particulière. En d'autres termes, le sens ordinaire des verbes "charger" et "ordonner" comprend ces éléments - quelque chose est nécessairement délégué, et nécessairement délégué à quelqu'un et, de la même façon, quelqu'un a nécessairement reçu un commandement, et a nécessairement reçu le commandement de faire quelque chose. Nous ne croyons donc pas que l'on puisse dire qu'il y ait soit action de charger, soit action d'ordonner à moins que chacun de ces trois éléments ne soit présent.[2]

La Corée approuve l'analyse du Groupe spécial figurant ci-dessus et a déclaré en conséquence au paragraphe 323 que des contestations ne pouvaient pas être formulées sur la base d'éléments de preuve circonstanciels vagues ne correspondant pas à une action explicite et positive. Ainsi, comme la Corée l'a noté dans sa réponse au Groupe spécial à la première réunion de fond, si le paragraphe 323 est peut-être trop catégorique, ce qui est certainement vrai, c'est que des éléments de preuve très solides et convaincants doivent être présentés par le plaignant pour que celui-ci s'acquitte de la charge de prouver sur le fond l'existence des trois éléments nécessaires pour démontrer une action de charge et d'ordonner. Des éléments de preuve circonstanciels peuvent être reconnus sur le plan juridique, mais il faut présenter une grande quantité d'éléments de preuve circonstanciels solides et convaincants en cas d'absence totale d'éléments de preuve directs. Au paragraphe 323, la Corée réagissait à l'absence absolue de preuves – directes ou circonstancielles – dans la communication des CE, qui avait persisté pendant la première réunion de fond. Au lieu d'offrir des preuves réelles, circonstancielles ou directes, les CE avaient formulé de vagues affirmations reposant en grande partie sur des stéréotypes grotesques et dépassés.

22. S'il n'y a pas subvention quand une banque créancière devient propriétaire d'une société (comme cela est indiqué au paragraphe 319), dans quel but l'expression "participation au capital social" a-t-elle été incluse à l'article 1.1 a) 1) a) de l'Accord SMC?

La question n'a pas de sens car elle contient une rupture de logique. Les participations au capital social sont juridiquement distinctes des conversions de dettes en participations. Il y a aussi des différences dans leurs effets pratiques. Les soi-disant "participations au capital social" dissimulent souvent des subventions directes destinées à couvrir des pertes d'exploitation. Par exemple, l'État français a pendant une longue période pris de soi-disant participations au capital social de sa société de construction de moteur d'avion, la SNECMA. Les prétendus appels de fonds n'étaient généralement que de simples subterfuges mis en évidence par le peu d'empressement des actionnaires minoritaires à y répondre. Ainsi, le "but" de l'expression "participation au capital social" est de viser les faux apports de fonds directs de ce type destinés à couvrir des pertes d'exploitation.

La question qui se pose dans une conversion de dettes en participation est différente. Dans de tels cas, lorsque la société est insolvable et, par conséquent, entre les mains des créanciers, la conversion traduit un changement dans la forme de l'instrument financier. Les établissements financiers créanciers détenaient des titres de créance et la question qui se posait était de savoir ce qu'ils pourraient en faire pour en maximiser le rendement. Plus précisément, les créanciers détenaient des créances sur des sociétés en difficulté dans un pays confronté à une crise financière. L'étrange diversion à laquelle les CE se sont livrées à la première réunion de fond en se lançant dans une

[2] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.29.

description élémentaire des différentes caractéristiques des deux formes d'instruments financiers (dettes et participations) était tout à fait à côté de la question. Il n'y a aucun lien logique entre les conversions de dettes en participations et l'expression "participation au capital social".

23. Compte tenu de ce même paragraphe 319, la position de la Corée est-elle que les pouvoirs publics ne peuvent jamais subventionner une société d'État?

Non. Comme cela a été noté plus haut, les pouvoirs publics détenant des liquidités qui prennent une participation au capital social d'une société d'État apportent une contribution financière à la société. Quant à savoir si la contribution financière est une subvention, cela dépend du point de savoir si un avantage est conféré au bénéficiaire.

24. Dans la question n° 3.1(12) posée au titre de l'Annexe V, les CE ont demandé à la Corée de fournir une liste complète des créanciers de: i) DHI en août 1999; (DSME), DHIM et DHI mi-octobre 2000 (c'est-à-dire avant la conversion de dettes en participations); et iii) DSME, DHIM et DHI en décembre 2000 (c'est-à-dire après la conversion de dettes en participations). En réponse, la Corée fait référence à la pièce jointe n° 3.1(12). Or cette pièce jointe ne contient pas tous les renseignements. Par conséquent, la Corée n'a pas fourni les données relatives aux points ii) et iii). En réponse à une question supplémentaire, la Corée a maintenu qu'elle avait fourni tous les renseignements demandés. Les CE ne les ont pourtant jamais reçus. Veuillez communiquer les renseignements manquants.

La pièce jointe n° 3.1.2(12) fournie au titre de l'Annexe V par la Corée contient tous les renseignements demandés par les CE. En tout état de cause, la Corée fournira à nouveau les données relatives aux points ii) et iii) demandées par les CE. (*Voir* la pièce jointe n° 3.1(12) fournie par la Corée au titre de l'Annexe V, annexée au présent document en tant que pièce n° 69 de la Corée).

25. Veuillez fournir des données ventilées entre créances garanties et créances non garanties pour chaque créancier de DHI. (Pas seulement pour les créanciers de DSME, afin que le Groupe spécial puisse évaluer l'intérêt pour chaque créancier de la restructuration ou de la liquidation.)

La Corée a déjà fourni les données concernant les créanciers de DSME. En dehors de cela, l'"intérêt pour chaque créancier de la restructuration ou de la liquidation" peut être confirmé par le rapport Arthur Andersen sur la renégociation de la dette et la décision, prise par le CCFI, d'adopter le plan de renégociation proposé.

26. Veuillez indiquer les dates auxquelles la KAMCO a acheté des créances improductives à chaque créancier. Dans votre réponse, veuillez faire une distinction entre les créanciers étrangers et les créanciers nationaux.

[RCC: omis dans la version publique.]

27. Veuillez indiquer les créanciers qui ont refusé de participer à la renégociation de la dette.

Il ne ressort pas clairement de la question quels sont les "créanciers" et la "renégociation de la dette" auxquels il est fait référence. Si les CE veulent parler des établissements financiers qui n'ont pas signé l'accord sur la restructuration des entreprises (CRA), accord-cadre sur la renégociation de la dette, il y avait 231 caisses mutuelles d'épargne, 1 592 coopératives de crédit et 47 succursales de banques étrangères.

28. Quelle était la valeur marchande des bons de souscription qui ont été remis aux créanciers étrangers de Daewoo-HI, comme cela a été indiqué au paragraphe 358 de la communication de la Corée?

Le gouvernement coréen ne dispose d'aucun renseignement. Les CE sont mieux placées que lui pour recueillir ces renseignements auprès des créanciers étrangers. La Corée fait observer une nouvelle fois que les renseignements que les CE recueilleraient à cet égard constitueraient de nouveaux éléments de preuve et ne seraient pas admissibles en l'absence de raisons valables. La Corée réserve ses droits à cet égard.

29. La Corée indique au paragraphe 356 que les prêteurs étrangers avaient la possibilité de faire obstacle à la procédure de renégociation de la dette, même s'ils représentaient une part minoritaire des créanciers. Pourquoi les créanciers nationaux n'ont-ils pas aussi eu cette possibilité?

Les créanciers nationaux avaient la possibilité de faire obstacle aux processus de renégociation de la dette au sein du comité des créanciers. Et, en fait, le premier plan de réorganisation de Daewoo a été rejeté par des créanciers constituant une minorité de blocage pendant les premières réunions du comité des créanciers. Cependant, les créanciers nationaux étaient aussi conscients du fait que, s'ils persistaient à faire obstruction, la situation financière de la société faisant l'objet de la renégociation de la dette se dégraderait rapidement et que la procédure d'insolvabilité serait nécessairement engagée. Pendant la crise financière, cela aurait inévitablement conduit à l'effondrement de toute l'économie nationale et aucun établissement financier n'aurait pu survivre. Par conséquent, ils ont décidé de ne pas recourir à des moyens légaux de leur propre côté ni à chercher à obtenir un remboursement individuel (c'est-à-dire en dehors du processus) et ont accepté le processus de renégociation de la dette dans le cadre du CRA. D'un point de vue commercial, c'était ce qu'ils avaient de mieux à faire pour éviter leur propre disparition.

30. Veuillez fournir des citations ou d'autres éléments de preuve, à part les réponses données par la Corée elle-même au titre de l'Annexe V, à l'appui de la déclaration figurant au paragraphe 385 de la première communication de la Corée selon laquelle les conditions d'achat des créances détenues par les créanciers étrangers et les créanciers locaux étaient "légèrement différentes".

Pour avoir des renseignements plus détaillés sur cette question, veuillez vous référer à la réponse de la Corée à la question n° 80 du Groupe spécial.

31. La Corée fait valoir que les banques étrangères ne comprennent pas suffisamment le système coréen pour participer à une procédure de renégociation de la dette et ne peuvent donc pas être considérées comme constituant un point de repère.[3] Pourquoi la Loi sur la promotion de la restructuration des entreprises d'août 2001, qui a "remplacé" l'accord sur la restructuration des entreprises en créant un cadre juridique statutaire pour les opérations de renégociation de la dette[4] - inclue-t-elle aussi obligatoirement les créanciers étrangers dans toutes opérations futures de renégociation de la dette? Les créanciers étrangers ont-ils soudain été jugés mieux capables de comprendre?

La Corée regrette que les CE jugent encore nécessaire de mettre autant de sarcasme dans leurs questions. Comme il est indiqué à l'article premier (Objet) de la Loi sur la promotion de la restructuration des entreprises d'août 2001 (la "Loi CRP"), celle-ci vise essentiellement à "*faciliter une restructuration des entreprises continue et axée sur le marché en prescrivant les éléments*

[3] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 378.

[4] Voir la réponse à la question n° 16, page 39 de la réponse donnée par la Corée au titre de l'Annexe V, et la pièce jointe n° 2.2(16) présentée par la Corée dans sa réponse au titre de l'Annexe V.

nécessaires ou indispensables à la mise en œuvre rapide et ordonnée de la restructuration des entreprises". (Voir la pièce jointe n° 2.2(16) présentée par la Corée au titre de l'Annexe V). Pour atteindre cet objectif, la Loi CRP a créé un cadre juridique statutaire pour les opérations de renégociation de la dette qui avaient été régies par le CRA.

Conformément à l'objectif déclaré qui était de faciliter la restructuration des entreprises (renégociation de la dette) de façon plus ordonnée, la Loi CRP incluait dans le Conseil des établissements financiers créanciers ("CCFI") tous les "établissements financiers" qui menaient des activités en Corée conformément à la législation coréenne, y compris les succursales nationales d'établissements financiers étrangers et les caisses mutuelles d'épargne qui n'étaient pas parties au précédent CRA. Cependant, la Loi CRP permet aussi aux établissements financiers de cesser de participer au CCFI ou à des procédures individuelles de renégociation de la dette s'ils le souhaitent: premièrement, le CCFI peut exclure de ses membres les petits créanciers qui détiennent moins d'un certain pourcentage des prêts totaux, ne dépassant pas 5 pour cent du total de l'encours des prêts accordés par tous les membres du CCFI (Loi CRP, article 25). Deuxièmement, tout établissement financier créancier qui est opposé à l'engagement proposé d'une procédure particulière de renégociation de la dette ou à la restructuration de la dette proposée dans le cadre de la procédure de renégociation, est habilité à exercer un droit d'appréciation selon lequel il peut demander au CCFI (qui a approuvé les propositions) d'acheter, à une certaine valeur négociée ou estimée, les créances détenues par les créanciers ayant formulé des objections (Loi CRP, article 29).

En résumé, bien que la Loi CRP ait élargi l'ensemble des établissements financiers participant au processus de renégociation de la dette, tout établissement financier étranger ou national détenant une petite partie des créances ou qui souhaite seulement obtenir le remboursement immédiat de ses prêts à une valeur réduite, plutôt que de les recouvrer à longue échéance dans le cadre de la renégociation de la dette, peut malgré tout refuser de participer au CCFI ou à un plan de renégociation particulier. À cet égard, on peut estimer qu'il n'y a pas de différence substantielle entre l'ancien CRA et l'actuelle Loi CRP.

32. Veuillez indiquer où est inclus le secteur de la construction navale dans le tableau fourni au paragraphe 392 de la première communication de la Corée.

Le secteur de la construction navale est inclus dans "Machinery/Plants".

33. En ce qui concerne le rapport Rothschild mentionné au paragraphe 413 de la première communication de la Corée, veuillez fournir le rapport d'évaluation Rothschild dans sa totalité (jusqu'ici, la Corée n'a fourni que la section concernant l'évaluation dans la construction navale).

Nous croyons comprendre que la mention du "rapport Rothschild" figurant dans la question fait référence à la fois à la "Proposal of Restructuring of Halla Group" (proposition de restructuration du groupe Halla) datée de juin 1998 (pièce jointe n° 3.2(47)-1 fournie par la Corée au titre de l'Annexe V; pièce n° 81 des CE) et à la "Final Proposal for restructuring of Halla Group" (proposition finale de restructuration du groupe Halla) datée du 8 septembre 1998 (pièce jointe n° 3.2(47)-2 fournie par la Corée au titre de l'Annexe V; pièce n° 75 des CE). Comme ces titres l'indiquent, ce rapport Rothschild était en fait une compilation des rapports distincts relatifs à quatre sociétés indépendantes du groupe Halla: Mando Machineries, Co., Halla Cement, Co., Halla Construction, Co. et Halla Heavy Insdustries ("Halla-HI").

La Corée a fourni tous les rapports Rothschild disponibles dans la mesure où ils ont trait à "Halla-HI", qui était la seule société du groupe Halla en cause dans le présent différend. **[RCC: omis dans la version publique.]**

34. Veuillez indiquer si d'autres sociétés se sont vu offrir la possibilité de gérer Halla et de prendre une option sur cette société de la même façon que Hyundai?

Le gouvernement coréen n'a aucun renseignement à ce sujet.

35. Veuillez préciser le prix de l'option d'achat versé par Hyundai.

[RCC: omis dans la version publique.]

36. D'après le paragraphe 460 de la communication de la Corée, cinq sociétés ont présenté des offres finales d'investissement dans Daedong. Y avait-il parmi elles des sociétés étrangères?

KPMG a organisé un appel d'offres international pour la vente de Daedong. Par conséquent, il est possible que des investisseurs étrangers aient été inclus dans les cinq soumissionnaires finals. Il est toutefois impossible de donner des renseignements plus complets. Un accord de confidentialité a été conclu entre KPMG et les soumissionnaires.

37. La Corée indique, au paragraphe 475 de sa communication, qu'elle a pleinement répondu aux questions des CE concernant les créanciers non nantis de Daedong. Les CE ne partagent pas cet avis. Veuillez donner des renseignements spécifiques concernant les créanciers qui détenaient 58,94 pour cent des créances non garanties. La pièce jointe n° 3.3(54) fournie au titre de l'Annexe V (voir aussi la pièce n° 93 des CE) ne contient aucun renseignement au sujet de ces créanciers mais les énumère simplement en tant que "créances commerciales générales". Parmi ces créances commerciales, certaines étaient-elles détenues par des créanciers étrangers? Dans l'affirmative, comment ces créanciers étrangers ont-ils voté au sujet de la réorganisation?

La Corée a fourni tous les renseignements concernant les créanciers de Daedong, que les CE en conviennent ou non. **[RCC: omis dans la version publique.]**

38. Selon le paragraphe 458 de la communication de la Corée, l'un des actionnaires de Daedong, M. Do-Sang Lee, a accepté une réduction complète de sa participation au capital social. Quels étaient les termes de cet accord? Pourquoi M. Do-Sang Lee a-t-il accepté un traitement moins favorable que celui des autres actionnaires? Comment la Corée peut-elle faire valoir qu'il a agi dans son propre intérêt, comme elle le fait au paragraphe 476, alors qu'il a accepté de perdre la totalité de son investissement?

[RCC: omis dans la version publique.] L'article 221(4) dispose qu'au moins les deux tiers des actions détenues par l'actionnaire qui a influencé les administrateurs dans la mauvaise gestion de la société en faillite seront annulés. **[RCC: omis dans la version publique.]**

[RCC: omis dans la version publique.] En Corée tout au moins, émettre une objection à une annulation d'actions peut être considéré comme un comportement honteux de la part d'un actionnaire détenant la majorité des actions et directeur général de la société en faillite. En tout état de cause, la Corée n'est pas en mesure de commenter les motivations personnelles de M. Lee.

39. La Corée peut-elle confirmer que l'Association des constructeurs navals coréens utilise une ventilation par types de navires pour la classification de la production navale coréenne, qui définit quatre types distincts de navires dans la production desquels les chantiers coréens sont particulièrement actifs, à savoir les transporteurs de GNL, les navires-citernes, les porte-conteneurs et les vraquiers?[5]

[5] http://www.koshipa.or.kr/upload/english/industry.pdf.

L'Association des constructeurs navals coréens (KSA) utilise différentes ventilations pour les navires en fonction des objectifs de ces ventilations. Elle n'a aucune raison d'appliquer la définition du "produit similaire" de l'OMC quand elle décrit d'une façon générale les types de navires dans lesquels les chantiers coréens sont actifs. En outre, comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*, la définition du "produit similaire" peut différer selon les dispositions considérées. Cela a été confirmé dans l'affaire *CE – Amiante*.

40. Est-il vrai qu'après la prise de contrôle de Halla/Samho par Hyundai, la direction a essayé de renégocier les prix contractuels parce que les prix de Halla ont été jugés trop faibles par rapport à ceux de Hyundai?

[RCC: omis dans la version publique.]

41. Au paragraphe 579 de sa première communication, la Corée énumère les facteurs qui, selon elle, donnent des avantages significatifs sur le plan des coûts aux chantiers navals coréens par rapport aux chantiers navals européens. Il manque de toute évidence dans cette analyse le coût du service de la dette et le coût de l'entretien et de la construction d'installations. Pourquoi la Corée a-t-elle exclu ces facteurs importants de son analyse? Les prix pratiqués par les chantiers navals coréens ne tiennent-ils pas compte de ces coûts?

Comme cela a été mentionné au cours du processus au titre de l'Annexe V, les coûts du service de la dette et le coût de l'entretien et de la construction d'installations sont pris en compte quand les constructeurs navals coréens déterminent leur prix de vente. L'analyse fournie par la Corée au paragraphe 579 visait à énumérer les éléments des coûts pour lesquels la Corée avait un avantage significatif par rapport aux CE; le service de la dette et le coût de l'entretien et de la construction d'installations sont des coûts que doivent supporter tous les chantiers navals en général pour maintenir une production efficace.

42. La Corée peut-elle indiquer la mesure dans laquelle la valeur de la production des chantiers coréens est couverte contre les risques de change?

Là encore, ce sont de nouveaux éléments de preuve que les CE cherchent à obtenir à l'appui des éléments *prima facie* qu'elles ont fournis initialement. Conformément au Mémorandum d'accord et aux Procédures de travail du Groupe spécial, la période pendant laquelle les CE pouvaient tenter de le faire est terminée depuis longtemps. Cependant, la Corée note que certains chantiers coréens ne se couvrent pas du tout contre le risque de change, alors que certains autres le font. Dans le cas de ceux qui le font, la valeur de la production visée par l'opération de couverture varie d'une société à l'autre et d'un projet à l'autre.

43. La Corée peut-elle indiquer le délai type qui s'écoule entre les premiers contacts avec un propriétaire ou un courtier et la signature effective d'un contrat de construction navale?

Il n'y a pas de délai type. Ce délai peut varier entre plusieurs mois et plus d'une année après la réception de la demande de renseignements, selon le projet.

44. La Corée peut-elle confirmer le prix exact des transporteurs de GNL nigérians fournis par Hyundai et mentionné au paragraphe 561 de la communication de la Corée (seule une fourchette de prix est indiquée)?

Pourquoi la Corée allègue-t-elle que Hyundai n'est pas subventionnée? Elle a repris Halla et tire avantage des subventions accordées dans le cadre de ces transactions.

Le gouvernement coréen ne connaît pas le prix exact des transporteurs de GNL nigérians fournis par Hyundai. En outre, la Corée fait observer que les CE ont expressément rejeté les

arguments relatifs à la sous-cotation des prix. Le prix pratiqué pour une vente particulière n'est donc pas juridiquement pertinent pour les allégations des CE.

Les CE, une fois encore, ne tirent pas les conséquences correctes de la jurisprudence de l'OMC indiquant que "toute analyse de la question de savoir s'il existait un avantage devrait être centrée sur les "personnes morales ou physiques" au lieu d'être centrée sur les activités de production".[6] Dans le cadre du processus de réorganisation de Halla, les actionnaires ont perdu les actions de Samho qu'ils détenaient (premier changement de propriété); ensuite, les créanciers qui étaient propriétaires de Samho ont vendu toutes leurs actions à Hyundai (deuxième changement de propriété). Par conséquent, Hyundai n'a obtenu aucun avantage.

C'est la première fois que les CE allèguent que Hyundai a été "subventionnée". En outre, les CE n'ont jamais allégué que l'achat de Samho par Hyundai avait été effectué autrement que dans des conditions de pleine concurrence.

45. L'analyse des parts de marché donnée au paragraphe 595 est-elle fondée sur le nombre de navires plutôt que sur le tonnage ou la capacité de transport? Dans l'affirmative, pourquoi cet indicateur particulier a-t-il été choisi?

L'analyse des parts de marché qui a été fournie est fondée sur les tbc.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 110.

ANNEXE D-5

OBSERVATIONS DE LA CORÉE AU SUJET DES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(22 mars 2004)

I. QUESTIONS AUX CE

A. GÉNÉRALITÉS

1. Qu'est-ce qui fait d'une entité un organisme public? Le pouvoir de réglementer et de prélever des impôts est-il une condition nécessaire et suffisante pour qu'une entité ait le statut d'organisme public?

La Corée voudrait renvoyer à la position que les CE elles-mêmes ont adoptée dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, dans laquelle elles ont indiqué ce qui suit:

> Les "organismes publics" sont des types d'émanations des pouvoirs publics, mais ne sont pas forcément semblables aux "pouvoirs publics" en tant que tels. Leur caractéristique spécifique est l'exercice (du moins de temps à autre) du pouvoir public (*imperium*).[1]

2. Le paragraphe 83 de la première communication écrite des CE indique dans quel but des contestations prospectives visant une législation impérative sont autorisées. Quel serait le but de contestations prospectives visant des instruments juridiques non impératifs? De quoi les Membres se protégeraient-ils en formulant une contestation prospective à l'encontre d'une loi d'un autre Membre qui autorise, sans l'exiger, l'octroi de subventions à l'exportation prohibées?

La Corée soutient que dans le cas d'une législation dispositive les avantages résultant pour les Membres de l'OMC des Accords de l'OMC ne sont pas compromis, au sens de l'article 3:3 du *Mémorandum d'accord*. Contester une législation dispositive reviendrait à présumer une mauvaise foi de la part d'un Membre de l'OMC. En pratique, en cas de doute au sujet de la mise en œuvre d'une telle législation, l'article 25.8 de l'*Accord SMC* donne à un Membre de l'OMC un instrument lui permettant de demander des renseignements sur la façon dont la législation en question est mise en œuvre et de discuter de la question afin de s'assurer que la mise en œuvre de la législation est conforme aux règles de l'OMC.

4. Sur quelle base l'article 3.2 est-il interprété de façon à prohiber une législation prévoyant une faculté discrétionnaire d'accorder des subventions à l'exportation prohibées?

La Corée fait référence, en l'approuvant, à la position adoptée par les États-Unis au paragraphe 12 de la communication de tierce partie qu'ils ont présentée le 9 février 2004 et dans laquelle il est indiqué ce qui suit:

[1] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, annexe B-3, paragraphe 12.

En ce qui concerne l'article 3.2 de l'*Accord SMC*, les CE insistent sur l'expression "n'accordera ni ne maintiendra", affirmant que le mot "maintiendra" n'aurait pas de sens si une législation prévoyant l'octroi discrétionnaire de subventions n'était pas prohibée.[2] Si l'on accepte aux fins de l'argumentation 1) la définition du mot "maintenir" donnée par les CE comme étant "faire durer" et 2) l'idée que le verbe "maintiendra" fait référence à une législation en matière de subventions plutôt qu'à une "subvention" elle-même, l'application de la distinction impératif/dispositif à l'article 3.2 ne prive pas de sens le mot "maintiendra". Le mot "accordera" peut être interprété comme s'appliquant à des cas effectifs et séparés d'octroi de subventions au titre de la législation sur les subventions – situations "tel qu'appliqué" – alors que le mot "maintiendra" peut être interprété comme s'appliquant à l'adoption de la législation qui impose d'"accorder" les subventions prohibées, faisant ainsi durer de telles subventions – situations "en tant que tel". Dans le cadre de cette approche, une législation donnant le pouvoir discrétionnaire d'octroyer des subventions ne serait contraire à aucun de ces deux termes dans le cas d'une contestation "en tant que tel".

B. RÉGIME JURIDIQUE DE LA KEXIM

6. Les CE sont-elles d'avis que les mesures de financement/garantie appliquées dans le cadre du régime juridique de la KEXIM seraient nécessairement incompatibles avec l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC? Veuillez expliquer.

La Corée attendra la position des CE à cet égard mais, à ce stade, elle souhaite signaler que même s'il était considéré que la législation sur la KEXIM impose d'accorder une aide à l'exportation (ce que la Corée conteste), cela ne serait malgré tout pas incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2 puisque aucun avantage n'est conféré. En outre, l'octroi spécifique d'un financement et de mesures de garantie n'est pas nécessairement incompatible avec l'article 3.1 a) et 3.2. En fait, les CE n'ont pas et ne pourraient pas faire valoir que tous les cas d'octroi d'APRG/PSL étaient des subventions, bien que la Corée ait fourni des données sur ces cas.

7. Le rapport annuel 2002 de la KEXIM (pièce n° 14 des CE) contient un chapitre intitulé "Bank Operations" (opérations bancaires). Il est fait état dans ce chapitre d'un fléchissement des transactions de crédit à l'exportation de la KEXIM. Il y est dit que "[d]es exportateurs coréens importants étaient peu enclins à recourir aux prêts bancaires et préféraient plutôt lever des fonds directement sur les marchés, ce qui était possible grâce au succès de la restructuration de leurs entreprises". Cela signifie-t-il que les conditions des crédits à l'exportation de la KEXIM sont moins intéressantes pour les exportateurs coréens que celles d'autres sources de financement concurrentes? Veuillez expliquer.

Oui, les crédits à l'exportation de la KEXIM sont maintenant moins intéressants. Cela est démontré par le fait que les constructeurs navals coréens utilisent maintenant les prêts avant expédition de la KEXIM pour une petite partie (20 pour cent environ) de leurs projets de construction navale. En outre, certains constructeurs navals coréens n'utilisent jamais les prêts avant expédition de la KEXIM.

8. Au paragraphe 122 de la première communication écrite des CE, il est dit que le régime juridique de la KEXIM, tel qu'il est "confirmé par la pratique de la KEXIM" prévoit l'octroi de subventions. Les CE contestent-elles la "pratique de la KEXIM" ainsi que le régime juridique de la KEXIM en tant que tel, ou s'appuient-elles sur les éléments de preuve concernant la "pratique de la KEXIM" pour étayer leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Dans le deuxième cas, veuillez expliquer en quoi les éléments de preuve concernant la "pratique de la KEXIM" sont pertinents pour l'évaluation par le Groupe

[2] Première communication écrite des CE, paragraphes 79 et 80.

spécial de la question de savoir si le régime juridique de la KEXIM en tant que tel est, ou n'est pas, conforme à l'Accord SMC.

Selon la Corée, le paragraphe 131 de la première communication écrite des CE confirme que les affirmations des CE sont fondées à la fois sur le régime juridique et sur la pratique alléguée et que les CE estiment ne pas pouvoir s'appuyer sur le régime juridique seul. En fait, les CE déclarent que "[c]es facteurs, considérés conjointement avec la liste des opérations de financement de la KEXIM figurant ci-dessous, établissent que la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM prévoient des actions incompatibles avec les règles de l'OMC".

À un niveau différent, mais en se fondant sur le même argument, la Corée répète que les CE n'ont jamais défini ce que l'on appelle les APRG et les prêts avant expédition de la KEXIM autrement qu'en faisant référence aux cas particuliers dans lesquels des APRG et des PSL ont été accordés à des constructeurs navals.

C. PROGRAMME APRG

9. En quoi l'allégation des CE à l'encontre du "programme APRG" en tant que tel diffère-t-elle de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Le "programme APRG" n'est-il pas fondé sur le régime juridique de la KEXIM? Est-il concevable d'évaluer l'un séparément de l'autre?

Comme cela a été indiqué ci-dessus, la Corée estime que les CE n'ont jamais défini ce qu'est réellement un programme APRG sur le plan de son cadre statutaire. Cependant, les conditions dans lesquelles des APRG peuvent être accordés sont énoncées dans les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM qui, selon les propres arguments des CE, font partie du régime juridique de la KEXIM qui est contesté en tant que tel.

D. PROGRAMME PSL

11. En quoi l'allégation des CE à l'encontre du "programme PSL" en tant que tel diffère-t-elle de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel? Le "programme PSL" n'est-il pas fondé sur le régime juridique de la KEXIM?

La Corée renvoie à ses observations formulées à propos de la question n° 9 ci-dessus, qui s'appliquent également en ce qui concerne les PSL.

F. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

16. Dans leur communication de tierce partie dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, les CE ont fait valoir qu'il n'y avait pas action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics lorsque la liberté d'action était "limitée" mais non "entravée", c'est-à-dire lorsque "le producteur [pouvait] quand même faire des choix". Les CE estiment-elles que la liberté d'action des établissements financiers privés participant au processus de restructuration était i) "limitée" ou ii) "entravée"? Ces sociétés ont-elles pu faire des choix au sujet de leur participation au processus de restructuration? Veuillez expliquer.

Dans le même ordre d'idées, la Corée souhaiterait mentionner la réponse des CE à une question posée par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*:

> b) Pourquoi l'existence de "conditions préalablement définies" serait-elle nécessaire pour que l'on puisse considérer qu'un organisme privé exécute une fonction normalement du ressort des pouvoirs publics?

Comme les CE l'ont déjà expliqué dans leur communication écrite, les actions prévues à l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC* n'ont pas un caractère "extensible", mais se bornent, dans le cas des pouvoirs publics ou des organismes publics, à celles qui sont énumérées aux alinéas i) ou à iii) de cette disposition.

Par conséquent, le facteur déterminant pour qu'un organisme privé exécute les fonctions normalement du ressort des pouvoirs publics et pour que la pratique suivie ne diffère pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics (il s'agit du texte intégral de la partie pertinente de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'*Accord SMC*) est que l'organisme privé doit, sur ordre des pouvoirs publics, exécuter sensiblement la même fonction que celle que les pouvoirs publics eux-mêmes auraient normalement exécutée – et qui est visée à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) de l'*Accord SMC*.

Lorsque les pouvoirs publics décident d'accorder une subvention à une certaine branche de production ou à un certain segment d'une branche de production, ils auront préalablement défini le genre d'action qu'ils veulent prendre, la catégorie de bénéficiaires qu'ils veulent atteindre et l'étendue de l'"avantage" qu'ils veulent conférer. Le même critère doit s'appliquer dans le cas d'une "subvention indirecte" – les pouvoirs publics définissant préalablement, au moyen de la réglementation, essentiellement la même conduite pour l'organisme privé, et le même résultat pour la branche de production bénéficiaire, que ce qu'ils auraient normalement "directement" exécuté eux-mêmes.

C'est uniquement si une telle définition préalable existe que l'organisme privé deviendra une quasi-émanation des pouvoirs publics. C'est à ce moment-là seulement qu'il exécutera une fonction de subventionnement "normalement du ressort des pouvoirs publics", et que la pratique suivie "ne différera pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics". De l'avis des CE, donc, l'existence de "conditions préalablement définies" (par les pouvoirs publics) est une condition indispensable pour qu'il y ait une contribution financière indirecte au sens de l'article 1.1 a) 1) iv).

La Corée soutient que les pouvoirs publics coréens n'ont pas préalablement défini le type d'action que les banques privées devaient entreprendre quand elles participaient à des restructurations d'entreprises, ni désigné les sociétés spécifiques qui devaient faire l'objet d'une restructuration d'entreprise, ni décidé de l'ampleur de l'avantage (s'il y en avait un, ce que la Corée nie) à conférer. Les créanciers privés de DHI, Halla et Daedong ont déterminé librement s'ils allaient demander une renégociation de la dette ou une réorganisation des entreprises et le type de mesures à prendre dans le cadre de la restructuration des entreprises. Les nombreuses réunions de créanciers et l'opposition de créanciers privés aux plans de restructuration initiaux démontrent qu'il n'y avait aucune condition préalablement définie d'une nature telle qu'il y a eu action d'ordonner ou de charger de la part des pouvoirs publics coréens à l'égard des créanciers privés participant à la restructuration des entreprises.

17. Faites-vous valoir au paragraphe 73 de votre déclaration orale que les banques qui ont participé à l'accord sur la restructuration des entreprises se sont de ce fait et d'emblée juridiquement engagées à suivre l'ordre donné par les pouvoirs publics? Un ou des engagements en ce sens de la part des banques ont-ils affecté toutes les opérations de restructuration mentionnées dans votre plainte? Veuillez donner des précisions et des éléments de preuve spécifiques.

Le fait que les créanciers ont opté pour une réorganisation de l'entreprise dans le cas de Halla et de Daedong plutôt que pour une renégociation de la dette démontre que les banques parties au CRA n'ont pas participé "à la renégociation de la dette comme solution pour la faillite", comme l'indiquent les CE au paragraphe 73 de leur déclaration orale.

Le CRA vise à promouvoir les opérations de renégociation de la dette en tant que moyen de restructuration accéléré, conformément aux négociations de la Corée avec le FMI. Cependant, rien dans les articles 1er, 2 et 20 mentionnés par les CE n'entraîne un renoncement quelconque de la part des banques nationales à leur droit d'agir en toute indépendance. En particulier, la sanction prévue à l'article 20 n'est pas liée à une violation du CRA lui-même mais s'appliquerait si un établissement créancier ayant librement décidé de participer à un plan de renégociation de la dette ne mettait pas ce plan en œuvre. C'est une sanction en cas de défaut d'exécution du contrat mais non une sanction qui s'applique dans le cas où des établissements financiers ne participent pas à une renégociation de la dette.

20. Les CE affirment (au paragraphe 281 de leur première communication écrite) que la KAMCO a acquis des créances non garanties détenues par des créanciers étrangers de DHI à des conditions plus favorables que celles qui étaient offertes aux créanciers nationaux. En quoi cela est-il pertinent pour l'examen par le Groupe spécial de la question de savoir s'il y a eu ou non une contribution financière et un avantage accordés à la société restructurée?

La Corée renvoie aussi à sa réponse à la question n° 80 que le Groupe spécial lui a adressée.

24. Lorsqu'une entité des pouvoirs publics est le créancier d'une société insolvable en cours de restructuration, la restructuration entraînera-t-elle <u>toujours</u> une subvention? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Tant que les pouvoirs publics – le créancier agissent conformément aux normes commerciales, la restructuration ne constitue pas une subvention.

G. PRÉJUDICE GRAVE

27. La Corée fait valoir qu'il y a une très grande variation ou diversité des produits à l'intérieur de chaque segment de produits que vous proposez, à savoir que ces segments de produits sont trop grands et devraient être décomposés, par exemple, au moins en différents groupes en fonction de la taille. Veuillez commenter la diversité des produits à l'intérieur de chacun des segments de produits que vous proposez, et, dans ce contexte, veuillez répondre spécifiquement aux arguments de la Corée sur ce point.

En ce qui concerne les questions n° 25, 26 et 27, la Corée renvoie à ses réponses aux questions n° 86 et 87 que lui a posées le Groupe spécial.

29. Vous faites valoir qu'il y a trois "segments" du marché pertinents pour votre allégation concernant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix: transporteurs de GNL, transporteurs de produits/produits chimiques, et porte-conteneurs.

a) Cela implique-t-il qu'à votre avis il faudrait constater séparément en ce qui concerne chacun de ces segments qu'il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix?

b) Dans l'affirmative, quelle est la pertinence des figures 33 à 36 figurant dans votre communication? Plus précisément, veuillez expliquer quelles conclusions concernant les tendances des prix et des coûts pour les types de navires particuliers mentionnés dans votre allégation peuvent être dégagées de ces graphiques, qui semblent représenter des moyennes pour <u>tous</u> les navires de <u>tous</u> les types.

Dans les cas où il y a différents produits similaires, comme l'indiquent les CE, ou pour des produits similaires, comme le soutient la Corée, la dépression des prix ou l'empêchement de hausses

de prix doit être établi pour chacun d'eux séparément. Quand aucune dépression notable des prix ou aucun empêchement notable des hausses de prix n'est constaté pour l'un ou plusieurs d'entre eux, alors aucun effet défavorable ne peut être constaté pour ce produit similaire et aucune mesure corrective ne devrait être adoptée en ce qui concerne ce produit similaire. Par conséquent, il incombe aux CE non seulement de déterminer le produit similaire, comme le fait valoir la Corée, mais aussi de prouver l'existence de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix pour chaque produit similaire séparément. Les graphiques présentés par les CE concernent des types de navires aussi différents que les navires de croisière, les navires rouliers, les vraquiers, les porte-conteneurs, les transporteurs de GNL, les purs transporteurs de produits chimiques et les transporteurs de produits et de produits chimiques, etc., et ne constituent pas des éléments de preuve indiquant une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix pour chacun des trois types de navires visés.

c) Acceptez-vous l'argument du Japon selon lequel un prix peu élevé pour une transaction individuelle exercera une pression à la baisse sur <u>tous</u> les types de navires, qu'ils soient substituables ou non? Dans l'affirmative, pourquoi? La baisse du prix d'un navire d'un certain type, par exemple un porte-conteneurs, entraîne-t-elle la baisse du prix d'un navire d'un autre type, par exemple un pétrolier ou un paquebot? N'est-il pas plus défendable de faire valoir que la baisse du prix d'un navire entraîne la baisse du prix d'un autre navire destiné à la même utilisation finale?

Nous n'approuvons pas cette déclaration du Japon pour plusieurs raisons.

Premièrement, les marchés des transports, par exemple les pétroliers et les porte-conteneurs, constituent des segments distincts, où il n'y a aucune possibilité de substitution des navires. Par ailleurs, chaque marché est caractérisé par un cycle du fret qui lui est propre, dû à l'évolution sous-jacente de l'offre et de la demande de navires. En outre, il est rare que les différents marchés se trouvent dans la même phase du cycle (phase montante ou descendante). Le cycle du fret est important en ce sens qu'il a une incidence sur le niveau des recettes perçues par le propriétaire du navire, ce qui aura à son tour une incidence sur le niveau des nouvelles commandes. Normalement, dans un marché du fret solide, le nombre de nouvelles commandes augmente.

Du point de vue des constructeurs navals, il n'est pas inhabituel de se trouver dans une situation dans laquelle les nouvelles commandes sont nombreuses pour un type de navires et peu nombreuses pour un autre type. En conséquence, il ne s'ensuit pas que si les nouvelles commandes dans un secteur sont peu nombreuses et qu'un constructeur accepte un prix "peu élevé", ce prix dans d'autres secteurs (où les nouvelles commandes peuvent être plus nombreuses) subira une pression à la baisse.

En fait, il y a des exemples de cas dans lesquels les prix des navires par secteur évoluent dans des directions opposées, essentiellement du fait de différences dans la demande des divers types de navires. Par exemple, entre 1998 et 1999, les prix des pétroliers neufs de tous types ont chuté alors que les prix des vraquiers de tous types ont augmenté. Même dans des secteurs précis du marché, par exemple les pétroliers, il peut y avoir des différences sur le plan de l'évolution des prix entre un type de navires et un autre car, même pour un type de navires donné, il existe des spécifications différentes, comme l'a indiqué la Corée.

Deuxièmement, la plupart des constructeurs navals et des propriétaires de navires sont conscients du fait que le prix d'un navire sera déterminé par de nombreux facteurs, les principaux étant les spécifications physiques du navire, les coûts de matières premières, de main-d'œuvre et de production du chantier et les taux de change. Une transaction considérée isolément ne détermine donc pas une tendance pour la branche de production dans son ensemble, même s'il est vrai que le "dernier prix coté" aura une incidence sur la commande suivante concernant un navire du même type, à condition que les spécifications du navire soient semblables. Cependant, l'incidence de la "dernière

transaction" ne s'étendra pas nécessairement à tous les autres types de navires à l'intérieur d'un secteur et certainement pas à l'ensemble des secteurs de la construction navale.

Troisièmement, pendant une année normale, entre 1 500 et 2 000 nouvelles commandes (pour tous les types de navires commerciaux) sont passées aux constructeurs navals dans le monde. Il n'y a aucun mécanisme établi permettant de faire connaître publiquement les prix de ces contrats; en fait, beaucoup d'entre eux sont conclus de façon privée et confidentielle. En résumé, les constructeurs navals ne connaissent pas le prix pratiqué pour chaque transaction et il est donc illogique de faire valoir qu'une transaction unique peut déterminer une tendance des prix pour l'ensemble de la branche de production.

d) N'est-il pas plus défendable de faire valoir que la baisse du prix d'un navire entraîne la baisse du prix d'un autre navire destiné à la même utilisation finale?

À l'intérieur des divers secteurs de la construction navale, il y a une certaine interdépendance entre les différents segments. Par exemple, un pétrolier Suezmax parmi les plus petits de la gamme peut parfois entrer en concurrence avec les plus grands des Aframax pour le transport des cargaisons. Toutefois, un VLCC n'entre pas en concurrence avec un transporteur Handy.

Globalement, si le prix d'un VLCC neuf diminue ou augmente, cela aura une incidence sur les tendances des prix dans les segments adjacents des pétroliers. L'évolution des prix des navires neufs de différents types à l'intérieur d'un secteur n'est pas toujours uniforme. Une fois encore, la raison en est qu'il y a des différences sur le plan de la demande entre les différents types de navires à l'intérieur d'un secteur.

34. D'une manière générale, veuillez décrire la nature précise de l'analyse qui, selon vous, est nécessaire pour établir l'existence d'un préjudice grave dû à l'empêchement de hausses de prix ou à la dépression des prix, y compris les points suivants:

a) Doit-il être démontré (du moins entre autres choses) que les prix des produits de la partie plaignante ont été déprimés ou leur hausse empêchée, ou l'analyse est-elle plutôt axée sur les prix du produit de la partie dont il est allégué qu'elle accorde une subvention? Ou les deux séries de prix sont-elles l'une et l'autre pertinentes?

b) Comment, le cas échéant, ces deux séries de prix devraient être juxtaposées l'une à l'autre ou mises en relation l'une avec l'autre?

c) Jusqu'à quel point les produits de la partie plaignante et ceux de la partie dont il est allégué qu'elle accorde une subvention doivent-ils être semblables?

La Corée renvoie à sa réponse à la question n° 91 que lui a posée le Groupe spécial.

38. En faisant valoir, sur la base de l'affaire *États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien* et de l'article 15 de l'Accord SMC, qu'un critère "*une* cause" suffit pour une constatation de l'existence d'un préjudice grave, laissez-vous entendre que le critère de causalité pour le préjudice grave est le même que celui qui s'applique à une mesure compensatoire? Dans l'affirmative, quel est le fondement textuel d'un tel argument? Dans la négative, en quoi l'article 15 de l'Accord SMC ou le critère appliqué par le Groupe spécial *Droits compensateurs sur le saumon* sont-ils pertinents pour le présent différend? Dans le présent contexte, veuillez répondre à l'observation des États-Unis qui met l'accent sur la différence de rédaction entre l'article 6.3 c) de l'Accord SMC et l'article 15 de l'Accord SMC ("la *subvention* se traduit par [...]" par opposition à "les effets des *importations subventionnées* [...]", respectivement).

La Corée renvoie à sa réponse à la question n° 90 que lui a posée le Groupe spécial.

41. Veuillez répondre à l'argument de la Corée selon lequel l'effet de toute subvention alléguée doit être "actuel" et donc que des subventions antérieures ne devraient pas être prises en compte sauf s'il peut être démontré qu'elles ont un tel effet actuel.

La Corée renvoie à sa réponse à la question n° 83 que lui a posée le Groupe spécial.

45. Veuillez commenter l'argument de la Chine, exposé au paragraphe 46 de sa communication écrite, selon lequel si le montant total d'une subvention est de 10 dollars seulement, il ne peut pas être démontré avec succès que l'effet d'une telle subvention est d'empêcher *dans une mesure notable* la hausse du prix d'un navire valant 1 milliard de dollars ou de déprimer ce prix *dans une mesure notable*.

En ce qui concerne les questions n° 44 et 45, la Corée renvoie à sa réponse à la question n° 91 que lui a posée le Groupe spécial.

ANNEXE E

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PARTIES

Contenu		Page
Annexe E-1	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	E-2
Annexe E-2	Deuxième communication écrite de la Corée	E-10

ANNEXE E-1

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(13 avril 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION E-3

II. ÉLÉMENTS FACTUELS E-3

III. CHARGE DE LA PREUVE ET DÉDUCTIONS DÉFAVORABLES E-3

IV. LES INTERPRÉTATIONS QUE DONNE LA CORÉE D'UN "ORGANISME PUBLIC" ET D'UN "ORGANISME PRIVÉ" À L'ÉGARD DUQUEL IL Y A EU ACTION DE CHARGER OU D'ORDONNER SONT CONTRAIRES AU TEXTE AINSI QU'À L'OBJET ET AU BUT DE L'*ACCORD SMC* E-3

V. L'*ACCORD SMC* S'APPLIQUE AUX SUBVENTIONS TANT PASSÉES QU'ACTUELLES E-4

VI. SUBVENTIONS PROHIBÉES E-5

VII. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION E-6

A. SUBVENTIONS À LA RESTRUCTURATION E-6

B. LES SUBVENTIONS DE LA CORÉE ONT CAUSÉ UN PRÉJUDICE GRAVE AUX INTÉRÊTS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'ACCORD SMC E-7

1. Empêchement de hausses de prix notable ou dépression des prix notable E-8

2. Lien de causalité E-8

VIII. CONCLUSION E-9

I. INTRODUCTION

1. La deuxième communication écrite des Communautés européennes réfute les affirmations juridiques et factuelles qui ont été faites par la Corée dans sa première communication écrite et à la première réunion de fond.

II. ÉLÉMENTS FACTUELS

2. Les Communautés européennes examinent un certain nombre de déclarations factuelles inexactes que la Corée a faites dans sa première communication écrite, et montrent que la Corée a tenté d'induire le Groupe spécial en erreur en ce qui concerne la nature du secteur de la construction de navires de commerce, l'économie coréenne et les opinions du Fonds monétaire international (FMI).

III. CHARGE DE LA PREUVE ET DÉDUCTIONS DÉFAVORABLES

3. Plutôt que de répondre aux éléments de preuve présentés par les CE, la Corée se cache derrière des affirmations non étayées selon lesquelles les Communautés européennes n'ont pas établi *prima facie* le bien-fondé de leur allégation. La Corée a même fait valoir que les Communautés européennes ne comprenaient pas la différence entre le rôle du plaignant et celui du défendeur, et demande maintenant au Groupe spécial de "plaider la cause de la partie plaignante à sa place". Comme l'ont dit les CE dans leur déclaration orale, la Corée se méprend sur ce qui est nécessaire pour fournir des éléments *prima facie*. Si les plaignants étaient obligés de présenter leur argumentation d'une manière aussi détaillée que le demandait la Corée, toute procédure de règlement des différends deviendrait inapplicable.

4. Les éléments *prima facie* peuvent se fonder sur de simples affirmations de faits qui n'ont pas besoin d'être démontrés plus avant s'ils ne sont pas contestés par le défendeur. Le plaignant serait alors tenu de fournir d'autres preuves uniquement si la partie défenderesse contestait ces affirmations d'une manière fondée. En outre, les éléments *prima facie* peuvent être étayés par certaines hypothèses découlant des Accords de l'OMC ou par des déductions défavorables.

5. De cette façon, lors d'une procédure de règlement des différends, la charge de persuasion incombe tour à tour au plaignant et au défendeur. Une fois que le plaignant a fourni des éléments *prima facie*, c'est au défendeur qu'incombe la charge de réfuter ces allégations. Une fois qu'elles ont été réfutées, la charge revient au plaignant, et ainsi de suite. De cette manière, le règlement des différends à l'OMC est un processus itératif dans lequel aussi bien le plaignant que le défendeur ont la responsabilité d'affirmer et d'étayer leurs allégations pour appuyer leurs positions respectives.

6. Dans les cas faisant intervenir des subventions et en particulier un préjudice grave découlant des subventions, il est demandé aux groupes spéciaux de s'employer particulièrement activement à obtenir des renseignements (article 6.8 de l'*Accord SMC*, par exemple). Le présent Groupe spécial a déjà utilisé le pouvoir qui lui était conféré au titre de l'article 13 du *Mémorandum d'accord* et de l'article 6.8 de l'*Accord SMC* pour demander des éléments de preuve spécifiques à la Corée. Comme la Corée n'a pas produit ces éléments de preuve dans leur intégralité, le Groupe spécial doit tirer des déductions défavorables. Les Communautés européennes rappellent que le Groupe spécial est habilité à demander aux parties un complément d'information, dans les cas où cela est nécessaire.

IV. LES INTERPRÉTATIONS QUE DONNE LA CORÉE D'UN "ORGANISME PUBLIC" ET D'UN "ORGANISME PRIVÉ" À L'ÉGARD DUQUEL IL Y A EU ACTION DE CHARGER OU D'ORDONNER SONT CONTRAIRES AU TEXTE AINSI QU'À L'OBJET ET AU BUT DE L'*ACCORD SMC*

7. Les Communautés européennes démontrent que la définition étroite que donne la Corée d'un "organisme public" et d'un "organisme privé" à l'égard duquel il y a eu action de charger ou

d'ordonner de la part des pouvoirs publics n'est pas compatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord SMC*. L'article 1.1 a) 1) mentionne les contributions financières des "pouvoirs publics", d'un "organisme public", ou d'un "organisme privé" à l'égard duquel il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics. Sans la référence à un "organisme public" et à un "organisme privé", les Membres pourraient entièrement contourner les disciplines de l'*Accord SMC* en recourant à des entités non gouvernementales pour dispenser les subventions.

8. Pour déterminer si une entité est un organisme public ou un organisme privé à l'égard duquel il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics, un groupe spécial doit examiner tous les éléments de preuve, y compris les preuves circonstancielles. La Corée interprète à tort les termes "organisme public" et "pouvoirs publics" comme étant synonymes et fournit un contexte dénué de pertinence pour l'interprétation des termes "organisme public", qui provient de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Annexe sur les services financiers de l'AGCS*.

9. Aucune disposition de l'*Accord SMC* ne prescrit que l'ordre doit être "explicite et impératif". En fait, l'*Accord SMC* mentionne uniquement les cas où des pouvoirs publics "chargent l'organisme privé ... ou lui ordonnent" sans aucune précision limitative de ce type. La Corée ne peut invoquer l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation* parce que l'action de charger ou d'ordonner dans ce cas portait sur une mesure générale d'ordre législatif tandis que, dans la présente affaire, elle porte sur des *mesures spécifiques* prises pour influencer les politiques et pratiques des banques privées.

10. De même que la Corée a mal interprété l'expression "pratique des pouvoirs publics" à l'article 1.1 a) 1) i) de l'*Accord SMC*, elle a aussi mal interprété les expressions "fonctions ... qui sont normalement [du] ressort [des pouvoirs publics]" ou "la pratique normale des pouvoirs publics" à l'article 1.1 a) 1) iv). La Corée fait valoir de manière erronée que ces références sont limitées à des fonctions et pratiques telles que la fiscalité et l'utilisation des revenus. Cette erreur est là encore commise parce que la Corée ne tient pas compte du fait que les "pouvoirs publics" sont définis comme recouvrant aussi bien les "pouvoirs publics" qu'un "organisme public". Les pratiques suivies par les organismes publics ne sont pas limitées de la même manière que celles des pouvoirs publics en tant que tels – c'est-à-dire que la fonction de réglementation n'est pas une caractéristique nécessaire des "fonctions ... qui sont normalement [du] ressort [des pouvoirs publics]" ou de "la pratique normale des pouvoirs publics".

11. Les Communautés européennes réitèrent donc et complètent leurs arguments selon lesquels:

- la KEXIM, la KAMCO, la Banque coréenne de développement, la Banque industrielle de Corée, la Société coréenne d'assurance-dépôts et la Banque de Corée sont soit des organismes publics soit des organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens; et

- les créanciers privés intervenant dans la restructuration des chantiers navals coréens sont des organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens.

V. L'*ACCORD SMC* S'APPLIQUE AUX SUBVENTIONS TANT PASSÉES QU'ACTUELLES

12. Les articles 3 et 5 de l'*Accord SMC* interdisent clairement un certain comportement - c'est-à-dire le subventionnement subordonné à l'exportation (ou à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés), et le subventionnement qui cause des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres. Comme l'ont dit les CE dans leur déclaration orale, aucune règle de l'OMC ne permet de pardonner une violation dès lors qu'elle appartient au passé. Lorsque la Corée fait valoir que les subventions accordées dans le passé ne peuvent pas être contestées au titre de l'*Accord SMC*, elle confond la question de savoir si une subvention a été accordée avec les principes

en matière de droits compensateurs, qui ne permettent de neutraliser que les avantages actuels. Elle confond aussi les questions dont est saisi le présent Groupe spécial – le point de savoir si une violation a eu lieu – avec la mesure corrective appropriée en cas de violation. En l'espèce, il n'a pas été demandé au Groupe spécial de préciser comment la Corée peut se mettre en conformité avec ses obligations au regard de l'OMC.

13. Les Communautés européennes sont en droit d'obtenir qu'un groupe spécial formule une constatation pour toutes les subventions accordées ou maintenues après l'entrée en vigueur du Cycle d'Uruguay. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a confirmé que les subventions passées étaient sujettes à un examen. Le Groupe spécial a constaté qu'exclure les subventions passées (et futures) de la portée de l'examen ferait qu'il serait difficile pour un plaignant de démontrer l'existence d'un préjudice grave.

14. Le même raisonnement s'applique *a fortiori* aux allégations concernant des subventions prohibées. Il serait illogique que la portée de l'examen de subventions prohibées, qui sont illégales en soi, soit plus étroite que la portée de l'examen de subventions qui pourraient être illégales selon leurs effets sur les échanges.

15. Bien qu'elles ne soient pas tenues de démontrer les effets actuels des subventions, les Communautés européennes l'ont cependant fait dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial concernant les subventions pouvant donner lieu à une action accordées aux chantiers navals par le biais de la procédure de réorganisation et de restructuration des entreprises.

VI. SUBVENTIONS PROHIBÉES

16. Les Communautés européennes répondent aux nombreux arguments avancés par la Corée pour alléguer que i) la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM en tant que tels, ii) les programmes APRG et les programmes de prêts avant expédition de la KEXIM en tant que tels et iii) les attributions spécifiques d'APRG et de prêts avant expédition ne constituent pas des subventions à l'exportation prohibées au titre de l'article 3 de l'*Accord SMC*.

17. Premièrement, les Communautés européennes démontrent que la doctrine de la distinction impératif/facultatif ne peut pas être utilisée pour soustraire la Loi KEXIM, le Décret KEXIM, les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM ou les programmes APRG et programmes de prêts avant expédition aux obligations découlant de l'*Accord SMC*. En particulier, l'Organe d'appel a confirmé qu'une analyse de la compatibilité d'une mesure au regard de l'OMC ne peut s'achever sur la constatation qu'il s'agit d'une mesure facultative. En outre, il ressort clairement de l'*Accord SMC* que les régimes de subventionnement tels que ceux de la KEXIM font l'objet d'une contestation prospective.

18. Les Communautés européennes expliquent en outre que la Corée n'a pas réfuté les éléments de preuve des CE selon lesquels la Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM envisagent spécifiquement la fourniture de subventions à l'exportation prohibées. Elles répètent que, d'après elles, les diverses dispositions de la Loi KEXIM, du Décret KEXIM et des Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM, y compris les articles 18, 19, 24, 36 2) et 37 de la Loi KEXIM et les articles 17 2) et 25 6) des Lignes directrices sur les taux d'intérêt, envisagent spécifiquement l'octroi de subventions en violation de l'article 3 de l'*Accord SMC*. Les réponses de la Corée, y compris une demande tendant à ce que le Groupe spécial ignore en pratique l'article 24 de la Loi KEXIM parce qu'il a été expliqué qu'elle aurait dû être abrogée, ne sont pas fondées.

19. Les Communautés européennes abordent ensuite les contre-arguments de la Corée concernant les attributions spécifiques d'APRG et de prêts avant expédition, et confirment que ces attributions spécifiques confèrent des avantages aux chantiers navals coréens. En particulier, les Communautés

européennes démontrent que les transactions de créanciers étrangers fournissent un point de repère du marché pertinent, et se servent du complément d'information communiqué par la Corée pour démontrer à nouveau l'avantage conféré par les APRG et les prêts avant expédition de la KEXIM. En outre, les Communautés européennes démontrent que les autres points de repère proposés par la Corée ne sont pas des points de repère pertinents.

20. Enfin, les Communautés européennes répètent que les APRG et les prêts avant expédition de la Corée ne peuvent pas être considérés comme des "refuges" au sens de l'*Accord SMC*. Les APRG ne sont ni des garanties du crédit à l'exportation ni des programmes de garantie contre les hausses des coûts au titre du point j) de la Liste exemplative. En outre, les prêts avant expédition ne sont pas des "crédits à l'exportation" au sens du point k) de la Liste exemplative.

VII. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

A. SUBVENTIONS À LA RESTRUCTURATION

21. La Corée laisse entendre tout au long de sa première communication écrite et de sa déclaration orale que les Communautés européennes pensent que *toutes* les procédures de faillite et de réorganisation constituent des subventions pouvant donner lieu à une action au sens de l'*Accord SMC*. En outre, la Corée décrit les arguments des CE comme indiquant qu'un programme de restructuration exigeant des banques qu'elles agissent selon les principes du marché et qu'elles maximisent la rentabilité entraîne l'octroi d'une subvention pouvant donner lieu à une action. C'est manifestement une interprétation incorrecte de la communication des CE. De fait, comme exposé en détail précédemment, les Communautés européennes acceptent pleinement que le droit des faillites soit un élément nécessaire de l'économie de marché et qu'une procédure de faillite ne donne généralement pas lieu à une subvention au sens de l'*Accord SMC*.

22. Cependant, lorsque l'issue d'une procédure de faillite ou d'une restructuration d'entreprise est déterminée par les pouvoirs publics, des organismes publics, ou des organismes privés agissant sur ordre des pouvoirs publics et que le résultat est plus avantageux pour l'entreprise qu'il ne l'aurait été si les créanciers avaient agi selon les principes du marché, toutes les composantes d'une subvention sont présentes.

23. Même si les Communautés européennes ont déjà présenté des éléments de preuve démontrant *prima facie* que les contributions financières accordées conformément à la restructuration/réorganisation des trois chantiers navals coréens se sont traduites par un avantage et que ces attributions étaient spécifiques, elles répondent aux divers arguments de la Corée en expliquant ce qui suit:

- Daewoo-HI/Daewoo-SME, Samho-HI/Halla-HI, et Daedong/STX ont reçu d'organismes publics et d'organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens des contributions financières qui confèrent un avantage à ces chantiers navals, et sont spécifiques au sens de l'*Accord SMC*; et

- la Corée n'a pas répondu adéquatement à l'allégation concernant l'avantage fiscal, en particulier l'article 45-2 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés qui a été promulguée le 21 octobre 2000, et les incitations fiscales étendues fournies au titre de l'article 46 pour les cessions d'actifs réalisées au titre d'un programme de renégociation de la dette approuvé le 31 décembre 2000 ou avant cette date. Cette exonération fiscale spécifiquement adaptée a conféré à Daewoo-HI/Daewoo-SME un avantage de 236 milliards de won.

24. Les Communautés européennes exposent en détail la manière dont les pouvoirs publics coréens et des organismes publics ont chargé des organismes privés de participer au processus de restructuration des entreprises, et leur ont ordonné de le faire. Par exemple, les pouvoirs publics coréens ont expliqué, dans leur lettre d'intention au FMI, que des fonds publics seraient mis à disposition lorsqu'une "banque progress[ait] suffisamment dans la mise en œuvre d'une solide restructuration de la dette des entreprises", à un moment où les établissements financiers coréens dépendaient des fonds publics pour leur propre survie. Les Communautés européennes exposent aussi en détail le rôle déterminant qu'a joué la KAMCO, un organisme public, en influençant les restructurations.

25. En ce qui concerne chacun des trois chantiers navals, les Communautés européennes rappellent le point de repère du marché approprié pour analyser la restructuration des entreprises et démontrent l'avantage accordé aux chantiers navals restructurés. En ce qui concerne spécifiquement Daewoo-HI/Daewoo-SME, elles démontrent que le rapport Arthur Andersen ne réfute pas l'allégation *prima facie* concernant l'avantage.

26. Les Communautés européennes exposent à nouveau en détail la manière dont les subventions à la restructuration sont spécifiques au sens de l'article 2 de l'*Accord SMC*. Elles ont toutes été fournies dans le contexte d'une restructuration spécifique d'une entreprise unique. Daewoo-HI/Daewoo-SME, en particulier, a été restructurée dans le cadre spécifiquement créé que constitue l'Accord sur la restructuration des entreprises; les filiales de Daewoo représentaient plus de la moitié des procédures de renégociation de la dette menées dans ce cadre en 1999, et les deux tiers en 2000. Les Communautés européennes ont aussi fourni des éléments de preuve selon lesquels certaines institutions financières ont été spécifiquement recapitalisées aux fins de garantir le paiement des porteurs d'obligations Daewoo.

27. En ce qui concerne Samho-HI/Halla-HI et Daedong/STX, les Communautés européennes rappellent les éléments de preuve qu'elles ont présentés, selon lesquels des organismes publics, y compris la KEXIM et la Banque coréenne de développement, ainsi que des créanciers privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner, ont spécifiquement choisi ces chantiers navals comme bénéficiaires de la restructuration à des conditions meilleures que celles du marché. La Corée ne peut pas l'emporter en faisant valoir qu'une restructuration qui a lieu conformément à un cadre juridique existant empêche une constatation de spécificité, car cela permettrait d'exclure toutes les réorganisations d'entreprise du champ d'application de l'*Accord SMC*.

B. LES SUBVENTIONS DE LA CORÉE ONT CAUSÉ UN PRÉJUDICE GRAVE AUX INTÉRÊTS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, AU SENS DES ARTICLES 5 C) ET 6.3 C) DE L'ACCORD SMC

28. Les Communautés européennes répondent aux divers arguments de la Corée et répètent que les subventions accordées par la Corée à ses chantiers navals ont causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'*Accord SMC*, puisqu'elles ont entraîné un empêchement de hausses de prix notable et une dépression des prix notable sur le même marché. Spécifiquement, les Communautés européennes démontrent dans leur deuxième communication écrite que:

- un préjudice grave n'est pas un élément juridique distinct, et les Communautés européennes se sont acquittées de leur charge au titre des articles 5 c) et 6.3 c) en démontrant que la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix sur le même marché était causé par les subventions coréennes;

- les chantiers navals coréens et communautaires se font concurrence sur le même marché géographique (c'est-à-dire le marché mondial) et sur les mêmes marchés de

produits (c'est-à-dire les transporteurs de gaz naturel liquide (transporteurs de GNL), les porte-conteneurs et les transporteurs de produits/produits chimiques);

- les subventions coréennes ont causé un empêchement de hausses de prix notable et une dépression des prix notable sur ces marchés; et

- la Corée ne réfute pas l'allégation *prima facie* concernant le lien de causalité présentée par les Communautés européennes.

1. Empêchement de hausses de prix notable ou dépression des prix notable

29. Les Communautés européennes répondent aux divers arguments de la Corée concernant l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix et démontrent que:

- l'évaluation par les Communautés européennes des prix des navires de commerce et la dynamique affectant ces prix sont bien étayées par des éléments de preuve factuels;

- les Communautés européennes ont convenablement identifié la relation générale entre les subventions et les prix des navires de commerce;

- les APRG et les prêts avant expédition de la KEXIM ont contribué à la dépression des prix et à l'empêchement de hausses de prix; et

- les subventions coréennes ont causé la dépression des prix et l'empêchement de hausses des prix des transporteurs de GNL et l'empêchement de hausses des prix des porte-conteneurs et des transporteurs de produits/produits chimiques.

2. Lien de causalité

30. Les Communautés européennes répondent aux affirmations juridiques et factuelles erronées de la Corée concernant la cause de la dépression des prix et de l'empêchement de hausses de prix par l'explication suivante:

- l'approche proposée par la Corée, y compris la procédure à plusieurs étapes excessivement complexe adoptée pour évaluer les effets des subventions, n'a aucun fondement dans le texte de l'*Accord SMC* ni dans la jurisprudence de l'OMC, qui exige un critère "en l'absence de";

- les éléments de preuve fournis par les Communautés européennes montrent une coïncidence temporelle évidente entre les subventions et les effets sur les prix;

- les Communautés européennes ont présenté des éléments de preuve *prima facie* établissant l'existence d'un lien de causalité, en utilisant des statistiques et exemples pertinents, y compris de nombreux faits et calculs montrant le niveau du subventionnement et le niveau de la dépression des prix et de l'empêchement de hausses des prix;

- les subventions coréennes ont permis le maintien d'un excédent de capacité, qui a eu une incidence notable sur les prix;

- la faculté des chantiers navals coréens subventionnés d'influencer les prix des transporteurs de LNG, des porte-conteneurs et des transporteurs de produits/produits chimiques est en outre confirmée par des données et renseignements exacts concernant la part de marché dans le cadre de transactions individuelles; et

- la référence de la Corée à des facteurs additionnels ne remet pas en cause l'allégation *prima facie* concernant le lien de causalité formulée par les Communautés européennes.

VIII. CONCLUSION

31. Les Communautés européennes ont montré que la Corée n'avait pas réfuté l'allégation *prima facie* formulée par les Communautés européennes démontrant que les pouvoirs publics coréens, des organismes publics et des organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens ont fourni des subventions énormes aux chantiers navals coréens entre le 1er janvier 1997 et ce jour.

ANNEXE E-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CORÉE

(13 avril 2004)

I. INTRODUCTION

1. Dans sa deuxième communication écrite, la Corée réfute les allégations factuelles et juridiques formulées par les CE dans leur déclaration orale du 9 mars 2004 et dans les réponses qu'elles ont présentées aux questions posées par le Groupe spécial et la Corée le 22 mars 2004. La Corée aborde les principaux points soulevés par les CE pour ce qui est des allégations de subventionnement et présente les raisons factuelles et juridiques sur lesquelles elle se fonde pour conclure qu'elle n'a accordé aucune subvention prohibée ou pouvant donner lieu à une action.

2. La Corée note dès le départ que les références incessantes des CE au rôle centralisé des pouvoirs publics coréens dans l'économie coréenne sont périmées et hors de propos. Paradoxalement, dans la mesure où les pouvoirs publics coréens auraient donné des orientations pendant la période pertinente, cela aurait été pour assurer que les principes du marché et les considérations commerciales jouent un rôle de premier plan dans les restructurations et plus généralement dans tout le secteur financier – un fait qu'a confirmé à maintes reprises le FMI malgré les pressions exercées par les CE pour qu'il dise le contraire.

II. QUESTIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS DE PREUVE

3. Les CE ne se sont absolument pas acquittées de la charge qui leur incombait d'établir *prima facie* le bien-fondé de chacune de leurs allégations en se fondant sur des faits prouvés. Elles ont en tant que partie plaignante la charge d'établir chaque point nécessaire pour démontrer chaque allégation. Qu'un seul point ne soit pas établi et toute l'allégation devient irrecevable. Les CE n'ont pas même abordé les questions critiques sous-tendant leurs allégations ou ont refusé de le faire.

4. En ce qui concerne les subventions prohibées, les CE n'ont pas suffisamment d'éléments de preuve et ont été obligées de demander que des déductions défavorables sur les APRG soient tirées à l'encontre de la Corée sur la base de règles s'appliquant exclusivement aux cas de préjudice grave (c'est-à-dire l'Annexe V), ce qui entraîne un usage abusif du processus prévu à l'Annexe V.

5. En ce qui concerne les prêts avant expédition, les CE se fondent sur un point de repère totalement sans rapport (les obligations de société), qui diffère pour ce qui est des conditions, du nantissement et de par sa nature même, de la mesure en cause. La Corée a aussi montré que les taux des obligations de société étaient inexacts. En outre, les CE n'ont fait aucun ajustement pour tenir compte des différences dans les facteurs critiques que sont les modalités du crédit, le nantissement, etc. La réponse des CE selon laquelle il incombait désormais à la Corée de démentir leur exemple en prouvant le contraire doit être rejetée. Les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait sur ce point essentiel. Elles ne peuvent pas se dérober à la charge qui leur incombe d'établir leurs propres éléments *prima facie*. Elles ne peuvent pas passer cette charge à la Corée ou au Groupe spécial. L'Organe d'appel *Japon – Pommes* indique clairement que la charge d'établir des éléments *prima facie* incombe entièrement au plaignant.

6. Les CE demandent à la Corée un complément d'information à ce stade avancé de la procédure de groupe spécial prétendument pour que le Groupe spécial détermine comment utiliser cette information pour calculer l'avantage. Comme la Corée l'a fait observer un certain nombre de fois, l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II* a indiqué très clairement que les groupes spéciaux n'ont pas à plaider la cause du plaignant à sa place. L'approche des CE trahit le fait qu'elles n'ont pas présenté suffisamment d'éléments de preuve pour s'acquitter de la charge de la preuve qui leur incombait.

7. Les arguments des CE selon lesquels la Loi KEXIM, les programmes APRG et les programmes de prêts avant expédition sont incompatibles "en tant que tels" doivent être rejetés. Les CE demandent au Groupe spécial de rejeter une partie énorme de la jurisprudence du GATT et de l'OMC en ce qui concerne la distinction impératif/facultatif pour évaluer la législation.

8. En ce qui concerne l'allégation des CE concernant l'existence d'un préjudice grave, pas un seul élément *prima facie* n'a été prouvé. Les CE n'ont pas établi que les banques identifiées étaient des "organismes publics". Elles citent le fait que ces banques appartiennent à l'État et que des politiques publiques sont énoncées dans les statuts mais cela ne suffit certainement pas à faire d'une entité "un organisme public". De nombreuses sociétés privées ont aussi une politique publique ou une orientation sectorielle. En outre, la Corée a mis le doigt sur une question essentielle s'agissant de définir un "organisme public" qui tient à la fonction gouvernementale. En ce qui concerne les "organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner", les CE n'ont absolument pas fourni le moindre élément de preuve explicite.

9. Les CE ont pour la première fois effectivement identifié les bénéficiaires allégués. Mais leurs réponses se contredisent. D'un côté, les CE font valoir que le bénéficiaire de la restructuration de Daewoo est Daewoo. Les CE entendent-elles par là l'ancienne société Daewoo qui a fait faillite? Dans l'affirmative, les CE admettent que la nouvelle entité n'est pas subventionnée car ses propriétaires veulent que leurs actifs aient un rendement qui corresponde à celui du marché, motivation qui est complètement distincte de tout événement qui se serait produit du temps des anciens propriétaires. Il se pourrait que les CE veuillent en fait parler de la nouvelle entité, DSME. Mais cela renverrait alors aux arguments perdants des États-Unis dans les affaires de privatisation. En outre, les CE font valoir que la subvention a lieu parce que les créanciers de DHI ont trop payé pour l'action DSME qu'ils ont reçue lors de la restructuration. La nature contradictoire des arguments des CE est patente lorsqu'elles font valoir, au sujet de Hyundai, que la base du subventionnement est que Hyundai a payé trop *peu* pour Samho.

10. Il est surprenant que les CE fassent valoir que "les créances et les prises de participation n'ont pas la même valeur".[1] Ce n'est pas vrai. Les créances et les prises de participation sont des choses différentes qui peuvent avoir ou non la même valeur à un moment donné selon les circonstances. Les CE allèguent en outre que les conversions de dettes en participations confèrent en soi un avantage[2] et proposent par conséquent une règle radicale qui ferait qu'une grande partie des codes relatifs aux faillites et à l'insolvabilité des pays Membres seraient des subventions en soi. Les conversions des dettes en participations sont la manière la plus courante de régler l'insolvabilité. Les CE font valoir que n'importe quelle méthode autre que la dissolution et la liquidation des entreprises insolvables est en soi une subvention. Cette règle radicale n'est tout simplement pas fondée. En fait, elle nuirait au fonctionnement de n'importe quelle économie de marché, y compris l'économie communautaire.

[1] Voir le paragraphe 62 de la réponse des CE à la question n° 17 du Groupe spécial, page 15 des réponses des CE.

[2] Voir le paragraphe 75 de la réponse des CE à la question n° 18 du Groupe spécial, page 17 des réponses des CE.

11. En outre, en réponse à la question n° 20, les CE veulent maintenant faire valoir que l'achat de créances par la KAMCO a constitué un don ou une participation au capital social, faisant fi de l'incompatibilité de cette allégation avec leur déclaration précédente selon laquelle les créances et les prises de participation ne peuvent pas en droit avoir la même valeur. Cela revient à formuler une nouvelle allégation qui ne se trouvait ni dans la demande de consultations, ni dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ni dans aucun argument avancé jusqu'ici, et doit être rejetée à ce stade.

12. En outre, en ce qui concerne les subventions à la restructuration alléguées, les CE ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait en ce qui concerne la spécificité, se fondant plutôt sur des répétitions des allégations concernant l'avantage.

13. En réponse à la question n° 22, les CE se prononcent une nouvelle fois en faveur d'une règle *per se* qui se substituerait à la présentation des éléments de preuve nécessaires. Les CE en sont réduites à faire valoir que, à moins que toutes les sociétés dans tous les pays qui aient jamais été en faillite connaissent précisément les mêmes circonstances ou obtiennent des résultats différents de la renégociation de leur dette ou de leurs restructurations, il y a une subvention en soi.[3] Il ne peut évidemment pas y avoir de règle *per se* de ce type concernant les procédures d'insolvabilité.

14. En ce qui concerne l'existence d'un préjudice grave, les CE n'ont pas montré comment les subventions alléguées affectaient les intérêts plus larges des CE, et encore moins comment elles leur causaient un préjudice grave.

15. Le produit similaire n'a pas été défini. Rien n'a été indiqué non plus concernant la manière dont les produits sont physiquement semblables ou distincts de façon significative. Qui plus est, les CE contestent explicitement que la notion soit pertinente et se fondent plutôt sur l'expression "segmentation du marché", qui est extérieure au traité, mais même alors, les produits semblent entrer et sortir de chaque catégorie malléable selon le passage des communications des CE auquel il est fait référence. Les CE continuent de refuser de fournir ces éléments de preuve essentiels.[4] Il est trop tard pour le faire maintenant.

16. Dans sa question n° 30, le Groupe spécial a demandé aux CE d'indiquer les capacités et l'expérience de chaque chantier naval qui produit des navires relevant du présent différend. Les CE ont refusé de le faire au motif que les chantiers navals pertinents étaient "trop nombreux". C'est inacceptable. Les CE ont soumis quelque 600 questions à la Corée pendant le court laps de temps au titre du processus prévu à l'Annexe V et ont demandé que la Corée leur facilite la tâche en traduisant les milliers de pages qui en ont résulté. Les CE ont ensuite simultanément réduit le volume de leur argumentation, rendant en grande partie vain l'effort de la Corée, puis ont tenté de réclamer une profusion de déductions défavorables. Mais lorsque le Groupe spécial leur demande un élément d'information pertinent, les CE refusent de répondre à la question parce que c'est prétendument trop

[3] Voir les paragraphe 91 et 93 de la réponse des CE à la question n° 22 du Groupe spécial, pages 20 et 21 des réponses des CE.

[4] En effet, en réponse à une question dans laquelle il leur était demandé de fournir des éléments de preuve supplémentaires, les CE citent à plusieurs reprises leur déclaration orale. Voir les paragraphes 115 et 116 de la réponse des CE à la question n° 27 du Groupe spécial, page 25 des réponses des CE, que l'on peut difficilement considérer comme des éléments de preuve convaincants. Les CE tentent aussi de citer la demande de consultations de la Corée. Voir les paragraphes 118 à 121 de la réponse des CE à la question n° 28 du Groupe spécial, page 26 des réponses des CE. Il est évident que la Corée ne présente pas d'éléments de preuve rigoureux dans sa demande de consultations et il est curieux que les CE pensent que cela aurait dû être le cas puisqu'elles-mêmes ne l'ont pas fait dans ce différend jusqu'au stade des "réponses" aux questions, et donc encore moins à celui de la demande de consultations. La Corée souhaiterait aussi faire observer que la physionomie de cette affaire dépendra en grande partie des interprétations que donnera le Groupe spécial lui-même.

difficile. La Corée demande que le Groupe spécial tire des déductions défavorables à l'encontre des CE à cet égard.

17. En ce qui concerne le lien de causalité, les CE contestent qu'il soit nécessaire de quantifier la subvention alléguée et qu'il soit nécessaire d'établir un lien entre cette subvention et l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix allégués. Les CE ont complètement renoncé à identifier, et encore plus à expliquer, le mécanisme de marché qui transmet les effets des subventions alléguées, ayant aussi renoncé à tous les autres éléments de preuve cités à l'article 6.3, y compris la sous-cotation du prix.

18. Les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait et, en fait, ont refusé de le faire élément après élément. La Corée a été aussi coopérative que possible s'agissant de fournir des renseignements; cependant, cela ne peut se substituer à la charge qui incombe aux CE d'établir leurs propres éléments *prima facie* concernant chaque allégation.

III. ABSENCE DE SUBVENTIONS PROHIBÉES

19. La KEXIM n'est pas un organisme public. La Corée a élaboré une norme s'inspirant de celle qui a été utilisée dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, qui indique spécifiquement qu'une entité n'est un organisme public que lorsqu'elle agit en sa capacité officielle.[5] Inversement, si une entité agit d'une manière commerciale conformément à des considérations de marché et non en sa capacité officielle, elle n'est pas un organisme public. Les CE, par contre, n'ont pas même élaboré une théorie cohérente sur ce que constitue un organisme public. La KEXIM est tenue d'opérer sur une base commerciale et n'a pas le pouvoir de réglementer, de sorte qu'elle n'est pas un organisme public selon la définition adoptée par la Corée ou la définition utilisée par les CE dans leur rapport d'examen des politiques commerciales ou dans les déclarations initiales qu'elles ont faites dans leur première communication écrite. En outre, comme expliqué dans la réponse à la question n° 49 des questions du Groupe spécial, la KEXIM emprunte un minimum auprès des pouvoirs publics et se procure la quasi-totalité de ses fonds sur le marché libre et doit conserver une bonne cote de crédit. Toute injection de capital faite par les pouvoirs publics coréens était destinée non pas à couvrir les pertes mais à améliorer la cote de crédit de la KEXIM. Enfin, la KEXIM a toujours été rentable.

20. Non seulement les APRG et les PSL ne confèrent pas d'avantage à titre individuel mais, en outre, le régime juridique de la KEXIM, les programmes APRG et les programmes PSL ne peuvent pas être contestés en tant que tels. Les transactions individuelles au titre des APRG et des PSL ne confèrent aucun avantage et les CE n'ont pas établi le point de repère du marché approprié. Qui plus est, les différents APRG et PSL qui sont depuis longtemps venus à expiration ne sont pas des subventions prohibées qui sont "accordées" ou "maintenues".[6] Les mesures qui ne font qu'accorder un pouvoir discrétionnaire de fournir les subventions alléguées ne sont tout simplement pas contestables en tant que telles au titre de l'Accord SMC. La Loi KEXIM, le Décret KEXIM et les Lignes directrices sur les taux d'intérêt ne prescrivent pas la fourniture d'une quelconque subvention à l'exportation ou autre alléguée et ne peuvent donc pas, en tant que tels, être considérés comme constituant une violation de l'Accord SMC. Les CE font valoir que la distinction traditionnelle impératif/facultatif ne peut pas s'appliquer dans le contexte des subventions visées à l'article 3 de l'Accord SMC, mais ne proposent aucun élément appuyant cette conclusion radicale. En fait, les groupes spéciaux *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – II)* et *Canada – Aéronefs* ne laissent aucun doute quant au fait que la distinction s'applique aux cas visés par l'article 3 de l'Accord SMC. En outre, les CE admettent expressément qu'il est possible que les mesures prises par la KEXIM ne soient pas

[5] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 146 et 147.

[6] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 201 à 204, telle que contestée au paragraphe 33 de la Déclaration orale des CE.

incompatibles avec l'article 3 de l'Accord SMC, confirmant ainsi qu'il ne peut être dit du régime de la KEXIM qu'il prescrit la fourniture de subventions à l'exportation prohibées.

21. Les programmes APRG et PSL de la KEXIM et les cas individuels dans lesquels des APRG et des PSL ont été accordés à des chantiers navals bénéficient du refuge prévu aux points j) et k) de l'Annexe I de l'Accord SMC. La note de bas de page 5 de l'Accord SMC, lue dans le contexte du libellé du point j) et du premier paragraphe du point k) de l'Annexe I, ainsi que des autres dispositions de l'Accord, fait clairement une place aux régimes dits de protection. La note de bas de page 5 dispose que les mesures exemptées au titre de l'Annexe I ne sont pas des "subventions prohibées"; elle n'utilise pas les termes plus généraux de "subventions ne donnant pas lieu à une action" comme à l'article 8.1 En conséquence, ces subventions pourraient toujours être prises en considération au titre de la Partie III ou de la Partie V.

22. Les points aussi bien j) que k), premier paragraphe, contiennent des dispositions affirmatives auxquelles il faut satisfaire pour qu'elles renvoient à des subventions à l'exportation prohibées. Logiquement, s'il n'est pas satisfait à ces critères, il n'y aura pas subvention à l'exportation. Autrement, ces dispositions seraient vides de sens.

IV. ABSENCE DE SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

23. Les CE ont allégué que Daewoo Heavy Industries (DHI), Halla et Daedong avaient reçu des subventions par le biais de la restructuration d'entreprise en cours (DHI) et de la réorganisation d'entreprise supervisée par les tribunaux (Halla et Daedong). Cependant, les CE n'ont pas prouvé qu'une contribution financière avait été fournie, indiqué qui était le bénéficiaire de la contribution financière, prouvé qu'un avantage avait été conféré ou que la restructuration d'entreprise et la réorganisation d'entreprise étaient spécifiques à ces sociétés ou au secteur de la construction navale. Par conséquent, le Groupe spécial devrait constater qu'aucune subvention n'a été fournie ou, si une subvention a été fournie, qu'elle n'était pas spécifique à ces entreprises.

24. Les CE n'ont pas prouvé que la Banque coréenne de développement, la Banque industrielle de Corée, la KAMCO ou la KEXIM était un organisme public, que ce soit selon sa définition ou une autre, et leur analyse de ce qui constitue un organisme public est entachée d'erreur. La Banque coréenne de développement et tous les créanciers ont agi selon des modalités commerciales tout en participant aux restructurations ou réorganisations d'entreprise. La Banque coréenne de développement n'a aucun pouvoir réglementaire ou fiscal. Les CE n'ont pas montré comment le contrôle des pouvoirs publics allait au-delà d'une prise de participation. La Banque coréenne de développement et tous ses créanciers ne sont pas des organismes publics que ce soit d'après les critères de la Corée ou même selon les propres critères des CE.

25. En ce qui concerne la Banque industrielle de Corée, celle-ci n'a agi qu'en tant que créancier commercial dans les restructurations et réorganisations d'entreprise et n'entrait donc pas dans la définition que donne la Corée d'un organisme public.

26. En ce qui concerne la KAMCO, celle-ci achète et cède des actifs non productifs sur la base de considérations commerciales et n'est habilitée à réglementer aucun secteur de l'économie et ses décisions ne peuvent pas être invoquées devant un tribunal. Elle n'a par exemple pas le pouvoir réglementaire de la Banque de Corée. La KAMCO se contente d'acheter des prêts en difficulté sur une base commerciale; elle n'essaie pas de déterminer la culpabilité. Par conséquent, la KAMCO n'est pas un organisme public.

27. En ce qui concerne la KEXIM, la Corée renvoie aux arguments ci-dessus expliquant pourquoi la KEXIM n'est pas un organisme public. Les CE n'ont présenté que des éléments de preuve vagues ou dénués de pertinence pour appuyer leur allégation. La Corée a évoqué le test préconisé par le

Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* selon lequel l'action d'ordonner et de charger exige que soient réunis trois éléments: i) une action explicite et positive, qu'il s'agisse de délégation ou de commandement; ii) visant une partie particulière; et iii) dont l'objet est une tâche ou une mission particulière. Il faut plus que de vagues éléments de preuve circonstanciels et les actions doivent être spécifiques à la subvention alléguée. Rien ne permet de penser que les institutions financières avaient reçu l'ordre ou avaient été chargées de prendre des mesures spécifiques dans le cadre de la restructuration d'entreprise de DHI ou de la réorganisation d'entreprise de Halla ou Daedong. Par conséquent, les allégations des CE sont irrecevables.

28. En ce qui concerne les subventions à la restructuration d'entreprise alléguées, les CE ont clairement indiqué dans leur déclaration orale que si les créanciers se comportaient de manière à maximiser les bénéfices, aucun avantage n'était conféré.[7] La Corée estime à cet égard que les renseignements dont disposaient les créanciers au moment de la restructuration peuvent être utilisés pour déterminer s'ils ont agi en se fondant sur des considérations commerciales. L'Organe d'appel a indiqué clairement que "la valeur de l'"avantage" au regard de l'Accord SMC [devait] être évaluée en utilisant le marché comme base de comparaison".[8] La Corée démontre que dans chacun des cas de restructuration en cause, une évaluation par le marché a été réalisée et les entreprises ont été maintenues en activité sur la base de la valeur du marché et chacune a été par la suite vendue dans des conditions de pleine concurrence, à leur juste valeur marchande.

29. Les CE n'ont pas spécifié le point de repère correct pour déterminer l'avantage. Dans la présente affaire, le point de repère approprié est la question de savoir si des créanciers d'une entreprise insolvable se trouvant dans la même situation que ceux des trois chantiers navals coréens auraient agi de la même manière. En appliquant ce point de repère, les éléments de preuve versés au dossier étayent une constatation selon laquelle les trois procédures ont été réalisées dans des conditions de pleine concurrence et qu'aucun avantage n'a été fourni.

30. Les CE allèguent au paragraphe 77 de leur réponse aux questions du Groupe spécial que les créanciers de Daewoo ont trop payé les actions lors de la conversion de la dette en participations du 14 décembre 2000, par rapport au prix de l'action lorsqu'elle a été cotée pour la première fois le 2 février 2001. Il est tout à fait étonnant que les CE proposent que le montant de l'avantage soit déterminé en comparant les prix de décembre 2000 aux prix en vigueur des semaines plus tard, alors qu'en contradiction flagrante avec cela, elles avaient allégué dans leur déclaration orale que la Corée ne pouvait pas invoquer le fait que la valeur de l'action des chantiers restructurés avait augmenté avec le temps, parce qu'une analyse *a posteriori* n'était pas de mise. Les CE ne peuvent pas avoir une chose et son contraire, se fondant sur une analyse *a posteriori* lorsque c'est commode et la rejetant dans les autres cas. Le calcul par les CE de la subvention pour la conversion de la dette en participations ne signifie rien parce qu'il doit être fait au moment de la transaction, sur la base des renseignements dont dispose le créancier à ce moment-là et qu'une analyse *a posteriori* n'est pas de mise. En outre, l'Organe d'appel a clairement déclaré que si la vente d'une entreprise se produisait dans le contexte d'une transaction effectuée dans des conditions de pleine concurrence, il y avait une présomption irréfutable que l'acheteur avait payé pour ce qu'il avait obtenu et n'avait donc retiré aucun avantage.[9] Dans chacune des affaires en cause, les créanciers ou le tribunal ont décidé que les

[7] Déclaration orale des CE au paragraphe 77, page 19.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires*, paragraphe 102.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires*, paragraphe 127. En outre, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont indiqué que ce qui importait pour eux, compte tenu des faits de la cause en l'espèce, était de savoir si le prix d'achat était *inférieur* à ce qu'il aurait été dans des conditions de libre concurrence, alors qu'ici les CE font valoir que les créanciers de DHI n'ont pas obtenu suffisamment pour leur dette, c'est-à-dire qu'ils ont *trop payé*. *Ibid.*, paragraphes 103 et 104. Il est difficile de voir comment le fait de trop payer les nouvelles prises de participation pourrait se traduire par des revenus supérieurs aux revenus du marché, débouchant sur la possibilité d'un transfert de la subvention. De l'avis de la Corée, les faits montrent

entreprises avaient plus de valeur en tant qu'entreprises en activité que si elles étaient liquidées; en se fondant sur une analyse basée sur le marché, les créanciers ont échangé la dette contre des participations. Dans chacune des affaires, l'action a ensuite été vendue sur le marché libre à sa juste valeur marchande.

31. Il est étonnant que les CE aient allégué que les créanciers surpayaient les actions de DSME pour se plaindre ensuite que Hyundai-HI payait trop peu pour Samho. Ces contradictions font qu'on ne comprend pas bien dans quel scénario les CE se placent pour faire valoir qu'un avantage est conféré. Néanmoins, Hyundai-HI est une partie indépendante qui a librement décidé d'acheter les actions dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de libre concurrence. Par conséquent, il ne devrait pas être constaté qu'un avantage a été conféré. Les CE ont aussi fait erreur lorsqu'elles ont calculé l'avantage d'une manière fractionnée, en considérant à tort les différentes parties de la restructuration de la dette isolément.

32. Par exemple, comme expliqué au paragraphe 411 de la première communication écrite de la Corée, Halla Heavy Industries a déposé une demande de procédure de réorganisation d'entreprise auprès du tribunal le 6 décembre 1997. Le tribunal a ensuite déterminé que la valeur d'exploitation était supérieure et a désigné un curateur. Le curateur a présenté le premier plan de réorganisation le 22 octobre 1998. La réorganisation de l'entreprise ne s'est pas achevée avant le 6 septembre 2000. Par conséquent, tout paiement effectué au cours du processus de réorganisation de l'entreprise doit être pris en considération dans le calcul de la dette. Si la subvention alléguée est la réorganisation de l'entreprise, alors l'ensemble du processus doit être pris en considération pour déterminer si un avantage a été conféré. En conséquence, il ne s'agirait pas d'une analyse *a posteriori*. De même, pour Daedong, si les CE allèguent qu'une subvention a été fournie au cours de la procédure de réorganisation de l'entreprise, elles doivent tenir compte de l'ensemble de la procédure. L'examen de la procédure de faillite dans son ensemble ne serait pas une analyse *a posteriori*.

33. Les CE n'ont pas utilisé le point de repère correct pour déterminer l'avantage allégué et n'ont pas réfuté les éléments de preuve selon lesquels les créanciers ont agi d'une manière commerciale.

34. Le rapport Arthur Andersen montre clairement que les créanciers – sur la base d'hypothèses raisonnables et des renseignements disponibles à l'époque – ont agi de manière à maximiser leurs bénéfices. Les CE elles-mêmes concèdent qu'un critère essentiel pour décider de maintenir une entreprise insolvable en activité est "le point de savoir si un créancier/un investisseur se trouvant dans des circonstances semblables, étant donné l'évolution probable du marché et la position de l'entreprise, aurait agi de la même manière".[10] La Corée a fourni les rapports d'évaluation utilisés par les créanciers et les tribunaux dans chacun des trois cas de restructuration dans le cadre du processus prévu à l'Annexe V, qui montrent que les critères des CE elles-mêmes sont remplis. Confrontées à la faiblesse de leur argumentation, les CE quant à elles inventent en désespoir de cause une norme insurmontable et incorrecte en vertu de laquelle seules les entreprises dont la valeur d'exploitation "dépasse d'une manière notable" la valeur de liquidation et celles dont les plans d'exploitation ne comportent aucune incertitude seraient maintenues.

35. Comme l'a confirmé Anjin Deloitte LLC, la valeur d'exploitation de DHI dépassait la valeur de liquidation comme indiqué dans le rapport original.

36. L'analyse que font les CE de la spécificité est entachée d'erreur et n'est pas étayée par suffisamment d'éléments de preuve. La Corée estime que la non-existence de la spécificité et l'accessibilité générale sont prouvées par deux éléments: premièrement, à supposer pour les besoins

---

clairement dans la présente affaire qu'il n'y a eu ni trop payé ni moins payé; les créanciers de DHI ont obtenu pour leur dette la juste valeur marchande.

[10] Voir le paragraphe 98 de la réponse des CE à la question n° 23 du Groupe spécial, page 22.

de l'argumentation que chacun des établissements financiers créanciers des trois constructeurs navals coréens restructurés constitue l'"autorité qui accorde la subvention" visée à l'article 2.1 a) et b) de l'Accord SMC, l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation conformément à laquelle agit l'autorité qui accorde la subvention (c'est-à-dire l'Accord sur la restructuration des entreprises et la Loi sur la réorganisation des entreprises), ne limitait pas expressément aux constructeurs navals l'accès à une subvention alléguée mais est généralement applicable à toutes les entreprises indépendamment de leurs secteurs industriels. Deuxièmement, la législation relative à la restructuration ou le programme de restructuration établissait "des critères ou conditions objectifs" auxquels était subordonné le droit de bénéficier de la subvention alléguée, établissant la non-existence de la spécificité en vertu de l'article 2.1 b). L'Accord sur la restructuration des entreprises et la Loi sur la réorganisation des entreprises autorisaient les établissements financiers créanciers ou le tribunal à accorder le bénéfice de mesures de restructuration à toute entreprise qui était en situation d'insolvabilité ou connaissait des problèmes de liquidité mais dont la valeur d'exploitation était supérieure à la valeur de liquidation.

37. Les CE défendent à tort l'existence d'un avantage du point de vue des actifs physiques de l'entreprise et non de l'entité juridique. Comme l'a indiqué la Corée dans sa réponse à la question n° 46 des questions du Groupe spécial, l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires* a expliqué que "toute analyse de la question de savoir s'il existait un "avantage" devrait être centrée sur les "personnes morales ou physiques" au lieu d'être centrée sur les activités de production"[11], et qu'"une fois que le matériel est payé au juste prix du marché, sa valeur marchande est rachetée, quelle que soit l'utilité que le matériel peut présenter pour l'entreprise. En conséquence, c'est la valeur marchande du matériel qui est au centre de l'analyse, et non sa valeur utilitaire pour l'entreprise privatisée".[12] Ce raisonnement s'applique dans le cas d'une restructuration financière et dans le cas de Daedong, Halla et DHI, la transaction a eu lieu dans des conditions de libre concurrence ou selon la valeur marchande.

38. La Corée démontre dans sa communication pourquoi le prix d'achat payé par la KAMCO pour des prêts improductifs est dénué de pertinence pour l'analyse de l'avantage.

39. En ce qui concerne l'allégation des CE concernant les mesures de la KEXIM en tant que subventions pouvant donner lieu à une action, les CE n'ont pas même allégué la spécificité en liaison avec les PSL et les APRG et cela suffit pour que l'allégation des CE soit irrecevable.

40. Les CE n'ont pas compris la valeur de la dette et des prises de participation. Les créanciers dans le cas de DSME n'avaient pas à choisir entre dette ou prises de participation. Ils devaient d'abord faire un choix entre liquider la société ou la maintenir en activité. Une fois décidé qu'il était plus rentable de maintenir DHI en activité, les créanciers ont ensuite réfléchi à la restructuration de la dette requise pour leur permettre à nouveau de maximiser leurs bénéfices. Il fallait pour cela notamment convertir une partie de la dette en participations. En outre, même à supposer, pour les raisons de l'argumentation, que la valeur nominale de l'action soit inférieure au prix qu'elle a été payée, aucun avantage n'aurait été conféré à DSME parce que 1) l'entreprise avait été transférée aux créanciers, 2) les créanciers avaient maximisé leurs bénéfices, ce qui signifiait à son tour 3) que les mesures de restructuration dont avait bénéficié DSME étaient déterminées par le marché.

41. Les CE n'ont pas montré que les subventions alléguées avaient causé un préjudice grave. Les arguments des CE sont entachés d'un certain nombre d'erreurs graves. Entre autres, l'évaluation au titre de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC ne peut pas être réalisée sur la base du "marché mondial", contrairement aux allégations des CE selon lesquelles l'expression "même marché" à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC ne comporte aucune qualification géographique et les frontières nationales n'ont guère

[11] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires*, paragraphe 110.
[12] *Id.*, au paragraphe 102.

d'incidence sur les transactions.[13] À cet égard, les CE elles-mêmes ont confirmé dans plusieurs documents que, entre autres, le marché japonais était fermé et que les dispositions des États-Unis relatives au cabotage touchaient un tiers des commandes des États-Unis. On ne peut pas dire que les frontières géographiques nationales soient dénuées de pertinence. En outre, contrairement à l'affirmation des CE, le Groupe spécial du GATT *CE – Sucre* ne s'applique pas dans les circonstances actuelles parce que cette affaire concernait les subventions à l'exportation et non les subventions pouvant donner lieu à une action.

42. En ce qui concerne la question du produit similaire, il est en droit et en pratique impossible d'analyser précisément l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses des prix conformément à l'article 6.3 c) de l'Accord SMC sans déterminer d'abord le "produit similaire" conformément aux dispositions de la note de bas de page 46 de l'Accord SMC. Au lieu de cela, les CE se fondent sur une notion vague et changeante extérieure au traité de la "segmentation du marché", laquelle, en tout état de cause, est trop large pour satisfaire à la prescription de la note de bas de page 46. La note de bas de page 46 de l'Accord SMC met l'accent sur les produits identiques ou les produits présentant des caractéristiques étroitement ressemblantes. La note de bas de page 46 est donc fondée sur un critère fort d'identité physique. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a appliqué ce critère d'une manière qui l'a amené à considérer que les caractéristiques physiques pouvaient englober certains autres aspects tels que les utilisations finales, la classification tarifaire et les rapports de prix. Il est clair – et les CE l'admettent aussi – que les navires sont hautement différenciés. Il est absurde d'affirmer ensuite que tous les navires sont des produits similaires. La définition de la similarité doit être suffisamment étroite pour permettre une analyse précise des effets sur les prix. Les CE n'ont fourni aucune analyse cohérente du produit permettant une telle évaluation de sorte qu'elles ne peuvent pas s'acquitter de la charge qui leur incombe d'établir l'existence d'un préjudice grave.

43. L'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix doivent être démontrés pour chaque produit similaire séparément avec des éléments de preuve justificatifs distincts. Mais les prétendus éléments de preuve fournis par les CE pour étayer la dépression des prix (c'est-à-dire la diminution de l'indice des prix des navires neufs, l'augmentation du volume des commandes, l'augmentation alléguée des taux de fret et l'augmentation des coûts de production) se fondent sur des données concernant tout l'éventail des navires de commerce, y compris les navires qui n'ont absolument rien à voir avec le présent différend, notamment les navires de croisière, les vraquiers, les navires rouliers ou les transporteurs de GNL. Aucune constatation de l'existence d'un préjudice grave ne peut être faite sur la base de ces éléments de preuve totalement défectueux.

44. L'allégation des CE selon laquelle l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix n'exige pas une concurrence frontale mais simplement la capacité de la part des chantiers navals communautaires d'entrer en concurrence est juridiquement infondée et doit être rejetée. L'article 6.3 c) de l'Accord SMC exige une concurrence frontale comme condition préalable à une constatation d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix.

45. Le mécanisme adopté par les CE pour établir un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix comporte un vice rédhibitoire. Les CE allèguent qu'il y a effectivement dépression des prix ou empêchement de hausses des prix des plaignants. C'est incorrect. La dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix doivent être établis eu égard aux prix des navires communautaires et il faut donc montrer que les prix des produits de la partie plaignante ont été déprimés ou que leur hausse a été empêchée.

46. En outre, le lien de causalité entre les effets sur les prix et les subventions alléguées doit être démontré et le lien de causalité exige que l'on quantifie les subventions alléguées et leur effet sur les

[13] Déclaration orale des CE, paragraphes 93 à 95, pages 23 et 24.

prix des navires coréens. Les CE allèguent, entre autres, que l'excédent de capacité entraîne un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix mais elles n'ont nulle part établi comment cela est censé se produire. Les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait.

47. L'utilisation de l'expression "any subsidy" (l'une quelconque des subventions) dans le texte introductif de l'article 5 de l'Accord SMC et de l'expression "any subsidy" (une subvention) à l'article 7.8, que confirment les multiples références à "la subvention" à l'article 6.3, atteste que les effets d'une subvention doivent être examinés pour chaque subvention séparément. L'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix causé par les subventions tel qu'indiqué ci-dessus doit être démontrée pour chaque subvention individuellement.

48. Une constatation de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix causé par les subventions alléguées n'entraîne pas automatiquement une constatation de l'existence d'un préjudice grave. En fait, la constatation de l'existence d'un préjudice grave doit être faite séparément. Cela ressort clairement entre autres de l'utilisation du mot "peut" et de l'utilisation des mots "une ou plusieurs" dans le texte introductif de l'article 6.3. Toute autre interprétation signifierait que le critère applicable pour constater l'existence d'un préjudice grave au titre de l'article 5 c) serait nettement moins strict que le critère requis pour constater l'existence d'un dommage important au titre de l'article 5 a) et de la note de bas de page 11, alors que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, a conclu que le terme "grave" dénotait un critère beaucoup plus strict concernant le dommage. Ainsi, il faut prouver quelque chose de plus pour établir l'existence d'un préjudice grave. L'article 5 c) de l'Accord SMC mentionne un préjudice grave causé aux "intérêts" d'un "Membre". Il doit y avoir une raison pour que le mot "intérêts" (au pluriel) ait été choisi plutôt que le terme "dommage" et cela implique clairement quelque chose de plus que le seul "tort" allégué causé à une ou à des branche[s] de production spécifique[s], car les "intérêts" d'un Membre sont nécessairement plus larges et ne se limitent pas seulement à cet aspect.

49. Néanmoins, les subventions alléguées n'ont pas causé une dépression des prix notable ou un empêchement de hausses de prix notable et les allégations des CE sont très loin de démontrer l'existence d'un préjudice grave. Les CE fournissent dans la pièce n° 2 jointe à leurs réponses aux questions du Groupe spécial une réponse à la question du Groupe spécial concernant l'existence d'une dépression des prix notable ou d'un empêchement de hausses de prix notable causé par les subventions alléguées. Mais il n'y a entre autres aucune indication du navire similaire de sorte que les données comportent un vice rédhibitoire dès le départ et ne peuvent pas établir qu'il y a dépression des prix ou empêchement de hausses de prix pour les navires similaires. Aucune tentative sérieuse n'est faite non plus pour établir un lien de causalité. Entre autres nombreux défauts, les allégations concernant les prix sont aussi inexactes. En résumé, les CE n'ont pas établi ne serait-ce qu'un semblant d'éléments de preuve *prima facie* qui permettraient de constater l'existence d'un préjudice grave dans cette affaire, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que la subvention alléguée aurait pu être montrée.

ANNEXE F

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE LA DÉCLARATION ORALE DES PARTIES – DEUXIÈME RÉUNION

Contenu		Page
Annexe F-1	Déclaration orale des Communautés européennes	F-2
Annexe F-2	Déclaration orale de la Corée	F-13

ANNEXE F-1

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(25 juin 2004)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. SUBVENTIONS PROHIBÉES F-2
A. QUESTIONS LIÉES À LA DISTINCTION IMPÉRATIF/FACULTATIF F-2
B. AVANTAGE F-3
1. La KEXIM en tant que telle F-3
2. Les programmes APRG et PSL en tant que tels F-3
3. Subventions individuelles F-4
C. REFUGE F-4
II. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION F-5
A. CONTRIBUTION FINANCIÈRE F-5
B. AVANTAGE F-5
C. PRÉJUDICE GRAVE F-6
1. Même marché géographique et même marché de produits F-7
2. Dépression des prix/empêchement de hausses de prix et lien de causalité F-8

1. La Corée fait de plus en plus souvent référence aux "turbulences financières et économiques", à l'assistance apportée par le FMI pour résoudre la crise financière ou au fait que d'autres Membres ont aussi subventionné leurs chantiers navals, pour excuser les subventions qu'elle accorde à ses chantiers navals. Pourquoi la Corée invoque-t-elle ces circonstances alors que l'*Accord SMC* n'exige pas de justification à ce sujet?

I. SUBVENTIONS PROHIBÉES

A. QUESTIONS LIÉES À LA DISTINCTION IMPÉRATIF/FACULTATIF

2. Contrairement à la Corée, les Communautés européennes attachent une grande importance à leurs allégations concernant le cadre juridique de la KEXIM et ses programmes de subventionnement "en tant que tels".

3. Les Communautés européennes n'admettent pas qu'on puisse soustraire des mesures à l'application de l'*Accord sur l'OMC* (ou au règlement des différends) simplement en introduisant un élément discrétionnaire.

4. La question de savoir si une mesure est incompatible avec une obligation au regard de l'OMC doit dépendre des caractéristiques de la mesure et des termes de l'obligation en question. Une mesure facultative doit certainement être incompatible avec une disposition qui interdit un tel pouvoir discrétionnaire. Par exemple, le pouvoir discrétionnaire d'imposer des droits antidumping à un niveau correspondant au triple de la marge de dumping est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* selon laquelle "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping", en particulier lorsqu'elle est interprétée à la lumière de l'obligation énoncée à l'article 18.1, à savoir qu'"il ne pourra être pris aucune mesure particulière contre le dumping des exportations d'un autre Membre, si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par le présent accord". Par contre, le pouvoir qu'a un organisme public d'accorder des subventions, sans plus, ne constitue pas une violation de l'*Accord SMC* parce que le fait d'accorder des subventions n'est pas prohibé.

5. Ce que l'on appelle la doctrine de la distinction impératif/facultatif ne peut pas prévaloir sur la conclusion découlant d'une interprétation du texte conforme aux principes de la Convention de Vienne. L'Organe d'appel a déjà mis en garde contre l'application mécanique de cette doctrine et expressément laissé ouverte la possibilité que des mesures "facultatives" contreviennent aux obligations dans le cadre de l'OMC. Il a également estimé que l'analyse de la compatibilité d'une mesure ne pouvait pas s'achever sur la conclusion que cette mesure était facultative mais devait être suivie d'un examen des effets de la mesure.

6. Il est vrai qu'il existe une présomption de bonne foi en droit international et que ce que l'on appelle la doctrine de la distinction impératif/facultatif pourrait en être une manifestation. Cependant, il ne peut y avoir présomption de mauvaise foi lorsque l'on suppose que les pouvoirs publics ou un organisme public agiront conformément aux ordres qu'ils tiennent de la loi qui les régit. Il importe peu qu'ils aient un certain pouvoir discrétionnaire de ne pas toujours ou systématiquement agir ainsi puisque ce pouvoir discrétionnaire doit être exercé conformément à la loi.

7. Si l'on veut essayer d'établir le principe qui permet de déterminer les mesures qui sont soumises au règlement des différends et celles qui ne le sont pas, la caractéristique pertinente est, de l'avis des Communautés européennes, la question de savoir si la mesure est *normative* par rapport au comportement visé par l'obligation dans le cadre de l'OMC qui est concernée. En d'autres termes, la mesure énonce-t-elle les principes qui régissent ou influencent la manière dont le Membre de l'OMC agira dans une situation donnée? Si l'action du Membre de l'OMC est déterminée d'après des principes qui sont incompatibles avec ceux qu'il a accepté de respecter lorsqu'il a conclu l'*Accord sur*

l'OMC, de sorte que l'action sera au moins dans certains cas incompatible avec cet accord, alors cette mesure sera incompatible "en tant que telle" avec l'*Accord sur l'OMC*.

8. La compatibilité d'un programme avec l'article 3 de l'*Accord SMC* dépend des règles régissant le programme et en fait de l'objectif qu'il vise à atteindre. Il n'est pas nécessaire que le programme débouche sur une subvention à l'exportation dans chaque cas individuel (ni même dans un nombre de cas "représentatifs"), bien que le fait qu'il y ait des cas de ce type soit un important élément de confirmation.

9. La question de savoir si oui ou non chaque APRG et chaque prêt avant expédition sera une subvention à l'exportation n'est pas déterminante (bien que les Communautés européennes aient démontré de nombreux cas de ce type). Ce qui est déterminant, c'est que les règles d'après lesquelles le programme fonctionne peuvent fournir aux exportateurs un avantage – en fait sont conçues à cet effet. Ces programmes sont seulement ouverts aux exportateurs et fournissent d'importants avantages qui ne peuvent être obtenus aux mêmes conditions sur le marché. Ils offrent tous deux aux exportateurs d'importantes facilités de financement pour les contrats à l'exportation au cours de la période critique précédant la mise à disposition des (justement dénommés) crédits à l'exportation et garanties de crédit à l'exportation. Même si les exportateurs n'utilisent pas toujours ces facilités (lorsque d'autres moyens de financement sont plus facilement disponibles), la possibilité d'obtenir ces programmes donne l'assurance que si les conditions du marché devaient changer, un financement de la KEXIM pourrait toujours être obtenu aux conditions préétablies. À cet égard, il est important de noter que l'article 3.2 de l'*Accord SMC* interdit le *maintien* des programmes de subventions à l'exportation, même lorsqu'ils n'entraînent pas l'octroi de subventions à l'exportation.

10. Pour ce qui est maintenant de l'autre allégation "en tant que tel" – celle qui concerne le cadre juridique de la KEXIM – permettez-moi d'abord de dire que les Communautés européennes sont conscientes de la vaste portée de leurs allégations mais considèrent qu'elle est justifiée dans les circonstances. La KEXIM est en réalité un mécanisme de financement permettant d'affecter des ressources publiques à la promotion des exportations à des conditions meilleures que celles qu'offriraient les banques commerciales. Elle a ordre de le faire sur la base de ses lignes directrices sur les taux d'intérêt et non des taux du marché et à des taux inférieurs au coût lorsque cela est "inévitable pour maintenir la compétitivité internationale afin de faciliter l'exportation".

B. AVANTAGE

1. La KEXIM en tant que telle

11. La KEXIM en tant que telle est un avantage parce que les exportateurs ont accès à une banque qui dispose d'énormes quantités de fonds publics et d'une garantie de l'État illimitée et a pour mandat de promouvoir les exportations et pour instruction de faire fi des principes du marché lorsque cela est nécessaire pour soutenir la compétitivité à l'exportation des branches de production coréennes clés. L'existence d'un tel organisme dont les activités ne sont pas explicitement limitées ni par des principes commerciaux ni par les normes de l'OCDE est un avantage très important pour les exportateurs et, en particulier, pour le secteur de la construction navale qui est en Corée une industrie tournée vers l'exportation.

2. Les programmes APRG et PSL en tant que tels

12. La possibilité d'obtenir un prêt avant expédition représente un avantage considérable pour les chantiers navals parce qu'ils peuvent alors offrir des modalités de paiement prévoyant des versements concentrés en fin de contrat, la plus grande partie du versement étant différée jusqu'à la livraison. Contrairement à ce que la Corée et Drewry veulent faire croire au Groupe spécial, ces programmes où les paiements sont concentrés en fin de contrat sont courants depuis quelques années sur le marché de la construction navale. Les paiements concentrés en fin de contrat signifient que les fonds versés au

chantier naval ne lui permettent pas d'avoir les liquidités suffisantes pendant la production et qu'un financement sera donc requis. Les prêts avant expédition (sous forme de lignes de crédit) permettent aux chantiers navals coréens d'accepter que les paiements soient concentrés en fin de contrat. L'accès à ce "produit financier" offert par la KEXIM que ne proposent pas les autres banques commerciales confère un avantage très important. L'existence du programme APRG et du programme de prêts avant expédition assure une stabilité financière et, partant, économique, aux chantiers navals.

3. Subventions individuelles

13. Les Communautés européennes ont fait observer qu'elles avaient adéquatement réfuté l'argument de la Corée dans la deuxième communication écrite mais souhaitent attirer l'attention du Groupe spécial sur une caractéristique récurrente: la non-coopération de la Corée s'agissant de fournir les renseignements nécessaires pour ajuster le point de repère du marché en termes de durée et de nantissement. Les Communautés européennes ont posé des questions concernant les nantissements dès la procédure au titre de l'Annexe V. La Corée n'a pas répondu. Le Groupe spécial a donné à la Corée une autre possibilité de communiquer les "documents internes" concernant l'examen/l'autorisation par la KEXIM de quelques transactions, notamment des feuilles de calcul et autres documents indiquant les calculs du taux d'intérêt et des autres conditions, y compris la prise en compte du nantissement. La Corée s'est contentée de communiquer les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'administration en notant que "la KEXIM n'a[vait] pas pour pratique de conserver et de tenir à jour les feuilles de calcul et les documents analogues".

Une autre tactique utilisée par la Corée pour empêcher les Communautés européennes d'établir *prima facie* l'existence d'un avantage en ce qui concerne les différentes transactions est la fréquente "clarification" des faits lorsqu'elle s'est aperçue qu'elle avait par erreur divulgué des renseignements qui pouvaient être utiles pour valider la thèse des Communautés européennes. Les Communautés européennes considèrent qu'elles ont fait plus que fournir des éléments *prima facie* et réfuter complètement la défense de la Corée sur la question de l'avantage en tenant pleinement compte de toute éventuelle différence de durée et de nantissement. La Corée n'a pas réfuté les éléments *prima facie* des CE de façon motivée, par exemple en sélectionnant certaines transactions et en fournissant des avis d'experts indépendants et des pièces justificatives concernant par exemple la valeur du nantissement – mais comme l'admet la Corée, la KEXIM ne conserve pas ce type de documents.

C. REFUGE

14. La Corée ne répond pas à l'argument des CE selon lequel les APRG et les prêts avant expédition ne sont pas des instruments de crédit à l'exportation au sens des points j) et k).

15. Lorsqu'elle accorde des APRG et des prêts avant expédition, la KEXIM assume un risque lié à la cote de crédit des exportateurs nationaux. Le financement du crédit à l'exportation visé aux points j) et k) est toutefois différent à un égard fondamental – il concerne le risque international. La véritable raison d'être de ces dispositions est que les banques nationales n'ont en général pas les moyens d'évaluer les risques à l'étranger d'un acheteur potentiel d'un produit d'exportation (ni de recouvrer les fonds à l'étranger). Pour assurer le fonctionnement d'un marché mondial libre, il est essentiel que les acheteurs étrangers aient accès à un financement.

16. L'approche adoptée par l'OCDE (et l'OMC) a été d'harmoniser les instruments spécifiques applicables au financement à l'exportation (garanties et crédits) et de permettre les activités d'organismes d'État dans ce segment bien particulier du marché. La Corée elle-même a admis que le financement des exportations au sens de l'Arrangement de l'OCDE ne représentait qu'une partie mineure des services financiers qu'offrait la KEXIM pour promouvoir les exportations.

17. Les points j) et k) de l'Annexe I de l'*Accord SMC* ne peuvent pas justifier la fourniture de subventions à l'exportation au producteur par le biais d'instruments financiers additionnels qui couvrent le risque national du producteur comme en propose la KEXIM.

II. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

18. Les Communautés européennes ont présenté des éléments de preuve *prima facie* démontrant que la Corée avait accordé des subventions pouvant donner lieu à une action à son secteur de la construction navale, et ont réfuté les affirmations de la Corée allant dans le sens contraire. En particulier, elles ont démontré que les organismes publics et les organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner ont versé aux trois chantiers navals coréens des contributions financières qui confèrent un avantage, et que ces subventions étaient spécifiques au sens de l'*Accord SMC* et ont causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes.

A. CONTRIBUTION FINANCIÈRE

19. Les Communautés européennes ont démontré que la KEXIM, la KAMCO, la Banque coréenne de développement, la Banque industrielle de Corée, la Société coréenne d'assurance-dépôts et la Banque de Corée étaient des organismes publics qui agissaient conformément à une politique des pouvoirs publics lorsqu'elles participaient aux restructurations des entreprises. Nous avons expliqué que ces organismes étaient soumis à un contrôle de l'État allant au-delà d'une participation au capital, qu'ils poursuivaient des objectifs de politique publique fixés par le gouvernement coréen et qu'ils pouvaient se prévaloir de garanties illimitées des pouvoirs publics en cas de pertes. Nous avons aussi montré que des organismes privés à l'égard desquels il y avait eu action de charger ou d'ordonner, qui participaient à la restructuration, avaient fourni des contributions financières aux trois chantiers navals coréens.

20. Les Communautés européennes ont fourni les éléments de preuve suivants indiquant que les institutions financières participant à la restructuration des chantiers navals n'avaient pas pu agir de manière indépendante:

- des lettres du gouvernement coréen au FMI indiquant que l'État n'accorderait pas de fonds publics aux banques qui ne participaient pas à la restructuration des entreprises;
- la reconnaissance par une banque coréenne que l'influence des pouvoirs publics l'inciterait à consentir des prêts qu'elle ne consentirait pas autrement;
- un engagement signé par des banques de participer aux restructurations;
- des décrets du gouvernement ordonnant aux banques de participer à la stabilisation financière;
- une politique explicite des pouvoirs publics d'appuyer les entreprises en faillite par le biais de conversions de dettes en prises de participation; et
- des limites statutaires sur le pouvoir discrétionnaire des banques de prendre des décisions concernant la restructuration.

21. Les CE ont démontré que les pouvoirs publics coréens avaient mis à profit leurs rôles multiples en tant que décideur, législateur, organe exécutif, organe de réglementation, actionnaire, bailleur de fonds, garant et prêteur, pour faire en sorte qu'un crédit soit fourni et que les dettes des chantiers navals en faillite soient annulées.

B. AVANTAGE

22. Les Communautés européennes ont présenté un point de repère du marché raisonnable pour mesurer l'avantage de ces contributions financières pour les chantiers navals coréens. Ce point de repère se fonde sur la conduite des investisseurs hors de portée de l'influence énorme des pouvoirs publics coréens. Il montrait que les chantiers navals coréens recevaient un avantage parce qu'ils payaient moins pour que leurs dettes envers des créanciers nationaux soient annulées qu'ils ne l'auraient fait dans des conditions de marché équitables.

23. En ce qui concerne Daewoo, les Communautés européennes ont de manière logique comparé la valeur de la dette avec la valeur des actifs, qui se fondait sur le cours d'ouverture de l'action Daewoo-CME le premier jour où elle a été négociée. Cette comparaison, qui est le point de repère du marché le plus proche qui soit disponible, montre que les créanciers ont converti les dettes en prises de participation et n'ont pas reçu un rendement correspondant à celui du marché. Les Communautés européennes ont aussi fourni des éléments de preuve supplémentaires à l'appui du point de repère en se basant sur une offre d'achat de l'entreprise émanant d'une société australienne.

24. Les créanciers de Daewoo (organismes publics et organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner) ont conféré un avantage à Daewoo en payant trop leurs actifs. C'est le changement de propriété qui a donc constitué la subvention. Les créanciers de Samho-HI/Halla-HI, par contre, lorsqu'ils sont devenus actionnaires du chantier naval, ont conféré un avantage en acceptant trop peu pour leurs actifs lorsqu'ils ont vendu à Hyundai-HI. Outre qu'elle a conféré un avantage, cette transaction n'a pas résorbé les avantages découlant des subventions.

25. La Corée affirme à tort que les Communautés européennes n'ont pas rendu compte des remboursements de la dette effectués par les chantiers navals lorsqu'elles ont calculé la valeur nette de l'avantage. En ce qui concerne Samho-HI/Halla-HI, par exemple, il n'y a pas eu de remboursement de la dette jusqu'à ce que la réorganisation de l'entreprise soit terminée en septembre 2000. Quant à Daewoo, le plan prévoyait un différé d'amortissement jusqu'à fin 2002. De fait, comme l'avantage se compose essentiellement de la conversion de dettes en prises de participation et de la valeur négative nette des actifs de la société restante, il n'y avait pas de raison de tenir compte du montant de la dette remboursé.

26. La Corée fait valoir à tort que les actions de la KAMCO, lorsqu'elle a acheté à des créanciers étrangers des prêts improductifs à des prix plus élevés que ceux des créanciers nationaux, ne sont pas pertinentes pour l'analyse de l'avantage. Ce traitement inégal montre que les créanciers nationaux demandaient moins pour les prêts que les banques étrangères parce que les banques nationales étaient influencées par les pouvoirs publics. En outre, l'achat et l'achat anticipé de ces prêts aux créanciers de Daewoo, par exemple, ont nettoyé les bilans des créanciers d'une manière qui n'aurait pas été possible sans les actions de la KAMCO.

27. En outre, la Corée n'a pas réfuté les éléments de preuve des CE selon lesquels Daewoo a bénéficié d'un abattement fiscal spécifiquement ciblé chiffré à 236 milliards de won.

C. PRÉJUDICE GRAVE

28. Les Communautés européennes ont montré que les subventions accordées aux chantiers navals coréens avaient causé un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes en ayant pour effet d'empêcher des hausses de prix et de déprimer les prix dans une mesure notable sur les mêmes marchés. En réponse, la Corée a présenté un rapport établi par son consultant, Drewry Shipping Consultants ("rapport Drewry"), qui tente de prouver que:

- les chantiers coréens et communautaires ne sont pas en concurrence;

- les navires de commerce sont si différents les uns des autres qu'une comparaison économique significative entre les produits n'est pas possible;
- l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix n'existent pas sur les marchés de produits pertinents;
- les variations des prix passées n'ont pas de rapport avec un subventionnement coréen; et
- les chantiers coréens sont plus compétitifs que les chantiers communautaires (et les autres).

29. Une lecture attentive du rapport Drewry révèle cependant ce qui suit:

- il fournit une quantité importante de renseignements et de données dénués de pertinence;
- il reflète les positions des Communautés européennes d'une manière subjective et biaisée;
- il fonde entièrement l'analyse du produit similaire sur l'utilisation finale des navires, malgré le fait que cette utilisation finale change fréquemment pendant la durée de vie d'un navire et que son analyse du produit similaire ne reconnaît pas la nécessité de tenir compte de la perspective du côté de l'offre;
- il utilise de multiples méthodes analytiques contradictoires;
- il nie fondamentalement qu'une analyse des coûts réels de la construction navale soit possible; et
- il se contredit lui-même et l'analyse précédente réalisée par Drewry du marché de la construction navale.

1. Même marché géographique et même marché de produits

30. Les Communautés européennes ont démontré que la référence au "même marché" à l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* s'entend à la fois du même marché géographique (c'est-à-dire le marché mondial dans le cas de la construction navale) et des mêmes marchés de produits.

31. En ce qui concerne le marché géographique, le propre rapport d'expert de la Corée reconnaît que les navires sont construits "sur un marché mondial ouvert à la concurrence".

32. En ce qui concerne les marchés de produits, les Communautés européennes ont présenté des éléments de preuve montrant que a) les transporteurs de GNL, b) les porte-conteneurs et c) les transporteurs de produits/produits chimiques (non compris les purs transporteurs de produits chimiques) sont trois marchés de produits distincts. La Corée n'a pas réfuté la pertinence de ces catégories mais continue de faire valoir que l'existence de différentes tailles de navires nécessite une sous-division supplémentaire du marché de produits.

33. Comme pour les définitions du produit dans le contexte d'une enquête antidumping ou d'une enquête en matière de droits compensateurs, les plaignants au titre de l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* doivent pouvoir bénéficier d'un certain degré de flexibilité. Dès lors que le plaignant identifie des marchés ou des produits qui sont raisonnables et cohérents, le Groupe spécial devrait accepter cette définition. Le Groupe spécial devrait rejeter la définition proposée par le plaignant seulement dans la

mesure où elle rendrait une analyse du marché impossible. Loin d'être impossible, la définition du marché de produits donnée par les Communautés européennes est utilisée par un certain nombre d'analystes des marchés, y compris la société-conseils Drewry elle-même.

34. En outre, contrairement aux allégations concernant les ventes qui ont été perdues, il n'est pas nécessaire de démontrer une concurrence frontale dans les allégations concernant un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix. C'est particulièrement vrai dans le secteur de la construction navale où le prix est fixé au moment de la commande du navire et non une fois que le produit est déjà construit. Dès lors qu'une société est capable de proposer de produire un navire, il importe peu qu'elle ait produit ce type de navire par le passé.

35. Les définitions étroites que donne la Corée du marché de produits contredisent les rapports des principaux spécialistes du secteur de la construction de navires de commerce. Il est évident que les navires, en tant que produits construits sur commande, présenteront des variations de taille et de spécifications. Mais les constructeurs navals peuvent aisément intégrer ces variations dans le cadre de leur activité normale. D'un point de vue technique, tous les navires de commerce partagent les mêmes caractéristiques de produits essentielles. Ils ont une coque et une superstructure en acier soudé, ils fonctionnent avec les mêmes types de moteurs; ils doivent respecter les mêmes prescriptions en matière de navigation et de réglementation et ils sont soumis aux mêmes règles fondamentales de construction fixées par les sociétés de classification.

36. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de démontrer l'existence d'une concurrence frontale, les Communautés européennes ont montré, comme le font les propres tableaux de la Corée, que les chantiers navals communautaires et coréens vendent en fait souvent des navires sur les mêmes marchés de produits.

37. Sans justification, la Corée a demandé des déductions défavorables fondées sur l'allégation que, les Communautés européennes n'ont pas produit de renseignements détaillés sur les nombreux chantiers navals communautaires produisant des navires qui relèvent du différend. Les Communautés européennes ont en fait fourni des éléments de preuve suffisants au Groupe spécial mais, mis à part cela, la demande de déductions défavorables n'est pas fondée parce que les allégations ne nécessitent pas la preuve d'une concurrence frontale mais seulement qu'il y a eu empêchement de hausses de prix ou dépression des prix au stade de l'appel d'offres.

38. La tentative faite par Drewry d'étayer la position de la Corée selon laquelle les chantiers communautaires se concentrent sur des navires différents est réduite à néant par les réalités du secteur et par les propres arguments de la Corée dans cette affaire. En effet, les carnets de commandes des chantiers coréens montrent qu'il s'agit, comme les grands chantiers communautaires, de chantiers universels. Les propres tableaux et statistiques de Drewry révèlent donc que les chantiers navals coréens et communautaires construisent des navires sur les mêmes marchés.

39. En outre, Drewry fait valoir que le marché de produits est hautement segmenté en exagérant les différences du côté de la demande (c'est-à-dire les utilisations finales et les spécifications des navires) et en ignorant les similarités du côté de l'offre (c'est-à-dire la capacité des chantiers navals modernes de produire une grande variété de navires). Cet argument cependant est contredit ailleurs dans le rapport où il est question de types de navires standardisés en ce qui concerne les porte-conteneurs et les transporteurs de GNL, et de navires répondant à la spéculation sur le marché ou "navires assimilables à des produits de base". Les navires ne peuvent être à la fois des produits de base et trop spécialisés pour être comparables.

2. Dépression des prix/empêchement de hausses de prix et lien de causalité

40. Les Communautés européennes ont déjà démontré que les subventions coréennes avaient causé une dépression notable des prix et un empêchement notable des hausses de prix des

transporteurs de GNL et un empêchement de hausses de prix notable des porte-conteneurs et des transporteurs de produits/produits chimiques. En se fondant sur ces éléments de preuve, les Communautés européennes ont montré que, en l'absence des subventions massives, l'énorme excédent de capacité maintenu par les chantiers navals coréens aurait été sensiblement réduit. Une telle réduction de la capacité, compte tenu de la part de marché importante des chantiers navals coréens restructurés, aurait eu un effet notable sur les prix des trois marchés de produits en cause.

41. La Corée ne veut pas reconnaître l'approche fondée sur le bon sens pour constater les effets défavorables des subventions, qui ressort de l'article 6.1 et 6.2 de l'*Accord SMC*. C'est par exemple un principe de base en économie que le maintien de la capacité se traduira par une baisse des prix (toutes les autres variables étant constantes), ou que l'annulation directe de dettes importantes se répercutera sur les prix en réduisant les coûts pour le producteur. L'*Accord SMC* ne demande pas au Groupe spécial d'effectuer des calculs complexes qui donneront des résultats évidents.

a) Les chantiers navals coréens ont influencé les prix du marché mondial

42. Pour éviter de révéler la véritable part de marché des trois chantiers navals coréens en question, la Corée et Drewry évaluent la part de marché d'après le nombre de navires commandés et produits et non d'après la combinaison de la taille physique et du contenu de travail (exprimé en tonnes brutes compensées (TBC)) des navires commandés et produits, qui est la méthode standard utilisée dans le secteur. Comme les chantiers coréens ont tendance à produire des navires qui se situent à l'extrémité supérieure des fourchettes de tailles pertinentes, la méthode de la Corée sous-estime leur part de marché. L'utilisation par les Communautés européennes des TBC pour mesurer la part de marché est conforme à la pratique de l'OCDE, ainsi qu'à celle de l'Association des constructeurs navals coréens et de Drewry elles-mêmes.

43. Mesurés d'après la taille et le contenu de travail, les trois chantiers navals fondamentalement en cause dans le présent différend représentent ensemble environ un tiers du carnet de commandes de la Corée et 12 pour cent du carnet de commandes mondial. À titre de comparaison, le volume des commandes pour les trois seuls chantiers navals coréens équivaut à 90 pour cent du carnet de commandes de tous les chantiers navals chinois et à 75 pour cent du carnet de commandes de tous les chantiers navals communautaires. Avec un tel niveau de part de marché, il ne fait guère de doute que les trois chantiers coréens exercent une influence considérable sur les prix mondiaux.

44. L'influence des trois chantiers coréens sur les prix mondiaux est même plus grande lorsqu'on la considère dans le contexte des marchés de produits spécifiques, qui ont un petit nombre de fournisseurs. Par exemple, Daewoo-HI/Daewoo-SME représentent à eux seuls 32 pour cent du carnet de commandes mondial pour les transporteurs de GNL. Daewoo-HI/Daewoo-SME, Samho-HI/Halla-HI et Daedong/STX sont trois des cinq chantiers coréens qui contrôlent collectivement près des deux tiers du marché des transporteurs de GNL. Samho-HI/Halla-HI représente 7 pour cent du carnet de commandes mondial pour les porte-conteneurs et, avec sa société mère, le groupe Hyundai, 33 pour cent des commandes. Daedong/STX et Samho-HI/Halla-HI sont deux des quatre chantiers coréens qui contrôlent 60 pour cent du marché des transporteurs de produits/produits chimiques. Ces statistiques et d'autres éléments de preuve fournis par les Communautés européennes démontrent que les trois chantiers coréens ont une part de marché suffisamment importante pour exercer une influence notable sur le prix mondial des transporteurs, porte-conteneurs et transporteurs de GNL.

b) Lien temporel

45. Les arguments de la Corée concernant l'absence d'un lien temporel entre les subventions et les effets sur les prix méconnaissent le fait que les pressions qui s'exercent sur les prix dans le secteur de la construction navale sont d'abord ressenties lorsque les offres de prix sont présentées, bien avant qu'un contrat soit effectivement obtenu. Cet appel d'offres a en général lieu plusieurs mois, voire plus

d'un an, avant la signature du contrat. En outre, il y a généralement un délai de quelques années entre la prise d'une commande et la construction du navire. Nombre de commandes prises par l'industrie de la construction navale coréenne en 2003 par exemple sont pour livraison en 2007 ou 2008.

c) Effets spécifiques des subventions à la restructuration sur les prix

46. En termes simples, les subventions ont permis aux chantiers navals de rester en activité et leur ont donné une stabilité économique, dans un secteur particulièrement cyclique et instable. La société-conseils Drewry elle-même a déclaré dans un rapport publié en 1999 que les chantiers coréens étaient presque seuls responsables des augmentations de la capacité et que les investissements dans ces chantiers n'étaient viables que dans la mesure où les entreprises n'avaient pas à faire face au coût réel de l'emprunt (les banques le faisaient à leur place).

47. La Corée confirme également par le biais du rapport Drewry que les chantiers navals ayant une capacité excédentaire ont tendance à proposer des prix faibles, un élément qui est à la base de l'analyse que donnent les Communautés européennes des problèmes que connaît le marché mondial de la construction navale.

d) Évaluation des prix et des coûts de la construction navale

48. Les Communautés européennes ont présenté des renseignements exacts et complets concernant les différents facteurs qui influencent les prix et les coûts de la construction navale. La Corée, par contre, ne tient pas compte des frais généraux, de l'amortissement ni du service des intérêts. Les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes concernant l'augmentation des coûts de la production de navires pour les trois chantiers coréens se fondent sur une analyse de tous les coûts pertinents et tiennent compte des avantages de coûts dont bénéficient ces chantiers. Les Communautés européennes et la FMI s'en tiennent aux résultats de leur modélisation des coûts et de leurs analyses du marché et des prix; tous les efforts faits par la Corée pour réfuter ces résultats ont échoué.

49. En ce qui concerne les prix, Drewry ne réfute pas directement les indices de prix proposés par les Communautés européennes pour chacun des trois marchés de produits. Au lieu de cela, la société-conseils Drewry fait valoir qu'il est impossible de calculer des indices de prix significatifs pour ces marchés de produits, alors même qu'elle utilise ces mêmes indices au chapitre 8 de son rapport et dans des ouvrages qu'elle a établis pour son propre compte. Les Communautés européennes ont montré que la convergence des trois facteurs suivants aurait dû entraîner une augmentation des prix (dans le cas des transporteurs de produits/produits chimiques, des porte-conteneurs et des transporteurs de GNL) ou leur maintien au même niveau (dans le cas des transporteurs de GNL): accroissement du volume, accroissement des coûts pour le producteur et bénéfices élevés pour le client.

e) Évaluation des subventions

50. Bien que l'*Accord SMC* n'exige pas d'un plaignant qu'il calcule la valeur précise des subventions aux fins de démontrer l'existence d'un préjudice grave, les Communautés européennes l'ont néanmoins fait. La Corée conteste le calcul de l'avantage découlant pour Daewoo des subventions à la restructuration, faisant valoir qu'il va à tort au-delà du passif de l'activité principale de la construction navale. La thèse des Communautés européennes, cependant, est que la restructuration n'aurait pas eu lieu si les créanciers avaient agi conformément à des considérations commerciales, et que l'entreprise aurait gardé *tout* son passif, qu'il soit lié ou non à ses activités "principales".

51. En ce qui concerne le calcul de l'avantage pour Samho-HI/Halla-HI, la Corée conteste l'évaluation des actions faite par les Communautés européennes. Or, cette évaluation doit être

considérée comme correcte sauf si la Corée admet que Rothschild a fait une évaluation incorrecte de Samho. Les Communautés européennes ont déjà expliqué pourquoi l'évaluation proposée par la Corée en se fondant sur la valeur nette des actifs n'était pas satisfaisante et notent en outre qu'aucun consultant n'a jamais utilisé cette méthode pour estimer la valeur des chantiers navals.

52. La référence de la Corée à l'avantage à long terme que procurent des investissements dans les installations est fallacieuse parce que les constructeurs navals coréens n'ont effectué aucun investissement de ce type après 1996. D'après les investissements réalisés dans des outils, des machines et l'équipement des navires, il est raisonnable de supposer que les subventions accordées après 1997 avaient une durée de vie utile d'environ dix ans.

53. La Corée ne réfute pas l'argument des Communautés européennes selon lequel les prêts avant expédition et les APRG de la KEXIM contribuent à l'excédent de capacité et, par conséquent, à la dépression des prix et à l'empêchement de hausses de prix. Elle affirme que les prêts avant expédition de la KEXIM n'ont été accordés qu'à "un nombre limité de projets de construction navale" alors même qu'elle a fourni une liste de centaines de transactions faisant intervenir des prêts avant expédition dans le cadre du processus au titre de l'Annexe V.

54. Pour ce qui est du dénigrement par la Corée de la tentative faite par les Communautés européennes pour quantifier la valeur des prêts avant expédition et des APRG de la KEXIM, les Communautés européennes ont déjà expliqué qu'elles avaient fait des estimations raisonnables en se fondant sur les éléments de preuve limités fournis par la Corée. Même en se fondant sur les nouveaux renseignements concernant les dates de décaissement, la valeur quantifiée reste élevée.

ANNEXE F-2

DÉCLARATION ORALE DE LA CORÉE

(28 juin 2004)

I. INTRODUCTION ET QUESTIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS DE PREUVE

1. La Corée se trouve, à cette deuxième réunion, devant une tâche difficile résultant des manœuvres procédurières des CE, qui allèguent qu'elles n'étaient pas tenues de démontrer les faits nécessaires pour établir des éléments *prima facie*. Les CE allèguent que des éléments *prima facie* peuvent être établis sur la base de simples affirmations de faits qui n'ont pas besoin d'être prouvés s'ils ne sont pas contestés par le défendeur. En conséquence, tout ce qu'un plaignant aurait à faire serait de formuler des allégations qui feraient passer au défendeur la charge de les réfuter. C'est seulement à ce moment-là que le plaignant aurait besoin de produire des éléments de preuve pour étayer ses allégations. Les CE ont également fait valoir à la première réunion qu'elles n'avaient pas besoin de démontrer les éléments de leur argumentation qu'elles tenaient pour "évidents" mais ont ensuite refusé de préciser quels étaient ces éléments.

2. La position des CE ne pourrait pas être davantage contraire à la jurisprudence de l'OMC, qui est résumée dans la déclaration suivante de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*: "[N]ous comprenons en fait difficilement comment un système de règlement judiciaire pourrait fonctionner s'il reprenait l'idée que la simple formulation d'une allégation pourrait équivaloir à une preuve."

3. Compte tenu de leur postulat juridique concernant la charge de la preuve, les CE ont présenté à la première réunion une première communication et un exposé oral qui ne contiennent pour ainsi dire aucune donnée de fait. Cela a obligé la Corée, à titre d'argument subsidiaire et en réponse aux questions du Groupe spécial, à fournir une quantité considérable d'arguments et de données de fait. C'est seulement ensuite que les CE ont communiqué un grand nombre d'arguments nouveaux et de "données de fait" justificatives dans leur deuxième communication. La Corée se trouve donc obligée de présenter des éléments de réfutation à la deuxième réunion en réponse à la documentation que les CE auraient dû fournir aux stades antérieurs du différend pour étayer l'établissement des éléments *prima facie*, conformément aux règles et à la jurisprudence de l'OMC. Elle a répondu de manière aussi approfondie que possible en présentant des arguments à titre subsidiaire, tout en réservant tous ses droits en ce qui concerne la charge de la preuve, la régularité de la procédure et les procédures de travail du Groupe spécial. Elle rappelle en particulier les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II* et *Chili – Système de fourchettes de prix* selon lesquelles le Groupe spécial ne doit pas utiliser ses pouvoirs d'investigation pour plaider la cause du plaignant à sa place ni répondre positivement à des allégations qui n'ont pas été formulées effectivement par le plaignant. En particulier, étant donné qu'il est difficile d'établir des points de repère pendant la période de la crise financière, la Corée a également rappelé le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Article 301*, à savoir que dans une situation dans laquelle les arguments des deux parties le laissaient dans l'incertitude ou s'équilibraient, il serait alors amené logiquement, pour attribuer correctement la charge de la preuve, à accorder le bénéfice du doute au défendeur.

4. Il est utile de prendre du recul et d'examiner ce qui se passe en réalité sur les marchés de la construction navale – en reconnaissant, bien entendu, que les choses sont un peu différentes pour chaque produit. Si un problème se pose effectivement à propos des subventions, il concerne les CE, qui ont englouti des centaines de millions d'euros dans des subventions sous toutes les formes. La

Commission des CE reconnaît dans ses rapports périodiques sur la construction navale que les subventions communautaires ont causé en réalité un préjudice global notable aux entreprises des CE. La Corée, en revanche, a développé un secteur de la construction navale dynamique, qui exerce une concurrence farouche mais loyale fondée sur une main-d'œuvre efficace et flexible, ainsi que sur une structure de coûts nettement inférieurs. Toutes les tendances auxquelles se réfèrent les CE à propos de la compétitivité des entreprises coréennes existent depuis la fin des années 80 et le début des années 90. Il n'y a rien de nouveau ni de différent en ce qui concerne la période 1997-2001, si ce n'est que l'ensemble de l'économie coréenne a traversé une terrible crise financière qui a débordé l'Asie du Sud-Est et dont le pays a bien failli ne pas se relever. Les CE ont vu, dans cette crise financière, l'occasion d'arracher un avantage compétitif qu'elles ne pouvaient pas obtenir par le jeu de la concurrence sur le marché.

5. En ce qui concerne la question des "organismes publics", la Corée convient avec les CE que la question de l'appartenance à l'État peut constituer un bon point de départ. Toutefois, les CE ont développé un critère qui ne repose pas sur l'Accord et qui n'est guère plus que des variations sur le thème de l'appartenance à l'État. Pour définir correctement l'expression, il faut manifestement partir du texte de l'Accord lui-même. Ce dernier établit trois catégories d'entités. À un bout du spectre, se trouvent les organes de l'État eux-mêmes. Ce serait, par exemple, quelque chose comme le Ministère des finances. À l'autre bout, il y aurait des entités indiscutablement privées. Entre ces deux pôles, il existe quelque chose d'autre qu'on appelle "organisme public" et toute la question est alors de savoir comment évaluer cette expression. Le premier point est que les organismes publics et les pouvoirs publics sont regroupés. De fait, ils sont collectivement désignés par l'expression "pouvoirs publics" dans les articles qui suivent l'article 1.1. Comme la Corée l'a relevé, la conséquence évidente est que l'on se réfère à des actions qui relèvent essentiellement, par nature, des "pouvoirs publics". Par ailleurs, cette expression implique aussi clairement qu'il existe des actions que ces entités peuvent mener qui ne sont pas des actions des pouvoirs publics. Il n'en résulte aucune brèche dans l'ordonnancement global de l'Accord, malgré ce qu'allèguent les CE, car même si une entité n'est pas considérée comme un organisme public aux fins de la mesure en cause, il reste toujours la possibilité de démontrer que les pouvoirs publics l'ont chargée de mener les actions en question ou lui ont ordonné de le faire. Ainsi, bien qu'il n'y ait aucune brèche dans le champ d'application, il y a une distinction quant à la manière d'apporter la preuve. Et c'est là que les choses se gâtent pour les CE, car elles n'ont strictement aucun élément de preuve indiquant qu'il y a eu action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

6. À titre d'indications pour l'interprétation, la Corée renvoie le Groupe spécial aux articles 4, 5 et 8 des articles de la Commission du droit international sur la responsabilité de l'État, que l'Assemblée générale de l'ONU a recommandés aux membres pour examen dans une résolution adoptée en décembre 2001. Ces trois articles présentent un parallèle étroit avec le libellé de l'article 1.1 de l'Accord SMC. En particulier, l'article 5 fait référence aux entités habilitées par le droit d'un État à exercer des prérogatives de puissance publique; il indique également qu'une mesure en cause sera considérée comme un fait de l'État pour autant seulement qu'elle ait été prise en vertu de cette prérogative. Dans les commentaires relatifs aux articles, il est précisé qu'il s'agissait de prendre en compte les entités paraétatiques qui agissaient à la place d'organes de l'État. Ainsi, les articles définissent un critère en deux étapes qui correspond de près à la logique du libellé de l'Accord. La Corée a aussi relevé à nouveau que cette approche était compatible avec les définitions contenues dans l'Annexe sur les services financiers de l'AGCS. Elle a également fait remarquer que les CE avaient présenté leurs arguments à l'encontre de la KEXIM et les avaient ensuite appliqués *mutatis mutandis* aux autres banques détenues par les pouvoirs publics, faisant ainsi indûment un amalgame de tout; ce faisant, les CE ne se sont manifestement pas acquittées de la charge de la preuve.

7. En ce qui concerne les "organismes privés" agissant en vertu d'une charge ou d'un ordre émanant des pouvoirs publics, la Corée a noté que les CE continuaient de présenter un argument fictif à propos de l'admissibilité des éléments de preuve circonstanciels. Elle convient que les éléments de

preuve circonstanciels sont admissibles, mais elle a noté spécifiquement que plus ceux-ci s'éloignaient d'éléments de preuve directs, plus leur valeur probante sur le plan juridique était sujette à caution. La véritable question était de savoir si n'importe quel type d'élément de preuve démontrait de manière concluante que les pouvoirs publics avaient, de façon explicite et positive, chargé l'entité privée en question de prendre la mesure en cause ou lui avaient ordonné de le faire. C'est la logique des constatations formulées par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*. La Corée a noté que les CE rejetaient expressément cette idée et proposaient un critère fondé sur ce qu'elles appelaient des "instructions générales". Elle a aussi noté que même d'après ce critère, les "éléments de preuve" des CE étaient simplement des inférences et des clichés.

8. S'agissant de la question du moment auquel le subventionnement allégué avait eu lieu, la Corée a noté que les CE avaient de nouveau recours à un faux-fuyant pour évacuer les vraies questions en cause au lieu de les traiter. Elle ne faisait pas valoir que des données plus anciennes n'étaient pas admissibles ou qu'il existait une sorte d'interdit juridique qui en empêchait l'examen. En fait, il s'agissait d'évaluer les éléments de preuve. À cet égard, il était clair que la période de la crise financière était *sui generis*. La préoccupation de la Corée tenait au fait que les CE essayaient de tirer parti du bouleversement financier pendant cette période pour prendre un avantage compétitif qu'elles ne pouvaient pas avoir sur le marché. Spécifiquement, les CE comparaient des facteurs extérieurs à cette période avec des facteurs provenant de celle-ci. C'était illogique et inadmissible. En outre, les CE essayaient de tirer parti de la difficulté d'établir des points de repère au cours d'une telle période pour faire valoir que *toute* activité des pouvoirs publics pendant cette période était une subvention. La Corée rappelait qu'il incombait aux CE, en qualité de plaignant, d'établir et de démontrer des points de repère du marché appropriés.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT UN SUBVENTIONNEMENT PROHIBÉ

9. Les arguments des CE selon lesquels la Loi KEXIM et les deux programmes sont illégaux en soi contrediraient des décennies de jurisprudence dans le cadre du GATT et de l'OMC en ce qui concerne la distinction entre mesures impératives et mesures facultatives. Rien n'indique que l'Organe d'appel ait voulu une telle conclusion dans l'affaire *États-Unis - Réexamen à l'extinction* citée par les CE. La Corée a de nouveau passé en revue les différentes dispositions de la Loi KEXIM et a indiqué en quoi celles-ci n'aboutissaient pas à une prescription impérative en vue du subventionnement des exportations par la KEXIM. Elle a aussi examiné les éléments de preuve empiriques montrant comment la KEXIM avait toujours couvert ses frais de gestion (ce qui, en tout état de cause, constituait une question de coût pour les pouvoirs publics et n'était pas pertinent à ce stade) et que la KEXIM était en concurrence avec d'autres prêteurs pendant toute la période visée par l'enquête. Elle a aussi examiné les méthodes utilisées par la KEXIM pour fixer ses taux et a démontré en quoi elles ne pouvaient pas être interprétées comme prescrivant des subventions; en réalité, ces méthodes ont abouti à des taux fondés sur le marché.

10. S'agissant du programme APRG, la Corée a noté qu'il n'y avait guère d'activité d'une manière générale à cet égard durant la période de la crise financière et que, comme il est indiqué en détail dans la réponse à la question n° 47 du Groupe spécial, alors que les taux APRG en Corée allaient de 0,1 pour cent à 0,2 pour cent avant la crise financière asiatique, la KEXIM avait doublé ou même plus son taux global pour le porter pendant la crise à environ 0,4 pour cent, soit le taux de base avec les marges. Cet accroissement des taux montre que la KEXIM a effectué l'ajustement approprié pour tenir compte de la modification des circonstances. Par contre, les CE ont cité deux ou trois exemples isolés d'APRG émanant de banques étrangères, qui n'étaient pas représentatifs. Il existe deux façons d'obtenir des APRG. La première est la sélection par le chantier naval. En pareil cas, les chantiers navals choisissent l'émetteur en prenant en considération, entre autres choses, la compétitivité des taux de prime proposés et l'expérience relative aux transactions antérieures avec l'émetteur. Dans quelques autres cas isolés, l'acheteur désigne le fournisseur d'APRG. Des acheteurs ont désigné quelques banques étrangères juste après le début de la crise financière de 1997, mais cette pratique a été rapidement abandonnée à mesure que le secteur financier coréen redevenait solvable. Ces

fournisseurs désignés par l'acheteur étaient généralement moins au fait de la pratique dans ce domaine et appliquaient des taux plus élevés qui montraient leur méconnaissance des entreprises et des marchés. Ils suivaient aussi la pratique courante en matière de prêt qui consistait à percevoir des primes de risque pays, lesquelles ont été relativement élevées pendant la crise financière. D'une manière générale, le nantissement était aussi inférieur, quantitativement et qualitativement, pour les banques étrangères. Les CE ont admis qu'elles ne disposaient pas d'éléments de preuve adéquats pour étayer leurs allégations et ont demandé que des déductions défavorables soient tirées au titre de l'Annexe V, qui se limite exclusivement à la question du préjudice grave. En fait, cette demande a démontré encore une fois le caractère abusif des exigences des CE au cours du processus au titre de l'Annexe V, un point que la Corée demandait toujours au Groupe spécial d'examiner. En attendant, la demande des CE constituait une reconnaissance, contre leur propre intérêt, du fait qu'elles n'avaient pas établi l'existence d'éléments *prima facie*.

11. Au sujet du programme de prêts avant expédition, la Corée a noté que les CE avaient introduit une grande quantité d'"éléments de preuve" nouveaux concernant les points de repère qu'elles proposaient. Ces éléments de preuve ne figuraient pas dans la réfutation mais faisaient partie des éléments *prima facie* initiaux. Par conséquent, ils devaient être rejetés, conformément aux prescriptions concernant la régularité de la procédure, aux précédents dans le cadre de l'OMC et aux procédures de travail du Groupe spécial. Néanmoins, à titre d'argument subsidiaire, la Corée a réfuté les éléments de preuve des CE qui reposaient sur les indices des obligations. Elle a noté que ces indices étaient distincts de différentes manières.

- Bien que les données de la KSDA pour les taux de rendement des obligations de sociétés à six mois soient disponibles, les CE ont intentionnellement pris les taux des obligations à un an et ont effectué des ajustements faussés pour les rendre, d'après leurs allégations, comparables aux taux de rendement des obligations à six mois;

- les CE ont appliqué de manière erronée la valeur du nantissement Yangdo Dambo;

- les CE ont appliqué de manière erronée la cote de crédit pour DHI/DSME;

- les CE n'ont pas ajusté les taux de prêt avant expédition de Samho Heavy Industries pour le nantissement matériel de 100 pour cent fourni; et

- les CE n'ont pas pris en considération la juste valeur des autres facteurs pertinents qui ont une valeur de garantie importante et diminuent le risque pour les prêts avant expédition de la KEXIM.

12. La Corée a noté, par ailleurs, que, comme la crise financière s'atténuait, les instruments proposés par les CE et les taux de prêt avant expédition ont convergé car les facteurs économiques sous-jacents les ont rendus plus étroitement comparables.

13. En ce qui concerne la question des régimes de protection, il ressortait très clairement, selon la Corée, des déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs (Recours à l'article 21:5)* que ces régimes existaient. À la différence des CE, la Corée ne juge pas approprié d'ignorer le libellé clair de l'Organe d'appel. Les CE ont rejeté l'argument de l'Organe d'appel relatif au premier paragraphe du point k) au motif que l'Annexe I était une liste exemplative et qu'en conséquence, une liste non exhaustive ne pouvait pas donner lieu à un régime de protection. Toutefois, elles semblent ensuite l'oublier et font valoir que le point j) offre bel et bien un régime de protection. La raison invoquée est que le point j) énonce une "clause conditionnelle", mais cette distinction demeure inexpliquée. Les CE ont également soutenu que le point k) faisait exclusivement référence à l'OCDE. Outre que l'OCDE n'est pas mentionnée, la pertinence de cette référence se limite à l'exception prévue au deuxième paragraphe du point k) et ne pourrait être interprétée comme définissant la règle plus

générale du premier paragraphe. Selon la Corée, soit il existe une lecture *a contrario* de la note de bas de page 5 qui aboutit à l'existence de régimes de protection aussi bien au point j) qu'au premier paragraphe du point k), soit il n'existe pas de lecture *a contrario*. Il n'y a aucun moyen fondé sur la logique ou sur le libellé de l'Accord de scinder l'interprétation entre les deux.

14. La Corée a relevé également que rien ne permettait, en bonne logique, d'établir en matière de légalité une distinction fondée sur le point de savoir qui reçoit l'avantage. Même si les CE ont allégué qu'il s'agissait d'une question réglée à l'OCDE, ce n'était pas le cas. D'autres membres de l'OCDE ont exprimé le souci de ne pas être formaliste au point de créer des échappatoires. La Corée a noté au demeurant que les CE dissociaient explicitement le point j) et l'OCDE. Par ailleurs, comme il est indiqué plus haut, il n'y avait aucune raison légitime de donner du premier paragraphe du point k) une lecture qui incluait les prescriptions de l'OCDE. La Corée avait présenté de nombreux éléments de preuve pour démontrer, à titre d'argument subsidiaire, que les programmes APRG et de prêts avant expédition satisfaisaient aux prescriptions des points j) et k) de telle façon qu'ils remplissaient les conditions requises pour bénéficier des régimes de protection.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT DES SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION

A. QUESTIONS GÉNÉRALES ET OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION

15. Un des points sur lesquels la Corée et les CE sont constamment en désaccord est la question de savoir si un groupe spécial peut formuler des constatations simultanées selon lesquelles un ensemble de mesures constitue à la fois des subventions prohibées et des subventions pouvant donner lieu à une action. Selon la Corée, étant donné le caractère unique des allégations concernant des subventions pouvant donner lieu à une action pour lesquelles l'existence d'effets défavorables réels doit être démontrée, il faut répondre par la négative, car les subventions seront sinon comptées deux fois. La Corée note que les CE demandent au Groupe spécial d'ignorer l'article 7 parce qu'il n'a pas été saisi de la question des mesures correctives. Or l'article 7 s'inscrit dans le contexte des articles 5 et 6 et fait ressortir le caractère unique de la Partie III de l'Accord SMC. L'article 7.8 dispose que la mesure corrective peut consister soit à éliminer les effets défavorables soit à retirer la subvention. Cette possibilité d'éliminer les effets défavorables est unique en ce sens que, partout ailleurs, il est prescrit qu'il faut rendre la mesure conforme aux obligations dans le cadre de l'OMC.

16. Compte tenu de ce qui précède, il importe d'examiner ce qui se passe lorsqu'il y a une détermination de l'existence d'une subvention prohibée. En pareil cas, s'il est constaté qu'il existe une subvention à l'exportation aux termes de la Partie II de l'Accord SMC, la seule mesure corrective, selon l'article 4.7, est le retrait sans retard. Le retrait de la subvention serait donc d'ores et déjà exigé de plein droit. Si un groupe spécial devait, néanmoins, prendre en considération les effets de cette subvention au titre de la Partie III, il serait alors possible qu'une constatation positive soit formulée au sujet des autres subventions, qui pourraient ne pas causer, à elles seules, d'effets défavorables. En fait, la mesure corrective prévue à l'article 7.8 existerait déjà. Ainsi, l'exercice devient inutile et contraire à la nature même de la Partie III selon laquelle il ne doit pas y avoir de constatation positive à moins que les subventions incriminées ne causent des effets défavorables.

17. En ce qui concerne les opérations de restructuration elles-mêmes, la Corée a démontré ce qui suit:

- Les CE n'ont pas montré que les banques étaient des organismes publics aux fins de l'analyse des subventions.

- Les CE ont créé un nouveau critère concernant l'action d'ordonner et de charger et - quel que soit le critère appliqué - n'ont pas montré en quoi les pouvoirs publics

coréens ont ordonné aux banques de subventionner les chantiers navals ou les ont chargées de le faire.

- Les CE n'ont pas montré en quoi une contribution financière avait été fournie aux chantiers navals lorsque la dette avait été convertie en prises de participation.

- Les CE n'ont pas montré en quoi un avantage était fourni à une entreprise par le biais d'une procédure de faillite ou de restructuration.

- S'il y a eu un avantage, les CE n'ont pas montré comment cet avantage avait été transmis aux nouveaux propriétaires des entreprises.

- Enfin, les CE n'ont pas montré en quoi les procédures de faillite ou de réorganisation d'entreprise étaient spécifiques aux trois chantiers.

18. En ce qui concerne la question de l'avantage en relation avec les changements de propriété, la Corée note que rien dans la théorie des changements de propriété sur laquelle se sont fondés l'Organe d'appel et les groupes spéciaux ne limitait aux privatisations les décisions prises dans les affaires précédentes. En fait, l'Organe d'appel a dit très clairement que la privatisation n'était qu'une illustration de la théorie et, en fait, le seul cas dans lequel le changement de propriété était le moins susceptible d'aboutir à l'extinction de l'avantage. En l'espèce, la dette nette était due par les propriétaires précédents qui ont tous été éliminés, ou pour ainsi dire. À ce stade, les créanciers contrôlaient l'entreprise. Ils ont effectivement annulé cette dette nette et les prêts ont été réévalués en conséquence. C'est pourquoi la Corée a parlé de changement dans la forme et non de changement en valeur. Par conséquent, il ne peut y avoir de contribution financière lorsque l'instrument ne représente aucun changement en valeur. De surcroît, même si cela était considéré comme une contribution financière, il n'existe pas d'avantage parce que les créanciers (c'est-à-dire les nouveaux propriétaires) n'ont rien reçu qui ait plus de valeur que ce qu'ils avaient auparavant. La réponse des CE consiste ici à mettre l'accent sur l'avantage allégué conféré aux actifs productifs eux-mêmes et non aux personnes qui détiennent ces actifs. Par exemple, les CE disent que les actifs n'auraient pas continué d'exister sans la subvention alléguée. Bien entendu, cela va directement à l'encontre des constatations formulées par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Barres de plomb* et *États-Unis – Mesures compensatoires*, dans lesquelles l'Organe d'appel a rejeté cet argument "en l'absence de" lorsque celui-ci était présenté par les États-Unis.

19. Par ailleurs, les CE ont, d'une manière générale, proposé au Groupe spécial leur propre exemple de la manière de procéder pour les renégociations de la dette et les procédures d'insolvabilité. Elles allèguent que ces opérations doivent s'accompagner de réductions permanentes des capacités. Il ne semble pas que ce soit le cas pour les chantiers navals est-allemands ni pour ceux des pays candidats à l'adhésion aux CE. Il n'y a pas eu de fermeture permanente des installations sur ces chantiers. De plus, dans la récente affaire de la faillite d'Alstom, on ne trouve pas la moindre indication qu'il y ait eu des contraintes en termes de capacité ou de production. En réalité, la seule chose qui ressorte clairement du dossier, c'est le maintien du généreux subventionnement de tous les chantiers navals des CE.

20. **En ce qui concerne DSME**, les CE ont allégué que les pouvoirs publics coréens "contrôlaient" le processus. Cependant, même si le Groupe spécial devait convenir que le simple fait d'appartenir aux pouvoirs publics faisait de plusieurs banques coréennes des organismes publics, ces entités ne contrôlaient pas suffisamment l'encours du crédit pour contrôler le processus dans le cadre des arrangements en vigueur. Les CE se réfèrent également au "contrôle" allégué des pouvoirs publics coréens sur toutes les banques pendant la crise financière. Or, malgré les tentatives répétées des CE pour amener le FMI à soutenir leur point de vue, les éléments de preuve montrent de façon concluante que la restructuration du secteur financier conformément à l'accord passé avec le FMI s'est

effectuée selon les principes du marché et que les banques ont restructuré leurs créances improductives afin d'en maximiser la valeur. Ainsi, toute influence des pouvoirs publics aura produit exactement l'effet inverse de celui qui est allégué par les CE. L'unique "élément de preuve" proposé par les CE au sujet de l'influence indue alléguée s'est avéré, une fois que la Corée a présenté la citation complète provenant d'une seule banque coréenne, être une référence au secteur immobilier qui, de plus, comme l'avocat de la banque l'a spécifiquement noté, ne se référait même pas au point général allégué par les CE.

21. En ce qui concerne la question de l'avantage dans la restructuration de DSME, les CE ont présenté un rapport rédigé par leur consultant, Price Waterhouse Coopers (PwC) qui critique le rapport sur la renégociation de la dette établi par Anjin, ancien cabinet coréen affilié à Arthur Andersen. Une réponse des auteurs du rapport Anjin ainsi que celle d'un banquier indépendant britannique à la retraite, M. William Lawes, ont confirmé que le rapport Anjin était objectif et équitable; ce document avait été établi sur demande afin de déterminer la meilleure solution, sur le plan commercial et en vue de la maximisation de la valeur, pour l'insolvabilité de DHI qui résultait du resserrement du crédit provoqué par la crise financière asiatique. Anjin était contractuellement tenu d'agir de manière objective et il n'y a absolument aucun élément de preuve, quel qu'il soit, qui montre qu'il ne l'ait pas fait. Anjin n'a pas reçu l'ordre de produire une réponse particulière mais a donné un avis indépendant quant à la valeur relative des options disponibles. M. Lawes a constaté que le rapport Anjin était établi de manière appropriée, qu'il prenait en considération toutes les données de fait appropriées et était globalement compatible avec le type d'évaluation que l'on attendrait de la part de banques adoptant l'"approche de Londres" pour maximiser la valeur dans les situations où l'entreprise était insolvable. M. Lawes a également confirmé l'argument logique selon lequel les banques à capitaux étrangers se trouvaient dans une situation fondamentalement différente et avaient toutes les raisons d'accepter un règlement plus intéressant à court terme mais offrant moins de potentiel à long terme. Cette décision les a amenées à négocier, en échange d'un versement immédiat aussi élevé que possible, la cession de leurs créances aux banques nationales, pour lesquelles l'enjeu était plus important et qui avaient davantage le temps et la volonté de suivre la voie de la renégociation de la dette, qui pourrait déboucher sur un redressement potentiel plus important avec le temps. Là encore, la négociation d'une quantité résiduelle de bons de souscription montre que les banques étrangères ont reconnu ce compromis.

22. Les CE ont continué de faire valoir que la conversion de dettes en participations avait, d'une certaine façon, "assaini" le bilan de DSME, bien qu'il soit impossible, les nouveaux propriétaires étant les anciens créanciers, de voir exactement ce qui était assaini. Une nouvelle dette n'aurait pas pu avoir pour effet de modifier la conversion de dettes en participations étant donné que tant les acteurs que la valeur étaient les mêmes dans chacun des scénarios présentés par les CE. Les CE ont également mentionné le rachat de la dette par la KAMCO comme un assainissement du bilan. Or cela était sans rapport avec le bilan de DSME car le seul résultat en a été un changement de créanciers, et non une réduction de la dette.

23. Les CE ont également contesté l'évaluation effectuée par Anjin, compte tenu du faible prix, d'après leurs allégations, offert pour les actions de DSME par un repreneur étranger objectif. Elles se sont référées à des articles de presse qui faisaient état de l'offre d'une société australienne, Newcastle Heavy Industries. La Corée a réfuté cette allégation en montrant que NHI a proposé en réalité une prime importante en plus du montant allégué par les CE.

24. En ce qui concerne la spécificité, l'argument des CE n'était guère plus qu'une allégation selon laquelle la dimension du groupe Daewoo signifiait que la restructuration était spécifique. Or l'approche suivie pour la renégociation de la dette était généralement disponible et la Corée avait précédemment communiqué des éléments de preuve montrant qu'un grand nombre d'entreprises avaient recours à cette approche. La dimension à elle seule ne rend pas une procédure spécifique.

25. En ce qui concerne les avantages fiscaux allégués dans le cas de la cession d'actifs de DHI, il n'y a pas eu de gains ni de bénéfices découlant de l'évaluation parce que les actifs de DHI ont été simplement imputés à la "valeur comptable" aux deux sociétés essaimées et à ce qui restait de DHI. Par conséquent, étant donné que les actifs étaient simplement transmis d'une entité à une autre, il n'y a eu ni événement imposable ni abandon de recettes publiques normalement exigibles. L'article 45-2 n'a donc pas conféré d'avantage. La Corée a noté que les chiffres présentés par les CE provenaient exclusivement d'un article de presse et que cela n'était pas un élément de preuve suffisant. En outre, le chiffre allégué par les CE concernait la totalité de DHI et ne prenait en compte aucune répartition entre les divisions. La Corée a aussi démontré que la législation fiscale en question n'était pas spécifique à la transaction concernant DSME. Si elle l'avait été, il n'y aurait eu aucune raison de la proroger de deux autres années après les cessions d'actifs de DHI. Comme il est indiqué ci-dessus, l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés prescrit un traitement fiscal spécifique pour le "gain" ou le "bénéfice" réalisé pour la société essaimée à la suite de l'"évaluation" des actifs effectuée au cours de la cession d'actifs.

26. **En ce qui concerne la restructuration de Samho**, la Corée a noté que les CE semblaient abandonner toute référence au rôle joué par les juges dans la transaction. La procédure de réorganisation ne peut pas commencer tant que le tribunal n'a pas déterminé que la valeur d'exploitation de l'entreprise visée était supérieure à sa valeur de liquidation. Si tel est le cas, le tribunal a le pouvoir d'ordonner à un curateur de lui communiquer un plan de réorganisation fondé sur la poursuite des activités économiques de l'entreprise concernée. Si le plan communiqué n'est pas conforme aux dispositions de la Loi sur la réorganisation d'entreprises ou s'il est inéquitable, inégal ou irréalisable, le tribunal peut décider de ne pas le soumettre à la réunion des parties intéressées en vue d'une solution. Il a aussi le pouvoir d'approuver ou de rejeter le plan adopté par les parties intéressées. En résumé, c'est le tribunal qui décide d'autoriser ou non l'entreprise visée à poursuivre ses activités économiques. Pour établir que la curatelle ordonnée par le tribunal et toute transaction effectuée dans le cadre de cette curatelle n'ont pas eu lieu dans des conditions d'indépendance ou ont conféré un avantage, les CE doivent démontrer qu'en l'espèce, le juge n'a pas fait son travail, qu'il a manqué à l'obligation juridique et fiduciaire qui lui incombait de maximiser le rendement des créances pour les créanciers. Les CE n'ont présenté aucun élément de preuve en ce sens. Il n'en existe pas.

27. Les CE ont contredit leur approche concernant la renégociation de la dette de DSME, au sujet de laquelle elles avaient allégué que les nouveaux propriétaires avaient surpayé, en faisant maintenant valoir que les nouveaux propriétaires de Samho avaient sous-payé. Bien sûr, une fois de plus, la vérité est que les faits ne corroborent pas les allégations des CE, quelle que soit celle de leurs approches contradictoires qu'elles choisissent. Dans le cas de Halla/Samho (comme dans celui de Daedong/STX qui sera examiné ultérieurement), le tribunal a déterminé que la valeur d'exploitation était supérieure à la valeur de liquidation et a décidé de procéder à la réorganisation de l'entreprise. Cette décision judiciaire était fondée sur l'évaluation effectuée par Rothschild, conseiller financier, et sur la proposition de réorganisation de l'entreprise élaborée par Rothschild pour maximiser le remboursement de la dette aux créanciers. De surcroît, parmi les nombreuses erreurs factuelles figurant dans les allégations des CE, il faut signaler le fait fondamental que les CE ont négligé d'inclure la prise en charge de la dette dans le prix d'achat de Samho.

28. En ce qui concerne la question de la spécificité, les CE ont fait valoir que s'il est satisfait à l'article 1.1 a) parce qu'il y a eu une contribution financière au titre d'une action des pouvoirs publics et qu'il est satisfait à l'article 1.1 b) car l'existence d'un avantage a été démontrée, il est alors *automatiquement* satisfait aux articles 1.2 et 2 relatifs à la spécificité. Autrement dit, les CE donnent des articles 1.2 et 2 une lecture qui les exclut complètement de l'Accord SMC. À l'évidence, le Groupe spécial ne peut pas adopter une interprétation de l'Accord qui frappe de nullité des dispositions entières.

29. **En ce qui concerne STX**, les CE ont fait valoir que la vente de l'entreprise par le tribunal des faillites était irrégulière parce que l'entreprise a été vendue à une société coréenne. Usant d'un

regrettable cliché, elles ont allégué un "vice inhérent" en ce qui concerne toute société coréenne. La Corée a démontré que la vente effectuée conformément aux recommandations de KPMG est allée au plus offrant des cinq candidats à la reprise. Deux ou peut-être trois de ces cinq repreneurs n'étaient pas des entreprises coréennes. Les CE sont ensuite revenues à leur argument indéfendable selon lequel *toute* issue de la procédure d'insolvabilité autre que la dissolution de la société et sa vente à bas prix constituait un avantage. En ce qui concerne la spécificité, elles ont avancé les mêmes arguments incorrects qu'elles avaient présentés au sujet de Samho, selon lesquels une constatation de l'implication des pouvoirs publics et de l'existence d'un avantage permettait automatiquement de franchir avec succès l'étape de la détermination de la spécificité.

B. PRÉJUDICE GRAVE

30. Il y a un désaccord fondamental entre la Corée et les CE sur la question de savoir s'il est nécessaire que le plaignant démontre l'existence d'un préjudice grave. Selon les CE, l'Accord contient un critère très mécanique. Si l'*un* quelconque des éléments de l'article 6.3 a), b) ou c) est démontré, il est dès lors *automatiquement* satisfait à la condition concernant l'élément préjudice grave de l'affaire. Le plaignant n'a rien d'autre à prouver. Pour l'essentiel, l'affaire est close. Bien entendu, cette approche exige que l'on donne du traité une lecture qui en exclut certains mots très importants. Le texte introductif de l'article 6.3 dispose que le préjudice grave *peut* exister quand *un ou plusieurs* des éléments en question sont démontrés. Les CE donnent au mot "peut" dans "peut apparaître" le sens du futur "apparaîtra". En réalité, ce qu'elles font, c'est le remplacer par quelque chose de plus; elles veulent dire en fait "sera réputé exister", parce que, de nouveau, elles essaient de créer des présomptions comme substitut aux preuves. Il convient de noter que les CE interprètent le mot "peut" d'une façon très proche de leur interprétation de l'emploi du futur dans les dispositions de l'article 6.1 qui permettent de créer des présomptions et qui sont aujourd'hui caduques. Ensuite, elles donnent une lecture qui exclut les mots "ou plusieurs" du texte. Si *un* élément quelconque était suffisant pour aboutir à la conclusion *automatique* et nécessaire qu'il existe un préjudice grave, à quoi cela servirait-il vraiment de démontrer les autres? À rien, bien sûr. Les mots "ou plusieurs" seraient totalement superflus.

31. Les CE tentent d'éliminer le mot "grave" du texte de l'Accord. Leur seule tentative pour répondre à l'abondante jurisprudence mentionnée par la Corée qui confirme que le mot "grave" connote en fait un critère plus rigoureux que le terme "important" consiste à mélanger les articles 5 a) et 6.3 c). De la même manière, les CE tentent de donner de l'Accord une lecture qui en exclut le terme "préjudice". Comme la Corée l'a noté, rien ne permet d'interpréter ce terme comme étant d'une certaine manière plus faible que le mot "dommage". Selon la Corée, le terme "intérêts" renvoie non seulement à la situation de la branche de production de la partie plaignante, mais aussi à quelque chose de plus. "Intérêts" est un terme plus large. Pour dire les choses simplement, un Membre plaignant ne devrait pas être autorisé à porter potentiellement atteinte de cette façon aux conditions de vente des autres Membres sur les marchés de pays tiers, à moins qu'il ne puisse montrer que ses intérêts plus généraux sont gravement lésés.

32. Plus surprenant encore, les CE soutiennent qu'elles n'ont pas à établir des catégories de produits similaires. La Corée estime qu'un aspect fondamental de la structure de l'Accord et de la logique pure veut que le plaignant établisse des catégories de produits similaires. Tant que celui-ci ne le fait pas, il n'y a tout simplement aucun moyen cohérent d'examiner les éléments de l'affaire. Les CE font valoir que la référence de la Corée au produit similaire visé à l'article 15.2 de l'Accord SMC et l'article 3.2 de l'Accord antidumping est malvenue parce que ces dispositions se réfèrent aux produits similaires sur les marchés des produits *importés*. Cet argument semble sorti de nulle part car il est totalement illogique et n'a pas de fondement dans l'Accord. Les CE n'ont pas expliqué les dispositions de l'article 6.3 a), b) et c), ainsi que 6.4 et 6.5 qui se réfèrent toutes aux produits similaires et dont aucune ne concerne l'importation sur le marché du Membre plaignant.

33. Les CE ont fondé tout leur raisonnement sur l'argument d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix dus à des problèmes de capacité. Cependant, comment peut-on analyser soit la capacité, soit l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix sans définir les marchés de manière rigoureuse? Capacité pour quels produits causant l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix de quels produits? Les CE ne présentent qu'une collection de graphiques concernant des groupes de produits changeants (par exemple, à différents moments, elles ont approuvé l'idée avancée par le Japon selon laquelle il n'y avait qu'une seule catégorie de produits similaires) et ont même essayé de tromper le Groupe spécial au sujet du lien de causalité en raison d'une "anomalie" dans un graphique de prix incluant apparemment *tous* les navires de commerce. Est-ce en raison de l'effet produit par l'inclusion de ce produit sur leurs graphiques de prix qu'elles ont soudain décidé, au beau milieu de l'affaire, d'exclure du différend les chimiquiers purs? Les CE allèguent qu'à l'intérieur des types de produits qu'elles ont distingués (porte-conteneurs, transporteurs de produits et de produits chimiques et transporteurs de GNL), il n'est pas nécessaire d'établir une distinction plus détaillée en fonction de la taille parce que les navires de toutes tailles sont substituables sur toutes les routes dans de nombreux cas. Ainsi, non seulement cela va à l'encontre des différenciations en fonction de la taille qui sont couramment établies dans la construction des navires et les transports maritimes mais cela contredit aussi l'affirmation de leur propre expert selon laquelle la substitution est rarement possible sur le plan de la taille en raison des paramètres économiques et un navire de 70 000 tpl, par exemple, n'équivaut pas du point de vue opérationnel ou économique à deux navires de 35 000 tpl. Le fait que les CE invoquent la substituabilité de l'offre - en alléguant que les navires ne sont qu'un assemblage d'acier et qu'un chantier naval peut construire n'importe quel type de navire - est difficilement compréhensible et assurément en contradiction avec le fait qu'elles ont elles-mêmes exclu toutes sortes de produits allant des navires de croisière aux navires rouliers et aux chimiquiers purs. Premièrement, ce qu'est un produit similaire doit être déterminé essentiellement à partir de la demande, sur la base des caractéristiques techniques et de leur valeur ajoutée pour l'utilisation du produit tel qu'il est perçu par l'utilisateur. Deuxièmement, aucun chantier au monde ne prétend pouvoir construire tous les navires. En réalité, les chantiers des CE ont intentionnellement - bien avant la restructuration des entreprises en Corée - axé leurs efforts sur les petits produits similaires et sur des créneaux à forte valeur ajoutée comme, par exemple, les bateaux de croisières, les transbordeurs ou les navires rouliers. Les CE concluent aussi de manière arbitraire et sommaire lorsqu'elles se réfèrent à "la Corée" en général, alors que la participation aux différents marchés de produits similaires diffère beaucoup entre chantiers restructurés et chantiers non restructurés. C'est d'autant plus vrai que dans le cas des produits similaires pour lesquels il subsiste une certaine concurrence entre les CE et la Corée, la plupart sinon la totalité des navires coréens ont été construits par des chantiers non restructurés qui n'ont pas bénéficié des subventions alléguées à la restructuration d'entreprise.

34. Bien sûr, les CE persistent à dire qu'il s'agit d'un problème de *sur*capacité. Le préfixe "sur" n'est rien d'autre qu'un terme émotionnel dont les CE espèrent, en l'ajoutant, qu'il influencera la manière dont le Groupe spécial considère le marché. Comme elles l'ont elles-mêmes reconnu, il n'y a pas de moyen convenu de définir la capacité dans la construction navale. En fait, c'est dans l'autre sens qu'il y a convergences des vues, à savoir qu'il n'existe pas de moyen universellement applicable ou inéquivoque de définir la capacité. L'existence de toute capacité aura un effet sur le marché, qu'elle vienne d'Estonie ou de Corée. Et bien entendu, plus la branche de production du pays sera importante, plus l'incidence de la production en provenance de ce pays sera grande. De toute évidence, les CE essaient de détourner l'affaire de la question de l'effet des subventions pour amener le Groupe spécial à mettre l'accent sur l'effet des produits. Si elles y parviennent, alors selon leur approche, la simple taille de la branche de production coréenne aujourd'hui (comme, sans doute, la taille de la branche de production du Japon aujourd'hui ou de la Chine demain) donnera lieu à une décision positive, sans qu'il soit tenu compte de la prescription de l'Accord selon laquelle l'empêchement notable des hausses de prix doit être lié aux effets de la subvention alléguée.

35. En ce qui concerne l'allégation des CE relative aux questions de prix, comme la Corée l'a signalé et comme les CE ne peuvent le nier, les chantiers navals coréens bénéficient d'un avantage

important en matière de coûts par rapport aux CE. C'est le cas depuis longtemps. Cet avantage s'est accentué au cours des quelques dernières années, d'une manière générale parce que le won restait faible et, en particulier, du fait que l'euro s'est relativement renforcé par rapport au won. Malgré cela, les CE ont proposé un modèle de coût conjectural fondé sur des affirmations non expliquées et non prouvées. Nonobstant ces estimations et suppositions, elles essaient d'*inférer* l'existence d'un subventionnement en se fondant sur ces calculs conjecturaux de coûts projetés. Cela ne serait pas acceptable de la part d'une autorité nationale faisant une détermination sur la base de la valeur construite dans une affaire antidumping; dans une enquête en matière de droits compensateurs, ce serait bizarre, et il n'y a strictement aucune raison pour laquelle le présent Groupe spécial devrait, dans une affaire relative à un préjudice grave, se lancer dans une telle conjecture sur la base d'une modélisation des coûts et de projections relatives à l'inflation qu'il n'a même pas vues.

36. Les CE essaient de réitérer les allégations abandonnées concernant la sous-cotation des prix. Les "éléments de preuve" qu'elles ont communiqués sont factuellement erronés. Un exemple en est le cas de Hamburg Sud au sujet de laquelle il est montré que le chantier européen Odense exerçait une influence déterminante sur les prix. De plus, il est inadmissible que les CE tentent de réintroduire à ce stade des allégations abandonnées précédemment. Les CE ont essayé de le justifier en disant qu'elles n'alléguaient pas qu'il y avait sous-cotation des prix en tant que telle, mais cherchaient uniquement à étayer leurs arguments relatifs à l'empêchement de hausses de prix. C'est un pur sophisme. Normalement, on construit une argumentation en imbriquant des éléments de preuve qui incluent "un ou plusieurs" des facteurs énumérés à l'article 6.3. Les CE ont rejeté cette approche et ne peuvent rien y changer, même si elles regrettent maintenant beaucoup leur décision antérieure. À les voir s'efforcer d'établir l'existence d'un préjudice grave sur la base étroite d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix dus à des problèmes de capacité, à l'exclusion de tout autre élément de preuve, on pense à un éléphant qui essaierait de se tenir en équilibre sur une tête d'épingle.

37. Même en prenant ce point en considération, si la modélisation conjecturale des coûts faite par les CE projette un effet uniforme sur l'ensemble de la branche de production coréenne, il s'ensuit nécessairement que les effets sur les prix ne proviennent pas des subventions alléguées mais sont dus au contraire aux pratiques en matière de prix de la majorité des chantiers navals non restructurés. Il est significatif que les CE continuent d'alléguer que le chantier non restructuré Hyundai Mipo a exercé une influence dominante sur les prix, en se fondant sur l'allégation selon laquelle Hyundai Mipo a tiré avantage des APRG ou PSL. Or Hyundai Mipo n'a eu qu'un nombre très limité de PSL et d'APRG et les montants des avantages (pour autant qu'il y en ait eu) étaient minimes et certainement très largement insuffisants pour expliquer la différence de prix de 15 pour cent, alléguée par les CE, par rapport à l'offre concurrente de Lindenau. (La Corée note également que le subventionnement *ad valorem* accordé par les CE à l'ensemble de leurs chantiers navals est bien plus élevé et devrait être pris en compte dans toute analyse correcte du lien de causalité.) Autrement dit, la propre approche des CE qui consiste à tout amalgamer sur la base d'une modélisation générique des coûts et des prix aboutit en fait à la conclusion inverse de celle que les CE souhaitent. Un effet éventuel sur les prix n'est pas celui des subventions alléguées.

38. L'un des nombreux problèmes qui se posent ici est que les CE amalgament des étapes distinctes. D'après le texte de l'Accord, dans chacun des alinéas de l'article 6.3, la "subvention a pour effet" de causer l'un des éléments éventuels qui peuvent être constitutifs d'un préjudice grave. En d'autres termes, le lien de causalité *à l'intérieur de* l'article 6.3 c) ne concerne pas le préjudice grave mais les éventuels facteurs justificatifs. L'Accord dit clairement que les CE doivent démontrer que les subventions alléguées ont pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable. Il n'y a pas à ergoter. Il faut que les subventions spécifiques identifiées aient réellement elles-mêmes pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix dans une mesure notable. D'autres facteurs peuvent être en jeu et ils peuvent aussi avoir pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix, mais ces effets ne peuvent pas être imputés aux subventions alléguées. La Corée doit encore une fois insister sur ce point car les CE n'en viennent même pas au fait pour dissocier l'effet des subventions et essaient, au contraire, d'invoquer l'effet des

produits. Ce n'est qu'alors, une fois que cet élément a été établi comme un effet de la subvention alléguée, que le plaignant pourra montrer que cet élément cité à l'article 6.3 peut, à lui seul ou avec d'autres parmi *plusieurs* éléments identifiés, causer le préjudice grave. Il va de soi que les autres facteurs causant le préjudice ne peuvent pas être imputés aux subventions alléguées. Cela est non seulement exigé par la jurisprudence relative aux enquêtes concernant tous les types de dommage, mais est aussi imposé par l'analyse contextuelle complète de la Partie III, qui dispose à l'article 7.8 que l'élimination du dommage est une mesure corrective possible. S'il n'y a pas eu une analyse fiable partant de la subvention alléguée qui a pour effet d'empêcher des hausses de prix dans une mesure notable, ce qui, à son tour, cause un préjudice grave, l'analyse devient alors littéralement impossible.

39. En conclusion, il est clair que les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait, et qu'elles ont au demeurant mal interprété cette charge en droit. Par ailleurs, à titre subsidiaire et à la demande du Groupe spécial, la Corée a produit pour chaque point de droit des éléments de preuve substantiels démontrant que les allégations des CE sont dénuées de fondement. En conséquence, la Corée demande que le Groupe spécial rejette les allégations des CE au titre des Parties II et III de l'Accord SMC.

ANNEXE G

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION ET OBSERVATIONS

Contenu		Page
Annexe G-1	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial (2 juillet 2004)	G-2
Annexe G-2	Observations des Communautés européennes sur les nouveaux renseignements factuels communiqués par la Corée (9 juillet 2004)	G-49
Annexe G-3	Réponses des Communautés européennes aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial (16 juillet 2004)	G-70
Annexe G-4	Réponses et observations de la Corée au sujet des questions posées par les Communautés européennes et par le Groupe spécial (2 juillet 2004)	G-82
Annexe G-5	Réponses de la Corée aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial et observations sur certaines questions complémentaires adressées aux Communautés européennes (9 juillet 2004)	G-168
Annexe G-6	Observations de la Corée concernant les réponses des Communautés européennes aux questions supplémentaires (23 juillet 2004)	G-209

ANNEXE G-1

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(2 juillet 2004)

I. AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CE)

A. RÉGIME JURIDIQUE DE LA KEXIM

Question n° 128

Les pouvoirs publics fournissent-ils nécessairement une subvention s'ils font une contribution financière n'entrant pas dans le cadre d'un comportement commercial normal? Supposons que les pouvoirs publics créent un nouveau mécanisme de financement spécial qui n'a jamais été offert par des banques privées. Supposons que les banques privées commencent ensuite à offrir le même mécanisme de financement aux mêmes conditions que celles que les pouvoirs publics ont offertes initialement. En supposant que le mécanisme de financement constitue une contribution financière, l'offre initiale de ce mécanisme par les pouvoirs publics conférerait-elle un avantage? Veuillez expliquer.

Réponse

1. Les Communautés européennes notent que la question nécessite que l'on retienne l'hypothèse que le mécanisme de financement constitue effectivement une contribution financière.

2. Dans ces circonstances, les CE estiment que la mesure hypothétique constitue bel et bien une subvention, car elle confère un avantage sous la forme d'un mécanisme de financement qui n'existe pas sur le marché. La réponse à la question de savoir s'il s'agit d'une subvention prohibée ou d'une subvention pouvant donner lieu à une action dépendra bien évidemment de la réponse à la question de savoir si la mesure satisfait ou non aux autres conditions de cet accord (et en particulier celle de la spécificité) et s'il existe d'éventuelles exceptions ou exclusions.

3. Une fois que les banques privées se seront mises à offrir le même mécanisme de financement, selon les mêmes termes que ceux offerts par les pouvoirs publics, il se peut que l'avantage et, partant, la subvention, disparaisse. Ce qui n'aurait pas d'effet rétroactif et ne changerait rien au fait qu'une subvention ait été initialement accordée.

Question n° 129

Les CE soutiennent que le site Web de la KEXIM décrit le programme PSL comme visant "à encourager l'exportation de biens d'équipement tels que ... les navires ... en prévoyant des crédits plus importants et des délais de remboursement plus longs que ceux que les fournisseurs ou les banques commerciales consentiraient". N'est-ce pas là ce que fait toute banque de développement? Les banques de développement accordent-elles nécessairement des subventions? Veuillez expliquer.

Réponse

4. Pour les CE, ce qui est entendu par "banque de développement" n'est pas clair.

5. Tout d'abord, les CE feraient observer que la question du traitement spécial et différencié réservé aux pays en développement ne se pose pas en l'espèce, étant donné que la Corée n'a pas invoqué et n'aurait pu invoquer ce traitement.

6. En tout état de cause, si un organisme public d'un Membre de l'OMC qui est une "banque de développement" consent des prêts subordonnés aux exportations à des taux préférentiels, il consent effectivement des subventions à l'exportation, à moins qu'une exemption ou exclusion ne soit prévue aux termes de l'*Accord SMC* ou de tout autre accord visé.

B. APRG/PSL

Question n° 130

Veuillez commenter la pièce n° 87 de la Corée concernant les marges pour risque pays.

Réponse

7. La Corée soumet l'avis d'*Anjin sur la place du facteur risque pays dans la détermination des taux préférentiels APRG* (**pièce n° 87 de la Corée)** à l'appui de son affirmation selon laquelle "les taux APRG émis par des banques étrangères se doivent d'être supérieurs à ceux des banques nationales du fait de l'application de la prime pour risque pays".[1]

8. Les CE ne sont pas du tout d'accord avec l'argument et l'opinion exposés par la Corée dans la **pièce n° 87 de la Corée**. Elles soumettent en réponse la **pièce n° 148 des CE** comportant un avis de *PriceWaterhouseCoopers* dans lequel il est expliqué en détail que:

> En conséquence, **le risque lié à la fourniture à une entreprise coréenne d'une APRG dans une monnaie étrangère,** comme c'est le cas pour la plupart des APRG, **est le même indépendamment du lieu d'implantation de la banque**; aussi il convient de tenir compte du risque pays lié à la Corée dans le prix:
>
> - à titre de majoration pour couvrir le risque de transfert du fait que l'entreprise doit trouver les devises au cas où les pouvoirs publics veulent conserver les devises "fortes";
>
> - à titre de majoration du fait que la banque doit obtenir un refinancement dans la monnaie étrangère.[2]

9. Aussi il n'y a pas lieu de rejeter les taux préférentiels pratiqués pour les APRG par les banques étrangères (CITI et ABN AMRO) comme points de référence du marché.

10. La Corée n'a même pas tenté de refaire les nombreux calculs effectués par les CE des avantages des APRG. Même si la Corée avait raison et que l'on pouvait déduire 61 points (la "prime pour risque pays" identifiée à la page 5 de la pièce n° 87 de la Corée) (*quod non*), les taux pratiqués

[1] Déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion sur le fond avec le Groupe spécial, paragraphe 80.

[2] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 3.2, page 10.

par la KEXIM restent considérablement inférieurs à ceux pratiqués par les banques étrangères. L'illustration en est donnée dans les tableaux ci-après:

[RCC: omis dans la version publique.]

11.

12. En bref, l'avantage démontré par les CE par la comparaison des primes de la KEXIM pour les APRG et de celles pratiquées par les banques étrangères et les banques nationales[3] reste intact.

Question n° 131

Pourquoi, dans leur calcul de l'avantage concernant le financement de la KEXIM, les CE ont-elles appliqué la cote de crédit S/M à DSME pour l'ensemble de la période pour laquelle des calculs sont présentés, y compris en particulier la période suivant la restructuration? La position des CE est-elle que DSME est restée insolvable même après la restructuration? Veuillez expliquer.

Réponse

13. Les CE ont appliqué la cote de crédit fournie par les agences de crédit coréennes.[4] **[RCC: omis dans la version publique.]**[5] Conformément à leur méthode de calcul[6], les CE ont à juste titre appliqué la cote de crédit S/M pour toute la période couverte par leur calcul et n'ont jamais allégué que DSME était restée insolvable après la renégociation de la dette.

Question n° 132

Veuillez commenter l'affirmation de la Corée selon laquelle le nantissement offert pour certaines APRG accordées par des banques étrangères "ne couvrait qu'une faible partie de la garantie" (paragraphe 81 de la déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond).

Réponse

14. Il convient d'emblée de noter que la Corée n'a nulle part étayé son affirmation par des pièces justifiant le montant précis des nantissements. Au contraire, la Corée a donné des indications divergentes quant aux pourcentages couverts. Ainsi, dans sa première communication écrite, la Corée a déclaré que NHIC et CITI accordaient des APRG en échange de dépôts en banque d'un montant de **[RCC: omis dans la version publique.]**.[7] Dans sa réponse à la question n°14 posée par les CE, la Corée a déclaré que **[RCC: omis dans la version publique]**. Dans sa deuxième communication écrite, la Corée a diminué le montant du dépôt requis par NHIC, dépôt qui était désormais de **[RCC: omis dans la version publique]**. pour les paiements anticipés, là encore sans expliquer la modification factuelle et sans étayer son affirmation.

[3] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 170 à 173 et déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 36.

[4] Réponse de la Corée aux questions au titre de l'Annexe V, pièce jointe 1.1(24)-1 **(pièce n° 30 des CE)**.

[5] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 362.

[6] **(Pièce n° 125 des CE).**

[7] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 207.

15. En tout état de cause, l'affirmation de la Corée ne répond pas de manière adéquate à l'argument des CE selon lesquelles les dépôts en espèces offerts comme nantissement à des banques étrangères correspondent à des nantissements plus solides par rapport au Yangdo Dambo.[8]

16. Par conséquent, la valeur de nantissement du dépôt en espèces doit être considérée comme étant au moins l'équivalent du Yangdo Dambo, à moins que la Corée n'ait communiqué des documents et évaluations détaillés de la valeur respective des Yangdo Dambo. Or, comme l'a déclaré la Corée dans sa réponse aux questions du Groupe spécial, la KEXIM ne conserve pas ce type de documents.

Question n° 133

Au paragraphe 105 de leur deuxième communication écrite, les CE déclarent que seules les banques nationales ayant des "liens avec les pouvoirs publics" ont accordé des APRG à Samho. À propos de la figure 12 de la première communication écrite des CE, Chubb est-elle une banque nationale? Dans l'affirmative, a-t-elle des "liens avec les pouvoirs publics"? Si de tels liens existent, quelle est leur nature? Veuillez expliquer.

Réponse

17. La déclaration figurant au paragraphe 105 de notre deuxième communication renvoie à la période *précédant* la restructuration de Samho (achevée - d'après la Corée - le 27 octobre 1999[9]).

18. Or, il n'est question de Chubb que pour la période *suivant* la restructuration de Samho. Les éléments de preuve communiqués par la Corée[10] indiquent qu'à quatre reprises au moins Chubb a accordé des APRG à Samho. Les CE croient comprendre que CHUBB est une compagnie d'assurance mondiale sans liens avec les pouvoirs publics. Les CE ont comparé les taux pratiqués par Chubb à ceux de la KEXIM dans la déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond et ont démontré que les taux de la KEXIM étaient inférieurs de 50 pour cent à ceux de Chubb.[11]

Question n° 134

Dans la pièce n° 118 des CE, PwC affirme que "[l]e tableau des obligations de la KSDA donne l'évaluation acceptée au prix du marché pour le marché intérieur". Cela signifie-t-il que les CE n'acceptent pas l'argument de la Corée selon lequel le tableau des obligations présente des taux hypothétiques/projetés, ou les CE acceptent-elles l'argument de la Corée mais estiment que l'indice constitue cependant un point de repère du marché fiable? Veuillez expliquer. Que signifie "évaluation au prix du marché" dans ce contexte? En particulier, qui évalue quoi et sur quel marché?

Réponse

19. Effectivement, les CE ne sont pas d'accord avec la Corée. Le tableau des obligations de la KSDA ne constitue pas un taux hypothétique ou projeté, mais bien un point de repère du marché fiable qui permet d'évaluer le taux d'intérêt offert sur les prêts. "L'évaluation au prix du marché" est "l'acte d'accorder une valeur à une position détenue dans un instrument financier en fonction du prix

[8] Rapport de PriceWaterhouseCoopers sur les prêts avant expédition et les APRG, page 15 **(pièce n° 118 des CE)**.

[9] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 422.

[10] Liste des APRG aux chantiers navals coréens (pièces jointes n° 1.2(31)-1-1.2(31)-8) **(pièce n°24 des CE)**.

[11] Déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond, paragraphe 36.

actuel de cet instrument sur le marché".[12] Le tableau des obligations de la KSDA procède de la manière suivante:

> Selon la définition de Bloomberg de l'obligation de société de la KSDA, "la KSDA recueille tous les jours les prix établis pour chaque secteur par dix grandes banques d'investissement, pour des durées allant de trois mois à cinq ans. Les indices sont calculés quotidiennement et rééquilibrés toutes les semaines. Les modifications sont mises à jour toutes les semaines dans les constituants de l'indice, de manière à rendre visibles toutes les nouvelles sûretés sous-jacentes pour chaque secteur. La KSDA met à jour les changements de notation tous les mois. […] Le tableau des obligations de la KSDA est l'**évaluation au prix du marché acceptée [6]** pour le marché intérieur".[13]

20. En bref, le tableau des obligations de la KSDA constitue l'évaluation acceptée au prix du marché, c'est-à-dire qu'il reflète **le prix actuel** du marché des obligations, vu que le prix et le rendement des obligations sont mis à jour quotidiennement d'après les données recueillies auprès d'un grand nombre d'agences locales de titres représentatifs. Comme l'a reconfirmé PriceWaterhouseCoopers:

> Il s'agit donc de la meilleure représentation des rendements que demandent les investisseurs à un moment spécifique pour les obligations coréennes à une date d'échéance et à une cote particulières.[14]

21. La Corée semble affirmer que le tableau des obligations de la KSDA est "hypothétique et projeté" par rapport aux taux d'intérêt d'obligations existantes DHI. Or, comme il a été expliqué en détail précédemment[15], les obligations de société effectivement émises par les chantiers ne constituent pas des points de repère appropriés pour les obligations de société i) parce qu'elles étaient garanties par une banque, ii) parce qu'elles n'étaient pas émises dans la même monnaie, ou iii) parce qu'elles n'étaient pas émises en même temps que les PSL de la KEXIM. En ce qui concerne d'autres sources de financement, elles n'étaient pas considérées comme un point de repère approprié étant donné que leur taux peut dépendre des relations particulières existant entre la banque et le débiteur.

Question n° 135

La Corée critique les CE parce qu'elles ont utilisé dans leurs calculs de l'avantage l'indice des cours des obligations à un an plutôt qu'à six mois. Pourquoi l'indice à un an a-t-il été utilisé? Quel effet aurait l'utilisation de l'indice à six mois sur les calculs des CE?

Réponse

22. Les CE ont utilisé le cours des obligations à un an parce qu'elles n'étaient pas au courant de l'existence de l'autre taux (le site web de la KSDA est en effet en coréen). Le cours des obligations à un an était donc le point de repère le plus proche dont disposait les CE, taux qui a ensuite été ajusté par soustraction des marges entre les bonds du Trésor coréen à six mois et ceux à 12 mois, telles que communiquées par Bloomberg et proposées par le Consultant[16] pour tenir compte de la différence de durée.

---

[12] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, note de bas de page 6.
[13] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 4.1, page 11.
[14] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 4.1.
[15] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123.
[16] PriceWaterhouseCoopers, Rapport sur les prêts avant expédition et les APRG **(pièce n° 118 des CE)**, page 15.

23. Comme il est expliqué plus en détail dans notre réponse à la question n° 136 du Groupe spécial, les CE ont recalculé l'avantage en utilisant l'indice à six mois **(pièce n° 10 des CE)**. Ce nouveau calcul montre que la différence entre l'indice à un an et l'indice à six mois est insignifiante et montre quand même l'existence d'un avantage.

Question n° 136

Au paragraphe 95 de sa déclaration orale, la Corée présente un certain nombre de points critiquant la méthode de calcul des CE et indique que les pièces n° 90 à 102 de la Corée contiennent de plus amples détails. Veuillez répondre de façon détaillée aux critiques de la Corée, y compris compte tenu de la teneur de ces pièces.

Réponse

24. La Corée fait cinq critiques d'ordre général sur la méthode de calcul utilisée par les CE.[17] Ces critiques sont reprises dans deux pièces.[18] La Corée donne ensuite un "rectificatif" du calcul fait par les CE de l'avantage que représente les prêts avant expédition pour chacun des sept chantiers navals visés.[19]

25. Les CE vont tout d'abord répondre aux critiques d'ordre général faites par la Corée (section 1). Il est expliqué dans cette section (étayée par un rapport de PriceWaterhouseCoopers) la raison pour laquelle trois de ces critiques (mauvaise utilisation de la cote de crédit de DHI/DSME, refus de tenir compte des nantissements de Samho et d'autres facteurs mitigeant les risques supportés par la KEXIM) doivent être rejetées par le Groupe spécial. Les CE procéderont alors à un nouveau calcul **(pièce jointe n° 10 des CE)** tenant compte:

- des nouveaux renseignements sur le taux de rendement des obligations de la KSDA à six mois;
- la nouvelle valeur du Yangdo Dambo pour les chantiers dont la notation correspond à des titres de bonne qualité (supérieure à BBB-);
- un certain nombre d'erreurs de calcul ou d'erreurs typographiques inévitables signalées par la Corée dans ses rectificatifs (section 2).

26. La section 3 commente ensuite plus en détail le rectificatif de la Corée et note que même le calcul réalisé par la Corée indique l'existence d'un avantage.

1. Réponse des CE aux critiques générales émises par la Corée

27. Il est répondu à cette section aux critiques générales de la Corée selon lesquelles:

- la notation des obligations de société accordées par d'autres agences de notation aux chantiers navals ne peuvent être comparées à celle de la KEXIM;
- les CE auraient dû utiliser les taux à six mois de la KSDA;
- les CE ont mal utilisé le Yangdo Dambo;

[17] Déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 95.
[18] Déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial **(pièces n° 90 et 91 de la Corée)**.
[19] Déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, **(pièces n° 94 à 100 de la Corée)**.

- les CE ont mal utilisé la cote de crédit de DHI/DSME;
- les CE n'ont pas ajusté le PSL de Samho pour le nantissement matériel de 100 pour cent;
- les CE n'ont pas estimé à leur juste valeur d'autres facteurs pertinents ayant une valeur considérable en tant que sûreté.

a) La notation des obligations de société accordées par d'autres agences de notation aux chantiers navals **sont bel et bien** comparables à la cote de crédit de la KEXIM.

28. La Corée déclare que la notation des obligations de société et les notations de la KEXIM ne sont pas directement comparables étant donné que:

- les niveaux de risque de crédit sous-jacents de la notation de la KEXIM et des agences de notation d'obligations de société sont différents; et
- les facteurs de notation ne sont pas identiques.

29. Les CE contestent ces arguments.

30. L'un des principaux arguments avancés par la Corée pour dire que les niveaux de risque de crédit sous-jacents des notations de la KEXIM et des notations par les agences de notation des obligations de société sont différents est, selon la **pièce n° 91 de la Corée**, que

> la notation d'une obligation de société [c'est-à-dire la notation de l'émission] en Corée pourrait effectivement être considérée comme étant identique à la notation de l'émetteur [notation de la société émettrice], alors que les notations de la KEXIM tenaient compte de toutes les caractéristiques de la facilité de crédit.[20]

31. Comme expliqué dans notre deuxième communication écrite et comme l'a reconfirmé PriceWaterhouseCoopers,

> La majorité si ce n'est la totalité des titres DSME émis entre 1997 et 1999 étaient assortis soit d'un nantissement, soit de garanties de banques ou de sociétés. **La notation de ces titres NE POUVAIT donc pas être considérée comme étant la même que celle de DSME**. La notation de l'obligation correspond au nantissement de l'émission obligataire exactement de la même manière que les notations de la KEXIM correspondent au nantissement des prêts consentis.[21]

32. S'agissant de l'argument de la Corée concernant les résultats des titres des États-Unis privés par rapport aux titres publics[22] et compte tenu que "le taux de défaillance pour une cote de crédit d'une banque est inférieur à celui des cotes correspondantes des obligations de société", les CE notent:

33.

> le risque de crédit des prêts privés de bonne qualité et cotés BB est comparable au risque de crédit de la dette publique ayant la même cotation. Il semblerait également que lorsque l'on aborde la question des notations spécifiques, la **plus pessimiste est**

[20] **Pièce n° 91 de la Corée** , paragraphe 2 a).
[21] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 2.1.1 page 4.
[22] **Pièce n° 91 de la Corée**, paragraphe 2 c).

> **en général celle dont la capacité de prédiction est la meilleure**. Par conséquent, la corrélation entre la notation des obligations de société et la notation de la KEXIM devrait exister au moins pour les notations supérieures ou égales à BB (comme indiqué dans la pièce n° 93 de la Corée).[23]

34. Également, l'argument avancé par la Corée concernant les nantissements et structures spécifiques des prêts dont on est censé tenir compte dans la cotation de la KEXIM et non dans la cotation CB[24] ne tient pas. En effet, le principe de base d'une notation est le suivant:

> une notation est émise pour évaluer l'exposition au risque en termes de capacité de remboursement du débiteur et, dans le cas de notation d'obligation (notation d'émission) tient compte de l'existence de tout nantissement éventuel. En conséquence de quoi, un prêt privé et une obligation ayant la même notation s'accompagneront de la même capacité de remboursement et seront exposés au même risque. Les deux devraient donc être rémunérés au même taux d'intérêt.[25]

35. La Corée fait valoir dans la **pièce n° 91 de la Corée** que les facteurs déterminant le classement ne sont pas identiques. Plus spécifiquement, elle allègue que:

> Les banques emploient généralement l'approche dite du "point temporel", suivant laquelle la durée de validité d'une évaluation des risques est généralement d'un an à compter de la date de l'évaluation, et que "la KEXIM utilise cette approche pour évaluer la situation "actuelle" de l'emprunteur", alors que Moody's et Standards & Poors (S&P) notent les obligations de société en fonction de l'approche d'un cycle complet et envisagent le scénario le plus défavorable.[26]

36. Cela est faux. Comme il est expliqué plus en détail dans le rapport de PriceWaterhouseCoopers:

> Nulle part dans la définition de la notation [comme en rend compte S&P] n'est-il mentionné que cette notation s'appuie sur l'hypothèse la plus défavorable. La notation s'appuie sur la solvabilité du débiteur et sur les garanties. Ensuite, lorsqu'on détermine une notation pour fixer un taux d'intérêt sur un prêt, nous supposons que la KEXIM examine plus que la simple "situation actuelle". **Si tel n'était pas le cas, la KEXIM n'aurait pas continué à consentir des prêts à DSME alors que cette entreprise était en faillite ...** Et si la KEXIM examine autre chose que la "situation actuelle", lorsqu'une entreprise est au bord de la faillite, nous nous attendrions à ce qu'elle envisage également l'avenir, lorsque la société a de bons résultats (au cas où ...). Dans le cas contraire, cela signifierait que le taux d'intérêt sur le prêt ne tient pas compte des risques à venir et, en tant que tel, ne représenterait pas un taux "normal" du marché.[27]

37. Par ailleurs, le fait même qu'il existe des différences entre les notations pratiquées par les différentes banques ne signifie pas impossibilité de concilier les notations. PriceWaterhouseCoopers analyse et conclut:

> en cas de divergence, la notation la plus optimiste semble avoir le plus fort pouvoir de prédiction pour les taux d'incidence, ce qui donne à penser que les investisseurs

---

[23] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 paragraphe 2.1.1, page 5 **(pièce n° 148 des CE)**.
[24] **Pièce n° 91 de la Corée**, paragraphe 2 a), b) et e).
[25] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004, paragraphe 2.1.1, page 5 **(pièce n° 148 des CE)**.
[26] **Pièce n° 91 de la Corée**, paragraphe 3 d).
[27] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004, paragraphe 2.1.2, page 6 **(pièce n° 148 des CE)**.

devraient être attentifs aux notations accordées par d'autres, même lorsqu'ils contestent cette notation.[28]

38. Enfin, même si on utilise les données communiquées par la Corée dans la **pièce n° 92 de la Corée** – Tableau 1, et les marges fournies par des agences de notation indépendantes, PriceWaterhouseCoopers confirme que la notation P5 de la KEXIM est comparable à une notation "BBB", c'est-à-dire un titre de bonne qualité.[29] L'usage par la KEXIM d'une notation (et de taux d'intérêt) "P5" pour DSME alors que les agences indépendantes avaient accordé une notation différente représente un avantage dans la mesure où il n'était pas tenu compte du risque de crédit effectif de l'entreprise. Les taux d'intérêt ne sont pas ceux du marché commercial.

b) Taux de rendement des obligations KSDA: un an plutôt que six mois

39. Les CE ont expliqué dans leur réponse à la question n° 135 du Groupe spécial les raisons pour lesquelles elles ne connaissaient pas l'existence de l'indice de la KSDA à six mois et pour lesquelles elles avaient utilisé en toute bonne foi l'indice à un an, tout en l'ajustant. Cela étant, comme le montre le nouveau calcul figurant dans la **pièce jointe n° 10 des CE**, l'utilisation des taux de rendement à six mois ne donne pas de résultats très différents.

c) Mauvaise utilisation du Yangdo Dambo

40. La Corée prétend que les CE ont mal utilisé la valeur du Yangdo Dambo.[30] Les CE notent que cet argument ne s'applique qu'aux chantiers bénéficiant d'une notation supérieures à BBB- et que la Corée, jusqu'à présent, n'a pas communiqué les ajustements effectifs accordés par la KEXIM pour le nantissement dans chaque cas d'espèce et n'a pas donné de preuves à l'appui. Au contraire, la Corée invoque pour les nantissements des valeurs prévues dans les Lignes directrices sur les taux d'intérêt de la KEXIM.[31]

41. En conséquence de quoi, l'avantage calculé pour DSME et Samho n'est pas affecté puisque leur notation était inférieure à BBB-. Comme démontré dans la **pièce n° 10 des CE**, même après avoir ajusté les résultats, les CE restent en mesure de montrer qu'il y a eu avantage.

d) Pas de mauvaise utilisation de la notation de DHI/DSME

42. La Corée persiste à nier que la notation "C" pour des obligations de sociétés est équivalente à la cote de crédit "SM"[32] de la KEXIM et présente dans la **pièce n° 92 de la Corée** les notations CB et la notation de la KEXIM pour les chantiers navals. C'est intenable. La KEXIM est libre d'utiliser son propre système de cote de crédit. Cela dit, comme il est expliqué plus haut et comme l'a confirmé PriceWaterhouseCoopers, toute banque tiendrait compte des cotes de crédit fournies ailleurs sur le marché.

43. Le Service d'information de la Corée est un **organisme indépendant** ayant accordé une cote C pour certaines dettes spécifiques. La notation du chantier naval donnée par la KEXIM aurait donc dû être moins bonne ou égale à celle de l'obligation (celle-ci étant éventuellement couverte par des garanties ou un nantissement). Sur cette base, PriceWaterhouseCoopers a conclu:

---

[28] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004, paragraphe 2.1.2, page 6 **(pièce n° 148 des CE)**.
[29] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004, paragraphe 2.2, page 7 **(pièce n° 148 des CE)**.
[30] Pièce n° 90 de la Corée, paragraphe IV.
[31] Réponses de la Corée aux questions au titre de l'Annexe V, pièce jointe n° 1.1(15).
[32] Réponses de la Corée aux questions au titre de l'Annexe V, pièce jointe n° 1.1(15).

> Nous nous attendrions donc à ce que la notation du chantier naval soit SM ou moins, et ce en fonction du tableau 1 (de la **pièce n° 93 de la Corée**) et jusqu'en novembre 2001 (voir la **pièce n° 92 de la Corée**).[33]

44. La KEXIM n'a donc pas correctement évalué la solvabilité de DSME. Alors que le Service d'information de la Corée, **organe indépendant**, a donné une cote "C", équivalant à une cote KEXIM "SM", la KEXIM accorde des prêts à des conditions inférieures à la cote P5. Comme l'a expliqué et reconfirmé PriceWaterhouseCoopers[34], d'après la comparaison des définitions de cotes, celles-ci sont l'équivalent d'une cote BBB (titre de bonne qualité).

45. Les CE soutiennent donc que c'est à juste titre qu'elles ont appliqué une cote "C" à DSME, comme l'ont fait les agences, à savoir une cote "SM" selon le système de la KEXIM.

46. La Corée ne saurait expliquer cette méconnaissance flagrante des conditions du marché en relevant que la KEXIM suit de près les prêteurs.[35] Quant à ce suivi, notamment des nantissements, la KEXIM avoue elle-même qu'elle ne conserve même pas des copies de documents et d'évaluations des nantissements, pourtant essentiels à ce suivi.[36]

47. La Corée a évoqué lors de l'audience, la "relation privilégiée" entre la KEXIM et ses créanciers. Cette relation est au cœur même de ce que les CE reprochent à la KEXIM. La relation privilégiée entre la KEXIM et ses clients (l'industrie d'exportation) est énoncée dans les statuts de la KEXIM. Du fait que l'industrie de la construction navale coréenne est orientée à plus de 90 pour cent à l'exportation, la KEXIM a à maintes reprises identifié cette industrie comme étant sa cible particulière. Ainsi, comme l'a dit la KEXIM, notamment dans son Programme d'exploitation pour 1999:

> Pour surmonter efficacement la crise économique asiatique [la KEXIM] appuiera l'exportation de biens d'équipement tels que les navires, l'équipement industriel et les machines qui non seulement génèrent des recettes d'exportation nettes importantes mais encouragent aussi les relations industrielles verticales.[37]

48. On continue de trouver un langage similaire dans le programme d'exploitation de 2002.[38]

e) Aucun défaut d'ajustement du PSL de Samho pour le nantissement matériel de 100 pour cent

49. La Corée n'a jamais donné d'éléments de preuve étayés de l'existence et du suivi des nantissements et a répondu au Groupe spécial[39] que la "KEXIM n'avait pas pour habitude de garder et de maintenir les feuilles de calcul ou d'autres documents analogues" qu'il faut pour examiner les nantissements. Il n'existe donc aucune raison justifiée de considérer que les "biens immobiliers" couvrent 100 pour cent du risque. Sur la base des meilleurs renseignements disponibles, les CE ont appliqué la même règle pour l'ajustement du Yangdo Dambo, c'est-à-dire une marge pour risque de crédit égale à 50 pour cent.

---

[33] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 2.2.
[34] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004 **(pièce n° 148 des CE)**, paragraphe 2.2.
[35] **Pièce n° 91 de la Corée** section e) et deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 56.
[36] Réponse de la Corée à la question n° 67 du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[37] Réponses de la Corée aux questions au titre de l'Annexe V (RCC), pièce jointe n° 1.1 (10) **(pièce n° 58 des CE)**, page 3.
[38] *Ibid.*
[39] Voir la réponse de la Corée à la question n° 72 du Groupe spécial après la première réunion de fond.

50. Par ailleurs, les critiques formulées par la Corée ne s'appliquent pas aux deux transactions ci-après pour lesquelles un avantage a été démontré:

[RCC: omis dans la version publique.]

f) Aucun défaut d'envisager la juste valeur des autres facteurs pertinents ayant une valeur importante en tant que sûreté

51. La Corée soutient que le processus de paiement PSL permet à la KEXIM de suivre et d'examiner régulièrement les conditions financières des chantiers navals, alors que les détenteurs d'obligations n'ont pas cette possibilité, ce qui revient à mitiger les risques supportés par la KEXIM. Cet argument est dans une certaine mesure valable, mais uniquement si la KEXIM ajuste effectivement la marge de crédit suite à la détérioration de la situation financière du chantier naval. Or, tel n'est pas le cas, comme l'ont déjà démontré les CE dans leur première communication écrite (paragraphe 181), dans la mesure où la marge de risque de la KEXIM pour Daewoo-SMI/Daewoo-HI n'a pas changé lorsque la cote de crédit est passée de BB+ avant la renégociation de la dette à C après cette renégociation (pour des transactions dont la durée et le nantissement étaient comparables). Par ailleurs, même si la KEXIM suivait et gérait effectivement cette situation, l'impact sur la marge de crédit au moment où le crédit est émis serait extrêmement limité.

52. En outre, la Corée fait valoir que du fait même du mécanisme de versement des PSL, la Corée peut rapidement mettre fin aux versements additionnels et recouvrer les prêts en souffrance en liquidant les nantissements, ce qui mitigerait les risques encourus par la KEXIM. Notons ici deux choses. Tout d'abord, les CE n'ont aucune preuve que la KEXIM ait mis fin aux versements additionnels lorsque la situation du crédit s'est dégradée. Ensuite, les marges de crédit de la KEXIM tenaient déjà compte de l'existence de nantissements en ajustant à la baisse la marge de crédit (sans nantissement); par conséquent, il n'y a aucune raison pour que le mécanisme de versement des PSL ci-dessus devrait mitiger plus encore le risque encouru par la KEXIM. Par ailleurs, l'argument est en soi fallacieux. Dans le cas du Yangdo Dambo, le nantissement est censé accroître en valeur à mesure que le montant total versé augmente. La couverture est censée progresser parallèlement au risque encouru. Si l'on met fin aux versements, la valeur de ce qui reste à recouvrer n'augmentera pas, bien au contraire, puisque le navire ne sera pas achevé et sera donc plus difficile à vendre.

53. La Corée fait valoir que les CE n'ont pas tenu compte de la valeur de nantissement des garanties à responsabilité solidaire et conjointe. Contrairement à ce qu'affirme la Corée, les CE n'ont jamais estimé nulle la valeur de prêt de garanties solidaires de responsabilité personnelle. Au contraire, et comme le précise le rapport de PriceWaterhouseCoopers[40], les CE estiment qu'elles ont une certaine valeur mais qu'elles doivent être soigneusement évaluées en fonction de la cote de crédit du particulier. C'est pour cette raison que cette valeur peut osciller entre zéro et 8 (le 10 représentant le meilleur nantissement possible), tout comme la valeur d'un Yangdo Dambo (valeur classée de zéro à 7). Inutile d'ajouter que si la cote de crédit d'un particulier est mauvaise ou si le nantissement ne fait pas l'objet d'une évaluation serrée, le nantissement peut bien être égal à zéro. Par ailleurs, comme le confirme la Corée dans sa pièce n° 90, "bien que la KEXIM ait traité ces garanties personnelles comme si aucun nantissement n'était fourni, tel était le cas uniquement grâce à la politique de la KEXIM consistant à évaluer les sûretés réelles de la manière la plus conservatrice". En conséquence de quoi, à condition que la KEXIM elle-même considère ces nantissements comme si aucun nantissement n'avait été fourni et que la Corée n'ait jamais donné de preuves matérielles de l'évaluation des nantissements, les CE n'ont aucune raison de penser que le risque de la KEXIM devrait être mitigé.

[40] PriceWaterhouseCoopers: rapport sur les prêts avant expédition et les APRG, pages 15 et 16, **(pièce n° 118 des CE)**.

54. Une fois de plus, les CE aimeraient ajouter que la Corée critique le calcul des nantissements effectué par les CE sans pour autant être en mesure de donner des détails sur les calculs de la KEXIM elle-même ou de fournir des preuves matérielles.

2. Nouveaux calculs tenant compte des critiques formulées par la Corée

55. Les CE soumettent en tant que pièce jointe n° 10 des CE un nouveau calcul des avantages PSL, compte tenu des taux de rendement de l'obligation de KSDA à six mois et de la nouvelle application de la valeur du Yangdo Dambo pour les chantiers navals bénéficiant d'une bonne cotation. Ce nouveau calcul rectifie également plusieurs erreurs légères que la Corée a relevées dans son rectificatif[41], à moins que ces erreurs soient sans portée pratique.[42]

56. Ces calculs donnent à voir un avantage considérable.

3. Note supplémentaire sur le rectificatif de la Corée

57. Enfin, les CE mettent en cause l'affirmation de la Corée au paragraphe 96 de sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond selon laquelle les éléments de preuve montrent que

> si ces corrections sont faites, aucun des sept chantiers navals coréens ne sera considéré comme ayant reçu des avantages du fait des prêts avant expédition accordés par la KEXIM, même en utilisant la propre méthodologie des CE. D'après les calculs de la Corée, les marges de l'avantage allégué pour tous les projets de prêts avant expédition relevés par les CE s'avèrent négatifs, ou au mieux, insignifiants, n'atteignant même pas 1 pour cent.[43]

58. Ce que la Corée décrit comme "marge d'avantage", c'est la différence effective entre les taux d'intérêt, et la Corée prétend que tout ce qui est inférieur à 1 pour cent est insignifiant. Tout d'abord, il conviendrait de noter que contrairement à ce que prétend la Corée, il existe bien des exemples d'avantages, même selon les calculs de la Corée et des "marges d'avantage" atteignant 2,61 pour cent.[44] Cela dit, les CE estiment que l'avantage est mieux apprécié lorsque l'on exprime l'écart comme étant une proportion de la marge effective appliquée par la KEXIM et non en tant que telle. Les CE relèvent que même en utilisant les calculs de la Corée (qu'elles contestent), il est de nombreux exemples où la différence entre le point de repère du marché et le taux de la KEXIM dépasse 30 pour cent lorsqu'on l'exprime comme une proportion du taux effectif des marges de la KEXIM.[45]

Question n° 137

La Corée a présenté des éléments de preuve (en réponse à la question n° 74 du Groupe spécial) indiquant que la KEXIM avait ramené la marge pour risque de crédit concernant HHI à [RCC: omis dans la version publique]. Les CE ont-elles appliqué cette marge de [RCC: omis dans la version publique] dans la partie pertinente de leur analyse des PSL? Veuillez mentionner les calculs pertinents où cet ajustement a été fait.

---

[41] **[RCC: omis dans la version publique.]**

[42] Les erreurs sans portée pratique concernent toutes les erreurs ayant trait au rendement des obligations à un an puisque le point de repère ajusté est le rendement des obligations de société à six mois. La pièce n° 94 de la Corée pour Hanjin, dans laquelle le rendement (CB1Y,BBB+) le 19 juillet 2001 est de 7,24 pour cent et non de 7,76 pour cent ou la pièce n° 95 de la Corée pour HHI dans laquelle le rendement (CB1Y,A-) le 12 décembre 2002 est de 5,69 pour cent et non de 5,91 pour cent.

[43] Déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 96.

[44] **[RCC: omis dans la version publique.]**

[45] **[RCC: omis dans la version publique.]**

Réponse

59. Oui, les CE ont appliqué pour HHI la marge réduite de **[RCC: omis dans la version publique]**.[46]

Question n° 138

Les CE ne semblent pas avoir répondu aux questions n° 9 et n° 11 du Groupe spécial. Dans leurs réponses, elles ont renvoyé le Groupe spécial à leur réponse à la question n° 8. Or, cette réponse porte sur la "pratique" de la KEXIM consistant à accorder des APRG et des PSL et ne mentionne pas les programmes APRG et PSL "en tant que tels" et n'explique pas en quoi ils diffèrent (pour autant qu'ils le fassent) du régime juridique de la KEXIM (en tant que tel). Veuillez donner des réponses complètes aux questions n° 9 et n° 11.

Réponse

60. Aux questions n° 9 et n° 11, le Groupe spécial a demandé en quoi l'allégation des CE à l'encontre du programme APRG en tant que tel différait de leur allégation à l'encontre du régime juridique de la KEXIM en tant que tel, et demandait plus spécifiquement si le programme APRG n'était pas fondé sur le régime juridique de la KEXIM et s'il était concevable d'évaluer l'un séparément de l'autre.

61. Les CE conviennent que bien que le régime juridique de la KEXIM et les deux programmes soient distincts, ils sont également liés.

62. Les deux programmes de crédit à l'exportation et les avantages qu'ils confèrent découlent directement du régime juridique de la KEXIM et de l'obligation en vertu de celui-ci de promouvoir les exportations et de consentir des prêts à des taux inférieurs à ceux du marché le cas échéant.

63. La garantie de l'État, la dispense de l'obligation d'avoir à verser des dividendes et l'obligation de promouvoir les exportations confèrent aux exportateurs un avantage en tant que tel étant donné que ceux-ci comptent spécifiquement bénéficier des services financiers de la KEXIM à des conditions qu'ils ne trouveraient pas sur le marché. L'existence d'une telle banque constitue un avantage, car elle assure aux exportateurs une stabilité économique, voire une soupape de sûreté.

64. En revanche, ces services financiers ne prennent pas obligatoirement la forme de programmes APRG ou de prêts avant expédition. La KEXIM pourrait en effet donner aux exportateurs une assistance sous une autre forme. C'est dans ce sens là que le régime juridique de la KEXIM constitue une violation distincte de celle que représentent les deux programmes.

65. Pareillement, les transactions individuelles concernant les subventions à l'exportation sont une conséquence de l'existence des programmes (et donc du régime juridique de la KEXIM) mais constituent néanmoins des violations distinctes, quoique liées.

Question n° 139

Le Groupe spécial se réfère à la pièce jointe n° 5 annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, qui contient des calculs de l'avantage allégué par transaction pour un PSL et une APRG. Veuillez faire le même calcul pour chacune des APRG et chacun des PSL en cause dans la présente procédure. En d'autres termes, pour chaque chantier naval, indiquez quel APRG/PSL concerne soit des transporteurs de GNL, soit des transporteurs de produits/produits chimiques, soit des

[46] Tableau concernant le projet de prêt avant expédition à HHI numéro 000107P **(pièce n° 125 de CE)**.

porte-conteneurs et précisez le montant de l'avantage allégué en pourcentage du prix du navire. Veuillez joindre des feuilles de calcul détaillées.

Réponse

66. Dans la **pièce jointe n° 5 des CE** annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, les CE ont présenté un calcul de l'impact d'un prêt APRG et d'un prêt avant expédition pour deux transactions. Ces calculs s'appuyaient sur les meilleurs renseignements disponibles auxquels avaient accès les CE (prix du navire, plafond PSL, date d'engagement, modalités de paiement, date d'échéance, taux de base et marge) à partir desquels les CE ont reconstitué le montant des versements anticipés.

67. La Corée a critiqué ces calculs, qui ne tiendraient pas compte de certains éléments additionnels de ces transactions.[47] La Corée a communiqué dans la **pièce jointe n° 4 de la Corée** annexée à sa deuxième déclaration écrite, un nouveau calcul de l'impact de ces transactions, y compris, pour la première fois, des renseignements sur la date et le montant des décaissements.

68. Cela étant, la Corée n'a jamais communiqué les renseignements ci-après sur l'ensemble des prêts avant expédition et des APRG:

69. dates et montants des décaissements au titre du prêt avant expédition et dates et montants exacts des paiements anticipés provenant de l'APRG ou, tout au moins, le prix des navires et les modalités de remboursement;

70. date d'achèvement (remboursement du prêt avant expédition et fin de l'APRG).

71. Étant donné que pour la plupart des transactions, les renseignements dont on dispose officiellement ne suffisent pas, ne serait-ce que pour reconstituer raisonnablement le montant des paiements anticipés, les CE n'ont pu procéder au calcul demandé que pour un nombre limité de transactions. Les CE présentent ces nouveaux calculs dans les **pièces jointes n° 11 et 12 des CE**. En revanche, les CE croient toujours comprendre qu'il n'y a ni obligation ni nécessité de quantifier le montant des subventions, notamment dans le cadre d'allégations de subventions à l'exportation.

Question n° 140

Veuillez commenter l'argument de la Corée selon lequel les PSL accordés par la KEXIM le sont "à des taux nettement plus élevés que ceux que les pouvoirs publics doivent payer pour les fonds ainsi employés" (paragraphe 277, première communication écrite de la Corée).

Réponse

72. Cette déclaration de la Corée constitue un aveu implicite que les prêts accordés par la KEXIM sont prélevés sur des fonds publics.

73. Le fait que ces prêts soient consentis à des taux plus élevés que ceux que les pouvoirs publics doivent payer pour les fonds (à supposer que cela soit vrai) ne constitue pas une démonstration de l'absence de subvention. En effet, les prêts avant expédition s'accompagnent de coûts - coûts administratifs et, en particulier, coûts implicites du risque supporté.

74. En tout état de cause, la Corée a fait cette déclaration pour pouvoir invoquer le premier paragraphe du point k) de l'*Accord SMC* comme refuge. Et pourtant, le PSL n'est pas visé par

[47] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 283.

l'expression "crédit à l'exportation" au point k) et le premier paragraphe du point k) ne se prête pas à une interprétation *a contrario* étant donné que le second paragraphe prévoit explicitement un refuge.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

Question n° 141

Au paragraphe 215 de leur première communication écrite, les CE indiquent que "Daewoo" a tiré avantage d'une exemption fiscale de 236 milliards, qu'elles allèguent être une subvention. Au paragraphe 226, il est ensuite fait référence à l'avantage allégué pour "Daewoo-SME". Or au paragraphe 232, il est fait référence à l'avantage pour "Daewoo-HI/Daewoo-SME". Veuillez indiquer précisément quelle entité juridique a bénéficié de l'allégement fiscal allégué et en a tiré avantage.

Réponse

75. D'après les éléments de preuve disponibles, les CE croient comprendre que les nouvelles dispositions fiscales en cause "exonèrent une société en cours de restructuration des taxes ayant trait à la scission de l'entreprise".[48] Par ailleurs, la Corée a confirmé que ces dispositions exonéraient les sociétés détachées des impôts qu'autrement elles auraient dû payer.[49] Ainsi, l'avantage résultant de l'allègement fiscal a profité aux deux sociétés détachées – Daewoo-SME et Daewoo-HIM.

76. Prière de noter que les paragraphes mentionnés dans la question posée par le Groupe spécial renvoient à la *deuxième* communication écrite des CE, et non à la première, comme il est indiqué.

Question n° 142

En pourcentage, quelle part de l'avantage allégué résultant de l'allégement fiscal à "Daewoo" devrait être imputée à la production i) de transporteurs de GNL, ii) de transporteurs de produits/produits chimiques et iii) de porte-conteneurs de DSME? Veuillez joindre des feuilles de calcul détaillées.

Réponse

77. Étant donné que la subvention sous forme d'allégement fiscal accordée à Daewoo-SME ne visait pas un type particulier de navire, elle devrait être imputée à l'ensemble du chiffre d'affaires de Daewoo-SME.

78. Dans la pièce jointe n° 13[50], les CE ont quantifié une nouvelle fois les subventions dont Daewoo-SME a bénéficié en tenant compte de l'allègement fiscal, précédemment omis par erreur (dans la pièce jointe n° 1 annexée à la réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial le 22 mars 2004).

Question n° 143

L'argument des CE est-il que l'exemption fiscale a été déterminante dans la décision de maintenir les activités de construction navale de Daewoo plutôt que de les liquider? Dans l'affirmative, où cela est-il mentionné dans le rapport Arthur Andersen/Anjin ou dans d'autres documents communiqués au Groupe spécial?

[48] Voir **les pièces n° 137 et 138 des CE**.
[49] Déclaration orale de la Corée le 17 juin 2004, paragraphes 206 à 208.
[50] Quantification of Subsidies to Daewoo, Including Tax Concession (pièce jointe n° 13 des CE).

Réponse

79. Dans tout examen d'une restructuration, il convient de peser avec le plus grand soin l'impact fiscal. Cela dit, comme l'a confirmé PriceWaterhouseCoopers[51], le rapport Arthur Andersen sur la renégociation de la dette de Daewoo-HI ne mentionne nulle part les effets fiscaux de la restructuration. Le rapport aurait dû calculer les impôts à payer après la cession d'actifs en l'absence de toute exonération étant donné que le rapport a été publié en novembre 1999[52], soit onze mois avant que l'exonération fiscale n'ait été approuvée.[53] Si le rapport avait calculé correctement les effets de la restructuration au niveau de la fiscalité, la valeur d'exploitation de Daewoo-HI aurait diminué de 236 milliards de won, soit le montant que les sociétés détachées auraient dû verser en l'absence d'exonération fiscale, d'après les responsables de Daewoo.[54]

80. Les CE soutiennent que l'exonération fiscale était un facteur déterminant dans la décision de maintenir les activités de construction navale de Daewoo plutôt que de les liquider. Sans cette exonération, la valeur d'exploitation de Daewoo aurait chuté d'une manière spectaculaire. Les CE notent également qu'un créancier prudent aurait tenu compte des conséquences fiscales dans sa décision d'opter pour une liquidation ou une restructuration. Si l'exonération fiscale était en projet mais n'avait pas encore été approuvée, tout créancier prudent aurait tenu compte du risque que la loi ne soit pas adoptée, ou du moins qu'elle ne le soit pas rapidement.

Question n° 144

Au paragraphe 162 de sa deuxième déclaration orale, la Corée indique que des créanciers ont rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette de DHI. Ces créanciers étaient-ils visés par l'allégation des CE selon laquelle il y a eu action de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics? S'il y avait eu à leur égard action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens, pourquoi/comment ont-ils rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette?

Réponse

81. Dans la deuxième déclaration orale de la Corée il est question d'un article paru dans le quotidien Seoul Economic Daily News, mais cet article n'identifie *pas* le groupe de créanciers qui se serait opposé à la renégociation de la dette de Daewoo-HI.[55] En fait, il n'est question qu'une seule fois dans cet article (page 2, 3ème paragraphe) de la renégociation de la dette de Daewoo-HI, et aucune information spécifique n'est donnée. Quand il est question de sociétés d'investissement, il s'agit de la restructuration de *Daewoo Electronics Co Ltd* (page 1, paragraphe 3). Selon les CE, cet article n'étaye pas les affirmations de la Corée.

82. Or, dans sa première communication écrite, la Corée explique que les objections formulées par les sociétés d'investissement à la troisième réunion du Conseil des établissements financiers créanciers (CCFI) avaient trait au sort réservé à un prêt spécifique datant du 19 juillet 1999.[56] En réalité, ces objections ne visaient pas la question plus générale de savoir s'il convenait de sauver ou non Daewoo-HI de la liquidation, étant donné que cette question avait déjà été tranchée du fait qu'il y avait eu à l'égard des institutions financières action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics.

[51] Rapport de PriceWaterhouseCoopers, juin 2004, chapitre 5 ("Impact fiscal sur la restructuration de DSME") **(pièce n° 148 de CE)**.
[52] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 197.
[53] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 221.
[54] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 223.
[55] Voir la pièce n° 104 de la Corée.
[56] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 351.

83. Autrement dit, le plan général de restructuration de Daewoo-HI avait été convenu à la troisième réunion du CCFI, et les objections y relatives ne visaient que des détails spécifiques, lesquels ont été réglés à la quatrième réunion du CCFI. La Corée l'a confirmé dans sa réponse aux CE au cours de l'enquête dans le cadre du règlement sur les obstacles au commerce.[57]

84. Comme il y est précisé, la KAMCO a finalement acquis le prêt le 19 juillet à un taux **[RCC: omis dans la version publique]** que les circonstances ne justifiaient pas (c'est-à-dire des prêts non garantis de Daewoo-HI ont par ailleurs été achetés à **[RCC: omis dans la version publique]**).[58] De cette manière, les pouvoirs publics coréens, la KAMCO et les créanciers privés ont œuvré de concert pour convenir des détails d'un plan qui, à terme, sauverait Daewoo-HI de la liquidation, indépendamment des considérations ayant trait au marché.

85. En fait, les pouvoirs publics coréens ont chargé les institutions financières d'accorder le prêt du 19 juillet en cause ou leur ont ordonné de le faire. La Banque mondiale a relevé ce qui suit:

> Lorsque, l'été dernier, le groupe Daewoo a connu un grave problème de liquidités, **les pouvoirs publics ont fait peser de fortes pressions sur les institutions financières nationales** pour qu'elles achètent à Daewoo pour 4 billions de won d'effets commerciaux garantis par un nantissement d'une valeur de 10 billions de won. Avec la baisse des titres, **la valeur du nantissement est tombée à 1 billion de won**.
>
> La KAMCO s'est proposée de verser aux institutions financières nationales 80 pour cent de la valeur nominale des effets commerciaux, mais les institutions financières se sont vivement opposées à cette diminution de 20 pour cent. Vu la faiblesse de leur situation financière, plusieurs institutions financières ne sont pas en mesure d'absorber ces pertes additionnelles et auraient besoin de l'aide des pouvoirs publics. (non souligné dans l'original)[59]

86. **[RCC: omis dans la version publique.]**[60] Ainsi, les sociétés d'investissement ont été chargées ou ont reçu l'ordre d'accorder un prêt sur la base d'une garantie d'une valeur douteuse. Lorsque les sociétés d'investissement ont pris conscience que la garantie ne représentait plus que le quart de sa valeur initiale et que le prêt était ainsi non garanti, elles ont soulevé une objection spécifique à la troisième réunion du CCFI. **[RCC: omis dans la version publique.]**

87. En particulier, la Corée a confirmé[61] qu'à la 4ème réunion du CCFI tenue le 26 novembre 1999 (à noter: soit tout juste deux jours après la 3ème réunion du CCFI), les sociétés d'investissement

> **[RCC: omis dans la version publique.]**[62]

---

[57] Voir la réponse donnée par Daewoo-SME en février 2001 au questionnaire destiné aux exportateurs et producteurs pour l'enquête dans le cadre du règlement sur les obstacles au commerce **(pièce n° 55 des CE)**, page 29.

[58] Voir la réponse à la question n° 30 à la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 80 **(pièce n° 39 des CE)**.

[59] Voir le rapport de la Banque mondiale sur la Corée (18 septembre 2000) **(pièce n° 149 des CE)**.

[60] Voir la réponse à la question n° 2 de la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 59 **(pièce n° 39 des CE)**.

[61] Voir la réponse à la question n° 25 à la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 76 **(pièce n° 39 des CE)**.

[62] Voir la réponse à la question n° 25 à la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 77 **(pièce n° 39 des CE)**.

88. Par conséquent, le prêt a été acquis par la KAMCO à **[RCC: omis dans la version publique]** de sa valeur nominale, comme l'aurait été un prêt garanti.[63] Chose intéressante, à la suite de l'achat par la KAMCO du prêt auprès des sociétés d'investissement[64], le sort de ce prêt a changé une fois de plus et, finalement (un an plus tard, lors de la 17ème réunion de CCFI le 6 décembre 2000) il a été converti en tant que prêt non garanti.[65]

Question n° 145

Les CE demandent qu'une déduction défavorable soit tirée du fait allégué que la Corée n'a pas donné de copie du plan/rapport relatif à la renégociation de la dette présenté par la KDB le 24 novembre 1999. Veuillez commenter l'explication donnée aux paragraphes 194 et 195 de la deuxième déclaration orale de la Corée. Si les CE maintiennent leur demande, quel est le fondement juridique de cette demande? Pourquoi les CE considèrent-elles que la Corée aurait dû mettre plus tôt ce rapport à la disposition des CE/du Groupe spécial?

Réponse

89. La Corée conteste l'idée qu'une déduction défavorable soit tirée du fait que la Corée n'a pas donné de copie du plan relatif à la renégociation de la dette, alléguant qu'il avait été présenté aux CE au cours de l'enquête dans le cadre du règlement sur les obstacles au commerce et que les CE avaient utilisé cette information dans les **pièces n° 55 à 57 des CE**.

90. La Corée a tort. La pièce en question contient uniquement le mémorandum d'entente signé par les institutions financières le 20 janvier 2000, mais non le plan de renégociation de la dette de la KDB du 24 novembre 1999. Ce plan n'a jamais été soumis aux CE.

91. Une déduction défavorable est justifiée dans ce cas d'espèce, étant donné que la Corée a divulgué l'existence du plan de restructuration de la dette de la KDB uniquement après que les CE eurent souligné que le rapport Arthur Andersen avait été publié le jour même (soit le 24 novembre 1999) de la décision sur la restructuration. La Corée a soutenu qu'Arthur Andersen avait communiqué un rapport préliminaire à la KDB le 30 octobre 1999, et que les créanciers étaient donc au courant de la teneur du rapport avant la réunion du 24 novembre. Or, la Corée a maintenant précisé que le rapport Arthur Andersen n'était pas le véritable plan de renégociation de la dette voté par les créanciers. Le paragraphe 194 de la deuxième déclaration orale de la Corée confirme que la KDB avait proposé un "plan de renégociation de la dette à la 3ème réunion du CCFI, pour délibération et adoption par les institutions financières créancières, et que cette proposition de renégociation de la dette était, bien évidemment, fondée sur le rapport Arthur Andersen".

92. Indépendamment de toute déduction défavorable, les CE souhaitent souligner la conséquence du fait que les créanciers n'aient pas sérieusement envisagé de rejeter la restructuration, étant donné qu'ils étaient tenus de prendre une décision sur le plan de renégociation de la dette de Daewoo-HI alors qu'ils se sont vus soumettre le plan (par opposition au rapport Arthur Andersen) le jour même où ils ont voté en faveur du plan.

93. Par contre, comme l'a confirmé la Corée, les investisseurs indépendants qui se sont demandé s'ils allaient acquérir une participation dans Daewoo-HI avant sa faillite (février-août 1999) "ont eu

[63] Voir la réponse à la question n° 2 de la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 60 **(pièce n° 39 des CE)**.

[64] La KAMCO a acheté le prêt aux sociétés d'investissement avant la cession de Daewoo-SME et l'achèvement de la conversion de dettes en prises de participation le 14 décembre 2000. Voir la première communication écrite de la Corée, paragraphe 360, et la pièce jointe n° 3.1(2) annexée à la réponse de la Corée au titre de l'Annexe V **(pièce n° 150 des CE)**.

[65] Voir la réponse à la question n° 25 de la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 78 **(pièce n° 39 des CE)**.

besoin d'un temps considérable pour négocier la vente d'une grosse affaire comme la division de la construction navale de DHI" et "n'ont pu compléter leurs enquêtes au titre de la diligence raisonnable avant que ne commence la renégociation de la dette de Daewoo-HI".[66] Par conséquent, la Corée a expliqué que "toutes les négociations relatives à la vente de la division de la construction navale ont cessé puisque aucun investisseur n'aurait investi dans cette division vu l'incertitude financière durant le stade de renégociation de la dette".[67]

94. Cette différence d'approche fait peser un doute certain sur les déclarations de la Corée selon lesquelles (avec ou sans plan de la KDB) les créanciers coréens ont pris d'importantes décisions relatives à la restructuration durant cette courte période (du 24 au 26 novembre) en s'appuyant sur les considérations relatives au marché.

Question n° 146

En réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, les CE affirment que "[l]'existence d'une analyse relative au maintien en activité peut être un indice donnant à penser qu'un créancier privé hypothétique aurait agi de la même manière". Les CE admettent-elles que les différents éléments de la renégociation de la dette de Daewoo puissent être évalués sur la base du rapport Arthur Andersen? Si le Groupe spécial rejette l'argument des CE selon lequel il a été déterminé à tort dans le rapport Arthur Andersen que la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation, cela signifie-t-il nécessairement que le Groupe spécial devrait rejeter les allégations des CE concernant les différents éléments de la renégociation de la dette? Veuillez expliquer.

Réponse

95. Les éléments individuels de la renégociation de la dette de Daewoo (c'est-à-dire la conversion de dettes en prises de participation, le rééchelonnement de la dette, et la cession d'actifs) étaient simplement des moyens proposés par Arthur Andersen pour assurer la viabilité des entreprises détachées – Daewoo-SME et Daewoo-HIM – une fois que le rapport eut établi que Daewoo-HI restructuré ne serait pas viable en tant que tel.

96. Cela étant, les CE ont soumis des éléments de preuve[68] montrant que le rapport Arthur Andersen contenait d'importantes "incertitudes" qui faisaient douter de la conclusion selon laquelle, dans des conditions normales du marché, la valeur d'exploitation de Daewoo-HI était supérieure à sa valeur de liquidation. En particulier, comme il est dit dans le rapport de PriceWaterhouseCoopers, "une banque confrontée à la décision d'opter soit pour le scénario de liquidation, soit pour le scénario de poursuite de l'exploitation aura besoin de mieux comprendre la position des différentes sociétés au plan de la concurrence et l'impact de cette position sur les différents scénarios de trésorerie avant de prendre une décision finale. Or, cette information ne figure pas dans le rapport Arthur Andersen".[69] Ainsi, un créancier prudent, même avant d'envisager les différents éléments de la renégociation de la dette de Daewoo, aurait mis en cause l'hypothèse voulant que la valeur d'exploitation de Daewoo-HI soit supérieure à la valeur de liquidation.

[66] Voir la réponse à la question n° 9 de la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 68 **(pièce n° 39 des CE)**.

[67] Voir la réponse à la question n° 9 de la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, page 68 **(pièce n° 39 des CE)**.

[68] Voir l'analyse faite par PriceWaterhouseCoopers du Rapport Arthur Andersen **(pièce n° 112 des CE)**, page 2.

[69] Voir l'analyse faite par PriceWaterhouseCoopers du Rapport Arthur Andersen **(pièce n° 112 des CE)**, page 3.

97. Néanmoins, même si le Groupe spécial rejette l'argument des CE selon lequel le rapport Arthur Andersen aurait déterminé à tort que la valeur d'exploitation de Daewoo-HI était supérieure à sa valeur de liquidation, cela ne signifie pas pour autant que le Groupe de travail doive rejeter l'allégation des CE concernant les éléments individuels de la renégociation de la dette. En effet, il est possible d'accorder une subvention à une société même lorsque la décision de procéder à la restructuration s'appuie sur le marché. Les modalités de la restructuration, telles le montant de la dette qui reste dans la société écran, le montant de la dette des entreprises détachées et le prix auquel la dette sera convertie en prises de participation sont des décisions qui peuvent constituer pour le bénéficiaire un avantage si ces modalités sont plus favorables que les conditions offertes sur le marché.

Question n° 147

Les CE ont affirmé à la deuxième réunion que les créanciers auraient dû obtenir davantage dans le cadre de la conversion de dettes en prises de participation concernant Daewoo. Comment les créanciers auraient-ils pu obtenir davantage? Qui/qu'est-ce qui a tiré avantage du fait qu'ils ne l'ont pas fait?

Réponse

98. Les créanciers de Daewoo auraient pu recouvrer une plus grande part de la dette qui leur était due s'ils n'avaient pas donné initialement leur accord à la restructuration. En effet le consultant des CE, PriceWaterhouseCoopers, a déterminé que parmi les divers scénarios, celui de la liquidation était préférable, du point de vue économique, à celui de la réorganisation.[70] Le fait que les créanciers n'aient pas exigé la liquidation constituait pour Daewoo un avantage lui permettant de continuer d'exister.

99. En outre, une fois que les créanciers eurent accepté la restructuration, ils se sont abstenus d'exiger des termes permettant un recouvrement maximum, comme l'auraient fait normalement des créanciers sur le marché libre. Comme l'ont expliqué les CE, ces créanciers – organismes publics ou organismes privés à l'égard desquels il y a eu action de charger ou d'ordonner – ont participé à des conditions autres que celles du marché à la conversion de dettes en prises participation. Comme précisé dans la pièce jointe n° 1 annexée à la réponse des CE aux questions du Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial, la valeur de la remise de dette excédait de beaucoup la valeur des actifs dont les créanciers ont bénéficié en échange.

100. Les créanciers auraient pu minimiser leurs pertes soit en refusant d'accepter la restructuration, soit, une fois la restructuration acceptée, en refusant de convertir leurs dettes en prises de participation d'une valeur moindre. Les deux entreprises détachées – Daewoo-SME et Daewoo-HIM – ont bénéficié des pertes subies par les créanciers, pertes sans lesquelles ils n'auraient pu survivre, du moins sans une dette importante.

Question n° 148

Les CE proposent le critère de l'investisseur externe quand elles contestent la réorganisation de Samho. Cela est contraire à la position qu'elles ont adoptée dans l'affaire portée devant le GATT, intitulée États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni. Pourquoi les CE ont-elles changé de position sur cette question? Pourquoi estiment-elles maintenant que le critère de l'investisseur externe est préférable à celui de l'investisseur interne? Veuillez expliquer.

[70] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 194, citant la **pièce n° 133 des CE,** page 3.

Réponse

101. Les notions "d'investisseur externe" et "d'investisseur interne" ne figurent pas dans l'*Accord SMC*. Les CE estiment que les points de repère appropriés pour déterminer l'existence d'une subvention sont les comportements commerciaux ou fondés sur le marché, quelle que soit la nature de leurs relations avec les faits de l'espèce.

102. Comme l'ont expliqué les CE au paragraphe 245 de leur deuxième communication écrite, en ce qui concerne Samho, il n'y avait pas "d'investisseurs internes" à l'abri du contrôle des pouvoirs publics; la question ne se pose donc pas.

103. À cet égard, les CE souhaitent répondre à la deuxième déclaration orale de la Corée[71] selon laquelle la Corée n'a pas identifié les créanciers de Halla qui étaient contrôlés par les pouvoirs publics. Les CE se sont fondées sur l'information communiquée par la Corée dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V[72] montrant que les créanciers nantis appartenant à ou contrôlés par les pouvoirs publics[73] détenaient une part dépassant de beaucoup les 75 pour cent[74] requis et pouvaient effectivement décider de la restructuration comme ils l'entendaient. Étant donné que ces créanciers étaient les mêmes que ceux qui participaient à la restructuration de DHI, il n'y avait pas lieu de répéter les déclarations; les CE ont soumis d'amples renseignements montrant le contrôle que les pouvoirs publics exerçaient sur ces entités.[75] [76]

104. Les observations des CE sur la pertinence de l'affaire portée devant le GATT sont reprises dans la réponse à la question n° 172 ci-après.

Question n° 149

Si le Groupe spécial devait rejeter l'allégation des CE selon laquelle il y a eu, de la part des pouvoirs publics, action de charger et d'ordonner à l'égard de créanciers privés, cela signifierait-il que ces créanciers privés constituent un point de repère du marché fiable s'agissant de déterminer si les opérations de restructuration en cause ont ou non conféré un avantage? Veuillez expliquer. Les CE ont-elles traité cette question dans leurs communications précédentes, écrites et orales, au Groupe spécial? Dans l'affirmative, veuillez indiquer précisément où elles l'ont fait.

Réponse

105. Comme il est récapitulé dans les paragraphes 49 et 50 de la déclaration orale des CE du 17 juin 2004, les CE ont présenté des éléments de preuve très parlants pour démontrer qu'il y avait eu, de la part des pouvoirs publics coréens, action de charger et d'ordonner à l'égard de créanciers privés.

106. À supposer que le Groupe spécial rejette l'argument des CE sur ce point, cela ne signifierait pas pour autant que les actions des créanciers privés puissent être considérées comme étant un "point de repère du marché fiable".

---

[71] Au paragraphe 211.

[72] Voir la réponse de la Corée à la question n° 42 au titre de l'Annexe V, page 85 **(pièce n° 39 des CE)**.

[73] KEB, KEXIM, KDB, Seoul Bank, CHB, Kamco détenaient ensemble 87,81 pour cent des prêts garantis.

[74] Réponse de la Corée à la question n° 45 au titre de l'Annexe V, page 88 **(pièce n° 39 des CE)**.

[75] Voir la pièce jointe n° 3 annexée aux réponses des CE à la question n° 17 du Groupe spécial, le 22 mars 2004.

[76] Les créanciers non nantis ne constituaient manifestement pas un obstacle à la restructuration étant donné que la plupart des prêts non garantis étaient aux mains d'autres sociétés du groupe Halla, voir la réponse de la Corée à la question n° 42 au titre de l'Annexe V, page 85 **(pièce n° 39 des CE)**.

107. En vertu de l'article premier de l'*Accord SMC,* une action des pouvoirs publics "de charger et d'ordonner" n'est pas l'équivalent de non commercial. Par conséquent, même s'il ne peut être démontré qu'il n'y a pas eu à l'égard d'organismes privés action de "charger ou d'ordonner", il se peut que leurs actions ne constituent pas pour autant un point de repère du marché fiable. La question de savoir s'il y a ou non eu contribution financière par un organisme privé à l'égard duquel il y a eu action de charger ou d'ordonner au sens où l'entend l'article 1.1 a) est distincte de la question de savoir si un avantage a été conféré en vertu de l'article 1.1 b).

108. L'extraordinaire influence des pouvoirs publics sur les actions des créanciers privés (même si le Groupe spécial devait constater qu'elle n'équivaut pas à une action de charger ou d'ordonner) suscite certainement de forts doutes quant à leur capacité d'agir en fonction de considérations commerciales (comme cela est requis pour un point de repère valable). Ainsi, le Groupe spécial serait néanmoins tenu de chercher ailleurs un point de repère du marché – qui proviendrait soit des investisseurs étrangers, soit des investisseurs externes, soit encore d'une autre source fiable.

Question n° 150

Au sujet de la question n° 33 des CE posée à la Corée après la première réunion de fond, veuillez expliquer pourquoi la valeur des activités de construction de Samho est pertinente, pour autant qu'elle le soit, pour la présente procédure.

Réponse

109. Jusqu'à présent, la Corée a sous-évalué la situation de trésorerie ou valeur d'exploitation du secteur de la construction navale de Halla-HI, mais n'a donné que la *valeur de liquidation* pour les autres divisions de Halla-HI (équipement et matériel de construction lourd). Pour évaluer plus encore si le plan de restructuration était intervenu en fonction de considérations propres au marché (c'est-à-dire si la valeur d'exploitation excédait la valeur de liquidation), les CE voulaient comparer la valeur de liquidation et la valeur d'exploitation pour les mêmes entités. C'est pour cette raison que les CE ont demandé à la Corée de leur communiquer l'intégralité du rapport d'évaluation.

Question n° 151

La Corée affirme que la part de la dette détenue par les créanciers étrangers qui n'ont pas participé à la renégociation de la dette de Daewoo était de l'ordre de [RCC: omis dans la version publique]. Est-il raisonnable de s'attendre à ce qu'un groupe spécial condamne une restructuration sur la base du comportement de créanciers détenant seulement [RCC: omis dans la version publique] de la dette?

Réponse

110. Dans les conditions normales du marché, du fait que des créanciers étrangers ne détenaient qu'environ 3 pour cent de la dette, les pouvoirs publics coréens se seraient peu souciés de la réaction de cette catégorie de créanciers, étant donné qu'ils ne détenaient pas suffisamment de voix pour bloquer un vote sur la restructuration – soit plus de 25 pour cent des voix. Et pourtant, comme précisé aux paragraphes 189 à 191 de la deuxième communication écrite des CE, les pouvoirs publics se sont rendus compte qu'ils devaient accorder une attention particulière aux créanciers étrangers étant donné que ceux-ci – ne relevant pas de la sphère d'influence des pouvoirs publics – pourraient chercher activement à perturber la progression prédéterminée de la restructuration. En fait, les CE ont

communiqué des éléments de preuve selon lesquels les *pouvoirs publics coréens* et les banques étrangères créancières avaient entamé des négociations précisément pour éviter cette situation.[77]

111. Par conséquent, les créanciers étrangers constituent le meilleur point de repère par rapport auquel il est possible de juger si la restructuration s'appuyait ou non sur le marché, ainsi que le niveau de l'avantage qui en a résulté.

Question n° 152

À propos de la renégociation de la dette de Daewoo, les CE présentent différents arguments concernant l'achat de créances et d'obligations par la KAMCO. Nous ne voyons pas clairement si ces arguments étayent une allégation séparée concernant les taux de la KAMCO ou s'ils sont présentés à l'appui de l'allégation plus générale concernant le fait que des créanciers étrangers ont servi de point de repère du marché. Veuillez expliquer.

Réponse

112. Les CE ont présenté ces arguments à l'appui de l'allégation plus générale concernant le fait que des créanciers étrangers ont servi de point de repère du marché.

113. Les CE ont expliqué la multiplicité des rôles assumés par la KAMCO durant le processus de restructuration, comme moyen d'accorder des fonds aux créanciers désargentés de Daewoo-HI, mais aussi en qualité de créancier de Daewoo-HI.

114. Dans ses réponses à la question n° 14 du Groupe spécial, les CE ont expliqué que dans les lettres d'intention datées du 13 novembre 1998 ou après, les pouvoirs publics coréens ont déclaré ceci:

> Pour que les banques soient plus fortement incitées à participer pleinement au processus de restructuration des entreprises, il n'y aura pas d'accès à des fonds publics, **que ce soit sous forme de rachats par la KAMCO** ou d'injections de capitaux ou d'autres moyens, pour les banques dont la FSC n'aura pas attesté qu'elles s'acquittent de leur rôle dans le processus de restructuration du secteur des entreprises.[78] (pas de caractère gras dans l'original)

115. En outre, dans leur réponse à la question n° 20 du Groupe spécial, les CE ont résumé le rôle de la KAMCO comme suit:

> L'achat par la KAMCO de plus de **[RCC: omis dans la version publique]** de prêts non productifs de DHI a constitué un avantage dont a bénéficié la Daewoo Shipbuilding Company restructurée, pour les raisons ci-après:
>
> - cet achat a permis d'épurer le bilan des créanciers de DHI qui, autrement, n'auraient pas consenti à procéder à une conversion de dettes en prises de participation compte tenu de la précarité de leur situation;
>
> - cet achat a permis à un organisme public (la KAMCO) de convertir des dettes en prises de participation pour un montant de **[RCC: omis dans la version publique]** du capital de DSME; et

[77] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 189 **(pièce n° 132 des CE)**.

[78] **(Pièce n° 36 des CE)**.

- cet achat a permis à un montant considérable de la dette de DHI de rester inactive aux mains de la KAMCO jusqu'à ce qu'elle soit revendue, plutôt que de rester aux mains de créanciers qui se seraient prévalus de tous les moyens légaux pour obtenir un remboursement, y compris en amenant les emprunteurs en difficulté à la liquidation.

(notes de bas de page supprimées)

116. Ces arguments viennent étayer les allégations concernant l'action de charger et d'ordonner à l'égard de créanciers privés vu que l'achat par la KAMCO de prêts non productifs des créanciers de Daewoo-HI et sa participation à la restructuration de Daewoo-HI était manifestement commandité par les pouvoirs publics coréens.

Question n° 153

Veuillez commenter l'argument de la Corée (figurant au paragraphe 191 de sa deuxième communication écrite) selon lequel elle allègue que les CE, dans leur réponse à la question n° 22 du Groupe spécial (qui concernait la "spécificité alléguée de la restructuration d'entreprises" en général), concèdent que les opérations de réorganisation d'entreprises supervisées par les tribunaux qu'avaient engagées Halla et Daedong n'étaient pas spécifiques "parce que ces sociétés semblaient avoir disparu et la réponse des CE à la question concerne uniquement DHI".

Réponse

117. Les CE continuent de soutenir l'argumentation présentée dans 1) leur première communication écrite (paragraphes 350 à 354 et paragraphes 380 à 384), et 2) leur deuxième communication écrite (paragraphes 248 à 252 et paragraphes 268 et 269) démontrant que les réorganisations des entreprises Halla et Daedong étaient spécifiques au sens où l'entend l'article 2 de l'*Accord SMC*.

118. Les références spécifiques à Daewoo dans la réponse à la question n° 22 étaient faites à titre d'exemple et les CE ont pris soin de faire figurer l'expression "par exemple" pour en rendre compte tout au long de cette réponse. Si les CE avaient décidé un changement de position dramatique, comme l'allègue la Corée, elles auraient très certainement été tout à fait explicites et fait une déclaration affirmative en ce sens.

Question n° 154

S'agissant de la réorganisation de STX, nous relevons que le rééchelonnement de la dette/l'exemption d'intérêts est le seul élément mentionné par les CE dans leur calcul du montant de l'avantage allégué figurant dans l'annexe 3 de la pièce jointe n° 1 annexée à leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond. Nous relevons en outre que dans leur communication à titre de réfutation, les CE ne font pas référence aux autres éléments de la restructuration mentionnés dans leur première communication écrite, tels que l'émission d'obligations par Daedong. Les CE allèguent-elles toujours que les autres éléments de la restructuration, y compris l'émission d'obligations par Daedong, constituaient une subvention? Dans l'affirmative, pourquoi ces éléments n'ont-ils pas été inclus dans la pièce jointe n° 3 susmentionnée?

Réponse

119. Les CE soutiennent que le seul élément identifié comme étant un avantage est le rééchelonnement de la dette et l'exemption d'intérêts, comme indiqué à l'Annexe 3 de la pièce jointe n° 1 annexée à la réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

D. PRÉJUDICE GRAVE

Question n° 155

Les CE ont indiqué que le Groupe spécial devrait déterminer l'existence d'un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix séparément pour les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs.

a) Cela signifie-t-il que les CE demandent au Groupe spécial de rendre trois décisions séparées en matière de préjudice grave, pour les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs, respectivement?

b) Dans la négative, veuillez expliquer.

Réponse

120. Le préjudice grave doit être causé aux intérêts d'un Membre de l'OMC et il n'y a donc pas lieu de formuler trois constatations séparées en matière de préjudice grave.

121. La constatation de l'existence d'un préjudice grave qui est demandée devrait être fondée sur l'existence d'un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix pour les trois marchés, chacun constituant un marché géographique global. L'article 6.3 de l'*Accord SMC* fait référence à un "préjudice grave" … dès lors qu'il existe l'*une ou plusieurs* des situations ci-après".[79] Tout comme le préjudice grave peut être déterminé en fonction de diverses combinaisons des articles 6.3 a), b), c), et d), le préjudice grave peut également se fonder sur des constatations multiples d'empêchement de hausses de prix/de dépression des prix sur le marché global (bien que dans trois sous-marchés différents de navires de commerce). En outre, l'article 6.3 c) mentionne l'"effet" de la subvention, le mot subvention étant au singulier. En l'espèce, les subventions en cause ont été accordées à des chantiers navals qui fabriquent divers navires de commerce. De cette manière, la même subvention a causé un empêchement d'une hausse de prix et/ou une dépression des prix sur les trois marchés de produits en cause. Nul besoin donc d'avoir trois constatations séparées concernant l'existence d'un préjudice grave dans le présent différend.

Question n° 156

Dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, y a-t-il des exemples additionnels (outre ceux qui ont déjà été mentionnés dans les communications des CE) de soumissions de la part des chantiers navals coréens dans des cas où les chantiers navals des CE ont aussi soumissionné et où, selon les CE, les chantiers coréens ont entraîné une baisse des prix?

Réponse

122. Les CE ont soumis, dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V, divers exemples de cas où les chantiers navals des CE ont offert un prix mais où les chantiers coréens ont finalement remporté la commande à un faible prix.

123. Les documents pertinents sont inclus dans les réponses des CE à la question n° 7 de la Corée (et dans les annexes pertinentes 7.1 à 7.17) dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V.

[79] Pas d'italique dans l'original.

124. Les CE souhaitent tout particulièrement appeler l'attention sur l'exemple de l'annexe 7.3, dans lequel le courtier explique clairement que la consigne en termes de prix correspond au prix de la construction de navires neufs en Corée.

125. Plus spécifiquement, en ce qui concerne la dépression des prix pour le secteur des transporteurs de GNL, voir le point C (et les annexes pertinentes 7.13 à 7.17) des réponses des CE à la question n° 7, ainsi que l'annexe 8.C, dans laquelle on trouve une explication de la manière dont les prix ont été poussés à la baisse par les chantiers coréens dans ce secteur.

Question n° 157

a) Dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, y a-t-il des exemples/éléments de preuve indiquant l'existence de cas dans lesquels les chantiers navals des CE ont envisagé de soumissionner mais ont renoncé à le faire en raison de la faiblesse des prix pratiqués? Par exemple, les CE peuvent-elles donner un relevé des cas dans lesquels un chantier des CE a été contacté par un courtier maritime au sujet de la possibilité de soumissionner mais a décidé de ne pas le faire en raison de la faiblesse des prix?

b) Dans de tels cas, les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial contiennent-ils des éléments de preuve indiquant que des Coréens ont fixé des prix/soumissionné pour la même vente?

Réponse

126. Comme l'ont expliqué précédemment les CE, la plus grande part de la correspondance entre les propriétaires de navires, les courtiers et les chantiers navals s'est faite sur le mode informel. Dans de nombreux cas, les éléments de preuve documentaire n'existent donc tout simplement pas. Par ailleurs, la plupart des chantiers ne gardent pas copie des télécopies ou d'autres courriers reçus des courtiers concernant la possibilité de soumissionner pour un projet pour lesquels ils décident finalement de ne pas faire d'offre (que ce soit pour des raisons de prix ou d'autres raisons). Enfin, aucun exemple/élément de preuve n'a été demandé dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V, et rien n'a donc été soumis à cette époque-là.

127. Pour ces raisons, les CE ne sont pas en mesure de donner des exemples autres que ceux visés dans la réponse à la question n° 156 ci-dessus.

Question n° 158

a) Les CE estiment-elles qu'il existe une capacité de construction navale excédentaire uniquement en Corée ou qu'il existe aussi une capacité excédentaire dans d'autres pays?

b) Si vous estimez qu'il existe une capacité excédentaire uniquement en Corée, veuillez expliquer.

c) Si vous estimez qu'il existe aussi une capacité excédentaire en dehors de la Corée, où existe-t-elle et quelle est l'ampleur de l'excédent?

d) Existe-t-il une capacité de construction navale excédentaire dans les CE? Dans la négative, sur quelle base repose cette conclusion?

Réponse

a)-c):

128. L'évolution de la capacité est examinée dans le document intitulé "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" (Vue d'ensemble de l'industrie internationale de la construction de navires de commerce), section 5.2, page 14 (**pièce n° 1 des CE**), dans lequel on trouvera également une évaluation de la capacité de construction navale par région, basée sur le rapport de l'OCDE C/WP6/2001/6.[80]

129. Étant donné que la construction navale est un marché mondial intégré, c'est-à-dire que tout propriétaire peut acheter à tout chantier, et que les ventes sont déterminées par les considérations du marché (à l'exception de la Loi Jones des États-Unis), la capacité mondiale de construction navale doit également être envisagée de cette manière. Tout comme le marché de la construction navale, la capacité de la construction navale peut être considérée comme un continuum, et cela ne signifierait donc rien de dire que la surcapacité de construction navale n'existe qu'en Corée. Cela dit, comme il est écrit dans la **pièce n° 1 des CE**, et dans le rapport de l'OCDE dont il est question dans cette pièce, le problème de la surcapacité est connu depuis longtemps, ce qui n'a pas empêché les chantiers coréens de procéder à une expansion massive depuis quelques années. L'OCDE a même trouvé que la capacité de construction navale dans les années 90 s'était accrue essentiellement du fait des chantiers coréens.[81] Cette augmentation de la capacité a porté sur un accroissement des volumes, dans le but de réduire les coûts unitaires. C'est cette expansion qui est au cœur des accusations selon lesquelles la Corée est responsable de la surcapacité mondiale, accusations émanant non seulement des CE et de la FMI, mais aussi de la plupart des analystes du secteur. On trouvera le détail de cet argument dans la pièce jointe n° 8 des CE annexée à la deuxième déclaration orale des CE.[82] Par exemple, un rapport établi par Drewry en janvier 1999 explique ce phénomène comme suit:

> Jusqu'à peu de temps encore, la croissance économique en Corée du Sud s'appuyait sur une entente explicite entre les pouvoirs publics, qui planifiaient les secteurs industriels à pénétrer et les banques qui fourniraient le capital pour les investissements à des taux plus favorables que ne le justifieraient les marchés financiers pour un petit groupe de conglomérats très puissants (les chaebols). Comme pour les Japonais, le principal objectif des chaebols consistait à accroître leur part de marché dans le secteur choisi, plutôt que d'assurer une rentabilité et des dividendes pour leurs actionnaires. Cette formule a eu pour effet une expansion massive de la capacité de construction navale ainsi que de la construction automobile et des usines de puces électroniques (il est notable que tous ces secteurs industriels connaissent actuellement une surcapacité, ce qui garantit de bas prix et une faible rentabilité à l'échelle du monde).[83]

130. Dans un marché intégré, les réductions de capacité dans une région ne peuvent avoir un effet positif sur le marché mondial si une capacité additionnelle est créée en même temps dans une autre région. Si la nouvelle capacité excédentaire en Corée dépasse les réductions qui ont eu lieu dans les CE (comme cela a été le cas), la nouvelle capacité de construction navale des CE semblerait elle aussi dépasser la demande mondiale effective, bien que la distorsion du marché soit initialement imputable

[80] OCDE, Evaluation of World Shipbuilding Capacity (2000 Revision), C/WP6(2001)6 (29 mai 2001) **(pièce n° 151 des CE)**.

[81] OCDE, Evaluation of World Shipbuilding Capacity (2000 Revision), C/WP6(2001)6 (29 mai 2001), au paragraphe 55. **(Pièce n° 151 des CE)**

[82] "Detailed Rebuttal of Exhibit Korea-70", page 3, paragraphe 16, et page 4, paragraphe 23 – Pièce jointe n° 8 des CE annexée à la deuxième déclaration orale des CE.

[83] "Detailed Rebuttal of Exhibit Korea-70", page 3, paragraphe 18 – Pièce jointe n° 8 des CE annexée à la deuxième déclaration écrite des CE.

à la Corée. Par conséquent, les CE voient la réduction de la capacité non viable (c'est-à-dire la capacité des chantiers en faillite) comme le seul moyen valable de traiter le problème.

131. Dans les CE, cette situation a entraîné une série de fermetures de chantiers navals et de restructurations d'entreprises (le plus souvent accompagnant des réductions de capacité) depuis 1975. Au Japon, des installations de construction navale ont été mises en sommeil. Contrairement à ces évolutions constatées, la Corée a intensifié sa capacité de construction navale depuis le début des années 90.

132. Parmi les mesures de maîtrise de la capacité mises en place par les principaux blocs de construction navale figurent les suivantes:

- Dans l'UE, les directives sur la construction navale mises en vigueur entre le milieu des années 80 et la fin de l'année 2000, en particulier les cinquième, sixième et septième directives, ont limité le niveau de l'aide que les pouvoirs publics pouvaient accorder à la construction navale, tout en contrôlant strictement l'évolution de la capacité. Il n'était pas question de venir à l'aide des chantiers en difficulté, et toute nouvelle installation de construction navale devait démontrer qu'elle ne faisait que remplacer une capacité existante qui devait être retirée du marché à mesure que les nouvelles installations se mettaient en place.

- En Corée, l'industrie de la construction navale était autrefois réglementée par la Loi sur la rationalisation de la construction navale, mise en place en 1988 par le Ministère du commerce et de l'industrie. Cette loi revenait à geler la mise en place de nouvelles installations et interdisait toute commande à bas prix. L'objectif d'ensemble était d'améliorer les conditions de la concurrence. Cette loi a été abrogée en décembre 1993, période suivie par une expansion illimitée de la capacité.

- Le Japon contrôle la capacité depuis 1950, par le biais de la Loi "Zosen Ho" sur la construction navale, qui limite la construction de navires de plus 500 tonnes ou de plus de 50 m de long. D'autres lois adoptées en 1953 permettent aux pouvoirs publics de suivre et de contrôler le volume de la production avant le début des travaux; ces lois s'appliquent aux navires de plus de 2 500 tonnes ou de plus de 90 m de long, qu'il s'agisse de contrats internes ou de contrats à l'exportation. Ces contrôles législatifs restent en vigueur aujourd'hui et jouent chaque fois que les conditions du marché et les conditions économiques l'exigent.

d):

133. Par ailleurs, les CE souhaiteraient souligner que l'Europe a connu des réductions de capacité, avec 90 pour cent de la main-d'œuvre de ce secteur mis à pied depuis 1975. Les chantiers navals continuent d'être contraints à la faillite, d'où leur fermeture définitive. Ce mécanisme du marché contrôle la capacité dans les CE. Par contraste, aucun chantier naval n'a fermé en Corée du Sud du fait des forces du marché sans être de nouveau ouvert.

Question n° 159

La question écrite n° 30 posée par le Groupe spécial après la première réunion était ainsi libellée:

"D'une manière générale, jusqu'à quel point un chantier naval typique a-t-il la flexibilité de produire la totalité des types de navires ou un large éventail de ces types? Quelles sont les contraintes matérielles et autres qui affectent la gamme de produits potentielle d'un chantier naval quelconque? Jusqu'à quel point l'expérience préalable est-elle importante pour le coût de

production du chantier naval et sa capacité de construire un type de navire donné? Eu égard à ces considérations, veuillez décrire les capacités et expériences de chaque chantier naval des CE qui produit ou est capable de produire certains ou la totalité des types de navires de commerce mentionnés dans votre allégation relative au préjudice grave."

Veuillez présenter un résumé de tous renseignements déjà portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, qui sont pertinents pour ce point mais qui n'ont pas été mentionnés dans la réponse initiale des CE à cette question.

Réponse

134. La flexibilité des chantiers navals et la nature des contraintes sont examinées à la section 4 du document contenant une vue d'ensemble de l'industrie internationale de la construction de navires de commerce, **pièce n° 1 des CE**.

135. Les carnets de commande des principaux chantiers navals comportent une vaste gamme de navires en production (*voir*, par exemple, Clarkson World Shipyard Monitor).[84] Dans les limites des contraintes décrites dans la réponse des CE à la question n° 30 posée par le Groupe spécial et dans la **pièce n° 1 des CE**, les chantiers gardent la capacité de concevoir et de construire toutes sortes de navire de mer. La pièce n° 70 de la Corée ("Rapport Drewry") donne une myriade de renseignements statistiques montrant que les chantiers des CE sont actifs dans tous les segments du marché contestés (voir en particulier les chapitres 5 à 7). La section II C) de la première communication écrite des CE décrit les livres de commande des principaux chantiers des CE, montrant que ces chantiers produisent une gamme étendue de types de navires.

Question n° 160

En ce qui concerne l'indice composite des prix des navires neufs fourni par les CE, celles-ci indiquent que les principaux consultants du secteur de la construction navale tiennent aussi à jour des "données plus spécifiques relatives aux prix de types particuliers de navires". Dans la pièce jointe n° 2 annexée à leurs réponses aux questions, les CE fournissent des données sur les prix concernant deux tailles de navires-citernes et huit tailles de porte-conteneurs.

a) S'agit-il des données "plus spécifiques" auxquelles les CE font référence?

b) Pourquoi les CE donnent-elles la ventilation particulière qu'elles présentent? Existe-t-il d'autres ventilations pour ces produits? Veuillez expliquer.

Réponse

a):

136. La source la plus fréquemment utilisée pour les prix de la construction de navires neufs est le "Clarkson World Shipyard Monitor".[85] La section de cette publication concernant les tendances des prix de la construction navale, à la page 8, donne le bilan le plus complet des prix disponibles, et constitue la source des données sur les prix présentées dans les pièces jointes des CE. Une série chronologique plus détaillée des prix dont il est rendu compte dans cette publication se trouve dans la **pièce n° 146 des CE**, "FMI June 2004 Report, technical support to the WTO hearings" (Rapport de la FMI de juin 2004, appui technique aux audiences de l'OMC), soumis avec la deuxième déclaration orale à la page 5.

[84] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 de CE)**.
[85] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.

b):

137. Les ventilations particulières ont été retenues par les CE parce qu'elles correspondaient aux renseignements disponibles sur les coûts coréens provenant des exercices de suivi des coûts, qui ont permis de montrer conjointement les indices des coûts et les indices des prix pour la Corée. L'information sur les coûts est spécifique à chaque type de navire; il n'a pas été procédé à l'établissement des indices coûts/prix pour toute la gamme des produits.

Question n° 161

Les CE présentent des indices des coûts de production coréens estimatifs par rapport aux prix à l'appui de leur argument selon lequel il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix. Elles indiquent que leur consultant, la FMI, a établi des estimations des coûts compte tenu des diverses tendances et des divers avantages connus en matière de coût des chantiers coréens. Dans leurs réponses aux questions posées après la première réunion, les CE ont donné une description de la méthode utilisée par la FMI pour établir ces estimations. Elles ont aussi indiqué que, si le Groupe spécial le demandait, elles fourniraient les données sous-jacentes détaillées. Estiment-elles qu'une présentation graphique des indices des prix, accompagnée d'une description de la méthode, constitue des éléments de preuve *prima facie* indiquant l'évolution des coûts dans la construction navale coréenne? Veuillez expliquer.

Réponse

138. Les CE ont donné une présentation graphique des indices des coûts et des prix pour fournir, de manière facile à consulter, un récapitulatif des données détaillées que leur consultant, la FMI, avait recueillies tout au long des années de recherche et d'enquête intensives. En particulier, les CE ont suivi les prix et les coûts des chantiers coréens sur près de cinq ans, établissant sept rapports sur le marché de la construction navale qui ont été présentés au Groupe spécial.[86]

139. Les analyses de coût réalisées par la FMI spécifiques à tel ou tel projet tiennent compte de tous les facteurs de coût pertinents dans la construction navale et sont mises à jour périodiquement. Bien évidemment, ces estimations prospectives sont complexes et nécessitent une compréhension approfondie du processus de construction navale et de ses nombreuses étapes intermédiaires.

140. Les CE communiquent un échantillon d'une telle estimation de coût détaillé, concernant une commande chez Daewoo de transporteurs de GNL.[87] La feuille de calcul montre les différentes catégories de coûts et le détail des estimations. Au total, plus de 60 estimations de coût ont été réalisées pour les commandes placées auprès de chantiers navals coréens; chaque analyse concernerait un certain nombre de navires, étant donné que, typiquement, les navires sont commandés en série courte. Les CE ont été très attentives à examiner les commandes typiques de la production des chantiers coréens, afin de donner une vision parlante. Des estimations plus détaillées des coûts peuvent être communiquées au Groupe spécial sur demande.

141. Les analyses effectuées ont mené les CE à conclure que les prix proposés par les chantiers coréens ne correspondent pas aux coûts de production et que cet écart est en train de se creuser.

142. Les CE ne retiennent pas l'hypothèse selon laquelle l'évolution des coûts peut être dérivée des indices des prix. Plutôt, les CE voient une absence de corrélation entre les prix et les coûts dans la construction navale coréenne, car les chantiers coréens tendent à proposer des prix qui leur permettent

[86] Réponses données par les Communautés européennes aux questions au titre de l'Annexe V, Annexe 10c contenant les sept rapports de la Commission au Conseil sur la situation de la construction navale mondiale.

[87] Cost Modelling Details Angelicousis LNG Tanker at Daewoo **(pièce n° 156 des CE)**.

de remporter la commande et de remplir leur capacité de construction, mais qui ne reflètent pas nécessairement la totalité du coût de production. Des prix systématiquement bas en période d'augmentation des coûts sont une indication claire de comportements qui mènent à l'empêchement de hausses de prix et à la dépression des prix.

Question n° 162

Quels éléments de preuve/exemples spécifiques sont contenus dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les prix à l'une des extrémités de la gamme de produits s'agissant d'un type particulier de navires ont une incidence sur les prix pour l'ensemble de la gamme? (Par exemple, y a-t-il des éléments de preuve spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant qu'un mouvement à la baisse pour les très grands porte-conteneurs entraîne un mouvement à la baisse correspondant pour tous les porte-conteneurs plus petits?)

Réponse

143. La meilleure preuve de ce phénomène se trouve dans la **pièce n° 146 des CE**, "FMI June 2004 Report, technical support to the WTO hearings" (Rapport de la FMI de juin 2004, appui technique aux audiences de l'OMC), soumis avec la deuxième déclaration orale (figure 1, page 5). Les prix de la construction navale tendent à évoluer à l'unisson, malgré une certaine variation. On peut constater ce phénomène également dans le graphique à la page 8 du Clarkson World Shipyard Monitor, qui montre clairement une progression des prix des pétroliers, quelle que soit la taille du navire.[88] Ce point est examiné plus avant dans la réponse à la question n° 163 ci-après.

144. Par ailleurs, un document récent émanant du Secrétariat de l'OCDE souligne l'effet de contagion de comportements spécifiques sur le marché de la construction navale:

> La construction navale, d'un point de vue géographique, est un marché entièrement intégré et mondialisé. Cette réalité confère à la construction navale des caractéristiques propres, étant donné que cette intégration laisse à penser qu'un impact sur une partie du marché se ressentirait rapidement sur le reste du marché. Il est permis de penser également que l'effet serait tout à fait différent dans des secteurs moins intégrés.[89]

Question n° 163

a) Pour chaque catégorie de navires, dans la pratique, quel est le degré de substituabilité des différentes tailles/configurations (systèmes de confinement dans le cas des transporteurs de GNL)? Y a-t-il des éléments de preuve/exemples spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial? En outre, veuillez communiquer les extraits pertinents des publications de la branche de production examinées à la deuxième réunion. (Par exemple, un expert de la branche de production s'est référé pendant la réunion à l'une des publications de cette branche qui contenait des renseignements en rapport avec les élasticités-prix croisées.)

b) Les CE peuvent-elles citer des cas/situations spécifiques mentionnés dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial dans lesquels un

[88] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**. Une description détaillée des types de navires figurant dans ce graphique se trouve dans la **(pièce n° 1 des CE)**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry", section 3.2.

[89] Document de l'OCDE C/WP6/SNG(2004) **(pièce n° 153 des CE)**.

propriétaire de navires a acheté et utilisé pour un usage particulier un navire plus grand que d'ordinaire, parce que ce navire était à un prix relativement faible?

Réponse

a):

145. Les éléments de preuve les plus probants sur la substituabilité des produits, côté offre, se trouvent dans les livres de commande dont parle le Clarkson World Shipyard Monitor.[90] On trouvera de plus amples renseignements sur ce point dans la **pièce n° 1 des CE**, donnant une vue d'ensemble de l'industrie internationale de la construction de navires de commerce, y compris les chapitres 4, 6 et 7. La plupart des produits dans un chantier naval sont substituables, sauf pour ce qui est des transporteurs de GNL et des navires de croisière. Les transporteurs de GNL sont exceptionnels du fait de la difficulté qu'il y a à se faire délivrer une licence et du coût de cette dernière, et du coût initial d'investissement. Les navires de croisière mettent en jeu des acheteurs conservateurs et très sensibles aux noms de marque, et exigent d'importants coûts initiaux. Ce sont là les deux seules exceptions à la substituabilité du côté de l'offre. Côté demande, les deux systèmes de confinement dans le cas des transporteurs de GNL, sont totalement substituables. En effet, ils exercent la même fonction. Côté offre, la substitution est plus difficile car il faut alors modifier les licences, mais le transfert entre les deux types effectué par Hyundai Heavy Industries montre que c'est possible.

146. Les données concernant les élasticités-prix croisées apparaissent sur le graphique de la page 8 du Clarkson World Shipyard Monitor, qui montre les prix des différents types de navires évoluant parallèlement.[91] La difficulté qu'il y a à réaliser une véritable analyse des élasticités–prix croisées dans le secteur de la construction navire provient du fait que ces dernières années, la demande a été coupée des prix, et ce à cause du problème de surcapacité. Il est donc peu pertinent et peu concluant de procéder à une analyse des prix par rapport à la demande. D'après les renseignements sur les prix figurant dans la figure 1 de la **pièce n° 146 des CE** et les renseignements sur la demande (représentée par l'ensemble des marchés conclus, comme apparaissant à la page 4 du Clarkson World Shipyard Monitor[92]), il est possible d'illustrer les effets en examinant un cas spécifique.

147. Une sous-catégorie spécifique a été choisie parce qu'elle constitue un bon exemple de marché sur lequel la demande a peu évolué au cours de l'année écoulée, mais qui a connu une évolution importante des prix. La figure 1 ci-après montre l'évolution des prix des pétroliers Panamax au cours de l'année écoulée (il s'agit d'une des catégories figurant dans la figure 1, page 5, de la **pièce n° 146 des CE**), et la figure 2 présente le volume des commandes pour la même période.

[90] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.
[91] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**, page 8.
[92] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.

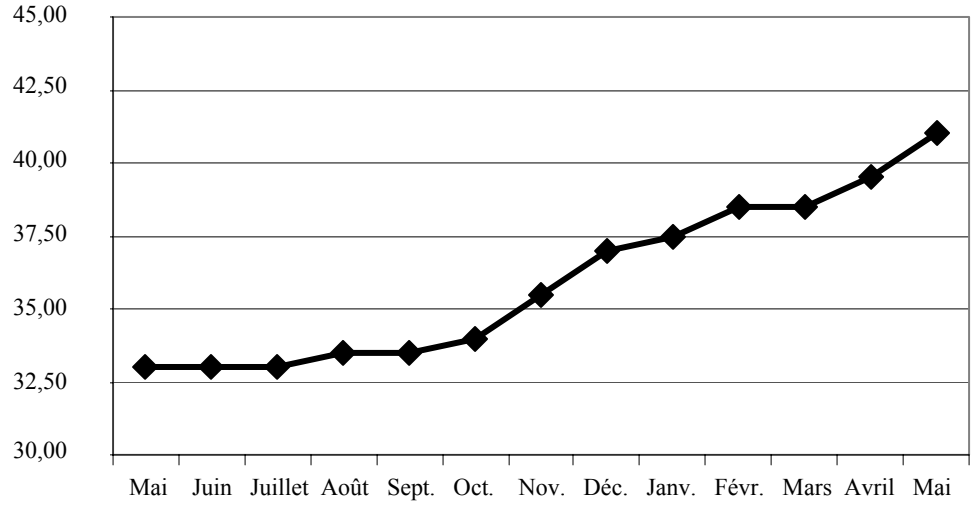


Figure 1 – Évolution des prix des pétroliers Panamax en 2003/04 (en millions de dollars)

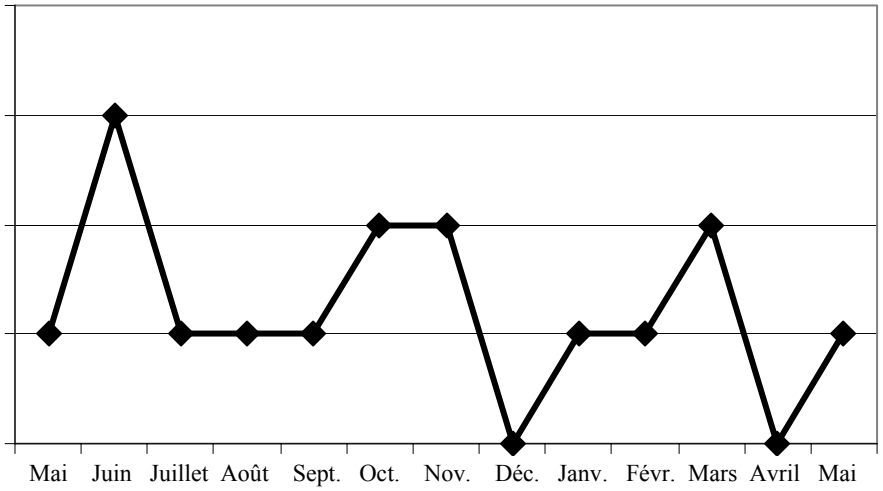


Figure 2 – Volume des commandes de pétroliers Panamax par mois en 2003/04 (millions de tbc)

148. L'absence de corrélation entre les prix et la demande dans ce secteur est manifeste pour la période à l'étude. Si l'on cherche une corrélation des prix par rapport à l'indice global des prix des navires neufs établi par la FMI, on trouve en revanche une forte corrélation. Cette corrélation apparaît dans la figure 3 suivante.

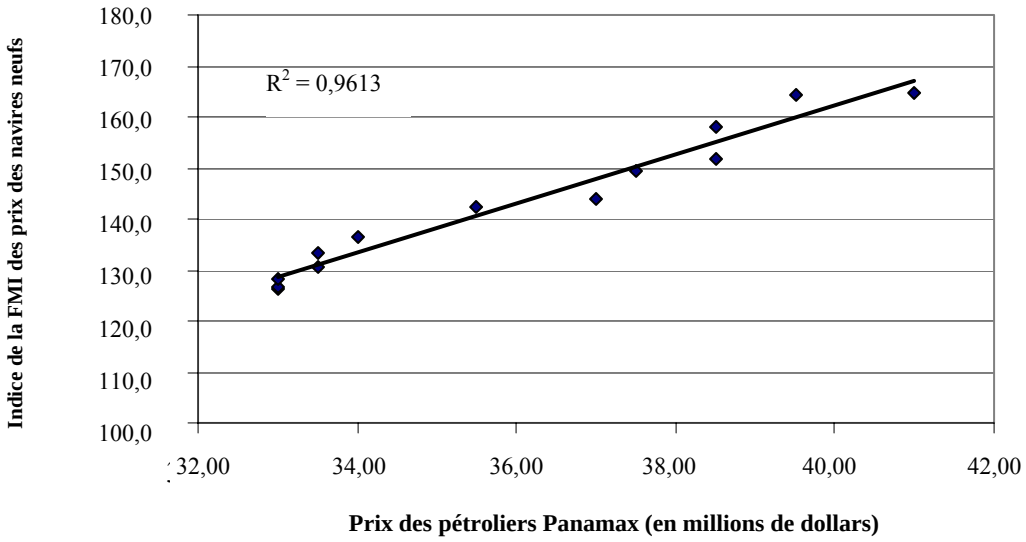


Figure 3 – Relation entre les prix des pétroliers Panamax et l'indice des prix de la construction de navires neufs entre mai 2003 et mai 2004

149. Ainsi, le prix des pétroliers Panamax a suivi la tendance générale des prix des navires neufs, sans pour autant entretenir de relation avec la demande dans ce secteur spécifique. Pareillement, la tendance générale des prix n'a pas suivi la tendance globale de la demande. La figure 4, ci-après, montre le volume total des contrats indiqués par Clarkson au cours de l'année écoulée, qui est resté relativement stable. Les prix des navires neufs, par contraste, ont augmenté, comme le montre l'indice des prix des navires neufs pour la période à l'étude dans la figure 5.

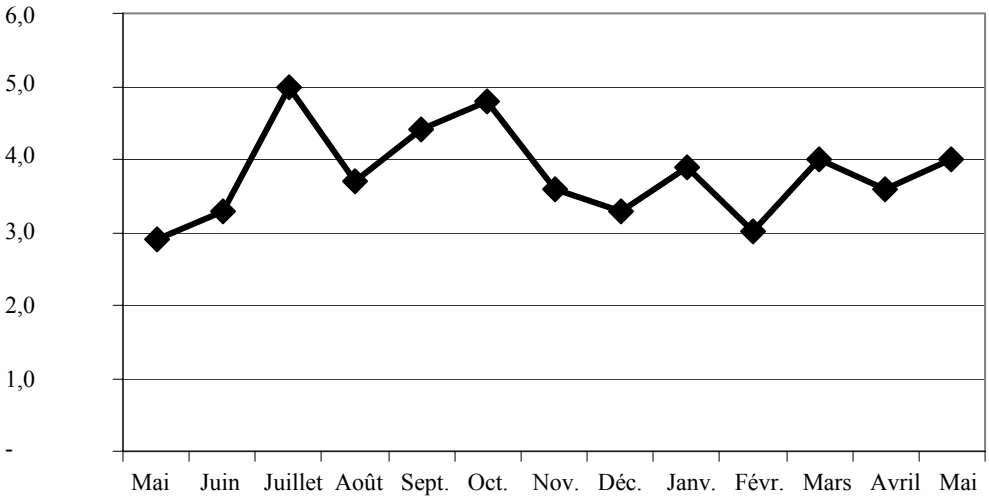


Figure 4 - Volume de toutes les commandes passées chaque mois pour la période 2003/04 (millions de tbc)

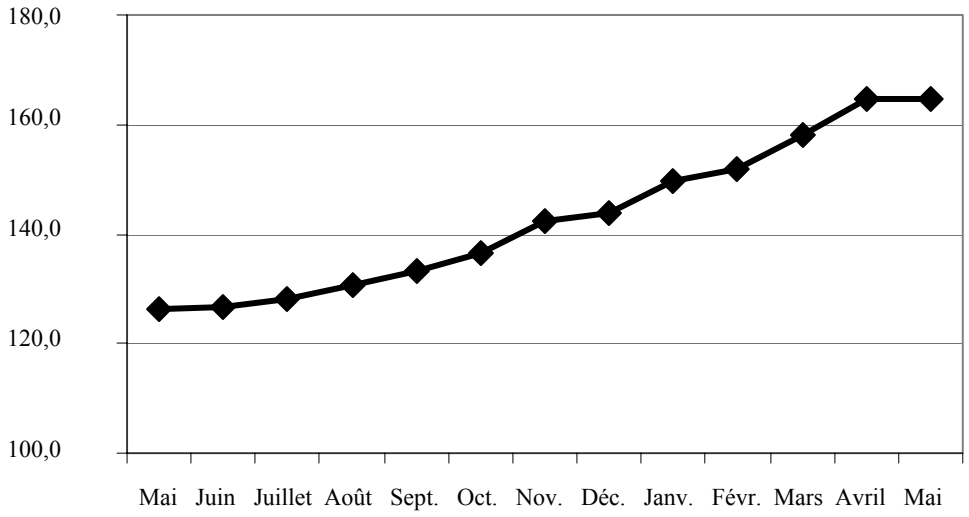


Figure 5 – Indice de la FMI des prix des navires neufs en 2003/04 (1987 = 100)

150. Les prix n'ont pas toujours été coupés de l'offre et de la demande. L'économiste Martin Stopford, auteur de l'ouvrage incontournable "Maritime Economics" et directeur général de Clarkson Research, a établi une théorie selon laquelle les prix de la construction navale sont déterminés par l'offre et la demande, alors que les fonctions offre et demande varient au fil des ans.[93] L'analyse à long terme du marché montre la véracité de cette théorie, avec des changements causés, par exemple, par l'augmentation des coûts dans les pays qui exercent une influence déterminante sur les prix ou par des changements de capacité. Les relations entre le prix d'une part et l'offre et la demande d'autre part s'établissent normalement après un changement. Par exemple, c'est ce qui s'est passé de 1999 à 2001, à la suite d'un changement dans la fonction offre qui avait accompagné la crise financière asiatique, et en particulier l'effondrement du won. Le lien avec le marché a disparu par la suite dans la recherche à tout prix de commandes; ce lien commence tout juste à se réaffirmer.

151.

b):

152. La Corée a évoqué le cas de clients qui achèteraient un navire plus grand que d'ordinaire pour un usage particulier, précisément parce que ce navire était à un prix relativement faible. Les CE n'ont pas connaissance de ce genre de pratique sur le marché. Typiquement, un propriétaire a une idée claire du marché sur lequel son nouveau navire sera utilisé. Ses paramètres clés seront la capacité de chargement et la vitesse du navire. S'il peut accepter des variations dans la spécification du navire (par exemple une vitesse supérieure ou moindre), il ne verra aucun avantage à acheter un navire plus grand au même prix, si le chargement disponible reste limité. Lorsque le chargement disponible est illimité, il choisira le navire le plus grand possible, comme on le constate pour les porte-conteneurs. Cela étant, il tiendra également compte de la volatilité du marché et des coûts d'exploitation, et déterminera si le navire plus grand peut en fait être rempli durant sa vie utile. Cette réalité a, par exemple, limité la croissance des transporteurs de pétrole brut, étant donné que les navires les plus grands avoisinent les 300 000 tpl, alors que des navires allant jusqu'à 1 000 000 tpl étaient à l'étude et prévus avant la crise pétrolière de 1973.

[93] Martin Stopford, "Maritime Economics" (Deuxième édition) 1997, pages 472 et 473.

153. La relation importante entre la taille du navire et le commerce est décrite dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry", à la section 3.

154.

Question n° 164

Quels éléments de preuve spécifiques y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant que les APRG et les PSL, vers le moment de la restructuration, ont aidé les chantiers navals en question à rester en activité, soit en améliorant leur bilan/flux de liquidités, soit d'une autre façon?

Réponse

155. Il est évident que l'accès aux prêts avant expédition et aux APRG à un moment où les créanciers privés soit n'auraient pas accordé ces facilités soit, s'ils l'avaient fait, auraient appliqué des taux ou commissions plus élevés sur la base des conditions du marché, a permis d'améliorer les flux de liquidités et la rentabilité des chantiers navals. Cette conclusion manifeste est étayée par la déclaration générale ci-après provenant de la KEXIM elle-même, comme citée au paragraphe 160 de la première communication écrite des CE:

> Il est expliqué dans le Rapport annuel de la KEXIM pour 1998 que la KEXIM, "en sa qualité d'organisme de crédit à l'exportation, a mené une opération de sauvetage, accordant des prêts d'urgence aux exportateurs et importateurs coréens au début de la crise, *alors que le secteur bancaire de la Corée était quasiment paralysé*". Comme l'a déclaré le Président de la KEXIM dans le Rapport annuel pour 1999, la KEXIM "a contribué à la reprise économique en offrant un ensemble de programmes de financement aux exportateurs ... qui *avaient des difficultés à obtenir un financement lié au commerce suffisant auprès d'établissements financiers commerciaux*, du fait du plan de restructuration lancé par les pouvoirs publics dans le secteur financier et celui des entreprises".

156. Par ailleurs, comme il est expliqué au paragraphe 489 de la première communication écrite des CE, grâce aux APRG, les chantiers navals en question ont reçu des commandes qui ont rempli leurs carnets de commandes, ce qui a permis d'établir des projections de vente optimistes aux fins de la détermination de la valeur d'exploitation.

Question n° 165

Pour chaque catégorie de navires, quelle a été l'évolution des prix par rapport aux coûts dans les autres principaux pays constructeurs de navires depuis le milieu des années 90 et est-elle comparable aux tendances des prix par rapport aux coûts en Corée?

Réponse

157. Pour ce qui est des prix, le marché mondial n'établit aucune distinction entre les pays producteurs. N'importe quel chantier peut fixer un niveau de prix qui sera noté sur le marché mondial et constituera le point de repère pertinent, à condition que la capacité de production excède la demande. Un chantier peut fixer un tel niveau de prix même si celui-ci ne reflète pas ses coûts de production, étant donné que les pertes ne seront pas enregistrées avant la livraison du navire, quelques années plus tard.

158. Dans la construction navale, il est inconcevable qu'un chantier puisse demander un prix supérieur pour un navire identique ou similaire, à moins que l'acheteur soit d'une manière quelconque

contraint d'acheter à un chantier concurrent. Ces contraintes n'existent pas pour la vaste majorité des propriétaires de navires. Elles n'existent que dans des cas particuliers, par exemple pour les propriétaires des États-Unis exploitant leurs navires d'un port des États-Unis à l'autre (et qui sont donc soumis à la Loi Jones), les armateurs japonais exploitant leurs navires sur des routes internes (qui doivent se faire délivrer une licence par les autorités régionales, susceptibles d'accorder la préférence à un navire construit au Japon), ou les exploitants de navires de croisière qui ont besoin de navires tellement perfectionnés que les chantiers coréens et chinois ne sont pas jugés assez expérimentés pour livrer un navire acceptable.

159. En ce qui concerne les coûts, il est renvoyé à la réponse à la question n° 161. L'analyse des coûts de la construction navale est chose complexe exigeant d'importantes ressources. Les CE n'avaient aucune raison de mener une enquête sur les coûts de la construction navale au Japon, étant donné que les chantiers des CE n'estiment pas que les pratiques commerciales des chantiers japonais leur soient préjudiciables. Il n'y avait aucune raison de suivre les coûts de la construction navale dans les chantiers des CE puisque ces chantiers fonctionnent dans un environnement concurrentiel, et les pertes dues à des prix extrêmement bas mettraient l'entreprise dans une situation financière difficile. Si de telles pertes pouvaient être compensées par des subventions, le droit européen de la concurrence jouerait. Récemment, les CE ont commencé à suivre les coûts de la construction navale en Chine, mais aucun résultat n'est disponible pour l'instant.

160. D'une manière générale, certains coûts ne seraient pas spécifiques à un pays, ou alors simplement dans une certaine mesure. Par exemple, l'acier est un produit plus ou moins mondial, et les chantiers achètent le gros matériel, par exemple moteurs, grues, etc. sur le marché mondial. Les principales différences de coût entre pays proviennent des coûts de la main-d'œuvre, des niveaux de productivité, des taux de change et des instruments financiers.

Question n° 166

a) Pour chacun des trois types de navires, quels éléments de preuve/exemples spécifiques y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial (outre la plainte déposée dans le pays par Samsung contre Daewoo) montrant que les chantiers navals restructurés étaient, parmi les producteurs coréens, ceux qui exerçaient une influence déterminante sur les prix?

b) Quels éléments de preuve y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les subventions alléguées à la restructuration ont permis aux chantiers restructurés de faire baisser les prix pratiqués par tous les autres chantiers navals coréens?

c) Quels ont été les résultats financiers annuels des autres chantiers navals coréens (non structurés) depuis la restructuration?

Réponse

a) – b):

161. L'influence déterminante sur les prix est fonction de la capacité et de la part de marché. Elle est liée également à la dynamique au sein de petits groupes de chantiers navals dominants, dont les chantiers en cause. Cette question est examinée à la section 3, page 4 de la **pièce n° 146 des CE**. Des renseignements supplémentaires sur la puissance commerciale des chantiers navals coréens restructurés se trouvent dans le Clarkson World Shipyard Monitor, y compris la section intitulée

"Shipyard Capacity" (capacité des chantiers navals), à la page 16, et dans certaines sections indiquant la ventilation des commandes par type de navires.[94]

162. Comme il est expliqué dans la réponse à la question n° 162, la faiblesse des prix pratiqués sur le marché de la construction navale a un effet de contagion. En outre, le Secrétariat de l'OMC lui-même a reconnu que les chantiers navals coréens ont une influence déterminante sur les prix lorsqu'il a relevé la forte position sur le marché des cinq grands chaebols, représentant environ 95 pour cent de la production coréenne, dont trois sont des chantiers navals restructurés:

> Depuis 1999, la Corée est le plus gros constructeur de navires du monde (elle occupait la deuxième place en 1998) et elle exerce une **influence déterminante sur les prix**; sa part de la production mondiale de navires atteignait 30 à 35 pour cent (en 1999). La construction navale, secteur à forte intensité de capital entretenant des liens étroits avec les secteurs du transport de cargaisons, de l'acier et de l'électronique, est un des quelques rares secteurs à être sorti quasiment indemne de la récente récession. La dépréciation du won (ainsi que les salaires élevés pratiqués au Japon et la puissance du yen) ont aidé à renforcer la compétitivité à l'exportation des chantiers navals coréens (vis-à-vis de la Chine et du Japon), qui comptent beaucoup sur la construction de gros navires. Entre 1995 et 1998, la production des chantiers - dominés par cinq chaebols (Hyundai, Daewoo, Samsung, Hanjin, et Halla - représentant environ 95 pour cent de la production), a progressé régulièrement, de plus de 17 pour cent. Entre 1995 et 1998, la Corée a quasiment doublé son excédent commercial pour les navires (7,6 milliards de dollars EU), alors que les importations chutaient de 75 pour cent et les exportations progressaient de 45 pour cent; en 1998, les navires représentaient 6 pour cent des exportations coréennes.[95]

c):

163. Les CE ne disposent d'aucune information concernant les résultats financiers annuels des autres chantiers navals coréens (non structurés) depuis la restructuration.

Question n° 167

Si, comme le font valoir les CE, les chantiers navals ont à peu près toute la flexibilité nécessaire pour produire n'importe quel type de navire, et que les chantiers coréens soient fortement subventionnés, pourquoi les chantiers navals coréens ne sont-ils pas plus ou moins également actifs pour tous les types de navires (y compris les navires de croisière, les transbordeurs, etc.)?

Réponse

164. Les chantiers navals coréens se sont concentrés dans les secteurs dans lesquels ils prévoient les plus gros avantages économiques, soit en volume, soit en valeur. Cela ne signifie pas qu'ils ne passeront pas à d'autres secteurs s'ils perçoivent une évolution des conditions.

165. Par exemple, Daewoo, Hyundai Heavy, Hyundai Mipo et Samsung ont commencé à construire des transbordeurs, et Samsung a investi beaucoup pour s'engager dans le secteur des navires de croisière. Les chantiers coréens font une sélection minutieuse des contrats et des secteurs dont ils considèrent qu'ils représentent le plus gros avantage sur le moment. Les secteurs des transbordeurs et des navires de croisière sont généralement considérés comme étant un "créneau" où le volume des

[94] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.

[95] Mécanisme de l'OMC pour l'examen des politiques commerciales, 2000, WT/TP/S/73 **(pièce n° 82 des CE)**. (notes de bas de page omises)

commandes est plus cyclique et relativement faible s'agissant du nombre de navires. Récemment, c'est le volume qui a dicté les commandes acceptées, et les chantiers coréens ciblent les secteurs représentant les plus gros volumes. Les secteurs ne représentent pas tous le même volume de travail. Ce point est examiné dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" aux sections 4 et 5.

II. AUX DEUX PARTIES

A. POINT J)/POINT K), PREMIER PARAGRAPHE

Question n° 168

Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les APRG constituent des garanties du crédit à l'exportation et si les PSL constituent des crédits à l'exportation. Veuillez fournir tous documents (provenant du secteur de la construction navale, de l'OCDE ou de toute autre source) qui, à votre avis, étayent votre position sur ces questions.

Réponse

166. Les CE ont déjà fourni une documentation à l'appui de leur argument selon lequel les APRG et les prêts avant expédition ne constituent pas des crédits à l'exportation dans la mesure où ils supposent un risque ayant trait à la solvabilité des exportateurs nationaux.[96]

167. Ce fait est confirmé plus encore par l'*Ensemble de Knaepen* convenu entre les membres de l'OCDE en 1997.[97] L'*Arrangement de l'OCDE relatif aux crédits à l'exportation* ne tenait pas compte de la question des primes à l'époque du Cycle d'Uruguay. L'*Ensemble de Knaepen* contient des règles sur le calcul des primes, rédigées uniquement en fonction de la solvabilité du *pays acheteur*. L'*Ensemble de Knaepen* précise que les principes directeurs concernant la détermination des primes dans le cadre de l'*Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* fixe des taux de prime minimum pour les risques souverains et les risques pays, indépendamment de la question de savoir si l'acheteur/emprunteur est un organisme privé ou public. Les principes régissant le *risque commercial* supporté par l'*acheteur* restent à négocier.

168. Nulle part n'est-il question dans l'*Ensemble de Knaepen* – et il n'en était pas plus question durant les négociations ayant mené à son adoption – que les primes soient fixées selon le risque du pays exportateur ou du vendeur, de l'exportateur ou du producteur. Tous les prêts ou garanties comportant des risques encourus dans le pays exportateur seraient considérés de la même manière que des prêts ou garanties intérieurs normaux.

Question n° 169

Le point j) fait référence à la mise en place de divers "programmes". En supposant qu'une interprétation *a contrario* du point j) soit admissible, pourrait-elle servir de moyen de défense pour des transactions APRG individuelles, par opposition au programme APRG en soi? Veuillez expliquer. En particulier, si l'élément central du point j) est les frais à longue échéance au titre de la gestion du programme, comment le point j) pourrait-il permettre de déterminer si

---

[96] Déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 56 à 64 et **pièces n° 98 et 99 des CE**.

[97] L'*Ensemble de Knaepen: principes directeurs concernant les primes dans le cadre de l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*, entré en vigueur au 1er avril 1999 **(pièce n° 154 des CE)**.

des transactions individuelles dans le cadre du programme constituent ou non des subventions à l'exportation?

Réponse

169. À supposer qu'une interprétation *"a contrario"* du point j) soit recevable, on ne saurait l'invoquer comme moyen de défense pour des transactions APRG individuelles, mais uniquement pour le programme APRG en soi.

170. L'existence d'un programme de subventions à l'exportation et d'une transaction individuelle comportant une subvention à l'exportation sont deux questions distinctes.

171. Le point j) précise que certains programmes de crédits à l'exportation ne sont pas incompatibles avec l'OMC s'il s'agit de couvrir les frais à longue échéance au titre de la gestion du programme. Cela étant dit, le point j) n'est pas pertinent pour déterminer (en vertu de l'article premier de l'*Accord SMC*) si une transaction individuelle est fondée sur le marché ou est une subvention. Même si un programme est censé couvrir les frais à longue échéance au titre de la gestion du programme, il se peut qu'une transaction individuelle confère un avantage, car la garantie était accordée sans tenir compte des principes du marché, par exemple du risque supporté par le chantier naval.

B. APRG/PSL

Question n° 170

La Corée affirme que les taux PSL de la KEXIM ont été supérieurs aux taux de certaines obligations de DSME depuis 1999 (paragraphe 231, première communication écrite de la Corée). Les CE affirment que certaines obligations de DHI étaient garanties (paragraphe 124, deuxième communication écrite des CE). Les parties font-elles référence aux mêmes obligations, ou les obligations de DSME mentionnées par la Corée sont-elles différentes des obligations de DHI mentionnées par les CE? Veuillez expliquer.

Réponse

172. Les taux des obligations de DSME figurant au paragraphe 231 de la première communication écrite de la Corée correspondent au récapitulatif trimestriel des emprunts non remboursés en obligations de société et *non* aux taux d'intérêt auxquels les obligations de DHI/DSME ont été émises. En conséquence de quoi, on ne peut comparer directement les taux des obligations telles que figurant au paragraphe 231 de la première communication écrite de la Corée et les taux des obligations auxquelles se réfèrent les CE au paragraphe 124 de leur deuxième communication écrite.

173. L'affirmation des CE selon laquelle la plupart des obligations de DHI et DSME étaient garanties est étayée par la **pièce n° 129 des CE**, dans laquelle figure un tableau donnant des listes de toutes les obligations de société émises par DHI entre 1986 et décembre 1998. Ce tableau montre que la plupart des émissions d'obligations de DHI étaient garanties durant cette période.

174. Les CE, dans la question n° 17 posée lors de la première audience, ont demandé à la Corée de donner des détails sur les émissions d'obligations de société dont la Corée parlait au paragraphe 231 de sa première communication écrite.[98] La Corée a communiqué un tableau limité à six émissions entre 1997 et 1998, alors que durant cette période il y avait eu 39 émissions **(pièce n° 129)**. Par conséquent, les CE ne peuvent répondre que pour les six émissions communiquées par la Corée, qui sont les mêmes que celles communiquées par les CE. De ces six émissions, trois étaient garanties.

[98] Réponse de la Corée à la question n° 17 posée par les CE après la première réunion de fond.

175. Cela étant dit, il convient de noter qu'en ce qui concerne les émissions restantes d'obligations de société, la Corée s'est abstenue de communiquer les renseignements requis. Les CE, dans la question n° 17 posée à la Corée, demandaient spécifiquement des renseignements détaillés, y compris sur les "d) les garanties des obligations par d'autres entités". La Corée a répondu que ces renseignements n'étaient pas disponibles. Les CE estiment que la Corée a refusé de coopérer, car les renseignements demandés ne sont pas confidentiels, sont accessibles à tout investisseur[99]; la Corée n'a donc pas réfuté l'argument *prima facie* des CE sur ce point.

176.

Question n° 171

Au sujet de la pièce n° 16 de la Corée, la "KEB", la "CHB" et la Banque Hanil sont-elles des organismes publics? Dans la négative, sont-elles des organismes privés à l'égard desquels il y a eu action "de charger ou d'ordonner"? Veuillez expliquer.

Réponse

177. Dans le cas d'espèce, les CE n'ont pas prétendu que la KEB (Korean Exchange Bank), la CHB (Chohung Bank) et la banque Hanil étaient des organismes publics, mais simplement qu'il s'agissait d'organismes privés à l'égard desquels il y avait eu action "de charger ou d'ordonner". Ces banques se trouvaient en mauvaise posture financière et ont bénéficié de l'aide des pouvoirs publics coréens, grâce à des injections de capitaux. Les pouvoirs publics coréens détenaient une part considérable dans toutes les trois.

178. En particulier, en ce qui concerne la KEB, les CE ont expliqué[100] que la KEB avait été créée en tant que banque publique en 1967, spécialisée dans les marchés des changes et le commerce. Pendant dix ans, cette banque a eu le droit exclusif de proposer des services de financement du commerce et des services de change. En 1997, le financement du commerce et les services de change ont été libéralisés et la KEB s'est lancée dans la banque commerciale. Encore en 1997, les pouvoirs publics coréens en étaient le principal actionnaire (détenant 47,88 pour cent des actions); au 31 décembre 2000, la KEB était détenue à 43,17 pour cent par l'État (la KEXIM 32,50 pour cent, la Banque de Corée 10,67 pour cent) et la Commerzbank (32,55 pour cent).[101] **Même après sa privatisation partielle (la Commerzbank a acquis ses parts en juillet 1998), les pouvoirs publics coréens, en tant que principal actionnaire, ont continué d'exercer une influence et ont accordé une aide importante à la banque au moyen d'injections de capitaux: 336 milliards de won en avril 1999 et 400 milliards de won en décembre 2000.**[102]

179. En ce qui concerne la **Banque Chohung**, les CE ont expliqué[103] que cette banque avait été établie en 1943 en tant que banque commerciale. Peu après le début de la crise financière, Chohung a connu de très graves difficultés financières, de telle sorte qu'en 1999, les pouvoirs publics coréens sont intervenus et ont acquis **80 pour cent des actions** (qu'ils détiennent encore). Dans sa réponse au

[99] Voir unredeemed Corporate bonds of DHI Source: DHI marketable Securities Statement for offering the 229th Non-Guaranteed Corporate Bonds, submitted to Financial Supervisory Service (FSS) on 25 May 1999 **(pièce n° 129 des CE)**.

[100] Voir la pièce jointe n° 3 annexée aux réponses des CE à la question n° 17 du Groupe spécial du 22 mars 2004

[101] Voir la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, réponse à la question n° 5, page 26 **(pièce n° 39 des CE)**.

[102] Voir la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, réponse à la question n° 5, page 27 **(pièce n° 39 des CE)**.

[103] Voir la pièce jointe n° 3 annexée aux réponses des CE à la question n° 17 du Groupe de travail, le 22 mars 2004.

titre de l'Annexe V, la Corée dit que Chohung a reçu une injection de capitaux de 2,7 billions de won.[104]

180. Quant à la banque **Hanil,** dans sa réponse au titre de l'Annexe V, la Corée déclare que la banque a bénéficié d'une injection de capital de 1,6 billion de won.[105] La Corée n'a pas rendu compte de la prise de participation par les pouvoirs publics coréens à l'occasion de cette injection de capitaux.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

Question n° 172

Veuillez commenter les paragraphes 504 à 509 du rapport du Groupe spécial du GATT États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

Réponse

181. Le rapport du Groupe spécial dont il est question portait sur un différend en vertu du code du GATT relatif aux subventions, datant de 1979, et n'a jamais été adopté. Ne fut-ce que pour cette raison, il est d'une pertinence limitée.

182. Cela étant dit, les CE relèveraient que le Groupe spécial n'a exprimé aucune préférence absolue pour l'une ou l'autre norme. Il s'est contenté de conclure que le rejet de la norme de "l'investisseur interne" ne constituait pas une erreur à la lumière des faits de l'espèce, étant donné l'argumentation donnée par l'agence des États-Unis concernée (le Département du commerce - DOC). De fait, il a été conclu que:

> 507. Le Groupe spécial n'ignorait pas qu'il se pouvait, dans certaines circonstances, que les investisseurs internes et les investisseurs externes adoptent des comportements différents en raison de facteurs tels que les différences dans les renseignements pertinents mis à leur disposition et l'existence d'obstacles à l'entrée et à la sortie. Toutefois, il ne considérait pas que les arguments de la CE montraient que ces facteurs s'appliquaient aux faits des causes à l'examen.
>
> 508. En résumé, le Groupe spécial a constaté que le DOC avait expressément traité la question de la prétendue nécessité d'établir une distinction entre investisseurs internes et investisseurs externes et que l'on ne pouvait pas dire que l'explication qu'il avait donnée pour justifier sa décision de ne pas établir une telle distinction n'était pas suffisamment étayée par une analyse rationnelle. Les arguments de la CE indiquaient au mieux qu'une autre approche était possible. En conséquence, le Groupe spécial n'a pas pu constater, sur la base de ces arguments, que le DOC n'avait pas tenu compte d'un fait pertinent en omettant d'établir une distinction entre investisseur internes et investisseurs externes.
>
> 509. À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial a jugé infondé l'argument de la CE selon lequel les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'accord lorsque, dans l'enquête en matière de droits compensateurs à l'importation de certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France et du Royaume-Uni, le DOC avait omis d'établir une distinction entre les perspectives des investisseurs internes et celles des investisseurs

[104] Voir la réponse principale de la Corée au titre de l'Annexe V, réponse à la question n° 5 , tableau d) à la page 26 **(pièce n° 39 des CE)**.
[105] *Idem*.

externes dans son analyse de la question de savoir si les apports en capital fournis par les gouvernements de la France et du Royaume-Uni constituaient des subventions.

183. En tout état de cause, comme expliqué dans la réponse à la question n° 148 ci-dessus, les CE n'estiment pas que cette question se pose en l'espèce. Le seul cas où la Corée invoque ce concept (Samho) en est un où il n'y avait aucun "investisseur interne" non soumis au contrôle des pouvoirs publics.

D. PRÉJUDICE GRAVE

Question n° 173

a) Pour chacun des trois types de navires en cause dans le présent différend, comment les données sur les navires sont-elles normalement tenues à jour par la branche de production et par les analystes de la branche de production?

b) En particulier, ces trois catégories de navires sont-elles reconnues et utilisées habituellement à des fins d'analyse de la branche de production?

c) Dans l'affirmative, comment sont-elles définies et à quelles fins ces catégories sont-elles utilisées?

d) Quand les analystes donnent des rapports sur les tendances des prix, font-ils normalement référence aux prix pour chaque catégorie dans son ensemble ou pour des sous-catégories de ces dernières, ventilées, par exemple en fonction de la taille et/ou d'autres caractéristiques?

e) S'ils donnent divers renseignements sur les prix à différents niveaux d'agrégation, comment ces différentes séries de données sont-elles utilisées?

f) Veuillez fournir des documents (y compris en particulier les extraits pertinents des rapports publiés de la branche de production examinés à la deuxième réunion) donnant des exemples des différentes ventilations auxquelles vous faites référence.

Réponse

a):

184. Les sources d'information sur la branche de production sont nombreuses. La FMI, en particulier, reçoit les publications des analystes qui ont fait preuve de la plus grande cohérence et de la plus grande exactitude, y compris celles du Lloyd's Register et de Clarkson Research. Une note sur ces sources figure dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" à la section 1.3, page 2. Les deux publications les plus importantes en ce qui concerne l'industrie de la construction navale sont communiquées en tant que pièces; il s'agit du World Shipyard Monitor de Clarkson, publication mensuelle[106] et de la publication trimestrielle du Lloyd's Register, World Shipbuilding Statistics.[107] Bon nombre des autres rapports et analyses de consultants, y compris une bonne part des travaux réalisés par la FMI, s'appuient sur ces sources. Le principal avantage de la publication de Clarkson est qu'elle se penche sur les prix, ce que ne fait pas la Lloyd's, et qu'elle regarde les chantiers navals, alors que la Lloyd's ne regarde que les pays. Le principal avantage de la publication de la Lloyd's est le caractère exhaustif des données, fondées sur le

[106] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.
[107] Lloyd's Register, "World Shipbuilding Statistics" **(pièce n° 155 des CE)**.

Lloyd's Register. La quasi-totalité des navires apparaissent dans le Lloyd's Register, alors que Clarkson se concentre sur les principaux secteurs du marché. La FMI est également abonnée à la base de données du Lloyd's Register's, ce qui permet une analyse plus détaillée des statistiques présentées dans la publication, y compris au niveau des chantiers navals.

b) et c):

185. Une bonne illustration du regroupement et de la hiérarchie des types de navires figure aux pages 6 et 7 de la publication du Lloyd's Register "World Shipbuilding Statistics".[108] En gros, dans ses analyses, la FMI utilise cette taxonomie. Les trois types de navires apparaissent clairement dans ce tableau. Le recours à ce type de regroupement est essentiel pour l'analyse des transports maritimes et de toutes les branches de production connexes, y compris la construction navale. La définition des types de navires visés figure dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" à la section 3.

d), e) et f):

186. La source la plus complète de renseignements sur les prix et la tendance des prix est le Clarkson's World Shipyard Monitor.[109] La description de l'évolution des tendances des prix dans la construction navale figurant à la page 8 de cette publication présente les prix de diverses catégories de navires. Par exemple, un indice des prix est fondé sur l'évolution moyenne des pétroliers (pétrole brut et produits pétroliers) et des transporteurs de vrac sec. Cet indice regroupe clairement les navires de différents types et de différentes tailles pour se concentrer sur l'évolution moyenne des prix. Voir également la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" à la section 3, pour une description de la signification et des implications des différents types de transporteurs de vrac figurant dans cet indice.

Question n° 174

La Corée fait valoir que la demande devrait être mesurée en nombre de navires et/ou en années de travail (c'est-à-dire en fonction des commandes en attente) plutôt qu'en tonnes brutes compensées de commandes nouvelles. Les CE répondent que les tbc constituent une mesure plus exacte de l'offre et de la demande et que, même mesurées en années de travail, les tendances de la demande sont telles que les CE les ont représentées.

a) Chaque partie pourrait-elle expliquer les différences techniques entre les deux mesures et donner de plus amples détails sur les raisons pour lesquelles elle estime que la mesure qu'elle préfère donne une image plus exacte de la demande que l'autre?

b) Quelle mesure est utilisée par les analystes de la branche de production et par la branche de production pour analyser les tendances de la demande?

c) Si toutes deux sont couramment utilisées, veuillez expliquer les circonstances dans lesquelles elles sont utilisées et donner des exemples venant de sources indépendantes (rapports publiés de la branche de production examinés à la réunion, documents de l'OCDE, etc.).

[108] Lloyd's Register, "World Shipbuilding Statistics" **(pièce n° 155 des CE)**.
[109] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**.

Réponse

a):

187. On trouvera dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry" une description de la tbc et d'autres mesures (section 2, page 3). Les CE ont utilisé le tonnage brut compensé car il mesure le volume de travail que représente la construction de navires, et donc la *capacité* requise. Un chantier naval a la capacité d'effectuer un certain volume de travail au cours d'une période donnée. Étant donné la nature du produit, cette capacité n'est pas obligatoirement liée au nombre de navires produits ou à leur taille physique. Aux deux extrêmes, par exemple, la construction d'un très gros transporteur de brut (TGTB) représentera un plus gros volume de travail que la construction de deux pétroliers de petit tonnage. La construction d'un seul navire de croisière représentera plus de travail que la construction de plusieurs TGTB. La tbc est l'unité qui fait le lien entre l'offre et la demande; à ce titre, elle est la clé du comportement des prix.

b) et c):

188. La mesure utilisée par les analystes dépend du type d'analyse réalisée. Les publications de Clarkson et de la Lloyd's donnent un ensemble d'unités permettant de mener une analyse correctement.[110] Par exemple, le propriétaire d'un pétrolier s'intéressera au port en lourd total des pétroliers commandés[111] car c'est ce qui mesure la capacité de charge du navire, et c'est ce qui compte pour lui. Le tonnage brut mesure la dimension physique des navires et constitue la mesure "officielle" (c'est-à-dire enregistrée) de la taille de la flotte. Cette mesure a également de l'importance pour les propriétaires de navires qui sont des "transporteurs de volume" (c'est-à-dire qui transportent des cargaisons de faible densité) car elle représente mieux la capacité de charge que ne le fait le port en lourd. Les navires à passagers sont un bon exemple de ce type de navire.

189. La tbc n'est utilisée que dans le secteur de la construction navale. Par exemple, l'OCDE utilise la tbc lorsqu'elle évalue la capacité de production et sa relation avec la demande.[112] Le nombre de navires a une importance limitée dans les analyses statistiques soit des transports maritimes, soit de la construction navale, bien que l'on en rende compte dans les sources statistiques et qu'ils servent quelquefois pour des analyses très spécifiques et très pointues. Par exemple, la FMI a utilisé le nombre de navires pour examiner les produits sortant de chantiers navals spécifiques, en termes de la répartition interne de leurs livres de commande. Cela s'est avéré nécessaire étant donné le décalage des données fournies par la Lloyd's Register. Au stade préliminaire d'un contrat, le registre peut ne pas disposer d'informations complètes sur le tonnage, et le nombre de navires constitue alors une indication provisoire. Si l'information était disponible, la répartition par tbc serait plus appropriée pour l'analyse.

Question n° 175

En réponse aux arguments des CE concernant la part de marché en tant que facteur de l'influence déterminante sur les prix, la Corée indique, à divers endroits, que la part de marché ne démontre pas une influence déterminante sur les prix, mais aussi que les parts de marché détenues par les chantiers coréens sont trop faibles pour qu'ils puissent avoir une influence sur les prix. Les deux parties semblent donc estimer que la part de marché est d'une certaine façon pertinente pour la question de l'influence déterminante sur les prix.

---

[110] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**; Lloyd's Register, "World Shipbuilding Statistics" **(pièce n° 155 des CE)**.

[111] Voir **(pièce n° 1 des CE)**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry", section 2, page 3, pour la définition des mesures du tonnage.

[112] OCDE, Evaluation of World Shipbuilding Capacity (2000 Revision), C/WP6(2001)6 (29 mai 2001) **(pièce n° 151 des CE)**.

a) Comment (sur la base de quelle sorte de données et d'analyse concrètes) l'influence déterminante sur les prix peut-elle être déterminée/établie?

b) Quel rôle joueraient dans une telle analyse les niveaux et les tendances des parts de marché?

c) Quelle est l'importance de la part de marché qu'un participant donné sur le marché devrait détenir pour pouvoir exercer une influence déterminante sur les prix?

Réponse

a), b) et c):

190. Fondamentalement, la détermination du prix est liée à l'exercice de la capacité sur le marché. La position des chantiers navals coréens à cet égard est indiquée dans le Clarkson World Shipyard Monitor.[113] Au cours des deux ou trois années écoulées, étant donné la disponibilité apparemment inépuisable de la capacité, c'est la dynamique entre de petits groupes de chantiers navals dominants qui a déterminé les prix. (Cette question est examinée dans la **pièce n° 146 des CE**, "FMI June 2004 Report, technical support to the WTO hearings", section 3, page 4, et les prix d'une manière générale sont examinés dans la **pièce n° 1 des CE**, "Overview of the International Commercial Shipbuilding Industry", section 8, page 25.) Vu la dynamique entre ces groupes, le volume de la capacité exercée n'a pas à être important. Chaque commande sera disputée, car si aucun prix correspondant n'est proposé, il existe ailleurs une autre capacité qui se proposera.

191. Par ailleurs, deux documents de référence, l'un établi par le **Secrétariat de l'OMC**[114] et l'autre par le **Secrétariat de l'OCDE**[115] confirment que **les chantiers navals coréens exercent une influence déterminante sur les prix** à l'échelon du marché mondial. Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre réponse à la question n° 163 du Groupe spécial, trois des cinq principaux chantiers coréens sont des chantiers restructurés qui exercent une forte pression sur les autres chantiers coréens, empêchant les prix d'augmenter lorsque la demande s'accroît. Le Secrétariat de l'OCDE note que la théorie économique normale tendrait à indiquer que:

> une forte demande exercerait une pression à la hausse sur les prix, dans la mesure où le marché rechercherait un équilibre. La conjugaison d'une forte demande et d'une baisse des coûts des intrants devrait aussi indiquer une période de profits élevés pour tous les constructeurs, or ce n'est pas ce qui s'est passé. Le fait que cela ne se soit pas produit et que cela ne semble pas devoir se produire tendrait à renforcer le point de vue de ceux qui estiment que le secteur continue à souffrir d'un excédent considérable de capacité.[116]

192. Ensuite, l'OCDE note également que la faiblesse des prix ne peut s'expliquer par une forte baisse du coût du matériel ou des métaux. La conclusion de l'OCDE est "*qu'un facteur interfère dans le fonctionnement du marché, qui empêche les prix de réagir à la forte hausse de la demande*".[117] Les deux facteurs identifiés qui expliquent cette situation sont i) la surcapacité des chantiers navals coréens résultant des subventions accordées pour la restructuration et ii) l'influence déterminante des chantiers navals coréens sur l'empêchement de hausses de prix et la dépression des prix.

---

[113] Clarkson World Shipyard Monitor **(pièce n° 152 des CE)**, page 16.
[114] TPRM Corée **(pièce n° 82 des CE)**.
[115] Document de l'OCDE "Recent Newbuilding Price Developments" C/WP6/SG(2003)10 **(pièce n° 157 des CE)**, paragraphe 10.
[116] *Ibid*., paragraphe 9.
[117] *Ibid*., paragraphe 13.

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Pièce jointe n° 10 des CE	**EC – Calculation for Benefit PSL**
Pièce jointe n° 11 des CE	**EC – Calculation for AdValorem Benefit PSL**
Pièce jointe n° 12 des CE	**EC – Calculation for AdValorem Benefit APRG**
Pièce jointe n° 13 des CE	**EC – Calculation subsidies to Daewoo, including Tax Concessions**

LISTE DES PIÈCES

Pièce n° 148 des CE	**Report by PriceWaterhouseCoopers, June 2004**
Pièce n° 149 des CE	World Bank Report on Korea (18 September 2000).
Pièce n° 150 des CE	**Details of 19 July 1999 Loan to Daewoo-HI (Attachment 3.1(2) of Korea's Annex V response)**
Pièce n° 151 des CE	OECD Evaluation of World Shipbuilding Capacity (2000 Revision), C/WP6(2001)6 (29 May 2001)
Pièce n° 152 des CE	Clarkson World Shipyard Monitor
Pièce n° 153 des CE	OECD Document C/WP6/SNG(2004)
Pièce n° 154 des CE	The Knaepen package: Guiding Principles for Setting Premia Fees under the Arrangement on Guidelines for Officially Supported Export Credits, entry into force by 1 April 1999
Pièce n° 155 des CE	Lloyd's Register's “World Shipbuilding Statistics”
Pièce n° 156 des CE	**Cost Modelling Details Angelicousis LNG at Daewoo**
Pièce n° 157 des CE	OECD Document “Recent Newbuilding Price Develoments” C/WP6/SG(2003)10

Note: Les pièces contenant des renseignements commerciaux confidentiels sont indiquées ci-dessus en caractères gras.

ANNEXE G-2

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS FACTUELS COMMUNIQUÉS PAR LA CORÉE

(9 juillet 2004)

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes remercient le Groupe spécial de leur donner la possibilité de formuler des observations sur les nouveaux renseignements factuels communiqués par la Corée en liaison avec les réponses du 2 juillet aux questions du Groupe spécial.

2. Les Communautés européennes comprennent l'invitation du Groupe spécial à formuler des observations comme étant strictement limitée aux nouveaux renseignements factuels communiqués par la Corée dans ses réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond avec les parties. Par conséquent, les Communautés européennes ne commenteront pas à nouveau les faits qu'a pu répéter la Corée dans ce contexte, les opinions concernant des faits anciens ou nouveaux ou d'autres arguments juridiques. Le fait que les Communautés européennes ne les commentent pas ne signifie donc pas qu'elles ne les contestent plus. Les Communautés européennes renvoient le Groupe spécial aux opinions qu'elles ont précédemment exprimées en ce qui concerne les faits et les arguments juridiques. En outre, elles se sont efforcées de limiter leurs observations aux nouveaux éléments factuels qui semblent pertinents pour les débats du Groupe spécial.

3. Pour la commodité du Groupe spécial, lorsque les Communautés européennes ont une observation à formuler sur de nouveaux renseignements factuels introduits par la Corée, elles répètent d'abord la question et la réponse de la Corée avant de le faire.

II. RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS DES CE

4. Paragraphe 209 de la déclaration orale de la Corée: Si les allégements fiscaux prévus à l'article 45-2 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés qui sont visés n'étaient pas censés s'appliquer uniquement à la renégociation de la dette de Daewoo, pourquoi ont-ils été introduits en liaison avec cette renégociation et accordés pour seulement trois mois – suffisamment de temps pour permettre à Daewoo de s'en prévaloir? Comment les autres entreprises ont-elles pu en bénéficier? Sont-ils encore en vigueur?

Réponse de la Corée

L'article 45-2 de la Loi STTCL était censé étendre la disposition fiscale aux entreprises dont la dette était renégociée ainsi qu'aux entreprises faisant l'objet d'une réorganisation. Lorsque la loi a été discutée à l'Assemblée nationale, toutes les entreprises susceptibles d'être concernées étaient intéressées et attendaient que la loi soit promulguée. La loi a un vaste champ d'application pour ce qui est des entreprises concernées.

La loi a été reconduite deux fois de sorte que les renégociations de la dette et réorganisations d'entreprises menées jusqu'à la fin 2002 pouvaient être couvertes. Il est normal en Corée d'adopter les

lois fiscales sur une base annuelle. Ni les tribunaux ni l'administration fiscale n'ont gardé de dossiers permettant d'identifier les entreprises qui ont eu recours à cette disposition fiscale.

Observations des CE

La Corée allègue qu'elle n'a pas gardé de dossiers permettant d'identifier les entreprises qui ont eu recours à l'allègement fiscal. Les Communautés européennes font observer que l'article 46 3) de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, qui est applicable à l'article 46 1) de la même Loi mentionné à l'article 45-2 de la Loi STTCL et donc à cet allègement fiscal, prescrit que les entreprises qui en demandent l'application doivent soumettre "une déclaration détaillée sur la structure de l'entreprise au bureau des impôts du district compétent".

Compte tenu de la déclaration de la Corée selon laquelle il n'y a pas de dossiers, les Communautés européennes considèrent que le Groupe spécial ne peut que supposer qu'il n'y a pas d'autres exemples d'application de l'article 45-2 de la STTCL.

III. RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

110. Veuillez commenter l'affirmation des CE (figurant au paragraphe 107 de leur deuxième communication écrite) selon laquelle la Corée n'a pas indiqué en détail les taux de cinq des APRG accordées pour Samsung par des banques commerciales en 1997.

Réponse de la Corée

La Corée a fourni les meilleurs renseignements disponibles au moment de la procédure au titre de l'Annexe V. Elle fait observer que le gouvernement coréen ne disposait pas d'une grande partie des renseignements demandés dans le cadre de cette procédure ou ultérieurement. Après vérification auprès de Samsung, la Corée croit comprendre que les taux des cinq APRG mentionnées par les CE n'étaient pas disponibles étant donné que le délai de conservation requis pour les documents pertinents était venu à expiration. Dans le cas où les renseignements concernant certaines des APRG accordées en 1997 étaient encore disponibles, ces renseignements ont été communiqués.

Observations des CE

Les Communautés européennes n'estiment pas crédible qu'une entreprise comme Samsung ne garde pas les documents plus de cinq ans ou, plutôt, qu'elle le fasse pour certains documents concernant les APRG et pas pour d'autres.

Les Communautés européennes considèrent que le Groupe spécial devrait en déduire que la documentation manquante n'a pas été communiquée parce qu'elle aurait fait apparaître l'existence d'une subvention.

113. À propos de la réponse de la Corée à la question n° 71 du Groupe spécial, veuillez donner des éléments de preuve à l'appui de l'affirmation de la Corée selon laquelle les taux appliqués par la banque Kookmin et la banque Woori pour les APRG accordées à Samsung étaient de [RCC: omis dans la version publique] au lieu de [RCC: omis dans la version publique].

Réponse de la Corée

La Corée confirme que les taux appliqués par la banque Kookmin et la banque Woori pour les APRG accordées à Samsung étaient de **[RCC: omis dans la version publique]**. La déclaration précédente de la Corée qui ne concordait pas avec ces renseignements résulte d'une erreur matérielle

commise par la société quand elle a préparé sa réponse. La Corée regrette toute confusion que cela a pu causer.

Observations des CE

La Corée reconfirme l'affirmation initiale des CE (fondée sur les renseignements communiqués par la Corée au titre de l'Annexe V) selon laquelle les taux appliqués par la banque Kookmin et par la banque Woori pour les APRG accordés à Samsung étaient de ***[RCC: omis dans la version publique]****. Les calculs des CE concernant les APRG se fondent sur cette hypothèse et restent donc valables.*

116. La Corée affirme que l'article 45-2 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés ne constitue pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage. Toutefois, selon un article paru dans la presse et reproduit dans la pièce n° 136 des CE, un représentant de Daewoo a déclaré que celle-ci bénéficierait d'une "exemption fiscale de 236 milliards de won au total". Veuillez commenter et expliquer comment une exemption fiscale de 236 milliards de won n'est pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage.

Réponse de la Corée

Conformément à l'*Accord SMC*, il appartient aux CE de prouver spécifiquement quelles étaient les recettes publiques normalement exigibles et comment ces recettes ont été abandonnées ou n'ont pas été perçues (article 1.1 a) 1) ii)). Les CE ne se sont pas acquittées de cette charge de la preuve. En outre, il apparaît qu'elles ne comprennent toujours pas bien le système fiscal coréen. En conséquence, la Corée ne peut toujours pas déterminer spécifiquement sur quoi portent les allégations des CE au sujet des concessions fiscales.

L'article paru dans la presse et reproduit dans la pièce n° 136 des CE, qui citait la déclaration alléguée d'un représentant de Daewoo, ne contient aucune indication au sujet des types de taxes visées, des dispositions applicables des lois fiscales, des taux d'imposition, des calculs du montant des taxes visées, de la façon dont elles ont été abandonnées, etc. Vu la complexité et les aspects techniques des questions fiscales, aucun groupe spécial ne formulerait une constatation positive de l'existence d'une contribution financière et d'un avantage sur la base d'un article de journal aussi fortement sujet à caution. En outre, le montant de 236 milliards de won qu'aurait mentionné un représentant de Daewoo ne permet pas de faire de distinction entre la part de ce montant total qui est imputable à DSME et les parts qui sont imputables à la société de construction de machines et à la société DHI restante. En résumé, les CE n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une concession fiscale, comme l'exige l'article 1.1 a) 1) ii) de l'*Accord SMC*.

Dans ces conditions, la Corée se trouve dans une situation délicate quand le Groupe spécial lui demande d'"expliquer comment une exemption fiscale de 236 milliards de won n'est pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage". Cette question suppose qu'il y a eu une exemption fiscale de 236 milliards de won mais la Corée conteste que les CE aient jamais établi l'existence d'une exemption fiscale de 236 milliards de won. Tant que les CE ne commencent pas par expliquer comment le montant de 236 milliards de won, ou quel que soit ce montant, a été calculé et en application de quelles dispositions des lois fiscales, il est impossible à la Corée d'expliquer comment ce montant ne constitue pas des recettes abandonnées. Cependant, la Corée voudrait répondre à la demande du Groupe spécial en donnant des explications complémentaires sur la question fiscale, tout en réservant à nouveau ses droits en ce qui concerne la charge de la preuve.

Tout d'abord, la Corée renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 221 et 222 de la deuxième communication écrite des CE, dans laquelle celles-ci indiquent clairement que leur "allégation centrale" était les "exemptions fiscales temporaires" accordées conformément à l'article 45-2 de la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux ("Loi STTCL") qui accordait des incitations fiscales

conformément à l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés. Il apparaît que les CE estiment que la pièce n° 136 des CE contient des éléments de preuve indiquant l'ampleur des incitations fiscales au titre de l'article 46 mentionné ci-dessus de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés qui ont été "accordées" conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL.

Cependant, comme la Corée l'a expliqué à de nombreuses reprises (voir par exemple les paragraphes 206 à 208 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial), le régime fiscal spécial prévu à l'article 46 s'applique uniquement quand les actifs d'une société-rejeton ont été "revalorisés" à la suite de la "valorisation" effectuée au moment de la cession d'actifs. Dans le cas de la renégociation de la dette de DHI, les actifs de la société DHI originale ont été cédés à DSME et à la société de construction de machines à leur valeur comptable (c'est-à-dire sans "valorisation" de ces actifs). Par conséquent, DSME n'a pu obtenir d'incitations fiscales au titre de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, telles qu'elles étaient accordées conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL.

Le fait que les actifs de DHI ont été transférés à leur valeur comptable aux sociétés-rejetons est clairement démontré par la **pièce n° 120 de la Corée** (rapport Anjin 1999 sur la renégociation de la dette, extraits, Appendice 10), ainsi que la pièce n° 55 des CE (plan de renégociation de la dette de DHI), Appendice D-11 (bilan) et la pièce n° 56 des CE (structure de la cession d'actifs). D'ailleurs, les CE n'ont jamais contesté ce fait.

Par conséquent, contrairement à ce qu'allèguent les CE, aucune exemption fiscale n'a été accordée à DSME conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL et à l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés. Ainsi, l'"allégation centrale" des CE est sans fondement et la déclaration sujette à caution d'un représentant de Daewoo reproduite dans la pièce n° 136 des CE ne peut rien prouver car ce que les CE se proposent de prouver sur la base de rumeurs ne peut pas "juridiquement" avoir de sens. Pour qu'il ne subsiste aucun doute, la Corée présente le texte de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés (à la fois le texte original coréen et la traduction en anglais) en tant que **pièce n° 121 de la Corée**.

Dans cette situation, on peut se demander si le représentant de Daewoo a réellement pu avoir fait la déclaration au sujet de ces 236 milliards de won telle qu'elle a été reproduite par le journaliste ou si le journaliste a mal compris. Si un représentant de Daewoo a réellement fait cette déclaration, il est très probable qu'il a mal compris les faits et la législation fiscale applicable. Une autre possibilité plausible est que le représentant de Daewoo ait fait référence à un type d'incitation fiscale totalement différent. Il a pu par exemple vouloir parler de la "taxe additionnelle spéciale" qui aurait pu être prélevée si le transfert de certains actifs de DHI aux sociétés-rejetons avait donné lieu à des gains. Toutefois, cette taxe aurait dû être versée par DHI (restant après la cession d'actifs) conformément à l'article 99 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés.

Avant le 31 décembre 2001, la Loi relative à l'impôt sur les sociétés disposait que, si une société réalisait des plus-values résultant du transfert de certains actifs (par exemple terrain, bâtiments et autres droits de propriété sur des biens immobiliers), cette société était tenue de payer, outre l'impôt ordinaire sur les bénéfices, une taxe dite "taxe additionnelle spéciale" au taux de 16,5 pour cent de la plus-value ainsi réalisée (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, articles 2 et 99 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés). Aux fins de cette taxe, la "plus-value" désignait le prix de transfert des actifs visés minoré de leur prix d'acquisition initiale et des coûts d'acquisition. Dans le contexte de la cession d'actifs de DHI, celle-ci aurait pu être tenue de payer un montant substantiel au titre de cette taxe additionnelle spéciale si une plus-value avait été réalisée à l'occasion du transfert d'actifs à DSME et à la société de construction de machines. Même si les actifs ont été transférés à leur valeur comptable, cette valeur comptable aurait pu être supérieure aux prix et aux coûts d'acquisition du fait, notamment, d'une revalorisation effectuée avant la cession d'actifs conformément à la Loi sur la revalorisation des actifs.

Là encore, il est à noter que c'est la société ayant transféré les actifs assujettis à la taxe additionnelle spéciale (c'est-à-dire la société DHI restante) qui devait verser cette taxe. Toutefois, en vertu d'une disposition spéciale de l'article 99 11) de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, le versement de la taxe additionnelle spéciale par la société ayant effectué le transfert pouvait être retardé si le transfert des actifs avait eu lieu dans le cadre, parmi d'autres choses, d'une cession d'actifs répondant aux prescriptions de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, article 99 11)). Dans le cas de sociétés en cours de restructuration, un problème s'est posé sur le plan technique du fait que les parts d'actions n'étaient pas exactement égales en raison des règles normales de répartition des actions appliquées dans de telles situations. Si une disposition telle que l'article 45-2 avait été incluse dans la Loi STTCL, ce qui aurait conduit à considérer une cession d'actifs réalisée sur la base de parts d'actions inégales comme satisfaisant aux prescriptions de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, la société DHI restante aurait pu bénéficier d'un report pour le paiement de la taxe additionnelle spéciale (mais non d'une exemption de cette taxe) conformément à l'article 99 11) de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés et n'aurait pas eu à payer cette taxe immédiatement après la cession d'actifs.

Toutefois, conformément à une législation ultérieure, la "taxe additionnelle spéciale" a été supprimée à compter du 1er janvier 2002 (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, Loi n° 6558 du 31 décembre 2001). En conséquence, toute obligation de payer la taxe additionnelle spéciale incombant à la société DHI restante (les dispositions concernaient uniquement la société ayant effectué le transfert et non celle qui l'avait reçu comme DSME) a été totalement éteinte.[1] La taxe additionnelle spéciale a été supprimée essentiellement parce qu'elle était controversée car elle créait un système de double imposition du fait qu'elle s'ajoutait à l'impôt ordinaire sur les bénéfices qui aurait aussi été perçu sur les mêmes plus-values que celles qui étaient assujetties à la taxe additionnelle spéciale.

Observations des CE

Les Communautés européennes ne peuvent pas cacher leur étonnement devant le fait que la Corée allègue maintenant pour la première fois (sans toutefois fournir aucun document justificatif) que l'article 45-2 n'était pas applicable à la restructuration de Daewoo et que tout avantage aurait selon les allégations profité à DHI au titre de l'article 99 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés.

Les Communautés européennes ne sont pas en mesure à ce stade d'obtenir un avis fiscal qui leur permettrait de commenter de manière exhaustive la plausibilité de ces allégations. Cet avis pourrait toutefois sembler inutile à la lumière des faits suivants:

- *la Corée ne nie pas le point fondamental de l'article paru dans la presse selon lequel la restructuration de Daewoo n'aurait pas eu lieu sans l'exemption fiscale (quel que soit le fondement juridique précis);*

- *la Corée confirme que le rapport d'Arthur Andersen n'a pas analysé les conséquences fiscales du plan de restructuration (cela est indiqué encore plus clairement dans la réponse à la question n° 123). Ce fait s'ajoute aux failles du rapport d'Arthur Andersen déjà recensées par les Communautés européennes et réduit encore la valeur d'exploitation ou bien il montre que toute la restructuration était arrangée depuis le départ, Arthur Andersen étant au courant de l'exemption fiscale avant qu'elle ne soit adoptée.*

[1] La Corée fait aussi observer que cela a été généralement applicable à toutes les sociétés coréennes ayant engagé une quelconque transaction de "transfert d'actifs" car la "taxe additionnelle spéciale" elle-même a été supprimée dans sa totalité du régime fiscal coréen en vertu de la loi du 31 décembre 2001.

125. a) La liste des facteurs indiqués dans le *rapport Drewry* comme étant déterminants pour les prix des navires comprend les taux de fret, la date de livraison/durée de la construction (qui sembleraient liées à la capacité et donc à l'offre et à la demande) et les conditions de paiement (qui sembleraient liées au financement). Drewry ne fait référence à aucune mesure du niveau global de la demande en tant que tel. Veuillez expliquer.

Réponse de la Corée

Drewry considère que la tendance de la demande pour chaque produit similaire considéré isolément est l'un des facteurs qui contribuent au niveau du prix pertinent du produit considéré. Toutefois, comme cela est indiqué à la section 1.2.2 du rapport Drewry, il ne suffit pas de considérer simplement que le prix variera directement en fonction de la demande car il existe beaucoup d'autres facteurs liés à la demande et à l'offre qui contribuent à déterminer le niveau des prix de tout produit similaire. Dans la section 1.2 de la pièce n° 70 de la Corée, Drewry définit un ensemble de facteurs qui sont considérés comme ayant une incidence sur le prix des navires:

- Facteurs externes (paragraphe 1.2.1)
  - taux de fret
  - taux de change
  - indices des prix des métaux
- Du côté de l'offre (paragraphe 1.2.2)
  - manque de travail ou surcapacité
- Du côté de la demande (paragraphes 1.2.3 et 1.2.1)
  - taille
  - date de livraison
  - conditions de paiement
  - durée de la construction
  - carnet de commandes de la construction navale
- Du côté de la demande – facteurs techniques (paragraphe 1.2.3)
  - vitesse et manœuvrabilité
  - renforcement de la coque
  - spécification de l'équipement
  - peinture et revêtement
  - conception novatrice
  - réglementation: cote et registre maritime

Si l'équilibre global entre l'offre et la demande est, par conséquent, un facteur qui a manifestement une incidence sur les prix dans le secteur de la construction navale, Drewry considère que ce n'est pas le seul facteur ni le facteur dominant. L'application de la simple notion économique de l'équilibre entre l'offre et la demande pose toutefois certains problèmes dans la construction navale, essentiellement:

- difficulté de quantifier la capacité de construction navale (par opposition aux niveaux de production passés);

- le fait que cette capacité n'est pas entièrement consacrée à la construction de navires marchands et peut aussi servir à la construction de navires de guerre, à la réparation et à la conversion de navire et à la construction d'installations offshore en particulier;

- manque d'homogénéité de la demande globale (dû en particulier aux différences dans les types et les tailles de navires);

- manque d'homogénéité de l'offre globale dû à la capacité de construction de différentes tailles de navires dans les installations des chantiers et à l'expérience de ces derniers dans la construction de certains types de navires.

En conséquence, s'il est peut-être possible de classifier la demande en fonction de la taille et du type de navires, l'offre ne peut pas être divisée de façon rigoureuse sur la même base et il y a donc un manque considérable d'homogénéité dans l'équilibre entre l'offre et la demande.

Observations des CE

Contrairement à ce que la Corée déclare, il n'y a pas un manque important d'homogénéité dans l'équilibre entre l'offre et la demande. Le tonnage brut compensé est censé pallier le manque d'homogénéité. C'est ce qu'admet la Corée par exemple dans sa réponse à la question n° 173 b) du Groupe spécial, à la page 73, dernier paragraphe.

b) Par ailleurs, en discutant des avantages coréens sur le plan des coûts du côté de l'offre, la Corée ne fait pas référence au coût du service de la dette/des intérêts versés. Veuillez expliquer.

Réponse de la Corée

Les coûts du service de la dette dépendent en général spécifiquement de la situation d'un chantier particulier, en ce qui concerne à la fois la structure du financement des biens d'équipement de ce chantier et ses besoins en matière de fonds de roulement. Il n'est donc pas possible de prendre des indicateurs économiques généraux pour estimer les avantages ou désavantages relatifs des différents chantiers sur le plan des coûts à cet égard. Par exemple, dans les CE, il y a beaucoup de chantiers très anciens dont les dépenses d'équipement sont amorties depuis longtemps et qui ont aussi cessé de verser des intérêts sur la dette liée à ces dépenses. Il est donc probable que les coûts du service de la dette liés aux installations sont les coûts associés à des améliorations et à des modernisations. D'une façon générale, il y a eu un degré moindre de modernisation dans les chantiers des CE mais on peut trouver des exceptions à cette règle dans les chantiers construisant des paquebots et plus particulièrement dans les chantiers de l'ex-Allemagne de l'Est comme Aker MTW et Kvaerner Warnow Werft. Dans ces chantiers, les modernisations ont été financées par l'État puis, quand les chantiers ont été privatisés, les nouveaux propriétaires ont obtenu les nouvelles installations pour une fraction des dépenses d'investissement – dans cette situation, le niveau de la dette et par conséquent les coûts du service de la dette résultent de circonstances très spécifiques, ce qui ne facilite pas les comparaisons.

Toutefois, le domaine dans lequel la Corée a des avantages significatifs sur le plan des coûts de ce type a trait à l'échelle de sa production. Premièrement, les coûts du service de la dette sont associés à une charge de travail élevée et par conséquent, le coût par unité produite sera plus faible que dans les chantiers plus petits.

Cela est particulièrement vrai dans le cas du financement des installations et de la capacité, les dépenses d'équipement nécessaires pour assurer une capacité de 1 000 tbc étant nettement plus faibles que dans des chantiers de plus petite capacité. La figure 8.1 dans la pièce n° 70 de la Corée donne une indication des différences sur le plan de l'échelle de production entre les chantiers des CE et les chantiers coréens et il ne faut pas oublier que la plupart des entités les plus importantes des CE qui y figurent sont en fait des groupes qui comprennent plus d'un chantier.

L'investissement pour les transporteurs de GNL donne un bon exemple d'économie d'échelle. Comme cela est indiqué dans le rapport KPMG présenté en tant que pièce n° 108 de la Corée, la FMI

a évalué que pour couvrir ses dépenses d'investissement pour la construction de transporteurs de GNL, un chantier européen aurait besoin d'une série de trois transporteurs de GNL, mais elle a ensuite modifié ses estimations pour Daewoo, considérant que la récupération devrait être faite sur les navires pour tenir compte du fait que les volumes de production de navires de ce type sont plus élevés dans le chantier coréen. Fin 2002, Daewoo avait en fait reçu des commandes pour 21 transporteurs de GNL de sorte que ses dépenses d'équipement et tout coût du service de la dette associé à ces dépenses sont probablement beaucoup plus faibles que dans tout chantier européen construisant seulement de petites séries.

Pour ce qui est des besoins en matière de fonds de roulement et des coûts du service de la dette qui leur sont associés, on estime que les chantiers coréens ont un avantage par rapport aux chantiers des CE à cet égard car ils disposent d'un flux de liquidité généralement meilleur du fait que les versements contractuels sont davantage concentrés en début de période.

Par conséquent, la Corée soutient que les CE n'ont pas montré que les coûts du service de la dette/des intérêts supportés par les chantiers coréens prétendument subventionnés se sont accrus au cours des années d'une façon telle qu'ils neutralisent la baisse des coûts qui a été montrée dans le rapport Drewry (pièce n° 70 de la Corée). Et en fait, comme cela a été indiqué plus haut, les coûts du service de la dette et les intérêts versés, comme l'a confirmé l'expert des CE, la FMI, ont diminué du fait qu'ils étaient répartis sur un volume de travail plus élevé. Ainsi, la conclusion de Drewry reste valable: la baisse des coûts de production coréens est manifestement supérieure à la baisse des prix des navires considérés.

Observations des CE

Bien sûr, les coûts du service de la dette sont spécifiques à chaque chantier naval. Leur analyse se fonde directement sur les renseignements figurant dans les comptes et les documents de l'entreprise tels que les plans de renégociation de la dette. La modélisation des coûts réalisée par la FMI en tient compte: le niveau d'endettement de chaque chantier est analysé et une contribution est calculée au prorata pour chaque projet du chantier pendant la période considérée. Si un chantier a reçu un nombre élevé de commandes, les coûts du service de la dette seraient évidemment répartis sur toutes les commandes mais une estimation raisonnable des coûts de production, qui doivent être à la base du prix de l'offre final, ne peut pas tenir compte des commandes futures qui ne se sont pas encore concrétisées. C'est-à-dire que par exemple Daewoo n'aurait pas pu supposer en 2000, lorsqu'elle a estimé ses coûts de production pour un transporteur de GNL, qu'elle aurait fin 2002 21 commandes au total et que les coûts du service de la dette seraient donc inférieurs pour chaque projet individuel. En ce qui concerne la conclusion de Drewry, les CE notent que Drewry n'a réalisé que des évaluations qualitatives des avantages de coûts dont bénéficient les chantiers coréens et allèguent que les coûts de production sont extrêmement difficiles à estimer. On voit donc mal comment Drewry peut arriver à une conclusion aussi spécifique.

126. La Corée semble donner à entendre que les chantiers navals se spécialisent dans la production de certains types de navires. Si un chantier naval coréen donné n'a jamais produit, par exemple, de transbordeurs, pourrait-on en conclure que ce chantier naval ne peut pas en produire? Veuillez expliquer.

Réponse de la Corée

Le fait qu'une branche de production nationale ou un chantier naval précis ne produit pas un type particulier de navire ne signifie pas nécessairement qu'il est matériellement ou techniquement *incapable* de construire ce type de navire. La réalité est qu'il existe une série de facteurs qui imposent des limitations (matérielles, économiques et techniques) au chantier naval de telle sorte qu'il n'est pas économiquement viable pour le chantier de construire ces navires ou que, aux yeux du client, le chantier n'est pas crédible en tant que constructeur compétent.

Les principaux facteurs imposant des limitations sont les suivants:

- taille du navire – le chantier naval doit avoir des installations de construction suffisamment grandes pour construire le navire en question; cela comprend la hauteur de levage pour les grues et/ou la hauteur libre dans les cales de construction couvertes pour les navires aux superstructures très élevées;

- installations ou compétences spécialisées – pour certains types de navires, il faut des installations spécialisées qui doivent exister dans le chantier naval ou sont parfois fournies par un fournisseur ou un sous-traitant. Les types de navires pour lesquels il est généralement reconnu que de telles installations sont nécessaires comprennent les suivants:

    - navires de croisière: compétences pour l'installation d'atriums de verre et la décoration intérieure; volume élevé de cabines modulaires, interaction très complexe entre sous-traitants spécialisés;

    - navires rouliers: compétences pour l'installation des portes d'étrave et des portes arrière étanches et des rampes;

    - transporteurs de produits chimiques: certains transporteurs de produits chimiques comprennent des citernes en acier inoxydable qui nécessitent du matériel et des compétences spécialisées en matière de soudage;

    - transporteurs de GNL: aptitude à construire les citernes spéciales pour le confinement du gaz ou à positionner et installer des citernes de ce type fabriquées par des sous-traitants; "caissons" d'isolation nécessaires pour isoler les citernes; compétences pour l'installation de moteurs à turbine à vapeur qui sont rarement utilisés pour d'autres types de navires marchands; et plus récemment, turbines à gaz et moteurs mixtes;

    - unités flottantes de production, de stockage et de déchargement et navires de forage: compétences pour l'installation de ce que l'on appelle la "superstructure" de ces navires utilisés pour l'extraction et le stockage du pétrole provenant de gisements sous-marins; amarrage spécial et raccordements de canalisation pour le chargement et le déchargement de la cargaison;

    - transbordeurs rapides: compétences et installations pour la construction de la coque et de la superstructure en aluminium qui nécessitent des installations et des compétences spécialisées en matière de soudage et parfois des gabarits de coques;

    - navires-citernes: bien qu'à un niveau moindre, la plupart des types de navires-citernes sont équipés de tuyauteries et de soupapes beaucoup plus perfectionnées de sorte qu'un chantier naval qui construit des navires-citernes doit avoir sur place, ou obtenir par sous-traitance, une capacité et des installations de construction de tuyauteries supérieures à celles des chantiers navals qui construisent d'autres types de navires.

Les chantiers navals ont tendance à produire des navires de certains types et de certaines tailles pour lesquels ils acquièrent une réputation sur le marché auprès des clients et, par la suite, leurs

efforts de commercialisation seront centrés sur ces types et ces tailles de navires. C'est pour les navires de ces types et de ces tailles qu'ils peuvent être le plus compétitif sur le plan des coûts et qu'ils ont une bonne crédibilité auprès des clients en ce qui concerne la conception, les prix et la livraison. Sous l'effet conjugué de leur propre choix et du choix des clients, ils se spécialisent dans des secteurs du marché où ils peuvent accroître au maximum leur avantage compétitif.

Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas être actifs sur d'autres marchés s'ils ont la capacité matérielle de le faire mais, pour cela, ils devront pouvoir améliorer leur productivité et proposer des navires bien conçus; il leur faudra aussi convaincre les clients de leur compétence et de leur compétitivité sur ce marché. Ils reconnaîtront que les chantiers déjà bien établis et actifs sur ces marchés auront initialement un avantage par rapport à eux.

Le fait que les chantiers se spécialisent dans des navires spécifiques constituant des produits similaires peut être démontré pour les chantiers du monde entier, y compris les chantiers japonais et chinois, mais aussi pour les chantiers des CE, comme cela est démontré ci-dessous. Les données portent sur les livraisons ou les commandes pendant les mêmes périodes à partir de 1990 et sur les activités de 290 chantiers des CE pour tous les types de navires pendant cette période:

- **Cargos classiques et navires polyvalents:** 75 chantiers navals (ou groupes de chantiers navals si les données n'ont pas été communiquées au niveau des chantiers) des CE ont été actifs dans ce secteur de sorte qu'il y a eu une forte participation avec 771 navires concernés. Mais aucun des chantiers IZAR en Espagne et aucun des chantiers Fincantieri en Italie n'a été actif dans ce secteur, pas plus que Chantiers de l'Atlantique, Odense, Aker MTW, HDW, Lindenau et Kvaerner Masa Yards. Les grands chantiers qui ont été actifs dans ce secteur ont été le groupe Damen, Peters Scheepswerf, Ferus Smit, Bodewes et Vollharding (Hollande) et JJ Sietas (Allemagne), qui ont construit 347 des 771 navires.

- **Vraquiers:** 39 chantiers navals des CE ont été actifs dans ce secteur avec 154 navires concernés mais il n'y a eu aucune participation de Chantiers de l'Atlantique, Odense, Aker MTW, Kvaerner Warnow Werft, Volkswerft, HDW, Lindenau et Kvaerner Masa Yards et seulement deux navires ont été construits dans les chantiers du groupe IZAR. Les chantiers Fincantieri ont cependant construit 16 des 154 navires. C'est le Japon qui occupe la position dominante dans ce secteur avec 2 152 navires, suivi par la Chine avec 454 navires. Ainsi, il est peu probable que l'insuffisance des activités soit due aux chantiers coréens.

- **Porte-conteneurs:** 51 chantiers navals des CE ont été actifs dans ce secteur avec 693 navires mais la participation a varié considérablement selon la taille des navires. Alors que 39 chantiers ont construit des porte-conteneurs de moins de 1 000 evp, cinq seulement ont construit des porte-conteneurs de 3 500 evp ou plus; 21 chantiers ont construit des navires de taille intermédiaire, entre 1 000 et 3 500 evp. Kvaerner Masa Yards et Aker Finnyards (Finlande) et Chantiers de l'Atlantique (France) ne sont pas du tout intervenus sur ce marché alors qu'en Espagne, les chantiers du groupe IZAR ont construit seulement dix navires et Union Naval Valencia deux autres; en Italie, les chantiers Fincantieri ont été les seuls à intervenir sur ce marché avec neuf navires. Ce sont essentiellement les chantiers allemands, néerlandais (pour les navires de moins de 1 000 evp seulement) et Odense (Danemark) qui ont été actifs sur ce marché dans les CE.

Il est évident que l'offre de construction navale dans les CE est loin d'être homogène et que certains chantiers navals concentrent très largement leurs activités sur les navires de certaines tailles ou de certains types:

- **Les chantiers navals du groupe Damen** (Hollande) ont construit 251 navires pendant la période, dont 194 étaient soit des remorqueurs, soit des cargos classiques, soit des cargos polyvalents.

- **Lindenau** (Allemagne), où 21 des 24 navires construits pendant cette période étaient des chimiquiers.

- **Odense** (Danemark), où 59 des 76 navires étaient des porte-conteneurs.

- **Chantiers de l'Atlantique** (France), où 32 des 47 navires étaient des navires de croisière.

- **Kvaerner Masa Yards**, où sur 54 navires, 25 étaient des navires de croisière, neuf des transbordeurs et huit des navires offshore.

- **Aker Finnyards**, où sur 41 navires, 20 étaient soit des navires de croisière, soit des transbordeurs, soit des paquebots, quatre étaient des navires frigorifiques et trois des navires rouliers.

- **Petits chantiers italiens:** Morini, où 13 des 20 navires étaient des chimiquiers; Orlando, où dix des 14 navires étaient des chimiquiers; de Poli, où dix des 20 navires étaient des chimiquiers et sept des transporteurs de GPL; Rodriquez, où 18 des 29 navires étaient des transbordeurs et six des paquebots; SEC, où 16 des 24 navires étaient des chimiquiers et cinq des navires rouliers; Visentini, où 14 des 25 navires étaient des navires rouliers et onze des transbordeurs.

- **Petits chantiers espagnols:** groupe Armon, où 47 des 91 navires étaient des navires de pêche et 43 des remorqueurs; Zamacona, où sur 55 navires, 36 étaient des remorqueurs et neuf des navires de pêche; UN Valencia, où sur 45 navires, 23 étaient des remorqueurs et neuf des chimiquiers; Freire, où sur 27 navires, 21 étaient des navires de pêche; Gijon Naval, où sur 14 navires, sept étaient des navires de pêche et sept des chimiquiers; Cies, où dix des onze navires étaient des navires de pêche; Barreras, où sur 31 navires, onze étaient des navires de pêche, neuf des transporteurs de véhicules et six des transbordeurs; Balenciaga, où sur 16 navires, sept étaient des navires de pêche et six des transbordeurs; de Huelva, où 23 des 35 navires étaient des navires de pêche.

- **Petits chantiers néerlandais:** Peters Scheepswerf, où 57 des 60 navires étaient des cargos classiques; Bodewes, où 26 étaient des cargos classiques et 22 des cargos polyvalents; Vollharding, où sur 63 navires, 25 étaient des cargos polyvalents et 17 des cargos classiques; Tille, où sur 22 navires, dix étaient des porte-conteneurs et neuf des cargos polyvalents; IHC Holland, où 48 des 51 navires étaient des dragues; K Damen, où 13 des 20 navires étaient des chimiquiers.

Nous estimons que les chiffres qui précèdent démontrent que, sur le marché de la construction navale, l'offre est loin d'être homogène et que les chantiers ont tendance à se spécialiser dans les navires de certains types et de certaines tailles. Cela peut être dû à des limitations sur le plan des installations mais cela peut aussi résulter de la façon dont les chantiers eux-mêmes évaluent les secteurs dans lesquels ils ont le meilleur avantage compétitif ou de l'appréciation des clients concernant leur compétence technique et leur compétitivité pour certains types de navires.

Observations des CE

Les CE constatent avec satisfaction que la Corée revient sur sa position antérieure qui était intenable. Alors qu'elle alléguait au paragraphe 294 de sa deuxième communication écrite que "les chantiers navals coréens et les chantiers navals des CE opèrent dans une large mesure sur des marchés de produits similaires différents", la Corée reconnaît maintenant que certains chantiers communautaires sont actifs dans chaque segment où opèrent des chantiers coréens, en particulier celui des porte-conteneurs.

La tentative de la Corée de faire valoir que les petits et les grands chantiers communautaires ne sont pas actifs sur les mêmes segments est dénuée de pertinence. De l'avis des Communautés européennes, il suffit qu'au moins un chantier dans le secteur de la construction navale des CE soit capable de produire des navires sur le même segment de marché.

IV. OBSERVATIONS DE LA CORÉE CONCERNANT DES QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX CE

158. a) Les CE estiment-elles qu'il existe une capacité de construction navale excédentaire uniquement en Corée ou qu'il existe aussi une capacité excédentaire dans d'autres pays?

b) Si vous estimez qu'il existe une capacité excédentaire uniquement en Corée, veuillez expliquer.

c) Si vous estimez qu'il existe aussi une capacité excédentaire en dehors de la Corée, où existe-t-elle et quelle est l'ampleur de l'excédent?

d) Existe-t-il une capacité de construction navale excédentaire dans les CE? Dans la négative, sur quelle base repose cette conclusion?

Observations de la Corée

Il est reconnu dans la profession qu'il n'y a aucun moyen facile de mesurer rigoureusement la capacité de construction navale. Toutefois, des efforts notables ont été faits ces dernières années, sous les auspices du Groupe de travail de l'OCDE sur la construction navale, pour améliorer l'évaluation de la capacité de construction navale.

Les dernières estimations relatives à la capacité et provenant de sources de l'OCDE sont des estimations concernant la capacité effective en 2000 et la capacité anticipée de 2005, qui ont été calculées et convenues en 2001[2] d'après des estimations communiquées par les associations de constructeurs navals du Japon, des CE, des États-Unis et de la Corée, exprimées en tbc. Le tableau ci-après indique l'évaluation de l'utilisation des capacités pour les principales régions de construction navale sur la base de ces évaluations de la capacité et des statistiques de la production des chantiers navals provenant de Lloyd's Register Shipbuilding Returns.

[2] Document C/WP6(2001)16 de l'OCDE intitulé "Situation actuelle du marché et perspective d'évolution de l'industrie mondiale de la construction navale", daté du 14 novembre 2001 et établi par le Secrétariat, dont un extrait est joint dans la **pièce n° 123 de la Corée**.

	Par rapport à la capacité en 2000			Par rapport à la capacité projetée de 2005		
	2001	**2002**	**2003**	**2001**	**2002**	**2003**
Japon	90%	93%	95%	84%	86%	88%
Corée du Sud	94%	104%	111%	77%	84%	90%
Pays membres de l'UE	87%	84%	76%	78%	76%	68%
Pays de l'AWES non membres des CE[1]	86%	83%	74%	78%	76%	68%
Autres pays d'Europe	61%	80%	87%	54%	71%	77%
Chine, République populaire de	96%	110%	180%	63%	72%	118%
Asie et Pacifique	43%	63%	48%	39%	58%	44%
NEI[2]	29%	83%	64%	27%	77%	59%
Amérique du Nord et du Sud	32%	44%	58%	29%	39%	52%
Afrique et Moyen-Orient	8%	8%	8%	8%	8%	8%
Autres	0%	0%	0%	0%	0%	0%
TOTAL MONDIAL	85%	91%	96%	74%	79%	83%

[1] Pays de l'AWES non membres des CE: Norvège, Pologne et Roumanie.
[2] NEI: Russie, Ukraine, Lettonie, Lituanie, Géorgie et Azerbaïdjan.

La Corée ne considère pas que cet aperçu extrêmement général soit une mesure appropriée pour les multiples branches de production examinées dans le présent différend porté devant l'OMC, mais ce tableau permet d'avoir une idée de la situation en ce qui concerne les excédents estimés de la capacité dans les principales régions de construction navale, bien qu'il soit difficile de définir la capacité de construction navale et que les chiffres pour 2005 soient des projections qui datent aujourd'hui d'environ trois ans.

D'après les chiffres concernant aussi bien la capacité estimée de 2000 et la capacité projetée pour 2005, on peut voir qu'il y a excédent de capacité partout dans le monde. S'agissant des principales régions de construction navale, il est à noter qu'il y a un excédent notable de la capacité parmi les chantiers des CE et une certaine surcapacité au Japon. Le tableau ci-après indique la ventilation par pays entre les principaux pays des CE engagés dans la construction navale.

	Par rapport à la capacité de 2000			Par rapport à la capacité projetée pour 2005		
	2001	**2002**	**2003**	**2001**	**2002**	**2003**
Allemagne	102%	106%	79%	90%	93%	70%
Danemark	68%	82%	72%	61%	73%	65%
Espagne	59%	67%	88%	54%	62%	81%
Finlande	116%	88%	69%	116%	88%	69%
France	165%	107%	139%	147%	95%	124%
Italie	80%	89%	88%	69%	77%	76%
Pays-Bas	77%	72%	43%	69%	64%	38%
Royaume-Uni	19%	21%	28%	19%	21%	28%
Pays membres de l'UE	**87%**	**84%**	**76%**	**78%**	**76%**	**68%**

Il convient de signaler en particulier la situation de la Chine, pour laquelle il est indiqué que la production a dépassé l'évaluation projetée pour 2005. Au moment de l'établissement de la projection en 2001, contrairement aux autres grandes régions de construction navale comme le Japon, la Corée et les CE, la Chine n'a pas communiqué ses propres estimations ni ne l'a fait par la suite. Les estimations de la capacité de l'OCDE montrent que la production a dépassé le chiffre estimé de la capacité pour 2000 aussi bien en 2002 qu'en 2003, et a dépassé en 2003 la capacité projetée pour 2005.

Or il y a eu une croissance considérable de la capacité en Chine depuis 2000, imputable aussi bien à une meilleure productivité[3] qu'à l'expansion ou à l'amélioration des installations. Drewry Shipbuilding Consultants estime qu'il y a eu une capacité excédentaire en Chine pendant cette période. Pour la période 1999-2001, il est estimé que les 20 principaux chantiers de construction navale en Chine (qui représentaient environ trois quarts de la capacité du pays) fonctionnaient à 55 pour cent de leur capacité. Drewry a effectué une estimation détaillée de la capacité en Chine, sur la base des lignes directrices convenues de l'OCDE, qui prend en compte le type de navire construit et les résultats obtenus pendant la période 1999-2001 et qui a été publiée dans son rapport (établi de sa propre initiative) sur les chantiers navals chinois paru en juillet 2003. D'après cette évaluation, la capacité de la Chine était de 3,187 millions de tbc à la fin de 2002, chiffre qui, considéré conjointement avec la production signalée pour la Chine en 2002 et 2003, indiquerait des taux d'utilisation de 49 pour cent et de 81 pour cent, respectivement. En outre, Drewry a calculé qu'une capacité additionnelle projetée de 0,353 million de tbc devait être mise en service en 2005-2006. Cette capacité estimée à 3,54 millions de tbc pour 2005-2006 contraste avec l'estimation établie précédemment par l'OCDE pour 2005, à savoir 2,18 millions de tbc.

Observations des CE

La Corée présente deux tableaux de l'OCDE pour faire valoir qu'il y a un excédent de capacité dans les Communautés européennes et ailleurs dans le monde. Cependant, cet élément de preuve est dénué de pertinence, dans la mesure où les tableaux concernent l'utilisation de la capacité et non la capacité. La raison de la baisse de l'utilisation de la capacité dans les Communautés européennes est la conséquence du préjudice grave causé par les subventions coréennes. En outre, les taux d'utilisation des chantiers coréens sont trompeurs car ces chantiers utilisent à plein leur capacité grâce au faible niveau des prix de leurs offres. La Corée semble faire valoir qu'un chantier qui déborde de commandes ne peut pas contribuer à l'excédent de la capacité dans la construction navale bien que ce chantier ne subsiste que grâce au subventionnement.

*La pièce n° **123 de la Corée** confirme effectivement l'expansion de la capacité de la Corée tout au long des années 90 alors qu'elle n'a pas augmenté dans les CE et au Japon. La Corée n'a nulle part contesté le fait que la capacité des chantiers navals communautaires a été sensiblement réduite au cours des 20 dernières années (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 395).*

161. Les CE présentent des indices des coûts de production coréens estimatifs par rapport aux prix à l'appui de leur argument selon lequel il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix. Elles indiquent que leur consultant, la FMI, a établi des estimations des coûts compte tenu des diverses tendances et des divers avantages connus en matière de coût des chantiers coréens. Dans leurs réponses aux questions posées après la première réunion, les CE ont donné une description de la méthode utilisée par la FMI pour établir ces estimations. Elles ont aussi indiqué que, si le Groupe spécial le demandait, elles fourniraient les données sous-jacentes détaillées. Estiment-elles qu'une présentation graphique des indices des prix,

[3] L'une des grandes difficultés dans ce domaine est le fait que la capacité potentielle est profondément influencée par l'efficacité de la production et non uniquement par la capacité matérielle nominale. Cela explique en partie pourquoi la Chine, avec son grand potentiel, est une aussi grande inconnue dans les projections.

accompagnée d'une description de la méthode, constitue des éléments de preuve *prima facie* indiquant l'évolution des coûts dans la construction navale coréenne? Veuillez expliquer.

Observations de la Corée

La Corée fait observer que les CE n'ont même pas fourni de données concernant les coûts de production par rapport aux indices de prix pour chacun des segments du marché des navires qu'elles ont elles-mêmes identifiés. À la deuxième réunion de fond, à la suite d'une demande du Groupe spécial, les CE ont confirmé qu'une évaluation du préjudice grave devrait être effectuée séparément pour chacun des trois segments de produits qu'elles avaient indiqués. Alors que la même question est maintenant adressée par écrit aux CE, une distinction claire ayant été faite entre les trois segments de produits, suivant le raisonnement des CE, il n'y a aucune raison pour laquelle les CE devraient répondre différemment par écrit. Ainsi, lorsqu'elles allèguent qu'il doit y avoir empêchement de hausses de prix car en l'absence d'une pression sur les prix imputable aux subventions coréennes, l'accroissement de la demande, des taux de fret et des coûts de production auraient entraîné des hausses de prix, les CE auraient dû établir des éléments *prima facie* à l'appui de leurs allégations, déjà dans leur première communication écrite, pour chacun de leurs propres segments de produits séparément.

Les CE ne l'ont pas fait et ont encore affaibli leurs allégations dans les pièces jointes n° 2 et 6 annexées à leurs réponses aux questions du Groupe spécial ainsi que dans leur deuxième communication écrite. Le tableau ci-après le montre clairement.

	Première communication écrite		**Pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial**	
	Évolution des prix	**Indices de prix et de coûts**	**Évolution des prix**	**Indices de prix et de coûts**
Transporteurs de GNL	Évolution des prix des navires neufs (figure 30, page 164)	Indices de coûts et de prix pour les transporteurs de GNL coréens (figure 38, page 165) *Aucune explication sur la manière dont ces indices de coûts ont été calculés et les navires auxquels correspondent ces transporteurs de GNL.*	Prix en fin d'exercice des transporteurs de GNL (figure 1.3, page 3)	Indices de coûts et de prix pour les transporteurs de GNL coréens (figure 1.5, page 4) *Des explications sur la moitié d'une page concernant l'"estimation" des indices de coûts (section 4, page 16), mais toujours aucune explication claire quant à la manière dont ces coûts ont été calculés ou aux transporteurs de GNL qui sont pris en compte dans ces indices.*
Porte-conteneurs	Un graphique indiquant les prix sur le marché mondial pour les porte-conteneurs de 3 500 evp et de 1 100 evp, provenant de Clarkson Research Studies (figure 41 dans la première communication écrite des CE, page 167)	Indices de coûts et de prix pour les porte-conteneurs coréens de 3 500 evp (figure 40, page 166 de la première communication écrite des CE) *Les indices de prix ont été vraisemblablement calculés sur la base de la figure 41.* *Aucune explication sur la manière dont*	Un graphique indique l'évolution des prix pour des porte-conteneurs de huit tailles différentes, d'après Clarkson Research Studies	Des indices de coûts et de prix sont indiqués pour un porte-conteneurs Panamax coréen (figure 3.7, page 15). *Les observations concernant les données figurant dans la première communication écrite restent valables. En outre, il apparaît douteux que les indices de coûts et de prix indiqués dans la figure 3.7 puissent être conciliés avec ceux qui*

	Première communication écrite		**Pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial**	
	Évolution des prix	**Indices de prix et de coûts**	**Évolution des prix**	**Indices de prix et de coûts**
		ces indices de coûts ont été calculés et sur les porte-conteneurs pris en compte. *Aucune explication quant à la raison pour laquelle les conclusions concernant tous les porte-conteneurs sont établies sur la base d'une seule fourchette de tailles spécifique.*		*figurent dans la première communication écrite. Ces derniers concernent des porte-conteneurs de 3 500 evp tandis que dans la pièce jointe n° 6 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial, il est indiqué que les porte-conteneurs Panamax mentionnés dans la figure 3.7 sont des navires se situant entre 4 000 et 5 000 evp (point 7, page 1). Il semble y avoir incohérence dans la démonstration des CE.*
Transporteurs de produits et de produits chimiques	Rien n'est indiqué au sujet de l'évolution des prix	Indices de coûts et de prix pour les mini-transporteurs de produits et de produits chimiques coréens (figure 43, page 169 de la première communication écrite des CE) *Aucune indication quant à la manière dont les indices de prix ont été déterminés.* *Aucune explication quant à la manière dont ces indices de coûts ont été calculés et quant aux porte-conteneurs pris en compte.* *Aucune explication quant à la raison pour laquelle les conclusions pour tous les transporteurs de produits et de produits chimiques sont établies sur la base d'une seule fourchette de tailles spécifique.*	Évolution des prix pour les transporteurs de produits Handymax et Panamax, d'après Clarkson's (figure 2.3, page 8) *Les données sont indiquées pour les "transporteurs de produits" alors que les CE ont constamment dit que les "transporteurs de produits et de produits chimiques" sont visés par le présent différend et qu'elles ont précisé à la deuxième réunion de fond qu'il s'agissait de navires citernes transportant à la fois du pétrole et des produits chimiques. Il n'apparaît donc pas clairement si ces prix indiqués dans la figure 2.3 correspondent à ceux des produits visés par le présent différend.*	Aucun indice de coûts et de prix n'est indiqué et rien n'est dit pour ce qui est de savoir si les CE maintiennent les chiffres contenus dans la figure 43 de leur première communication écrite. *L'incertitude est totale quant aux allégations. Si les CE maintiennent la figure 43, les questions/observations formulées dans la troisième colonne du présent tableau restent valables.*

Comme il a été dit, on ne voit pas clairement comment les indices de coûts utilisés ont été calculés ou si les données de coût de la FMI présentées dans l'annexe 10 a) des documents communiqués par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V ont été prises en compte. Cependant, si elles l'étaient, outre les critiques déjà mentionnées par la Corée dans sa deuxième

communication écrite (page 124) ou dans le rapport Drewry (pièce n° 70 de la Corée, page 8.22), la Corée estime que les calculs des coûts ne sont pas suffisamment représentatifs pour être concluants. En effet, les calculs de coût ont été effectués pour les navires ci-après, visés par le présent différend:

- Hanjin, porte-conteneurs de 4 900 evp
- Daewoo, porte-conteneurs de 5 100 evp
- STX, navire citerne de 51 000 tpl (qui peut être un transporteur de produits non visé par le présent différend)
- Hyundai Mipo, navire citerne Handymax[4]
- Daewoo, transporteur de GNL pour Exmar
- Hyundai, transporteur de GNL pour Golar
- Hyundai, 2 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, transporteur de GNL pour British Gas
- STX, transporteur de produits Panamax (qui peut ne pas être concerné par le présent différend, lequel vise les transporteurs combinés de produits et de produits chimiques)
- STX, transporteurs de produits et de produits chimiques[5]
- Hyundai, porte-conteneurs de 7 200 evp
- Daewoo, transporteur de GNL pour Bergesen
- Samho, navires citernes Aframax (qui peuvent ne pas être concernés par le présent différend, lequel vise les transporteurs combinés de produits et de produits chimiques)
- Samsung, porte-conteneurs de 7 200 evp
- Daedong, porte-conteneurs de 2 500 evp
- Hyundai Mipo, mini-transporteurs de produits (qui, comme il est dit plus haut, peuvent ne pas être concernés)
- Shin-A, mini-transporteurs de produits (qui, comme il est mentionné plus haut, peuvent ne pas être concernés)[6]
- Daedong, navire citerne de 35 000 tpl (s'il s'agit d'un transporteur de produits, ce navire peut ne pas être concerné)
- Hanjin, porte-conteneurs de 5 608 evp
- Hanjin, porte-conteneurs de 1 200 evp
- Hanjin, porte-conteneurs de 6 250 evp

[4] Pour plus de détails concernant ce navire et les trois précédents, voir section 6, FMI Mid-term report, Shipbuilding Marketing Report – Phase 4, mars 2003, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

[5] Pour plus de détails concernant ce navire et les cinq précédents, voir section 6, FMI Final report, Shipbuilding Market Monitoring – Phase 3, août 2002, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

[6] Pour plus de détails concernant ce navire et les six précédents, voir section 6, FMI Final report, Shipbuilding Market Monitoring – Phase 2, mai 2001, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

- Halla, porte-conteneurs de 3 500 evp
- Hyundai, porte-conteneurs de 6 800 evp
- Hyundai, porte-conteneurs de 5 600 evp
- Hyundai, transporteur de GNL pour Bonny Gas Transport
- Hyundai, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 3 400 evp[7]

Ainsi, il semblerait que les calculs de coût ont été effectués, au mieux, pour environ 25 navires sur les centaines de navires coréens vendus qui sont les types de navires visés par le différend. Pas même la moitié de ces calculs de coût ne se rapportent à des navires construits par les chantiers restructurés.

La Corée estime, en conséquence, que si cela devait servir de base aux indices de coûts avancés par les CE en relation avec les indices de prix, ces indices de coûts ne sont pas représentatifs par rapport aux ventes totales des navires concernés par les chantiers restructurés, s'agissant du nombre de navires vendus ou des produits similaires visés. Si les indices de coûts ne sont pas fondés sur ces éléments, les indices invoqués par les CE constituent d'autant moins des éléments de preuve *prima facie* suffisants pour démontrer l'existence d'un empêchement de hausses de prix car ils ne sont que des assertions non étayées par des éléments de preuve. En tout état de cause, la Corée estime que les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait.

162. Quels éléments de preuve/exemples spécifiques sont contenus dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les prix à l'une des extrémités de la gamme de produits s'agissant d'un type particulier de navires ont une incidence sur les prix pour l'ensemble de la gamme? (Par exemple, y a-t-il des éléments de preuve spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant qu'un mouvement à la baisse pour les très grands porte-conteneurs entraîne un mouvement à la baisse correspondant pour tous les porte-conteneurs plus petits?)

Observations des CE

Les enquêtes sur les coûts énumérées par la Corée sont effectivement celles réalisées par les CE qui tombent dans les catégories de produits contestées. Cependant, la Corée ne peut pas écarter les calculs des coûts des CE comme n'étant pas représentatifs. Chacun de ces calculs concerne un certain nombre de navires par suite de la construction de séries et les CE ont pris grand soin de choisir pour l'analyse des coûts des commandes qui peuvent être considérées comme représentatives de la production des chantiers coréens. En outre, en mai 2003, 17 enquêtes supplémentaires sur les coûts avaient été réalisées qui ne sont pas citées par la Corée parce qu'elles ne concernent pas les catégories de produits contestées. Néanmoins, ces estimations de coûts ont aidé les CE à mieux comprendre les structures des coûts et le comportement des chantiers coréens en matière de prix.

173. a) Pour chacun des trois types de navires en cause dans le présent différend, comment les données sur les navires sont-elles normalement tenues à jour par la branche de production et par les analystes de la branche de production?

[7] Pour plus de détails concernant ce navire et les cinq précédents, voir section 2.2.2, FMI Final summary report, Shipbuilding Market Monitoring, avril 2000, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

b) En particulier, ces trois catégories de navires sont-elles reconnues et utilisées habituellement à des fins d'analyse de la branche de production?

Observations de la Corée

La plupart des analyses sont fondées sur les bases de données électroniques mentionnées plus haut ainsi que sur les renseignements commerciaux et une connaissance détaillée des marchés, et sont utilisées pour l'établissement de certains rapports publiés régulièrement.

Ces rapports donnent habituellement des renseignements en fonction des types de navires mais ne coïncident pas nécessairement avec le classement en catégories de porte-conteneurs, transporteurs de produits et de produits chimiques et transporteurs de GNL proposé par les CE, ce qui explique pourquoi il est, en particulier, si difficile d'identifier la catégorie de produits des CE pour les transporteurs de produits et de produits chimiques.

Les types de transporteurs de produits chimiques et de transporteurs de GNL visés par le présent différend relèvent de la catégorie des navires citernes (comme il ressort du tableau sur la classification des types de navires figurant dans la réponse à la question n° 173 a) ci-dessus), qui est un large groupe comprenant les transporteurs de brut, les transporteurs de produits, les chimiquiers, les transporteurs de gaz ainsi que des navires spécialisés (là encore sans aucune catégorie correspondant aux transporteurs de produits et de produits chimiques). Dans LR Fairplay Register of Ships, par exemple, ce groupe comprend les navires citernes pour les produits suivants: bière, bitume, produits chimiques/pétroliers, produits chimiques, pétrole brut, huile comestible, huile de poisson, jus de fruits, latex, GNL, GPL, mélasse, produits pétroliers, déchets d'hydrocarbures, huile végétale, eau et vin.

Une classification générale par type est, cependant, parfois incompatible avec les rubriques techniques détaillées en raison de différences dans la saisie ou la communication des données, de sorte qu'il faut considérer celles-ci compte tenu du contexte dans lequel les renseignements sont nécessaires afin d'éviter les données trompeuses, inexactes ou incomplètes.[8]

D'une manière générale, la classification suivante des navires citernes est largement admise:

- transporteurs de brut;
- transporteurs de produits pétroliers;
- chimiquiers[9];
- transporteurs de gaz – pour lesquels la distinction est toujours faite entre GPL et GNL.

Quant aux porte-conteneurs, ils sont habituellement mentionnés séparément des autres types de navires.

[8] Par exemple, lors de la rédaction de ses rapports qui figurent dans les pièces n° 70, 109 et 110 de la Corée, Drewry a établi, en vérifiant les sources mentionnées plus haut, que des navires correspondant aux classes de risques chimiques de l'OMI étaient indiqués comme étant des transporteurs de produits pétroliers et inversement. Par conséquent, les données étaient très inexactes et incomplètes à cet égard. Drewry a donc utilisé diverses sources pour rendre aussi exacte et complète que possible la catégorie des transporteurs de produits/produits chimiques.

[9] Il est à noter que dans la **pièce n° 130 de la Corée**, LR Fairplay inclut les transporteurs de produits chimiques/pétroliers dans la catégorie des chimiquiers et non dans celle des transporteurs de produits pétroliers, à la différence de la manière dont les CE ont utilisé cette donnée.

Les fourchettes de tailles sont utilisées dans presque toutes les analyses intrasectorielles et aussi pour quelques analyses intersectorielles. La **pièce n° 131 de la Corée** montre que les fourchettes de tailles sont régulièrement utilisées à l'intérieur des types de navire dans différentes publications sur le secteur. *Voir* les réponses à la question n° 173 c), d) et f) pour les exemples de fourchettes couramment utilisées pour l'établissement de rapports et d'analyses. Les statistiques courantes concernent le nombre de navires/commandes, la jauge brute et le port en lourd (tonnage de port en lourd, ou tpl, uniquement pour les cargos) et, dans le cas des porte-conteneurs, la capacité en evp – ces renseignements sont utilisés par les chantiers navals comme par les armateurs, et portent aussi bien sur les nouvelles commandes que sur le carnet de commandes et les livraisons. Les renseignements sur les carnets de commandes sont généralement indiqués à la fois en chiffres totaux et en chiffres échelonnés par année de livraison.

La tonne brute compensée (tbc) ne présente pas d'intérêt pour les armateurs ni pour les courtiers, mais est régulièrement utilisée à certaines fins dans la construction navale, pour indiquer la capacité de construction navale, la demande cumulée et la production de navires. Le choix du paramètre à utiliser est déterminé par le but pour lequel l'analyse doit être effectuée.

D'autres caractéristiques du navire, telles que le fait qu'il est équipé ou non d'engins de levage ou dispose d'une capacité frigorifique, peuvent aussi être prises en compte dans un certain nombre de rapports sur le secteur.

Observations des CE

Le propre exemple de classification de Drewry fourni dans la pièce n° 131 de la Corée donne des fourchettes de tailles pour les porte-conteneurs (500, 1 000, 1 500 et 2 000 evp) qui sont entièrement incompatibles avec le rapport de Drewry (pièce n° 70 de la Corée) qui utilise <1 000, 1 000-2 500, 2 500-3 500, 3 500-5 000 et >5 000 evp. Cela contredit les fourchettes de tailles précédemment mentionnées par la Corée. Comme indiqué dans la réponse des Communautés européennes à la question n° 27 du Groupe spécial à la première réunion de fond, la Corée elle-même parle du marché en termes de "porte-conteneurs jusqu'à 1 999 EVP" et du "marché des porte-conteneurs entre 2 000 et 3 999 evp" au paragraphe 19 de sa première communication écrite, citant alors en les approuvant les catégories de navires utilisées dans une analyse de la FMI qui portait sur "les porte-conteneurs de desserte (jusqu'à environ 3 500 evp)", au paragraphe 515 de sa première communication écrite.

Les fourchettes de tailles changeantes utilisées par la Corée et d'autres analystes de la branche de production sont des éléments de preuve venant contredire le propre argument de la Corée selon lequel les fourchettes de tailles peuvent être utilisées pour établir des sous-catégories de produits.

173. ***e) Si elles donnent divers renseignements sur les prix à différents niveaux d'agrégation, comment ces différentes séries de données sont-elles utilisées?***

Observations de la Corée

Le principal niveau d'agrégation consiste à réunir un éventail de séries de prix en un indice unique pour les navires neufs. Pour cela, on calcule généralement une moyenne mathématique (ou prix moyen par tpl) et non une moyenne pondérée reflétant la composition globale de la flotte. Un indice unique pour les navires neufs est le moyen le plus simple d'avoir un aperçu général de l'évolution des prix dans la construction navale, par opposition à des tendances spécifiques pour les secteurs ou des fourchettes de tailles. Ainsi, lorsqu'un large éventail de séries de prix est utilisé et que les prix augmentent dans certaines séries et baissent dans d'autres, l'évolution de l'indice pour les navires neufs en sera influencée. Cependant, du fait que les indices de prix ne couvrent pas la totalité des types de navires et qu'ils ne sont pas pondérés par la composition de la demande englobant des

navires de types et de tailles différents, ils doivent être utilisés avec beaucoup de prudence et doivent être interprétés compte tenu de la connaissance que l'on a de la branche de production.

Les séries de prix ne sont généralement pas agrégées pour déterminer une tendance unique concernant une grande catégorie particulière de navires car il est reconnu que les différences de tendance entre les différentes fourchettes de tailles sont un facteur important. Même si ces différences de tendance peuvent sembler modestes par rapport à l'évolution globale des prix du marché, elles sont extrêmement importantes pour les acteurs de la branche de production car elles montrent qu'il existe différents facteurs sous-jacents pour des navires de tailles différentes. Par exemple, il peut y avoir une pénurie donnée de petits navires qui influence les taux de fret et donc l'évolution des commandes pour ces navires et non pour des navires de plus grande taille.

Les séries de prix ne sont donc que des indicateurs de la situation pour un échantillon de types de navires choisis afin de représenter les types ou tailles de navires couramment considérés. Lorsqu'une fourchette de tailles est indiquée, elle permet utilement de voir que les tendances peuvent évoluer différemment à l'intérieur d'un même type de navire. Lorsqu'une seule tendance de prix est indiquée pour un type donné, cela signifie généralement qu'il s'agit de la taille la plus courante pour le navire en question ou qu'il n'existe pas un flux de données suffisamment cohérent concernant une autre taille qui permette d'établir et de maintenir une série de prix.

Les acteurs de la branche de production sont généralement bien conscients du fait que les données concernant les séries de prix doivent toujours être utilisées avec circonspection et sérieux.

Observations des CE

La discussion concernant les indices de prix est trompeuse. La FMI présente un indice de prix couvrant un vaste éventail de types de navires et Clarkson couvre un vaste éventail de différents types de vraquiers. La notion de pondération est ici incorrecte et témoigne d'un manque de compréhension du suivi du marché. Le but des indices de prix (dont aucun n'est pondéré, y compris celui de Drewry lorsqu'il est publié) est de suivre les niveaux de prix et non les revenus des chantiers navals. L'utilisation d'une pondération servirait à suivre la valeur des commandes et non les niveaux des prix.

ANNEXE G-3

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(16 juillet 2004)

Question n° 187

Veuillez formuler des observations sur les nouveaux calculs de l'avantage faits dans les pièces n° 91 à 102 de la Corée.

Réponse

1. Veuillez vous reporter à la réponse des CE à la question n° 136 dans la communication du 2 juillet pour des observations détaillées sur les pièces n° 91 à 102 de la Corée.

Question n° 188

S'agissant de la question de savoir si la restructuration de Daewoo a été subventionnée, veuillez fournir un résumé, fondé sur la totalité des rapports d'Arthur Andersen/Anijn et de PWC, de l'analyse et des conclusions des CE sur le point de savoir si DHI aurait dû être liquidé au lieu d'être restructuré. Dans ce résumé, tous les chiffres pertinents devraient être présentés sous forme de tableau, avec l'indication des villes et des renvois au rapport initial de novembre 1999 d'Arthur Andersen déterminant la valeur de DHI dans le cadre de divers scénarios.

Réponse

2. Veuillez vous reporter à la section 3 de la pièce n° 158 des CE (rapport de PWC) pour les renseignements présentés sous forme de tableau avec les renvois demandés.

Question n° 189

S'agissant de la restructuration de Daewoo

a) Au sujet du rapport le plus récent de PWC (pièce n° 145 des CE) veuillez expliquer en détail la déclaration figurant à la page 3 selon laquelle l'analyse d'Anijn indiquait "que la valeur d'entreprise de la société restructurée est inférieure à celle de la société calculée sans restructuration de la dette".

b) Qu'est-ce que la "valeur d'entreprise" et en quoi diffère-t-elle de la "valeur d'exploitation"?

c) Quelle est la signification du fait qu'une série de calculs a donné une "valeur d'entreprise" inférieure à celle donnée par une autre série de calculs? Comment cela affecte-t-il, pour autant que cela l'affecte, la question centrale soulevée par les CE concernant la décision de restructurer Daewoo au lieu de le liquider?

d) Quelle est la signification de la réponse d'Anijn figurant dans la pièce n° 70 de la Corée selon laquelle la valeur d'entreprise obtenue en analysant le scénario de restructuration est diminuée par rapport à celle obtenue en évaluant la société non restructurée? Quelle est, pour autant qu'il en ait une, la signification du fait que le calcul de la valeur d'entreprise a donné des résultats différents suivant que l'on applique le premier ou le second de ces scénarios pour la question centrale posée par les CE concernant le point de savoir s'il valait mieux liquider ou restructurer Daewoo?

Réponse

3. Veuillez vous reporter à la section 4 de la pièce n° 158 des CE (rapport de PWC) pour une réponse aux questions posées dans les alinéas a) à d).

4. Comme cela est expliqué dans cette section de la pièce en question, la valeur d'entreprise d'une société trop endettée financièrement est inférieure à celle d'une société qui génère les mêmes flux de trésorerie mais dont l'endettement est raisonnable. On s'attendrait par conséquent à ce que la valeur d'entreprise d'une société qui a été restructurée financièrement soit supérieure à celle de la même société avant sa restructuration. Il n'en a pas été ainsi pour l'analyse effectuée par Arthur Andersen.

5. On a donc soit surestimé la valeur d'entreprise de DHI avant sa restructuration, soit sous-estimée cette valeur après sa restructuration. Pour arriver à une valeur après restructuration plus élevée qu'avant, Arthur Andersen a tout à coup décidé de prendre en compte des facteurs qu'il avait jusqu'alors exclus de son analyse (avoirs pouvant être restitués par DHI). Étant donné que ces éléments ont été introduits tout à coup sans aucune explication et en se fondant sur des estimations qui ne sont étayées par aucun élément de preuve, les créanciers auraient certainement, dans des circonstances normales, exigé plus de renseignements à ce sujet.

6. Il s'agit là simplement d'une question additionnelle qui est soulevée par le rapport d'Arthur Andersen et qui, avec toutes les autres questions laissées en suspens (marge EBIT, absence d'analyse des conséquences fiscales de la restructuration, valeur d'entreprise inférieure après restructuration, niveau des investissements pour la valeur résiduelle, etc.), démontre qu'aucun créancier prudent n'aurait pris une décision aussi importante au sujet de la restructuration sur la base d'un rapport posant autant de questions. Au contraire, des créanciers prudents n'auraient accepté aucune autre solution que la liquidation sans demander une analyse beaucoup plus approfondie.

7. Il est clair aujourd'hui que le rapport d'Arthur Andersen pourrait au mieux être considéré comme la toute première et très rudimentaire analyse de la situation de DHI à l'époque, sur la base duquel aucun créancier prudent n'aurait agi. Dans des circonstances normales, des créanciers prudents auraient demandé des renseignements beaucoup plus détaillés et auraient contesté un certain nombre d'éléments et d'affirmations du rapport. Veuillez vous reporter à la section 5 de la pièce n° 158 des CE (rapport de PWC) pour d'autres observations concernant la marge EBIT (page 10 de la pièce n° 141 de la Corée) et de la valeur de récupération de DHI (pages 7 et 8 de la pièce n° 141 de la Corée) retenues dans le rapport d'Arthur Andersen.

8. De plus, les Communautés européennes voudraient appeler l'attention sur un nouveau fait majeur mentionné par la Corée dans sa pièce n° 141 (pages 5, 8 et 9). La Corée a dit en particulier que la valeur de liquidation de DHI était **[RCC: omis dans la version publique]** par opposition au chiffre de **[RCC: omis dans la version publique]** retenu précédemment dans le rapport d'Arthur Andersen. Il semble donc qu'une valeur de liquidation différente est retenue suivant le résultat souhaité. Cette nouvelle valeur de liquidation supérieure montrerait plus clairement que DHI aurait dû être liquidé. Voir la section 3 de la pièce n° 158 des CE (rapport de PWC).

Question n° 190

Les données présentées dans la pièce n° 108 de la Corée indiquent les intérêts et la dotation d'amortissement dans l'analyse coût/rentabilité de Daewoo. Veuillez formuler des observations. Comment cela peut-il être concilié avec l'affirmation des CE selon laquelle ces coûts n'ont pas été convenablement pris en compte dans les prix de Daewoo?

Réponse

9. Les Communautés européennes relèvent que l'analyse par KPMG des coûts de production de trois transporteurs de GNL (pièce n° 108 de la Corée) se fonde sur des chiffres de DSME et non sur des faits vérifiés. Elle n'est donc pas indépendante. KPMG se borne à confirmer que les chiffres présentés correspondent à ceux qui figurent dans la comptabilité analytique de Daewoo. Comme cela est indiqué dans la lettre jointe à cette pièce, ces coûts n'ont pas été vérifiés et KPMG n'a pas dit si, à son avis, tous les coûts étaient inclus ou non.

10. Nous relevons également que les prix des navires indiqués par KPMG au chapitre 2.5.2 **[RCC: omis dans la version publique]**. Le résumé de l'analyse des coûts figurant page 3 donne encore une autre série de chiffres: en divisant les prix de vente indiqués en won par les prix de vente indiqués en dollars EU (page 2) on obtient des taux de change de **[RCC: omis dans la version publique]**. Aucun de ces taux de change ne correspond à ceux dont il est allégué qu'ils ont été appliqués par KPMG comme cela est indiqué page 7. Si KPMG n'est même pas clair au sujet de ce paramètre de base, on ne peut que se poser des questions sur le reste de l'évaluation.

11. Pour le transporteur de GNL Bergesen, la différence de prix est notable **[RCC: omis dans la version publique]**.

12. KPMG compare les estimations de coût faites par la FMI lors de la conclusion du marché relatif à la construction du navire aux frais réels supportés. Dans le cas du transporteur de GNL Bergesen, le coût a été estimé par la FMI en juillet 2000 (deux mois après la conclusion du marché), et incluait (principalement) des chiffres fournis par Daewoo au cours des discussions bilatérales avec les Communautés européennes. À cette époque, le montant de la dette de DHI était encore notable et la FMI a calculé le service de la dette en conséquence, comme le chantier naval aurait dû le faire en préparant sa soumission (à moins qu'il n'ait su déjà en juillet 2000 que ses dettes seraient annulées en décembre de la même année). On ne voit vraiment pas comment DHI aurait pu arriver au prix d'offre de **[RCC: omis dans la version publique]** en prenant en compte l'état réel de la dette à moment-là.

13. Il ne faut pas perdre de vue non plus que DHI ne pouvait pas savoir en 2000 combien de marchés relatifs à des transporteurs de GNL il conclurait à moyen terme, ni, par conséquent, comment l'amortissement des coûts d'investissement relatifs au GNL serait imputé par navire. Il fallait bien que la FMI fonde son analyse sur l'état réel des commandes (comme on l'aurait fait dans toute estimation raisonnable concernant un chantier naval) et non sur des spéculations en matière de perspectives commerciales. On ne voit pas davantage comment DHI aurait pu arriver au prix d'offre en prenant en compte le nombre très limité de commandes de transporteurs de GNL confirmées à l'époque.

14. Il reste une différence liée, essentiellement, aux coûts de développement, aussi bien du produit que des méthodes utilisées pour le construire. Le modèle de la FMI inclut une évaluation de ce que pourrait être, selon elle, le coût de ces activités, évaluation qui est fondée sur les coûts connus d'autres entreprises présentes dans ce secteur. Il est probable que Daewoo voudra contester ces coûts du point de vue de leur ampleur mais on a du mal à comprendre l'allégation selon laquelle il n'y en a absolument aucun. S'il n'y en a pas, ils ont dû être rayés du bilan à un moment ou à un autre parce qu'il n'est pas possible d'entrer sur ce marché, sans parler d'arriver à occuper une place dominante sur le marché global, sans engager des dépenses notables.

15. D'autres renseignements étayant ce point de vue sont donnés ci-après en examinant la contribution aux frais généraux indiquée pour les trois navires analysés dans la pièce n° 108 de la Corée par rapport au volume total des activités de l'entreprise et au coût d'amortissement total.

16. Le tableau 1 fournit des renseignements tirés des comptes vérifiés de DSME publiés sur le site Web www.DSME.co.kr, qui indiquent l'amortissement en millions de won. À des fins de comparaison, le tableau indique aussi le montant de l'amortissement pour les opérations de construction navale de DHI en 1999, avant la faillite et la restructuration de la société, en utilisant des renseignements tirés des comptes vérifiés de DHI publiés pour cette année-là.

Tableau 1 – Amortissement à DSME (et opérations de construction navale de DHI pour 1999)

Année	Amortissement (en millions de won)
1999 (DHI)[1]	115 116
2000	20 636
2001	80 027
2002	85 563
2003	101 148

17. On voit immédiatement que l'amortissement comptabilisé pour les opérations de construction navale à DSME est très inférieur à celui comptabilisé pour les opérations de construction navale de DHI. La différence est en fait encore plus marquée puisque le chiffre de DHI pour 1999 ne comprend que l'amortissement attribué aux opérations de construction navale alors que les chiffres de DSME couvrent aussi d'autres opérations. La proportion des ventes attribuées à la construction navale (à l'exclusion des activités au large et des autres activités) et celle attribuée aux seuls transporteurs de GNL sont indiquées au tableau 2 d'après des renseignements tirés des comptes publiés de DSME.

Tableau 2 – Proportion des ventes de DSME pouvant être attribuées à des opérations de construction navale pure

Année	Proportion des ventes pouvant être attribuées à la construction navale	Proportion des ventes pouvant être attribuées aux seuls transporteurs de GNL
2001	75%	15%
2002	84%	30%
2003	70%	32%

18. On trouvera dans le tableau 3 ci-après des données tirées de la pièce n° 108 de la Corée qui indiquent le montant des frais généraux recouvrés pour chacun des trois marchés évalués. Ce montant a été réparti entre le contenu de travail du navire en fonction de sa valeur tbc indiquée dans le Lloyd's Register. Cela donne le montant des frais généraux recouvrés par unité de travail sur ces navires, qui peut être comparé aux valeurs par unité de travail dans l'ensemble du chantier naval **[RCC: omis dans la version publique]**.

19. À des fins de comparaison, le tableau 4 indique le coût d'amortissement moyen par unité de travail dans l'ensemble du chantier naval. Ce tableau postule que le coût d'amortissement total est réparti dans la société en fonction de la valeur des ventes et que celle-ci est également répartie dans

[1] Amortissement imputé à la construction navale uniquement.

toute la production du chantier naval – c'est-à-dire avec un coût d'amortissement moyen pour chaque unité de travail (tbc) produite.

[RCC: omis dans la version publique]

20. Cette imputation de l'amortissement à la construction navale par le biais des ventes est un peu simpliste, étant donné que certaines activités au large donneront lieu à des opérations de construction navale.[2] Faute de renseignements comptables détaillés ayant été vérifiés, ces pourcentages sont toutefois utilisés dans l'analyse suivante en précisant que les résultats pècheront par prudence.

21. En comparant la colonne de droite du tableau 4 à celle du tableau 3 on voit comment la contribution effective par unité de travail des trois transporteurs de GNL dont il est question dans la pièce n° 108 de la Corée se compare à la moyenne. En moyenne, la contribution des transporteurs de GNL à l'amortissement se situe aux alentours du niveau moyen par unité de travail pour le chantier naval dans son ensemble pendant la période indiquée.

22. On a du mal à comprendre ces résultats étant donné que l'on pourrait s'attendre à ce que les transporteurs de GNL contribuent plus que la moyenne à l'amortissement eu égard aux coûts occasionnés par leur mise au point et par la mise en place des installations nécessaires pour produire ce type très complexe de navire. Le développement de la capacité de construire des transporteurs de GNL prend du temps. Le très grand danger potentiel que font courir ces navires, qui transportent environ 75 000 tonnes de méthane liquide à une température de l'ordre de -160°C, rend nécessaires des procédures très rigoureuses de certification et d'homologation, y compris un permis de construire accordé par les concepteurs des systèmes de stockage de la cargaison. Il faut élaborer les plans du navire, mettre au point et autoriser des modes de production particuliers, former du personnel et mettre en place des installations et des équipements spécialisés incluant des charpentes de soutien pour les citernes, et en particulier des échafaudages spéciaux pour la construction à l'intérieur de celles-ci, des installations de production de boîtes d'isolation, de machines de soudage robotisées et de machines robotisées pour l'application de matériaux de séparation, des installations assurant un environnement de travail propre, des installations de contrôle de l'atmosphère, etc.

23. KPMG fait observer à la page 13 de la pièce n° 108 de la Corée que la "FMI n'a pas expliqué pourquoi le modèle de coûts applicable pour les chantiers navals européens à ces "autres coûts directs" devrait s'appliquer aux chantiers navals coréens qui sont généralement connus comme les chantiers les plus efficaces du monde". Cette remarque induit toutefois en erreur parce que l'efficacité ne dispense pas le chantier naval de faire face aux dépenses d'équipement à engager pour acquérir la capacité de construire ce type de navire et que l'efficacité du processus de construction ne diminue en rien le coût d'investissement. La recherche de l'efficacité peut même accroître ce coût comme cela a été le cas, par exemple, lorsque DSME a construit en 2002 un nouveau quai d'armement pour la construction des transporteurs de GNL afin d'améliorer le déroulement des opérations dans le chantier naval (coût déclaré de 40 millions de dollars EU).

24. Les estimations de la FMI étaient fondées sur une estimation des coûts faite pour une série de transporteurs de GNL par un chantier naval européen. Cela inclut un coût de 15,5 millions de dollars EU par navire pour les dépenses d'équipement directement liées à la construction des navires, mais n'inclut pas de montant destiné à faire face aux coûts de formation et d'entrée sur le marché dont il a été question plus haut. Comme nous l'avons dit, on s'attendrait à ce que DSME fasse valoir que ce montant est trop élevé. Pourtant, au cours des discussions bilatérales qui ont eu lieu en 2000, il a été allégué que ces coûts sont totalement inexistants, opinion également exprimée par KPMG dans la pièce n° 108 de la Corée. On pourrait faire valoir qu'un accroissement de la production se traduit par un amortissement des coûts sur un plus grand nombre de navires mais cet argument aurait une portée limitée parce qu'il faut investir davantage pour permettre les adaptations nécessaires.

[2] *Par exemple*, la fabrication de coques pour les navires de stockage au large et les navires-usines.

25. Enfin, des marges bénéficiaires de **[RCC: omis dans la version publique]** sont virtuellement inconnues dans la construction navale comme tout analyste le confirmera. Il n'est pas réaliste de penser que DHI aurait pu offrir, par exemple, le transporteur de GNL Exmar (numéro de coque 2213) à un prix de **[RCC: omis dans la version publique]** et couvrir quand même ses frais.

Question n° 191

La pièce n° 107 de la Corée donne les résultats de la restructuration de Daedong ordonnée/supervisée par les tribunaux. Cette réorganisation devait vraisemblablement être opérée conformément à la législation coréenne des faillites. Sur quelle base les CE allèguent-elles qu'elle a néanmoins donné lieu à une subvention?

Réponse

26. Comme les Communautés européennes l'ont dit dans leur réponse à la question n° 23:

> [L]es CE reconnaissent pleinement que la législation des faillites est un élément nécessaire d'une économie de marché et qu'une procédure de faillite convenablement conduite ne donnerait normalement pas lieu à une subvention. Cependant, lorsque l'issue d'une procédure de faillite ou d'une restructuration d'entreprise est déterminée par des organismes publics – ou par des organismes privés agissant sous leur direction – et aboutit à un résultat plus avantageux pour l'entreprise que ce qui aurait été obtenu si les créanciers avaient agi conformément aux principes de marché, tous les éléments constitutifs d'une subvention sont présents. Il n'y a dans l'*Accord SMC* aucune base permettant de faire de l'insolvabilité un moyen d'échapper aux disciplines en matière de subventions.[3]

27. De plus, le fait qu'une restructuration a été opérée conformément à la législation coréenne des faillites ne dit rien sur le point de savoir si des créanciers ou des investisseurs ont ou n'ont pas accordé une subvention. Les modalités de la restructuration, comme le montant des dettes à annuler, sont des décisions qui peuvent déboucher sur un avantage pour le bénéficiaire si elles sont plus favorables que ce qui aurait été obtenu sur le marché, même dans le cadre d'une procédure de faillite.

Question n° 192

Une conclusion pouvant être tirée des pièces n° 91 à 102 de la Corée est que la Corée admet que le financement par la KEXIM en cause confère un avantage mais que celui-ci est dans un certain nombre de cas très réduit (0,5 pour cent au plus). Si l'on admet que l'avantage est de l'ordre de ce qu'indiquent ces pièces de la Corée, quelles en seraient les conséquences pour l'analyse et les conclusions des CE concernant l'existence d'un préjudice grave?

Réponse

28. Premièrement, il est important de noter que même un faible pourcentage de la valeur d'un navire coûtant des millions de dollars apporte un avantage tout à fait notable. De plus, la capacité des chantiers navals coréens à tirer parti des avantages résultant du financement par la KEXIM, qu'ils revêtent la forme de prêts avant expédition ou d'APRG, peut souvent être le facteur déterminant de leur capacité à offrir un prix plus bas que les chantiers navals concurrents ou, d'une autre façon, les dispositions contractuelles les plus attrayantes pour l'acheteur. Par conséquent, même dans les cas où les subventions de la KEXIM constituent un avantage relativement petit en pourcentage, elles

[3] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion de fond, 22 mars 2004, question n° 23, paragraphe 97.

renforcent notablement l'aptitude des chantiers navals qui en bénéficient à maintenir leur capacité (et les bas prix sur le marché) alors que, sinon, ils quitteraient le marché ou réduiraient leur capacité.

Question n° 193

La pièce n° 112 de la Corée concernant l'intervention du MOCIE à la demande de Samsung pourrait être considérée comme indiquant que les pouvoirs publics prennent des mesures si les prix sont trop bas. Si tel est le cas, quelles en sont les conséquences pour l'allégation des CE relative à un préjudice grave?

Réponse

29. Comme le MOCIE ne prend *pas* de mesures à l'encontre des bas prix fondés sur les critères de "l'empêchement de hausses de prix dans une mesure notable" ou de la "dépression des prix dans une mesure notable" au sens de la Partie III de l'*Accord SMC*, ses mesures n'ont aucune conséquence pour l'allégation des CE relative à un préjudice grave. De plus, il n'y a absolument rien qui indique que le MOCIE prend systématiquement des mesures chaque fois qu'il considère que les prix sont trop bas.

Question n° 194

Si le Groupe spécial devait admettre les subdivisions en fonction des produits mentionnées dans la pièce n° 109 de la Corée, comment cela influerait-il sur l'analyse par les CE de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix? Veuillez répondre en détail.

Réponse

30. Drewry, dans la pièce n° 109 de la Corée, fait valoir qu'il faut prendre en compte la taille des navires lorsque l'on compare l'évolution des prix. Bien entendu, personne ne ferait valoir qu'un grand navire n'est pas plus coûteux qu'un petit. Toutefois, l'analyse présentée dans la pièce n° 109 de la Corée conduit inévitablement à un résultat biaisé parce qu'elle porte sur les prix par rapport à la capacité de transport (EVP et tpl) et non par rapport au contenu de travail. L'analyse des prix devrait, pour être effectuée correctement, l'être sur la base de la tbc parce que c'est l'unité qui mesure le contenu de travail et son rapport avec la capacité de construction navale. L'analyse est destinée à examiner la situation en ce qui concerne le secteur de la construction navale et non celui des transports maritimes, et le dénominateur approprié doit donc être utilisé.

31. La pondération des prix selon la combinaison de produits dans le graphique de la page 4 est particulièrement trompeuse. C'est une erreur que d'utiliser dans ce cas des facteurs de pondération parce que l'analyse vise à faire apparaître des tendances d'évolution des prix des navires et non à indiquer la valeur du carnet de commandes. L'utilisation d'une pondération dans un indice des prix des navires démontre que les aspects économiques des prix en matière de construction navale ne sont pas compris.

32. Le reste de la pièce n° 109 de la Corée répète essentiellement des arguments avancés antérieurement au sujet des différences entre les types de navires et entre les navires du même type. Sa pertinence est contestable. Cette partie de la pièce en question trouve son aboutissement dans la section III, qui commence page 13 et contient des affirmations trompeuses sur la non-substituabilité de la capacité des chantiers navals. Des navires à passagers complexes ("transbordeurs de croisière") ont récemment été construits tant en Corée du Sud (par Hyundai, Samsung et Daewoo) qu'en Chine. L'éventail de produits visés par les carnets de commande de la Corée du Sud en matière de construction navale (dont témoigne le Clarkson Monitor, pièce n° 152 des CE) démontre amplement qu'il y a de grandes possibilités de substitution, les navires à passagers, les navires opérant au large, les porte-conteneurs, les navires-citernes, les transporteurs de GNL, etc. étant tous construits sur les mêmes installations.

33. Comme les navires sont des produits fabriqués sur commande, certaines différences entre tel ou tel navire peuvent toujours être constatées. Si on pousse à l'extrême cette caractéristique spécifique du secteur de la construction navale, il deviendrait impossible d'effectuer une analyse de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix étant donné que les marchés de produit ne comporteraient que quelques navires ou même un seul. La Corée tente manifestement de se soustraire aux disciplines SMC en créant un nombre illimité de catégories de produits. Comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur déclaration orale du 17 juin (paragraphes 66 et 67), une telle approche ne peut pas être bonne.

34. La pièce n° 109 de la Corée ne mentionne guère la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix sauf pour mettre leur existence en doute parce qu'il est trop difficile d'indiquer les produits similaires. Les Communautés européennes s'en tiennent au modèle d'empêchement de hausses de prix et de dépression des prix et aux mécanismes expliqués antérieurement, au niveau général du produit. L'explication détaillée des mécanismes figure dans la pièce jointe n° 2 ("Estimation de l'empêchement de hausses de prix et de la dépression des prix établie par la FMI") annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion de fond. Il en découle manifestement que si le mécanisme est actif au niveau général du produit, il l'est aussi à celui d'une sous-catégorie, ainsi qu'en témoigne amplement le graphique de la page 5 de la pièce n° 146 des CE (rapport de juin 2004 de la FMI, "Soutien technique aux auditions de l'OMC"), qui montre que, dans l'ensemble, les prix des sous-classes de navires évoluent de concert.

35. En conséquence, les Communautés européennes ne pensent pas que les subdivisions suggérées dans la pièce n° 109 de la Corée affectent l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/de la dépression des prix. Des analyses plus détaillées révéleraient les mêmes mécanismes et donneraient le même résultat.

36. En fait, si l'analyse de sous-types par la Corée devait être acceptée, le mécanisme faisant que la capacité dominante a un effet d'empêchement de hausses de prix sur le marché apparaîtrait plus clairement. Les Communautés européennes ont fait valoir que l'empêchement de hausses de prix est induit par une concurrence intense entre les très grands chantiers navals en nombre limité où les capacités se concentrent. Dans le secteur des navires-citernes pour produits handymax, par exemple, la part des chantiers navals sud-coréens est de 53,3 pour cent du carnet de commandes, répartie entre STX, Hyundai Mipo et Shin A. Les quatre principaux chantiers navals (les trois qui viennent d'être mentionnés et Shin Kurishima au Japon) contrôlent environ deux tiers de ce marché. Dans le secteur des navires-citernes pour produits panamax, la part des chantiers navals sud-coréens est de 63,7 pour cent du carnet de commandes, répartie entre quatre chantiers: Hyundai Heavy, STX, Samsung et Daewoo. Dans le secteur des transporteurs de GNL, Daewoo et Samsung ont à eux deux une part de toutes les commandes atteignant 47 pour cent. Dans le secteur des porte-conteneurs panamax, Hyundai, Hanjin et Samho ont à eux trois une part de toutes les commandes atteignant 70 pour cent et dans le secteur des navires post-panamax, la part de Hyundai Heavy, Samsung et Daewoo atteint deux tiers de toutes les commandes. Les chantiers navals en cause figurent régulièrement dans le petit nombre de ceux dont la capacité exerce une influence déterminante sur les prix.

Question n° 195

Veuillez formuler des observations sur la pièce n° 115 de la Corée.

Réponse

37. S'agissant de la pièce n° 115 de la Corée, un tableau établi sur la base d'un rapport de 19 pages de la FMI daté d'août 2003 sur les principaux mouvements des prix (initialement présenté comme annexe 5a-2, puis par la Corée comme sa pièce n° 142), les Communautés européennes font tout d'abord observer que la Corée juge utile de suivre de près les nouveaux prix de la construction navale en dollars EU/tbc.

38. La Corée a fait référence à cette pièce dans sa déclaration orale du 17 juin 2004, au paragraphe 293, pour montrer que les prix d'offre coréens n'étaient pas toujours les plus bas pour un certain nombre de types de navires. Les niveaux des prix indiqués sont la moyenne des prix déclarés en ce qui concerne les marchés portant sur les types de navires en question pendant une période de sept ans (1997-2003), ajustés par tbc. Ces moyennes sont un élément très mineur du rapport de la FMI et n'ont aucune signification sans les graphiques chronologiques qui les accompagnent. Les graphiques indiquant le mouvement relatif des prix entre les différentes nationalités au fil du temps revêtent une importance particulière et cette analyse n'étaye nullement les affirmations figurant au paragraphe 293 de la déclaration orale de la Corée. L'exposé de la Corée simplifie excessivement le mécanisme de fixation des prix sur le marché de la construction navale. La concurrence par les prix est fondée sur les soumissions des chantiers concernant des marchés déterminés en matière de construction navale et non sur des moyennes à long terme pour un grand groupe de chantiers navals dans une région spécifique où la construction navale est pratiquée. Les moyennes à long terme n'ont de sens que pour une analyse des tendances, ce qui était l'objet du rapport d'août 2003 de la FMI. Des citations additionnelles du rapport peuvent contribuer à rendre la situation plus transparente et à fournir les renseignements sur les tendances qui manquent dans la pièce n° 115 de la Corée:

Extrait des conclusions

> Dans tous les cas, on peut voir que les prix ont notablement baissé en Corée du Sud en 1998. À titre d'observation générale, d'autres constructeurs ont suivi cet exemple en réduisant leurs prix mais à un rythme plus lent que celui de la Corée du Sud.
>
> Divers pays exercent une influence déterminante sur les prix dans le secteur des transporteurs de produits/produits chimiques. Il semble que ce soit la Chine pour les navires-citernes panamax et la Corée du Sud pour les plus petits types de navires. Les chantiers navals croates avaient une présence notable dans le secteur des handymax quoique avec des prix généralement plus élevés que ceux offerts en Extrême-Orient. Depuis 2001, c'est la Chine qui exerce une influence déterminante sur les prix des transporteurs de produits chimiques.
>
> Dans le secteur des porte-conteneurs de collecte, c'est depuis quelques années la Corée du Sud et la Chine qui semblent exercer cette influence déterminante sur les prix, mais avec une forte concurrence de la Pologne, de Singapour et de Taiwan. Dans celui des porte-conteneurs panamax et post-panamax, c'est de façon très marquée la Corée du Sud. Pour les navires post-panamax, la Chine et le Japon semblent avoir essayé de sous-coter les prix sud-coréens pour accroître leur part de marché mais ils n'ont eu qu'un succès limité.

Transporteurs de produits handysize

> Ce sont surtout la Chine et la Corée du Sud qui sont en concurrence et c'est cette dernière qui domine.
>
> La Corée du Sud a notablement réduit en 1998 les prix de cette classe de navire en les ramenant d'un niveau d'environ 1 500 à 1 600 dollars par tbc à un niveau d'environ 1 200 dollars. Les prix ont en général augmenté depuis. En Chine, les prix ont baissé plus lentement qu'en Corée du Sud et sont concurrentiels par rapport aux prix sud-coréens depuis 2001.

Transporteurs de produits handymax

> Dans ce secteur, la Corée du Sud, le Japon et la Chine sont en concurrence pour les commandes et c'est la Corée du Sud qui domine.

Comme pour les transporteurs de produits handysize, la Corée du Sud semble avoir exercé une influence déterminante sur les prix dans ce secteur avec des prix ayant chuté en 1998 d'un niveau d'environ 1 400 dollars par tbc à environ 1 100 dollars. Les prix d'autres pays ont eu également tendance à baisser mais de façon moins soudaine qu'en Corée du Sud et sans tomber si bas. Depuis 2001, la concurrence par les prix se situe autour de 1 200 à 1 400 dollars par tbc. Depuis le début de 2000, les prix des chantiers navals croates sont généralement plus élevés que ceux des chantiers d'Extrême-Orient.

Transporteurs de produits panamax

Le marché des transporteurs de produits panamax a été calme jusqu'en 2001 et s'est animé ensuite. La Chine, le Japon et la Corée du Sud sont en concurrence sur ce marché et depuis quelques années, c'est cette dernière qui y exerce une influence déterminante.

La Chine a continué d'exercer dans ce secteur une influence déterminante sur les prix pendant la période considérée et les prix y sont tombés au cours des trois dernières années d'environ 1 350 dollars par tbc à environ 1 200 dollars. La Corée du Sud a réduit ses prix en 2001 et 2002 et sa part de marché s'est accrue d'autant au détriment des constructeurs chinois. Le Japon a également vu ses prix chuter en 2001 du fait de la concurrence avec la Chine et la Corée du Sud.

Transporteurs de produits chimiques

L'analyse des transporteurs de produits chimiques est rendue difficile par les variations des spécifications. Tous les enregistrements figurant dans la série de données n'indiquent pas le classement du navire par l'OMI. La majorité des navires dont le classement est indiqué appartiennent soit à la classe II, soit à la classe II/III. Pour un petit nombre, c'est la classe I/II qui est indiquée avec un prix d'autant plus élevé. Cette classe n'a été indiquée qu'en Pologne et dans l'UE, ce qui ne veut pas dire toutefois qu'elle ne comprend aucun des navires d'autres pays où aucune classe n'est indiquée. Même lorsque la classe est indiquée, aucune tendance d'évolution des prix ne se dégage clairement pour les différentes classes d'un même pays. Il n'a donc pas été possible, sur cette base, de pousser plus loin la subdivision.

Le Japon, la Corée du Sud et la Chine ont offert les prix les plus bas et depuis deux ans, la Chine semble exercer à cet égard l'influence déterminante. Les prix des navires sortant des chantiers de l'UE sont en général nettement plus élevés que ceux des navires construits en Extrême-Orient. Il n'est pas possible de préciser jusqu'à quel point ce prix plus élevé s'explique par des différences dans les spécifications.

Porte-conteneurs de collecte

La Chine, l'UE, la Corée du Sud et d'autres pays, notamment Singapour, Taiwan et la Pologne, sont les principaux concurrents sur ce marché.

La situation en matière de prix dans ce secteur est complexe et il est difficile de la décrire succinctement. La Corée du Sud a, en 1997 et 1998, ramené ses prix d'environ 1 700 dollars par tbc à environ 1 300 dollars. Les concurrents d'autres pays ont suivi cet exemple mais n'ont pu parvenir au niveau de prix atteint par la Corée du Sud. Lorsque les prix sud-coréens se sont accrus vers la fin de 1999 et en 2000, la Chine, l'UE et d'autres pays sont redevenus relativement compétitifs. Des baisses notables des prix intervenues en 2001 en Corée du Sud et dans d'autres pays, jusqu'en

dessous de 1 200 dollars par tbc, n'ont pas été égalées par les constructeurs de la Chine et de l'UE. Les chantiers navals de l'UE perdent du terrain depuis 2001 du fait des majorations de prix.

Porte-conteneurs panamax

La Corée du Sud a dominé le marché avec, par intermittence, des commandes passées dans d'autres pays. Dans ce tableau le mot "autres" se rapporte à Taiwan et à la Pologne.

Les prix des chantiers sud-coréens sont tombés en 1998 d'environ 1 500 dollars par tbc à environ 1 300 dollars. Ils ont augmenté à nouveau en 2000 mais ont baissé assez régulièrement depuis cette date, jusqu'à rester à un niveau d'environ 1 300 dollars par tbc en 2002 et 2003. Il y a eu une concurrence limitée d'autres chantiers au cours de cette période, d'autres pays semblant lutter pour rivaliser avec le niveau de prix fixé par les constructeurs navals sud-coréens.

Porte-conteneurs post-panamax

Comme pour les navires panamax, le marché est dominé par la Corée du Sud.

Tant la Chine que le Japon semblent avoir offert des prix destinés à sous-coter la Corée du Sud pour obtenir une part de marché mais ils n'ont eu qu'un succès limité.

LISTE DES PIÈCES

Pièce n° 158 des CE **Rapport de Price WaterhouseCoopers, juillet 2004**

Note: Les pièces indiquées en caractères gras contiennent des renseignements commerciaux confidentiels.

ANNEXE G-4

RÉPONSES ET OBSERVATIONS DE LA CORÉE AU SUJET DES QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(2 juillet 2004)

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA CORÉE APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. Question

Au paragraphe 69 de sa déclaration orale, la Corée déclare que les fonds publics constituent moins de 3 pour cent du total des besoins de financement.

a) Veuillez expliquer ce que cela signifie. N'est-il pas vrai que la KEXIM a reçu des injections de capitaux chaque année entre 1997 et 2001?

Réponse

L'expression "moins de 3 pour cent" figurant dans la déclaration orale renvoie au rapport entre l'encours des emprunts réalisés auprès des pouvoirs publics coréens et l'encours total des emprunts de la KEXIM en 2002. Plus précisément, les emprunts réalisés par la KEXIM auprès des pouvoirs publics à la fin 2002 représentaient **[RCC: omis dans la version publique]** du total des emprunts. Les pourcentages des emprunts réalisés auprès des pouvoirs publics coréens n'ont cessé de diminuer comme indiqué au tableau ci-après. **[RCC: omis dans la version publique]**

La question est distincte de celle du capital versé. Les CE mélangent pommes et oranges.

b) Veuillez expliquer la déclaration figurant dans l'avis de Moody d'août 2002 (pièce n° 120 des CE):

La notation A3 pour les créances privilégiées et la notation Prime-2 pour les emprunts à court terme émis par la KEXIM reflètent le fait que la KEXIM appartient à l'État et que les pouvoirs publics doivent au titre de la Loi KEXIM couvrir les pertes annuelles de la banque excédant ses réserves

Détenue à 100 pour cent par l'État coréen, la KEXIM a émis des titres représentatifs de créances qui ont la même note d'investissement A3 qu'une obligation publique.

Réponse

La Corée ne spéculera pas sur l'avis de Moody. Les CE auraient pu demander un complément d'explication à Moody en temps opportun si elles l'avaient souhaité. Comme la Corée l'a dit, la KEXIM ne bénéficie pas pour emprunter d'une garantie d'État.

Pourquoi la KEXIM aurait-elle besoin d'emprunter aux pouvoirs publics dans ces conditions?

Réponse

La KEXIM emprunte des fonds parce que c'est un établissement financier indépendant des pouvoirs publics. L'article 19 de la Loi KEXIM permet expressément à la KEXIM d'emprunter ces fonds aux pouvoirs publics coréens et étrangers, à des organisations financières internationales ainsi qu'à des établissements financiers commerciaux. Comme tout autre établissement financier, la KEXIM emprunte auprès de sources diverses.

c) Veuillez commenter la page 14 de la brochure de la KEXIM (pièce n° 97 des CE) indiquant que les pouvoirs publics étaient la principale source de financement de la KEXIM au cours de la période 1998-2000 (42,1 pour cent en 1998, 45,6 pour cent en 1999 et 47,1 pour cent en 2000). Comment concilier cela avec la déclaration faite au paragraphe 69 de la déclaration orale selon laquelle la part des fonds publics est inférieure à 3 pour cent?

Réponse

Les pourcentages indiqués dans la brochure de la KEXIM représentent le rapport entre les emprunts réalisés auprès des secteurs publics et le total des emprunts de la KEXIM pour les différentes années. Les secteurs publics comprennent les pouvoirs publics coréens et des organisations financières internationales telles que la BIRD. Par exemple, 47,1 pour cent en 2000 correspond au pourcentage des emprunts réalisés auprès de **[RCC: omis dans la version publique]** par rapport au total des emprunts de la KEXIM.

d) Veuillez expliquer la déclaration figurant à la page 3 de la brochure de la KEXIM selon laquelle "les pouvoirs publics fourniront des fonds pour couvrir toute perte nette excédant les réserves de la banque, ce qui implique un soutien préalable et suffisant".

Réponse

La déclaration ne fait que répéter l'article 37 de la Loi KEXIM qui dispose que les pouvoirs publics coréens doivent, en tant que principal actionnaire, couvrir les pertes nettes excédant les réserves. Elle sert simplement à indiquer qu'il est peu probable que la KEXIM fasse faillite. C'est une caractéristique de toutes les entreprises qui appartiennent à l'État, qu'il s'agisse d'établissements financiers ou autres, dans tous les États Membres. Cependant, la KEXIM n'a jamais enregistré de pertes depuis sa création.

e) Veuillez expliquer la déclaration (page 4) selon laquelle les "injections continues de capitaux [par les pouvoirs publics] confirment que la KEXIM est une véritable entité souveraine".

Réponse

Là encore, cela décrit la participation des pouvoirs publics coréens aux augmentations de capital de la KEXIM. La KEXIM a augmenté son capital en 1998, 1999 et 2000 pour se conformer aux prescriptions de la BRI. Quant aux détails des augmentations de capital de la KEXIM, veuillez vous référer à la réponse 1.1 11) de la Corée aux questions posées au titre de l'annexe V. Le fait que la KEXIM appartient à l'État n'est pas contesté.

2. Question

Au paragraphe 106 de sa déclaration orale, la Corée indique que la rentabilité de l'investissement des banques nationales coréennes était de moins 17,2 pour cent pendant cette période critique. Veuillez confirmer que la période critique en question est la période 1997-2001 et que la Corée n'a pas inclus la Banque coréenne de développement et la Banque industrielle de Corée dans ce calcul.

Réponse

Comme l'a expliqué la Corée au cours de la deuxième réunion de fond, la période concernée est la période 1997-2001 et le calcul de la rentabilité de l'investissement ne tient pas compte de la Banque coréenne de développement et de la Banque industrielle de Corée.

3. Question

La Corée a raison de dire que l'un des éléments clés dans le présent différend est la relation entre la Corée et le FMI et la mesure dans laquelle les fonds accordés dans le cadre du renflouement peuvent être soustraits aux disciplines SMC. La Corée pourrait-elle expliquer pourquoi la Lettre d'intention entre la Corée et le FMI contenait la déclaration suivante:

> **Pour que les banques soient plus fortement incitées à participer pleinement au processus de restructuration des entreprises, il n'y aura pas d'accès à des fonds publics, que ce soit sous forme de rachats par la KAMCO (Fonds de gestion des actifs non productifs) ou d'injections de capitaux ou d'autres moyens, pour les banques dont la FSC n'aura pas attesté qu'elles s'acquittent de leur rôle dans le processus de restructuration du secteur des entreprises.[1]**

Pourquoi cette déclaration a-t-elle été répétée dans toutes les Lettres d'intention suivantes adressées au FMI jusqu'en juillet 2000?[2]

Réponse

La déclaration ci-dessus figurant dans la Lettre d'intention y a été incorporée à l'initiative du FMI. En fait, les dispositions de la Lettre d'intention demandaient aux pouvoirs publics coréens de faire ou de s'abstenir de faire quelque chose qui avait été proposé par le FMI. En tant qu'emprunteur au titre de l'accord de confirmation du FMI, la Corée était tenue d'accepter dans la plupart des cas les propositions du FMI.

Ce que le FMI tentait de faire par la disposition précitée figurant dans la Lettre d'intention était de rétablir la solidité du secteur financier coréen. Pour atteindre cet objectif, le FMI pensait que les banques devraient encourager la restructuration d'entreprises car il était essentiel de les désengager vis-à-vis des entreprises (*voir* la pièce n° 2 de la Corée, Carl-Johan Lindgren *et al*, Financial Sector Crisis and Restructuring – Lessons from Asia (Étude spéciale n° 188 de la série "Occasional Paper", 1999), page 76).

La déclaration de la Lettre d'intention citée plus haut dit des banques qu'elles "s'acquittent de leur rôle dans le processus de restructuration du secteur des entreprises." C'est là une déclaration très

[1] Lettre d'intention et Aide-mémoire sur la politique économique de la Corée, 13 novembre 1998 (pièce n° 36 des CE) et annexe à la Lettre d'intention et à l'Aide-mémoire sur la politique économique de la Corée, 13 novembre 1998, page 7 (pièce n° 117 des CE).

[2] Voir par exemple la Lettre d'intention et l'Aide-mémoire sur la politique économique de la Corée, 24 novembre 1999, page 6; la Lettre d'intention et l'Aide-mémoire sur la politique économique de la Corée pour 2000, 12 juillet 2000, page 7 (pièce n° 36 des CE).

générale. En fait, l'expression "restructuration du secteur des entreprises", telle qu'elle est utilisée dans la Lettre d'intention, était une expression générique qui couvrait divers objectifs, y compris, sans s'y limiter, la réduction des garanties croisées, l'amélioration du gouvernement d'entreprise, le renforcement du rôle de la Commission des pratiques commerciales loyales pour faire appliquer les lois antitrust et le renforcement du cadre juridique concernant les droits des créanciers en améliorant les procédures d'insolvabilité.[3] En outre, comme l'ont démontré ces Lettres d'intention, le contenu précis et les principaux éléments de la restructuration du secteur des entreprises n'ont pas arrêté d'évoluer.

Malgré toutes ces ambiguïtés, cependant, les Lettres d'intention énonçaient certaines règles que les pouvoirs publics coréens et les banques devaient respecter en liaison avec cette restructuration du secteur des entreprises. Premièrement, "*[p]our renforcer la discipline du marché, les dispositions relatives à la faillite d'après la législation coréenne pourront être appliquées sans l'intervention des pouvoirs publics. Aucun soutien subventionné ou privilège fiscal ne sera accordé par les pouvoirs publics pour renflouer des entreprises individuelles*" (pièce n° 36 des CE, 3 décembre 1997, Lettre d'intention, paragraphe 35).

Deuxièmement, "[*t]oute restructuration d'entreprise devrait être volontaire (c'est-à-dire qu'elle ne devrait pas être ordonnée par les pouvoirs publics) et devrait être axée sur le marché; et les fonds publics ne seront pas utilisés pour renflouer des entreprises*" (pièce n° 36 des CE, Lettre d'intention du 2 mai 1998, section concernant le gouvernement d'entreprise et la restructuration des entreprises).

Ainsi, même si les Lettres d'intention n'indiquaient pas clairement quels étaient selon elles les "rôles" dont les banques coréennes devaient s'acquitter en liaison avec la restructuration du secteur des entreprises, elles précisaient clairement que ces "rôles" devaient être assurés par les banques. Il n'avait en aucun cas été ordonné aux banques de renflouer les entreprises et d'agir contrairement aux principes du marché. À cet égard, l'allégation des CE tendant à prouver le contraire est réfutée par les Lettres d'intention en tant que telle.

Comme la Corée l'a fait observer, le FMI estimait apparemment inquiétant l'exemple de certains autres pays connaissant une situation financière difficile et où les banques n'étaient pas intervenues rapidement pour éliminer les prêts douteux, gardant au lieu de cela sur leurs livres des prêts non restructurés. Les résultats ont parfois été défavorables. Le FMI a indiqué clairement qu'il souhaitait voir une restructuration rapide et fondée sur le marché des prêts irrécouvrables. Il a plusieurs fois indiqué clairement aux CE qu'il considérait que les banques coréennes réussissaient assez bien à obtenir de ce processus des résultats fondés sur le marché.

4. Question

Paragraphe 209 de la déclaration orale de la Corée: Si les allégements fiscaux prévus à l'article 45-2 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés qui sont visés n'étaient pas censés s'appliquer uniquement à la renégociation de la dette de Daewoo, pourquoi ont-ils été introduits en liaison avec cette renégociation et accordés pour seulement trois mois – suffisamment de temps pour permette à Daewoo de s'en prévaloir? Comment les autres entreprises ont-elles pu en bénéficier? Sont-ils encore en vigueur?

[3] *Voir* la pièce n° 34 des CE, par exemple la Lettre d'intention du 24 juillet 1998 (World Bank SAL II, Policy Matrix on Corporate Restructuring), la Lettre d'intention du 10 mars 1999 (section concernant la restructuration des entreprises), la Lettre d'intention du 24 novembre 1999 (World Bank CFSRL – Policy Matrix II. Corporate Sector Reform).

Réponse

L'article 45-2 de la Loi STTCL était censé étendre la disposition fiscale aux entreprises dont la dette était renégociée ainsi qu'aux entreprises faisant l'objet d'une réorganisation. Lorsque la loi a été discutée à l'Assemblée nationale, toutes les entreprises susceptibles d'être concernées étaient intéressées et attendaient que la loi soit promulguée. La loi a un vaste champ d'application pour ce qui est des entreprises concernées.

La loi a été reconduite deux fois de sorte que les renégociations de la dette et réorganisations d'entreprises menées jusqu'à la fin 2002 pouvaient être couvertes. Il est normal en Corée d'adopter les lois fiscales sur une base annuelle. Ni les tribunaux ni l'administration fiscale n'ont gardé de dossiers permettant d'identifier les entreprises qui ont eu recours à cette disposition fiscale.

5. Question

Paragraphe 291 de la déclaration orale de la Corée: La Corée convient-elle que les pièces n° 113 et 114 de la Corée n'ont pas trait à l'affaire Hamburg Süd/MOCIE à laquelle il est fait référence?

Le navire faisant l'objet de l'offre de DSME (pièce n° 114 de la Corée) est un porte-conteneurs de 5 600 EVP (Réf. n° BPT-HAM-101-001) d'un prix de 53 millions de dollars tandis que la lettre adressée par le MOCIE à DSME et SHI (pièce n° 112 de la Corée) concernait un porte-conteneurs de 4 100 EVP (Réf. n° HAM-100-001) d'un prix contractuel de 58 millions de dollars. La pièce n° 113 de la Corée mentionne aussi un navire d'un prix de 53 millions de dollars, avec des modalités de paiement différentes de celles qui figurent dans la lettre du MOCIE.

Réponse

La Corée confirme une fois encore que les pièces n° 113 et 114 de la Corée portent bien l'une et l'autre sur le contrat relatif au porte-conteneurs de Hamburg Süd.

Les CE ne tiennent pas compte du fait que le secteur de la construction navale utilise deux unités pour mesurer la capacité de charge des porte-conteneurs, à savoir l'EVP et la valeur EVP "homogénéisée 14 tonnes".[4] C'est ce qui explique les descriptions apparemment différentes figurant dans la lettre du MOCIE (pièce n° 112 de la Corée) et dans l'offre de DSME (pièce n° 114 de la Corée) qui désignent néanmoins le même navire. Dans l'affaire Hamburg Süd, l'acheteur a au départ précisé que le porte-conteneurs avait une capacité de 5 600 EVP en utilisant la première méthode. Mais à un stade ultérieur des négociations, il a commencé à utiliser la deuxième méthode, c'est-à-dire la valeur EVP homogénéisée 14 tonnes, convertissant ainsi la capacité en 4 100 EVP. C'est la raison pour laquelle l'offre initiale de DSME mentionnait un porte-conteneurs de 5 600 EVP tandis que la lettre du MOCIE parlait de 4 100 EVP, citant le chiffre indiqué dans le contrat final. Par conséquent, la Corée confirme à nouveau que les pièces n° 113 et 114 de la Corée traitent du même projet Hamburg Süd que celui auquel les CE font référence dans le présente procédure.

[4] L'unité EVP – équivalent vingt pieds – mesure la capacité d'un navire d'accommoder des conteneurs. L'exactitude de cette mesure dépend de la méthode de calcul, c'est-à-dire si l'on tient compte de la capacité du navire pour les conteneurs chargés uniquement et si la capacité de port en lourd permet un plein chargement de conteneurs. Le secteur a donc élaboré une mesure (connue sous le nom de valeur EVP "homogénéisée 14 tonnes") qui correspond au port en lourd (charge utile) du porte-conteneurs divisé par 14. Cela donne le nombre de conteneurs (un conteneur standard = 1 EVP) qu'un navire peut transporter dans les limites de la capacité de port en lourd si chacun d'eux pèse 14 tonnes. Ce chiffre peut s'écarter sensiblement des valeurs en EVP pour certains navires. Cette valeur représente une "capacité de conteneurs nominale" calculée sur une base standard.

En outre, "HAM-100-001" et "BPT-HAM-101-001" n'étaient que des numéros de référence correspondant aux spécifications du navire concerné. DSME a au départ utilisé le numéro de référence "BPT-HAM-101-001" pour renvoyer à une "ébauche de spécification". Mais à mesure que les spécifications ont été finalisées à l'issue des négociations avec Hamburd Süd, DSME a attribué comme numéro de référence final "HAM-100-001". Cependant, ces numéros renvoyaient au même projet. Le fait de désigner des numéros de référence de spécification différents aux différents stades du processus de négociation est une pratique courante dans le secteur de la construction navale. Une telle pratique s'explique par le fait que les constructeurs navals et les acheteurs doivent pouvoir repérer les accords conclus à différents niveaux tout simplement par suite de la longueur des négociations concernant les contrats dans le secteur de la construction navale.

En outre, comme les CE le savent bien, il n'est pas rare qu'un chantier naval fasse des offres de prix différentes en fonction des modalités de paiement que l'acheteur finira par choisir. Comme indiqué clairement dans la pièce n° 114 de la Corée, DSME a fait deux offres de prix différentes sur la base de modalités de paiement différentes. Ainsi, une offre de 53 millions de dollars a été faite sur la base de modalités de paiement prévoyant des versements concentrés en début de contrat, 90 pour cent du prix étant réglé au moment de la signature du contrat et 10 pour cent au moment de la livraison du navire. En même temps et dans la même offre écrite, un prix de 58 millions de dollars a aussi été offert sur la base de modalités de paiement prévoyant des versements concentrés en fin de contrat, c'est-à-dire 10 pour cent au moment de la signature du contrat, 10 pour cent six mois après la signature, 10 pour cent à la pose de la quille, 10 pour cent à la mise à flot et 60 pour cent à la livraison. DSME a fait cette offre verbalement au courtier (Water J. Hinneberg) le 30 août 2002 puis l'a confirmée en envoyant une offre écrite (pièce n° 114 de la Corée) le 2 septembre 2002. Le prix offert, qui était de 53 millions de dollars, indiqué dans la lettre du courtier (pièce n° 113 de la Corée) s'entendait du prix avec versements concentrés en début de contrat offert par DSME, qui équivalait à 58 millions de dollars sur la base de versements concentrés en fin de contrat.

Comme l'a déclaré la Corée dans sa déclaration orale et dans sa réponse à la question des CE lors de la deuxième réunion de fond, l'acheteur, Hamburg Süd, a de manière déraisonnable obligé DSME à ramener le prix de l'offre au niveau de 55 millions de dollars sur la base de versements concentrés en fin de contrat, ce qui correspond au prix offert par un chantier naval européen, Odense (pièce n° 88 des CE). À ce moment-là, les chantiers navals coréens, DSME et Samsung avaient déjà fait des offres de prix à 58 millions de dollars.

La Corée admet-elle que le MOCIE est intervenu et a demandé à Daewoo d'augmenter le prix de 3 millions de dollars, ce que confirment les termes sans ambiguïté de la pièce n° 112 de la Corée? N'y a-t-il pas contradiction avec ce que la Corée a dit dans sa réponse à la question n° 82 du Groupe spécial où vous déclarez que le MOCIE ne se préoccupait pas du niveau du prix?

Réponse

De l'avis de la Corée, il n'y a aucune différence entre les termes de la pièce n° 112 de la Corée et la réponse à la question n° 82. Il ressort clairement des deux que le MOCIE ne se préoccupait pas du niveau des prix en tant que tels mais du comportement anticompétitif.

6. Question

En ce qui concerne le paragraphe 292 de la déclaration orale de la Corée, expliquez à quel navire de 10 millions de dollars vous vous référez et à quelle allusion des CE cela répond.

Réponse

Comme expliqué par la Corée lors de la deuxième réunion de fond ainsi que dans le texte final de sa déclaration orale déposée le 14 juin 2004, cela renvoie au paragraphe 331 de la deuxième communication écrite des CE.

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA DEUXIÈME RÉUNION ET OBSERVATIONS DE LA CORÉE CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS ADRESSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. QUESTION À LA CORÉE

A. RÉGIME JURIDIQUE DE LA KEXIM

103. Quel est le fondement juridique précis de l'affirmation de la Corée (figurant au paragraphe 99 de sa communication à titre de réfutation) selon laquelle la KEXIM est explicitement tenue par la loi de mener ses activités compte tenu du marché?

Réponse

La Corée estime que les critères suivants doivent être examinés lorsque l'on détermine si un établissement financier mène ses activités compte tenu du marché: i) point de savoir s'il évalue de façon appropriée les risques de crédit liés à l'emprunteur; ii) point de savoir s'il applique des taux d'intérêt ou des primes de garantie correspondant à la cote de crédit de l'emprunteur/demandeur; iii) point de savoir s'il tient compte de la situation du marché quand il fixe les taux d'intérêt/primes; iv) point de savoir s'il gère convenablement les risques associés aux transactions de la KEXIM et v) point de savoir comment il assure une gestion saine.

i) Évaluation des risques de crédit liés à l'emprunteur

Déjà pendant la période précédant 2000, la KEXIM a comparé les cotes de crédit établies par des organismes de notation extérieurs, et pour chaque emprunteur (demandeur) donné, elle a utilisé la cote de crédit la plus faible attribuée à cet emprunteur (demandeur). En fait, pour gérer de façon efficace les risques de crédit, la KEXIM avait établi dès 1998 le Comité de gestion des risques afin d'élaborer des politiques et des lignes directrices (par exemple le Règlement sur l'évaluation des cotes de crédit) concernant la gestion des risques par la KEXIM. En outre, le Département de la gestion des risques et le Bureau de l'évaluation du crédit ont été établis sous les auspices du Comité afin de mettre en œuvre et d'administrer les politiques et les lignes directrices adoptées par le Comité. Ces deux départements agissent indépendamment des départements financiers afin d'assurer une gestion des risques transparente et effective.

À partir de 2000, comme cela est indiqué dans la pièce n° 91 de la Corée, la KEXIM a mis en œuvre son propre système d'établissement de cotes de crédit conformément aux recommandations de la Banque des règlements internationaux (dans le cadre de Bâle II) et du Service de surveillance financière de la Corée et évalue depuis lors les cotes de crédit des emprunteurs (demandeurs) conformément à la politique de gestion améliorée des risques de crédit. Actuellement, la KEXIM classe les cotes de crédit en 14 catégories et évalue les cotes de crédit des emprunteurs (demandeurs) après avoir évalué cinq facteurs de risques de crédit (risque lié à la branche de production, risque lié à l'activité, risque lié à la gestion, risque financier et risque lié aux flux de liquidités futurs) associés aux emprunteurs/demandeurs. Pour plus de détails concernant le système d'établissement de cotes de crédit de la KEXIM, veuillez vous référer à la **pièce n° 117 de la Corée** (pièce jointe n° 1.1(24)-2) fournie par la Corée au titre de l'Annexe V) présentée ci-joint.

ii) Application de marges pour risque de crédit proportionnées aux cotes de crédit

Conformément aux articles 8, 14 et 25 des Lignes directrices sur les intérêts et les commissions (pièce n° 13 des CE), des marges pour risque de crédit doivent être ajoutées aux taux de base (qu'il s'agisse d'un taux d'intérêt pour les prêts ou d'une prime pour des garanties). Ces marges pour risque de crédit à ajouter varient en fonction de la cote de crédit des emprunteurs/demandeurs.

De ce fait, les taux d'intérêt globaux ou les primes globales appliqués aux emprunteurs/demandeurs peuvent être différents. Pour ce qui est de la structure des taux d'intérêt et des primes de garantie de la KEXIM, veuillez vous référer à la réponse n° 47 de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial et aux pièces n° 12 et 14 de la Corée.

iii) Prise en compte de la situation du marché

Comme la Corée l'a indiqué en détail dans sa réponse n° 47 aux questions posées par le Groupe spécial, les taux de base pour les prêts de la KEXIM, qui sont déterminés conformément aux articles 10 et 11 des Lignes directrices sur les intérêts et les commissions de la KEXIM, sont en eux-mêmes conçus de manière à tenir compte d'une manière adéquate du niveau des taux d'intérêt pratiqués sur le marché financier à la date des prêts. En outre, les "taux d'ajustement en fonction du marché" qui doivent être appliqués conformément aux articles 14 et 25 des Lignes directrices garantissent aussi que les taux d'intérêt et les primes de garantie tiennent pleinement compte de la situation courante du marché (pour plus de détails concernant les taux d'ajustement en fonction du marché, veuillez vous référer à la réponse n° 57 de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial).

iv) Gestion correcte des risques liés aux activités

Afin de gérer correctement les risques liés aux activités de la KEXIM, l'article 17-10 du Décret KEXIM (Décret d'application de la Loi KEXIM, pièce n° 11 des CE) exige que la KEXIM établisse et applique un système de contrôle des risques et actuellement, le Comité de gestion des risques susmentionné est responsable de ces tâches de contrôle des risques. Pour l'administration de ces tâches, le Comité a établi et mis en œuvre le Règlement sur la gestion des risques conformément auquel tous les risques associés aux activités de la KEXIM, y compris les risques de crédit, les risques liés aux marchés et le risque lié aux liquidités font l'objet d'une étroite surveillance. En outre, conformément à l'article 29 de la Loi KEXIM (pièce n° 10 des CE) et à l'article 17-10 du Décret KEXIM, la KEXIM a établi les normes et procédures régissant la conduite des activités (dont l'une est le manuel d'exploitation présenté dans le cadre du processus au titre de l'Annexe V en tant que pièce jointe n° 1.1(9)), qui doivent réduire les risques potentiels liés aux pratiques suivies par la KEXIM dans ses activités quotidiennes.

v) Garantie d'une gestion saine de la KEXIM

L'article 17-5 à 17-9 du Décret KEXIM établit spécifiquement des limitations et des restrictions aux pratiques de la KEXIM afin d'assurer une gestion saine de la KEXIM. Ces limitations et restrictions portent sur des plafonds relatifs à l'octroi de crédits, des restrictions aux activités d'investissement ou à la détention de valeurs et la liquidation d'actifs non commerciaux. Ces limitations et restrictions protègent la KEXIM contre des risques éventuels liés à ses activités. En outre, la KEXIM fait l'objet d'une supervision de la part de la Commission de surveillance financière ("FSC") ainsi que du Ministère des finances et de l'économie, conformément à l'article 39 de la Loi KEXIM et à l'article 17-12 et 17-13 du Décret KEXIM. Le Ministère et la FSC vérifient régulièrement le respect des limitations et restrictions mentionnées ci-dessus par la KEXIM. En outre, celle-ci est tenue de vérifier régulièrement la solidité de ses avoirs financiers et de maintenir un niveau approprié de réserves pour créances douteuses. La KEXIM est aussi tenue de suivre les règles de la FSC concernant le ratio de solvabilité conformément à la définition de la BRI et le ratio actif/passif en devises. Ces limitations, restrictions et prescriptions liées à une gestion saine correspondent et sont semblables à celles qui sont imposées aux autres banques commerciales conformément à la Loi sur les banques. La FSC peut donner à la KEXIM l'ordre de prendre les mesures nécessaires (équivalentes aux "promptes mesures correctives" de la FSC à l'encontre des autres banques commerciales) dans les cas où elle constate que la gestion de la KEXIM n'est pas suffisamment saine du fait qu'elle ne respecte pas les règles de la FSC (*voir* l'article 39 de la Loi KEXIM et l'article 17-13 du Décret KEXIM).

Prescription juridique imposant de mener les activités compte tenu du marché

Comme cela a été indiqué plus haut, la Loi KEXIM, le Décret et les autres règlements internes, qui peuvent être appelés collectivement le régime juridique de la KEXIM, visent à garantir que la KEXIM mène ses activités compte tenu du marché. En d'autres termes, les sauvegardes systémiques, qui sont toutes fondées sur le régime juridique de la KEXIM, donnent à celle-ci l'obligation et la possibilité de mener ses opérations compte tenu du marché. La Corée réaffirme que la KEXIM, depuis sa création, a continuellement réalisé des bénéfices d'exploitation (pour ces bénéfices, veuillez vous référer à la réponse n° 49 de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial).

104. La Corée dit (en réponse à la question n° 53 du Groupe spécial) que l'article 24 de la Loi KEXIM aurait dû être abrogé et qu'en fait "la KEXIM envisageait de proposer que l'article 24 ... soit abrogé ou modifié". Veuillez donner des preuves ou des éléments de preuve (comptes rendus de réunions, par exemple) à l'appui de cette affirmation.

Réponse

La Corée présente la **pièce n° 118 de la Corée** qui prouve que la KEXIM envisageait déjà en 1999/2000 l'abrogation des dispositions de l'article 24 de la Loi KEXIM. Comme la Corée l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 53 du Groupe spécial, la limitation du champ d'activité de la KEXIM avait déjà été éliminée par la modification de l'article 18 de la Loi KEXIM en 1998. Cette modification avait été adoptée afin de tenir compte pleinement et de façon appropriée des réalités du marché financier qui avaient sensiblement changé depuis l'adoption de la Loi KEXIM. Si cette modification autorisait officiellement la KEXIM à participer pleinement au marché financier, même auparavant, la KEXIM avait déjà été active sur le marché alors que d'autres banques commerciales y jouaient un rôle prédominant, créant ainsi une concurrence accrue. Jusqu'ici, ces dispositions n'ont pas été abrogées en raison des lourdes procédures législatives que suppose une telle modification. En pratique, compte tenu de l'article 18 de la Loi KEXIM et du fait qu'aucune restriction n'empêchait la KEXIM d'entrer en concurrence avec d'autres établissements financiers malgré l'article 24, la KEXIM n'a subi aucune contrainte due à la disposition anachronique relative à la "non-concurrence" figurant dans la Loi KEXIM. En outre, la Corée fait observer qu'elle a déjà fourni des éléments de preuve empiriques considérables indiquant l'existence d'une concurrence entre la KEXIM et les autres établissements financiers.

105. Jusqu'à quelle date l'article 24 a-t-il été appliqué et dans quels cas spécifiques? Veuillez expliquer et donner une description complète.

Réponse

Comme cela a déjà été indiqué, après la création de la KEXIM, le marché financier coréen s'est développé et les établissements financiers commerciaux ont commencé à fournir les services de financement spécialisés qu'offrait la KEXIM. Il en a résulté une concurrence avec les autres établissements financiers dans la quasi-totalité des secteurs des services financiers de la KEXIM (pour les types de services financiers de la KEXIM, veuillez vous référer à la réponse de la Corée à la question n° 53 du Groupe spécial). La Corée réaffirme qu'aucune des dispositions pertinentes de la Loi KEXIM ne vise à empêcher les autres établissements financiers de participer à la fourniture des services financiers proposés par la KEXIM ni, inversement, à contraindre la KEXIM à sortir du marché dès que d'autres établissements financiers y entrent. Comme cela a été indiqué, en ce qui concerne les APRG, la KEXIM ne détenait qu'une petite fraction de ce marché (moins de 20 pour cent) avant la crise financière asiatique, ce qui montre qu'il y avait une forte concurrence sur ce marché. La quasi-totalité des établissements financiers fournit des crédits pour investissement à l'étranger depuis que les restrictions concernant les opérations en devises ont été supprimées à la fin

des années 90. La KEXIM est aussi entrée en concurrence avec les autres établissements financiers dans le domaine du crédit à l'importation. Ayant fourni de tels services financiers, la KEXIM n'a jamais été sanctionnée par les autorités de surveillance ni attaquée par d'autres établissements financiers commerciaux invoquant l'existence de l'article 24 de la Loi KEXIM.

106. Au paragraphe 45 de la deuxième déclaration orale de la Corée, celle-ci fait valoir que si les prêts sont fournis à des conditions commerciales, l'organisme de prêt n'est pas un organisme public. Ce raisonnement s'appliquerait-il dans le cas où le Ministère des finances a pour pratique générale d'accorder des prêts sur une base commerciale? En d'autres termes, cela signifierait-il que le Ministère des finances est un organisme privé (ou en tout état de cause n'est pas un organisme public)? L'analyse serait-elle la même si un jour, exceptionnellement, le Ministre des finances donnait pour instruction à ses employés d'accorder un prêt à la société d'un de ses amis au tiers du taux du marché? Ce prêt constituerait-il une contribution financière? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?

Réponse

La Corée a indiqué au paragraphe 24 de sa déclaration orale qu'elle estimait qu'il y avait trois catégories distinctes: 1) les organes gouvernementaux; 2) les organismes publics; et 3) les organismes privés. Elle a cité le Ministère des finances comme exemple d'organe gouvernemental qui serait inclus dans la catégorie 1). En revanche, en ce qui concerne les entités paraétatiques qui ne sont pas des organes gouvernementaux, conformément aux dispositions conventionnelles ainsi qu'aux indications en matière d'interprétation données par les Articles sur la responsabilité de l'État et commentaires, elles ne sont pas considérées *prima facie* comme agissant dans l'exercice du pouvoir gouvernemental.

Le paragraphe 45 ne faisait pas référence à un organe gouvernemental mais à une situation dans laquelle intervenait une entité paraétatique ou appartenant à l'État. Les CE n'ont jamais allégué que l'une quelconque des banques en question était un organe gouvernemental mais seulement qu'il s'agissait d'organismes publics. Ainsi, la deuxième moitié de la question ne s'applique pas réellement dans le contexte du Ministère des finances. D'un autre côté, si une entité paraétatique exécutait un programme commercial (et par conséquent n'était pas considérée comme un organisme public), le type d'intervention mentionné dans la question pourrait constituer, selon les faits, une charge confiée à l'entité paraétatique en tant qu'organisme privé. Comme la Corée l'a indiqué aux paragraphes 43 et 44, le texte de l'Accord ne présente aucune lacune; la différence tient au type de preuve qu'il faut présenter selon qu'il s'agit d'un organisme privé ou d'un organisme public. L'absence totale d'éléments de preuve concernant une action de charger ou d'ordonner a contraint les CE de tenter d'élaborer une définition nouvelle et de très large portée d'un "organisme public".

107. Au paragraphe 56 de la deuxième déclaration orale de la Corée, celle-ci déclare que le financement dit des "guichets commerciaux" n'entre pas dans le champ d'application de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation de l'OCDE. La Corée fait-elle valoir par là qu'un tel financement n'entre pas dans le champ d'application de l'Accord SMC? Dans l'affirmative, est-ce parce que la Corée estime qu'un tel financement ne constitue pas une contribution financière? Veuillez expliquer votre raisonnement.

Réponse

La description donnée par le Groupe spécial des observations faites par la Corée au paragraphe 56 est peut-être un peu trop catégorique. La Corée a utilisé à dessein une construction grammaticale passive: "Ces activités sont considérées comme des activités commerciales fondées sur le marché, entrant en concurrence avec celles d'autres banques". Cette construction a été utilisée parce que, en raison du manque de communication de renseignements, ce qui est inclus dans la notion

de "guichets commerciaux" fait intervenir une certaine part d'autodéfinition. Toutefois, quoi qu'il y soit inclus en pratique, la Corée estime que cette notion établit une distinction valable.

Pour répondre à la question du Groupe spécial, il faut une fois encore se référer aux différentes catégories d'entités mentionnées dans la réponse à la question précédente. Par conséquent, si un organe gouvernemental offre le financement, celui-ci peut être une subvention selon qu'il y a ou non un avantage. D'un autre côté, si le financement est offert dans le cadre d'un *programme commercial* par une entité paraétatique, on peut présumer qu'il n'est pas "gouvernemental" et ne serait donc pas considéré comme une contribution financière des pouvoirs publics à moins qu'il ne soit spécifiquement démontré qu'il s'agit bien d'une telle contribution. Il y a ici deux points à noter. Premièrement, la question de savoir s'il s'agit ou non d'un programme commercial est un point qu'il appartient au plaignant d'établir initialement. Alléguer simplement que le programme n'est pas commercial parce que l'entité appartient à l'État, comme le font les CE, revient à fondre deux étapes analytiques distinctes en une seule. Deuxièmement, comme cela a aussi été indiqué, même si le programme global est exécuté sur une base commerciale et, par conséquent, l'entité n'est pas considérée comme un organisme public aux fins d'un différend, le plaignant a toujours la possibilité de démontrer qu'il y avait action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics dans un cas particulier. Naturellement, les CE ont été incapables de le faire (parce que les éléments de preuve n'existent pas), raison pour laquelle elles s'efforcent de construire toute leur thèse sur le fait de l'appartenance à l'État.

B. SUBVENTIONS ANTÉRIEURES

108. La Corée a présenté différentes observations au sujet des allégations des CE concernant les subventions dites "antérieures". En particulier, elle a fait référence à cette question dans sa réponse à la question n° 83 du Groupe spécial et aux paragraphes 62, 63 et 93 de sa deuxième déclaration orale. Nous croyons comprendre que la Corée ne demande pas de décision selon laquelle il est interdit aux CE de contester des subventions "antérieures". Cela est-il correct? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse

Il est correct de dire que la Corée ne présente pas d'argument général selon lequel les CE ne peuvent pas en principe contester des subventions antérieures alléguées. Toutefois, pour être clair, cette question présente deux aspects différents selon que l'on fait référence à la Partie II ou à la Partie III de l'*Accord SMC*. Les allégations de subventionnement prohibé sont beaucoup plus de la nature des affaires "types" de règlement des différends portées devant le GATT/l'OMC, dans lesquelles il est généralement considéré que le plaignant a un droit général de demander une décision concernant l'imposition d'une mesure par un autre Membre qu'il juge incompatible avec les obligations conventionnelles de cet autre Membre. Il peut naturellement arriver qu'une telle décision ne présente qu'un intérêt historique si, en fait, le défendeur ne met plus en œuvre les mesures qui sont incompatibles avec ses obligations. Cela serait le cas s'il n'y avait plus d'avantages conférés au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*. Naturellement, il se pose la question de savoir quel serait le sens d'une telle décision ou recommandation de l'ORD, tendant à ce qu'un Membre retire la subvention, comme il est demandé à l'article 4.7, si en fait il n'y a plus de subvention. Compte tenu de ce point, le Groupe spécial doit se demander, vu l'ensemble du contexte de la Partie II de l'*Accord SMC*, s'il considère qu'il y a effectivement des subventions prohibées qui sont accordées actuellement.

Au sujet des allégations d'effets défavorables formulées au titre de la Partie III, le Groupe spécial doit reconnaître le caractère *sui generis* de son examen à cet égard. Dans aucun autre domaine du règlement des différends de l'OMC, un plaignant ne doit démontrer qu'une mesure a causé des effets défavorables. En d'autres termes, les subventions sont jugées illégales seulement si elles causent des effets défavorables. En outre, l'article 7.8 dispose qu'elles sont illégales uniquement *dans la limite* d'un tel effet défavorable. Ainsi, il existe la situation exceptionnelle d'une mesure qui est

seulement "partiellement" incompatible avec les obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC. On peut supposer qu'en déterminant si les subventions alléguées en question ont causé des effets défavorables, un groupe spécial examinera l'existence de tels effets allégués pendant un certain laps de temps. Il est évident que dans tout examen du type de ceux qui portent sur l'existence d'un dommage, la période la plus récente est la plus pertinente. Ainsi, la valeur probante d'éléments de preuve indiquant un subventionnement pendant des périodes plus anciennes est très douteuse si les éléments de preuve montrent qu'il n'y a pas eu de subventionnement ni d'effets défavorables pendant la période la plus récente. Ainsi, la question ne concerne pas l'existence d'un obstacle juridique empêchant l'examen de périodes plus anciennes; elle concerne plutôt la pertinence et la valeur probante de tels éléments de preuve. Compte tenu des prescriptions imposant une démonstration d'effets défavorables effectifs et étant donné que les subventions ne sont illégales que dans la limite des effets causés, un groupe spécial devrait expliquer en détail pourquoi il estime qu'une subvention ne causant plus d'effets défavorables pourrait donner lieu à une action. Ainsi, la Corée ne dit pas que les éléments de preuve concernant une période passée ne sont pas pertinents pour analyser les tendances qui ont conduit aux effets défavorables actuels; ils peuvent avoir une incidence sur l'analyse globale. Toutefois, dans le cas où les éléments de preuve montrent que de tels effets défavorables ne sont plus causés ou qu'il n'y a plus de subvention, on voit mal sur quelle base s'appuierait une telle détermination.

C. APRG/PSL

109. La Corée fait valoir, au paragraphe 80 de sa deuxième déclaration orale, que les fournisseurs étrangers d'APRG incluent une marge pour risque propre au pays dans le cas des APRG accordées aux chantiers navals coréens, ce qui explique que les taux pratiqués par les fournisseurs étrangers d'APRG soient plus élevés que ceux qui sont pratiqués par la KEXIM. La KEXIM n'aurait-elle pas dû appliquer une marge semblable ou n'aurait-elle pas dû tenir compte d'une autre façon du facteur risque que comportait l'investissement en Corée? Veuillez expliquer. Pourquoi les fournisseurs étrangers d'APRG, y compris ceux qui sont basés en Corée (voir la pièce n° 87 de la Corée, page 5, qui indique que les banques étrangères A et B accordent toutes deux des APRG par l'intermédiaire de leurs succursales coréennes) prendraient-ils davantage de risques en investissant en Corée que les banques coréennes?

Réponse

Comme cela a été indiqué en détail dans les pièces n° 84 à 87 de la Corée et mentionné par la Corée à la deuxième réunion de fond, la prime de risque pays (ou la marge pour risque pays) doit être appliquée aux transactions financières entre sociétés établies dans différents pays. En général, le terme "risque pays" désigne le risque que la situation et les événements économiques, sociaux et politiques dans un pays étranger puissent avoir des incidences défavorables sur les intérêts financiers d'un établissement. Sur les marchés financiers, le facteur risque pays n'est pas considéré comme s'appliquant aux risques liés aux transactions entre parties établies dans le même pays. En pareil cas, les prêteurs ou les bailleurs de fonds s'intéressent plutôt aux risques de crédit généraux associés à l'autre partie.

Pour aider le Groupe spécial à mieux comprendre et à des fins d'illustration, la Corée présente les éléments du risque pays recensés dans l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (*voir* l'article 24 a) de l'Arrangement de l'OCDE). Ces éléments sont les suivants:

- un moratoire général des remboursements décrété par le gouvernement du pays de l'acheteur/de l'emprunteur/du garant ou par l'organisme national par l'intermédiaire duquel le remboursement est effectué;

- des événements politiques et/ou des difficultés économiques survenant hors du pays du participant auteur de la notification ou des mesures législatives/administratives prises hors du pays du participant auteur de la notification et qui empêchent ou retardent le transfert de fonds effectué en vertu du crédit;

- des dispositions légales adoptées dans le pays de l'acheteur/de l'emprunteur spécifiant que les remboursements effectués en monnaie locale valent acquittement de la dette, bien que, par suite de fluctuations des taux de change, ces remboursements, une fois convertis dans la monnaie du crédit, ne correspondent plus au montant de la dette à la date du transfert des fonds;

- toute autre mesure ou décision du gouvernement d'un pays étranger qui empêche le remboursement en vertu d'un crédit; et

- des cas de force majeure survenant hors du pays du participant auteur de la notification, à savoir conflits armés (y compris guerres civiles), expropriations, révolutions, émeutes, troubles civils, cyclones, inondations, séismes, éruptions volcaniques, raz de marée et accidents nucléaires.

Quand la KEXIM accorde des APRG à des chantiers navals coréens, les transactions sont effectuées entre parties dans le même pays d'établissement et il n'est donc pas nécessaire que la KEXIM envisage un "risque pays". La KEXIM examine plutôt, comme cela a été expliqué dans la réponse n° 103 ci-dessus, les risques de crédit généraux associés au demandeur en prenant en compte tous les risques pertinents tels que le risque lié à la branche de production, le risque lié aux activités, le risque lié à la gestion, le risque financier et le risque lié aux flux de liquidités futurs associés au demandeur. Contrairement à la KEXIM, après avoir pris en compte les risques habituels, les fournisseurs étrangers d'APRG doivent tenir compte d'un risque d'une dimension différente, c'est-à-dire le risque pays, puisqu'ils sont situés en dehors de la Corée. Malgré le risque additionnel, les fournisseurs étrangers ont accordé des APRG aux chantiers navals coréens quand ils ont été invités à le faire par les acheteurs et ont, en fait, obtenu des primes de garantie élevées.

En outre, les succursales coréennes de fournisseurs étrangers d'APRG ont besoin de prendre en considération un tel risque pays car ce sont les fournisseurs étrangers eux-mêmes, et non leurs succursales, qui auront l'obligation juridique ultime (comme cela ressort clairement de l'application de la loi) de rembourser le paiement anticipé à l'acheteur des navires en cas de défaut contractuel d'un constructeur naval coréen. En conséquence, les risques pays ont été pris en compte dans les primes fixées pour les garanties accordées par des succursales coréennes de fournisseurs étrangers d'APRG.

110. Veuillez commenter l'affirmation des CE (figurant au paragraphe 107 de leur deuxième communication écrite) selon laquelle la Corée n'a pas indiqué en détail les taux de cinq des APRG accordées pour Samsung par des banques commerciales en 1997.

Réponse

La Corée a fourni les meilleurs renseignements disponibles au moment de la procédure au titre de l'Annexe V. Elle fait observer que le gouvernement coréen ne disposait pas d'une grande partie des renseignements demandés dans le cadre de cette procédure ou ultérieurement. Après vérification auprès de Samsung, la Corée croit comprendre que les taux des cinq APRG mentionnées par les CE n'étaient pas disponibles étant donné que le délai de conservation requis pour les documents pertinents était venu à expiration. Dans le cas où les renseignements concernant certaines des APRG accordées en 1997 étaient encore disponibles, ces renseignements ont été communiqués.

111. En réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, la Corée a présenté certains documents concernant des caviardages. Quelle est la raison de ces caviardages?

Réponse

Dans la question n° 72, le Groupe spécial a demandé à la Corée de communiquer les documents internes concernant un certain projet spécifiquement indiqué par le Groupe spécial. Étant donné que le document original (dont une version caviardée a été présentée par la Corée en tant que pièce n° 60 de la Corée) contenait des renseignements concernant d'autres projets (qui n'avaient pas été demandés par le Groupe spécial) et qui étaient par nature des renseignements commerciaux confidentiels, la Corée a supprimé les renseignements qui ne concernaient pas le projet indiqué par le Groupe spécial.

112. Des APRG ont-elles été accordées à des chantiers navals coréens par des établissements financiers indépendants après le 28 mai 2001? Dans l'affirmative, pourquoi n'ont-elles pas été incluses dans la réponse de la Corée au questionnaire envoyé par le facilitateur dans le cadre de la procédure au titre de l'Annexe V?

Réponse

La Corée voudrait faire observer qu'elle considère que la KEXIM est un "établissement financier indépendant".

Néanmoins, elle confirme qu'elle a fourni, dans les pièces jointes n° 1.2(31)-1 à 1.2(31)-8 annexées aux documents communiqués pendant le processus au titre de l'Annexe V, tous les renseignements concernant les APRG accordées par des établissements financiers coréens (à l'exception de certains renseignements concernant des APRG étrangères) aux chantiers navals coréens jusqu'au moment où la procédure au titre de l'Annexe V a commencé. Les renseignements concernant les APRG accordées après le 28 mai 2001 y ont aussi été inclus. Veuillez vous référer aux pièces jointes n° 1.2(31)-1 à 1.2(31)-8 (pièce n° 24 des CE) pour ce qui est des renseignements concernant ces APRG.

113. À propos de la réponse de la Corée à la question n° 71 du Groupe spécial, veuillez donner des éléments de preuve à l'appui de l'affirmation de la Corée selon laquelle les taux appliqués par la Banque Kookmin et la Banque Woori pour les APRG accordées à Samsung étaient de [RCC: omis dans la version publique] au lieu de [RCC: omis dans la version publique].

Réponse

La Corée confirme que les taux appliqués par la Banque Kookmin et la Banque Woori pour les APRG accordées à Samsung étaient de **[RCC: omis dans la version publique]**. La déclaration précédente de la Corée qui ne concordait pas avec ces renseignements résulte d'une erreur matérielle commise par la société quand elle a préparé sa réponse. La Corée regrette toute confusion que cela a pu causer.

114. En ce qui concerne la pièce n° 99 de la Corée, pourquoi la KEXIM a-t-elle continué d'appliquer la même marge pour les crédits après le début des difficultés financières de DSME?

Réponse

Comme cela a été précisé à la deuxième réunion de fond, la Corée n'a pas, et ne pouvait pas, approuver le point de repère proposé par les CE dans la pièce n° 125 des CE ou dans la pièce jointe n° 9 des CE. La Corée a simplement présenté les pièces n° 93 à 100 de la Corée i) pour montrer qu'il y avait des erreurs essentielles dans les calculs des CE dues au fait qu'elles ne comprenaient pas la structure des taux d'intérêt des PSL de la KEXIM et ii) pour montrer qu'il n'existait aucun avantage

même en suivant la méthode hypothétique et inexacte des CE. Ainsi, la pièce n° 99 de la Corée constitue la base d'un argument présenté à titre subsidiaire et de caractère hypothétique fondé sur diverses suppositions, ne correspondant pas à des transactions effectives. En particulier, elle a été établie afin de montrer que même si DSME avait la pire cote de crédit pendant la période de la renégociation de la dette, aucun avantage n'a été accordé.

Comme le montre la pièce n° 92 de la Corée, DSME avait obtenu de la KEXIM la cote P5 pendant la période de la renégociation de la dette, alors qu'elle se trouvait dans la pire situation financière. Donc, bien que la KEXIM n'ait pas appliqué son système de cotation actuel avant la crise financière asiatique et la renégociation de la dette de DSME, on peut logiquement supposer que la cote de crédit de DSME avant la renégociation de la dette aurait été meilleure que celle qu'elle a obtenue pendant qu'elle faisait l'objet du processus de renégociation de la dette. Cela peut être étayé par le fait que la cote de crédit de DSME a été ajustée à la hausse pour passer à P4 juste après l'aboutissement du processus de renégociation de la dette (*voir* la pièce n° 92 de la Corée). Cependant, la pièce n° 99 de la Corée a été présentée pour montrer que pendant toute la période indiquée par les CE dans la pièce n° 125 des CE, aucun avantage n'a été accordé à DSME. Et, naturellement, si la cote de crédit la plus élevée devait être appliquée dans la pièce n° 99 de la Corée pour la période précédant la renégociation de la dette, il apparaîtrait que les marges d'avantage négatives seraient encore plus grandes.

D. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

115. Veuillez commenter le paragraphe 259 de la deuxième communication écrite des CE, concernant le sort des actions de Daedong détenues par M. Do-Sang Lee [69 pour cent du capital]. Conformément à quelles dispositions juridiques l'annulation complète de la participation de M. Lee au capital a-t-elle eu lieu? Veuillez donner une explication complète.

Réponse

Dans le contexte de la "réorganisation d'entreprises" (administration judiciaire) prévue par le droit coréen, le sort des actionnaires de la société visée est régi par la Loi sur la réorganisation d'entreprises (*voir* la pièce n° 43 des CE). L'article 221 3) et 4) de la Loi sur la réorganisation d'entreprises dispose ce qui suit:

> 3) Dans les cas où le total du passif de la société au moment du début de la procédure de restructuration dépasse le total de son actif, la réduction du capital sera prévue [dans le plan de réorganisation] à des conditions telles que la moitié au moins des actions émises de la société seront annulées.
>
> 4) Dans les cas où le début de la procédure de réorganisation a été causé par des actes dont les directeurs ou équivalents, ou les administrateurs de la société visée sont en grande partie responsables, la réduction du capital sera prévue [dans le plan de réorganisation] à des conditions telles que les deux tiers au moins des actions détenues par un actionnaire qui a exercé une influence considérable sur de tels actes, les membres de sa famille et les autres actionnaires qui ont un lien particulier avec lui comme cela est exposé dans le règlement de la Cour suprême, seront annulées.[5]

Comme cela est clairement indiqué dans les dispositions citées ci-dessus, les seuils correspondant à la "moitié" et aux "deux tiers" qui y sont mentionnés constituent un niveau minimal

[5] Cette traduction est plus exacte. La traduction non officielle de la Loi sur la réorganisation d'entreprises présentée par les CE au Groupe spécial en tant que pièce n° 43 des CE n'est pas entièrement exacte. À des fins de vérifications, la Corée présente la version coréenne de l'article 221 de la Loi dans la **pièce n° 119 de la Corée**.

pour l'annulation des actions. Par conséquent, l'article 221 de la Loi sur la réorganisation d'entreprises exige que le plan de réorganisation prévoie une annulation des actions qui ne devrait pas être inférieure à ces niveaux mais qui peut même correspondre à l'annulation complète des actions. Sur la base de ces prescriptions juridiques, les tribunaux des faillites ont dans la plupart des cas annulé complètement les actions détenues par un actionnaire majoritaire, en particulier quand les actions n'avaient pas de valeur du fait de l'insolvabilité.

Dans le cas de Daedong, il a été déterminé que le total de son passif dépassait le total de son actif (pièce n° 78 des CE, plan final de réorganisation d'entreprise pour Daedong, pièce jointe n° 1, bilan). Par conséquent, le curateur était tenu par la loi d'annuler 50 pour cent au moins des actions. Il a donc proposé un plan de réorganisation selon lequel les actions détenues par la totalité des actionnaires de Daedong, sauf M. Do-Sang Lee, étaient réduites de 80 pour cent (c'est-à-dire ratio de 5:1). En outre, les actions de M. Do-Sang Lee, qui, en tant qu'actionnaire principal, avait exercé une influence considérable sur les actes des directeurs et des administrateurs, devaient, conformément à la Loi sur la réorganisation d'entreprises, être réduites des deux tiers au moins. Enfin, compte tenu du fait que les actions de Daedong n'avaient aucune valeur et que M. Lee était pleinement responsable de la faillite de Daedong, le curateur a proposé l'annulation complète des actions de M. Lee. Toutefois, c'est finalement M. Lee qui a choisi d'accepter cette proposition. La Corée estime que les observations hautement personnelles et désobligeantes concernant les motivations de M. Lee sont regrettables.

116. La Corée affirme que l'article 45-2 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés ne constitue pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage. Toutefois, selon un article paru dans la presse et reproduit dans la pièce n° 136 des CE, un représentant de Daewoo a déclaré que celle-ci bénéficierait d'une "exemption fiscale de 236 milliards de won au total". Veuillez commenter et expliquer comment une exemption fiscale de 236 milliards de won n'est pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage.

Réponse

Conformément à l'*Accord SMC*, il appartient aux CE de prouver spécifiquement quelles étaient les recettes publiques normalement exigibles et comment ces recettes ont été abandonnées ou n'ont pas été perçues (article 1.1 a) 1) ii)). Les CE ne se sont pas acquittées de cette charge de la preuve. En outre, il apparaît qu'elles ne comprennent toujours pas bien le système fiscal coréen. En conséquence, la Corée ne peut toujours pas déterminer spécifiquement sur quoi portent les allégations des CE au sujet des concessions fiscales.

L'article paru dans la presse et reproduit dans la pièce n° 136 des CE, qui citait la déclaration alléguée d'un représentant de Daewoo, ne contient aucune indication au sujet des types de taxes visées, des dispositions applicables des lois fiscales, des taux d'imposition, des calculs du montant des taxes visées, de la façon dont elles ont été abandonnées, etc. Vu la complexité et les aspects techniques des questions fiscales, aucun groupe spécial ne formulerait une constatation positive de l'existence d'une contribution financière et d'un avantage sur la base d'un article de journal aussi fortement sujet à caution. En outre, le montant de 236 milliards de won qu'aurait mentionné un représentant de Daewoo ne permet pas de faire de distinction entre la part de ce montant total qui est imputable à DSME et les parts qui sont imputables à la société de construction de machines et à la société DHI restante. En résumé, les CE n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une concession fiscale, comme l'exige l'article 1.1 a) 1) ii) de l'*Accord SMC*.

Dans ces conditions, la Corée se trouve dans une situation délicate quand le Groupe spécial lui demande d'"expliquer comment une exemption fiscale de 236 milliards de won n'est pas un abandon de recettes et n'a pas conféré un avantage". Cette question suppose qu'il y a eu une exemption fiscale de 236 milliards de won mais la Corée conteste que les CE aient jamais établi l'existence d'une exemption fiscale de 236 milliards de won. Tant que les CE ne commencent pas par

expliquer comment le montant de 236 milliards de won, ou quel que soit ce montant, a été calculé et en application de quelles dispositions des lois fiscales, il est impossible à la Corée d'expliquer comment ce montant ne constitue pas des recettes abandonnées. Cependant, la Corée voudrait répondre à la demande du Groupe spécial en donnant des explications complémentaires sur la question fiscale, tout en réservant à nouveau ses droits en ce qui concerne la charge de la preuve.

Tout d'abord, la Corée renvoie le Groupe spécial aux paragraphes 221 et 222 de la deuxième communication écrite des CE, dans laquelle celles-ci indiquent clairement que leur "allégation centrale" était les "exemptions fiscales temporaires" accordées conformément à l'article 45-2 de la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux ("Loi STTCL") qui accordait des incitations fiscales conformément à l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés. Il apparaît que les CE estiment que la pièce n° 136 des CE contient des éléments de preuve indiquant l'ampleur des incitations fiscales au titre de l'article 46 mentionné ci-dessus de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés qui ont été "accordées" conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL.

Cependant, comme la Corée l'a expliqué à de nombreuses reprises (voir par exemple les paragraphes 206 à 208 de sa déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial), le régime fiscal spécial prévu à l'article 46 s'applique uniquement quand les actifs d'une société-rejeton ont été "revalorisés" à la suite de la "valorisation" effectuée au moment de la cession d'actifs. Dans le cas de la renégociation de la dette de DHI, les actifs de la société DHI originale ont été cédés à DSME et à la société de construction de machines à leur valeur comptable (c'est-à-dire sans "valorisation" de ces actifs). Par conséquent, DSME n'a pu obtenir d'incitations fiscales au titre de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, telles qu'elles étaient accordées conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL.

Le fait que les actifs de DHI ont été transférés à leur valeur comptable aux sociétés-rejetons est clairement démontré par la **pièce n° 120 de la Corée** (rapport Anjin 1999 sur la renégociation de la dette, extraits, Appendice 10), ainsi que la pièce n° 55 des CE (plan de renégociation de la dette de DHI), Appendice D-11 (bilan) et la pièce n° 56 des CE (structure de la cession d'actifs). D'ailleurs, les CE n'ont jamais contesté ce fait.

Par conséquent, contrairement à ce qu'allèguent les CE, aucune exemption fiscale n'a été accordée à DSME conformément à l'article 45-2 de la Loi STTCL et à l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés. Ainsi, l'"allégation centrale" des CE est sans fondement et la déclaration sujette à caution d'un représentant de Daewoo reproduite dans la pièce n° 136 des CE ne peut rien prouver car ce que les CE se proposent de prouver sur la base de rumeurs ne peut pas "juridiquement" avoir de sens. Pour qu'il ne subsiste aucun doute, la Corée présente le texte de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés (à la fois le texte original coréen et la traduction en anglais) en tant que **pièce n° 121 de la Corée**.

Dans cette situation, on peut se demander si le représentant de Daewoo a réellement pu avoir fait la déclaration au sujet de ces 236 milliards de won telle qu'elle a été reproduite par le journaliste ou si le journaliste a mal compris. Si un représentant de Daewoo a réellement fait cette déclaration, il est très probable qu'il a mal compris les faits et la législation fiscale applicable. Une autre possibilité plausible est que le représentant de Daewoo ait fait référence à un type d'incitation fiscale totalement différent. Il a pu par exemple vouloir parler de la "taxe additionnelle spéciale" qui aurait pu être prélevée si le transfert de certains actifs de DHI aux sociétés-rejetons avait donné lieu à des gains. Toutefois, cette taxe aurait dû être versée par DHI (restant après la cession d'actifs) conformément à l'article 99 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés.

Avant le 31 décembre 2001, la Loi relative à l'impôt sur les sociétés disposait que, si une société réalisait des plus-values résultant du transfert de certains actifs (par exemple terrain, bâtiments et autres droits de propriété sur des biens immobiliers), cette société était tenue de payer, outre l'impôt ordinaire sur les bénéfices, une taxe dite "taxe additionnelle spéciale" au taux de 16,5 pour cent de la

plus-value ainsi réalisée (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, articles 2 et 99 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés). Aux fins de cette taxe, la "plus-value" désignait le prix de transfert des actifs visés minoré de leur prix d'acquisition initiale et des coûts d'acquisition. Dans le contexte de la cession d'actifs de DHI, celle-ci aurait pu être tenue de payer un montant substantiel au titre de cette taxe additionnelle spéciale si une plus-value avait été réalisée à l'occasion du transfert d'actifs à DSME et à la société de construction de machines. Même si les actifs ont été transférés à leur valeur comptable, cette valeur comptable aurait pu être supérieure aux prix et aux coûts d'acquisition du fait, notamment, d'une revalorisation effectuée avant la cession d'actifs conformément à la Loi sur la revalorisation des actifs.

Là encore, il est à noter que c'est la société ayant transféré les actifs assujettis à la taxe additionnelle spéciale (c'est-à-dire la société DHI restante) qui devait verser cette taxe. Toutefois, en vertu d'une disposition spéciale de l'article 99 11) de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, le versement de la taxe additionnelle spéciale par la société ayant effectué le transfert pouvait être retardé si le transfert des actifs avait eu lieu dans le cadre, parmi d'autres choses, d'une cession d'actifs répondant aux prescriptions de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, article 99 11). Dans le cas de sociétés en cours de restructuration, un problème s'est posé sur le plan technique du fait que les parts d'actions n'étaient pas exactement égales en raison des règles normales de répartition des actions appliquées dans de telles situations. Si une disposition telle que l'article 45-2 avait été incluse dans la Loi STTCL, ce qui aurait conduit à considérer une cession d'actifs réalisée sur la base de parts d'actions inégales comme satisfaisant aux prescriptions de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés, la société DHI restante aurait pu bénéficier d'un report pour le paiement de la taxe additionnelle spéciale (mais non d'une exemption de cette taxe) conformément à l'article 99 11) de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés et n'aurait pas eu à payer cette taxe immédiatement après la cession d'actifs.

Toutefois, conformément à une législation ultérieure, la "taxe additionnelle spéciale" a été supprimée à compter du 1er janvier 2002 (*voir* la **pièce n° 121 de la Corée**, Loi n° 6558 du 31 décembre 2001). En conséquence, toute obligation de payer la taxe additionnelle spéciale incombant à la société DHI restante (les dispositions concernaient uniquement la société ayant effectué le transfert et non celle qui l'avait reçu comme DSME) a été totalement éteinte.[6] La taxe additionnelle spéciale a été supprimée essentiellement parce qu'elle était controversée car elle créait un système de double imposition du fait qu'elle s'ajoutait à l'impôt ordinaire sur les bénéfices qui aurait aussi été perçu sur les mêmes plus-values que celles qui étaient assujetties à la taxe additionnelle spéciale.

117. La Corée fait valoir que la renégociation de la dette de Daewoo a été intéressante à la fois pour les créanciers nationaux et étrangers et que le fait que les créanciers étrangers ont pris des bons de souscription indique qu'ils ont approuvé cette renégociation. Les créanciers étrangers auraient-ils pu empêcher la renégociation? Puisqu'ils ne détenaient que [RCC: omis dans la version publique] pour cent de la dette, ont-ils jamais été en position d'imposer une liquidation/la désignation d'un administrateur judiciaire? Veuillez expliquer.

Réponse

Selon la législation coréenne, les créanciers étrangers pouvaient faire obstacle à la renégociation de la dette de DHI en déposant une demande de procédure de faillite classique. La Loi coréenne sur les faillites autorise "tout créancier" (quel que soit le pourcentage de la dette qu'il détienne par rapport à la dette totale) à déposer une demande de faillite quand il y a une cause de faillite (*voir* la **pièce n° 122 de la Corée**, article 122 1)). Une cause de faillite existe quand le

[6] La Corée fait aussi observer que cela a été généralement applicable à toutes les sociétés coréennes ayant engagé une quelconque transaction de "transfert d'actifs" car la "taxe additionnelle spéciale" elle-même a été supprimée dans sa totalité du régime fiscal coréen en vertu de la Loi du 31 décembre 2001.

débiteur n'est pas capable de rembourser ses dettes (article 116) ou que le total de sa dette dépasse le total de ses actifs (article 117). Une fois que le tribunal des faillites a déclaré la faillite, le curateur qu'il a désigné liquide les actifs et distribue le produit de la liquidation aux créanciers.

Au terme d'une enquête au titre de la diligence raisonnable, Arthur Andersen (Anjin) a constaté que, en août 1999, DHI n'était pas capable de payer le total de ses dettes et que les créanciers ne recouvreraient que 28,4 pour cent du total de leurs créances (*voir* la **pièce n° 120 de la Corée**, rapport Arthur Andersen 1999, page 38). Par conséquent, tout créancier étranger pouvait déposer une demande de procédure de faillite contre DHI.

Malgré une demande de procédure de faillite, une procédure d'administration judiciaire peut être engagée. Ainsi, si une demande de procédure d'administration judiciaire (réorganisation d'entreprise) est déposée au sujet d'un débiteur qui fait l'objet d'une procédure de faillite, celle-ci peut être suspendue par une décision judiciaire (pièce n° 43 des CE, Loi sur la réorganisation d'entreprises, article 37). Toutefois, le fait que la société débitrice faisait l'objet d'une procédure de "renégociation de la dette" menée par les créanciers dans le cadre de l'accord sur la restructuration des entreprises ne peut pas interrompre la procédure de faillite.

Dans le cas de DHI, les créanciers étrangers étaient aussi en mesure de demander une administration judiciaire étant donné que le total de leurs créances (**[RCC: omis dans la version publique]**, *voir* la pièce jointe n° 3.1(12) annexée à la réponse de la Corée au titre de l'Annexe V) représentait environ 17 pour cent du total des fonds propres de DHI (**[RCC: omis dans la version publique]**). Conformément à la Loi sur la réorganisation d'entreprises, tout créancier peut demander une réorganisation d'entreprise seulement si ses créances représentent 10 pour cent au moins du "capital" (fonds propres) de la société débitrice, et non du total de la dette (*voir* la pièce n° 43 des CE, Loi sur la réorganisation d'entreprises, article 30 2)).

Naturellement, les créanciers étrangers, détenant moins de 3 pour cent de la dette totale, n'auraient pas pu "forcer" DHI à accepter une administration judiciaire, car c'est le tribunal qui décide en dernière analyse si le débiteur doit être placé sous administration judiciaire et, d'autre part, le plan de réorganisation devait être approuvé par les trois groupes de parties intéressées (c'est-à-dire les quatre cinquièmes des créanciers nantis, les deux tiers des créanciers non nantis et la majorité des actionnaires). Cependant, il est vrai que selon la législation coréenne, si les créanciers étrangers avaient voulu faire obstacle à la procédure de renégociation de la dette de DHI menée par les créanciers, ils auraient pu le faire en déposant simplement une demande de faillite ou d'administration judiciaire.

Toutefois, il est à noter que les créanciers étrangers de DHI étaient tous des créanciers non nantis qui auraient pu ne recouvrer finalement qu'un montant minimal de leurs créances si DHI avait fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'administration judiciaire. Par conséquent, il n'est pas concevable qu'ils aient jamais envisagé de demander une telle procédure aussi défavorable pour eux.

118. D'après le paragraphe 139 de la communication présentée à titre de réfutation par la Corée, "l'article 18 [de la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics] réglemente strictement l'octroi de nouveaux prêts par les banques bénéficiaires. Ainsi, cet article dispose que "si un établissement financier qui reçoit des fonds publics conformément aux dispositions de l'article 17 1) a l'intention d'accorder de nouveaux fonds à une société en difficulté ainsi que cela est prévu par le Décret présidentiel", il aura l'obligation de conclure un accord de restructuration avec cette société". L'article 18 impose-t-il uniquement des restrictions aux établissements financiers financés par des fonds publics qui ont l'intention d'accorder de nouveaux fonds à des sociétés en difficulté? Des restrictions sont-elles aussi imposées si un établissement financier financé par des fonds publics choisit de faire autre chose que d'accorder de nouveaux fonds à des sociétés en difficulté? Si vous répondez par la négative à cette dernière question, veuillez donner un exemple de ce qu'un établissement financier financé par des fonds

publics pourrait faire sans avoir à respecter d'obligations en vertu de la Loi spéciale sur la gestion des fonds publics.

Réponse

L'article 18 a pour objet de réduire au minimum la perte de fonds publics en empêchant les banques recevant des fonds publics d'accorder à profusion de nouveaux prêts à des sociétés qui ne sont pas saines. Cette disposition ne limite pas le pouvoir discrétionnaire des établissements qui ont reçu des fonds publics de décider d'accorder ou non de nouveaux prêts mais s'applique uniquement quand une banque financée par des fonds publics a l'intention d'accorder de nouveaux prêts à des sociétés "en difficulté".

En outre, comme cela est indiqué clairement par les dispositions de l'article 18 lui-même (voir la pièce n° 103 des CE), cette disposition s'applique à telle ou telle activité de prêt d'une banque financée par des fonds publics. En d'autres termes, la restriction s'applique uniquement quand un établissement financier financé par des fonds publics décide d'accorder un nouveau prêt à une société en difficulté dans le cadre d'une transaction entre cette banque particulière et ladite société en tant qu'emprunteur. Par conséquent, l'"accord de restructuration" mentionné à l'article 18 désigne un accord (normalement appelé "mémorandum d'accord") entre la banque prêteuse et la société emprunteuse, selon lequel l'emprunteur en difficulté accepte d'entreprendre des actions de sa propre initiative, par exemple se débarrasser d'actifs ou d'activités inutiles ou réduire les coûts de main-d'œuvre, afin de se montrer plus responsable en ce qui concerne le nouvel emprunt.

À cet égard, les dispositions de l'article 18 ne s'appliquent pas aux cas dans lesquels les banques financées par des fonds publics participent à une procédure de renégociation de la dette ou d'administration judiciaire en tant que membre du conseil des créanciers ou d'un autre groupe de parties intéressées. Dans le contexte d'une telle procédure, les créanciers sont tenus d'agir conformément à une résolution adoptée collectivement par tous les créanciers et aux règles énoncées dans les lois distinctes sur l'insolvabilité ou un accord-cadre (CRA). Par conséquent, il est impossible que l'article 18 soit applicable dans une telle procédure d'insolvabilité.

Enfin, en réponse à la question du Groupe spécial, la Corée confirme que la restriction énoncée à l'article 18 est imposée seulement quand des établissements financiers financés par des fonds publics ont l'intention d'accorder de "nouveaux prêts" à des sociétés en difficulté. Cette restriction ne s'applique pas quand les établissements financiers mènent d'autres activités, par exemple quand une banque financée par des fonds publics a l'intention de recouvrer des prêts existants, la prescription énoncée à l'article 18 ne s'applique pas.

119. Après la cession d'actifs qui a conduit à la création de DSME, que sont devenus la dette et les actifs qu'avait conservés DHI? Qui étaient les créanciers et les propriétaires de DHI après la cession d'actifs et quel pourcentage chacun d'eux détenait-il de la dette totale et du capital (négatif) total, respectivement, de DHI après la cession d'actifs? Comment cette dette et ce capital ont-ils finalement été liquidés? Quelle incidence cela a-t-il pu avoir sur DSME et DMI?

Réponse

1) État de la dette et des actifs conservés par DHI après la cession d'actifs

Après la cession d'actifs d'octobre 2000, DHI a vendu des actifs et recouvré des créances auprès des débiteurs (essentiellement des filiales de Daewoo). Avec le produit de ces ventes et de ces recouvrements de créances, DHI a continuellement remboursé ses dettes à ses créanciers. Le 31 mai 2004, DHI avait remboursé 260 milliards de won aux créanciers.

2) Créanciers et actionnaires de DHI après la cession d'actifs (en décembre 2000)

(Unité: milliers d'actions, milliards de won)

Nom de l'actionnaire*	**Nombre d'actions (pourcentage)**	**Nom des créanciers**	**Montant (pourcentage)**
Daewoo Corporation	68 426 (24,8%)	KAMCO	1 722,3 (39,7%)
KDB	32 254 (11,7%)	KDB	138,8 (3,2%)
Woo Chung Kim	22 814 (8,3%)	Korea First Bank	116,8 (2,7%)
Daewoo Electronics	17,091 (6,2%)	Korea Exchange Bank	182,6 (4,2%)
Daewoo Precision	4 065 (1,5%)	Daehan ITC	120,5 (2,8%)
Grand public**	131 134 (47,5%)	Autres créanciers minoritaires***	2 051,6 (47,4%)
Total	275 784 (100%)	Total (emprunts)	4 332,6 (100%)

* Les actions de DHI ont été négociées en bourse après la cession d'actifs jusqu'au 23 mai 2001. En conséquence, les actionnaires ont changé et les actionnaires actuels comprennent: KDB (1,45 pour cent) et actionnaires du grand public/actionnaires minoritaires (98,55 pour cent).

** Le grand public comprend les nombreux actionnaires minoritaires ne détenant chacun que des fractions d'actions et en tout état de cause pas plus de 1 pour cent du total des actions.

*** Les créanciers minoritaires sont les petits créanciers détenant chacun des créances non remboursées équivalant à moins de 1 pour cent du total des emprunts.

3) Plan concernant la liquidation finale de la dette et du capital de DHI

DHI continuera de rembourser ses dettes jusqu'à la fin de 2004. Ensuite, DHI et ses créanciers examineront la possibilité de demander une procédure de faillite afin de liquider la dette et les actifs restants de DHI.

4) Incidence sur DSME et DHIM (société de construction de machines)

Il n'y a aucune incidence particulière que la liquidation finale de la dette et des actifs de DHI pourrait avoir sur DSME et DHIM.

120. Veuillez commenter l'observation des CE selon laquelle le fait que 210 établissements financiers ont signé l'accord sur la restructuration des entreprises en moins d'une semaine donne à entendre qu'ils ont été incités à le faire par le gouvernement coréen.

Réponse

Le cadre de la réorganisation de la dette n'a pas été créé aussi rapidement que les CE semblent l'indiquer. Dès avril 1998, les banques coréennes ont commencé à étudier un cadre cohérent pour la renégociation de la dette. En même temps, une équipe spéciale a effectué une étude plus approfondie sur le concept fondamental de la renégociation de la dette.

Le 19 juin 1998, le concept fondamental et la structure de l'accord sur la restructuration des entreprises (CRA) en tant qu'accord-cadre pour la renégociation de la dette ont été expliqués à 28 banques et établissements financiers. Entre le 19 et le 24 juin 1998, il y a eu un processus intense de présentation d'observations et de négociation entre les établissements financiers par le biais de leurs associations professionnelles. Le 24 juin 1998, 33 établissements financiers et associations

représentant tous les différents secteurs financiers ont mené les négociations finales et se sont mis d'accord sur le projet final du CRA. Ces représentants ont aussi fixé le 25 juin 1998 comme date d'entrée en vigueur du CRA. Ensuite, le projet final du CRA a été envoyé par l'intermédiaire de leurs associations sectorielles respectives à tous les établissements financiers pour examen et signature. Les établissements financiers ont examiné ce projet et l'ont signé de leur plein gré. En raison de la complexité de cette procédure d'examen et de signature, le rassemblement des versions signées du CRA a demandé un délai considérable, qui s'est prolongé même après la date d'entrée en vigueur du 25 juin 1998. À ce moment, personne ne savait exactement combien d'établissements financiers signeraient le CRA et il est apparu finalement que 210 établissements financiers l'avaient signé. Les procédures de négociation décrites ci-dessus, suivies par les établissements financiers, étaient raisonnables compte tenu de la complexité et de l'urgence de la question. En outre, le CRA était simplement un accord "cadre" qui ne posait en lui-même aucune question de fond sujette à controverse (voir la pièce n° 42 des CE, accord sur la restructuration des entreprises).

Qui plus est, à ce moment, les établissements financiers s'accordaient à penser que, sans un cadre systématique en place pour la renégociation de la dette, la situation des sociétés aux prises avec des difficultés financières s'aggraverait et les établissements financiers créanciers assisteraient à un accroissement rapide du risque potentiel lié aux créances non recouvrables. Par conséquent, négocier rapidement cet accord-cadre sur la renégociation de la dette servait les intérêts communs des établissements financiers. En outre, d'une façon générale, le CRA était une mise en œuvre de l'approche dite de Londres. Cela a fourni une base internationale généralement acceptée qui a fait que les établissements ont été généralement satisfaits du CRA et ont pu centrer leur attention sur les détails de sa mise en œuvre.

121. En ce qui concerne la renégociation de la dette de Daewoo, y a-t-il eu des études commandées par des créanciers au sujet du rapport entre la valeur d'exploitation et la valeur de liquidation de Daewoo, à part le rapport Arthur Andersen? En particulier, y a-t-il eu des études de ce type commandées par des créanciers étrangers? Veuillez fournir des exemplaires de toutes études de ce type qui auraient été commandées par l'un quelconque des créanciers.

Réponse

Pour autant que le gouvernement coréen le sache, à part le rapport Arthur Andersen, il n'y a eu aucune étude commandée par un quelconque créancier (national ou étranger) de DHI.

122. Veuillez commenter l'argument des CE (paragraphe 257 de la première communication écrite des CE) selon lequel les actifs de DSME "auraient aussi dû s'accompagner de 55 pour cent de la valeur nette négative qu'avait conservée" DHI.

Réponse

Les CE n'ont pas indiqué pourquoi elles estimaient que DSME aurait dû prendre 55 pour cent de la valeur nette négative de la société DHI restante. L'argument des CE semble reposer sur leur idée que la structure de la cession d'actifs dans le cadre de laquelle DHI a été divisée en trois sociétés était inappropriée et que DHI aurait dû être scindée en deux sociétés opérationnelles seulement dans les proportions de **[RCC: omis dans la version publique]**, respectivement.

Les plans de renégociation de la dette de DHI avaient été conçus comme un ensemble unique pour assurer un recouvrement maximal des créances sur une base cumulative et il n'est donc pas possible d'analyser la question de l'avantage sur la base d'éléments individuels du plan de renégociation comme si chacun de ces éléments constituait un acte distinct de contribution financière.

En outre, la supposition des CE selon laquelle la cession d'actifs de DHI aurait dû se faire uniquement par scission en deux sociétés ne repose sur aucune base raisonnable. Il n'y a aucune règle

convenue au niveau multilatéral sur l'insolvabilité. Même à l'intérieur des CE, il y a de nombreux modèles. Le seul élément commun consiste à déterminer la meilleure méthode pour assurer un recouvrement maximal de la valeur par les créanciers. Dans son rapport de 1999, Arthur Andersen a établi qu'une scission en trois sociétés était plus avantageuse pour les créanciers qu'une scission en deux sociétés (*voir* la **pièce n° 120 de la Corée**, section VIII.2.2.2, pages 89 et 90). Les CE n'ont pas prouvé qu'une scission en deux sociétés était plus avantageuse pour les créanciers.

En outre, dans le cas de DHI, la valeur nette négative de la société DHI restante résultait des effets à recevoir de Daewoo Motor et Daewoo Corporation qui avaient été inclus dans le bilan de DHI et n'avaient aucun lien direct ou indirect avec la production et la vente de navires de commerce (*voir* le paragraphe 256 de la première communication écrite des CE). Par conséquent, il n'y a aucune base rationnelle permettant d'attribuer la valeur nette négative de la société DHI restante aux opérations de construction navale de DSME.

123. La détermination d'Arthur Andersen/Anjin selon laquelle la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation reposait-elle (tout au moins en partie) sur l'hypothèse de l'adoption de l'article 45-2 de la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux? En d'autres termes, la mesure fiscale de 236 milliards de won a-t-elle été prise en compte par Arthur Andersen/Anjin dans son analyse? Veuillez expliquer.

Réponse

La détermination de la valeur d'exploitation et de la valeur de liquidation établie par Arthur Andersen ne reposait pas sur l'hypothèse de l'adoption de l'article 45-2 de la Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux ("Loi STTCL"). Rien n'indique dans le rapport Arthur Andersen que celui-ci a tenu compte dans son analyse de la fiscalité liée à la cession d'actifs.

E. PRÉJUDICE GRAVE

124. Au sujet des facteurs qui ont une incidence sur les prix des navires, la Corée fait valoir que les taux de fret élevés ne sont pas particulièrement importants actuellement, compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, le marché des navires est "un marché favorable à l'acheteur". Le *Rapport Drewry* de la Corée indique que "le manque de travail ou la surcapacité" sont des déterminants importants du prix: "... les chantiers qui manquent de travail peuvent préférer accepter un prix plus faible plutôt que d'avoir une capacité sous-utilisée". Cette déclaration du consultant de la Corée semble compatible avec l'argument des CE selon lequel une capacité excédentaire (dans la branche de production coréenne, financée par les subventions alléguées) est un facteur clé expliquant l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix qu'elles allèguent. En d'autres termes, les deux parties semblent convenir du fait qu'une capacité excédentaire peut entraîner une baisse des prix. Veuillez commenter ce point spécifique.

(Le Groupe spécial reconnaît que les parties sont en désaccord sur le point de savoir s'il y a une capacité coréenne "excédentaire" et si la restructuration qui a permis de maintenir en activité les chantiers navals coréens a été subventionnée, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de commenter cet aspect.)

Réponse

La Corée estime que les prix de la construction navale résultent d'un certain nombre de facteurs, dont aucun ne détermine à lui seul le niveau des prix des navires. C'est plutôt l'ensemble des facteurs agissant les uns sur les autres qui détermine le niveau des prix. La Corée a constamment fait valoir que pour déterminer si la dépression alléguée des prix ou l'empêchement allégué des hausses de prix était l'effet des subventions alléguées, l'existence et l'effet de tous ces facteurs en combinaison

devaient être pris en compte, faute de quoi on obtient une image faussée ou inexacte de la façon dont le marché de la construction navale évolue sur le plan des prix.

La Corée a indiqué que la capacité était en fait l'un des facteurs qui avait une incidence sur les prix mais maintient que ce n'est que l'un de ces facteurs et qu'il ne peut pas être considéré isolément des autres facteurs lorsqu'il s'agit de savoir pourquoi les prix ont évolué suivant une tendance précise. Aux paragraphes 524 à 527 de sa première communication écrite, la Corée a confirmé que les prix des navires subissaient fortement l'incidence de l'interaction entre l'offre et la demande. Elle a dit que par demande, il fallait entendre la demande/les commandes, y compris les prescriptions en matière de prix formulées par les armateurs compte tenu de la tendance des taux de fret. Du côté de l'offre, la Corée a indiqué que le point de savoir s'il y avait une surcapacité et la façon dont les coûts de production évoluaient étaient les deux principaux facteurs qui avaient une incidence sur le niveau des prix. Toutefois, la Corée a indiqué en outre que d'autres facteurs pouvaient aussi avoir une forte incidence sur le niveau des prix des navires. Ces facteurs ont trait à l'amélioration de la productivité, à l'insuffisance de la charge de travail ou à d'autres facteurs spécifiques à des chantiers navals particuliers, y compris les compétences techniques pour la conception et la construction de certains types de navires, les conditions de paiement, les créneaux disponibles et le délai de livraison.[7] La Corée maintient sa position selon laquelle l'évaluation du lien de causalité est axée sur les faits et tous les facteurs doivent être évalués dans une optique globale au cas par cas.

Cette position ne diffère pas de celle que Drewry a exposée dans la pièce n° 70 de la Corée, section 3.6, où il indique que "[l]es prix sur le marché de la construction navale ont toujours été instables et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs du côté de l'offre et de la demande". Drewry a pris en considération les facteurs suivants:

i) Il a approuvé les facteurs recensés dans le rapport de l'OCDE de mars 2003 intitulé "Évolution récente des prix des navires neufs", c'est-à-dire les carnets de commande dans la construction navale, l'indice des prix des métaux, les taux de fret et les taux de change qui sont examinés.

ii) Il a cependant considéré que l'OCDE ne donnait pas la liste de tous les facteurs pertinents et a indiqué que les facteurs suivants devraient aussi être pris en considération:

- en ce qui concerne les facteurs du côté de l'offre, manque de travail ou surcapacité qui ont pu conduire un chantier à préférer accepter un prix plus faible plutôt que d'avoir une capacité sous-utilisée; et

- en ce qui concerne les facteurs du côté de la demande, taille, date de livraison, conditions de paiement, durée de la construction, vitesse - différences concernant les moteurs et la forme de la coque et manœuvrabilité, renforcement de la coque, par exemple pour opérations dans les glaces, spécification de l'équipement (équipement de marque ou générique), peinture et revêtement, conception novatrice, réglementation (cote et registre maritime), taux de fret.

Les CE elles-mêmes, à la première réunion de fond, ont nié avoir tenu compte uniquement de la capacité pour évaluer l'existence d'un vecteur par le biais duquel les subventions alléguées auraient

[7] Cette approche apparaît aussi dans l'étape 2 de la méthode proposée par la Corée pour déterminer le degré d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix dans sa réponse à la question n° 91 d) du Groupe spécial (aux pages 40 à 42 de ses réponses aux questions du Groupe spécial) et dans sa réponse à la question n° 102 du Groupe spécial (à la page 50 de ses réponses aux questions du Groupe spécial).

pu causer l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix. Les CE ont indiqué, à juste titre selon la Corée, que l'évaluation du lien de causalité devait inclure une approche très diversifiée.

Dans la perspective de ce qui précède, la Corée estime que les CE n'ont pas encore indiqué clairement la façon dont la surcapacité alléguée aurait nécessairement une incidence sur le niveau des prix. Ayant dit elles-mêmes que plusieurs facteurs en rapport avec l'offre et la demande déterminaient les prix des navires de commerce en cause, les CE n'ont cependant pas évalué chacun de ces facteurs ni ses effets sur le niveau des prix et, en conséquence, n'ont pas démontré que les subventions alléguées elles-mêmes avaient pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix du fait de l'existence d'une surcapacité qui ferait office de vecteur. En fait, les CE n'ont pas démontré que les subventions alléguées aux restructurations avaient causé une surcapacité de nature à avoir une incidence sur les prix. Les CE semblent supposer qu'en l'absence des subventions alléguées aux restructurations, les chantiers navals Daewoo, Halla et Daedong auraient disparu. Mais, comme la Corée l'a indiqué, nulle part au monde l'insolvabilité ne conduit *ipso facto* à la dissolution et à la vente à bas prix et encore moins dans les cas en cause, étant donné que les CE elles-mêmes ont signalé qu'il y avait des acquéreurs possibles comme NHI pour les chantiers en question. En outre, les CE elles-mêmes ont montré, dans les pièces jointes n° 2 et 6 annexées à leurs réponses aux questions du Groupe spécial, que pour chacun des types de navires constituant un produit similaire, ces trois chantiers n'occupaient pas une position sur le marché qui leur aurait donné la possibilité de créer une dépression notable des prix ou un empêchement notable des hausses de prix. À cet égard, la Corée renvoie aux paragraphes 251 à 259 de sa deuxième communication écrite.

125. a) La liste des facteurs indiqués dans le *Rapport Drewry* comme étant déterminants pour les prix des navires comprend les taux de fret, la date de livraison/durée de la construction (qui sembleraient liées à la capacité et donc à l'offre et à la demande) et les conditions de paiement (qui sembleraient liées au financement). Drewry ne fait référence à aucune mesure du niveau global de la demande en tant que tel. Veuillez expliquer.

Réponse

Drewry considère que la tendance de la demande pour chaque produit similaire considéré isolément est l'un des facteurs qui contribuent au niveau du prix pertinent du produit considéré. Toutefois, comme cela est indiqué à la section 1.2.2 du rapport Drewry, il ne suffit pas de considérer simplement que le prix variera directement en fonction de la demande car il existe beaucoup d'autres facteurs liés à la demande et à l'offre qui contribuent à déterminer le niveau des prix de tout produit similaire. Dans la section 1.2 de la pièce n° 70 de la Corée, Drewry définit un ensemble de facteurs qui sont considérés comme ayant une incidence sur le prix des navires:

- Facteurs externes (paragraphe 1.2.1)
  - taux de fret
  - taux de change
  - indices des prix des métaux
- Du côté de l'offre (paragraphe 1.2.2)
  - manque de travail ou surcapacité
- Du côté de la demande (paragraphes 1.2.3 et 1.2.1)
  - taille
  - date de livraison

- conditions de paiement
- durée de la construction
- carnet de commandes de la construction navale

- Du côté de la demande – facteurs techniques (paragraphe 1.2.3)

  - vitesse et manœuvrabilité
  - renforcement de la coque
  - spécification de l'équipement
  - peinture et revêtement
  - conception novatrice
  - réglementation: cote et registre maritime

Si l'équilibre global entre l'offre et la demande est, par conséquent, un facteur qui a manifestement une incidence sur les prix dans le secteur de la construction navale, Drewry considère que ce n'est pas le seul facteur ni le facteur dominant. L'application de la simple notion économique de l'équilibre entre l'offre et la demande pose toutefois certains problèmes dans la construction navale, essentiellement:

- difficulté de quantifier la capacité de construction navale (par opposition aux niveaux de production passés);

- le fait que cette capacité n'est pas entièrement consacrée à la construction de navires marchands et peut aussi servir à la construction de navires de guerre, à la réparation et à la conversion de navire et à la construction d'installations offshore en particulier;

- manque d'homogénéité de la demande globale (dû en particulier aux différences dans les types et les tailles de navires);

- manque d'homogénéité de l'offre globale dû à la capacité de construction de différentes tailles de navires dans les installations des chantiers et à l'expérience de ces derniers dans la construction de certains types de navires.

En conséquence, s'il est peut-être possible de classifier la demande en fonction de la taille et du type de navires, l'offre ne peut pas être divisée de façon rigoureuse sur la même base et il y a donc un manque considérable d'homogénéité dans l'équilibre entre l'offre et la demande.

b) Par ailleurs, en discutant des avantages coréens sur le plan des coûts du côté de l'offre, la Corée ne fait pas référence au coût du service de la dette/des intérêts versés. Veuillez expliquer.

Réponse

Les coûts du service de la dette dépendent en général spécifiquement de la situation d'un chantier particulier, en ce qui concerne à la fois la structure du financement des biens d'équipement de ce chantier et ses besoins en matière de fonds de roulement. Il n'est donc pas possible de prendre des indicateurs économiques généraux pour estimer les avantages ou désavantages relatifs des différents chantiers sur le plan des coûts à cet égard. Par exemple, dans les CE, il y a beaucoup de chantiers très anciens dont les dépenses d'équipement sont amorties depuis longtemps et qui ont aussi cessé de verser des intérêts sur la dette liée à ces dépenses. Il est donc probable que les coûts du service de la dette liés aux installations sont les coûts associés à des améliorations et à des modernisations. D'une façon générale, il y a eu un degré moindre de modernisation dans les chantiers des CE mais on peut trouver des exceptions à cette règle dans les chantiers construisant des paquebots et plus

particulièrement dans les chantiers de l'ex-Allemagne de l'Est comme Aker MTW et Kvaerner Warnow Werft. Dans ces chantiers, les modernisations ont été financées par l'État puis, quand les chantiers ont été privatisés, les nouveaux propriétaires ont obtenu les nouvelles installations pour une fraction des dépenses d'investissement – dans cette situation, le niveau de la dette et par conséquent les coûts du service de la dette résultent de circonstances très spécifiques, ce qui ne facilite pas les comparaisons.

Toutefois, le domaine dans lequel la Corée a des avantages significatifs sur le plan des coûts de ce type a trait à l'échelle de sa production. Premièrement, les coûts du service de la dette sont associés à une charge de travail élevée et par conséquent, le coût par unité produite sera plus faible que dans les chantiers plus petits.

Cela est particulièrement vrai dans le cas du financement des installations et de la capacité, les dépenses d'équipement nécessaires pour assurer une capacité de 1 000 tbc étant nettement plus faibles que dans des chantiers de plus petite capacité. La figure 8.1 dans la pièce n° 70 de la Corée donne une indication des différences sur le plan de l'échelle de production entre les chantiers des CE et les chantiers coréens et il ne faut pas oublier que la plupart des entités les plus importantes des CE qui y figurent sont en fait des groupes qui comprennent plus d'un chantier.

L'investissement pour les transporteurs de GNL donne un bon exemple d'économie d'échelle. Comme cela est indiqué dans le rapport KPMG présenté en tant que pièce n° 108 de la Corée, la FMI a évalué que pour couvrir ses dépenses d'investissement pour la construction de transporteurs de GNL, un chantier européen aurait besoin d'une série de trois transporteurs de GNL, mais elle a ensuite modifié ses estimations pour Daewoo, considérant que la récupération devrait être faite sur les navires pour tenir compte du fait que les volumes de production de navires de ce type sont plus élevés dans le chantier coréen. Fin 2002, Daewoo avait en fait reçu des commandes pour 21 transporteurs de GNL de sorte que ses dépenses d'équipement et tout coût du service de la dette associé à ces dépenses sont probablement beaucoup plus faibles que dans tout chantier européen construisant seulement de petites séries.

Pour ce qui est des besoins en matière de fonds de roulement et des coûts du service de la dette qui leur sont associés, on estime que les chantiers coréens ont un avantage par rapport aux chantiers des CE à cet égard car ils disposent d'un flux de liquidité généralement meilleur du fait que les versements contractuels sont davantage concentrés en début de période.

Par conséquent, la Corée soutient que les CE n'ont pas montré que les coûts du service de la dette/des intérêts supportés par les chantiers coréens prétendument subventionnés se sont accrus au cours des années d'une façon telle qu'ils neutralisent la baisse des coûts qui a été montrée dans le rapport Drewry (pièce n° 70 de la Corée). Et en fait, comme cela a été indiqué plus haut, les coûts du service de la dette et les intérêts versés, comme l'a confirmé l'expert des CE, la FMI, ont diminué du fait qu'ils étaient répartis sur un volume de travail plus élevé. Ainsi, la conclusion de Drewry reste valable: la baisse des coûts de production coréens est manifestement supérieure à la baisse des prix des navires considérés.

126. La Corée semble donner à entendre que les chantiers navals se spécialisent dans la production de certains types de navires. Si un chantier naval coréen donné n'a jamais produit, par exemple, de transbordeurs, pourrait-on en conclure que ce chantier naval ne peut pas en produire? Veuillez expliquer.

Réponse

Le fait qu'une branche de production nationale ou un chantier naval précis ne produit pas un type particulier de navire ne signifie pas nécessairement qu'il est matériellement ou techniquement *incapable* de construire ce type de navire. La réalité est qu'il existe une série de facteurs qui imposent

des limitations (matérielles, économiques et techniques) au chantier naval de telle sorte qu'il n'est pas économiquement viable pour le chantier de construire ces navires ou que, aux yeux du client, le chantier n'est pas crédible en tant que constructeur compétent.

Les principaux facteurs imposant des limitations sont les suivants:

- taille du navire – le chantier naval doit avoir des installations de construction suffisamment grandes pour construire le navire en question; cela comprend la hauteur de levage pour les grues et/ou la hauteur libre dans les cales de construction couvertes pour les navires aux superstructures très élevées;

- installations ou compétences spécialisées – pour certains types de navires, il faut des installations spécialisées qui doivent exister dans le chantier naval ou sont parfois fournies par un fournisseur ou un sous-traitant. Les types de navires pour lesquels il est généralement reconnu que de telles installations sont nécessaires comprennent les suivants:

  - navires de croisière: compétences pour l'installation d'atriums de verre et la décoration intérieure; volume élevé de cabines modulaires, interaction très complexe entre sous-traitants spécialisés;

  - navires rouliers: compétences pour l'installation des portes d'étrave et des portes arrières étanches et des rampes;

  - transporteurs de produits chimiques: certains transporteurs de produits chimiques comprennent des citernes en acier inoxydable qui nécessitent du matériel et des compétences spécialisées en matière de soudage;

  - transporteurs de GNL: aptitude à construire les citernes spéciales pour le confinement du gaz ou à positionner et installer des citernes de ce type fabriquées par des sous-traitants; "caissons" d'isolation nécessaires pour isoler les citernes; compétences pour l'installation de moteurs à turbine à vapeur qui sont rarement utilisés pour d'autres types de navires marchands; et plus récemment, turbines à gaz et moteurs mixtes;

  - unités flottantes de production, de stockage et de déchargement et navires de forage: compétences pour l'installation de ce que l'on appelle la "superstructure" de ces navires utilisés pour l'extraction et le stockage du pétrole provenant de gisements sous-marins; amarrage spécial et raccordements de canalisation pour le chargement et le déchargement de la cargaison;

  - transbordeurs rapides: compétences et installations pour la construction de la coque et de la superstructure en aluminium qui nécessitent des installations et des compétences spécialisées en matière de soudage et parfois des gabarits de coques;

  - navires-citernes: bien qu'à un niveau moindre, la plupart des types de navires-citernes sont équipés de tuyauteries et de soupapes beaucoup plus perfectionnées de sorte qu'un chantier naval qui construit des navires-citernes doit avoir sur place, ou obtenir par sous-traitance, une capacité et des installations de construction de tuyauteries supérieures à celles des chantiers navals qui construisent d'autres types de navires.

Les chantiers navals ont tendance à produire des navires de certains types et de certaines tailles pour lesquels ils acquièrent une réputation sur le marché auprès des clients et, par la suite, leurs efforts de commercialisation seront centrés sur ces types et ces tailles de navires. C'est pour les navires de ces types et de ces tailles qu'ils peuvent être le plus compétitif sur le plan des coûts et qu'ils ont une bonne crédibilité auprès des clients en ce qui concerne la conception, les prix et la livraison. Sous l'effet conjugué de leur propre choix et du choix des clients, ils se spécialisent dans des secteurs du marché où ils peuvent accroître au maximum leur avantage compétitif.

Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas être actifs sur d'autres marchés s'ils ont la capacité matérielle de le faire mais, pour cela, ils devront pouvoir améliorer leur productivité et proposer des navires bien conçus; il leur faudra aussi convaincre les clients de leur compétence et de leur compétitivité sur ce marché. Ils reconnaîtront que les chantiers déjà bien établis et actifs sur ces marchés auront initialement un avantage par rapport à eux.

Le fait que les chantiers se spécialisent dans des navires spécifiques constituant des produits similaires peut être démontré pour les chantiers du monde entier, y compris les chantiers japonais et chinois, mais aussi pour les chantiers des CE, comme cela est démontré ci-dessous. Les données portent sur les livraisons ou les commandes pendant les mêmes périodes à partir de 1990 et sur les activités de 290 chantiers des CE pour tous les types de navires pendant cette période:

- **Cargos classiques et navires polyvalents:** 75 chantiers navals (ou groupes de chantiers navals si les données n'ont pas été communiquées au niveau des chantiers) des CE ont été actifs dans ce secteur de sorte qu'il y a eu une forte participation avec 771 navires concernés. Mais aucun des chantiers IZAR en Espagne et aucun des chantiers Fincantieri en Italie n'a été actif dans ce secteur, pas plus que Chantiers de l'Atlantique, Odense, Aker MTW, HDW, Lindenau et Kvaerner Masa Yards. Les grands chantiers qui ont été actifs dans ce secteur ont été le groupe Damen, Peters Scheepswerf, Ferus Smit, Bodewes et Vollharding (Hollande) et JJ Sietas (Allemagne), qui ont construit 347 des 771 navires.

- **Vraquiers:** 39 chantiers navals des CE ont été actifs dans ce secteur avec 154 navires concernés mais il n'y a eu aucune participation de Chantiers de l'Atlantique, Odense, Aker MTW, Kvaerner Warnow Werft, Volkswerft, HDW, Lindenau et Kvaerner Masa Yards et seulement deux navires ont été construits dans les chantiers du groupe IZAR. Les chantiers Fincantieri ont cependant construit 16 des 154 navires. C'est le Japon qui occupe la position dominante dans ce secteur avec 2 152 navires, suivi par la Chine avec 454 navires. Ainsi, il est peu probable que l'insuffisance des activités soit due aux chantiers coréens.

- **Porte-conteneurs:** 51 chantiers navals des CE ont été actifs dans ce secteur avec 693 navires mais la participation a varié considérablement selon la taille des navires. Alors que 39 chantiers ont construit des porte-conteneurs de moins de 1 000 evp, cinq seulement ont construit des porte-conteneurs de 3 500 evp ou plus; 21 chantiers ont construit des navires de taille intermédiaire, entre 1 000 et 3 500 evp. Kvaerner Masa Yards et Aker Finnyards (Finlande) et Chantiers de l'Atlantique (France) ne sont pas du tout intervenus sur ce marché alors qu'en Espagne, les chantiers du groupe IZAR ont construit seulement dix navires et Union Naval Valencia deux autres; en Italie, les chantiers Fincantieri ont été les seuls à intervenir sur ce marché avec neuf navires. Ce sont essentiellement les chantiers allemands, néerlandais (pour les navires de moins de 1 000 evp seulement) et Odense (Danemark) qui ont été actifs sur ce marché dans les CE.

Il est évident que l'offre de construction navale dans les CE est loin d'être homogène et que certains chantiers navals concentrent très largement leurs activités sur les navires de certaines tailles ou de certains types:

- **Les chantiers navals du groupe Damen** (Hollande) ont construit 251 navires pendant la période, dont 194 étaient soit des remorqueurs, soit des cargos classiques, soit des cargos polyvalents.

- **Lindenau** (Allemagne), où 21 des 24 navires construits pendant cette période étaient des chimiquiers.

- **Odense** (Danemark), où 59 des 76 navires étaient des porte-conteneurs.

- **Chantiers de l'Atlantique** (France), où 32 des 47 navires étaient des navires de croisières.

- **Kvaerner Masa Yards**, où sur 54 navires, 25 étaient des navires de croisière, neuf des transbordeurs et huit des navires offshore.

- **Aker Finnyards**, où sur 41 navires, 20 étaient soit des navires de croisière, soit des transbordeurs, soit des paquebots, quatre étaient des navires frigorifiques et trois des navires rouliers.

- **Petits chantiers italiens:** Morini, où 13 des 20 navires étaient des chimiquiers; Orlando, où dix des 14 navires étaient des chimiquiers; de Poli, où dix des 20 navires étaient des chimiquiers et sept des transporteurs de GPL; Rodriquez, où 18 des 29 navires étaient des transbordeurs et six des paquebots; SEC, où 16 des 24 navires étaient des chimiquiers et cinq des navires rouliers; Visentini, où 14 des 25 navires étaient des navires rouliers et onze des transbordeurs.

- **Petits chantiers espagnols:** groupe Armon, où 47 des 91 navires étaient des navires de pêche et 43 des remorqueurs; Zamacona, où sur 55 navires, 36 étaient des remorqueurs et neuf des navires de pêche; UN Valencia, où sur 45 navires, 23 étaient des remorqueurs et neuf des chimiquiers; Freire, où sur 27 navires, 21 étaient des navires de pêche; Gijon Naval, où sur 14 navires, sept étaient des navires de pêche et sept des chimiquiers; Cies, où dix des onze navires étaient des navires de pêche; Barreras, où sur 31 navires, onze étaient des navires de pêche, neuf des transporteurs de véhicules et six des transbordeurs; Balenciaga, où sur 16 navires, sept étaient des navires de pêche et six des transbordeurs; de Huelva, où 23 des 35 navires étaient des navires de pêche.

- **Petits chantiers néerlandais:** Peters Scheepswerf, où 57 des 60 navires étaient des cargos classiques; Bodewes, où 26 étaient des cargos classiques et 22 des cargos polyvalents; Vollharding, où sur 63 navires, 25 étaient des cargos polyvalents et 17 des cargos classiques; Tille, où sur 22 navires, dix étaient des porte-conteneurs et neuf des cargos polyvalents; IHC Holland, où 48 des 51 navires étaient des dragues; K Damen, où 13 des 20 navires étaient des chimiquiers.

Nous estimons que les chiffres qui précèdent démontrent que, sur le marché de la construction navale, l'offre est loin d'être homogène et que les chantiers ont tendance à se spécialiser dans les navires de certains types et de certaines tailles. Cela peut être dû à des limitations sur le plan des installations mais cela peut aussi résulter de la façon dont les chantiers eux-mêmes évaluent les

secteurs dans lesquels ils ont le meilleur avantage compétitif ou de l'appréciation des clients concernant leur compétence technique et leur compétitivité pour certains types de navires.

127. À propos de l'argument des CE selon lequel les chantiers restructurés ont entraîné une baisse des prix pour tous les autres chantiers coréens, la Corée pose la question rhétorique suivante: pourquoi s'arrêter ici? Pourquoi ne pas aussi accuser les chantiers navals chinois ou japonais, si les subventions coréennes ont déclenché une guerre des prix? L'argument de la Corée consiste-t-il à dire que, si une guerre des prix mondiale a été déclenchée par un acteur particulier sur le marché, cet acteur ne devrait pas être jugé responsable parce que d'autres acteurs l'ont imité? Veuillez expliquer.

Réponse

Pour commencer, la Corée doit faire observer que toute la question de l'influence déterminante sur les prix est une question difficile en l'espèce parce que les CE ont abandonné leurs allégations de sous-cotation des prix. On peut normalement supposer qu'une thèse est élaborée à partir de plusieurs éléments de preuve possibles. Les CE ont choisi d'invoquer uniquement un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix, comme les dispositions conventionnelles le permettent. Toutefois, si le texte conventionnel permet une telle constatation, cela ne signifie pas qu'il est simple ou même normal de démontrer l'existence d'effets défavorables sur le commerce sur la base d'un seul élément de preuve. Dans le présent différend, les CE ont explicitement renoncé à prouver l'existence d'autres éléments de ce type tels que la sous-cotation des prix, parce que, comme elles l'ont indiqué à la première réunion de fond, elles ne pouvaient pas présenter les éléments de preuve nécessaires au titre par exemple de l'article 6.5. Les CE ont ensuite essayé de démontrer l'existence d'une sous-cotation des prix dans un certain nombre de situations et ont tenté d'alléguer qu'il y avait une différence entre invoquer une sous-cotation des prix en tant qu'élément de preuve principal et l'invoquer à l'appui d'allégations d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix. C'est là une faute de logique et un vice juridique rédhibitoire dans l'argument des CE. Celles-ci ont choisi de tenter d'élaborer une thèse sans faire référence aux éléments de preuve interdépendants; il leur est maintenant juridiquement interdit de tenter de les réintroduire sous une autre forme.

Sans oublier qu'il est difficile de définir exactement ce que l'on entend par influence déterminante sur les prix puisque les arguments fondés sur la sous-cotation des prix sont interdits, la Corée estime, d'une façon générale, qu'il est possible qu'une société unique exerce une influence déterminante sur les prix. Il faut toutefois nuancer cette affirmation. Premièrement, il doit être démontré que l'influence déterminante sur les prix est l'effet de la subvention alléguée. Dire simplement que les produits d'une société exerçaient une influence déterminante sur les prix n'a pas de sens juridiquement compte tenu du libellé de l'article 6.3 c).

Deuxièmement, en ce qui concerne les affirmations des CE figurant aux paragraphes 80 à 82, la Corée conteste vivement cette argumentation. Tout d'abord, il n'est pas fondé juridiquement ni pertinent d'affirmer que les "chantiers navals coréens" exerçaient une influence déterminante sur les prix. À moins que les CE n'allèguent l'existence d'un marché géographique distinct pour la Corée, il n'est pas fondé juridiquement d'amalgamer tous les chantiers coréens de la façon dont les CE l'ont fait dans ces paragraphes. Les CE ont réaffirmé qu'elles ne formulaient pas d'argument de ce type; par conséquent, leurs déclarations telles que "Daedong/STX et Samho-HI/Hall-HI sont deux des quatre chantiers coréens qui contrôlent 60 pour cent du marché des transporteurs de produits/produits chimiques" n'ont juridiquement pas de sens. À moins que les CE ne puissent démontrer que STX et Halla individuellement exerçaient une influence déterminante sur les prix du fait des subventions alléguées, les déclarations visant aussi les autres chantiers n'ont pas de sens. Pour prendre un exemple, si quatre sociétés (un chantier coréen subventionné, un chantier coréen non subventionné, un chantier japonais et un chantier européen) devaient entrer en concurrence pour quatre ventes et que chacune obtienne une vente, les CE allégueraient que cela signifie que les chantiers coréens subventionnés ont obtenu 50 pour cent des contrats. Or, le chantier coréen non subventionné se

trouve exactement dans la même situation que les chantiers européen et japonais. Chacun a une part de marché de 25 pour cent et chacun subit la même incidence exercée par le chantier subventionné, ou aucun n'en subit. À moins que les CE ne tentent maintenant implicitement d'avancer des allégations de collusion sans fondement (au sujet desquelles nous n'avons vu aucun élément de preuve ni entendu aucun argument), les autres chantiers coréens n'entrent pas dans la part de marché du chantier subventionné du simple fait de leur nationalité. Le chantier subventionné peut ou non exercer une influence déterminante sur les prix dans cet exemple hypothétique mais il faudra en apporter la preuve sur la base des effets de la subvention reçue par ce chantier et non en s'appuyant sur une théorie étrange liée à la nationalité.

Le Groupe spécial se souviendra que quand la Corée les a mises au défi de défendre ces affirmations, les CE n'ont apporté aucune preuve d'aucune sorte mais se sont contentées de revenir à certains arguments au sujet de la concurrence interne par les prix dont on pourrait faire valoir qu'ils ne seraient pertinents que dans le contexte d'une enquête antidumping ou d'un différend en matière de subventions où il y aurait des marchés géographiques séparés et où la Corée constituerait un marché distinct. Les CE n'ont fourni aucun élément de preuve effectif parce qu'elles n'en ont aucun. Tout simplement, les CE n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant que les chantiers dont il est allégué qu'ils sont subventionnés exerçaient une influence déterminante sur les prix et le faisaient du fait des subventions alléguées.

La Corée doit aussi faire observer une fois encore, pour que cela soit inscrit au dossier, qu'elle conteste la façon dont les CE ont libellé leurs allégations relatives à la part de marché. Les CE ont fait référence plusieurs fois aux parts de marchés indiquées par les carnets de commandes. Naturellement, ces carnets de commandes portent sur plusieurs années et peuvent varier considérablement d'un chantier à l'autre et d'une année à l'autre. Par conséquent, il est impossible de savoir effectivement quelle est ou quelle sera la part de marché à un moment donné parce que les comparaisons ne portent pas sur les mêmes périodes. À d'autres moments, les CE, à la suite de telles affirmations, formulent des allégations générales au sujet des parts de marché sans indiquer si elles font à nouveau référence ou non aux carnets de commandes ou à une année particulière. Les CE ne précisent aucune année particulière. Elles tentent simplement d'égarer le Groupe spécial en s'efforçant d'inclure de petits chantiers navals dans des statistiques qui portent sur des chantiers navals plus grands pour un nombre d'années inconnu.

La Corée voudrait aussi rappeler au Groupe spécial les renseignements complets qu'elle a fournis démontrant les avantages significatifs dont bénéficiaient tous les chantiers navals coréens sur le plan des coûts. C'est en raison de ce fait indiscutable que les CE ont manqué à leur obligation de démontrer que toute influence déterminante alléguée sur les prix était un effet du subventionnement. Comme la Corée l'a signalé au paragraphe 282 de sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond, le fait que les CE ont continuellement fait référence à Hyundai-Mipo en tant que chantier exerçant une influence déterminante sur les prix alors que Hyundai-Mipo n'était pas restructuré et recevait un très petit nombre d'APRG et de prêts avant expédition (même compte tenu des niveaux *de minimis* de ces crédits même selon les calculs des CE) démontre de façon concluante que l'éventuelle influence déterminante sur les prix ne résultait pas des subventions alléguées.

II. QUESTIONS AUX CE

A. RÉGIME JURIDIQUE DE LA KEXIM

128. Les pouvoirs publics fournissent-ils nécessairement une subvention s'ils font une contribution financière n'entrant pas dans le cadre d'un comportement commercial normal? Supposons que les pouvoirs publics créent un nouveau mécanisme de financement spécial qui n'a jamais été offert par des banques privées. Supposons que les banques privées commencent ensuite à offrir le même mécanisme de financement aux mêmes conditions que celles que les pouvoirs publics ont offertes initialement. En supposant que le mécanisme de financement

constitue une contribution financière, l'offre initiale de ce mécanisme par les pouvoirs publics conférerait-elle un avantage? Veuillez expliquer.

Observations

La Corée fait observer tout d'abord que cette question hypothétique est fondée sur la supposition que les "pouvoirs publics" offrent un instrument financier particulier. Surtout dans le domaine du financement, un grand nombre de banques de pays en développement (et aussi de certains États membres des CE) ont été créées pour fournir des prêts commerciaux là où le secteur privé manquait simplement d'expérience et de capacité. Il convient tout d'abord de déterminer si ces entités qui accordent des prêts sur une base commerciale sont des organismes publics.

La Corée suppose, d'après la question hypothétique, que le Groupe spécial, pour simplifier l'argumentation, part de l'idée que le mécanisme de financement est offert par un organe gouvernemental (par exemple le Ministère des finances comme dans la question n° 106). Dans ce cas, l'*Accord SMC* ne devrait pas être interprété comme interdisant aux pouvoirs publics d'offrir des instruments financiers qui sont nouveaux pour le marché. Une telle présomption serait indûment contraignante pour tous les Membres, en particulier pour les pays en développement Membres. S'il n'y a pas d'instrument financier identique au cours d'une certaine période, le plaignant doit utiliser des données se rapportant à une période *comparable* ou à des instruments comparables en effectuant les ajustements appropriés compte tenu de la même période, comme point de repère pour déterminer l'existence d'un avantage.

129. Les CE soutiennent que le site Web de la KEXIM décrit le programme PSL comme visant "à encourager l'exportation de biens d'équipement tels que ... les navires ... en prévoyant des crédits plus importants et des délais de remboursement plus longs que ceux que les fournisseurs ou les banques commerciales consentiraient". N'est-ce pas là ce que fait toute banque de développement? Les banques de développement accordent-elles nécessairement des subventions? Veuillez expliquer.

Observations

La Corée voudrait signaler à nouveau la singularité de l'argument des CE concernant le statut de la KEXIM présenté comme étant fondé sur des crédits assortis de délais *plus longs*. Le présent différend porte sur des instruments de durée extrêmement *courte*. Les CE allèguent aussi que la KEXIM pouvait offrir des crédits de montants plus élevés, mais les éléments de preuve montrent très clairement que les programmes en question n'étaient pas plus importants que ce que les banques commerciales étaient disposées à fournir. Ainsi, les "éléments de preuve" avancés par les CE vont à l'encontre de leur argument *per se* et infirment aussi toute implication relative à un pouvoir gouvernemental en relation avec les programmes en question (voir les réponses aux questions n° 106 et 107 ci-dessus).

B. APRG/PSL

130. Veuillez commenter la pièce n° 87 de la Corée concernant les marges pour risque propre au pays.

131. Pourquoi, dans leur calcul de l'avantage concernant le financement de la KEXIM, les CE ont-elles appliqué la cote de crédit S/M à DSME pour l'ensemble de la période pour laquelle des calculs sont présentés, y compris en particulier la période suivant la restructuration? La position des CE est-elle que DSME est restée insolvable même après la restructuration? Veuillez expliquer.

Observations

C'est un exemple des fausses accusations des CE à l'encontre de la Corée qui sont réitérées dans toute la présente procédure. La Corée ne rappellera pas les contrevérités qu'elle a relevées dans la tentative des CE de mettre sur le même plan les cotations de crédit faites par la KEXIM et celles d'autres agences de notation (pour plus de détail à ce sujet, voir la pièce n° 91 de la Corée), mais elle voudrait signaler que la KEXIM ainsi que d'autres agences de notation ont ajusté à la hausse la cote de crédit de DSME immédiatement après que cette société avait conclu avec succès la renégociation de sa dette (voir la pièce n° 92 de la Corée), ayant constaté que la solvabilité de la société s'était améliorée pendant le processus de renégociation. Malgré cela, les CE ont traité, d'une manière infondée, DSME comme étant continuellement aux prises avec les pires difficultés financières. Ce faisant, l'intention des CE est tout à fait évidente. En évaluant de manière fallacieuse la solvabilité de DSME, les CE souhaitaient prouver l'existence d'un grand avantage conféré à cette société.

132. Veuillez commenter l'affirmation de la Corée selon laquelle le nantissement offert pour certaines APRG accordées par des banques étrangères "ne couvrait qu'une faible partie de la garantie" (paragraphe 81 de la déclaration orale de la Corée à la deuxième réunion de fond).

133. Au paragraphe 105 de leur deuxième communication écrite, les CE déclarent que seules les banques nationales ayant des "liens avec les pouvoirs publics" ont accordé des APRG à Samho. À propos de la figure 12 de la première communication écrite des CE, Chubb est-elle une banque nationale? Dans l'affirmative, a-t-elle des "liens avec les pouvoirs publics"? Si de tels liens existent, quelle est leur nature? Veuillez expliquer.

134. Dans la pièce n° 118 des CE, PWC affirme que "[l]e tableau des obligations de la KSDA donne l'évaluation acceptée au prix du marché pour le marché intérieur". Cela signifie-t-il que les CE n'acceptent pas l'argument de la Corée selon lequel le tableau des obligations présente des taux hypothétiques/projetés, ou les CE acceptent-elles l'argument de la Corée mais estiment que l'indice constitue cependant un point de repère du marché fiable? Veuillez expliquer. Que signifie "évaluation au prix du marché" dans ce contexte? En particulier, qui évalue quoi et sur quel marché?

Observations

Comme la Corée l'a indiqué de manière détaillée dans sa réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, les taux des obligations de la KSDA ne sont pas des taux (ou rendements) effectifs d'un instrument obligataire d'une société spécifique, mais simplement un indice général qui montre l'évolution ou la tendance quotidienne du marché. En tant que telles, les considérations concernant les secteurs industriels, les émetteurs ou les modalités et conditions dont chaque instrument est assorti ne sont pas prises en compte. La Corée fait de nouveau observer que des sociétés ayant la même cote de crédit sont perçues et traitées différemment sur le marché. Comme elle l'a indiqué dans les paragraphes 88 à 92 de sa deuxième déclaration orale, il ne serait pas logique de soutenir qu'il est en quelque sorte plus utile de considérer des indices généraux d'obligations que les instruments financiers que les sociétés à l'examen ont effectivement utilisés. La Corée a présenté ses pièces n° 18 à 22 concernant les instruments financiers effectivement utilisés.

135. La Corée critique les CE parce qu'elles ont utilisé dans leurs calculs de l'avantage l'indice des cours des obligations à un an plutôt qu'à six mois. Pourquoi l'indice à un an a-t-il été utilisé? Quel effet aurait l'utilisation de l'indice à six mois sur les calculs des CE?

136. Au paragraphe 95 de sa déclaration orale, la Corée présente un certain nombre de points critiquant la méthode de calcul des CE et indique que les pièces n° 90 à 102 de la Corée contiennent de plus amples détails. Veuillez répondre de façon détaillée aux critiques de la Corée, y compris compte tenu de la teneur de ces pièces.

137. La Corée a présenté des éléments de preuve (en réponse à la question n° 74 du Groupe spécial) indiquant que la KEXIM avait ramené la marge pour risque de crédit concernant HHI à **[RCC: omis dans la version publique]**. Les CE ont-elles appliqué cette marge **[RCC: omis dans la version publique]** dans la partie pertinente de leur analyse des PSL? Veuillez mentionner les calculs pertinents où cet ajustement a été fait.

138. Les CE ne semblent pas avoir répondu aux questions n° 9 et n° 11 du Groupe spécial. Dans leurs réponses, elles ont renvoyé le Groupe spécial à leur réponse à la question n° 8. Or, cette réponse porte sur la "pratique" de la KEXIM consistant à accorder des APRG et des PSL et ne mentionne pas les programmes APRG et PSL "en tant que tels" et n'explique pas en quoi ils diffèrent (pour autant qu'ils le fassent) du régime juridique de la KEXIM (en tant que tel). Veuillez donner des réponses complètes aux questions n° 9 et n° 11.

139. Le Groupe spécial se réfère à la pièce jointe n° 5 annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, qui contient des calculs de l'avantage allégué par transaction pour un PSL et une APRG. Veuillez faire le même calcul pour chacune des APRG et chacun des PSL en cause dans la présente procédure. En d'autres termes, pour chaque chantier naval, indiquez quel APRG/PSL concerne soit des transporteurs de GNL, soit des transporteurs de produits/produits chimiques, soit des porte-conteneurs et précisez le montant de l'avantage allégué en pourcentage du prix du navire. Veuillez joindre des feuilles de calcul détaillées.

140. Veuillez commenter l'argument de la Corée selon lequel les PSL accordés par la KEXIM le sont "à des taux nettement plus élevés que ceux que les pouvoirs publics doivent payer pour les fonds ainsi employés" (paragraphe 277, première communication écrite de la Corée).

Observations

La Corée renvoie le Groupe spécial au paragraphe 112 de sa deuxième communication écrite, qui montre le coût des fonds de la KEXIM pour la période pertinente.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

141. Au paragraphe 215 de leur première communication écrite, les CE indiquent que "Daewoo" a tiré avantage d'une exemption fiscale de 236 milliards, qu'elles allèguent être une subvention. Au paragraphe 226, il est ensuite fait référence à l'avantage allégué pour "Daewoo-SME". Or au paragraphe 232, il est fait référence à l'avantage pour "Daewoo-HI/Daewoo-SME". Veuillez indiquer précisément quelle entité juridique a bénéficié de l'allégement fiscal allégué et en a tiré avantage.

Observations

Voir la réponse de la Corée à la question n° 116 du Groupe spécial.

142. En pourcentage, quelle part de l'avantage allégué résultant de l'allégement fiscal à "Daewoo" devrait être imputée à la production i) de transporteurs de GNL, ii) de transporteurs de produits/produits chimiques et iii) de porte-conteneurs de DSME? Veuillez joindre des feuilles de calcul détaillées.

143. L'argument des CE est-il que l'exemption fiscale a été déterminante dans la décision de maintenir les activités de construction navale de Daewoo plutôt que de les liquider? Dans l'affirmative, où cela est-il mentionné dans le rapport Arthur Andersen/Anjin ou dans d'autres documents communiqués au Groupe spécial?

Observations

Voir la réponse de la Corée à la question n° 123 du Groupe spécial. Il n'y a eu aucune exemption fiscale correspondant à 236 milliards de won. De plus, aucune exemption fiscale n'a été mentionnée dans le rapport Arthur Andersen.

144. Au paragraphe 162 de sa deuxième déclaration orale, la Corée indique que des créanciers ont rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette de DHI. Ces créanciers étaient-ils visés par l'allégation des CE selon laquelle il y a eu action de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics? S'il y avait eu à leur égard action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens, pourquoi/comment ont-ils rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette?

145. Les CE demandent qu'une déduction défavorable soit tirée du fait allégué que la Corée n'a pas donné de copie du plan/rapport relatif à la renégociation de la dette présenté par la KDB le 24 novembre 1999. Veuillez commenter l'explication donnée aux paragraphes 194 et 195 de la deuxième déclaration orale de la Corée. Si les CE maintiennent leur demande, quel est le fondement juridique de cette demande? Pourquoi les CE considèrent-elles que la Corée aurait dû mettre plus tôt ce rapport à la disposition des CE/du Groupe spécial?

146. En réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, les CE affirment que "[l]'existence d'une analyse relative au maintien en activité peut être un indice donnant à penser qu'un créancier privé hypothétique aurait agi de la même manière". Les CE admettent-elles que les différents éléments de la renégociation de la dette de Daewoo puissent être évalués sur la base du rapport Arthur Andersen? Si le Groupe spécial rejette l'argument des CE selon lequel il a été déterminé à tort dans le rapport Arthur Andersen que la valeur d'exploitation de DHI dépassait sa valeur de liquidation, cela signifie-t-il nécessairement que le Groupe spécial devrait rejeter les allégations des CE concernant les différents éléments de la renégociation de la dette? Veuillez expliquer.

Observations

Comme la Corée l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 122 du Groupe spécial, les plans de renégociation de la dette de DHI avaient été conçus comme un ensemble unique pour assurer un recouvrement maximal des créances sur une base cumulative et il n'est donc pas possible d'analyser la question de l'avantage sur la base d'éléments individuels. Par conséquent, si le Groupe spécial admet que les créanciers ont agi conformément aux principes du marché lorsqu'ils ont opté pour la renégociation de la dette au lieu de la faillite pure et simple (liquidation), il devrait rejeter les allégations des CE concernant les éléments individuels du plan de renégociation.

147. Les CE ont affirmé à la deuxième réunion que les créanciers auraient dû obtenir davantage dans le cadre de la conversion de dettes en prises de participation concernant Daewoo. Comment les créanciers auraient-ils pu obtenir davantage? Qui/qu'est-ce qui a tiré avantage du fait qu'ils ne l'ont pas fait?

148. Les CE proposent le critère de l'investisseur externe quand elles contestent la réorganisation de Samho. Cela est contraire à la position qu'elles ont adoptée dans l'affaire portée devant le GATT, intitulée *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni.*[8] Pourquoi les CE ont-elles changé de position sur cette question? Pourquoi estiment-elles maintenant que le critère de l'investisseur externe est préférable à celui de l'investisseur interne? Veuillez expliquer.

[8] Rapport du Groupe spécial du GATT, SCM/185, publié le 15 novembre 1994 (non adopté).

Observations

La Corée se réfère à sa réponse à la question n° 172.

149. Si le Groupe spécial devait rejeter l'allégation des CE selon laquelle il y a eu, de la part des pouvoirs publics, action de charger et d'ordonner à l'égard de créanciers privés, cela signifierait-il que ces créanciers privés constituent un point de repère du marché fiable s'agissant de déterminer si les opérations de restructuration en cause ont ou non conféré un avantage? Veuillez expliquer. Les CE ont-elles traité cette question dans leurs communications précédentes, écrites et orales, au Groupe spécial? Dans l'affirmative, veuillez indiquer précisément où elles l'ont fait.

Observations

Les CE elles-mêmes indiquent au paragraphe 106 de leur première communication écrite que l'article 1.1 de l'*Accord SMC* fait la distinction entre "pouvoirs publics", "organisme public" et "organisme privé" et que le concept d'"organisme privé" a été défini par la négative comme étant "toute entité qui n'est ni les pouvoirs publics ni un organisme public" pour faire en sorte qu'il n'y ait aucun motif de contournement à l'alinéa iv) de cet article. En d'autres termes, les CE ont reconnu que l'article 1.1 avait établi une liste fermée de cas dans lesquels des contributions financières pouvaient être à l'origine d'une subvention qui soit était prohibée soit pouvait donner lieu à une action au titre de l'*Accord SMC*. Ainsi, si une contribution financière n'est effectuée ni par les pouvoirs publics ni par un organisme public appliquant une pratique des pouvoirs publics, ni encore par un organisme privé agissant en vertu d'une charge ou d'un ordre reçu des pouvoirs publics, elle n'est **pas** visée par l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. On doit alors logiquement conclure que rien ne distingue des autres organismes privés les établissements financiers dont il a été constaté qu'ils n'ont pas agi conformément à une charge ou à un ordre reçu des pouvoirs publics et que ces établissements pourraient, comme dans toute autre situation, constituer un point de repère approprié pour la détermination de l'existence d'un avantage. En particulier, il n'y a rien à l'article 1.1 de l'*Accord SMC* qui, explicitement ou implicitement, crée une catégorie spéciale d'organismes privés qui, une fois qu'il a été considéré qu'ils n'ont reçu aucune charge et aucun ordre des pouvoirs publics, n'en seraient pas moins écartés comme étant un point de repère inapproprié pour la détermination du point de savoir si une contribution financière a conféré un avantage. Tous les organismes privés qui n'ont pas reçu une charge ou un ordre des pouvoirs publics doivent être traités de la même manière.

D'après le propre raisonnement des CE, les établissements financiers qui n'exercent pas leurs activités conformément à une charge ou à un ordre reçu des pouvoirs publics coréens devraient être un point de repère approprié pour la détermination de l'existence d'un avantage, comme les CE l'ont déclaré au paragraphe 277 de leur première communication écrite:

> Le point de repère pertinent en l'espèce est le comportement commercial des investisseurs privés qui étaient en même temps les créanciers de la société en difficulté. Seul le comportement des établissements financiers/créanciers qui exercent leurs activités hors du champ d'influence des pouvoirs publics coréens peut être pris en considération lorsqu'il s'agit d'évaluer si le plan de restructuration de Daewoo-HI/Daewoo-SME a été exécuté à des conditions plus favorables que celles qui étaient par ailleurs disponibles sur le marché.

Répondant à la question n° 23 du Groupe spécial au paragraphe 99 de leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les CE ont aussi été d'avis que tous les établissements financiers n'agissant pas conformément à une charge ou à un ordre reçu constituent le point de repère pour l'évaluation de l'existence d'un avantage.[9]

[9] Les CE ont exprimé la même position dans leur réponse à la question n° 24 du Groupe spécial, au paragraphe 100 de leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

En se fondant sur les actions des créanciers qui, selon leur allégation, ne relèvent pas du contrôle des pouvoirs publics coréens pour déterminer un point de repère aux fins de l'évaluation de l'existence d'un avantage, les CE ont elles-mêmes montré clairement que si des établissements financiers nationaux n'agissent pas conformément à une charge ou à un ordre donné par les pouvoirs publics, ils peuvent être considérés comme un point de repère pour l'évaluation relative à l'avantage.

150. Au sujet de la question n° 33 des CE posée à la Corée après la première réunion de fond, veuillez expliquer pourquoi la valeur des activités de construction de Samho est pertinente, pour autant qu'elle le soit, pour la présente procédure.

151. La Corée affirme que la part de la dette détenue par les créanciers étrangers qui n'ont pas participé à la renégociation de la dette de Daewoo était de l'ordre de [**RCC: omis dans la version publique**]. Est-il raisonnable de s'attendre à ce qu'un groupe spécial condamne une restructuration sur la base du comportement de créanciers détenant seulement [**RCC: omis dans la version publique**] de la dette?

152. À propos de la renégociation de la dette de Daewoo, les CE présentent différents arguments concernant l'achat de créances et d'obligations par la KAMCO. Nous ne voyons pas clairement si ces arguments étayent une allégation séparée concernant les taux de la KAMCO ou s'ils sont présentés à l'appui de l'allégation plus générale concernant le fait que des créanciers étrangers ont servi de point de repère du marché. Veuillez expliquer.

153. Veuillez commenter l'argument de la Corée (figurant au paragraphe 191 de sa deuxième communication écrite) selon lequel elle allègue que les CE, dans leur réponse à la question n° 22 du Groupe spécial (qui concernait la "spécificité alléguée de la restructuration d'entreprises" en général), concèdent que les opérations de réorganisation d'entreprises supervisées par les tribunaux qu'avaient engagées Halla et Daedong n'étaient pas spécifiques "parce que ces sociétés semblaient avoir disparu et la réponse des CE à la question concerne uniquement DHI".

154. S'agissant de la réorganisation de STX, nous relevons que le rééchelonnement de la dette/l'exemption d'intérêts est le seul élément mentionné par les CE dans leur calcul du montant de l'avantage allégué figurant dans l'annexe 3 de la pièce jointe n° 1 annexée à leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond. Nous relevons en outre que dans leur communication à titre de réfutation, les CE ne font pas référence aux autres éléments de la restructuration mentionnés dans leur première communication écrite, tels que l'émission d'obligations par Daedong. Les CE allèguent-elles toujours que les autres éléments de la restructuration, y compris l'émission d'obligations par Daedong, constituaient une subvention? Dans l'affirmative, pourquoi ces éléments n'ont-ils pas été inclus dans la pièce jointe n° 3 susmentionnée?

D. PRÉJUDICE GRAVE

155. Les CE ont indiqué que le Groupe spécial devrait déterminer l'existence d'un empêchement de hausses de prix/une dépression des prix séparément pour les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs.

a) Cela signifie-t-il que les CE demandent au Groupe spécial de rendre trois décisions séparées en matière de préjudice grave, pour les transporteurs de GNL, les transporteurs de produits/produits chimiques et les porte-conteneurs, respectivement?

b) Dans la négative, veuillez expliquer.

156. Dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, y a-t-il des exemples additionnels (outre ceux qui ont déjà été mentionnés dans les communications des CE) de soumissions de la part des chantiers

navals coréens dans des cas où les chantiers navals des CE ont aussi soumissionné et où, selon les CE, les chantiers coréens ont entraîné une baisse des prix?

157. a) Dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, y a-t-il des exemples/éléments de preuve indiquant l'existence de cas dans lesquels les chantiers navals des CE ont envisagé de soumissionner mais ont renoncé à le faire en raison de la faiblesse des prix pratiqués? Par exemple, les CE peuvent-elles donner un relevé des cas dans lesquels un chantier des CE a été contacté par un courtier maritime au sujet de la possibilité de soumissionner mais a décidé de ne pas le faire en raison de la faiblesse des prix?

b) Dans de tels cas, les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial contiennent-ils des éléments de preuve indiquant que des Coréens ont fixé des prix/soumissionné pour la même vente?

Observations concernant les questions n° 157 et 158

Les CE elles-mêmes se sont abstenues d'invoquer l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* en se fondant sur la sous-cotation des prix ou les pertes de ventes, visées dans ledit article, pour formuler des contestations distinctes de celles qui concernent la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix. En conséquence, la Corée souhaite réaffirmer sa préoccupation au sujet du fait que les données concernant les soumissions des chantiers communautaires et coréens faisant apparaître une concurrence par les prix qui auraient pu constituer des éléments de preuve relatifs à la sous-cotation des prix ou à des pertes de ventes ne peuvent pas à présent être réintroduites dans le cadre de la présente procédure, qui n'est pas fondée sur la sous-cotation des prix ou les pertes de ventes. En outre, même si des soumissions individuelles faisant apparaître une concurrence par les prix étaient prises en compte au motif, invoqué précédemment par les CE à la première réunion de fond, qu'il doit y avoir un certain montant de sous-cotation des prix pour qu'il y ait dépression des prix, d'après l'article 6.3 c) lui-même – comme les CE l'ont reconnu –, l'existence d'aucune sous-cotation des prix ne peut être établie à moins qu'il n'y ait un critère rigoureux permettant de déterminer que les navires visés par les soumissions concurrentes sont des "produits similaires".

Nonobstant ces réserves, la Corée note que, sur plusieurs centaines de ventes, les CE n'ont présenté que des données concernant quelques offres auxquelles des chantiers communautaires et coréens avaient participé qui pouvaient, tout au plus, être qualifiées de superficielles et répétitives puisque les mêmes exemples ont été utilisés dans toutes les communications des CE. La Corée a identifié ce qui suit:

- la vente par DHI de deux transporteurs de GNL à Solaia Shipping et à Repsol, et d'un transporteur de GNL à Bergesen (réponses aux questions posées au titre de l'Annexe V, pièce jointe n° 4.4 21)-1, pièces n° 84, 85, 141 et 142 des CE)[10];

- la vente d'un porte-conteneurs à Hamburg Süd (pièce n° 88 des CE)[11];

- la mise en vente d'un transporteur de produits et de produits chimiques par le chantier Lindenau des CE en concurrence avec un chantier coréen non spécifié et en ce qui

[10] La Corée a réfuté les allégations des CE concernant ces offres au paragraphe 564 de sa première communication écrite. Une étude de cas a aussi été présentée par Drewry dans son rapport joint en tant que pièce n° 70 de la Corée, aux pages 7.25 à 7.27.

[11] La Corée a réfuté les allégations des CE concernant cette offre au paragraphe 584 de sa première communication écrite.

concerne un armateur non spécifié (pièce n° 89 des CE) et la mise en vente par Aker de trois transporteurs de produits et de produits chimiques visés dans la même pièce[12];

- la mise en vente d'un transporteur de produits et de produits chimiques par Lindenau pour un propriétaire italien non spécifié (pièce n° 90 des CE).[13]

La Corée souligne que ce sont les seuls exemples d'offres concurrentes effectives mentionnés par les CE depuis le dépôt de leur première communication écrite.

Même pendant la procédure au titre de l'Annexe V, au moment où les CE n'avaient pas encore communiqué leur décision de ne pas se fonder sur la sous-cotation des prix ou les pertes de ventes, les éléments de preuve fournis au sujet de l'existence d'une sous-cotation des prix ou de pertes de ventes étaient rares et peu concluants.

L'annexe 6 présentée par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V contient quatre pages de calculs concernant la sous-cotation des prix pour les navires suivants:

i) des porte-conteneurs de 19 000 à 35 000 tbc pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1999, soit huit navires des CE contre six navires coréens;

ii) des porte-conteneurs de 45 000 à 60 000 tbc pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1999, soit trois navires des CE entre sept navires coréens;

iii) des porte-conteneurs de 19 000 à 35 000 tbc pour la période allant du 1er janvier au 30 novembre 2000, soit 18 navires des CE contre trois navires coréens seulement;

iv) des transporteurs de GNL pour la période allant de mai à juillet 2000, soit trois navires des CE contre trois navires coréens;

v) des transporteurs de produits et de produits chimiques de 17 000 à 20 000 tbc, soit trois navires des CE contre cinq navires coréens et uniquement en ce qui concerne l'année 2000.

Cela ne permet de conclure à l'existence ni d'une sous-cotation des prix ni même d'une sous-cotation des prix qui donnerait lieu, selon l'allégation, à une dépression des prix (outre les erreurs de calcul qui ont été commises, d'après la Corée). Les CE elles-mêmes ont présenté dans l'annexe 1 b) une liste de 163 transactions concernant des navires communautaires construits de 1997 à juin 2003 et, bien entendu, la Corée elle-même a indiqué plusieurs centaines de transactions concernant des navires coréens, dont 24 seulement ont été identifiées comme ayant donné lieu à une sous-cotation des prix. En outre, les exemples choisis par les CE ne sont pas représentatifs de la période visée dans le présent différend, à savoir 1997 à 2003. Il faut souligner que, malgré les données disponibles, aucun exemple de la sous-cotation des prix alléguée n'a été avancé pour 2001, 2002 ou 2003. Par ailleurs, alors que les CE comparent effectivement les prix sur la base de différences quant à la taille (ce qui, comme la Corée l'a mentionné, est un strict minimum si l'on veut évaluer correctement toute tendance de prix en relation avec des navires de commerce), les fourchettes choisies exprimées en tbc ne sont pas représentatives de l'éventail complet des porte-conteneurs et des transporteurs de produits et de produits chimiques vendus. Enfin, on ne peut pas comparer avec exactitude les prix des navires sans prendre en compte les différences quant à des

[12] La Corée a réfuté les allégations des CE concernant cette offre au paragraphe 588 de sa première communication écrite.

[13] La Corée a réfuté les allégations des CE concernant cette offre au paragraphe 589 de sa première communication écrite.

caractéristiques physiques telles que la dotation en engins de levage, le type de moteur et d'autres éléments indiqués dans la pièce n° 109 de la Corée.[14]

L'annexe 7 présentée par les CE lors du processus au titre de l'Annexe V contient 17 exemples allégués de pertes de ventes, qui ne sont de loin pas représentatifs du nombre de navires ayant fait l'objet de contrats pendant la période pertinente, de 1997 à 2003. Certains de ces exemples ne sont attribués à aucun chantier coréen spécifique. De plus, outre qu'ils ne sont pas représentatifs d'un point de vue statistique et chronologique, les documents communiqués comportent plusieurs défauts dont les principaux sont mentionnés ci-après:

- il n'y a pas d'élément de preuve documentaire direct et les chantiers navals des CE ne font état que de rumeurs (annexes 7.4, 7.5, 7.6, 7.7, 7.8, 7.9 et 7.10);

- il est reconnu qu'il existe des navires meilleur marché en Europe occidentale ou au Japon (annexes 7.1 et 7.3);

- le schéma de construction proposé par le chantier naval des CE comporte trop de spécifications par rapport à ce que demandent les armateurs ou au navire proposé par un chantier coréen, ou n'était pas disponible (annexes 7.1, 7.2, 7.3, 7.5 et 7.12);

- l'offre des CE est faite sans aucune commande en perspective et un courtier a simplement envoyé une demande d'information générale (annexes 7.2 et 7.3);

- il n'est indiqué dans aucun registre que le chantier coréen dont il est allégué qu'il était concurrent a obtenu une commande de l'armateur concerné, ce qui met gravement en doute l'exactitude des allégations concernant les pertes de ventes (annexes 7.4 et 7.8);

- les contrats se rapportant à un chantier coréen concernent un navire considérablement plus grand que celui auquel il est fait référence dans les documents relatifs aux pertes de ventes alléguées (annexes 7.9 et 7.10);

- les offres faites par les chantiers coréens concernés portent sur une série de navires, ce qui a une incidence sur le prix en raison des économies d'échelle; or cela n'est pas mentionné dans les documents relatifs aux pertes de ventes alléguées et il n'est pas indiqué si les chantiers des CE concernés pourraient construire la série complète dans le délai imparti par l'armateur (annexe 7.10);

- il y avait une très vive concurrence entre les chantiers navals des CE (annexes 7.6/7.12);

- les chantiers des CE devaient faire face à des restrictions de bassin qui les obligeaient à ajuster leurs schémas de construction (annexe 7.13);

- le chantier des CE avait obtenu une licence pour construire des systèmes de confinement pour GNL sphériques de type Moss, et non de type membrane GT, et toutes les commandes découlant de l'appel d'offres de Repsol/Enagas concernaient des systèmes de confinement de type membrane GT, de sorte que la soumission du chantier des CE ne peut pas être considérée similaire (annexes 7.14 et 7.16).

[14] La Corée note qu'elle conteste les données ou conclusions figurant dans cette annexe 6 pour différentes raisons, y compris le fait que la comparaison des prix aurait dû être faite en dollar EU, qui est la monnaie utilisée universellement par les chantiers pour libeller la plupart des prix de vente de leurs navires, et non en euro, qui ne pourrait pas donner une idée exacte de la sous-cotation des prix causée par les subventions.

En conséquence, les documents communiqués par les CE ne peuvent pas servir de base à des allégations concernant la dépression des prix et, manifestement, les CE n'ont utilisé qu'un petit nombre de ces documents dans la présente procédure de groupe spécial.

De plus, dans les cas allégués de sous-cotation des prix mentionnés dans l'annexe 6 dans le cadre du processus au titre de l'Annexe V, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que des chantiers communautaires et coréens aient soumissionné dans le même appel d'offres. Les CE n'ont rien fait d'autre que comparer les prix pour des offres différentes concernant des navires qui pourraient appartenir à la même grande fourchette de tailles mais qui peuvent différer par ailleurs pour ce qui est d'importantes caractéristiques techniques.

Dans les cas allégués de pertes de ventes mentionnés dans l'annexe 7 dans le cadre du processus au titre de l'Annexe V, les prix coréens cités sont fondés sur des rumeurs ou des allégations émanant de courtiers sans qu'un élément de preuve direct quelconque ne soit fourni à l'appui.

158. a) Les CE estiment-elles qu'il existe une capacité de construction navale excédentaire uniquement en Corée ou qu'il existe aussi une capacité excédentaire dans d'autres pays?

b) Si vous estimez qu'il existe une capacité excédentaire uniquement en Corée, veuillez expliquer.

c) Si vous estimez qu'il existe aussi une capacité excédentaire en dehors de la Corée, où existe-t-elle et quelle est l'ampleur de l'excédent?

d) Existe-t-il une capacité de construction navale excédentaire dans les CE? Dans la négative, sur quelle base repose cette conclusion?

Observations

Il est reconnu dans la profession qu'il n'y a aucun moyen facile de mesurer rigoureusement la capacité de construction navale. Toutefois, des efforts notables ont été faits ces dernières années, sous les auspices du Groupe de travail de l'OCDE sur la construction navale, pour améliorer l'évaluation de la capacité de construction navale.

Les dernières estimations relatives à la capacité et provenant de sources de l'OCDE sont des estimations concernant la capacité effective en 2000 et la capacité anticipée de 2005, qui ont été calculées et convenues en 2001[15] d'après des estimations communiquées par les associations de constructeurs navals du Japon, des CE, des États-Unis et de la Corée, exprimées en tbc. Le tableau ci-après indique l'évaluation de l'utilisation des capacités pour les principales régions de construction navale sur la base de ces évaluations de la capacité et des statistiques de la production des chantiers navals provenant de Lloyd's Register Shipbuilding Returns.

[15] Document C/WP6(2001)16 de l'OCDE intitulé "Situation actuelle du marché et perspective d'évolution de l'industrie mondiale de la construction navale", daté du 14 novembre 2001 et établi par le Secrétariat, dont un extrait est joint dans la **pièce n° 123 de la Corée**.

	Par rapport à la capacité en 2000			Par rapport à la capacité projetée de 2005		
	2001	**2002**	**2003**	**2001**	**2002**	**2003**
Japon	90%	93%	95%	84%	86%	88%
Corée du Sud	94%	104%	111%	77%	84%	90%
Pays membres de l'UE	87%	84%	76%	78%	76%	68%
Pays de l'AWES non membres des CE[1]	86%	83%	74%	78%	76%	68%
Autres pays d'Europe	61%	80%	87%	54%	71%	77%
Chine, République populaire de	96%	110%	180%	63%	72%	118%
Asie et Pacifique	43%	63%	48%	39%	58%	44%
NEI[2]	29%	83%	64%	27%	77%	59%
Amérique du Nord et du Sud	32%	44%	58%	29%	39%	52%
Afrique et Moyen-Orient	8%	8%	8%	8%	8%	8%
Autres	0%	0%	0%	0%	0%	0%
TOTAL MONDIAL	85%	91%	96%	74%	79%	83%

[1] Pays de l'AWES non membres des CE: Norvège, Pologne et Roumanie.
[2] NEI: Russie, Ukraine, Lettonie, Lituanie, Géorgie et Azerbaïdjan.

La Corée ne considère pas que cet aperçu extrêmement général soit une mesure appropriée pour les multiples branches de production examinées dans le présent différend porté devant l'OMC, mais ce tableau permet d'avoir une idée de la situation en ce qui concerne les excédents estimés de la capacité dans les principales régions de construction navale, bien qu'il soit difficile de définir la capacité de construction navale et que les chiffres pour 2005 soient des projections qui datent aujourd'hui d'environ trois ans.

D'après les chiffres concernant aussi bien la capacité estimée de 2000 et la capacité projetée pour 2005, on peut voir qu'il y a excédent de capacité partout dans le monde. S'agissant des principales régions de construction navale, il est à noter qu'il y a un excédent notable de la capacité parmi les chantiers des CE et une certaine surcapacité au Japon. Le tableau ci-après indique la ventilation par pays entre les principaux pays des CE engagés dans la construction navale.

	Par rapport à la capacité de 2000			Par rapport à la capacité projetée pour 2005		
	2001	**2002**	**2003**	**2001**	**2002**	**2003**
Allemagne	102%	106%	79%	90%	93%	70%
Danemark	68%	82%	72%	61%	73%	65%
Espagne	59%	67%	88%	54%	62%	81%

	Par rapport à la capacité de 2000			Par rapport à la capacité projetée pour 2005		
	2001	**2002**	**2003**	**2001**	**2002**	**2003**
Finlande	116%	88%	69%	116%	88%	69%
France	165%	107%	139%	147%	95%	124%
Italie	80%	89%	88%	69%	77%	76%
Pays-Bas	77%	72%	43%	69%	64%	38%
Royaume-Uni	19%	21%	28%	19%	21%	28%
Pays membres de l'UE	**87%**	**84%**	**76%**	**78%**	**76%**	**68%**

Il convient de signaler en particulier la situation de la Chine, pour laquelle il est indiqué que la production a dépassé l'évaluation projetée pour 2005. Au moment de l'établissement de la projection en 2001, contrairement aux autres grandes régions de construction navale comme le Japon, la Corée et les CE, la Chine n'a pas communiqué ses propres estimations ni ne l'a fait par la suite. Les estimations de la capacité de l'OCDE montrent que la production a dépassé le chiffre estimé de la capacité pour 2000 aussi bien en 2002 qu'en 2003, et a dépassé en 2003 la capacité projetée pour 2005.

Or il y a eu une croissance considérable de la capacité en Chine depuis 2000, imputable aussi bien à une meilleure productivité[16] qu'à l'expansion ou à l'amélioration des installations. Drewry Shipbuilding Consultants estime qu'il y a eu une capacité excédentaire en Chine pendant cette période. Pour la période 1999-2001, il est estimé que les 20 principaux chantiers de construction navale en Chine (qui représentaient environ trois quarts de la capacité du pays) fonctionnaient à 55 pour cent de leur capacité. Drewry a effectué une estimation détaillée de la capacité en Chine, sur la base des lignes directrices convenues de l'OCDE, qui prend en compte le type de navire construit et les résultats obtenus pendant la période 1999-2001 et qui a été publiée dans son rapport (établi de sa propre initiative) sur les chantiers navals chinois paru en juillet 2003. D'après cette évaluation, la capacité de la Chine était de 3,187 millions de tbc à la fin de 2002, chiffre qui, considéré conjointement avec la production signalée pour la Chine en 2002 et 2003, indiquerait des taux d'utilisation de 49 pour cent et de 81 pour cent, respectivement. En outre, Drewry a calculé qu'une capacité additionnelle projetée de 0,353 million de tbc devait être mise en service en 2005-2006. Cette capacité estimée à 3,54 millions de tbc pour 2005-2006 contraste avec l'estimation établie précédemment par l'OCDE pour 2005, à savoir 2,18 millions de tbc.

159. La question écrite n° 30 posée par le Groupe spécial après la première réunion était ainsi libellée:

> **"D'une manière générale, jusqu'à quel point un chantier naval typique a-t-il la flexibilité de produire la totalité des types de navires ou un large éventail de ces types? Quelles sont les contraintes matérielles et autres qui affectent la gamme de produits potentielle d'un chantier naval quelconque? Jusqu'à quel point l'expérience préalable est-elle importante pour le coût de production du chantier naval et sa capacité de construire un type de navire donné? Eu égard à ces considérations, veuillez décrire les capacités et expériences de chaque chantier**

[16] L'une des grandes difficultés dans ce domaine est le fait que la capacité potentielle est profondément influencée par l'efficacité de la production et non uniquement par la capacité matérielle nominale. Cela explique en partie pourquoi la Chine, avec son grand potentiel, est une aussi grande inconnue dans les projections.

naval des CE qui produit ou est capable de produire certains ou la totalité des types de navires de commerce mentionnés dans votre allégation relative au préjudice grave."

Veuillez présenter un résumé de tous renseignements déjà portés à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, qui sont pertinents pour ce point mais qui n'ont pas été mentionnés dans la réponse initiale des CE à cette question.

Observations

Au vu de la question du Groupe spécial, la Corée ne peut que répéter que les CE n'ont communiqué aucun renseignement à cet égard, que ce soit en fonction des types de navires ou, à plus forte raison, en fonction de navires similaires dans le cadre de la présente procédure. La Corée a déjà exprimé son étonnement au sujet de la déclaration des CE au paragraphe 131 de leur réponse à la question n° 30 du Groupe spécial. En effet, les CE avaient envoyé trois questionnaires à leurs chantiers navals lors de la procédure communautaire au titre du règlement sur les obstacles au commerce, pendant la période 2000-2002, pour demander des renseignements sur les navires construits et vendus par ces chantiers. Environ 21 chantiers navals ont coopéré pendant cette période en répondant aux questionnaires. (*Voir* aussi l'annexe 1 a) des documents communiqués par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.) Sur la base des renseignements détaillés que les CE ont dû avoir reçus et des données qui devraient être mises à la disposition de leur expert, la FMI, il aurait dû être possible d'évaluer, du moins pour ces 21 chantiers navals qui figurent parmi les plus importants des CE, les capacités et l'expérience relatives à la production d'une partie ou de la totalité des types de navires de commerce cités dans les allégations concernant le préjudice grave.

La Corée se réfère aussi à l'annexe 1 b) des documents communiqués par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V, qui montre clairement qu'un grand nombre sinon la totalité des chantiers des CE ont produit, pendant la période allant de 1997 à juin 2003, uniquement un – ou tout au plus deux – types de navires de commerce visés par le présent différend, par exemple:

- Aker MTW: transporteurs de produits et de produits chimiques, porte-conteneurs
- HDW: porte-conteneurs
- IZAR: transporteurs de produits et de produits chimiques, transporteurs de GNL
- Kvaerner Warnow: porte-conteneurs
- Odense: porte-conteneurs
- Thyssen: porte-conteneurs
- Fincantieri: transporteurs de produits et de produits chimiques
- Kröger Werft: porte-conteneurs
- Stralsund: porte-conteneurs
- Peene Werft: porte-conteneurs
- Flender Werft: porte-conteneurs
- Lindenau: transporteurs de produits et de produits chimiques
- SSW: porte-conteneurs
- Aker Ostsee: porte-conteneurs

Chantiers de l'Atlantique n'est même pas sur la liste mais ne devrait être inclus, de toute façon, que pour les transporteurs de GNL. Cela est confirmé pour les chantiers des CE indiqués ci-dessus et pour d'autres, qui figurent dans l'annexe 2 b) déposée par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V avec la liste des commandes ventilées par nationalité de l'armateur.

En fait, si la détermination correcte du produit similaire était prise en compte, comme la Corée le fait valoir, il serait aussi établi que les chantiers des CE concentrent leurs activités sur des fourchettes spécifiques de tailles à l'intérieur des types de produits constitués par les porte-conteneurs et les transporteurs de produits et de produits chimiques. De plus, cela ne résulte pas de l'octroi des subventions coréennes alléguées mais d'une évolution longue de plus d'une décennie. Cette évolution a commencé bien avant l'octroi de l'une quelconque des subventions alléguées et tient à une décision des chantiers communautaires de se spécialiser dans des types spécifiques de navires similaires, les plus grands d'entre eux ayant décidé de concentrer en particulier leurs activités sur des navires à haute valeur ajoutée comme les navires de croisière, les transbordeurs ou les navires rouliers, pour lesquels ils continuent à détenir une très grande part de marché. Il peut s'agir, cependant, d'un effet de la myriade de subventions accordées par les CE.

Les chantiers des CE n'ont pas l'intention de construire des navires de tous types ou de toutes tailles mais ont opté pour des spécialisations plus pointues et ont investi en conséquence. À titre d'exemple, la Corée se réfère à l'annexe 4 b) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V. En particulier, les états financiers pour 2002 d'Aker MTW (voir le rapport de gestion pour l'exercice financier 2002, section 1 concernant l'évolution de l'entreprise, pièce n° 4/2) qui, après avoir indiqué que le chantier avait pu "l'emporter sur les concurrents coréens" pour la commande de six porte-conteneurs de 2 500 evp, à construire pour la compagnie maritime iranienne IRISL, et qu'un navire de croisière était commandé, précisent:

> En 2002, l'investissement était axé sur le remplacement du matériel et des systèmes, en particulier pour permettre la fabrication en parallèle de porte-conteneurs et de navires de croisière.

Il est aussi fait référence aux états financiers de Chantiers de l'Atlantique pour l'exercice clos le 31 mars 2001, également inclus dans l'annexe 4 b) des données communiquées par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V. En particulier, il est clairement indiqué à la page 14 du message du PDG Pierre Bilger que les transbordeurs, les navires de croisière et les transporteurs de GNL ainsi que la construction navale resteront prioritaires. Bien entendu, seuls les transporteurs de GNL sont visés par le présent différend, ce qui confirme que Chantiers de l'Atlantique n'est pas intéressé par les porte-conteneurs ni par les transporteurs de produits et de produits chimiques (comme cela est aussi confirmé par le fait que la France a demandé à recourir à l'aide au titre du mécanisme de défense temporaire des CE uniquement pour les transporteurs de GNL).

La Corée renvoie aussi le Groupe spécial aux états financiers de Fincantieri, important chantier des CE, qui figurent à l'annexe 4 b). Elle note que, alors que dans ses rapports annuels, le chantier donne des détails sur la construction de navires de croisière et de transbordeurs, il ne dit rien sur la construction d'autres navires de commerce, hormis une brève référence à la construction de transporteurs de produits chimiques, dont les CE elles-mêmes affirment qu'ils ne relèvent pas du champ du présent différend, tout en soutenant qu'il existe une substituabilité de l'offre pour tous les navires similaires.

Dans ses états financiers pour l'exercice clos le 30 septembre 1997, également joints dans l'annexe 4 b), HDW déclare ce qui suit à la page 12:

> Nos activités de développement de produits dans la construction de navires de commerce sont axées sur les solutions, adaptées aux clients, pour les problèmes de transport maritime de toutes sortes et sur de nouveaux concepts pour les paquebots. Les navires de croisière de HDW sont soit des navires modernes inspirés du style de navires anciens soit de nouveaux types de navires résidentiels de luxe qui n'ont jamais été construits auparavant. En ce qui concerne les navires de charge, nous concentrons nos activités sur le développement de transbordeurs rapides et de porte-conteneurs,

> ainsi que de nouveaux systèmes d'isolation pour les transporteurs de gaz, et sur la conception de navires pour le transport de conteneurs frigorifiques.

Il est évident que, ayant ainsi défini ses priorités, HDW n'a pas cherché à construire d'autres types de navires tels que les transporteurs de GNL ou les transporteurs de produits et de produits chimiques, ni ne s'en est estimé capable en ce qui concerne ces autres types de navires.

Le rapport de gestion accompagnant les états financiers de Kvaerner Warnow pour l'exercice financier 2001 (annexe 4, section 4) précise ce qui suit:

> Les porte-conteneurs demeureront la principale branche d'activité de KWW. Cependant, le chantier envisage d'élargir sa gamme de produits afin d'être moins tributaire des tendances des prix sur le marché des porte-conteneurs. Cet objectif sera atteint en coopération avec les chantiers partenaires à l'intérieur du groupe. L'expérience et la réputation que le chantier a acquises dans la construction de la plate-forme de forage ouvriront de nouvelles possibilités pour d'autres projets offshore et seront mises à profit et développées en coopération avec les chantiers partenaires à l'intérieur du groupe.

Il est clair que, ayant déjà déclaré dans la section 1.5 que la recherche-développement était axée sur le développement de modèles pour porte-conteneurs standard, Kvaerner Warnow a délibérément concentré ses activités sur la construction de porte-conteneurs et n'envisageait pas de les diversifier dans d'autres catégories de navires de commerce, tout en considérant la possibilité de construire en outre des plates-formes de forage.[17]

Il en va de même pour Volkswerft Stralsund qui, dans la section 3 de son rapport de gestion annuel joint à ses états financiers pour 1999 dans l'annexe 4 b), a indiqué que "[l]e chantier naval continuer[ait] à axer ses activités de commercialisation sur les porte-conteneurs de taille moyenne et les gros navires spécialisés pour le secteur offshore".[18]

160. En ce qui concerne l'indice composite des prix des navires neufs fourni par les CE, celles-ci indiquent que les principaux consultants du secteur de la construction navale tiennent aussi à jour des "données plus spécifiques relatives aux prix de types particuliers de navires". Dans la pièce jointe n° 2 annexée à leurs réponses aux questions, les CE fournissent des données sur les prix concernant deux tailles de transporteurs et huit tailles de porte-conteneurs.

a) S'agit-il des données "plus spécifiques" auxquelles les CE font référence?

b) Pourquoi les CE donnent-elles la ventilation particulière qu'elles présentent? Existe-t-il d'autres ventilations pour ces produits? Veuillez expliquer.

---

[17] Il est aussi fait référence au rapport de gestion de Kvaerner Warnow pour l'exercice financier 2000 (annexe 4, page 5/6), également joint dans l'annexe 4 b), où le chantier naval déclarait ce qui suit: "KWW, qui s'est spécialisé dans le marché des porte-conteneurs, continuera dans l'avenir immédiat à privilégier l'obtention de nouveaux contrats dans ce domaine". La Corée note, pour mémoire, qu'il est dit dans le même rapport que "[l]a compétitivité et la rentabilité du chantier naval seraient améliorées si les limites imposées par l'UE sur la production étaient assouplies ou levées".

[18] La section 5 du rapport de gestion pour l'exercice financier 2002, également joint dans l'annexe 4 b), confirme ce qui suit: "[n]otre activité en matière d'acquisition restera axée sur le segment éprouvé du marché des porte-conteneurs de taille moyenne et des navires ravitailleurs".

Observations

La Corée se réfère à sa réponse à la question n° 173 d) et e) concernant les indices détaillés de séries de prix utilisés dans le secteur.

161. Les CE présentent des indices des coûts de production coréens estimatifs par rapport aux prix à l'appui de leur argument selon lequel il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix. Elles indiquent que leur consultant, la FMI, a établi des estimations des coûts compte tenu des diverses tendances et des divers avantages connus en matière de coût des chantiers coréens. Dans leurs réponses aux questions posées après la première réunion, les CE ont donné une description de la méthode utilisée par la FMI pour établir ces estimations. Elles ont aussi indiqué que, si le Groupe spécial le demandait, elles fourniraient les données sous-jacentes détaillées. Estiment-elles qu'une présentation graphique des indices des prix, accompagnée d'une description de la méthode, constitue des éléments de preuve *prima facie* indiquant l'évolution des coûts dans la construction navale coréenne? Veuillez expliquer.

Observations

La Corée fait observer que les CE n'ont même pas fourni de données concernant les coûts de production par rapport aux indices de prix pour chacun des segments du marché des navires qu'elles ont elles-mêmes identifiés. À la deuxième réunion de fond, à la suite d'une demande du Groupe spécial, les CE ont confirmé qu'une évaluation du préjudice grave devrait être effectuée séparément pour chacun des trois segments de produits qu'elles avaient indiqués. Alors que la même question est maintenant adressée par écrit aux CE, une distinction claire ayant été faite entre les trois segments de produits, suivant le raisonnement des CE, il n'y a aucune raison pour laquelle les CE devraient répondre différemment par écrit. Ainsi, lorsqu'elles allèguent qu'il doit y avoir empêchement de hausses de prix car en l'absence d'une pression sur les prix imputable aux subventions coréennes, l'accroissement de la demande, des taux de fret et des coûts de production auraient entraîné des hausses de prix, les CE auraient dû établir des éléments *prima facie* à l'appui de leurs allégations, déjà dans leur première communication écrite, pour chacun de leurs propres segments de produits séparément.

Les CE ne l'ont pas fait et ont encore affaibli leurs allégations dans les pièces jointes n° 2 et 6 annexées à leurs réponses aux questions du Groupe spécial ainsi que dans leur deuxième communication écrite. Le tableau ci-après le montre clairement.

	Première communication écrite		**Pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial**	
	Évolution des prix	Indices de prix et de coûts	Évolution des prix	Indices de prix et de coûts
Transporteurs de GNL	Évolution des prix des navires neufs (figure 30, page 164)	Indices de coûts et de prix pour les transporteurs de GNL coréens (figure 38, page 165) *Aucune explication sur la manière dont ces indices de coûts ont été calculés et les navires auxquels correspondent ces transporteurs de GNL.*	Prix en fin d'exercice des transporteurs de GNL (figure 1.3, page 3)	Indices de coûts et de prix pour les transporteurs de GNL coréens (figure 1.5, page 4) *Des explications sur la moitié d'une page concernant l'"estimation" des indices de coûts (section 4, page 16), mais toujours aucune explication claire quant à la manière dont ces coûts ont été calculés ou aux transporteurs de GNL qui sont pris en compte dans ces indices.*

	Première communication écrite		**Pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial**	
Porte-conteneurs	Un graphique indiquant les prix sur le marché mondial pour les porte-conteneurs de 3 500 evp et de 1 100 evp, provenant de Clarkson Research Studies (figure 41 dans la première communication écrite des CE, page 167)	Indices de coûts et de prix pour les porte-conteneurs coréens de 3 500 evp (figure 40, page 166 de la première communication écrite des CE) *Les indices de prix ont été vraisemblablement calculés sur la base de la figure 41* *Aucune explication sur la manière dont ces indices de coûts ont été calculés et sur les porte-conteneurs pris en compte.* *Aucune explication quant à la raison pour laquelle les conclusions concernant tous les porte-conteneurs sont établies sur la base d'une seule fourchette de tailles spécifique.*	Un graphique indique l'évolution des prix pour des porte-conteneurs de huit tailles différentes, d'après Clarkson Research Studies	Des indices de coûts et de prix sont indiqués pour un porte-conteneurs Panamax coréen (figure 3.7, page 15). *Les observations concernant les données figurant dans la première communication écrite restent valables. En outre, il apparaît douteux que les indices de coûts et de prix indiqués dans la figure 3.7 puissent être conciliés avec ceux qui figurent dans la première communication écrite. Ces derniers concernent des porte-conteneurs de 3 500 evp tandis que dans la pièce jointe n° 6 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial, il est indiqué que les porte-conteneurs Panamax mentionnés dans la figure 3.7 sont des navires se situant entre 4 000 et 5 000 evp (point 7, page 1).* *Il semble y avoir incohérence dans la démonstration des CE*
Transporteurs de produits et de produits chimiques	Rien n'est indiqué au sujet de l'évolution des prix	Indices de coûts et de prix pour les mini-transporteurs de produits et de produits chimiques coréens (figure 43, page 169 de la première communication écrite des CE) *Aucune indication quant à la manière dont les indices de prix ont été déterminés.* *Aucune explication quant à la manière dont ces indices de coûts ont été calculés et quant aux porte-conteneurs pris en compte.* *Aucune explication quant à la raison pour laquelle*	Évolution des prix pour les transporteurs de produits Handymax et Panamax, d'après Clarkson's (figure 2.3, page 8) *Les données sont indiquées pour les "transporteurs de produits" alors que les CE ont constamment dit que les "transporteurs de produits et de produits chimiques" sont visés par le présent différend et qu'elles ont précisé à la deuxième réunion de fond qu'il*	Aucun indice de coûts et de prix n'est indiqué et rien n'est dit pour ce qui est de savoir si les CE maintiennent les chiffres contenus dans la figure 43 de leur première communication écrite. *L'incertitude est totale quant aux allégations. Si les CE maintiennent la figure 43, les questions/observations formulées dans la troisième colonne du présent tableau restent valables.*

	Première communication écrite		Pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions du Groupe spécial	
		les conclusions pour tous les transporteurs de produits et de produits chimiques sont établies sur la base d'une seule fourchette de tailles spécifique.	*s'agissait de navires citernes transportant à la fois du pétrole et des produits chimiques. Il n'apparaît donc pas clairement si ces prix indiqués dans la figure 2.3 correspondent à ceux des produits visés par le présent différend.*	

Comme il a été dit, on ne voit pas clairement comment les indices de coûts utilisés ont été calculés ou si les données de coût de la FMI présentées dans l'annexe 10 a) des documents communiqués par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V ont été prises en compte. Cependant, si elles l'étaient, outre les critiques déjà mentionnées par la Corée dans sa deuxième communication écrite (page 124) ou dans le rapport Drewry (pièce n° 70 de la Corée, page 8.22), la Corée estime que les calculs des coûts ne sont pas suffisamment représentatifs pour être concluants. En effet, les calculs de coût ont été effectués pour les navires ci-après, visés par le présent différend:

- Hanjin, porte-conteneurs de 4 900 evp
- Daewoo, porte-conteneurs de 5 100 evp
- STX, navire citerne de 51 000 tpl (qui peut être un transporteur de produits non visé par le présent différend)
- Hyundai Mipo, navire citerne Handymax[19]
- Daewoo, transporteur de GNL pour Exmar
- Hyundai, transporteur de GNL pour Golar
- Hyundai, 2 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, transporteur de GNL pour British Gas
- STX, transporteur de produits Panamax (qui peut ne pas être concerné par le présent différend, lequel vise les transporteurs combinés de produits et de produits chimiques)
- STX, transporteurs de produits et de produits chimiques[20]
- Hyundai, porte-conteneurs de 7 200 evp
- Daewoo, transporteur de GNL pour Bergesen
- Samho, navires citernes Aframax (qui peuvent ne pas être concernés par le présent différend, lequel vise les transporteurs combinés de produits et de produits chimiques)

[19] Pour plus de détails concernant ce navire et les trois précédents, voir section 6, FMI Mid-term report, Shipbuilding Marketing Report – Phase 4, mars 2003, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

[20] Pour plus de détails concernant ce navire et les cinq précédents, voir section 6, FMI Final report, Shipbuilding Market Monitoring – Phase 3, août 2002, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

- Samsung, porte-conteneurs de 7 200 evp
- Daedong, porte-conteneurs de 2 500 evp
- Hyundai Mipo, mini-transporteurs de produits (qui, comme il est dit plus haut, peut ne pas être concerné)
- Shin-A, mini-transporteurs de produits (qui, comme il est mentionné plus haut, peuvent ne pas être concernés)[21]
- Daedong, navire citerne de 35 000 tpl (s'il s'agit d'un transporteur de produits, ce navire peut ne pas être concerné)
- Hanjin, porte-conteneurs de 5 608 evp
- Hanjin, porte-conteneurs de 1 200 evp
- Hanjin, porte-conteneurs de 6 250 evp
- Halla, porte-conteneurs de 3 500 evp
- Hyundai, porte-conteneurs de 6 800 evp
- Hyundai, porte-conteneurs de 5 600 evp
- Hyundai, transporteur de GNL pour Bonny Gas Transport
- Hyundai, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 5 500 evp
- Samsung, porte-conteneurs de 3 400 evp[22]

Ainsi, il semblerait que les calculs de coût ont été effectués, au mieux, pour environ 25 navires sur les centaines de navires coréens vendus qui sont les types de navires visés par le différend. Pas même la moitié de ces calculs de coût ne se rapportent à des navires construits par les chantiers restructurés.

La Corée estime, en conséquence, que si cela devait servir de base aux indices de coûts avancés par les CE en relation avec les indices de prix, ces indices de coûts ne sont pas représentatifs par rapport aux ventes totales des navires concernés par les chantiers restructurés, s'agissant du nombre de navires vendus ou des produits similaires visés. Si les indices de coûts ne sont pas fondés sur ces éléments, les indices invoqués par les CE constituent d'autant moins des éléments de preuve *prima facie* suffisants pour démontrer l'existence d'un empêchement de hausses de prix car ils ne sont que des assertions non étayées par des éléments de preuve. En tout état de cause, la Corée estime que les CE ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve qui leur incombait.

162. Quels éléments de preuve/exemples spécifiques sont contenus dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les prix à l'une des extrémités de la gamme de produits s'agissant d'un type particulier de navires ont une incidence sur les prix pour l'ensemble de la gamme? (Par exemple, y a-t-il des éléments de preuve spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant qu'un mouvement à la baisse pour les très grands porte-conteneurs entraîne un mouvement à la baisse correspondant pour tous les porte-conteneurs plus petits?)

[21] Pour plus de détails concernant ce navire et les six précédents, voir section 6, FMI Final report, Shipbuilding Market Monitoring – Phase 2, mai 2001, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

[22] Pour plus de détails concernant ce navire et les cinq précédents, voir section 2.2.2, FMI Final summary report, Shipbuilding Market Monitoring, avril 2000, annexe 10 a) des documents présentés par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V.

163. a) Pour chaque catégorie de navires, dans la pratique, quel est le degré de substituabilité des différentes tailles/configurations (systèmes de confinement dans le cas des transporteurs de GNL)? Y a-t-il des éléments de preuve/exemples spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial? En outre, veuillez communiquer les extraits pertinents des publications de la branche de production examinées à la deuxième réunion. (Par exemple, un expert de la branche de production s'est référé pendant la réunion à l'une des publications de cette branche qui contenait des renseignements en rapport avec les élasticités-prix croisées.)

Observations

Pour tous les navires, la taille est un grand obstacle à la substituabilité pour plusieurs raisons:

1. les gros navires ne peuvent physiquement pas opérer sur un grand nombre d'itinéraires ou dans les ports desservis par les petits navires;

2. en raison des volumes de trafic, les gros navires seraient obligés d'opérer en partie à vide sur un grand nombre d'itinéraires à faible trafic qui sont desservis par les petits navires; et

3. les économies d'échelle sont telles dans l'exploitation des navires que celle-ci est considérablement plus onéreuse par unité de cargaison transportée sur un petit navire que sur un gros navire (ce qui est la raison pour laquelle les gros navires sont construits). Des renseignements sont donnés dans les pièces n° 70 et 109 de la Corée au sujet des différents coûts d'exploitation des navires, qui sont publiés dans les rapports Drewry sur le secteur.

Il y a d'autres raisons qui sont plus spécialement liées au type de navire, dont les principales sont notamment les suivantes:

Transporteurs de produits/produits chimiques:

- La classe OMI des citernes sur les chimiquiers limite les cargaisons qu'un navire peut transporter conformément à la réglementation; il serait particulièrement peu probable que des navires onéreux de classe I ou II soient utilisés pour transporter des produits pétroliers.

- Le revêtement des citernes est un facteur qui limite les marchandises pouvant être transportées sur les pétroliers et transporteurs de produits/produits chimiques.

- Certaines marchandises font l'objet d'un trafic relativement faible en volume entre deux destinations tandis que pour d'autres, le volume du trafic est élevé; pour les cargaisons de faible volume, il faut des citernes plus petites et comportant davantage de subdivisions, et il n'est économiquement pas viable de transporter de petits volumes dans de grandes citernes ou inversement.

Porte-conteneurs

- Les petits navires sont généralement plus lents et risquent donc de ne pas respecter les calendriers de navigation pour les services de ligne sur les itinéraires desservis par les gros navires – ce qui entraînerait une grave perturbation des services de livraison pour les clients.

- Les gros porte-conteneurs sont construits sans être équipés d'engins de manutention propres car ils naviguent entre des ports à conteneurs spécialisés qui sont équipés d'installations de déchargement à gros débit. Ils ne pourraient donc pas décharger dans des ports moins spécialisés qui n'offrent pas ces installations car ils sont trop gros pour être desservis par les grues disponibles dans les petits ports. Pour cette raison, les navires qui utilisent ces petits ports sont équipés de leur propre matériel de manutention.

- Sur certains itinéraires, en particulier les liaisons Nord-Sud, le volume de cargaisons réfrigérées est nettement plus élevé et celles-ci ne peuvent pas être efficacement transportées par des navires ayant moins de capacité frigorifique qui assurent les liaisons Est-Ouest.

Transporteurs de GNL

- Les navires destinés à desservir des ports qui n'ont pas d'installations de reliquéfaction à terre doivent en être équipés à bord pour pouvoir décharger leurs cargaisons. L'expansion du trafic des transporteurs de GNL s'accompagne d'une augmentation de ces cas.

- Certains systèmes à membrane ont des problèmes de "ballottement" si les cuves sont partiellement vides, ce qui les empêche de décharger des parties de leurs cargaisons dans différents ports. Ce problème se pose surtout sur certains itinéraires de transporteurs de GNL japonais.

b) Les CE peuvent-elles citer des cas/situations spécifiques mentionnés dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial dans lesquels un propriétaire de navires a acheté et utilisé pour un usage particulier un navire plus grand que d'ordinaire, parce que ce navire était à un prix relativement faible?

164. Quels éléments de preuve spécifiques y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant que les APRG et les PSL, vers le moment de la restructuration, ont aidé les chantiers navals en question à rester en activité, soit en améliorant leur bilan/flux de liquidités, soit d'une autre façon?

165. Pour chaque catégorie de navires, quelle a été l'évolution des prix par rapport aux coûts dans les autres principaux pays constructeurs de navires depuis le milieu des années 90 et est-elle comparable aux tendances des prix par rapport aux coûts en Corée?

166. a) Pour chacun des trois types de navires, quels éléments de preuve/exemples spécifiques y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial (outre la plainte déposée dans le pays par Samsung contre Daewoo) montrant que les chantiers navals restructurés étaient, parmi les producteurs coréens, ceux qui exerçaient une influence déterminante sur les prix?

b) Quels éléments de preuve y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les subventions alléguées à la restructuration ont permis aux chantiers restructurés de faire baisser les prix pratiqués par tous les autres chantiers navals coréens?

c) Quels ont été les résultats financiers annuels des autres chantiers navals coréens (non structurés) depuis la restructuration?

167. Si, comme le font valoir les CE, les chantiers navals ont à peu près toute la flexibilité nécessaire pour produire n'importe quel type de navire, et que les chantiers coréens soient fortement subventionnés, pourquoi les chantiers navals coréens ne sont-ils pas plus ou moins également actifs pour tous les types de navires (y compris les navires de croisière, les transbordeurs, etc.)?

Observations

Voir la réponse à la question n° 126 qui démontre que les chantiers navals des CE ne pratiquent pas une substituabilité complète du côté de l'offre pour tous les types de navires. Les exemples ci-après montrent que cela arrive aussi fréquemment dans d'autres régions.

Le Japon a un grand nombre de chantiers navals et construit des navires de types très divers. De plus, comme il a une forte clientèle nationale, il est peu probable que l'absence d'un chantier d'un marché s'explique par une action anticoncurrentielle alléguée quelconque de la part de chantiers d'autres pays. Sur les 130 chantiers japonais qui ont livré des navires depuis 1990 ou qui ont actuellement un carnet de commandes:

- seuls cinq sont actifs dans le secteur des transporteurs de GNL
- seuls onze sont actifs sur le marché des paquebots/navires de croisière pour les très grands navires de croisière
- 24 sont actifs sur le marché des navires frigorifiques
- 26 sont actifs sur le marché des transporteurs de brut
- 36 sont actifs sur le marché des porte-conteneurs et neuf seulement sont actifs sur le marché des navires de 3 500 evp ou plus
- 47 sont actifs sur le marché des transporteurs de GPL.

Certains types de navires sont tellement spécialisés qu'il n'existe que quelques chantiers dans le monde entier. Les exemples évidents sont les grands navires de croisière pour lesquels il y a dans le monde entier sept chantiers ayant construit (ou inscrit sur leur carnet de commandes) des navires de croisière de 60 000 tonnes brutes ou plus depuis 1990, et des 86 navires concernés, 80 se répartissent entre quatre groupes de chantiers navals, à savoir: Chantiers de l'Atlantique, le groupe Fincantieri, Kvaerner Masa-Yards et Meyer Werft. Les six autres navires ont été construits, à raison de deux chacun, par Bremer Vulkan, Lloyd Werft (l'un et l'autre des chantiers des CE) et Mitsubishi HI (Japon). Dans le secteur des transporteurs de GNL, le nombre d'intervenants actifs est aussi bien entendu limité, 14 chantiers ayant construit (ou inscrit sur leur carnet de commandes) les 169 navires concernés depuis 1990.

En fait, une analyse complète de tous les types de navires montre que plus de 1 100 chantiers (ou groupes de construction navale) ont participé au marché depuis 1990, dont:

- 52 ont construit des navires frigorifiques ou ont reçu des commandes à cette fin
- 71 ont construit des transporteurs de brut
- 85 ont construit des dragues
- 92 ont construit des transporteurs de GPL
- 157 ont construit des navires rouliers
- 180 ont construit des porte-conteneurs
- 211 ont construit des vraquiers
- 214 ont construit des navires offshore

- 224 ont construit des chimiquiers correspondant à une des classes OMI
- 386 ont construit des cargos classiques ou cargos polyvalents.

Il a été beaucoup question de l'émergence de la Chine en tant que pays constructeur de navires important et une analyse semblable pour la Chine montre que pour les livraisons/commandes enregistrées (il est peu probable qu'un certain nombre de navires nationaux et de plus petit tonnage soient pleinement comptabilisés) depuis 1990, il y a 100 chantiers navals actifs, dont:

- aucun pour les navires de croisière
- un pour les transporteurs de GNL
- trois pour les navires frigorifiques
- cinq pour les transporteurs de GPL
- huit pour les navires rouliers
- dix pour les transporteurs de brut
- 12 pour les chimiquiers correspondant à une des classes OMI
- 22 pour les navires offshore
- 33 pour les vraquiers
- 37 pour les porte-conteneurs
- 58 pour les cargos classiques ou cargos polyvalents.

Nous estimons que cela montre bien l'absence d'homogénéité du marché de la construction navale du côté de l'offre et le fait que, dans la pratique, les chantiers n'essaient pas d'intervenir sur tous les secteurs du marché mais se concentrent sur certains types pour lesquels ils ont un avantage compétitif.

III. QUESTIONS AUX DEUX PARTIES

A. POINT J)/POINT K), PREMIER PARAGRAPHE

168. Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les APRG constituent des garanties du crédit à l'exportation et si les PSL constituent des crédits à l'exportation. Veuillez fournir tous documents (provenant du secteur de la construction navale, de l'OCDE ou de toute autre source) qui, à votre avis, étayent votre position sur ces questions.

Réponse

Les CE ont contesté le point de savoir si les APRG et PSL sont des garanties du crédit à l'exportation en se fondant principalement sur le bénéficiaire du mécanisme. Les arguments des CE posent des problèmes en ce sens que les "bénéficiaires" tels que les CE les indiquent, sont différents dans les deux cas. D'après les arguments des CE, les APRG sont émises pour le compte de l'acheteur étranger et il ne s'agit pas d'une garantie à l'exportation. Bien entendu, les PSL relèvent de mécanismes mis directement à la disposition des constructeurs navals, ce qui pose quelques problèmes dans l'argumentation des CE.

Les CE tentent de contourner ce problème en l'ignorant et en faisant une déclaration générale selon laquelle le deuxième paragraphe du point k) fait référence à l'OCDE et que cela doit donc constituer le contexte pour l'interprétation du premier paragraphe. Ainsi, selon les CE, les interprétations de l'OCDE n'engloberaient pas les PSL. Comme la Corée l'a fait observer, il n'y a aucune base juridique ou logique pour cette argumentation. Il est axiomatique qu'une exception doit être interprétée de manière étroite. En conséquence, il n'y a aucune base permettant d'interpréter la règle et l'exception comme ayant exactement la même portée. Le libellé de l'Accord lui-même ne donne aucune primauté en ce sens à l'OCDE par rapport à l'OMC. Alors que le deuxième paragraphe du point k) a été interprété comme constituant une exception spécifique qui s'applique à l'OCDE, il

n'est pas mentionné dans le texte de l'Accord que cette question est laissée à l'interprétation de l'OCDE. Même si la Corée, bien entendu, ne nie pas que l'OCDE soit une source utile de renseignements, ce type d'interprétation du droit ne peut certainement pas être la base permettant de subordonner l'Accord de l'OMC à d'autres dispositions des documents de l'OCDE.

Les CE continuent à créer de nouvelles règles juridiques extérieures au sens courant du libellé en faisant valoir que les garanties du crédit à l'exportation sont uniquement censées inclure le soutien apporté aux producteurs nationaux pour les protéger des risques inconnus à l'étranger. Bien entendu, les dispositions du point j) et du premier paragraphe du point k) ne se limitent pas de cette manière. Cette limitation proposée est une création des CE, et une dont les CE ont dû reconnaître à la deuxième réunion de fond qu'elle était anachronique même s'il était approprié que le Groupe spécial se fonde dans son analyse juridique sur la description quelque peu douteuse faite par les CE de la "philosophie" des Arrangements de l'OCDE. En outre, comme il est démontré ci-après, cette qualification par les CE des instruments visés et non visés est à la fois très artificielle et simplement inexacte.

La Corée a déjà expliqué en quoi elle est en désaccord avec les CE au sujet de leur interprétation extrêmement étroite (quand cela les arrange) des termes employés par l'OCDE. Elle a déjà spécifiquement fourni des éléments de preuve montrant que les États-Unis avaient déclaré à l'OCDE qu'ils ne souscrivaient pas à une interprétation aussi excessivement étroite de ce qui constituait un crédit ou une garantie à l'exportation. En fait, la Corée demeure quelque peu perplexe au sujet de cet argument des CE. Les CE se réfèrent aux APRG comme étant des garanties contre le risque *national* des constructeurs navals et non contre le risque étranger. Bien entendu, les parties ne discuteraient pas de la question des clauses de refuge s'il n'était pas supposé, pour les besoins de l'argumentation, que le Groupe spécial a déjà constaté qu'il s'agissait de subventions à l'exportation. Comme la Corée l'a fait observer à la deuxième réunion de fond, la nature des différends tels que celui-ci est que le défendeur doit présenter des arguments à titre subsidiaire sur chaque question contestée après la première. Le défendeur présente des arguments subordonnés dans le cas hypothétique où il a eu le dessous pour les questions précédentes. Par contre, la situation est totalement différente en ce qui concerne le plaignant. Celui-ci doit avoir gain de cause sur chaque question et, même si cela n'est pas une règle rigide, ne traiterait normalement les questions pour les besoins de l'argumentation que s'il formule, par exemple, une allégation en situation de non-violation au titre de l'article 26 du Mémorandum d'accord. En l'espèce, il est impossible de voir comment les CE peuvent faire valoir qu'il s'agit d'instruments nationaux et non d'instruments visant les exportations à moins qu'elles ne souhaitent concéder le point fondamental de toute leur allégation, à savoir la subordination aux exportations. S'il s'agit d'un programme de garantie du crédit, et qui est subordonné aux exportations, il s'ensuit que c'est une "garantie du crédit à l'exportation" au sens du point j). À cet égard, l'explication donnée par la Commission économique et sociale de l'ONU au sujet de la "garantie du crédit à l'exportation" est instructive. La Commission définit les garanties du crédit à l'exportation comme étant des "instruments visant à protéger les banques qui financent les exportations contre les pertes qui peuvent résulter de l'octroi de fonds aux exportateurs".[23] D'après elle, la garantie du crédit à l'exportation confère de même un avantage aux exportateurs, car "[u]ne telle garantie permet aux exportateurs d'obtenir plus facilement un financement avant ou après expédition auprès d'un établissement bancaire".[24] Considérée à la lumière des exemples ci-après de la pratique suivie par d'autres Membres, cette définition montre clairement que les APRG sont bel et bien une garantie du crédit à l'exportation, car elles sont un instrument visant à protéger les acquéreurs de navires, ou les banques qui assurent le financement en leur nom, contre les pertes qui peuvent résulter de l'octroi de fonds aux chantiers navals.

La KEXIM n'est pas le seul établissement à offrir ces types d'instruments. Par exemple, Finnvera, l'organisme finlandais de crédit à l'exportation, propose divers types de garantie de caution.

---

[23] **Pièce n° 137 de la Corée**. Citation extraite de *Trade Facilitation Handbook*, Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (page 61) (ST/ESCAP/2224).

[24] *Ibid*.

D'après le site Web de Finnvera, "la garantie de caution est une contre-garantie pour la banque qui émet une caution au nom de l'exportateur *en faveur de l'acheteur étranger*. Les cautions que l'acheteur peut exiger comprennent, par exemple, une caution de soumission, *une caution de paiement anticipé,* une caution de bonne exécution ou une caution pour la période d'entretien."[25] L'explication de la garantie comporte deux aspects importants. Premièrement, Finnvera ne limite pas la garantie aux situations découlant du risque étranger. Deuxièmement, on peut aussi voir comment un mécanisme qui protège en principe l'acheteur étranger peut en réalité avoir pour effet de protéger le constructeur naval contre de tels risques politiques étrangers – soit précisément le genre de risque qui, selon les CE, est l'élément central du point j): "Pour l'exportateur, la garantie est une assurance contre la mobilisation de la caution. La garantie permet de se prémunir contre la possibilité que la caution ne soit mobilisée de façon inéquitable ou en raison de risques politiques. Les risques politiques comprennent les guerres, insurrections et autres événements dans le pays de l'acheteur qui empêchent un exportateur de s'acquitter des obligations prévues dans le contrat, de sorte que l'acheteur mobilise la caution."

De même, la société allemande Hermes met à disposition les types de caution et garantie suivants: "cautions de paiement anticipé, cautions de bonne exécution et cautions pour l'entretien".[26] Au Royaume-Uni, l'ECGD propose divers mécanismes de crédit à l'exportation aussi bien aux acheteurs qu'aux fournisseurs; il ne semble pas se limiter à un côté de la transaction. Parmi les instruments proposés, figurent diverses polices d'assurance de caution (Bond Insurance Policies – BIP), qui d'après l'ECGD, comprennent les:

> Garanties de paiement anticipé. Ces garanties protègent l'acheteur contre la perte des montants payés d'avance. Elles sont particulièrement courantes lorsqu'il y a une longue phase de conception et de fabrication avant la livraison du matériel ou des marchandises à l'acheteur. Le principal risque pour les exportateurs dans le cas de ces cautions est que des événements politiques peuvent faire obstacle à un contrat après la réception du paiement anticipé, mais avant la livraison des marchandises ou l'exécution du contrat.[27]

Il est aussi indiqué sur le site Web de l'ECGD que ce risque politique étranger est un aspect important mais que ce n'est pas le seul. Les BIP offrent une garantie contre toute mobilisation inéquitable de la caution, et non uniquement les risques politiques que l'ECGD indique séparément. Un autre exemple est l'EFIC (la Société de financement et d'assurance à l'exportation) de l'Australie. L'EFIC fournit pour le compte d'exportateurs admissibles des "cautions de paiement anticipé et cautions de bonne exécution" pour garantir les paiements anticipés ou pour aider les exportateurs à s'acquitter de leurs obligations de résultat dans le cadre du contrat.[28]

Exportation et développement Canada ("EDC") fournit un financement préexpédition "pour les exportateurs qui ont besoin de comptant pour fabriquer des biens exportés".[29] EDC explique ensuite:

> Le programme de financement préexpédition aide les exportateurs canadiens à gagner des marchés en disposant de fonds de roulement pour financer les coûts initiaux des contrats à l'exportation. EDC travaille en collaboration avec des institutions

---

[25] **Pièce n° 124 de la Corée**. (pas d'italique dans l'original)
[26] **Pièce n° 125 de la Corée**.
[27] **Pièce n° 126 de la Corée**. La Corée souhaiterait signaler spécifiquement au Groupe spécial que le terme "bond" ("caution") est utilisé de manière interchangeable avec le terme "guarantee" ("garantie") par l'ECGD, et implicitement aussi par les autres organismes de crédit à l'exportation.
[28] **Pièce n° 138 de la Corée**.
[29] **Pièce n° 127 de la Corée**.

> financières canadiennes pour encourager les banques à accorder des prêts préexpédition aux petits exportateurs.[30]

L'Institut norvégien GIEK fournit une "garantie avant expédition [qui] [p]rotège l'exportateur des pertes qui peuvent se produire pendant la production, avant la livraison". Il fournit aussi des "garanties de caution [qui] [a]ident les exportateurs à présenter des garanties pour les appels d'offres, les paiements anticipés ou la concurrence (cautions)".[31]

Tant l'ECGD que la Banque Exim de l'Inde fournissent des prêts après expédition directement aux fournisseurs, mais cela ne se distingue pas juridiquement du type exact de prêts avant expédition fournis par divers organismes de crédit à l'exportation. En fait, la Banque Exim de l'Inde offre aussi le même type de mécanisme pour le stade avant expédition:

> Crédits avant expédition en roupies:
>
> Les crédits avant expédition en roupies sont accordés pour financer les besoins de financement temporaires des contrats d'exportation. Ce mécanisme permet de prévoir des dépenses de mobilisation en roupies pour les projets de construction/clés en main. Les exportateurs pourraient aussi obtenir des crédits en devises pour financer les coûts des intrants importés en vue de la fabrication de produits d'exportation à fournir dans le cadre des projets. Les banques commerciales accordent aussi ce type de crédit pour des périodes déterminées.[32]

La Banque Exim de l'Inde propose aussi ce qu'elle appelle des mécanismes hors fonds qui sont des "garanties accordées directement ou en prises de participation avec d'autres banques pour les contrats d'exportation". Ces mécanismes comprennent les:

> Garanties de paiement anticipé:
>
> Les exportateurs sont censés obtenir une avance au titre de la mobilisation correspondant à 10-20 pour cent de la valeur du contrat, qui est normalement versée contre garantie bancaire et déduite proportionnellement des paiements intérimaires effectués pendant l'exécution du projet.[33]

Ces exemples montrent que tant les APRG que les prêts avant expédition ne se limitent pas à la Corée. De même, ces mécanismes ne concordent pas aussi aisément avec l'interprétation simpliste par les CE de ce que constitue un risque national ou étranger.[34] De toute évidence, les APRG et les PSL sont les instruments auxquels les clauses de refuge prévues au point j) et au premier paragraphe du point k), respectivement, peuvent s'appliquer.

169. Le point j) fait référence à la mise en place de divers "programmes". En supposant qu'une interprétation *a contrario* du point j) soit admissible, pourrait-elle servir de moyen de défense pour des transactions APRG individuelles, par opposition au programme APRG en soi? Veuillez expliquer. En particulier, si l'élément central du point j) est les frais à longue échéance au titre de la gestion du programme, comment le point j) pourrait-il permettre de déterminer si

---

[30] **Pièce n° 127 de la Corée**.
[31] **Pièce n° 128 de la Corée**.
[32] **Pièce n° 129 de la Corée**.
[33] *Ibid*.
[34] En fait, si l'interprétation étroite et simpliste des CE était correcte, un certain nombre d'États membres des CE seraient *prima facie* en situation de violation de la Partie II de l'*Accord SMC* car leurs programmes ne relèveraient pas des paramètres de l'Arrangement de l'OCDE et ne seraient protégés par aucune clause de refuge.

des transactions individuelles dans le cadre du programme constituent ou non des subventions à l'exportation?

Réponse

Comme il a été dit à la deuxième réunion de fond, le libellé du point j) apparaîtrait exiger une évaluation au niveau des programmes. Autrement dit, le Groupe spécial doit chercher à savoir si les primes prélevées dans le cadre des programmes couvrent les frais de gestion à long terme de ces programmes. Une fois que cela est établi, même dans le cas où une transaction individuelle pourrait comporter un niveau de prime qui, s'il était appliqué de manière générale, ne couvrirait pas les frais de gestion à long terme, ladite transaction individuelle, parce que le programme couvre ces coûts, relèverait alors de la clause de refuge. Le revers de la médaille ici est qu'il s'ensuit nécessairement que si le programme ne couvre pas ses frais de gestion à long terme, une transaction individuelle ne relèvera pas de la clause de refuge même si elle comporte un niveau de prime qui, s'il était généralisé, couvrirait les frais de gestion à long terme.

De l'avis de la Corée, le Groupe spécial doit prendre une décision faisant autorité sur ce que signifie l'expression "long terme" puis évaluer les éléments de preuve concernant le point de savoir si le programme en question a couvert ou non ses frais et pertes de gestion au cours de la période considérée. C'est un point qui peut être difficile à vérifier dans certains autres cas, mais la Corée a présenté en l'espèce des éléments de preuve qui démontrent que les programmes APRG et de prêts avant expédition ont permis de couvrir les frais et pertes de gestion de la KEXIM pendant toutes les périodes y compris la période difficile de la crise financière en Asie.

B. APRG/PSL

170. La Corée affirme que les taux PSL de la KEXIM ont été supérieurs aux taux de certaines obligations de DSME depuis 1999 (paragraphe 231, première communication écrite de la Corée). Les CE affirment que certaines obligations de DHI étaient garanties (paragraphe 124, deuxième communication écrite des CE). Les parties font-elles référence aux mêmes obligations, ou les obligations de DSME mentionnées par la Corée sont-elles différentes des obligations de DHI mentionnées par les CE? Veuillez expliquer.

Réponse

La Corée voudrait faire observer que l'affirmation faite par les CE au paragraphe 124 de leur deuxième communication écrite est incorrecte et trompeuse. Premièrement, comme il est clairement indiqué dans la pièce n° 129 des CE à laquelle les CE font référence au paragraphe 124, les obligations qui y sont mentionnées ne sont pas toutes garanties. Certaines d'entre elles le sont, mais les autres sont "sans garantie" (par exemple, *voir* la page 3 de la pièce n° 129 des CE). Deuxièmement, comme la Corée l'a dit précédemment, lorsque DSME et DHIM ont été détachées de DHI, les dettes y compris les obligations de la société ont été imputées aux deux entreprises conformément à leur lien avec la société d'origine. En d'autres termes, toutes les dettes contractées par DHI jusqu'alors en relation avec les activités de construction navale ont été attribuées à DSME, et toutes les dettes contractées jusqu'alors en relation avec les activités de fabrication de machines étaient attribuées à DHIM. Or la pièce n° 129 des CE n'est pas celle qui prend en compte cette imputation de la dette (car elle est antérieure à la cession d'actifs), et énumère simplement les obligations de DHI qui étaient alors en cours. Les dettes qui ont été imputées à une société distincte ne peuvent pas constituer un point de repère pour les prêts de DSME. La Corée présente ci-joint la **pièce n° 139 de la Corée**. Cette pièce indique, parmi les obligations énumérées dans la pièce n° 129 des CE, celles qui ont été finalement attribuées à DSME à l'occasion de la cession d'actifs.

Par contre, la pièce n° 18 de la Corée montre le solde des obligations en cours de la société (qui ont été finalement attribuées à DSME) à la fin de chaque trimestre et les taux d'intérêt moyens

des obligations en cours pour les trimestres correspondants. Ainsi, on peut dire que la pièce n° 18 de la Corée reflète en partie mais non en totalité la pièce n° 129 des CE. La Corée estime que sa pièce n° 18 est plus pertinente que la pièce n° 129 des CE pour la détermination du point de repère.

171. Au sujet de la pièce n° 16 de la Corée, la "KEB", la "CHB" et la Banque Hanil sont-elles des organismes publics? Dans la négative, sont-elles des organismes privés à l'égard desquels il y a eu action "de charger ou d'ordonner"? Veuillez expliquer.

Réponse

La KEB, la CHB et la Banque Hanil (actuellement la Banque Woori) sont des banques commerciales exerçant leurs activités dans le cadre de la Loi sur les banques, qui est d'application générale pour toutes les banques commerciales. Pendant la période de transition lors de la crise financière asiatique puis par la suite, le gouvernement coréen et/ou la KDIC détenaient des parts de ces banques car ils avaient apporté des capitaux dans le cadre de la restructuration du secteur financier.

Comme la Corée l'a dit au sujet du concept d'"organisme public", il faut effectuer une analyse en deux étapes: i) une entité est un organisme public si elle est habilitée par le droit de l'État à exercer des éléments du pouvoir gouvernemental et ii) les actes en question ne sont réputés actes de l'État que si ces entités agissent en vertu de ce pouvoir dans le cas particulier. En ce qui concerne la première étape, il n'y a aucune loi qui habilite les banques mentionnées ci-dessus à exercer des éléments du pouvoir gouvernemental. En outre, lorsqu'elles émettaient des APRG, ces banques n'ont exercé aucun pouvoir gouvernemental. Eu égard à ce fait, ces banques ne peuvent pas être considérées comme des organismes publics aux fins de l'*Accord SMC*.

Pour que l'existence d'une action de charger/d'ordonner puisse être établie, les trois éléments ci-après doivent être réunis: i) une action explicite et affirmative, qu'elle soit délégation ou commandement; ii) est adressée à une partie particulière et iii) l'objet de cette action est une tâche ou un devoir particulier. Les CE n'ont pas établi d'éléments *prima facie* montrant qu'il y a eu action de charger/d'ordonner visant les banques mentionnées en vue de l'émission des APRG en question. En outre, les CE n'ont jamais parlé spécifiquement d'une "fonction" particulière quelconque dont un organisme privé, selon leur allégation, a reçu des pouvoirs publics coréens la charge ou l'ordre d'exécuter. La Corée réaffirme qu'il est uniquement satisfait aux prescriptions de l'article a) 1) iv) s'il est établi que l'organisme privé a reçu la charge ou l'ordre "d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux alinéas i) à iii) qui sont normalement [du] ressort [des pouvoirs publics], ..., la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics". La Corée ne voit dans l'émission d'APRG aucune pratique des pouvoirs publics. Surtout, hormis des assertions générales qui frisent par moment le cliché grossier, les CE n'ont fourni aucun élément de preuve montrant qu'il y a eu une délégation explicite et affirmative du commandement adressée aux banques spécifiques et leur ordonnant d'accorder des subventions.

C. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

172. Veuillez commenter les paragraphes 504 à 509 du rapport du Groupe spécial du GATT États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

Réponse

La Corée attend avec intérêt la réponse des CE à cette question et à la question n° 148. Il y a plusieurs manières de distinguer l'affaire *Droits compensateurs sur l'acier*. Malheureusement pour les CE, elles vont toutes dans le mauvais sens et étayeraient le critère de l'investisseur interne des CE proposé dans ladite affaire. La Corée note que la première observation à formuler au sujet de l'affaire

Droits compensateurs sur l'acier est qu'elle fait ressortir quelques différences entre les prises de participation et les conversions de dette en prises de participation dans les cas d'insolvabilité.

Toute la question de savoir si un investisseur interne ou un investisseur externe injecterait de nouveaux fonds dans une société sous la forme de prises de participation dépend de l'analyse de la possibilité d'obtenir des taux de rendement comparables sur les montants marginaux du nouvel investissement. Les CE faisaient valoir qu'un investisseur interne avait un point de vue quelque peu différent car il prendrait en compte les fonds déjà investis au moment d'ajouter de nouveaux montants marginaux. Autrement dit, si les nouveaux capitaux peuvent permettre d'optimiser les rendements sur les montants investis antérieurement, l'investisseur interne sera alors disposé à accepter peut-être un taux de rendement nominal plus bas sur le nouvel investissement. En effet, l'investisseur interne considère le nouvel investissement comme un catalyseur pour un meilleur rendement sur l'ensemble de l'investissement. Par contre, un investisseur externe, d'après les CE, n'envisage pas dans cette perspective les nouveaux capitaux comme ayant une fonction catalytique pour un investissement initial plus important, et exigera donc un taux de rendement plus élevé sur le nouvel investissement qu'il considère isolément. Pour l'essentiel, les investisseurs agissent l'un et l'autre sur une base commerciale rationnelle; il s'agit simplement d'une différence de perspective.

Dans le cas d'une insolvabilité, par contre, il n'y a pas de nouveaux capitaux investis. Le but est de maximiser le rendement sur ce qui a déjà été prêté, en reconnaissant qu'il s'agira dans tous les cas – du moins à court terme – d'un rendement négatif. La discussion sur l'investisseur interne/externe sert d'analogie pour ce processus de prise de décisions. Les créanciers étrangers dont l'enjeu dans l'entreprise est très modeste sont moins disposés à engager une procédure juridique et un processus de renégociation de la dette dans un autre pays. Les frais administratifs pour détention d'actifs à assumer pour participer à ces processus peuvent être très élevés. En revanche, les créanciers établis dans le pays qui sont davantage exposés aux risques en ce qui concerne aussi bien la société que le marché d'une manière générale sont dans une situation analogue à celle d'un investisseur interne qui a un enjeu beaucoup plus élevé à protéger et pour lequel les frais pour détention d'actifs d'une procédure d'insolvabilité en Corée sont notablement moindres que pour le créancier étranger. En outre, de même que les motivations sont différentes, les moyens de pression sont différents. La partie qui souhaite se désengager et dont l'exposition aux risques est relativement faible peut bloquer le processus d'une manière qui créerait des difficultés disproportionnées pour les créanciers internes. Ainsi, en utilisant ce moyen de pression, les créanciers étrangers peuvent obtenir des versements initiaux plus élevés sur leurs créances de la part d'autres créanciers. Mais le problème ne s'arrête pas là dans le cas de DSME car les créanciers externes ont demandé un montant résiduel sous forme de bons de souscription hors du cours. Si l'on envisage, avec recul, la transaction dans son ensemble, on voit que les créanciers internes ont obtenu moins dans l'immédiat mais un plus grand avantage potentiel à long terme par le biais des participations qu'ils ont reçues en échange de leurs créances. Les créanciers externes ont obtenu un montant initial plus élevé et accepté un montant potentiel plus modeste à long terme sous forme de bons de souscription, minimisant ainsi leurs risques et les frais pour détention d'actifs liés à une procédure d'insolvabilité en Corée. Ainsi, les uns et les autres ont reçu à l'issue de la transaction des montants semblables mais sous des formes différentes. Ils ont tous agi en tant que créanciers ou "investisseurs" parfaitement rationnels compte tenu de leurs perspectives différentes en tant qu'intervenants nationaux/internes et étrangers/externes.[35]

La Corée note aussi qu'elle n'a pas l'avantage de voir le rapport théorique sur lequel les États-Unis se sont fondés dans l'affaire *Droits compensateurs sur l'acier*, mais d'après sa description, ce document semble extrêmement abstrait et, par conséquent, d'intérêt limité. Postuler que deux parties sont exactement dans la même situation est un exercice purement théorique. Il n'y a pas deux personnes ayant exactement la même perspective et personne ne dispose de renseignements parfaits sur lesquels fonder ses décisions. C'est pourquoi il y a des négociations. Si ce n'était pas le cas, le Cycle de Doha n'aurait pas seulement commencé à Doha mais il s'y serait aussi achevé car tous les

[35] La Corée note que le rapport Lawes, pièce n° 105 de la Corée, étaye cette conclusion.

représentants des Membres, rationnels et parfaitement informés, auraient été en mesure de résoudre instantanément leurs divergences. Il n'y aurait pas eu de perspectives différentes, pour continuer avec cette hypothèse, car tout le monde serait dans une situation identique. Bien entendu, ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans le monde réel et elles ne se sont pas passées ainsi dans les opérations de renégociation de la dette en Corée. Les parties ont négocié pour obtenir les meilleurs résultats possibles dans des circonstances difficiles. Elles ont fixé leurs objectifs en fonction de leurs besoins spécifiques et ont fait usage des moyens de pression qu'elles ont pu avoir pour les réaliser de leur mieux. Ainsi, l'argument des CE concernant les perspectives différentes des investisseurs internes dans le cas des prises de participation s'applique avec encore plus de force s'agissant de créanciers différents dans le cas des opérations de renégociation de la dette pour insolvabilité.

À la lumière de l'analyse qui précède, la Corée voudrait aussi soulever une autre question illustrée par la comparaison entre ces questions dans l'affaire *Droits compensateurs sur l'acier* et les opérations de renégociation de la dette actuelles. Comme elle l'a fait remarquer dans ses communications et aux *réunions de fond*, il n'y a pas de transfert de fonds en l'espèce. La dette a été évaluée par les créanciers et les négociations visant à démembrer ce qui restait de la société ont été menées sur la base de ces évaluations respectives. Il n'y a eu aucune source de financement nouvelle pour payer l'un quelconque des créanciers. Ainsi, en disant que les créanciers nationaux ont obtenu trop peu sur leurs créances, les CE méconnaissent simplement le fait qu'il n'y avait rien de plus que ceux-ci pouvaient obtenir. *Il s'agissait uniquement d'une question de répartition entre créanciers*. Il n'aurait pu y avoir une source de fonds supplémentaire que si l'évaluation avait abouti à une détermination selon laquelle la dissolution et la vente à bas prix des actifs auraient rapporté davantage que le recours à la renégociation de la dette. Aucun créancier – national ou étranger, interne ou externe – n'est arrivé à cette conclusion.

La Corée note aussi que dans certains cas, une partie à un différend abandonnera une position antérieure si elle perd au sujet de l'argument en question. Dans le rapport du Groupe spécial cité, cependant, les CE n'ont pas "perdu" sur ce point. En fait, le Groupe spécial s'en est explicitement remis à l'autorité administrante en ce qui concerne l'argument "interne/externe". Aux paragraphes 466 et 490, le Groupe spécial notait qu'il ne lui appartenait pas d'émettre son propre jugement sur l'importance à accorder aux éléments de preuve. Au paragraphe 503, il notait qu'il était de son devoir d'examiner si les CE avaient établi que l'autorité administrante n'avait pas agi sur une base rationnelle. Au paragraphe 507, il notait qu'il pouvait y avoir des circonstances dans lesquelles les investisseurs internes et les investisseurs externes pourraient avoir des perspectives différentes. Au paragraphe 508, il faisait observer que les CE avaient présenté une autre approche possible, mais que cela ne suffisait pas lorsque la tâche du Groupe spécial était d'examiner si le DOC avait omis de prendre en considération les faits pertinents (le DOC avait aussi allégué qu'il avait en fait pris en considération certains des facteurs avancés par les CE). Ainsi, les CE n'avaient pas perdu sur le point de savoir quelle était la meilleure approche. En fait, elles étaient simplement dans l'impossibilité d'affirmer que l'approche qu'elles avaient avancée était la seule approche rationnelle. Par contre, le présent Groupe spécial n'examine pas une décision administrative et, par conséquent, doit émettre son propre jugement pour ce qui est de savoir quelle approche est la meilleure. Si les CE abandonnent maintenant leur position antérieure, il s'agit, pour le moins, d'un opportunisme pratiqué aux dépends de la logique et de la cohérence.

D. PRÉJUDICE GRAVE

173. a) Pour chacun des trois types de navires en cause dans le présent différend, comment les données sur les navires sont-elles normalement tenues à jour par la branche de production et par les analystes de la branche de production?

Réponse

Les données de la branche de production concernant les navires et la construction navale sont maintenues et conservées dans des bases de données électroniques détaillées, y compris:

- LR Fairplay Register of Ships,
- LR Fairplay World Shipping Encyclopedia/PC Register/ Newbuilding Register,
- Clarksons Ship Registers (disponibles pour les vraquiers, chimiquiers, transporteurs de gaz (uniquement de GPL), porte-conteneurs (y compris les navires polyvalents et navires rouliers), navires de service offshore, navires frigorifiques et navires citernes),
- Marbase.

Ces bases de données électroniques contiennent les dossiers individuels des navires achevés, chaque dossier comportant de nombreuses rubriques détaillées composées de renseignements techniques, commerciaux, opérationnels et relatifs à la construction. Les données figurant dans ces rubriques varient selon leur disponibilité et indiquent le type de navire et les caractéristiques techniques. Dans toutes les bases de données les renseignements sont ventilés selon les types et sous-types de navires, et bien qu'il y ait beaucoup de données communes, il n'y a pas de format standardisé. Les données concernant les sous-types sont beaucoup plus détaillées que celles de groupements primaires ou correspondant aux principaux types de navire, et les utilisateurs choisissent les données au niveau le plus approprié pour leurs besoins. Des exemples sont donnés ci-après:

Lloyds Register Fairplay	
World Shipping Encyclopedia/PC Register	**Register of Ships**
Types de navires	**Types de navires**
Vraquiers Transporteurs mixtes Porte-conteneurs Transporteurs de marchandises solides Divers Navires offshore Paquebots/transbordeurs Navires frigorifiques Navires rouliers Navires citernes (y compris les transporteurs de GNL)	Vraquiers – 14 sous-types Transporteurs de marchandises solides/paquebots – 24 sous-types (*y compris les porte-conteneurs et les navires frigorifiques*) Navires citernes – 19 sous-types (y compris les transporteurs de GNL) Navires offshore – 9 sous-types Navires de pêche – 9 sous-types Divers – 30 sous-types Navires autres que marchands – 4 sous-types Navires sans mode de propulsion – 2 sous-types Navires marchands autres que de haute mer - 13 sous-types Structures autres que les navires – 1 sous-type
180 sous-types environ	125 sous-types environ

Les tableaux joints dans la **pièce n° 130 de la Corée** indiquent les groupements de types de navires utilisés aussi bien dans LR Fairplay World Fleet Statistics que dans LR Fairplay Quaterly Shipbuilding Statistics. Il ressort de cette pièce que les transporteurs de produits chimiques/pétroliers sont inclus avec les chimiquiers dans le groupement de base des chimiquiers et non dans celui des pétroliers, en raison de la grande complexité qui résulte des prescriptions de l'OMI concernant les chimiquiers. Cela contredit la tentative des CE d'inclure les chimiquiers/pétroliers dans la catégorie des pétroliers purs.

Les renseignements liés spécifiquement au type de navire qui sont communs aux bases de données comprennent:

- porte-conteneurs – capacité en evp, capacité des cellules frigorifiques, détails concernant les engins de manutention;

- chimiquiers – classe OMI, capacité des citernes en mètres cubes, nombres de citernes;

- transporteurs de GNL – capacité des citernes en mètres cubes.

Il existe un très grand nombre de rubriques concernant les caractéristiques techniques qui sont plus ou moins complètes en fonction des données disponibles. Le tonnage brut est une rubrique commune pour tous les types de navires, le port en lourd pour tous les cargos et l'équivalent vingt pieds pour tous les porte-conteneurs. Certaines bases de données indiquent des valeurs tbc, d'autres des coefficients tbc mais les valeurs tbc peuvent être calculées d'après la jauge brute. Certains renseignements tels que les prix proviennent généralement de sources publiques, de sorte qu'ils sont parfois disponibles uniquement de manière sporadique et sont plus ou moins exacts. Ces bases de données contiennent aussi généralement des données plus limitées concernant les navires en commande (qui ne sont pas encore livrés), pour lesquels les données techniques et autres détails disponibles sont beaucoup plus lacunaires que pour les navires livrés.

Ces bases de données électroniques constituent le fondement d'un grand nombre de rapports statistiques établis périodiquement et la multiplicité des rubriques disponibles signifie que les données peuvent être résumées de nombreuses manières différentes. Elles sont généralement disponibles sur abonnement et un grand nombre d'acteurs de la branche de production (propriétaires de navires, chantiers navals et analystes) y ont accès et les utilisent comme principale source de renseignements.

Ces bases de données jouent un rôle important du fait que la disponibilité des renseignements n'est plus limitée par le format des rapports statistiques périodiques et que les analystes du secteur peuvent accéder aux données et les consulter sous n'importe quelle forme selon qu'il est nécessaire pour en assurer l'exactitude et la cohérence.

b) En particulier, ces trois catégories de navires sont-elles reconnues et utilisées habituellement à des fins d'analyse de la branche de production?

Réponse

La plupart des analyses sont fondées sur les bases de données électroniques mentionnées plus haut ainsi que sur les renseignements commerciaux et une connaissance détaillée des marchés, et sont utilisées pour l'établissement de certains rapports publiés régulièrement.

Ces rapports donnent habituellement des renseignements en fonction des types de navires mais ne coïncident pas nécessairement avec le classement en catégories de porte-conteneurs, transporteurs de produits et de produits chimiques et transporteurs de GNL proposé par les CE, ce qui explique pourquoi il est, en particulier, si difficile d'identifier la catégorie de produits des CE pour les transporteurs de produits et de produits chimiques.

Les types de transporteurs de produits chimiques et de transporteurs de GNL visés par le présent différend relèvent de la catégorie des navires citernes (comme il ressort du tableau sur la classification des types de navires figurant dans la réponse à la question n° 173 a) ci-dessus), qui est un large groupe comprenant les transporteurs de brut, les transporteurs de produits, les chimiquiers, les transporteurs de gaz ainsi que des navires spécialisés (là encore sans aucune catégorie correspondant aux transporteurs de produits et de produits chimiques). Dans LR Fairplay Register of Ships, par exemple, ce groupe comprend les navires citernes pour les produits suivants: bière, bitume,

produits chimiques/pétroliers, produits chimiques, pétrole brut, huile comestible, huile de poisson, jus de fruits, latex, GNL, GPL, mélasse, produits pétroliers, déchets d'hydrocarbures, huile végétale, eau et vin.

Une classification générale par type est, cependant, parfois incompatible avec les rubriques techniques détaillées en raison de différences dans la saisie ou la communication des données, de sorte qu'il faut considérer celles-ci compte tenu du contexte dans lequel les renseignements sont nécessaires afin d'éviter les données trompeuses, inexactes ou incomplètes.[36]

D'une manière générale, la classification suivante des navires citernes est largement admise:

- transporteurs de brut;
- transporteurs de produits pétroliers;
- chimiquiers[37];
- transporteurs de gaz – pour lesquels la distinction est toujours faite entre GPL et GNL.

Quant aux porte-conteneurs, ils sont habituellement mentionnés séparément des autres types de navires.

Les fourchettes de tailles sont utilisées dans presque toutes les analyses intrasectorielles et aussi pour quelques analyses intersectorielles. La **pièce n° 131 de la Corée** montre que les fourchettes de tailles sont régulièrement utilisées à l'intérieur des types de navire dans différentes publications sur le secteur. *Voir* les réponses à la question n° 173 c), d) et f) pour les exemples de fourchettes couramment utilisées pour l'établissement de rapports et d'analyses. Les statistiques courantes concernent le nombre de navires/commandes, la jauge brute et le port en lourd (tonnage de port en lourd, ou tpl, uniquement pour les cargos) et, dans le cas des porte-conteneurs, la capacité en evp – ces renseignements sont utilisés par les chantiers navals comme par les armateurs, et portent aussi bien sur les nouvelles commandes que sur le carnet de commandes et les livraisons. Les renseignements sur les carnets de commandes sont généralement indiqués à la fois en chiffres totaux et en chiffres échelonnés par année de livraison.

La tonne brute compensée (tbc) ne présente pas d'intérêt pour les armateurs ni pour les courtiers, mais est régulièrement utilisée à certaines fins dans la construction navale, pour indiquer la capacité de construction navale, la demande cumulée et la production de navires. Le choix du paramètre à utiliser est déterminé par le but pour lequel l'analyse doit être effectuée.

D'autres caractéristiques du navire, telles que le fait qu'il est équipé ou non d'engins de levage ou dispose d'une capacité frigorifique, peuvent aussi être prises en compte dans un certain nombre de rapports sur le secteur.

c) Dans l'affirmative, comment sont-elles définies et à quelles fins ces catégories sont-elles utilisées?

---

[36] Par exemple, lors de la rédaction de ses rapports qui figurent dans les pièces n° 70, 109 et 110 de la Corée, Drewry a établi, en vérifiant les sources mentionnées plus haut, que des navires correspondant aux classes de risques chimiques de l'OMI étaient indiqués comme étant des transporteurs de produits pétroliers et inversement. Par conséquent, les données étaient très inexactes et incomplètes à cet égard. Drewry a donc utilisé diverses sources pour rendre aussi exacte et complète que possible la catégorie des transporteurs de produits/produits chimiques.

[37] Il est à noter que dans la **pièce n° 130 de la Corée**, LR Fairplay inclut les transporteurs de produits chimiques/pétroliers dans la catégorie des chimiquiers et non dans celle des transporteurs de produits pétroliers, à la différence de la manière dont les CE ont utilisé cette donnée.

Réponse

L'utilisation des catégories de types de navires n'est pas rigoureusement définie et est donc influencée par les catégories utilisées par ceux qui ont fourni les données initiales ainsi que par certaines incohérences dans la saisie des données. Les catégories générales utilisées sont énumérées dans la section b) ci-dessus.

Les catégories définies dans la section b) sont utilisées à de très nombreuses fins mais le plus souvent dans les rapports indiquant le nombre de navires, les commandes ou la production par chantiers navals et pays de construction navale. Les analyses suivantes de la branche de production utilisent ces catégories qui, la Corée le répète, sont notablement plus complexes que les trois grandes catégories que les CE tentent de présenter comme étant la norme dans les rapports sur le secteur:

- Rapports statistiques paraissant à des intervalles réguliers – annuels, trimestriels, mensuels, etc., y compris:

  - LR Fairplay World Fleet Statistics – Rapport annuel
  - LR Fairplay Quarterly Shipbuilding Statistics
  - BRL Newbuilding Enquiry – Trimestriel
  - Clarksons World Shipyard Monitor – Mensuel
  - Drewry Monthly
  - Fairplay Solutions with Newbuildings – Mensuel
  - Clarksons Shipping Intelligence – Hebdomadaire
  - Ship Price Series (*Voir* la réponse à la section c) pour plus de détails)

- Rapports sur le secteur – contenant des observations et une analyse plus approfondie ainsi que des données – les exemples comprennent les rapports sur la construction navale établis par des analystes tels que Ocean Shipping Consultants et Drewry Shipping Consultants

- Rapports de courtiers – contenant des observations et des renseignements spéciaux sur différents secteurs des transports maritimes, établis par des maisons de courtage telles que Fearnleys et BRS.

En outre, des statistiques concernant la construction navale sont disponibles auprès d'organisations internationales comme l'OCDE, bien que tous les pays ne présentent pas régulièrement des rapports et que l'OCDE se réfère souvent à d'autres sources du secteur pour l'analyse des données. Certains renseignements sont aussi communiqués par des organismes gouvernementaux ou des associations/organismes professionnels nationaux.

La **pièce n° 131 de la Corée** contient des exemples de sections des publications suivantes, qui donnent une idée du format et des paramètres utilisés dans ces rapports y compris l'utilisation de fourchettes de tailles en relation avec les types de navires:

- LR Fairplay Quarterly Shipbuilding Statistics
- Clarksons World Shipyard Monitor
- Drewry Monthly
- Drewry World Shipbuilding Reports, 1999.

d) Quand les analystes donnent des rapports sur les tendances des prix, font-ils normalement référence aux prix pour chaque catégorie dans son ensemble ou

pour des sous-catégories de ces dernières, ventilées, par exemple en fonction de la taille et/ou d'autres caractéristiques?

Réponse

Un certain nombre d'analystes du secteur indiquent les tendances de prix en utilisant des séries de prix de navires[38], outre des commentaires et rapports qualitatifs, principalement les suivantes:

- Clarksons Ship Price Series et Clarksons Newbuilding Price Index
- Drewry Ship Price Series
- Lloyds Shipping Economist.

Ces renseignements sur les prix sont établis par type et taille de navires. Le tableau ci-après montre les types et tailles de navires pour lesquels des séries de prix sont disponibles auprès de Clarksons, Lloyds Shipping Economist et Drewry. D'autres organismes publient des renseignements semblables de temps à autre mais ces publications sont considérées comme les principales sources régulières de renseignements de cette nature qui sont accessibles au public. La pièce n° 131 de la Corée contient des données sur les séries de prix provenant de Clarksons World Shipyard Monitor et de Drewry Monthly. D'autres séries de prix figurent dans des publications trimestrielles et annuelles.

On peut voir que presque dans tous les cas, les types de navires sont ventilés par taille. De plus, même si les différentes catégories de tailles peuvent varier, il y a un certain nombre de points communs. Des caractéristiques ou qualificatifs clés sont aussi indiqués dans certains indices tels que les classes OMI pour les chimiquiers et le fait qu'une série se rapporte à un navire équipé ou non d'engins de levage dans le cas des porte-conteneurs.

	Type de navire	**Clarksons World Shipyard Monitor**	**Lloyds Shipping Economist**	**Drewry – rapports mensuels, trimestriels ou annuels**
Pétroliers/navires citernes				
	Superpétrolier	300 000 tpl	300 000 tpl	260-280 000 tpl
	Suezmax	150 000 tpl	160 000 tpl	140-145 000 tpl
	Aframax	110 000 tpl	110 000 tpl	95-105 000 tpl
	Panamax	70 000 tpl	72 000 tpl	68-70 000 tpl
	Mini-navire citerne	47 000 tpl		
	Handymax – produits "blancs"		45 000 tpl	
	Transporteurs de produits			40-45 000 tpl
Chimiquiers				
	42-45 000 tpl, classe III OMI			42-45 000 tpl
	37 000 tpl, classe III OMI			37 000 tpl

[38] Une série de prix de navires est constituée lorsque des analystes du secteur signalent et enregistrent régulièrement le prix courant approximatif des navires d'une taille particulière pour suivre les tendances de prix des navires de ce type et de cette taille.

	Type de navire	Clarksons World Shipyard Monitor	Lloyds Shipping Economist	Drewry – rapports mensuels, trimestriels ou annuels
	14-16 000 tpl, classe II OMI			14-16 000 tpl
	5-6 000 tpl, classe II OMI			5-6 000 tpl
Vraquiers				
	Capesize BC	170 000 tpl	170 000 tpl	150-180 000 tpl
	Panamax BC	75 000 tpl	72 000 tpl	70-75 000 tpl
	Handymax BC	51 000 tpl	51 000 tpl	40-45 000 tpl
	Mini-vraquiers	30 000 tpl	45 000 tpl	25-30 000 tpl
Porte-conteneurs				
	Porte-conteneurs			400 evp – engins de levage
	Porte-conteneurs	725 evp		
	Porte-conteneurs	1 000 evp	1 000 evp	1 000 evp – engins de levage
	Porte-conteneurs			1 500 evp – engins de levage
	Porte-conteneurs	1 700 evp		
	Porte-conteneurs	2 000 evp		2 000 evp – sans engin de levage
	Porte-conteneurs		2 500 evp	2 500 evp – sans engin de levage
	Porte-conteneurs	2 750 evp		
	Porte-conteneurs	3 500 evp		3 500 evp – sans engin de levage
	Porte-conteneurs		4 000 evp	
	Porte-conteneurs	4 600 evp		
	Porte-conteneurs			5 500 evp – sans engin de levage
	Porte-conteneurs	6 200 evp		
	Porte-conteneurs			6 500 evp - sans engin de levage
	Porte-conteneurs		7 000 evp	
Transporteurs de gaz				
	GNL	138 000 m^3	140 000 m^3	125-138 000 m^3
	GPL	78 000 m^3	78 000 m^3	75 000 m^3
	GPL		52 000 m^3	35 000 m^3

	Type de navire	Clarksons World Shipyard Monitor	Lloyds Shipping Economist	Drewry – rapports mensuels, trimestriels ou annuels
	GPL		24 000 m^3	15 000 m^3
	GPL		8 000 m^3	3 000 m^3
Cargo classique				
	Cargo classique		20 000 tpl	
	Cargo classique		10 000 tpl	
Autre				
	Navire roulier			
	Navire roulier			
	Navire frigorifique		10 000 tpl	
Indice de prix		Oui		Non publié régulièrement

Les renseignements sur les prix utilisés pour compiler ces données proviennent des indications de prix concernant différents types de navires figurant dans les dossiers de commandes et, en l'absence de tels dossiers, des informations rapportées par les courtiers au sujet de négociations "faisant l'objet de rumeurs".

e) S'ils donnent divers renseignements sur les prix à différents niveaux d'agrégation, comment ces différentes séries de données sont-elles utilisées?

Le principal niveau d'agrégation consiste à réunir un éventail de séries de prix en un indice unique pour les navires neufs. Pour cela, on calcule généralement une moyenne mathématique (ou prix moyen par tpl) et non une moyenne pondérée reflétant la composition globale de la flotte. Un indice unique pour les navires neufs est le moyen le plus simple d'avoir un aperçu général de l'évolution des prix dans la construction navale, par opposition à des tendances spécifiques pour les secteurs ou des fourchettes de tailles. Ainsi, lorsqu'un large éventail de séries de prix est utilisé et que les prix augmentent dans certaines séries et baissent dans d'autres, l'évolution de l'indice pour les navires neufs en sera influencée. Cependant, du fait que les indices de prix ne couvrent pas la totalité des types de navires et qu'ils ne sont pas pondérés par la composition de la demande englobant des navires de types et de tailles différents, ils doivent être utilisés avec beaucoup de prudence et doivent être interprétés compte tenu de la connaissance que l'on a de la branche de production.

Les séries de prix ne sont généralement pas agrégées pour déterminer une tendance unique concernant une grande catégorie particulière de navires car il est reconnu que les différences de tendance entre les différentes fourchettes de tailles sont un facteur important. Même si ces différences de tendance peuvent sembler modestes par rapport à l'évolution globale des prix du marché, elles sont extrêmement importantes pour les acteurs de la branche de production car elles montrent qu'il existe différents facteurs sous-jacents pour des navires de tailles différentes. Par exemple, il peut y avoir une pénurie donnée de petits navires qui influence les taux de fret et donc l'évolution des commandes pour ces navires et non pour des navires de plus grande taille.

Les séries de prix ne sont donc que des indicateurs de la situation pour un échantillon de types de navires choisis afin de représenter les types ou tailles de navires couramment considérés. Lorsqu'une fourchette de tailles est indiquée, elle permet utilement de voir que les tendances peuvent évoluer différemment à l'intérieur d'un même type de navire. Lorsqu'une seule tendance de prix est indiquée pour un type donné, cela signifie généralement qu'il s'agit de la taille la plus courante pour le navire en question ou qu'il n'existe pas un flux de données suffisamment cohérent concernant une autre taille qui permette d'établir et de maintenir une série de prix.

Les acteurs de la branche de production sont généralement bien conscients du fait que les données concernant les séries de prix doivent toujours être utilisées avec circonspection et sérieux.

f) Veuillez fournir des documents (y compris en particulier les extraits pertinents des rapports publiés de la branche de production examinés à la deuxième réunion) donnant des exemples des différentes ventilations auxquelles vous faites référence.

Réponse

Les exemples sont, outre ceux qui sont indiqués dans les réponses aux sections précédentes de cette question:

- Drewry Annual Shipbuilding Review 2000[39]
- Drewry LNG Market Review 2003/04[40]
- Clarksons World Shipyard Monitor[41]
- Clarksons Shipping Intelligence Weekly.[42]

174. La Corée fait valoir que la demande devrait être mesurée en nombre de navires et/ou en années de travail (c'est-à-dire en fonction des commandes en attente) plutôt qu'en tonnes brutes compensées de commandes nouvelles. Les CE répondent que les tbc constituent une mesure plus exacte de l'offre et de la demande et que, même mesurées en années de travail, les tendances de la demande sont telles que les CE les ont représentées.

a) Chaque partie pourrait-elle expliquer les différences techniques entre les deux mesures et donner de plus amples détails sur les raisons pour lesquelles elle estime que la mesure qu'elle préfère donne une image plus exacte de la demande que l'autre.

Réponse

La tonne brute compensée ("tbc") est une mesure mise au point par le secteur de la construction navale pour donner une estimation approximative de la charge de travail correspondant à la construction des navires. Elle est obtenue en multipliant la valeur en tonnes brutes d'un navire par un coefficient de compensation figurant sur une liste agréée des coefficients applicables aux différents types et tailles de navires. La tonne brute – malgré son nom – est en fait une mesure du volume qui exprime la taille volumétrique physique du navire et pas une mesure de poids. Une copie de la liste agréée des coefficients de l'OCDE figure dans la **pièce n° 136 de la Corée** d'où il ressort que les coefficients sont appliqués à de larges fourchettes de taille. Par conséquent, la mesure est

[39] **Pièce n° 132 de la Corée**.
[40] **Pièce n° 133 de la Corée**.
[41] **Pièce n° 134 de la Corée**.
[42] **Pièce n° 135 de la Corée**.

rudimentaire et ne tient pas compte des différences de spécification ou de conception entre des navires similaires.

La mesure a été mise au point pour permettre des évaluations sectorielles destinées à estimer et à enregistrer globalement les niveaux d'activité dans le secteur de la construction navale et à estimer la capacité par rapport à la demande. L'utilisation de cette mesure a permis par exemple d'agréger la demande de navires à passagers et la demande de vraquiers ou de porte-conteneurs et de navires citernes. Elle n'a jamais été destinée à des comparaisons entre navires ou à une analyse détaillée de la demande du marché ni servi de mécanisme permettant d'examiner les influences exercées sur les prix par les navires similaires.

La Corée convient qu'il vaut mieux recourir aux tbc pour évaluer la demande globale de construction navale (c'est-à-dire la demande globale pour tous les types de navires) lorsqu'on considère le niveau d'activité global de la construction navale. De même, il vaut mieux mesurer la capacité globale de la construction navale (aussi difficile que soit une évaluation rigoureuse) en recourant aux tbc. De cette manière, on obtient un équilibre agrégé estimatif entre l'offre et la demande globale qui doit nécessairement se refléter au niveau des différents types de navires. Cependant, la branche de production sait bien que l'équilibre entre l'offre et la demande n'est pas le seul ni le principal facteur pour ce qui est de l'influence sur les prix.

La Corée et les CE divergent lorsqu'il s'agit de déterminer dans quels secteurs les chantiers coréens et communautaires se font concurrence, quelles sont les influences sur les prix ou qui a une influence sur les prix, et sur l'interprétation des indicateurs relatifs à l'équilibre entre l'offre et la demande. La Corée pense qu'il est nécessaire de se concentrer sur le nombre de commandes et leur calendrier lorsqu'on tente de déterminer l'emprise sur le marché d'un chantier et l'influence qu'il est en mesure ou susceptible d'avoir sur les prix.

Échelonnement des commandes et calendrier des nouvelles commandes

Premièrement, en ce qui concerne l'interprétation de l'équilibre entre l'offre et la demande, on ne peut déterminer le véritable équilibre entre l'offre et la demande qu'en examinant l'échelonnement des commandes sur le calendrier du carnet de commandes. Le niveau du carnet de commandes en soi ne peut pas indiquer l'équilibre entre l'offre et la demande, pas plus qu'il ne peut indiquer la part de marché de tel ou tel acteur du marché au cours de la période que couvre le carnet de commandes.

À titre d'exemple et abstraction faite de la question des travaux en cours, si la capacité mondiale de la construction navale est supposée, pour des raisons de simplicité, être de 25 millions de tbc et que le carnet de commandes se monte à 75 millions de tbc, qu'est-ce que cela signifie? Si ces commandes sont échelonnées sur trois ans, alors cela indiquerait en termes simples une pleine capacité tandis que si elles sont échelonnées sur cinq ans, cela représenterait une demande nettement en retrait par rapport à la capacité. En outre, si l'on ne tient pas compte de l'échelonnement des commandes, le carnet de commandes ne peut pas nous dire s'il y a un excédent de capacité au cours des premières années ou s'il y a simplement un ralentissement progressif de la demande vers la fin du carnet de commandes après une période de pleine utilisation.[43]

Le calendrier de livraison d'une commande doit être pris en considération pour déterminer le véritable équilibre entre l'offre et la demande pour une livraison à une date donnée. Deux commandes passées le même mois pour livraison à des dates différentes correspondent à un équilibre entre l'offre et la demande différent. Un chantier très compétitif ayant un carnet de commandes très chargé peut en fait ne pas pouvoir faire d'offre à un propriétaire qui a besoin d'un navire rapidement – dans ce cas, un chantier moins compétitif ayant un carnet de commandes moins chargé pourrait éventuellement

[43] En réalité bien sûr il faut aussi tenir compte de la proportion de commandes déjà en cours d'exécution et de la période de temps sur laquelle s'étaleront les livraisons.

faire une offre à un prix inférieur pour obtenir du travail (et éviter la sous-utilisation). Un propriétaire ayant passé une commande peut aussi décider de vendre son créneau de livraison au prix fort. Le niveau du prix dans ce cas n'est manifestement pas influencé par le chantier qui a un carnet de commandes chargé. Le calendrier des commandes est donc sans aucun doute important. La **pièce n° 132 de la Corée** montre que les projections de la demande sont échelonnées dans le temps. Les **pièces n° 134 et 135 de la Corée** montrent que les carnets de commandes figurant dans les publications spécialisées indiquent l'échelonnement des commandes.

De même, il est clair que si un pays a 50 pour cent du carnet de commandes à un moment donné, cela n'indique pas qu'il aura finalement assuré 50 pour cent des livraisons, car cela dépend de la période de temps sur laquelle s'étalent ses commandes par rapport aux autres pays. C'est un fait reconnu que le calendrier et les délais d'exécution des commandes peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre. La Corée estime donc que lorsqu'on examine un carnet de commandes à un moment donné, il faut toujours tenir compte de l'horizon temporel et de la manière dont il peut varier d'un chantier à l'autre et d'un pays à l'autre. C'est pourquoi l'évaluation faite par les CE de la position sur le marché dans les pièces jointes n° E-2 et E-6 annexées aux réponses des CE aux premières questions du Groupe spécial en se fondant sur un instantané de la situation en janvier 2004 ne donne pas une idée juste de la véritable force commerciale relative d'un pays ou d'un chantier sur le marché de la construction navale.

Le niveau des nouvelles commandes ou de la prise de commandes indique plus clairement qui passe activement des contrats à un moment donné et, par conséquent, qui remporte effectivement des contrats à un niveau de prix donné. Si un pays ou chantier a un carnet de commandes plein pour par exemple les trois années suivantes, il peut décider de ne pas accepter de nouvelles commandes et peut donc arrêter de remporter des commandes cette année. Dans ce cas, sa part du carnet de commandes sera vraisemblablement importante mais comme il n'accepte pas de nouvelles commandes, il est difficile de voir comment il peut avoir une influence importante sur les prix à ce moment-là. La Corée n'est donc pas d'accord pour dire qu'un carnet de commandes est un indicateur significatif de qui peut avoir une influence sur les prix.

Utilisation des tbc par rapport au nombre de navires

Évaluer le marché en tbc sans fourchettes de taille signifie qu'il n'est pas possible de différencier une unique commande portant sur un grand navire de commandes multiples portant sur des navires plus petits – la Corée estime que ces situations doivent être envisagées de manière différente. Pour cette raison, la Corée pense que c'est le nombre de commandes passées à un moment donné pour des navires d'un type et d'une taille donnés qui doit être pris en considération. À titre d'exemple, une charge de travail correspondant à 60 000 tbc dans le secteur des porte-conteneurs pourrait, sans autre précision, représenter aussi bien une commande portant sur un navire de 7 500 evp que 12 commandes de navires de 500 evp ou une autre combinaison.

Pour comprendre pourquoi la Corée estime que c'est le nombre de commandes dans une fourchette de taille donnée qui devrait être retenu pour évaluer la part de marché et l'influence, plutôt que la charge de travail totale toutes fourchettes de tailles confondues, nous proposons un exemple. Imaginons le cas d'un propriétaire qui souhaite passer une commande portant par exemple sur un porte-conteneurs de 7 500 evp. Il s'agit-là d'un grand navire mesurant environ 320 mètres de long et 43 mètres de large et de nombreux chantiers n'ont pas de locaux suffisamment grands pour construire un navire de cette taille (même s'ils construisent régulièrement des porte-conteneurs plus petits qui *sont* dans la fourchette de taille qu'ils peuvent traiter). Le propriétaire n'envisagera donc que les chantiers qui ont la capacité physique de construire un navire aussi grand et il choisira parmi ces chantiers ceux qui ont une expérience de ce type de navire et que l'on considère être les plus compétitifs pour ce type de navire.

En même temps, un autre propriétaire cherche à passer une commande portant sur un porte-conteneurs de 500 evp, qui est un navire beaucoup plus petit d'environ 120 mètres de long et 20 mètres de large. Il y aura beaucoup plus de chantiers ayant des installations plus petites qui seront capables de le construire et qui auront l'expérience nécessaire pour construire ce type de navire. Si les grands chantiers peuvent aussi construire des navires de cette taille, ce n'est pas rentable pour eux de le faire car cela entraînerait une sous-utilisation du dock ou de la cale de construction (qui ne serait que partiellement occupée par un petit navire de ce type) et des autres installations de production. En outre, le grand chantier sait que la concurrence sera beaucoup plus vive pour ce type de navire. Il est donc peu probable que le propriétaire envisage sérieusement de passer la commande de ce petit navire à un grand chantier ou qu'un grand chantier envisage sérieusement de remporter cette commande.

En termes d'utilisation finale, le porte-conteneurs de 7 500 evp sera utilisé sur les grands axes maritimes à fort trafic qui vont en général d'est en ouest et relient de grands ports spécialisés dans les porte-conteneurs et équipés de grues hautement perfectionnées. Le navire de plus petite taille sera par contre utilisé pour le cabotage ou la collecte sur des itinéraires commerciaux à faible trafic, en général entre des petits ports qui n'ont pas d'installations de manutention spécialisées pour les conteneurs. Il ne serait physiquement pas possible aux grands navires d'avoir accès aux ports qu'utilisent les petits navires et il est évident que sur un itinéraire à faible trafic, ils navigueraient presque vides et n'auraient pas de grue pour décharger leur cargaison. Les navires plus petits pourraient être utilisés sur les itinéraires des grands navires. Cependant, leurs frais d'exploitation rendraient l'opération très peu rentable, leur vitesse ne leur permettrait pas de respecter les délais et il faudrait bien sûr de nombreux navires de ce type pour transporter tout le volume de cargaison.

Dans ce scénario, le petit navire sera construit dans des chantiers différents du grand navire et ils seront affectés à des itinéraires différents. N'ayant donc pas de points communs ni du côté de la demande ni du côté de l'offre, il est difficile de voir comment le prix de l'un pourrait déprimer le prix, empêcher la hausse du prix ou faire monter le prix de l'autre. Se fonder sur les tbc plutôt que sur le nombre de navires, sans tenir compte des fourchettes de taille, reviendrait à supposer que non seulement la commande, et donc le constructeur de grands navires, a une incidence sur le marché distinct des petits navires mais que cette incidence serait environ 12 fois supérieure (avec une valeur d'environ 60 000 tbc) à celle qu'exerce le constructeur de petits navires (avec une valeur d'environ 4 500 tbc). Pourquoi la commande d'un très grand navire passée à un chantier qui ne construirait pas le petit navire influencerait-elle le prix que demande le petit chantier qui n'est pas en mesure de construire le grand navire?

Par contre, en tenant compte du nombre de commandes passées à l'intérieur de larges fourchettes de taille, on reconnaît les points communs qu'ont pour ce qui est de l'offre et de la demande ces navires qui seront exploités sur des itinéraires similaires et seront construits par des chantiers de taille similaire et ayant une expérience similaire. Il est donc possible que des facteurs similaires affectent les prix de ces navires, qu'il s'agisse de facteurs du côté de l'offre, par exemple l'équilibre entre la demande et l'offre des chantiers navals ou de facteurs du côté de la demande, c'est-à-dire les taux de fret. Dans cette situation cependant, il est aussi important de tenir compte du calendrier des commandes et des livraisons.

Pour finir, l'argument des CE selon lequel le fait de considérer les navires petits et grands dans la seule perspective de leur nombre fait qu'un petit chantier construisant des bateaux de pêche exerce une influence déterminante sur les prix, est clairement erroné. Premièrement, toute analyse fondée sur le nombre est envisagée pour un type de navire donné et, deuxièmement, elle tient compte des fourchettes de taille, de sorte que les commandes de petits bateaux de pêche ne seront pas prises en considération pour estimer les influences sur les prix pour les porte-conteneurs, qu'ils soient petits ou grands.

En bref, s'il s'agit simplement d'estimer l'équilibre global entre l'offre et la demande, la tbc est donc la mesure appropriée, et pour évaluer les niveaux d'utilisation, les commandes doivent être échelonnées dans le temps pour les mettre en rapport avec la capacité.

S'agissant de déterminer ce qui a une influence sur les prix, il faut examiner les transactions qui ont lieu plutôt que le volume de travail, les fourchettes de taille que traitent les différents chantiers et le niveau des commandes à un moment donné. Il ne faut pas oublier cependant que ces commandes peuvent être passées selon des calendriers différents et par conséquent selon des équilibres entre l'offre et la demande différents.

b) Quelle mesure est utilisée par les analystes de la branche de production et par la branche de production pour analyser les tendances de la demande?

Réponse

i) La demande dans la construction navale repose sur deux facteurs: premièrement, la demande de remplacement des navires mis hors service et, deuxièmement, l'accroissement de la demande dû à l'augmentation projetée des cargo-milles (c'est-à-dire les volumes de cargaison x les distances parcourues). La demande de navires de commerce doit donc être évaluée en termes de capacité de charge et les mesures de base sont donc les mesures de la cargaison telles que le port en lourd, les evp ou les mètres cubes de gaz, selon le type de navire concerné. Cette demande doit ensuite être convertie en nombres et tailles de navires. La **pièce n° 132 de la Corée** montre des exemples de projections de la demande par type de navire en volume de cargaison et en fourchettes de taille.

Pour calculer la demande globale, il faut ensuite traduire cela en demande de tonnes brutes pour chaque type et taille de navire puis encore en tbc en appliquant les facteurs de compensation pertinents aux volumes de tonnes brutes. La demande de construction navale ne peut pas être projetée directement en tbc. La **pièce n° 132 de la Corée** montre une projection de la demande globale de construction navale en tbc et en nombre de navires.

ii) Le suivi de la production est par contre généralement exprimé en termes de nombre de navires, de tonnes brutes et de port en lourd pour la plupart des types de navires de commerce et également en termes d'evp et de mètres cubes pour les porte-conteneurs et les transporteurs de GNL et de GPL. La **pièce n° 131 de la Corée** donne des exemples exprimés en tpl, evp et mètres cubes ainsi qu'en nombre de navires/commandes. Le suivi de la production de navires est aussi exprimé en tbc en appliquant le coefficient de compensation approprié pour le type et la taille de navire à la valeur en tonnes brutes.

iii) La capacité de construction navale est évaluée en tbc et la méthodologie agréée de l'OCDE pour ce faire consiste à évaluer la capacité du chantier en se fondant sur les types et les tailles de navires actuellement produits, qui reflètent la productivité actuelle ou l'efficacité mesurée d'après le délai de construction pour ces types de navires. Par conséquent, la capacité d'un chantier ou d'un pays se trouvera modifiée s'il modifie le type de navire qu'il construit généralement ou l'efficacité avec laquelle il les construit.

iv) Les analystes comparent la capacité de construction navale et la capacité projetée en tbc avec la production effective de navires et la demande de construction navale projetée en tbc afin d'évaluer l'équilibre entre l'offre et la demande et l'utilisation de la capacité.

Si la production et la demande projetée peuvent être évaluées selon les types de navires, la capacité de construction navale ne peut être ainsi segmentée parce que les chantiers peuvent construire un éventail limité de types de navires différents. On ne peut donc pas déterminer des équilibres entre l'offre et la demande spécifiques aux différents types de navires.

v) Il y a très peu ou pas d'analyse sur *qui* influence les prix de sorte qu'il n'y a pas de points de comparaison évidents. L'analyse des prix est soit une simple indication de l'évolution du prix et non de la raison de cette évolution soit un simple commentaire qualitatif.

La Corée répète que les mesures utilisées dans la branche de production pour refléter la demande telles que les tbc ne peuvent pas être transposées pour déterminer la position sur le marché et la capacité qu'ont les chantiers d'influencer les prix. Il existe divers facteurs du côté de la demande et du côté de l'offre ou facteurs externes qui peuvent influencer les prix. Les prix peuvent être influencés par l'un quelconque ou l'ensemble de ces facteurs (et d'autres) à n'importe quel moment donné. L'équilibre entre l'offre et la demande n'est pas le seul facteur ni un facteur nécessairement prédominant. L'analyse de l'évolution des prix peut tendre à examiner les divers facteurs différents et la base de l'analyse reflétera cette perspective. Cependant, dans ce cas, elle n'examine pas l'impact d'un chantier ou d'un groupe de chantiers donné mais simplement l'effet contributif d'un facteur sur les prix d'un navire. Des facteurs tels que les prix de l'acier et les taux de change ne sont pas spécifiques au secteur tandis que des facteurs tels que les taux de fret ont des dimensions spécifiques au secteur. Les taux de fret et les prix des navires accusent cependant effectivement des tendances différentes à l'intérieur des différentes fourchettes de taille pour un type de navire donné.

Dans la section précédente, on explique pourquoi la Corée estime qu'il est plus approprié d'examiner le nombre des commandes, le type de navire et les fourchettes de taille plutôt que simplement les types de navire et le volume en tbc. Dans la question ci-après, la Corée explique pourquoi les parts de marché devraient être évaluées de la même manière que pour examiner les allégations d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix.

c) Si toutes deux sont couramment utilisées, veuillez expliquer les circonstances dans lesquelles elles sont utilisées et donner des exemples venant de sources indépendantes (rapports publiés de la branche de production examinés à la réunion, documents de l'OCDE, etc.).

Réponse

Le nombre de navires, le port en lourd, les tonnes brutes et les tbc ne sont couramment utilisés que pour les projections de la demande de construction navale et pour le suivi de la production et non pour l'analyse des influences sur les prix. Divers exemples ont été fournis montrant des rapports concernant le suivi de la production et des volumes de commandes et carnets de commandes.

La **pièce n° 131 de la Corée** montre le livre de commandes, les commandes exécutées et les nouvelles commandes par nombre de navires et mesures de cargaison (port en lourd, evp et mètres cubes) d'après le type et la taille du navire.

La **pièce n° 134 de la Corée** indique les livraisons de navires exprimées par nombre de navires, port en lourd et tbc pour différents types et fourchettes de taille de navires, les commandes (livraisons futures) étant échelonnées dans le temps.

La **pièce n° 135 de la Corée** indique les carnets de commandes par type de navires et fourchettes de taille mesurés en nombre de navires et en volumes de cargaison, les livraisons étant échelonnées dans le temps.

175. En réponse aux arguments des CE concernant la part de marché en tant que facteur de l'influence déterminante sur les prix, la Corée indique, à divers endroits, que la part de marché ne démontre pas une influence déterminante sur les prix, mais aussi que les parts de marché détenues par les chantiers coréens sont trop faibles pour qu'elles puissent avoir une influence sur les prix. Les deux parties semblent donc estimer que la part de marché est d'une certaine façon pertinente pour la question de l'influence déterminante sur les prix.

a) Comment (sur la base de quelle sorte de données et d'analyses concrètes) l'influence déterminante sur les prix peut-elle être déterminée/établie?

Réponse

La Corée considère et a toujours estimé que la part de marché des constructeurs navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés est l'un des indicateurs à prendre en compte pour déterminer si ce sont les subventions alléguées qui ont pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher les hausses de prix (voir la réponse de la Corée à la question n° 91 d) du Groupe spécial, pages 46 et 47), mais elle ne suffit pas à elle seule à montrer qu'il y a un effet de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix dû aux subventions elles-mêmes. Les chantiers navals coréens dont il est allégué qu'ils sont subventionnés n'occupaient pas tout seuls une position sur le marché telle qu'ils ont pu exercer une influence déterminante sur les prix pour chacun des segments de produits concernés parce que les chantiers navals communautaires ou d'autres avaient des positions sur le marché comparativement égales ou plus fortes ou à cause de fluctuations dans les parts de marché (voir la première communication écrite de la Corée, pages 228 à 231, ainsi que sa deuxième communication écrite, pages 105 à 110).

Pour déterminer si les *subventions* ont causé une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix quelconque par le biais des chantiers dont il est allégué qu'ils sont subventionnés exerçant une influence déterminante sur les prix, la Corée estime que toutes les étapes décrites dans sa réponse à la question n° 91 du Groupe spécial devraient être suivies. Les données concrètes et l'analyse qui y sont indiquées devraient être compilées et évaluées de manière à déterminer si c'était les subventions alléguées qui avaient causé la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix, c'est-à-dire qu'il faudrait notamment compiler les facteurs liés à l'offre et à la demande, l'effet des prix des autres chantiers navals non subventionnés ou l'effet des prix des chantiers navals subventionnés.

b) Quel rôle joueraient dans une telle analyse les niveaux et les tendances des parts de marché?

Réponse

De l'avis de la Corée, les niveaux et les tendances des parts de marché jouent un double rôle, comme elle l'explique dans sa réponse à la question n° 91 d), c'est-à-dire que:

- si, en ce qui concerne chaque produit similaire, il y a un certain nombre de constructeurs navals non subventionnés qui disposent collectivement de parts de marché suffisantes pour pouvoir orienter ou influencer de manière substantielle la détermination des prix du marché, les prix pratiqués par ces constructeurs navals non subventionnés constitueront alors le plafond des prix qui peuvent être appliqués par les chantiers navals des CE, indépendamment de l'effet de la subvention alléguée en cause;

- si, en ce qui concerne chaque produit similaire, les chantiers navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés disposent de parts de marché suffisantes pour pouvoir orienter ou influencer de manière substantielle la détermination des prix du marché, il faudrait entreprendre de comparer les prix des navires vendus par les chantiers navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés avec ceux des chantiers navals non subventionnés pour déterminer si les subventions ont eu pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher les hausses de prix. Si la part de marché des constructeurs navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés est insuffisante ou si ces constructeurs navals n'ont pas maintenu de manière constante une part de marché substantielle, aucune comparaison de prix de ce type n'a besoin d'être faite car il sera impossible d'établir un lien de causalité suffisamment fort entre l'existence des subventions alléguées et un éventuel effet de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix. En outre, cet exercice exige une analyse de coût détaillée pour comparer les éventuels avantages de coût avec la taille de la subvention alléguée et à son tour avec les autres prix proposés. La seule autre solution est une analyse "en l'absence de" pour montrer que sans la subvention, la capacité du chantier aurait été totalement absente du marché. En fait, c'était là-dessus que les CE tentaient de se fonder exclusivement avant d'essayer à tort de réintroduire à nouveau la sous-cotation du prix.

c) Quelle est l'importance de la part de marché qu'un participant donné sur le marché devrait détenir pour pouvoir exercer une influence déterminante sur les prix?

Réponse

Il n'est pas possible de donner un chiffre unique qui indiquerait quel est le seuil suffisant pour qu'un participant au marché puisse influencer les prix. Cela dépendra du produit et du marché concerné. Dans le cas présent des navires de commerce, la part de marché relative de tous les participants au marché et, séparément, des chantiers navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés, doit être déterminée sur une période de temps suffisante et pour chaque produit séparément. Une part de marché relativement égale ou plus importante des participants non subventionnés indiquera clairement que les chantiers navals dont il est allégué qu'ils sont subventionnés ne peuvent pas avoir déprimé les prix ou empêché les hausses de prix. En outre, dans un marché hautement fragmenté caractérisé par de nombreux participants, une très faible part de marché peut être suffisante tandis que dans d'autres cas, où le nombre des participants au marché est relativement faible, comme ici, une part de marché beaucoup plus importante sera nécessaire pour déprimer les prix ou empêcher les hausses de prix.

La période sur laquelle la part de marché est détenue devrait être suffisante pour déterminer qu'il y a une position établie sur le marché; une augmentation de courte durée de la part de marché ne sera pas suffisante en soi pour établir une influence déterminante sur les prix en termes de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix. En outre, dans le cas d'une enquête sur les subventions, il faut examiner les parts de marché sur la période précédant et suivant l'octroi des subventions alléguées pour déterminer s'il y a une coïncidence temporelle entre l'acquisition ou le maintien d'une part de marché suffisamment importante et l'octroi de subventions.

C'est sur cette base que Drewry a tiré ses conclusions concernant la possibilité qu'ont les trois chantiers dont il est allégué qu'ils ont été restructurés de déprimer les prix ou d'empêcher les hausses de prix des navires similaires communautaires dans son rapport présenté dans la pièce n° 110 de la Corée.

Dans sa pièce n° 115, la Corée a résumé les constatations du consultant des CE, la FMI, figurant dans le rapport des CE intitulé "Background report – Detailed evaluation of key price movements", daté d'août 2003 (annexe 5 a) jointe aux réponses au titre de l'Annexe V). Si la Corée réserve sa position concernant un certain nombre de constatations figurant dans ce rapport, il apparaît clairement que la propre interprétation que donnent les CE de l'influence déterminante sur les prix n'était aucunement compatible avec la part de marché de ceux dont il est allégué qu'ils exercent une influence déterminante sur les prix. On note également que pour six des sept catégories, la FMI a trouvé que la Corée n'était pas le concurrent offrant les prix les plus bas.

IV. AUX TIERCES PARTIES

A. POINT J)/POINT K), PREMIER PARAGRAPHE

176. Les parties ne sont pas du même avis sur le point de savoir si les APRG et les PSL sont ou non des garanties du crédit à l'exportation et des crédits à l'exportation, respectivement. Les CE soutiennent qu'ils n'en sont pas, alors que la Corée affirme qu'ils en sont. Votre organisme de crédit à l'exportation considérerait-il les APRG comme des garanties de crédit à l'exportation et les PSL comme des crédits à l'exportation? Veuillez expliquer et fournir des documents pertinents.

OBSERVATIONS DE LA CORÉE CONCERNANT

LA PIÈCE JOINTE N° 8 DES CE
LA PIÈCE JOINTE N° 9 DES CE
LA PIÈCE N° 146 DES CE
LA PIÈCE N° 147 DES CE

1. Observations concernant la pièce jointe n° 8 des CE

Les arguments détaillés des CE concernant le rapport Drewry présenté par la Corée dans sa pièce n° 70 atteignent une vingtaine de pages d'observations à partir desquelles il n'est tout simplement pas possible de dégager des lignes cohérentes d'argumentation ou d'observations. Nombre d'arguments se concentrent sur des questions dénuées de pertinence, sont répétitifs ou ne sont pas compréhensibles. Outre les questions sur lesquelles la Corée n'est pas d'accord mais qu'elle considère ne pas avoir une importance primordiale, les points ci-après sont importants et se retrouvent en fait pour la plupart dans les questions du Groupe spécial auxquelles la Corée a répondu dans le présent document ou sur lesquelles elle a formulé des observations lorsque la question a été abordée par les CE. Il s'agit des points suivants:

i) Le fait qu'aucune estimation précise de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix ne peut être établie en ce qui concerne les porte-conteneurs, les transporteurs de produits et de produits chimiques et les transporteurs de GNL, sans une identification rigoureuse du produit similaire tenant compte de la taille et de l'utilisation des navires. La Corée a montré dans ses réponses à la question n° 173 du Groupe spécial que les publications du secteur de la construction navale ne désignaient pas toujours séparément les trois catégories de produits mentionnées par les CE (en particulier les transporteurs de produits et de produits chimiques) et que ces publications identifiaient par contre la plupart du temps séparément les différentes tailles de navires ainsi que certaines autres caractéristiques (capacité de manutention ou capacité frigorifique par exemple), y compris lorsque les prix étaient indiqués.

   La Corée confirme qu'il y a des différences manifestes dans les utilisations finales entre les navires similaires qui étaient identifiés dans le rapport Drewry (pièce n° 70 de la Corée), comme elle l'explique plus en détail dans sa pièce n° 108. À cet égard, l'allégation des CE selon laquelle l'utilisation finale d'un navire peut changer au cours de sa durée de vie n'est en fait pas fondée: les porte-conteneurs post-panamax ne seront pas plus transformés en petits navires côtiers de collecte que les transporteurs de produits chimiques ne seront utilisés pour transporter des produits pétroliers.

ii) Le fait que l'emprise sur le marché des chantiers coréens dont il est allégué qu'ils sont subventionnés doit être évaluée d'après le nombre de navires qui leur ont été commandés au cours d'un nombre représentatif d'années précédant et suivant leur restructuration. La Corée a explicité sa réponse à la question n° 174 du Groupe spécial concernant les raisons qui font que la TBC et le carnet de commandes du 1er janvier 2004 ne permettent pas de dire que l'emprise sur le marché est telle que les chantiers peuvent influencer les prix. La TBC est considérée comme l'unité de mesure appropriée pour la demande et la capacité globales de construction navale, qui permet ainsi d'évaluer l'équilibre global entre l'offre et la demande. Cependant, elle convient à une évaluation au niveau sectoriel mais pas pour des comparaisons entre navires. Envisager le marché en TBC sans fourchettes de taille ne permet pas d'évaluer correctement l'emprise sur le marché à des fins d'évaluation des prix et le secteur de la construction navale n'utilise pas cette mesure dans ce but.

iii) Le fait que les chantiers coréens dont il est allégué qu'ils sont subventionnés et les chantiers communautaires se font concurrence en ce qui concerne différents navires similaires. Un rapport détaillé de Drewry a été présenté dans la pièce n° 110 de la Corée, qui montre, pour chaque produit similaire, le nombre de navires vendus par les CE et par les chantiers coréens prétendument restructurés. Il en ressort clairement que ces chantiers coréens ont essentiellement vendu des navires similaires qui n'étaient pas ou rarement vendus par les chantiers communautaires et ce déjà bien avant l'octroi des subventions alléguées.

2. Observations concernant la pièce jointe n° 9 des CE

Les CE ont établi leur pièce jointe n° 9 à partir de la pièce jointe n° 4 annexée à la deuxième communication écrite de la Corée. Cependant, comme le nouveau calcul fourni dans la pièce jointe n° 9 des CE est erroné, il ne prouve pas qu'un avantage a été conféré. Les erreurs sont les suivantes: i) les CE assimilent à tort une note "C" pour les émissions obligataires à une notation de crédit "SM" accordée par la KEXIM; ii) les CE ont mal compris la structure des taux d'intérêt de la KEXIM; et iii) les CE n'ont pas tenu compte des remboursements anticipés par DSME de sa dette. La Corée examinera brièvement chacun de ces points.

i) Assimilation erronée de "C" à "SM"

Comme expliqué en détail dans la pièce n° 91 de la Corée, les notes attribuées aux émissions obligataires par les organismes de notation extérieurs et les notations de crédit faites par la KEXIM sont incompatibles. Non seulement les risques sous-jacents sont-ils différents mais les facteurs de notation le sont aussi. La Corée souhaiterait faire observer qu'une telle incompatibilité entraîne des "asymétries" entre les notations de crédit faites par la KEXIM et les notations figurant dans la pièce n° 92 de la Corée. De fait, alors que la KEXIM attribuait à une entreprise des notes P4, P5 ou SM, une agence de notation attribuait une note "C" à l'obligation de l'entreprise. La similitude dans les définitions des notations ne saurait à elle seule expliquer le caractère fondamentalement distinctif des notes.

ii) Erreur concernant la structure des taux d'intérêt de la KEXIM

Comme l'a indiqué la Corée dans sa réponse aux questions n° 47 et 73 du Groupe spécial et dans sa pièce n° 93, les taux d'intérêt de la KEXIM ont été déterminés en ajoutant au taux de base les marges qui étaient alors applicables (marge cible, marge pour risque de crédit, taux d'ajustement en fonction du marché, etc.). Lorsqu'une garantie de type *Yangdo Dambo* était accordée, la "marge pour risque de crédit" était réduite de 50 pour cent. Malgré cela, les CE semblent calculer les taux en ajoutant au taux de base 50 pour cent de la marge pour risque de crédit seulement, ce qui est incorrect. Pour toutes les transactions visées dans la pièce jointe n° 9 des CE, la KEXIM a déterminé les taux d'intérêt en se fondant sur le taux de base "WNPRI à six mois" plus une marge de 1,96. La marge se compose d'une marge pour risque de crédit de 0,15 (50 pour cent de 0,3 qui était la marge pour risque de crédit applicable à ce moment-là) et d'une marge pour ajustement de 0,46 (*voir* la page 2 de la pièce n° 93 de la Corée).[44]

[44] La Corée précise que la date d'engagement pour tous les projets concernés était le 21 décembre 2000 et non le 21 décembre 2001. La "marge pour ajustement" était appliquée jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par le "taux d'ajustement en fonction du marché" en juin 2001.

iii) Remboursements anticipés

En outre, DSME a remboursé de manière anticipée ses PSL pour les projets 000145P et 000146P. Cela s'est traduit par de faibles montants d'intérêts (*voir* la pièce jointe n° 4 annexée à la deuxième communication écrite de la Corée). Si les CE n'étaient pas en possession de cette information concernant les remboursements anticipés effectués par DSME, elles auraient néanmoins dû faire preuve de plus de prudence et attendre pour soulever la question d'avoir examiné la pièce jointe n° 4 de la Corée.

3. Observations concernant la pièce n° 146 des CE

3.1 Contrairement à la déclaration de la FMI figurant à la section 2.1 de la pièce n° 146 des CE, la Corée ne qualifie par la modélisation des coûts réalisée par l'équipe des CE de légère. Il ne fait aucun doute que des efforts considérables ont été investis dans les calculs réalisés mais il reste que les CE allèguent elles-mêmes que le processus de modélisation des coûts se fonde sur des "hypothèses" dans lesquelles les coûts de la construction navale ont été estimés ou supposés être à un certain niveau. Les efforts et les recherches, aussi intenses soient-ils, ne changeront fondamentalement jamais rien à l'inexactitude inhérente au modèle. L'inexactitude des hypothèses a été démontrée dans la pièce n° 108 de la Corée dans laquelle KPMG avait réalisé une analyse du coût de certains transporteurs de GNL construits par DSME. Ce rapport montre que les montants effectifs correspondant aux coûts et les hypothèses/estimations de la FMI accusent des différences frappantes, en ce qui concerne en particulier:

- les coûts matériels;
- le coût de la main-d'œuvre;
- les droits de licence;
- les frais généraux et frais ACG;
- le coût du service de la dette;
- les dépenses hors exploitation.

Par conséquent, ces estimations, que les chiffres effectifs démentent, ne peuvent pas servir de base pour conclure que les coûts des chantiers coréens dont il est allégué qu'ils sont subventionnés ont augmenté dans une mesure telle que les prix auraient dû augmenter et qu'il y a donc eu empêchement de hausses de prix ou dépression des prix. En outre, l'inexactitude inhérente au modèle a été démontrée par l'ampleur des révisions/nouveaux calculs que les CE/la FMI ont déjà faits dans leurs rapports détaillés. En fait, les CE ou la FMI n'indiquent nulle part le lien entre les résultats du modèle de coût et la conclusion selon laquelle les coûts ont dans l'ensemble augmenté depuis le moment où la FMI a commencé à établir le modèle de coût.

Pour décrire l'approche retenue pour le traitement des frais généraux dans le modèle, il est indiqué que ces frais sont répartis uniformément (la base de la répartition n'a même pas été expliquée) sur l'ensemble de la production des chantiers navals, et il est spécifiquement précisé: "si ce n'était pas le cas, il aurait fallu montrer qu'une certaine partie des activités peut participer aux frais généraux dans une proportion supérieure à la moyenne". Cela semble curieux alors qu'ailleurs, les CE et la FMI ont déployé des efforts considérables pour montrer que certains investissements et frais généraux devaient être spécialement attribués aux transporteurs de GNL et se sont employés à trouver des numéros de séries de navire auxquels ils pourraient être raisonnablement attribués pour les chantiers coréens par rapport aux chantiers communautaires. En outre, les CE ont fait beaucoup d'efforts pour donner à penser que l'offre des chantiers navals bénéficie d'une totale substituabilité et que n'importe quel chantier peut construire n'importe quel type de navire mais elles défendent en même temps l'idée que des compétences et des investissements spéciaux sont nécessaires pour les transporteurs de GNL et que "n'importe quel chantier ne peut pas construire un transporteur de GNL". En fait, ce sont les arguments des CE et de la FMI qui semblent changer radicalement en fonction de ce qu'elles veulent prouver, et dans le cadre d'une seule et même affaire.

Les CE et la FMI font comme si la Corée et Drewry avaient omis de tenir compte des coûts liés à l'amortissement et au service de la dette lorsqu'elles concluent que les coûts coréens ont diminué au lieu d'augmenter. Cependant, en premier lieu, les CE et la FMI n'ont pas montré que les coûts liés à l'amortissement et au service de la dette avaient augmenté au cours de la période pertinente pour étayer leur constatation selon laquelle les prix auraient dû augmenter et, en fait, comme indiqué dans la pièce n° 108 de la Corée, DSME, en remboursant ses dettes de manière anticipée, a réduit les coûts du service de la dette. Si les coûts liés au service de la dette n'ont pas augmenté et ont dans certains cas sensiblement diminué par suite du remboursement anticipé, l'effet sur l'ensemble des coûts sera au pire neutre et au mieux positif. Il n'y a certainement pas eu de réduction fondamentale des volumes d'activité qui aurait d'une quelconque façon entraîné une augmentation du coût par unité produite; l'inverse serait plutôt vrai.

Il est aussi fait mention de la réponse de la Corée à la question n° 125 b) du Groupe spécial dans le présent document où il est expliqué que les coûts du service de la dette ont tendance à être très spécifiques à la situation de chaque chantier et ne se prêtent donc pas à des indicateurs de tendance généraux. Ce fait est démontré par la situation qui prévaut dans les chantiers d'ex-Allemagne de l'Est – Kvaerner Warnow Werft, Aker MTW et Volkwerft Stralsund – où l'investissement financé par l'État a été rayé du bilan et les nouveaux propriétaires ont hérité des installations nouvellement construites pour une fraction de leur coût, et donc du coût du service de la dette. En tout état de cause, la Corée considère qu'elle a donné toutes les preuves du fait que les économies de coûts réalisées par les trois chantiers dont il est allégué qu'ils sont subventionnés ont été sensiblement plus importantes que les diminutions des prix et que, par conséquent, l'allégation des CE selon laquelle l'augmentation des coûts aurait dû déboucher sur une augmentation des prix n'est pas fondée.

3.2 En ce qui concerne les affirmations de la FMI concernant les facteurs qui ont une incidence sur les prix, au premier paragraphe de la section 3 du rapport de la FMI figurant dans la pièce n° 146 des CE, la Corée renvoie dans le présent document à sa réponse aux questions n° 124 et 125 du Groupe spécial dans laquelle elle répond aussi aux allégations concernant la capacité figurant au deuxième paragraphe de la même section du rapport de la FMI. En particulier, la Corée répète que la mesure de la capacité en TBC et sur la base d'un instantané pour mai 2004 donne un résultat arbitraire qui ne correspond pas à la véritable position sur le marché des trois chantiers dont il est allégué qu'ils sont subventionnés. Premièrement, comme les CE allèguent qu'il y a eu dépression des prix ou empêchement des hausses des prix des porte-conteneurs, des transporteurs de produits et de produits chimiques et des transporteurs de GNL, la position sur le marché des chantiers dont il est allégué qu'ils sont subventionnés doit à tout le moins être spécifiée pour ces trois catégories de navires et ne pas inclure aussi d'autres catégories de navires (voir les deux dernières phrases du paragraphe 2 de la section 3 du rapport de la FMI). Deuxièmement, aucune estimation de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix et du facteur qui peut conduire à une dépression des prix ou à un empêchement de hausses de prix ne peut être faite sans une estimation rigoureuse des produits similaires concernés et une estimation pour chacun des produits similaires séparément. La Corée a démontré dans ses précédentes communications et dans le présent document qu'il n'y a pas de produit similaire mondial pour les porte-conteneurs, les transporteurs de produits et de produits chimiques et les transporteurs de GNL et que des différences importantes existent au sein de ces grandes catégories, y compris en ce qui concerne l'utilisation des navires. Par conséquent, la position sur le marché de chacun des chantiers dont il est allégué qu'ils ont été restructurés doit être déterminée pour chaque navire similaire séparément. Enfin, pour les raisons énoncées par la Corée dans ses réponses aux questions n° 173 et 174 du Groupe spécial dans le présent document, l'utilisation de la TBC et du carnet de commandes ne donne pas une idée exacte de la véritable position sur le marché d'un chantier naval à un moment quelconque.

3.3 En ce qui concerne l'amalgame qui est fait des différents chantiers navals coréens, qu'ils soient ou non subventionnés selon les allégations, la Corée a répété les raisons pour lesquelles cela est erroné dans sa réponse à la question n° 127 du Groupe spécial concernant ce point. Non seulement un

tel amalgame de tous les chantiers navals coréens ou de plusieurs d'entre eux n'est pas justifié par la législation mais il est en outre sans objet d'un point de vue pratique puisque les chantiers navals coréens dont il n'est pas allégué qu'ils sont subventionnés sont exactement dans la même position de concurrence que les chantiers navals non coréens.

3.4 La FMI insiste pour dire que la dépression des prix ou l'empêchement des hausses des prix doivent être évalués pour des segments censément cohérents du secteur dans son ensemble au quatrième paragraphe de la section 3 et mentionne le rapport de 1999 de Drewry Shipping Consultants. À cet égard, en premier lieu, la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix en l'espèce sont définis sur la base des aspects juridiques spécifiques de l'*Accord SMC*, que n'aborde pas et que n'aborderait jamais une publication générale concernant la construction navale. En fait, dans certains passages, les CE et la FMI semblent suggérer que les effets sur les prix ont tendance à être universels à l'échelle du secteur dans son ensemble (c'est-à-dire tous les segments de la construction navale), s'égarant en cela dans des domaines qui dépassent le cadre de la présente affaire, et dans d'autres, semblent dire qu'ils sont uniformes pour certains "segments cohérents" (notion qu'elles n'expliquent pas). Quoi qu'il en soit, c'est tout simplement erroné – en fait, dans les Appendices au rapport Drewry de 1999 (qui a été invoqué d'une manière sélective par les CE), un tableau montre les différentes tendances des prix pour différents types, tailles et spécifications de navires. Il ressort clairement d'un examen de ces données que les prix n'ont pas varié de la même manière dans tous les segments et catégories de tailles (ces appendices figurent dans la pièce n° 131 de la Corée annexée aux réponses aux questions du Groupe spécial). En outre, dans les analyses de base de la demande de construction navale (livraisons prévues de nouveaux navires) figurant aussi dans les Appendices à ces rapports, la demande est clairement indiquée sur la base du type de navire et de la fourchette de taille dont il relève, sans qu'il soit question d'une approche "en bloc" rudimentaire.

3.5 Des éléments de preuve importants montrant qu'il n'y a pas substituabilité générale de l'offre comme l'allègue la FMI ont été fournis par la Corée, notamment dans sa pièce n° 108 et dans les réponses à la question n° 126 du Groupe spécial ainsi que dans les observations concernant la question n° 159. Depuis de nombreuses années, y compris bien avant l'octroi des subventions alléguées, les chantiers communautaires se spécialisent dans des catégories et des tailles de navire spécifiques. Leurs propres déclarations figurant dans leurs états financiers et la presse spécialisée indiquent qu'il s'agit là d'un choix délibéré à caractère plutôt permanent.

3.6 Les indices de prix généraux (qui, en fait, traduisent les anticipations du marché et non l'évolution effective des prix) pour le secteur de la construction navale dans son ensemble ou de larges catégories de navires ne sont pas adaptés pour répondre à la question juridique spécifique de l'article 6.3 c), c'est-à-dire la question de savoir si les subventions ont eu pour effet d'empêcher les hausses de prix ou de déprimer les prix des navires similaires. En particulier, la figure 1 dans la pièce n° 146 des CE ne convient pas à l'évaluation au titre de l'article 6.3 c) puisqu'elle correspond à une période relativement courte et à un moment éloigné de la période suivant l'octroi des subventions alléguées. En outre, la Corée a noté que la FMI elle-même admet que "il y a clairement des différences d'élasticité en fonction des conditions spécifiques sur le segment de marché concerné". La Corée répète que ce sont précisément ces différences qui sont importantes et qu'elles doivent être prises en considération pour déterminer si ce sont les subventions qui ont eu pour effet d'empêcher les hausses de prix ou de déprimer les prix. Une tendance générale en tant que telle n'est pas un critère pour l'évaluation au titre de l'article 6.3 c).

4. Observations concernant la pièce n° 147 des CE

La situation en cause dans la présente procédure de règlement des différends est régie par un cadre juridique strict qui sort totalement du champ couvert par les publications générales concernant le secteur de la construction navale, comme le rapport Drewry de 1999 mentionné dans cette pièce. Cependant, ce qui est beaucoup plus important est que l'extrait choisi par les CE est extrêmement

sélectif et ne donne pas une idée juste d'un rapport qui fait plus de 220 pages. En particulier, les CE omettent de mentionner les points suivants qui sont aussi abordés dans le rapport:

- Aucune référence n'est faite à la place importante (4 pages) qui est aussi réservée dans le rapport aux subventions et autres interventions directes des CE sur le marché de la construction navale;

- aucune référence n'est faite aux déclarations figurant dans le rapport concernant les influences chinoise et japonaise sur la croissance de la capacité, notamment le fait que "… les Japonais ont réagi en éliminant les obstacles à la production ce qui, conjugué aux améliorations de la productivité, a accru leur capacité dans une proportion pouvant aller jusqu'à 20 pour cent … les Chinois ont aussi plus que doublé leur capacité pendant les années 90";

- l'utilisation de la TBC comme mesure est clairement expliquée dans la perspective de la pertinence qu'elle revêt pour le volume du contenu de travail qu'exige la construction de nouveaux navires et non pour l'interprétation des influences sur les prix et de ceux qui sont à l'origine de ces influences;

- le rapport fait clairement la différence entre les transporteurs de produits chimiques et les transporteurs de produits et analyse clairement des types de navires à l'intérieur de fourchettes de tailles, ce qui est compatible avec l'approche adoptée par Drewry dans la pièce n° 70 de la Corée. Les CE se trompent donc en disant qu'il se réfère à trois grandes catégories – transporteurs, porte-conteneurs et vraquiers – et qu'aucune sous-division n'est faite dans ces catégories;

- le rapport ne mentionne pas le fait que Drewry est l'auteur d'autres publications régulières spécialisées dans le transport maritime qui analysent les transporteurs de produits chimiques, les transporteurs de vrac sec et les transporteurs de produits avec de nombreux détails concernant la taille, les sous-catégories, les propriétaires, les caractéristiques du commerce, etc. En outre, aucune référence n'est faite au rapport sur la construction navale plus récent publié par Drewry en novembre 2000;

- le premier point de la partie concernant les prix des nouveaux navires indique que "la dévaluation de la monnaie, la diminution des prix de l'acier et les progrès de la technologie sont les principales raisons qui expliquent la chute de 20 pour cent des prix des nouveaux navires en 1998";

- le rapport ne fait aucun commentaire sur l'éventuelle existence d'un effet de dépression des prix, d'empêchement de hausses de prix, de ventes qui ont été perdues ou d'un préjudice grave, et on comprend mal pourquoi sur ce point, des références sélectives sont faites pour étayer la thèse des CE;

- Drewry ne publie pas régulièrement un indice général des prix des nouveaux navires, conscient du danger qu'il y a à utiliser ces chiffres isolément ou de manière inconsidérée;

- aucune référence n'est faire à la déclaration dénuée d'ambiguïté selon laquelle c'est le Japon qui vient nettement en tête dans le secteur de la construction navale – de sorte qu'il est difficile de voir comment les chantiers coréens pourraient être considérés comme exerçant une influence déterminante sur les prix;

- si le rapport indique que les chantiers navals coréens sont compétitifs au plan mondial, cela n'indique pas que les chantiers navals dont il est allégué qu'ils ont été

> restructurés aient eu un quelconque effet de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix du fait des subventions alléguées.

La référence des CE et de la FMI à cet extrait leur permet de laisser entendre que l'excédent de capacité a été uniquement causé par les chantiers coréens, alors que très clairement le rapport mentionne la croissance de la capacité (due aux résultats, aux nouvelles installations et à l'élimination des limitations) dans de nombreuses régions, plus précisément le Japon et la Chine ainsi que la Corée.

ANNEXE G-5

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET OBSERVATIONS SUR CERTAINES QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES ADRESSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(9 juillet 2004)

I. QUESTIONS À LA CORÉE

A. APRG/PSL

177. La Corée fait valoir que le risque pays explique la différence entre les primes perçues pour les APRG par les banques étrangères et celles qui sont perçues par les banques coréennes. Quels exemples spécifiques d'APRG accordées par des établissements étrangers y a-t-il indiquant non seulement l'existence mais aussi le montant d'une prime de risque pays et quels exemples spécifiques d'APRG accordées par des établissements coréens y a-t-il indiquant l'absence de prime de risque pays?

Réponse

Comme décrit dans les pièces n° 86a et n° 86b de la Corée, lorsqu'ils fixent les primes pour les APRG, les établissements étrangers accordant l'APRG considèrent séparément le risque pays de la Corée en plus des risques généraux (risque financier et risque lié à l'exécution) des chantiers navals. Cependant, étant donné que les établissements étrangers qui accordent des APRG traitent le montant de la prime de risque pays comme un renseignement commercial strictement confidentiel, le gouvernement coréen n'a pas facilement accès aux renseignements sur le montant exact de la prime de risque pays effectivement appliquée par les banques étrangères. Néanmoins, la Corée présente **la pièce n° 140 de la Corée** qui indique que **[RCC: omis dans la version publique]**.

Quant aux APRG accordées par des établissements coréens, la Corée renvoie le Groupe spécial à sa réponse à la question n° 58 du Groupe spécial dans laquelle elle donnait trois exemples qui montrent clairement l'absence de prime de risque pays. La Corée cite une nouvelle fois ci-après ces exemples pour faciliter le travail du Groupe spécial.

[RCC: omis dans la version publique.]

178. En ce qui concerne les exemples, présentés par la Corée dans la pièce n° 83 de la Corée, de cas dans lesquels l'acheteur a imposé des prescriptions au sujet de l'établissement accordant l'APRG en question, il apparaît que les acheteurs cherchaient des garanties ayant une bonne cote de crédit/solidité financière. Quelle est la pertinence de ces exemples pour la question de savoir si la KEXIM pratiquait ou non les taux du marché pour ses APRG?

Réponse

La Corée a présenté ces renseignements pour illustrer les différences concrètes entre la situation des établissements étrangers qui accordent des APRG et celle des établissements coréens qui

accordent des APRG. Il a été fait appel aux établissements étrangers pendant la période limitée de la crise financière asiatique (voir les pièces n° 86a et n° 86b de la Corée) car certains acheteurs étrangers (CE) en ont fait la demande expresse. Comme les exigences des clients étaient différentes et que la situation des établissements émetteurs était différente, ces cas isolés et statistiquement dénués de pertinence n'étaient pas représentatifs des conditions générales en vigueur sur le marché coréen. Entre autres choses, compte tenu de la forte cote de crédit des établissements étrangers, ils étaient considérés comme de meilleurs garants et pouvaient donc percevoir des primes plus élevées. Ils devaient aussi tenir compte de la prime de risque pays qui était relativement élevée pendant la crise financière. De plus, comme l'a indiqué la Corée aux paragraphes 207 à 216 de sa première communication écrite, pour que certains taux soient admissibles en tant que points de repère du marché, non seulement ces taux doivent être assortis de conditions et modalités comparables, y compris un nantissement comparable, mais ils doivent aussi constituer un nombre statistiquement représentatif de transactions. Comme les APRG accordées par certains établissements financiers sont rares et exceptionnelles par suite de différences empiriques, les taux de ces APRG ne peuvent pas constituer un point de repère comparable et objectif. Voir aussi la réponse n° 47 de la Corée aux questions du Groupe spécial pour de plus amples renseignements.

179. Le manuel intitulé "Contry Risk Management" (Gestion du risque pays) du Contrôleur de la monnaie des États-Unis, joint en tant que pièce n° 84 de la Corée, indique, à la page 3, que "le risque de crédit associé à un emprunteur national pourrait augmenter du fait d'importantes créances à l'exportation sur un pays étranger …". Ce passage ne donne-t-il pas à entendre qu'une banque coréenne accordant une APRG à un chantier naval coréen s'expose à un certain risque pays puisque la transaction était une transaction à l'exportation (c'est-à-dire supposant des "créances à l'exportation sur un pays étranger")?

Réponse

Nulle part le manuel laisse-t-il entendre que le risque pays peut s'appliquer à "toute" contrepartie nationale qui intervient dans "une transaction à l'exportation". Au contraire, le manuel lui-même indique que le risque pays peut être exceptionnellement appliqué à des transactions avec des contreparties nationales dans des circonstances très limitées, par exemple lorsque l'activité d'un emprunteur national dépend fortement des activités associées à ce pays étranger particulier au sujet duquel le risque pays est estimé.

Le manuel confirme que l'application d'un risque pays à des transactions nationales n'est pas une pratique générale. Suivant ce raisonnement, il indique que le facteur risque pays peut être appliqué aux contreparties nationales "lorsqu'il apparaît approprié lors de l'évaluation de la solvabilité des contreparties nationales", et affirme que "le risque pays serait pertinent en ce qui concerne les contreparties domiciliées aux États-Unis si la solvabilité de l'emprunteur ou d'un garant … était notablement affectée par les événements dans un pays étranger". (*Voir* tout le troisième paragraphe figurant à la page 2 du manuel et suivantes: non souligné dans l'original.)

Cette explication est compréhensible parce que, dans des situations où l'activité d'un emprunteur (ou d'un garant) dépend fortement de transactions associées à **un pays étranger spécifique**, les événements dans ce pays étranger affecteront directement et notablement les risques de crédit généraux de l'emprunteur (ou du garant), qui à leur tour affecteront notablement et directement la solvabilité de l'emprunteur (ou du garant). Ce n'est que dans ces circonstances spécifiques qu'il serait raisonnable de tenir compte du risque pays lié à **ce pays étranger spécifique** pour évaluer la solvabilité de cet emprunteur (ou de ce garant).

Par contre, aucun chantier naval coréen ne traite exclusivement avec **un pays étranger spécifique** d'une manière telle que les événements dans ce pays étranger affecteraient notablement et directement sa solvabilité. En outre, il convient de noter que parmi les acheteurs de navires coréens, la majorité absolue provient de ce que l'on appelle les "pays de l'OCDE à haut revenu", par exemple

l'UE, la Norvège, les États-Unis et le Japon, suivant la définition de la Banque mondiale. Aucun établissement financier étranger n'appliquerait le risque pays en ce qui concerne des contreparties de ces pays puisqu'elles n'ont aucun risque pays. À titre de référence, dans le cadre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, les pays à haut revenu de l'OCDE sont classés dans la "catégorie 0", à laquelle aucun risque pays n'est affecté (*voir* l'article 24 b) et c) de l'Arrangement de l'OCDE).

En outre, même si un chantier naval coréen était exposé au risque pays lié à un pays étranger particulier en ayant des "créances à l'exportation" importantes sur des acheteurs dans ce pays étranger, le risque pays qu'il supporte est le risque pays lié à ce pays "étranger" particulier et non le risque pays associé à la "Corée". En d'autres termes, dans ce cas, n'importe quelle banque coréenne fournissant des APRG à ce chantier naval coréen appliquerait le risque pays lié audit pays "étranger" et non le risque pays "coréen".

Compte tenu de ce qui précède, une banque coréenne accordant une APRG à un chantier naval coréen ne supporterait pas de risque pays du simple fait que la transaction est une transaction à l'exportation (c'est-à-dire qu'elle fait intervenir des "créances à l'exportation sur un pays étranger"). Les chantiers coréens ne supportent pas de risque pays car leurs créances à l'exportation ne sont pas sur un pays étranger pour lequel il y a un risque pays perceptible mais sur des pays de l'OCDE à haut revenu. Même s'ils étaient exposés au risque d'un pays étranger particulier, le risque pays que les banques coréennes accordant des APRG aux chantiers navals coréens doivent envisager est celui d'un pays "étranger" particulier, et non le risque pays de la "Corée" qui est en cause dans la présente procédure.

180. Toujours au sujet du risque pays, n'est-il pas vrai que, pendant la période de crise financière en particulier, les banques nationales coréennes aient dû faire face à des "risques Corée" semblables à ceux auxquels auraient été exposées des banques étrangères (par exemple risque d'expropriation d'actifs, risque de manipulations de la devise, etc.)? Veuillez expliquer en détail.

Réponse

Le risque pays par définition est le risque que les conditions économiques, sociales et politiques et les événements dans un pays étranger aient des répercussions négatives sur les intérêts financiers d'un établissement (*voir* aussi la réponse à la question n° 179 du Groupe spécial). En d'autres termes, c'est le risque qu'un pays ne sera pas en mesure d'honorer ses engagements financiers extérieurs à cause de certaines conditions ou de certains événements. Par conséquent, pour évaluer un risque pays, il faut mesurer et analyser la probabilité qu'un pays assurera le service de sa dette extérieure. En tant que tel, le risque pays est le facteur que doit examiner, réviser et prendre en considération une partie *extérieure* au pays concerné. Comme la partie étrangère (par exemple l'établissement étranger qui accorde l'APRG) cherche à se protéger contre ce risque pays, elle tend à percevoir des taux de prime plus élevés.

D'autre part, les banques coréennes nationales, par définition, ne peuvent pas faire face au risque de leur propre pays. Les risques découlant d'événements dans leur propre pays ne relèvent plus du "risque pays".

La Corée n'est pas d'accord pour dire que les banques nationales coréennes devaient faire face à des "risques Corée" semblables à ceux auxquels auraient été exposées les banques étrangères. La Corée souhaiterait souligner que, lorsque "les risques Corée" ont été mentionnés dans le contexte du risque pays, cela signifiait le risque que la Corée ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements financiers "extérieurs". À cet égard, les banques nationales coréennes ne peuvent pas faire face à des "risques Corée" semblables à ceux auxquels sont exposées les banques étrangères. En outre, compte tenu de la définition du risque pays, les facteurs risque pays (risque d'expropriation d'actifs, risque de

manipulation monétaire, etc.) doivent être compris comme étant ceux qui sont de nature à affecter assez directement les obligations financières extérieures de la Corée. Par conséquent, ces risques, par nature, ne peuvent pas être semblables aux risques auxquels sont exposées les banques nationales coréennes.

En tout état de cause, il est peut-être vrai que pendant la période de la crise financière, les banques coréennes ont dû faire face à des risques de crédit qui étaient généralement plus grands dans tout le pays, même s'ils sont d'une nature différente des "facteurs risque pays" auxquels sont exposées les banques étrangères. Ce risque accru pendant la crise a toutefois été pris en considération par les banques coréennes en tant que "risque de crédit général" des chantiers navals coréens. Bien sûr, les banques étrangères ont elles aussi tenu compte du même "risque de crédit général" en ce qui concerne les chantiers coréens, séparément et en plus du risque pays de la Corée.

181. Des considérations semblables quant au risque d'expropriation, au risque de manipulation de la devise, etc., ne seraient-elles pas prises en compte par toute banque participant au financement d'opérations de commerce extérieur (où que puisse se trouver le siège social de cette banque)? Veuillez expliquer en détail.

Réponse

La réponse de la Corée à la question n° 180 s'applique aussi ici.

Cela dit, la Corée interprète l'expression "financement d'opérations de commerce extérieur" dans un sens large comme signifiant tout financement lié au commerce extérieur. Comme indiqué dans les réponses n° 179 et n° 180 ci-dessus, toutes les transactions à l'exportation ne déclenchent pas un examen par la banque des risques pays. Comme la Corée l'a exposé en détail dans sa réponse n° 179, cela dépend du type de ces opérations de financement et dans quel contexte le risque pays de l'emprunteur est examiné.

En outre, en ce qui concerne le risque pays, le fait que la banque soit située dans le pays ou hors du pays est le facteur déterminant. Veuillez vous référer aux réponses n° 179 et n° 180 ci-dessus pour plus de détails.

182. Au paragraphe 81 de sa déclaration orale, la Corée fait valoir que ce n'est pas seulement le type de nantissement, mais aussi le montant couvert par ce nantissement qui est important quand on compare différentes APRG. À cet égard, elle fait valoir que le nantissement cité par les CE au paragraphe 100 de leur deuxième communication ne couvrait qu'une faible partie de la garantie. Elle cite ensuite une transaction décrite dans la pièce n° 88 de la Corée où, selon elle, il n'y a eu aucun nantissement. Comment cela démontre-t-il que le nantissement mentionné par les CE ne couvrait qu'une faible partie de la garantie?

Réponse

La Corée a présenté sa pièce n° 88 pour confirmer et éclaircir sa réponse à la question n° 71 du Groupe spécial (ainsi que sa réponse à la question n° 14 des CE) dans laquelle elle expliquait que dans le cas spécifique de la transaction APRG entre la Shinhan Bank et Hanjin, il n'y a eu aucun nantissement. Comme les CE ont par la suite contesté ces déclarations de la Corée (*voir* le paragraphe 106 de la deuxième communication écrite des CE), la Corée a présenté la pièce à des fins de confirmation et d'éclaircissement.

La Corée renvoie le Groupe spécial à la réponse qu'elle a donnée à la question n° 14 des CE concernant l'absence de nantissement ou la fourniture d'une petite couverture de garantie qui affecte directement la détermination des taux de prime pour les APRG.

B. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

183. Veuillez commenter la pièce n° 145 des CE, contenant les réactions de PWC à la communication d'Arthur Andersen/Anjin figurant dans la pièce n° 79 de la Corée.

Réponse

Malgré les nombreux arguments avancés dans la pièce n° 145 des CE, PwC n'a pas établi qu'il valait mieux pour les créanciers liquider plutôt que restructurer DHI. Comme expliqué en détail par Anjin dans **la pièce n° 141 de la Corée**, le montant que les créanciers pouvaient recouvrer dans n'importe quel scénario de maintien en activité était toujours plus élevé que le montant recouvrable dans le scénario basé sur la liquidation. C'était le cas même si l'on apportait une correction pour tenir compte du double comptage de l'effet de protection fiscale.

Pour plus de détail, veuillez vous référer à la réponse de Anjin (**pièce n° 141 de la Corée**) aux observations de PwC.

184. En particulier, veuillez commenter la déclaration figurant à la page 3 selon laquelle "la valeur d'entreprise de la société restructurée est inférieure à la valeur d'entreprise de la société, calculée sans restructuration de la dette".

Réponse

Il est vrai que d'après les calculs réalisés par Anjin figurant dans le rapport de 1999, la valeur d'entreprise de la société restructurée était inférieure à la valeur d'entreprise de la même société sans la restructuration. C'était là un résultat formaliste dérivé du modèle technique utilisé par Anjin résultant du report d'un montant résiduel de la valeur actionariale dans la conversion de la dette en prises de participation. Cependant, les créanciers ont décidé que le plan de restructuration de la dette proposé consistant à céder les actifs des deux sociétés qui n'avaient pas de valeur synergique et à entreprendre une conversion de la dette en prises de participation et une restructuration de la dette était préférable dans la perspective de la recouvrabilité finale de la dette. En outre, comme l'indique Anjin sans que PwC ne le contredise, la valeur d'entreprise de la société restructurée n'a jamais été inférieure à la valeur de liquidation de la même société. Ce fait n'a donc pas d'incidence sur la décision des établissements financiers créanciers de restructurer plutôt que de liquider DHI.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la réponse de Anjin (**pièce n° 141 de la Corée**) aux observations de PwC.

C. PRÉJUDICE GRAVE

185. Au sujet de la pièce n° 115 de la Corée:

a) Aucun renseignement n'est fourni quant à la source des prix présentés dans ce document. Veuillez indiquer en détail la ou les source(s).

b) Aucune date n'est associée à l'un quelconque des prix indiqués dans les documents. Veuillez fournir ces renseignements.

c) Aucun renseignement n'est fourni au sujet de ce que représentent les prix indiqués dans le document (c'est-à-dire prix contractuels, soumissions, etc.). Pour chacun des prix mentionnés, veuillez indiquer précisément ce qu'il représente.

d) Aucun renseignement n'est fourni au sujet des transporteurs de GNL. Veuillez fournir les mêmes types de renseignements pour les transporteurs de GNL, pour la ou les même(s) période(s) et sur la même base que les renseignements figurant dans le tableau.

Réponse

a) La source des renseignements est le document intitulé "Background report – Detailed evaluation of key price movements" (Rapport général – évaluation détaillée des variations des prix clés) établi par la FMI, consultant des CE, en août 2003[1], que les CE elles-mêmes ont présenté en tant qu'annexe 5a-2) pendant le processus au titre de l'annexe V et qui est présenté ici pour faciliter le travail du Groupe spécial dans la **pièce n° 142 de la Corée**.

b) Les prix indiqués sont les prix moyens pour la période allant de 1997 à 2003, c'est-à-dire les prix indiqués dans les tableaux suivants du rapport de la FMI que les CE ont présenté en tant qu'annexe 5a-2) pendant le processus au titre de l'annexe V et qui est maintenant joint en tant que pièce n° 142 de la Corée:

-	pour les navires citernes Handysize:	tableau 2.1 à la page 2 du rapport;
-	pour les transporteurs de produits Handymax:	tableau 2.2 à la page 4 du rapport;
-	pour les transporteurs de produits Panamax:	tableau 2.3 à la page 6 du rapport;
-	pour les transporteurs de produits chimiques:	tableau 2.4 à la page 8 du rapport;
-	pour les porte-conteneurs de collecte:	tableau 3.1 à la page 12 du rapport;
-	pour les porte-conteneurs Panamax:	tableau 3.2 à la page 15 du rapport;
-	pour les porte-conteneurs post-Panamax:	tableau 3.3 à la page 16 du rapport.

c) D'après la section 1.1 du rapport de la FMI figurant dans la pièce n° 142 de la Corée, les prix correspondent au prix moyen par tbc calculé pour la période allant de 1997 à 2003. La FMI indique comme source des données BRL Shipping Consultants. La Corée suppose que les CE et leur consultant seraient mieux placés pour confirmer que ces données reflètent les prix des commandes figurant dans les rapports de la FMI que les CE elles-mêmes ont soumis en tant qu'annexe 10 pendant le processus au titre de l'Annexe V. L'important est qu'il s'agit là de prix moyens indiqués par le consultant des CE, la FMI, et par les CE elles-mêmes.

d) La Corée n'est pas en mesure de fournir les mêmes renseignements pour les transporteurs de GNL car la source des données qui est le rapport de la FMI présenté par les CE pendant le processus au titre de l'Annexe V ne contient pas ces données pour ce type de navires.

186. S'agissant de la pièce n° 109 de la Corée, celle-ci présente certaines ventilations par tailles pour les porte-conteneurs et les navires citernes. En ce qui concerne les transporteurs de

[1] Voir le paragraphe 293 de la déclaration orale de la Corée prononcée lors de la deuxième réunion de fond qui indique la source des données figurant dans le tableau de la pièce n° 115 de la Corée.

GNL, s'il est fait référence dans le texte de la pièce n° 109 de la Corée à diverses tailles de transporteurs de GNL, il n'y a pas de statistiques ventilées par tailles. Veuillez expliquer.

Réponse

En février 2004 et depuis 1996, pratiquement tous les transporteurs de GNL qui ont été commandés étaient des navires de 135 000 mètres cubes ou plus, ce qui reflète la récente augmentation de la taille des transporteurs de GNL correspondant à l'augmentation des volumes de GNL échangés. En fait, sur près de 100 commandes passées depuis 1996, trois seulement ont porté sur des petits navires, la première sur un petit navire côtier d'une capacité inférieure à 10 000 mètres cubes construit dans les CE, la deuxième sur un navire d'une capacité de 74 000 mètres cubes construit dans les CE et la troisième sur un navire d'une capacité de 23 000 mètres cubes construit au Japon. Les autres navires sont tous d'une capacité comprise entre 135 000 et 145 000 mètres cubes à l'exception d'un seul navire de 153 000 mètres cubes en commande en France. Les commandes pour la prochaine génération de transporteurs de GNL plus grands d'une capacité comprise entre 180 000 et 250 000 mètres cubes doivent encore être confirmées.

Compte tenu de cette concentration de la taille des navires sur la période couverte par la présente plainte et du fait que la Corée n'a construit que des navires de 120 000 mètres cubes ou plus, aucune ventilation des commandes de transporteurs de GNL par taille n'avait été jugée appropriée ou nécessaire pour rendre compte de la fourchette de tailles actuelle dont relèvent la plupart des transporteurs de GNL.

II. QUESTIONS AUX CE

A. APRG/PSL

187. Veuillez commenter les nouveaux calculs de l'avantage faits par la Corée, qui figurent dans les pièces n° 91 à 102 de la Corée.

B. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

188. En ce qui concerne la question de savoir si la restructuration de Daewoo a été subventionnée, veuillez donner un résumé, fondé sur toutes les communications d'Arthur Andersen/Anjin et de PwC, de l'analyse et des conclusions des CE sur le point de savoir si DHI aurait dû être liquidée au lieu d'être restructurée. Dans ce résumé, tous les chiffres pertinents devraient être indiqués sous forme de tableau, avec des citations du rapport Arthur Andersen initial de novembre 1999 donnant une évaluation de DHI selon différents scénarios et des renvois à ce rapport.

189. S'agissant de la restructuration de Daewoo:

a) En ce qui concerne la communication la plus récente de PwC (pièce n° 145 des CE), veuillez expliquer en détail la déclaration figurant à la page 3 selon laquelle l'analyse d'Anjin indiquait que "la valeur d'entreprise de la société restructurée [était] inférieure à la valeur d'entreprise de la société, calculée sans restructuration de la dette".

b) Quelle est cette "valeur d'entreprise" et en quoi diffère-t-elle de la "valeur d'exploitation"?

c) Que signifie le fait que la "valeur d'entreprise" était plus faible selon un ensemble de calcul que selon un autre? En quoi cela a-t-il une incidence, pour

autant que cela en ait une, sur la question centrale soulevée par les CE, à savoir la décision de restructurer Daewoo plutôt que de la liquider?

d) Que signifie la réponse d'Anjin figurant dans la pièce n° 70 de la Corée selon laquelle la valeur d'entreprise selon l'analyse du scénario de restructuration *était* inférieure à ce qu'elle avait été selon l'évaluation de la société non restructurée? Que signifie, pour autant qu'il signifie quelque chose, le fait que les calculs de la valeur d'entreprise différaient selon les deux scénarios pour la question centrale posée par les CE, c'est-à-dire la question de savoir s'il était préférable de liquider ou de restructurer Daewoo?

190. Les données présentées dans la pièce n° 108 de la Corée indiquent les intérêts et l'amortissement dans l'analyse coût/rentabilité concernant Daewoo. Veuillez commenter. Comment cela peut-il être concilié avec l'affirmation des CE selon laquelle il n'a pas été tenu compte de façon adéquate de ces coûts dans les prix pratiqués par Daewoo?

191. La pièce n° 107 de la Corée expose les résultats de la restructuration de Daedong ordonnée/supervisée par les tribunaux. On peut supposer qu'une telle restructuration a dû être effectuée conformément à la loi coréenne sur les faillites. Sur quelle base les CE allèguent-elles qu'elle a néanmoins comporté une subvention?

C. PRÉJUDICE GRAVE

192. Une conclusion qu'il est possible de tirer des pièces n° 91 à 102 de la Corée est que celle-ci admet que le financement en cause de la KEXIM a conféré un avantage mais que l'avantage, dans un certain nombre de cas, est très faible (0,5 pour cent ou moins). Si l'on admet que l'avantage est de l'ordre de grandeur indiqué dans ces pièces de la Corée, quelles en seraient les incidences sur l'analyse et les conclusions des CE relatives au préjudice grave?

Observations de la Corée concernant cette question adressée aux CE

Sans préjudice du fait que la Corée n'admet pas dans ses pièces n° 91 à 102 que les facilités offertes par la KEXIM ont conféré un avantage[2], elle considère que les facilités de la KEXIM ne peuvent pas avoir eu d'effet de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix tout d'abord parce que les CE elles-mêmes admettent que le taux de base de la KEXIM pour les APRG a augmenté alors que ses marges de risque de crédit sont devenues plus raisonnables. Par conséquent, les facilités de la KEXIM devraient plutôt avoir exercé moins de pression sur les prix des navires. En outre, les CE elles-mêmes indiquent des tendances de prix fluctuantes (c'est-à-dire des hausses et des baisses) dans la pièce jointe n° 2 annexée à leurs réponses aux questions du Groupe spécial (en particulier à la figure 2.3). Comme elles n'indiquent pas de diminution des avantages que la KEXIM aurait selon les allégations accordés pendant les périodes où les tendances des prix étaient à la hausse, cela prouve d'autant moins un effet d'empêchement de hausses de prix ou de dépression des prix dû aux facilités de financement de la KEXIM. Deuxièmement, l'ampleur de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix alléguée dans la pièce jointe n° 2 annexée aux réponses des CE aux questions initiales du Groupe spécial accuse une disproportion flagrante avec l'ampleur de l'avantage allégué.

Nonobstant les allégations des CE concernant les effets qualitatifs des facilités de la KEXIM (que la Corée conteste), l'article 6.3 c) de l'*Accord SMC* stipule explicitement que les subventions alléguées doivent avoir un effet de dépression des prix ou d'empêchement des hausses des prix "notable". Par conséquent, cette disposition exige une quantification des effets des subventions et un avantage de 0,5 pour cent n'atteint pas ce seuil tandis que la différence flagrante dans la proportion de

[2] *Voir*, par exemple, la réponse de la Corée à la question n° 114 du Groupe spécial.

l'avantage allégué et de la dépression des prix/empêchement de hausses de prix montre clairement qu'il n'y a pas de lien de causalité entre les avantages allégués fournis par la KEXIM et le prétendu effet de dépression des prix/empêchement de hausses de prix.

Une fois encore, pour répondre à ce nouvel "élément de preuve" des CE, la Corée doit rappeler que, même si l'on devait accepter l'approche des CE, celles-ci n'ont toujours pas expliqué comment de telles subventions *de minimis* contribuent à accroître ou à maintenir indûment un excédent de capacité entraînant un empêchement de hausses de prix. Comme la Corée l'a fait observer dans le passé, les CE semblent essayer d'éluder cette prescription très directe et très claire du langage conventionnel, à savoir démontrer que l'empêchement notable des hausses de prix est dû à la subvention, en tentant de rattacher toutes les subventions alléguées qu'elles peuvent à un produit, pour inclure ensuite ce produit dans son ensemble dans l'analyse de l'empêchement de hausses de prix. En outre, les CE ne s'efforcent pas vraiment de le faire en liaison avec les produits. Elles n'ont pas même tenu compte du fait que de nombreux navires produits par des chantiers navals non restructurés n'ont pas bénéficié des APRG ou des prêts avant expédition et ont quand même essayé d'inclure tous les navires dans leur analyse.

Les CE ont essayé à des stades ultérieurs de s'éloigner un peu de cette approche qui repose entièrement sur la capacité et de réintroduire la sous-cotation des prix à l'appui de leur analyse de l'empêchement de hausses de prix/dépression des prix. Outre le problème juridique que pose cette réintroduction d'un argument abandonné, les CE n'expliquent pas comment ces subventions *de minimis* pourraient avoir entraîné l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix allégués lorsque, comme l'ont admis les CE elles-mêmes, les chantiers coréens jouissaient d'un avantage nettement supérieur en matière de coûts. Une telle subvention n'aurait tout simplement pas d'effet sur la concurrence.

Enfin, si ces subventions *de minimis* devaient avoir un tel effet, alors l'effet de causalité qu'aurait le niveau beaucoup plus élevé des subventions des CE (que les CE ne contestent pas et ne peuvent pas contester) sur le marché dépasserait largement et déplacerait l'effet éventuel des subventions coréennes alléguées. Dans ce cas, il serait inadmissible d'attribuer aux subventions coréennes des effets dus en fait aux subventions beaucoup plus importantes des CE.

193. Il serait possible de considérer que la pièce n° 112 de la Corée, concernant l'intervention du MOCIE, suite à la demande de Samsung, indique que les pouvoirs publics agissent si les prix sont trop faibles. Si c'est le cas, quelles en sont les incidences sur l'allégation de l'existence d'un dommage grave formulée par les CE?

Observations de la Corée concernant cette question adressée aux CE

Dans sa réponse du 2 juillet 2004 à la question n° 5 des CE adressée à la Corée, la Corée a expliqué en détail le contexte de l'intervention du MOCIE dans la transaction Hambourg Sud-DSME. Comme la Corée l'avait alors démontré, le MOCIE n'était pas préoccupé par le niveau des prix en tant que tel mais par le comportement anticompétitif des parties intervenant dans cette transaction. En tout état de cause, cette intervention du MOCIE n'étaye pas l'allégation des CE concernant l'existence d'un préjudice grave. Elle indique plutôt que c'était un chantier naval européen, Odense, qui offrait les prix les plus bas et qui déprimait donc les prix (*voir* la pièce n° 88 des CE).

194. Si le Groupe spécial devait accepter la subdivision des produits indiquée dans la pièce n° 109 de la Corée, en quoi cela aurait-il une incidence sur l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix faite par les CE? Veuillez donner une réponse détaillée.

195. Veuillez commenter la pièce n° 115 de la Corée.

OBSERVATIONS DE LA CORÉE SUR LES NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS FACTUELS PRÉSENTÉS PAR LES CE ET LES ÉTATS-UNIS LE 2 JUILLET 2004

134. Dans la pièce n° 118 des CE, PwC affirme que "[l]e tableau des obligations de la KSDA donne l'évaluation acceptée au prix du marché pour le marché intérieur". Cela signifie-t-il que les CE n'acceptent pas l'argument de la Corée selon lequel le tableau des obligations présente des taux hypothétiques/projetés, ou les CE acceptent-elles l'argument de la Corée mais estiment que l'indice constitue cependant un point de repère du marché fiable? Veuillez expliquer. Que signifie "évaluation au prix du marché" dans ce contexte? En particulier, qui évalue quoi et sur quel marché?

Observations concernant les nouveaux renseignements factuels des CE; pièce n° 148 des CE concernant le tableau des obligations de la KSDA

Dans la pièce n° 148 des CE, PwC affirme que le tableau des obligations de la KSDA donne l'évaluation au prix du marché pour le marché intérieur et que "évaluation au prix du marché" signifie que "les employés de la KSDA actualisent chaque jour le prix et les rendements de l'obligation utilisée dans tous les indices". Si l'explication de PwC concernant l'expression "évaluation au prix du marché" n'est pas suffisamment claire pour lever totalement l'ambiguïté (il convient de rappeler que le Groupe spécial a spécifiquement demandé *qui évaluait quoi et sur quel marché*), PwC semble néanmoins insister sur l'activité quotidienne de collecte des données.

Cependant, cette activité de collecte quotidienne des données ne signifie pas automatiquement que le tableau reflète de manière juste le "prix" d'une obligation ou même des obligations émises dans un secteur particulier de la branche de production. En fait, PwC admet les limites du tableau en déclarant qu'il s'agit de la "représentation du rendement … à un moment donné précis". Cette déclaration équivaut à dire que le tableau est uniquement un indice général, ce que la Corée a déjà expliqué dans sa réponse à la question n° 73 du Groupe spécial. La représentation est une représentation (quelle qu'en soit la signification). Cela ne peut pas être *le* prix (c'est-à-dire le rendement dans le contexte immédiat) d'une obligation spécifique.

Pour faciliter la compréhension du Groupe spécial, la Corée présente ci-après des cas illustrant des rendements effectifs d'obligations spécifiques par comparaison avec le tableau des obligations correspondant de la KSDA (les deux peuvent être obtenus sur le site Web de la KSDA).

Cas n° 1

Société émettrice:	Hyundai Heavy Industry	
Classement de l'obligation:	HHI 100	Code standard KSDA: KR6009544M29
Date d'émission:	21 février 2001	Date d'échéance: 21 février 2004
Notation à l'émission:	A0	

(Unité: en pourcentage)

Date	HHI 100 Rendement moyen pondéré	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0
		3M	6M	9M
26 novembre 2003	4,38	4,8		
24 novembre 2003	4,38	4,8		
2 septembre 2003	4,32		4,89	
26 mai 2003	5,9			5,08
23 mai 2003	5,87			5,06

Cas n° 2

Société émettrice: Hyundai Heavy Industry
Classement de l'obligation: HHI 102 Code standard KSDA: KR6009544M78
Date d'émission: 23 juillet 2001 Date d'échéance: 23 juillet 2004
Notation: A0

(Unité: en pourcentage)

Date	HHI 102 Rendement moyen pondéré	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0
		3M	6M	9M
17 décembre 2003	4,8			5,24
24 novembre 2003	4,99			5,11

Cas n° 3

Société émettrice: Samsung Heavy Industry
Classement de l'obligation: SHI 84 Code standard KSDA: KR6010144M21
Date d'émission: 24 février 2001 Date d'échéance: 24 février 2004
Notation: A0

(Unité: en pourcentage)

Date	Taux de Rendement moyen pondéré	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0	Tableau des obligations de la KSDA Notation A0
		3M	6M	9M
11 décembre 2003	4,52	4,93		
11 novembre 2003	4,32		4,88	
25 juillet 2003	4,72		5,13	
28 mai 2003	5,15			5,05
20 mai 2003	5,13			5,02

Note: Les mois (3M, 6M, 9M) représentent les mois restants jusqu'à l'échéance.

Les tableaux ci-dessus montrent que le tableau des obligations de la KSDA ne représente pas les rendements réels des obligations émises. Par exemple, l'examen des taux de rendement de HHI 100 (pour laquelle la période restante jusqu'à l'échéance est d'environ trois mois) au 26 novembre 2003 et du tableau des obligations de la KSDA 3M à cette date, pose inévitablement plusieurs questions: i) Quel est le prix sur le marché d'une obligation notée A? Le rendement de l'obligation HHI 100 ou le tableau des obligations de la KSDA?; ii) Le rendement de l'obligation HHI 100 est-il inférieur au prix du marché si le tableau des obligations de la KSDA correspond au "prix du marché"?; iii) Cela signifie-t-il que le rendement de l'obligation HHI 100 était supérieur au prix du marché en mai 2003? iv) (Si l'on suppose que oui,) alors pourquoi des investisseurs achètent-ils des actions HHI 100 le 26 novembre 2003?; v) (Si l'on suppose en outre qu'un investisseur achète des obligations d'une société dans le même secteur que HHI), faudrait-il prendre comme référence le rendement de l'obligation HHI ou le tableau des obligations de la KDB?; vi) Pourquoi les prix de l'obligation HHI 100 et de l'obligation HHI 102 sont-ils différents à un moment où le nombre de mois restants jusqu'à l'échéance est le même? vii) Pourquoi les prix de l'obligation HHI 100 et de l'obligation SHI 84 (avec dans les deux cas trois mois jusqu'à l'échéance en novembre 2003) sont-ils différents?; et les questions peuvent continuer indéfiniment ...

Si le tableau des obligations de la KSDA est le prix du marché, il ne répond pas de manière claire aux questions ci-dessous. Cela signifie que le tableau des obligations de la KSDA est seulement un indice qui indique la situation du marché à une date précise. Il ne reflète pas les situations spécifiques de la branche de production, des émetteurs et des préférences sur le marché. Il ne peut donc en aucun cas être le "prix" auquel une obligation spécifique peut être achetée. Au mieux, il peut être un indicateur préliminaire qu'un investisseur peut utiliser en tant que première référence avant d'étudier le marché de manière plus approfondie.

En outre, la Corée voudrait éclaircir certaines observations formulées par les CE qui peuvent être trompeuses et ne se basent sur aucun fait. Les CE ont affirmé que "les obligations effectivement émises par les chantiers n'étaient pas des points de repère appropriés en ce qui concerne les obligations de société i) parce qu'elles étaient garanties par une banque, ii) parce qu'elles n'étaient pas émises dans la même monnaie ou iii) parce qu'elles n'étaient pas émises en même temps que les PSL de la KEXIM" (*voir* le paragraphe 21 de la réponse des CE aux questions du Groupe spécial). Ces affirmations sont incorrectes. En premier lieu, il n'y a jamais eu de garantie de banque accordée en liaison avec les obligations de société émises par les chantiers coréens. Les CE n'ont jamais fourni aucun élément de preuve étayant cette affirmation. Deuxièmement, la plupart des obligations ont été émises en won coréens. Les cas où des obligations en devises ont été émises ont été extrêmement limités (c'est-à-dire **[RCC: omis dans la version publique]**). Comme indiqué dans la **pièce n° 139 de la Corée** qui a déjà été présentée, même **[RCC: omis dans la version publique]** a émis ses obligations en won coréens dans la plupart des cas et aucun autre chantier coréen n'a émis d'obligations en devises. Enfin, les CE affirment que les obligations n'ont pas été émises en même temps que les PSL. Si les obligations n'ont peut-être pas été émises exactement à la même date que les PSL, ce fait ne peut pas nécessairement écarter les obligations de société effectivement émises par les chantiers navals de la liste admissible des points de repère. Aucune disposition ne prescrit que, pour être comparable, un instrument qui est comparé doive être émis à la même date qu'un autre instrument concerné. Comme elle l'a dit dans sa réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, la Corée considère que les taux d'intérêt moyens pour les instruments financiers effectivement utilisés par les chantiers navals, présentés tous les trimestres, seraient des points de repère appropriés et ces données trimestrielles peuvent éviter d'éventuelles anomalies lorsqu'on compare les instruments au jour le jour.

136. Au paragraphe 95 de sa déclaration orale, la Corée présente un certain nombre de points critiquant la méthode de calcul des CE et indique que les pièces n° 90 à 102 de la Corée contiennent de plus amples détails. Veuillez répondre de façon détaillée aux critiques de la Corée, y compris compte tenu de la teneur de ces pièces.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Observations sur la pièce n° 148 des CE concernant l'incompatibilité des notations

En ce qui concerne la compatibilité des notations de la KEXIM pour les PSL avec les notes attribuées aux obligations par les autres agences de notation, PwC conteste dans la pièce n° 148 des CE les arguments de la Corée selon lesquels i) les niveaux de risques de crédit sous-jacents sont différents et ii) les facteurs retenus pour la notation ne sont pas les mêmes.

Tout d'abord, la teneur du rapport de PwC pose la question de savoir si PwC a vraiment les compétences nécessaires pour exprimer un avis sur la nature et le mécanisme de détermination des notations. Comme indiqué ci-après et démontré par le rapport et les documents soumis par la Corée, l'analyse de PwC est remplie d'erreurs et de déformations qu'un spécialiste des questions bancaires ne ferait jamais.

En particulier, la Corée est surprise par la déclaration osée de PwC selon laquelle "… un prêt privé et une obligation ayant les mêmes notes correspondront à la même capacité de remboursement du débiteur et au même risque de crédit … Tous deux devraient donc être rémunérés par le même taux d'intérêt" (*voir* le dernier paragraphe, page 5 de la pièce n° 148 des CE, non souligné dans l'original). En faisant cette déclaration déroutante, PwC semble ignorer le fait que les banques et les agences de notation appliquent différents facteurs pour déterminer les notations des différents types de produits financiers et, par conséquent, que les différents types de produits (par exemple prêt bancaire par rapport à obligation de société, obligation de société par rapport à effet de commerce) ont des taux d'intérêt/rendements différents même si l'emprunteur ou l'émetteur de ces produits est la même société. C'est un fait bien connu de n'importe quel expert financier dans le monde. D'après la logique de PwC, une société (par exemple Hyundai), qui a une note stable et uniforme, devrait contracter des prêts ou émettre des obligations, des effets de commerce, des certificats de dépôt ou n'importe quel instrument toujours au même taux d'intérêt à un moment donné, dès lors que l'échéance et le nantissement (ou l'absence de nantissement) sont semblables. C'est un non-sens total.

PwC commence son analyse fallacieuse en contestant la déclaration figurant dans la pièce n° 91 de la Corée. Il conteste la déclaration selon laquelle la notation des obligations de société (c'est-à-dire la notation de l'émission) en Corée pourrait effectivement être considérée identique à la notation de l'"émetteur" alors que les notations de la KEXIM correspondaient à la "notation de la facilité" qui tient compte de toutes les caractéristiques de la facilité de crédit. PwC prend ensuite les obligations de DSME comme exemple et déclare que les notations de ces obligations telles que garanties par un nantissement ne peuvent pas être considérées identiques à la notation de DSME et que *[l]a notation des obligations correspond au nantissement de l'émission obligataire exactement de la même manière que les notations de la KEXIM correspondent au nantissement des prêts consentis*. PwC fait tout d'abord abstraction du fait que les obligations de société émises et échangées en Corée sont pour la plupart des obligations qui ne sont pas nanties et que les taux obligataires cités par la KSDA se fondent sur des "obligations de premier rang à long terme non garanties". Deuxièmement, ayant admis que la notation des obligations de DSME correspond aux nantissements exactement comme le font les notations de la KEXIM, PwC n'explique pas pourquoi les obligations de DSME ne peuvent pas être utilisées comme point de repère pour les PSL de la KEXIM.

Par la suite, en se fondant sur une étude réalisée par la société d'actuaires, PwC essaie de réfuter l'argument de la Corée selon lequel il n'y a pas de corrélation entre la notation par la KEXIM de ses prêts (qui sont équivalents à des obligations privées) et les notations des obligations de société négociées dans le public parce que les pourcentages de défaut pour les placements de créances privées sont plus faibles que pour les placements de créances publiques. Cependant, cette étude ne contredit pas les conclusions de Carey (1998) sur lesquelles se fonde la Corée. En effet, PwC a cité les déclarations ci-après qui semblent en fait contredire l'allégation des CE:

- "sur la période d'échantillonnage étudiée, les placements privés pour lesquels les notations internes les plus récentes correspondent à la catégorie "investissement" et à une note BB ont des antécédents en matière de pertes semblables aux placements publics malgré des taux d'incidence ou de défaut moins bons *parce que la gravité des pertes est moindre* sur les placements privés",

- "par rapport aux émissions publiques, les placements privés pour lesquels les notations internes les plus récentes correspondent à une note B et plus risquée *présentent de meilleurs antécédents en ce qui concerne l'incidence, la gravité et les pertes économiques*" (*voir* le premier paragraphe à la page 5 de la pièce n° 148 des CE).

La Corée n'arrive pas à savoir ce que PwC essaie d'établir par ces déclarations. Une lecture au premier degré de ces déclarations continue de mener à la conclusion, à laquelle est parvenue la Corée, que l'instrument de dette privé (tel que les PSL de la KEXIM) comporte de par sa nature généralement moins de risques de défaut que les placements publics pour une notation donnée. Par conséquent, l'analyse de PwC ne réfute pas l'argument de la Corée selon lequel i) les risques de crédit pour une notation de crédit bancaire sont inférieurs à ce qu'ils sont pour la notation correspondante d'une obligation de société et ii) pour la même entreprise, la notation de l'obligation de société doit être plus élevée que celle qui correspond au crédit bancaire pour que le risque de crédit soit équivalent.

Il est intéressant de noter que dans sa déclaration, la société d'actuaires des États-Unis admet que les compagnies d'assurance sont assez souvent en désaccord avec la NAIC et les unes avec les autres sur les notes, bien qu'en moyenne ces divergences ne soient guère importantes. Ces désaccords ont lieu même si des sociétés menant le même type d'activité d'assurance évaluent le risque de crédit associé aux mêmes produits financiers, c'est-à-dire des obligations de société. Cela montre à quel point les désaccords seraient importants dans les cas où la KEXIM en tant que banque évalue le risque de crédit de son emprunteur dans le cadre d'opérations de prêt alors qu'une agence de notation telle que la KIS attribue des notes à des obligations de société qui sont des produits totalement différents d'un prêt bancaire. À cet égard, l'affirmation de PwC selon laquelle "la corrélation entre les notations des obligations de société et les notations [concernant les prêts] de la KEXIM devrait exister au moins pour les notations supérieures ou égales à BB [notation que donne une agence de notation aux obligations de société]" n'a pas de sens.

Pour corriger cette erreur, PwC cite la déclaration de la société d'actuaires selon laquelle "la notation la plus pessimiste est en général celle dont la capacité de prédiction est la meilleure" (*voir* le deuxième paragraphe à la page 5 de la pièce n° 148 des CE). Cependant, il est évident que cela n'est vrai que dans le contexte des mêmes compagnies d'assurance qui évaluent les risques de crédit pour le même instrument financier (c'est-à-dire l'obligation de société). En outre, la société d'actuaires n'a jamais réalisé d'études et n'ose donc pas exprimer une opinion sur le point de savoir si cette supériorité "normale" de la capacité de prédiction s'appliquerait à une situation totalement hétérogène où une banque attribue une note à un emprunteur dans le cadre d'opérations de prêt tandis qu'une agence de notation note une obligation de société. Dans un tel cas, la comparaison n'est pas possible puisque les deux organismes utilisent deux mesures différentes, en tenant compte de facteurs totalement différents.

L'analyse farfelue de PwC ne s'arrête pas là. PwC essaie en plus de convaincre le Groupe spécial de la corrélation en essayant d'établir une équivalence mécanique entre les notes "A à C" des agences de notation et le système de notation "P à SM" de la KEXIM en se fondant uniquement sur des similitudes de définition. Dès le départ, la Corée souhaiterait faire observer que cette technique d'équivalence mécanique est dénuée de sens dès lors que les agences de notation attribuent dans la pratique des notes différentes même au même emprunteur/émetteur ou au même instrument financier dans des circonstances différentes. Le fait d'utiliser la même définition de notation (exprimée dans

des termes qui permettent des applications diverses dans la réalité) ne garantit pas que la même notation serait attribuée par tous. Comme indiqué précédemment, la déclaration de la société d'actuaires admet que même les compagnies exerçant la même activité d'assurance sont souvent en désaccord sur les notes.

En outre, la Corée ne peut pas comprendre d'où PwC tire sa conclusion qu'une note P5 de la KEXIM est comparable à une note "BBB". PwC semble retenir P5 au lieu de P4 simplement parce que P5 est une note inférieure à P4 (*voir* le tableau 1 à la page 7 de la pièce n° 148 des CE). Or, la figure 2 à la même page du rapport de PwC semble soit contredire le tableau 1 soit indiquer uniquement que la marge de crédit pour une note BBB correspond à la marge de crédit pour P4 et non P5. En outre, PwC n'a fourni aucun élément à l'appui de sa conclusion selon laquelle la note SM attribuée par la KEXIM devrait correspondre à une note "C". PwC a simplement fourni le tableau 1 qui ne se réfère qu'à la chronologie des changements apportés par la KEXIM à ses systèmes de notations, mais se termine par "BB" qui serait la note la plus mauvaise à la dernière colonne de la première rangée (*voir* le tableau 1 à la page 7 de la pièce n° 148 des CE). La réaction naturelle serait alors de demander pourquoi c'est seulement "C" et non "un seul B" qui correspond à une notation SM de la KEXIM?

Quoi qu'il en soit, comme indiqué précédemment, tout cet exercice d'équivalence est hautement mécaniste et ne peut pas étayer l'allégation des CE selon laquelle une notation X sur des obligations de société correspond toujours à une notation Y dans le système de notation de la KEXIM. Cela signifie que la tentative des CE d'utiliser les obligations de société comme point de repère pour les PSL de la KEXIM est inacceptable. À supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il y avait une contribution financière, l'approche qui conviendrait serait de comparer les taux des PSL accordés par la KEXIM à un constructeur naval avec les taux des autres produits financiers utilisés par le même constructeur naval.

Pour étayer l'allégation de la Corée selon laquelle les notations assignées au crédit par la KEXIM ne sont pas compatibles avec les notations d'une obligation de société et pour réfuter diverses autres allégations de PwC et des CE, la Corée complète sa pièce n° 91 par un rapport établi par la KEXIM en tant qu'expert bancaire, qui est présenté en tant que **pièce n° 143 de la Corée**. La Corée résume ci-après les informations essentielles fournies dans ce rapport.

1) Premièrement, le rapport fait observer que les éléments utilisés pour évaluer les risques de crédit sont différents les uns des autres. Plus précisément, les systèmes de notation de la KEXIM étudient "la probabilité de défaillance", "la perte en cas de défaillance" et "la perte attendue". Le rapport indique ce qui suit:

> C'est une pratique uniformément répandue dans l'industrie bancaire que de passer en revue, d'examiner et d'analyser les trois éléments suivants pour attribuer des notations: **probabilité de défaillance (PD), perte en cas de défaillance (LGD) et perte attendue (EL)**. (*Voir* le deuxième paragraphe, II.A.1, de la **pièce n° 143 de la Corée**.)

En revanche, les agences de notation n'examinent que la "probabilité de défaillance" et non la "perte en cas de défaillance" ou la "perte attendue". Cela entraîne nécessairement des horizons matériellement différents en ce qui concerne les risques associés. Le rapport indique ensuite ce qui suit:

> D'après l'étude de Moody sur la *perte en cas de défaillance pour un prêt bancaire*, il est évident qu'il y a une différence importante dans la perte attendue entre la notation d'un prêt bancaire et la notation d'une obligation de société. Par conséquent, les primes de risque sont différentes, ce qui se traduit en dernière analyse par une différence dans les taux d'intérêt.

<Pièce n° 6: "Bank Loan Loss Given Default", novembre 2000, Moody's Investors Service, page 9>

Exhibit 6

Descriptive Statistics for the Time to Default Resolution

Bank Loans	Count	Average	Median	Maximum	10th Percentile	Minimum	Standard Deviation
Sr. Secured	119	$69.5	$74.0	$98.0	$39.2	$15.0	$22.5
Sr. Unsecured	33	$52.1	$50.0	$88.0	$5.8	$5.0	$28.6
Long Term Public Debt (of these same Bank Loan Borrowers)							
Sr. Secured	6	$59.1	$49.0	$98.5	$30.0	$0.1	$32.6
Sr. Unsecured	51	$45.1	$44.0	$104.8	$16.0	$0.5	$25.7
Sr. Sub	55	$29.4	$24.0	$98.0	$4.0	$0.5	$23.6
Sub	32	$29.1	$29.3	$87.5	$4.5	$0.5	$20.6
Jr. Sub	5	$10.8	$12.5	$20.8	$3.7	$1.5	$7.2

> Comme indiqué dans le tableau ci-dessus figurant dans la pièce n° 6 jointe à l'étude de Moody sur les pertes en cas de défaillance pour les prêts bancaires, "la valeur moyenne des prêts bancaires en défaut est de 69,5 pour cent pour les prêts garantis de premier rang et de 52,1 pour cent pour les prêts non garantis de premier rang"[3], alors que la valeur moyenne d'une dette publique à long terme est de 59,1 pour cent pour une dette garantie de premier rang et de 45,1 pour cent pour une dette non garantie de premier rang (*voir* le paragraphe II.A.2, **pièce n° 143 de la Corée**).

2) Comme l'indique la Corée, les banques adoptent une approche dite "ponctuelle" alors que les agences de notation utilisent l'approche "cyclique". Cela rend les deux systèmes de notation très différents l'un de l'autre parce que les banques recherchent "les cas les plus probables" tandis que les agences anticipent des scénarios de "stress". Il s'ensuit inévitablement que les propriétés des deux systèmes de notation sont différentes de sorte que, par exemple, à la différence du système de notation des banques, "les notations d'une agence n'ont pas toujours la même sensibilité au changement ... des notations du risque bancaire" (*voir* le dernier paragraphe, II.B.1, **pièce n° 143 de la Corée**).

Compte tenu de ces propriétés distinctes, y compris des éléments différents pour évaluer les risques de crédit et des approches dissemblables, les systèmes de notation des banques ne peuvent pas être compatibles avec les systèmes de notation des agences. C'est ce que soutient Moody, qui déclare clairement ce qui suit:

> Dans les cas où Moody a noté tant les facilités de crédit d'une société que ses obligations, la notation du prêt bancaire est supérieure d'une ou plusieurs catégories à la notation des obligations (*voir* le premier paragraphe de la section III de la **pièce n° 143 de la Corée**).

Compte tenu des raisons exposées ci-dessus, la Corée répète que les systèmes bancaires de notation ne peuvent pas être compatibles avec ceux d'une agence.

Observations sur la pièce n° 10 des CE concernant les nouveaux calculs de l'avantage effectués par les CE

Dans leur pièce n° 10, les CE ont présenté un graphique montrant que les PSL de la KEXIM conféraient un avantage, au moyen de nouveaux calculs faisant apparaître certains ajustements. La Corée montrera ci-après les erreurs contenues dans ces nouveaux calculs mais elle souhaiterait souligner un certain nombre d'autres points.

[3] Bank Loan Loss Given Default, novembre 2000, Moody's Investors Service, page 1.

- La Corée ne peut pas souscrire à la thèse selon laquelle le tableau des obligations de la KSDA fournit un point de repère.

Comme la Corée l'a exposé en détail dans ses observations concernant la réponse des CE à la question n° 134 du Groupe spécial ci-dessus, le tableau des obligations de la KSDA n'est qu'un indicateur préliminaire qu'un investisseur peut utiliser comme première référence avant d'étudier le marché de manière plus approfondie. Il ne peut pas s'agir d'un prix ou d'un point de repère du marché.

- En outre, la Corée ne peut pas souscrire à la thèse selon laquelle les cotes de crédit de la KEXIM et les notations des obligations de société sont comparables.

Comme expliqué en détail ci-dessus et dans la pièce n° 143 de la Corée, les cotes de crédit de la KEXIM ne sont pas comparables aux cotations des agences de notation. Cette affirmation est étayée de manière indiscutable par les déclarations sans équivoque de Moody. La Corée ne répétera pas une nouvelle fois ces arguments.

- Dans la plupart des cas, les CE n'ont constaté que des marges "négatives ou minimales".

Comme la Corée ne peut pas approuver la méthode proposée par les CE, elle conteste l'existence d'un avantage quelconque. Cependant, même si elle devait accepter la méthode proposée aux fins du débat uniquement, la plupart des cas font apparaître des marges bénéficiaires négatives ou minimes. C'est le cas même en appliquant la méthode des CE dans son intégralité et ça l'est encore plus lorsqu'on applique la méthode corrigée par la Corée. La Corée présente ici ses **pièces n° 145 à n° 149** pour étayer cette allégation.

En ce qui concerne ce point, les CE ont fait une autre tentative pour donner une idée déformée des faits. Au paragraphe 58 de leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les CE déclarent que "la différence entre le point de repère du marché et le taux de la KEXIM est supérieure à 30 pour cent lorsqu'elle est exprimée en pourcentage de la marge effective de la KEXIM". (non souligné dans l'original) Les motivations des CE sont claires. Après avoir établi que même en utilisant la propre méthode des CE, on n'obtient que des marges bénéficiaires minimales, les CE essayent maintenant d'exagérer l'ampleur des marges bénéficiaires alléguées en les comparant avec la marge pour risque de crédit de la KEXIM. La marge pour risque de crédit cependant n'est qu'une fraction du taux global.

En outre, comme la Corée l'a expliqué à la deuxième réunion de fond, les CE ne peuvent montrer ces marges bénéficiaires alléguées "minimales" que pour une petite fraction des PSL accordés par la KEXIM. Les tableaux ci-après résument ces cas. Compte tenu du petit nombre de cas où des marges minimales seraient constatées et de l'ordre de grandeur de ces marges, la Corée considère que les allégations des CE sont sans fondement et injustifiées et doivent être rejetées par le Groupe spécial lorsqu'il prendra une décision sur tous les faits et éléments de preuve dont il est saisi.

Nouveau calcul des CE

Chantier naval	**Cas de PSL où une marge positive a été constatée**	**Marge bénéficiaire alléguée**							
		Inférieure à -1%	**-1 ~ -0,5%**	**-0,5 ~ 0%**	**0 ~ 0,25%**	**0,25 ~ 0,5%**	**0,5 ~ 0,75%**	**0,75 ~ 1%**	**Supérieure à 1%**
DSME	37/136						5		32
HHI	22/197		4	29	5	6	6	2	3
Mipo	27/142		1	1	11	3	3	4	6
Samsung	1/8			1	1				

Chantier naval	Cas de PSL où une marge positive a été constatée	Marge bénéficiaire alléguée							
		Inférieure à -1%	-1 ~ -0,5%	-0,5 ~ 0%	0 ~ 0,25%	0,25 ~ 0,5%	0,5 ~ 0,75%	0,75 ~ 1%	Supérieure à 1%
Hanjin	8/45		3	4	1	3	3		1
Samho	8/45							4	4
STX	6/6								6
Total	109/579		8	35	18	12	17	10	52

Corrigendum de la Corée

Chantier naval	Cas de PSL où une marge positive a été constatée	Marge							
		Inférieure à -1%	-1 - -0,5%	-0,5 - 0%	0 - 0,25%	0,25 – 0,5%	0,5 - 0,75%	0,75 - 1%	Supérieure à 1%
DSME	0/136	1	12	24					
HHI	17/197		5	33	4	4	9		
Mipo	23/142		1	5	12	9	2		
Samsung	1/8			1	1				
Hanjin	6/45		3	6		2	3		1
Samho	0/45		2	6					
STX	6/6								6
Total	53/579	1	23	75	17	15	14	0	7

Note: Le nombre "579" correspond au total des cas de PSL figurant dans la pièce jointe 1.2(30) annexée aux réponses de la Corée au titre de l'Annexe V.

- L'approche des CE n'est pas cohérente en ce qui concerne le choix de leurs points de repère allégués.

Comme la Corée l'a établi sans que les CE la contredise, le PSL est une facilité de prêt à court terme dont la durée ne dépasse pas six mois. C'est un fait qui n'a pas été contesté dans le présent différend, comme le montrent les CE elles-mêmes en utilisant des points de repère d'une durée de six mois dans leur pièce n° 125.

Malgré cela, les CE commencent maintenant tout à coup à alléguer qu'un point de repère assorti d'une durée d'un an devrait être utilisé dans certains cas. À l'appui de cette thèse, les CE allèguent que les taux de base pour certains types de PSL sont **[RCC: omis dans la version publique]**. C'est un non-sens. Comme cela a été établi et jusqu'à présent allégué par les CE elles-mêmes, un point de repère approprié doit être une facilité accordée selon des modalités et des conditions semblables. Ces modalités doivent être évaluées en fonction de la durée et non de l'appellation des taux de base. La Corée souhaiterait demander aux CE comment et pourquoi elles ont utilisé le tableau d'obligations de la KSDA à six mois aux PSL accordés à STX alors que les taux de base étaient des taux "fixes".

La Corée donne un exemple pour montrer que si le taux de base est WNPRI1Y, la durée moyenne des versements au titre des PSL ne dépasse pas six mois comme indiqué ci-après.

[RCC: omis dans la version publique.]

- Les CE n'ont toujours pas ajusté le PSL de Samho pour tenir compte d'un nantissement matériel de 100 pour cent.

À cet égard, les CE ont continué d'avancer leur règle des "meilleurs renseignements disponibles" en disant que "la KEXIM n'a pas pour politique de tenir et de garder les feuilles de calculs ou documents similaires nécessaires pour l'examen des nantissements" (*voir* le paragraphe 49 de la réponse). C'est scandaleux et montre une fois de plus la mauvaise fois des CE.

La Corée a présenté la liste de la KEXIM des prix avant expédition accordés aux chantiers navals en tant que pièce jointe n° 1.2(30)-1 au titre de l'Annexe V et pièce n° 60 de la Corée qui montrent clairement qu'en ce qui concerne **[RCC: omis dans la version publique]**. La Corée présente ici les pages pertinentes de la liste de la KEXIM des prêts avant expédition accordés aux chantiers navals en tant que **pièce n° 144 de la Corée** à l'appui de cette affirmation (les CE ont délibérément présenté en tant que pièce n° 24 des CE une partie seulement de la liste). Pour plus de détails, veuillez vous référer au corrigendum sur le nouveau calcul des CE en ce qui concerne Samho (**pièce n° 145 de la Corée**).

- Les CE ont appliqué à tort la "durée de l'ajustement".

Comme l'ont expliqué les CE, la "durée de l'ajustement" a été utilisée pour obtenir le tableau des obligations de la KSDA sur six mois dans la pièce n° 125 des CE en liaison avec certains cas de PSL concernant DSME. La durée de l'ajustement a été expliquée comme étant la différence entre le rendement du bon du Trésor à un an et le rendement du bon du Trésor à six mois. Comme il existe un tableau des obligations de la KSDA sur six mois, il n'est pas nécessaire de tenir compte de la durée de l'ajustement. En outre, en ce qui concerne DSME, les CE n'ont pas appliqué le tableau des obligations de la KSDA. Elles ont au lieu de cela suivi la procédure de détermination des taux d'intérêt au titre des Lignes directrices sur les intérêts et les commissions de la KEXIM. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de tenir compte de la durée de l'ajustement. Veuillez vous référer au corrigendum concernant DSME (**pièce n° 146 de la Corée**).

- La Corée présente les **pièces n° 145 à 149** en tant que corrigendum concernant le nouveau calcul des CE.

Si la Corée n'est pas d'accord avec la méthode des CE, elle présente néanmoins les **pièces n° 145 à 149** sur le nouveau calcul de l'avantage effectué par les CE pour corriger les erreurs manifestes d'écriture qu'elle avait faites dans de précédentes pièces et pour identifier les interprétations erronées ou les fausses allégations des CE.

139. Le Groupe spécial se réfère à la pièce jointe n° 5 annexée aux réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, qui contient des calculs de l'avantage allégué par transaction pour un PSL et une APRG. Veuillez faire le même calcul pour chacune des APRG et chacun des PSL en cause dans la présente procédure. En d'autres termes, pour chaque chantier naval, indiquer quel APRG/PSL concerne soit des transporteurs de GNL soit des transporteurs de produits/produits chimiques, soit des porte-conteneurs et préciser le montant de l'avantage allégué en pourcentage du prix du navire. Veuillez joindre des feuilles de calcul détaillées.

Observation concernant les nouveaux renseignements factuels des CE

Observations sur la pièce jointe n° 11 des CE

Dans la pièce n° 11 des CE, ces dernières ont tenté d'indiquer les avantages *ad valorem* en ce qui concerne une fraction des cas de PSL. La Corée est obligée de mettre en lumière ci-après les graves erreurs contenues dans ce document.

- La Corée n'est pas d'accord pour dire que des avantages ont été conférés.

Comme expliqué ci-dessus, la méthode de calcul de l'avantage retenue par les CE, y compris le choix des points de repère, est essentiellement et gravement viciée. Par conséquent, la Corée rejette l'existence d'un quelconque avantage et l'ampleur de l'avantage allégué par les CE. Elle renvoie aux explications qu'elle a fournies ci-dessus à cet égard.

- La durée des PSL indiquée par les CE est fausse.

Voilà un autre exemple montrant la mauvaise foi des CE. Comme indiqué clairement dans la pièce jointe n° 4 de la Corée annexée à la deuxième communication écrite de la Corée et comme exposé dans la réponse de la Corée à la question n° 19 des CE, les PSL sont décaissés en plusieurs tranches en général au moment du "découpage des tôles", de la "pose de la quille" et du "lancement". Le nombre de versements et leurs montants varient en fonction des projets. De ce fait, chaque tranche doit porter sur une durée différente.

Nonobstant cela, les CE ont retenu toute la période de la date d'engagement à la date d'échéance comme étant la durée du PSL. Cela est en soi en contradiction avec leur propre point de repère qui est un tableau d'obligations de la KSDA sur six mois. En outre, la pièce jointe n° 11 des CE elle-même renvoie à la pièce jointe n° 9 des CE qui à son tour se fonde sur la pièce jointe n° 4 de la Corée mentionnée ci-dessus. S'il fallait tenir compte de chaque versement, le calcul serait complexe. Toutefois, que les calculs soient complexes ou non, les CE ne sont pas exemptées de l'obligation de fournir des calculs corrects (à supposer que tous les autres facteurs soient établis). Il est injustifiable de ne pas en tenir compte.

- L'avantage *ad valorem* diminuerait de manière importante.

La Corée présente ici la **pièce n° 150 de la Corée** pour montrer i) à nouveau la durée sur laquelle porte chaque tranche en ce qui concerne tous les projets pour lesquels les CE ont indiqué des avantages *ad valorem* "projetés" et ii) qu'il y a dans certains cas des remboursements anticipés, dont il faut tenir compte dans le calcul et pour indiquer le montant des intérêts perçus par la KEXIM au titre des PSL.

Si les CE devaient tenir compte de tous ces facteurs, l'avantage *ad valorem* diminuerait de manière importante.

Observations sur la pièce jointe n° 12 des CE

En outre, comme l'a expliqué la Corée au cours de la deuxième réunion de fond, les CE allèguent qu'elles ont établi un avantage pour une petite partie des APRG seulement. Le tableau ci-après résume ces cas. La Corée le reproduit pour mieux faire comprendre à quel point l'allégation des CE est inacceptable.

Chantier naval	Nombre allégué de cas d'APRG sur le total des APRG
DSME	21/261
Mipo	0/126
HHI	0/347
Samsung	4/141
Samho	4/82
Hanjin	2/32
STX	2/126
Total	33/1115

En outre, dans la pièce n° 12 des CE, ces dernières ont tenté d'indiquer les avantages *ad valorem* en ce qui concerne une partie des cas d'APRG. Comme pour les PSL, les CE ont fait les mêmes tentatives inacceptables et de mauvaise foi.

- La Corée ne peut pas convenir et ne conviendra pas de l'existence d'un avantage.

Comme indiqué précédemment, la Corée ne peut pas approuver les points de repère proposés par les CE. Comme elle l'a dit, pour être admissibles en tant que points de repère, i) les taux concernés doivent être représentatifs du marché en ce qui concerne le nombre de cas et ii) les modalités et conditions doivent être comparables. Cependant, les points de repère proposés sont loin de se conformer à ces critères. La Corée n'est donc pas d'accord pour dire qu'un avantage a été conféré ni qu'il avait l'ampleur alléguée. La Corée renvoie aux explications qu'elle a fournies à cet égard ci-dessus.

- Les CE n'ont pas tenu compte du fait que les versements anticipés doivent être effectués par tranches.

Alors que les CE elles-mêmes ont indiqué dans leur pièce n° 12 que les versements anticipés devaient être effectués par tranches, elles n'en ont pas tenu compte et ont considéré toute la durée de la date de passation du contrat à la date de livraison comme étant la durée correspondant à l'intégralité des versements anticipés.

Alors que les CE ont reproché à la Corée de n'avoir pas fourni les renseignements pertinents, elles auraient dû essayer du moins de procéder à une reconstruction raisonnable. Sans cela, les CE devraient être condamnées.

142. En pourcentage, quelle part de l'avantage allégué résultant de l'allègement fiscal à "Daewoo" devrait être imputée à la production i) de transporteurs de GNL, ii) de transporteurs de produits/produits chimiques, et iii) de porte-conteneurs de DSME? Veuillez joindre des feuilles de calculs détaillées.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Dans leur pièce n° 13, les CE ont à nouveau quantifié les subventions alléguées reçues par Daewoo-SME en ajoutant la subvention fiscale alléguée. Les CE font valoir que l'avantage total

accordé à Daewoo-SME au titre du "scénario 1"[4] se monte à 2 889 985 millions de won, comme indiqué dans le tableau ci-après.

	En millions de won
Conversion de dettes en prises de participation	649 089
Avantages fiscaux: 55% * 236 000	129 800
Rééchelonnement de la dette	173 153
Valeur nette négative de DHI à assumer par Daewoo-SME = 55% * 3 523 533	1 937 943
Total	2 889 985

Cependant, la Corée a démontré que la restructuration de DHI a été faite dans des conditions de marché et qu'aucun avantage n'a été conféré. Par conséquent, la quantification par les CE des avantages allégués relève de la fiction.

Néanmoins, la Corée souhaiterait faire quelques observations ci-après pour montrer que, même en tenant compte des hypothèses incorrectes des CE, aucun avantage n'a été conféré ou n'est maintenu.

a) Conversion de dettes en prises de participation

Pour les raisons présentées par la Corée[5], le prix de l'action le premier jour où elle a été échangée[6], qui était de 3 500 won, ne peut pas représenter la valeur réelle de l'action de DSME.

En fait, les créanciers de DSME ont accepté de convertir la dette en prises de participation en tant qu'investissement à long terme et la pièce n° 103 de la Corée[7] montre clairement que le prix de l'action de DSME en août 2001 était de l'ordre de 10 dollars EU (environ 12 000 à 13 000 won).

b) Avantages fiscaux

Comme l'a démontré la Corée[8], les CE n'ont pas établi qu'une contribution financière quelconque avait été versée ou qu'un avantage quelconque avait été conféré à DSME sous forme d'avantages fiscaux.

c) Rééchelonnement de la dette

Les CE ont calculé l'avantage allégué découlant du rééchelonnement de la dette sur la base des conditions de rééchelonnement de la dette (par exemple réduction des taux d'intérêt et changements dans le calendrier de remboursement du principal) prévues dans l'Accord global sur la restructuration de l'entreprise du 20 janvier 2000. Cependant, les CE n'ont pas tenu compte du fait que DSME a obtenu de ne pas être restructurée le 23 août 2001 grâce à ses remarquables résultats et qu'en conséquence les conditions initiales du rééchelonnement de la dette au titre de l'Accord mentionné ci-dessus ont été annulées.

Le tableau ci-après résume les conditions initiales du rééchelonnement de la dette prévues dans l'Accord global et les conditions révisées du remboursement du principal et des intérêts

[4] Cela correspond à un scénario allégué au titre duquel la restructuration de DHI n'a pas été faite dans des conditions normales et que de ce fait la société aurait dû être liquidée.
[5] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 160 à 167.
[6] Pièce jointe n° 13 du CE, note de bas de page 2.
[7] Offre non ferme de Newcastle Heavy Industries datée du 16 août 2001.
[8] *Voir* par exemple la réponse de la Corée à la question n° 116 du Groupe spécial.

convenues entre DSME et les établissements financiers créanciers au moment où s'est achevée la procédure de renégociation de la dette de DHI[9]:

	Conditions initiales au titre de l'Accord global	**Conditions révisées au terme de la renégociation de la dette**
Conditions de remboursement du principal	Versements annuels à partir de 2003 d'un montant équivalant à 5% du montant total du principal	Comme pour la KAMCO et la SGIC, versements égaux en 2002 et 2003 (remboursement effectivement réalisé selon ces modalités). Comme pour les autres établissements financiers, versements égaux entre 2002 et 2004 (remboursement effectivement réalisé selon ces modalités).
Conditions de paiement des intérêts	Intérêt sur la dette garantie: taux de base Intérêt sur la dette non garantie: taux de base -3%	Comme pour les établissements financiers qui ont des taux d'intérêt applicables pour l'encours de la dette: les taux d'intérêt applicables à des notations BBB ou supérieures. Comme pour ceux qui n'ont pas de taux d'intérêt applicables: les taux d'intérêt déterminés en ajoutant un maximum de 2,5% aux taux de rendement des bons du Trésor nationaux à trois ans.

Les CE n'ont pas non plus tenu compte du fait que la plupart des dettes de DSME reprises à DHI par le biais de cessions d'actifs ("dettes renégociées") ont été remboursées (ou échangées contre des participations) entre 2002 et 2004. La Corée a fourni des renseignements complets sur les changements des taux d'intérêt pendant la renégociation de la dette de DHI et une fois achevée la procédure de renégociation de la dette ainsi que les dates et montants des remboursements du principal par DSME.[10]

À la suite de ce remboursement anticipé (ou conversion en prises de participation à partir du 14 décembre 2000) par DSME, les dettes renégociées de DSME ont été considérablement réduites, tombant de 1 095 milliards de won au 31 décembre 2000 à 34,9 milliards de won au 31 décembre 2003.

État du remboursement de la dette renégociée

(en milliards de won)

31 décembre 2000	**31 décembre 2001**	**31 décembre 2002**	**31 décembre 2003**
1 095,3	187,7	74,8	34,9

Les CE font valoir que DHI a obtenu "des gains sur la remise de dette" d'un montant de 1 321 830 millions de won et que, sur ce montant, 173 153 millions de won doivent être attribués à DSME. L'argument des CE se fonde sur les "comptes vérifiés de DHI pour 1999".

Cependant, ces "gains sur la remise de dette" indiqués dans les comptes vérifiés pour 1999 ont été calculés en se fondant sur l'hypothèse que les conditions initiales de restructuration de la dette au titre de l'Accord global du 20 janvier 2000 continueraient de s'appliquer. Comme les conditions de restructuration de la dette prévues dans l'Accord global n'ont pas été appliquées comme convenu initialement, le calcul de l'avantage réalisé par les CE est erroné même d'après leurs propres calculs de l'"avantage". En outre, les "gains" tels qu'utilisés dans la théorie comptable ne peuvent pas être

[9] *Voir* la **pièce n° 151 de la Corée**, Korea Development Bank's Notices on termination of DSME workout.

[10] Pièce n° 77 de la Corée, Repayment of Debt Principal by DSME (Annex V Attachment 3.1(21)).

considérés comme relevant du concept juridique d'"avantage" au sens de l'article 1.1 b) de l'*Accord SMC*.

Là encore, on voit que les CE soutiennent la thèse selon laquelle toutes les dettes restructurées au cours de procédures faisant suite à une insolvabilité sont en soi des subventions. Le prétendu calcul auquel se livrent les CE du montant de la subvention représente le total de la charge de la dette sans aucune restructuration. Cela n'est évidemment pas conforme aux principes juridiques de n'importe quelle économie de marché, y compris ceux de chaque État membre des CE. Les CE n'ont absolument pas présenté au présent Groupe spécial un quelconque modèle valable fondé sur des critères normatifs ou empiriques pour calculer le véritable montant de la dette à restructurer. Il est évident d'un point de vue logique et comme attesté par les faits qu'à partir du moment où il y a insolvabilité, la dette a été évaluée par le marché. La restructuration de cette dette revient simplement à refléter dans les livres la réalité du marché. Il n'y a pas eu de nouvelles participations au capital social de ces sociétés; il s'est simplement agi de répartir la valeur entre les différentes catégories d'instruments financiers. La seule question est de savoir si ces sociétés ont été maintenues en activité plutôt que dissoutes et vendues à leur valeur de liquidation pour obtenir une valeur plus élevée pour les créanciers. Et les CE n'ont présenté aucun élément de preuve selon lesquelles des créanciers, qu'ils soient nationaux ou étrangers, ou appartenant à n'importe quelle catégorie de créanciers, aient favorisé un tel résultat.

d) Redistribution de la valeur nette négative

Veuillez vous référer à la réponse de la Corée à la question n° 122 du Groupe spécial.

143. L'argument des CE est-il que l'exemption fiscale a été déterminante dans la décision de maintenir les activités de construction navale de Daewoo plutôt que de les liquider? Dans l'affirmative, où cela est-il mentionné dans le rapport Arthur Andersen/Anjin ou dans d'autres documents communiqués au Groupe spécial?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Dans la pièce n° 148 des CE, PwC fait valoir que les conséquences fiscales de la restructuration de DHI feraient diminuer les valeurs dans l'hypothèse du maintien en activité. En se fondant sur cette opinion, les CE font valoir que l'exemption fiscale a été un facteur déterminant dans la décision de maintenir les activités de construction navale de DHI plutôt que de les liquider.

Cependant, comme l'a expliqué la Corée dans sa réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, l'"allégation fondamentale" des CE fondée sur l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés n'a pas de sens puisque la cession proposée des actifs de DHI devait se faire à la valeur comptable (c'est-à-dire sans évaluation au moment de la cession des actifs). L'analyse que fait Arthur Andersen de la valeur d'exploitation s'était aussi fondée sur l'hypothèse que la cession d'actifs serait réalisée à la valeur comptable et qu'il n'y aurait donc pas assujettissement à l'impôt au titre de l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés en liaison avec la cession des actifs de DHI. À cet égard, contrairement à l'allégation des CE, Arthur Andersen n'avait pas de conséquences fiscales à prendre en considération dans son analyse de la valeur d'exploitation de DHI.

Comme l'a indiqué la Corée dans sa réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, même si la restructuration de DHI avait en théorie entraîné un impôt additionnel spécial, c'était ce qui restait de DHI en tant que "cédant" des actifs et non DSME qui en était responsable au titre de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés (articles 2 et 99).[11]

[11] Pièce n° 121 de la Corée, articles 2 et 99 1). En outre, l'obligation qu'avait ce qui restait de DHI de s'acquitter de l'impôt additionnel spécial devait être différée (c'est-à-dire que ce qui restait de DHI n'a pas eu à s'acquitter de l'impôt à la suite de la cession d'actifs) en vertu de l'article 99 11) de la Loi relative à l'impôt sur

Par conséquent, la valeur d'exploitation de DHI n'aurait pas pu être affectée par ces conséquences fiscales (si tant est qu'il y en ait eu) parce que la valeur d'exploitation de DHI devait être calculée sur la base des flux de trésorerie estimés générés par la construction navale et les machines de DHI (c'est-à-dire DSME et DHIM).

144. Au paragraphe 162 de sa deuxième déclaration orale, la Corée indique que des créanciers ont rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette de DHI. Ces créanciers étaient-ils visés par l'allégation des CE selon laquelle il y a eu action de charger et d'ordonner de la part des pouvoirs publics? S'il y avait eu à leur égard action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens, pourquoi/comment ont-ils rejeté la proposition initiale de renégociation de la dette?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

En se fondant sur les pièces évoquées dans leur réponse, les CE formulent de nouveaux arguments qui déforment les faits concernant le rejet par certains créanciers du plan proposé de renégociation de la dette de DHI.

Comme l'a décrit la Corée dans sa première communication écrite[12], le plan de renégociation de la dette de DHI lui-même (c'est-à-dire cession d'actifs, rééchelonnement de la dette et conversion des dettes en prises de participation) a été rejeté à la troisième réunion du CCFI tenue le 24 novembre 1999. La pièce jointe n° 10 annexée à la première communication écrite de la Corée montre aussi que les points n° 1, 2 et 3, qui constituaient des éléments essentiels du plan de renégociation de la dette de DHI, ont été rejetés à la réunion du CCFI. Par conséquent, l'allégation des CE selon laquelle "le plan général de restructuration de Daewoo-HI avait été approuvé à la troisième réunion du CCFI" (paragraphe 83) est fausse.[13] Le fait que le "plan de restructuration de DHI" lui-même ait été rejeté à cette réunion est également étayé par l'article du Seoul Economic Daily News (pièce n° 104 de la Corée) qui indique clairement que le "plan de renégociation de la dette proposé" a été rejeté.

En outre, contrairement à l'allégation des CE, les créanciers qui ont rejeté le plan de renégociation de la dette proposé comprenaient non seulement des sociétés d'investissement, mais aussi d'autres établissements financiers (essentiellement des créanciers non nantis). Les sociétés d'investissement représentaient seulement 31,99 pour cent du total des créanciers ayant le droit de vote à la réunion du CCFI[14], alors que les résultats effectifs des votes à la troisième réunion du CCFI[15] montrent que le pourcentage de votes des créanciers qui n'étaient pas d'accord était nettement supérieur à 31,99 pour cent. À cet égard, l'article du Seoul Economic Daily News a là encore confirmé que le problème était "les pourcentages de recouvrement de la dette entre créanciers nantis et non nantis"[16], et par conséquent n'était pas confiné aux sociétés d'investissement.

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les CE n'ont pas expliqué pourquoi ces créanciers avaient rejeté la proposition de renégociation de la dette s'il y avait eu à leur égard action de charger ou d'ordonner de la part des pouvoirs publics coréens. Elles essaient en fait d'éluder cette

---

les sociétés, car les conditions de la cession des actifs de DHI telles qu'analysées par Arthur Andersen satisfaisaient à tous les critères énoncés à l'article 46 de la Loi relative à l'impôt sur les sociétés.

[12] Voir le paragraphe 351.

[13] Les CE se fondent sur la déclaration ambiguë figurant dans la pièce n° 55 des CE mais celle-ci doit être lue dans le contexte plus spécifique de la réunion du CCFI décrite dans la pièce jointe n° 10 annexée à la première communication écrite de la Corée.

[14] Pièce jointe n° 9 annexée à la première communication écrite de la Corée.

[15] *Voir* la pièce jointe n° 10 annexée à la première communication écrite de la Corée.

[16] Pièce n° 104 de la Corée.

question difficile en se concentrant uniquement sur les 4 billions de won d'effets commerciaux de Daewoo parce que c'était un problème pour les sociétés d'investissement qui achetaient les billets à ordre de Daewoo et pas nécessairement pour les autres établissements financiers qui ont aussi rejeté le plan proposé de renégociation de la dette de DHI.

Cependant, on ne comprend pas bien ce que les CE s'efforcent d'établir en faisant valoir que les sociétés d'investissement se sont opposées au traitement des 4 billions de won d'effets de commerce de manière à ce que les pouvoirs publics (par l'intermédiaire de la KAMCO) prennent conscience des "inéquités manifestes"[17] et que, "par conséquent", le prêt soit acheté par la KAMCO à **[RCC: omis dans la version publique]** de sa valeur nominale.[18] Tout d'abord, en formulant cet argument, les CE admettent que les sociétés d'investissement n'avaient pas reçu l'ordre ou n'avaient pas été chargées d'accepter le plan proposé de renégociation de la dette de DHI. Au lieu de cela, d'après les CE, les sociétés d'investissement ont rejeté le plan proposé de renégociation de la dette pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur problème.

Deuxièmement, les CE occultent le fait que presque une année s'était écoulée lorsque la KAMCO a acheté les effets de commerce de Daewoo aux sociétés d'investissement (c'est-à-dire entre septembre et décembre 2000).[19] C'est un non-sens que de faire valoir que le rejet par les sociétés d'investissement du plan de renégociation de la dette de DHI qui a eu lieu le 24 novembre 1999 était la raison de l'achat par la KAMCO des effets de commerce de Daewoo qui s'est produit une année plus tard.

145. Les CE demandent qu'une déduction défavorable soit tirée du fait allégué que la Corée n'a pas donné de copie du plan/rapport relatif à la renégociation de la dette présenté par la KDB le 24 novembre 1999. Veuillez commenter l'explication donnée aux paragraphes 194 et 195 de la deuxième déclaration orale de la Corée. Si les CE maintiennent leur demande, quel est le fondement juridique de cette demande? Pourquoi les CE considèrent-elles que la Corée aurait dû mettre plus tôt ce rapport à la disposition des CE/du Groupe spécial?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

La Corée ne peut toujours pas comprendre sur quoi se fonde la demande des CE tendant à ce que des déductions défavorables soient tirées et ce qu'elles essayent d'établir par le biais des déductions défavorables alléguées.

Il semble que les CE supposent que "le plan de renégociation de la dette" existait sous forme d'un rapport distinct similaire au rapport établi par Arthur Andersen. Ce n'est pas vrai. La KDB a proposé un plan de renégociation de la dette en se fondant sur le rapport d'Arthur Andersen uniquement sous la forme d'un "projet" soumis aux réunions du CCFI. La pièce jointe n° 10 annexée à la première communication écrite de la Corée montre clairement ce que le plan de renégociation de la dette était effectivement censé être. En fait, les points n° 1 à n° 7 du projet soumis à la troisième réunion du CCFI constituaient le "plan de renégociation de la dette" proposé par la KDB. Il n'existait pas de rapport distinct contenant le plan de renégociation de la dette de DHI.

Par ailleurs, dans sa toute première communication écrite, la Corée a indiqué clairement que la KDB avait proposé un "plan de renégociation de la dette" (c'est-à-dire le projet présenté aux réunions du CCFI) sur la base du rapport d'Arthur Andersen et que le plan initial de renégociation de la dette avait été constamment révisé par la KDB en sa qualité de banque principale et proposé aux

[17] Réponse des CE, paragraphes 86 et 87.
[18] Réponse des CE, paragraphe 88.
[19] *Voir* le dernier paragraphe de la réponse de la Corée aux questions au titre de l'Annexe V, page 60 (pièce n° 39 des CE).

réunions du CCFI sous forme de projet.[20] La Corée a déclaré que les caractéristiques de base du plan de renégociation de la dette avaient été finalisées au cours des troisième, quatrième et sixième réunions du CCFI.[21] La Corée a donc informé les CE de l'existence du plan de renégociation de la dette et n'en a jamais fait mystère.

Par conséquent, l'allégation des CE selon laquelle la Corée n'a révélé l'existence du plan de renégociation de la dette que lorsque les CE y ont fait référence est incompatible avec les communications de la Corée et doit donc être rejetée.

158. a) Les CE estiment-elles qu'il existe une capacité de construction navale excédentaire uniquement en Corée ou qu'il existe aussi une capacité excédentaire dans d'autres pays?

b) Si vous estimez qu'il existe une capacité excédentaire uniquement en Corée, veuillez expliquer.

c) Si vous estimez qu'il existe aussi une capacité excédentaire en dehors de la Corée, où existe-t-elle et quelle est l'ampleur de l'excédent?

d) Existe-t-il une capacité de construction navale excédentaire dans les CE? Dans la négative, sur quelle base repose cette conclusion?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

La Corée note qu'il n'y a rien au paragraphe 55 du document de l'OCDE figurant dans la pièce n° 151 des CE qui confirme que les chantiers navals coréens ont connu une *expansion massive* comme l'allèguent les CE. Ce que le document indique, c'est que la Corée a accru sa capacité "en améliorant la productivité de ses chantiers, en particulier ses nouvelles installations qui assurent un éventail plus complet d'opérations depuis le milieu des années 90". Si l'accroissement de la capacité a été réalisé grâce à une amélioration de la productivité (pour tous les chantiers coréens, qu'ils aient été restructurés ou non), l'excédent de capacité n'est pas causé par les subventions alléguées. Pourquoi la Corée aurait-elle mis fin à un accroissement de productivité se traduisant par un abaissement des coûts, comme les CE affirment qu'elle aurait dû le faire, à cause de l'excédent de capacité existant dans d'autres pays construisant des navires? Cela n'a pas de sens.

159. La question écrite n° 30 posée par le Groupe spécial après la première réunion était ainsi libellée:

"D'une manière générale, jusqu'à quel point un chantier naval typique a-t-il la flexibilité de produire la totalité des types de navires ou un large éventail de ces types? Quelles sont les contraintes matérielles et autres qui affectent la gamme de produits potentielle d'un chantier naval quelconque? Jusqu'à quel point l'expérience préalable est-elle importante pour le coût de production du chantier naval et sa capacité de construire un type de navire donné? Eu égard à ces considérations, veuillez décrire les capacités et expériences de chaque chantier naval des CE qui produit ou est capable de produire certains ou la totalité des types de navires de commerce mentionnés dans votre allégation relative au préjudice grave".

Veuillez présenter un résumé de tout renseignement déjà porté à la connaissance du Groupe spécial, y compris les renseignements au titre de l'Annexe V, qui sont pertinents pour ce point mais qui n'ont pas été mentionnés dans la réponse initiale des CE à cette question.

[20] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 351 à 353.
[21] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 350.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Le numéro du Clarkson World Shipyard Monitor de mai 2004, que les CE ont maintenant présenté dans leur pièce n° 152, confirme plutôt qu'il ne réfute la démonstration de la Corée selon laquelle les chantiers se spécialisent fortement dans des types de navires et des fourchettes de taille spécifiques et tous les chantiers ne produisent pas un éventail complet ni même très large de navires. La **pièce n° 152 de la Corée** ci-jointe donne quelques exemples pour illustrer ce qui figure dans la pièce n° 152 des CE et confirme la position de la Corée. Il n'y a donc pas de substituabilité du côté de l'offre.

160. En ce qui concerne l'indice composite des prix des navires neufs fourni par les CE, celles-ci indiquent que les principaux consultants du secteur de la construction navale tiennent aussi à jour des "données plus spécifiques relatives aux prix de types particuliers de navires". Dans la pièce jointe n° 2 annexée à leurs réponses aux questions, les CE fournissent des données sur les prix concernant deux tailles de navires citernes et huit tailles de porte-conteneurs.

a) S'agit-il des données "plus spécifiques" auxquelles les CE font référence?

b) Pourquoi les CE donnent-elles la ventilation particulière qu'elles présentent? Existe-t-il d'autres ventilations pour ces produits? Veuillez expliquer.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

La seule chose qui soit une question d'opinion concerne la source la plus couramment utilisée pour les prix des nouveaux navires. Il y a de nombreuses autres sources que "Clarkson World Shipyard Monitor", cité par les CE, telles que bases de données électroniques, courtiers, rapports de courtiers et autres indices tels qu'indiqués par la Corée dans sa réponse à la question n° 173 du Groupe spécial.

En outre, la pièce n° 152 des CE ne fournit pas des indices de séries de prix pour *tous* les types de navires couverts par d'autres analystes et, à tout le moins, ne peut donc raisonnablement pas être décrite comme la source la plus complète. Le tableau fourni par la Corée dans sa réponse à la question n° 173 d) du Groupe spécial montre que tant Lloyds Shipping Economist que Drewry donnent dans leurs publications habituelles des séries de prix qui incluent des types et des tailles de navires qui ne sont pas couverts par Clarksons, c'est-à-dire les transporteurs de produits chimiques, les navires frigorifiques, les porte-conteneurs pour divers, les transporteurs de GPL (plus d'options de tailles offertes), les vraquiers (options de tailles supplémentaires) et les porte-conteneurs (plus d'options de tailles). Pour cette seule raison, ces autres sources de prix des navires doivent aussi être prises en considération aux fins de la présente procédure.

161. Les CE présentent des indices des coûts de production coréens estimatifs par rapport aux prix à l'appui de leur argument selon lequel il y a empêchement de hausses de prix/dépression des prix. Elles indiquent que leur consultant, la FMI, a établi des estimations des coûts compte tenu des diverses tendances et des divers avantages connus en matière de coût des chantiers coréens. Dans leurs réponses aux questions posées après la première réunion, les CE ont donné une description de la méthode utilisée par la FMI pour établir ces estimations. Elles ont aussi indiqué que, si le Groupe spécial le demandait, elles fourniraient les données sous-jacentes détaillées. Estiment-elles qu'une présentation graphique des indices des prix, accompagnée d'une description de la méthode, constitue des éléments de preuve *prima facie* indiquant l'évolution des coûts dans la construction navale coréenne? Veuillez expliquer.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

En liaison avec la pièce n° 156 des CE ("cost modelling details Angelicousis LNG Tanker at Daewoo" de la FMI), les CE n'expliquent pas la base et la méthode sur lesquelles se fonde l'estimation des coûts de la FMI. La feuille de calcul indique différentes catégories de coûts et la répartition en pourcentage des coûts entre les catégories mais elle n'explique pas pourquoi ni comment ces pourcentages relatifs entre catégories de coûts représentent ceux de DSME.

La Corée a déjà montré que l'estimation des coûts des CE n'est pas réaliste. Dans la pièce n° 108 de la Corée (rapport sur l'analyse des coûts), KPMG a vérifié les coûts réels qu'ont représenté pour DSME la production de transporteurs de GNL et a confirmé que l'estimation des coûts de la FMI était tout simplement fictive. L'analyse des coûts de la FMI n'est rien d'autre qu'une "estimation" tirée de différentes sources, y compris les chantiers des CE, et ne peut pas remplacer les coûts réels. En outre, elle se fonde sur l'expérience qu'a la FMI de l'activité de construction navale des chantiers européens. C'est un non-sens que de soutenir qu'une telle analyse fictive peut fournir une quelconque estimation plausible des coûts des chantiers coréens.

Il est intéressant de noter que la pièce n° 156 des CE concerne le projet "Angelicousis" pour lequel DSME n'a pas même encore commencé une quelconque activité de production et n'a donc pas encore eu à supporter des coûts de production quelconques. Néanmoins, les CE allèguent qu'elles savent déjà quel sera le coût pour DSME.

Dans ces conditions, il est ridicule de la part des CE d'affirmer que ces analyses de coûts les ont incitées à "conclure" que les prix proposés par les chantiers coréens n'étaient pas conformes aux coûts de production et que cet écart se creusait.

À cet égard, la pièce n° 156 des CE démontre que l'argument des CE concernant l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix, loin d'étayer leur allégation, est totalement dénué de fondement et irréaliste.

La Corée a relevé à plusieurs reprises la manière dont les CE avaient tenté d'utiliser les théories antidumping pour étayer leur thèse concernant les subventions et le fait que ces théories concordent mal avec le texte du traité. Maintenant, en plus d'essayer de fonder leur théorie du subventionnement sur une méthode de la valeur construite, il ressort de ces nouveaux "éléments de preuve" des CE qu'elles ont maintenant eu la nouvelle idée saugrenue de vouloir apparemment alléguer que la Corée n'est pas une économie de marché et essaient d'utiliser les CE pour créer un prix substitutif.

162. Quels éléments de preuve/exemples spécifiques sont contenus dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les prix à l'une des extrémités de la gamme de produits s'agissant d'un type particulier de navires ont une incidence sur les prix pour l'ensemble de la gamme? (Par exemple, y a-t-il des éléments de preuve spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial indiquant qu'un mouvement à la baisse pour les très grands porte-conteneurs entraîne un mouvement à la baisse correspondant pour tous les porte-conteneurs plus petits?).

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

La citation des CE au paragraphe 144 ne répond pas à la question du Groupe spécial. En effet, comme l'indique clairement la citation des CE, le document traite du marché géographique et indique que l'effet sur une partie du marché géographique est ressenti sur le reste du marché géographique. Cela ne revient pas du tout à dire que le prix d'un type particulier de navire influence les prix de toute la gamme des navires similaires. En outre, en tout état de cause, la déclaration faite

par le Secrétariat de l'OCDE évoquée par les CE a fait l'objet d'un désaccord spécifique entre la Corée et la Chine.[22]

En outre, les renseignements présentés par les CE elles-mêmes dans leur pièce n° 152, page 8 du numéro de mai 2004 de Clarkson World Shipyard Monitor, démontrent que les prix des différentes tailles de navires, contrairement aux allégations des CE, n'évoluent pas de manière parallèle.

L'échelle utilisée tant par le graphique figurant sur cette page qu'à la figure 1 de la pièce n° 146 des CE également mentionnée ne permet pas de voir le détail de l'évolution des prix. Le tableau ci-après reprend les prix des navires indiqués à la page 8 de la pièce n° 152 des CE et montre les variations en pourcentage des prix d'une année sur l'autre pour les différents types et tailles de navires.

Navire	1997 par rapport à 1996	1998 par rapport à 1997	1999 par rapport à 1998	2000 par rapport à 1999	2001 par rapport à 2000	2002 par rapport à 2001	2003 par rapport à 2002	Avril 2004 par rapport à 2003
Super pétrolier VLCC - 300 000 tpl	1%	**-13%**	**-5%**	**11%**	**-8%**	**-9%**	**21%**	12%
Navire citerne Suezmax - 150 000 tpl	**2%**	-15%	-3%	24%	-11%	-6%	18%	14%
Navire citerne Aframax - 110 000 tpl	1%	-16%	-4%	**26%**	**-13%**	-3%	19%	16%
Navire citerne Panamax - 70 000 tpl		-16%	**0%**	16%	-11%	-2%	20%	**9%**
Navire citerne Handy - 47 000 tpl	**0%**	**-17%**	**0%**	13%	-11%	**3%**	**17%**	**16%**
Vraquier Capesize - 170 000 tpl	**4%**	**-19%**	**6%**	**16%**	**-11%**	**1%**	**32%**	17%
Vraquier Panamax - 75 000 tpl	2%	**-26%**	10%	2%	-9%	**5%**	26%	**30%**
Vraquier Handymax - 51 000 tpl	-2%	-20%	**11%**	2%	-10%	3%	26%	21%

[22] La Corée se réfère au document C/WP6/SNG/M(2004)1/REV.1 du 4 juin 2004 qui contient un compte rendu succinct révisé de la réunion de l'OCDE des 29 et 30 mars 2004 et indique ce qui suit au paragraphe 14:

> La Corée et la Chine ont indiqué clairement qu'elles n'étaient pas d'accord sur l'une des caractéristiques du marché de la construction navale décrite au paragraphe 12 b) du document C/WP6/SNG(2004)2, qui n'a pas reçu l'approbation des membres du GNS.

Il est également fait référence au paragraphe 17 du document de l'OCDE C/WP6/SNG/M(2004)2 du 5 juillet 2004 contenant le compte rendu succinct de la réunion de l'OCDE des 27 et 28 mai 2004 qui cite la déclaration suivante de la Chine:

> Le Délégué de la Chine fait observer qu'il ne faut pas surestimer l'effet d'une transaction donnée sur d'autres transactions, parce que l'influence d'un chantier naval donné est limitée (en raison du caractère concurrentiel du marché). Par ailleurs, les transactions sont toutes différentes et les prix de la construction navale ne sont pas transparents sur le marché.

Navire	1997 par rapport à 1996	1998 par rapport à 1997	1999 par rapport à 1998	2000 par rapport à 1999	2001 par rapport à 2000	2002 par rapport à 2001	2003 par rapport à 2002	Avril 2004 par rapport à 2003
Vraquier Handysize - 30 000 tpl	**-5%**	-21%	9%	**-3%**	**-3%**	3%	**20%**	**14%**
Transporteur de GNL	5%	-17%	-13%	5%	-4%	-9%	3%	9%
Transporteur de GPL	-9%	-6%	-3%	7%	0%	-3%	9%	11%
Porte-conteneurs - 725 evp		**-21%**	4%	**0%**	**-7%**	**0%**	**35%**	9%
Porte-conteneurs - 1 000 evp		**-10%**	-3%	3%	-14%	**0%**	19%	**19%**
Porte-conteneurs - 1 700 evp		-16%	-6%	9%	-14%	-2%	21%	18%
Porte-conteneurs - 2 000 evp		-12%	-3%	13%	-11%	-4%	**13%**	**8%**
Porte-conteneurs - 2 750 evp		-18%	**6%**	**14%**	**-17%**	-5%	25%	14%
Porte-conteneurs - 3 500 evp		-16%	**-10%**	9%	-13%	-8%	29%	13%
Porte-conteneurs - 4 600 evp						-13%	26%	15%
Porte-conteneurs - 6 200 evp						**-17%**	18%	15%
Navire roulier 1 200-1 300 mètres-voie			**10%**	**-7%**	**-5%**	**-3%**	**19%**	**9%**
Navire roulier 2 300-2 700 mètres-voie			**8%**	**2%**	**-6%**	**0%**	**6%**	**9%**
Indice	-2%	-15%	-4%	7%	-5%	-2%	12%	12%

Les variations de prix maximum et minimum en pourcentage sont indiquées en gras et surlignées en jaune. On s'aperçoit qu'il y a une énorme variété de tendances différentes entre les types et les tailles différentes de navires, ce qui est compatible avec le fait qu'un large éventail de facteurs influence les prix comme indiqué précédemment par la Corée.[23] Par exemple:

- **Fin 1999, par rapport à fin 1998:** les prix des plus gros VLCC ont diminué de 5 pour cent tandis que ceux des deux plus petits (Panamax & Handy) n'ont pas varié; le prix du plus gros vraquier a *augmenté* de 6 pour cent alors que celui du Handymax a augmenté de 11 pour cent, soit près du double; le prix du porte-conteneurs de 3 500 evp a *diminué* de 10 pour cent alors que les prix des porte-conteneurs de 725 et 2 750 evp ont *augmenté* de 4 et 6 pour cent, respectivement.

- **Fin 2002, par rapport à fin 2001:** le prix du plus gros VLCC a diminué de 9 pour cent alors que celui du plus petit navire (Handy) a augmenté de 3 pour cent; le prix du vraquier Capesize a augmenté de 1 pour cent tandis que la hausse la plus forte a été enregistrée pour le vraquier Panamax dont le prix a augmenté de 5 pour cent; les prix des deux plus petits porte-conteneurs (750 et 1 000 evp) n'ont pas varié alors que le

[23] Pièce n° 70 de la Corée, réponse de la Corée aux questions n° 124 et 125 du Groupe spécial.

prix du plus gros porte-conteneurs (6 200 evp) a diminué de 17 pour cent; le prix du plus gros navire roulier est resté stable tandis que celui du plus petit navire a diminué de 3 pour cent.

Des différences comme celles-là apparaissent pour pratiquement chaque année. Il y a également certaines tendances globales communes qui correspondent souvent à des facteurs macro-économiques mondiaux, par exemple le fait que tous les prix ont diminué entre fin 1997 et fin 1998 et que tous les prix ont augmenté entre fin 2002 et fin 2003 mais, même alors, l'importance de la variation est allée de -6 pour cent à -26 pour cent entre 1997 et 1998 et de 3 pour cent à 35 pour cent entre 2002 et 2003. Les autres années, la tendance est mitigée, certaines séries de navires accusant des prix en hausse et d'autres des prix en baisse mais toujours avec des différences importantes en variation de pourcentage absolue.

Pour indiquer plus clairement que cette variabilité a existé pendant toute la période, les variations maximum pour les 21 séries de prix correspondant à chacune des comparaisons annuelles sont les suivantes:

- 1997 par rapport à 1996: -9% à +4%
- 1998 par rapport à 1997: -6% à -26%
- 1999 par rapport à 1998: -13% à +11%
- 2000 par rapport à 1999: -7% à +26%
- 2001 par rapport à 2000: -17% à 0%
- 2002 par rapport à 2001: -17% à +5%
- 2003 par rapport à 2002: 3% à 35%

Il s'agit là d'énormes variations dont on ne peut faire abstraction sur la base de graphiques des prix globaux au niveau macro-économique. Comme la Corée l'a fait observer à de multiples reprises au sujet des affirmations des CE, un niveau d'analyse aussi superficiel que celui qui est proposé par les CE ici ne serait jamais accepté par une autorité nationale chargée d'une enquête de sorte que le Groupe spécial ne peut pas fonder sa propre décision sur de telles généralités trompeuses. Les affirmations généralisées des CE cachent plus qu'elles ne révèlent.

163. a) Pour chaque catégorie de navires, dans la pratique, quel est le degré de substituabilité des différentes tailles/configurations (systèmes de confinement dans le cas des transporteurs de GNL)? Y a-t-il des éléments de preuve/exemples spécifiques dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial? En outre, veuillez communiquer les extraits pertinents des publications de la branche de production examinées à la deuxième réunion. (Par exemple, un expert de la branche de production s'est référé pendant la réunion à l'une des publications de cette branche qui contenait des renseignements en rapport avec les élasticités-prix croisées.)

b) Les CE peuvent-elles citer des cas/situations spécifiques mentionnés dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial dans lesquels un propriétaire de navires a acheté et utilisé pour un usage particulier un navire plus grand que d'ordinaire, parce que ce navire était à un prix relativement faible?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

La Corée renvoie aux observations qu'elle a formulées ci-dessus concernant les renseignements factuels présentés par les CE en réponse aux questions n° 159 et 162.

Les CE tentent d'alléguer que l'établissement d'élasticités croisées doit être évalué indépendamment des facteurs liés à la demande parce que la demande a été déconnectée des prix à cause d'un excédent de capacité. Elles essayent ensuite d'affirmer qu'il y a une élasticité-prix croisée en comparant l'évolution des prix pour un *seul* type de navires citernes (Panamax) en comparant l'évolution du prix de cet unique type de navire à l'évolution d'un indice de prix pour une gamme non spécifiée de navires mais qui semble couvrir de nombreux types de navires différents, y compris ceux qui ne sont pas concernés par la présente procédure. En fait, cependant, la Corée a fait valoir depuis le début que plusieurs facteurs contribuent au niveau des prix des navires, y compris la demande.[24] En même temps, c'est une grossière exagération que d'affirmer comme le font les CE qu'aux fins de déterminer des élasticités-prix, le facteur demande doit être neutralisé à cause de l'existence d'un excédent de capacité. Ainsi, en ce qui concerne l'exemple des navires citernes Panamax choisi par les CE elles-mêmes, les pages 4 et 5 de la pièce n° 152 des CE montrent une augmentation des commandes entre 2002 et 2003 et une augmentation correspondante des prix, nonobstant l'excédent de capacité allégué.

La démonstration que font les CE pour un unique type de navire n'est ni une réponse complète à la question du Groupe spécial ni représentative des navires concernés par la présente procédure. C'est d'autant plus vrai qu'une confusion importante a toujours existé dans la définition que donnent les CE du produit et des transporteurs de produits chimiques concernés par la présente procédure et on ne sait pas exactement dans quelle mesure les navires citernes Panamax mentionnés dans la pièce n° 152 des CE coïncident avec les transporteurs combinés de produits et de produits chimiques dont les CE allèguent qu'ils font l'objet de la présente procédure. En outre, cependant, la présentation des CE contient plusieurs erreurs:

- Les CE ont pris l'exemple d'un navire citerne Panamax pour lequel elles disent qu'il y a "peu de changement dans la demande mais d'importantes variations du prix" mais cela n'est pas corroboré par les données figurant aux pages 4 et 5 de la pièce n° 152 des CE.

- Les pages 4 et 5 de la pièce n° 152 des CE montrent que pour les navires citernes Panamax, la tendance des commandes pour avril 2004 (cumulées sur l'année) par rapport à l'année précédente correspond à "*une baisse de 19 pour cent*" et que les volumes en tpl aussi bien qu'en tbc[25] en 2003 correspondent respectivement à "*une hausse de 77 pour cent et 82 pour cent*" par rapport aux niveaux de 2002. Cela n'indique pas une situation de demande constante.

- La figure 2 indique une tendance qui n'est aucunement constante[26] et, de plus, les variations mensuelles du niveau des commandes ne sont en général pas traitées comme des tendances significatives en soi.

- La tendance correspond à une courte période d'une année, à un moment où tous les prix étaient en hausse à des degrés divers.

- À la figure 3, les CE représentent le prix des navires Panamax par rapport à l'indice des prix des nouveaux navires de la FMI, pour essayer de démontrer une corrélation avec les variations globales des prix dans le secteur de la construction navale. On ne sait pas précisément comment l'indice de la FMI est élaboré mais la Corée a indiqué précédemment que les indices de prix doivent être utilisés avec une extrême prudence. Pour le démontrer, elle attire l'attention sur l'indice des prix de Clarkson figurant à la

[24] Comme elle l'a encore répété dans sa réponse aux questions n° 124 et 125 du Groupe spécial.
[25] Renseignements figurant à la page 5 de la pièce.
[26] La source de ces données mensuelles ne semble pas se trouver dans cette pièce n° 152 des CE.

page 8 de la pièce n° 152 des CE, qui est identique fin 1996 et fin avril 2004, à 133, alors que les prix des différentes séries de navires sont en fait très différents - l'exemple le plus extrême étant celui du prix du vraquier Capesize à 39 millions de dollars EU fin 1996 et à 56 millions de dollars EU fin avril 2004. La corrélation (ou non corrélation) d'une série donnée de navires au moyen d'un indice de prix n'est pas une indication que les variations ou les niveaux des prix sont constants à l'intérieur des types et des tailles de navires ou entre eux.

166. a) Pour chacun des trois types de navires, quels éléments de preuve/exemples spécifiques y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial (outre la plainte déposée dans le pays par Samsung contre Daewoo) montrant que les chantiers navals restructurés étaient, parmi les producteurs coréens, ceux qui exerçaient une influence déterminante sur les prix?

b) Quels éléments de preuve y a-t-il dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial à l'appui de l'argument des CE selon lequel les subventions alléguées à la restructuration ont permis aux chantiers restructurés de faire baisser les prix pratiqués par tous les autres chantiers navals coréens?

c) Quels ont été les résultats financiers annuels des autres chantiers navals coréens (non structurés) depuis la restructuration?

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Conscientes que le Groupe spécial ne dispose pas actuellement de renseignements qui fournissent une réponse, les CE tentent de se fonder sur les nouveaux renseignements figurant dans la pièce n° 152 des CE qui n'avaient *pas* encore été présentés au Groupe spécial. Ce faisant, les CE ne répondent pas de manière appropriée et exacte à la question du Groupe spécial. En tout état de cause, la Corée note que les données figurant à la page 16 de la pièce n° 152 des CE montrent uniquement la production **totale** en 2003 ou le carnet de commandes **total** en avril 2004 pour chaque chantier (reconnaissant là encore la quasi-inutilité du carnet de commandes pour calculer les parts de marché annuelles). Elles ne fournissent donc aucun renseignement concernant les parts de marché respectives pour chacun des différents types de navires comme l'a demandé le Groupe spécial. Comme les données concernent tous les types de navires, le classement se base sur les chiffres en tbc, qui permettent d'agréger la charge de travail correspondant aux différents types de navires. Cela ne donne pas toutefois une image ou une mesure réelles de la situation respective sur le marché des chantiers restructurés pour les types de navires faisant l'objet du présent différend. Qui plus est, cela n'étaye aucunement un argument selon lequel les *subventions* alléguées sont à l'origine d'une influence déterminante sur les prix. En fait, cela démontre que les CE ont renoncé à établir ce lien de causalité essentiel. Par conséquent, comme la pièce n° 82 des CE ne donne pas non plus d'élément de preuve concernant l'influence déterminante sur les prix qu'auraient, selon les allégations, spécifiquement les chantiers restructurés et, en particulier, selon un lien de causalité qui aurait d'une façon ou d'une autre affecté les chantiers coréens non restructurés d'une manière spéciale, les CE n'ont fourni aucun des éléments de preuve demandés par le Groupe spécial.[27]

[27] Pour éviter toute confusion possible, la Corée souhaiterait préciser que les colonnes figurant sous la rubrique Capacité* à la page 16 de la pièce n° 152 des CE ne sont pas une évaluation de la capacité conforme aux lignes directrices acceptées de l'OCDE. La note de bas de page explique que les trois premières colonnes précisent le nombre de cales de construction et de docks et leur longueur maximale, la quatrième colonne correspond au plus gros navire construit par le chantier mesuré en tonnes brutes depuis 1991 et la cinquième colonne à la production annuelle maximum en tbc depuis 1991, qui peut encore être considérablement inférieure à la capacité.

La Corée renvoie à ses observations concernant la question n° 162 du Groupe spécial au sujet de l'allégation des CE figurant au paragraphe 162 selon laquelle la faiblesse des prix a un effet contagieux dans le secteur de la construction navale. Sur un point de détail, les CE se trompent aussi en interprétant l'extrait de la pièce n° 82 des CE lorsqu'elles affirment que trois des cinq grands chaebols mentionnés sont des chantiers navals restructurés. La référence au cinq grands chaebols concerne Hyundai, Daewoo, Samsung, Hanjin et Halla dont deux seulement sont (les prédécesseurs) des chantiers navals restructurés – Daewoo et Halla.

168. Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les APRG constituent des garanties du crédit à l'exportation et si les PSL constituent des crédits à l'exportation. Veuillez fournir tous documents (provenant du secteur de la construction navale, de l'OCDE ou de toute autre source) qui, à votre avis, étayent votre position sur ces questions.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE et des États-Unis

Les CE citent le rapport Knaepen à l'appui de l'interprétation étroite qu'elles proposent des points j) et k) du premier paragraphe de l'Annexe I de l'*Accord SMC*. Cependant, cela illustre l'irrégularité consistant à subordonner l'OMC à l'OCDE en ce qui concerne l'interprétation du texte d'un traité de l'OMC. Dans leur réponse, les CE admettent que l'OCDE ne s'est pas prononcée sur la question du calcul des primes au moment de la conclusion du Cycle d'Uruguay. Mais les CE proposent *leur interprétation* d'un accord ultérieur de l'OCDE selon lequel il n'est fait référence qu'au pays acheteur et que, par conséquent, ce dernier accord de l'OCDE devrait être contraignant en ce qui concerne l'interprétation des points j) et k) du premier paragraphe.

Premièrement, la Corée n'est pas d'accord avec l'interprétation présentée par les CE au sujet de l'"Ensemble Knaepen" qui établit simplement des lignes directrices pour déterminer les primes en cas de risque d'un pays exportateur mais n'indique pas quels autres risques peuvent se produire dans le cas d'un crédit à l'exportation. Rien dans le texte n'impose une limitation en fonction du facteur de risque ou du bénéficiaire du crédit. Les CE ne tiennent pas non plus compte du fait que, comme la Corée l'a démontré dans sa réponse à la question n° 168, de nombreux Membres de l'OMC (y compris un certain nombre d'États membres des CE) accordent exactement le type de crédits et de garanties qu'offre la KEXIM. Ces Membres tiennent compte d'un certain nombre de facteurs de risque mais indiquent explicitement qu'ils tiennent compte de la situation politique de l'acheteur indépendamment de l'identité du bénéficiaire direct de l'instrument. Comme l'a aussi démontré la Corée dans sa réponse, il n'y a pas de limitation fondée sur l'identité du bénéficiaire du crédit ou de la garantie. En fait, le contraire créerait une énorme lacune. Eu égard à la position des CE et aux éléments de preuve que la Corée a présentés, la Corée se doit de poser une fois encore la question suivante: les CE reconnaissent-elles officiellement qu'elles considèrent que leurs États membres offrent des subventions à l'exportation prohibées?

Deuxièmement, même si l'on devait souscrire pour les besoins de l'argumentation à l'interprétation des CE concernant l'Ensemble Knaepen dans le contexte de l'OCDE, cette interprétation de l'OCDE ne peut pas être contraignante pour l'ensemble des Membres de l'OMC. Cela illustre parfaitement la faille de l'approche des CE. D'après les groupes spéciaux et l'Organe d'appel, l'étroite exception prévue au point k), deuxième paragraphe, s'applique aux arrangements de l'OCDE, même si l'OCDE n'est pas mentionnée. Cela a été source de problèmes et de polémiques compte tenu de la base étroite des membres de l'OCDE. Cependant, essayer d'alléguer que ce groupe limité peut définir lui-même au nom de l'ensemble des Membres de l'OMC le sens d'autres termes conventionnels de l'**OMC** comme ceux qui figurent aux points j) et k), premier paragraphe, est inacceptable. L'OMC n'est pas subordonnée à l'OCDE. Quel que puisse être le rôle de l'OCDE, au titre de l'exception étroite prévue au point k), deuxième paragraphe, c'est la limite de son autorité

juridique en ce qui concerne l'Accord de l'OMC.[28] La compétence de l'OCDE ne s'étend certainement pas à la définition des termes conventionnels de l'OMC d'une manière contraignante pour l'Organe de règlement des différends et les Membres de l'OMC.

En outre, sans aucun type de mécanisme de règlement des différends au sein de l'OCDE, il n'existe simplement aucune base permettant de déclarer que l'OCDE a attribué un certain sens à un terme. Les CE et leurs États membres ne contrôlent pas l'interprétation des dispositions de l'OCDE. Si un membre de l'OCDE tel que la Corée conteste l'interprétation du texte de l'OCDE proposé par un autre membre de l'OCDE tel que les États-Unis ou les États membres des CE, alors le Groupe spécial ne peut pas simplement se fier à l'interprétation que donnent les CE des dispositions de l'arrangement de l'OCDE. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles le Groupe spécial doit interpréter des termes tels que "crédits à l'exportation" ou "garanties du crédit à l'exportation" sur la base de leurs sens ordinaires et non selon l'interprétation intéressée de l'arrangement de l'OCDE proposée par les CE.

Les États-Unis présentent certaines réponses de la banque d'import-export (Ex-Im) des États-Unis pour répondre à la question du Groupe spécial. La Corée fait observer que les États-Unis adoptent une approche beaucoup plus restreinte de la définition des termes qu'ils ne l'ont fait dans d'autres contextes à l'OMC.[29] Mais ce n'est peut-être pas le cas – la Corée note que la réponse est très strictement libellée comme si elle venait de la banque d'import-export des États-Unis et non des pouvoirs publics des États-Unis dans leur ensemble. La communication se conclut comme suit: "Comme la garantie d'Ex-Im couvre le risque de l'exportateur des États-Unis, plutôt que de l'acheteur étranger, Ex-Im ne considère pas ce programme comme étant un crédit à l'exportation au sens de l'arrangement de l'OCDE." (non souligné dans l'original) Cette réponse est peut-être tout ce que Ex-Im est juridiquement autorisée à dire mais elle ne répond pas à la question du Groupe spécial. Elle illustre aussi la difficulté que pose la réponse des CE. La question était de savoir s'il s'agissait d'un crédit à l'exportation *au sens du traité de l'OMC et non de l'arrangement de l'OCDE*. La réponse des États-Unis est intéressante mais plus pour ce qu'elle ne dit pas que pour ce qu'elle dit.

173. a) Pour chacun des trois types de navires en cause dans le présent différend, comment les données sur les navires sont-elles normalement tenues à jour par la branche de production et par les analystes de la branche de production?

b) En particulier, ces trois catégories de navires sont-elles reconnues et utilisées habituellement à des fins d'analyse de la branche de production?

c) Dans l'affirmative, comment sont-elles définies et à quelles fins ces catégories sont-elles utilisées?

d) Quand les analystes donnent des rapports sur les tendances des prix, font-ils normalement référence aux prix pour chaque catégorie dans son ensemble ou

[28] La Corée fait aussi observer qu'une extrême prudence doit être exercée en ce qui concerne la question de ce que signifient les arrangements de l'OCDE. La Corée a dû illustrer à l'intention du Groupe spécial un certain nombre de cas où les CE ont cité des documents qui ne reflètent pas un consensus au sein de l'OCDE. Pire encore, les CE ont tenté plusieurs fois de citer les termes du Secrétariat de l'OCDE auxquels elles souhaiteraient (du moins dans les cas où cela va dans leur sens) voir le Groupe spécial se référer comme étant l'interprétation qui prévaut des termes conventionnels de l'OMC. On ne sait souvent même pas bien s'il s'agit d'une position officielle du Secrétariat de l'OCDE ou de celle de certains membres du personnel à titre individuel. Les opinions du Secrétariat de l'OCDE ne peuvent certainement pas être considérées comme prédominantes; en fait, en ce qui concerne l'Accord sur l'OMC, elles ne peuvent pas être considérées comme faisant autorité.

[29] Voir la première communication de la Corée, paragraphe 275, note de bas de page 177, citant: www.fas.gov.itp.wto.disciplines.htm.

pour des sous-catégories de ces dernières, ventilées, par exemple en fonction de la taille et/ou d'autres caractéristiques?

e) S'ils donnent divers renseignements sur les prix à différents niveaux d'agrégation, comment ces différentes séries de données sont-elles utilisées?

f) Veuillez fournir des documents (y compris en particulier les extraits pertinents des rapports publiés de la branche de production examinés à la deuxième réunion) donnant des exemples des différentes ventilations auxquelles vous faites référence.

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Dans la pièce n° 155 des CE, le Lloyd's Register regroupe ses catégories de types de navires de la manière suivante:

- "Chimiquiers/pétroliers" dans le groupe de base des transporteurs de produits chimiques. Cela indique clairement que cette catégorie comprendrait des navires ayant une capacité de transport de produits chimiques et, par conséquent, une catégorie chimique de l'OMI.[30]

- "Pétroliers", dans le groupe de base des pétroliers et des transporteurs de brut.

En outre, il convient de signaler que Clarksons, dans leurs publications et bases de données, que mentionne la FMI (y compris la pièce n° 152 des CE), classent les données concernant les pétroliers et les transporteurs de produits chimiques de la manière suivante:

- **Navire citerne** – s'entend d'un navire sans revêtement spécial, c'est-à-dire que les citernes n'ont pas de revêtement spécial.

- **Transporteur de produits** – s'entend d'un navire avec revêtement spécial, c'est-à-dire que les citernes ont un revêtement spécial.

- **Transporteur de produits chimiques et pétroliers** – s'entendent de navires ayant un type de citernes entrant dans les catégories I à III de l'OMI.

Il est clair que ces deux sources réputées de données dans la branche de production, présentées en tant que pièces par les CE, considèrent toutes deux les navires ayant une capacité de transport chimique quelconque comme une catégorie distincte des pétroliers et plus précisément des transporteurs de produits.

Les CE et la FMI ont cependant choisi de ne pas en tenir compte et d'essayer de regrouper certains navires entrant dans la catégorie des transporteurs de produits chimiques avec les pétroliers. Elles ont ainsi artificiellement séparé certains navires de transport de produits chimiques d'autres navires et ont fait la distinction entre les transporteurs de produits pétroliers et d'autres pétroliers tels que les transporteurs de brut. Leur classement et leur analyse ne sont donc pas conformes aux principales sources de la branche de production qu'elles ont elles-mêmes citées ici. Le classement retenu par la FMI et les CE ne suit donc pas en termes généraux cette taxonomie, comme elles l'allèguent, et dans le cas des transporteurs de produits/produits chimiques, s'en éloigne totalement.

[30] La Corée a déjà fait observer qu'il était toujours nécessaire d'être vigilant quant aux possibilités d'anomalies dues à des erreurs dans l'entrée des données ou à la communication d'informations inexactes.

Les observations ci-dessus indiquent clairement que les séries de prix de navires mentionnées par les CE dans leur pièce n° 152 n'incluent pas les tendances des prix pour les transporteurs de produits chimiques.

Les CE ont aussi erronément décrit l'indice des prix publié dans la pièce n° 152 des CE à la page 8 "Shipbuilding Price Trends" comme se rapportant à l'évolution moyenne des prix des navires citernes et vraquiers alors qu'il est en fait établi à partir des variations de prix d'un éventail plus large de types de navires incluant, comme l'a confirmé Clarksons, des navires citernes, des vraquiers, des porte-conteneurs et autres navires de charge. Les observations précédentes de la Corée sur la prudence dont il faut faire preuve lorsqu'on utilise les indices de prix sont corroborées par cette erreur assez primaire faite par les CE et leurs conseillers qui semblent en fait accorder une telle importance à cette source de données à l'exclusion des autres.

174. La Corée fait valoir que la demande devrait être mesurée en nombre de navires et/ou en années de travail (c'est-à-dire en fonction des commandes en attente) plutôt qu'en tonnes brutes compensées de commandes nouvelles. Les CE répondent que les tbc constituent une mesure plus exacte de l'offre et de la demande et que, même mesurées en années de travail, les tendances de la demande sont telles que les CE les ont représentées.

a) Chaque partie pourrait-elle expliquer les différences techniques entre les deux mesures et donner de plus amples détails sur les raisons pour lesquelles elle estime que la mesure qu'elle préfère donne une image plus exacte de la demande que l'autre?

b) Quelle mesure est utilisée par les analystes de la branche de production et par la branche de production pour analyser les tendances de la demande?

c) Si toutes deux sont couramment utilisées, veuillez expliquer les circonstances dans lesquelles elles sont utilisées et donner des exemples venant de sources indépendantes (rapports publiés de la branche de production examinés à la réunion, documents de l'OCDE, etc.).

Observations sur les nouveaux renseignements factuels des CE

Les pièces mentionnées par les CE n'étayent pas la conclusion à laquelle elles parviennent. Si les CE, en se référant à leurs pièces n° 152 et 155, ont souligné qu'il y avait une série d'unités utilisées selon les besoins de l'analyse (comme l'a aussi déclaré la Corée[31]), il y a une différence importante entre déclarer que *les tbc sont presque uniquement utilisées en liaison avec la construction navale* et laisser entendre que c'est aussi la *seule* mesure utilisée dans la construction navale. Les CE font référence à l'utilisation par l'OCDE de la mesure pour évaluer la capacité dans la pièce n° 151 des CE, ce qui est parfaitement correct, puisqu'elle porte sur la capacité et sur l'équilibre entre la capacité et la demande dans tout le secteur. Cependant, elles ne mentionnent pas l'utilisation par l'OCDE d'autres mesures, par exemple dans leurs propres statistiques concernant la construction navale qui indiquent les nombres de navires, les tonnes brutes et les tbc comme en témoignent les statistiques de l'OCDE sur la production, les exportations et les commandes de navires en 2003 (document C/WP6/SG(2004)5 du 2 mai 2004 dont des extraits sont présentés ici dans la pièce n° 153 de la Corée).

Les CE ont tort au paragraphe 189 de déduire de leur référence à leur pièce n° 151 que "le nombre de navires est d'une importance statistique limitée dans l'analyse statistique aussi bien dans le secteur du transport maritime que dans celui de la construction navale ... ". Par exemple, elles ne semblent pas reconnaître que l'un des deux principaux éléments de la demande de construction navale

[31] Réponse de la Corée à la pièce n° 173 b) du Groupe spécial.

– la demande de remplacement – doit se fonder sur une analyse du nombre de navires qui seront probablement mis hors service au cours d'une période donnée.

N'importe quel analyste reconnaît qu'il y a une énorme différence entre un chantier naval qui a un carnet de commandes ou une production annuelle de 150 000 tbc comprenant:

- un seul navire, par exemple un navire de croisière de 120 000 tbc
- trois grands transporteurs de brut, par exemple des VLCC de 316 000 tpl
- six grands pétroliers, par exemple des transporteurs de produits de 72 000 tpl
- 12 petits vraquiers, par exemple de 30 000 tpl
- un mélange de types de navires plus sophistiqués, par exemple des navires rouliers, des navires câbliers et des transbordeurs.

Toutes les options ci-dessus pourraient correspondre à la même valeur en tbc mais à une charge de travail ou à un carnet de commandes très différents.

175. En réponse aux arguments des CE concernant la part de marché en tant que facteur de l'influence déterminante sur les prix, la Corée indique, à divers endroits, que la part de marché ne démontre pas une influence déterminante sur les prix, mais aussi que les parts de marché détenues par les chantiers coréens sont trop faibles pour qu'elles puissent avoir une influence sur les prix. Les deux parties semblent donc estimer que la part de marché est d'une certaine façon pertinente pour la question de l'influence déterminante sur les prix.

a) Comment (sur la base de quelles sortes de données et d'analyse concrètes), l'influence déterminante sur les prix peut-elle être déterminée/établie?

b) Quel rôle joueraient dans une telle analyse les niveaux et les tendances des parts de marché?

c) Quelle est l'importance de la part de marché qu'un participant donné sur le marché devrait détenir pour pouvoir exercer une influence déterminante sur les prix?

La page 16 de la pièce n° 152 des CE traite de la capacité mais, comme l'a indiqué la Corée dans ses observations concernant la question n° 166 du Groupe spécial, pas dans les termes qui sont utilisés par l'OCDE. En outre, une référence à la capacité existante ne signifie pas qu'il y ait un excédent de capacité quelconque en soi qui expliquerait, comme les CE essayent de le faire croire, une concurrence très vive en matière de prix entre les chantiers navals coréens déclenchant une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix et, *a fortiori*, ne prouve pas que les subventions elles-mêmes ont causé la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix. Enfin, la prétendue *capacité* mentionnée à la page en question est la capacité globale et non, comme les CE essayent de le faire croire, la capacité *sur les secteurs de marché concernés par la présente procédure*. En conséquence, ces données ne peuvent en aucun cas étayer l'avis selon lequel l'excédent de capacité a causé une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix pour les porte-conteneurs, les transporteurs de produits et de produits chimiques ou les transporteurs de GNL.

Comme indiqué ci-dessus, le paragraphe 10 du document de l'OCDE fourni par les CE a été vigoureusement réfuté par la Corée et la Chine (*voir* les observations de la Corée concernant la question n° 162 du Groupe spécial).

Enfin, que ce soit dans la pièce n° 82 ou dans la pièce n° 157 des CE, il est fait référence aux chantiers navals coréens dans leur ensemble et non à chacun des trois chantiers navals restructurés individuellement. Les CE n'ont donc pas répondu à la question du Groupe spécial, et en particulier à

l'alinéa c) de cette question. Mais, en outre, rien dans ces documents n'étaye la thèse selon laquelle les subventions elles-mêmes ont causé une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix. Même s'il y avait un excédent de capacité de la part des chantiers coréens qui n'ont pas été restructurés qui aurait amené ces chantiers à baisser leurs prix (ce que la Corée conteste), cela ne démontrerait toujours pas que les subventions accordées aux chantiers dont il est allégué qu'ils ont été restructurés ont causé une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix, d'autant plus qu'il existe d'autres grands chantiers navals sur le marché qui ont participé activement aux appels d'offres concernant les navires faisant l'objet du présent différend.

Liste des pièces

Pièce n° 140 de la Corée	**Letter by ABN-AMRO re country risk premium**
Pièce n° 141 de la Corée	**Anjin comments on the PwC analysis in Exhibit EC – 145**
Pièce n° 142 de la Corée	"Background report – Detailed evaluation of key price movements" établi par la FMI, consultant des CE, en août 2003
Pièce n° 143 de la Corée	KEXIM report regarding the incompatibility between credit and corporate bond ratings
Pièce n° 144 de la Corée	**KEXIM's list of PSLs (excerpts)**
Pièce n° 145 de la Corée	**Corrigendum to the EC's recalculation on Samho**
Pièce n° 146 de la Corée	**Corrigendum to the EC's recalculations on DSME**
Pièce n° 147 de la Corée	**Corrigendum to the EC's recalculations on Hanjin**
Pièce n° 148 de la Corée	**Corrigendum to the EC's recalculations on HHI**
Pièce n° 149 de la Corée	**Corrigendum to the EC's recalculations on Mipo**
Pièce n° 150 de la Corée	**PSL duration for each instalment disbursement**
Pièce n° 151 de la Corée	Korea Development Bank's Notices on termination of DSME workout
Pièce n° 152 de la Corée	Absence of supply-side substitutability as demonstrated in Exhibit EC – 152
Pièce n° 153 de la Corée	OECD statistics on ship production, exports and orders in 2003, C/WP6/SG(2004)5 of 2 May 2004 (excerpts)

NOTE: Les pièces contenant des renseignements commerciaux confidentiels sont indiquées ci-dessus en caractères gras.

ANNEXE G-6

OBSERVATIONS DE LA CORÉE CONCERNANT LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES

(23 juillet 2004)

II. QUESTIONS AUX CE

A. APRG/PSL

187. Veuillez commenter les nouveaux calculs de l'avantage faits par la Corée, qui figurent dans les pièces n° 91 à 102 de la Corée.

Observations de la Corée

Prière de se référer aux observations de la Corée concernant la question n°1 36 posée par le Groupe spécial aux CE figurant aux pages 18 à 26 de sa communication du 9 juillet 2004.

B. SUBVENTIONS POUVANT DONNER LIEU À UNE ACTION ALLÉGUÉES

188. En ce qui concerne la question de savoir si la restructuration de Daewoo a été subventionnée, veuillez donner un résumé, fondé sur toutes les communications d'Arthur Andersen/Anjin et de PwC, de l'analyse et des conclusions des CE sur le point de savoir si DHI aurait dû être liquidée au lieu d'être restructurée. Dans ce résumé, tous les chiffres pertinents devraient être indiqués sous forme de tableau, avec des citations du rapport Arthur Andersen initial de novembre 1999 donnant une évaluation de DHI selon différents scénarios et des renvois à ce rapport.

Observations de la Corée

Rien dans la pièce n° 158 des CE (rapport PwC) n'établit que DHI aurait dû être liquidée au lieu d'être restructurée. Malgré toutes les analyses qu'il a tenté d'élaborer dans ses divers rapports, PwC conclut systématiquement que la valeur d'exploitation de DHI était supérieure à sa valeur de liquidation ou qu'"il n'apparaît pas clairement" que le scénario fondé sur la valeur d'exploitation, une fois pris en compte l'ajustement pour l'effet avantage fiscal, serait resté la solution préférée.

En tout état de cause, les affirmations de PwC sont fondées sur une présentation erronée des faits et une application de la théorie financière qui n'a aucun sens. La pièce n° 141 de la Corée (deuxième réponse d'Anjin) montre clairement que la restructuration de DHI était la meilleure solution pour les créanciers. De plus, la Corée présente, dans la **pièce n° 154 de la Corée**, la troisième réponse d'Anjin au rapport PwC, datée du 23 juillet 2004 (pièce n° 158 des CE).

189. S'agissant de la restructuration de Daewoo:

a) En ce qui concerne la communication la plus récente de PwC (pièce n° 145 des CE), veuillez expliquer en détail la déclaration figurant à la page 3 selon laquelle

l'analyse d'Anjin indiquait que "la valeur d'entreprise de la société restructurée [était] inférieure à la valeur d'entreprise de la société, calculée sans restructuration de la dette".

b) Quelle est cette "valeur d'entreprise" et en quoi diffère-t-elle de la "valeur d'exploitation"?

c) Que signifie le fait que la "valeur d'entreprise" était plus faible selon un ensemble de calcul que selon un autre? En quoi cela a-t-il une incidence, pour autant que cela en ait une, sur la question centrale soulevée par les CE, à savoir la décision de restructurer Daewoo plutôt que de la liquider?

d) Que signifie la réponse d'Anjin figurant dans la pièce n° 70 de la Corée selon laquelle la valeur d'entreprise selon l'analyse du scénario de restructuration était inférieure à ce qu'elle avait été selon l'évaluation de la société non restructurée? Que signifie, pour autant qu'il signifie quelque chose, le fait que les calculs de la valeur d'entreprise différaient selon les deux scénarios pour la question centrale posée par les CE, c'est-à-dire la question de savoir s'il était préférable de liquider ou de restructurer Daewoo?

Observations de la Corée

Prière de voir la section III.2 de la **pièce n° 154 de la Corée** (troisième réponse d'Anjin) pour des observations détaillées sur la réponse des CE.

Comme il est indiqué dans la section précédente, les CE tentent d'induire le Groupe spécial en erreur en cachant le fait que la conversion de la dette en prises de participation envisagée dans la restructuration de DHI a réduit la valeur d'entreprise de DHI en tant que société restructurée en augmentant le coût moyen pondéré du capital (taux d'actualisation). Contrairement aux allégations des CE, le calcul de la valeur d'entreprise fait par Anjin (Arthur Andersen) a été effectué de manière exacte conformément à la théorie financière et il n'y a pas eu sous-estimation ni surestimation.

En conséquence, l'allégation des CE selon laquelle Arthur Andersen a subitement pris en compte la valeur des actifs restants de DHI pour arriver à une valeur d'entreprise plus élevée après restructuration qu'avant restructuration est totalement dénuée de fondement. En outre, la Corée a démontré que, comme il ressort du rapport Anjin (pièce n° 141 de la Corée), l'importance de tous montants recouvrables provenant de ce qui restait de DHI ne faisait aucune différence pour la comparaison entre la valeur d'exploitation et la valeur de liquidation, parce que le même montant recouvrable estimé était intégré dans l'une et l'autre de ces deux valeurs. Prière de voir également la section III.2.2 de la **pièce n° 154 de la Corée**, troisième réponse d'Anjin.

Les CE font valoir que la valeur de liquidation de **[RCC: omis dans la version publique]** était un "fait nouveau". Or ce chiffre n'était pas un fait "nouveau". Comme il est indiqué à la section III.1.1 de la **pièce n° 154 de la Corée,** il avait déjà été présenté dans le rapport Arthur Andersen de 1999 (Appendice 11). Cela signifie que quand les créanciers ont examiné toutes les évaluations présentées par Arthur Andersen dans le rapport de 1999, ils ont également examiné le montant de **[RCC: omis dans la version publique]** qui y était mentionné.

En fait, comme PwC et Anjin l'ont analysé et expliqué dans leurs nombreux rapports présentés comme pièces au Groupe spécial, il ressort clairement du rapport de 1999 que celui-ci était un document détaillé et complet fondé sur une analyse approfondie, et qu'il fournissait aux créanciers des renseignements fiables pour prendre une décision concernant la restructuration de DHI. Le rapport de 1999 montre que, lorsqu'il a fait son évaluation, Anjin a examiné soigneusement toutes les données et les circonstances pertinentes relatives à l'économie, au secteur de la construction navale et

aux différents constructeurs navals de la Corée, ainsi que les plans d'activité de DHI, pour donner une évaluation objective et indépendante de la situation réelle de DHI et des diverses options dont disposaient les établissements financiers créanciers. En conséquence, les banques créancières ont agi prudemment lorsqu'elles ont pris la décision de restructurer DHI, compte tenu des constatations et des recommandations figurant dans le rapport de 1999.

190. Les données présentées dans la pièce n° 108 de la Corée indiquent les intérêts et l'amortissement dans l'analyse coût/rentabilité concernant Daewoo. Veuillez commenter. Comment cela peut-il être concilié avec l'affirmation des CE selon laquelle il n'a pas été tenu compte de façon adéquate de ces coûts dans les prix pratiqués par Daewoo?

Observations de la Corée

i) En ce qui concerne le paragraphe 9 de la réponse des CE:

Prière de voir le document intitulé "Réponse au paragraphe 9" figurant dans la **pièce n° 155 de la Corée** (réponse supplémentaire de KPMG) pour des observations sur ce paragraphe.

ii) En ce qui concerne les paragraphes 10 et 11 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse aux paragraphes 10 et 11" dans la **pièce n° 155 de la Corée** pour des observations sur ces paragraphes.

iii) En ce qui concerne le paragraphe 12 de la réponse des CE:

Comme les CE elles-mêmes l'ont admis, KPMG a comparé les estimations ou suppositions de la FMI concernant les coûts avec les coûts réels encourus par DSME. KPMG a constaté que les coûts indiqués dans les estimations/suppositions de la FMI étaient considérablement plus élevés que les coûts réels.

Bien entendu, les coûts réels encourus par DSME étaient fondés sur l'état d'endettement de DSME après la restructuration de la dette car la construction effective du navire a eu lieu après la restructuration de la dette en octobre 2000. Néanmoins, contrairement à l'allégation des CE, KPMG a également confirmé que, même si la dette avant la restructuration alléguée par les CE avait été prise en compte, DSME aurait pu offrir le prix de **[RCC: omis dans la version publique]**, lequel aurait quand même produit des recettes et des bénéfices (voir la section 2.5.4 de la pièce n° 108 de la Corée (rapport de KPMG sur l'analyse des coûts)). KPMG a confirmé que les recettes ordinaires provenant des trois projets relatifs à des transporteurs de GNL représentaient entre 18,8 et 28 pour cent des recettes provenant des ventes. Dans ces circonstances, même si les coûts du service de la dette "avant la restructuration" allégués par les CE étaient pris en compte dans la base de coûts de DSME, les projets auraient quand même généré un bénéfice ordinaire important.

Cela signifie non seulement que "l'estimation ou la supposition concernant les coûts" de la FMI est sans rapport avec la réalité et sans utilité pour ce qui est de donner une indication ou orientation quelconque au sujet des coûts effectifs de DSME, mais aussi qu'il n'y avait aucun lien de causalité entre la subvention alléguée accordée à DSME et les prix effectifs des projets relatifs à des transporteurs de GNL.

iv) En ce qui concerne le paragraphe 13 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse au paragraphe 13" dans la **pièce n° 155 de la Corée**.

v) En ce qui concerne le paragraphe 14 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse aux paragraphes 14 et 22" dans la **pièce n° 155 de la Corée** pour les observations sur le paragraphe 14.

vi) En ce qui concerne les paragraphes 16 et 17 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse aux paragraphes 16 et 17" dans la **pièce n° 155 de la Corée**.

vii) En ce qui concerne les paragraphes 17 à 21 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse aux paragraphes 17 à 21" dans la **pièce n° 155 de la Corée** pour les observations détaillées sur ces paragraphes.

viii) En ce qui concerne le paragraphe 22 de la réponse des CE:

Prière de voir la "Réponse aux paragraphes 14 et 22" dans la **pièce n° 155 de la Corée** pour les observations sur ce paragraphe.

ix) En ce qui concerne le paragraphe 23 de la réponse des CE:

L'efficacité est obtenue non seulement par l'investissement dans les installations, mais aussi par l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, la mise au point de systèmes de gestion efficaces et d'autres améliorations intangibles semblables dans le processus de construction. Les constructeurs navals coréens sont connus pour être particulièrement efficaces s'agissant de ces derniers facteurs. Pour des chantiers navals efficaces en ce sens, le "coût spécifique du contrat", inclus par les CE dans la catégorie des "autres coûts directs", serait peu élevé.

Par ailleurs, même s'il se peut que DSME ait engagé des dépenses d'équipement pour construire des transporteurs de GNL, DHI a déjà commencé à faire de tels investissements au début des années 90. Par conséquent, la supposition de la FMI selon laquelle DSME a effectué toutes ses dépenses d'équipement lorsqu'elle a obtenu en 2000 les contrats portant sur des GNL n'est pas correcte. En outre, KPMG a confirmé que le coût effectif de l'investissement encouru par DSME était bien inférieur à ce qu'avait supposé la FMI en se fondant sur son expérience concernant les chantiers européens.

En tout état de cause, par principe, il est incorrect d'attribuer aux chantiers navals coréens les coûts des chantiers navals européens comme l'a fait la FMI, puisque la structure des coûts des chantiers navals coréens et celle des chantiers navals des CE sont totalement différentes.

x) En ce qui concerne le paragraphe 24 de la réponse des CE:

À nouveau, dans ce paragraphe, les CE essaient d'imposer au sujet de DSME le modèle de coûts des chantiers européens. Ce genre d'argument est vain dans une situation où un cabinet comptable indépendant a confirmé que la structure des coûts avancée par la FMI sur la base du modèle européen était totalement différente de la structure des coûts effective de DSME.

Contrairement à ce qu'allèguent les CE, KPMG n'a pas dit que ces coûts étaient totalement inexistants pour DSME. Dans la pièce n° 108 de la Corée, KPMG a indiqué que les éléments de coûts mentionnés par la FMI (à savoir, le "coût de l'investissement" et les "coûts spécifiques du contrat") étaient inclus dans les éléments de coûts de DSME sous différentes désignations comptables (par exemple, "dépenses de réparation" et "amortissement" pour le "coût de l'investissement", "frais généraux" et "dépenses ACG" pour les "coûts spécifiques du contrat"). Prière de voir la section 2.5.3 3) b. et c. du rapport de KPMG sur l'analyse des coûts (pièce n° 108 de la Corée). En

outre, KPMG a confirmé qu'en tout état de cause, les montants imputés à ces coûts par la FMI étaient notablement plus élevés que les coûts effectifs confirmés par KPMG d'après les comptes de DSME.

xi) En ce qui concerne le paragraphe 25 de la réponse des CE:

Les CE n'avancent aucune raison plausible justifiant leurs doutes quant à l'exactitude de la marge de recettes ordinaires confirmée par KPMG. Cependant, les recettes ordinaires de DSME sont un "fait" qui ne peut être nié sur simple soupçon. Du point de vue des chantiers européens inefficaces, il peut sembler irréaliste que les chantiers coréens réalisent des bénéfices aussi élevés. Toutefois, il faudrait noter que les résultats exceptionnels enregistrés par les chantiers coréens construisant les transporteurs de GNL ont été rendus possibles par une telle rentabilité.

191. La pièce n° 107 de la Corée expose les résultats de la restructuration de Daedong ordonnée/supervisée par les tribunaux. On peut supposer qu'une telle restructuration a dû être effectuée conformément à la Loi coréenne sur les faillites. Sur quelle base les CE allèguent-elles qu'elle a néanmoins comporté une subvention?

Observations de la Corée

Les CE omettent de reconnaître que les décisions de restructurer une société en faillite dans le cadre de la procédure de faillite sont prises par le tribunal des faillites, et non par les créanciers. La Corée a démontré que, bien qu'une banque créancière puisse prendre part à la procédure de faillite en tant que membre participant à la réunion des parties intéressées, le droit coréen ne lui permet ni de prendre ni de contrôler la décision de restructurer l'entreprise. Les CE n'expliquent pas en quoi, dans ce système juridique, la décision de restructuration prise par le tribunal des faillites peut constituer un subventionnement par un créancier.

En outre, les CE n'indiquent pas à quel "marché" elles se réfèrent lorsqu'elles disent qu'un avantage peut exister si les modalités de la restructuration sont plus favorables que ce qui serait obtenu sur le "marché", même dans le cadre d'une procédure de faillite. Selon la procédure d'administration judiciaire, la restructuration doit être effectuée conformément à la Loi sur les faillites. Le tribunal des faillites engage la procédure et approuve le programme de restructuration uniquement lorsqu'il a été déterminé que la valeur d'exploitation de l'entreprise était supérieure à sa valeur de liquidation. Par ailleurs, la Loi coréenne sur les faillites n'exige pas du tribunal qu'il considère un quelconque "marché" lorsqu'il approuve le programme de restructuration. Il est vraiment absurde, de la part des CE, de laisser entendre qu'un tribunal des faillites coréen devrait essayer de trouver un point de repère pour une procédure de restructuration visant une société donnée alors que l'on n'a jamais entendu un tel argument dans aucune procédure de faillite, quelle que soit la juridiction. En fait, il n'existe pas de "marché" auquel le tribunal puisse se référer lorsqu'il détermine le programme de restructuration, car ce programme, par nature, doit être adapté à la situation spécifique de l'entreprise en faillite considérée.

En tout état de cause, les CE n'ont pas prouvé que les modalités de la restructuration de Samho et Daedong étaient plus favorables que ce qui aurait été obtenu sur le "marché" (quoi que cela puisse signifier) dans le cadre de la procédure de faillite spécifique pour ces sociétés.

C. PRÉJUDICE GRAVE

192. Une conclusion qu'il est possible de tirer des pièces n° 91 à 102 de la Corée est que celle-ci admet que le financement en cause de la KEXIM a conféré un avantage mais que l'avantage, dans un certain nombre de cas, est très faible (0,5 pour cent ou moins). Si l'on admet que l'avantage est de l'ordre de grandeur indiqué dans ces pièces de la Corée, quelles en seraient les incidences sur l'analyse et les conclusions des CE relatives au préjudice grave?

Observations de la Corée

La Corée note tout d'abord qu'elle présentait l'analyse mentionnée à titre subsidiaire. Elle n'admet en aucune façon le postulat des CE selon lequel un avantage a été conféré. À son avis, les CE ont utilisé des points de repère et des approches analytiques incorrects. Néanmoins, elle s'est employée à montrer que, même en prenant ces données viciées, les calculs des CE aboutissaient à un niveau de subventionnement *de minimis*. C'est en raison de la nature des affaires comme celle-ci, pour laquelle nombre de questions dépendent de constatations positives antérieures du Groupe spécial, que, faute de savoir à l'avance si le Groupe spécial a fait de telles constatations positives sur des questions spécifiques, la Corée s'est sentie obligée de répondre à de nombreuses allégations des CE qui, selon elle, devraient être considérées sans intérêt mais qu'elle ne peut pas *supposer* telles afin de présenter son argumentation. C'est aussi en raison de la nature de ces affaires que cette argumentation à titre subsidiaire constitue une charge particulièrement lourde pour le défendeur. La Corée juge très important qu'aucun des arguments qu'elle présente à titre subsidiaire ne soit interprété comme signifiant qu'elle accepte les arguments des CE concernant des éléments antérieurs de l'affaire.

Sans perdre de vue les réserves qui précèdent, la Corée note que les CE continuent d'alléguer dans leur réponse que le financement par la KEXIM permet aux chantiers navals coréens "d'offrir un prix plus bas que les chantiers navals concurrents ou, d'une autre façon, les dispositions contractuelles les plus attrayantes pour l'acheteur" et ainsi, "renforce[rait] notablement l'aptitude des chantiers navals qui en bénéficient à maintenir leur capacité (et les bas prix sur le marché) alors que, sinon, ils quitteraient le marché ou réduiraient leur capacité".

La Corée fait observer que les CE ne tentent même pas de fournir des éléments de preuve pour étayer leur réponse à la question du Groupe spécial. Elles ne répondent pas non plus, dans leurs observations concernant cette question, aux arguments que la Corée a exposés dans sa communication du 9 juillet. En bref, pour faciliter la tâche du Groupe spécial, il est rappelé que ces observations étaient les suivantes:

- les conditions auxquelles le financement par la KEXIM était accordé sont devenues plus onéreuses, comme le reconnaissent les CE – ces conditions plus onéreuses (c'est-à-dire qu'il n'y avait plus d'"avantage") ne peuvent donc pas avoir abouti à un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix[1];

- les seuls effets qualitatifs d'une subvention alléguée sont insuffisants dès lors que l'article 6.3 c) de *l'Accord SMC* prescrit qu'il faut démontrer que les subventions alléguées ont eu pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix *dans une mesure notable*, ce qui exige une quantification;

- le très faible avantage que les CE ont pu alléguer au vu du financement par la KEXIM est totalement disproportionné par rapport à la marge de dépression des prix et/ou d'empêchement de hausses de prix qu'elles allèguent – il n'y a pas eu dépression notable des prix et/ou empêchement notable des hausses de prix causé par les avantages allégués obtenus grâce à la KEXIM, d'autant que les CE reconnaissent aux chantiers navals coréens un avantage très important sur le plan des coûts par rapport à leurs chantiers navals;

- les CE ne démontrent pas que les subventions alléguées en tant que telles (et non les produits) ont causé une dépression notable des prix et/ou un empêchement notable des hausses de prix, alors que cela est requis à l'article 6.3 c);

[1] La Corée voudrait rappeler ses arguments généraux concernant les éléments de preuve dans le contexte des enquêtes sur l'existence d'un dommage, à savoir qu'il est nécessairement vrai que les périodes les plus récentes sont les plus pertinentes.

- même si l'on devait prendre en considération l'effet des produits et non celui des subventions, les CE formulent des allégations concernant une dépression des prix et/ou un empêchement de hausses de prix au sujet des navires de commerce coréens dans leur ensemble, bien que les éléments de preuve démontrent que le financement par la KEXIM n'était *pas* accordé à beaucoup des navires vendus, ce qui infirme l'argument selon lequel ce financement faisait subsister une capacité qui, sinon, aurait quitté le marché;

- les allégations relatives à la sous-cotation des prix auxquelles les CE elles-mêmes ont renoncé ne peuvent pas être réintroduites sous le prétexte qu'il s'agit d'établir l'existence d'une dépression des prix/d'un empêchement de hausses de prix;

- des subventions d'un niveau substantiellement plus élevé sont accordées par les CE à leurs chantiers navals, dépassant très largement et déplaçant tout effet des subventions coréennes alléguées;

- il serait inadmissible d'imputer aux subventions coréennes des effets qui ont été causés en réalité par les subventions beaucoup plus importantes des CE.

193. Il serait possible de considérer que la pièce n° 112 de la Corée, concernant l'intervention du MOCIE, suite à la demande de Samsung, indique que les pouvoirs publics agissent si les prix sont trop faibles. Si c'est le cas, quelles en sont les incidences sur l'allégation de l'existence d'un dommage grave formulée par les CE?

Observations de la Corée

La Corée s'en tient à son explication précédente en ce qui concerne l'action du MOCIE. Prière de se référer à ses observations sur cette question du Groupe spécial, communiquées le 9 juillet 2004.

Cela dit, c'est avec intérêt que la Corée note que les CE sont maintenant obligées de dénier au MOCIE le rôle qu'elles-mêmes allèguent. Si leurs allégations relatives au MOCIE devaient être tenues pour correctes, l'intervention du MOCIE invaliderait alors bel et bien leur allégation concernant un dommage grave. Les CE ne peuvent pas jouer sur les deux tableaux.

194. Si le Groupe spécial devait accepter la subdivision des produits indiquée dans la pièce n° 109 de la Corée, en quoi cela aurait-il une incidence sur l'analyse de l'empêchement de hausses de prix/la dépression des prix faite par les CE? Veuillez donner une réponse détaillée.

Observations de la Corée

Dans leur réponse, les CE éludent la question du Groupe spécial. Au lieu de répondre, elles tentent de formuler des allégations qui contredisent leurs déclarations antérieures, en s'abritant derrière un écran de généralités tout en faisant des remarques désobligeantes aussi gratuites que dénuées de substance. De l'avis de la Corée, cette absence de réponse de fond et ce mélange d'allégations contradictoires montrent que les CE ne souhaitent pas répondre à la question du Groupe spécial, parce que cela corroborerait l'approche et les allégations de la Corée.

i) En ce qui concerne le paragraphe 30 de la réponse des CE:

Les CE confirment maintenant qu'un grand navire coûte davantage qu'un petit et que les économies d'échelle signifient que le prix unitaire paramétrique diminue à mesure que les navires sont plus grands. C'est précisément ce qu'a fait valoir la Corée: en amalgamant des navires de taille

différente, on prend en compte des prix qui ne sont pas comparables parce qu'ils correspondent à des navires très dissemblables par leur taille. Cela ne peut pas donner une idée exacte des tendances de prix. Qu'il s'agisse de la sous-cotation des prix, de la dépression des prix ou de l'empêchement de hausses de prix, les prix de navires de taille différente varient du tout au tout et ne peuvent pas être comparés pour dégager une tendance de prix exacte.

Les CE laissent entendre ensuite que le contenu de travail est la seule mesure dans le domaine de la construction navale, tandis que les paramètres relatifs au transport de marchandises ne concernent que les transports maritimes. Le marché de la construction navale est constitué de fournisseurs et de clients, et les clients sont des armateurs qui traitent en fonction des mesures de cargaison, de sorte que ces mesures font partie du marché de la construction navale, tout comme du marché des transports maritimes. La demande en matière de construction navale *doit* être calculée sur la base des mesures de cargaison, parce que c'est l'expression de la demande, qui sous-tend la demande de navires (autrement dit, les navires nécessaires pour transporter les cargaisons). Une fois la demande projetée en termes de mesures de cargaison, du fait que celles-ci ne sont pas les mêmes pour les différents navires, elles sont converties en tbc, sur la base d'hypothèses concernant la ventilation d'après les combinaisons de tailles des navires. Cette opération a pour objet de permettre d'agréger des types de navires différents pour calculer la demande totale. La capacité de construction navale ne peut pas être calculée séparément par type de navire[2] et il n'est donc pas possible d'analyser l'équilibre entre l'offre et la demande au niveau des types de navires. Ainsi, le fait que les CE se réfèrent au tonnage brut compensé est incompatible avec leur propre idée d'une triple segmentation du marché.

L'opinion des CE selon laquelle le prix devrait être examiné uniquement sur la base paramétrique de la tbc impliquerait que l'on considère que le prix est uniquement influencé par l'équilibre global de l'offre et de la demande ou par les critères relatifs au contenu de travail du côté de l'offre et qu'il variera directement en fonction du tonnage brut compensé pour toutes les tailles d'un type de navire donné. En conséquence, les CE semblent effectivement dire maintenant que les ressources matérielles n'ont pas d'incidence sur les prix des navires.[3] Cela signifierait de ce fait que les critères du côté de la demande, tels que la capacité bénéficiaire du navire, n'ont pas d'incidence du tout sur le prix auquel un propriétaire acceptera de faire l'investissement. Cela, vraisemblablement, impliquerait, par exemple, que le propriétaire du navire n'a aucun intérêt dans le rendement de son investissement. Il est clair que ce n'est tout simplement *pas* le cas.

Le choix de la tbc par les CE apparaît d'autant plus discutable si l'on sait que la segmentation selon la taille des navires ne se fait *jamais* sur la base de cette mesure. Le seul endroit où la Corée ait pu voir cela est la propre analyse des CE et les renseignements que celles-ci ont communiqués conformément à l'Annexe V en ce qui concerne la sous-cotation des prix, l'empêchement de hausses de prix ou la dépression des prix. À aucun moment, les CE n'ont montré, par des exemples empruntés aux tierces parties, que la tbc est utilisée pour la segmentation selon la taille, pour la bonne raison que cela ne se fait tout simplement pas dans la branche de production. Si elles admettent la segmentation en fonction de la taille, elles doivent admettre que cela soit sur la base des mesures de cargaison, ce qui mettrait en cause le fait que toute leur analyse est strictement fondée sur la tbc.

[2] Cette impossibilité de segmenter la capacité de construction navale selon le type de navire est l'absence d'homogénéité à laquelle la Corée fait référence dans sa réponse à la question n° 125 du Groupe spécial et qui semble être source de confusion pour les CE dans les "Observations des Communautés européennes sur les nouveaux renseignements factuels" (page 10) qu'elles ont présentées le 9 juillet 2004.

[3] Il ne faudrait pas oublier, naturellement, que le tonnage brut compensé n'indique nullement la quantité de matériaux requis pour construire le navire mais seulement le contenu de travail. Elle ne prend donc pas en compte les différentes économies d'échelle existant du point de vue des ressources matérielles par rapport aux ressources en main-d'œuvre requises pour la construction de navires de taille différente.

La Corée a indiqué clairement qu'elle estimait que les prix dans la construction navale étaient influencés par un éventail de facteurs. Les CE comme la Corée ont cité des exemples de tels facteurs. Des documents de l'OCDE ont été communiqués, qui montrent que, selon les membres de l'OCDE, les prix sont influencés par un éventail de facteurs même si les avis divergent quant à l'éventail complet des facteurs concernés et à l'ampleur de la corrélation entre ces facteurs lorsque les conditions du marché varient. Les CE ne peuvent pas faire valoir maintenant que seul le contenu de travail ou l'équilibre de l'offre et de la demande au niveau macro-économique influe sur les prix des navires.

Sous sa forme la plus simple, le coût est généralement considéré comme un facteur du côté de l'offre, tandis que le prix est considéré comme un facteur du côté de la demande. Il est donc difficile de comprendre la logique qui sous-tend l'allégation selon laquelle une analyse des prix devrait prendre en considération un aspect du marché seulement et que celui-ci devrait être déterminé par une mesure du côté de l'offre comme la tbc (que les vendeurs sont seuls à comprendre et utiliser), et non par des mesures du côté de la demande comme les mesures de cargaison (que vendeurs comme acheteurs utilisent et comprennent) et qu'en outre, seuls les aspects du contenu de travail qui sont liés à la main-d'œuvre devraient être pris en compte. Si de plus, comme cela a été allégué, le marché de la construction navale est dominé par l'acheteur, il s'ensuit alors que les critères du côté de la demande sont plus susceptibles de prédominer.

Il est intéressant de noter que Clarkson's Shipyard Monitor (et sa publication jumelle, Shipping Intelligence Weekly), qui est d'après les CE la principale source de données sur le secteur, construit son indice pour les navires neufs en calculant une moyenne en dollar EU/tpl sur un large échantillon de types de navires à partir de ses séries de prix pour différents types de navires. Clarkson semblerait donc penser que le prix par unité de cargaison (le port en lourd étant une mesure de cargaison) joue un rôle important dans la construction navale. Cela est confirmé dans une affirmation figurant dans Clarkson's Sources and Methods (page 4, dernier paragraphe de la section intitulée "Newbuilding Contracts and Prices") qui est présentée dans la **pièce n° 156 de la Corée**.

ii) En ce qui concerne le paragraphe 31 de la réponse des CE:

Les CE font des remarques désobligeantes à propos de la compréhension par la Corée des aspects économiques des prix dans la construction navale, quand elles feraient peut-être mieux de lire ce qui était réellement écrit. Pendant tout ce temps, elles ne répondent pas à ce simple fait mathématique relevé par la Corée: un prix moyen pour une période A durant laquelle ont été construits essentiellement de grands navires à faible prix unitaire ne peut être comparé à un prix moyen de la période B suivante, pendant laquelle ont été construits essentiellement de petits navires à prix unitaire élevé, pour déterminer s'il y a eu une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix. C'est inhérent à la déclaration faite par les CE elles-mêmes: les grands navires sont vendus bien plus cher que ceux de petite taille.

Nous notons que les CE se réfèrent à la pondération des prix en fonction de la gamme de produits. La gamme de produits est une expression qui désigne les types et tailles de navires; or, en l'occurrence, le graphique ne montre que la pondération en fonction de la taille et non en fonction du type de navire de sorte que les CE ne se réfèrent qu'à l'un des deux aspects de la gamme de produits. Il convient cependant de noter qu'elles ont ainsi confirmé que la taille comme le type sont des éléments importants de la gamme de produits dans la construction navale, mais il est donc d'autant plus difficile de comprendre leur position selon laquelle la taille des navires ne compte pas. L'illustration présentée dans le graphique auquel elles font référence et qui utilise le prix moyen pondéré servait à montrer la distorsion qui peut résulter de la moyenne simple des prix paramétriques (par exemple, dollar/evp) si l'on ne prend pas en considération la ventilation par taille de la demande sur une période par rapport à la ventilation par taille au cours d'une autre période. Cela tient au fait qu'il existe différents facteurs qui n'interviennent pas conjointement pour toutes les tailles de navire. Ce fait est lui-même lié à l'argument avancé par la Corée selon lequel les catégories de tailles de

navires doivent être prises en compte puisqu'elles représentent des facteurs du marché différents. En effet, par exemple:

- tous les chantiers navals ne peuvent pas construire des navires de toutes tailles[4];
- des navires de taille différente ne sont pas interchangeables;
- les économies d'échelle existent à la fois en ce qui concerne les coûts de construction des navires et les frais d'exploitation des navires;
- les prix varient différemment pour des navires de type et de taille différents;
- les taux de fret varient différemment pour des navires de type et de taille différents.

Dans leur analyse des prix, les CE invoquent cette sorte de distorsion tandis qu'elles utilisent le prix paramétrique sans se référer aux fourchettes de tailles – un prix moyen pondéré à un moment quelconque où l'on construit essentiellement de grands navires ne peut tout simplement pas être comparé au prix moyen pondéré de la période suivante pendant laquelle l'on construit essentiellement de petits navires.

iii) En ce qui concerne le paragraphe 32 de la réponse des CE:

Une fois de plus, les CE se contredisent au sujet de leur référence à des navires à passagers complexes quand elles déclarent que des "transbordeurs de croisière" sont construits en Corée et en Chine afin de réfuter les arguments de la Corée à l'encontre d'une substituabilité universelle du côté de l'offre. Au paragraphe 158 de leur réponse à la question n°165 du Groupe spécial, les CE déclarent elles-mêmes ce qui suit: "*ou dans le cas des exploitants de navires de croisière qui ont besoin de navires tellement perfectionnés que les chantiers coréens et chinois ne sont pas jugés assez expérimentés pour livrer un navire acceptable*". Il semble, à présent que cet argument ne leur convient plus, qu'elles se réfèrent à des "transbordeurs de croisière" qui seraient construits en Corée du Sud et en Chine. Laquelle de ces déclarations contradictoires le Groupe spécial doit-il croire, selon elles? Par ailleurs, la Corée voudrait faire remarquer que ces "transbordeurs de croisière" sont en fait des transbordeurs et non pas des navires de croisière comme les CE essaient maintenant de le laisser entendre et que, au demeurant, ils sont de petite taille. La taille maximale de ces navires est:

- en Corée, de 45 000 tb environ pour une longueur de 210 m
- en Chine, de 30 000 tb environ pour une longueur de 200 m

par opposition aux navires de croisière construits dans les chantiers spécialisés à cette fin des CE qui vont jusqu'à 148 000 tb pour une longueur pouvant atteindre 350 m. Les navires de croisière constituent le comble du luxe et transportent uniquement des passagers en vue d'activités de loisirs spécifiques. Les transbordeurs peuvent transporter des personnes et/ou des véhicules et peuvent servir à la fois aux loisirs et/ou à des fins commerciales. Ils ne constituent pas le comble du luxe et vont de la très élémentaire embarcation utilisée pour traverser une rivière à des bâtiments de haute mer de plus grande technicité, mais ils sont dans tous les cas loin d'avoir la complexité des navires de croisière. Vouloir comparer ces navires entre eux et les regrouper dans la même catégorie de complexité c'est prétendre comparer un avion d'épandage agricole avec un Lear jet pour hommes d'affaires.

L'incohérence des CE ressort aussi du paragraphe 165 de leur réponse à la question n° 167 du Groupe spécial, où elles font clairement référence à des transbordeurs construits en Corée et font état

[4] La Corée estime aussi que les chantiers navals ne sont pas tous des constructeurs crédibles pour tous les types de navires.

de l'intention de la Corée de "s'engager dans le secteur des navires de croisière", reconnaissant ainsi que celle-ci ne construit pas actuellement de tels navires. Elles ne considèrent absolument pas les termes "navires de croisière" et "transbordeurs" comme étant identiques, et voilà que subitement, ces transbordeurs sont décrits comme étant des "transbordeurs de croisière". La réalité est que la Corée construit quelques transbordeurs mais ne construit pas de navires de croisière. La Chine construit aussi quelques transbordeurs mais pas non plus de navires de croisière. Le Japon a livré son premier navire de croisière en février de cette année (c'est-à-dire 2004). La compétence en ce qui concerne la construction de navires de croisière est concentrée dans les chantiers des CE, bien que celles-ci tentent maintenant de laisser entendre le contraire et de rejeter les observations de la Corée en déformant les choses.

Les CE se réfèrent à leur pièce n° 152 à propos de la diversité alléguée des carnets de commandes des chantiers navals coréens mais en formulant les généralités non spécifiées dont elles sont maintenant coutumières. La Corée présente les faits ci-après tirés de la section de cette pièce relative aux carnets de commande des chantiers navals[5]:

- **Samho** a 70 navires en commande pour un total de 8,3 millions de tpl, dont 39 porte-conteneurs de 4 130 evp et plus, 25 navires citernes de 105 000 tpl et plus (c'est-à-dire en dehors de la taille correspondant à la catégorie mal définie par les CE des transporteurs de produits/produits chimiques), quatre vraquiers de 170 00 tpl ou plus et deux transporteurs de GPL de 82 000 m^3. Seuls les porte-conteneurs coïncident donc avec les types de navires à l'examen, et ils dépassent tous 4 000 evp, 75 pour cent d'entre eux dépassant 5 000 evp.

- **Daewoo** a 104 navires en commande pour un total de 11,4 millions de tpl, dont 34 navires citernes de 69 000 à 306 000 tpl, 19 porte-conteneurs de 4 000 evp et plus, 17 transporteurs de GNL de 138 000 m^3 et plus (trois d'entre eux ont une capacité de regazéification), 13 transporteurs de voitures purs, huit vraquiers de 75 000 à 174 000 tpl, sept transporteurs de GPL de 38 à 78 000 m^3, six transporteurs de produits de 49 000 à 105 000 tpl. Il y a aussi deux commandes portant sur des structures off-shore autres que des navires.

- **STX** a 95 navires en commande pour un total de 4,8 millions de tpl, dont 67 transporteurs de produits de 29 000 à 75 000 tpl, 18 porte-conteneurs de 2 500 à 3 500 evp, six vraquiers de 75 500 tpl, deux chimiquiers/pétroliers de 38 000 tpl et deux transporteurs de GPL de 23 000 m^3.

Dans leur allégation, les CE semblent donc avoir mélangé les types de navires de divers chantiers pour arriver à leur liste.

iv) En ce qui concerne le paragraphe 33 de la réponse des CE:

Les deux parties, semble-t-il, conviennent maintenant que les navires sont des produits fabriqués sur commande et qu'il y aura inévitablement des différences de spécification entre eux. Il faudrait cependant rappeler qu'ailleurs dans leur argumentation, les CE ont abordé les allégations concernant la sous-cotation des prix sur la base du prix en dollars EU/tbc sans reconnaître que les différences de prix pouvaient être dues à des différences de spécification, ainsi qu'à d'autres facteurs. Une fois de plus, leur position semble varier en fonction de leur argumentation du moment.

[5] Nous avons dû utiliser les catégories de types de navires établies par Clarkson pour les navires-citernes, qui comprennent les chimiquiers/pétroliers, pour les navires correspondant à certains produits et classes OMI.

Les CE allèguent que la Corée a essayé de se soustraire aux disciplines SMC en créant un nombre illimité de catégories de produits. Or, en fait, non seulement la Corée a fondé son analyse des prix sur des catégories de base selon les types de navires et les fourchettes de tailles mais elle a aussi démontré qu'il existait, de la part des propriétaires, d'autres exigences différenciant des navires qui pouvaient se situer à l'intérieur des mêmes groupements de tailles et de types. Ces facteurs peuvent modifier de façon notable le coût de ces navires et le prix qu'un armateur sera prêt à payer. Loin d'essayer de se soustraire aux disciplines SMC, la Corée a reconnu qu'il fallait considérer la base d'analyse[6] d'un point de vue pratique conformément aux strictes dispositions de *l'Accord SMC* et elle a donc procédé à son analyse des prix compte tenu de groupements de tailles et de types clairement définis.

La Corée estime que ce sont les CE qui essaient de se soustraire aux disciplines SMC en recourant à une généralisation grossière et en formulant des allégations extravagantes selon lesquelles tous les navires d'un seul type de base sont interchangeables et doivent être considérés collectivement, quelle que soit leur taille. En essayant d'appliquer cette approche collective, elles ont commis quelques erreurs graves: par exemple, elles ont d'abord tenté d'alléguer que les transporteurs de produits et de produits chimiques constituaient une entité unique, pour confirmer ensuite qu'ils ne comprenaient pas les chimiquiers purs; puis, après avoir utilisé des classifications de données approximatives et inexactes qui ne prennent pas en compte les différences réglementaires entre les chimiquiers (telles qu'elles ressortent des classes de produits chimiques établies par l'OMI), les CE cherchent maintenant à regrouper certains types de chimiquiers, toujours sans les définir, avec de purs transporteurs de produits, lesquels ne sont pas autorisés du tout à transporter des produits chimiques.

La Corée a pris grand soin d'expliquer clairement les différences qui existent bel et bien, et de préciser que des zones grises[7] où il y a chevauchement sont inévitables mais qu'une catégorisation selon la taille et le type aboutit à une analyse plus pertinente des faits que les généralisations grossières avancées par les CE. Le fait que, dans une grande partie de l'analyse qu'elle a effectuée pour les CE en qualité d'expert, la FMI ait aussi choisi d'adopter des fourchettes de tailles[8] largement semblables montre à l'évidence que la segmentation en fonction de la taille est usuelle, mais qu'il y a des variations sur les fourchettes utilisées par diverses parties ou pour divers buts. Cela ne constitue pas un élément de preuve à l'appui des arguments des CE concernant "l'absence de segmentation selon la taille". Il faut poser la question élémentaire de savoir pourquoi les CE et leurs conseillers de la FMI ont utilisé des fourchettes de tailles s'ils affirment qu'aucune distinction selon la taille n'est pertinente et n'ont pas simplement un avis divergent sur les fourchettes réelles utilisées pour l'analyse. Les CE ne sont donc conséquentes que dans leur inconséquence – elles oublient qu'elles ont elles-mêmes utilisé des fourchettes de tailles lorsqu'elles voient un avantage dans une "approche collective".

v) En ce qui concerne le paragraphe 34 de la réponse des CE:

La Corée a communiqué sa pièce n° 109 pour résumer et exposer son argumentation concernant la définition du produit similaire et non pour réitérer l'analyse réfutant l'empêchement allégué des hausses de prix ou la dépression alléguée des prix qui est contenue dans le rapport Drewry présenté dans la pièce n° 70 de la Corée. La notion juridique de produit similaire exige une catégorisation du marché en fonction des différences dans les caractéristiques techniques telles qu'elles sont perçues par l'utilisateur et telles qu'elles se concrétisent dans l'utilisation finale. Le désaccord entre les CE et la Corée sur l'utilisation de la tbc par opposition à la tpl/l'evp ou d'autres mesures de cargaison est au cœur du problème. Le Groupe spécial le reconnaît, de même que la segmentation selon la taille, dans sa question lorsqu'il fait référence aux "subdivisions des produits", mais les CE ont choisi de l'ignorer dans leur réponse.

[6] Pièce n° 70 de la Corée, page 5.21 et autres.
[7] Pièce n° 109 de la Corée, page 1.
[8] Comme il est souligné dans la pièce n° 109 de la Corée.

Les CE se réfèrent à leur pièce jointe n° 2 annexée aux réponses aux questions du Groupe spécial après la première réunion de fond en ce qui concerne leur analyse des prix. Il est intéressant de noter qu'au premier paragraphe de ce document, elles reconnaissent la question de la taille des navires quand elles déclarent ce qui suit: "*et la figure 1.2 montre comment ces nouvelles commandes passées sont distribuées selon la taille*". Si la taille n'entre pas en ligne de compte pour ce qui est de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix, pourquoi est-elle le deuxième facteur mis en relief dans le rapport de la FMI?

La Corée a déjà souligné dans ses observations sur la réponse des CE à la question n° 162 du Groupe spécial communiquées le 9 juillet 2004 que le graphique présenté par les CE à la page 5 de leur pièce n° 146 ne démontrait pas que "*dans l'ensemble, les prix des sous-classes de navires évolu[aient] de concert*" et que la petite échelle choisie par elles pour représenter ce graphique masquait des variations importantes, qui ressortaient clairement du tableau numérique utilisé par la Corée pour analyser les mêmes données relatives aux séries de prix de Clarkson. Ce faisant, la Corée ne s'est aucunement montrée sélective puisqu'elle a repris l'exemple cité par les CE et a analysé chaque série de prix figurant dans cet exemple, aboutissant à des éléments de preuve indiquant l'existence de différences importantes quant aux tendances des prix.

En présentant les éléments de preuve de cette manière, la Corée démontre aussi l'inexactitude des observations de la FMI concernant une "forte corrélation des mouvements de prix" qui figure dans la pièce jointe n° 2. Une fois de plus, les CE ont présenté leur graphique en utilisant une petite échelle afin de masquer les variations de prix sensiblement différentes qu'une présentation numérique des tendances fait clairement apparaître. Par exemple, l'analyse de la Corée montre bien qu'entre la fin de 1998 et 1999, les prix des superpétroliers (300 000 tpl) ont baissé de 5 pour cent, alors que ceux des Panamax (70 000 tpl) et mini-navires citernes (47 000 tpl) sont restés constants. Toutefois, à la fin de 2000, les prix des superpétroliers ont augmenté de 11 pour cent (par rapport à la fin de 1999), alors que la hausse du prix des navires citernes était de 26 pour cent pour les Aframax (110 000 tpl), de 16 pour cent pour les Panamax et de 13 pour cent pour les mini-navires citernes. Les prix n'évoluent même pas nécessairement dans le même sens; à la fin de 2002, par exemple, les prix des superpétroliers étaient de 9 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient à la fin de 2001, mais ceux des mini-navires citernes ont progressé de 3 pour cent. Ce n'est pas ainsi que des prix "*évoluent de concert*" ou présentent une "*forte corrélation*" comme l'allèguent les CE et leurs conseillers.

vi) En ce qui concerne le paragraphe 35 de la réponse des CE:

Compte tenu des différences entre les mouvements de prix démontrées par la Corée dans ses observations sur les nouveaux renseignements factuels communiqués par les CE, rien ne permet à celles-ci d'alléguer qu'une analyse plus détaillée fondée sur une segmentation selon la taille révélerait les mêmes mécanismes et donnerait les mêmes résultats. Les éléments de preuve fournis par la Corée sont tout à fait clairs et les CE n'ont apporté aucun élément de preuve étayé pour les contredire; leurs simples affirmations à l'effet contraire ne suffisent pas.

vii) En ce qui concerne le paragraphe 36 de la réponse des CE:

La Corée a déjà expliqué[9] qu'il est trompeur de considérer le carnet de commandes pour mesurer la présence sur le marché parce que les échéances qui y sont inscrites varient selon les régions et les chantiers. Elle a également démontré que les sources provenant des tierces parties ne considèrent pas le carnet de commandes isolément mais présentent aussi le calendrier dont il est assorti.[10]

[9] Réponse de la Corée à la question n° 174 du Groupe spécial.
[10] Réponse de la Corée à la question n° 174 du Groupe spécial.

La Corée note une fois de plus l'absence de clarté et de franchise de la part des CE qui ne définissent pas les fourchettes de tailles associées à l'utilisation des termes "Handymax, Panamax et post-Panamax". Les CE citent des pourcentages hautement spécifiques et émotionnels à propos des carnets de commandes mais refusent de définir clairement la base sur laquelle ils ont été calculés, de sorte que l'on ne peut pas contredire leurs déclarations pour démontrer l'utilisation fallacieuse qu'elles font des statistiques. C'est un autre exemple qui montre qu'elles essaient de brouiller l'argumentation par l'imprécision statistique et de se cacher derrière la généralisation.

En outre, les CE continuent d'amalgamer indifféremment les chantiers restructurés et non restructurés et formulent des affirmations au sujet de la situation des carnets de commandes en Corée, bien que cette situation sur laquelle elles s'appuient fasse ressortir la présence, voire la prédominance, des chantiers non restructurés. Encore une fois, les CE se fondent sur l'effet allégué des navires coréens alors qu'elles sont tenues, en vertu de l'Accord, de montrer l'effet des subventions coréennes alléguées.

195. Veuillez commenter la pièce n° 115 de la Corée.

Observations de la Corée

Dans leur réponse à la question du Groupe spécial, les CE allèguent que les niveaux des prix indiqués dans la pièce n° 115 de la Corée "sont la moyenne des prix déclarés en ce qui concerne les marchés portant sur les types de navires en question pendant une période de sept ans (1997-2003), ajustés par tbc. Ces moyennes sont un élément très mineur du rapport de la FMI et n'ont aucune signification sans les graphiques chronologiques qui les accompagnent." Les CE affirment ensuite que les "graphiques indiquant le mouvement relatif entre les différentes nationalités … revêtent une importance particulière".

En fait, les graphiques indiquant des courbes pour différents pays dans le rapport de la FMI présenté dans la pièce n° 142 de la Corée (*voir* les figures 2.3, 2.8, 2.12, 2.18, 3.6 et 3.11) sont tout simplement inexacts et trompeurs en raison des erreurs ci-après:

- Ces graphiques sont établis d'après les "graphiques par points" présentés pour chaque pays (*voir* les figures 2.1, 2.2, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.9, 2.10, 2.11, 2.13, 2.14, 2.15, 2.16, 2.17, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.7, 3.8, 3.9, 3.10). Néanmoins, il y a dans ces graphiques par points beaucoup d'abscisses de milieu d'année sans points correspondants, probablement parce qu'il n'y avait pas de contrat ou parce qu'il n'y avait pas de données disponibles concernant les prix.

- L'erreur se produit quand ces graphiques par points sont convertis en graphiques linéaires, parce que les points indiqués ont simplement été reliés, compte non tenu du fait que parfois il n'y avait pas de données. Il en résulte des courbes qui peuvent paraître aussi élevées que celles de la Corée à un moment où, en réalité, il n'y a pas de données.

- Dans la figure 2.18 par exemple, les prix coréens sont présentés comme étant inférieurs (encore que légèrement) à ceux de la Chine sur la période allant du premier semestre de 1998 au second semestre de 1999. Or, en fait, il n'y avait pas de points de données concernant la Corée sur le graphique par points de la figure 2.18 pour les premier et second semestres de 1998 et le premier semestre de 1999, et il y avait différents points manquants pour la Chine dans le graphique par points de la figure 2.13. En l'absence de données sur les prix concernant la Corée, le graphique donne la fausse impression que les prix des navires coréens auraient pu causer une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix. Les graphiques chronologiques

présentés dans le rapport de la FMI sont, par conséquent, inexacts et trompeurs. En réalité, ce sont les CE et la FMI qui simplifient à l'excès la fixation des prix des navires, et non la Corée comme les CE l'ont affirmé.

La manière correcte de reporter des graphiques par points sur un graphique chronologique est de les tracer sous la forme de graphiques par points et à courbes partielles. Pour démontrer la profonde différence qui résulte d'une représentation graphique correcte, la Corée présente l'un de ces graphiques, d'abord tel qu'il a été établi par la FMI dans son document puis tel que la Corée l'a corrigé compte tenu des points de données absents. La **pièce n° 157 de la Corée** présente tous les graphiques corrigés et fait ressortir le commentaire erroné qui découle des graphiques initiaux.

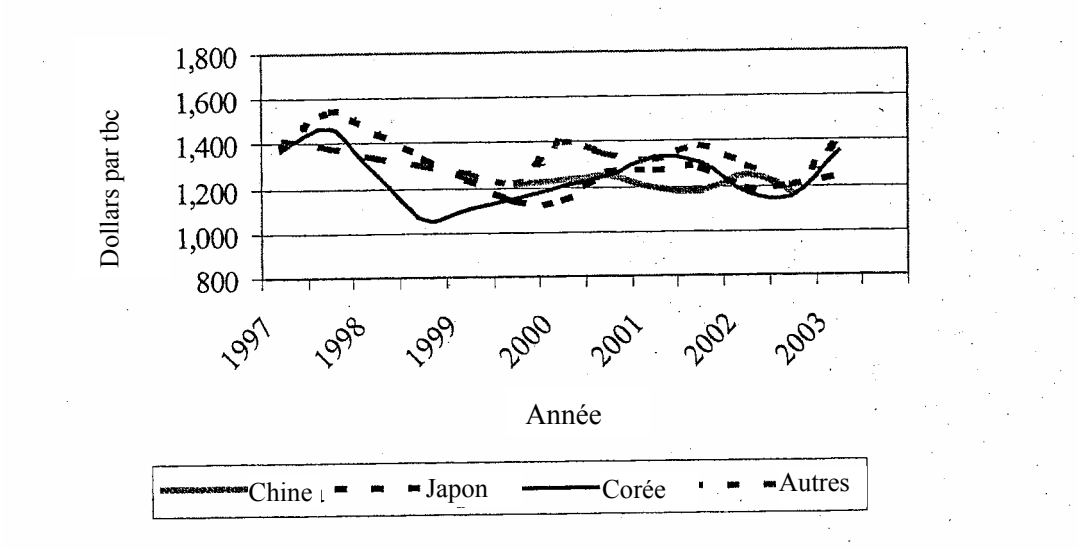
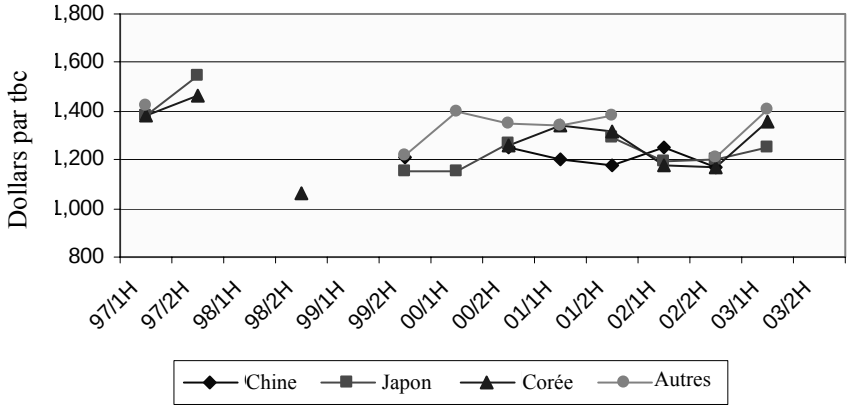


Figure 2.8 – Indication combinée de l'évolution des prix des navires citernes Handymax

Figure 2.8 Graphique corrigé par la Corée
Navires citernes Handymax



- Il reste que dans les tableaux 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 3.1, 3.2 et 3.3, la FMI elle-même a présenté les prix moyens de différents produits similaires pour les navires en ce qui concerne la Chine, la Corée, le Japon, les CE et d'autres pays constructeurs de navires pour la période allant de 1997 à 2003 et que les CE ont communiqué ces données au cours du processus au titre de l'Annexe V. Ces prix doivent bien avoir une

signification, sinon ils n'auraient pas été inclus dans un rapport de la FMI. Ils ne peuvent pas être rejetés comme présentant une partie mineure du rapport. Comme les CE elles-mêmes le déclarent, les moyennes des prix à long terme sont significatives pour une analyse des tendances, mais l'évaluation de l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix est précisément une analyse des tendances.

La Corée note ensuite que les citations figurant dans les réponses des CE aux questions du Groupe spécial étayent plus qu'elles ne contredisent ce qu'elle n'a cessé de dire, à savoir que les CE considèrent l'incidence alléguée des navires coréens et non l'incidence des subventions coréennes alléguées. En outre, même si elles considèrent l'incidence des navires coréens sans chercher à savoir si ces navires ont reçu un avantage du fait des subventions alléguées (en effet, les CE englobent tous les navires coréens dans leurs allégations concernant la dépression des prix et l'empêchement de hausses de prix), leurs éléments de preuve eux-mêmes n'indiquent pas que la dépression des prix ou l'empêchement de hausses de prix a été causé par les navires coréens ni, *a fortiori,* par les subventions alléguées elles-mêmes. À titre d'exemple, nous rappelons les affirmations ci-après de la FMI:

- il semble que ce soit la Chine qui exerce une influence déterminante sur les prix pour les navires citernes Panamax;

- depuis 2001, c'est la Chine qui exerce une influence déterminante sur les prix des transporteurs de produits chimiques;

- dans le secteur des porte-conteneurs de collecte, c'est depuis quelques années la Corée du Sud et la Chine qui semblent exercer cette influence déterminante sur les prix, mais avec une forte concurrence de la Pologne, de Singapour et de Taiwan;

- transporteurs de produits handysize: la Chine et la Corée du Sud, et c'est cette dernière qui domine (*note*: mais aucune vente et aucun prix n'ont été représentés graphiquement pour les CE, sans la moindre explication);

- transporteurs de produits Panamax: la Chine a continué d'exercer dans ce secteur une influence déterminante sur les prix pendant la période considérée;

- transporteurs de produits chimiques: le Japon, la Corée du Sud et la Chine ont offert les prix les plus bas et depuis deux ans, la Chine semble exercer à cet égard l'influence déterminante.

La Corée note que, contrairement aux insinuations des CE, elle n'accepte pas le choix de la tbc pour l'évaluation d'une quelconque capacité de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix. Néanmoins, les CE elles-mêmes utilisent cette unité de mesure et leurs données confirment qu'en règle générale, les prix coréens n'étaient pas inférieurs à ceux des navires des CE au point de causer une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix.

En ce qui concerne l'observation des CE figurant au paragraphe 37, la Corée note qu'elle a simplement utilisé les renseignements présentés par les CE dans leur propre argumentation, sans que cela implique d'une manière quelconque qu'elle considère le dollar/tbc comme la mesure la plus appropriée pour la fixation du prix paramétrique. Elle présente cet argument à titre subsidiaire. Elle maintient son opinion exprimée dans sa pièce n° 70 selon laquelle le prix paramétrique devrait être fixé sur la base de mesures de cargaison telles que la tpl, l'evp et le mètre cube. Elle a réaffirmé les réserves qu'elle avait formulées plus haut dans le présent document au sujet de l'utilisation du dollar/tbc dans ses observations relatives à la question n° 194. Par ailleurs, elle rappelle au Groupe spécial que la tbc ne fait qu'exprimer le contenu de travail qui est lié à la main-d'œuvre en ce qui concerne les coûts du côté de l'offre, non le contenu matériel.

La Corée s'en tient à sa propre analyse des prix présentée dans sa pièce n° 70, selon laquelle il n'y avait aucun élément de preuve relatif à l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix sur le marché examiné.

Liste des pièces

Pièce n° 154 de la Corée	**Question 188 – Anjin's third response dated 23 July 2004**
Pièce n° 155 de la Corée	**Question 190 – Supplemental response by KPMG**
Pièce n° 156 de la Corée	**Question 194 –** Clarkson's Sources and Methods statement (excerpt)
Pièce n° 157 de la Corée	**Question 195** – Detailed comments on the FMI report in Exhibit Korea **–** 142

Note: Les pièces indiquées en caractères gras contiennent des renseignements commerciaux confidentiels.

ANNEXE H

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Contenu		Page
Annexe H	Demande d'établissement d'un groupe spécial – Document WT/DS273/2	H-2

ANNEXE H

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN
GROUPE SPÉCIAL

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS273/2
13 juin 2003

(03-3145)

Original: anglais

CORÉE – MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES NAVIRES DE COMMERCE

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 11 juin 2003, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 21 octobre 2002, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la République de Corée (Corée) conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémorandum d'accord), à l'article XXIII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994) et aux articles 4, 7 et 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (*Accord SMC*) au sujet de mesures affectant le commerce des navires de commerce. Cette demande a été distribuée aux Membres de l'OMC le 24 octobre 2002 dans le document WT/DS273/1, intitulé "*Corée - Mesures affectant le commerce des navires de commerce*".

Les consultations ont eu lieu les 22 novembre et 13 décembre 2002 et le 7 mai 2003. Malheureusement, elles n'ont pas permis de régler le différend.

Les Communautés européennes demandent par conséquent qu'un groupe spécial soit établi conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article XXIII:2 du GATT de 1994 et aux articles 4, 7 et 30 de l'*Accord SMC* (dans la mesure où l'article 30 incorpore par référence l'article XXIII du GATT de 1994).

Les mesures qui font l'objet de la présente demande sont des subventions prohibées et pouvant donner lieu à une action. En particulier, les Communautés européennes considèrent que les mesures ci-après sont incompatibles avec les obligations de la Corée au titre de l'*Accord SMC*:

- La Loi portant établissement de la Banque coréenne d'export-import ("KEXIM"), tous décrets d'application et autres règlements qui permettent spécifiquement à la KEXIM

d'accorder aux exportateurs coréens de biens d'équipement un financement à des taux préférentiels.

- Les programmes de prêts avant expédition et de garanties de restitution des paiements anticipés établis par la KEXIM. Dans le cadre du *programme de prêts avant expédition*, la KEXIM accorde des prêts avant livraison à des taux préférentiels destinés à financer les coûts de production liés aux contrats d'exportation, comme le coût des matières premières et de la main-d'œuvre et les frais généraux jusqu'à la livraison des marchandises. Dans le cadre du *programme de garanties de restitution des paiements anticipés*, la KEXIM accorde des garanties assorties de taux de prime préférentiels, qui permettent à un acheteur étranger de se faire restituer tous paiements anticipés effectués auprès d'un exportateur coréen, y compris les intérêts accumulés sur ces paiements anticipés, si l'exportateur coréen ne s'acquitte pas de ses obligations dans le cadre du contrat d'exportation correspondant. L'octroi à titre individuel, par la KEXIM, de prêts avant expédition et de garanties de restitution des paiements anticipés aux chantiers navals coréens, y compris Samho Heavy Industries, Daedong Shipbuilding Co., Daewoo Shipbuilding and Marine Engineering, Hyundai Heavy Industries, Hyundai Mipo, Samsung Heavy Industries et Hanjin Heavy Industries & Construction Co.

- L'octroi par le gouvernement coréen, par le biais de banques détenues et contrôlées par l'État, de subventions à la restructuration d'entreprises, sous la forme d'annulations et d'allégements de dettes, de bonifications d'intérêts et de conversions de dettes en prises de participation. Ces subventions ont été accordées à au moins trois chantiers navals (Daewoo Shipbuilding and Marine Engineering, Samho Heavy Industries, Daedong Shipbuilding Co.).

- La Loi sur le contrôle des régimes fiscaux spéciaux, et plus particulièrement le programme d'imposition spéciale des apports en nature (article 38) et d'imposition spéciale des cessions d'actifs (article 45-2), établit deux programmes fiscaux applicables uniquement aux entreprises en cours de restructuration et dans le cadre desquels des avantages fiscaux sont accordés à Daewoo; l'avantage combiné de ces programmes est estimé à 78 milliards de won.

Les Communautés européennes considèrent que les mesures coréennes contreviennent aux obligations de la Corée au titre de l'*Accord SMC*, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, les dispositions suivantes:

- L'article 3.1 a) et 3.2 de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, la Loi KEXIM, les garanties de restitution des paiements anticipés et les prêts avant expédition accordés par la KEXIM ainsi que les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* et sont *de jure* ou *de facto* subordonnés aux exportations.

- L'article 5 a) de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, les subventions KEXIM, les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux susmentionnés sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'*Accord SMC* et causent un dommage à la branche de production communautaire.

- L'article 5 c) de l'*Accord SMC*, parce que, entre autres choses, les subventions KEXIM, les mesures de restructuration des entreprises et les avantages fiscaux susmentionnés sont des subventions spécifiques au sens des articles 1er et 2 de l'Accord SMC et causent un préjudice grave aux intérêts des Communautés

européennes, en particulier parce qu'ils se traduisent par une sous-cotation notable des prix ou qu'ils ont pour effet d'empêcher des hausses de prix ou de déprimer les prix ou de faire perdre des ventes dans une mesure notable au sens de l'article 6.3 et 6.5 de l'*Accord SMC*.

Les Communautés européennes demandent qu'un groupe spécial, doté du mandat type, soit immédiatement établi, conformément aux articles 4.4 et 7.4 de l'*Accord SMC* et à l'article 7 du Mémorandum d'accord.

Les Communautés européennes demandent que cette demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, qui doit avoir lieu le 24 juin 2003.

Les Communautés européennes demandent en outre qu'à cette réunion l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'*Accord SMC* conformément au paragraphe 2 de ladite Annexe. En particulier, les Communautés européennes demandent que l'ORD désigne un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements prévu à l'Annexe V. Les Communautés européennes sont prêtes à proposer des noms à l'ORD et à procéder à des consultations avec la Corée à ce sujet. Les Communautés européennes ont également l'intention de faire des suggestions quant aux renseignements qui devraient être demandés dans le cadre de cette procédure une fois le groupe spécial établi.